

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS 2022

N° 10



ACTES ADMINISTRATIFS DU DEPARTEMENT

SOMMAIRE

- Délibérations de l'Assemblée départementale du 20 juin 2022

AVERTISSEMENT

Sont publiés intégralement les délibérations du conseil départemental, de la commission permanente, et les arrêtés, présentant un caractère réglementaire (articles L. 3131-3 et R. 3131-1 du code général des collectivités territoriales) ou dont la publication est prévue par un texte spécial.

Le texte intégral des actes cités dans ce recueil peut être consulté à :
l'Accueil de l'Hôtel du Département
1 place Monseigneur de Galard
43000 LE PUY-EN-VELAY

ASSEMBLEE DEPARTEMENTALE DU 20 JUIN 2022

Ordre du jour

Haute-Loire ouverte

N°	DESIGNATION DE L'AFFAIRE	Incidence financière
1	VOIRIE DEPARTEMENTALE ET BATIMENTS DEPARTEMENTAUX-SECTION FONCTIONNEMENT	NON
2	VOIRIE DEPARTEMENTALE - PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT 2022 - 2027	NON
3	RD15 - ITINERAIRE SAINT JULIEN CHAPTEUIL - ARDECHE - CALIBRAGE ET RECTIFICATION DE L'AIRE DE CHAINAGE A BOUSSOULET DU PR 14+320 AU PR 18+680 SUR LES COMMUNES DE SAINT JULIEN CHAPTEUIL ET CHAMPCLAUSE	NON

Ressources et Stratégie

N°	DESIGNATION DE L'AFFAIRE	Incidence financière
4	DÉSIGNATIONS DE REPRÉSENTANTS DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL AU SEIN DE DIVERS ORGANISMES ET COMMISSIONS	NON
5	BILAN D'ETAPES DU PLAN DE FORMATION DES ELUS	NON
6	1607 HEURES : ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL DES AGENTS DÉPARTEMENTAUX	NON
7	AJUSTEMENTS DU TABLEAU DES EFFECTIFS ET DIVERSES MESURES RH	OUI
8	BUDGET RH : DM1 ET MESURES NOUVELLES	OUI
9	COMPTE ADMINISTRATIF 2021	NON
10	COMPTE DE GESTION 2021	NON
11	AFFECTATIONS DES RESULTATS 2021	NON
12	PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT 2022 - 2027	NON
13	DECISION MODIFICATIVE N°1 2022	NON
14	MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR DE L'ASSEMBLEE DEPARTEMENTALE	NON

Solidarités territoriales

N°	DESIGNATION DE L'AFFAIRE	Incidence financière
15	DELEGATION DES AIDES A LA PIERRE DU PARC PRIVE ET DU PARC PUBLIC : AVENANTS RELATIFS A LA PROGRAMMATION ET AUX CREDITS 2022	OUI

16	GARANTIES D'EMPRUNTS DES BAILLEURS SOCIAUX : MODIFICATION DES REGLES D'INTERVENTION	NON
17	SERVICE PUBLIC DE LA PERFORMANCE ENERGETIQUE DE L'HABITAT (SPPEH) : MISE EN PLACE ET CONVENTIONS DE MISE EN OEUVRE AVEC LA REGION ET LES EPCI DU DEPARTEMENT	NON
18	OBSERVATOIRE DEPARTEMENTAL DE L'HABITAT : UN INSTRUMENT STRATEGIQUE DE CONNAISSANCE ET D'ANALYSE	NON

Enfance jeunesse

N°	DESIGNATION DE L'AFFAIRE	Incidence financière
19	SCHEMA DEPARTEMENTAL DES ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES 2022-2027	NON
20	RÈGLEMENT DÉPARTEMENTAL DU TRANSPORT SCOLAIRE ADAPTE DES ÉLÈVES ET ÉTUDIANTS EN SITUATION DE HANDICAP	NON

Attractivité territoriale

N°	DESIGNATION DE L'AFFAIRE	Incidence financière
21	PATRIMOINE : REVISION DU DISPOSITIF DEPARTEMENTAL D'AIDE A LA RESTAURATION DES TOITURES TYPIQUES	NON
22	SCHÉMA DÉPARTEMENTAL DE LA LECTURE PUBLIQUE 2023-2027	NON
23	MISE EN PLACE DE LA TAXE ADDITIONNELLE DEPARTEMENTALE DE SEJOUR	OUI FONC

Solidarités humaines

N°	DESIGNATION DE L'AFFAIRE	Incidence financière
24	MISE A JOUR DU RÈGLEMENT DÉPARTEMENTAL DE L'ACTION SOCIALE (RDAS)	NON
25	MISE EN PLACE DE LA DOTATION QUALITÉ AUPRÈS DES SERVICE D'AIDE ET D'ACCOMPAGNEMENT A DOMICILE (SAAD)	OUI FONC
26	FINANCEMENT DE LA PRIME SEGUR DANS LES ÉTABLISSEMENTS SOUS COMPÉTENCE EXCLUSIVE DÉPARTEMENTALE.	OUI FONC
27	FINANCEMENTS COMPLÉMENTAIRES POUR LA PRÉFIGURATION DU NOUVEAU MODÈLE DE FINANCEMENT DES SAAD	OUI
28	CONVENTION EXPÉRIMENTALE DE PARTENARIAT SUR LA DELEGATION DE L'ACCOMPAGNEMENT DES BENEFICIAIRES DU RSA ENTRE A.L.I.S TRAIT D'UNION ET LE CONSEIL DEPARTEMENTAL	OUI
29	PLAN PAUVRETE 2021-2022 : APPROBATION DU RAPPORT D'EXÉCUTION	NON

Hors commission

N°	DESIGNATION DE L'AFFAIRE	Incidence financière
30	HABITAT INCLUSIF : LANCEMENT D'UN APPEL A MANIFESTATION D'INTERET POUR LA MISE EN OEUVRE DE L'AIDE A LA VIE PARTAGEE	NON
31	AUTORISATION EXCEPTIONNELLE DE PRELEVEMENT D'EAU DANS LE LAC DU BOUCHET POUR L'ABREUVEMENT DU BETAIL	NON

DÉLIBÉRATION DE L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

Séance ordinaire publique du 20 juin 2022

1 - VOIRIE DEPARTEMENTALE ET BATIMENTS DEPARTEMENTAUX- SECTION FONCTIONNEMENT

Direction : Direction des Services Techniques

Service instructeur : Administration

Délibération n ° : CD200622/1K

Le 20 juin 2022, l'Assemblée départementale, régulièrement convoquée, s'est réunie à l'Hôtel du Département sous la présidence de Marie-Agnès PETIT, Présidente du Département.

- Présents : 33

-Absent(s) excusé(s) : 5

- Absent(s) ayant donné pouvoir : 0

Le quorum ayant été vérifié,

L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU les articles L3213-1 et L3213-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'article R3213-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Après avoir entendu le rapport présenté par Madame Blandine PRORIOU au nom de la commission Haute-Loire ouverte, et après en avoir délibéré :

acte les inscriptions budgétaires proposées sur la voirie départementale et les bâtiments départementaux, inscrites dans la Décision Modificative 1 :

Synthèse des crédits Voirie Départementale, section fonctionnement

La forte augmentation du coût des produits pétroliers, de la fourniture d'énergie et de nombreuses matières premières impacte directement plusieurs lignes de crédits de fonctionnement.

Un hiver 2021/2022 relativement clément et une réduction de la campagne d'enduit 2022 permettent de compenser pour partie ces augmentations et donc de limiter les demandes d'ajustement de crédits pour cette Décision Modificative à un total de 262 000 €.

Un suivi mensuel de ces budgets, en particulier de quelques lignes de crédits sensibles (carburant et émulsion de bitume) permettra de statuer sur d'éventuels ajustements à la prochaine Décision Modificative d'octobre.

Synthèse des crédits Bâtiments Départementaux, section fonctionnement

La forte augmentation de la fourniture d'énergie impacte directement plusieurs lignes de crédits de fonctionnement.

Les demandes d'ajustement de crédits pour cette Décision Modificative restent limitées à 112 000 €.

Un suivi mensuel de ces budgets permettra de statuer sur d'éventuels ajustements à la prochaine Décision Modificative d'octobre.

Une demande d'ajustement de crédits spécifique pour le FDE à hauteur de 3 500 € est nécessaire.

Adopté à l'unanimité des membres présents ou représentés.

**Identifiant de télétransmission
043-224300012-20220620-260200-DE-1-1**

**Pour la Présidente,
le Directeur Général
des Services du Département par intérim**

**Date de réception en préfecture :
22 juin 2022**

Date de publication :

Signé Eric CHANAL

DÉLIBÉRATION DE L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

Séance ordinaire publique du 20 juin 2022

2 - VOIRIE DEPARTEMENTALE - PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT 2022 - 2027

Direction : Direction des Services Techniques

Service instructeur : Administration

Délibération n ° : CD200622/2K

Le 20 juin 2022, l'Assemblée départementale, régulièrement convoquée, s'est réunie à l'Hôtel du Département sous la présidence de Marie-Agnès PETIT, Présidente du Département.

- Présents : 34 -Absent(s) excusé(s) : 4 - Absent(s) ayant donné pouvoir : 0

Le quorum ayant été vérifié,

L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU les articles L3213-1 et L3213-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'article R3213-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Après avoir entendu le rapport présenté par Monsieur Olivier CIGLOTTI au nom de la commission Haute-Loire ouverte, et après en avoir délibéré :

acte le Programme Pluriannuel d'Investissement sur le réseau routier départemental pour les années 2022 à 2027 à hauteur de 134 400 000 € :

✓ **MODERNISATION RESEAU**

- Le programme Modernisation du réseau structurant

Ce programme accompagne le développement du territoire.

Il comprend les aménagements structurants issus du livre blanc concourant à l'aménagement d'itinéraires sélectionnés. Il est proposé la réalisation sur ce programme pour 11,6 M€ d'opérations.

- Le programme Infrastructures nouvelles et stratégiques

Ce programme permet la création d'infrastructures nouvelles comme des déviations/contournements de bourgs/villages. Il est proposé la réalisation sur ce programme, pour 0,5M€, des études amonts et études de faisabilité, et potentiellement de lancer des DUP et d'approuver des Avant-Projet Sommaire sur plusieurs projets de déviations ou contournements.

- Le programme Pont de Bas en Basset et le programme Pont de Langeac

Ces programmes permettront un suivi dédié à ces 2 grands ponts.

Il est proposé la réalisation du nouveau pont de Bas » pour 23,9 M€.

Il est proposé la réalisation du nouveau pont de Langeac pour 12,9 M€.

- Les mobilités douces

Ce programme accompagnera la mise en œuvre du schéma cyclable départemental.

Il comprend les aménagements de sections de routes départementales identifiées au schéma, en particulier la création de bandes cyclables. Il est proposé la réalisation sur ce programme pour 6,70 M€ d'opérations spécifiques et ciblées/arbitrées.

✓ AMENAGEMENTS LOCALISES

- Le programme Aménagements localisés et de sécurité

Ce programme répond à une logique de desserte et d'accessibilité des territoires.

Ce programme permet de répondre également aux besoins de modernisation du réseau routier, mais concernant des travaux plus ciblés, locaux et ponctuels sur l'ensemble du réseau du département, y compris sur le réseau secondaire.

Il est proposé la réalisation sur ce programme pour 4,5 M€ de 35 opérations déjà identifiées et travaillées (travaux ou consultations en cours ou en études avancées).

- Le programme Aménagements traversées d'agglomérations

Le programme aménagements dans les traverses d'agglomération permet notamment d'accompagner les projets de modernisation et d'amélioration des routes départementales en traverses d'agglomération portés par les communes ; il permet au Département d'être au côté des communes dans leurs projets d'aménagements de sécurité et de valorisation des traverses des bourgs et villages.

Il est proposé la réalisation sur ce programme pour 6,6 M€ des opérations d'aménagement de traverses en accompagnement des projets communaux pour la partie départementale.

- Le programme Aménagement d'intérêts locaux

Il est proposé la réalisation sur ce programme pour 2,5 M€ des opérations d'aménagement d'intérêt locaux.

✓ REHABILITATION PATRIMOINE

- Le programme Réhabilitation chaussées RD

Ce programme comporte le volet chaussées du patrimoine : préservation et la valorisation du patrimoine routier départemental que représentent les 3 400 km de chaussées des routes départementales en Haute-Loire.

Il est proposé la réalisation sur ce programme pour 31,5 M€ des opérations de renouvellement et de renforcement de chaussée.

- Le programme Réhabilitation des ouvrages d'art (OA) et de protection de falaise (OPF)

Ce programme porte sur la préservation et la valorisation du patrimoine routier départemental que représentent les plus de 2 500 ouvrages, murs et ponts, en Haute-Loire ainsi que les 229 ouvrages de protection des falaises.

Il est proposé la réalisation sur ce programme pour 8,40 M€ des opérations de travaux sur ouvrages.

- Le programme Réhabilitation patrimoine suite aux aléas climatiques

Ce programme est provisionnel sans opérations identifiées, mais nécessaires pour reprendre aux potentiels dégâts survenant en cours d'année sur le patrimoine routier : chaussées, talus et ouvrages d'art suite aux différentes intempéries (orages, inondations, conditions hivernales, etc.).

Il est proposé la réalisation sur ce programme pour 1,5M€ de travaux.

✓ MOYENS TRANSVERSAUX

- Le programme Etudes et prestations intellectuelles

Il est proposé la réalisation sur ce programme pour 1,4 M€ d'études nécessaires à la mise en œuvre des différents sous-programmes d'investissement sur le réseau routier notamment la modernisation du réseau, les aménagements ponctuels et les ouvrages d'art.

- Le programme Affaires foncières

Il est proposé la réalisation sur ce programme pour 1,2 M€ d'acquisitions foncières.

- Le programme Matériel de sécurité et équipements de la route

Il est proposé la réalisation sur ce programme pour 2,4 M€ des divers investissements relatifs :

- à la signalisation : signalisation directionnelle, mâts sécurité passive, signalisation d'identification des services départementaux (panneaux monuments historiques et sites patrimoniaux remarquable, etc)
- aux divers équipements d'aide à la décision notamment en viabilité hivernale : cameras, stations météo, jalons, etc.
- pour améliorer la qualité et l'efficacité de l'information en terme de conditions de circulation

et de sécurité des usagers : PMV, stations comptages, etc.

✓ MOYENS GENERAUX

- Le programme Matériel roulant et outillage technique

Ce programme porte sur le parc de matériels et de véhicules de l'ensemble de la collectivité : parc de véhicules de la Direction des Services Techniques, des différentes Directions de la collectivité, de la Bibliothèque Départementale, du Service des Archives Départementales, du SATEA, du domaine du Sauvage, du Château de Chavaniac, du Foyer de l'Enfance, du Laboratoire Départemental d'Analyses, du cabinet....

Il est proposé la réalisation sur ce programme pour 17,3 M€ du renouvellement de 450 véhicules (véhicules légers et utilitaires, poids lourds avec équipements service hivernales, tracteurs, engins de chantier, remorques) et de 1130 matériels non roulants (centrale à saumure, petits matériels, outillages, matériels de laboratoire).

- Le programme Bâtiments exploitation routière

Ce programme porte sur le parc de bâtiments routiers : les 4 pôles (5 sites), les 24 Centre Opérationnels Routiers (28 sites en comprenant centre d'appui et de chargement), le site de Taulhac.

Il est proposé la réalisation sur ce programme pour 1,5 M€ des travaux d'entretien et de maintenance des différents sites, avec une priorisation si possible sur la rénovation énergétique.

SYNTHESE DES PROGRAMMES

Nom du programme	PPI 2022 – 2027
Aménagement d'itinéraire structurant	11 600 000 €
Infrastructures nouvelles	500 000 €
Grand pont Bas	23 900 000 €
Grand pont Langeac	12 900 000 €
Mobilité douce	6 700 000 €
Aménagements ponctuels et de sécurité	4 500 000 €
Aménagement d'agglomération	6 600 000 €
Travaux d'intérêts locaux	2 500 000 €
Réhabilitation des chaussées	31 500 000 €
Réhabilitation des Ouvrages d'Art	8 400 000 €
Confortement après dégâts	1 500 000 €
Etudes générales Prestations	1 400 000 €
Acquisitions foncières	1 200 000 €
Matériel sécurité	2 400 000 €
Matériel roulants	17 300 000 €
Bâtiments exploitation routière	1 500 000 €
TOTAL	134 400 000 €

Adopté à l'unanimité des membres présents ou représentés.

**Identifiant de télétransmission
043-224300012-20220620-260239-DE-1-1**

**Pour la Présidente,
le Directeur Général
des Services du Département par intérim**

**Date de réception en préfecture :
22 juin 2022**

Date de publication :

Signé Eric CHANAL

DÉLIBÉRATION DE L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

Séance ordinaire publique du 20 juin 2022

3 - RD15 - ITINERAIRE SAINT JULIEN CHAPTEUIL - ARDECHE - CALIBRAGE ET RECTIFICATION DE L'AIRE DE CHAINAGE A BOUSSOULET DU PR 14 320 AU PR 18 680 SUR LES COMMUNES DE SAINT JULIEN CHAPTEUIL ET CHAMPCLAUSE

Direction : Direction des Services Techniques

Service instructeur : Service Prospectives et Modernisation

Délibération n° : CD200622/3K

Le 20 juin 2022, l'Assemblée départementale, régulièrement convoquée, s'est réunie à l'Hôtel du Département sous la présidence de Marie-Agnès PETIT, Présidente du Département.

- Présents : 34 -Absent(s) excusé(s) : 4 - Absent(s) ayant donné pouvoir : 0

Le quorum ayant été vérifié,

L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

Après avoir entendu le rapport présenté par Madame Christelle MICHEL DELEAGE au nom de la commission Haute-Loire ouverte, et après en avoir délibéré :

- Approuve l'avant-projet portant sur le calibrage et la rectification de la route départementale N°15 de l'aire de chaînage à Boussoulet du PR14+320 au PR18+680 sur le territoire des communes de Saint Julien Chapteuil et de Champclause.

La Route Départementale N° 15 appartient au réseau structurant du Département. Cette route inter-régionale a vocation économique et touristique, elle assure la liaison entre l'agglomération du Puy-en-Velay (Haute Loire) et Saint-Agrève (Ardèche). La portion objet du projet supporte un trafic de 1760 véhicules en moyenne par jour, dont 5.3% de poids-lourd.

Le projet est un calibrage de la chaussée existante avec une reprise des courbes difficiles. Pour cela, une plateforme de 9 mètres et une chaussée de 6 mètres seront mises en place le long du tracé avec des courbes de rayon minimal de 60 mètres. Les obstacles à moins de 4m du bord de chaussée seront supprimés ou protégés.

Le projet prendra en compte une insertion paysagère remarquable dans le respect des inventaires faune et flore de ce secteur.

Pour favoriser le déploiement des modes doux, autant pour les cyclotouristes que pour le trajet domicile-travail, le projet prévoit de revêtir les accotements l'année N+1 avec un enrobé de couleur clair sur 1,5 m de large. Une signalétique de bandes cyclables sera mise en place.

Le Département a travaillé en concertation avec les communes. Les carrefours avec les voiries communales seront repris en géométrie afin de renforcer la sécurité.

L'axe de la route sera déporté, dans la limite du possible, pour s'éloigner du bâti jouxtant la route actuelle.

L'accès au hameau de Neyzac se fait par trois carrefours sur la RD15. Un de ces carrefours, très pentu et manquant de visibilité devrait être supprimé, en concertation avec la municipalité.

Il est convenu que le Département portera la maîtrise d'ouvrage et d'œuvre de l'aménagement et qu'une convention financière sera établie avec les communes concernées, pour la reprise des carrefours et la création des belvédères :

- Fixe le montant maximum de la dépense autorisée pour cette opération à 3 650 000 €TTC.
- Décide de la libération des emprises foncières nécessaires à la réalisation de cette opération

- Autorise Madame La Présidente du Département à diligenter toutes les procédures administratives et juridiques nécessaires à la réalisation du projet en application des délégations données par l'Assemblée Départementale.

Adopté à l'unanimité des membres présents ou représentés.

**Identifiant de télétransmission
043-224300012-20220620-259109-DE-1-1**

**Pour la Présidente,
le Directeur Général
des Services du Département par intérim**

**Date de réception en préfecture :
22 juin 2022**

Date de publication :

Signé Eric CHANAL

DÉLIBÉRATION DE L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

Séance ordinaire publique du 20 juin 2022

4 - DÉSIGNATIONS DE REPRÉSENTANTS DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL AU SEIN DE DIVERS ORGANISMES ET COMMISSIONS

Direction : Direction Ressources et Ingénierie

Service instructeur : Direction Ressources et Ingénierie

Délibération n° : CD200622/4M

Le 20 juin 2022, l'Assemblée départementale, régulièrement convoquée, s'est réunie à l'Hôtel du Département sous la présidence de Marie-Agnès PETIT, Présidente du Département.

- Présents : 34

- Absent(s) excusé(s) : 4

- Absent(s) ayant donné pouvoir : 0

Le quorum ayant été vérifié,

L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

Après avoir entendu le rapport présenté par Madame Chantal FARIGOULE au nom de la commission Ressources et Stratégie, et après en avoir délibéré :

Après en avoir délibéré :

Valide :

- la mise en place de la commission des incidents et / ou des réclamations dans le secteur de la protection de l'enfance, qui sera composée :
 - d'un représentant du Service des établissements médico-sociaux
 - du Directeur délégué de la protection de l'enfance
 - d'un représentant du Service d'aide sociale à l'enfance
 - d'un Responsable territorial ASE
 - de l'élu délégué à la protection de l'enfance
- la fiche de déclaration d'incident et / ou de réclamations en annexe
- la mise à jour du règlement départemental d'aide sociale (RDAS) (fiche en annexe)

Procède à la désignation :

- de Jean-Marc BOYER et de Marie-Pierre VINCENT en tant que titulaires, et de Fanny SABATIER et de Marie-Agnès PETIT en tant que suppléantes, comme représentants du Département au sein de la commission locale n°2 de la SAFER AURA,
- de Corinne BRINGER en tant que représentante du Département au sein du comité de suivi du Lieu de Mémoire du Chambon-sur-Lignon.
- de Jean-François EXBRAYAT comme représentant titulaire du Département et Christiane MOSNIER comme représentante suppléante du Département au sein de la Commission départementale de recensement des votes.

Adopté à l'unanimité des membres présents ou représentés.

Identifiant de télétransmission
043-22430012-20220620-260042-DE-1-1

**Pour la Présidente,
le Directeur Général
des Services du Département par intérim**

Date de réception en préfecture :
22 juin 2022

Date de publication :

Signé Eric CHANAL

**FICHE DE DECLARATION D'INCIDENT ET/OU DE RECLAMATION
POUR LES ESMS DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE**

1. STRUCTURE

Nom de l'établissement :

Adresse de la structure :

Téléphone :

Courriel :

Date et heure de la déclaration :

Nom et qualité du déclarant :

2. NATURE DES FAITS

Résumé des faits :

Nature des dysfonctionnements :

- Les sinistres et événements météorologiques exceptionnels
- Les accidents ou incidents liés à des défaillances d'équipements techniques de la structure
- Les perturbations dans l'organisation du travail et la gestion des ressources humaines
- Les accidents ou incidents liés à une erreur ou à un défaut de soin ou de surveillance
- Les décès accidentels ou consécutifs à un défaut de surveillance ou de prise en charge d'une personne
- Les suicides ou tentatives de suicides, au sein des structures relatifs aux personnels
- Les actes de malveillance au sein de la structure
- Autres (descriptif) :

3. CIRCONSTANCES ET DEROULEMENT DES FAITS

Date et heure des faits :

Lieux :

Nombre de personnes victimes ou exposées :

Circonstances :

4. VICTIME(S) DECLARE(S)

Nom:

Prénom :

Sexe :

Date de naissance :

Qualité (personnel, résident, famille...) :

Information :

5. AUTEUR DES ACTES (LE CAS ECHEANT)

Nom:

Prénom :

Sexe :

Date de naissance :

Qualité (personnel, résident, famille...) :

Information :

6. DISPOSITIONS PRISES OU ENVISAGEES PAR LA STRUCTURE

Concernant la victime :

Concernant l'auteur :

7. SUITES ADMINISTRATIVES OU JUDICIAIRES

- Enquête de police ou de gendarmerie :
- Dépôt de plainte
- Signalement au procureur de la République
- Autre

8. ELEMENTS COMPLEMENTAIRES QUE LE DECLARANT SOUHAITE APPORTER

A le

Nom et qualité :

Signature :

Commission des Réclamations

Nature de la prestation

Les structures sociales et médico-sociales et les lieux de vie et d'accueil de la protection de l'enfance soumises à autorisation doivent déclarer aux autorités administratives compétentes tout dysfonctionnement grave dans leur gestion ou organisation susceptible d'affecter la prise en charge des usagers, leur accompagnement ou le respect de leurs droits.

Bénéficiaires

- Les familles d'enfants placés à l'aide sociale à l'enfance
- les gestionnaires
- les responsables
- les professionnels

Procédure

Modalités de traitement de l'incidents et / ou la réclamation :

L'information doit être transmise dans les plus brefs délais. Elle peut être transmise par les familles, les enfants ou les professionnels par courrier ou email. Ces informations sont recueillies par la **CASED et/ou le SEMS (boite mail suivante : reclamation@hauteloire.fr).**

Gestion du signalement :

a) La CASED ou le SEMS évaluent si l'information concerne le suivi propre de l'enfant dans ce cas il sera traité par la CASED ou s'il est relatif au fonctionnement de la structure et l'accueil de l'enfant et il sera traité par la commission des incidents et/ou des réclamations positionnée au SEMS.

b) Si l'information relève du fonctionnement de la structure et l'accueil de l'enfant alors la commission des incidents et/ou des réclamations se réunit 1 fois par mois maximum en fonction des dossiers à traiter soit au cas par cas en fonction de l'urgence de la situation.

c) Les suites à donner : un courrier réalisé par la commission des incidents et/ou des réclamations est envoyé à la structure pour un rapport circonstancié et un accusé réception au plaignant si besoin. En cas de manquement grave de la part de la structure, un contrôle inopiné peut

Références juridiques

Décret n°2016-1813 du 21 décembre 2016 relatif à l'obligation de signalement des structures sociales et médico-sociales.

Code de l'Action Sociale et de la Famille

Article L331-8-1 du CASF

être diligé et selon la nature du dysfonctionnement repéré, une transmission de l'information peut être faite à l'autorité judiciaire sans délai. Une copie du courrier est transmise au responsable territorial ASE pour information.

Nature des dysfonctionnements à déclarer à la commission des incidents et/ou des réclamations

- Les sinistres et événements météorologiques exceptionnels (SEMS)
- Les accidents ou incidents liés à des défaillances d'équipements techniques de la structure (SEMS)
- Les perturbations dans l'organisation du travail et la gestion des ressources humaines (SEMS)
- Les accidents ou incidents liés à une erreur ou à un défaut de soin ou de surveillance (SEMS)
- les décès accidentels ou consécutifs à un défaut de surveillance ou de prise en charge d'une personne (SEMS)
- les suicides ou tentatives de suicides, au sein des structures, de personnes prises en charge (ASE) ou de personnels (SEMS)
- les situations de maltraitance à l'égard de personnes accueillies ou prise en charge (ASE)
- les actes de malveillance au sein de la structure (SEMS)

Contenu de l'information

- Coordonnées de la structure et celle du déclarant
- Les dates de survenue et constatation du signalement
- La nature des faits, les circonstances dans lesquelles ils se sont produits
- Le nombre de personnes victimes ou exposées au moment des faits
- Les conséquences du signalement
- Les demandes d'intervention des secours et les mesures immédiates prises par la structure

- L'information apportée à la famille et le cas échéant au représentant légal
- Les dispositions prises par la structure pour remédier aux dysfonctionnements

Intervenants

Service des Etablissements
médico sociaux
Directeur délégué de la protection
de l'enfance
Service Aide Sociale à l'Enfance :
CASED
Responsable territorial ASE

DÉLIBÉRATION DE L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

Séance ordinaire publique du 20 juin 2022

5 - BILAN D'ETAPES DU PLAN DE FORMATION DES ELUS

Direction : Direction Générale des Services

Service instructeur : Direction Générale des Services

Délibération n ° : CD200622/5M

Le 20 juin 2022, l'Assemblée départementale, régulièrement convoquée, s'est réunie à l'Hôtel du Département sous la présidence de Marie-Agnès PETIT, Présidente du Département.

- Présents : 34

- Absent(s) excusé(s) : 4

- Absent(s) ayant donné pouvoir : 0

Le quorum ayant été vérifié,

L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

VU l'article 3123-10 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération n°CD181021/18M du Conseil départemental du 18 octobre 2022 relative à l'adoption du plan de formation des élus pour la mandature 2021-2028.

Après avoir entendu le rapport présenté par Madame Christelle VALANTIN au nom de la commission Ressources et Stratégie, et après en avoir délibéré :

Prend acte du bilan d'étape du plan de formation des élus pour la mandature 2021-2028, qui a été débattu au vu du tableau récapitulant les actions de formation des élus financées par le Département annexé au compte administratif

Adopté à l'unanimité des membres présents ou représentés.

Identifiant de télétransmission

043-224300012-20220620-260323-DE-1-1

**Pour la Présidente,
le Directeur Général
des Services du Département par intérim**

Date de réception en préfecture :

22 juin 2022

Date de publication :

Signé Eric CHANAL

Plan de formation des élus - bilan d'étapes 1ère année de mandat 2022

	Intitulé de la formation	Organisme de formation	Lieu de formation	Durée en heures	Dates ou périodes	Nombre de stagiaires	Coûts pédagogiques	Salaires et charges intervenants	Déplacements	Hébergements - Restauration	COUT TOTAL	DIF
Formations Externes	Prise de parole en public	IFET	HDD	7h00	22/12/2021	5	Formation gratuite dans le cadre de l'adhésion 2021 à l'IFET	481,86 €	0	0	481,86	NC
	Coaching individuel	IFET	HDD	3h00	23/12/2021 (au moins deux séances à programmer)	1	2 000 €	0	0	0	2000	NC
	Les compétences des Départements	IFET	HDD	4h00	07/03/2022	28	2 000 €	0	0	715 €	2715	NC
	Formation -Journée des femmes élues-AURA: Trois étapes pour booster la confiance en soi	Elu(e)s Locales	Lyon	4h00	25/03/2022	1	600 €	0	0	0	600 €	NC
	Formation Subventions européennes nouveaux programmes 2021-2027	FPT Formations	Formation à distance	7h00	29/03/2022	1	690 €	0	0	0	690 €	NC
	Réseaux sociaux	AMF43	HDD	4h00	14/04/2022 matin	3	300 €	0	0	0	300	NC
	Réseaux sociaux	AMF43	HDD	4h00	14/04/2022 après-midi	3	300 €	0	0	0	300	NC
Ss total Cat.1					42	5890	481,86	0	715	7086,86		
Formations Internes	Sensibilisation à la question des conflits d'intérêts et du RGPD	DRI / DNUM	HDD Espace Jacques Barrot	3h30	23-juil-22	35 élus présents	0	0	0	1 031,50 €	1031,5	
	La compétence collègue	DADT	HDD Espace Jacques Barrot	3h30	13-sept-22	32 élus présents	0	0	0	624 €	624	
	Budget et prospective financière	Eric Chanal, Richard Royer	HDD Espace Jacques Barrot	3h30	13-sept-22	31 élus présents	0	0	0	624 €	624	
	Les revêtements de chaussées	DIST	HDD Espace Jacques Barrot	2h00	06/12/2022 - Post CP	21 élus présents	0	0	0	0	0	

F	Formation à l'attention des élus membres du CA d'un EHPAD(budget, CPOM, Aide sociale à l'hébergement, forfait dépendance, aides à l'investissement	François Lionnet / Lucie Brun DIVIS	HDD Espace Jacques Barrot	2h00	A organiser	27 Cons.Dptx représentants du Département dans les EHPAD					0	
	Communiquer et valoriser son mandat de conseiller départemental grâce aux réseaux sociaux	Service Com.	HDD Espace Jacques Barrot	3h00	A organiser	ensemble des conseillers départementaux					0	
Ss total Cat.2							0	0	0	2279,5	2279,5	

Formations obligatoires	Elus délégués	Directions	Durée en heures	Période	Compétences et politiques du Département
	Philippe DELABRE	DADT / DIVIS	19h30	Septembre à décembre 2021	Présentation des interventions en faveur des communes, des EPCI et des parcs, évaluation conduite par les services du Fonds 199 et des contrats 43,11 point sur le dispositif Maisons France Services, présentation du dispositif des aides à l'immobilier d'entreprises et des aides au développement économique, préparation de la nouvelle
	Florence TEYSSIER	DIVIS	10h00	Septembre à novembre 2021	Présentation des interventions du Département en faveur des personnes en situation de handicap, présentation de la MDA, du Dispositif d'appui à la coordination (DAC), point sur le Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie (CDCA)
	Michel BRUN	DIST : DNUM	12h00	juillet à octobre 2021	Présentation des interventions du Département dans le domaine des routes, point sur les opérations en cours, présentation des interventions de la DNUM sur les projets d'infrastructures numériques (Téléphonie mobile, Programme Auvergne Très Haut Débit, WIFI 43), présentation du projet HERITECH
	Brigitte RENAUD	DADT	34h00	juillet à décembre 2021	Présentation de l'organisation et des services DADT, intervention du Département en faveur des archives départementales, interventions du Département pour la lecture publique, interventions du Département en matière de sport (sports de nature, PDESI, clubs avec une équipe évoluant en championnat national, Label "Terre de Jeux 2024",...), point sur la politique Culture et Patrimoine du Département, point sur la politique Tourisme
	Michel CHAPUIS	DRI / DNUM / DIST	20h30	juillet 2021 à septembre 2022	Présentation des soldes intermédiaires de gestion et de la prospective financière du Département, présentation de la Direction déléguée Finances et Contrôle de Gestion, présentation des propositions pour la Décision modificative n°2 du budget, point sur les instances relatives au fonds européens, présentation des propositions budgétaires 2022, présentation des Interventions de la DIST sur le patrimoine bâti du Département, présentation des interventions de la DNUM pour les ressources informatiques de la collectivité
	Christelle VALANTIN	DRH / Cabinet	24h00	juillet à décembre 2021	Dialogue social, présentation de la politique RH, impact de la crise sanitaire sur la gestion RH, CHSCT et CT, présentation de l'organisation de la DRH, présentation des lignes directrices de gestion, présentation des plans de communication interne et externe, présentation de l'équipe du service et des outils de communications
	Jean-Paul VIGOUROUX	DADT / DIVIS	34h00	septembre 2021 à mars 2022	Présentation de la politique collèges (interventions en faveur des collèges, dialogue de gestion avec les établissements, visites d'établissements, numérique éducatif, interventions du Département pour les bâtiments,...), Accueils collectifs de mineurs et fédérations d'éducation populaire, Scéma dpartemental de services aux familles, arbitrages budgétaires (DM2 et BP), intervention du Département pour la protection de l'enfance, présentation et travaux de l'observatoire départemental de l'enfance, présentation des modes d'accueil du jeune enfant
	Annie RICOUX	DADT	31h00	août 2021 à janvier 2022	Présentation des politiques de la délégation: Aménagements fonciers, PCET, énergie, milieux aquatiques, AEP et assainissement, Natura 2000 et ENS, Bilan carbone (BEGES), programme FEADER, Filière bois, politique agricole du Département, Conservatoire Botanique National du Massif Central, projet Chavaniac-Lafayette

	Jean-Marc BOYER	DIVIS	5h00	Août à novembre 2021	Présentation des interventions du Département en faveur des personnes en situation de handicap, présentation des interventions en faveur des bénéficiaires du RSA reçus en équipe pluridisciplinaire							
	Christelle MICHEL	DNUM	5h00	Septembre à octobre 2021	Présentation des interventions de la DNUM sur les projets d'infrastructures numériques (Téléphonie Mobile, Programme Auvergne Très Haut Débit, WIFI 43), présentation du projet HERITECH							
	Marie-Pierre VINCENT	DADT	11h00	août à novembre 2021	Présentation des interventions du Département pour les sports de nature, présentation de la politique Sport de la collectivité, état d'avancement du projet de Maison départementale du Sport, présentation des modalités d'adhésion au label "Terre de Jeux 2024", présentation de projets de Comité départementaux sportifs (Handisport, Centre départemental du Tennis,...)							
	Corinne BRINGER	DADT	24h00	septembre 2021 à mars 2022	Présentation des interventions de la Direction dans les domaine de la culture et du patrimoine, projet visitation, projet les Déboulés, intervention du Département en faveur des Archives départementales, compagnies artistiques et théâtrales,...							
	Christiane MOSNIER	DIVIS	4h00	déc-21	Présentation de l'Observatoire départemental de la Protection de l'Enfance et des travaux de cet observatoire en 2021, Rappel sur les interventions du Département en matière de prévention et de protection de l'enfance							
	Marie-Laure MUGNIER	DADT	7h00	septembre à novembre 2021	Présentation des interventions du Département en faveur des collèges , préparation du séminaire des élus sur cette compétence, état d'avancement du projet "Manger Local et Bio"							
	Nathalie ROUSSET	DADT	4h00	sept-21	Présentation de la politique Milieux aquatiques et des interventions Assainissement et AEP							
	Mikaël VACHER	DADT	4h00	septembre à novembre 2021	Présentation des interventions du Département en faveur de l'agriculture, point sur l'état d'avancement de la programmation FEADER 2023-2027							
	Bernard Brignon	DIVIS	4h00	Septembre à novembre 2021	Présentation du service et des missions Habitat - Logement, point spécifique sur le Service Public de la Performance Energétique de l'Habitat (SPPEH)							
Ss total Cat.3			253h00									
Adhésion 2022 IFET												6 200 €
				TOTAL		5890	481,86	0	2994,5	15 566 €		

DÉLIBÉRATION DE L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

Séance ordinaire publique du 20 juin 2022

6 - 1607 HEURES : ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL DES AGENTS DÉPARTEMENTAUX

Direction : Direction des Ressources Humaines

Service instructeur : Direction des Ressources Humaines

Délibération n° : CD200622/6M

Le 20 juin 2022, l'Assemblée départementale, régulièrement convoquée, s'est réunie à l'Hôtel du Département sous la présidence de Marie-Agnès PETIT, Présidente du Département.

- Présents : 35

- Absent(s) excusé(s) : 3

- Absent(s) ayant donné pouvoir : 0

Le quorum ayant été vérifié,

L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général de la fonction publique et notamment son livre VI relatif au temps de travail et congés et notamment ses articles L611-2 et suivants et ses articles L622-1 et suivants,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, codifiée par l'ordonnance du 24 novembre 2021

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, codifiée par l'ordonnance du 24 novembre 2021

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 modifiée relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées instituant une journée de solidarité,

Vu la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique et notamment son article 47,

Vu l'ordonnance 2021-1574 du 24 novembre 2021 portant codification des dispositions législatives applicables à la fonction publique

Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 modifié relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat

Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 modifié pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale

Vu le décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985 modifié relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux

Vu la circulaire ministérielle du 7 mai 2008, NOR INT/B/08/00106/C relative à l'organisation de la journée solidarité dans la FPT,

Vu la circulaire ministérielle du 18 janvier 2012 n° NOR MFPP1202031C relative aux modalités de mise en œuvre de l'article 115 de la loi n°2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011,

Vu la délibération de l'Assemblée Départementale n°CD26015/10B en date du 26 octobre 2015 sur les éventuelles dérogations aux garanties minimales ;

Vu les délibérations de l'Assemblée Départementale relatives au temps de travail en date du 26 janvier 2001 et du 15 novembre 2007 qui seront remplacées par la présente délibération,

Vu l'avis du comité technique du 9 juin 2022

CONSIDERANT qu'il convient de fixer le temps de travail des agents départementaux à

1607heures à compter du 1^{er} janvier 2023, en respect du délai fixé par l'article 47 de la loi du 6 août 2019 visée ci-dessus

CONSIDERANT les rencontres organisées avec les représentants du personnel et les directeurs depuis avril 2022 pour partager l'état des lieux concernant le temps de travail des agents départementaux et faire évoluer ce dispositif pour lui permettre d'être en conformité avec les 1607heures annuelles mais aussi avec les objectifs fixés par la collectivité

CONSIDERANT la nécessité de formaliser un dispositif exhaustif capable de privilégier la qualité du service public rendu par les services du Département mais aussi permettre l'adaptation de ceux-ci à leurs publics

CONSIDERANT la volonté de favoriser la qualité de vie au travail des agents départementaux comme élément d'attractivité et de fidélisation du personnel,

Après avoir entendu le rapport présenté par Madame Christelle VALANTIN au nom de la commission Ressources et Stratégie, et après en avoir délibéré :

- **Fixe, à compter du 1^{er} janvier 2023, les nouvelles modalités d'organisation du temps de travail des agents départementaux comme suit :**

1. Le champ d'application

Les nouvelles règles du temps de travail sont applicables à l'ensemble des fonctionnaires (stagiaires et titulaires) et des agents contractuels de droit public de la collectivité.

Les apprentis et autres contrats de droit privé sont également soumis à ces règles, sous réserve des textes propres qui leur sont applicables.

Elles ne s'appliquent toutefois pas aux assistants familiaux qui sont assujetties à des règles spécifiques en matière de temps de travail définies notamment par le code de l'action sociale et des familles.

Elles ne s'appliquent pas non plus aux agents du Foyer Départemental de l'Enfance qui sont assujettis aux règles spécifiques de la fonction publique hospitalière.

2. La durée annuelle du temps de travail

A compter du 1^{er} janvier 2023, pour le personnel départemental comme pour l'ensemble de la fonction publique territoriale (2022 pour le bloc communal, 2023 pour les départements et régions), la durée annuelle légale du temps de travail effectif applicable aux agents travaillant à temps complet est de 1 607 heures par an, sans préjudice des heures supplémentaires susceptibles d'être réalisées.

Tout agent public a droit, pour une année de service accompli du 1^{er} janvier au 31 décembre, à un congé annuel d'une durée égale à cinq fois ses obligations hebdomadaires de service. Cette durée est appréciée en nombre de jours effectivement ouvrés.

Décompte du temps de travail pour un agent à temps plein *
365 jours annuels
- 104 Week-end
- 25 congés annuels (soit 5 fois les obligations hebdomadaires)*
- 8 jours fériés
= 228 jours travaillés
= 7h x 228 jours = 1596 h
Arrondi réglementaire à 1600h
+ Journée de solidarité 7h
= 1607 heures

* ce nombre est proratisé en fonction de la quotité de temps de travail et de la durée de présence d'un agent au cours de l'année civile de référence (en cas d'arrivée/départ en cours d'année).

3. Les différents cycles et régimes de temps de travail

L'article 4 du décret n°2000-815 du 25 août 2000 dispose : « le travail est organisé selon des périodes de référence dénommées cycles de travail. Les horaires de travail sont définis à l'intérieur du cycle, qui peut varier entre le cycle hebdomadaire et le cycle annuel de manière que la durée du travail soit conforme sur l'année au décompte prévu à l'article 1er. (...) Ces cycles peuvent être définis par service ou par nature de fonction. »

Ainsi, l'organisation du temps de travail en cycle de travail permet de répartir la durée annuelle légale de diverses manières en faisant varier le nombre d'heures de travail par semaine et le nombre de jours de repos. Ces modalités du temps de travail au conseil départemental varie selon les services d'affectations des agents en fonction des besoins spécifiques répondant à l'intérêt du service public ou à l'intérêt général.

Doivent être distingués :

- La situation générale des agents soumis à horaire variable
- Les situations particulières suivantes :
 - Des agents des Centres Opérationnels Routiers (COR) et du service maintenance des flottes (SMF)
 - Des agents des Equipes Mobiles d'Ouvriers Professionnels (EMOP)
 - Des agents des collègues
- Le régime spécifique des personnels d'encadrement

La durée annuelle du temps de travail de l'ensemble de ces agents est fixée à compter du 1er janvier 2023 à 1607 heures. Cette durée tient compte des jours de congés annuels accordés (5 fois les obligations hebdomadaires).

3.1. Situation générale des agents départementaux soumis à horaire variable

Cycles et modalités du temps de travail

Plusieurs cycles de travail sont proposés aux agents départementaux, à l'exception de ceux qui travaillent dans les centres opérationnels routiers, au service de maintenance des flottes, au sein des EMOP ou des collègues.

Ces cycles de travail s'accompagnent du maintien des horaires variables.

3.1.1. Horaires variables applicables à ces personnels

Les horaires variables permettent à chaque agent de décider librement des heures de début et de fin de sa journée de travail, avec une obligation de présence pendant les plages obligatoires, en conformité avec les règles de fonctionnement de la direction ou du service concernés. Ces règles sont définies par le chef de service concerné pour permettre le respect des obligations et de continuité liées au service public.

Le personnel effectue son temps de travail sur un cycle de travail qui s'étend sur 4 semaines en respectant les horaires des plages fixes et variables.

Plage non comptabilisée	Plage variable d'arrivée	Plage fixe obligatoire	Plage variable de pause méridienne	Plage fixe obligatoire	Plage variable de départ	Plage non comptabilisée
	7 h30 à 9h 00	9h00 à 11h30	11h30 à 14h00	14 h00 à 16h30	16h30 à 18h45	

Pour l'ensemble du personnel soumis aux cycles de travail proposés, la pause méridienne est d'au moins 45 minutes entre 11h30 et 14h. Cette durée permet aux agents de bénéficier d'un temps de déconnexion de leur activité professionnelle avant de commencer leur seconde vacation de travail. Dans l'hypothèse où le temps de travail s'effectuerait sur une demi-journée, ces plages fixes et variables sont les suivantes :

Matin :

Plage non comptabilisée	Plage variable d'arrivée	Plage fixe obligatoire	Plage variable de pause	Plage non comptabilisée
--------------------------------	---------------------------------	-------------------------------	--------------------------------	--------------------------------

			méridienne	
	7 h30 à 9h 00	9h00 à 11h30	11h30 à 13h15	

Après-midi :

Plage non comptabilisée	Plage variable d'arrivée	Plage fixe obligatoire	Plage variable de départ	Plage non comptabilisée
	13h15 à 14 h00	14 h00 à 16h30	16h30 à 18h45	

L'ensemble des cycles de travail proposés tendent à favoriser la qualité de vie au travail des personnels départementaux par un aménagement du travail souple et renforçant l'autonomie de chacun.

3.1.2. Agents à 100% sur 5 jours

Pour ces agents, la durée hebdomadaire est fixée à **37 heures** sur la base de 5 jours de travail contre 36h précédemment.

Ainsi, pour se mettre en conformité avec les 1607 heures, le personnel effectue 10 minutes de plus par jour. En contrepartie, il bénéficie de 25 jours de congés annuels, de 12 jours de RTT et, sous conditions, de 2 journées de fractionnement.

Par conséquent, leur cycle de travail se compose comme suit :

TEMPS DE TRAVAIL	REPARTITION SUR 4 semaines (jour)	DUREE MOYENNE SUR 4 SEMAINES (heures et minutes)	DUREE JOURNALIERE MOYENNE (heure / mn)	Ecart journalier avec le temps de travail actuel	BASE ANNUELLE DE DECOMPTE DES CONGES (jour)	NOMBRE DE JOURS ANNUELS DE RTT
37H00 hebdo						
100%	5 jours x 4	148 h	7 h 24	+ 10 min	25	12

La durée de référence pour les journées de formation, d'absences, etc... est égale à la durée moyenne de la journée de travail de l'agent.

3.1.3. Les agents à 100% bénéficiant d'un cycle de travail sur 4.5 jours ou sur 4/5/4/5 jours ou sur 5/4/5/4 jours

La durée hebdomadaire est fixée à **36 heures 30** sur la base de 4.5 jours de travail ou de 4/5/4/5 jours de travail ou de 5/4/5/4 jours contre 36h précédemment. Ainsi, pour se mettre en conformité avec les 1607 heures, le personnel effectue 4 minutes de plus par jour. En contrepartie, il bénéficie de 22.5 jours de congés annuels, de 9 jours de RTT et, sous condition, de 2 journées de fractionnement.

Ce cycle de travail peut connaître de plusieurs modalités d'aménagement du temps de travail :

TEMPS DE TRAVAIL	REPARTITION SUR 4 semaines (Jour)	DUREE MOYENNE SUR 4 SEMAINES (heures et minutes)	DUREE JOURNALIERE MOYENNE (heure / mn)	Ecart journalier avec le temps de travail actuel	BASE ANNUELLE DE DECOMPTE DES CONGES (jour)	NOMBRE DE JOURS ANNUELS DE RTT
36H30 Hebdo						
100%	4.5 x 4	146 h	8 h 06	+ 4 min	22,5	9
	5 + 4 + 5 + 4	146 h	8 h 06	+ 4 min	22,5	
	4 + 5 + 4 + 5	146 h	8 h 06	+ 4 min	22,5	

La durée de référence pour les journées de formation, d'absences, etc... est égale à la durée moyenne de la journée de travail de l'agent.

Si un jour férié tombe un jour où l'agent était en aménagement du temps de travail, l'agent

peut positionner ce jour d'aménagement sur un autre jour de la quinzaine, sous réserve des nécessités de services.

3.1.4. Les agents à temps partiel ou à temps non complet

La durée hebdomadaire pour ces agents est fixée sur une base de 36 heures 30 pour un 100% proratisée en fonction du temps de travail au lieu d'une base de 36 heures précédemment.

TEMPS DE TRAVAIL	REPARTITION SUR 4 semaines (jour)	DUREE MOYENNE SUR 4 SEMAINES (heures et minutes)	DUREE JOURNALIERE MOYENNE (heure / mn)	Ecart journalier avec le temps de travail actuel	BASE ANNUELLE DE DECOMPTE DES CONGES (jour)	NOMBRE DE JOURS ANNUELS DE RTT
36H30 Base 100%	4,5 x 4	130 h 24	7 h 18	+4 min	22,5	8
	4 x 4	130 h 24	8 h 12	+ 4 min	20	
80%	4 x 4	116 h 48	7 h 18	+ 4 min	20	7
70%	4 x 4	102 h 12	6 h 23	+ 4 min	20	6
	3,5 x 4	102 h 12	7 h 18	+ 4 min	17,5	
60%	3,5 x 4	87 h 36	6 h 15	+ 4 min	17,5	5,5
	3 x 4	87 h 36	7 h 18	+ 4 min	15	
50%	3 x 4	73 h 00	6 h 05	+ 4 min	15	4,5
	2,5 x 4	73 h 00	7 h 18	+ 4 min	12,5	
	3 + 2 + 3 + 2	73 h 00	7 h 18	+ 4 min	12,5	
	2 + 3 + 2 + 3	73 h 00	7 h 18	+ 4 min	12,5	
	0,5 x 20	73 h 00	3 h 39	+ 4 min	12,5	

La durée de référence pour les journées de formation, d'absences, etc... est égale à la durée moyenne de la journée de travail de l'agent.

3.1.5. Le système de débits et de crédits d'heures applicables aux agents à horaire variable :

L'article 6 du décret n°2000-815 du 25 août 2000 dispose : « Un dispositif dit de crédit-débit peut permettre le report d'un nombre limité d'heures de travail d'une période sur l'autre. Il précise le maximum d'heures pouvant être inscrit au débit ou au crédit de la situation des agents. Pour une période de référence portant sur la quinzaine ou le mois, ce plafond ne peut respectivement être fixé à plus de six heures et plus de douze heures. »

Le système de crédit et débit d'heures permet aux agents d'apporter une souplesse dans leur organisation personnelle et professionnelle. Aussi le temps de travail effectif peut être, à la fin du cycle mensuel, supérieur ou inférieur à ses obligations mensuelles.

Pour autant ce dispositif souple ne saurait aboutir à ce qu'un agent accumule des crédits ou débits d'heures manifestement excessifs. Seules les obligations de service doivent permettre une exécution d'heures supplémentaires, à la seule demande du responsable hiérarchique.

➤ Les débits d'heures mensuels

Le débit maximum autorisé est fixé à 2 heures à la fin du cycle. Il devra obligatoirement être réglé par l'agent le mois suivant.

➤ Les crédits d'heures mensuels

Sont appelés crédits d'heures mensuels dans le cadre d'un horaire variable, le nombre d'heures travaillées en plus à la fin du cycle au regard de la durée de travail liée à celui-ci.

La limite mensuelle : l'agent est autorisé à un crédit mensuel d'heures fixé comme suit, au-delà duquel les heures seront écartées à la fin du cycle et ne pourront être reportées sur le cycle suivant :

Pour les agents à 100% sur 5 jours :

Au sein d'un cycle de 4 semaines, dans le cas où le personnel effectue des heures au sein des plages fixes et variables, sous la responsabilité de son encadrement hiérarchique, l'agent peut en fonction de l'état de son compteur d'heures :

- soit poser une demi-journée à la quinzaine de récupération
- soit une journée sur quatre semaines de récupération

et reporter au maximum un crédit de 8h sur le cycle (mois) suivant

Pour les agents à 100% sur 4.5 jours ou 4/5/4/5 jours ou 5/4/5/4 jours

Au sein d'un cycle de 4 semaines, dans le cas où le personnel effectue des heures au sein

des plages fixes et variables, sous la responsabilité de son encadrement hiérarchique, l'agent peut en fonction de l'état de son compteur d'heures :

- reporter au maximum un crédit de 8h sur le cycle suivant sans possibilité de récupération en demi-journée ou en journée. Ces récupérations doivent se faire en heures sur les plages variables.

Pour les agents à temps partiel ou temps non complet :

Au sein d'un cycle de 4 semaines, dans le cas où ce personnel effectue des heures au sein des plages fixes et variables, sous la responsabilité de son encadrement hiérarchique, l'agent peut en fonction de l'état de son compteur d'heures :

- reporter au maximum un crédit de 8h proratisé sur le temps de travail sur le cycle suivant sans possibilité de récupération en demi-journée ou en journée. Ces récupérations doivent se faire en heures sur les plages variables.

3.2. Les agents des Centres Opérationnels Routiers (COR), du service maintenance des flottes (SMF) et du Service des Travaux Routiers (S.T.R.).

La durée annuelle du temps de travail est fixée à 1607 heures. Cette durée tient compte des jours de congés annuels accordés (5 fois les obligations hebdomadaires).

La durée hebdomadaire est fixée à 36 heures 30 sur la base de 4.5 jours de travail ou de 4/5/4/5 jours de travail ou de 5/4/5/4 jours conformément à l'organisation du service concerné, contre 36h précédemment. Ces agents bénéficient des mêmes droits à congés annuels et à jours RTT que les agents départementaux bénéficiant d'un cycle de travail sur 4.5 jours ou sur 4/5/4/5 jours ou sur 5/4/5/4 jours, avec une proratisation pour les agents à temps partiel ou à temps non complet.

Pour les agents des COR et du SMF, les aménagements du temps de travail sont fixés de façon flottante pendant le cycle de travail de quatre semaines, par journée ou demi-journée avec accord du supérieur hiérarchique. Un report est possible sur le cycle suivant avec accord du supérieur hiérarchique et sous réserve des nécessités de services.

Pour les agents du STR : étant donné la spécificité des missions réalisées, l'ensemble des personnels bénéficie des mêmes jours d'aménagements du temps de travail, fixés par le supérieur hiérarchique en fonction des travaux routiers programmés.

Les agents des COR, du SMF et du STR effectuent son temps de travail sur un cycle de travail sur 4 semaines en respectant des horaires fixes.

Leur temps de travail est décompté en deux cycles de travail correspondant à deux périodes distinctes.

Ils effectuent leurs missions sur 196 jours avec les horaires fixes suivants :

Horaire fixe obligatoire	Horaire de pause méridienne	Horaire fixe obligatoire
7 h 30 à 12 h 00	12 h 00 à 13 h 20	13 h 20 à 17 h 00

Ainsi, durant ces journées, leur temps de travail journalier est de 10 minutes de plus que précédemment.

9 journées par an, entre le 15 juin et le 15 septembre, le personnel des COR du SMF et du STR réalise, pour répondre aux besoins du service public, des journées continues avec temps de pause méridienne de 20 minutes maximum, intégrées dans le temps de travail effectif.

Les horaires fixes de ces 9 jours seront les suivants : de 6h à-13H05

3.3. Les Equipes Mobiles d'Ouvriers Professionnels (E.M.O.P.)

Les EMOP sont intégrées à la Direction des Service Techniques et interviennent dans les collèges du Département.

Leur durée annuelle du temps de travail est fixée à 1607 heures, comme pour l'ensemble des personnels. Cette durée tient compte des jours de congés annuels accordés (5 fois les obligations hebdomadaires).

Le temps de travail de ce personnel est annualisé en fonction de deux périodes : les 36 semaines scolaires et les 16 semaines de vacances scolaires.

Le personnel des EMOP effectuent 1368 heures durant les semaines scolaires et 225 heures durant les semaines de vacances scolaires.

Le temps de travail du personnel est annualisé et intègre donc les 14 heures correspondant aux deux jours de fractionnement, soit 1593 heures à effectuer.

Durant les semaines scolaires, le personnel des EMOP commence à 7h et termine à 16h30 sur un cycle de travail 4 jours semaine avec un temps de pause méridienne de 20 minutes intégré au temps de travail effectif.

Durant les vacances scolaires, le personnel EMOP réalise 24 jours dits de « permanence » sur un horaire de 7h à 17h07 avec un temps de pause méridienne de 45 minutes non intégré au temps de travail effectif ."

3.4. Les agents des collèges

La durée annuelle du temps de travail est fixée à 1607 heures. Cette durée tient compte des jours de congés annuels accordés (5 fois les obligations hebdomadaires).

Le temps de travail du personnel est annualisé et intègre donc les 14 heures correspondant aux deux jours de fractionnement, soit 1593 heures à effectuer.

Cette annualisation se décompose en deux périodes : les 36 semaines scolaires et les 16 semaines de vacances scolaires.

Cette annualisation est calculée sur la base d'une année scolaire à savoir du 1^{er} septembre de l'année N au 31 août de l'année N+1. Néanmoins, les nouvelles dispositions relatives au temps de travail s'appliquant pour l'ensemble des personnels à date d'effet du 1^{er} janvier 2023, une première annualisation sera effectuée sur la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 août 2023 qui respectera les modalités prévues concernant le temps de travail des agents des collèges, telles que précisées ci-dessous. Pour l'année scolaire 2022 2023, les gestionnaires communiqueront aux personnels un planning pour l'ensemble de l'année scolaire concernée comportant en deux parties, l'une avant le 1^{er} janvier 2023 et l'autre après intégrant les nouvelles règles d'annualisation.

Le personnel des collèges effectue 1467 heures sur les 36 semaines scolaires, soit une moyenne hebdomadaire de 41 heures et 126 heures durant les 16 semaines de vacances scolaires, soit 16 à 18 jours à 7 heures ou 7 heures 53 de temps de travail journalier. Pour chaque année scolaire, le calcul des jours fériés s'effectuera au réel.

Pour chaque établissement chaque gestionnaire devra, en concertation avec la mission RH DADT, établir avant le 30 septembre de chaque année un planning annuel pour chaque agent qui devra respecter le cadre du temps de travail des agents comme fixé ci-dessous. Ce planning annuel sera contresigné par l'agent.

Les règles ci-dessous proposées ont été réfléchies avec un groupe de travail composé de gestionnaires des collèges de façon à établir un dispositif qui garantisse à la fois une équité de traitement entre les agents départementaux, quel que soit leur collège d'affectation, mais également son adaptation aux spécificités des établissements et à l'importance des équipes.

3.4.1. Modalités du temps de travail en semaine scolaire :

L'objectif est d'assurer la présence au moins d'un agent départemental sur le temps de présence élève qui est en général de 7h30 à 18h30, sauf dans le cas des internats.

Ainsi, l'heure d'arrivée au plus tôt est fixée à 6h30 et l'heure de départ au plus tard est fixée à 18h30 (à l'exception des mercredis). Durant cette période, au moins un personnel du Département est présent.

Tous les personnels (métiers) sont habilités à ouvrir ou fermer le collège permettant une rotation possible entre ouverture/fermeture. La latitude est laissée aux gestionnaires d'organiser ce temps de présence avec des équipes du matin et du soir tout en veillant à la rotation de celles-ci. De même une modularité du temps de travail au sein de la plage de 6h30 à 18h30 est assurée par le gestionnaire, afin de pouvoir prendre en compte les spécificités de chaque collège.

Un temps de pause de 20 minutes, par tranche de 6 heures de travail effectif est dû au personnel. Il est fixé dans le planning de l'agent par le gestionnaire en concertation avec la mission RH DADT. Cette pause ne peut être faite ni en début ni en fin de journée.

Le temps de pause méridienne est fixé à 20 minutes et intégré au temps de travail effectif pour les agents prenant cette pause entre 11h et 12 h 30, l'agent restant à la disposition de l'établissement.

Pour le personnel prenant sa pause méridienne après le service du midi (soit après 13h30), ce temps n'est pas inclus dans le temps de travail effectif et il est d'au moins 45 minutes. L'agent n'est alors pas mobilisable durant ce temps et peut sortir de l'établissement.

3.4.2. Modalités du temps de travail en semaine de vacances scolaires :

Le personnel des collèges réalisent entre 16 à 18 jours dits « de permanence » durant les vacances scolaires. Ce nombre est fixé par le gestionnaire en concertation avec la mission RH DADT en fonction de la durée du cycle de travail appliqué aux agents du collège sur la période scolaire.

Sur les journées dites de permanence, le temps de travail journalier est d'une durée comprise entre 7h et 7h53 en fonction du nombre de jours dits « de permanence ».

Il s'effectue entre 7h au plus tôt et 17h au plus tard de deux façons possibles :

- soit avec un temps de pause méridienne d'au moins 45 minutes et non inclus dans le temps de travail effectif,
- soit en journée continue d'une durée comprise entre 7 h et 7h53 commençant à 7h du matin sans pause méridienne mais avec deux pauses d'une durée de 20 minutes chacune, réparties dans la journée.

En principe, ces journées se répartissent comme suit :

- 2 journées à chaque vacance scolaire, 5 en juillet et 5 en août
 - 2 journées sont effectuées en dehors du collège (essayage EPI, formation ...)
- 1 fois par an, une journée de permanence peut avoir lieu un samedi

3.5. Le régime spécifique du temps de travail des cadres encadrants

L'article 10 du décret n°2000-815 du 25 août 2000 dispose : « (...) le régime de travail des personnels chargés soit de fonctions d'encadrement, soit de fonctions de conception lorsqu'ils bénéficient d'une large autonomie dans l'organisation de leur travail ou sont soumis à de fréquents déplacements de longue durée peut, le cas échéant, faire l'objet de dispositions spécifiques adaptées à la nature et à l'organisation du service ainsi qu'au contenu des missions de ces personnels. »

Des modalités particulières ont été prévues par le protocole de 2001 pour les personnel assurant un encadrement hiérarchique, du fait de leurs fonctions, missions et contraintes diverses liées à leurs responsabilités.

Le temps de travail de ces cadres fait l'objet d'un décompte annuel en jours de travail effectif. Dans le cadre du chantier de mise en conformité du temps de travail des personnels départementaux, il est nécessaire d'apporter des modifications aux modalités actuelles appliquées à ce personnel et de définir les agents concernés par ce dispositif spécifique.

3.5.1. Personnel concerné

En 2020, le Département a redéfini les niveaux hiérarchiques des cadres encadrants dans l'ensemble des directions afin d'harmoniser l'organisation des services départementaux.

A cette occasion ont été définis les 5 niveaux de cadres encadrants suivants :

- N1 Directeur Général des Services
- N2 DGA et Directeurs membres du CODIR
- N3 Directeurs délégués
- N4 Chefs de services
- N5 Responsables d'unité

Les agents occupant des postes relevant des niveaux hiérarchiques suivants N1, N2, N3, N4 sont obligatoirement assujettis à la modalité du forfait jours.

Pour les cadres occupant un poste relevant du niveau hiérarchique N5, seuls les agents relevant d'un cadre d'emplois de catégorie A sont assujettis obligatoirement à la modalité forfait-jour. Pour ceux relevant d'un cadre d'emplois de catégorie B, seuls ceux occupant un poste dont la fiche de poste le prévoit y seront assujettis également.

3.5.2. Modalités du forfait jours

Les personnels d'encadrement concernés bénéficient du forfait jours ainsi fixés :

Sur la base d'un temps complet : 228 jours travaillés, comptabilisant les 25 jours de congés annuels correspondant à une durée égale à cinq fois ses obligations hebdomadaires de service.

Ils sont soumis à une obligation hebdomadaire de 5 jours par semaine.

Le forfait comprend 27 jours de RTT annuels proratisés en fonction de la quotité de temps de travail et de présence. Ces jours, initialement de 28 calculés sur une base de temps de travail de 40 heures, ont fait l'objet d'une déduction annuelle au titre de la journée solidarité à raison d'une journée. Ces jours RTT sont impactés par les absences dans les mêmes conditions que celles applicables à l'ensemble des personnels départementaux.

4. La journée de solidarité

La journée de solidarité prend "la forme d'une journée de travail supplémentaire non rémunérée".

Cette journée de solidarité qui porte le temps de travail à 1607 heures fera l'objet d'une journée de RTT par an en moins pour l'ensemble du personnel départemental, à l'exception des agents dont le temps de travail est annualisé sur la base de 1607 heures, à savoir les agents des collèges.

5. Les modalités concernant les jours RTT

Lorsque le cycle de travail hebdomadaire dépasse 35 heures, c'est-à-dire que la durée annuelle du travail dépasse 1607 heures avec la journée de solidarité comprise, des jours de réduction du temps de travail (RTT) sont accordés afin que la durée annuelle du travail effectif soit conforme à la durée annuelle légale de 1607 heures.

Les jours RTT sont accordés par année civile c'est-à-dire du 1er janvier au 31 décembre de l'année en cours.

Ils constituent un crédit ouvert au début de l'année civile considérée.

Agents sur une base 36 h30 = 9 RTT

Agents sur une base 37h = 12 RTT

Agents à temps partiel : droit à un crédit de jours RTT calculé au prorata de la durée de services accomplis.

Les modalités de gestion et de prise de ces jours seront précisées dans le guide du temps de travail.

Il a déjà été convenu qu'une journée de RTT serait enlevée tous les ans au titre de la journée de solidarité. A la demande des représentants du personnel, deux jours RTT seront posés chaque année pour permettre au personnel de bénéficier des ponts correspondants aux 2 journées des services départementaux, fixées par la présidente, après avis du CST.

6. Les garanties minimales du temps de travail

L'article 3 du décret n°2000-815 25 août 2000 définit les garanties minimales applicables aux agents publics. Pour rappel ces garanties minimales sont les suivantes :

- La durée hebdomadaire du travail effectif, heures supplémentaires comprises, ne peut excéder ni quarante-huit heures au cours d'une même semaine, ni quarante-quatre heures en moyenne sur une période quelconque de douze semaines consécutives,
- Le repos hebdomadaire, comprenant en principe le dimanche, ne peut être inférieur à trente-cinq heures,
- La durée quotidienne du travail ne peut excéder dix heures,
- Les agents bénéficient d'un repos minimum quotidien de onze heures
- L'amplitude maximale de la journée de travail est fixée à douze heures
- Le travail de nuit comprend au moins la période comprise entre 22 heures et 5 heures ou une autre période de sept heures consécutives comprise entre 22 heures et 7 heures,
- Aucun temps de travail quotidien ne peut atteindre six heures sans que les agents bénéficient d'un temps de pause d'une durée minimale de vingt minutes.

La mise en œuvre des dispositifs proposés devra veiller au respect de ces garanties minimales.

Sauf dispositions contraires ultérieures, les éventuelles dérogations à ces garanties minimales continuent d'être régies par la délibération de l'AD en date du 26 octobre 2015, à savoir en matière d'organisation du travail dans le cas des interventions aléatoires qui sont des actions destinées à répondre à un événement incertain ou imprévisible, survenant de façon soudaine, qui requiert une action immédiatement nécessaire pour assurer la continuité du service ou la protection des personnes et des biens selon les termes de l'article 8 du décret n° 2002-259 du 22 février 2002.

Adopté à l'unanimité des membres présents ou représentés.

**Identifiant de télétransmission
043-224300012-20220620-260538-DE-1-1**

**Pour la Présidente,
le Directeur Général
des Services du Département par intérim**

Date de réception en préfecture :
22 juin 2022

Date de publication :

Signé Eric CHANAL

DÉLIBÉRATION DE L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

Séance ordinaire publique du 20 juin 2022

7 - AJUSTEMENTS DU TABLEAU DES EFFECTIFS ET DIVERSES MESURES RH

Direction : Direction des Ressources Humaines

Service instructeur : Direction des Ressources Humaines

Délibération n° : CD200622/7M

Le 20 juin 2022, l'Assemblée départementale, régulièrement convoquée, s'est réunie à l'Hôtel du Département sous la présidence de Marie-Agnès PETIT, Présidente du Département.

- Présents : 33 -Absent(s) excusé(s) : 5 - Absent(s) ayant donné pouvoir : 0

Le quorum ayant été vérifié,

L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

VU le code général de la Fonction publique **et** notamment ses articles L. 313-1 à L. 313-4 précisant les dispositions propres à la fonction publique territoriale pour les conditions générales d'accès à ces emplois,

VU le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

VU le décret n° 2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale,

VU le décret n° 2022-728 du 28 avril 2022 relatif au versement d'une prime de revalorisation à certains personnels relevant de la fonction publique territoriale.

VU la délibération de l'Assemblée délibérante n° CD301120/7B du 30 novembre 2020 modifiée portant création du nouveau régime indemnitaire et les délibérations ultérieures venues la compléter,

CONSIDERANT qu'il convient de faire des ajustements réguliers à l'Indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.) ,

Après avoir entendu le rapport présenté par Madame Christelle VALANTIN au nom de la commission Ressources et Stratégie, et après en avoir délibéré :

- **Approuve les adaptations suivantes du tableau des effectifs :**

1. La réaffectation des postes suivants :

- **La création de deux postes du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux** à temps non complet de 17 h 30 hebdomadaires pour assurer la préparation et le service des repas, et les réceptions **par suppression d'un poste du cadre d'emplois des adjoints techniques**, pour répondre aux besoins du service.
- **La création d'un poste du cadre d'emplois des assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques par suppression d'un poste du cadre d'emplois des adjoints du patrimoine**, en qualité de médiateur numérique.
- **La création d'un poste du cadre d'emplois des attachés territoriaux par suppression d'un poste du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux**, en qualité de chargé de mission budgétaire et financier des collèges. Cette transformation s'inscrit

dans le cadre d'une promotion interne.

- **La création d'un poste du cadre d'emplois des attachés territoriaux par suppression d'un poste du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux**, en qualité de référent social. Cette transformation s'inscrit dans une démarche d'intégration directe.
- **La création d'un poste du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux par suppression d'un poste du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux**, en qualité d'assistante de direction à la MDPH. Cette transformation permettra à un agent départemental de valider le concours.
- **La création d'un poste du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux par suppression d'un poste du cadre d'emplois des attachés territoriaux**, en qualité d'experte fonctionnelle au SIRH. Cette transformation permettra une nomination suite à réussite à concours.
- **La création d'un poste du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux par suppression d'un poste du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux**, en qualité de gestionnaire mobilité. Cette transformation permettra une nomination suite à réussite à concours.
- **La création d'un poste du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux, par suppression d'un poste du cadre d'emplois des agents de maîtrise** en qualité d'assistant au responsable de gestion de la route.
Ce poste relève en effet davantage de fonctions administratives.

2. La création des postes suivants :

- **Pour le Foyer départemental de l'Enfance, un poste du cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs de la Fonction publique hospitalière.** Toutefois pour tenir compte des difficultés de recrutements d'assistants socio-éducatifs dans la Fonction publique, et en cas de recherche infructueuse de candidatures statutaires, il est proposé de pourvoir éventuellement ce poste par un agent contractuel conformément au Code général de la fonction publique. Cet agent contractuel sera alors recruté à durée déterminée pour une durée maximale de trois. Le contrat sera renouvelable par reconduction expresse. La durée totale des contrats ne pourra excéder six ans.
Dans ce cas, la rémunération sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement, pour tenir compte des diplômes détenus et de l'expérience professionnelle du (ou de la) candidat(e) retenu(e).
- **Pour le service Maintien de l'autonomie et la MDPH, trois postes du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux,**
 - Un poste pour la gestion des dossiers d'aide sociale à l'hébergement pour personnes âgées et en situation de handicap pour le Service de maintien de l'autonomie (SMA),
 - Un poste pour l'accueil, la numérisation et la création de dossiers pour la MDPH (Autonomie),
 - Un poste pour l'instruction des dossiers des personnes en situation de handicap pour la MDPH (Vie sociale).

Ces emplois ont vocation à être occupés par des fonctionnaires du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux.

- **Pour le service Cohésion sociale, deux emplois non permanents au titre d'un contrat de projet, en charge des diagnostics RSA, à temps complet.**

La création de ces deux emplois non permanents au titre de contrats de projets, dans le grade d'Assistant socio-éducatif, doit permettre de mener à bien le projet relatif aux diagnostics RSA, pour une durée maximale d'un an, renouvelable une fois.

Les contrats prendront fin lors de la réalisation du projet pour lequel ils ont été conclus. La durée

totale des contrats ne pourra excéder 2 ans.

La rémunération est fixée sur la base de la grille indiciaire relevant du grade initial du cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs. Le montant de cette rémunération prend en compte les fonctions exercées, la qualification requise pour l'exercice des fonctions et l'expérience du candidat (ou de la candidate). Le régime indemnitaire instauré par le Conseil départemental de la Haute-Loire sera également applicable.

- Pour le service Cohésion sociale/Habitat, un poste du cadre d'emplois des rédacteurs ou techniciens territoriaux, à compter du 1^{er} septembre 2022.

Cet emploi a vocation à être occupé par un fonctionnaire du cadre d'emplois des rédacteurs ou techniciens territoriaux.

Toutefois en cas de recherche infructueuse de candidatures statutaires, il pourra être pourvu par un agent contractuel, conformément au Code général de la fonction publique, articles L 332-8 à L 332-12. Cet agent contractuel sera alors recruté à durée déterminée pour une durée maximale de trois ans. Le contrat sera renouvelable par reconduction expresse. La durée totale des contrats ne pourra excéder six ans.

Dans ce cas, la rémunération sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement, pour tenir compte des diplômes détenus et de l'expérience professionnelle du (ou de la) candidat(e) retenu(e). L'agent bénéficiera du régime indemnitaire applicable aux agents contractuels de la collectivité.

- Pour la Direction Ressources et Ingénierie et dans la perspective de la création de l'Agence Technique Départementale, un poste du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux.

Cet emploi a vocation à être occupé par un fonctionnaire du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux.

3. La transformation de postes afin de permettre la nomination d'agents au titre de la promotion interne en application des lignes directrices de gestion dans la limite de :

- 4 postes d'attachés,
- 2 postes d'ingénieurs,
- 2 postes de techniciens,
- 7 postes d'agents de maîtrise après réussite à examen professionnel,
- 8 postes d'agents de maîtrise
- 1 poste d'assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques
- 1 poste de bibliothécaire.

- Décide d'ouvrir les postes de chefs de cuisine dans les collèges au cadre d'emplois des agents de maîtrise, afin d'attirer de nouvelles compétences et profils.

- Décide d'adopter la mise en place de la prime adoption pour les assistants familiaux à compter du 1^{er} janvier 2022.

- Décide la création d'une nouvelle majoration de l'IFSE au titre des sujétions spéciales, en complément de celles prévues par la délibération de l'Assemblée Départementale en date du 30 novembre 2020, pour un cadre de la fonction publique territoriale intervenant au titre des astreintes de direction effectuées pour le Foyer départemental de l'Enfance dans les conditions suivantes :

SUJETION	Catégories/métiers	Montant brut mensuel
Astreintes de direction du FDE par un cadre de la fonction publique territoriale	A	300,00 €

A prélever (exercice)	A inscrire (exercice)	A imputer (exercice)	Chapitre	Nature	N° ligne de crédit	Programme	Autorisation de programme	Montant
-----------------------	-----------------------	----------------------	----------	--------	--------------------	-----------	---------------------------	---------

	2 022		935	64111	13 946			45 492,00
	2 022		930	64111	13 947			250,00
	2 022		935	64111	13 946			11 903,00
	2 022		934	64111	289			204 257,0 0
	2 022		935	64111	13 946			250 000,0 0

Adopté à l'unanimité des membres présents ou représentés.

**Identifiant de télétransmission
043-224300012-20220620-260472-DE-1-1**

**Pour la Présidente,
le Directeur Général
des Services du Département par intérim**

Date de réception en préfecture :

22 juin 2022

Date de publication :

Signé Eric CHANAL

DÉLIBÉRATION DE L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

Séance ordinaire publique du 20 juin 2022

8 - BUDGET RH : DM1 ET MESURES NOUVELLES

Direction : Direction des Ressources Humaines

Service instructeur : Direction des Ressources Humaines

Délibération n ° : CD200622/8M

Le 20 juin 2022, l'Assemblée départementale, régulièrement convoquée, s'est réunie à l'Hôtel du Département sous la présidence de Marie-Agnès PETIT, Présidente du Département.

- Présents : 33 -Absent(s) excusé(s) : 5 - Absent(s) ayant donné pouvoir : 0

Le quorum ayant été vérifié,

L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

VU la délibération de l'assemblée départementale en date du 14 février 2022 adoptant le Budget primitif 2022,

Considérant la nécessité d'ajuster les crédits au titre de l'année 2022,

Après avoir entendu le rapport présenté par Madame Chantal FARIGOULE au nom de la commission Ressources et Stratégie, et après en avoir délibéré :

- **Prend acte des inscriptions supplémentaires d'1,6 M € dans le cadre du vote de la DM1, répartis comme suit :**

- o le budget principal à hauteur de 1,2M€,
- o le budget annexe 03 (accueil protection de l'enfance) à hauteur de 365 800 €
- o le budget annexe 04 (MHLI) à hauteur de 19 600 €

et au vu des facteurs d'explication ci-après :

- L'augmentation du SMIC à compter du 1^{er} mai 2022 est de 2,65%, soit 71 700 €.
- La revalorisation des taux des indemnités kilométriques pour les déplacements professionnels avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2022 (arrêté du 14 mars 2022) à hauteur de 10%, soit un montant de 23 000 €.
- La revalorisation indiciaire de certains cadres d'emplois de la fonction publique territoriale et hospitalière (Foyer Départemental de l'Enfance - FDE) dans le cadre de la SEGUR applicable de droit à compter du 1^{er} janvier 2022, à raison de 36 000 €.
- La mise en place de droit, avec effet au 1^{er} avril 2022, de la prime de revalorisation à certains personnels (SEGUR 2) de la Fonction publique hospitalière, pour 26 agents du FDE, soit un total pour l'année 2022 de 75 500 €.
- L'augmentation de l'indice minimum de traitement pour tenir compte de l'augmentation du SMIC, à compter du 1^{er} mai 2022 (IB 382 IM 352). Depuis cette date les agents publics occupant un emploi doté d'un indice inférieur à l'indice majoré 352 doivent obligatoirement percevoir le traitement afférent à l'indice majoré 352 : ce qui impacte les 7 premiers échelons de l'échelle C1, les 3 premiers échelons de l'échelle C2, les 3 premiers échelons des agents de maîtrise et les 2 premiers échelons des agents de catégorie B NES du 1^{er} grade. Le montant est évalué à 55 000 €.

- La modification de l'échelonnement indiciaire applicable aux sages-femmes territoriales à compter du 1er avril 2022, soit 4 agents, pour un montant de 4 600 €.
- La prévision du dégel du point d'indice à hauteur de 2 %, annoncée par le gouvernement sans précision de la valeur de la revalorisation envisagée, sous réserve de la parution des décrets d'application. Ce dégel vise à augmenter les rémunérations de toutes les catégories d'agents et d'élus. Cette revalorisation aura un impact budgétaire important en 2022, soit un montant estimé de 522 400 € pour 6 mois.
- L'adhésion au service santé au travail du Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Haute-Loire, pour les agents de la DIST, dont le suivi était précédemment assuré par le Dr GREPPO. Ce qui représente 11 700 €.
- Un accroissement des demandes, notamment pour les assistants familiaux, de prestations d'action sociale à verser pour l'allocation enfant handicapé et pour l'allocation adoption. Ce qui représente un montant de 8 000 €.
- La mise en place de la prime de revalorisation à certains agents des filières médicosociales de la fonction publique territoriale, en vertu du décret n° 2022-728 du 28 avril 2022 (SEGUR 2). Cette prime n'est pas de droit mais une possibilité offerte aux collectivités de décider de sa mise en œuvre et d'en fixer par délibération le cadre d'application. Le montant mensuel de cette prime, prévu par le décret du 2 avril 2022, correspond à 49 points d'indice majoré soit un peu plus de 229,61 € bruts sans charges. Ce dispositif devrait évoluer en étant à terme inclus dans la rémunération indiciaire des agents concernés. Cette mesure est attendue pour cet été dans le cadre d'une loi de finances modificative annoncée par le gouvernement.
Le montant total est estimé à 454 257 € en 2022 pour une application à compter du 1er avril.
- Le coût relatif aux transformations et créations de postes proposées dans le cadre de cette même session de l'Assemblée Départementale, pour un montant total estimé à 57 645 € pour l'année 2022.
- Le réajustement budgétaire pour les budgets annexes (03 et 04), à raison de 123 000€ correspondant aux mesures individuelles prises concernant les personnels rattachés à ces budgets (nominations stagiaires et notamment le coût des remplacements de personnel indisponible).

A prélever (exercice)	A inscrire (exercice)	A imputer (exercice)	Chapitre	Nature	N° ligne de crédit	Programme	Autorisation de programme	Montant
	2 022		930	64111	13 947			81 700,00
	2 022		932	64111	15 326			124 150,00
	2 022		930	6251	30 399			3 000,00
	2 022		934	64111	289			92 250,00
	2 022		936	64111	13 949			179 100,00
	2 022		935	64111	13 946			131 100,00
	2 022		937	64111	13 951			4 000,00
	2 022		930	62268	295			11 700,00
	2 022		12	64121	8 111			92 000,00

	2 022		11	6251	8 119			20 000,00
	2 022		12	64111	60			134 300,00
	2 022		65	65111	12 143			8 000,00
	2 022		12	64131	5 031			2 400,00
	2 022		12	64111	5 027			17 200,00

Adopté à l'unanimité des membres présents ou représentés.

**Identifiant de télétransmission
043-224300012-20220620-260488-DE-1-1**

**Pour la Présidente,
le Directeur Général
des Services du Département par intérim**

Date de réception en préfecture :
22 juin 2022

Date de publication :

Signé Eric CHANAL

DÉLIBÉRATION DE L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

Séance ordinaire publique du 20 juin 2022

9 - COMPTE ADMINISTRATIF 2021

Direction : Direction Ressources et Ingénierie

Service instructeur : Finances et contrôle de gestion

Délibération n ° : CD200622/9M

Le 20 juin 2022, l'Assemblée départementale, régulièrement convoquée, s'est réunie à l'Hôtel du Département sous la présidence de Gilles DELABRE, Conseiller départemental du Département.

- Présents : 33 -Absent(s) excusé(s) : 5 - Absent(s) ayant donné pouvoir : 0

Le quorum ayant été vérifié et le Président étant sorti,

L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

Après avoir entendu le rapport présenté par Madame Sophie COURTINE au nom de la commission Ressources et Stratégie, et après en avoir délibéré :

Approuve le Compte Administratif de l'exercice 2021 qui présente les résultats suivants :

1) Budget principal

Le compte administratif principal fait ressortir les montants suivants :

MOUVEMENTS BUDGETAIRES				
	DEPENSES	RECETTES	RESULTATS ANTERIEURS	NOUVEAUX RESULTATS
INVESTISSEMENT	74 894 175,99	70 938 562,09	- 24 203 691,42	- 28 159 305,32
FONCTIONNEMENT	241 537 800,38	268 236 458,36	20 615 286,36	47 313 944,34
TOTAL	316 431 976,37	339 175 020,45	- 3 588 405,06	19 154 639,02

Le résultat de fonctionnement ainsi dégagé de 47 313 944,34 € servira à couvrir obligatoirement le déficit d'investissement (- 28 159 305,32 €).

Les principaux agrégats du compte administratif 2021 sont présentés dans le power point annexé à la présente délibération.

2) Budget annexe Accueil Protection l'Enfance

Les montants réalisés sur ce budget annexe sont les suivants :

MOUVEMENTS BUDGETAIRES				
	DEPENSES	RECETTES	RESULTATS ANTERIEURS	NOUVEAUX RESULTATS
INVESTISSEMENT	53 416,59	75 678,89	0,00	22 262,30
FONCTIONNEMENT	8 164 543,32	8 164 901,56	-358,24	0,00
TOTAL	8 217 959,91	8 240 580,45	-358,24	22 262,30

Et dégagent un résultat final égal à zéro en fonctionnement grâce à une subvention du budget principal de 8 051 288,55 € et un excédent de 22 262,30 € en investissement.

3) Budget annexe Haute-Loire Ingénierie

Les montants réalisés sur ce budget annexe sont les suivants :

MOUVEMENTS BUDGETAIRES				
	DEPENSES	RECETTES	RESULTATS ANTERIEURS	NOUVEAUX RESULTATS
INVESTISSEMENT	96 313,50	96 313,50	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT	977 702,05	977 702,05	0,00	0,00
TOTAL	1 074 015,55	1 074 015,55	0,00	0,00

Et dégagent un résultat final égal à zéro grâce à des subventions du budget principal : 195 462,23 € pour le fonctionnement et 40 854,70 € pour l'investissement.

4) Budget annexe sur la TVA Immobilière au Sauvage

Les montants réalisés sur ce budget annexe sont les suivants :

MOUVEMENTS BUDGETAIRES				
	DEPENSES	RECETTES	RESULTATS ANTERIEURS	NOUVEAUX RESULTATS
INVESTISSEMENT	93 853,79	81 027,00	99 214,24	86 387,45
FONCTIONNEMENT	140 939,07	142 300,80	- 1 361,73	0,00
TOTAL	234 792,86	223 327,80	97 852,51	86 387,45

Et dégagent un résultat final égal à 86 387,45 € en investissement et un résultat égal à zéro en fonctionnement grâce à une subvention du budget principal de 62 651,55 €.

5) Budget annexe sur la TVA Immobilière aux Etables

Les montants réalisés sur ce budget annexe sont les suivants :

MOUVEMENTS BUDGETAIRES				
	DEPENSES	RECETTES	RESULTATS ANTERIEURS	NOUVEAUX RESULTATS
INVESTISSEMENT	263 636,32	258 595,15	- 29 675,58	- 34 716,75
FONCTIONNEMENT	206 688,25	273 405,00		66 716,75
TOTAL	470 324,57	532 000,15	- 29 675,58	32 000,00

Et dégagent un excédent de 66 716,75 € en fonctionnement et un déficit de 34 716,75 € en investissement malgré une subvention du budget principal de 182 705,57 € en investissement.

6) Budget annexe Fonds de solidarité logement

Les montants réalisés sur ce budget annexe sont les suivants :

MOUVEMENTS BUDGETAIRES				
	DEPENSES	RECETTES	RESULTATS ANTERIEURS	NOUVEAUX RESULTATS
FONCTIONNEMENT	771 028,79	743 847,06	420 463,32	447 645,05
TOTAL	771 028,79	743 847,06	420 463,32	447 645,05

Et dégagent un résultat final égal à 447 645,05 €. La subvention du budget principal est de 500 000.00 €.

Adopté à l'unanimité des membres présents ou représentés et la Présidente étant sortie.

Identifiant de télétransmission
043-224300012-20220620-259759-DE-1-1

Pour la Présidente,
le Directeur Général
des Services du Département par intérim

Date de réception en préfecture :
22 juin 2022

Date de publication :

Signé Eric CHANAL



Session
du 20 juin 2022

Annexe : Compte administratif 2021

Les éléments présentés

1. Le résultat comptable 2021
2. L'appréciation de la situation financière
3. Les dépenses de fonctionnement
4. Les recettes de fonctionnement
5. Les dépenses d'investissement
6. Le financement de l'investissement



1- Le résultat comptable 2021

Le résultat comptable

Section de fonctionnement

	Recettes réelles	264 797 435,75 €
+	Recettes d'ordre	3 439 022,61 €
-	Dépenses réelles	217 910 249,97 €
-	Dépenses d'ordre	23 627 550,41 €
+	Résultat reporté	20 615 286,36 €
	Résultat de fonctionnement	47 313 944,34 €

Section d'investissement

	Recettes réelles	47 076 742,92 €
+	Recettes d'ordre	23 861 819,17 €
-	Dépenses réelles	71 220 884,62 €
-	Dépenses d'ordre	3 673 291,37 €
-	Résultat reporté	24 203 691,42 €
	Résultat d'investissement	-28 159 305,32 €

Résultat disponible 19 154 639,02 €

La formation du Résultat

Des taux de consommation habituels et des recettes de fonctionnement supérieures aux prévisions

Mouvements réels	Prévision en M€	Réalisation en M€	% de réalisation	Impact sur le résultat en M€
Fonctionnement				
Dépenses	225,280	217,910	96,73%	7,370
Recettes	252,347	264,797	104,93%	12,450
				19,820
Investissement				
Dépenses	88,001	71,221	80,93%	16,780
Recettes	64,523	47,077	86,94%	-17,746
				- 0,666
Résultat total				
				19,154



2- L'appréciation de la situation financière

Le cadrage financier

Rappels méthodologiques pour l'appréciation de la situation financière du Département

Depuis le Débat d'Orientation Budgétaire pour 2011, l'analyse financière du Département est confrontée à **3 indicateurs normatifs** posés comme objectif à préserver, à savoir :

- garantir la solvabilité financière du Département, en maintenant au minimum, un autofinancement positif (obligation réglementaire),
- préserver un taux d'épargne de 10% au minimum,
- maintenir une capacité de désendettement inférieure à 6 années.

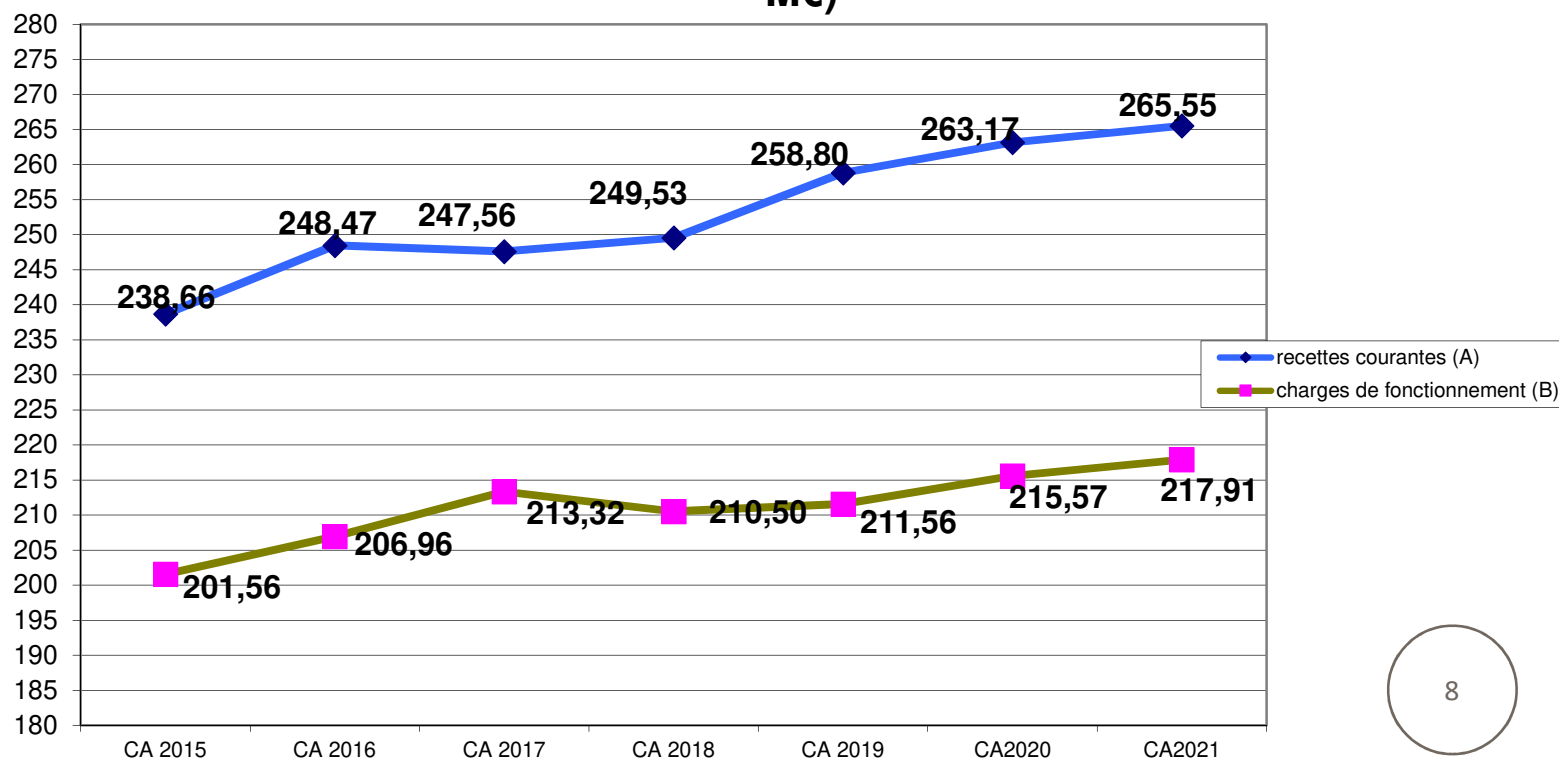
Ces objectifs de gestion ont été confortés par l'Assemblée départementale à l'occasion du Débat d'Orientation Budgétaire pour 2022.

NB: comme chaque année *l'analyse* du CA est faite en comptabilisant les travaux en régie dans les investissements et la contrepartie en recette de fonctionnement

Les indicateurs financiers de la collectivité

Des recettes et des dépenses de fonctionnement qui ont augmenté, en apparence, sensiblement au même rythme : 0,90% et 1,09%. Dans les faits, +2,50% et +3,03% lorsque on retrace les changements de périmètre par rapport à 2020 (fin de la délégation transport et paiement au net de l'aide sociale aux établissements pour personnes handicapées, 4,2 M€ au total)

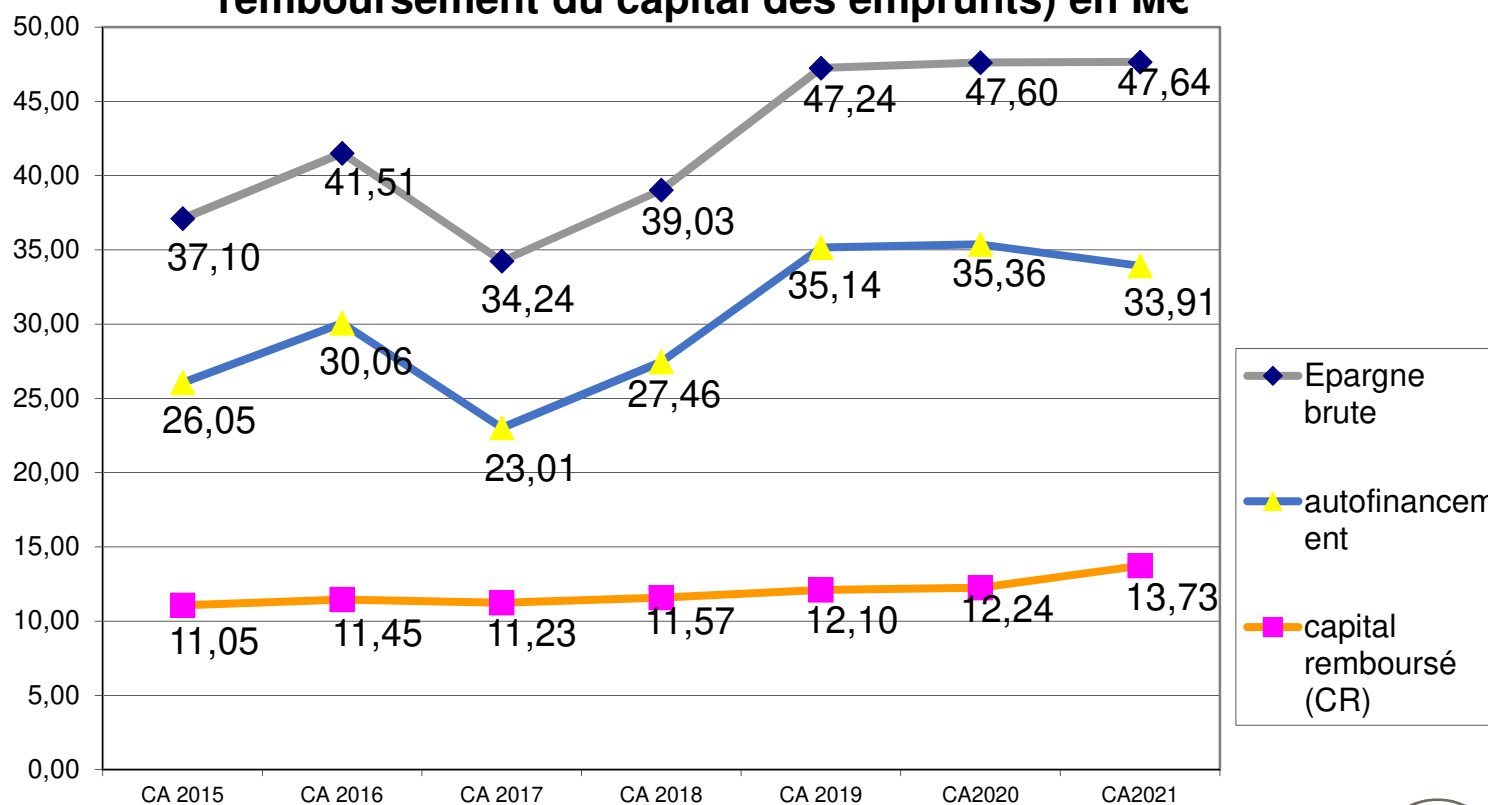
Evolution des recettes et des dépenses de fonctionnement (en M€)



Les indicateurs financiers de la collectivité

Une épargne brute qui se maintient à plus de 47 M€

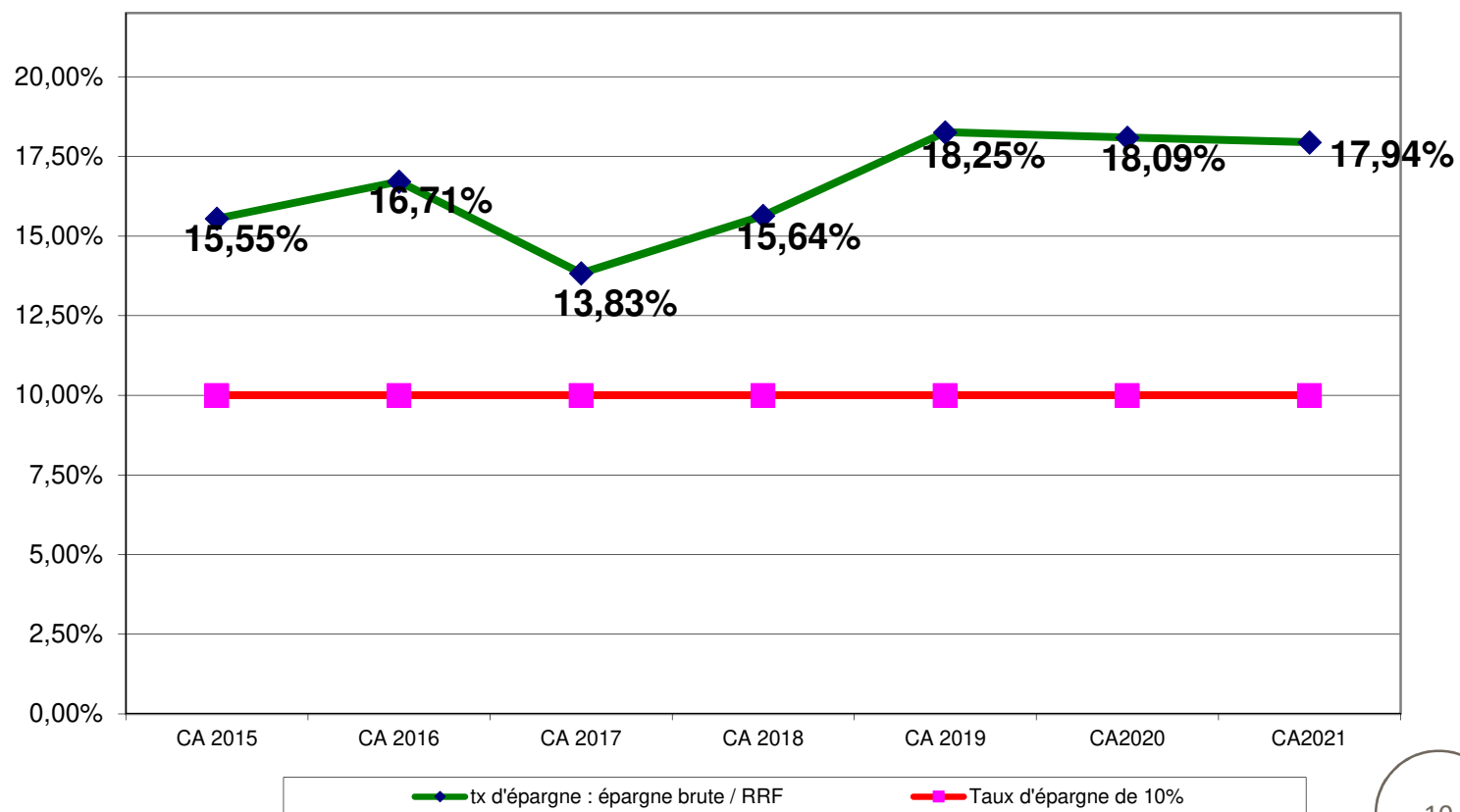
L'épargne brute et L'autofinancement (épargne brute - remboursement du capital des emprunts) en M€



Les indicateurs financiers de la collectivité

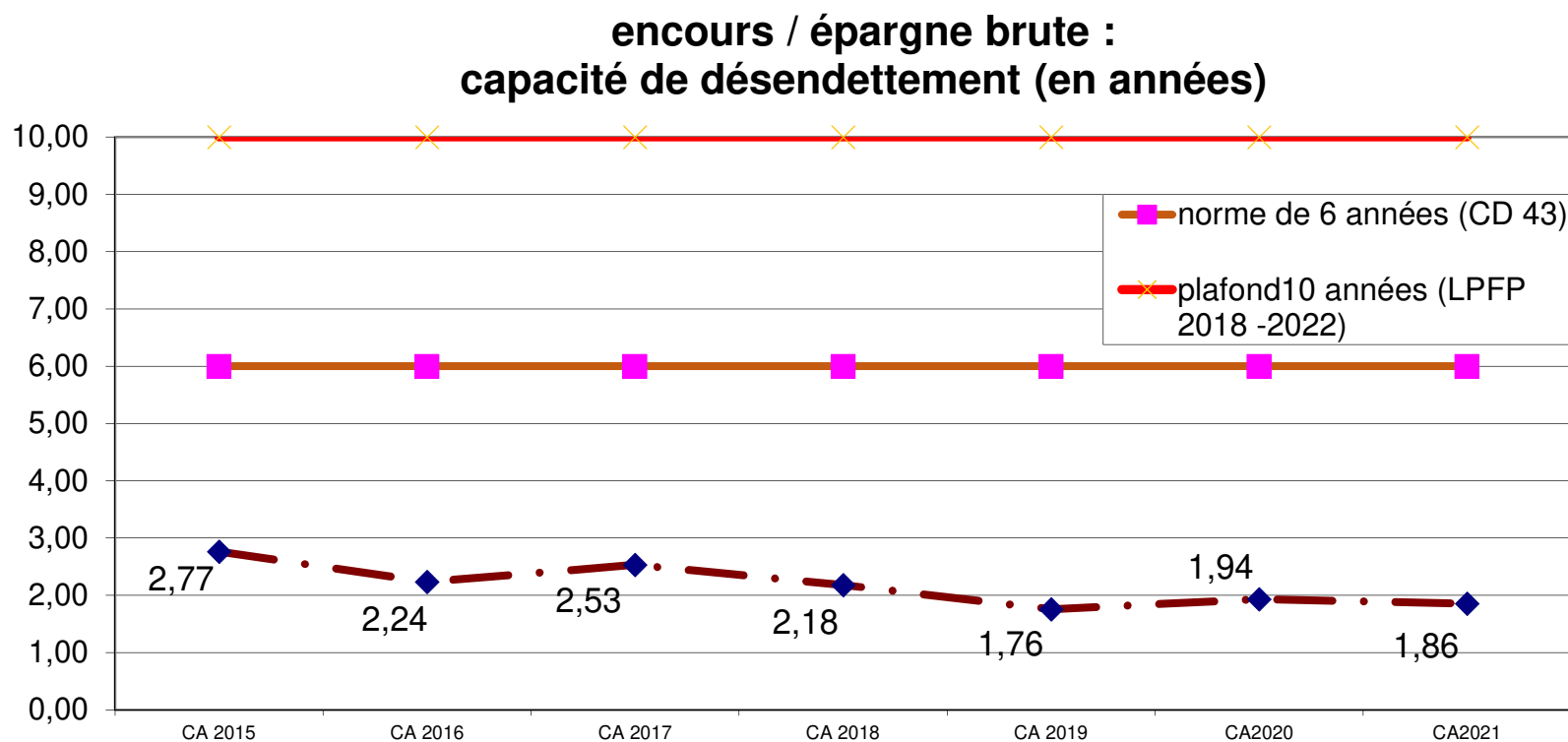
Une taux d'épargne à près de 18%

Taux d'épargne (épargne brute / recettes réelles de fonctionnement)



Les indicateurs financiers de la collectivité

Une capacité de désendettement qui reste inférieure à 2 années



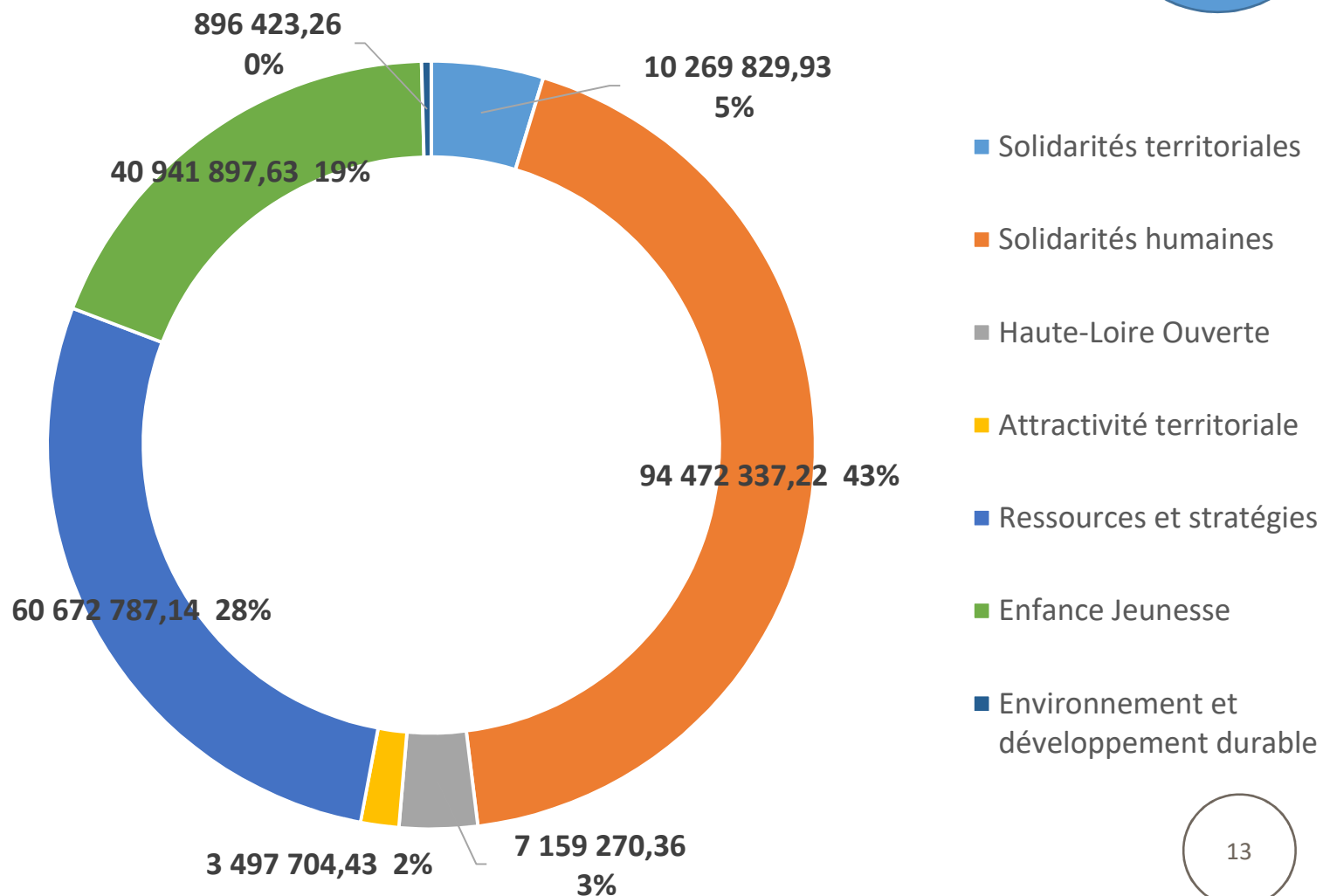


3- Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement

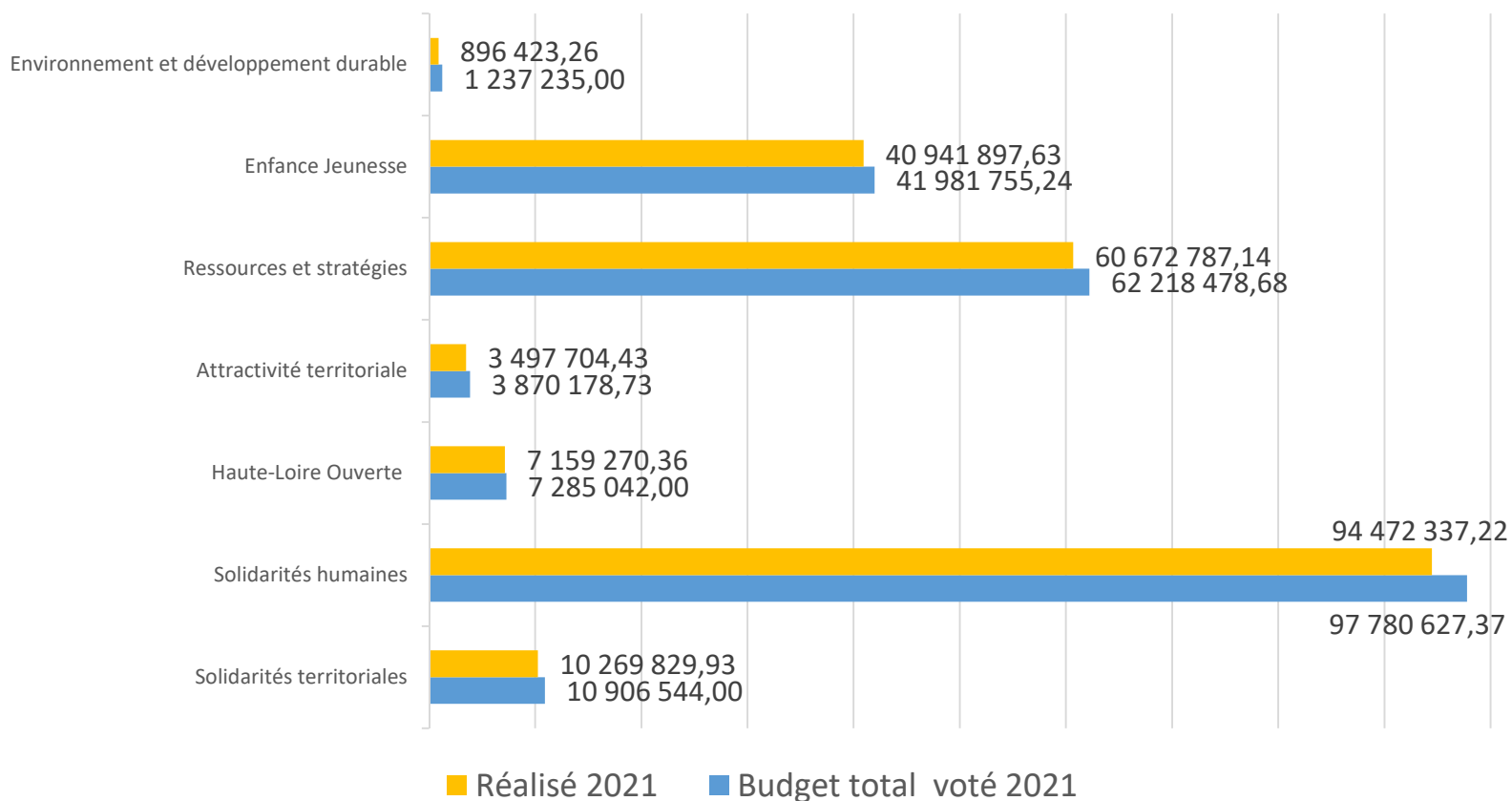
217,91
M€

Dépenses réalisées 2021 par commission



Les dépenses de fonctionnement

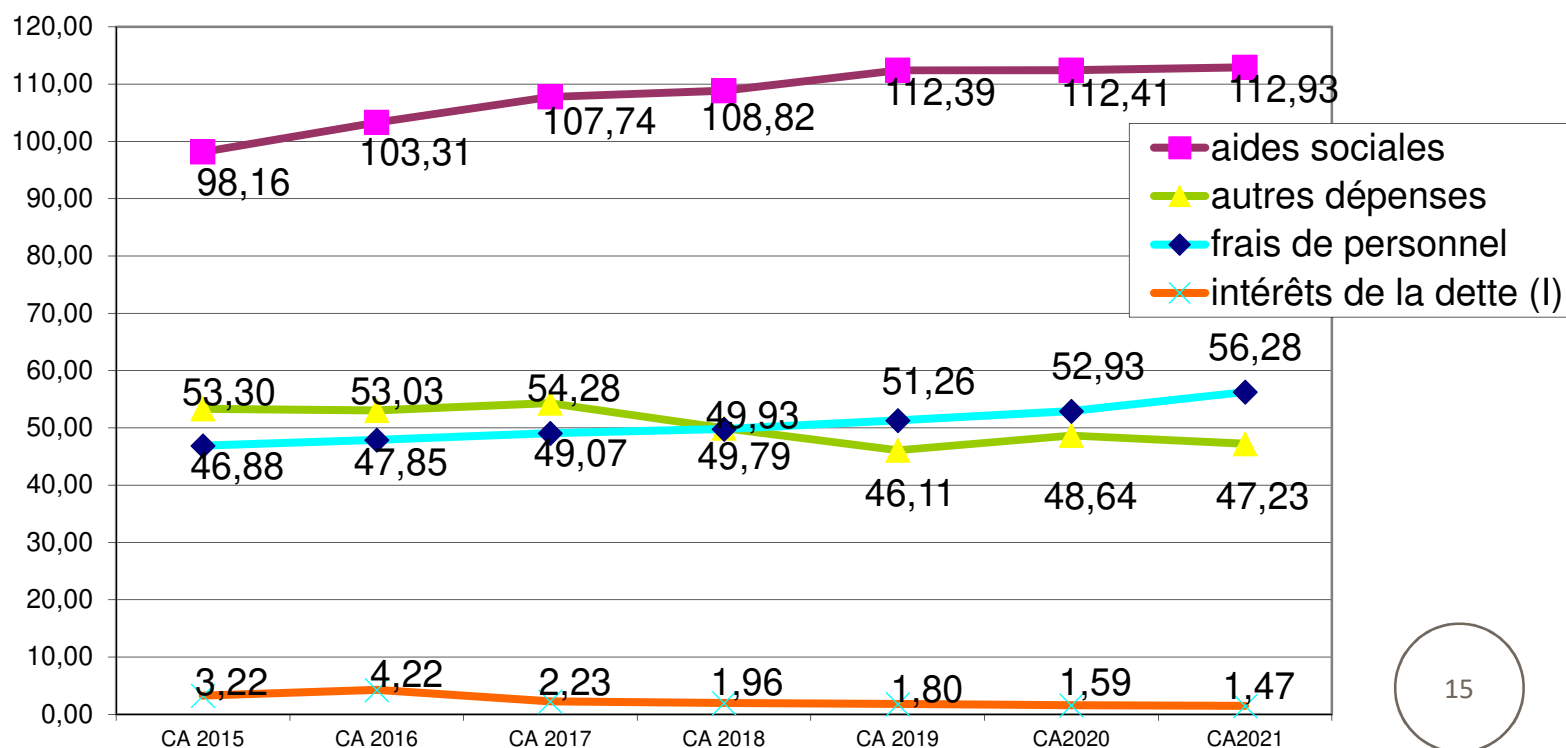
Réalisations du budget de fonctionnement par rapport aux montants votés



Les indicateurs financiers de la collectivité

Les dépenses de personnels augmentent de 6,33% (créations de postes, notamment sur le champ du logement et RIFSEEP), les AIS et l'aide sociale de 0,46% (1,36% après retraitement aide sociale PH: 1M€) et les autres dépenses sont en baisse de 2,9% (hausse de 3,94% après retraitement délégation transport: 3,2 M€).

Evolution des charges de fonctionnement (en M€)



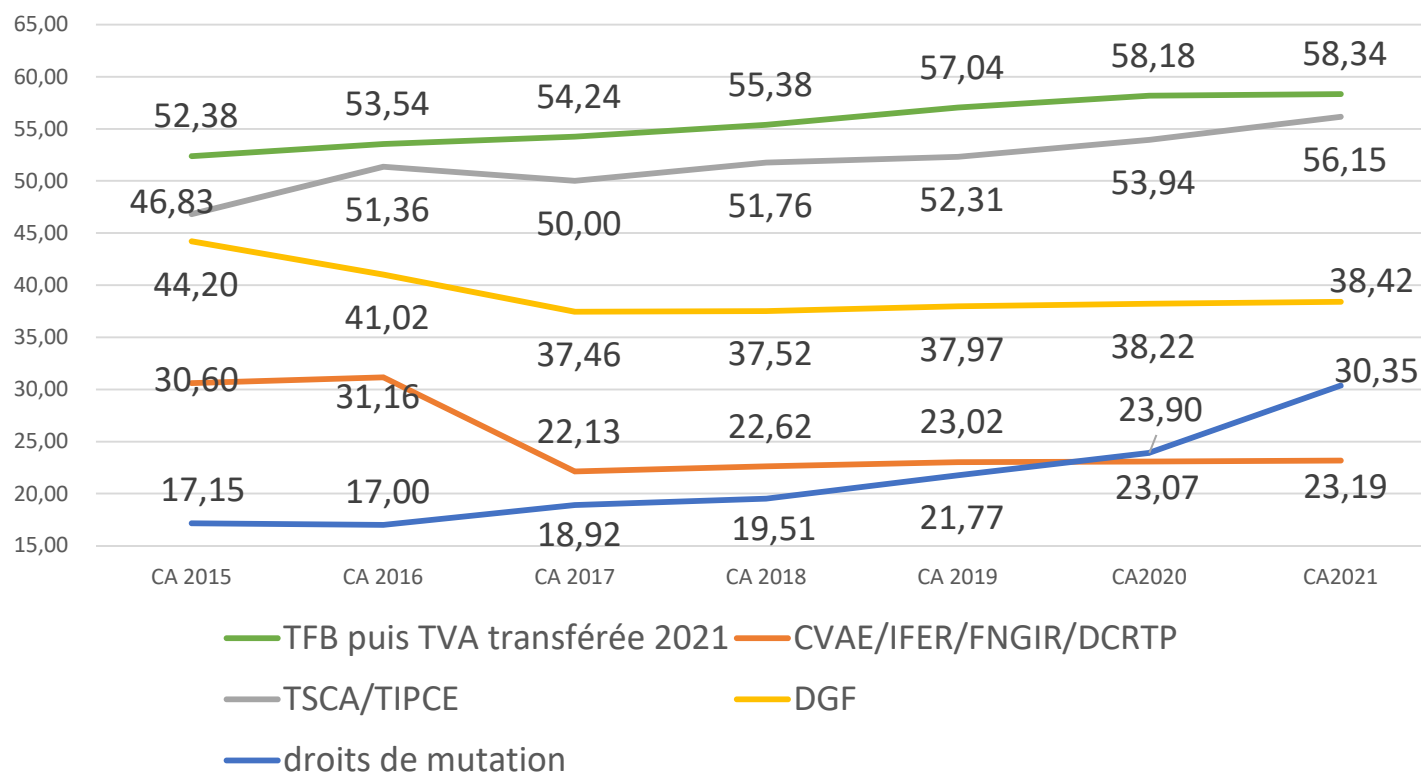


3- Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement

Une augmentation de l'ensemble de nos principales recettes avec une progression de 27% des DMTO

Principaux postes de recettes



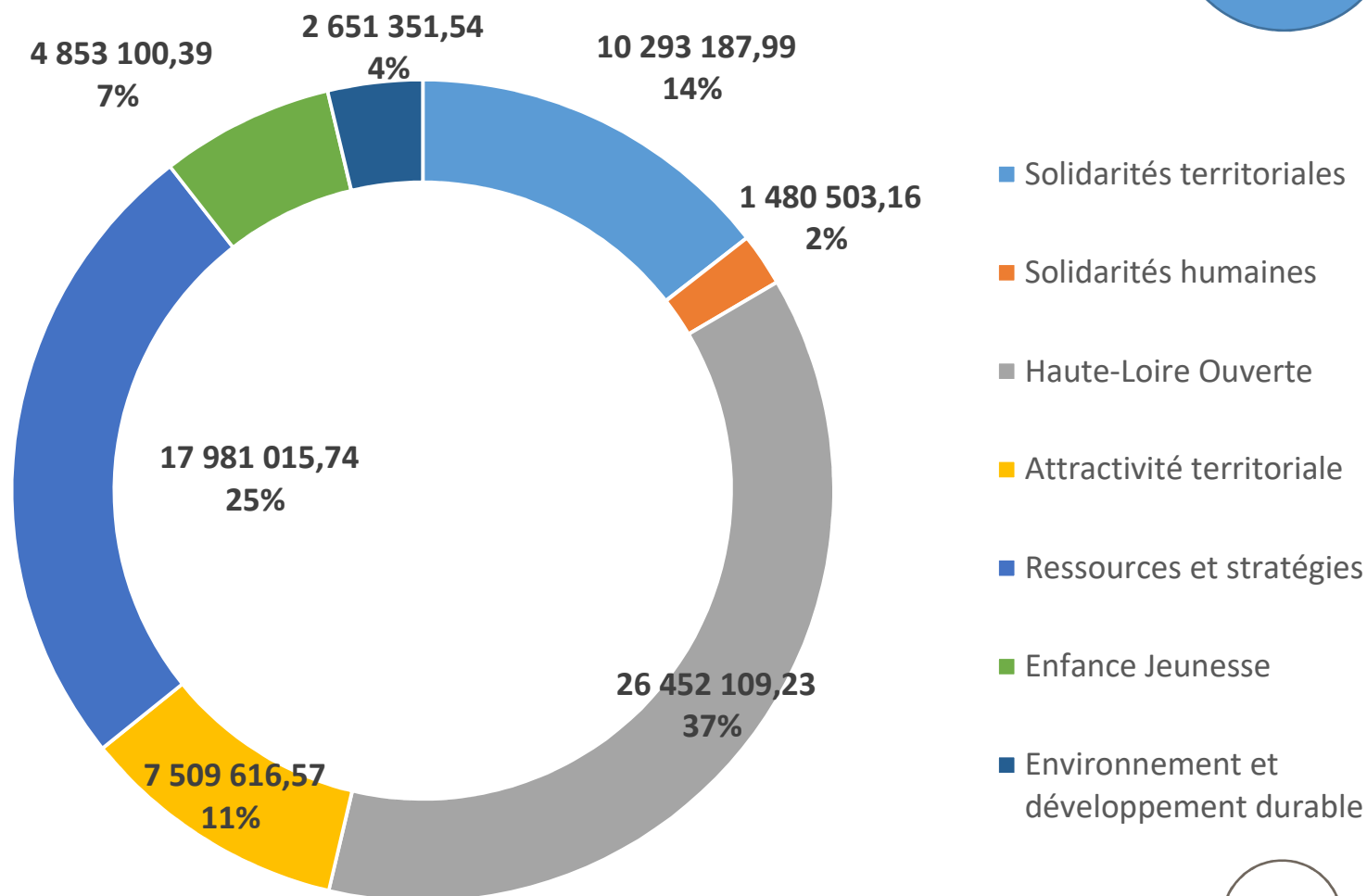


5- Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement en M€

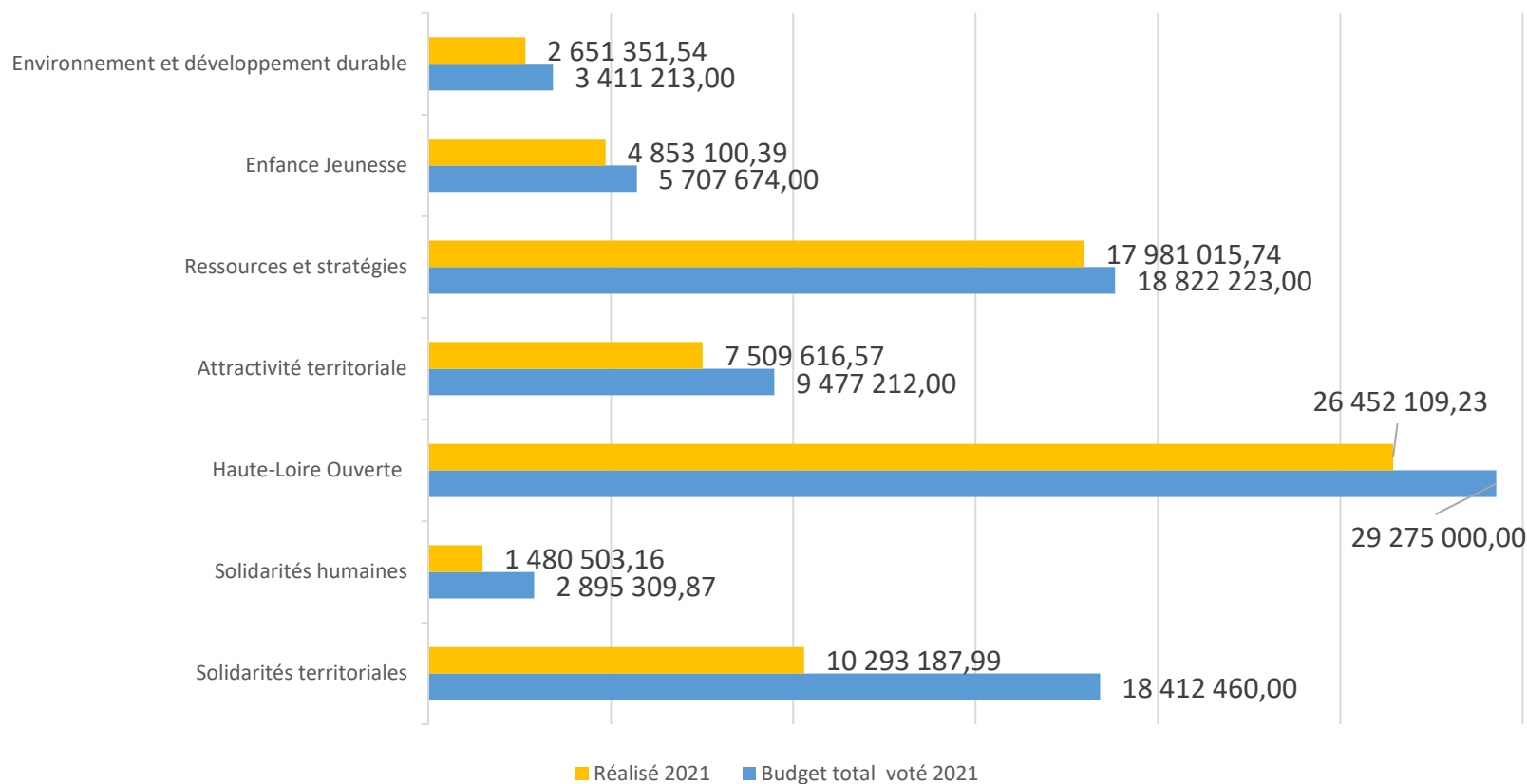
71,22
M€

Dépenses réalisés 2021 par commission



Les dépenses d'investissement

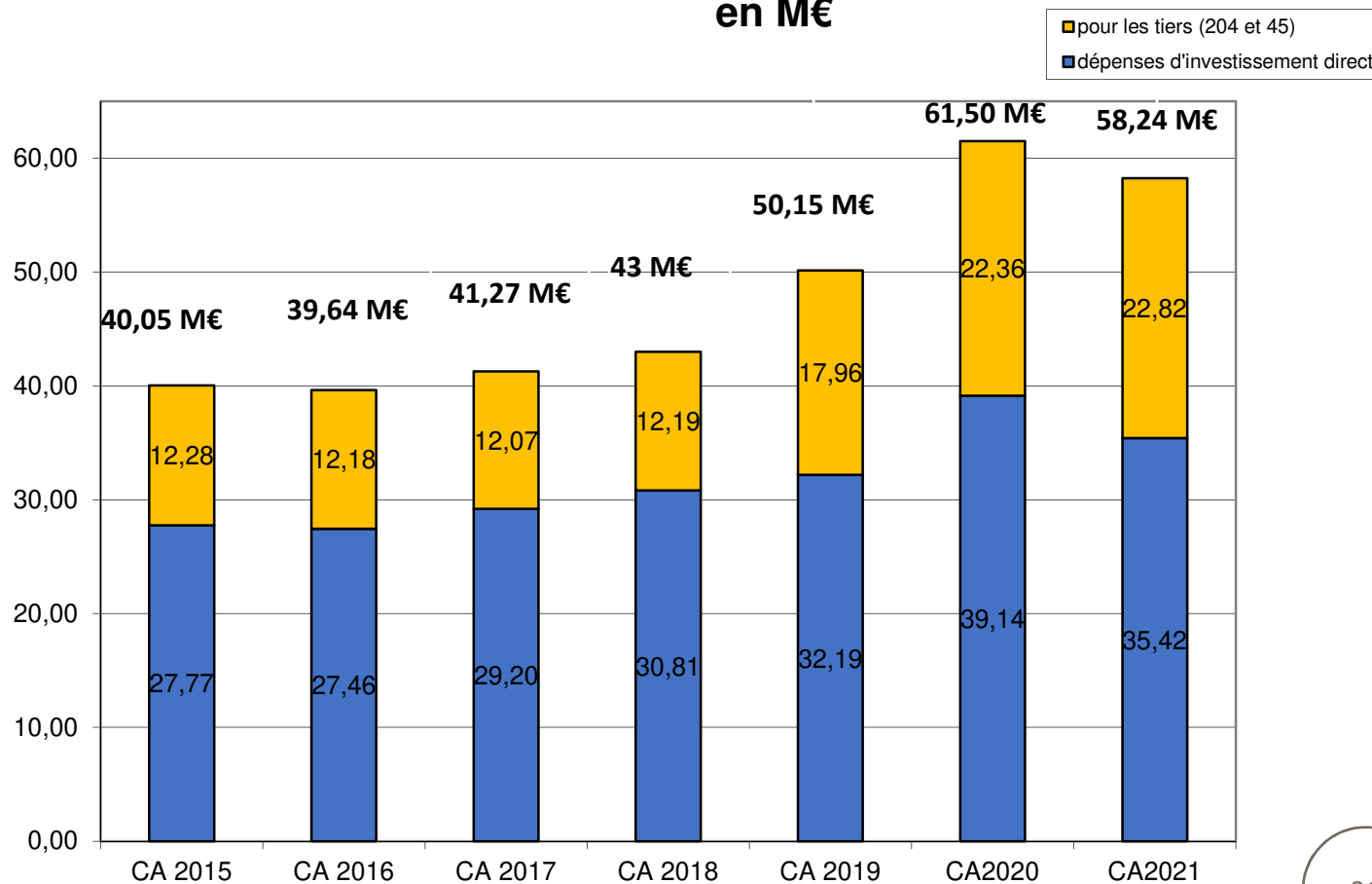
Réalisations du budget d'investissement par rapport aux montants votés



Les dépenses d'investissement

Plus de 58 M€ d'investissements réalisés en 2021

Dépenses d'investissement (hors remboursement de la dette)
en M€



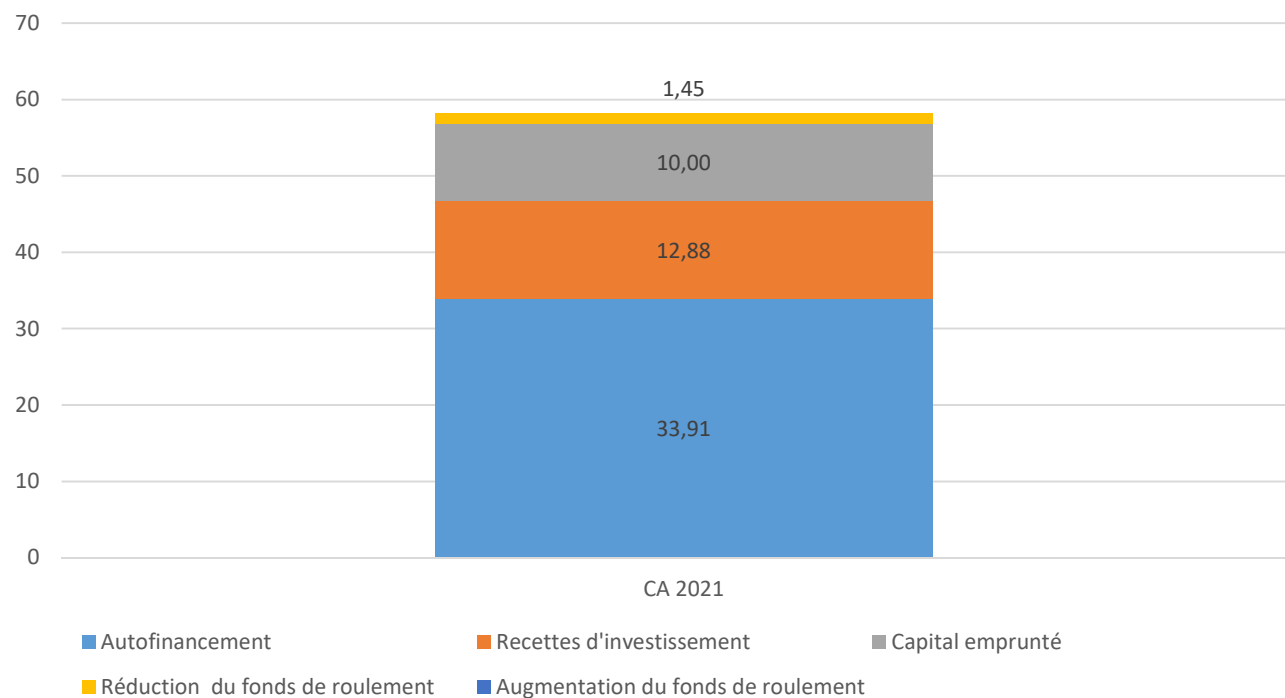


6- Le financement de l'investissement

Le financement de l'investissement

Une réduction du fonds de roulement de 1,45 M€ (56,79 M€ de ressources variation de l'endettement comprise pour 58,24 M€ d'investissement)

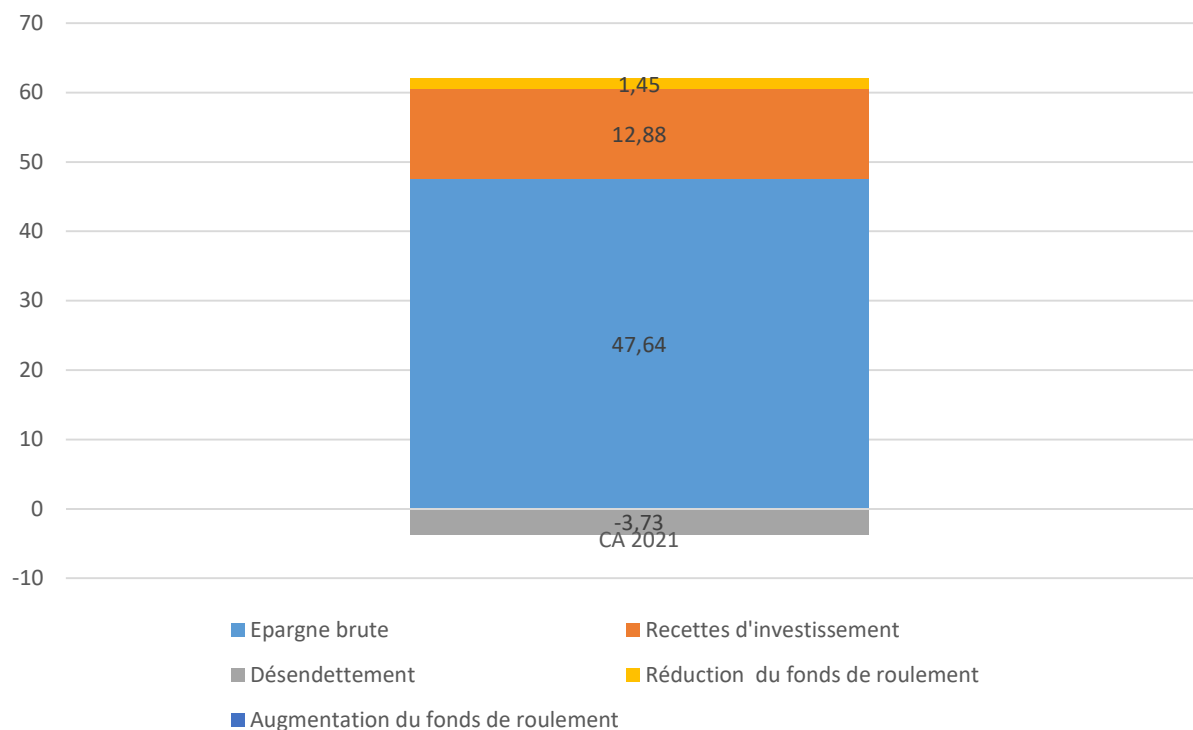
Financement des 58,24 M€ d'investissement



Le financement de l'investissement

Un désendettement de 3,73 M€ (61,97 M€ de ressources hors variation de l'endettement pour 58,24 M€ d'investissement)

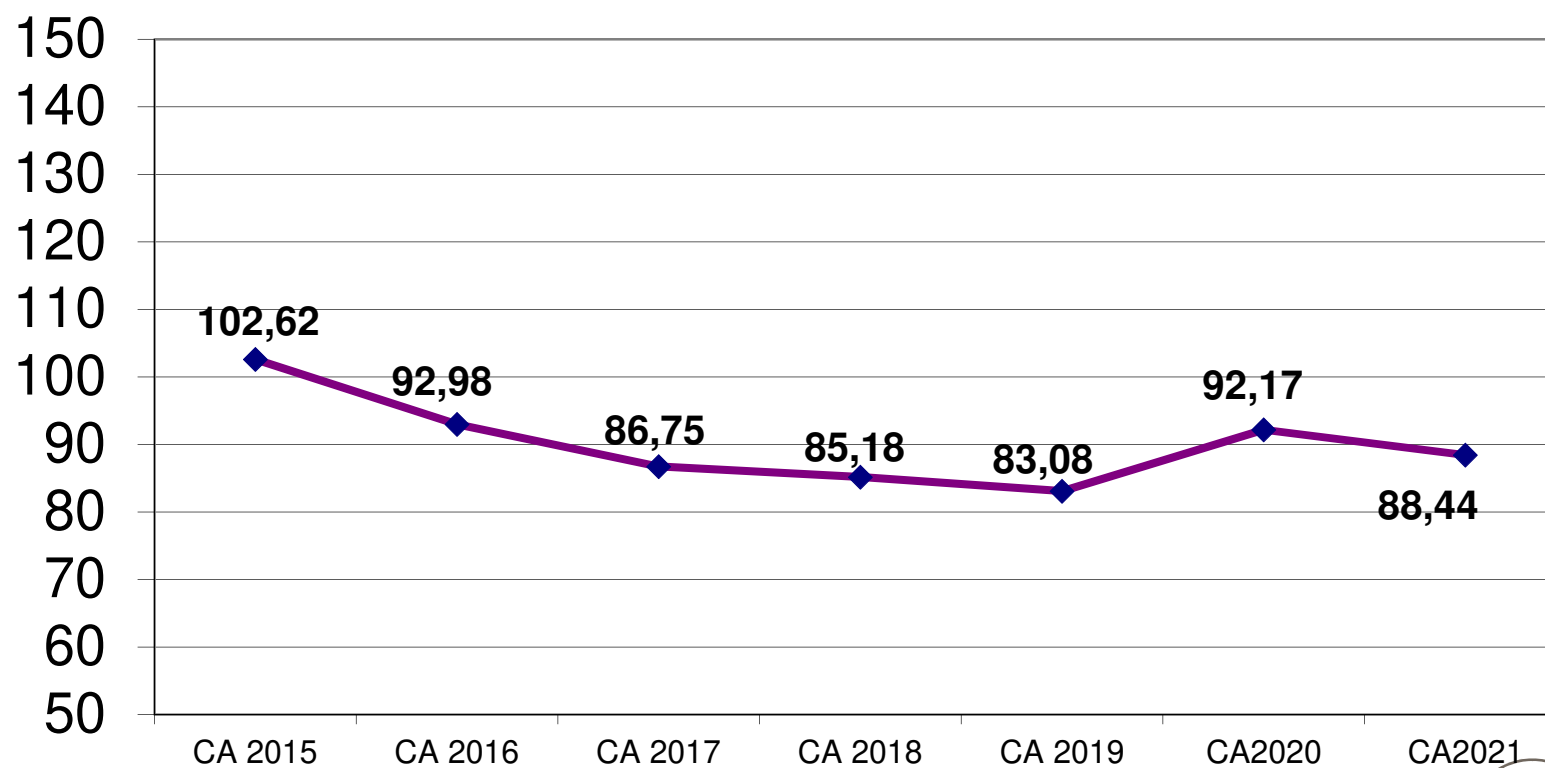
Financement des 58,24 M€ d'investissement



Le financement de l'investissement

Un léger désendettement

Encours de la dette (M€)



Le financement de l'investissement

Les opérations relatives à la dette en 2021

- **Mobilisation d'un emprunt auprès de la caisse d'Épargne le 29 janvier (dernier emprunt contacté en 2016) :**
 - Montant 10 M€, livret A + 0,5%, durée 15 ans

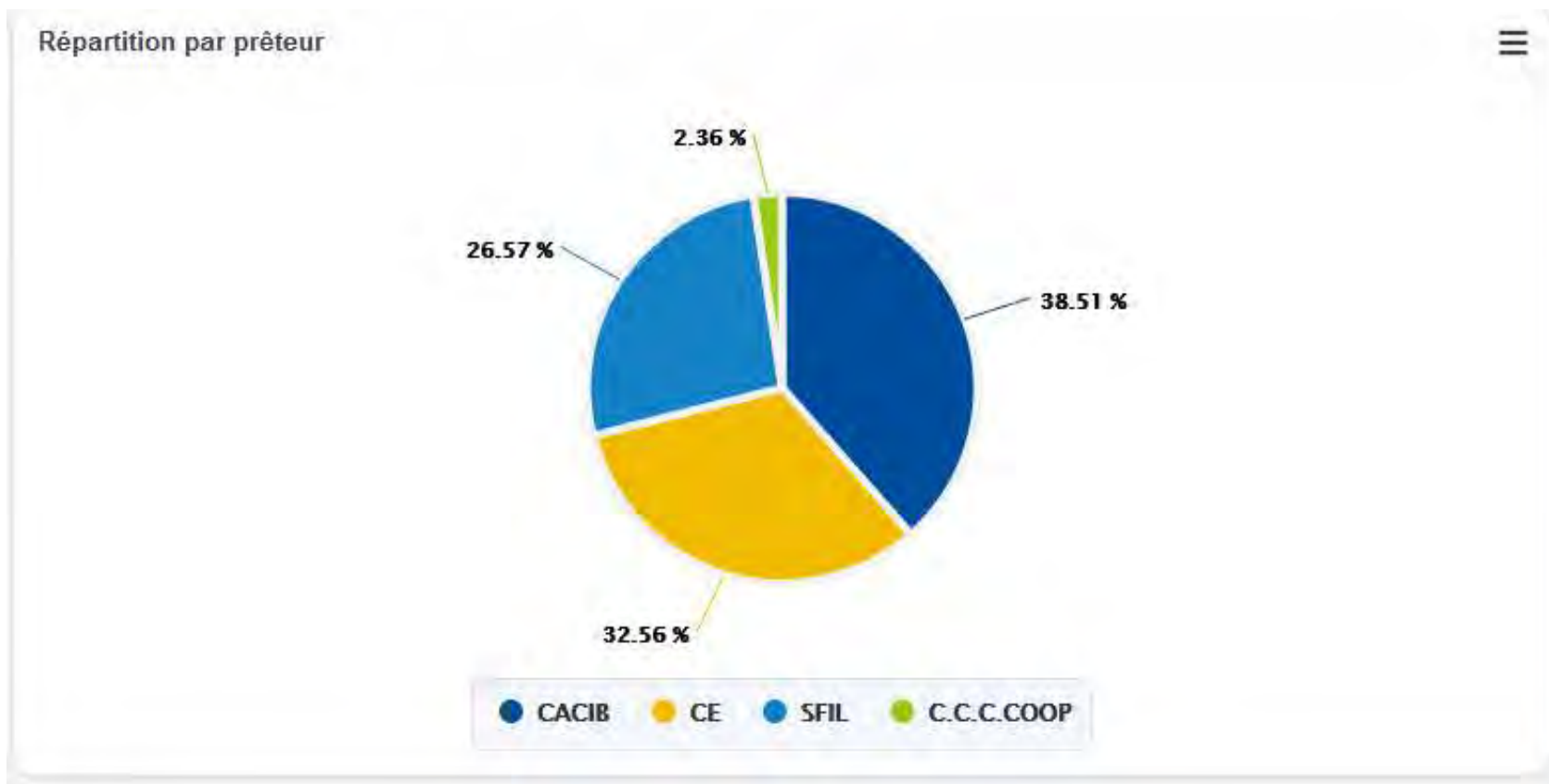
Le financement de l'investissement

Les caractéristiques de la dette

- **Un encours de 88,43 M€** au 31/12/2021, classé en totalité parmi les produits présentant le plus faible niveau de risque.
- **20 contrats** auprès de 4 établissements.
- **Un équivalent taux fixe** sur sa durée de maturité à **1,48%** (1,62% au 31/12/2020).
- **Une durée résiduelle de 9 années et 3 mois.**

Le financement de l'investissement

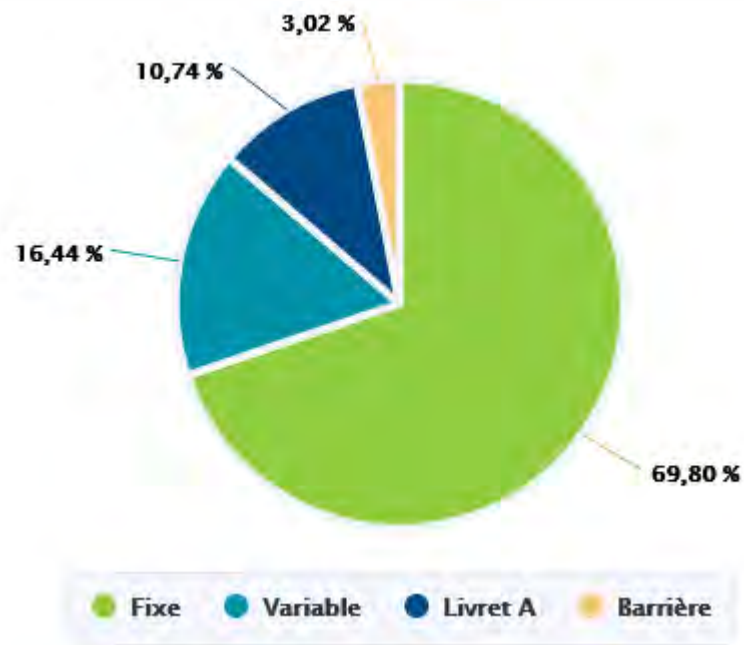
Les caractéristiques de la dette :



Le financement de l'investissement

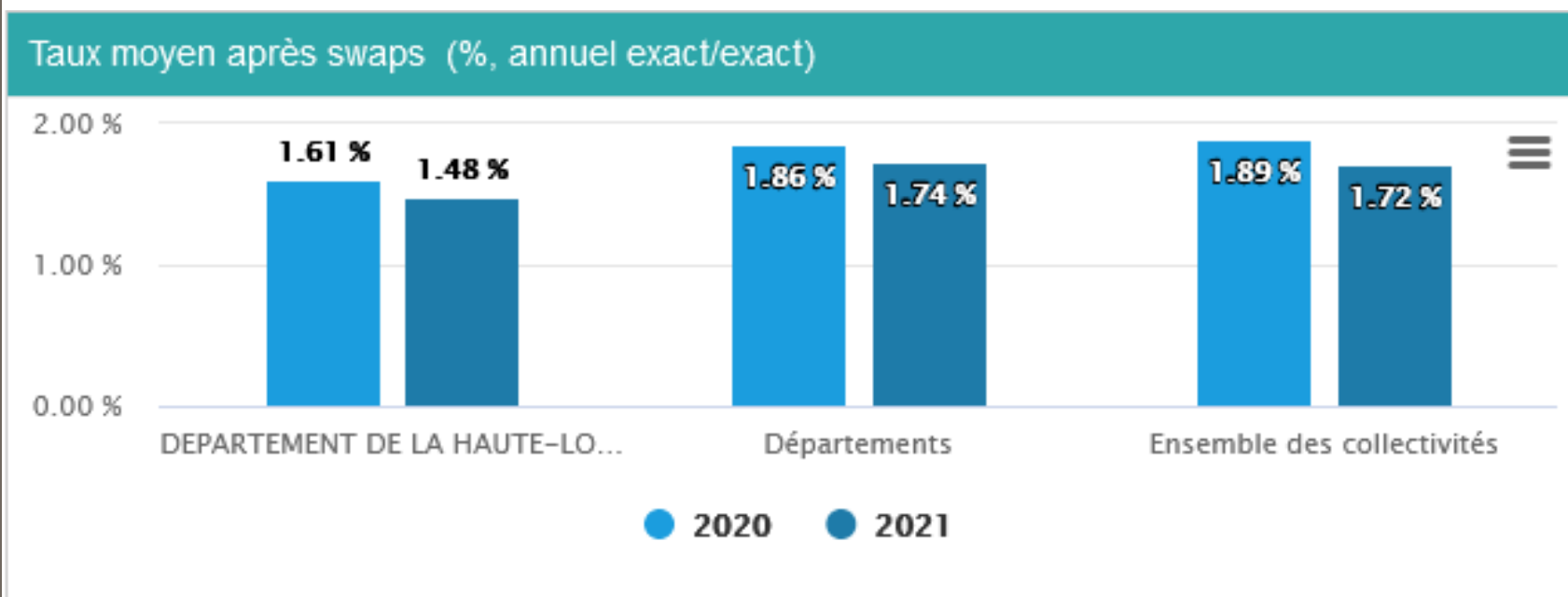
Les caractéristiques de la dette

Type	Encours	% d'exposition	Taux moyen (ExEx, Annuel)
Fixe	61 725 109,16 €	69,80 %	1,66 %
Variable	14 539 699,29 €	16,44 %	0,50 %
Livret A	9 499 999,99 €	10,74 %	1,02 %
Barrière	2 669 653,66 €	3,02 %	4,49 %
Ensemble des risques	88 434 462,10 €	100,00 %	1,48 %



Le financement de l'investissement

Les caractéristiques de la dette



Conclusion

Le Département de la Haute-Loire maintient ses équilibres financiers à un très bon niveau grâce à une croissance exceptionnelle des recettes (+ 27% pour les DMT0 et + 4,77 pour la TSCA) :

- Un niveau d'**autofinancement positif**
 - 33,91 M € d'épargne nette
- Un **taux d'épargne supérieur à 18%**
- Une **capacité de désendettement inférieure à 2 ans**, bien inférieure à la norme de 6 années.

Plan de formation des élus - bilan d'étapes 1ère année de mandat 2022

	Intitulé de la formation	Organisme de formation	Lieu de formation	Durée en heures	Dates ou périodes	Nombre de stagiaires	Coûts pédagogiques	Salaires et charges intervenants	Déplacements	Hébergements - Restauration	COUT TOTAL	DIF
Formations Externes	Prise de parole en public	IFET	HDD	7h00	22/12/2021	5	Formation gratuite dans le cadre de l'adhésion 2021 à l'IFET	481,86 €	0	0	481,86	NC
	Coaching individuel	IFET	HDD	3h00	23/12/2021 (au moins deux séances à programmer)	1	2 000 €	0	0	0	2000	NC
	Les compétences des Départements	IFET	HDD	4h00	07/03/2022	28	2 000 €	0	0	715 €	2715	NC
	Formation -Journée des femmes élues-AURA: Trois étapes pour booster la confiance en soi	Elu(e)s Locales	Lyon	4h00	25/03/2022	1	600 €	0	0	0	600 €	NC
	Formation Subventions européennes nouveaux programmes 2021-2027	FPT Formations	Formation à distance	7h00	29/03/2022	1	690 €	0	0	0	690 €	NC
	Réseaux sociaux	AMF43	HDD	4h00	14/04/2022 matin	3	300 €	0	0	0	300	NC
	Réseaux sociaux	AMF43	HDD	4h00	14/04/2022 après-midi	3	300 €	0	0	0	300	NC
Ss total Cat.1						42	5890	481,86	0	715	7086,86	
Formations Internes	Sensibilisation à la question des conflits d'intérêts et du RGPD	DRI / DNUM	HDD Espace Jacques Barrot	3h30	23-juil-22	35 élus présents	0	0	0	1 031,50 €	1031,5	
	La compétence collègue	DADT	HDD Espace Jacques Barrot	3h30	13-sept-22	32 élus présents	0	0	0	624 €	624	
	Budget et prospective financière	Eric Chanal, Richard Royer	HDD Espace Jacques Barrot	3h30	13-sept-22	31 élus présents	0	0	0	624 €	624	
	Les revêtements de chaussées	DIST	HDD Espace Jacques Barrot	2h00	06/12/2022 - Post CP	21 élus présents	0	0	0	0	0	

F	Formation à l'attention des élus membres du CA d'un EHPAD(budget, CPOM, Aide sociale à l'hébergement, forfait dépendance, aides à l'investissement	François Lionnet / Lucie Brun DIVIS	HDD Espace Jacques Barrot	2h00	A organiser	27 Cons.Dptx représentants du Département dans les EHPAD					0	
	Communiquer et valoriser son mandat de conseiller départemental grâce aux réseaux sociaux	Service Com.	HDD Espace Jacques Barrot	3h00	A organiser	ensemble des conseillers départementaux					0	
Ss total Cat.2							0	0	0	2279,5	2279,5	

Formations obligatoires	Elus délégués	Directions	Durée en heures	Période	Compétences et politiques du Département
	Philippe DELABRE	DADT / DIVIS	19h30	Septembre à décembre 2021	Présentation des interventions en faveur des communes, des EPCI et des parcs, évaluation conduite par les services du Fonds 199 et des contrats 43,11 point sur le dispositif Maisons France Services, présentation du dispositif des aides à l'immobilier d'entreprises et des aides au développement économique, préparation de la nouvelle
	Florence TEYSSIER	DIVIS	10h00	Septembre à novembre 2021	Présentation des interventions du Département en faveur des personnes en situation de handicap, présentation de la MDA, du Dispositif d'appui à la coordination (DAC), point sur le Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie (CDCA)
	Michel BRUN	DIST : DNUM	12h00	juillet à octobre 2021	Présentation des interventions du Département dans le domaine des routes, point sur les opérations en cours, présentation des interventions de la DNUM sur les projets d'infrastructures numériques (Téléphonie mobile, Programme Auvergne Très Haut Débit, WIFI 43), présentation du projet HERITECH
	Brigitte RENAUD	DADT	34h00	juillet à décembre 2021	Présentation de l'organisation et des services DADT, intervention du Département en faveur des archives départementales, interventions du Département pour la lecture publique, interventions du Département en matière de sport (sports de nature, PDESI, clubs avec une équipe évoluant en championnat national, Label "Terre de Jeux 2024",...), point sur la politique Culture et Patrimoine du Département, point sur la politique Tourisme
	Michel CHAPUIS	DRI / DNUM / DIST	20h30	juillet 2021 à septembre 2022	Présentation des soldes intermédiaires de gestion et de la prospective financière du Département, présentation de la Direction déléguée Finances et Contrôle de Gestion, présentation des propositions pour la Décision modificative n°2 du budget, point sur les instances relatives au fonds européens, présentation des propositions budgétaires 2022, présentation des Interventions de la DIST sur le patrimoine bâti du Département, présentation des interventions de la DNUM pour les ressources informatiques de la collectivité
	Christelle VALANTIN	DRH / Cabinet	24h00	juillet à décembre 2021	Dialogue social, présentation de la politique RH, impact de la crise sanitaire sur la gestion RH, CHSCT et CT, présentation de l'organisation de la DRH, présentation des lignes directrices de gestion, présentation des plans de communication interne et externe, présentation de l'équipe du service et des outils de communications
	Jean-Paul VIGOUROUX	DADT / DIVIS	34h00	septembre 2021 à mars 2022	Présentation de la politique collèges (interventions en faveur des collèges, dialogue de gestion avec les établissements, visites d'établissements, numérique éducatif, interventions du Département pour les bâtiments,...), Accueils collectifs de mineurs et fédérations d'éducation populaire, Scéma dpartemental de services aux familles, arbitrages budgétaires (DM2 et BP), intervention du Département pour la protection de l'enfance, présentation et travaux de l'observatoire départemental de l'enfance, présentation des modes d'accueil du jeune enfant
	Annie RICOUX	DADT	31h00	août 2021 à janvier 2022	Présentation des politiques de la délégation: Aménagements fonciers, PCET, énergie, milieux aquatiques, AEP et assainissement, Natura 2000 et ENS, Bilan carbone (BEGES), programme FEADER, Filière bois, politique agricole du Département, Conservatoire Botanique National du Massif Central, projet Chavaniac-Lafayette

	Jean-Marc BOYER	DIVIS	5h00	Août à novembre 2021	Présentation des interventions du Département en faveur des personnes en situation de handicap, présentation des interventions en faveur des bénéficiaires du RSA reçus en équipe pluridisciplinaire							
	Christelle MICHEL	DNUM	5h00	Septembre à octobre 2021	Présentation des interventions de la DNUM sur les projets d'infrastructures numériques (Téléphonie Mobile, Programme Auvergne Très Haut Débit, WIFI 43), présentation du projet HERITECH							
	Marie-Pierre VINCENT	DADT	11h00	août à novembre 2021	Présentation des interventions du Département pour les sports de nature, présentation de la politique Sport de la collectivité, état d'avancement du projet de Maison départementale du Sport, présentation des modalités d'adhésion au label "Terre de Jeux 2024", présentation de projets de Comité départementaux sportifs (Handisport, Centre départemental du Tennis,...)							
	Corinne BRINGER	DADT	24h00	septembre 2021 à mars 2022	Présentation des interventions de la Direction dans les domaines de la culture et du patrimoine, projet visitation, projet les Déboulés, intervention du Département en faveur des Archives départementales, compagnies artistiques et théâtrales,...							
	Christiane MOSNIER	DIVIS	4h00	déc-21	Présentation de l'Observatoire départemental de la Protection de l'Enfance et des travaux de cet observatoire en 2021, Rappel sur les interventions du Département en matière de prévention et de protection de l'enfance							
	Marie-Laure MUGNIER	DADT	7h00	septembre à novembre 2021	Présentation des interventions du Département en faveur des collèges, préparation du séminaire des élus sur cette compétence, état d'avancement du projet "Manger Local et Bio"							
	Nathalie ROUSSET	DADT	4h00	sept-21	Présentation de la politique Milieux aquatiques et des interventions Assainissement et AEP							
	Mikaël VACHER	DADT	4h00	septembre à novembre 2021	Présentation des interventions du Département en faveur de l'agriculture, point sur l'état d'avancement de la programmation FEADER 2023-2027							
	Bernard Brignon	DIVIS	4h00	Septembre à novembre 2021	Présentation du service et des missions Habitat - Logement, point spécifique sur le Service Public de la Performance Energétique de l'Habitat (SPPEH)							
Ss total Cat.3			253h00									
Adhésion 2022 IFET												6 200 €
				TOTAL		5890	481,86	0	2994,5	15 566 €		

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL GENERAL - DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 22430001200107

POSTE COMPTABLE : CHEF SGC LE PUY EN VELAY

M 52

Compte administratif (projet de budget)

voté par nature

BUDGET : PROJET CA 2021 BUDGET 03 APE (3)

ANNEE 2021

(1) Indiquer soit « Département : nom du département », soit le libellé de l'établissement ou du syndicat (exemples : MDPH, libellé du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721- 2 du CGCT...).

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal (du département ou syndicat mixte) ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Pour mémoire : modalités de vote du budget	5
C1 - Exécution du budget de l'exercice - Résultats	6
C2 - Exécution du budget de l'exercice - RAR Dépenses	7
C3 - Exécution du budget de l'exercice - RAR Recettes	8

II - Présentation générale

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget	9
A2 - Equilibre financier du budget - Section d'investissement	10
A3 - Equilibre financier du budget - Section de fonctionnement	11
B1 - Balance générale - Dépenses	12
B2 - Balance générale - Recettes	13

III - Vote

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble - Dépenses / Recettes	14
A1.1 - Equipements départementaux - Dépenses non individualisées en programme	16
A1.2 - Equipements départementaux - Dépenses RMI / RSA	17
A1.3 - Equipements départementaux - Vue d'ensemble des chapitres de programme	18
A1.4 - Equipements départementaux - Chapitres de programme afférent à une autorisation de programme	19
A1.5 - Equipements départementaux - Chapitres de programme non compris dans une autorisation de programme	20
A2 - Equipements non départementaux	21
A3 - Dépenses financières	22
A4.1 - Recettes - Financement des équipements départementaux et non départementaux	23
A4.2 - Recettes - RMI / RSA	24
A4.3 - Recettes financières	25
A5 - Récapitulatif des opérations pour le compte de tiers	26
A6 - Section d'investissement - Opérations d'ordre entre sections	27
A7 - Section d'investissement - Opérations patrimoniales	28
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	29
B1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	31
B2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	34

IV - Annexes

A - Présentation croisée par fonction

A1 - Vue d'ensemble	36
A1/01 - Opérations non ventilées	44
A1/0 - Fonction 0 (sauf 01)	Sans Objet
A1/1 - Fonction 1	Sans Objet
A1/2 - Fonction 2	Sans Objet
A1/3 - Fonction 3	Sans Objet
A1/4 - Fonction 4	Sans Objet
A1/5 - Fonction 5	45
A1/6 - Fonction 6	Sans Objet
A1/7 - Fonction 7	Sans Objet
A1/8 - Fonction 8	Sans Objet
A1/9 - Fonction 9	Sans Objet

B - Eléments du bilan

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées	Sans Objet
B3 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	54
B7.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	55

B8 - Etat présentant le montant des recettes et des dépenses affectées aux services assujettis à la TVA ne faisant pas l'objet d'un budget annexe distinct du budget général	Sans Objet
B9.1 - Variation du patrimoine (article R. 3313-7 du CGCT) - Entrées	56
B9.2 - Variation du patrimoine (article R. 3313-7 du CGCT) - Sorties	57
B9.3 - Etat des opérations liées aux cessions	58
B10.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées	Sans Objet
B10.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties	Sans Objet
B11.1 - Etat des immobilisations - Bâtiments scolaires et administratifs	Sans Objet
B11.2 - Etat des immobilisations - Constructions, installation et agencements (hors bâtiments scolaires)	Sans Objet
B11.3 - Etat des immobilisations - Installations techniques, matériels et outillage	Sans Objet
B11.4 - Etat des immobilisations - Autres immobilisations corporelles	Sans Objet
B11.5 - Etat des immobilisations - Immobilisations incorporelles	Sans Objet
B11.6 - Etat des immobilisations - Participations et créances rattachées à des participations	Sans Objet
B11.7 - Etat des immobilisations - Autres immobilisations financières	Sans Objet
B12 - Etat des travaux en régie	Sans Objet
B13.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	Sans Objet
B13.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	Sans Objet
C - Engagements hors bilan	
C1.1 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
C1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	Sans Objet
C2 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
C3 - Etat des contrats de PPP	Sans Objet
C4 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
C5 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
C6 - Situation des autorisations de programme	Sans Objet
C7 - Situation des autorisations d'engagement	Sans Objet
C8 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
D - Autres éléments d'information	
D1.1 - Etat du personnel	59
D1.2 - Actions de formation des élus	Sans Objet
D2.1 - Liste des organismes dans lesquels le département a pris un engagement financier	Sans Objet
D2.2 - Liste des concours attribués sous forme de prestations en nature ou de subventions	Sans Objet
D2.3 - Liste des subventions versées par le département aux communes	Sans Objet
D3.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
D3.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
D3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
D3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D4 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	63
D5 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale	Sans Objet
E - Décisions en matière de taux - Arrêté et signatures	
E1 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
E2 - Arrêté et signatures	67

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques			
		Valeurs	Valeurs
Population totale			Nombre de m ² de surface utile de bâtiments (5)
Longueur de la voirie départementale (en km)			Nombre d'organismes de coopération auxquels appartient le département

Informations fiscales (N-2)			
Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par habitant pour le département (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par catégorie (2)
Fiscal	Financier		

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et financier définis à l'article L. 3334-6 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Il s'agit du potentiel financier défini à l'article L. 3334-6-1 pour les départements urbains et R. 3334-3-1 du CGCT pour les départements non urbains. Le potentiel financier moyen par catégorie figure sur la fiche de la répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2.

Informations financières – ratios		Valeurs	Moyennes nationales
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population		
2	Produit des impositions directes/population		
3	Recettes réelles de fonctionnement/population		
4	Dépenses d'équipement brut/population		
5	Encours de dette/population (3) (4)		
6	DGF/population		
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (5)		
8	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital/recettes réelles de fonctionnement (5)		
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (5)		
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (3) (4) (5)		

(3) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31/12/N.

(4) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(5) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
POUR MEMOIRE : MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

POUR MEMOIRE

I – L'Assemblée délibérante a voté le budget :

- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement
 - (2) sans les programmes d'équipement listés en III-A1.3
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement
- (3) sans vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en investissement et en fonctionnement, et, en section d'investissement, sans chapitre de programme.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les programmes d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE – RESULTATS	C1

RESULTATS DE L'EXERCICE

	RESULTAT DE L'EXERCICE N			
	Mandats émis	Titres émis	Reprise résultats exercice antérieur (1)	Résultat ou solde (A) (1)
TOTAL DU BUDGET	8 217 959,91	8 240 580,45	-358,24	A1 22 262,30
Investissement	53 416,59	75 678,89	(2) 0,00	A2 22 262,30
Dont 1068		0,00		
Fonctionnement	8 164 543,32	8 164 901,56	(3) -358,24	A3 0,00

(1) Indiquer le signe – si dépenses>recettes, et + si recettes>dépenses.

(2) Solde d'exécution de N-1 reporté sur la ligne budgétaire 001 du budget. Indiquer le signe – si dépenses>recettes, et + si recettes>dépenses.

(3) Résultat de fonctionnement N-1 reporté sur la ligne budgétaire 002 du budget (diminué de l'affectation au 1068 en N). Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

	RESTES A REALISER N (4)		
	Dépenses	Recettes	Solde (B) (5)
TOTAL des RAR	I+II 0,00	III+IV 0,00	B1 0,00
Investissement	I 0,00	III 0,00	B2 0,00
Fonctionnement	II 0,00	IV 0,00	B3 0,00

(4) A reporter au budget primitif ou au budget supplémentaire N+1.

(5) Indiquer le signe – si dépenses>recettes, et + si recettes>dépenses.

		RESULTAT CUMULE = (A)+(B) (6)
TOTAL	A1+B1	22 262,30
Investissement	A2+B2	22 262,30
Fonctionnement	A3+B3	0,00

(6) Si le montant est positif, il s'agit d'un excédent, si le montant est négatif, il s'agit d'un déficit.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap./art (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 0,00
010	Revenu minimum d'insertion	0,00
018	Revenu de solidarité active	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00
20	Immobilisations incorporelles(3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées(3)	0,00
21	Immobilisations corporelles(3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(3)	0,00
23	Immobilisations en cours(3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières(3)	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général(4)	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés(4)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00
65	Autres charges de gestion courante(4)	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles(4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées aux comptes 010 et 018.

(4) Hors dépenses imputées aux comptes 015, 016 et 017.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap./art (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 0,00
010	Revenu minimum d'insertion	0,00
018	Revenu de solidarité active	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement(3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles(3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées(3)	0,00
21	Immobilisations corporelles(3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5) (3)	0,00
23	Immobilisations en cours(3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières(3)	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
731	Impositions directes	0,00
74	Dotations, subventions et participations(4)	0,00
75	Autres produits de gestion courante(4)	0,00
013	Atténuations de charges(4)	0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels(4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées aux comptes 010 et 018.

(4) Hors recettes imputées aux comptes 015, 016 et 017.

II – PRESENTATION GENERALE	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	8 164 543,32	G	8 164 901,56
	Section d'investissement	B	53 416,59	H	75 678,89

		+		+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	358,24 (si déficit)	I	0,00 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	0,00 (si déficit)	J	0,00 (si excédent)

		=		=	
TOTAL EXERCICE (réalisations + reports N-1)		= A+B+C+D	8 218 318,15	= G+H+I+J	8 240 580,45

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	0,00	L	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	0,00	= K+L	0,00

RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	8 164 901,56	= G+I+K	8 164 901,56
	Section d'investissement	= B+D+F	53 416,59	= H+J+L	75 678,89
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	8 218 318,15	= G+H+I+J+K+L	8 240 580,45

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 3312.9 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 3312-8 du CGCT).

TOTAL DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE

	TOTAL DES MANDATS EMIS			TOTAL DES TITRES EMIS		
	RÉELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL	REELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL
INVESTISSEMENT	43 057,59	10 359,00	53 416,59	17 255,00	58 423,89	75 678,89
FONCTIONNEMENT	8 106 119,43	58 423,89	8 164 543,32	8 154 542,56	10 359,00	8 164 901,56
TOTAL REALISATIONS DE L'EXERCICE (1)	8 149 177,02	68 782,89	8 217 959,91	8 171 797,56	68 782,89	8 240 580,45

(1) Total des réalisations = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement. Les reports N-1 ne sont pas comptabilisés car ils sont réalisés d'office.

II – PRESENTATION GENERALE	II
EQUILIBRE FINANCIER – INVESTISSEMENT	A2

SECTION D'INVESTISSEMENT – REALISATIONS
(y compris les restes à réaliser N-1)

Chap.	Libellé	Mandats	Titres
010	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00
018	Revenu de solidarité active	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris programmes) (9)	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(9)	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris programmes) (9)	18 245,55	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (2) (y compris programmes) (9)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (y compris programmes) (9)	24 812,04	0,00
Total des réalisations d'équipement		43 057,59	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (7)	0,00	17 255,00
13	Subventions d'investissement (6) (9)	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (3)	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières(9)	0,00	0,00
Total des réalisations financières		0,00	17 255,00
45...	Total des opé. pour compte de tiers (4)	0,00	0,00
Total des réalisations réelles en investissement		43 057,59	17 255,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (1)	10 359,00	58 423,89
041	Opérations patrimoniales (1)	0,00	0,00
Total des réalisations d'ordre en investissement		10 359,00	58 423,89

TOTAL DES OPERATIONS D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE

TOTAL	I+III	53 416,59	II+IV	75 678,89
--------------	--------------	------------------	--------------	------------------

RESULTATS ANTERIEURS

001 Solde d'Exécution de la section d'investissement N-1 reporté	v	0,00	vi	0,00
1068 Excédents de fonctionnement capitalisés			vii	0,00

TOTAL CUMULE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

TOTAL DE LA SECTION	I+III+V	53 416,59	II+IV+VI+VII	75 678,89
SOLDE D'EXECUTION (recettes – dépenses) (8)				22 262,30

(1) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(2) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(2) A servir uniquement lorsque le département effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'il crée.

(3) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en III-A5).

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) En recettes, détail du 138.

(6) En recettes, sauf 1068.

(7) Mettre le signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

(8) Hors dépenses et recettes imputées aux chapitres 010 et 018.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – FONCTIONNEMENT	A3

SECTION DE FONCTIONNEMENT – REALISATIONS
(y compris les restes à réaliser et rattachements N-1)

MANDATS EMIS		TITRES EMIS	
OPERATIONS REELLES ET MIXTES			
011 Charges à caractère général(2)	514 094,97	70 Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
012 Charges de personnel et frais assimilés(2)	7 573 127,34	73 Impôts et taxes (sauf 731)	0,00
		731 Impositions directes	0,00
		74 Dotations, subventions et participations(2)	110,00
65 Autres charges de gestion courante (sauf 6586)(2)	18 897,12	75 Autres produits de gestion courante(2)	8 126 493,86
6586 Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		
014 Atténuations de produits	0,00	013 Atténuations de charges(2)	27 863,10
015 Revenu minimum d'insertion	0,00	015 Revenu minimum d'insertion	0,00
016 Allocation personnalisée d'autonomie	0,00	016 Allocation personnalisée d'autonomie	0,00
017 Revenu de solidarité active	0,00	017 Revenu de solidarité active	0,00
Total dépenses de gestion des services	8 106 119,43	Total recettes de gestion des services	8 154 466,96
66 Charges financières	0,00	76 Produits financiers	0,00
67 Charges exceptionnelles(2)	0,00	77 Produits exceptionnels(2)	75,60
68 Dotations amortissements et provisions(2)	0,00	78 Reprises amortissements et provisions (2)	0,00
022 Dépenses imprévues	0,00		
TOTAL DEPENSES REELLES ET MIXTES	I 8 106 119,43	TOTAL RECETTES REELLES ET MIXTES	II 8 154 542,56

OPERATIONS D'ORDRE (2)			
042 Opérations ordre transf. entre sections	58 423,89	042 Opérations ordre transf. entre sections	10 359,00
043 Opérations ordre intérieur de la section	0,00	043 Opérations ordre intérieur de la section	0,00
TOTAL DEPENSES D'ORDRE	III 58 423,89	TOTAL RECETTES D'ORDRE	IV 10 359,00

TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE	I+III 8 164 543,32	TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE	II+IV 8 164 901,56
---	---------------------------	---	---------------------------

RESULTAT REPORTE DE N-1			
002 Résultat de fonctionnement reporté	V 358,24	002 Résultat de fonctionnement reporté	VI 0,00

TOTAL DES DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	I+III+V 8 164 901,56	TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	II+IV+VI 8 164 901,56
---	-----------------------------	---	------------------------------

SOLDE D'EXECUTION (recettes – dépenses) (1)	0,00
--	-------------

(1) Mettre le signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

(2) Hors dépenses et recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

II – PRESENTATION GENERALE	II
BALANCE GENERALE – DEPENSES	B1

MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement(7)	0,00	10 359,00	10 359,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(5) 0,00		0,00
	Total des programmes d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (7)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (7)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles(3) (7)	18 245,55	0,00	18 245,55
22	Immobilisations reçues en affectation(3) (7)	(6) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(3) (7)	24 812,04	0,00	24 812,04
010	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00
018	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières(7)	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		0,00	0,00
45	Total des opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
Dépenses d'investissement –Total		43 057,59	10 359,00	53 416,59

Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté	0.00
---	-------------

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
011	Charges à caractère général(8)	514 094,97		514 094,97
012	Charges de personnel et frais assimilés(8)	7 573 127,34		7 573 127,34
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00		0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00		0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante(sauf 6586) (8)	18 897,12	0,00	18 897,12
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles(8)	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions(8)	0,00	58 423,89	58 423,89
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement –Total		8 106 119,43	58 423,89	8 164 543,32

Pour information D 002 Résultat négatif reporté	358,24
--	---------------

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaire.
 (2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 52.
 (3) Hors chapitres programmes.
 (4) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en III-A5).
 (5) A utiliser uniquement dans le cas où le département effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.
 (6) A utiliser uniquement dans le cas où le département effectuerait des dépenses sur des biens affectés.
 (7) Hors dépenses imputées aux chapitres 010 et 018.
 (8) Hors dépenses imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

II – PRESENTATION GENERALE	II
BALANCE GENERALE – RECETTES	B2

TITRES EMIS (y compris les restes à réaliser sur N-1)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	17 255,00	0,00	17 255,00
13	Subventions d'investissement(6)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(4) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles(6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(6)	(5) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(6)	0,00	0,00	0,00
010	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00
018	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières(6)	0,00	0,00	0,00
3...	<i>Stocks et en-cours</i>		0,00	0,00
19	<i>Neutral. et régul. d'opérations</i>		0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations</i>		58 423,89	58 423,89
45	Opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à rép. sur plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
Recettes d'investissement –Total		17 255,00	58 423,89	75 678,89

1068 Excédent de fonctionnement capitalisé N-1	0,00
---	-------------

Pour information R001 Solde d'exécution positif reporté	0,00
--	-------------

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
013	Atténuations de charges(7)	27 863,10		27 863,10
015	Revenu minimum d'insertion	0,00		0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00		0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks</i>		0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71	<i>Production stockée (ou déstockage)</i>		0,00	0,00
72	<i>Production immobilisée</i>		0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Impositions directes	0,00		0,00
74	Dotations, subventions et participations(7)	110,00		110,00
75	Autres produits d'activités(7)	8 126 493,86	0,00	8 126 493,86
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels(7)	75,60	10 359,00	10 434,60
78	Reprise sur amortissements et provisions(7)	0,00	0,00	0,00
79	<i>Transferts de charges</i>		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement –Total		8 154 542,56	10 359,00	8 164 901,56

Pour information R002 Résultat positif reporté	0,00
---	-------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaire.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 52.

(3) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en III-A5).

(4) A utiliser uniquement dans le cas où le département effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le département effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(6) Hors recettes imputées aux chapitres 010 et 018.

(7) Hors recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A

DEPENSES

Nature	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits annulés (2)	Pour information réalisations gérées dans le cadre d'une AP	Pour information réalisations gérées hors AP
DEPENSES D'INVESTISSEMENT - TOTAL	74 900,00	53 416,59	0,00	21 483,41	0,00	53 416,59
Dépenses des équipements départementaux (total) (détail de III-A1.1 à III-A1.5)	64 500,00	43 057,59	0,00	21 442,41	0,00	43 057,59
- Non individualisées en programmes d'équipement (détail en III-A1.1)	64 500,00	43 057,59	0,00	21 442,41	0,00	43 057,59
- Individualisées en programmes d'équipement (liste des programmes en III-A1.3, détail en III-A1.4 et en III A1.5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- 010 Revenu minimum d'insertion (détail en III-A1.2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- 018 Revenu de solidarité active (détail en III-A1.2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses des équipements non départementaux (détail en III-A2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses financières (détail en III-A3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers (détail en III-A5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<i>040 Opérations ordre transf. entre sections (détail en III-A6)</i>	<i>10 400,00</i>	<i>10 359,00</i>		<i>41,00</i>		<i>10 359,00</i>
<i>041 Opérations patrimoniales (détail en III-A7)</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>		<i>0,00</i>		<i>0,00</i>

Pour information : D001 Solde d'exécution négatif reporté	0,00					
---	------	--	--	--	--	--

Total des dépenses d'investissement cumulées	74 900,00	53 416,59	0,00	21 483,41	0,00	53 416,59
---	------------------	------------------	-------------	------------------	-------------	------------------

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A

RECETTES

Nature	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits annulés (2)
RECETTES D'INVESTISSEMENT - TOTAL	74 900,00	75 678,89	0,00	-778,89
Recettes d'équipements départementaux et non départementaux (détail en III-A4.1)	15 900,00	0,00	0,00	15 900,00
010 Revenu minimum d'insertion (détail en III-A4.2)	0,00	0,00	0,00	0,00
018 Revenu de solidarité active (détail en III-A4.2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers (détail en III-A5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes financières (détail en III-A4.3)	0,00	17 255,00	0,00	-17 255,00
040 Opérations ordre transf. entre sections (détail en III-A6)	59 000,00	58 423,89		576,11
041 Opérations patrimoniales (détail en III-A7)	0,00	0,00		0,00
021 Virement de la section de fonctionnement (3)	0,00			
Pour information : R001 Solde d'exécution positif reporté	0,00			
Total des recettes d'investissement cumulées	74 900,00	75 678,89	0,00	-778,89

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisations).

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT Equipements départementaux – Dépenses non individualisées	A1.1

DEPENSES NON INDIVIDUALISEES EN PROGRAMMES D'EQUIPEMENT (hors RMI et RSA)

Chap/ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Pour information	
						Réalizations gérées dans le cadre d'une AP	Réalizations gérées hors AP
TOTAL		64 500,00	43 057,59	0,00	21 442,41	0,00	43 057,59
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204)	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00		
21	Immobilisations corporelles	24 500,00	18 245,55	0,00	6 254,45	0,00	18 245,55
2157	Matériel et outillage technique	14 340,00	14 174,82	0,00	165,18		
21848	Autres matériels de bureau et mobilier	10 160,00	4 070,73	0,00	6 089,27		
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	30 000,00	24 812,04	0,00	5 187,96	0,00	24 812,04
231313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux	30 000,00	24 812,04	0,00	5 187,96		

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT Equipements départementaux – RMI / RSA - Dépenses	A1.2

RMI DEPENSES

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Pour information	
						Réalizations gérées dans le cadre d'une AP	Réalizations gérées hors AP
010	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

RSA DEPENSES

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Pour information	
						Réalizations gérées dans le cadre d'une AP	Réalizations gérées hors AP
018	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III - VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT	
VUE D'ENSEMBLE DES CHAPITRES DE PROGRAMMES D'EQUIPEMENT DEPARTEMENTAUX	A1.3

Vue d'ensemble des chapitres de programmes d'équipement départementaux (1)

N° progr.	Libellé du programme	N° AP (2)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations	Pour information	
								Réalizations gérées dans le cadre d'une AP	Réalizations gérées hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Le détail des programmes d'équipement afférents ou non à une AP sont présentés individuellement en détail en III-A1.4 et en III-A1.5.

(2) Colonne à renseigner uniquement lorsque le programme d'équipement est afférent à une AP.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – DETAIL PAR PROGRAMME	A1.4

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – DETAIL PAR PROGRAMME	A1.5

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX – DEPENSES	A2

**EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX
SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT A VERSER (hors RMI et RSA)**

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits annulés (4)
204	Subventions d'équipement versées (2)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses relatives au compte 204 sauf celles relatives au RMI et au RSA (voir état III-A1.2).

(3) Dépenses engagées non mandatées.

(4) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES FINANCIERES	A3

Dépenses financières

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)
DEPENSES TOTALES		0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES D'EQUIPEMENT	A4.1

RECETTES D'EQUIPEMENT – Détail des chapitres
Financement des équipements départementaux et non départementaux (hors RMI et RSA)

Chap./art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits annulés (4)
TOTAL		15 900,00	0,00	0,00	15 900,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	15 900,00	0,00	0,00	15 900,00
1313	Subv. transf. Départements	15 900,00	0,00	0,00	15 900,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (2)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Recettes justifiées non titrées.

(4) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES RMI/RSA	A4.2

RECETTES RMI

Chap./art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)
010	Revenu minimum d'insertion	0.00	0.00	0.00	0.00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Recettes justifiées non titrées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

RECETTES RSA

Chap./art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)
018	Revenu de solidarité active	0.00	0.00	0.00	0.00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Recettes justifiées non titrées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES FINANCIERES	A4.3

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)
TOTAL		0,00	17 255,00	0,00	-17 255,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	17 255,00	0,00	-17 255,00
10222	FCTVA	0,00	17 255,00	0,00	-17 255,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Recettes justifiées non titrées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS	A5

RECAPITULATIF DES OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS (1)

Chap.	Libellé	Eléments afférents à l'exercice				Cumul des réalisations (4)
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations Mandats/Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	
	TOTAL DEPENSES (5) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL RECETTES (5) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Voir le détail des opérations pour compte de tiers en annexe en IV-B5.

(2) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12. A la clôture de l'opération, les crédits ouverts non consommés sont automatiquement annulés. En cas de déficit, le solde s'obtient par l'inscription d'une recette à la rubrique « Financement par le département ».

(4) Ensemble des réalisations au 31/12.

(5) Les recettes sont égales aux dépenses de chaque opération sous mandat. Pour les opérations gérées sur plusieurs années, l'opération peut être déséquilibrée au titre d'un exercice. Toutefois cette opération doit être équilibrée à sa clôture.

(6) Présenter une ligne par opération pour compte de tiers.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	A6

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Mandats/Titres émis	Crédits annulés (3)
040	DEPENSES (2)	10 400,00	10 359,00	41,00
13913	Sub. transf cpte résult. Départements	10 400,00	10 359,00	41,00
040	RECETTES (2)	59 000,00	58 423,89	576,11
28051	Concessions et droits similaires	2 800,00	2 621,00	179,00
281313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux	7 050,00	7 028,00	22,00
281351	Bâtiments publics	7 550,00	7 501,00	49,00
28157	Matériel et outillage techniques	14 900,00	14 873,28	26,72
28182	Matériel de transport	6 400,00	6 231,00	169,00
281838	Autre matériel informatique	600,00	524,00	76,00
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	19 700,00	19 645,61	54,39

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS PATRIMONIALES	A7

Chap. / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Mandats/Titres émis	Crédits annulés (3)
<i>041</i>	<i>DEPENSES (2)</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
<i>041</i>	<i>RECETTES (2)</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Les dépenses sont égales aux recettes.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations.

III – VOTE	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)	Pour information dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information dépenses gérées hors AE
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (1)			
DEPENSES DE L'EXERCICE(Détail en III-B1)		8 268 930,00	8 155 529,76	9 013,56	0,00	104 386,68	0,00	8 164 543,32
011	Charges à caractère général (4)	570 460,00	505 081,41	9 013,56	0,00	56 365,03	0,00	514 094,97
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	7 610 000,00	7 573 127,34	0,00	0,00	36 872,66		7 573 127,34
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	29 370,00	18 897,12	0,00	0,00	10 472,88	0,00	18 897,12
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges exceptionnelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations amortissements et provisions (4)	0,00	0,00			0,00		0,00
022	Dépenses imprévues (3)	100,00						
023	Virement à la section d'investissement (3)	0,00						
042	Opérations ordre transf. entre sections	59 000,00	58 423,89			576,11		58 423,89
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	0,00			0,00		0,00

Pour information :	358,24							
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1								

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	8 269 288,24	8 155 888,00	9 013,56	0,00	104 386,68	0,00	8 164 543,32
--	---------------------	---------------------	-----------------	-------------	-------------------	-------------	---------------------

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Mandats émis – Charges rattachées – Restes à réaliser au 31/12.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de mandats (opérations sans réalisations).

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

III – VOTE	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	B

RECETTES

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Recettes employées (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12 (1)	
RECETTES DE L'EXERCICE(Détail en III-B2)		8 269 288,24	8 164 901,56	0,00	0,00	104 386,68
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Impositions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations (3)	0,00	110,00	0,00	0,00	-110,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	8 141 788,24	8 126 493,86	0,00	0,00	15 294,38
013	Atténuations de charges (3)	117 100,00	27 863,10	0,00	0,00	89 236,90
015	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (3)	0,00	75,60	0,00	0,00	-75,60
78	Reprises amortissements et provisions (3)	0,00	0,00			0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections	10 400,00	10 359,00			41,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	0,00			0,00

Pour information :	0,00				
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1					

Total des recettes de fonctionnement cumulées	8 269 288,24	8 164 901,56	0,00	0,00	104 386,68
--	---------------------	---------------------	-------------	-------------	-------------------

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Titres émis – Produits rattachés – Restes à réaliser au 31/12.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

III – VOTE	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES - DETAIL PAR ARTICLE	B1

OPERATIONS REELLES - GESTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (3)	Pour information	
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)		Dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Dépenses gérées hors AE
011	Charges à caractère général(4)	570 460,00	505 081,41	9 013,56	0,00	56 365,03	0,00	514 094,97
60611	Eau et assainissement	5 500,00	3 683,66	0,00	0,00	1 816,34		
60612	Energie - Electricité	31 300,00	23 370,64	1 296,36	0,00	6 633,00		
60623	Alimentation	95 000,00	90 947,55	2 364,68	0,00	1 687,77		
60631	Fournitures d'entretien	9 900,00	5 227,86	908,98	0,00	3 763,16		
60632	Fournitures de petit équipement	5 100,00	4 128,28	694,57	0,00	277,15		
60636	Vêtements de travail	11 000,00	9 068,20	0,00	0,00	1 931,80		
6064	Fournitures administratives	1 500,00	175,71	0,00	0,00	1 324,29		
60668	Autres produits pharmaceutiques	6 000,00	2 688,70	0,00	0,00	3 311,30		
6067	Fournitures scolaires	2 000,00	1 600,48	0,00	0,00	399,52		
6132	Locations immobilières	20 450,00	19 825,66	0,00	0,00	624,34		
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	1 100,00	0,00	1 056,00	0,00	44,00		
61558	Entretien autres biens mobiliers	2 000,00	1 444,43	0,00	0,00	555,57		
6156	Maintenance	6 700,00	2 553,99	1 120,78	0,00	3 025,23		
6182	Documentation générale et technique	1 250,00	774,00	0,00	0,00	476,00		
6188	Autres frais divers	4 400,00	3 377,60	0,00	0,00	1 022,40		
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	260,00	163,00	0,00	0,00	97,00		
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	3 300,00	168,00	0,00	0,00	3 132,00		
62268	Autres honoraires, conseils	16 440,00	6 732,00	0,00	0,00	9 708,00		
6245	Transports de personnes extérieures	4 600,00	4 442,87	0,00	0,00	157,13		
6251	Voyages, déplacements et missions	303 750,00	293 428,40	0,00	0,00	10 321,60		
6262	Frais de télécommunications	900,00	430,57	272,19	0,00	197,24		
6283	Frais de nettoyage des locaux	1 600,00	1 202,04	0,00	0,00	397,96		
62871	Remb. frais à la collectivité de rattach	10 000,00	9 689,76	0,00	0,00	310,24		
62878	Remboursement de frais à des tiers	7 460,00	6 160,00	1 300,00	0,00	0,00		
6288	Autres services extérieurs	18 950,00	13 798,01	0,00	0,00	5 151,99		
012	Charges de personnel et frais assimilés (2) (4)	7 610 000,00	7 573 127,34	0,00	0,00	36 872,66		7 573 127,34
6331	Versement mobilité	13 600,00	12 137,19	0,00	0,00	1 462,81		
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	22 399,00	21 602,27	0,00	0,00	796,73		
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	35 003,00	34 594,73	0,00	0,00	408,27		
64111	Rémunération principale titulaires	678 400,00	676 027,61	0,00	0,00	2 372,39		
64112	SFT, indemnité résidence	7 000,00	5 870,63	0,00	0,00	1 129,37		
64113	NBI	10 000,00	9 963,19	0,00	0,00	36,81		
64118	Autres indemnités titulaires	6 600,00	6 453,60	0,00	0,00	146,40		
64121	Rémunération principale	3 462 550,00	3 462 548,14	0,00	0,00	1,86		
64126	Indemnités de licenciement	28 610,00	28 609,29	0,00	0,00	0,71		
64128	Autres indemnités	1 157 934,00	1 157 269,62	0,00	0,00	664,38		
64131	Rémunérations non tit.	373 286,00	372 953,15	0,00	0,00	332,85		
6417	Rémunérations des apprentis	30 000,00	21 586,36	0,00	0,00	8 413,64		
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	1 231 203,00	1 224 000,95	0,00	0,00	7 202,05		
6453	Cotisations aux caisses de retraites	353 241,00	352 736,53	0,00	0,00	504,47		
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	155 174,00	155 134,71	0,00	0,00	39,29		
6478	Autres charges sociales diverses	38 000,00	29 748,00	0,00	0,00	8 252,00		
6488	Autres charges	7 000,00	1 891,37	0,00	0,00	5 108,63		
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	29 370,00	18 897,12	0,00	0,00	10 472,88	0,00	18 897,12

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE - PROJET CA 2021 BUDGET 03 APE - CA (projet de budget) - 2021

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (3)	Pour information	
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)		Dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Dépenses gérées hors AE
65111	Famille et enfance	9 500,00	7 615,71	0,00	0,00	1 884,29		
65211	Frais de scolarité	12 500,00	8 918,55	0,00	0,00	3 581,45		
65212	Frais périscolaires	7 000,00	2 033,66	0,00	0,00	4 966,34		
65818	Autres	350,00	325,12	0,00	0,00	24,88		
65888	Autres	20,00	4,08	0,00	0,00	15,92		
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
TOTAL DES DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (A)= (011+012+014+015+016+017+65+6586)		8 209 830,00	8 097 105,87	9 013,56	0,00	103 710,57	0,00	8 106 119,43

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Mandats émis – Charges rattachées – Restes à réaliser au 31/12.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

III – VOTE	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES - DETAIL PAR ARTICLE	B1

GESTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX – CHARGES FINANCIERES ET EXCEPTIONNELLES – OPERATIONS D'ORDRE

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (3)	Pour information	
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)		Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Crédits gérés hors AE
66	Charges financières (B)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges exceptionnelles (C) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations amortissements et provisions (D) (5)	0,00	0,00			0,00		0,00
022	Dépenses imprévues (E)	100,00						
TOTAL DES DEPENSES REELLES = A+B+C+D+E		8 209 930,00	8 097 105,87	9 013,56	0,00	103 810,57	0,00	8 106 119,43

023	Virement à la section d'investissement	0,00						
042	Opérations ordre transf. entre sections (4)	59 000,00	58 423,89			576,11		58 423,89
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	59 000,00	58 423,89			576,11		58 423,89
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE (= prélèvement issu de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement)		59 000,00	58 423,89			576,11		58 423,89

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	8 268 930,00	8 155 529,76	9 013,56	0,00	104 386,68	0,00	8 164 543,32
---	---------------------	---------------------	-----------------	-------------	-------------------	-------------	---------------------

Pour information D002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1	358,24	358,24					
---	--------	--------	--	--	--	--	--

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	8 269 288,24	8 155 888,00	9 013,56	0,00	104 386,68	0,00	8 164 543,32
--	---------------------	---------------------	-----------------	-------------	-------------------	-------------	---------------------

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
 (2) Dépenses engagées non mandatées.
 (3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Mandats émis – Charges rattachées – Restes à réaliser au 31/12.
 (4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040*.
 (5) Hors dépenses imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

Pour information : détail du calcul des ICNE au compte 66112 (6)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

- (6) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES - DETAIL PAR ARTICLE	B2

GESTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX

Chap/ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Recettes employées (ou restant à employer)			Crédits annulés (3)
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12 (2)	
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Impositions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations(4)	0,00	110,00	0,00	0,00	-110,00
744	FCTVA	0,00	110,00	0,00	0,00	-110,00
75	Autres produits de gestion courante(4)	8 141 788,24	8 126 493,86	0,00	0,00	15 294,38
7511	Recouvrements sur département, autres CL	30 000,00	75 202,00	0,00	0,00	-45 202,00
75822	Prise en charge déficit budget annexe	8 111 768,24	8 051 288,55	0,00	0,00	60 479,69
7588	Autres produits divers gestion courante	20,00	3,31	0,00	0,00	16,69
013	Atténuations de charges(4)	117 100,00	27 863,10	0,00	0,00	89 236,90
6419	Remboursements rémunérations personnel	17 100,00	17 592,05	0,00	0,00	-492,05
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	100 000,00	10 271,05	0,00	0,00	89 728,95
015	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GESTION DES SERVICES		8 258 888,24	8 154 466,96	0,00	0,00	104 421,28
(A) = (70 + 73 + 731 + 74 + 75 + 013 + 015 + 016 + 017)						

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
 (2) Recettes justifiées non titrées.
 (3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Titres émis – Produits rattachés – Restes à réaliser au 31/12.
 (4) Hors recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les départements dits « surfiscalisés » (compte 7321) (5)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

- (5) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

III – VOTE	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES - DETAIL PAR ARTICLE	B2

GESTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX – PRODUITS FINANCIERS ET EXCEPTIONNELS – OPERATIONS D'ORDRE

Chap/ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Recettes employées (ou restant à employer)			Crédits annulés (3)
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12 (2)	
76	Produits financiers (B)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (C) (5)	0,00	75,60	0,00	0,00	-75,60
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	75,60	0,00	0,00	-75,60
78	Reprises amortissements et provisions (D) (5)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES = A+B+C+D		8 258 888,24	8 154 542,56	0,00	0,00	104 345,68

042	Opérations ordre transf. entre sections (4)	10 400,00	10 359,00			41,00
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	10 400,00	10 359,00			41,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		10 400,00	10 359,00			41,00

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	8 269 288,24	8 164 901,56	0,00	0,00	104 386,68
---	---------------------	---------------------	-------------	-------------	-------------------

Pour information R002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1	0,00	0,00			
--	-------------	-------------	--	--	--

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	8 269 288,24	8 164 901,56	0,00	0,00	104 386,68
--	---------------------	---------------------	-------------	-------------	-------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Recettes justifiées non titrées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Titres émis – Produits rattachés – Restes à réaliser au 31/12.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040*.

(5) Hors recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (6)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(6) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE	A1

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux	1 Sécurité	2 Enseignement	3 Culture, jeunesse, sports	4 Prévention médico-sociale
---------	----------------------------------	------------------------	---------------	-------------------	--------------------------------	--------------------------------

INVESTISSEMENT						
REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)						
Dépenses réelles	0	0	0	0	0	0
- Equipements départementaux		0	0	0	0	0
- Equipements non départementaux (c/204)		0	0	0	0	0
- Opérations financières	0					
Dépenses d'ordre	10 359					
Solde d'exécution reporté de N-1	0					
Total dépenses	10 359	0	0	0	0	0
Total recettes	17 255	0	0	0	0	0
Solde d'investissement	6 896	0	0	0	0	0

RESTES A REALISER au 31/12/N						
Total RAR dépenses	0	0	0	0	0	0
Total RAR recettes	0	0	0	0	0	0
SOLDE RAR investissement	0	0	0	0	0	0

FONCTIONNEMENT						
REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)						
Total dépenses	58 782	7 460	0	0	0	0
Total recettes	10 469	0	0	0	0	0
Solde de fonctionnement	-48 313	-7 460	0	0	0	0

RESTES A REALISER au 31/12/N						
Total RAR dépenses	0	0	0	0	0	0
Total RAR recettes	0	0	0	0	0	0
SOLDE RAR fonctionnement	0	0	0	0	0	0

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE	A1

Libellé	5 Action sociale (hors RMI, RSA, APA)	5-4 Revenu minimum d'insertion	5-5 Personnes dépendantes (APA)	5-6 Revenu de solidarité active	6 Réseaux et infrastructures	7 Aménagement et environnement	8 Transports	9 Développement économique	TOTAL
---------	--	-----------------------------------	------------------------------------	------------------------------------	---------------------------------	-----------------------------------	-----------------	-------------------------------	-------

INVESTISSEMENT

REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)

Dépenses réelles	43 058	0	0	0	0	0	0	0	43 058
- Equipements départementaux	43 058	0	0	0	0	0	0	0	43 058
- Equipements non départementaux (c/204)	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Opérations financières									0
Dépenses d'ordre									10 359
Solde d'exécution reporté de N-1									0
Total dépenses	43 058	0	0	0	0	0	0	0	53 417
Total recettes	58 424	0	0	0	0	0	0	0	75 679
Solde d'investissement	15 366	0	0	0	0	0	0	0	22 262

RESTES A REALISER au 31/12/N

Total RAR dépenses	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total RAR recettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOLDE RAR investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0

FONCTIONNEMENT

REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)

Total dépenses	8 098 659	0	0	0	0	0	0	0	8 164 902
Total recettes	8 154 433	0	0	0	0	0	0	0	8 164 902
Solde de fonctionnement	55 773	0	0	0	0	0	0	0	0

RESTES A REALISER au 31/12/N

Total RAR dépenses	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total RAR recettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOLDE RAR fonctionnement	0	0	0	0	0	0	0	0	0

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE	A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux	1 Sécurité	2 Enseignement	3 Culture, jeunesse, sports	4 Prévention médico-sociale
----------	---------	----------------------------------	------------------------	---------------	-------------------	--------------------------------	--------------------------------

INVESTISSEMENT							
DEPENSES							
Total dépenses d'investissement		10 359	0	0	0	0	0
Dépenses réelles		0	0	0	0	0	0
2157	Matériel et outillage technique	0	0	0	0	0	0
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0	0	0	0	0	0
231313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux	0	0	0	0	0	0
<i>Dépenses d'ordre</i>		<i>10 359</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Opérations d'ordre entre section</i>		<i>10 359</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
13913	<i>Sub. transf cpte résult. Départements</i>	<i>10 359</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Opérations patrimoniales</i>		<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
001 Solde d'exécution reporté de N-1		0	0	0	0	0	0

RECETTES							
Total recettes d'investissement		17 255	0	0	0	0	0
Recettes réelles		17 255	0	0	0	0	0
10222	FCTVA	17 255	0	0	0	0	0
<i>Recettes d'ordre</i>		<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Opérations d'ordre entre section</i>		<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
28051	<i>Concessions et droits similaires</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
281313	<i>Bâtiments sociaux et médico-sociaux</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
281351	<i>Bâtiments publics</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
28157	<i>Matériel et outillage techniques</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
28182	<i>Matériel de transport</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
281838	<i>Autre matériel informatique</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
281848	<i>Autres matériels de bureau et mobiliers</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Opérations patrimoniales</i>		<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
001 Solde d'exécution reporté de N-1		0	0	0	0	0	0

FONCTIONNEMENT							
DEPENSES							
Total dépenses de fonctionnement		58 782	7 460	0	0	0	0
Dépenses réelles		0	7 460	0	0	0	0
60611	Eau et assainissement	0	0	0	0	0	0
60612	Energie - Electricité	0	0	0	0	0	0

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE - PROJET CA 2021 BUDGET 03 APE - CA (projet de budget) - 2021

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux	1 Sécurité	2 Enseignement	3 Culture, jeunesse, sports	4 Prévention médico-sociale
60623	Alimentation	0	0	0	0	0	0
60631	Fournitures d'entretien	0	0	0	0	0	0
60632	Fournitures de petit équipement	0	0	0	0	0	0
60636	Vêtements de travail	0	0	0	0	0	0
6064	Fournitures administratives	0	0	0	0	0	0
60668	Autres produits pharmaceutiques	0	0	0	0	0	0
6067	Fournitures scolaires	0	0	0	0	0	0
6132	Locations immobilières	0	0	0	0	0	0
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0	0	0	0	0	0
61558	Entretien autres biens mobiliers	0	0	0	0	0	0
6156	Maintenance	0	0	0	0	0	0
6182	Documentation générale et technique	0	0	0	0	0	0
6188	Autres frais divers	0	0	0	0	0	0
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0	0	0	0	0	0
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	0	0	0	0	0	0
62268	Autres honoraires, conseils	0	0	0	0	0	0
6245	Transports de personnes extérieures	0	0	0	0	0	0
6251	Voyages, déplacements et missions	0	0	0	0	0	0
6262	Frais de télécommunications	0	0	0	0	0	0
6283	Frais de nettoyage des locaux	0	0	0	0	0	0
62871	Remb. frais à la collectivité de rattach	0	0	0	0	0	0
62878	Remboursement de frais à des tiers	0	7 460	0	0	0	0
6288	Autres services extérieurs	0	0	0	0	0	0
6331	Versement mobilité	0	0	0	0	0	0
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0	0	0	0	0	0
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0	0	0	0	0	0
64111	Rémunération principale titulaires	0	0	0	0	0	0
64112	SFT, indemnité résidence	0	0	0	0	0	0
64113	NBI	0	0	0	0	0	0
64118	Autres indemnités titulaires	0	0	0	0	0	0
64121	Rémunération principale	0	0	0	0	0	0
64126	Indemnités de licenciement	0	0	0	0	0	0
64128	Autres indemnités	0	0	0	0	0	0
64131	Rémunérations non tit.	0	0	0	0	0	0
6417	Rémunérations des apprentis	0	0	0	0	0	0
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0	0	0	0	0	0
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0	0	0	0	0	0
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0	0	0	0	0	0
6478	Autres charges sociales diverses	0	0	0	0	0	0
6488	Autres charges	0	0	0	0	0	0
65111	Famille et enfance	0	0	0	0	0	0
65211	Frais de scolarité	0	0	0	0	0	0
65212	Frais périscolaires	0	0	0	0	0	0

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE - PROJET CA 2021 BUDGET 03 APE - CA (projet de budget) - 2021

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux	1 Sécurité	2 Enseignement	3 Culture, jeunesse, sports	4 Prévention médico-sociale
65818	Autres	0	0	0	0	0	0
65888	Autres	0	0	0	0	0	0
<i>Dépenses d'ordre</i>		58 424	0	0	0	0	0
<i>Opérations d'ordre entre section</i>		58 424	0	0	0	0	0
6811	<i>Dot. amort. et prov. Immos incorporelles</i>	58 424	0	0	0	0	0
<i>Opérations d'ordre à l'intérieur de la section</i>		0	0	0	0	0	0
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		358	0	0	0	0	0

RECETTES							
Total recettes de fonctionnement		10 469	0	0	0	0	0
Recettes réelles		110	0	0	0	0	0
6419	Remboursements rémunérations personnel	0	0	0	0	0	0
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	0	0	0	0	0	0
744	FCTVA	110	0	0	0	0	0
7511	Recouvrements sur département, autres CL	0	0	0	0	0	0
75822	Prise en charge déficit budget annexe	0	0	0	0	0	0
7588	Autres produits divers gestion courante	0	0	0	0	0	0
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0	0	0	0	0	0
<i>Recettes d'ordre</i>		10 359	0	0	0	0	0
<i>Opérations d'ordre entre section</i>		10 359	0	0	0	0	0
777	<i>Quote-part subv invest transf cpte résul</i>	10 359	0	0	0	0	0
<i>Opérations d'ordre à l'intérieur de la section</i>		0	0	0	0	0	0
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		0	0	0	0	0	0

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE	A1

Art. (1)	Libellé	5 Action sociale (hors RMI, RSA, APA)	5-4 Revenu minimum d'insertion	5-5 Personnes dépendantes (APA)	5-6 Revenu de solidarité active	6 Réseaux et infrastructures	7 Aménagement et environnement	8 Transports	9 Développement économique	TOTAL
----------	---------	---	--------------------------------------	---------------------------------------	---------------------------------------	------------------------------------	--------------------------------------	-----------------	----------------------------------	-------

INVESTISSEMENT
DEPENSES

Total dépenses d'investissement		43 058	0	0	0	0	0	0	0	53 417
Dépenses réelles		43 058	0	0	0	0	0	0	0	43 058
2157	Matériel et outillage technique	14 175	0	0	0	0	0	0	0	14 175
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	4 071	0	0	0	0	0	0	0	4 071
231313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux	24 812	0	0	0	0	0	0	0	24 812
<i>Dépenses d'ordre</i>		<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>10 359</i>
<i>Opérations d'ordre entre section</i>		<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>10 359</i>
13913	Sub. transf. cpte résult. Départements	0	0	0	0	0	0	0	0	10 359
<i>Opérations patrimoniales</i>		<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
001	Solde d'exécution reporté de N-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0

RECETTES

Total recettes d'investissement		58 424	0	0	0	0	0	0	0	75 679
Recettes réelles		0	0	0	0	0	0	0	0	17 255
10222	FCTVA	0	0	0	0	0	0	0	0	17 255
<i>Recettes d'ordre</i>		<i>58 424</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>58 424</i>
<i>Opérations d'ordre entre section</i>		<i>58 424</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>58 424</i>
28051	Concessions et droits similaires	2 621	0	0	0	0	0	0	0	2 621
281313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux	7 028	0	0	0	0	0	0	0	7 028
281351	Bâtiments publics	7 501	0	0	0	0	0	0	0	7 501
28157	Matériel et outillage techniques	14 873	0	0	0	0	0	0	0	14 873
28182	Matériel de transport	6 231	0	0	0	0	0	0	0	6 231
281838	Autre matériel informatique	524	0	0	0	0	0	0	0	524
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	19 646	0	0	0	0	0	0	0	19 646
<i>Opérations patrimoniales</i>		<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
001	Solde d'exécution reporté de N-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0

FONCTIONNEMENT
DEPENSES

Total dépenses de fonctionnement		8 098 659	0	0	0	0	0	0	0	8 164 902
Dépenses réelles		8 098 659	0	0	0	0	0	0	0	8 106 119
60611	Eau et assainissement	3 684	0	0	0	0	0	0	0	3 684

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE - PROJET CA 2021 BUDGET 03 APE - CA (projet de budget) - 2021

Art. (1)	Libellé	5 Action sociale (hors RMI, RSA, APA)	5-4 Revenu minimum d'insertion	5-5 Personnes dépendantes (APA)	5-6 Revenu de solidarité active	6 Réseaux et infrastructures	7 Aménagement et environnement	8 Transports	9 Développement économique	TOTAL
60612	Energie - Electricité	24 667	0	0	0	0	0	0	0	24 667
60623	Alimentation	93 312	0	0	0	0	0	0	0	93 312
60631	Fournitures d'entretien	6 137	0	0	0	0	0	0	0	6 137
60632	Fournitures de petit équipement	4 823	0	0	0	0	0	0	0	4 823
60636	Vêtements de travail	9 068	0	0	0	0	0	0	0	9 068
6064	Fournitures administratives	176	0	0	0	0	0	0	0	176
60668	Autres produits pharmaceutiques	2 689	0	0	0	0	0	0	0	2 689
6067	Fournitures scolaires	1 600	0	0	0	0	0	0	0	1 600
6132	Locations immobilières	19 826	0	0	0	0	0	0	0	19 826
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	1 056	0	0	0	0	0	0	0	1 056
61558	Entretien autres biens mobiliers	1 444	0	0	0	0	0	0	0	1 444
6156	Maintenance	3 675	0	0	0	0	0	0	0	3 675
6182	Documentation générale et technique	774	0	0	0	0	0	0	0	774
6188	Autres frais divers	3 378	0	0	0	0	0	0	0	3 378
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	163	0	0	0	0	0	0	0	163
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	168	0	0	0	0	0	0	0	168
62268	Autres honoraires, conseils	6 732	0	0	0	0	0	0	0	6 732
6245	Transports de personnes extérieures	4 443	0	0	0	0	0	0	0	4 443
6251	Voyages, déplacements et missions	293 428	0	0	0	0	0	0	0	293 428
6262	Frais de télécommunications	703	0	0	0	0	0	0	0	703
6283	Frais de nettoyage des locaux	1 202	0	0	0	0	0	0	0	1 202
62871	Remb. frais à la collectivité de rattach	9 690	0	0	0	0	0	0	0	9 690
62878	Remboursement de frais à des tiers	0	0	0	0	0	0	0	0	7 460
6288	Autres services extérieurs	13 798	0	0	0	0	0	0	0	13 798
6331	Versement mobilité	12 137	0	0	0	0	0	0	0	12 137
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	21 602	0	0	0	0	0	0	0	21 602
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	34 595	0	0	0	0	0	0	0	34 595
64111	Rémunération principale titulaires	676 028	0	0	0	0	0	0	0	676 028
64112	SFT, indemnité résidence	5 871	0	0	0	0	0	0	0	5 871
64113	NBI	9 963	0	0	0	0	0	0	0	9 963
64118	Autres indemnités titulaires	6 454	0	0	0	0	0	0	0	6 454
64121	Rémunération principale	3 462 548	0	0	0	0	0	0	0	3 462 548
64126	Indemnités de licenciement	28 609	0	0	0	0	0	0	0	28 609
64128	Autres indemnités	1 157 270	0	0	0	0	0	0	0	1 157 270
64131	Rémunérations non tit.	372 953	0	0	0	0	0	0	0	372 953
6417	Rémunérations des apprentis	21 586	0	0	0	0	0	0	0	21 586
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	1 224 001	0	0	0	0	0	0	0	1 224 001
6453	Cotisations aux caisses de retraites	352 737	0	0	0	0	0	0	0	352 737
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	155 135	0	0	0	0	0	0	0	155 135
6478	Autres charges sociales diverses	29 748	0	0	0	0	0	0	0	29 748
6488	Autres charges	1 891	0	0	0	0	0	0	0	1 891
65111	Famille et enfance	7 616	0	0	0	0	0	0	0	7 616

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE - PROJET CA 2021 BUDGET 03 APE - CA (projet de budget) - 2021

Art. (1)	Libellé	5 Action sociale (hors RMI, RSA, APA)	5-4 Revenu minimum d'insertion	5-5 Personnes dépendantes (APA)	5-6 Revenu de solidarité active	6 Réseaux et infrastructures	7 Aménagement et environnement	8 Transports	9 Développement économique	TOTAL
65211	Frais de scolarité	8 919	0	0	0	0	0	0	0	8 919
65212	Frais périscolaires	2 034	0	0	0	0	0	0	0	2 034
65818	Autres	325	0	0	0	0	0	0	0	325
65888	Autres	4	0	0	0	0	0	0	0	4
<i>Dépenses d'ordre</i>		0	0	0	0	0	0	0	0	58 424
<i>Opérations d'ordre entre section</i>		0	0	0	0	0	0	0	0	58 424
6811	<i>Dot. amort. et prov. Immos incorporelles</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	58 424
<i>Opérations d'ordre à l'intérieur de la section</i>		0	0	0	0	0	0	0	0	0
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		0	0	0	0	0	0	0	0	358

RECETTES										
Total recettes de fonctionnement		8 154 433	0	0	0	0	0	0	0	8 164 902
Recettes réelles		8 154 433	0	0	0	0	0	0	0	8 154 543
6419	Remboursements rémunérations personnel	17 592	0	0	0	0	0	0	0	17 592
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	10 271	0	0	0	0	0	0	0	10 271
744	FCTVA	0	0	0	0	0	0	0	0	110
7511	Recouvrements sur département, autres CL	75 202	0	0	0	0	0	0	0	75 202
75822	Prise en charge déficit budget annexe	8 051 289	0	0	0	0	0	0	0	8 051 289
7588	Autres produits divers gestion courante	3	0	0	0	0	0	0	0	3
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	76	0	0	0	0	0	0	0	76
<i>Recettes d'ordre</i>		0	0	0	0	0	0	0	0	10 359
<i>Opérations d'ordre entre section</i>		0	0	0	0	0	0	0	0	10 359
777	<i>Quote-part subv invest transf cpte résul</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	10 359
<i>Opérations d'ordre à l'intérieur de la section</i>		0	0	0	0	0	0	0	0	0
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		0	0	0	0	0	0	0	0	0

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – OPERATIONS NON VENTILEES	A1/01

SOUS-FONCTION 01 OPERATIONS NON-VENTILABLES (hors RAR et reports)

INVESTISSEMENT

Art. (1)	Libellé	Opérations non ventilables 01
DEPENSES		10 359,00
Dépenses réelles		0,00
Dépenses d'ordre		10 359,00
040	Opérations ordre transf. entre sections	10 359,00
13913	Sub. transf cpte résult. Départements	10 359,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
RECETTES		17 255,00
Recettes réelles		17 255,00
10222	FCTVA	17 255,00
Recettes d'ordre		0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

FONCTIONNEMENT

Art. (1)	Libellé	Opérations non ventilables 01
DEPENSES		58 423,89
Dépenses réelles		0,00
Dépenses d'ordre		58 423,89
042	Opérations ordre transf. entre sections	58 423,89
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	58 423,89
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00
RECETTES		10 469,00
Recettes réelles		110,00
744	FCTVA	110,00
Recettes d'ordre		10 359,00
042	Opérations ordre transf. entre sections	10 359,00
777	Quote-part subv invest transf cpte résult	10 359,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1/5

FONCTION 5 – Action sociale (hors RMI, APA et RSA) (hors RAR)

INVESTISSEMENT

Art. (1)	Libellé	50 Services communs	51 Famille et enfance	52 Personnes handicapées
DEPENSES REELLES		0,00	43 057,59	0,00
Equipements départementaux		0,00	43 057,59	0,00
2157	Matériel et outillage technique	0,00	14 174,82	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	4 070,73	0,00
231313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux	0,00	24 812,04	0,00
Equipements non départementaux (c/204)		0,00	0,00	0,00
RECETTES REELLES		0,00	0,00	0,00

FONCTIONNEMENT

Art. (1)	Libellé	50 Services communs	51 Famille et enfance	52 Personnes handicapées
DEPENSES REELLES		6 340 366,11	1 758 293,32	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	3 683,66	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	24 667,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	93 312,23	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	6 136,84	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	4 822,85	0,00
60636	Vêtements de travail	0,00	9 068,20	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	175,71	0,00
60668	Autres produits pharmaceutiques	0,00	2 688,70	0,00
6067	Fournitures scolaires	0,00	1 600,48	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	19 825,66	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	1 056,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	1 444,43	0,00
6156	Maintenance	0,00	3 674,77	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	774,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	3 377,60	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	163,00	0,00
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	0,00	168,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	6 732,00	0,00
6245	Transports de personnes extérieures	0,00	4 442,87	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	292 656,10	772,30	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	702,76	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	1 202,04	0,00
62871	Remb. frais à la collectivité de rattach	0,00	9 689,76	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	13 798,01	0,00
6331	Versement mobilité	5 450,36	6 686,83	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	17 398,55	4 203,72	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	33 752,74	841,99	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	676 027,61	0,00
64112	SFT, indemnité résidence	0,00	5 870,63	0,00
64113	NBI	0,00	9 963,19	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	6 453,60	0,00
64121	Rémunération principale	3 462 548,14	0,00	0,00
64126	Indemnités de licenciement	28 609,29	0,00	0,00
64128	Autres indemnités	1 157 269,62	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	0,00	372 953,15	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	21 586,36	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	1 043 702,82	180 298,13	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	158 240,18	194 496,35	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	140 573,27	14 561,44	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	29 748,00	0,00
6488	Autres charges	0,00	1 891,37	0,00
65111	Famille et enfance	163,80	7 451,91	0,00
65211	Frais de scolarité	0,00	8 918,55	0,00
65212	Frais périscolaires	0,00	2 033,66	0,00

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE - PROJET CA 2021 BUDGET 03 APE - CA (projet de budget) - 2021

Art. (1)	Libellé	50 Services communs	51 Famille et enfance	52 Personnes handicapées
65818	Autres	0,00	325,12	0,00
65888	Autres	1,24	2,84	0,00
RECETTES REELLES		951,15	8 153 481,41	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	949,63	16 642,42	0,00
6459	Rembours charges SS et prévoyance	0,00	10 271,05	0,00
7511	Recouvrements sur département, autres CL	0,00	75 202,00	0,00
75822	Prise en charge déficit budget annexe	0,00	8 051 288,55	0,00
7588	Autres produits divers gestion courante	1,52	1,79	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	75,60	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A/5

FONCTION 5 – Action sociale (hors RMI, APA et RSA)
INVESTISSEMENT

Art. (1)	Libellé	53 Personnes âgées			57 Plan de relance (crise sanitaire)	58 Autres interventions sociales	TOTAL DE LA FONCTION
		531 Forfait autonomie	532 Autres actions de prévention	538 Autres			
DEPENSES REELLES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 057,59
Equipements départementaux		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 057,59
2157	Matériel et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 174,82
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 070,73
231313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 812,04
Equipements non départementaux (c/204)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES REELLES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FONCTIONNEMENT

Art. (1)	Libellé	53 Personnes âgées			57 Plan de relance (crise sanitaire)	58 Autres interventions sociales	TOTAL DE LA FONCTION
		531 Forfait autonomie	532 Autres actions de prévention	538 Autres			
DEPENSES REELLES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 098 659,43
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 683,66
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 667,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	93 312,23
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 136,84
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 822,85
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 068,20
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	175,71
60668	Autres produits pharmaceutiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 688,70
6067	Fournitures scolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 600,48
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 825,66
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 056,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 444,43
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 674,77
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	774,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 377,60
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	163,00
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	168,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 732,00
6245	Transports de personnes extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 442,87
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	293 428,40
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	702,76
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 202,04
62871	Remb. frais à la collectivité de rattach	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 689,76
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 798,01
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 137,19
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 602,27
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 594,73
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	676 027,61
64112	SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 870,63
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 963,19
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 453,60
64121	Rémunération principale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 462 548,14
64126	Indemnités de licenciement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 609,29

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE - PROJET CA 2021 BUDGET 03 APE - CA (projet de budget) - 2021

Art. (1)	Libellé	53 Personnes âgées			57 Plan de relance (crise sanitaire)	58 Autres interventions sociales	TOTAL DE LA FONCTION
		531 Forfait autonomie	532 Autres actions de prévention	538 Autres			
64128	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 157 269,62
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	372 953,15
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 586,36
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 224 000,95
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	352 736,53
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	155 134,71
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 748,00
6488	Autres charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 891,37
65111	Famille et enfance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 615,71
65211	Frais de scolarité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 918,55
65212	Frais périscolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 033,66
65818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	325,12
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4,08
RECETTES REELLES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 154 432,56
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 592,05
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 271,05
7511	Recouvrements sur département, autres CL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75 202,00
75822	Prise en charge déficit budget annexe	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 051 288,55
7588	Autres produits divers gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3,31
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75,60

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1/5-4

SOUS-FONCTION 5-4 – Revenu minimum d'insertion (hors RAR)

INVESTISSEMENT

Art. (1)	Libellé	541 Insertion sociale	542 Santé	543 Logement	544 Insertion professionnelle
	DEPENSES REELLES	0,00	0,00	0,00	0,00
	Equipements départementaux	0,00	0,00	0,00	0,00
	Equipements non départementaux (c/204)	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES REELLES	0,00	0,00	0,00	0,00

FONCTIONNEMENT

Art. (1)	Libellé	541 Insertion sociale	542 Santé	543 Logement	544 Insertion professionnelle
	DEPENSES REELLES	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES REELLES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1/5-4

SOUS-FONCTION 5-4 – Revenu minimum d'insertion

INVESTISSEMENT

Art. (1)	Libellé	545 Évaluation des dépenses engagées	546 Dépenses de structure	548 Autres dépenses au titre du RMI	TOTAL DE LA SOUS-FONCTION
	DEPENSES REELLES	0,00	0,00	0,00	0,00
	Equipements départementaux	0,00	0,00	0,00	0,00
	Equipements non départementaux (c/204)	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES REELLES	0,00	0,00	0,00	0,00

FONCTIONNEMENT

Art. (1)	Libellé	545 Évaluation des dépenses engagées	546 Dépenses de structure	547 Revenu minimum d'insertion - RMA		548 Autres dépenses au titre du RMI	TOTAL DE LA SOUS-FONCTION
				5471 Revenu minimum d'insertion - Allocations	5472 Revenu minimum d'activité		
	DEPENSES REELLES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES REELLES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1/5-5

SOUS-FONCTION 5-5 – Personnes dépendantes (APA) (hors RAR)

FONCTIONNEMENT

Art. (1)	Libellé	550 Services communs	551 APA à domicile	552 APA versée au bénéficiaire en établisst	553 APA versée à l'établissement	TOTAL DE LA SOUS-FONCTION
	DEPENSES REELLES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES REELLES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1/5-6

SOUS-FONCTION 5-6 – Revenu de solidarité active (hors RAR)

INVESTISSEMENT

Art. (1)	Libellé	561 Insertion sociale	562 Santé	563 Logement	564 Insertion professionnelle
	DEPENSES REELLES	0,00	0,00	0,00	0,00
	Equipements départementaux	0,00	0,00	0,00	0,00
	Equipements non départementaux (c/204)	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES REELLES	0,00	0,00	0,00	0,00

FONCTIONNEMENT

Art. (1)	Libellé	561 Insertion sociale	562 Santé	563 Logement	564 Insertion professionnelle
	DEPENSES REELLES	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES REELLES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1/5-6

SOUS-FONCTION 5-6 – Revenu de solidarité active

INVESTISSEMENT

Art. (1)	Libellé	565 Evaluation des dépenses engagées	566 Dépenses de structure	568 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DE LA SOUS-FONCTION
	DEPENSES REELLES	0,00	0,00	0,00	0,00
	Equipements départementaux	0,00	0,00	0,00	0,00
	Equipements non départementaux (c/204)	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES REELLES	0,00	0,00	0,00	0,00

FONCTIONNEMENT

Art. (1)	Libellé	565 Evaluation des dépenses engagées	566 Dépenses de structure	567 Allocations RSA	568 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DE LA SOUS-FONCTION
	DEPENSES REELLES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES REELLES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	B7.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalizations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		10 400,00	I 10 359,00
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		0,00	0,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681 (2)	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		10 400,00	10 359,00
10...	<i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i>		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	<i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>	10 400,00	10 359,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	10 359,00	0,00	0,00	10 359,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	B7.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		59 000,00	75 678,89
Ressources propres externes de l'année (a)		0,00	17 255,00
10222	FCTVA	0,00	17 255,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b)		59 000,00	58 423,89
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
28051	Concessions et droits similaires	2 800,00	2 621,00
281313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux	7 050,00	7 028,00
281351	Bâtiments publics	7 550,00	7 501,00
28157	Matériel et outillage techniques	14 900,00	14 873,28
28182	Matériel de transport	6 400,00	6 231,00
281838	Autre matériel informatique	600,00	524,00
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	19 700,00	19 645,61
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	75 678,89	0,00	0,00	0,00	75 678,89

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II 10 359,00
Ressources propres disponibles	IV 75 678,89
Solde	V = IV – II (2) 65 319,89

(1) Les comptes 169, 26, 27, 28 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 3313-7 du CGCT) – ENTREES	B9.1

ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS (article R. 3313-7 du CGCT)

Modalité et date d'acquisition	Désignation du bien	N°d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (1)
TOTAL GENERAL			43 057,59	0,00	
Acquisitions à titre onéreux			43 057,59	0,00	
01/01/2021	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQ	AUT05023	14 174,82	0,00	1
01/01/2021	MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIE	AUT05024	4 070,73	0,00	1
31/12/2021	TA 2021 BATIMENT APE	AUT05027	24 812,04	0,00	30
Acquisitions à titre gratuit			0,00	0,00	
Mise à disposition			0,00	0,00	
Affectation			0,00	0,00	
Mises en concession ou affermage			0,00	0,00	
Divers			0,00	0,00	

(1) Si le bien acquis est amortissable, indiquer la durée d'amortissement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 3313-7 du CGCT) – SORTIES	B9.2

ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS (article R. 3313-7 du CGCT)

Modalités et date de sortie (1)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortissement en années	Cumul amortissements antérieurs à l'exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (2)	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (3)
TOTAL GENERAL							0,00	0,00	
Cessions à titre onéreux							0,00	0,00	
Cessions à titre gratuit							0,00	0,00	
Mise à disposition							0,00	0,00	
Affectation							0,00	0,00	
Mises en concession ou affermage							0,00	0,00	
Mise à la réforme							0,00	0,00	
Divers							0,00	0,00	

(1) Afficher une ligne par cession, qu'elle soit totale ou partielle.

(2) Plus ou moins value = prix de cession - VNC (valeur nette comptable) le jour de la cession.

(3) La VNC au 31/12 est différente de 0 s'il s'agit de cessions partielles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS	B9.3

Pour mémoire

Crédits ouverts (BP + DM)

Chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
--------------	---	------

Produit des cessions

Réalisations

Compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
Compte 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	0,00

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	D1.1

D1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Adjoint administratif principal de 2ème classe	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SOCIALE (d)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		0,00	0,90	0,90	0,00	0,53	0,53
FPH assistant socio-éducatif	B	0,00	0,90	0,90	0,00	0,53	0,53
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SPORTIVE (g)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE CULTURELLE (h)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ANIMATION (i)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE POLICE (j)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		30,00	1,70	31,70	20,42	6,82	27,24
FPH Agent service hospitalier qualifié classe normale	C	3,00	1,20	4,20	2,84	0,43	3,27
FPH Agent service hospitalier qualifié classe supérieur	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FPH Cadre socio-éduc cl except	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,64	0,64
FPH Cadre socio-éducatif	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FPH Psychologue Classe Normale	A	0,00	0,50	0,50	0,00	0,50	0,50
FPH assistant SE 1er grade	A	17,00	0,00	17,00	10,98	3,84	14,82
FPH assistant SE 2ème grade	A	2,00	0,00	2,00	1,80	0,00	1,80
FPH moniteur éducateur	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,93	0,93
FPH ouvrier principal 1ère classe	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
FPH éducateur JE 1er grade	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,48	0,48
FPH éducateur JE 2ème grade	A	1,00	0,00	1,00	0,80	0,00	0,80
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		31,00	2,60	33,60	21,42	7,35	28,77

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT ($0,8 * 6 / 12$).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	D1.1

D1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
FPH Agent service hospitalier qualifié classe normale	C	OTR	354	0,00	3-1	CDD
FPH Agent service hospitalier qualifié classe normale	C	OTR	354	0,00	3-1	CDD
FPH Cadre socio-éduc cl except	A	OTR	883	0,00	3-2	CDD
FPH Psychologue Classe Normale	A	OTR	471	0,00	A Avenant contrat CDI	CDI
FPH assistant SE 1er grade	A	OTR	444	0,00	3-1	CDD
FPH assistant SE 1er grade	A	OTR	444	0,00	3-2	CDD
FPH assistant SE 1er grade	A	OTR	444	0,00	3-1	CDD
FPH assistant SE 1er grade	A	OTR	444	0,00	3-1	CDD
FPH assistant SE 1er grade	A	OTR	444	0,00	3-1	CDD
FPH assistant SE 1er grade	A	OTR	444	0,00	3-1	CDD
FPH assistant socio-éducatif	B	MS	389	0,00	3-1	CDD
FPH moniteur éducateur	B	OTR	372	0,00	3-1	CDD
FPH éducateur JE 1er grade	A	OTR	444	0,00	3-1	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
FPH assistant SE 1er grade	A	OTR	444	0,00	3-a°	CDD
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
 TECH : Technique.
 URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
 S : Social.
 MS : Médico-social.
 MT : Médico-technique.
 SP : Sportif.
 CULT : Culturel
 ANIM : Animation.
 PM : Police.
 OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
 3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
 3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
 3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
 3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
 3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
 3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
 3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
 3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
 3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
 3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
 38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
 47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
 110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
 110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
 A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	D4

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	116 952 358,29	74 894 175,99	0,00	42 058 182,30
RECETTES	116 952 358,29	70 938 562,09	0,00	46 013 796,20
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	277 273 131,36	241 537 800,38	0,00	35 735 330,98
RECETTES	277 273 131,36	268 236 458,36	0,00	9 036 673,00

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget)

BUDGET ACCUEIL PROTECTION ENFANCE/ n° SIRET :22430001200107				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	74 900,00	53 416,59	0,00	21 483,41
RECETTES	74 900,00	75 678,89	0,00	-778,89
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	8 269 288,24	8 164 543,32	0,00	104 744,92
RECETTES	8 269 288,24	8 164 901,56	0,00	104 386,68

BUDGET HAUTE LOIRE INGENIERIE/ n° SIRET :22430001200115				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	97 000,00	96 313,50	0,00	686,50
RECETTES	97 000,00	96 313,50	0,00	686,50
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	1 045 510,00	977 702,05	0,00	67 807,95
RECETTES	1 045 510,00	977 702,05	0,00	67 807,95

BUDGET TVA IMMOBILIERE SAUVAGE/ n° SIRET :22430001200131				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	198 914,24	93 853,79	0,00	105 060,45
RECETTES	198 914,24	81 027,00	0,00	117 887,24
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	159 161,73	140 939,07	0,00	18 222,66
RECETTES	159 161,73	142 300,80	0,00	16 860,93

BUDGET TVA IMMOBILIERE VILLAGE DE VACANCES ESTABLES/ n° SIRET :22430001200149				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	409 275,58	263 636,32	0,00	145 639,26
RECETTES	409 275,58	258 595,15	0,00	150 680,43
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	242 600,00	206 688,25	0,00	35 911,75
RECETTES	242 600,00	273 405,00	0,00	-30 805,00

BUDGET FONDS SOLIDARITE LOGEMENT/ n° SIRET :22430001200156				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	1 192 463,32	743 847,06	0,00	448 616,26
RECETTES	1 192 463,32	771 028,79	0,00	421 434,53

(1) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	117 732 448,11	75 401 396,19	0,00	42 331 051,92
RECETTES	117 732 448,11	71 450 176,63	0,00	46 282 271,48
FONCTIONNEMENT				

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
DEPENSES	288 182 154,65	251 771 520,13	0,00	36 410 634,52
RECETTES	288 182 154,65	278 565 796,56	0,00	9 616 358,09

(1) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	D4

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (cf. liste des principales opérations en annexe de la M52) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative ;

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	117 732 448,11	75 401 396,19	0,00	42 331 051,92
RECETTES	117 732 448,11	71 450 176,63	0,00	46 282 271,48
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	288 182 154,65	251 771 520,13	0,00	36 410 634,52
RECETTES	288 182 154,65	278 565 796,56	0,00	9 616 358,09
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	405 914 602,76	327 172 916,32	0,00	78 741 686,44
TOTAL GENERAL DES RECETTES	405 914 602,76	350 015 973,19	0,00	55 898 629,57

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	E2

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES : Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,

A le

,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) L'assemblée délibérante étant : (indiquer la nature de l'assemblée délibérante : conseil général, conseil syndical, ...).

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL GENERAL - DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 22430001200149

POSTE COMPTABLE : CHEF SGC LE PUY EN VELAY

M 52

Compte administratif (projet de budget)

voté par nature

BUDGET : PROJET CA 2021 BUDGET 07 ESTABLES (3)

ANNEE 2021

(1) Indiquer soit « Département : nom du département », soit le libellé de l'établissement ou du syndicat (exemples : MDPH, libellé du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721- 2 du CGCT...).

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal (du département ou syndicat mixte) ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Pour mémoire : modalités de vote du budget	5
C1 - Exécution du budget de l'exercice - Résultats	6
C2 - Exécution du budget de l'exercice - RAR Dépenses	7
C3 - Exécution du budget de l'exercice - RAR Recettes	8

II - Présentation générale

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget	9
A2 - Equilibre financier du budget - Section d'investissement	10
A3 - Equilibre financier du budget - Section de fonctionnement	11
B1 - Balance générale - Dépenses	12
B2 - Balance générale - Recettes	13

III - Vote

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble - Dépenses / Recettes	14
A1.1 - Equipements départementaux - Dépenses non individualisées en programme	16
A1.2 - Equipements départementaux - Dépenses RMI / RSA	17
A1.3 - Equipements départementaux - Vue d'ensemble des chapitres de programme	18
A1.4 - Equipements départementaux - Chapitres de programme afférent à une autorisation de programme	19
A1.5 - Equipements départementaux - Chapitres de programme non compris dans une autorisation de programme	20
A2 - Equipements non départementaux	21
A3 - Dépenses financières	22
A4.1 - Recettes - Financement des équipements départementaux et non départementaux	23
A4.2 - Recettes - RMI / RSA	24
A4.3 - Recettes financières	25
A5 - Récapitulatif des opérations pour le compte de tiers	26
A6 - Section d'investissement - Opérations d'ordre entre sections	27
A7 - Section d'investissement - Opérations patrimoniales	28
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	29
B1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	31
B2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	33

IV - Annexes

A - Présentation croisée par fonction

A1 - Vue d'ensemble	35
A1/01 - Opérations non ventilées	41
A1/0 - Fonction 0 (sauf 01)	Sans Objet
A1/1 - Fonction 1	Sans Objet
A1/2 - Fonction 2	Sans Objet
A1/3 - Fonction 3	Sans Objet
A1/4 - Fonction 4	Sans Objet
A1/5 - Fonction 5	Sans Objet
A1/6 - Fonction 6	Sans Objet
A1/7 - Fonction 7	Sans Objet
A1/8 - Fonction 8	Sans Objet
A1/9 - Fonction 9	42

B - Eléments du bilan

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées	Sans Objet
B3 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	44
B7.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	45

B8 - Etat présentant le montant des recettes et des dépenses affectées aux services assujettis à la TVA ne faisant pas l'objet d'un budget annexe distinct du budget général	46
B9.1 - Variation du patrimoine (article R. 3313-7 du CGCT) - Entrées	47
B9.2 - Variation du patrimoine (article R. 3313-7 du CGCT) - Sorties	48
B9.3 - Etat des opérations liées aux cessions	49
B10.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées	Sans Objet
B10.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties	Sans Objet
B11.1 - Etat des immobilisations - Bâtiments scolaires et administratifs	Sans Objet
B11.2 - Etat des immobilisations - Constructions, installation et agencements (hors bâtiments scolaires)	Sans Objet
B11.3 - Etat des immobilisations - Installations techniques, matériels et outillage	Sans Objet
B11.4 - Etat des immobilisations - Autres immobilisations corporelles	Sans Objet
B11.5 - Etat des immobilisations - Immobilisations incorporelles	Sans Objet
B11.6 - Etat des immobilisations - Participations et créances rattachées à des participations	Sans Objet
B11.7 - Etat des immobilisations - Autres immobilisations financières	Sans Objet
B12 - Etat des travaux en régie	50
B13.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	Sans Objet
B13.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	Sans Objet
C - Engagements hors bilan	
C1.1 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
C1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	Sans Objet
C2 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
C3 - Etat des contrats de PPP	Sans Objet
C4 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
C5 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
C6 - Situation des autorisations de programme	Sans Objet
C7 - Situation des autorisations d'engagement	Sans Objet
C8 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
D - Autres éléments d'information	
D1.1 - Etat du personnel	Sans Objet
D1.2 - Actions de formation des élus	Sans Objet
D2.1 - Liste des organismes dans lesquels le département a pris un engagement financier	Sans Objet
D2.2 - Liste des concours attribués sous forme de prestations en nature ou de subventions	Sans Objet
D2.3 - Liste des subventions versées par le département aux communes	Sans Objet
D3.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
D3.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
D3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
D3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D4 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	52
D5 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale	Sans Objet
E - Décisions en matière de taux - Arrêté et signatures	
E1 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
E2 - Arrêté et signatures	56

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques			
	Valeurs		Valeurs
Population totale		Nombre de m ² de surface utile de bâtiments (5)	
Longueur de la voirie départementale (en km)		Nombre d'organismes de coopération auxquels appartient le département	

Informations fiscales (N-2)			
Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par habitant pour le département (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par catégorie (2)
Fiscal	Financier		

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et financier définis à l'article L. 3334-6 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Il s'agit du potentiel financier défini à l'article L. 3334-6-1 pour les départements urbains et R. 3334-3-1 du CGCT pour les départements non urbains. Le potentiel financier moyen par catégorie figure sur la fiche de la répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2.

Informations financières – ratios		Valeurs	Moyennes nationales
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population		
2	Produit des impositions directes/population		
3	Recettes réelles de fonctionnement/population		
4	Dépenses d'équipement brut/population		
5	Encours de dette/population (3) (4)		
6	DGF/population		
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (5)		
8	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital/recettes réelles de fonctionnement (5)		
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (5)		
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (3) (4) (5)		

(3) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31/12/N.

(4) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(5) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
POUR MEMOIRE : MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

POUR MEMOIRE

I – L'Assemblée délibérante a voté le budget :

- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement
 - (2) sans les programmes d'équipement listés en III-A1.3
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement
- (3) sans vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en investissement et en fonctionnement, et, en section d'investissement, sans chapitre de programme.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les programmes d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE – RESULTATS	C1

RESULTATS DE L'EXERCICE

	RESULTAT DE L'EXERCICE N			
	Mandats émis	Titres émis	Reprise résultats exercice antérieur (1)	Résultat ou solde (A) (1)
TOTAL DU BUDGET	470 324,57	532 000,15	-29 675,58	A1 32 000,00
Investissement	263 636,32	258 595,15	-29 675,58	A2 -34 716,75
Dont 1068		29 675,58		
Fonctionnement	206 688,25	273 405,00	(3) 0,00	A3 66 716,75

(1) Indiquer le signe – si dépenses>recettes, et + si recettes>dépenses.

(2) Solde d'exécution de N-1 reporté sur la ligne budgétaire 001 du budget. Indiquer le signe – si dépenses>recettes, et + si recettes>dépenses.

(3) Résultat de fonctionnement N-1 reporté sur la ligne budgétaire 002 du budget (diminué de l'affectation au 1068 en N). Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

	RESTES A REALISER N (4)		
	Dépenses	Recettes	Solde (B) (5)
TOTAL des RAR	I+II 0,00	III+IV 0,00	B1 0,00
Investissement	I 0,00	III 0,00	B2 0,00
Fonctionnement	II 0,00	IV 0,00	B3 0,00

(4) A reporter au budget primitif ou au budget supplémentaire N+1.

(5) Indiquer le signe – si dépenses>recettes, et + si recettes>dépenses.

		RESULTAT CUMULE = (A)+(B) (6)
TOTAL	A1+B1	32 000,00
Investissement	A2+B2	-34 716,75
Fonctionnement	A3+B3	66 716,75

(6) Si le montant est positif, il s'agit d'un excédent, si le montant est négatif, il s'agit d'un déficit.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap./art (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 0,00
010	Revenu minimum d'insertion	0,00
018	Revenu de solidarité active	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00
20	Immobilisations incorporelles(3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées(3)	0,00
21	Immobilisations corporelles(3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(3)	0,00
23	Immobilisations en cours(3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières(3)	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général(4)	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés(4)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00
65	Autres charges de gestion courante(4)	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles(4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées aux comptes 010 et 018.

(4) Hors dépenses imputées aux comptes 015, 016 et 017.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap./art (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 0,00
010	Revenu minimum d'insertion	0,00
018	Revenu de solidarité active	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement(3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles(3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées(3)	0,00
21	Immobilisations corporelles(3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5) (3)	0,00
23	Immobilisations en cours(3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières(3)	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
731	Impositions directes	0,00
74	Dotations, subventions et participations(4)	0,00
75	Autres produits de gestion courante(4)	0,00
013	Atténuations de charges(4)	0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels(4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées aux comptes 010 et 018.

(4) Hors recettes imputées aux comptes 015, 016 et 017.

II – PRESENTATION GENERALE	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	206 688,25	G	273 405,00
	Section d'investissement	B	263 636,32	H	258 595,15

		+		+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	0,00 (si déficit)	I	0,00 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	29 675,58 (si déficit)	J	0,00 (si excédent)

		=		=	
TOTAL EXERCICE (réalisations + reports N-1)		= A+B+C+D	500 000,15	= G+H+I+J	532 000,15

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	0,00	L	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	0,00	= K+L	0,00

RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	206 688,25	= G+I+K	273 405,00
	Section d'investissement	= B+D+F	293 311,90	= H+J+L	258 595,15
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	500 000,15	= G+H+I+J+K+L	532 000,15

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 3312.9 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 3312-8 du CGCT).

TOTAL DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE

	TOTAL DES MANDATS EMIS			TOTAL DES TITRES EMIS		
	RÉELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL	REELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL
INVESTISSEMENT	182 231,32	81 405,00	263 636,32	212 381,15	46 214,00	258 595,15
FONCTIONNEMENT	160 474,25	46 214,00	206 688,25	192 000,00	81 405,00	273 405,00
TOTAL REALISATIONS DE L'EXERCICE (1)	342 705,57	127 619,00	470 324,57	404 381,15	127 619,00	532 000,15

(1) Total des réalisations = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement. Les reports N-1 ne sont pas comptabilisés car ils sont réalisés d'office.

II – PRESENTATION GENERALE	II
EQUILIBRE FINANCIER – INVESTISSEMENT	A2

SECTION D'INVESTISSEMENT – REALISATIONS
(y compris les restes à réaliser N-1)

Chap.	Libellé	Mandats	Titres
010	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00
018	Revenu de solidarité active	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)		182 705,57
16	Emprunts et dettes assimilées (5)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris programmes) (9)	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(9)	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris programmes) (9)	60 000,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (2) (y compris programmes) (9)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (y compris programmes) (9)	122 231,32	0,00
Total des réalisations d'équipement		182 231,32	182 705,57
10	Dotations, fonds divers et réserves (7)	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (6) (9)	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (3)	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières(9)	0,00	0,00
Total des réalisations financières		0,00	0,00
45...	Total des opé. pour compte de tiers (4)	0,00	0,00
Total des réalisations réelles en investissement		I 182 231,32	II 182 705,57
040	Opérations ordre transf. entre sections (1)	81 405,00	46 214,00
041	Opérations patrimoniales (1)	0,00	0,00
Total des réalisations d'ordre en investissement		III 81 405,00	IV 46 214,00

TOTAL DES OPERATIONS D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE

TOTAL	I+III	263 636,32	II+IV	228 919,57
--------------	--------------	-------------------	--------------	-------------------

RESULTATS ANTERIEURS

001 Solde d'Exécution de la section d'investissement N-1 reporté	V	29 675,58	VI	0,00
1068 Excédents de fonctionnement capitalisés			VII	29 675,58

TOTAL CUMULE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

TOTAL DE LA SECTION	I+III+V	293 311,90	II+IV+VI+VII	258 595,15
SOLDE D'EXECUTION (recettes – dépenses) (8)				-34 716,75

(1) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(2) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(3) A servir uniquement lorsque le département effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'il crée.

(4) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en III-A5).

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En recettes, détail du 138.

(7) En recettes, sauf 1068.

(8) Mettre le signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

(9) Hors dépenses et recettes imputées aux chapitres 010 et 018.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – FONCTIONNEMENT	A3

SECTION DE FONCTIONNEMENT – REALISATIONS
(y compris les restes à réaliser et rattachements N-1)

MANDATS EMIS		TITRES EMIS	
OPERATIONS REELLES ET MIXTES			
011 Charges à caractère général(2)	160 474,25	70 Prod. services, domaine, ventes diverses	192 000,00
012 Charges de personnel et frais assimilés(2)	0,00	73 Impôts et taxes (sauf 731)	0,00
		731 Impositions directes	0,00
		74 Dotations, subventions et participations(2)	0,00
65 Autres charges de gestion courante (sauf 6586)(2)	0,00	75 Autres produits de gestion courante(2)	0,00
6586 Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		
014 Atténuations de produits	0,00	013 Atténuations de charges(2)	0,00
015 Revenu minimum d'insertion	0,00	015 Revenu minimum d'insertion	0,00
016 Allocation personnalisée d'autonomie	0,00	016 Allocation personnalisée d'autonomie	0,00
017 Revenu de solidarité active	0,00	017 Revenu de solidarité active	0,00
Total dépenses de gestion des services	160 474,25	Total recettes de gestion des services	192 000,00
66 Charges financières	0,00	76 Produits financiers	0,00
67 Charges exceptionnelles(2)	0,00	77 Produits exceptionnels(2)	0,00
68 Dotations amortissements et provisions(2)	0,00	78 Reprises amortissements et provisions (2)	0,00
022 Dépenses imprévues	0,00		
TOTAL DEPENSES REELLES ET MIXTES	I 160 474,25	TOTAL RECETTES REELLES ET MIXTES	II 192 000,00

OPERATIONS D'ORDRE (2)			
042 Opérations ordre transf. entre sections	46 214,00	042 Opérations ordre transf. entre sections	81 405,00
043 Opérations ordre intérieur de la section	0,00	043 Opérations ordre intérieur de la section	0,00
TOTAL DEPENSES D'ORDRE	III 46 214,00	TOTAL RECETTES D'ORDRE	IV 81 405,00

TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE	I+III	206 688,25	TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE	II+IV	273 405,00
---	-------	-------------------	---	-------	-------------------

RESULTAT REPORTE DE N-1					
002 Résultat de fonctionnement reporté	V	0,00	002 Résultat de fonctionnement reporté	VI	0,00

TOTAL DES DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	I+III+V	206 688,25	TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	II+IV+VI	273 405,00
---	---------	-------------------	---	----------	-------------------

SOLDE D'EXECUTION (recettes – dépenses) (1)	66 716,75
--	------------------

(1) Mettre le signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

(2) Hors dépenses et recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

II – PRESENTATION GENERALE	II
BALANCE GENERALE – DEPENSES	B1

MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement(7)	0,00	81 405,00	81 405,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(5) 0,00		0,00
	Total des programmes d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (7)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (7)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles(3) (7)	60 000,00	0,00	60 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation(3) (7)	(6) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(3) (7)	122 231,32	0,00	122 231,32
010	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00
018	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières(7)	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		0,00	0,00
45	Total des opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
Dépenses d'investissement –Total		182 231,32	81 405,00	263 636,32

Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté	29 675,58
---	------------------

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
011	Charges à caractère général(8)	160 474,25		160 474,25
012	Charges de personnel et frais assimilés(8)	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00		0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00		0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante(sauf 6586) (8)	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles(8)	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions(8)	0,00	46 214,00	46 214,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement –Total		160 474,25	46 214,00	206 688,25

Pour information D 002 Résultat négatif reporté	0,00
--	-------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaire.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 52.

(3) Hors chapitres programmes.

(4) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en III-A5).

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le département effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(6) A utiliser uniquement dans le cas où le département effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(7) Hors dépenses imputées aux chapitres 010 et 018.

(8) Hors dépenses imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

II – PRESENTATION GENERALE	II
BALANCE GENERALE – RECETTES	B2

TITRES EMIS (y compris les restes à réaliser sur N-1)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement(6)	182 705,57	0,00	182 705,57
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(4) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles(6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(6)	(5) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(6)	0,00	0,00	0,00
010	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00
018	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières(6)	0,00	0,00	0,00
3...	<i>Stocks et en-cours</i>		0,00	0,00
19	<i>Neutral. et régul. d'opérations</i>		0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations</i>		46 214,00	46 214,00
45	Opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à rép. sur plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
Recettes d'investissement –Total		182 705,57	46 214,00	228 919,57

1068 Excédent de fonctionnement capitalisé N-1	29 675,58
---	------------------

Pour information R001 Solde d'exécution positif reporté	0,00
--	-------------

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
013	Atténuations de charges(7)	0,00		0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00		0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00		0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks</i>		0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	192 000,00		192 000,00
71	<i>Production stockée (ou déstockage)</i>		0,00	0,00
72	<i>Production immobilisée</i>		0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Impositions directes	0,00		0,00
74	Dotations, subventions et participations(7)	0,00		0,00
75	Autres produits d'activités(7)	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels(7)	0,00	81 405,00	81 405,00
78	Reprise sur amortissements et provisions(7)	0,00	0,00	0,00
79	<i>Transferts de charges</i>		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement –Total		192 000,00	81 405,00	273 405,00

Pour information R002 Résultat positif reporté	0,00
---	-------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaire.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 52.

(3) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en III-A5).

(4) A utiliser uniquement dans le cas où le département effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le département effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(6) Hors recettes imputées aux chapitres 010 et 018.

(7) Hors recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A

DEPENSES

Nature	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits annulés (2)	Pour information réalisations gérées dans le cadre d'une AP	Pour information réalisations gérées hors AP
DEPENSES D'INVESTISSEMENT - TOTAL	379 600,00	263 636,32	0,00	115 963,68	0,00	263 636,32
Dépenses des équipements départementaux (total) (détail de III-A1.1 à III-A1.5)	297 000,00	182 231,32	0,00	114 768,68	0,00	182 231,32
- Non individualisées en programmes d'équipement (détail en III-A1.1)	297 000,00	182 231,32	0,00	114 768,68	0,00	182 231,32
- Individualisées en programmes d'équipement (liste des programmes en III-A1.3, détail en III-A1.4 et en III A1.5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- 010 Revenu minimum d'insertion (détail en III-A1.2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- 018 Revenu de solidarité active (détail en III-A1.2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses des équipements non départementaux (détail en III-A2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses financières (détail en III-A3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers (détail en III-A5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 Opérations ordre transf. entre sections (détail en III-A6)	82 600,00	81 405,00		1 195,00		81 405,00
041 Opérations patrimoniales (détail en III-A7)	0,00	0,00		0,00		0,00

Pour information : D001 Solde d'exécution négatif reporté	29 675,58					
--	------------------	--	--	--	--	--

Total des dépenses d'investissement cumulées	409 275,58	293 311,90	0,00	115 963,68	0,00	263 636,32
---	-------------------	-------------------	-------------	-------------------	-------------	-------------------

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A

RECETTES

Nature	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits annulés (2)
RECETTES D'INVESTISSEMENT - TOTAL	409 275,58	258 595,15	0,00	150 680,43
Recettes d'équipements départementaux et non départementaux (détail en III-A4.1)	302 000,00	182 705,57	0,00	119 294,43
010 Revenu minimum d'insertion (détail en III-A4.2)	0,00	0,00	0,00	0,00
018 Revenu de solidarité active (détail en III-A4.2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers (détail en III-A5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes financières (détail en III-A4.3)	29 675,58	29 675,58	0,00	0,00
040 Opérations ordre transf. entre sections (détail en III-A6)	50 000,00	46 214,00		3 786,00
041 Opérations patrimoniales (détail en III-A7)	0,00	0,00		0,00
021 Virement de la section de fonctionnement (3)	27 600,00			
Pour information : R001 Solde d'exécution positif reporté	0,00			
Total des recettes d'investissement cumulées	409 275,58	258 595,15	0,00	150 680,43

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisations).

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT Equipements départementaux – Dépenses non individualisées	A1.1

DEPENSES NON INDIVIDUALISEES EN PROGRAMMES D'EQUIPEMENT (hors RMI et RSA)

Chap/ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Pour information	
						Réalizations gérées dans le cadre d'une AP	Réalizations gérées hors AP
TOTAL		297 000,00	182 231,32	0,00	114 768,68	0,00	182 231,32
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	62 000,00	60 000,00	0,00	2 000,00	0,00	60 000,00
2111	Terrains nus	62 000,00	60 000,00	0,00	2 000,00		
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	235 000,00	122 231,32	0,00	112 768,68	0,00	122 231,32
231351	Bâtiments publics	235 000,00	122 231,32	0,00	112 768,68		

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT Equipements départementaux – RMI / RSA - Dépenses	A1.2

RMI DEPENSES

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Pour information	
						Réalizations gérées dans le cadre d'une AP	Réalizations gérées hors AP
010	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

RSA DEPENSES

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Pour information	
						Réalizations gérées dans le cadre d'une AP	Réalizations gérées hors AP
018	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III - VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT	
VUE D'ENSEMBLE DES CHAPITRES DE PROGRAMMES D'EQUIPEMENT DEPARTEMENTAUX	A1.3

Vue d'ensemble des chapitres de programmes d'équipement départementaux (1)

N° progr.	Libellé du programme	N° AP (2)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations	Pour information	
								Réalizations gérées dans le cadre d'une AP	Réalizations gérées hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Le détail des programmes d'équipement afférents ou non à une AP sont présentés individuellement en détail en III-A1.4 et en III-A1.5.

(2) Colonne à renseigner uniquement lorsque le programme d'équipement est afférent à une AP.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – DETAIL PAR PROGRAMME	A1.4

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – DETAIL PAR PROGRAMME	A1.5

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX – DEPENSES	A2

**EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX
SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT A VERSER (hors RMI et RSA)**

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits annulés (4)
204	Subventions d'équipement versées (2)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses relatives au compte 204 sauf celles relatives au RMI et au RSA (voir état III-A1.2).

(3) Dépenses engagées non mandatées.

(4) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES FINANCIERES	A3

Dépenses financières

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)
DEPENSES TOTALES		0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES D'EQUIPEMENT	A4.1

RECETTES D'EQUIPEMENT – Détail des chapitres
 Financement des équipements départementaux et non départementaux (hors RMI et RSA)

Chap./art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits annulés (4)
TOTAL		302 000,00	182 705,57	0,00	119 294,43
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	302 000,00	182 705,57	0,00	119 294,43
1313	Subv. transf. Départements	302 000,00	182 705,57	0,00	119 294,43
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (2)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Recettes justifiées non titrées.

(4) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES RMI/RSA	A4.2

RECETTES RMI

Chap./art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)
010	Revenu minimum d'insertion	0.00	0.00	0.00	0.00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Recettes justifiées non titrées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

RECETTES RSA

Chap./art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)
018	Revenu de solidarité active	0.00	0.00	0.00	0.00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Recettes justifiées non titrées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES FINANCIERES	A4.3

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)
	TOTAL	29 675,58	29 675,58	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	29 675,58	29 675,58	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	29 675,58	29 675,58	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Recettes justifiées non titrées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS	A5

RECAPITULATIF DES OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS (1)

Chap.	Libellé	Eléments afférents à l'exercice				Cumul des réalisations (4)
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations Mandats/Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	
	TOTAL DEPENSES (5) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL RECETTES (5) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Voir le détail des opérations pour compte de tiers en annexe en IV-B5.

(2) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12. A la clôture de l'opération, les crédits ouverts non consommés sont automatiquement annulés. En cas de déficit, le solde s'obtient par l'inscription d'une recette à la rubrique « Financement par le département ».

(4) Ensemble des réalisations au 31/12.

(5) Les recettes sont égales aux dépenses de chaque opération sous mandat. Pour les opérations gérées sur plusieurs années, l'opération peut être déséquilibrée au titre d'un exercice. Toutefois cette opération doit être équilibrée à sa clôture.

(6) Présenter une ligne par opération pour compte de tiers.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	A6

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Mandats/Titres émis	Crédits annulés (3)
040	DEPENSES (2)	82 600,00	81 405,00	1 195,00
13911	Sub. transf cpte rés. Etat, étab. Nat.	16 000,00	15 018,00	982,00
13912	Sub. transf cpte résult. Régions	6 000,00	5 854,00	146,00
13913	Sub. transf cpte résult. Départements	60 600,00	60 533,00	67,00
040	RECETTES (2)	50 000,00	46 214,00	3 786,00
281351	Bâtiments publics	50 000,00	46 214,00	3 786,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS PATRIMONIALES	A7

Chap. / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Mandats/Titres émis	Crédits annulés (3)
<i>041</i>	<i>DEPENSES (2)</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
<i>041</i>	<i>RECETTES (2)</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Les dépenses sont égales aux recettes.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations.

III – VOTE	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)	Pour information dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information dépenses gérées hors AE
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (1)			
DEPENSES DE L'EXERCICE(Détail en III-B1)		242 600,00	206 688,25	0,00	0,00	35 911,75	0,00	206 688,25
011	Charges à caractère général (4)	165 000,00	160 474,25	0,00	0,00	4 525,75	0,00	160 474,25
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges exceptionnelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations amortissements et provisions (4)	0,00	0,00			0,00		0,00
022	Dépenses imprévues (3)	0,00						
023	Virement à la section d'investissement (3)	27 600,00						
042	Opérations ordre transf. entre sections	50 000,00	46 214,00			3 786,00		46 214,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	0,00			0,00		0,00

Pour information :	0,00							
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1								

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	242 600,00	206 688,25	0,00	0,00	35 911,75	0,00	206 688,25
--	-------------------	-------------------	-------------	-------------	------------------	-------------	-------------------

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Mandats émis – Charges rattachées – Restes à réaliser au 31/12.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de mandats (opérations sans réalisations).

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

III – VOTE	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	B

RECETTES

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Recettes employées (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12 (1)	
RECETTES DE L'EXERCICE(Détail en III-B2)		242 600,00	273 405,00	0,00	0,00	-30 805,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	160 000,00	192 000,00	0,00	0,00	-32 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Impositions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amortissements et provisions (3)	0,00	0,00			0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections	82 600,00	81 405,00			1 195,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	0,00			0,00

Pour information :	0,00				
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1					

Total des recettes de fonctionnement cumulées	242 600,00	273 405,00	0,00	0,00	-30 805,00
--	-------------------	-------------------	-------------	-------------	-------------------

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Titres émis – Produits rattachés – Restes à réaliser au 31/12.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

III – VOTE	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES - DETAIL PAR ARTICLE	B1

OPERATIONS REELLES - GESTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (3)	Pour information	
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)		Dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Dépenses gérées hors AE
011	Charges à caractère général(4)	165 000,00	160 474,25	0,00	0,00	4 525,75	0,00	160 474,25
60632	Fournitures de petit équipement	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00		
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	3 000,00	474,25	0,00	0,00	2 525,75		
62871	Remb. frais à la collectivité de rattach	160 000,00	160 000,00	0,00	0,00	0,00		
012	Charges de personnel et frais assimilés (2) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
TOTAL DES DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (A)= (011+012+014+015+016+017+65+6586)		165 000,00	160 474,25	0,00	0,00	4 525,75	0,00	160 474,25

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Mandats émis – Charges rattachées – Restes à réaliser au 31/12.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

III – VOTE	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES - DETAIL PAR ARTICLE	B1

GESTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX – CHARGES FINANCIERES ET EXCEPTIONNELLES – OPERATIONS D'ORDRE

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (3)	Pour information	
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)		Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Crédits gérés hors AE
66	Charges financières (B)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges exceptionnelles (C) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations amortissements et provisions (D) (5)	0,00	0,00			0,00		0,00
022	Dépenses imprévues (E)	0,00						
TOTAL DES DEPENSES REELLES = A+B+C+D+E		165 000,00	160 474,25	0,00	0,00	4 525,75	0,00	160 474,25

023	Virement à la section d'investissement	27 600,00						
042	Opérations ordre transf. entre sections (4)	50 000,00	46 214,00			3 786,00		46 214,00
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	50 000,00	46 214,00			3 786,00		46 214,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE (= prélèvement issu de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement)		77 600,00	46 214,00			31 386,00		46 214,00

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	242 600,00	206 688,25	0,00	0,00	35 911,75	0,00	206 688,25
---	-------------------	-------------------	-------------	-------------	------------------	-------------	-------------------

Pour information D002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1	0,00	0,00					
---	------	------	--	--	--	--	--

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	242 600,00	206 688,25	0,00	0,00	35 911,75	0,00	206 688,25
--	-------------------	-------------------	-------------	-------------	------------------	-------------	-------------------

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
 (2) Dépenses engagées non mandatées.
 (3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Mandats émis – Charges rattachées – Restes à réaliser au 31/12.
 (4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040*.
 (5) Hors dépenses imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

Pour information : détail du calcul des ICNE au compte 66112 (6)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

- (6) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES - DETAIL PAR ARTICLE	B2

GESTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX

Chap/ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Recettes employées (ou restant à employer)			Crédits annulés (3)
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12 (2)	
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	160 000,00	192 000,00	0,00	0,00	-32 000,00
70323	Red.occupation dom. public départemental	160 000,00	192 000,00	0,00	0,00	-32 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Impositions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations(4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante(4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges(4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GESTION DES SERVICES		160 000,00	192 000,00	0,00	0,00	-32 000,00
(A) = (70 + 73 + 731 + 74 + 75 + 013 + 015 + 016 + 017)						

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
 (2) Recettes justifiées non titrées.
 (3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Titres émis – Produits rattachés – Restes à réaliser au 31/12.
 (4) Hors recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les départements dits « surfiscalisés » (compte 7321) (5)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

- (5) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

III – VOTE	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES - DETAIL PAR ARTICLE	B2

GESTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX – PRODUITS FINANCIERS ET EXCEPTIONNELS – OPERATIONS D'ORDRE

Chap/ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Recettes employées (ou restant à employer)			Crédits annulés (3)
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12 (2)	
76	Produits financiers (B)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (C) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amortissements et provisions (D) (5)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES = A+B+C+D		160 000,00	192 000,00	0,00	0,00	-32 000,00

042	Opérations ordre transf. entre sections (4)	82 600,00	81 405,00			1 195,00
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	82 600,00	81 405,00			1 195,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		82 600,00	81 405,00			1 195,00

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	242 600,00	273 405,00	0,00	0,00	-30 805,00
---	-------------------	-------------------	-------------	-------------	-------------------

Pour information R002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1	0,00	0,00			
--	-------------	-------------	--	--	--

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	242 600,00	273 405,00	0,00	0,00	-30 805,00
--	-------------------	-------------------	-------------	-------------	-------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Recettes justifiées non titrées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Titres émis – Produits rattachés – Restes à réaliser au 31/12.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040*.

(5) Hors recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (6)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(6) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE	A1

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux	1 Sécurité	2 Enseignement	3 Culture, jeunesse, sports	4 Prévention médico-sociale
---------	----------------------------------	------------------------	---------------	-------------------	--------------------------------	--------------------------------

INVESTISSEMENT						
REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)						
Dépenses réelles	0	0	0	0	0	0
- Equipements départementaux		0	0	0	0	0
- Equipements non départementaux (c/204)		0	0	0	0	0
- Opérations financières	0					
Dépenses d'ordre	81 405					
Solde d'exécution reporté de N-1	29 676					
Total dépenses	111 081	0	0	0	0	0
Total recettes	75 890	0	0	0	0	0
Solde d'investissement	-35 191	0	0	0	0	0

RESTES A REALISER au 31/12/N						
Total RAR dépenses	0	0	0	0	0	0
Total RAR recettes	0	0	0	0	0	0
SOLDE RAR investissement	0	0	0	0	0	0

FONCTIONNEMENT						
REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)						
Total dépenses	46 214	0	0	0	0	0
Total recettes	81 405	0	0	0	0	0
Solde de fonctionnement	35 191	0	0	0	0	0

RESTES A REALISER au 31/12/N						
Total RAR dépenses	0	0	0	0	0	0
Total RAR recettes	0	0	0	0	0	0
SOLDE RAR fonctionnement	0	0	0	0	0	0

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE	A1

Libellé	5 Action sociale (hors RMI, RSA, APA)	5-4 Revenu minimum d'insertion	5-5 Personnes dépendantes (APA)	5-6 Revenu de solidarité active	6 Réseaux et infrastructures	7 Aménagement et environnement	8 Transports	9 Développement économique	TOTAL
---------	--	-----------------------------------	------------------------------------	------------------------------------	---------------------------------	-----------------------------------	-----------------	-------------------------------	-------

INVESTISSEMENT

REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)

Dépenses réelles	0	0	0	0	0	0	0	182 231	182 231
- Equipements départementaux	0	0	0	0	0	0	0	182 231	182 231
- Equipements non départementaux (c/204)	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Opérations financières									0
Dépenses d'ordre									81 405
Solde d'exécution reporté de N-1									29 676
Total dépenses	0	0	0	0	0	0	0	182 231	293 312
Total recettes	0	0	0	0	0	0	0	182 706	258 595
Solde d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	474	-34 717

RESTES A REALISER au 31/12/N

Total RAR dépenses	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total RAR recettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOLDE RAR investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0

FONCTIONNEMENT

REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)

Total dépenses	0	0	0	0	0	0	0	160 474	206 688
Total recettes	0	0	0	0	0	0	0	192 000	273 405
Solde de fonctionnement	0	0	0	0	0	0	0	31 526	66 717

RESTES A REALISER au 31/12/N

Total RAR dépenses	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total RAR recettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOLDE RAR fonctionnement	0	0	0	0	0	0	0	0	0

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE	A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux	1 Sécurité	2 Enseignement	3 Culture, jeunesse, sports	4 Prévention médico-sociale
----------	---------	----------------------------------	------------------------	---------------	-------------------	--------------------------------	--------------------------------

INVESTISSEMENT							
DEPENSES							
Total dépenses d'investissement		111 081	0	0	0	0	0
Dépenses réelles		0	0	0	0	0	0
2111	Terrains nus	0	0	0	0	0	0
231351	Bâtiments publics	0	0	0	0	0	0
<i>Dépenses d'ordre</i>		<i>81 405</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Opérations d'ordre entre section</i>		<i>81 405</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
13911	<i>Sub. transf. cpte rés. Etat, étab. Nat.</i>	<i>15 018</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
13912	<i>Sub. transf. cpte résult. Régions</i>	<i>5 854</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
13913	<i>Sub. transf. cpte résult. Départements</i>	<i>60 533</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Opérations patrimoniales</i>		<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
001 Solde d'exécution reporté de N-1		29 676	0	0	0	0	0

RECETTES							
Total recettes d'investissement		75 890	0	0	0	0	0
Recettes réelles		29 676	0	0	0	0	0
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	29 676	0	0	0	0	0
1313	Subv. transf. Départements	0	0	0	0	0	0
<i>Recettes d'ordre</i>		<i>46 214</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Opérations d'ordre entre section</i>		<i>46 214</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
281351	<i>Bâtiments publics</i>	<i>46 214</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Opérations patrimoniales</i>		<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
001 Solde d'exécution reporté de N-1		0	0	0	0	0	0

FONCTIONNEMENT							
DEPENSES							
Total dépenses de fonctionnement		46 214	0	0	0	0	0
Dépenses réelles		0	0	0	0	0	0
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0	0	0	0	0	0
62871	Remb. frais à la collectivité de rattach	0	0	0	0	0	0
<i>Dépenses d'ordre</i>		<i>46 214</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Opérations d'ordre entre section</i>		<i>46 214</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
6811	<i>Dot. amort. et prov. Immos incorporelles</i>	<i>46 214</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE - PROJET CA 2021 BUDGET 07 ESTABLES - CA (projet de budget) - 2021

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux	1 Sécurité	2 Enseignement	3 Culture, jeunesse, sports	4 Prévention médico-sociale
	<i>Opérations d'ordre à l'intérieur de la section</i>	0	0	0	0	0	0
	002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1	0	0	0	0	0	0
RECETTES							
	Total recettes de fonctionnement	81 405	0	0	0	0	0
	Recettes réelles	0	0	0	0	0	0
70323	Red.occupation dom. public départemental	0	0	0	0	0	0
	<i>Recettes d'ordre</i>	<i>81 405</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
	<i>Opérations d'ordre entre section</i>	<i>81 405</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
777	<i>Quote-part subv invest transf cpte résul</i>	<i>81 405</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
	<i>Opérations d'ordre à l'intérieur de la section</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
	002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1	0	0	0	0	0	0

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE	A1

Art. (1)	Libellé	5 Action sociale (hors RMI, RSA, APA)	5-4 Revenu minimum d'insertion	5-5 Personnes dépendantes (APA)	5-6 Revenu de solidarité active	6 Réseaux et infrastructures	7 Aménagement et environnement	8 Transports	9 Développement économique	TOTAL
----------	---------	---	--------------------------------------	---------------------------------------	---------------------------------------	------------------------------------	--------------------------------------	-----------------	----------------------------------	-------

INVESTISSEMENT
DEPENSES

Total dépenses d'investissement		0	0	0	0	0	0	0	182 231	293 312
Dépenses réelles		0	0	0	0	0	0	0	182 231	182 231
2111 Terrains nus		0	0	0	0	0	0	0	60 000	60 000
231351 Bâtiments publics		0	0	0	0	0	0	0	122 231	122 231
<i>Dépenses d'ordre</i>		0	0	0	0	0	0	0	0	81 405
<i>Opérations d'ordre entre section</i>		0	0	0	0	0	0	0	0	81 405
13911 Sub. transf. cpte rés. Etat, étab. Nat.		0	0	0	0	0	0	0	0	15 018
13912 Sub. transf. cpte résultat. Régions		0	0	0	0	0	0	0	0	5 854
13913 Sub. transf. cpte résultat. Départements		0	0	0	0	0	0	0	0	60 533
<i>Opérations patrimoniales</i>		0	0	0	0	0	0	0	0	0
001 Solde d'exécution reporté de N-1		0	0	0	0	0	0	0	0	29 676

RECETTES

Total recettes d'investissement		0	0	0	0	0	0	0	182 706	258 595
Recettes réelles		0	0	0	0	0	0	0	182 706	212 381
1068 Excédents de fonctionnement capitalisés		0	0	0	0	0	0	0	0	29 676
1313 Subv. transf. Départements		0	0	0	0	0	0	0	182 706	182 706
<i>Recettes d'ordre</i>		0	0	0	0	0	0	0	0	46 214
<i>Opérations d'ordre entre section</i>		0	0	0	0	0	0	0	0	46 214
281351 Bâtiments publics		0	0	0	0	0	0	0	0	46 214
<i>Opérations patrimoniales</i>		0	0	0	0	0	0	0	0	0
001 Solde d'exécution reporté de N-1		0	0	0	0	0	0	0	0	0

FONCTIONNEMENT
DEPENSES

Total dépenses de fonctionnement		0	0	0	0	0	0	0	160 474	206 688
Dépenses réelles		0	0	0	0	0	0	0	160 474	160 474
615221 Entretien, réparations bâtiments publics		0	0	0	0	0	0	0	474	474
62871 Remb. frais à la collectivité de rattach		0	0	0	0	0	0	0	160 000	160 000
<i>Dépenses d'ordre</i>		0	0	0	0	0	0	0	0	46 214
<i>Opérations d'ordre entre section</i>		0	0	0	0	0	0	0	0	46 214
6811 Dot. amort. et prov. Immos incorporelles		0	0	0	0	0	0	0	0	46 214

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE - PROJET CA 2021 BUDGET 07 ESTABLES - CA (projet de budget) - 2021

Art. (1)	Libellé	5 Action sociale (hors RMI, RSA, APA)	5-4 Revenu minimum d'insertion	5-5 Personnes dépendantes (APA)	5-6 Revenu de solidarité active	6 Réseaux et infrastructures	7 Aménagement et environnement	8 Transports	9 Développement économique	TOTAL
	<i>Opérations d'ordre à l'intérieur de la section</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0

RECETTES										
Total recettes de fonctionnement		0	0	0	0	0	0	0	192 000	273 405
Recettes réelles		0	0	0	0	0	0	0	192 000	192 000
70323	Red.occupation dom. public départemental	0	0	0	0	0	0	0	192 000	192 000
<i>Recettes d'ordre</i>		<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>81 405</i>
<i>Opérations d'ordre entre section</i>		<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>81 405</i>
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	0	0	0	0	0	0	0	0	81 405
<i>Opérations d'ordre à l'intérieur de la section</i>		<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		0	0	0	0	0	0	0	0	0

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – OPERATIONS NON VENTILEES	A1/01

SOUS-FONCTION 01 OPERATIONS NON-VENTILABLES (hors RAR et reports)
INVESTISSEMENT

Art. (1)	Libellé	Opérations non ventilables 01
DEPENSES		81 405,00
Dépenses réelles		0,00
Dépenses d'ordre		81 405,00
040	Opérations ordre transf. entre sections	81 405,00
13911	Sub. transf cpte rés. Etat, étab. Nat.	15 018,00
13912	Sub. transf cpte résultat. Régions	5 854,00
13913	Sub. transf cpte résultat. Départements	60 533,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
RECETTES		75 889,58
Recettes réelles		29 675,58
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	29 675,58
Recettes d'ordre		46 214,00
040	Opérations ordre transf. entre sections	46 214,00
281351	Bâtiments publics	46 214,00
041	Opérations patrimoniales	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

FONCTIONNEMENT

Art. (1)	Libellé	Opérations non ventilables 01
DEPENSES		46 214,00
Dépenses réelles		0,00
Dépenses d'ordre		46 214,00
042	Opérations ordre transf. entre sections	46 214,00
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	46 214,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00
RECETTES		81 405,00
Recettes réelles		0,00
Recettes d'ordre		81 405,00
042	Opérations ordre transf. entre sections	81 405,00
777	Quote-part subv invest transf cpte résultat	81 405,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1/9

FONCTION 9 – Développement économique (hors RAR)

INVESTISSEMENT

Art. (1)	Libellé	90 Services communs	91 Structures animation, développement éco.	92 Agriculture et pêche	
				921 Laboratoire départemental	928 Autres
DEPENSES REELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Equipements départementaux		0,00	0,00	0,00	0,00
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00
231351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00
Equipements non départementaux (c/204)		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES REELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00

FONCTIONNEMENT

Art. (1)	Libellé	90 Services communs	91 Structures animation, développement éco.	92 Agriculture et pêche	
				921 Laboratoire départemental	928 Autres
DEPENSES REELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00
62871	Remb. frais à la collectivité de rattach	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES REELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
70323	Red.occupation dom. public départemental	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1/9

FONCTION 9 – Développement économique

INVESTISSEMENT

Art. (1)	Libellé	93 Industrie, commerce et artisanat	94 Développement touristique	95 Maintien services publics non départ.	96 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DE LA FONCTION
DEPENSES REELLES		0,00	182 231,32	0,00	0,00	182 231,32
Equipements départementaux		0,00	182 231,32	0,00	0,00	182 231,32
2111	Terrains nus	0,00	60 000,00	0,00	0,00	60 000,00
231351	Bâtiments publics	0,00	122 231,32	0,00	0,00	122 231,32
Equipements non départementaux (c/204)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES REELLES		0,00	182 705,57	0,00	0,00	182 705,57
1313	Subv. transf. Départements	0,00	182 705,57	0,00	0,00	182 705,57

FONCTIONNEMENT

Art. (1)	Libellé	93 Industrie, commerce et artisanat	94 Développement touristique	95 Maintien services publics non départ.	96 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DE LA FONCTION
DEPENSES REELLES		0,00	160 474,25	0,00	0,00	160 474,25
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	474,25	0,00	0,00	474,25
62871	Remb. frais à la collectivité de rattach	0,00	160 000,00	0,00	0,00	160 000,00
RECETTES REELLES		0,00	192 000,00	0,00	0,00	192 000,00
70323	Red.occupation dom. public départemental	0,00	192 000,00	0,00	0,00	192 000,00

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	B7.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalizations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		82 600,00	I 81 405,00
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		0,00	0,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681 (2)	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		82 600,00	81 405,00
10...	<i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i>		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	<i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>	82 600,00	81 405,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	81 405,00	0,00	29 675,58	111 080,58

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	B7.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		77 600,00	46 214,00
Ressources propres externes de l'année (a)		0,00	0,00
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b)		77 600,00	46 214,00
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
281351	Bâtiments publics	50 000,00	46 214,00
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	27 600,00	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	46 214,00	0,00	0,00	29 675,58	75 889,58

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	111 080,58
Ressources propres disponibles	75 889,58
Solde	V = IV – II (2) -35 191,00

(1) Les comptes 169, 26, 27, 28 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D’ENSEMBLE	B8

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 3313-7 du CGCT) – ENTREES	B9.1

ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS (article R. 3313-7 du CGCT)

Modalité et date d'acquisition	Désignation du bien	N°d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (1)
TOTAL GENERAL			182 231,32	0,00	
Acquisitions à titre onéreux			0,00	0,00	
Acquisitions à titre gratuit			0,00	0,00	
Mise à disposition			0,00	0,00	
Affectation			0,00	0,00	
Mises en concession ou affermage			0,00	0,00	
Divers			182 231,32	0,00	
31/12/2021	TA 2021 BATIMENTS ESTABLES	AUT05031	122 231,32	0,00	30
31/12/2021	Terrain Estables 2021	AUT05107	60 000,00	0,00	0

(1) Si le bien acquis est amortissable, indiquer la durée d'amortissement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 3313-7 du CGCT) – SORTIES	B9.2

ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS (article R. 3313-7 du CGCT)

Modalités et date de sortie (1)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortissement en années	Cumul amortissements antérieurs à l'exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (2)	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (3)
TOTAL GENERAL							0,00	0,00	
Cessions à titre onéreux							0,00	0,00	
Cessions à titre gratuit							0,00	0,00	
Mise à disposition							0,00	0,00	
Affectation							0,00	0,00	
Mises en concession ou affermage							0,00	0,00	
Mise à la réforme							0,00	0,00	
Divers							0,00	0,00	

(1) Afficher une ligne par cession, qu'elle soit totale ou partielle.

(2) Plus ou moins value = prix de cession - VNC (valeur nette comptable) le jour de la cession.

(3) La VNC au 31/12 est différente de 0 s'il s'agit de cessions partielles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS	B9.3

Pour mémoire

Crédits ouverts (BP + DM)

Chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
--------------	---	------

Produit des cessions

Réalisations

Compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
Compte 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	0,00

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES TRAVAUX EN REGIE (1)	B12

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Dépenses Mandats émis	Recettes Titres émis
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	
72	Travaux en régie		0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00

SECTION D'INVESTISSEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Les immobilisations créées par les services techniques de la collectivité sont enregistrées au coût de leur production. Ce dernier correspond au coût d'acquisition des matières consommées augmenté des charges directes de production (matériel et outillage acquis ou loués, frais de personnel, ...) à l'exclusion des frais financiers et des frais d'administration générale.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le département.

(3) Les montants à renseigner correspondent aux mandats émis imputés au chapitre 040.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES TRAVAUX EN REGIE	B12

RATIO

	Montant
Recettes 72 (I)	0,00
Recettes réelles de fonctionnement	192 000,00
Recettes 72 / Recettes réelles de fonctionnement	0,00 %

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	D4

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	116 952 358,29	74 894 175,99	0,00	42 058 182,30
RECETTES	116 952 358,29	70 938 562,09	0,00	46 013 796,20
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	277 273 131,36	241 537 800,38	0,00	35 735 330,98
RECETTES	277 273 131,36	268 236 458,36	0,00	9 036 673,00

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget)

BUDGET ACCUEIL PROTECTION ENFANCE/ n° SIRET :22430001200107				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	74 900,00	53 416,59	0,00	21 483,41
RECETTES	74 900,00	75 678,89	0,00	-778,89
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	8 269 288,24	8 164 543,32	0,00	104 744,92
RECETTES	8 269 288,24	8 164 901,56	0,00	104 386,68

BUDGET HAUTE LOIRE INGENIERIE/ n° SIRET :22430001200115				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	97 000,00	96 313,50	0,00	686,50
RECETTES	97 000,00	96 313,50	0,00	686,50
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	1 045 510,00	977 702,05	0,00	67 807,95
RECETTES	1 045 510,00	977 702,05	0,00	67 807,95

BUDGET TVA IMMOBILIERE SAUVAGE/ n° SIRET :22430001200131				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	198 914,24	93 853,79	0,00	105 060,45
RECETTES	198 914,24	81 027,00	0,00	117 887,24
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	159 161,73	140 939,07	0,00	18 222,66
RECETTES	159 161,73	142 300,80	0,00	16 860,93

BUDGET TVA IMMOBILIERE VILLAGE DE VACANCES ESTABLES/ n° SIRET :22430001200149				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	409 275,58	263 636,32	0,00	145 639,26
RECETTES	409 275,58	258 595,15	0,00	150 680,43
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	242 600,00	206 688,25	0,00	35 911,75
RECETTES	242 600,00	273 405,00	0,00	-30 805,00

BUDGET FONDS SOLIDARITE LOGEMENT/ n° SIRET :22430001200156				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	1 192 463,32	743 847,06	0,00	448 616,26
RECETTES	1 192 463,32	771 028,79	0,00	421 434,53

(1) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	117 732 448,11	75 401 396,19	0,00	42 331 051,92
RECETTES	117 732 448,11	71 450 176,63	0,00	46 282 271,48
FONCTIONNEMENT				

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
DEPENSES	288 182 154,65	251 771 520,13	0,00	36 410 634,52
RECETTES	288 182 154,65	278 565 796,56	0,00	9 616 358,09

(1) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	D4

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (cf. liste des principales opérations en annexe de la M52) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative ;

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES(après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	117 732 448,11	75 401 396,19	0,00	42 331 051,92
RECETTES	117 732 448,11	71 450 176,63	0,00	46 282 271,48
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	288 182 154,65	251 771 520,13	0,00	36 410 634,52
RECETTES	288 182 154,65	278 565 796,56	0,00	9 616 358,09
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	405 914 602,76	327 172 916,32	0,00	78 741 686,44
TOTAL GENERAL DES RECETTES	405 914 602,76	350 015 973,19	0,00	55 898 629,57

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	E2

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES : Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,

A le

,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) L'assemblée délibérante étant : (indiquer la nature de l'assemblée délibérante : conseil général, conseil syndical, ...).

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL GENERAL - DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 22430001200156

POSTE COMPTABLE : CHEF SGC LE PUY EN VELAY

M 52

Compte administratif (projet de budget)

voté par nature

BUDGET : PROJET CA 2021 BUDGET 08 FSL (3)

ANNEE 2021

(1) Indiquer soit « Département : nom du département », soit le libellé de l'établissement ou du syndicat (exemples : MDPH, libellé du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721- 2 du CGCT...).

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal (du département ou syndicat mixte) ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Pour mémoire : modalités de vote du budget	5
C1 - Exécution du budget de l'exercice - Résultats	6
C2 - Exécution du budget de l'exercice - RAR Dépenses	7
C3 - Exécution du budget de l'exercice - RAR Recettes	8

II - Présentation générale

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget	9
A2 - Equilibre financier du budget - Section d'investissement	10
A3 - Equilibre financier du budget - Section de fonctionnement	11
B1 - Balance générale - Dépenses	12
B2 - Balance générale - Recettes	13

III - Vote

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble - Dépenses / Recettes	14
A1.1 - Equipements départementaux - Dépenses non individualisées en programme	16
A1.2 - Equipements départementaux - Dépenses RMI / RSA	17
A1.3 - Equipements départementaux - Vue d'ensemble des chapitres de programme	18
A1.4 - Equipements départementaux - Chapitres de programme afférent à une autorisation de programme	19
A1.5 - Equipements départementaux - Chapitres de programme non compris dans une autorisation de programme	20
A2 - Equipements non départementaux	21
A3 - Dépenses financières	22
A4.1 - Recettes - Financement des équipements départementaux et non départementaux	23
A4.2 - Recettes - RMI / RSA	24
A4.3 - Recettes financières	25
A5 - Récapitulatif des opérations pour le compte de tiers	26
A6 - Section d'investissement - Opérations d'ordre entre sections	27
A7 - Section d'investissement - Opérations patrimoniales	28
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	29
B1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	31
B2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	33

IV - Annexes

A - Présentation croisée par fonction

A1 - Vue d'ensemble	35
A1/01 - Opérations non ventilées	41
A1/0 - Fonction 0 (sauf 01)	Sans Objet
A1/1 - Fonction 1	Sans Objet
A1/2 - Fonction 2	Sans Objet
A1/3 - Fonction 3	Sans Objet
A1/4 - Fonction 4	Sans Objet
A1/5 - Fonction 5	42
A1/6 - Fonction 6	Sans Objet
A1/7 - Fonction 7	Sans Objet
A1/8 - Fonction 8	Sans Objet
A1/9 - Fonction 9	Sans Objet

B - Eléments du bilan

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées	Sans Objet
B3 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	49
B7.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	50

B8 - Etat présentant le montant des recettes et des dépenses affectées aux services assujettis à la TVA ne faisant pas l'objet d'un budget annexe distinct du budget général	Sans Objet
B9.1 - Variation du patrimoine (article R. 3313-7 du CGCT) - Entrées	51
B9.2 - Variation du patrimoine (article R. 3313-7 du CGCT) - Sorties	52
B9.3 - Etat des opérations liées aux cessions	53
B10.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées	Sans Objet
B10.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties	Sans Objet
B11.1 - Etat des immobilisations - Bâtiments scolaires et administratifs	Sans Objet
B11.2 - Etat des immobilisations - Constructions, installation et agencements (hors bâtiments scolaires)	Sans Objet
B11.3 - Etat des immobilisations - Installations techniques, matériels et outillage	Sans Objet
B11.4 - Etat des immobilisations - Autres immobilisations corporelles	Sans Objet
B11.5 - Etat des immobilisations - Immobilisations incorporelles	Sans Objet
B11.6 - Etat des immobilisations - Participations et créances rattachées à des participations	Sans Objet
B11.7 - Etat des immobilisations - Autres immobilisations financières	Sans Objet
B12 - Etat des travaux en régie	Sans Objet
B13.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	Sans Objet
B13.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	Sans Objet
C - Engagements hors bilan	
C1.1 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
C1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	Sans Objet
C2 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
C3 - Etat des contrats de PPP	Sans Objet
C4 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
C5 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
C6 - Situation des autorisations de programme	Sans Objet
C7 - Situation des autorisations d'engagement	Sans Objet
C8 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
D - Autres éléments d'information	
D1.1 - Etat du personnel	Sans Objet
D1.2 - Actions de formation des élus	Sans Objet
D2.1 - Liste des organismes dans lesquels le département a pris un engagement financier	Sans Objet
D2.2 - Liste des concours attribués sous forme de prestations en nature ou de subventions	Sans Objet
D2.3 - Liste des subventions versées par le département aux communes	Sans Objet
D3.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
D3.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
D3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
D3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D4 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	54
D5 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale	Sans Objet
E - Décisions en matière de taux - Arrêté et signatures	
E1 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
E2 - Arrêté et signatures	58

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques			
	Valeurs		Valeurs
Population totale		Nombre de m ² de surface utile de bâtiments (5)	
Longueur de la voirie départementale (en km)		Nombre d'organismes de coopération auxquels appartient le département	

Informations fiscales (N-2)			
Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par habitant pour le département (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par catégorie (2)
Fiscal	Financier		

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et financier définis à l'article L. 3334-6 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Il s'agit du potentiel financier défini à l'article L. 3334-6-1 pour les départements urbains et R. 3334-3-1 du CGCT pour les départements non urbains. Le potentiel financier moyen par catégorie figure sur la fiche de la répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2.

Informations financières – ratios		Valeurs	Moyennes nationales
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population		
2	Produit des impositions directes/population		
3	Recettes réelles de fonctionnement/population		
4	Dépenses d'équipement brut/population		
5	Encours de dette/population (3) (4)		
6	DGF/population		
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (5)		
8	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital/recettes réelles de fonctionnement (5)		
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (5)		
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (3) (4) (5)		

(3) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31/12/N.

(4) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(5) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
POUR MEMOIRE : MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

POUR MEMOIRE

I – L'Assemblée délibérante a voté le budget :

- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement
 - (2) sans les programmes d'équipement listés en III-A1.3
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement
- (3) sans vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en investissement et en fonctionnement, et, en section d'investissement, sans chapitre de programme.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les programmes d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE – RESULTATS	C1

RESULTATS DE L'EXERCICE

	RESULTAT DE L'EXERCICE N			
	Mandats émis	Titres émis	Reprise résultats exercice antérieur (1)	Résultat ou solde (A) (1)
TOTAL DU BUDGET	743 847,06	771 028,79	420 463,32	A1 447 645,05
Investissement	0,00	0,00	(2) 0,00	A2 0,00
Dont 1068		0,00		
Fonctionnement	743 847,06	771 028,79	(3) 420 463,32	A3 447 645,05

(1) Indiquer le signe – si dépenses>recettes, et + si recettes>dépenses.

(2) Solde d'exécution de N-1 reporté sur la ligne budgétaire 001 du budget. Indiquer le signe – si dépenses>recettes, et + si recettes>dépenses.

(3) Résultat de fonctionnement N-1 reporté sur la ligne budgétaire 002 du budget (diminué de l'affectation au 1068 en N). Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

	RESTES A REALISER N (4)		
	Dépenses	Recettes	Solde (B) (5)
TOTAL des RAR	I+II 0,00	III+IV 0,00	B1 0,00
Investissement	I 0,00	III 0,00	B2 0,00
Fonctionnement	II 0,00	IV 0,00	B3 0,00

(4) A reporter au budget primitif ou au budget supplémentaire N+1.

(5) Indiquer le signe – si dépenses>recettes, et + si recettes>dépenses.

RESULTAT CUMULE = (A)+(B) (6)		
TOTAL	A1+B1	447 645,05
Investissement	A2+B2	0,00
Fonctionnement	A3+B3	447 645,05

(6) Si le montant est positif, il s'agit d'un excédent, si le montant est négatif, il s'agit d'un déficit.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap./art (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 0,00
010	Revenu minimum d'insertion	0,00
018	Revenu de solidarité active	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00
20	Immobilisations incorporelles(3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées(3)	0,00
21	Immobilisations corporelles(3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(3)	0,00
23	Immobilisations en cours(3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières(3)	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général(4)	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés(4)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00
65	Autres charges de gestion courante(4)	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles(4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées aux comptes 010 et 018.

(4) Hors dépenses imputées aux comptes 015, 016 et 017.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap./art (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 0,00
010	Revenu minimum d'insertion	0,00
018	Revenu de solidarité active	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement(3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles(3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées(3)	0,00
21	Immobilisations corporelles(3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5) (3)	0,00
23	Immobilisations en cours(3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières(3)	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
731	Impositions directes	0,00
74	Dotations, subventions et participations(4)	0,00
75	Autres produits de gestion courante(4)	0,00
013	Atténuations de charges(4)	0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels(4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées aux comptes 010 et 018.

(4) Hors recettes imputées aux comptes 015, 016 et 017.

II – PRESENTATION GENERALE	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	743 847,06	G	771 028,79
	Section d'investissement	B	0,00	H	0,00

+

+

REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	0,00 (si déficit)	I	420 463,32 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	0,00 (si déficit)	J	0,00 (si excédent)

=

=

TOTAL EXERCICE (réalisations + reports N-1)	= A+B+C+D	743 847,06	= G+H+I+J	1 191 492,11
--	-----------	-------------------	-----------	---------------------

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	0,00	L	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	0,00	= K+L	0,00

RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	743 847,06	= G+I+K	1 191 492,11
	Section d'investissement	= B+D+F	0,00	= H+J+L	0,00
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	743 847,06	= G+H+I+J+K+L	1 191 492,11

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 3312.9 du CGCT).
 Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 3312-8 du CGCT).

TOTAL DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE

	TOTAL DES MANDATS EMIS			TOTAL DES TITRES EMIS		
	RÉELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL	REELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL
INVESTISSEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT	743 847,06	0,00	743 847,06	771 028,79	0,00	771 028,79
TOTAL REALISATIONS DE L'EXERCICE (1)	743 847,06	0,00	743 847,06	771 028,79	0,00	771 028,79

(1) Total des réalisations = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement. Les reports N-1 ne sont pas comptabilisés car ils sont réalisés d'office.

II – PRESENTATION GENERALE	II
EQUILIBRE FINANCIER – INVESTISSEMENT	A2

SECTION D'INVESTISSEMENT – REALISATIONS
(y compris les restes à réaliser N-1)

Chap.	Libellé	Mandats	Titres
010	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00
018	Revenu de solidarité active	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris programmes) (9)	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(9)	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris programmes) (9)	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (2) (y compris programmes) (9)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (y compris programmes) (9)	0,00	0,00
Total des réalisations d'équipement		0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (7)	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (6) (9)	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (3)	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières(9)	0,00	0,00
Total des réalisations financières		0,00	0,00
45...	Total des opé. pour compte de tiers (4)	0,00	0,00
Total des réalisations réelles en investissement		0,00	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (1)	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (1)	0,00	0,00
Total des réalisations d'ordre en investissement		0,00	0,00

TOTAL DES OPERATIONS D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE

TOTAL	I+III	0,00	II+IV	0,00
--------------	--------------	-------------	--------------	-------------

RESULTATS ANTERIEURS

001 Solde d'Exécution de la section d'investissement N-1 reporté	v	0,00	vi	0,00
1068 Excédents de fonctionnement capitalisés			vii	0,00

TOTAL CUMULE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

TOTAL DE LA SECTION	I+III+V	0,00	II+IV+VI+VII	0,00
SOLDE D'EXECUTION (recettes – dépenses) (8)			0,00	

(1) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(2) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(3) A servir uniquement lorsque le département effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'il crée.

(4) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en III-A5).

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En recettes, détail du 138.

(7) En recettes, sauf 1068.

(8) Mettre le signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

(9) Hors dépenses et recettes imputées aux chapitres 010 et 018.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – FONCTIONNEMENT	A3

SECTION DE FONCTIONNEMENT – REALISATIONS
(y compris les restes à réaliser et rattachements N-1)

MANDATS EMIS		TITRES EMIS	
OPERATIONS REELLES ET MIXTES			
011 Charges à caractère général(2)	0,00	70 Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
012 Charges de personnel et frais assimilés(2)	146 375,79	73 Impôts et taxes (sauf 731)	0,00
		731 Impositions directes	0,00
		74 Dotations, subventions et participations(2)	753 351,86
65 Autres charges de gestion courante (sauf 6586)(2)	597 471,27	75 Autres produits de gestion courante(2)	0,00
6586 Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		
014 Atténuations de produits	0,00	013 Atténuations de charges(2)	0,00
015 Revenu minimum d'insertion	0,00	015 Revenu minimum d'insertion	0,00
016 Allocation personnalisée d'autonomie	0,00	016 Allocation personnalisée d'autonomie	0,00
017 Revenu de solidarité active	0,00	017 Revenu de solidarité active	0,00
Total dépenses de gestion des services	743 847,06	Total recettes de gestion des services	753 351,86
66 Charges financières	0,00	76 Produits financiers	0,00
67 Charges exceptionnelles(2)	0,00	77 Produits exceptionnels(2)	17 676,93
68 Dotations amortissements et provisions(2)	0,00	78 Reprises amortissements et provisions (2)	0,00
022 Dépenses imprévues	0,00		
TOTAL DEPENSES REELLES ET MIXTES	I 743 847,06	TOTAL RECETTES REELLES ET MIXTES	II 771 028,79

OPERATIONS D'ORDRE (2)			
042 Opérations ordre transf. entre sections	0,00	042 Opérations ordre transf. entre sections	0,00
043 Opérations ordre intérieur de la section	0,00	043 Opérations ordre intérieur de la section	0,00
TOTAL DEPENSES D'ORDRE	III 0,00	TOTAL RECETTES D'ORDRE	IV 0,00

TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE	I+III	743 847,06	TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE	II+IV	771 028,79
---	--------------	-------------------	---	--------------	-------------------

RESULTAT REPORTE DE N-1					
002 Résultat de fonctionnement reporté	V	0,00	002 Résultat de fonctionnement reporté	VI	420 463,32

TOTAL DES DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	I+III+V	743 847,06	TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	II+IV+VI	1 191 492,11
---	----------------	-------------------	---	-----------------	---------------------

SOLDE D'EXECUTION (recettes – dépenses) (1)	447 645,05
--	-------------------

(1) Mettre le signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

(2) Hors dépenses et recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

II – PRESENTATION GENERALE	II
BALANCE GENERALE – DEPENSES	B1

MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement(7)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(5) 0,00		0,00
	Total des programmes d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (7)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (7)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles(3) (7)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(3) (7)	(6) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(3) (7)	0,00	0,00	0,00
010	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00
018	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières(7)	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		0,00	0,00
45	Total des opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
Dépenses d'investissement –Total		0,00	0,00	0,00

Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté	0,00
---	-------------

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
011	Charges à caractère général(8)	0,00		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés(8)	146 375,79		146 375,79
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00		0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00		0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante(sauf 6586) (8)	597 471,27	0,00	597 471,27
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles(8)	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions(8)	0,00	0,00	0,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement –Total		743 847,06	0,00	743 847,06

Pour information D 002 Résultat négatif reporté	0,00
--	-------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaire.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 52.

(3) Hors chapitres programmes.

(4) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en III-A5).

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le département effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(6) A utiliser uniquement dans le cas où le département effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(7) Hors dépenses imputées aux chapitres 010 et 018.

(8) Hors dépenses imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

II – PRESENTATION GENERALE	II
BALANCE GENERALE – RECETTES	B2

TITRES EMIS (y compris les restes à réaliser sur N-1)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement(6)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(4) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles(6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(6)	(5) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(6)	0,00	0,00	0,00
010	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00
018	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières(6)	0,00	0,00	0,00
3...	<i>Stocks et en-cours</i>		0,00	0,00
19	<i>Neutral. et régul. d'opérations</i>		0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations</i>		0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à rép. sur plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
Recettes d'investissement –Total		0,00	0,00	0,00

1068 Excédent de fonctionnement capitalisé N-1	0,00
---	-------------

Pour information R001 Solde d'exécution positif reporté	0,00
--	-------------

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
013	Atténuations de charges(7)	0,00		0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00		0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00		0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks</i>		0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71	<i>Production stockée (ou déstockage)</i>		0,00	0,00
72	<i>Production immobilisée</i>		0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Impositions directes	0,00		0,00
74	Dotations, subventions et participations(7)	753 351,86		753 351,86
75	Autres produits d'activités(7)	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels(7)	17 676,93	0,00	17 676,93
78	Reprise sur amortissements et provisions(7)	0,00	0,00	0,00
79	<i>Transferts de charges</i>		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement –Total		771 028,79	0,00	771 028,79

Pour information R002 Résultat positif reporté	420 463,32
---	-------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaire.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 52.

(3) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en III-A5).

(4) A utiliser uniquement dans le cas où le département effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le département effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(6) Hors recettes imputées aux chapitres 010 et 018.

(7) Hors recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A

DEPENSES

Nature	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits annulés (2)	Pour information réalisations gérées dans le cadre d'une AP	Pour information réalisations gérées hors AP
DEPENSES D'INVESTISSEMENT - TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses des équipements départementaux (total) (détail de III-A1.1 à III-A1.5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Non individualisées en programmes d'équipement (détail en III-A1.1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Individualisées en programmes d'équipement (liste des programmes en III-A1.3, détail en III-A1.4 et en III A1.5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- 010 Revenu minimum d'insertion (détail en III-A1.2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- 018 Revenu de solidarité active (détail en III-A1.2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses des équipements non départementaux (détail en III-A2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses financières (détail en III-A3)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
Opérations pour compte de tiers (détail en III-A5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<i>040 Opérations ordre transf. entre sections (détail en III-A6)</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>		<i>0,00</i>		<i>0,00</i>
<i>041 Opérations patrimoniales (détail en III-A7)</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>		<i>0,00</i>		<i>0,00</i>

Pour information : D001 Solde d'exécution négatif reporté	0,00					
--	-------------	--	--	--	--	--

Total des dépenses d'investissement cumulées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
---	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A

RECETTES

Nature	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits annulés (2)
RECETTES D'INVESTISSEMENT - TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes d'équipements départementaux et non départementaux (détail en III-A4.1)	0,00	0,00	0,00	0,00
010 Revenu minimum d'insertion (détail en III-A4.2)	0,00	0,00	0,00	0,00
018 Revenu de solidarité active (détail en III-A4.2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers (détail en III-A5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes financières (détail en III-A4.3)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 Opérations ordre transf. entre sections (détail en III-A6)	0,00	0,00		0,00
041 Opérations patrimoniales (détail en III-A7)	0,00	0,00		0,00
021 Virement de la section de fonctionnement (3)	0,00			
Pour information : R001 Solde d'exécution positif reporté	0,00			
Total des recettes d'investissement cumulées	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisations).

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT Equipements départementaux – Dépenses non individualisées	A1.1

DEPENSES NON INDIVIDUALISEES EN PROGRAMMES D'EQUIPEMENT (hors RMI et RSA)

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Pour information	
						Réalizations gérées dans le cadre d'une AP	Réalizations gérées hors AP
TOTAL		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT Equipements départementaux – RMI / RSA - Dépenses	A1.2

RMI DEPENSES

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Pour information	
						Réalizations gérées dans le cadre d'une AP	Réalizations gérées hors AP
010	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

RSA DEPENSES

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Pour information	
						Réalizations gérées dans le cadre d'une AP	Réalizations gérées hors AP
018	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III - VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT	
VUE D'ENSEMBLE DES CHAPITRES DE PROGRAMMES D'EQUIPEMENT DEPARTEMENTAUX	A1.3

Vue d'ensemble des chapitres de programmes d'équipement départementaux (1)

N° progr.	Libellé du programme	N° AP (2)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations	Pour information	
								Réalizations gérées dans le cadre d'une AP	Réalizations gérées hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Le détail des programmes d'équipement afférents ou non à une AP sont présentés individuellement en détail en III-A1.4 et en III-A1.5.

(2) Colonne à renseigner uniquement lorsque le programme d'équipement est afférent à une AP.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – DETAIL PAR PROGRAMME	A1.4

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – DETAIL PAR PROGRAMME	A1.5

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX – DEPENSES	A2

**EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX
SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT A VERSER (hors RMI et RSA)**

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits annulés (4)
204	Subventions d'équipement versées (2)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses relatives au compte 204 sauf celles relatives au RMI et au RSA (voir état III-A1.2).

(3) Dépenses engagées non mandatées.

(4) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES FINANCIERES	A3

Dépenses financières

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)
DEPENSES TOTALES		0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES D'EQUIPEMENT	A4.1

RECETTES D'EQUIPEMENT – Détail des chapitres
Financement des équipements départementaux et non départementaux (hors RMI et RSA)

Chap./art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits annulés (4)
TOTAL		0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (2)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Recettes justifiées non titrées.

(4) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES RMI/RSA	A4.2

RECETTES RMI

Chap./art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)
010	Revenu minimum d'insertion	0.00	0.00	0.00	0.00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Recettes justifiées non titrées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

RECETTES RSA

Chap./art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)
018	Revenu de solidarité active	0.00	0.00	0.00	0.00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Recettes justifiées non titrées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES FINANCIERES	A4.3

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)
	TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Recettes justifiées non titrées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS	A5

RECAPITULATIF DES OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS (1)

Chap.	Libellé	Eléments afférents à l'exercice				Cumul des réalisations (4)
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations Mandats/Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	
TOTAL DEPENSES (5) (6)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL RECETTES (5) (6)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Voir le détail des opérations pour compte de tiers en annexe en IV-B5.

(2) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12. A la clôture de l'opération, les crédits ouverts non consommés sont automatiquement annulés. En cas de déficit, le solde s'obtient par l'inscription d'une recette à la rubrique « Financement par le département ».

(4) Ensemble des réalisations au 31/12.

(5) Les recettes sont égales aux dépenses de chaque opération sous mandat. Pour les opérations gérées sur plusieurs années, l'opération peut être déséquilibrée au titre d'un exercice. Toutefois cette opération doit être équilibrée à sa clôture.

(6) Présenter une ligne par opération pour compte de tiers.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	A6

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Mandats/Titres émis	Crédits annulés (3)
<i>040</i>	<i>DEPENSES (2)</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
<i>040</i>	<i>RECETTES (2)</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) *DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042.*

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS PATRIMONIALES	A7

Chap. / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Mandats/Titres émis	Crédits annulés (3)
<i>041</i>	<i>DEPENSES (2)</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
<i>041</i>	<i>RECETTES (2)</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Les dépenses sont égales aux recettes.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations.

III – VOTE	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)	Pour information dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information dépenses gérées hors AE
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (1)			
DEPENSES DE L'EXERCICE(Détail en III-B1)		1 192 463,32	505 347,06	238 500,00	0,00	448 616,26	0,00	743 847,06
011	Charges à caractère général (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	160 000,00	146 375,79	0,00	0,00	13 624,21		146 375,79
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	1 032 463,32	358 971,27	238 500,00	0,00	434 992,05	0,00	597 471,27
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges exceptionnelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations amortissements et provisions (4)	0,00	0,00			0,00		0,00
022	Dépenses imprévues (3)	0,00						
023	Virement à la section d'investissement (3)	0,00						
042	Opérations ordre transf. entre sections	0,00	0,00			0,00		0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	0,00			0,00		0,00

Pour information :	0,00							
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1								

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	1 192 463,32	505 347,06	238 500,00	0,00	448 616,26	0,00	743 847,06
--	---------------------	-------------------	-------------------	-------------	-------------------	-------------	-------------------

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Mandats émis – Charges rattachées – Restes à réaliser au 31/12.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de mandats (opérations sans réalisations).

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

III – VOTE	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	B

RECETTES

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Recettes employées (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12 (1)	
RECETTES DE L'EXERCICE(Détail en III-B2)		772 000,00	771 028,79	0,00	0,00	971,21
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Impositions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations (3)	752 000,00	753 351,86	0,00	0,00	-1 351,86
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (3)	20 000,00	17 676,93	0,00	0,00	2 323,07
78	Reprises amortissements et provisions (3)	0,00	0,00			0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections	0,00	0,00			0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	0,00			0,00

Pour information :	420 463,32				
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1					

Total des recettes de fonctionnement cumulées	1 192 463,32	1 191 492,11	0,00	0,00	971,21
--	---------------------	---------------------	-------------	-------------	---------------

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Titres émis – Produits rattachés – Restes à réaliser au 31/12.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

III – VOTE	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES - DETAIL PAR ARTICLE	B1

OPERATIONS REELLES - GESTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (3)	Pour information	
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)		Dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Dépenses gérées hors AE
011	Charges à caractère général(4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (2) (4)	160 000,00	146 375,79	0,00	0,00	13 624,21		146 375,79
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	160 000,00	146 375,79	0,00	0,00	13 624,21		
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	1 032 463,32	358 971,27	238 500,00	0,00	434 992,05	0,00	597 471,27
65111	Famille et enfance	732 463,32	358 971,27	0,00	0,00	373 492,05		
6574	Subv. fonct. asso. personnes privées	300 000,00	0,00	238 500,00	0,00	61 500,00		
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
TOTAL DES DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (A)= (011+012+014+015+016+017+65+6586)		1 192 463,32	505 347,06	238 500,00	0,00	448 616,26	0,00	743 847,06

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Mandats émis – Charges rattachées – Restes à réaliser au 31/12.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

III – VOTE	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES - DETAIL PAR ARTICLE	B1

GESTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX – CHARGES FINANCIERES ET EXCEPTIONNELLES – OPERATIONS D'ORDRE

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (3)	Pour information	
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)		Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Crédits gérés hors AE
66	Charges financières (B)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges exceptionnelles (C) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations amortissements et provisions (D) (5)	0,00	0,00			0,00		0,00
022	Dépenses imprévues (E)	0,00						
TOTAL DES DEPENSES REELLES = A+B+C+D+E		1 192 463,32	505 347,06	238 500,00	0,00	448 616,26	0,00	743 847,06

023	Virement à la section d'investissement	0,00						
042	Opérations ordre transf. entre sections (4)	0,00	0,00			0,00		0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE (= prélèvement issu de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement)		0,00	0,00			0,00		0,00

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	1 192 463,32	505 347,06	238 500,00	0,00	448 616,26	0,00	743 847,06
---	--------------	------------	------------	------	------------	------	------------

Pour information D002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1	0,00	0,00					
---	------	------	--	--	--	--	--

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	1 192 463,32	505 347,06	238 500,00	0,00	448 616,26	0,00	743 847,06
--	--------------	------------	------------	------	------------	------	------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Mandats émis – Charges rattachées – Restes à réaliser au 31/12.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040*.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

Pour information : détail du calcul des ICNE au compte 66112 (6)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(6) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES - DETAIL PAR ARTICLE	B2

GESTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX

Chap/ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Recettes employées (ou restant à employer)			Crédits annulés (3)
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12 (2)	
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Impositions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations(4)	752 000,00	753 351,86	0,00	0,00	-1 351,86
7473	Participation Départements	500 000,00	500 000,00	0,00	0,00	0,00
7474	Participation Communes et interco	25 000,00	30 949,00	0,00	0,00	-5 949,00
7475	Group. coll et coll. statut particulier	138 000,00	0,00	0,00	0,00	138 000,00
74788	Autres	89 000,00	222 402,86	0,00	0,00	-133 402,86
75	Autres produits de gestion courante(4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges(4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GESTION DES SERVICES		752 000,00	753 351,86	0,00	0,00	-1 351,86
(A) = (70 + 73 + 731 + 74 + 75 + 013 + 015 + 016 + 017)						

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Recettes justifiées non titrées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Titres émis – Produits rattachés – Restes à réaliser au 31/12.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les départements dits « surfiscalisés » (compte 7321) (5)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

(5) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

III – VOTE	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES - DETAIL PAR ARTICLE	B2

GESTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX – PRODUITS FINANCIERS ET EXCEPTIONNELS – OPERATIONS D'ORDRE

Chap/ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Recettes employées (ou restant à employer)			Crédits annulés (3)
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12 (2)	
76	Produits financiers (B)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (C) (5)	20 000,00	17 676,93	0,00	0,00	2 323,07
7788	Produits exceptionnels divers	20 000,00	17 676,93	0,00	0,00	2 323,07
78	Reprises amortissements et provisions (D) (5)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES = A+B+C+D		772 000,00	771 028,79	0,00	0,00	971,21

042	Opérations ordre transf. entre sections (4)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		0,00	0,00			0,00

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	772 000,00	771 028,79	0,00	0,00	971,21
---	-------------------	-------------------	-------------	-------------	---------------

Pour information R002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1	420 463,32	420 463,32			
--	-------------------	-------------------	--	--	--

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	1 192 463,32	1 191 492,11	0,00	0,00	971,21
--	---------------------	---------------------	-------------	-------------	---------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Recettes justifiées non titrées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Titres émis – Produits rattachés – Restes à réaliser au 31/12.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040.

(5) Hors recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (6)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(6) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE	A1

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux	1 Sécurité	2 Enseignement	3 Culture, jeunesse, sports	4 Prévention médico-sociale
---------	----------------------------------	------------------------	---------------	-------------------	--------------------------------	--------------------------------

INVESTISSEMENT						
REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)						
Dépenses réelles	0	0	0	0	0	0
- Equipements départementaux		0	0	0	0	0
- Equipements non départementaux (c/204)		0	0	0	0	0
- Opérations financières	0					
Dépenses d'ordre	0					
Solde d'exécution reporté de N-1	0					
Total dépenses	0	0	0	0	0	0
Total recettes	0	0	0	0	0	0
Solde d'investissement	0	0	0	0	0	0

RESTES A REALISER au 31/12/N						
Total RAR dépenses	0	0	0	0	0	0
Total RAR recettes	0	0	0	0	0	0
SOLDE RAR investissement	0	0	0	0	0	0

FONCTIONNEMENT						
REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)						
Total dépenses	0	0	0	0	0	0
Total recettes	420 463	0	0	0	0	0
Solde de fonctionnement	420 463	0	0	0	0	0

RESTES A REALISER au 31/12/N						
Total RAR dépenses	0	0	0	0	0	0
Total RAR recettes	0	0	0	0	0	0
SOLDE RAR fonctionnement	0	0	0	0	0	0

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE	A1

Libellé	5 Action sociale (hors RMI, RSA, APA)	5-4 Revenu minimum d'insertion	5-5 Personnes dépendantes (APA)	5-6 Revenu de solidarité active	6 Réseaux et infrastructures	7 Aménagement et environnement	8 Transports	9 Développement économique	TOTAL
---------	--	-----------------------------------	------------------------------------	------------------------------------	---------------------------------	-----------------------------------	-----------------	-------------------------------	-------

INVESTISSEMENT

REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)

Dépenses réelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Equipements départementaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Equipements non départementaux (c/204)	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Opérations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Solde d'exécution reporté de N-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total dépenses	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total recettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Solde d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0

RESTES A REALISER au 31/12/N

Total RAR dépenses	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total RAR recettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOLDE RAR investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0

FONCTIONNEMENT

REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)

Total dépenses	743 847	0	0	0	0	0	0	0	743 847
Total recettes	771 029	0	0	0	0	0	0	0	1 191 492
Solde de fonctionnement	27 182	0	0	0	0	0	0	0	447 645

RESTES A REALISER au 31/12/N

Total RAR dépenses	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total RAR recettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOLDE RAR fonctionnement	0	0	0	0	0	0	0	0	0

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE	A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux	1 Sécurité	2 Enseignement	3 Culture, jeunesse, sports	4 Prévention médico-sociale
----------	---------	----------------------------------	------------------------	---------------	-------------------	--------------------------------	--------------------------------

INVESTISSEMENT							
DEPENSES							
Total dépenses d'investissement		0	0	0	0	0	0
Dépenses réelles		0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		0	0	0	0	0	0
Opérations d'ordre entre section		0	0	0	0	0	0
Opérations patrimoniales		0	0	0	0	0	0
001 Solde d'exécution reporté de N-1		0	0	0	0	0	0

RECETTES							
Total recettes d'investissement		0	0	0	0	0	0
Recettes réelles		0	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		0	0	0	0	0	0
Opérations d'ordre entre section		0	0	0	0	0	0
Opérations patrimoniales		0	0	0	0	0	0
001 Solde d'exécution reporté de N-1		0	0	0	0	0	0

FONCTIONNEMENT							
DEPENSES							
Total dépenses de fonctionnement		0	0	0	0	0	0
Dépenses réelles		0	0	0	0	0	0
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	0	0	0	0	0	0
65111	Famille et enfance	0	0	0	0	0	0
6574	Subv. fonct. asso. personnes privées	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		0	0	0	0	0	0
Opérations d'ordre entre section		0	0	0	0	0	0
Opérations d'ordre à l'intérieur de la section		0	0	0	0	0	0
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		0	0	0	0	0	0

RECETTES							
Total recettes de fonctionnement		420 463	0	0	0	0	0
Recettes réelles		0	0	0	0	0	0
7473	Participation Départements	0	0	0	0	0	0
7474	Participation Communes et interco	0	0	0	0	0	0

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE - PROJET CA 2021 BUDGET 08 FSL - CA (projet de budget) - 2021

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux	1 Sécurité	2 Enseignement	3 Culture, jeunesse, sports	4 Prévention médico-sociale
74788	Autres	0	0	0	0	0	0
7788	Produits exceptionnels divers	0	0	0	0	0	0
<i>Recettes d'ordre</i>		<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Opérations d'ordre entre section</i>		<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Opérations d'ordre à l'intérieur de la section</i>		<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
002	Excédent de fonctionnement reporté de N-1	420 463	0	0	0	0	0

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE	A1

Art. (1)	Libellé	5 Action sociale (hors RMI, RSA, APA)	5-4 Revenu minimum d'insertion	5-5 Personnes dépendantes (APA)	5-6 Revenu de solidarité active	6 Réseaux et infrastructures	7 Aménagement et environnement	8 Transports	9 Développement économique	TOTAL
----------	---------	---	--------------------------------------	---------------------------------------	---------------------------------------	------------------------------------	--------------------------------------	-----------------	----------------------------------	-------

INVESTISSEMENT										
DEPENSES										
Total dépenses d'investissement		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses réelles		0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Dépenses d'ordre</i>		0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Opérations d'ordre entre section</i>		0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Opérations patrimoniales</i>		0	0	0	0	0	0	0	0	0
001 Solde d'exécution reporté de N-1		0	0	0	0	0	0	0	0	0

RECETTES										
Total recettes d'investissement		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes réelles		0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Recettes d'ordre</i>		0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Opérations d'ordre entre section</i>		0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Opérations patrimoniales</i>		0	0	0	0	0	0	0	0	0
001 Solde d'exécution reporté de N-1		0	0	0	0	0	0	0	0	0

FONCTIONNEMENT										
DEPENSES										
Total dépenses de fonctionnement		743 847	0	0	0	0	0	0	0	743 847
Dépenses réelles		743 847	0	0	0	0	0	0	0	743 847
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	146 376	0	0	0	0	0	0	0	146 376
65111	Famille et enfance	358 971	0	0	0	0	0	0	0	358 971
6574	Subv. fonct. asso. personnes privées	238 500	0	0	0	0	0	0	0	238 500
<i>Dépenses d'ordre</i>		0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Opérations d'ordre entre section</i>		0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Opérations d'ordre à l'intérieur de la section</i>		0	0	0	0	0	0	0	0	0
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		0	0	0	0	0	0	0	0	0

RECETTES										
Total recettes de fonctionnement		771 029	0	0	0	0	0	0	0	1 191 492
Recettes réelles		771 029	0	0	0	0	0	0	0	771 029
7473	Participation Départements	500 000	0	0	0	0	0	0	0	500 000

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE - PROJET CA 2021 BUDGET 08 FSL - CA (projet de budget) - 2021

Art. (1)	Libellé	5 Action sociale (hors RMI, RSA, APA)	5-4 Revenu minimum d'insertion	5-5 Personnes dépendantes (APA)	5-6 Revenu de solidarité active	6 Réseaux et infrastructures	7 Aménagement et environnement	8 Transports	9 Développement économique	TOTAL
7474	Participation Communes et interco	30 949	0	0	0	0	0	0	0	30 949
74788	Autres	222 403	0	0	0	0	0	0	0	222 403
7788	Produits exceptionnels divers	17 677	0	0	0	0	0	0	0	17 677
<i>Recettes d'ordre</i>		0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Opérations d'ordre entre section</i>		0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Opérations d'ordre à l'intérieur de la section</i>		0	0	0	0	0	0	0	0	0
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		0	0	0	0	0	0	0	0	420 463

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – OPERATIONS NON VENTILEES	A1/01

SOUS-FONCTION 01 OPERATIONS NON-VENTILABLES (hors RAR et reports)

INVESTISSEMENT

Art. (1)	Libellé	Opérations non ventilables 01
DEPENSES		0,00
Dépenses réelles		0,00
Dépenses d'ordre		0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
RECETTES		0,00
Recettes réelles		0,00
Recettes d'ordre		0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

FONCTIONNEMENT

Art. (1)	Libellé	Opérations non ventilables 01
DEPENSES		0,00
Dépenses réelles		0,00
Dépenses d'ordre		0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00
RECETTES		0,00
Recettes réelles		0,00
Recettes d'ordre		0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1/5

FONCTION 5 – Action sociale (hors RMI, APA et RSA) (hors RAR)

INVESTISSEMENT

Art. (1)	Libellé	50 Services communs	51 Famille et enfance	52 Personnes handicapées
DEPENSES REELLES		0,00	0,00	0,00
	Equipements départementaux	0,00	0,00	0,00
	Equipements non départementaux (c/204)	0,00	0,00	0,00
RECETTES REELLES		0,00	0,00	0,00

FONCTIONNEMENT

Art. (1)	Libellé	50 Services communs	51 Famille et enfance	52 Personnes handicapées
DEPENSES REELLES		0,00	0,00	0,00
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	0,00	0,00	0,00
65111	Famille et enfance	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. asso. personnes privées	0,00	0,00	0,00
RECETTES REELLES		0,00	0,00	0,00
7473	Participation Départements	0,00	0,00	0,00
7474	Participation Communes et interco	0,00	0,00	0,00
74788	Autres	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	0,00	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1/5

FONCTION 5 – Action sociale (hors RMI, APA et RSA)

INVESTISSEMENT

Art. (1)	Libellé	53 Personnes âgées			57 Plan de relance (crise sanitaire)	58 Autres interventions sociales	TOTAL DE LA FONCTION
		531 Forfait autonomie	532 Autres actions de prévention	538 Autres			
DEPENSES REELLES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Equipements départementaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Equipements non départementaux (c/204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES REELLES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FONCTIONNEMENT

Art. (1)	Libellé	53 Personnes âgées			57 Plan de relance (crise sanitaire)	58 Autres interventions sociales	TOTAL DE LA FONCTION
		531 Forfait autonomie	532 Autres actions de prévention	538 Autres			
DEPENSES REELLES		0,00	0,00	0,00	0,00	743 847,06	743 847,06
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	146 375,79	146 375,79
65111	Famille et enfance	0,00	0,00	0,00	0,00	358 971,27	358 971,27
6574	Subv. fonct. asso. personnes privées	0,00	0,00	0,00	0,00	238 500,00	238 500,00
RECETTES REELLES		0,00	0,00	0,00	0,00	771 028,79	771 028,79
7473	Participation Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	500 000,00	500 000,00
7474	Participation Communes et interco	0,00	0,00	0,00	0,00	30 949,00	30 949,00
74788	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	222 402,86	222 402,86
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	0,00	0,00	0,00	17 676,93	17 676,93

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1/5-4

SOUS-FONCTION 5-4 – Revenu minimum d'insertion (hors RAR)

INVESTISSEMENT

Art. (1)	Libellé	541 Insertion sociale	542 Santé	543 Logement	544 Insertion professionnelle
	DEPENSES REELLES	0,00	0,00	0,00	0,00
	Equipements départementaux	0,00	0,00	0,00	0,00
	Equipements non départementaux (c/204)	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES REELLES	0,00	0,00	0,00	0,00

FONCTIONNEMENT

Art. (1)	Libellé	541 Insertion sociale	542 Santé	543 Logement	544 Insertion professionnelle
	DEPENSES REELLES	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES REELLES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1/5-4

SOUS-FONCTION 5-4 – Revenu minimum d'insertion

INVESTISSEMENT

Art. (1)	Libellé	545 Évaluation des dépenses engagées	546 Dépenses de structure	548 Autres dépenses au titre du RMI	TOTAL DE LA SOUS-FONCTION
	DEPENSES REELLES	0,00	0,00	0,00	0,00
	Equipements départementaux	0,00	0,00	0,00	0,00
	Equipements non départementaux (c/204)	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES REELLES	0,00	0,00	0,00	0,00

FONCTIONNEMENT

Art. (1)	Libellé	545 Évaluation des dépenses engagées	546 Dépenses de structure	547 Revenu minimum d'insertion - RMA		548 Autres dépenses au titre du RMI	TOTAL DE LA SOUS-FONCTION
				5471 Revenu minimum d'insertion - Allocations	5472 Revenu minimum d'activité		
	DEPENSES REELLES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES REELLES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1/5-5

SOUS-FONCTION 5-5 – Personnes dépendantes (APA) (hors RAR)

FONCTIONNEMENT

Art. (1)	Libellé	550 Services communs	551 APA à domicile	552 APA versée au bénéficiaire en établisst	553 APA versée à l'établissement	TOTAL DE LA SOUS-FONCTION
	DEPENSES REELLES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES REELLES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1/5-6

SOUS-FONCTION 5-6 – Revenu de solidarité active (hors RAR)

INVESTISSEMENT

Art. (1)	Libellé	561 Insertion sociale	562 Santé	563 Logement	564 Insertion professionnelle
	DEPENSES REELLES	0,00	0,00	0,00	0,00
	Equipements départementaux	0,00	0,00	0,00	0,00
	Equipements non départementaux (c/204)	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES REELLES	0,00	0,00	0,00	0,00

FONCTIONNEMENT

Art. (1)	Libellé	561 Insertion sociale	562 Santé	563 Logement	564 Insertion professionnelle
	DEPENSES REELLES	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES REELLES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1/5-6

SOUS-FONCTION 5-6 – Revenu de solidarité active

INVESTISSEMENT

Art. (1)	Libellé	565 Evaluation des dépenses engagées	566 Dépenses de structure	568 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DE LA SOUS-FONCTION
	DEPENSES REELLES	0,00	0,00	0,00	0,00
	Equipements départementaux	0,00	0,00	0,00	0,00
	Equipements non départementaux (c/204)	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES REELLES	0,00	0,00	0,00	0,00

FONCTIONNEMENT

Art. (1)	Libellé	565 Evaluation des dépenses engagées	566 Dépenses de structure	567 Allocations RSA	568 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DE LA SOUS-FONCTION
	DEPENSES REELLES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES REELLES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	B7.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalizations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		0,00	I 0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		0,00	0,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681 (2)	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		0,00	0,00
10...	<i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i>		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	<i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	B7.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		0,00	0,00
Ressources propres externes de l'année (a)		0,00	0,00
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b)		0,00	0,00
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	0,00
Ressources propres disponibles	0,00
Solde	0,00

(1) Les comptes 169, 26, 27, 28 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 3313-7 du CGCT) – ENTREES	B9.1

ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS (article R. 3313-7 du CGCT)

Modalité et date d'acquisition	Désignation du bien	N°d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (1)
TOTAL GENERAL			0,00	0,00	
Acquisitions à titre onéreux			0,00	0,00	
Acquisitions à titre gratuit			0,00	0,00	
Mise à disposition			0,00	0,00	
Affectation			0,00	0,00	
Mises en concession ou affermage			0,00	0,00	
Divers			0,00	0,00	

(1) Si le bien acquis est amortissable, indiquer la durée d'amortissement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 3313-7 du CGCT) – SORTIES	B9.2

ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS (article R. 3313-7 du CGCT)

Modalités et date de sortie (1)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortissement en années	Cumul amortissements antérieurs à l'exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (2)	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (3)
TOTAL GENERAL							0,00	0,00	
Cessions à titre onéreux							0,00	0,00	
Cessions à titre gratuit							0,00	0,00	
Mise à disposition							0,00	0,00	
Affectation							0,00	0,00	
Mises en concession ou affermage							0,00	0,00	
Mise à la réforme							0,00	0,00	
Divers							0,00	0,00	

(1) Afficher une ligne par cession, qu'elle soit totale ou partielle.

(2) Plus ou moins value = prix de cession - VNC (valeur nette comptable) le jour de la cession.

(3) La VNC au 31/12 est différente de 0 s'il s'agit de cessions partielles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS	B9.3

Pour mémoire

Crédits ouverts (BP + DM)

Chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
--------------	---	------

Produit des cessions

Réalisations

Compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
Compte 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	0,00

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	D4

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	116 952 358,29	74 894 175,99	0,00	42 058 182,30
RECETTES	116 952 358,29	70 938 562,09	0,00	46 013 796,20
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	277 273 131,36	241 537 800,38	0,00	35 735 330,98
RECETTES	277 273 131,36	268 236 458,36	0,00	9 036 673,00

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget)

BUDGET ACCUEIL PROTECTION ENFANCE/ n° SIRET :22430001200107				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	74 900,00	53 416,59	0,00	21 483,41
RECETTES	74 900,00	75 678,89	0,00	-778,89
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	8 269 288,24	8 164 543,32	0,00	104 744,92
RECETTES	8 269 288,24	8 164 901,56	0,00	104 386,68

BUDGET HAUTE LOIRE INGENIERIE/ n° SIRET :22430001200115				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	97 000,00	96 313,50	0,00	686,50
RECETTES	97 000,00	96 313,50	0,00	686,50
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	1 045 510,00	977 702,05	0,00	67 807,95
RECETTES	1 045 510,00	977 702,05	0,00	67 807,95

BUDGET TVA IMMOBILIERE SAUVAGE/ n° SIRET :22430001200131				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	198 914,24	93 853,79	0,00	105 060,45
RECETTES	198 914,24	81 027,00	0,00	117 887,24
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	159 161,73	140 939,07	0,00	18 222,66
RECETTES	159 161,73	142 300,80	0,00	16 860,93

BUDGET TVA IMMOBILIERE VILLAGE DE VACANCES ESTABLES/ n° SIRET :22430001200149				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	409 275,58	263 636,32	0,00	145 639,26
RECETTES	409 275,58	258 595,15	0,00	150 680,43
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	242 600,00	206 688,25	0,00	35 911,75
RECETTES	242 600,00	273 405,00	0,00	-30 805,00

BUDGET FONDS SOLIDARITE LOGEMENT/ n° SIRET :22430001200156				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	1 192 463,32	743 847,06	0,00	448 616,26
RECETTES	1 192 463,32	771 028,79	0,00	421 434,53

(1) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	117 732 448,11	75 401 396,19	0,00	42 331 051,92
RECETTES	117 732 448,11	71 450 176,63	0,00	46 282 271,48
FONCTIONNEMENT				

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
DEPENSES	288 182 154,65	251 771 520,13	0,00	36 410 634,52
RECETTES	288 182 154,65	278 565 796,56	0,00	9 616 358,09

(1) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	D4

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (cf. liste des principales opérations en annexe de la M52) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative ;

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES(après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	117 732 448,11	75 401 396,19	0,00	42 331 051,92
RECETTES	117 732 448,11	71 450 176,63	0,00	46 282 271,48
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	288 182 154,65	251 771 520,13	0,00	36 410 634,52
RECETTES	288 182 154,65	278 565 796,56	0,00	9 616 358,09
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	405 914 602,76	327 172 916,32	0,00	78 741 686,44
TOTAL GENERAL DES RECETTES	405 914 602,76	350 015 973,19	0,00	55 898 629,57

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	E2

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES : Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,

A le

,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) L'assemblée délibérante étant : (indiquer la nature de l'assemblée délibérante : conseil général, conseil syndical, ...).

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL GENERAL - DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 22430001200115

POSTE COMPTABLE : CHEF SGC LE PUY EN VELAY

M 52

Compte administratif (projet de budget)

voté par nature

BUDGET : PROJET CA 2021 BUDGET 04 HLI (3)

ANNEE 2021

(1) Indiquer soit « Département : nom du département », soit le libellé de l'établissement ou du syndicat (exemples : MDPH, libellé du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721- 2 du CGCT...).

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal (du département ou syndicat mixte) ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Pour mémoire : modalités de vote du budget	5
C1 - Exécution du budget de l'exercice - Résultats	6
C2 - Exécution du budget de l'exercice - RAR Dépenses	7
C3 - Exécution du budget de l'exercice - RAR Recettes	8

II - Présentation générale

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget	9
A2 - Equilibre financier du budget - Section d'investissement	10
A3 - Equilibre financier du budget - Section de fonctionnement	11
B1 - Balance générale - Dépenses	12
B2 - Balance générale - Recettes	13

III - Vote

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble - Dépenses / Recettes	14
A1.1 - Equipements départementaux - Dépenses non individualisées en programme	16
A1.2 - Equipements départementaux - Dépenses RMI / RSA	17
A1.3 - Equipements départementaux - Vue d'ensemble des chapitres de programme	18
A1.4 - Equipements départementaux - Chapitres de programme afférent à une autorisation de programme	19
A1.5 - Equipements départementaux - Chapitres de programme non compris dans une autorisation de programme	20
A2 - Equipements non départementaux	21
A3 - Dépenses financières	22
A4.1 - Recettes - Financement des équipements départementaux et non départementaux	23
A4.2 - Recettes - RMI / RSA	24
A4.3 - Recettes financières	25
A5 - Récapitulatif des opérations pour le compte de tiers	26
A6 - Section d'investissement - Opérations d'ordre entre sections	27
A7 - Section d'investissement - Opérations patrimoniales	28
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	29
B1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	31
B2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	33

IV - Annexes

A - Présentation croisée par fonction

A1 - Vue d'ensemble	35
A1/01 - Opérations non ventilées	41
A1/0 - Fonction 0 (sauf 01)	Sans Objet
A1/1 - Fonction 1	Sans Objet
A1/2 - Fonction 2	Sans Objet
A1/3 - Fonction 3	Sans Objet
A1/4 - Fonction 4	Sans Objet
A1/5 - Fonction 5	Sans Objet
A1/6 - Fonction 6	Sans Objet
A1/7 - Fonction 7	42
A1/8 - Fonction 8	Sans Objet
A1/9 - Fonction 9	Sans Objet

B - Eléments du bilan

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées	Sans Objet
B3 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	44
B7.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	45

B8 - Etat présentant le montant des recettes et des dépenses affectées aux services assujettis à la TVA ne faisant pas l'objet d'un budget annexe distinct du budget général	Sans Objet
B9.1 - Variation du patrimoine (article R. 3313-7 du CGCT) - Entrées	46
B9.2 - Variation du patrimoine (article R. 3313-7 du CGCT) - Sorties	47
B9.3 - Etat des opérations liées aux cessions	48
B10.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées	Sans Objet
B10.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties	Sans Objet
B11.1 - Etat des immobilisations - Bâtiments scolaires et administratifs	Sans Objet
B11.2 - Etat des immobilisations - Constructions, installation et agencements (hors bâtiments scolaires)	Sans Objet
B11.3 - Etat des immobilisations - Installations techniques, matériels et outillage	Sans Objet
B11.4 - Etat des immobilisations - Autres immobilisations corporelles	Sans Objet
B11.5 - Etat des immobilisations - Immobilisations incorporelles	Sans Objet
B11.6 - Etat des immobilisations - Participations et créances rattachées à des participations	Sans Objet
B11.7 - Etat des immobilisations - Autres immobilisations financières	Sans Objet
B12 - Etat des travaux en régie	49
B13.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	Sans Objet
B13.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	Sans Objet
C - Engagements hors bilan	
C1.1 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
C1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	Sans Objet
C2 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
C3 - Etat des contrats de PPP	Sans Objet
C4 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
C5 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
C6 - Situation des autorisations de programme	Sans Objet
C7 - Situation des autorisations d'engagement	Sans Objet
C8 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
D - Autres éléments d'information	
D1.1 - Etat du personnel	51
D1.2 - Actions de formation des élus	Sans Objet
D2.1 - Liste des organismes dans lesquels le département a pris un engagement financier	Sans Objet
D2.2 - Liste des concours attribués sous forme de prestations en nature ou de subventions	Sans Objet
D2.3 - Liste des subventions versées par le département aux communes	Sans Objet
D3.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
D3.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
D3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
D3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D4 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	54
D5 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale	Sans Objet
E - Décisions en matière de taux - Arrêté et signatures	
E1 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
E2 - Arrêté et signatures	58

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques			
		Valeurs	Valeurs
Population totale			Nombre de m ² de surface utile de bâtiments (5)
Longueur de la voirie départementale (en km)			Nombre d'organismes de coopération auxquels appartient le département

Informations fiscales (N-2)			
Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par habitant pour le département (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par catégorie (2)
Fiscal	Financier		

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et financier définis à l'article L. 3334-6 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Il s'agit du potentiel financier défini à l'article L. 3334-6-1 pour les départements urbains et R. 3334-3-1 du CGCT pour les départements non urbains. Le potentiel financier moyen par catégorie figure sur la fiche de la répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2.

Informations financières – ratios		Valeurs	Moyennes nationales
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population		
2	Produit des impositions directes/population		
3	Recettes réelles de fonctionnement/population		
4	Dépenses d'équipement brut/population		
5	Encours de dette/population (3) (4)		
6	DGF/population		
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (5)		
8	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital/recettes réelles de fonctionnement (5)		
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (5)		
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (3) (4) (5)		

(3) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31/12/N.

(4) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(5) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
POUR MEMOIRE : MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

POUR MEMOIRE

I – L'Assemblée délibérante a voté le budget :

- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement
 - (2) sans les programmes d'équipement listés en III-A1.3
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement
- (3) sans vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en investissement et en fonctionnement, et, en section d'investissement, sans chapitre de programme.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les programmes d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE – RESULTATS	C1

RESULTATS DE L'EXERCICE

	RESULTAT DE L'EXERCICE N			
	Mandats émis	Titres émis	Reprise résultats exercice antérieur (1)	Résultat ou solde (A) (1)
TOTAL DU BUDGET	1 074 015,55	1 074 015,55	0,00	A1 0,00
Investissement	96 313,50	96 313,50	(2) 0,00	A2 0,00
Dont 1068		0,00		
Fonctionnement	977 702,05	977 702,05	(3) 0,00	A3 0,00

(1) Indiquer le signe – si dépenses>recettes, et + si recettes>dépenses.

(2) Solde d'exécution de N-1 reporté sur la ligne budgétaire 001 du budget. Indiquer le signe – si dépenses>recettes, et + si recettes>dépenses.

(3) Résultat de fonctionnement N-1 reporté sur la ligne budgétaire 002 du budget (diminué de l'affectation au 1068 en N). Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

	RESTES A REALISER N (4)		
	Dépenses	Recettes	Solde (B) (5)
TOTAL des RAR	I+II 0,00	III+IV 0,00	B1 0,00
Investissement	I 0,00	III 0,00	B2 0,00
Fonctionnement	II 0,00	IV 0,00	B3 0,00

(4) A reporter au budget primitif ou au budget supplémentaire N+1.

(5) Indiquer le signe – si dépenses>recettes, et + si recettes>dépenses.

RESULTAT CUMULE = (A)+(B) (6)		
TOTAL	A1+B1	0,00
Investissement	A2+B2	0,00
Fonctionnement	A3+B3	0,00

(6) Si le montant est positif, il s'agit d'un excédent, si le montant est négatif, il s'agit d'un déficit.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap./art (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 0,00
010	Revenu minimum d'insertion	0,00
018	Revenu de solidarité active	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00
20	Immobilisations incorporelles(3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées(3)	0,00
21	Immobilisations corporelles(3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(3)	0,00
23	Immobilisations en cours(3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières(3)	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général(4)	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés(4)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00
65	Autres charges de gestion courante(4)	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles(4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées aux comptes 010 et 018.

(4) Hors dépenses imputées aux comptes 015, 016 et 017.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap./art (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 0,00
010	Revenu minimum d'insertion	0,00
018	Revenu de solidarité active	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement(3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles(3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées(3)	0,00
21	Immobilisations corporelles(3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5) (3)	0,00
23	Immobilisations en cours(3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières(3)	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
731	Impositions directes	0,00
74	Dotations, subventions et participations(4)	0,00
75	Autres produits de gestion courante(4)	0,00
013	Atténuations de charges(4)	0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels(4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées aux comptes 010 et 018.

(4) Hors recettes imputées aux comptes 015, 016 et 017.

II – PRESENTATION GENERALE	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	977 702,05	G	977 702,05
	Section d'investissement	B	96 313,50	H	96 313,50

		+		+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	0,00 (si déficit)	I	0,00 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	0,00 (si déficit)	J	0,00 (si excédent)

		=		=	
TOTAL EXERCICE (réalisations + reports N-1)		= A+B+C+D	1 074 015,55	= G+H+I+J	1 074 015,55

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	0,00	L	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	0,00	= K+L	0,00

RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	977 702,05	= G+I+K	977 702,05
	Section d'investissement	= B+D+F	96 313,50	= H+J+L	96 313,50
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	1 074 015,55	= G+H+I+J+K+L	1 074 015,55

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 3312.9 du CGCT).
 Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 3312-8 du CGCT).

TOTAL DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE

	TOTAL DES MANDATS EMIS			TOTAL DES TITRES EMIS		
	RÉELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL	REELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL
INVESTISSEMENT	89 472,50	6 841,00	96 313,50	84 455,18	11 858,32	96 313,50
FONCTIONNEMENT	965 843,73	11 858,32	977 702,05	970 861,05	6 841,00	977 702,05
TOTAL REALISATIONS DE L'EXERCICE (1)	1 055 316,23	18 699,32	1 074 015,55	1 055 316,23	18 699,32	1 074 015,55

(1) Total des réalisations = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement. Les reports N-1 ne sont pas comptabilisés car ils sont réalisés d'office.

II – PRESENTATION GENERALE	II
EQUILIBRE FINANCIER – INVESTISSEMENT	A2

SECTION D'INVESTISSEMENT – REALISATIONS
(y compris les restes à réaliser N-1)

Chap.	Libellé	Mandats	Titres
010	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00
018	Revenu de solidarité active	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)		40 854,70
16	Emprunts et dettes assimilées (5)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris programmes) (9)	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(9)	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris programmes) (9)	89 472,50	43 600,48
22	Immobilisations reçues en affectation (2) (y compris programmes) (9)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (y compris programmes) (9)	0,00	0,00
Total des réalisations d'équipement		89 472,50	84 455,18
10	Dotations, fonds divers et réserves (7)	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (6) (9)	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (3)	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières(9)	0,00	0,00
Total des réalisations financières		0,00	0,00
45...	Total des opé. pour compte de tiers (4)	0,00	0,00
Total des réalisations réelles en investissement		89 472,50	84 455,18
040	Opérations ordre transf. entre sections (1)	6 841,00	11 858,32
041	Opérations patrimoniales (1)	0,00	0,00
Total des réalisations d'ordre en investissement		6 841,00	11 858,32

TOTAL DES OPERATIONS D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE

TOTAL	I+III	96 313,50	II+IV	96 313,50
--------------	--------------	------------------	--------------	------------------

RESULTATS ANTERIEURS

001 Solde d'Exécution de la section d'investissement N-1 reporté	v	0,00	vi	0,00
1068 Excédents de fonctionnement capitalisés			vii	0,00

TOTAL CUMULE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

TOTAL DE LA SECTION	I+III+V	96 313,50	II+IV+VI+VII	96 313,50
SOLDE D'EXECUTION (recettes – dépenses) (8)			0,00	

(1) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(2) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(2) A servir uniquement lorsque le département effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'il crée.

(3) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en III-A5).

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) En recettes, détail du 138.

(6) En recettes, sauf 1068.

(7) Mettre le signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

(8) Hors dépenses et recettes imputées aux chapitres 010 et 018.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – FONCTIONNEMENT	A3

SECTION DE FONCTIONNEMENT – REALISATIONS
(y compris les restes à réaliser et rattachements N-1)

MANDATS EMIS		TITRES EMIS	
OPERATIONS REELLES ET MIXTES			
011 Charges à caractère général(2)	300 442,84	70 Prod. services, domaine, ventes diverses	244 199,42
012 Charges de personnel et frais assimilés(2)	665 400,22	73 Impôts et taxes (sauf 731)	0,00
		731 Impositions directes	0,00
		74 Dotations, subventions et participations(2)	469 401,42
65 Autres charges de gestion courante (sauf 6586)(2)	0,67	75 Autres produits de gestion courante(2)	195 463,65
6586 Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		
014 Atténuations de produits	0,00	013 Atténuations de charges(2)	50 203,73
015 Revenu minimum d'insertion	0,00	015 Revenu minimum d'insertion	0,00
016 Allocation personnalisée d'autonomie	0,00	016 Allocation personnalisée d'autonomie	0,00
017 Revenu de solidarité active	0,00	017 Revenu de solidarité active	0,00
Total dépenses de gestion des services	965 843,73	Total recettes de gestion des services	959 268,22
66 Charges financières	0,00	76 Produits financiers	0,00
67 Charges exceptionnelles(2)	0,00	77 Produits exceptionnels(2)	11 592,83
68 Dotations amortissements et provisions(2)	0,00	78 Reprises amortissements et provisions (2)	0,00
022 Dépenses imprévues	0,00		
TOTAL DEPENSES REELLES ET MIXTES	I 965 843,73	TOTAL RECETTES REELLES ET MIXTES	II 970 861,05

OPERATIONS D'ORDRE (2)			
042 Opérations ordre transf. entre sections	11 858,32	042 Opérations ordre transf. entre sections	6 841,00
043 Opérations ordre intérieur de la section	0,00	043 Opérations ordre intérieur de la section	0,00
TOTAL DEPENSES D'ORDRE	III 11 858,32	TOTAL RECETTES D'ORDRE	IV 6 841,00

TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE	I+III	977 702,05	TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE	II+IV	977 702,05
---	--------------	-------------------	---	--------------	-------------------

RESULTAT REPORTE DE N-1					
002 Résultat de fonctionnement reporté	V	0,00	002 Résultat de fonctionnement reporté	VI	0,00

TOTAL DES DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	I+III+V	977 702,05	TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	II+IV+VI	977 702,05
---	----------------	-------------------	---	-----------------	-------------------

SOLDE D'EXECUTION (recettes – dépenses) (1)	0,00
--	-------------

(1) Mettre le signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

(2) Hors dépenses et recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

II – PRESENTATION GENERALE	II
BALANCE GENERALE – DEPENSES	B1

MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement(7)	0,00	6 841,00	6 841,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(5) 0,00		0,00
	Total des programmes d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (7)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (7)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles(3) (7)	89 472,50	0,00	89 472,50
22	Immobilisations reçues en affectation(3) (7)	(6) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(3) (7)	0,00	0,00	0,00
010	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00
018	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières(7)	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		0,00	0,00
45	Total des opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
Dépenses d'investissement –Total		89 472,50	6 841,00	96 313,50

Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté	0.00
---	-------------

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
011	Charges à caractère général(8)	300 442,84		300 442,84
012	Charges de personnel et frais assimilés(8)	665 400,22		665 400,22
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00		0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00		0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante(sauf 6586) (8)	0,67	0,00	0,67
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles(8)	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions(8)	0,00	11 858,32	11 858,32
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement –Total		965 843,73	11 858,32	977 702,05

Pour information D 002 Résultat négatif reporté	0.00
--	-------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaire.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 52.

(3) Hors chapitres programmes.

(4) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en III-A5).

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le département effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(6) A utiliser uniquement dans le cas où le département effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(7) Hors dépenses imputées aux chapitres 010 et 018.

(8) Hors dépenses imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

II – PRESENTATION GENERALE	II
BALANCE GENERALE – RECETTES	B2

TITRES EMIS (y compris les restes à réaliser sur N-1)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement(6)	40 854,70	0,00	40 854,70
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(4) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles(6)	43 600,48	0,00	43 600,48
22	Immobilisations reçues en affectation(6)	(5) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(6)	0,00	0,00	0,00
010	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00
018	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières(6)	0,00	0,00	0,00
3...	<i>Stocks et en-cours</i>		0,00	0,00
19	<i>Neutral. et régul. d'opérations</i>		0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations</i>		11 858,32	11 858,32
45	Opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à rép. sur plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
Recettes d'investissement –Total		84 455,18	11 858,32	96 313,50

1068 Excédent de fonctionnement capitalisé N-1	0,00
---	-------------

Pour information R001 Solde d'exécution positif reporté	0,00
--	-------------

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
013	Atténuations de charges(7)	50 203,73		50 203,73
015	Revenu minimum d'insertion	0,00		0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00		0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks</i>		0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	244 199,42		244 199,42
71	<i>Production stockée (ou déstockage)</i>		0,00	0,00
72	<i>Production immobilisée</i>		0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Impositions directes	0,00		0,00
74	Dotations, subventions et participations(7)	469 401,42		469 401,42
75	Autres produits d'activités(7)	195 463,65	0,00	195 463,65
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels(7)	11 592,83	6 841,00	18 433,83
78	Reprise sur amortissements et provisions(7)	0,00	0,00	0,00
79	<i>Transferts de charges</i>		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement –Total		970 861,05	6 841,00	977 702,05

Pour information R002 Résultat positif reporté	0,00
---	-------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaire.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 52.

(3) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en III-A5).

(4) A utiliser uniquement dans le cas où le département effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le département effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(6) Hors recettes imputées aux chapitres 010 et 018.

(7) Hors recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A

DEPENSES

Nature	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits annulés (2)	Pour information réalisations gérées dans le cadre d'une AP	Pour information réalisations gérées hors AP
DEPENSES D'INVESTISSEMENT - TOTAL	97 000,00	96 313,50	0,00	686,50	0,00	96 313,50
Dépenses des équipements départementaux (total) (détail de III-A1.1 à III-A1.5)	90 000,00	89 472,50	0,00	527,50	0,00	89 472,50
- Non individualisées en programmes d'équipement (détail en III-A1.1)	90 000,00	89 472,50	0,00	527,50	0,00	89 472,50
- Individualisées en programmes d'équipement (liste des programmes en III-A1.3, détail en III-A1.4 et en III A1.5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- 010 Revenu minimum d'insertion (détail en III-A1.2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- 018 Revenu de solidarité active (détail en III-A1.2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses des équipements non départementaux (détail en III-A2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses financières (détail en III-A3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers (détail en III-A5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<i>040 Opérations ordre transf. entre sections (détail en III-A6)</i>	<i>7 000,00</i>	<i>6 841,00</i>		<i>159,00</i>		<i>6 841,00</i>
<i>041 Opérations patrimoniales (détail en III-A7)</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>		<i>0,00</i>		<i>0,00</i>

Pour information : D001 Solde d'exécution négatif reporté	0,00					
---	------	--	--	--	--	--

Total des dépenses d'investissement cumulées	97 000,00	96 313,50	0,00	686,50	0,00	96 313,50
---	------------------	------------------	-------------	---------------	-------------	------------------

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A

RECETTES

Nature	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits annulés (2)
RECETTES D'INVESTISSEMENT - TOTAL	97 000,00	96 313,50	0,00	686,50
Recettes d'équipements départementaux et non départementaux (détail en III-A4.1)	85 000,00	84 455,18	0,00	544,82
010 Revenu minimum d'insertion (détail en III-A4.2)	0,00	0,00	0,00	0,00
018 Revenu de solidarité active (détail en III-A4.2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers (détail en III-A5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes financières (détail en III-A4.3)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 Opérations ordre transf. entre sections (détail en III-A6)	12 000,00	11 858,32		141,68
041 Opérations patrimoniales (détail en III-A7)	0,00	0,00		0,00
021 Virement de la section de fonctionnement (3)	0,00			
Pour information : R001 Solde d'exécution positif reporté	0,00			
Total des recettes d'investissement cumulées	97 000,00	96 313,50	0,00	686,50

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisations).

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT Equipements départementaux – Dépenses non individualisées	A1.1

DEPENSES NON INDIVIDUALISEES EN PROGRAMMES D'EQUIPEMENT (hors RMI et RSA)

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Pour information	
						Réalizations gérées dans le cadre d'une AP	Réalizations gérées hors AP
TOTAL		90 000,00	89 472,50	0,00	527,50	0,00	89 472,50
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	90 000,00	89 472,50	0,00	527,50	0,00	89 472,50
2157	Matériel et outillage technique	90 000,00	89 472,50	0,00	527,50	0,00	89 472,50
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT Equipements départementaux – RMI / RSA - Dépenses	A1.2

RMI DEPENSES

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Pour information	
						Réalizations gérées dans le cadre d'une AP	Réalizations gérées hors AP
010	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

RSA DEPENSES

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Pour information	
						Réalizations gérées dans le cadre d'une AP	Réalizations gérées hors AP
018	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III - VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT	
VUE D'ENSEMBLE DES CHAPITRES DE PROGRAMMES D'EQUIPEMENT DEPARTEMENTAUX	A1.3

Vue d'ensemble des chapitres de programmes d'équipement départementaux (1)

N° progr.	Libellé du programme	N° AP (2)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations	Pour information	
								Réalizations gérées dans le cadre d'une AP	Réalizations gérées hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Le détail des programmes d'équipement afférents ou non à une AP sont présentés individuellement en détail en III-A1.4 et en III-A1.5.

(2) Colonne à renseigner uniquement lorsque le programme d'équipement est afférent à une AP.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – DETAIL PAR PROGRAMME	A1.4

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – DETAIL PAR PROGRAMME	A1.5

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX – DEPENSES	A2

**EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX
SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT A VERSER (hors RMI et RSA)**

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits annulés (4)
204	Subventions d'équipement versées (2)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses relatives au compte 204 sauf celles relatives au RMI et au RSA (voir état III-A1.2).

(3) Dépenses engagées non mandatées.

(4) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES FINANCIERES	A3

Dépenses financières

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)
DEPENSES TOTALES		0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES D'EQUIPEMENT	A4.1

RECETTES D'EQUIPEMENT – Détail des chapitres
 Financement des équipements départementaux et non départementaux (hors RMI et RSA)

Chap./art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits annulés (4)
TOTAL		85 000,00	84 455,18	0,00	544,82
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	40 000,00	40 854,70	0,00	-854,70
1313	Subv. transf. Départements	40 000,00	40 854,70	0,00	-854,70
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (2)	45 000,00	43 600,48	0,00	1 399,52
2157	Matériel et outillage technique	45 000,00	43 600,48	0,00	1 399,52
22	Immobilisations reçues en affectation (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (2)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Recettes justifiées non titrées.

(4) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES RMI/RSA	A4.2

RECETTES RMI

Chap./art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)
010	Revenu minimum d'insertion	0.00	0.00	0.00	0.00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Recettes justifiées non titrées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

RECETTES RSA

Chap./art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)
018	Revenu de solidarité active	0.00	0.00	0.00	0.00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Recettes justifiées non titrées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES FINANCIERES	A4.3

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)
	TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Recettes justifiées non titrées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS	A5

RECAPITULATIF DES OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS (1)

Chap.	Libellé	Eléments afférents à l'exercice				Cumul des réalisations (4)
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations Mandats/Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	
	TOTAL DEPENSES (5) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL RECETTES (5) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Voir le détail des opérations pour compte de tiers en annexe en IV-B5.

(2) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12. A la clôture de l'opération, les crédits ouverts non consommés sont automatiquement annulés. En cas de déficit, le solde s'obtient par l'inscription d'une recette à la rubrique « Financement par le département ».

(4) Ensemble des réalisations au 31/12.

(5) Les recettes sont égales aux dépenses de chaque opération sous mandat. Pour les opérations gérées sur plusieurs années, l'opération peut être déséquilibrée au titre d'un exercice. Toutefois cette opération doit être équilibrée à sa clôture.

(6) Présenter une ligne par opération pour compte de tiers.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	A6

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations Mandats/Titres émis	Crédits annulés (3)
040	DEPENSES (2)	7 000,00	6 841,00	159,00
13913	Sub. transf cpte résult. Départements	7 000,00	6 841,00	159,00
040	RECETTES (2)	12 000,00	11 858,32	141,68
28157	Matériel et outillage techniques	12 000,00	11 858,32	141,68

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS PATRIMONIALES	A7

Chap. / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Mandats/Titres émis	Crédits annulés (3)
<i>041</i>	<i>DEPENSES (2)</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
<i>041</i>	<i>RECETTES (2)</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Les dépenses sont égales aux recettes.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations.

III – VOTE	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)	Pour information dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information dépenses gérées hors AE
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (1)			
DEPENSES DE L'EXERCICE(Détail en III-B1)		1 045 510,00	964 781,07	12 920,98	0,00	67 807,95	0,00	977 702,05
011	Charges à caractère général (4)	332 000,00	287 521,86	12 920,98	0,00	31 557,16	0,00	300 442,84
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	700 000,00	665 400,22	0,00	0,00	34 599,78		665 400,22
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	1 510,00	0,67	0,00	0,00	1 509,33	0,00	0,67
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges exceptionnelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations amortissements et provisions (4)	0,00	0,00			0,00		0,00
022	Dépenses imprévues (3)	0,00						
023	Virement à la section d'investissement (3)	0,00						
042	Opérations ordre transf. entre sections	12 000,00	11 858,32			141,68		11 858,32
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	0,00			0,00		0,00

Pour information :	0,00							
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1								

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	1 045 510,00	964 781,07	12 920,98	0,00	67 807,95	0,00	977 702,05
--	---------------------	-------------------	------------------	-------------	------------------	-------------	-------------------

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Mandats émis – Charges rattachées – Restes à réaliser au 31/12.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de mandats (opérations sans réalisations).

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

III – VOTE	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	B

RECETTES

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Recettes employées (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12 (1)	
RECETTES DE L'EXERCICE(Détail en III-B2)		1 045 510,00	965 338,05	12 364,00	0,00	67 807,95
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	249 000,00	244 199,42	0,00	0,00	4 800,58
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Impositions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations (3)	383 500,00	469 401,42	0,00	0,00	-85 901,42
75	Autres produits de gestion courante (3)	356 010,00	195 463,65	0,00	0,00	160 546,35
013	Atténuations de charges (3)	50 000,00	37 839,73	12 364,00	0,00	-203,73
015	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (3)	0,00	11 592,83	0,00	0,00	-11 592,83
78	Reprises amortissements et provisions (3)	0,00	0,00			0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections	7 000,00	6 841,00			159,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	0,00			0,00

Pour information :	0,00				
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1					

Total des recettes de fonctionnement cumulées	1 045 510,00	965 338,05	12 364,00	0,00	67 807,95
--	---------------------	-------------------	------------------	-------------	------------------

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Titres émis – Produits rattachés – Restes à réaliser au 31/12.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

III – VOTE							III	
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES - DETAIL PAR ARTICLE							B1	
OPERATIONS REELLES - GESTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX								
Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (3)	Pour information	
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)		Dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Dépenses gérées hors AE
011	Charges à caractère général(4)	332 000,00	287 521,86	12 920,98	0,00	31 557,16	0,00	300 442,84
6042	Achats de prestations de services	13 200,00	13 158,20	0,00	0,00	41,80		
60636	Vêtements de travail	800,00	796,81	0,00	0,00	3,19		
6068	Autres matières et fournitures	18 000,00	17 669,33	0,00	0,00	330,67		
61558	Entretien autres biens mobiliers	9 798,00	4 797,73	4 793,03	0,00	207,24		
6182	Documentation générale et technique	500,00	379,07	0,00	0,00	120,93		
6184	Versements à des organismes de formation	23 000,00	8 502,73	3 153,12	0,00	11 344,15		
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	300,00	246,99	0,00	0,00	53,01		
62268	Autres honoraires, conseils	2 540,00	2 539,91	0,00	0,00	0,09		
6241	Transports de biens	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00		
6251	Voyages, déplacements et missions	9 000,00	7 495,84	0,00	0,00	1 504,16		
62871	Remb. frais à la collectivité de rattach	65 700,00	50 258,12	0,00	0,00	15 441,88		
6288	Autres services extérieurs	188 662,00	181 677,13	4 974,83	0,00	2 010,04		
012	Charges de personnel et frais assimilés (2) (4)	700 000,00	665 400,22	0,00	0,00	34 599,78		665 400,22
6331	Versement mobilité	2 850,00	2 823,12	0,00	0,00	26,88		
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	2 400,00	1 764,40	0,00	0,00	635,60		
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	3 200,00	3 176,01	0,00	0,00	23,99		
64111	Rémunération principale titulaires	413 200,00	401 377,66	0,00	0,00	11 822,34		
64112	SFT, indemnité résidence	10 000,00	7 912,59	0,00	0,00	2 087,41		
64113	NBI	4 300,00	4 217,40	0,00	0,00	82,60		
64118	Autres indemnités titulaires	14 850,00	6 712,88	0,00	0,00	8 137,12		
64131	Rémunérations non tit.	70 000,00	69 839,43	0,00	0,00	160,57		
6417	Rémunérations des apprentis	4 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00		
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	70 700,00	63 897,99	0,00	0,00	6 802,01		
6453	Cotisations aux caisses de retraites	101 000,00	100 964,57	0,00	0,00	35,43		
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	3 500,00	2 714,17	0,00	0,00	785,83		
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	1 510,00	0,67	0,00	0,00	1 509,33	0,00	0,67
65111	Famille et enfance	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00		
65888	Autres	10,00	0,67	0,00	0,00	9,33		
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
TOTAL DES DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (A)= (011+012+014+015+016+017+65+6586)		1 033 510,00	952 922,75	12 920,98	0,00	67 666,27	0,00	965 843,73

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Mandats émis – Charges rattachées – Restes à réaliser au 31/12.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

III – VOTE	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES - DETAIL PAR ARTICLE	B1

GESTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX – CHARGES FINANCIERES ET EXCEPTIONNELLES – OPERATIONS D'ORDRE

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (3)	Pour information	
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)		Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Crédits gérés hors AE
66	Charges financières (B)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges exceptionnelles (C) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations amortissements et provisions (D) (5)	0,00	0,00			0,00		0,00
022	Dépenses imprévues (E)	0,00						
TOTAL DES DEPENSES REELLES = A+B+C+D+E		1 033 510,00	952 922,75	12 920,98	0,00	67 666,27	0,00	965 843,73

023	Virement à la section d'investissement	0,00						
042	Opérations ordre transf. entre sections (4)	12 000,00	11 858,32			141,68		11 858,32
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	12 000,00	11 858,32			141,68		11 858,32
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE (= prélèvement issu de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement)		12 000,00	11 858,32			141,68		11 858,32

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	1 045 510,00	964 781,07	12 920,98	0,00	67 807,95	0,00	977 702,05
---	---------------------	-------------------	------------------	-------------	------------------	-------------	-------------------

Pour information D002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1	0,00	0,00					
---	------	------	--	--	--	--	--

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	1 045 510,00	964 781,07	12 920,98	0,00	67 807,95	0,00	977 702,05
--	---------------------	-------------------	------------------	-------------	------------------	-------------	-------------------

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
 (2) Dépenses engagées non mandatées.
 (3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Mandats émis – Charges rattachées – Restes à réaliser au 31/12.
 (4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040*.
 (5) Hors dépenses imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

Pour information : détail du calcul des ICNE au compte 66112 (6)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

- (6) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES - DETAIL PAR ARTICLE	B2

GESTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX

Chap/ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Recettes employées (ou restant à employer)			Crédits annulés (3)
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12 (2)	
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	249 000,00	244 199,42	0,00	0,00	4 800,58
7068	Autres redevances et droits	249 000,00	244 199,42	0,00	0,00	4 800,58
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Impositions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations(4)	383 500,00	469 401,42	0,00	0,00	-85 901,42
74718	Autres participations Etat	3 500,00	11 157,16	0,00	0,00	-7 657,16
7475	Group. coll et coll. statut particulier	380 000,00	458 244,26	0,00	0,00	-78 244,26
75	Autres produits de gestion courante(4)	356 010,00	195 463,65	0,00	0,00	160 546,35
75822	Prise en charge déficit budget annexe	356 000,00	195 462,23	0,00	0,00	160 537,77
7588	Autres produits divers gestion courante	10,00	1,42	0,00	0,00	8,58
013	Atténuations de charges(4)	50 000,00	37 839,73	12 364,00	0,00	-203,73
6419	Remboursements rémunérations personnel	39 300,00	29 282,12	9 593,00	0,00	424,88
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	10 700,00	8 557,61	2 771,00	0,00	-628,61
015	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GESTION DES SERVICES		1 038 510,00	946 904,22	12 364,00	0,00	79 241,78
(A) = (70 + 73 + 731 + 74 + 75 + 013 + 015 + 016 + 017)						

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
 (2) Recettes justifiées non titrées.
 (3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Titres émis – Produits rattachés – Restes à réaliser au 31/12.
 (4) Hors recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les départements dits « surfiscalisés » (compte 7321) (5)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

- (5) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

III – VOTE	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES - DETAIL PAR ARTICLE	B2

GESTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX – PRODUITS FINANCIERS ET EXCEPTIONNELS – OPERATIONS D'ORDRE

Chap/ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Recettes employées (ou restant à employer)			Crédits annulés (3)
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12 (2)	
76	Produits financiers (B)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (C) (5)	0,00	11 592,83	0,00	0,00	-11 592,83
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	11 592,83	0,00	0,00	-11 592,83
78	Reprises amortissements et provisions (D) (5)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES = A+B+C+D		1 038 510,00	958 497,05	12 364,00	0,00	67 648,95

042	Opérations ordre transf. entre sections (4)	7 000,00	6 841,00			159,00
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	7 000,00	6 841,00			159,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		7 000,00	6 841,00			159,00

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	1 045 510,00	965 338,05	12 364,00	0,00	67 807,95
---	---------------------	-------------------	------------------	-------------	------------------

Pour information R002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1	0,00	0,00			
--	-------------	-------------	--	--	--

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	1 045 510,00	965 338,05	12 364,00	0,00	67 807,95
--	---------------------	-------------------	------------------	-------------	------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Recettes justifiées non titrées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Titres émis – Produits rattachés – Restes à réaliser au 31/12.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040*.

(5) Hors recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (6)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(6) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE	A1

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux	1 Sécurité	2 Enseignement	3 Culture, jeunesse, sports	4 Prévention médico-sociale
---------	----------------------------------	------------------------	---------------	-------------------	--------------------------------	--------------------------------

INVESTISSEMENT						
REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)						
Dépenses réelles	0	0	0	0	0	0
- Equipements départementaux		0	0	0	0	0
- Equipements non départementaux (c/204)		0	0	0	0	0
- Opérations financières	0					
Dépenses d'ordre	6 841					
Solde d'exécution reporté de N-1	0					
Total dépenses	6 841	0	0	0	0	0
Total recettes	11 858	0	0	0	0	0
Solde d'investissement	5 017	0	0	0	0	0

RESTES A REALISER au 31/12/N						
Total RAR dépenses	0	0	0	0	0	0
Total RAR recettes	0	0	0	0	0	0
SOLDE RAR investissement	0	0	0	0	0	0

FONCTIONNEMENT						
REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)						
Total dépenses	11 858	0	0	0	0	0
Total recettes	6 841	0	0	0	0	0
Solde de fonctionnement	-5 017	0	0	0	0	0

RESTES A REALISER au 31/12/N						
Total RAR dépenses	0	0	0	0	0	0
Total RAR recettes	0	0	0	0	0	0
SOLDE RAR fonctionnement	0	0	0	0	0	0

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE	A1

Libellé	5 Action sociale (hors RMI, RSA, APA)	5-4 Revenu minimum d'insertion	5-5 Personnes dépendantes (APA)	5-6 Revenu de solidarité active	6 Réseaux et infrastructures	7 Aménagement et environnement	8 Transports	9 Développement économique	TOTAL
---------	--	-----------------------------------	------------------------------------	------------------------------------	---------------------------------	-----------------------------------	-----------------	-------------------------------	-------

INVESTISSEMENT

REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)

Dépenses réelles	0	0	0	0	0	89 473	0	0	89 473
- Equipements départementaux	0	0	0	0	0	89 473	0	0	89 473
- Equipements non départementaux (c/204)	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Opérations financières									
Dépenses d'ordre									6 841
Solde d'exécution reporté de N-1									0
Total dépenses	0	0	0	0	0	89 473	0	0	96 314
Total recettes	0	0	0	0	0	84 455	0	0	96 314
Solde d'investissement	0	0	0	0	0	-5 017	0	0	0

RESTES A REALISER au 31/12/N

Total RAR dépenses	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total RAR recettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOLDE RAR investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0

FONCTIONNEMENT

REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)

Total dépenses	0	0	0	0	0	952 686	0	13 158	977 702
Total recettes	0	0	0	0	0	970 861	0	0	977 702
Solde de fonctionnement	0	0	0	0	0	18 176	0	-13 158	0

RESTES A REALISER au 31/12/N

Total RAR dépenses	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total RAR recettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOLDE RAR fonctionnement	0	0	0	0	0	0	0	0	0

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE	A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux	1 Sécurité	2 Enseignement	3 Culture, jeunesse, sports	4 Prévention médico-sociale
----------	---------	----------------------------------	------------------------	---------------	-------------------	--------------------------------	--------------------------------

INVESTISSEMENT							
DEPENSES							
Total dépenses d'investissement		6 841	0	0	0	0	0
Dépenses réelles		0	0	0	0	0	0
2157	Matériel et outillage technique	0	0	0	0	0	0
<i>Dépenses d'ordre</i>		<i>6 841</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Opérations d'ordre entre section</i>		<i>6 841</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
13913	<i>Sub. transf. cpté résult. Départements</i>	<i>6 841</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Opérations patrimoniales</i>		<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
001 Solde d'exécution reporté de N-1		0	0	0	0	0	0

RECETTES							
Total recettes d'investissement		11 858	0	0	0	0	0
Recettes réelles		0	0	0	0	0	0
1313	Subv. transf. Départements	0	0	0	0	0	0
2157	Matériel et outillage technique	0	0	0	0	0	0
<i>Recettes d'ordre</i>		<i>11 858</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Opérations d'ordre entre section</i>		<i>11 858</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
28157	<i>Matériel et outillage techniques</i>	<i>11 858</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Opérations patrimoniales</i>		<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
001 Solde d'exécution reporté de N-1		0	0	0	0	0	0

FONCTIONNEMENT							
DEPENSES							
Total dépenses de fonctionnement		11 858	0	0	0	0	0
Dépenses réelles		0	0	0	0	0	0
6042	Achats de prestations de services	0	0	0	0	0	0
60636	Vêtements de travail	0	0	0	0	0	0
6068	Autres matières et fournitures	0	0	0	0	0	0
61558	Entretien autres biens mobiliers	0	0	0	0	0	0
6182	Documentation générale et technique	0	0	0	0	0	0
6184	Versements à des organismes de formation	0	0	0	0	0	0
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	0	0	0	0	0	0
62268	Autres honoraires, conseils	0	0	0	0	0	0
6251	Voyages, déplacements et missions	0	0	0	0	0	0

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE - PROJET CA 2021 BUDGET 04 HLI - CA (projet de budget) - 2021

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux	1 Sécurité	2 Enseignement	3 Culture, jeunesse, sports	4 Prévention médico-sociale
62871	Remb. frais à la collectivité de rattach	0	0	0	0	0	0
6288	Autres services extérieurs	0	0	0	0	0	0
6331	Versement mobilité	0	0	0	0	0	0
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0	0	0	0	0	0
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0	0	0	0	0	0
64111	Rémunération principale titulaires	0	0	0	0	0	0
64112	SFT, indemnité résidence	0	0	0	0	0	0
64113	NBI	0	0	0	0	0	0
64118	Autres indemnités titulaires	0	0	0	0	0	0
64131	Rémunérations non tit.	0	0	0	0	0	0
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0	0	0	0	0	0
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0	0	0	0	0	0
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0	0	0	0	0	0
65888	Autres	0	0	0	0	0	0
<i>Dépenses d'ordre</i>		11 858	0	0	0	0	0
<i>Opérations d'ordre entre section</i>		11 858	0	0	0	0	0
6811	<i>Dot. amort. et prov. Immos incorporelles</i>	11 858	0	0	0	0	0
<i>Opérations d'ordre à l'intérieur de la section</i>		0	0	0	0	0	0
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		0	0	0	0	0	0

RECETTES							
Total recettes de fonctionnement		6 841	0	0	0	0	0
Recettes réelles							
6419	Remboursements rémunérations personnel	0	0	0	0	0	0
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	0	0	0	0	0	0
7068	Autres redevances et droits	0	0	0	0	0	0
74718	Autres participations Etat	0	0	0	0	0	0
7475	Group. coll et coll. statut particulier	0	0	0	0	0	0
75822	Prise en charge déficit budget annexe	0	0	0	0	0	0
7588	Autres produits divers gestion courante	0	0	0	0	0	0
7788	Produits exceptionnels divers	0	0	0	0	0	0
<i>Recettes d'ordre</i>		6 841	0	0	0	0	0
<i>Opérations d'ordre entre section</i>		6 841	0	0	0	0	0
777	<i>Quote-part subv invest transf cpte résul</i>	6 841	0	0	0	0	0
<i>Opérations d'ordre à l'intérieur de la section</i>		0	0	0	0	0	0
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		0	0	0	0	0	0

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE	A1

Art. (1)	Libellé	5 Action sociale (hors RMI, RSA, APA)	5-4 Revenu minimum d'insertion	5-5 Personnes dépendantes (APA)	5-6 Revenu de solidarité active	6 Réseaux et infrastructures	7 Aménagement et environnement	8 Transports	9 Développement économique	TOTAL
----------	---------	---	--------------------------------------	---------------------------------------	---------------------------------------	------------------------------------	--------------------------------------	-----------------	----------------------------------	-------

INVESTISSEMENT
DEPENSES

Total dépenses d'investissement		0	0	0	0	0	89 473	0	0	96 314
Dépenses réelles		0	0	0	0	0	89 473	0	0	89 473
2157	Matériel et outillage technique	0	0	0	0	0	89 473	0	0	89 473
<i>Dépenses d'ordre</i>		0	0	0	0	0	0	0	0	6 841
<i>Opérations d'ordre entre section</i>		0	0	0	0	0	0	0	0	6 841
13913	Sub. transf. cpté résult. Départements	0	0	0	0	0	0	0	0	6 841
<i>Opérations patrimoniales</i>		0	0	0	0	0	0	0	0	0
001	Solde d'exécution reporté de N-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0

RECETTES

Total recettes d'investissement		0	0	0	0	0	84 455	0	0	96 314
Recettes réelles		0	0	0	0	0	84 455	0	0	84 455
1313	Subv. transf. Départements	0	0	0	0	0	40 855	0	0	40 855
2157	Matériel et outillage technique	0	0	0	0	0	43 600	0	0	43 600
<i>Recettes d'ordre</i>		0	0	0	0	0	0	0	0	11 858
<i>Opérations d'ordre entre section</i>		0	0	0	0	0	0	0	0	11 858
28157	Matériel et outillage techniques	0	0	0	0	0	0	0	0	11 858
<i>Opérations patrimoniales</i>		0	0	0	0	0	0	0	0	0
001	Solde d'exécution reporté de N-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0

FONCTIONNEMENT
DEPENSES

Total dépenses de fonctionnement		0	0	0	0	0	952 686	0	13 158	977 702
Dépenses réelles		0	0	0	0	0	952 686	0	13 158	965 844
6042	Achats de prestations de services	0	0	0	0	0	0	0	13 158	13 158
60636	Vêtements de travail	0	0	0	0	0	797	0	0	797
6068	Autres matières et fournitures	0	0	0	0	0	17 669	0	0	17 669
61558	Entretien autres biens mobiliers	0	0	0	0	0	9 591	0	0	9 591
6182	Documentation générale et technique	0	0	0	0	0	379	0	0	379
6184	Versements à des organismes de formation	0	0	0	0	0	11 656	0	0	11 656
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	0	0	0	0	0	247	0	0	247

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE - PROJET CA 2021 BUDGET 04 HLI - CA (projet de budget) - 2021

Art. (1)	Libellé	5 Action sociale (hors RMI, RSA, APA)	5-4 Revenu minimum d'insertion	5-5 Personnes dépendantes (APA)	5-6 Revenu de solidarité active	6 Réseaux et infrastructures	7 Aménagement et environnement	8 Transports	9 Développement économique	TOTAL
62268	Autres honoraires, conseils	0	0	0	0	0	2 540	0	0	2 540
6251	Voyages, déplacements et missions	0	0	0	0	0	7 496	0	0	7 496
62871	Remb. frais à la collectivité de rattach	0	0	0	0	0	50 258	0	0	50 258
6288	Autres services extérieurs	0	0	0	0	0	186 652	0	0	186 652
6331	Versement mobilité	0	0	0	0	0	2 823	0	0	2 823
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0	0	0	0	0	1 764	0	0	1 764
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0	0	0	0	0	3 176	0	0	3 176
64111	Rémunération principale titulaires	0	0	0	0	0	401 378	0	0	401 378
64112	SFT, indemnité résidence	0	0	0	0	0	7 913	0	0	7 913
64113	NBI	0	0	0	0	0	4 217	0	0	4 217
64118	Autres indemnités titulaires	0	0	0	0	0	6 713	0	0	6 713
64131	Rémunérations non tit.	0	0	0	0	0	69 839	0	0	69 839
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0	0	0	0	0	63 898	0	0	63 898
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0	0	0	0	0	100 965	0	0	100 965
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0	0	0	0	0	2 714	0	0	2 714
65888	Autres	0	0	0	0	0	1	0	0	1
<i>Dépenses d'ordre</i>		0	0	0	0	0	0	0	0	11 858
<i>Opérations d'ordre entre section</i>		0	0	0	0	0	0	0	0	11 858
6811	<i>Dot. amort. et prov. Immos incorporelles</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	11 858
<i>Opérations d'ordre à l'intérieur de la section</i>		0	0	0	0	0	0	0	0	0
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		0	0	0	0	0	0	0	0	0

RECETTES										
Total recettes de fonctionnement		0	0	0	0	0	970 861	0	0	977 702
Recettes réelles		0	0	0	0	0	970 861	0	0	970 861
6419	Remboursements rémunérations personnel	0	0	0	0	0	38 875	0	0	38 875
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	0	0	0	0	0	11 329	0	0	11 329
7068	Autres redevances et droits	0	0	0	0	0	244 199	0	0	244 199
74718	Autres participations Etat	0	0	0	0	0	11 157	0	0	11 157
7475	Group. coll et coll. statut particulier	0	0	0	0	0	458 244	0	0	458 244
75822	Prise en charge déficit budget annexe	0	0	0	0	0	195 462	0	0	195 462
7588	Autres produits divers gestion courante	0	0	0	0	0	1	0	0	1
7788	Produits exceptionnels divers	0	0	0	0	0	11 593	0	0	11 593
<i>Recettes d'ordre</i>		0	0	0	0	0	0	0	0	6 841
<i>Opérations d'ordre entre section</i>		0	0	0	0	0	0	0	0	6 841
777	<i>Quote-part subv invest transf cpte résul</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	6 841
<i>Opérations d'ordre à l'intérieur de la section</i>		0	0	0	0	0	0	0	0	0
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		0	0	0	0	0	0	0	0	0

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – OPERATIONS NON VENTILEES	A1/01

SOUS-FONCTION 01 OPERATIONS NON-VENTILABLES (hors RAR et reports)

INVESTISSEMENT

Art. (1)	Libellé	Opérations non ventilables 01
DEPENSES		6 841,00
Dépenses réelles		0,00
Dépenses d'ordre		6 841,00
040	Opérations ordre transf. entre sections	6 841,00
13913	Sub. transf cpte résult. Départements	6 841,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
RECETTES		11 858,32
Recettes réelles		0,00
Recettes d'ordre		11 858,32
040	Opérations ordre transf. entre sections	11 858,32
28157	Matériel et outillage techniques	11 858,32
041	Opérations patrimoniales	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

FONCTIONNEMENT

Art. (1)	Libellé	Opérations non ventilables 01
DEPENSES		11 858,32
Dépenses réelles		0,00
Dépenses d'ordre		11 858,32
042	Opérations ordre transf. entre sections	11 858,32
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	11 858,32
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00
RECETTES		6 841,00
Recettes réelles		0,00
Recettes d'ordre		6 841,00
042	Opérations ordre transf. entre sections	6 841,00
777	Quote-part subv invest transf cpte résult	6 841,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1/7

FONCTION 7 – Aménagement et environnement (hors RAR)

INVESTISSEMENT

Art. (1)	Libellé	70 Services communs	71 Aménagement et développement urbain	72 Logement	73 Environnement	
					731 Actions en matière de trait. des déchets	738 Autres actions en faveur milieu naturel
DEPENSES REELLES		0,00	0,00	0,00	0,00	89 472,50
Equipements départementaux		0,00	0,00	0,00	0,00	89 472,50
2157	Matériel et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	89 472,50
Equipements non départementaux (c/204)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES REELLES		0,00	0,00	0,00	0,00	84 455,18
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	40 854,70
2157	Matériel et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	43 600,48

FONCTIONNEMENT

Art. (1)	Libellé	70 Services communs	71 Aménagement et développement urbain	72 Logement	73 Environnement	
					731 Actions en matière de trait. des déchets	738 Autres actions en faveur milieu naturel
DEPENSES REELLES		723 401,84	0,00	0,00	0,00	229 283,69
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	796,81
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	17 669,33
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	9 590,76
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	379,07
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	11 655,85
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	246,99	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	2 539,91
6251	Voyages, déplacements et missions	7 495,84	0,00	0,00	0,00	0,00
62871	Remb. frais à la collectivité de rattach	50 258,12	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	186 651,96
6331	Versement mobilité	2 823,12	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 764,40	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	3 176,01	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	401 377,66	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité résidence	7 912,59	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	4 217,40	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	6 712,88	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	69 839,43	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	63 897,99	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	100 964,57	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	2 714,17	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	0,67	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES REELLES		72 955,14	0,00	0,00	0,00	897 905,91
6419	Remboursements rémunérations personnel	38 875,12	0,00	0,00	0,00	0,00
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	11 328,61	0,00	0,00	0,00	0,00
7068	Autres redevances et droits	0,00	0,00	0,00	0,00	244 199,42
74718	Autres participations Etat	11 157,16	0,00	0,00	0,00	0,00
7475	Group. coll et coll. statut particulier	0,00	0,00	0,00	0,00	458 244,26
75822	Prise en charge déficit budget annexe	0,00	0,00	0,00	0,00	195 462,23
7588	Autres produits divers gestion courante	1,42	0,00	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	11 592,83	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1/7

FONCTION 7 – Aménagement et environnement

INVESTISSEMENT

Art. (1)	Libellé	74 Aménagement et développement rural	75 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DE LA FONCTION
DEPENSES REELLES		0,00	0,00	89 472,50
Equipements départementaux		0,00	0,00	89 472,50
2157	Matériel et outillage technique	0,00	0,00	89 472,50
Equipements non départementaux (c/204)		0,00	0,00	0,00
RECETTES REELLES		0,00	0,00	84 455,18
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	40 854,70
2157	Matériel et outillage technique	0,00	0,00	43 600,48

FONCTIONNEMENT

Art. (1)	Libellé	74 Aménagement et développement rural	75 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DE LA FONCTION
DEPENSES REELLES		0,00	0,00	952 685,53
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	796,81
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	17 669,33
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	9 590,76
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	379,07
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	11 655,85
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	0,00	0,00	246,99
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	2 539,91
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	7 495,84
62871	Remb. frais à la collectivité de rattach	0,00	0,00	50 258,12
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	186 651,96
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	2 823,12
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	1 764,40
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	3 176,01
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	401 377,66
64112	SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	7 912,59
64113	NBI	0,00	0,00	4 217,40
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	6 712,88
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	69 839,43
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	63 897,99
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	100 964,57
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	2 714,17
65888	Autres	0,00	0,00	0,67
RECETTES REELLES		0,00	0,00	970 861,05
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	38 875,12
6459	Rembours charges SS et prévoyance	0,00	0,00	11 328,61
7068	Autres redevances et droits	0,00	0,00	244 199,42
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	11 157,16
7475	Group. coll et coll. statut particulier	0,00	0,00	458 244,26
75822	Prise en charge déficit budget annexe	0,00	0,00	195 462,23
7588	Autres produits divers gestion courante	0,00	0,00	1,42
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	0,00	11 592,83

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	B7.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalizations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		7 000,00	I 6 841,00
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		0,00	0,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681 (2)	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		7 000,00	6 841,00
10...	<i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i>		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	<i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>	7 000,00	6 841,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	6 841,00	0,00	0,00	6 841,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	B7.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		12 000,00	11 858,32
Ressources propres externes de l'année (a)		0,00	0,00
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b)		12 000,00	11 858,32
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
28157	Matériel et outillage techniques	12 000,00	11 858,32
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	11 858,32	0,00	0,00	0,00	11 858,32

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II 6 841,00
Ressources propres disponibles	IV 11 858,32
Solde	V = IV – II (2) 5 017,32

(1) Les comptes 169, 26, 27, 28 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 3313-7 du CGCT) – ENTREES	B9.1

ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS (article R. 3313-7 du CGCT)

Modalité et date d'acquisition	Désignation du bien	N°d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (1)
TOTAL GENERAL			46 205,29	0,00	
Acquisitions à titre onéreux			46 205,29	0,00	
01/01/2021	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQ	AUT05028	42 039,14	0,00	15
01/01/2021	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQ	AUT05029	4 166,15	0,00	1
Acquisitions à titre gratuit			0,00	0,00	
Mise à disposition			0,00	0,00	
Affectation			0,00	0,00	
Mises en concession ou affermage			0,00	0,00	
Divers			0,00	0,00	

(1) Si le bien acquis est amortissable, indiquer la durée d'amortissement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 3313-7 du CGCT) – SORTIES	B9.2

ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS (article R. 3313-7 du CGCT)

Modalités et date de sortie (1)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortissement en années	Cumul amortissements antérieurs à l'exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (2)	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (3)
TOTAL GENERAL							0,00	0,00	
Cessions à titre onéreux							0,00	0,00	
Cessions à titre gratuit							0,00	0,00	
Mise à disposition							0,00	0,00	
Affectation							0,00	0,00	
Mises en concession ou affermage							0,00	0,00	
Mise à la réforme							0,00	0,00	
Divers							0,00	0,00	

(1) Afficher une ligne par cession, qu'elle soit totale ou partielle.

(2) Plus ou moins value = prix de cession - VNC (valeur nette comptable) le jour de la cession.

(3) La VNC au 31/12 est différente de 0 s'il s'agit de cessions partielles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS	B9.3

Pour mémoire

Crédits ouverts (BP + DM)

Chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
--------------	---	------

Produit des cessions

Réalisations

Compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
Compte 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	0,00

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES TRAVAUX EN REGIE (1)	B12

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Dépenses Mandats émis	Recettes Titres émis
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	
72	Travaux en régie		0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00

SECTION D'INVESTISSEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Les immobilisations créées par les services techniques de la collectivité sont enregistrées au coût de leur production. Ce dernier correspond au coût d'acquisition des matières consommées augmenté des charges directes de production (matériel et outillage acquis ou loués, frais de personnel, ...) à l'exclusion des frais financiers et des frais d'administration générale.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le département.

(3) Les montants à renseigner correspondent aux mandats émis imputés au chapitre 040.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES TRAVAUX EN REGIE	B12

RATIO

	Montant
Recettes 72 (I)	0,00
Recettes réelles de fonctionnement	970 861,05
Recettes 72 / Recettes réelles de fonctionnement	0,00 %

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	D1.1

D1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		2,00	0,50	2,50	1,75	0,43	2,18
Adjoint administratif	C	0,00	0,50	0,50	0,00	0,43	0,43
Adjoint administratif principal de 2ème classe	C	1,00	0,00	1,00	0,75	0,00	0,75
Attaché	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		11,00	0,00	11,00	8,78	2,00	10,78
Adjoint technique	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Agent de maîtrise principal	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Ingénieur	A	5,00	0,00	5,00	3,88	1,00	4,88
Ingénieur en chef	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Technicien principal de 1ère classe	B	2,00	0,00	2,00	1,90	0,00	1,90
Technicien territorial	B	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
FILIERE SOCIALE (d)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SPORTIVE (g)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE CULTURELLE (h)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ANIMATION (i)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE POLICE (j)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		13,00	0,50	13,50	10,53	2,43	12,96

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	D1.1

D1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Adjoint administratif	C	ADM	354	0,00	3-1	CDD
Ingénieur	A	TECH	444	0,00	3-3-2°	CDD
Technicien territorial	B	TECH	372	0,00	3-3-2°	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
 TECH : Technique.
 URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
 S : Social.
 MS : Médico-social.
 MT : Médico-technique.
 SP : Sportif.
 CULT : Culturel.
 ANIM : Animation.
 PM : Police.
 OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :

- 3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
- 3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
- 3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
- 3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
- 3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
- 3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
- 3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
- 3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
- 3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
- 3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
- 38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
- 47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnaires
- 110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
- 110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
- A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	D4

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	116 952 358,29	74 894 175,99	0,00	42 058 182,30
RECETTES	116 952 358,29	70 938 562,09	0,00	46 013 796,20
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	277 273 131,36	241 537 800,38	0,00	35 735 330,98
RECETTES	277 273 131,36	268 236 458,36	0,00	9 036 673,00

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget)

BUDGET ACCUEIL PROTECTION ENFANCE/ n° SIRET :22430001200107				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	74 900,00	53 416,59	0,00	21 483,41
RECETTES	74 900,00	75 678,89	0,00	-778,89
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	8 269 288,24	8 164 543,32	0,00	104 744,92
RECETTES	8 269 288,24	8 164 901,56	0,00	104 386,68

BUDGET HAUTE LOIRE INGENIERIE/ n° SIRET :22430001200115				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	97 000,00	96 313,50	0,00	686,50
RECETTES	97 000,00	96 313,50	0,00	686,50
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	1 045 510,00	977 702,05	0,00	67 807,95
RECETTES	1 045 510,00	977 702,05	0,00	67 807,95

BUDGET TVA IMMOBILIERE SAUVAGE/ n° SIRET :22430001200131				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	198 914,24	93 853,79	0,00	105 060,45
RECETTES	198 914,24	81 027,00	0,00	117 887,24
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	159 161,73	140 939,07	0,00	18 222,66
RECETTES	159 161,73	142 300,80	0,00	16 860,93

BUDGET TVA IMMOBILIERE VILLAGE DE VACANCES ESTABLES/ n° SIRET :22430001200149				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	409 275,58	263 636,32	0,00	145 639,26
RECETTES	409 275,58	258 595,15	0,00	150 680,43
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	242 600,00	206 688,25	0,00	35 911,75
RECETTES	242 600,00	273 405,00	0,00	-30 805,00

BUDGET FONDS SOLIDARITE LOGEMENT/ n° SIRET :22430001200156				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	1 192 463,32	743 847,06	0,00	448 616,26
RECETTES	1 192 463,32	771 028,79	0,00	421 434,53

(1) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	117 732 448,11	75 401 396,19	0,00	42 331 051,92
RECETTES	117 732 448,11	71 450 176,63	0,00	46 282 271,48
FONCTIONNEMENT				

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
DEPENSES	288 182 154,65	251 771 520,13	0,00	36 410 634,52
RECETTES	288 182 154,65	278 565 796,56	0,00	9 616 358,09

(1) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	D4

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (cf. liste des principales opérations en annexe de la M52) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative ;

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES(après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	117 732 448,11	75 401 396,19	0,00	42 331 051,92
RECETTES	117 732 448,11	71 450 176,63	0,00	46 282 271,48
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	288 182 154,65	251 771 520,13	0,00	36 410 634,52
RECETTES	288 182 154,65	278 565 796,56	0,00	9 616 358,09
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	405 914 602,76	327 172 916,32	0,00	78 741 686,44
TOTAL GENERAL DES RECETTES	405 914 602,76	350 015 973,19	0,00	55 898 629,57

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	E2

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES : Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,

A le

,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) L'assemblée délibérante étant : (indiquer la nature de l'assemblée délibérante : conseil général, conseil syndical, ...).

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL GENERAL : DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE (1)
Agrégé au budget principal de (2)

Numéro SIRET : 22430001200016

POSTE COMPTABLE : CHEF SGC LE PUY EN VELAY

M. 52

**Compte administratif (projet de budget)
voté par fonction**

BUDGET : PROJET CA 2021 BUDGET PRINCIPAL (3)

ANNEE 2021

(1) Indiquer soit « Département : nom du département », soit le libellé de l'établissement ou du syndicat (exemples : MDPH, libellé du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT, ...).

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal (du département ou syndicat mixte) ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières	5
B - Pour mémoire : modalités de vote du budget	6
C1 - Exécution du budget de l'exercice - Résultats	7
C2 - Exécution du budget de l'exercice - RAR Dépenses	8
C3 - Exécution du budget de l'exercice - RAR Recettes	10

II - Présentation générale du compte administratif

A1 - Vue d'ensemble	12
A2 - Récapitulation par groupes fonctionnels	13
A3.1 - Equilibre financier - Section d'investissement	17
A3.2 - Equilibre financier - Section de fonctionnement	18
B1 - Balance générale - Investissement	19
B2 - Balance générale - Fonctionnement	21

III - Vote du compte administratif

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble	23
A90 - Section d'investissement - Equipements départementaux	27
A91 - Section d'investissement - Equipements non départementaux (subventions d'équipement versées)	39
A92 - Section d'investissement - Opérations non ventilées	51
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	57
B93 - Section de fonctionnement - Opérations ventilées	59
B94 - Section de fonctionnement - Opérations non ventilées	72

IV - Annexes

A - Présentation croisée par nature

A - Vue d'ensemble	78
A1/0 - Section d'investissement - Fonction 0	80
A1/1 - Section d'investissement - Fonction 1	82
A1/2 - Section d'investissement - Fonction 2	83
A1/3 - Section d'investissement - Fonction 3	84
A1/4 - Section d'investissement - Fonction 4	85
A1/5 - Section d'investissement - Fonction 5	86
A1/6 - Section d'investissement - Fonction 6	89
A1/7 - Section d'investissement - Fonction 7	91
A1/8 - Section d'investissement - Fonction 8	92
A1/9 - Section d'investissement - Fonction 9	93
A2/0 - Section de fonctionnement - Fonction 0	95
A2/1 - Section de fonctionnement - Fonction 1	98
A2/2 - Section de fonctionnement - Fonction 2	99
A2/3 - Section de fonctionnement - Fonction 3	101

A2/4 - Section de fonctionnement - Fonction 4	104
A2/5 - Section de fonctionnement - Fonction 5	106
A2/6 - Section de fonctionnement - Fonction 6	112
A2/7 - Section de fonctionnement - Fonction 7	115
A2/8 - Section de fonctionnement - Fonction 8	117
A2/9 - Section de fonctionnement - Fonction 9	119
B - Eléments du bilan	
B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	122
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	123
B1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	129
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	131
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	132
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	134
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	135
B2 - Méthodes utilisées	136
B3 - Etat des provisions	137
B4 - Etat des charges transférées	138
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	139
B6 - Prêts	143
B7.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	144
B7.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	145
B8 - Etat présentant le montant des recettes et des dépenses affectées aux services assujettis à la TVA ne faisant pas l'objet d'un budget annexe distinct du budget général	147
B9.1 - Variation du patrimoine (article R. 3313-7 du CGCT) - Entrées	153
B9.2 - Variation du patrimoine (article R. 3313-7 du CGCT) - Sorties	157
B9.3 - Etat des opérations liées aux cessions	159
B10.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées	160
B10.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties	161
B11.1 - Etat des immobilisations - Bâtiments scolaires et administratifs	162
B11.2 - Etat des immobilisations - Constructions, installation et agencements (hors bâtiments scolaires)	163
B11.3 - Etat des immobilisations - Installations techniques, matériels et outillage	164
B11.4 - Etat des immobilisations - Autres immobilisations corporelles	165
B11.5 - Etat des immobilisations - Immobilisations incorporelles	166
B11.6 - Etat des immobilisations - Participations et créances rattachées à des participations	167
B11.7 - Etat des immobilisations - Autres immobilisations financières	168
B12 - Etat des travaux en régie	169
B13.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	171
B13.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	172
C - Engagements hors bilan	
C1.1 - Etat des emprunts garantis	173
C1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	181
C2 - Etat des contrats de crédit-bail	182
C3 - Etat des contrats de PPP	183

C4 - Etat des autres engagements donnés	184
C5 - Etat des engagements reçus	185
C6 - Situation des autorisations de programme	186
C7 - Situation des autorisations d'engagement	196
C8 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	197
D - Autres éléments d'information	
D1.1 - Etat du personnel	198
D1.2 - Actions de formation des élus	206
D2.1 - Liste des organismes dans lesquels le département a pris un engagement financier	207
D2.2 - Liste des concours attribués sous forme de prestations en nature ou de subventions	208
D2.3 - Liste des subventions versées par le département aux communes	228
D3.1 - Liste des organismes de regroupement	229
D3.2 - Liste des établissements publics créés	230
D3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	231
D3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en un budget annexe	232
D4 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	233
D5 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale	237
E - Décisions en matière de taux - Arrêté et signatures	
E1 - Décisions en matière de taux	238
E2 - Arrêté et signatures	239

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques			
	Valeurs		Valeurs
Population totale	227 552	Nombre de m ² de surface utile de bâtiments (5)	245 233
Longueur de la voirie départementale (en km)	3 411 062	Nombre d'organismes de coopération auxquels appartient le département	16

Informations fiscales (N-2)			
Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par habitant pour le département (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par catégorie (2)
Fiscal	Financier		
111 456 014	131 078 471	522,551839	624,728809

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et financier définis à l'article L. 3334-6 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Il s'agit du potentiel financier défini à l'article L. 3334-6-1 pour les départements urbains et R. 3334-3-1 du CGCT pour les départements non urbains. Le potentiel financier moyen par catégorie figure sur la fiche de la répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2.

Informations financières – ratios		Valeurs	Moyennes nationales
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	957,63	
2	Produit des impositions directes/population	100,86	
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	1163,68	
4	Dépenses d'équipement brut/population	155,22	
5	Encours de dette/population (3) (4)	386,63	
6	DGF/population	168,06	
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (5)	22,85 %	
8	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital/recettes réelles de fonctionnement (5)	88,01 %	
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (5)	13,34 %	
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (3) (4) (5)	33,40 %	

(3) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31/12/N.

(4) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(5) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
POUR MEMOIRE : MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

POUR MEMOIRE

I – L'assemblée délibérante a voté le budget par fonction :

- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement.
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement.
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

024

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE – RESULTATS	C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N			
	Mandats émis	Titres émis	Reprise résultats exercice antérieur	Résultat ou solde (A) (3)
TOTAL DU BUDGET	316 431 976,37	339 175 020,45	-3 588 405,06	A1 19 154 639,02
Investissement	74 894 175,99	70 938 562,09	(1) -24 203 691,42	A2 -28 159 305,32
Dont 1068		24 203 691,42		
Fonctionnement	241 537 800,38	268 236 458,36	(2) 20 615 286,36	A3 47 313 944,34

(1) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(2) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(3) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

	RESTES A REALISER N (4)		
	Dépenses	Recettes	Solde (B) (5)
TOTAL des RAR	I + II 0,00	III + IV 0,00	B1 0,00
Investissement	I 0,00	III 0,00	B2 0,00
Fonctionnement	II 0,00	IV 0,00	B3 0,00

(4) A reporter au budget primitif ou au budget supplémentaire N+1.

(5) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (6)		
TOTAL	A1 + B1	19 154 639,02
Investissement	A2 + B2	-28 159 305,32
Fonctionnement	A3 + B3	47 313 944,34

(6) Si le montant est positif, il s'agit d'un excédent, si le montant est négatif, il s'agit d'un déficit.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE – DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES	C2

Chap. / Art. (1)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 0,00
900	Services généraux	0,00
901	Sécurité	0,00
902	Enseignement	0,00
903	Culture, jeunesse, sports et loisirs	0,00
904	Prévention médico-sociale	0,00
905	Action sociale	0,00
905-4	Revenu minimum d'insertion	0,00
905-6	Revenu de solidarité active	0,00
906	Réseaux et infrastructures	0,00
907	Aménagement et environnement	0,00
908	Transports	0,00
909	Développement	0,00
910	Services généraux	0,00
911	Sécurité	0,00
912	Enseignement	0,00
913	Culture, jeunesse, sports et loisirs	0,00
914	Prévention médico-sociale	0,00
915	Action sociale	0,00
915-4	Revenu minimum d'insertion	0,00
915-6	Revenu de solidarité active	0,00
916	Réseaux et infrastructures	0,00
917	Aménagement et environnement	0,00
918	Transports	0,00
919	Développement	0,00
921	Taxes non affectées	0,00
922	Dotations et participations	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
930	Services généraux	0,00
931	Sécurité	0,00
932	Enseignement	0,00
933	Culture, jeunesse, sports et loisirs	0,00
934	Prévention médico-sociale	0,00
935	Action sociale	0,00

Chap. / Art. (1)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
935-4	Revenu minimum d'insertion	0,00
935-5	Personnes dépendantes (APA)	0,00
935-6	Revenu de solidarité active	0,00
936	Réseaux et infrastructures	0,00
937	Aménagement et environnement	0,00
938	Transports	0,00
939	Développement	0,00
940	Impositions directes	0,00
941	Autres impôts et taxes	0,00
942	Dotations et participations	0,00
943	Opérations financières	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00

(1) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE – DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES	C3

Chap. / Art. (1)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 0,00
900	Services généraux	0,00
901	Sécurité	0,00
902	Enseignement	0,00
903	Culture, jeunesse, sports et loisirs	0,00
904	Prévention médico-sociale	0,00
905	Action sociale	0,00
905-4	Revenu minimum d'insertion	0,00
905-6	Revenu de solidarité active	0,00
906	Réseaux et infrastructures	0,00
907	Aménagement et environnement	0,00
908	Transports	0,00
909	Développement	0,00
910	Services généraux	0,00
911	Sécurité	0,00
912	Enseignement	0,00
913	Culture, jeunesse, sports et loisirs	0,00
914	Prévention médico-sociale	0,00
915	Action sociale	0,00
915-4	Revenu minimum d'insertion	0,00
915-6	Revenu de solidarité active	0,00
916	Réseaux et infrastructures	0,00
917	Aménagement et environnement	0,00
918	Transports	0,00
919	Développement	0,00
921	Taxes non affectées	0,00
922	Dotations et participations	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	0,00
954	Produit des cessions d'immobilisations	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV) 0,00
930	Services généraux	0,00
931	Sécurité	0,00
932	Enseignement	0,00
933	Culture, jeunesse, sports et loisirs	0,00
934	Prévention médico-sociale	0,00
935	Action sociale	0,00

Chap. / Art. (1)	Libellé	Titres restant à émettre
935-4	Revenu minimum d'insertion	0,00
935-5	Personnes dépendantes (APA)	0,00
935-6	Revenu de solidarité active	0,00
936	Réseaux et infrastructures	0,00
937	Aménagement et environnement	0,00
938	Transports	0,00
939	Développement	0,00
940	Impositions directes	0,00
941	Autres impôts et taxes	0,00
942	Dotations et participations	0,00
943	Opérations financières	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00

(1) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (Mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	241 537 800,38	G	268 236 458,36
	Section d'investissement	B	74 894 175,99	H	70 938 562,09

		+		+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	002 Résultat de fonctionnement reporté	C	0,00	I	20 615 286,36
	(si déficit)			(si excédent)	
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	D	24 203 691,42	J	0,00
	(si déficit)			(si excédent)	

		=		=	
TOTAL EXERCICE (Réalizations + reports N-1)	= A + B + C + D	340 635 667,79	= G + H + I + J	359 790 306,81	

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	0,00	L	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E + F	0,00	= K + L	0,00

RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A + C + E	241 537 800,38	= G + I + K	288 851 744,72
	Section d'investissement	= B + D + F	99 097 867,41	= H + J + L	70 938 562,09
	TOTAL CUMULE	= A + B + C + D + E + F	340 635 667,79	= G + H + I + J + K + L	359 790 306,81

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 3312-9 du CGCT).
 Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 3312-8 du CGCT).

TOTAL DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE

	MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
	RÉELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL	REELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL
INVESTISSEMENT	71 220 884,62	3 673 291,37	74 894 175,99	47 076 742,92	23 861 819,17	70 938 562,09
FONCTIONNEMENT	217 910 249,97	23 627 550,41	241 537 800,38	264 797 435,75	3 439 022,61	268 236 458,36
TOTAL REALISATIONS DE L'EXERCICE (1)	289 131 134,59	27 300 841,78	316 431 976,37	311 874 178,67	27 300 841,78	339 175 020,45

(1) Total des réalisations = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement. Les reports N-1 ne sont pas comptabilisés car ils sont réalisés d'office.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF									II
RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS									A2
SECTION	RESULTATS ANTERIEURS REPORTEES	CREDITS OUVERTS	REALISATIONS (mandats et titres émis)	RESTES A REALISER AU 31/12	01 OPERATIONS NON VENTILABLES	0 SERVICES GENERAUX (SAUF 01)	1 SECURITE	2 ENSEIGNEMENT	3 CULTURE, VIE SOCIALE JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	24 203 691,42	92 748 666,87	74 894 175,99	0,00	17 793 788,72	8 999 782,24	1 632 401,75	4 885 926,28	3 434 866,17
90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX (Equipements propres au dépt. 20 sauf 204, 21, 22, 23)		40 551 187,00	34 539 963,52	0,00		8 991 982,24	0,00	4 158 735,38	370 039,15
- en AP/CP		36 285 842,00	30 832 540,83	0,00		5 746 478,37	0,00	3 943 134,57	370 039,15
- hors AP/CP		4 265 345,00	3 707 422,69	0,00		3 245 503,87	0,00	215 600,81	0,00
91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX Subventions d'équipement à verser (c/204)		33 238 404,87	22 560 423,75	0,00		7 800,00	1 632 401,75	727 190,90	3 064 827,02
- en AP/CP		31 715 929,87	21 420 189,21	0,00		0,00	1 632 401,75	676 976,20	3 064 827,02
- hors AP/CP		1 522 475,00	1 140 234,54	0,00		7 800,00	0,00	50 214,70	0,00
92 OPERATIONS NON VENTILEES - dont 924 Opérations pour compte de tiers		18 959 075,00	17 793 788,72	0,00	17 793 788,72				
		268 000,00	180 963,26	0,00	180 963,26				
950 DEPENSES IMPREVUES (1)		0,00							
001 SOLDE D'EXECUTION N-1	24 203 691,42								
RECETTES D'INVESTISSEMENT	0,00	116 952 358,29	70 938 562,09	0,00	65 606 685,82	1 011 171,98	0,00	889 931,00	0,00
90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX (Recettes d'équipement affectées)		5 278 677,00	3 981 245,85	0,00		1 011 171,98	0,00	889 931,00	0,00
91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX		4 862 510,00	1 350 630,42	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
92 OPERATIONS NON VENTILEES, hors 1068 - dont 924 Opérations pour compte de tiers		52 396 669,38	41 402 994,40	0,00	41 402 994,40				
		147 000,00	60 545,13	0,00	60 545,13				
95 CHAPITRES DE PREVISION SANS REALISATION (1)		30 210 810,49		0,00					
954 Produit des cessions d'immobilisations (1)		305 000,00		0,00					
951 Virement de la section de fonctionnement (1)		29 905 810,49							
001 SOLDE D'EXECUTION N-1	0,00								
923-1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE		24 203 691,42	24 203 691,42		24 203 691,42				
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	0,00	277 273 131,36	241 537 800,38	0,00	27 940 129,90	13 222 886,52	7 209 206,00	12 278 517,80	6 109 788,88
93 OPERATIONS VENTILEES OU SERVICES INDIVIDUALISES (dont RMI, APA et RSA)		220 951 008,02	213 597 670,48	0,00		13 222 886,52	7 209 206,00	12 278 517,80	6 109 788,88
- en AE/CP		0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- hors AE/CP		220 951 008,02	213 597 670,48	0,00		13 222 886,52	7 209 206,00	12 278 517,80	6 109 788,88
94 OPERATIONS NON VENTILEES OU SERVICES COMMUNS NON VENTILES		26 416 312,85	27 940 129,90	0,00	27 940 129,90				

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE - PROJET CA 2021 BUDGET PRINCIPAL - CA (projet de budget) - 2021

SECTION	RESULTATS ANTERIEURS REPORTEES	CREDITS OUVERTS	REALISATIONS (mandats et titres émis)	RESTES A REALISER AU 31/12	01 OPERATIONS NON VENTILABLES	0 SERVICES GENERAUX (SAUF 01)	1 SECURITE	2 ENSEIGNEMENT	3 CULTURE, VIE SOCIALE JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS
95 CHAPITRES DE PREVISION SANS REALISATION (1) 952 Dépenses imprévues(1) 953 Virement à la section d'investissement (1)		29 905 810,49 0,00 29 905 810,49							
002 DEFICIT DE FONCTIONNEMENT REPORTE N-1 (2)	0,00								
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	20 615 286,36	256 657 845,00	268 236 458,36	0,00	235 754 567,38	1 275 714,77	0,00	497 756,88	80 189,78
93 OPERATIONS VENTILEES OU SERVICES INDIVIDUALISES		30 137 369,00	32 481 890,98	0,00		1 275 714,77	0,00	497 756,88	80 189,78
94 OPERATIONS NON VENTILEES OU SERVICES COMMUNS NON VENTILES		226 520 476,00	235 754 567,38	0,00	235 754 567,38				
002 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT REPORTE N-1 (2)	20 615 286,36								

(1) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de mandats ou de titres (opérations sans réalisations).

(2) 002 : reprise du résultat de fonctionnement N-1 diminuée de l'affectation au 1068 en N.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET									II
RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS (suite)									A2
SECTION	4 PREVENTION MEDICO-SOCIALE	5 ACTION SOCIALE (hors RMI, APA et RSA)	5-4 RMI	5-5 APA	5-6 RSA	6 RESEAUX ET INFRA- STRUCTURES	7 AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	8 TRANSPORTS	9 DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	899,11	1 466 213,16	31 306,00		0,00	28 131 458,41	2 738 256,33	18 843,98	5 760 433,84
90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX (Equipements propres au dépt. 20 sauf 204, 21, 22, 23)	899,11	763 258,56	0,00		0,00	19 590 635,68	91 860,40	0,00	572 553,00
- en AP/CP	0,00	763 258,56	0,00		0,00	19 527 922,35	91 860,40	0,00	389 847,43
- hors AP/CP	899,11	0,00	0,00		0,00	62 713,33	0,00	0,00	182 705,57
91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX Subventions d'équipement à verser (c/204)	0,00	702 954,60	31 306,00		0,00	8 540 822,73	2 646 395,93	18 843,98	5 187 880,84
- en AP/CP	0,00	354 719,19	0,00		0,00	8 399 596,30	2 582 850,91	0,00	4 708 817,84
- hors AP/CP	0,00	348 235,41	31 306,00		0,00	141 226,43	63 545,02	18 843,98	479 063,00
92 OPERATIONS NON VENTILEES - dont 924 Opérations pour compte de tiers									
950 DEPENSES IMPREVUES									
001 SOLDE D'EXECUTION N-1									
RECETTES D'INVESTISSEMENT	0,00	80 550,34	0,00		0,00	1 065 296,15	1 841 660,80	0,00	443 266,00
90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX (Recettes d'équipement affectées)	0,00	80 550,34	0,00		0,00	823 816,73	1 165 375,80	0,00	10 400,00
91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX	0,00	0,00	0,00		0,00	241 479,42	676 285,00	0,00	432 866,00
92 OPERATIONS NON VENTILEES, hors 1068 - dont 924 Opérations pour compte de tiers									
95 CHAPITRES DE PREVISION SANS REALISATION 954 Produit des cessions d'immobilisations 951 Virement de la section de fonctionnement									
001 SOLDE D'EXECUTION N-1									
923-1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE									
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	2 214 148,87	91 711 038,07	0,00	29 708 075,37	20 715 461,87	23 614 695,64	1 424 231,57	133 522,36	5 256 097,53
93 OPERATIONS VENTILEES ou SERVICES INDIVIDUALISES (dont RMI, APA et RSA)	2 214 148,87	91 711 038,07	0,00	29 708 075,37	20 715 461,87	23 614 695,64	1 424 231,57	133 522,36	5 256 097,53
- en AE/CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- hors AE/CP	2 214 148,87	91 711 038,07	0,00	29 708 075,37	20 715 461,87	23 614 695,64	1 424 231,57	133 522,36	5 256 097,53
94 OPERATIONS NON VENTILEES OU SERVICES COMMUNS NON VENTILES									

SECTION	4 PREVENTION MEDICO-SOCIALE	5 ACTION SOCIALE (hors RMI, APA et RSA)	5-4 RMI	5-5 APA	5-6 RSA	6 RESEAUX ET INFRA- STRUCTURES	7 AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	8 TRANSPORTS	9 DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
95 CHAPITRES DE PREVISION SANS REALISATION 952 Dépenses imprévues <i>953 Virement à la section d'investissement</i>									
002 DÉFICIT DE FONCTIONNEMENT REPORTÉ N-1									
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	135 811,01	14 054 075,32	0,00	11 637 401,56	1 467 890,03	489 987,32	1 243 074,68	0,00	1 599 989,63
93 OPERATIONS VENTILEES OU SERVICES INDIVIDUALISES	135 811,01	14 054 075,32	0,00	11 637 401,56	1 467 890,03	489 987,32	1 243 074,68	0,00	1 599 989,63
94 OPERATIONS NON VENTILEES OU SERVICES COMMUNS NON VENTILES									
002 EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT REPORTÉ N-1									

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION D'INVESTISSEMENT	A3.1

SECTION D'INVESTISSEMENT
REALISATIONS (y compris les restes à réaliser sur N-1)

CHAPITRES	MANDATS		TITRES
OPERATIONS REELLES	I	71 220 884,62	II
90 Equipements départementaux		34 539 963,52	3 981 245,85
900 à 909 (chapitres répartis par fonction, hors RMI et RSA)		34 539 963,52	3 981 245,85
905-4 Revenu minimum d'insertion		0,00	0,00
905-6 Revenu de solidarité active		0,00	0,00
91 Equipements non départementaux (Subventions d'équipement à verser)		22 560 423,75	1 350 630,42
910 à 919 (chapitres répartis par fonction, hors RMI et RSA)		22 552 127,75	1 350 630,42
915-4 Revenu minimum d'insertion		31 306,00	0,00
915-6 Revenu de solidarité active		0,00	0,00
92 Opérations non ventilées		14 120 497,35	17 541 175,23
921 Taxes non affectées		0,00	0,00
922 Dotations et participations		0,00	7 424 706,00
923 Dettes et autres opérations financières (hors c/1068)		13 939 534,09	10 055 924,10
924 Opérations pour compte de tiers		180 963,26	60 545,13
Solde des opérations réelles II – I (1) :.....			-48 347 833,12

OPERATIONS D'ORDRE	III	3 673 291,37	IV	23 861 819,17
925 Opérations patrimoniales (à l'intérieur de la section)		234 268,76		234 268,76
926 Transferts entre les sections		3 439 022,61		23 627 550,41
Solde des opérations d'ordre IV – III (1) :.....				20 188 527,80

RESULTATS ANTERIEURS

001 Solde d'exécution N-1	V	24 203 691,42	VI	0,00
923-1068 Excédent de fonctionnement capitalisé			VII	24 203 691,42

TOTAL CUMULE DE LA SECTION

TOTAL CUMULE	VIII = I + III + V	99 097 867,41	IX = II + IV + VI + VII	70 938 562,09
SOLDE D'EXECUTION IX – VIII (1) :.....				-28 159 305,32

(1) Mettre un signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A3.2

SECTION DE FONCTIONNEMENT

REALISATIONS (y compris les restes à réaliser sur N-1)

CHAPITRES	MANDATS		TITRES	
OPERATIONS REELLES	I	217 910 249,97	II	264 797 435,75
93 Opérations ventilées ou services individualisés		213 597 670,48		32 481 890,98
930 à 939 (chapitres répartis par fonction, hors RMI, APA et RSA)		163 174 133,24		19 376 599,39
935-4 Revenu minimum d'insertion		0,00		0,00
935-5 Personnes dépendantes (APA)		29 708 075,37		11 637 401,56
935-6 Revenu de solidarité active		20 715 461,87		1 467 890,03
94 Services communs non ventilés		4 312 579,49		232 315 544,77
940 Impositions directes		1 162 253,00		22 951 277,00
941 Autres impôts et taxes		1 662 611,00		160 620 549,37
942 Dotations et participations		0,00		48 742 228,70
943 Opérations financières		1 481 371,17		1 489,70
944 Frais de fonctionnement groupes d'élus		6 344,32		0,00
945 Provisions et autres opérations mixtes		0,00		0,00
Solde des opérations réelles II – I (1) :				46 887 185,78

OPERATIONS D'ORDRE

OPERATIONS D'ORDRE	III	23 627 550,41	IV	3 439 022,61
946 Transferts entre les sections		23 627 550,41		3 439 022,61
947 Opérations ordre intérieur de la section		0,00		0,00
Solde des opérations d'ordre IV - III :				-20 188 527,80

RESULTATS ANTERIEURS

002 Résultat de fonctionnement reporté de N-1	V	0,00	VI	20 615 286,36
--	---	------	----	---------------

TOTAL CUMULE DE LA SECTION

TOTAL CUMULE	VII = I + III + V	241 537 800,38	VIII = II + IV + VI	288 851 744,72
SOLDE D'EXECUTION VIII – VII (1) :				47 313 944,34

(1) Mettre un signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
BALANCE GENERALE – INVESTISSEMENT	B1

1 – MANDATS EMIS – DEPENSES

INVESTISSEMENT		Opérations réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13 (2)	Subventions d'investissement	71 518,24	(1) 1 238 811,27	1 310 329,51
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	13 734 534,29	11 250,00	13 745 784,29
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00		0,00
20 (2)	Immobilisations incorporelles (hors 204)	2 382 552,12	0,00	2 382 552,12
204 (2)	Subventions d'équipement versées	22 633 507,28	73 350,12	22 706 857,40
21 (2)	Immobilisations corporelles	6 244 501,00	913 395,93	7 157 896,93
22 (2)	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23 (2)	Immobilisations en cours	25 760 012,63	0,00	25 760 012,63
010	Revenu minimum d'insertion	8 296,00	0,00	8 296,00
018	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	204 999,80	0,00	204 999,80
27 (2)	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		1 436 484,05	1 436 484,05
45	Total des opérations pour compte de tiers	180 963,26	0,00	180 963,26
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
Dépenses d'investissement –Total		71 220 884,62	3 673 291,37	74 894 175,99

Pour information : 001 Solde d'exécution reporté N-1

24 203 691,42

(1) Subventions d'investissement reprises au compte de résultat (compte 139).

(2) Hors dépenses imputées aux chapitres 010 et 018.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
BALANCE GENERALE – INVESTISSEMENT	B1

2 – TITRES EMIS –RECETTES

INVESTISSEMENT		Opérations réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	(1) 31 628 397,42	0,00	31 628 397,42
13 (2)	Subventions d'investissement	5 314 694,48	0,00	5 314 694,48
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	10 000 000,00	76 607,72	10 076 607,72
18 (2)	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00		0,00
20 (2)	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	160 918,64	160 918,64
204 (2)	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21 (2)	Immobilisations corporelles	0,00	1 578 158,49	1 578 158,49
22 (2)	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23 (2)	Immobilisations en cours	6 793,66	0,00	6 793,66
010	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00
018	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27 (2)	Autres immobilisations financières	66 312,23	0,00	66 312,23
28	<i>Amortissement des immobilisations</i>		21 936 000,05	21 936 000,05
3...	<i>Stocks et en-cours</i>		0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	60 545,13	73 350,12	133 895,25
19	<i>Neutral. et régul. d'opérations</i>		36 784,15	36 784,15
481	<i>Charges à rép. sur plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
Recettes d'investissement –Total		47 076 742,92	23 861 819,17	70 938 562,09

Pour information : 001 Solde d'exécution reporté N-1

0,00

(1) Y compris 1068.

(2) Hors recettes imputées aux chapitres 010 et 018.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
BALANCE GENERALE – FONCTIONNEMENT	B2

1 – MANDATS EMIS – DEPENSES

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
011 (1)	Charges à caractère général	15 323 118,78		15 323 118,78
012 (1)	Charges de personnel et frais assimilés	49 799 612,62		49 799 612,62
014	Atténuations de produits	2 879 782,66		2 879 782,66
015	Revenu minimum d'insertion	0,00		0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	29 708 075,37		29 708 075,37
017	Revenu de solidarité active	20 715 461,87		20 715 461,87
60	<i>Achats et variation des stocks</i>		0,00	0,00
65 (1)	Autres charges de gestion courante	94 993 354,30		94 993 354,30
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	6 344,32		6 344,32
66	Charges financières	1 481 349,81	0,00	1 481 349,81
67 (1)	Charges exceptionnelles	2 262 040,24	1 691 550,36	3 953 590,60
68 (1)	Dot. aux amortissements et provisions	741 110,00	21 936 000,05	22 677 110,05
71	<i>Production stockée (ou déstockage)</i>		0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement –Total		217 910 249,97	23 627 550,41	241 537 800,38

Pour information : 002 Résultat de fonctionnement reporté N-1	0,00
--	-------------

(1) Hors dépenses imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
BALANCE GENERALE – FONCTIONNEMENT	B2

2 – TITRES EMIS – RECETTES

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
013 (1)	Atténuations de charges	1 992 424,79		1 992 424,79
015	Revenu minimum d'insertion	0,00		0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	11 637 401,56		11 637 401,56
017	Revenu de solidarité active	1 467 890,03		1 467 890,03
60	<i>Achats et variation des stocks</i>		0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	772 616,49		772 616,49
71	<i>Production stockée (ou déstockage)</i>		0,00	0,00
72	<i>Production immobilisée</i>		752 477,29	752 477,29
73	Impôts et taxes (hors 731)	161 677 483,78		161 677 483,78
731	Impositions directes	22 951 277,00		22 951 277,00
74 (1)	Dotations, subventions et participations	54 946 763,08		54 946 763,08
75 (1)	Autres produits de gestion courante	9 004 662,51	0,00	9 004 662,51
76	Produits financiers	2 415,82	0,00	2 415,82
77 (1)	Produits exceptionnels	344 500,69	2 686 545,32	3 031 046,01
78 (1)	Reprises amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
79	<i>Transferts de charges</i>		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		264 797 435,75	3 439 022,61	268 236 458,36

Pour information : 002 Résultat de fonctionnement reporté N-1	20 615 286,36
--	----------------------

(1) Hors recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A

1 – DEPENSES

Chap.	Libellés	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
Groupe 90	Equipements départementaux	40 551 187,00	34 539 963,52	0,00	6 011 223,48
900	Services généraux	10 106 923,00	8 991 982,24	0,00	1 114 940,76
901	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00
902	Enseignement	4 968 114,00	4 158 735,38	0,00	809 378,62
903	Culture, jeunesse, sports et loisirs	421 500,00	370 039,15	0,00	51 460,85
904	Prévention médico-sociale	5 000,00	899,11	0,00	4 100,89
905	Action sociale (hors RMI et RSA)	1 508 210,00	763 258,56	0,00	744 951,44
905-4	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00
905-6	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00
906	Réseaux et infrastructures	22 198 420,00	19 590 635,68	0,00	2 607 784,32
907	Aménagement et environnement	107 000,00	91 860,40	0,00	15 139,60
908	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00
909	Développement	1 236 020,00	572 553,00	0,00	663 467,00
Groupe 91	Equipements non départementaux	33 238 404,87	22 560 423,75	0,00	10 677 981,12
910	Services généraux	7 800,00	7 800,00	0,00	0,00
911	Sécurité	2 570 000,00	1 632 401,75	0,00	937 598,25
912	Enseignement	766 350,00	727 190,90	0,00	39 159,10
913	Culture, jeunesse, sports et loisirs	4 352 460,00	3 064 827,02	0,00	1 287 632,98
914	Prévention médico-sociale	0,00	0,00	0,00	0,00
915	Action sociale (hors RMI et RSA)	1 554 611,87	702 954,60	0,00	851 657,27
915-4	Revenu minimum d'insertion	85 698,00	31 306,00	0,00	54 392,00
915-6	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00
916	Réseaux et infrastructures	8 865 293,00	8 540 822,73	0,00	324 470,27
917	Aménagement et environnement	8 722 960,00	2 646 395,93	0,00	6 076 564,07
918	Transports	25 000,00	18 843,98	0,00	6 156,02
919	Développement	6 288 232,00	5 187 880,84	0,00	1 100 351,16
Groupe 92	Opérations non ventilées	18 959 075,00	17 793 788,72	0,00	1 165 286,28
921	Taxes non affectées	0,00	0,00	0,00	0,00
922	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	13 943 500,00	13 939 534,09	0,00	3 965,91
924	Opérations pour compte de tiers	268 000,00	180 963,26	0,00	87 036,74
925	Opérations patrimoniales	436 325,00	234 268,76		202 056,24
926	Transferts entre les sections	4 311 250,00	3 439 022,61		872 227,39
Groupe 95	Opérations sans réalisation (2)	0,00			
950	Dépenses imprévues	0,00			
TOTAL DES GROUPES FONCTIONNELS		92 748 666,87	74 894 175,99	0,00	17 854 490,88

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE - PROJET CA 2021 BUDGET PRINCIPAL - CA (projet de budget) - 2021

Chap.	Libellés	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalizations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
Pour information : 001 Solde d'exécution reporté N-1		24 203 691,42			

(1) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

(2) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de mandats (opérations sans réalisations).

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A

2 – RECETTES

Chap.	Libellés	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
Groupe 90	Equipements départementaux	5 278 677,00	3 981 245,85	0,00	1 297 431,15
900	Services généraux	935 246,00	1 011 171,98	0,00	-75 925,98
901	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00
902	Enseignement	1 689 931,00	889 931,00	0,00	800 000,00
903	Culture, jeunesse, sports et loisirs	12 300,00	0,00	0,00	12 300,00
904	Prévention médico-sociale	0,00	0,00	0,00	0,00
905	Action sociale (hors RMI et RSA)	80 000,00	80 550,34	0,00	-550,34
905-4	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00
905-6	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00
906	Réseaux et infrastructures	1 045 400,00	823 816,73	0,00	221 583,27
907	Aménagement et environnement	1 350 000,00	1 165 375,80	0,00	184 624,20
908	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00
909	Développement	165 800,00	10 400,00	0,00	155 400,00
Groupe 91	Equipements non départementaux	4 862 510,00	1 350 630,42	0,00	3 511 879,58
910	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00
911	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00
912	Enseignement	0,00	0,00	0,00	0,00
913	Culture, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00
914	Prévention médico-sociale	0,00	0,00	0,00	0,00
915	Action sociale (hors RMI et RSA)	0,00	0,00	0,00	0,00
915-4	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00
915-6	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00
916	Réseaux et infrastructures	250 000,00	241 479,42	0,00	8 520,58
917	Aménagement et environnement	4 088 010,00	676 285,00	0,00	3 411 725,00
918	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00
919	Développement	524 500,00	432 866,00	0,00	91 634,00
Groupe 92	Opérations non ventilées	52 396 669,38	41 402 994,40	0,00	10 993 674,98
921	Taxes non affectées	0,00	0,00	0,00	0,00
922	Dotations et participations	6 100 000,00	7 424 706,00	0,00	-1 324 706,00
923	Dettes et autres opérations financières (hors c/ 1068)	23 625 884,53	10 055 924,10	0,00	13 569 960,43
924	Opérations pour compte de tiers	147 000,00	60 545,13	0,00	86 454,87
925	Opérations patrimoniales	436 325,00	234 268,76		202 056,24
926	Transferts entre les sections	22 087 459,85	23 627 550,41		-1 540 090,56
Groupe 95	Opérations sans réalisation (2)	30 210 810,49		0,00	
951	Virement de la section de fonctionnement	29 905 810,49			
954	Produit des cessions d'immobilisations	305 000,00		0,00	

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE - PROJET CA 2021 BUDGET PRINCIPAL - CA (projet de budget) - 2021

Chap.	Libellés	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
923-1068	Excédent de fonctionnement capitalisé	24 203 691,42	24 203 691,42		
TOTAL DES GROUPES FONCTIONNELS		116 952 358,29	70 938 562,09	0,00	46 013 796,20

Pour information : 001 Solde d'exécution reporté N-1		24 203 691,42			
---	--	----------------------	--	--	--

(1) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

(2) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisations).

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – DETAIL PAR ARTICLES	A 900

DETAIL DU CHAPITRE 900 – Services généraux

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		10 106 923,00	8 991 982,24	0,00	1 114 940,76
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
900-2	<u>Administration générale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
900-4	<u>Coop. décent., act° europ. et inter.</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
900-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		10 106 923,00	8 991 982,24	0,00	1 114 940,76
900-2	<u>Administration générale</u>	10 106 923,00	8 991 982,24	0,00	1 114 940,76
900202	Admin. générale collect. (autres moy. gén.)	9 922 883,00	8 809 001,61	0,00	1 113 881,39
90023	Information, communication, publicité	184 040,00	182 980,63	0,00	1 059,37
900-4	<u>Coop. décent., act° europ. et inter.</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
900-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		935 246,00	1 011 171,98	0,00	-75 925,98
900-2	<u>Administration générale</u>	935 246,00	1 011 171,98	0,00	-75 925,98
900202	Admin. générale collect. (autres moy. gén.)	905 000,00	968 094,48	0,00	-63 094,48
90023	Information, communication, publicité	30 246,00	43 077,50	0,00	-12 831,50
900-4	<u>Coop. décent., act° europ. et inter.</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
900-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – DETAIL PAR ARTICLES	A 901

DETAIL DU CHAPITRE 901 – Sécurité

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
901-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
901-1	<u>Gendarmerie, police, sécurité, justice</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
901-2	<u>Incendie et Secours</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
901-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
901-8	<u>Autres interventions de protection</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
901-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
901-1	<u>Gendarmerie, police, sécurité, justice</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
901-2	<u>Incendie et Secours</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
901-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
901-8	<u>Autres interventions de protection</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00
901-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
901-1	<u>Gendarmerie, police, sécurité, justice</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
901-2	<u>Incendie et Secours</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
901-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
901-8	<u>Autres interventions de protection</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – DETAIL PAR ARTICLES	A 902

DETAIL DU CHAPITRE 902 – Enseignement

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		4 968 114,00	4 158 735,38	0,00	809 378,62
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
902-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
902-1	<u>Enseignement du premier degré</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
902-2	<u>Enseignement du second degré</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
902-3	<u>Enseignement supérieur</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
902-4	<u>Formation pro. et apprentissage (COM)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
902-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
902-8	<u>Autres services périscolaires et annexes</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		4 968 114,00	4 158 735,38	0,00	809 378,62
902-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
902-1	<u>Enseignement du premier degré</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
902-2	<u>Enseignement du second degré</u>	4 963 150,00	4 153 794,70	0,00	809 355,30
90221	Collèges	4 963 150,00	4 153 794,70	0,00	809 355,30
902-3	<u>Enseignement supérieur</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
902-4	<u>Formation pro. et apprentissage (COM)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
902-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
902-8	<u>Autres services périscolaires et annexes</u>	4 964,00	4 940,68	0,00	23,32
RECETTES		1 689 931,00	889 931,00	0,00	800 000,00
902-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
902-1	<u>Enseignement du premier degré</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
902-2	<u>Enseignement du second degré</u>	1 689 931,00	889 931,00	0,00	800 000,00
90221	Collèges	1 689 931,00	889 931,00	0,00	800 000,00
902-3	<u>Enseignement supérieur</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
902-4	<u>Formation pro. et apprentissage (COM)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
902-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
902-8	<u>Autres services périscolaires et annexes</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – DETAIL PAR ARTICLES	A 903

DETAIL DU CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		421 500,00	370 039,15	0,00	51 460,85
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
903-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
903-1	<u>Culture</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
903-2	<u>Sports</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
903-3	<u>Jeunesse (act° socio-éduc...) et loisirs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
903-4	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		421 500,00	370 039,15	0,00	51 460,85
903-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
903-1	<u>Culture</u>	421 500,00	370 039,15	0,00	51 460,85
90311	Activités artistiques et action culturelle	5 500,00	300,00	0,00	5 200,00
90312	Patrimoine (musées, monuments...)	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
90313	Bibliothèques et médiathèques	244 000,00	242 663,98	0,00	1 336,02
90315	Services d'archives	162 000,00	127 075,17	0,00	34 924,83
903-2	<u>Sports</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
903-3	<u>Jeunesse (act° socio-éduc...) et loisirs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
903-4	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		12 300,00	0,00	0,00	12 300,00
903-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
903-1	<u>Culture</u>	12 300,00	0,00	0,00	12 300,00
90313	Bibliothèques et médiathèques	12 300,00	0,00	0,00	12 300,00
903-2	<u>Sports</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
903-3	<u>Jeunesse (act° socio-éduc...) et loisirs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
903-4	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – DETAIL PAR ARTICLES	A 904

DETAIL DU CHAPITRE 904 – Prévention médico-sociale

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		5 000,00	899,11	0,00	4 100,89
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
904-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
904-1	<u>PMI et planification familiale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
904-2	<u>Prévention et éducation pour la santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
904-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
904-8	<u>Autres actions</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		5 000,00	899,11	0,00	4 100,89
904-0	<u>Services communs</u>	5 000,00	899,11	0,00	4 100,89
904-1	<u>PMI et planification familiale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
904-2	<u>Prévention et éducation pour la santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
904-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
904-8	<u>Autres actions</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00
904-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
904-1	<u>PMI et planification familiale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
904-2	<u>Prévention et éducation pour la santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
904-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
904-8	<u>Autres actions</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – DETAIL PAR ARTICLES	A 905

DETAIL DU CHAPITRE 905 – Action sociale (hors RMI et RSA)

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		1 508 210,00	763 258,56	0,00	744 951,44
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
905-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-1	<u>Famille et enfance</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-2	<u>Personnes handicapées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-3	<u>Personnes âgées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-7	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-8	<u>Autres interventions sociales</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		1 508 210,00	763 258,56	0,00	744 951,44
905-0	<u>Services communs</u>	485 000,00	345 328,20	0,00	139 671,80
905-1	<u>Famille et enfance</u>	23 210,00	1 865,37	0,00	21 344,63
905-2	<u>Personnes handicapées</u>	1 000 000,00	416 064,99	0,00	583 935,01
905-3	<u>Personnes âgées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-7	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-8	<u>Autres interventions sociales</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		80 000,00	80 550,34	0,00	-550,34
905-0	<u>Services communs</u>	80 000,00	80 550,34	0,00	-550,34
905-1	<u>Famille et enfance</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-2	<u>Personnes handicapées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-3	<u>Personnes âgées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-7	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-8	<u>Autres interventions sociales</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – DETAIL PAR ARTICLES	A 905-4

DETAIL DU CHAPITRE 905-4 – Revenu minimum d'insertion

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
905-41	<u>Insertion sociale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-42	<u>Santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-43	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-44	<u>Insertion professionnelle</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-45	<u>Évaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-46	<u>Dépenses de structure</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-47	<u>Revenu minimum d'insertion - RMA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-48	<u>Autres dépenses au titre du RMI</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
905-41	<u>Insertion sociale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-42	<u>Santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-43	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-44	<u>Insertion professionnelle</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-45	<u>Évaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-46	<u>Dépenses de structure</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-47	<u>Revenu minimum d'insertion - RMA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-48	<u>Autres dépenses au titre du RMI</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00
905-41	<u>Insertion sociale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-42	<u>Santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-43	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-44	<u>Insertion professionnelle</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-45	<u>Évaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-46	<u>Dépenses de structure</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-47	<u>Revenu minimum d'insertion - RMA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-48	<u>Autres dépenses au titre du RMI</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – DETAIL PAR ARTICLES	A 905-6

DETAIL DU CHAPITRE 905-6 – Revenu de solidarité active

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
905-61	<u>Insertion sociale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-62	<u>Santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-63	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-64	<u>Insertion professionnelle</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-65	<u>Evaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-66	<u>Dépenses de structure</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-67	<u>Allocations RSA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-68	<u>Autres dépenses au titre du RSA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
905-61	<u>Insertion sociale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-62	<u>Santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-63	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-64	<u>Insertion professionnelle</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-65	<u>Evaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-66	<u>Dépenses de structure</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-67	<u>Allocations RSA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-68	<u>Autres dépenses au titre du RSA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00
905-61	<u>Insertion sociale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-62	<u>Santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-63	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-64	<u>Insertion professionnelle</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-65	<u>Evaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-66	<u>Dépenses de structure</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-67	<u>Allocations RSA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-68	<u>Autres dépenses au titre du RSA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – DETAIL PAR ARTICLES	A 906

DETAIL DU CHAPITRE 906 – Réseaux et infrastructures

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		22 198 420,00	19 590 635,68	0,00	2 607 784,32
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
906-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
906-1	<u>Eaux et assainissement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
906-2	<u>Routes et voirie</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
906-3	<u>Infrastructures ferroviaires et aéroport</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
906-4	<u>Infra. fluviales, maritimes, portuaires</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
906-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
906-8	<u>Autres réseaux</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		22 198 420,00	19 590 635,68	0,00	2 607 784,32
906-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
906-1	<u>Eaux et assainissement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
906-2	<u>Routes et voirie</u>	21 915 720,00	19 420 426,24	0,00	2 495 293,76
90621	Réseau routier départemental	21 915 720,00	19 420 426,24	0,00	2 495 293,76
906-3	<u>Infrastructures ferroviaires et aéroport</u>	230 000,00	117 535,18	0,00	112 464,82
906-4	<u>Infra. fluviales, maritimes, portuaires</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
906-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
906-8	<u>Autres réseaux</u>	52 700,00	52 674,26	0,00	25,74
RECETTES		1 045 400,00	823 816,73	0,00	221 583,27
906-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
906-1	<u>Eaux et assainissement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
906-2	<u>Routes et voirie</u>	970 000,00	747 193,00	0,00	222 807,00
90621	Réseau routier départemental	780 000,00	566 006,66	0,00	213 993,34
90628	Autres réseaux de voirie	190 000,00	181 186,34	0,00	8 813,66
906-3	<u>Infrastructures ferroviaires et aéroport</u>	10 400,00	10 388,13	0,00	11,87
906-4	<u>Infra. fluviales, maritimes, portuaires</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
906-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
906-8	<u>Autres réseaux</u>	65 000,00	66 235,60	0,00	-1 235,60

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – DETAIL PAR ARTICLES	A 907

DETAIL DU CHAPITRE 907 – Aménagement et environnement

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		107 000,00	91 860,40	0,00	15 139,60
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
907-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
907-1	<u>Aménagement et développement urbain</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
907-2	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
907-3	<u>Environnement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
907-4	<u>Aménagement et développement rural</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
907-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		107 000,00	91 860,40	0,00	15 139,60
907-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
907-1	<u>Aménagement et développement urbain</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
907-2	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
907-3	<u>Environnement</u>	107 000,00	91 860,40	0,00	15 139,60
90738	Autres actions en faveur milieu naturel	107 000,00	91 860,40	0,00	15 139,60
907-4	<u>Aménagement et développement rural</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
907-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		1 350 000,00	1 165 375,80	0,00	184 624,20
907-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
907-1	<u>Aménagement et développement urbain</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
907-2	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
907-3	<u>Environnement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
907-4	<u>Aménagement et développement rural</u>	1 350 000,00	1 165 375,80	0,00	184 624,20
907-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – DETAIL PAR ARTICLES	A 908

DETAIL DU CHAPITRE 908 – Transports

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
908-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
908-1	<u>Transports scolaires</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
908-2	<u>Transports publics de voyageurs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
908-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
908-8	<u>Autres</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
908-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
908-1	<u>Transports scolaires</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
908-2	<u>Transports publics de voyageurs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
908-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
908-8	<u>Autres</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00
908-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
908-1	<u>Transports scolaires</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
908-2	<u>Transports publics de voyageurs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
908-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
908-8	<u>Autres</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – DETAIL PAR ARTICLES	A 909

DETAIL DU CHAPITRE 909 – Développement

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		1 236 020,00	572 553,00	0,00	663 467,00
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
909-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
909-1	<u>Structures d'animation et développement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
909-2	<u>Agriculture et pêche</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
909-3	<u>Industrie, commerce et artisanat</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
909-4	<u>Développement touristique</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
909-5	<u>Maintien services publics non départ.</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
909-6	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		1 236 020,00	572 553,00	0,00	663 467,00
909-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
909-1	<u>Structures d'animation et développement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
909-2	<u>Agriculture et pêche</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
909-3	<u>Industrie, commerce et artisanat</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
909-4	<u>Développement touristique</u>	1 236 020,00	572 553,00	0,00	663 467,00
909-5	<u>Maintien services publics non départ.</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
909-6	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		165 800,00	10 400,00	0,00	155 400,00
909-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
909-1	<u>Structures d'animation et développement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
909-2	<u>Agriculture et pêche</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
909-3	<u>Industrie, commerce et artisanat</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
909-4	<u>Développement touristique</u>	165 800,00	10 400,00	0,00	155 400,00
909-5	<u>Maintien services publics non départ.</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
909-6	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES – DETAIL PAR ARTICLES	A 910

DETAIL DU CHAPITRE 910 – Services généraux

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		7 800,00	7 800,00	0,00	0,00
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
910-2	<u>Administration générale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
910-4	<u>Coopération décentralisée, action europe</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
910-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		7 800,00	7 800,00	0,00	0,00
910-2	<u>Administration générale</u>	7 800,00	7 800,00	0,00	0,00
910202	Admin. générale (autres moyens généraux)	7 800,00	7 800,00	0,00	0,00
910-4	<u>Coopération décentralisée, action europe</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
910-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00
910-2	<u>Administration générale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
910-4	<u>Coopération décentralisée, action europe</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
910-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES – DETAIL PAR ARTICLES	A 911

DETAIL DU CHAPITRE 911 – Sécurité

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		2 570 000,00	1 632 401,75	0,00	937 598,25
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
911-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
911-1	<u>Gendarmerie, police, sécurité, justice</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
911-2	<u>Incendie et Secours</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
911-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
911-8	<u>Autres interventions de protection</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		2 570 000,00	1 632 401,75	0,00	937 598,25
911-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
911-1	<u>Gendarmerie, police, sécurité, justice</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
911-2	<u>Incendie et Secours</u>	1 920 000,00	1 126 590,25	0,00	793 409,75
911-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
911-8	<u>Autres interventions de protection</u>	650 000,00	505 811,50	0,00	144 188,50
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00
911-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
911-1	<u>Gendarmerie, police, sécurité, justice</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
911-2	<u>Incendie et Secours</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
911-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
911-8	<u>Autres interventions de protection</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES – DETAIL PAR ARTICLES	A 912

DETAIL DU CHAPITRE 912 – Enseignement

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		766 350,00	727 190,90	0,00	39 159,10
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
912-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
912-1	<u>Enseignement du premier degré</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
912-2	<u>Enseignement du second degré</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
912-3	<u>Enseignement supérieur</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
912-4	<u>Formation professionnelle et apprentissage</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
912-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
912-8	<u>Autres services périscolaires et annexes</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		766 350,00	727 190,90	0,00	39 159,10
912-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
912-1	<u>Enseignement du premier degré</u>	50 000,00	33 725,00	0,00	16 275,00
912-2	<u>Enseignement du second degré</u>	716 350,00	693 465,90	0,00	22 884,10
91221	Collèges	655 600,00	643 251,20	0,00	12 348,80
91222	Lycées	60 750,00	50 214,70	0,00	10 535,30
912-3	<u>Enseignement supérieur</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
912-4	<u>Formation professionnelle et apprentissage</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
912-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
912-8	<u>Autres services périscolaires et annexes</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00
912-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
912-1	<u>Enseignement du premier degré</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
912-2	<u>Enseignement du second degré</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
912-3	<u>Enseignement supérieur</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
912-4	<u>Formation professionnelle et apprentissage</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
912-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
912-8	<u>Autres services périscolaires et annexes</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES – DETAIL PAR ARTICLES	A 913

DETAIL DU CHAPITRE 913 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		4 352 460,00	3 064 827,02	0,00	1 287 632,98
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
913-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
913-1	<u>Culture</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
913-2	<u>Sports</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
913-3	<u>Jeunesse (action socio-éducative...)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
913-4	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		4 352 460,00	3 064 827,02	0,00	1 287 632,98
913-0	<u>Services communs</u>	1 090 000,00	813 848,92	0,00	276 151,08
913-1	<u>Culture</u>	2 187 900,00	1 289 920,10	0,00	897 979,90
91311	Activités artistiques et action culturel	408 000,00	152 708,00	0,00	255 292,00
91312	Patrimoine (musées, monuments...)	1 479 900,00	1 061 840,10	0,00	418 059,90
91313	Bibliothèques et médiathèques	270 000,00	75 372,00	0,00	194 628,00
91314	Musées	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
913-2	<u>Sports</u>	949 560,00	886 058,00	0,00	63 502,00
913-3	<u>Jeunesse (action socio-éducative...)</u>	125 000,00	75 000,00	0,00	50 000,00
913-4	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00
913-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
913-1	<u>Culture</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
913-2	<u>Sports</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
913-3	<u>Jeunesse (action socio-éducative...)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
913-4	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES – DETAIL PAR ARTICLES	A 914

DETAIL DU CHAPITRE 914 – Prévention médico-sociale

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
914-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
914-1	<u>PMI et planification familiale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
914-2	<u>Prévention et éducation pour la santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
914-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
914-8	<u>Autres actions</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
914-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
914-1	<u>PMI et planification familiale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
914-2	<u>Prévention et éducation pour la santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
914-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
914-8	<u>Autres actions</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00
914-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
914-1	<u>PMI et planification familiale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
914-2	<u>Prévention et éducation pour la santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
914-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
914-8	<u>Autres actions</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES – DETAIL PAR ARTICLES	A 915

DETAIL DU CHAPITRE 915 – Action sociale (hors RMI et RSA)

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		1 554 611,87	702 954,60	0,00	851 657,27
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
915-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-1	<u>Famille et enfance</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-2	<u>Personnes handicapées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-3	<u>Personnes âgées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-7	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-8	<u>Autres interventions sociales</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		1 554 611,87	702 954,60	0,00	851 657,27
915-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-1	<u>Famille et enfance</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-2	<u>Personnes handicapées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-3	<u>Personnes âgées</u>	1 319 611,87	685 938,60	0,00	633 673,27
91538	Autres	1 319 611,87	685 938,60	0,00	633 673,27
915-7	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-8	<u>Autres interventions sociales</u>	235 000,00	17 016,00	0,00	217 984,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00
915-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-1	<u>Famille et enfance</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-2	<u>Personnes handicapées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-3	<u>Personnes âgées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-7	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-8	<u>Autres interventions sociales</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES – DETAIL PAR ARTICLES	A 915-4

DETAIL DU CHAPITRE 915-4 – Revenu minimum d'insertion

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		85 698,00	31 306,00	0,00	54 392,00
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
915-41	<u>Insertion sociale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-42	<u>Santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-43	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-44	<u>Insertion professionnelle</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-45	<u>Évaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-46	<u>Dépenses de structure</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-47	<u>Revenu minimum d'insertion - RMA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-48	<u>Autres dépenses au titre du RMI</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		85 698,00	31 306,00	0,00	54 392,00
915-41	<u>Insertion sociale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-42	<u>Santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-43	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-44	<u>Insertion professionnelle</u>	85 698,00	31 306,00	0,00	54 392,00
915-45	<u>Évaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-46	<u>Dépenses de structure</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-47	<u>Revenu minimum d'insertion - RMA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-48	<u>Autres dépenses au titre du RMI</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00
915-41	<u>Insertion sociale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-42	<u>Santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-43	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-44	<u>Insertion professionnelle</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-45	<u>Évaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-46	<u>Dépenses de structure</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-47	<u>Revenu minimum d'insertion - RMA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-48	<u>Autres dépenses au titre du RMI</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES – DETAIL PAR ARTICLES	A 915-6

DETAIL DU CHAPITRE 915-6 – Revenu de solidarité active

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
915-61	<u>Insertion sociale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-62	<u>Santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-63	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-64	<u>Insertion professionnelle</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-65	<u>Evaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-66	<u>Dépenses de structure</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-67	<u>Allocations RSA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-68	<u>Autres dépenses au titre du RSA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
915-61	<u>Insertion sociale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-62	<u>Santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-63	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-64	<u>Insertion professionnelle</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-65	<u>Evaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-66	<u>Dépenses de structure</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-67	<u>Allocations RSA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-68	<u>Autres dépenses au titre du RSA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00
915-61	<u>Insertion sociale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-62	<u>Santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-63	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-64	<u>Insertion professionnelle</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-65	<u>Evaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-66	<u>Dépenses de structure</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-67	<u>Allocations RSA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-68	<u>Autres dépenses au titre du RSA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES – DETAIL PAR ARTICLES	A 916

DETAIL DU CHAPITRE 916 – Réseaux et infrastructures

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		8 865 293,00	8 540 822,73	0,00	324 470,27
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
916-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
916-1	<u>Eaux et assainissement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
916-2	<u>Routes et voirie</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
916-3	<u>Infrastructures ferroviaires et aéroport</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
916-4	<u>Infrastructures fluviales, maritimes</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
916-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
916-8	<u>Autres réseaux</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		8 865 293,00	8 540 822,73	0,00	324 470,27
916-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
916-1	<u>Eaux et assainissement</u>	1 944 013,00	1 816 124,17	0,00	127 888,83
916-2	<u>Routes et voirie</u>	5 341 280,00	5 145 066,56	0,00	196 213,44
91628	Autres réseaux de voirie	5 341 280,00	5 145 066,56	0,00	196 213,44
916-3	<u>Infrastructures ferroviaires et aéroport</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
916-4	<u>Infrastructures fluviales, maritimes</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
916-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
916-8	<u>Autres réseaux</u>	1 580 000,00	1 579 632,00	0,00	368,00
RECETTES		250 000,00	241 479,42	0,00	8 520,58
916-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
916-1	<u>Eaux et assainissement</u>	250 000,00	241 479,42	0,00	8 520,58
916-2	<u>Routes et voirie</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
916-3	<u>Infrastructures ferroviaires et aéroport</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
916-4	<u>Infrastructures fluviales, maritimes</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
916-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
916-8	<u>Autres réseaux</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES – DETAIL PAR ARTICLES	A 917

DETAIL DU CHAPITRE 917 – Aménagement et environnement

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		8 722 960,00	2 646 395,93	0,00	6 076 564,07
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
917-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
917-1	<u>Aménagement et développement urbain</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
917-2	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
917-3	<u>Environnement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
917-4	<u>Aménagement et développement rural</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
917-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		8 722 960,00	2 646 395,93	0,00	6 076 564,07
917-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
917-1	<u>Aménagement et développement urbain</u>	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00
917-2	<u>Logement</u>	5 562 760,00	484 047,05	0,00	5 078 712,95
917-3	<u>Environnement</u>	489 200,00	149 920,43	0,00	339 279,57
91738	Autres actions en faveur milieu naturel	489 200,00	149 920,43	0,00	339 279,57
917-4	<u>Aménagement et développement rural</u>	2 621 000,00	2 012 428,45	0,00	608 571,55
917-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		4 088 010,00	676 285,00	0,00	3 411 725,00
917-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
917-1	<u>Aménagement et développement urbain</u>	140 250,00	0,00	0,00	140 250,00
917-2	<u>Logement</u>	3 947 760,00	676 285,00	0,00	3 271 475,00
917-3	<u>Environnement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
917-4	<u>Aménagement et développement rural</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
917-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES – DETAIL PAR ARTICLES	A 918

DETAIL DU CHAPITRE 918 – Transports

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		25 000,00	18 843,98	0,00	6 156,02
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
918-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
918-1	<u>Transports scolaires</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
918-2	<u>Transports publics de voyageurs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
918-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
918-8	<u>Autres</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		25 000,00	18 843,98	0,00	6 156,02
918-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
918-1	<u>Transports scolaires</u>	25 000,00	18 843,98	0,00	6 156,02
918-2	<u>Transports publics de voyageurs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
918-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
918-8	<u>Autres</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00
918-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
918-1	<u>Transports scolaires</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
918-2	<u>Transports publics de voyageurs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
918-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
918-8	<u>Autres</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES – DETAIL PAR ARTICLES	A 919

DETAIL DU CHAPITRE 919 – Développement

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		6 288 232,00	5 187 880,84	0,00	1 100 351,16
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
919-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
919-1	<u>Structures d'animation et développement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
919-2	<u>Agriculture et pêche</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
919-3	<u>Industrie, commerce et artisanat</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
919-4	<u>Développement touristique</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
919-5	<u>Maintien services publics non départ.</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
919-6	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		6 288 232,00	5 187 880,84	0,00	1 100 351,16
919-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
919-1	<u>Structures d'animation et développement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
919-2	<u>Agriculture et pêche</u>	772 000,00	562 625,22	0,00	209 374,78
91928	Autres	772 000,00	562 625,22	0,00	209 374,78
919-3	<u>Industrie, commerce et artisanat</u>	4 049 000,00	3 783 089,84	0,00	265 910,16
919-4	<u>Développement touristique</u>	1 467 232,00	842 165,78	0,00	625 066,22
919-5	<u>Maintien services publics non départ.</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
919-6	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		524 500,00	432 866,00	0,00	91 634,00
919-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
919-1	<u>Structures d'animation et développement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
919-2	<u>Agriculture et pêche</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
919-3	<u>Industrie, commerce et artisanat</u>	517 000,00	426 633,00	0,00	90 367,00
919-4	<u>Développement touristique</u>	7 500,00	6 233,00	0,00	1 267,00
919-5	<u>Maintien services publics non départ.</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
919-6	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III-VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	A 921 A 922

DETAIL DU CHAPITRE 921 – TAXES NON AFFECTÉES

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

DETAIL DU CHAPITRE 922 – DOTATIONS ET PARTICIPATIONS

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	6 100 000,00	7 424 706,00	0,00	-1 324 706,00
10222	FCTVA	6 100 000,00	7 424 706,00	0,00	-1 324 706,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III-VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	A 923

DETAIL DU CHAPITRE 923 – DETTES ET AUTRES OPÉRATIONS FINANCIÈRES

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		13 943 500,00	13 939 534,09	0,00	3 965,91
1641	Emprunts en euros	13 736 000,00	13 734 534,29	0,00	1 465,71
261	Titres de participation	205 000,00	204 999,80	0,00	0,20
266	Autres formes de participation	2 500,00	0,00	0,00	2 500,00
RECETTES		47 829 575,95	34 259 615,52	0,00	13 569 960,43
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	24 203 691,42	24 203 691,42	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	23 569 644,53	10 000 000,00	0,00	13 569 644,53
2764	Créances/particuliers, pers. droit privé	56 240,00	55 924,10	0,00	315,90

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III-VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	A 924

DETAIL DU CHAPITRE 924 – RECAPITULATIF DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES (3)		268 000,00	180 963,26	0,00	87 036,74
4542101	REMEMBREMENT	100 000,00	53 206,84	0,00	46 793,16
4544103	REGLEMENTATION DES BOISEMENTS	2 000,00	290,00	0,00	1 710,00
4544114	ECIR	19 000,00	14,80	0,00	18 985,20
458107	AMENAGEMENT RUE GRASMANENT	100 000,00	98 673,92	0,00	1 326,08
458111	CHEMIN CHANDIEU ST PAL DE CHALENCON	0,00	0,00	0,00	0,00
458112	CALIBRAGE BOUSSOULET ARAULES	12 000,00	11 267,94	0,00	732,06
458113	RD 499 LA CHAISE DIEU	23 000,00	17 509,76	0,00	5 490,24
458115	CARREFOUR RD23 VC RIOTORD	12 000,00	0,00	0,00	12 000,00
RECETTES (3)		147 000,00	60 545,13	0,00	86 454,87
4542201	REMEMBREMENT	80 000,00	31 767,43	0,00	48 232,57
458207	AMENAGEMENT RUE GRASMANENT	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
458211	CHEMIN CHANDIEU ST PAL DE CHALENCON	0,00	0,00	0,00	0,00
458212	CALIBRAGE BOUSSOULET ARAULES	12 000,00	11 267,94	0,00	732,06
458213	RD 499 LA CHAISE DIEU	23 000,00	17 509,76	0,00	5 490,24
458215	CARREFOUR RD23 VC RIOTORD	12 000,00	0,00	0,00	12 000,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

(3) Une ligne par opération. Voir annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour le compte de tiers.

III-VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	A 925

DETAIL DU CHAPITRE 925 – OPÉRATIONS PATRIMONIALES (opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'investissement)

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalizations	Crédits annulés (2)
DEPENSES (3)		436 325,00	234 268,76	202 056,24
204142	Subv.Cne : Bâtiments, installations	176 325,00	73 350,12	102 974,88
2128	Autres agencements et aménagements	60 000,00	9 240,00	50 760,00
21314	Bâtiments culturels et sportifs	140 000,00	137 703,60	2 296,40
21328	Autres bâtiments privés	40 000,00	2 475,84	37 524,16
21351	Bâtiments publics	20 000,00	11 499,20	8 500,80
4542101	REMEMBREMENT	0,00	0,00	0,00
RECETTES (3)		436 325,00	234 268,76	202 056,24
2031	Frais d'études	260 000,00	160 918,64	99 081,36
4542201	REMEMBREMENT	45 208,00	45 207,36	0,64
4544203	REGLEMENTATION DES BOISEMENTS	1 117,00	1 116,98	0,02
4544214	ECIR	20 000,00	0,00	20 000,00
458207	AMENAGEMENT RUE GRASMANENT	80 000,00	0,00	80 000,00
458211	CHEMIN CHANDIEU ST PAL DE CHALENCON	30 000,00	27 025,78	2 974,22

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

(3) Les dépenses du chapitre sont égales aux recettes.

III-VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	A 926

DETAIL DU CHAPITRE 926 – TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Crédits annulés (2)
DEPENSES (3)		4 311 250,00	3 439 022,61	872 227,39
Reprises sur autofinancement		1 304 827,00	2 686 545,32	-1 381 718,32
13911	Sub. transf cpte rés. Etat, étab. Nat.	137 577,00	132 867,11	4 709,89
13912	Sub. transf cpte résult. Régions	100 000,00	83 761,52	16 238,48
13914	Sub. transf cpte résult. Communes	340 000,00	326 282,00	13 718,00
13916	Sub. transf cpte résult. Autres EPL	40 000,00	37 935,55	2 064,45
139172	Sub. transf cpte résult. FEDER	50 000,00	48 227,66	1 772,34
139173	Sub. transf cpte résult. FEOGA	20 000,00	18 366,58	1 633,42
139178	Autres fonds européens	10 000,00	2 740,00	7 260,00
13918	Autres Sub. Transf équipement	30 000,00	28 370,08	1 629,92
13932	Sub. transf cpte résult. DDEC	550 000,00	544 912,77	5 087,23
13936	Dot. soutien investissement départements	16 000,00	15 348,00	652,00
16872	Dettes - Régions	11 250,00	11 250,00	0,00
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	1 436 484,05	-1 436 484,05
Charges transférées		3 006 423,00	752 477,29	2 253 945,71
21312	Bâtiments scolaires	269 423,00	269 422,04	0,96
2151	Réseaux de voirie	2 737 000,00	483 055,25	2 253 944,75
RECETTES (4)		22 087 459,85	23 627 550,41	-1 540 090,56
16872	Dettes - Régions	87 459,85	76 607,72	10 852,13
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	36 784,15	-36 784,15
2111	Terrains nus	0,00	5 576,58	-5 576,58
21351	Bâtiments publics	0,00	318 957,93	-318 957,93
2157	Matériel et outillage technique	0,00	220 558,12	-220 558,12
2182	Matériel de transport	0,00	1 033 065,86	-1 033 065,86
28031	Frais d'études	20 000,00	17 106,00	2 894,00
28033	Frais d'insertion	8 000,00	7 948,00	52,00
2804111	Subv. Etat : Bien mobilier, matériel	3 000,00	2 403,00	597,00
2804113	Subv. Etat : Projet infrastructure	900 000,00	893 692,00	6 308,00
2804122	Subv. Régions : Bâtiments, installations	128 100,00	128 072,00	28,00
2804132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	33 300,00	33 279,00	21,00
2804141	Subv. Cne : Bien mobilier, matériel	170 000,00	169 531,08	468,92
2804142	Subv. Cne : Bâtiments, installations	7 464 300,00	7 464 233,00	67,00
2804151	Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel	20 000,00	15 271,43	4 728,57
2804152	Subv. Grpt : Bâtiments, installations	50 000,00	43 444,00	6 556,00
2804162	Subv. SPIC : Bâtiments, installations	1 085 100,00	1 085 002,00	98,00
28041781	Autres EPL: Bien mobilier, matériel	150 000,00	144 582,00	5 418,00
28041782	Autres EPL: Bâtiments, installations	440 000,00	439 979,00	21,00
2804182	Autres org pub - Bât. et installations	814 000,00	813 921,00	79,00

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE - PROJET CA 2021 BUDGET PRINCIPAL - CA (projet de budget) - 2021

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Crédits annulés (2)
280421	<i>Privé - Biens mob., matériel et études</i>	206 000,00	204 413,00	1 587,00
280422	<i>Privé - Bâtiments et installations</i>	1 677 800,00	1 677 745,00	55,00
280432	<i>Subv.Scol : Bâtiments, installations</i>	32 200,00	32 113,00	87,00
28051	<i>Concessions et droits similaires</i>	1 260 000,00	1 259 903,07	96,93
28128	<i>Autres aménagements de terrains</i>	130 000,00	123 493,00	6 507,00
281311	<i>Bâtiments administratifs</i>	30 000,00	25 621,00	4 379,00
281312	<i>Bâtiments scolaires</i>	472 500,00	471 420,00	1 080,00
281313	<i>Bâtiments sociaux et médico-sociaux</i>	100 000,00	98 104,00	1 896,00
281314	<i>Bâtiments culturels et sportifs</i>	120 000,00	117 922,00	2 078,00
281318	<i>Autres bâtiments publics</i>	80 000,00	78 611,00	1 389,00
281328	<i>Autres bâtiments privés</i>	59 990,00	55 581,00	4 409,00
281351	<i>Bâtiments publics</i>	743 010,00	743 009,00	1,00
281352	<i>Bâtiments privés</i>	30 000,00	29 233,00	767,00
2814	<i>Constructions sur sol d'autrui</i>	3 000,00	2 924,00	76,00
28152	<i>Installations de voirie</i>	500 000,00	499 597,00	403,00
28153	<i>Réseaux divers</i>	270 000,00	269 361,00	639,00
28157	<i>Matériel et outillage techniques</i>	550 000,00	549 202,26	797,74
2817312	<i>Bâtiments scolaires (m. à dispo)</i>	879 700,00	877 895,00	1 805,00
281735	<i>Installations générales (m. à dispo)</i>	415 000,00	413 799,00	1 201,00
28181	<i>Installations générales, aménagt divers</i>	10 000,00	7 230,00	2 770,00
28182	<i>Matériel de transport</i>	1 729 700,00	1 727 666,47	2 033,53
281831	<i>Matériel informatique scolaire</i>	360 000,00	359 604,72	395,28
281838	<i>Autre matériel informatique</i>	665 000,00	664 546,31	453,69
281841	<i>Matériel de bureau et mobilier scolaire</i>	123 000,00	122 010,03	989,97
281848	<i>Autres matériels de bureau et mobiliers</i>	44 200,00	44 171,93	28,07
28185	<i>Matériel de téléphonie</i>	41 100,00	41 009,72	90,28
28188	<i>Autres immo. corporelles</i>	182 000,00	181 351,03	648,97

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

(3) Egales aux recettes du chapitre 946 en fonctionnement.

(4) Egales aux dépenses du chapitre 946 en fonctionnement.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	B

1 – DEPENSES

Chap.	Libellés	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Rattachements	Restes à réaliser au 31/12	
Groupe 93	Opérations ventilées	220 951 008,02	204 541 543,00	9 056 127,48	0,00	7 353 337,54
930	Services généraux	14 073 615,68	12 728 079,32	494 807,20	0,00	850 729,16
931	Sécurité	7 211 170,00	7 209 206,00	0,00	0,00	1 964,00
932	Enseignement	12 456 299,00	12 002 846,40	275 671,40	0,00	177 781,20
933	Culture, jeunesse, sports et loisirs	6 664 140,00	5 957 514,59	152 274,29	0,00	554 351,12
934	Prévention médico-sociale	2 263 300,00	2 198 458,18	15 690,69	0,00	49 151,13
935	Action sociale (hors RMI, APA et RSA)	94 527 660,61	86 673 874,30	5 037 163,77	0,00	2 816 622,54
935-4	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-5	Personnes dépendantes (APA)	29 967 025,00	27 849 426,37	1 858 649,00	0,00	258 949,63
935-6	Revenu de solidarité active	21 676 500,00	20 415 497,19	299 964,68	0,00	961 038,13
936	Réseaux et infrastructures	23 876 500,00	22 872 943,18	741 752,46	0,00	261 804,36
937	Aménagement et environnement	1 765 809,00	1 333 884,97	90 346,60	0,00	341 577,43
938	Transports	370 600,00	133 522,36	0,00	0,00	237 077,64
939	Développement	6 098 388,73	5 166 290,14	89 807,39	0,00	842 291,20
Groupe 94	Opérations non ventilées	26 416 312,85	27 597 284,02	342 845,88	0,00	-1 523 817,05
940	Impositions directes	1 162 253,00	1 162 253,00	0,00	0,00	0,00
941	Autres impôts et taxes	1 665 000,00	1 662 611,00	0,00	0,00	2 389,00
942	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
943	Opérations financières	1 490 000,00	1 138 525,29	342 845,88	0,00	8 628,83
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	11 600,00	6 344,32	0,00	0,00	5 255,68
945	Provisions et autres opérations mixtes	0,00	0,00			0,00
946	<i>Transferts entre les sections (autres que virement)</i>	<i>22 087 459,85</i>	<i>23 627 550,41</i>			<i>-1 540 090,56</i>
947	<i>Opérations ordre intérieur de la section</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>			<i>0,00</i>
Groupe 95	Opérations sans réalisation (2)	29 905 810,49				
952	Dépenses imprévues	0,00				
953	<i>Virement à la section d'investissement</i>	<i>29 905 810,49</i>				
TOTAL DES GROUPES FONCTIONNELS		277 273 131,36	232 138 827,02	9 398 973,36	0,00	35 735 330,98

Pour information : 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1	0,00				
--	-------------	--	--	--	--

(1) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

(2) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de mandats (opérations sans réalisations).

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	B

2 – RECETTES

Chap.	Libellés	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Rattachements	Restes à réaliser au 31/12	
Groupe 93	Opérations ventilées	30 137 369,00	28 943 508,98	3 538 382,00	0,00	-2 344 521,98
930	Services généraux	720 920,00	-277 667,23	1 553 382,00	0,00	-554 794,77
931	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
932	Enseignement	450 000,00	497 756,88	0,00	0,00	-47 756,88
933	Culture, jeunesse, sports et loisirs	64 100,00	80 189,78	0,00	0,00	-16 089,78
934	Prévention médico-sociale	116 490,00	135 811,01	0,00	0,00	-19 321,01
935	Action sociale (hors RMI, APA et RSA)	13 479 297,00	13 379 075,32	675 000,00	0,00	-574 778,32
935-4	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-5	Personnes dépendantes (APA)	11 061 000,00	10 637 401,56	1 000 000,00	0,00	-576 401,56
935-6	Revenu de solidarité active	1 382 602,00	1 467 890,03	0,00	0,00	-85 288,03
936	Réseaux et infrastructures	631 930,00	489 987,32	0,00	0,00	141 942,68
937	Aménagement et environnement	711 500,00	1 243 074,68	0,00	0,00	-531 574,68
938	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
939	Développement	1 519 530,00	1 289 989,63	310 000,00	0,00	-80 459,63
Groupe 94	Opérations non ventilées	226 520 476,00	235 754 567,38	0,00	0,00	-9 234 091,38
940	Impositions directes	21 514 390,00	22 951 277,00	0,00	0,00	-1 436 887,00
941	Autres impôts et taxes	151 586 440,00	160 620 549,37	0,00	0,00	-9 034 109,37
942	Dotations et participations	49 107 396,00	48 742 228,70	0,00	0,00	365 167,30
943	Opérations financières	1 000,00	1 489,70	0,00	0,00	-489,70
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
945	Provisions et autres opérations mixtes	0,00	0,00			0,00
946	<i>Transferts entre les sections (autres que virement)</i>	<i>4 311 250,00</i>	<i>3 439 022,61</i>			<i>872 227,39</i>
947	<i>Opérations ordre intérieur de la section</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>			<i>0,00</i>
TOTAL DES GROUPES FONCTIONNELS		256 657 845,00	264 698 076,36	3 538 382,00	0,00	-11 578 613,36

Pour information : 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1	20 615 286,36				
---	----------------------	--	--	--	--

(1) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	B 930

DETAIL DU CHAPITRE 930 – Services généraux

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Mandats et titres émis	Rattachements	Restes à réaliser au 31/12	
DEPENSES		14 073 615,68	12 728 079,32	494 807,20	0,00	850 729,16
930-2	Administration générale	13 978 615,68	12 828 538,04	359 807,20	0,00	790 270,44
930201	Admin. gén. (personnel non ventilable)	8 446 348,68	8 083 904,88	96 615,05	0,00	265 828,75
930202	Admin. gén. (autres moyens généraux)	3 681 118,00	3 056 551,56	185 186,19	0,00	439 380,25
93021	Assemblée locale	1 430 149,00	1 343 144,11	7 400,71	0,00	79 604,18
93023	Information, communication, publicité	421 000,00	344 937,49	70 605,25	0,00	5 457,26
930-4	Coop. décent., act° europ. et inter.	95 000,00	-100 458,72	135 000,00	0,00	60 458,72
93041	Subvention globale	95 000,00	-100 458,72	135 000,00	0,00	60 458,72
930-5	Plan de relance (crise sanitaire)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		720 920,00	-277 667,23	1 553 382,00	0,00	-554 794,77
930-2	Administration générale	381 420,00	637 516,38	162 882,00	0,00	-418 978,38
930201	Admin. gén. (personnel non ventilable)	246 510,00	389 001,49	162 882,00	0,00	-305 373,49
930202	Admin. gén. (autres moyens généraux)	134 900,00	247 452,72	0,00	0,00	-112 552,72
93021	Assemblée locale	10,00	1 062,17	0,00	0,00	-1 052,17
930-4	Coop. décent., act° europ. et inter.	339 500,00	-915 183,61	1 390 500,00	0,00	-135 816,39
93041	Subvention globale	339 500,00	-915 183,61	1 390 500,00	0,00	-135 816,39
930-5	Plan de relance (crise sanitaire)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	B 931

DETAIL DU CHAPITRE 931 – Sécurité

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Mandats et titres émis	Rattachements	Restes à réaliser au 31/12	
DEPENSES		7 211 170,00	7 209 206,00	0,00	0,00	1 964,00
931-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
931-1	<u>Gendarmerie, police, sécurité, justice</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
931-2	<u>Incendie et Secours</u>	7 205 170,00	7 204 706,00	0,00	0,00	464,00
931-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
931-8	<u>Autres interventions de protection</u>	6 000,00	4 500,00	0,00	0,00	1 500,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
931-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
931-1	<u>Gendarmerie, police, sécurité, justice</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
931-2	<u>Incendie et Secours</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
931-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
931-8	<u>Autres interventions de protection</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	B 932

DETAIL DU CHAPITRE 932 – Enseignement

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Mandats et titres émis	Rattachements	Restes à réaliser au 31/12	
DEPENSES		12 456 299,00	12 002 846,40	275 671,40	0,00	177 781,20
932-0	<u>Services communs</u>	5 886 250,00	5 783 132,87	0,00	0,00	103 117,13
932-1	<u>Enseignement du premier degré</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
932-2	<u>Enseignement du second degré</u>	6 352 580,00	6 112 313,03	187 218,90	0,00	53 048,07
93221	Collèges	6 352 580,00	6 112 313,03	187 218,90	0,00	53 048,07
932-3	<u>Enseignement supérieur</u>	156 000,00	62 550,62	87 000,00	0,00	6 449,38
932-4	<u>Formation professionnelle et apprentissage</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
932-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
932-8	<u>Autres services périscolaires et annexes</u>	61 469,00	44 849,88	1 452,50	0,00	15 166,62
RECETTES		450 000,00	497 756,88	0,00	0,00	-47 756,88
932-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
932-1	<u>Enseignement du premier degré</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
932-2	<u>Enseignement du second degré</u>	450 000,00	497 756,88	0,00	0,00	-47 756,88
93221	Collèges	450 000,00	497 756,88	0,00	0,00	-47 756,88
932-3	<u>Enseignement supérieur</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
932-4	<u>Formation professionnelle et apprentissage</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
932-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
932-8	<u>Autres services périscolaires et annexes</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	B 933

DETAIL DU CHAPITRE 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Mandats et titres émis	Rattachements	Restes à réaliser au 31/12	
DEPENSES		6 664 140,00	5 957 514,59	152 274,29	0,00	554 351,12
933-0	<u>Services communs</u>	2 950 600,00	2 892 464,46	5 538,10	0,00	52 597,44
933-1	<u>Culture</u>	2 599 640,00	2 198 984,27	30 400,01	0,00	370 255,72
93311	Activités artistiques, action culturelle	1 774 790,00	1 420 099,95	11 994,80	0,00	342 695,25
93312	Patrimoine (musées, monuments...)	392 000,00	377 000,00	15 000,00	0,00	0,00
93313	Bibliothèques et médiathèques	254 597,00	230 731,58	3 118,41	0,00	20 747,01
93314	Musées	15 000,00	11 491,00	0,00	0,00	3 509,00
93315	Services d'archives	163 253,00	159 661,74	286,80	0,00	3 304,46
933-2	<u>Sports</u>	913 400,00	689 465,94	114 836,18	0,00	109 097,88
933-3	<u>Jeunesse (act° socio-éduc...) et loisirs</u>	200 500,00	176 599,92	1 500,00	0,00	22 400,08
933-4	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		64 100,00	80 189,78	0,00	0,00	-16 089,78
933-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
933-1	<u>Culture</u>	64 100,00	80 189,78	0,00	0,00	-16 089,78
93311	Activités artistiques, action culturelle	5 000,00	22 775,56	0,00	0,00	-17 775,56
93312	Patrimoine (musées, monuments...)	4 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
93313	Bibliothèques et médiathèques	53 000,00	53 534,50	0,00	0,00	-534,50
93315	Services d'archives	2 100,00	3 879,72	0,00	0,00	-1 779,72
933-2	<u>Sports</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
933-3	<u>Jeunesse (act° socio-éduc...) et loisirs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
933-4	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	B 934

DETAIL DU CHAPITRE 934 – Prévention médico-sociale

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Mandats et titres émis	Rattachements	Restes à réaliser au 31/12	
DEPENSES		2 263 300,00	2 198 458,18	15 690,69	0,00	49 151,13
934-0	<u>Services communs</u>	1 775 100,00	1 751 282,03	576,00	0,00	23 241,97
934-1	<u>PMI et planification familiale</u>	479 200,00	440 035,96	15 114,69	0,00	24 049,35
934-2	<u>Prévention et éducation pour la santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934-8	<u>Autres actions</u>	9 000,00	7 140,19	0,00	0,00	1 859,81
RECETTES		116 490,00	135 811,01	0,00	0,00	-19 321,01
934-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934-1	<u>PMI et planification familiale</u>	52 800,00	72 120,84	0,00	0,00	-19 320,84
934-2	<u>Prévention et éducation pour la santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934-8	<u>Autres actions</u>	63 690,00	63 690,17	0,00	0,00	-0,17

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	B 935

DETAIL DU CHAPITRE 935 – Action sociale (hors RMI, APA et RSA)

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Mandats et titres émis	Rattachements	Restes à réaliser au 31/12	
DEPENSES		94 527 660,61	86 673 874,30	5 037 163,77	0,00	2 816 622,54
935-0	<u>Services communs</u>	12 559 112,00	12 471 138,62	17 529,69	0,00	70 443,69
935-1	<u>Famille et enfance</u>	32 233 713,24	31 632 800,84	0,00	0,00	600 912,40
935-2	<u>Personnes handicapées</u>	35 757 359,65	31 443 575,46	3 452 383,08	0,00	861 401,11
935-3	<u>Personnes âgées</u>	12 492 837,72	9 825 027,93	1 485 241,00	0,00	1 182 568,79
93531	Forfait autonomie	16 888,60	16 688,60	0,00	0,00	200,00
93532	Autres actions de prévention	604 771,00	365 966,00	54 588,00	0,00	184 217,00
93538	Autres	11 871 178,12	9 442 373,33	1 430 653,00	0,00	998 151,79
935-7	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-8	<u>Autres interventions sociales</u>	1 484 638,00	1 301 331,45	82 010,00	0,00	101 296,55
RECETTES		13 479 297,00	13 379 075,32	675 000,00	0,00	-574 778,32
935-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-1	<u>Famille et enfance</u>	875 000,00	962 492,33	0,00	0,00	-87 492,33
935-2	<u>Personnes handicapées</u>	4 604 645,00	4 176 997,20	675 000,00	0,00	-247 352,20
935-3	<u>Personnes âgées</u>	7 769 652,00	8 059 036,35	0,00	0,00	-289 384,35
93531	Forfait autonomie	19 552,00	16 687,19	0,00	0,00	2 864,81
93532	Autres actions de prévention	374 000,00	429 800,00	0,00	0,00	-55 800,00
93538	Autres	7 376 100,00	7 612 549,16	0,00	0,00	-236 449,16
935-7	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-8	<u>Autres interventions sociales</u>	230 000,00	180 549,44	0,00	0,00	49 450,56

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	B 935-4

DETAIL DU CHAPITRE 935-4 – Revenu minimum d'insertion

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Mandats et titres émis	Rattachements	Restes à réaliser au 31/12	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-41	<u>Insertion sociale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-42	<u>Santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-43	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-44	<u>Insertion professionnelle</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-45	<u>Évaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-46	<u>Dépenses de structure</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-47	<u>RMI - RMA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-48	<u>Autres dépenses au titre du RMI</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-41	<u>Insertion sociale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-42	<u>Santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-43	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-44	<u>Insertion professionnelle</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-45	<u>Évaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-46	<u>Dépenses de structure</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-47	<u>RMI - RMA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-48	<u>Autres dépenses au titre du RMI</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	B 935-5

DETAIL DU CHAPITRE 935-5 – Personnes dépendantes (APA)

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Mandats et titres émis	Rattachements	Restes à réaliser au 31/12	
DEPENSES		29 967 025,00	27 849 426,37	1 858 649,00	0,00	258 949,63
935-50	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-51	<u>APA à domicile</u>	15 403 525,00	13 885 635,54	1 408 225,00	0,00	109 664,46
935-52	<u>APA versée au bénéficiaire en établisst</u>	262 000,00	254 925,19	5 074,00	0,00	2 000,81
935-53	<u>APA versée à l'établissement</u>	14 301 500,00	13 708 865,64	445 350,00	0,00	147 284,36
RECETTES		11 061 000,00	10 637 401,56	1 000 000,00	0,00	-576 401,56
935-50	<u>Services communs</u>	11 060 000,00	10 195 096,89	1 000 000,00	0,00	-135 096,89
935-51	<u>APA à domicile</u>	0,00	441 094,08	0,00	0,00	-441 094,08
935-52	<u>APA versée au bénéficiaire en établisst</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-53	<u>APA versée à l'établissement</u>	1 000,00	1 210,59	0,00	0,00	-210,59

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	B 935-6

DETAIL DU CHAPITRE 935-6 – Revenu de solidarité active

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Mandats et titres émis	Rattachements	Restes à réaliser au 31/12	
DEPENSES		21 676 500,00	20 415 497,19	299 964,68	0,00	961 038,13
935-61	<u>Insertion sociale</u>	20 735 537,00	19 841 834,04	46 486,00	0,00	847 216,96
935-62	<u>Santé</u>	30 000,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00
935-63	<u>Logement</u>	60 000,00	6 642,70	0,00	0,00	53 357,30
935-64	<u>Insertion professionnelle</u>	838 179,00	536 656,83	253 478,68	0,00	48 043,49
935-65	<u>Evaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-66	<u>Dépenses de structure</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-67	<u>Allocations RSA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-68	<u>Autres dépenses au titre du RSA</u>	12 784,00	363,62	0,00	0,00	12 420,38
RECETTES		1 382 602,00	1 467 890,03	0,00	0,00	-85 288,03
935-61	<u>Insertion sociale</u>	1 382 602,00	1 467 890,03	0,00	0,00	-85 288,03
935-62	<u>Santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-63	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-64	<u>Insertion professionnelle</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-65	<u>Evaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-66	<u>Dépenses de structure</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-67	<u>Allocations RSA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-68	<u>Autres dépenses au titre du RSA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	B 936

DETAIL DU CHAPITRE 936 – Réseaux et infrastructures

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Mandats et titres émis	Rattachements	Restes à réaliser au 31/12	
DEPENSES		23 876 500,00	22 872 943,18	741 752,46	0,00	261 804,36
936-0	<u>Services communs</u>	16 547 647,00	16 403 566,14	225,20	0,00	143 855,66
936-1	<u>Eaux et assainissement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
936-2	<u>Routes et voirie</u>	7 124 353,00	6 288 105,16	741 527,26	0,00	94 720,58
93621	Réseau routier départemental	6 156 259,00	5 381 150,88	714 330,05	0,00	60 778,07
93622	Viabilité hivernale et aléas climatiques	968 094,00	906 954,28	27 197,21	0,00	33 942,51
936-3	<u>Infrastruct. ferroviaires et aéroports</u>	2 500,00	-872,10	0,00	0,00	3 372,10
936-4	<u>Infra. fluviales, maritimes, portuaires</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
936-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
936-8	<u>Autres réseaux</u>	202 000,00	182 143,98	0,00	0,00	19 856,02
RECETTES		631 930,00	489 987,32	0,00	0,00	141 942,68
936-0	<u>Services communs</u>	100 000,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
936-1	<u>Eaux et assainissement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
936-2	<u>Routes et voirie</u>	511 000,00	471 213,49	0,00	0,00	39 786,51
93621	Réseau routier départemental	511 000,00	471 213,49	0,00	0,00	39 786,51
936-3	<u>Infrastruct. ferroviaires et aéroports</u>	930,00	926,12	0,00	0,00	3,88
936-4	<u>Infra. fluviales, maritimes, portuaires</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
936-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
936-8	<u>Autres réseaux</u>	20 000,00	17 847,71	0,00	0,00	2 152,29

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	B 937

DETAIL DU CHAPITRE 937 – Aménagement et environnement

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Mandats et titres émis	Rattachements	Restes à réaliser au 31/12	
DEPENSES		1 765 809,00	1 333 884,97	90 346,60	0,00	341 577,43
937-0	<u>Services communs</u>	360 200,00	323 198,33	0,00	0,00	37 001,67
937-1	<u>Aménagement et développement urbain</u>	277 850,00	261 953,25	0,00	0,00	15 896,75
937-2	<u>Logement</u>	45 000,00	43 195,00	0,00	0,00	1 805,00
937-3	<u>Environnement</u>	1 057 759,00	680 538,39	90 346,60	0,00	286 874,01
93731	Actions en matière de trait. des déchets	18 535,00	18 534,48	0,00	0,00	0,52
93738	Autres actions en faveur milieu naturel	1 039 224,00	662 003,91	90 346,60	0,00	286 873,49
937-4	<u>Aménagement et développement rural</u>	25 000,00	25 000,00	0,00	0,00	0,00
937-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		711 500,00	1 243 074,68	0,00	0,00	-531 574,68
937-0	<u>Services communs</u>	38 500,00	6 400,10	0,00	0,00	32 099,90
937-1	<u>Aménagement et développement urbain</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
937-2	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
937-3	<u>Environnement</u>	673 000,00	1 236 674,58	0,00	0,00	-563 674,58
93738	Autres actions en faveur milieu naturel	673 000,00	1 236 674,58	0,00	0,00	-563 674,58
937-4	<u>Aménagement et développement rural</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
937-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	B 938

DETAIL DU CHAPITRE 938 – Transports

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Mandats et titres émis	Rattachements	Restes à réaliser au 31/12	
DEPENSES		370 600,00	133 522,36	0,00	0,00	237 077,64
938-0	<u>Services communs</u>	37,00	33,22	0,00	0,00	3,78
938-1	<u>Transports scolaires</u>	164 563,00	-28 208,57	0,00	0,00	192 771,57
938-2	<u>Transports publics de voyageurs</u>	0,00	-43 635,64	0,00	0,00	43 635,64
93821	Routier	0,00	-43 635,64	0,00	0,00	43 635,64
938-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
938-8	<u>Autres</u>	206 000,00	205 333,35	0,00	0,00	666,65
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
938-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
938-1	<u>Transports scolaires</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
938-2	<u>Transports publics de voyageurs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
938-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
938-8	<u>Autres</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	B 939

DETAIL DU CHAPITRE 939 – Développement

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Mandats et titres émis	Rattachements	Restes à réaliser au 31/12	
DEPENSES		6 098 388,73	5 166 290,14	89 807,39	0,00	842 291,20
939-0	<u>Services communs</u>	822 800,00	781 806,74	0,00	0,00	40 993,26
939-1	<u>Structures animation, développement éco.</u>	8 700,00	8 700,00	0,00	0,00	0,00
939-2	<u>Agriculture et pêche</u>	1 475 750,00	1 113 595,57	57 930,00	0,00	304 224,43
93921	Laboratoire départemental	1 296 150,00	1 020 270,54	0,00	0,00	275 879,46
93928	Autres	179 600,00	93 325,03	57 930,00	0,00	28 344,97
939-3	<u>Industrie, commerce et artisanat</u>	2 519 500,00	2 178 929,70	0,00	0,00	340 570,30
939-4	<u>Développement touristique</u>	1 271 638,73	1 083 258,13	31 877,39	0,00	156 503,21
939-5	<u>Maint. et dev. serv. publics non départ.</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
939-6	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		1 519 530,00	1 289 989,63	310 000,00	0,00	-80 459,63
939-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
939-1	<u>Structures animation, développement éco.</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
939-2	<u>Agriculture et pêche</u>	934 500,00	704 773,80	310 000,00	0,00	-80 273,80
93921	Laboratoire départemental	928 200,00	690 575,54	310 000,00	0,00	-72 375,54
93928	Autres	6 300,00	14 198,26	0,00	0,00	-7 898,26
939-3	<u>Industrie, commerce et artisanat</u>	288 000,00	287 899,89	0,00	0,00	100,11
939-4	<u>Développement touristique</u>	297 030,00	297 315,94	0,00	0,00	-285,94
939-5	<u>Maint. et dev. serv. publics non départ.</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
939-6	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III-VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	B 940 B 941

DETAIL DU CHAPITRE 940 – IMPOSITIONS DIRECTES

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Mandats et titres émis	Rattachements	Restes à réaliser au 31/12	
DEPENSES		1 162 253,00	1 162 253,00	0,00	0,00	0,00
73913	Attributions de compensation CVAE	1 162 253,00	1 162 253,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		21 514 390,00	22 951 277,00	0,00	0,00	-1 436 887,00
73112	Cotisation sur la VAE	8 100 000,00	9 298 099,00	0,00	0,00	-1 198 099,00
73114	Imposition Forf. sur Entrep. Réseau	759 000,00	786 478,00	0,00	0,00	-27 478,00
73121	F.N.G.I.R.	6 083 390,00	6 083 390,00	0,00	0,00	0,00
73122	Fonds péréquation cotis./VA entreprises	572 000,00	576 281,00	0,00	0,00	-4 281,00
73125	Frais taxe foncière propriétés bâties	6 000 000,00	6 112 275,00	0,00	0,00	-112 275,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	0,00	94 754,00	0,00	0,00	-94 754,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

DETAIL DU CHAPITRE 941 – AUTRES IMPÔTS ET TAXES

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Mandats et titres émis	Rattachements	Restes à réaliser au 31/12	
DEPENSES		1 665 000,00	1 662 611,00	0,00	0,00	2 389,00
73926	Prélèvements fonds péréquation des DMTO	1 665 000,00	1 662 611,00	0,00	0,00	2 389,00
RECETTES		151 586 440,00	160 620 549,37	0,00	0,00	-9 034 109,37
7321	Taxe départementale publicité foncière	25 200 000,00	30 070 517,79	0,00	0,00	-4 870 517,79
7322	Taxe départ. Add. certains droits enreg.	300 000,00	283 554,37	0,00	0,00	16 445,63
7326	Attrib. fonds péréquation sur les DMTO	11 600 000,00	11 557 532,00	0,00	0,00	42 468,00
7342	Taxe sur les conventions d'assurance	41 200 000,00	44 732 370,29	0,00	0,00	-3 532 370,29
7351	Taxe sur consommation finale électricité	2 125 000,00	2 665 770,31	0,00	0,00	-540 770,31
7352	TICPE	11 311 440,00	11 415 198,83	0,00	0,00	-103 758,83
73811	Fraction compensatoire de la TFPB	58 140 000,00	58 340 847,00	0,00	0,00	-200 847,00
73818	Autres	1 700 000,00	1 549 066,00	0,00	0,00	150 934,00
7388	Autres	10 000,00	5 692,78	0,00	0,00	4 307,22

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III-VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	B 942 B 943

DETAIL DU CHAPITRE 942 – DOTATIONS ET PARTICIPATIONS

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Mandats et titres émis	Rattachements	Restes à réaliser au 31/12	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		49 107 396,00	48 742 228,70	0,00	0,00	365 167,30
7411	Dotation forfaitaire	17 750 000,00	17 743 604,00	0,00	0,00	6 396,00
74121	Dotation de fonctionnement minimale	13 000 000,00	13 246 708,00	0,00	0,00	-246 708,00
74123	Dotation de compensation	7 470 000,00	7 252 500,00	0,00	0,00	217 500,00
744	FCTVA	130 000,00	120 802,00	0,00	0,00	9 198,00
7461	DGD	1 303 396,00	1 311 707,00	0,00	0,00	-8 311,00
7472	Participation régions	0,00	-188 860,30	0,00	0,00	188 860,30
7482	Compens. perte taxe add. droits mutation	10 000,00	6 057,00	0,00	0,00	3 943,00
74832	D.C.R.T.P.	7 029 000,00	7 030 614,00	0,00	0,00	-1 614,00
74833	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	5 000,00	5 264,00	0,00	0,00	-264,00
74834	Etat - Compens. exonération T.F.B.	60 000,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00
74835	D.T.C. exonération fiscalité directe	2 350 000,00	2 213 833,00	0,00	0,00	136 167,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

DETAIL DU CHAPITRE 943 – OPÉRATIONS FINANCIÈRES

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Mandats et titres émis	Rattachements	Restes à réaliser au 31/12	
DEPENSES		1 490 000,00	1 138 525,29	342 845,88	0,00	8 628,83
627	Services bancaires et assimilés	100,00	21,36	0,00	0,00	78,64
66111	Intérêts réglés à l'échéance	1 412 400,00	1 406 709,82	0,00	0,00	5 690,18
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	70 000,00	-275 705,89	342 845,88	0,00	2 860,01
6688	Autres	7 500,00	7 500,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		1 000,00	1 489,70	0,00	0,00	-489,70
7688	Autres	1 000,00	1 489,70	0,00	0,00	-489,70

Détail du calcul des ICNE

Pour information	66112 (3)	7622 (3)
Montant des ICNE de l'exercice	342 845,88	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	275 705,89	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	67 139,99	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

(3) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte sera négatif.

III-VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	B 944 B 945

DETAIL DU CHAPITRE 944 – FRAIS DE FONCTIONNEMENT GROUPES D'ÉLUS

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Mandats et titres émis	Rattachements	Restes à réaliser au 31/12	
DEPENSES		11 600,00	6 344,32	0,00	0,00	5 255,68
65861	Frais de personnel	9 000,00	5 323,60	0,00	0,00	3 676,40
65862	Matériel, équipement et fournitures	2 600,00	1 020,72	0,00	0,00	1 579,28
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

DETAIL DU CHAPITRE 945 – PROVISIONS ET AUTRES OPÉRATIONS MIXTES (opérations mixtes)

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Mandats et titres émis	Crédits annulés (2)
DEPENSES		0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III-VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	B 946

DETAIL DU CHAPITRE 946 – TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS (à l'exclusion du virement à la section d'investissement)

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Mandats et titres émis	Crédits annulés (2)
DEPENSES (3)		22 087 459,85	23 627 550,41	-1 540 090,56
675	<i>Valeurs comptables immobilisations cédée</i>	0,00	1 578 158,49	-1 578 158,49
6761	<i>Différences sur réalisations (positives)</i>	0,00	36 784,15	-36 784,15
678	<i>Autres charges exceptionnelles</i>	87 459,85	76 607,72	10 852,13
6811	<i>Dot. amort. et prov. Immos incorporelles</i>	22 000 000,00	21 936 000,05	63 999,95
RECETTES (4)		4 311 250,00	3 439 022,61	872 227,39
722	<i>Immobilisations corporelles</i>	3 000 000,00	752 477,29	2 247 522,71
7761	<i>Différences sur réalisations (négatives)</i>	0,00	1 436 484,05	-1 436 484,05
777	<i>Quote-part subv invest transf cpte résul</i>	1 300 000,00	1 238 811,27	61 188,73
7788	<i>Produits exceptionnels divers</i>	11 250,00	11 250,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

(3) Egales aux recettes du chapitre 926 en investissement.

(4) Egales aux dépenses du chapitre 926 en investissement.

III-VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	B 947

DETAIL DU CHAPITRE 947 – OPÉRATIONS ORDRE INTÉRIEUR DE LA SECTION

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Mandats et titres émis	Crédits annulés (2)
	<i>DEPENSES (3)</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
	<i>RECETTES (3)</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

(3) Les dépenses sont égales aux recettes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – VUE D'ENSEMBLE	A

SECTION	0 Services généraux	1 Sécurité	2 Enseignement	3 Culture, jeunesse, sports et loisirs	4 Prévention médico-sociale	5 Action sociale (hors RMI, APA et RSA)	5-4 Revenu minimum d'insertion
---------	------------------------	---------------	-------------------	--	-----------------------------------	---	--------------------------------------

I – REALISATIONS

Dépenses d'investissement	8 999 782,24	1 632 401,75	4 885 926,28	3 434 866,17	899,11	1 466 213,16	31 306,00
Recettes d'investissement	1 011 171,98	0,00	889 931,00	0,00	0,00	80 550,34	0,00
Investissement - Solde	-7 988 610,26	-1 632 401,75	-3 995 995,28	-3 434 866,17	-899,11	-1 385 662,82	-31 306,00
Dépenses de fonctionnement	13 222 886,52	7 209 206,00	12 278 517,80	6 109 788,88	2 214 148,87	91 711 038,07	0,00
Recettes de fonctionnement	1 275 714,77	0,00	497 756,88	80 189,78	135 811,01	14 054 075,32	0,00
Fonctionnement - Solde	-11 947 171,75	-7 209 206,00	-11 780 760,92	-6 029 599,10	-2 078 337,86	-77 656 962,75	0,00

II – RESTES A REALISER AU 31/12/N

Dépenses d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement - Solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonctionnement - Solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

CREDITS EMPLOYES OU RESTANT A EMPLOYER (= I + II)

Dépenses d'investissement	8 999 782,24	1 632 401,75	4 885 926,28	3 434 866,17	899,11	1 466 213,16	31 306,00
Recettes d'investissement	1 011 171,98	0,00	889 931,00	0,00	0,00	80 550,34	0,00
Investissement - Solde	-7 988 610,26	-1 632 401,75	-3 995 995,28	-3 434 866,17	-899,11	-1 385 662,82	-31 306,00
Dépenses de fonctionnement	13 222 886,52	7 209 206,00	12 278 517,80	6 109 788,88	2 214 148,87	91 711 038,07	0,00
Recettes de fonctionnement	1 275 714,77	0,00	497 756,88	80 189,78	135 811,01	14 054 075,32	0,00
Fonctionnement - Solde	-11 947 171,75	-7 209 206,00	-11 780 760,92	-6 029 599,10	-2 078 337,86	-77 656 962,75	0,00
TOTAL DEPENSES	22 222 668,76	8 841 607,75	17 164 444,08	9 544 655,05	2 215 047,98	93 177 251,23	31 306,00
TOTAL RECETTES	2 286 886,75	0,00	1 387 687,88	80 189,78	135 811,01	14 134 625,66	0,00
SOLDE GLOBAL	-19 935 782,01	-8 841 607,75	-15 776 756,20	-9 464 465,27	-2 079 236,97	-79 042 625,57	-31 306,00

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – VUE D'ENSEMBLE	A

SECTION	5-5 Personnes dépendantes (APA)	5-6 Revenu de solidarité active	6 Réseaux et infrastructures	7 Aménagement et environnement	8 Transports	9 Développement	TOTAL
---------	---------------------------------------	---------------------------------------	------------------------------------	--------------------------------------	-----------------	--------------------	-------

I - REALISATIONS

Dépenses d'investissement		0,00	28 131 458,41	2 738 256,33	18 843,98	5 760 433,84	57 100 387,27
Recettes d'investissement		0,00	1 065 296,15	1 841 660,80	0,00	443 266,00	5 331 876,27
Investissement - Solde		0,00	-27 066 162,26	-896 595,53	-18 843,98	-5 317 167,84	-51 768 511,00
Dépenses de fonctionnement	29 708 075,37	20 715 461,87	23 614 695,64	1 424 231,57	133 522,36	5 256 097,53	213 597 670,48
Recettes de fonctionnement	11 637 401,56	1 467 890,03	489 987,32	1 243 074,68	0,00	1 599 989,63	32 481 890,98
Fonctionnement - Solde	-18 070 673,81	-19 247 571,84	-23 124 708,32	-181 156,89	-133 522,36	-3 656 107,90	-181 115 779,50

II – RESTES A REALISER AU 31/12/N

Dépenses d'investissement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement - Solde		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonctionnement - Solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

CREDITS EMPLOYES OU RESTANT A EMPLOYER (= I + II)

Dépenses d'investissement		0,00	28 131 458,41	2 738 256,33	18 843,98	5 760 433,84	57 100 387,27
Recettes d'investissement		0,00	1 065 296,15	1 841 660,80	0,00	443 266,00	5 331 876,27
Investissement - Solde		0,00	-27 066 162,26	-896 595,53	-18 843,98	-5 317 167,84	-51 768 511,00
Dépenses de fonctionnement	29 708 075,37	20 715 461,87	23 614 695,64	1 424 231,57	133 522,36	5 256 097,53	213 597 670,48
Recettes de fonctionnement	11 637 401,56	1 467 890,03	489 987,32	1 243 074,68	0,00	1 599 989,63	32 481 890,98
Fonctionnement - Solde	-18 070 673,81	-19 247 571,84	-23 124 708,32	-181 156,89	-133 522,36	-3 656 107,90	-181 115 779,50
TOTAL DEPENSES	29 708 075,37	20 715 461,87	51 746 154,05	4 162 487,90	152 366,34	11 016 531,37	270 698 057,75
TOTAL RECETTES	11 637 401,56	1 467 890,03	1 555 283,47	3 084 735,48	0,00	2 043 255,63	37 813 767,25
SOLDE GLOBAL	-18 070 673,81	-19 247 571,84	-50 190 870,58	-1 077 752,42	-152 366,34	-8 973 275,74	-232 884 290,50

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION D'INVESTISSEMENT– PRESENTATION DETAILLEE	A1/0

FONCTION 0 – SERVICES GÉNÉRAUX

Article / compte par nature (1)	Libellé	02 Administration générale				04 Coop. décent., act° europ. et inter.		05 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
		020 Administration générale collectivité		021 Assemblée locale	023 Information, communication, publicité	041 Subvention globale	048 Autres		
		0201 Admin. gén. collect. (pers. non vent.)	202 Admin. gén. collect. (autres moy. gén.)						
DEPENSES – REALISATIONS		0,00	8 816 801,61	0,00	182 980,63	0,00	0,00	0,00	8 999 782,24
20	Immobilisations incorporelles	0,00	1 366 988,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 366 988,14
2031	Frais d'études	0,00	2 948,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 948,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	1 364 040,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 364 040,14
204	Subventions d'équipement versées	0,00	7 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 800,00
2041781	Autres EPL: Bien mobilier, matériel	0,00	7 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 800,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	2 068 690,04	0,00	22 309,08	0,00	0,00	0,00	2 090 999,12
21351	Bâtiments publics	0,00	354 810,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	354 810,94
2153	Réseaux divers	0,00	377 243,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	377 243,23
2157	Matériel et outillage technique	0,00	127 925,09	0,00	22 309,08	0,00	0,00	0,00	150 234,17
216	Collections et oeuvres d'art	0,00	1 080,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 080,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	1 108 811,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 108 811,67
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	77 107,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	77 107,86
2185	Matériel de téléphonie	0,00	19 449,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 449,71
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	2 261,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 261,54
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	5 373 323,43	0,00	160 671,55	0,00	0,00	0,00	5 533 994,98
231351	Bâtiments publics	0,00	5 373 323,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 373 323,43
23153	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	160 671,55	0,00	0,00	0,00	160 671,55
RECETTES – REALISATIONS		0,00	968 094,48	0,00	43 077,50	0,00	0,00	0,00	1 011 171,98
13	Subventions d'investissement	0,00	968 094,48	0,00	43 077,50	0,00	0,00	0,00	1 011 171,98
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	961 094,48	0,00	15 123,75	0,00	0,00	0,00	976 218,23
1312	Subv. transf. Régions	0,00	0,00	0,00	27 953,75	0,00	0,00	0,00	27 953,75
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	7 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1/1

FONCTION 1 – SÉCURITÉ

Article / compte par nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Gendarmerie, police, sécurité, justice	12 Incendie et Secours	13 Plan de relance (crise sanitaire)	18 Autres interventions de protection	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES – REALISATIONS		0,00	0,00	1 126 590,25	0,00	505 811,50	1 632 401,75
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	1 126 590,25	0,00	505 811,50	1 632 401,75
204142	Subv.Cne : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	505 811,50	505 811,50
2041781	Autres EPL: Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	813 906,25	0,00	0,00	813 906,25
2041782	Autres EPL: Bâtiments, installations	0,00	0,00	312 684,00	0,00	0,00	312 684,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES – REALISATIONS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1/2

FONCTION 2 – ENSEIGNEMENT

Article / compte par nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du second degré		23 Enseignement supérieur	24 Formation pro. et apprentissage (COM)	25 Plan de relance (crise sanitaire)	28 Autres services périscolaires et annexes	TOTAL DU CHAPITRE
				221 Collèges	222 Lycées					
DEPENSES – REALISATIONS		0,00	33 725,00	4 797 045,90	50 214,70	0,00	0,00	0,00	4 940,68	4 885 926,28
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	479 130,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	479 130,14
2031	Frais d'études	0,00	0,00	136 426,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	136 426,43
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	342 703,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	342 703,71
204	Subventions d'équipement versées	0,00	33 725,00	643 251,20	50 214,70	0,00	0,00	0,00	3 916,68	731 107,58
204111	Subv. Etat : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 916,68	3 916,68
204121	Subv.Régions : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	39 288,17	0,00	0,00	0,00	0,00	39 288,17
204122	Subv. Régions : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	10 926,53	0,00	0,00	0,00	0,00	10 926,53
204142	Subv.Cne : Bâtiments, installations	0,00	33 725,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 725,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	610 395,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	610 395,00
20431	Subv.Scol : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	32 856,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 856,20
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	650 532,72	0,00	0,00	0,00	0,00	1 024,00	651 556,72
2153	Réseaux divers	0,00	0,00	110 973,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	110 973,33
2157	Matériel et outillage technique	0,00	0,00	99 686,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	99 686,80
21831	Matériel informatique scolaire	0,00	0,00	363 923,78	0,00	0,00	0,00	0,00	1 024,00	364 947,78
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	0,00	0,00	70 785,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 785,63
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	5 163,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 163,18
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	3 024 131,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 024 131,84
231312	Bâtiments scolaires	0,00	0,00	2 959 183,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 959 183,73
2317312	Bâtiments scolaires	0,00	0,00	64 948,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64 948,11
RECETTES – REALISATIONS		0,00	0,00	889 931,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	889 931,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	889 931,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	889 931,00
1332	Dot. Dép. équip. Collèges transférables	0,00	0,00	889 931,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	889 931,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1/3

FONCTION 3 – CULTURE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

Article / compte par nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture					32 Sports	33 Jeunesse (act° socio-éduc...) et loisirs	34 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
			311 Activités artistiques et action culturel	312 Patrimoine (musées, monuments...)	313 Bibliothèques et médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives				
DEPENSES – REALISATIONS		813 848,92	153 008,00	1 061 840,10	318 035,98	0,00	127 075,17	886 058,00	75 000,00	0,00	3 434 866,17
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	813 848,92	152 708,00	1 061 840,10	75 372,00	0,00	0,00	886 058,00	75 000,00	0,00	3 064 827,02
204141	Subv.Cne : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	19 717,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 717,00
204142	Subv.Cne : Bâtiments, installations	813 848,92	114 500,00	501 239,60	75 372,00	0,00	0,00	886 058,00	75 000,00	0,00	2 466 018,52
204182	Autres org pub - Bât. et installations	0,00	0,00	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500 000,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	38 208,00	40 883,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	79 091,50
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	178 972,32	0,00	63 561,47	0,00	0,00	0,00	242 533,79
2157	Matériel et outillage technique	0,00	0,00	0,00	9 975,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 975,25
216	Collections et oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	63 561,47	0,00	0,00	0,00	63 561,47
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	168 997,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	168 997,07
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	300,00	0,00	63 691,66	0,00	63 513,70	0,00	0,00	0,00	127 505,36
231351	Bâtiments publics	0,00	300,00	0,00	63 691,66	0,00	63 513,70	0,00	0,00	0,00	127 505,36
RECETTES – REALISATIONS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1/4

FONCTION 4 – PRÉVENTION MÉDICO-SOCIALE

Article / compte par nature (1)	Libellé	40 Services communs	41 PMI et planification familiale	42 Prévention et éducation pour la santé	43 Plan de relance (crise sanitaire)	48 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES – REALISATIONS		899,11	0,00	0,00	0,00	0,00	899,11
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	899,11	0,00	0,00	0,00	0,00	899,11
2157	Matériel et outillage technique	899,11	0,00	0,00	0,00	0,00	899,11
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES – REALISATIONS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1/5

FONCTION 5 – ACTION SOCIALE (hors RMI et RSA)

Article / compte par nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Famille et enfance	52 Personnes handicapées	53 Personnes âgées			57 Plan de relance (crise sanitaire)	58 Autres interventions sociales	TOTAL DU CHAPITRE
					531 Forfait autonomie	532 Autres actions de prévention	538 Autres			
DEPENSES – REALISATIONS		345 328,20	1 865,37	416 064,99	0,00	0,00	685 938,60	0,00	17 016,00	1 466 213,16
20	Immobilisations incorporelles	314 330,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	314 330,03
2051	Concessions, droits similaires	314 330,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	314 330,03
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	685 938,60	0,00	17 016,00	702 954,60
2041782	Autres EPL: Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	506 119,19	0,00	0,00	506 119,19
204182	Autres org pub - Bât. et installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 600,00	3 600,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 819,41	0,00	0,00	34 819,41
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	145 000,00	0,00	13 416,00	158 416,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	30 998,17	1 865,37	416 064,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	448 928,53
231313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux	0,00	1 865,37	416 064,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	417 930,36
231351	Bâtiments publics	30 998,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 998,17
RECETTES – REALISATIONS		80 550,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 550,34
13	Subventions d'investissement	80 550,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 550,34
1318	Autres subventions d'équipement transf.	80 550,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 550,34
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1/5-4

FONCTION 5-4 – REVENU MINIMUM D'INSERTION

Article / compte par nature (1)	Libellé	541 Insertion sociale	542 Santé	543 Logement	544 Insertion professionnelle	545 Évaluation des dépenses engagées	546 Dépenses de structure	547 Revenu minimum d'insertion - RMA		548 Autres dépenses au titre du RMI	TOTAL DU CHAPITRE
								5471 Revenu minimum d'insertion - Allocations	5472 Revenu minimum d'activité		
DEPENSES – REALISATIONS		0,00	0,00	0,00	31 306,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 306,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	31 306,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 306,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	23 010,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 010,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	8 296,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 296,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES – REALISATIONS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1/5-6

FONCTION 5-6 – REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE

Article / compte par nature (1)	Libellé	561 Insertion sociale	562 Santé	563 Logement	564 Insertion professionnelle	565 Evaluation des dépenses engagées	566 Dépenses de structure	567 Allocations RSA	568 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES – REALISATIONS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES – REALISATIONS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1/6

FONCTION 6 – RÉSEAUX ET INFRASTRUCTURES

Article / compte par nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Eaux et assainissement	62 Routes et voirie			63 Infrastructures ferroviaires et aéroport	64 Infra. fluviales, maritimes, portuaires	65 Plan de relance (crise sanitaire)	68 Autres réseaux	TOTAL DU CHAPITRE
				621 Réseau routier départemental	622 Viabilité hivernale et aléas climatiques	628 Autres réseaux de voirie					
DEPENSES – REALISATIONS		0,00	1 816 124,17	19 420 426,24	0,00	5 145 066,56	117 535,18	0,00	0,00	1 632 306,26	28 131 458,41
20	Immobilisations incorporelles	0,00	85 423,74	10 039,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	95 462,81
2031	Frais d'études	0,00	85 423,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	85 423,74
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	10 039,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 039,07
204	Subventions d'équipement versées	0,00	1 730 700,43	0,00	0,00	5 145 066,56	0,00	0,00	0,00	1 579 632,00	8 455 398,99
204114	Voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	4 944 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 944 000,00
204142	Subv.Cne : Bâtiments, installations	0,00	1 730 700,43	0,00	0,00	201 066,56	0,00	0,00	0,00	0,00	1 931 766,99
204162	Subv. SPIC : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 579 632,00	1 579 632,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	3 230 978,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 230 978,45
2111	Terrains nus	0,00	0,00	127 577,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	127 577,07
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	266 423,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	266 423,16
2157	Matériel et outillage technique	0,00	0,00	839 182,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	839 182,31
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	1 997 595,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 997 595,91
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	16 179 408,72	0,00	0,00	117 535,18	0,00	0,00	0,00	16 296 943,90
231351	Bâtiments publics	0,00	0,00	193 463,79	0,00	0,00	117 535,18	0,00	0,00	0,00	310 998,97
23151	Réseaux de voirie	0,00	0,00	15 985 944,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 985 944,93
RECETTES – REALISATIONS		0,00	241 479,42	566 006,66	0,00	181 186,34	10 388,13	0,00	0,00	66 235,60	1 065 296,15
13	Subventions d'investissement	0,00	241 479,42	559 213,00	0,00	181 186,34	0,00	0,00	0,00	66 235,60	1 048 114,36
1314	Subv. transf. Communes	0,00	241 479,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	241 479,42
1324	Subv. non transf. Communes	0,00	0,00	0,00	0,00	181 186,34	0,00	0,00	0,00	0,00	181 186,34
1345	Amendes radars automatiques et de police	0,00	0,00	559 213,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	559 213,00
1388	Autres fonds non transférables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	66 235,60	66 235,60
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE - PROJET CA 2021 BUDGET PRINCIPAL - CA (projet de budget) - 2021

Article / compte par nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Eaux et assainissement	62 Routes et voirie			63 Infrastructures ferroviaires et aéroport	64 Infra. fluviales, maritimes, portuaires	65 Plan de relance (crise sanitaire)	68 Autres réseaux	TOTAL DU CHAPITRE
				621 Réseau routier départemental	622 Viabilité hivernale et aléas climatiques	628 Autres réseaux de voirie					
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	6 793,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 793,66
23151	Réseaux de voirie	0,00	0,00	6 793,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 793,66

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1/7

FONCTION 7 – AMÉNAGEMENT ET ENVIRONNEMENT

Article / compte par nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Aménagement et développement urbain	72 Logement	73 Environnement		74 Aménagement et développement rural	75 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
					731 Actions de traitement des déchets	738 Autres actions en faveur milieu naturel			
DEPENSES – REALISATIONS		0,00	0,00	484 047,05	0,00	241 780,83	2 012 428,45	0,00	2 738 256,33
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	88 745,00	0,00	0,00	88 745,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	88 745,00	0,00	0,00	88 745,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	484 047,05	0,00	149 245,43	2 012 428,45	0,00	2 645 720,93
204142	Subv.Cne : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	16 339,00	1 971 573,75	0,00	1 987 912,75
204151	Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	22 690,32	0,00	0,00	22 690,32
204162	Subv. SPIC : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 854,70	0,00	40 854,70
2041782	Autres EPL: Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	24 164,61	0,00	0,00	24 164,61
204182	Autres org pub - Bât. et installations	0,00	0,00	0,00	0,00	53 202,00	0,00	0,00	53 202,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	484 047,05	0,00	32 849,50	0,00	0,00	516 896,55
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	663,20	0,00	0,00	663,20
2118	Autres terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	663,20	0,00	0,00	663,20
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	3 127,20	0,00	0,00	3 127,20
231351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	3 127,20	0,00	0,00	3 127,20
RECETTES – REALISATIONS		0,00	0,00	676 285,00	0,00	0,00	1 165 375,80	0,00	1 841 660,80
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	676 285,00	0,00	0,00	1 165 375,80	0,00	1 841 660,80
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	676 285,00	0,00	0,00	0,00	0,00	676 285,00
1336	Dot. soutien investissement départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	480 556,80	0,00	480 556,80
1346	Dot. soutien investissement départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	684 819,00	0,00	684 819,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1/8

FONCTION 8 – TRANSPORTS

Article / compte par nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs					83 Plan de relance (crise sanitaire)	88 Autres	TOTAL DU CHAPITRE
				821 Routier	822 Ferroviaire	823 Maritime	824 Fluvial	825 Aérien			
DEPENSES – REALISATIONS		0,00	18 843,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 843,98
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES – REALISATIONS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1/9

FONCTION 9 – DÉVELOPPEMENT

Article / compte par nature (1)	Libellé	90 Services communs	91 Structures d'animation et développement	92 Agriculture et pêche		93 Industrie, commerce et artisanat	94 Développement touristique	95 Maintien services publics non départ.	96 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
				921 Laboratoire départemental	928 Autres					
DEPENSES – REALISATIONS		0,00	0,00	0,00	562 625,22	3 783 089,84	1 414 718,78	0,00	0,00	5 760 433,84
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 896,00	0,00	0,00	37 896,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 896,00	0,00	0,00	37 896,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	562 625,22	3 783 089,84	1 024 571,35	0,00	0,00	5 370 286,41
204113	Subv. Etat : Projet infrastructure	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00
204141	Subv.Cne : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	61 718,68	0,00	0,00	61 718,68
204142	Subv.Cne : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	13 527,29	471 511,21	717 317,00	0,00	0,00	1 202 355,50
204162	Subv. SPIC : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	182 705,57	0,00	0,00	182 705,57
2041782	Autres EPL: Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 215,10	0,00	0,00	1 215,10
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	279 399,13	84 500,00	18 595,00	0,00	0,00	382 494,13
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	269 698,80	3 167 078,63	43 020,00	0,00	0,00	3 479 797,43
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 870,61	0,00	0,00	26 870,61
214	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300,00	0,00	0,00	300,00
2157	Matériel et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 905,55	0,00	0,00	9 905,55
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	837,00	0,00	0,00	837,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 828,06	0,00	0,00	15 828,06
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	325 380,82	0,00	0,00	325 380,82
231314	Bâtiments culturels et sportifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	252 700,69	0,00	0,00	252 700,69
231318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 516,80	0,00	0,00	40 516,80
231328	Autres bâtiments privés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 138,00	0,00	0,00	8 138,00
231351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 025,33	0,00	0,00	24 025,33
RECETTES – REALISATIONS		0,00	0,00	0,00	0,00	426 633,00	16 633,00	0,00	0,00	443 266,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	426 633,00	16 633,00	0,00	0,00	443 266,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 400,00	0,00	0,00	10 400,00
1314	Subv. transf. Communes	0,00	0,00	0,00	0,00	426 633,00	6 233,00	0,00	0,00	432 866,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2/0

FONCTION 0 – SERVICES GÉNÉRAUX

Article / compte par nature (1)	Libellé	02 Administration générale				04 Coop. décent., act° europ. et inter.		05 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
		020 Administration générale collectivité		021 Assemblée locale	023 Information, communication, publicité	041 Subvention globale	048 Autres		
		0201 Admin. gén. (personnel non ventilable)	202 Admin. gén. (autres moyens généraux)						
		DEPENSES – REALISATIONS		8 180 519,93	3 241 737,75	1 350 544,82	415 542,74		
011	Charges à caractère général	852 596,01	2 487 997,56	111 062,70	415 542,74	0,00	0,00	0,00	3 867 199,01
6042	Achats de prestations de services	36 960,00	67 784,52	0,00	102 238,55	0,00	0,00	0,00	206 983,07
60611	Eau et assainissement	0,00	13 089,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 089,39
60612	Energie - Electricité	0,00	276 241,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	276 241,95
60623	Alimentation	0,00	0,00	21 175,24	0,00	0,00	0,00	0,00	21 175,24
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	2 748,72	0,00	0,00	0,00	0,00	2 748,72
60631	Fournitures d'entretien	0,00	70 053,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 053,63
60632	Fournitures de petit équipement	29 921,96	65 649,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	95 571,22
60636	Vêtements de travail	0,00	2 922,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 922,60
6064	Fournitures administratives	0,00	98 826,60	0,00	2 498,32	0,00	0,00	0,00	101 324,92
60668	Autres produits pharmaceutiques	0,00	6 999,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 999,98
6068	Autres matières et fournitures	0,00	570,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	570,29
6132	Locations immobilières	550,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	550,00
6135	Locations mobilières	0,00	15 507,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 507,59
61521	Entretien terrains	0,00	961,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	961,52
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	15 020,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 020,31
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0,00	4 546,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 546,05
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	42 642,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 642,53
6156	Maintenance	0,00	313 170,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	313 170,66
6161	Multirisques	265 181,22	49 528,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	314 709,77
6168	Autres primes d'assurance	96 911,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	96 911,38
6182	Documentation générale et technique	10 647,27	51 787,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62 434,41
6184	Versements à des organismes de formation	218 358,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	218 358,61
6188	Autres frais divers	4 538,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 538,18
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	4 984,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 984,79
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	37 094,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 094,42
62268	Autres honoraires, conseils	60 757,20	191 775,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	252 532,22
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	37 697,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 697,78
6228	Divers	0,00	5 035,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 035,60
6231	Annonces et insertions	0,00	79 689,80	0,00	138 345,33	0,00	0,00	0,00	218 035,13
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	48 470,68	0,00	0,00	0,00	0,00	48 470,68
6233	Foires et expositions	0,00	41 380,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 380,00

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE - PROJET CA 2021 BUDGET PRINCIPAL - CA (projet de budget) - 2021

Article / compte par nature (1)	Libellé	02 Administration générale				04 Coop. décent., act° europ. et inter.		05 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
		020 Administration générale collectivité		021 Assemblée locale	023 Information, communication, publicité	041 Subvention globale	048 Autres		
		0201 Admin. gén. (personnel non ventilable)	202 Admin. gén. (autres moyens généraux)						
6236	Catalogues et imprimés	0,00	5 955,58	0,00	142 810,54	0,00	0,00	0,00	148 766,12
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	29 650,00	0,00	0,00	0,00	29 650,00
6251	Voyages, déplacements et missions	40 163,07	176,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 339,63
6255	Frais de déménagement	974,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	974,61
6261	Frais d'affranchissement	0,00	164 352,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	164 352,58
6262	Frais de télécommunications	0,00	439 735,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	439 735,78
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	18 250,00	38 668,06	0,00	0,00	0,00	0,00	56 918,06
6282	Frais de gardiennage	0,00	866,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	866,70
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	273 960,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	273 960,48
62878	Remboursement de frais à des tiers	45 553,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 553,30
6288	Autres services extérieurs	0,00	13 999,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 999,21
63512	Taxes foncières	0,00	97 192,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	97 192,87
63513	Autres impôts locaux	0,00	16 904,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 904,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	5 723,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 723,03
012	Charges de personnel et frais assimilés	6 631 271,38	653 255,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 284 527,25
6331	Versement mobilité	27 066,75	2 853,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 919,93
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	16 916,12	1 783,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 699,24
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	30 162,86	3 209,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 372,41
64111	Rémunération principale titulaires	3 369 125,06	412 795,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 781 920,62
64112	SFT, indemnité résidence	44 638,69	5 865,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 504,06
64113	NBI	23 503,90	2 257,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 760,99
64118	Autres indemnités titulaires	65 507,91	26 695,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	92 203,16
64131	Rémunérations non tit.	820 009,36	30 940,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	850 949,57
6417	Rémunérations des apprentis	68 735,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	68 735,70
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	641 794,14	60 103,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	701 897,66
6453	Cotisations aux caisses de retraites	883 578,07	105 433,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	989 011,75
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	34 911,08	1 319,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 230,42
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	17 609,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 609,00
6473	Allocations de chômage	25 714,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 714,01
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	546 727,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	546 727,80
6475	Médecine du travail, pharmacie	15 270,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 270,93
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	37 535,83	10 697,77	1 239 482,12	0,00	34 541,28	0,00	0,00	1 322 257,00
65111	Famille et enfance	2 534,30	317,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 852,07
6531	Indemnités	0,00	0,00	857 226,13	0,00	0,00	0,00	0,00	857 226,13
6532	Frais de mission et de déplacement	0,00	0,00	41 667,56	0,00	0,00	0,00	0,00	41 667,56
6533	Cotisations de retraite	0,00	0,00	85 757,42	0,00	0,00	0,00	0,00	85 757,42

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE - PROJET CA 2021 BUDGET PRINCIPAL - CA (projet de budget) - 2021

Article / compte par nature (1)	Libellé	02 Administration générale				04 Coop. décent., act° europ. et inter.		05 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
		020 Administration générale collectivité		021 Assemblée locale	023 Information, communication, publicité	041 Subvention globale	048 Autres		
		0201 Admin. gén. (personnel non ventilable)	202 Admin. gén. (autres moyens généraux)						
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	0,00	0,00	211 049,45	0,00	0,00	0,00	0,00	211 049,45
6535	Formation	0,00	0,00	6 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 100,00
65372	Cotis. fonds financt alloc. fin mandat	0,00	0,00	553,54	0,00	0,00	0,00	0,00	553,54
6542	Créances éteintes	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
65734	Subv. fonct. Communes et intercos	0,00	0,00	0,00	0,00	-21 083,97	0,00	0,00	-21 083,97
65735	Group. coll et coll. statut particulier	0,00	0,00	0,00	0,00	-10 369,24	0,00	0,00	-10 369,24
6574	Subv. fonct. asso. personnes privées	10 000,00	10 380,00	37 127,00	0,00	65 994,49	0,00	0,00	123 501,49
65888	Autres	1,53	0,00	1,02	0,00	0,00	0,00	0,00	2,55
67	Charges exceptionnelles	511,71	7 281,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 793,26
6712	Amendes fiscales et pénales	0,00	149,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	149,50
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	511,71	1 613,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 125,54
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	5 518,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 518,22
RECETTES – REALISATIONS		551 883,49	247 452,72	1 062,17	0,00	475 316,39	0,00	0,00	1 275 714,77
013	Atténuations de charges	444 789,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	444 789,59
6419	Remboursements rémunérations personnel	286 892,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	286 892,78
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	157 896,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	157 896,81
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	450,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	450,00
70323	Red.occupation dom. public départemental	0,00	450,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	450,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations	93 204,24	7 000,00	0,00	0,00	469 781,21	0,00	0,00	569 985,45
74718	Autres participations Etat	89 814,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	89 814,90
7473	Participation Départements	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
7474	Participation Communes et interco	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
74771	Participation Fonds social européen	0,00	0,00	0,00	0,00	469 781,21	0,00	0,00	469 781,21
74788	Autres	3 389,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 389,34
75	Autres produits de gestion courante	1,66	83 107,21	1,27	0,00	0,00	0,00	0,00	83 110,14
752	Revenus des immeubles	0,00	67 116,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	67 116,21
7588	Autres produits divers gestion courante	1,66	15 991,00	1,27	0,00	0,00	0,00	0,00	15 993,93
77	Produits exceptionnels	13 888,00	156 895,51	1 060,90	0,00	5 535,18	0,00	0,00	177 379,59
7713	Libéralités reçues	0,00	12 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00
7714	Recouvert créances admises en non valeur	0,00	1 149,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 149,38
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	1 197,18	0,00	0,00	5 535,18	0,00	0,00	6 732,36
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	105 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	105 000,00
7788	Produits exceptionnels divers	13 888,00	37 548,95	1 060,90	0,00	0,00	0,00	0,00	52 497,85

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2/1

FONCTION 1 – SÉCURITÉ

Article / compte par nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Gendarmerie, police, sécurité, justice	12 Incendie et Secours	13 Plan de relance (crise sanitaire)	18 Autres interventions de protection	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES – REALISATIONS		0,00	0,00	7 204 706,00	0,00	4 500,00	7 209 206,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	7 204 706,00	0,00	4 500,00	7 209 206,00
6553	Service d'incendie	0,00	0,00	7 201 169,00	0,00	0,00	7 201 169,00
6574	Subv. fonct. asso. personnes privées	0,00	0,00	3 537,00	0,00	4 500,00	8 037,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES – REALISATIONS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2/2

FONCTION 2 – ENSEIGNEMENT

Article / compte par nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du second degré		23 Enseignement supérieur	24 Formation professionnelle et apprentissa	25 Plan de relance (crise sanitaire)	28 Autres services périscolaires et annexes	TOTAL DU CHAPITRE
				221 Collèges	222 Lycées					
DEPENSES – REALISATIONS		5 783 132,87	0,00	6 299 531,93	0,00	149 550,62	0,00	0,00	46 302,38	12 278 517,80
011	Charges à caractère général	98 613,24	0,00	507 961,48	0,00	0,00	0,00	0,00	18 322,38	624 897,10
6042	Achats de prestations de services	98 517,41	0,00	125 260,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	223 778,15
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	499,63	499,63
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	142 797,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	142 797,18
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	1 168,84	0,00	0,00	0,00	0,00	738,46	1 907,30
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	49 198,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 198,32
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	901,45	901,45
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	18 128,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 272,78	20 400,78
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 918,52	1 918,52
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	49 009,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 009,14
6156	Maintenance	0,00	0,00	296,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	296,71
6161	Multirisques	0,00	0,00	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	349,04	60 349,04
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 026,00	1 026,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	3 020,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 020,01
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	92,98	92,98
6245	Transports de personnes extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	664,51	664,51
6251	Voyages, déplacements et missions	95,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 933,85	2 029,68
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	59 082,54	0,00	0,00	0,00	0,00	1 351,25	60 433,79
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 508,90	2 508,90
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 065,01	4 065,01
012	Charges de personnel et frais assimilés	5 677 033,71	0,00	623 438,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 300 472,02
6331	Versement mobilité	8 475,87	0,00	1 369,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 845,09
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	17 120,87	0,00	1 824,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 945,59
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	30 451,22	0,00	3 284,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 735,59
64111	Rémunération principale titulaires	3 254 351,87	0,00	408 792,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 663 143,94
64112	SFT, indemnité résidence	48 602,56	0,00	2 274,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 877,34
64113	NBI	9 043,31	0,00	9 746,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 790,19
64118	Autres indemnités titulaires	40 100,46	0,00	3 285,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 385,65
64131	Rémunérations non tit.	613 084,82	0,00	20 296,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	633 381,07
64168	Autres emplois d'insertion	92 632,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	92 632,89
6417	Rémunérations des apprentis	4 730,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 730,07
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	614 524,30	0,00	59 511,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	674 036,08

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE - PROJET CA 2021 BUDGET PRINCIPAL - CA (projet de budget) - 2021

Article / compte par nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du second degré		23 Enseignement supérieur	24 Formation professionnelle et apprentissa	25 Plan de relance (crise sanitaire)	28 Autres services périscolaires et annexes	TOTAL DU CHAPITRE
				221 Collèges	222 Lycées					
				6453	Cotisations aux caisses de retraites					
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	28 561,51	0,00	822,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 383,51
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	7 485,92	0,00	5 161 390,96	0,00	149 550,62	0,00	0,00	27 980,00	5 346 407,50
65111	Famille et enfance	2 085,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 085,92
652415	Etablissements scolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 980,00	7 980,00
65511	Etablissements publics	0,00	0,00	2 117 607,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 117 607,20
65512	Etablissements privés	0,00	0,00	2 999 268,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 999 268,76
6568	Autres participations	0,00	0,00	19 955,00	0,00	112 550,62	0,00	0,00	0,00	132 505,62
65734	Subv. fonct. Communes et intercos	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
65737	Subv. Fonct. Autres EPL	0,00	0,00	18 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 100,00
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	20 000,00
6574	Subv. fonct. asso. personnes privées	5 400,00	0,00	6 460,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	41 860,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	6 741,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 741,18
6748	Autres subventions exceptionnelles	0,00	0,00	6 741,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 741,18
RECETTES – REALISATIONS		0,00	0,00	497 756,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	497 756,88
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	4 647,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 647,77
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	4 647,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 647,77
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations	0,00	0,00	463 156,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	463 156,17
74881	Particip. familles resto, hébergé	0,00	0,00	463 156,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	463 156,17
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	29 952,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 952,94
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	0,00	29 952,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 952,94

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2/3

FONCTION 3 – CULTURE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

Article / compte par nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture					32 Sports	33 Jeunesse (act° socio-éduc...) et loisirs	34 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
			311 Activités artistiques, action culturelle	312 Patrimoine (musées, monuments...)	313 Bibliothèques et médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives				
DEPENSES – REALISATIONS		2 898 002,56	1 432 094,75	392 000,00	233 849,99	11 491,00	159 948,54	804 302,12	178 099,92	0,00	6 109 788,88
011	Charges à caractère général	12 647,85	138 135,01	0,00	216 228,16	0,00	159 948,54	0,00	0,00	0,00	526 959,56
6042	Achats de prestations de services	0,00	135 312,10	0,00	0,00	0,00	55 007,11	0,00	0,00	0,00	190 319,21
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	457,24	0,00	1 197,95	0,00	0,00	0,00	1 655,19
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	4 210,68	0,00	41 010,66	0,00	0,00	0,00	45 221,34
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	13 243,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 243,64
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	-1 121,59	0,00	607,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-513,78
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	0,00	0,00	0,00	123 499,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	123 499,74
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	7 566,18	0,00	27 770,83	0,00	0,00	0,00	35 337,01
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	1 947,00	0,00	1 020,48	0,00	0,00	0,00	2 967,48
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 224,00	0,00	0,00	0,00	4 224,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	1 045,20	0,00	1 613,14	0,00	0,00	0,00	2 658,34
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	3 694,55	0,00	14 306,14	0,00	0,00	0,00	18 000,69
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	11 518,70	0,00	6 079,54	0,00	0,00	0,00	17 598,24
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	375,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	375,32
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	50,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,85
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	3 857,60	0,00	3 916,72	0,00	0,00	0,00	7 774,32
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	505,82	0,00	0,00	0,00	505,82
6251	Voyages, déplacements et missions	12 272,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 272,53
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	963,36	0,00	0,00	0,00	963,36
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	650,00	0,00	580,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 230,00
6282	Frais de gardiennage	0,00	0,00	0,00	2 323,46	0,00	1 312,79	0,00	0,00	0,00	3 636,25
6288	Autres services extérieurs	0,00	3 294,50	0,00	41 625,51	0,00	1 020,00	0,00	0,00	0,00	45 940,01
012	Charges de personnel et frais assimilés	2 809 769,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 809 769,00
6218	Autre personnel extérieur	5 538,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 538,10
6331	Versement mobilité	12 659,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 659,72
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	8 385,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 385,13
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	15 093,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 093,14
64111	Rémunération principale titulaires	1 606 698,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 606 698,76

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE - PROJET CA 2021 BUDGET PRINCIPAL - CA (projet de budget) - 2021

Article / compte par nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture					32 Sports	33 Jeunesse (act° socio-éduc...) et loisirs	34 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
			311 Activités artistiques, action culturelle	312 Patrimoine (musées, monuments...)	313 Bibliothèques et médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives				
64112	SFT, indemnité résidence	22 232,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 232,38
64113	NBI	11 663,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 663,60
64118	Autres indemnités titulaires	25 574,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 574,48
64131	Rémunérations non tit.	326 423,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	326 423,22
6417	Rémunérations des apprentis	9 150,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 150,95
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	311 103,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	311 103,89
6453	Cotisations aux caisses de retraites	441 315,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	441 315,70
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	13 929,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 929,93
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	75 585,71	1 293 959,74	392 000,00	17 621,83	11 491,00	0,00	804 302,12	178 099,92	0,00	2 773 060,32
65111	Famille et enfance	983,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	983,71
6561	Org. de regroup. (synd. Mixte, entente)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 044,15	0,00	0,00	48 044,15
6568	Autres participations	0,00	14 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 000,00
65734	Subv. fonct. Communes et intercos	0,00	512 008,00	30 000,00	16 761,89	0,00	0,00	30 500,00	0,00	0,00	589 269,89
65735	Group. coll et coll. statut particulier	0,00	700,00	330 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	330 700,00
6574	Subv. fonct. asso. personnes privées	74 602,00	760 821,00	32 000,00	0,00	11 491,00	0,00	725 757,97	178 099,92	0,00	1 782 771,89
65818	Autres	0,00	6 430,74	0,00	859,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 290,68
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES – REALISATIONS	0,00	22 775,56	0,00	53 534,50	0,00	3 879,72	0,00	0,00	0,00	80 189,78
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 879,72	0,00	0,00	0,00	3 879,72
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 879,72	0,00	0,00	0,00	3 879,72
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations	0,00	22 775,56	0,00	53 534,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	76 310,06
74718	Autres participations Etat	0,00	3 000,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 000,00
7474	Participation Communes et interco	0,00	0,00	0,00	23 534,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 534,50
7478142	Part prévention	0,00	6 324,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 324,00
74788	Autres	0,00	13 451,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 451,56
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2/4

FONCTION 4 – PRÉVENTION MÉDICO-SOCIALE

Article / compte par nature (1)	Libellé	40 Services communs	41 PMI et planification familiale	42 Prévention et éducation pour la santé	43 Plan de relance (crise sanitaire)	48 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES – REALISATIONS		1 751 858,03	455 150,65	0,00	0,00	7 140,19	2 214 148,87
011	Charges à caractère général	42 991,01	82 939,47	0,00	0,00	7 140,19	133 070,67
6042	Achats de prestations de services	0,00	735,97	0,00	0,00	0,00	735,97
60662	Vaccins et sérums	0,00	0,00	0,00	0,00	2 965,13	2 965,13
6068	Autres matières et fournitures	0,00	1 222,89	0,00	0,00	4 175,06	5 397,95
6132	Locations immobilières	0,00	52,00	0,00	0,00	0,00	52,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	4 463,92	0,00	0,00	0,00	0,00	4 463,92
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	75 278,61	0,00	0,00	0,00	75 278,61
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	0,00	5 650,00	0,00	0,00	0,00	5 650,00
6236	Catalogues et imprimés	3 711,56	0,00	0,00	0,00	0,00	3 711,56
6251	Voyages, déplacements et missions	34 815,53	0,00	0,00	0,00	0,00	34 815,53
012	Charges de personnel et frais assimilés	1 706 513,70	0,00	0,00	0,00	0,00	1 706 513,70
6331	Versement mobilité	3 883,53	0,00	0,00	0,00	0,00	3 883,53
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	5 111,02	0,00	0,00	0,00	0,00	5 111,02
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	9 200,08	0,00	0,00	0,00	0,00	9 200,08
64111	Rémunération principale titulaires	1 067 199,62	0,00	0,00	0,00	0,00	1 067 199,62
64112	SFT, indemnité résidence	19 300,23	0,00	0,00	0,00	0,00	19 300,23
64113	NBI	11 292,62	0,00	0,00	0,00	0,00	11 292,62
64118	Autres indemnités titulaires	10 066,52	0,00	0,00	0,00	0,00	10 066,52
64131	Rémunérations non tit.	108 832,06	0,00	0,00	0,00	0,00	108 832,06
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	181 961,04	0,00	0,00	0,00	0,00	181 961,04
6453	Cotisations aux caisses de retraites	285 248,69	0,00	0,00	0,00	0,00	285 248,69
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	4 418,29	0,00	0,00	0,00	0,00	4 418,29
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	2 353,32	372 146,22	0,00	0,00	0,00	374 499,54
65111	Famille et enfance	2 353,32	0,00	0,00	0,00	0,00	2 353,32
6568	Autres participations	0,00	372 146,22	0,00	0,00	0,00	372 146,22
67	Charges exceptionnelles	0,00	64,96	0,00	0,00	0,00	64,96
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	64,96	0,00	0,00	0,00	64,96
RECETTES – REALISATIONS		0,00	72 120,84	0,00	0,00	63 690,17	135 811,01
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations	0,00	72 120,84	0,00	0,00	63 690,17	135 811,01
7476	Sécurité sociale, organism. Mutualistes	0,00	72 120,84	0,00	0,00	63 690,17	135 811,01

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE - PROJET CA 2021 BUDGET PRINCIPAL - CA (projet de budget) - 2021

Article / compte par nature (1)	Libellé	40 Services communs	41 PMI et planification familiale	42 Prévention et éducation pour la santé	43 Plan de relance (crise sanitaire)	48 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2/5

FONCTION 5 – ACTION SOCIALE (hors RMI, APA et RSA)

Article / compte par nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Famille et enfance	52 Personnes handicapées	53 Personnes âgées			57 Plan de relance (crise sanitaire)	58 Autres interventions sociales	TOTAL DU CHAPITRE
					531 Forfait autonomie	532 Autres actions de prévention	538 Autres			
DEPENSES – REALISATIONS		12 488 668,31	31 632 800,84	34 895 958,54	16 688,60	420 554,00	10 873 026,33	0,00	1 383 341,45	91 711 038,07
011	Charges à caractère général	404 733,45	415 131,51	1 903 532,16	0,00	0,00	10 102,28	0,00	100 630,00	2 834 129,40
6042	Achats de prestations de services	8 061,19	12 649,45	0,00	0,00	0,00	8 135,00	0,00	64 350,00	93 195,64
60611	Eau et assainissement	3 200,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 200,91
60612	Energie - Electricité	21 532,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 532,27
60621	Combustibles	16 105,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 105,83
60631	Fournitures d'entretien	2 026,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 026,11
60668	Autres produits pharmaceutiques	0,00	12 366,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 366,49
6068	Autres matières et fournitures	0,00	4 085,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 085,76
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 967,28	0,00	0,00	1 967,28
6132	Locations immobilières	207 404,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	207 404,99
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	1 179,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 179,53
6156	Maintenance	4 946,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 946,11
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 280,00	36 280,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	610,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	610,11
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	0,00	38 523,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 523,66
62268	Autres honoraires, conseils	33 180,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 180,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	1 999,38	750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 749,38
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	327,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	327,59
6245	Transports de personnes extérieures	0,00	40 636,20	1 893 803,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 934 440,03
6251	Voyages, déplacements et missions	99 451,87	0,00	48,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	99 500,59
6283	Frais de nettoyage des locaux	3 175,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 175,85
62878	Remboursement de frais à des tiers	0,00	300 349,75	9 352,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	309 701,77
6288	Autres services extérieurs	1 859,30	5 770,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 629,50
012	Charges de personnel et frais assimilés	11 987 074,60	0,00	1 071 289,10	0,00	0,00	97 965,30	0,00	0,00	13 156 329,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	97 965,30	0,00	0,00	97 965,30
6331	Versement mobilité	37 053,01	0,00	5 389,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 442,63
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	35 830,61	0,00	3 368,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 199,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	63 848,74	0,00	5 609,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	69 458,54
64111	Rémunération principale titulaires	6 609 517,91	0,00	461 971,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 071 489,41
64112	SFT, indemnité résidence	83 110,89	0,00	8 254,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	91 365,47
64113	NBI	60 414,38	0,00	6 612,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	67 027,27
64118	Autres indemnités titulaires	75 641,59	0,00	4 307,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	79 948,83
64131	Rémunérations non tit.	1 672 440,70	0,00	279 380,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 951 820,85
64168	Autres emplois d'insertion	0,00	0,00	2 673,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 673,86

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE - PROJET CA 2021 BUDGET PRINCIPAL - CA (projet de budget) - 2021

Article / compte par nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Famille et enfance	52 Personnes handicapées	53 Personnes âgées			57 Plan de relance (crise sanitaire)	58 Autres interventions sociales	TOTAL DU CHAPITRE
					531 Forfait autonomie	532 Autres actions de prévention	538 Autres			
6417	Rémunérations des apprentis	28 088,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 088,22
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	1 359 631,79	0,00	148 931,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 508 563,39
6453	Cotisations aux caisses de retraites	1 895 760,01	0,00	133 480,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 029 240,08
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	65 736,75	0,00	11 309,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	77 046,15
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	96 860,26	31 216 744,33	31 915 967,47	16 688,60	420 554,00	10 742 320,60	0,00	1 282 711,45	75 691 846,71
65111	Famille et enfance	10 337,41	223 514,97	3 997,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	237 849,58
6511211	Presta. de compensation handicapé +20ans	0,00	0,00	7 646 999,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 646 999,13
6511212	Presta. de compensation handicapé -20ans	0,00	0,00	45 505,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 505,19
651122	Allocation compensatrice tierce personne	0,00	0,00	1 225 373,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 225 373,65
651128	Autres	0,00	0,00	16 999,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 999,13
65113	Personnes âgées	0,00	0,00	0,00	16 688,60	420 554,00	56 499,59	0,00	0,00	493 742,19
6512	Secours d'urgence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	61 429,55	61 429,55
6514	Cotisations, adhésions et autres prestat	0,00	684 636,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	684 636,94
6518	Autres (primes, dots)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	350,00	350,00
65211	Frais de scolarité	0,00	23 488,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 488,66
65212	Frais périscolaires	0,00	91 615,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	91 615,79
6522	Accueil familial	0,00	27 894,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 894,89
652411	Foyers enf, centres et hot. mat.	0,00	359 024,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	359 024,10
652412	Mais. enf. caract. social	0,00	16 473 013,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 473 013,99
652413	Lieux de vie et d'accueil	0,00	3 853 518,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 853 518,29
652415	Etablissements scolaires	0,00	47 547,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	47 547,86
652416	Serv. aide éduc. milieu ouvert dom.	0,00	1 157 677,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 157 677,78
652418	Autres	0,00	87 698,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	87 698,00
65242	Frais séj. étab. adultes hand	0,00	0,00	20 751 027,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 751 027,45
65243	Frais séj. étab. pers. âgées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 072 471,40	0,00	0,00	10 072 471,40
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	5 676,07	0,00	0,00	30 177,49	0,00	0,00	35 853,56
6542	Créances éteintes	0,00	1 168,11	0,00	0,00	0,00	997,38	0,00	0,00	2 165,49
6556	Contributions à des fonds	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	561 474,00	561 474,00
6568	Autres participations	86 522,85	134 656,40	2 220 389,65	0,00	0,00	285 064,61	0,00	0,00	2 726 633,51
65734	Subv. fonct. Communes et intercos	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	20 000,00
65737	Subv. Fonct. Autres EPL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	88 783,28	0,00	0,00	88 783,28
6574	Subv. fonct. asso. personnes privées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	208 326,85	0,00	639 457,90	847 784,75
65821	Déficit des budgets annexes administrati	0,00	8 051 288,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 051 288,55
67	Charges exceptionnelles	0,00	925,00	5 169,81	0,00	0,00	22 638,15	0,00	0,00	28 732,96
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	925,00	5 169,81	0,00	0,00	22 638,15	0,00	0,00	28 732,96
RECETTES – REALISATIONS		0,00	962 492,33	4 851 997,20	16 687,19	429 800,00	7 612 549,16	0,00	180 549,44	14 054 075,32
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	450 777,78	0,00	0,00	0,00	0,00	146 375,79	597 153,57
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	450 777,78	0,00	0,00	0,00	0,00	146 375,79	597 153,57

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE - PROJET CA 2021 BUDGET PRINCIPAL - CA (projet de budget) - 2021

Article / compte par nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Famille et enfance	52 Personnes handicapées	53 Personnes âgées			57 Plan de relance (crise sanitaire)	58 Autres interventions sociales	TOTAL DU CHAPITRE
					531 Forfait autonomie	532 Autres actions de prévention	538 Autres			
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	19 283,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 283,99
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	19 283,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 283,99
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations	0,00	46 440,00	3 173 841,93	16 687,19	429 800,00	853 894,61	0,00	0,00	4 520 663,73
74718	Autres participations Etat	0,00	46 440,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	46 440,00
747812	Dotation versée au titre de la PCH	0,00	0,00	2 720 654,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 720 654,98
747813	Dotation versée au titre des MDPH	0,00	0,00	453 186,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	453 186,95
7478141	Part autonomie	0,00	0,00	0,00	16 687,19	0,00	0,00	0,00	0,00	16 687,19
7478142	Part prévention	0,00	0,00	0,00	0,00	429 800,00	8 830,00	0,00	0,00	438 630,00
747818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	285 064,61	0,00	0,00	285 064,61
74788	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	560 000,00	0,00	0,00	560 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	904 687,93	1 205 286,24	0,00	0,00	6 758 654,55	0,00	34 173,65	8 902 802,37
7511	Recouvrements sur département, autres CL	0,00	778 591,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	778 591,88
7512	Recouvrements sur Sécurité Sociale	0,00	101 111,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	101 111,05
7513	Recouvrements sur bénéficiaire, tiers-pa	0,00	12 950,00	1 071 497,92	0,00	0,00	6 758 654,55	0,00	34 173,65	7 877 276,12
7518	Recouvrements sur autres redevables	0,00	12 035,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 035,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	70 286,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 286,00
7535	PCH	0,00	0,00	37 165,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 165,76
7538	Autres	0,00	0,00	26 336,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 336,56
77	Produits exceptionnels	0,00	11 364,40	2 807,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 171,66
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	11 015,50	2 807,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 822,76
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	348,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	348,90

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2/5-4

FONCTION 5-4 – REVENU MINIMUM D'INSERTION

Article / compte par nature (1)	Libellé	541 Insertion sociale	542 Santé	543 Logement	544 Insertion professionnelle	545 Évaluation des dépenses engagées	546 Dépenses de structure	547 RMI - RMA		548 Autres dépenses au titre du RMI	TOTAL DU CHAPITRE
								5471 Revenu minimum d'insertion - Allocations	5472 Revenu minimum d'activité		
DEPENSES – REALISATIONS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES – REALISATIONS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2/5-5

FONCTION 5-5 – PERSONNES DÉPENDANTES (APA)

Article / compte par nature (1)	Libellé	550 Services communs	551 APA à domicile	552 APA versée au bénéficiaire en établisst	553 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES – REALISATIONS		0,00	15 293 860,54	259 999,19	14 154 215,64	29 708 075,37
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	15 293 860,54	259 999,19	14 154 215,64	29 708 075,37
651141	APA à domicile au serv. Aide Dom.	0,00	12 799 998,91	0,00	0,00	12 799 998,91
651142	APA versée au bénéficiaire	0,00	2 492 338,83	0,00	0,00	2 492 338,83
651143	APA versée bénéf. en étab.	0,00	0,00	259 999,19	0,00	259 999,19
651144	APA versée à l'étab.	0,00	0,00	0,00	14 154 215,64	14 154 215,64
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	1 522,80	0,00	0,00	1 522,80
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES – REALISATIONS		11 195 096,89	441 094,08	0,00	1 210,59	11 637 401,56
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations	11 030 610,39	441 094,08	0,00	0,00	11 471 704,47
747811	Dotation versée au titre de l'APA	11 030 610,39	0,00	0,00	0,00	11 030 610,39
747818	Autres	0,00	441 094,08	0,00	0,00	441 094,08
75	Autres produits de gestion courante	164 486,50	0,00	0,00	0,00	164 486,50
7533	APA	164 486,50	0,00	0,00	0,00	164 486,50
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	1 210,59	1 210,59
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	1 210,59	1 210,59

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2/5-6

FONCTION 5-6 – REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE

Article / compte par nature (1)	Libellé	561 Insertion sociale	562 Santé	563 Logement	564 Insertion professionnelle	565 Evaluation des dépenses engagées	566 Dépenses de structure	567 Allocations RSA	568 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES – REALISATIONS		19 888 320,04	30 000,00	6 642,70	790 135,51	0,00	0,00	0,00	363,62	20 715 461,87
011	Charges à caractère général	15 686,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 686,00
6184	Versements à des organismes de formation	15 686,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 686,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	4,51	0,00	0,00	0,00	0,00	4,51
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	4,51	0,00	0,00	0,00	0,00	4,51
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	19 872 634,04	30 000,00	6 642,70	790 131,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 699 407,74
6514	Cotisations, adhésions et autres prestat	115 835,00	30 000,00	6 642,70	683 915,00	0,00	0,00	0,00	0,00	836 392,70
65171	RSA - Vers. allocations forfaitaires	16 820 993,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 820 993,44
65172	RSA - Vers. alloc. forfaitaires maj.	2 185 005,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 185 005,60
6568	Autres participations	720 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	720 000,00
65734	Subv. fonct. Communes et intercos	30 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 800,00
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	0,00	0,00	0,00	106 216,00	0,00	0,00	0,00	0,00	106 216,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	363,62	363,62
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	363,62	363,62
RECETTES – REALISATIONS		1 467 890,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 467 890,03
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations	1 324 895,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 324 895,00
74718	Autres participations Etat	363 104,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	363 104,00
74783	Fonds mobilisation départ. Insertion	961 791,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	961 791,00
75	Autres produits de gestion courante	142 995,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	142 995,03
75342	Allocations forfaitaires	142 995,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	142 995,03
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2/6

FONCTION 6 – RÉSEAUX ET INFRASTRUCTURES

Article / compte par nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Eaux et assainissement	62 Routes et voirie			63 Infrastruct. ferroviaires et aéroports	64 Infra. fluviales, maritimes, portuaires	65 Plan de relance (crise sanitaire)	68 Autres réseaux	TOTAL DU CHAPITRE
				621 Réseau routier départemental	622 Viabilité hivernale et aléas climatiques	628 Autres réseaux de voirie					
DEPENSES – REALISATIONS		16 403 791,34	0,00	6 095 480,93	934 151,49	0,00	-872,10	0,00	0,00	182 143,98	23 614 695,64
011	Charges à caractère général	104 573,66	0,00	5 953 578,63	908 017,49	0,00	-872,10	0,00	0,00	7 143,98	6 972 441,66
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-132,00	-132,00
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	11 215,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 215,05
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	165 316,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	165 316,12
60621	Combustibles	0,00	0,00	62 842,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62 842,08
60622	Carburants	0,00	0,00	1 055 197,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 055 197,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	123 018,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	123 018,33
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	997 053,20	-0,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	997 052,44
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	1 577 639,31	731 540,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 309 180,10
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	32 499,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 499,29
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	3 975,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 975,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	435 908,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	435 908,95
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	3 730,82	0,00	0,00	-872,10	0,00	0,00	0,00	2 858,72
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	596 029,86	125 300,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	721 330,58
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	704 439,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	704 439,53
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	46 720,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	46 720,90
6156	Maintenance	0,00	0,00	54 908,49	12 771,80	0,00	0,00	0,00	0,00	7 275,98	74 956,27
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	361,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	361,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	3 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 750,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	2 963,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 963,62
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	-450,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-450,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	-135,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-135,00
6241	Transports de biens	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
6251	Voyages, déplacements et missions	101 249,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	101 249,04
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	38 404,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 404,94
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	5 650,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 650,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	40 176,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 176,63

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE - PROJET CA 2021 BUDGET PRINCIPAL - CA (projet de budget) - 2021

Article / compte par nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Eaux et assainissement	62 Routes et voirie			63 Infrastruct. ferroviaires et aéroports	64 Infra. fluviales, maritimes, portuaires	65 Plan de relance (crise sanitaire)	68 Autres réseaux	TOTAL DU CHAPITRE
				621 Réseau routier départemental	622 Viabilité hivernale et aléas climatiques	628 Autres réseaux de voirie					
6353	Impôts indirects	0,00	0,00	30 365,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 365,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00	4 079,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 079,33
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	-1 351,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-1 351,26
012	Charges de personnel et frais assimilés	16 287 044,29	0,00	132 352,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 419 397,03
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	132 352,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	132 352,74
6331	Versement mobilité	33 055,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 055,71
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	44 037,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44 037,32
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	79 274,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	79 274,47
64111	Rémunération principale titulaires	9 850 691,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 850 691,07
64112	SFT, indemnité résidence	84 973,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	84 973,53
64113	NBI	89 825,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	89 825,13
64118	Autres indemnités titulaires	1 152 429,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 152 429,79
64131	Rémunérations non tit.	756 784,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	756 784,81
6417	Rémunérations des apprentis	23 915,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 915,94
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	1 484 511,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 484 511,12
6453	Cotisations aux caisses de retraites	2 655 482,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 655 482,84
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	32 062,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 062,56
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	12 173,39	0,00	0,00	26 134,00	0,00	0,00	0,00	0,00	175 000,00	213 307,39
65111	Famille et enfance	12 173,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 173,39
65734	Subv. fonct. Communes et intercos	0,00	0,00	0,00	26 134,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 134,00
6574	Subv. fonct. asso. personnes privées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	175 000,00	175 000,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	9 549,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 549,56
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	0,00	0,00	2 850,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 850,25
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0,00	0,00	6 699,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 699,31
RECETTES – REALISATIONS		0,00	0,00	471 213,49	0,00	0,00	926,12	0,00	0,00	17 847,71	489 987,32
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE - PROJET CA 2021 BUDGET PRINCIPAL - CA (projet de budget) - 2021

Article / compte par nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Eaux et assainissement	62 Routes et voirie			63 Infrastruct. ferroviaires et aéroports	64 Infra. fluviales, maritimes, portuaires	65 Plan de relance (crise sanitaire)	68 Autres réseaux	TOTAL DU CHAPITRE
				621 Réseau routier départemental	622 Viabilité hivernale et aléas climatiques	628 Autres réseaux de voirie					
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	353 797,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 847,71	371 645,41
70323	Red.occupation dom. public départemental	0,00	0,00	197 999,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	197 999,27
70388	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 847,71	6 847,71
7068	Autres redevances et droits	0,00	0,00	1 106,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 106,80
70872	Remb. frais Budgets annexes	0,00	0,00	9 689,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 689,76
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	145 001,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 000,00	156 001,87
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	117 415,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	117 415,79
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	73 458,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	73 458,59
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	0,00	43 957,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 957,20

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2/7

FONCTION 7 – AMÉNAGEMENT ET ENVIRONNEMENT

Article / compte par nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Aménagement et développement urbain	72 Logement	73 Environnement		74 Aménagement et développement rural	75 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
					731 Actions en matière de trait. des déchets	738 Autres actions en faveur milieu naturel			
DEPENSES – REALISATIONS		323 198,33	261 953,25	43 195,00	18 534,48	752 350,51	25 000,00	0,00	1 424 231,57
011	Charges à caractère général	1 075,18	0,00	43 195,00	0,00	121 288,96	0,00	0,00	165 559,14
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	459,60	0,00	0,00	459,60
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	150,00	0,00	0,00	150,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	-3 500,00	0,00	0,00	-3 500,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	2 002,65	0,00	0,00	2 002,65
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	63 653,32	0,00	0,00	63 653,32
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	1 565,77	0,00	0,00	1 565,77
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	1 988,96	0,00	0,00	1 988,96
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	43 195,00	0,00	54 160,18	0,00	0,00	97 355,18
6251	Voyages, déplacements et missions	1 075,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 075,18
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	1,78	0,00	0,00	1,78
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	751,00	0,00	0,00	751,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	55,70	0,00	0,00	55,70
012	Charges de personnel et frais assimilés	321 985,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	321 985,27
6331	Versement mobilité	1 388,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 388,52
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	906,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	906,28
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	1 631,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 631,31
64111	Rémunération principale titulaires	178 582,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	178 582,80
64112	SFT, indemnité résidence	3 599,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 599,95
64118	Autres indemnités titulaires	1 820,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 820,49
64131	Rémunérations non tit.	50 721,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 721,18
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	35 696,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 696,49
6453	Cotisations aux caisses de retraites	45 653,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 653,77
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	1 984,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 984,48
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	54 918,66	0,00	0,00	54 918,66
7398	Autres reversements	0,00	0,00	0,00	0,00	54 918,66	0,00	0,00	54 918,66
65	Autres charges de gestion courante	137,88	261 953,25	0,00	18 534,48	573 073,50	25 000,00	0,00	878 699,11
65111	Famille et enfance	137,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	137,88
65541	Compens. versée Région (loi NOTRe)	0,00	0,00	0,00	18 534,48	0,00	0,00	0,00	18 534,48
65734	Subv. fonct. Communes et intercos	0,00	0,00	0,00	0,00	21 171,27	0,00	0,00	21 171,27
65737	Subv. Fonct. Autres EPL	0,00	0,00	0,00	0,00	211 899,00	0,00	0,00	211 899,00
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	0,00	261 953,25	0,00	0,00	108 441,00	0,00	0,00	370 394,25
6574	Subv. fonct. asso. personnes privées	0,00	0,00	0,00	0,00	36 100,00	25 000,00	0,00	61 100,00
65821	Déficit des budgets annexes administrati	0,00	0,00	0,00	0,00	195 462,23	0,00	0,00	195 462,23
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	3 069,39	0,00	0,00	3 069,39
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	3 069,39	0,00	0,00	3 069,39
RECETTES – REALISATIONS		6 400,10	0,00	0,00	0,00	1 236 674,58	0,00	0,00	1 243 074,68

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE - PROJET CA 2021 BUDGET PRINCIPAL - CA (projet de budget) - 2021

Article / compte par nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Aménagement et développement urbain	72 Logement	73 Environnement		74 Aménagement et développement rural	75 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
					731 Actions en matière de trait. des déchets	738 Autres actions en faveur milieu naturel			
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	60 834,21	0,00	0,00	60 834,21
70872	Remb. frais Budgets annexes	0,00	0,00	0,00	0,00	50 258,12	0,00	0,00	50 258,12
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	10 576,09	0,00	0,00	10 576,09
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	1 056 934,41	0,00	0,00	1 056 934,41
7327	Taxe d'aménagement	0,00	0,00	0,00	0,00	1 056 934,41	0,00	0,00	1 056 934,41
74	Dotations, subventions et participations	6 400,10	0,00	0,00	0,00	113 325,25	0,00	0,00	119 725,35
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	64 168,34	0,00	0,00	64 168,34
7475	Group. coll et coll. statut particulier	0,00	0,00	0,00	0,00	431,55	0,00	0,00	431,55
74773	Participation FEOGA	0,00	0,00	0,00	0,00	48 725,36	0,00	0,00	48 725,36
74778	Autres Participations	6 400,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 400,10
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	5 580,71	0,00	0,00	5 580,71
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	0,00	0,00	0,00	5 580,71	0,00	0,00	5 580,71

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2/8

FONCTION 8 – TRANSPORTS

Article / compte par nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs					83 Plan de relance (crise sanitaire)	88 Autres	TOTAL DU CHAPITRE
				821 Routier	822 Ferroviaire	823 Maritime	824 Fluvial	825 Aérien			
DEPENSES – REALISATIONS		33,22	-28 208,57	-43 635,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	205 333,35	133 522,36
011	Charges à caractère général	0,00	-6 854,75	-11 374,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-18 229,03
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	-11 300,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-11 300,28
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	-74,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-74,00
6245	Transports de personnes extérieures	0,00	-6 854,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-6 854,75
012	Charges de personnel et frais assimilés	33,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33,22
6331	Versement mobilité	0,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,19
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,12
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,21
64131	Rémunérations non tit.	23,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23,45
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	7,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7,32
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,98
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,95
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	-32 261,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	205 333,35	173 071,99
6568	Autres participations	0,00	0,00	-32 261,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-32 261,36
65737	Subv. Fonct. Autres EPL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	205 333,35	205 333,35
67	Charges exceptionnelles	0,00	-21 353,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-21 353,82
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	0,00	-21 353,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-21 353,82
RECETTES – REALISATIONS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE - PROJET CA 2021 BUDGET PRINCIPAL - CA (projet de budget) - 2021

Article / compte par nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs					83 Plan de relance (crise sanitaire)	88 Autres	TOTAL DU CHAPITRE
				821 Routier	822 Ferroviaire	823 Maritime	824 Fluvial	825 Aérien			
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2/9

FONCTION 9 – DÉVELOPPEMENT

Article / compte par nature (1)	Libellé	90 Services communs	91 Structures animation, développement éco.	92 Agriculture et pêche		93 Industrie, commerce et artisanat	94 Développement touristique	95 Maint. et dev. serv. publics non départ.	96 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
				921 Laboratoire départemental	928 Autres					
DEPENSES – REALISATIONS		781 806,74	8 700,00	1 020 270,54	151 255,03	2 178 929,70	1 115 135,52	0,00	0,00	5 256 097,53
011	Charges à caractère général	772,00	8 700,00	0,00	16 570,19	0,00	191 027,72	0,00	0,00	217 069,91
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	3 750,00	0,00	27 810,31	0,00	0,00	31 560,31
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	500,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	2 553,74	0,00	6 000,00	0,00	0,00	8 553,74
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	2 229,18	0,00	39,00	0,00	0,00	2 268,18
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 808,34	0,00	0,00	1 808,34
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 510,48	0,00	0,00	8 510,48
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 029,26	0,00	0,00	15 029,26
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 408,00	0,00	0,00	1 408,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	417,09	0,00	0,00	417,09
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 306,22	0,00	0,00	2 306,22
607	Achats de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 209,62	0,00	0,00	13 209,62
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	102,97	0,00	0,00	102,97
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	57 740,32	0,00	0,00	57 740,32
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	623,81	0,00	6 717,50	0,00	0,00	7 341,31
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 012,00	0,00	0,00	2 012,00
61524	Entretien bois et forêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 750,93	0,00	0,00	19 750,93
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16,37	0,00	0,00	16,37
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	7 413,46	0,00	3 683,39	0,00	0,00	11 096,85
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 876,00	0,00	0,00	1 876,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 176,72	0,00	0,00	1 176,72
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	869,87	0,00	0,00	869,87
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 491,20	0,00	0,00	5 491,20
6251	Voyages, déplacements et missions	772,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	772,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	257,71	0,00	0,00	257,71
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	8 700,00	0,00	0,00	0,00	1 400,00	0,00	0,00	10 100,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 795,03	0,00	0,00	11 795,03
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 099,39	0,00	0,00	1 099,39
012	Charges de personnel et frais assimilés	780 643,93	0,00	1 019 942,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 800 586,13
6331	Versement mobilité	3 556,29	0,00	4 171,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 727,70
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	2 256,23	0,00	2 607,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 863,51
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	4 061,11	0,00	4 692,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 753,93
64111	Rémunération principale titulaires	492 420,25	0,00	698 100,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 190 520,91
64112	SFT, indemnité résidence	7 703,42	0,00	5 441,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 144,46

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE - PROJET CA 2021 BUDGET PRINCIPAL - CA (projet de budget) - 2021

Article / compte par nature (1)	Libellé	90 Services communs	91 Structures animation, développement éco.	92 Agriculture et pêche		93 Industrie, commerce et artisanat	94 Développement touristique	95 Maint. et dev. serv. publics non départ.	96 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
				921 Laboratoire départemental	928 Autres					
64113	NBI	2 928,75	0,00	14 211,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 140,65
64118	Autres indemnités titulaires	4 272,23	0,00	31 988,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 260,97
64131	Rémunérations non tit.	53 951,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 951,47
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	81 638,01	0,00	80 457,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	162 095,31
6453	Cotisations aux caisses de retraites	124 938,36	0,00	178 271,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	303 209,41
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	2 917,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 917,81
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	390,81	0,00	328,34	134 684,84	20 000,00	855 594,75	0,00	0,00	1 010 998,74
65111	Famille et enfance	390,81	0,00	202,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	593,16
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	125,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	125,99
65734	Subv. fonct. Communes et intercos	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 266,00	0,00	0,00	60 266,00
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	0,00	0,00	0,00	129 073,00	0,00	16 982,00	0,00	0,00	146 055,00
6574	Subv. fonct. asso. personnes privées	0,00	0,00	0,00	5 611,84	20 000,00	777 715,00	0,00	0,00	803 326,84
65818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	631,75	0,00	0,00	631,75
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	2 158 929,70	68 513,05	0,00	0,00	2 227 442,75
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 861,50	0,00	0,00	5 861,50
6743	Subv. fonct. aux SPIC départ.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62 651,55	0,00	0,00	62 651,55
6745	Subv. aux personnes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	2 158 929,70	0,00	0,00	0,00	2 158 929,70
RECETTES – REALISATIONS		0,00	0,00	1 000 575,54	14 198,26	287 899,89	297 315,94	0,00	0,00	1 599 989,63
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	950 481,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	950 481,63
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	950 481,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	950 481,63
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	50 093,91	0,00	0,00	261 781,48	0,00	0,00	311 875,39
7021	Ventes de récoltes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 920,00	0,00	0,00	4 920,00
70323	Red.occupation dom. public départemental	0,00	0,00	50 093,91	0,00	0,00	6 060,80	0,00	0,00	56 154,71
70328	Autres droits stationnement et location	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 870,00	0,00	0,00	20 870,00
7035	Locations de droits de chasse et pêche	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 736,00	0,00	0,00	2 736,00
7062	Redevances services à caractère culturel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 466,00	0,00	0,00	45 466,00
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 391,68	0,00	0,00	21 391,68
70872	Remb. frais Budgets annexes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160 000,00	0,00	0,00	160 000,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	337,00	0,00	0,00	337,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations	0,00	0,00	0,00	14 198,26	287 899,89	16 784,46	0,00	0,00	318 882,61
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	14 198,26	0,00	0,00	0,00	0,00	14 198,26
7474	Participation Communes et interco	0,00	0,00	0,00	0,00	287 899,89	0,00	0,00	0,00	287 899,89
74778	Autres Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 290,42	0,00	0,00	8 290,42
74788	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 494,04	0,00	0,00	8 494,04
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 750,00	0,00	0,00	18 750,00
757	Redevances versées par fermiers, conces.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 750,00	0,00	0,00	18 750,00

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE - PROJET CA 2021 BUDGET PRINCIPAL - CA (projet de budget) - 2021

Article / compte par nature (1)	Libellé	90 Services communs	91 Structures animation, développement éco.	92 Agriculture et pêche		93 Industrie, commerce et artisanat	94 Développement touristique	95 Maint. et dev. serv. publics non départ.	96 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
				921 Laboratoire départemental	928 Autres					
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 3211-2 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					0,00									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					163 928 650,17									
1641 Emprunts en euros (total)					157 928 650,17									
423	CAISSE D'EPARGNE	25/12/2005	25/12/2005	25/12/2006	2 000 000,00	V	(Euribor 12M-Floor -0.07 sur Euribor 12M) + 0.07	2,910	2,952	EUR	A	P	O	A-1
426 Ream	SFIL CAFFIL	15/12/2006	15/12/2006	01/12/2007	15 000 000,00	C	Taux fixe à 2.81 %	2,810	2,851	EUR	A	P	O	A-1
428	CAISSE D'EPARGNE	10/12/2006	10/12/2006	10/02/2007	1 500 000,00	F	Taux fixe à 4 %	4,000	4,000	EUR	A	P	O	A-1
430	SFIL CAFFIL	12/12/2007	12/12/2007	01/11/2008	5 000 000,00	F	Taux fixe à 4.58 %	4,580	4,647	EUR	A	P	O	A-1
439	CAISSE D'EPARGNE	25/03/2009	25/03/2009	25/06/2009	6 000 000,00	F	Taux fixe à 4.27 %	4,270	4,339	EUR	T	P	O	A-1
440 Réam	CAISSE D'EPARGNE	18/12/2017	25/12/2017	25/12/2018	4 972 230,41	F	Taux fixe à 0.69 %	0,690	0,690	EUR	A	C	O	A-1
441 Ream	SFIL CAFFIL	05/10/2009	16/11/2009	15/02/2010	10 000 000,00	F	Taux fixe à 2.58 %	2,580	2,643	EUR	T	P	O	A-1
442 Refin	CAISSE D'EPARGNE	18/06/2018	25/05/2018	25/08/2018	5 338 059,94	V	(Euribor 3M + 0.5)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,500	0,508	EUR	T	P	O	A-1
447	SFIL CAFFIL	01/09/2011	01/09/2011	01/12/2011	8 068 654,50	C	Taux fixe 4.43% à barrière 6% sur Euribor 12M(Postfixé)	4,430	4,495	EUR	A	P	O	B-1
449	CAISSE CENTRALE DE CREDIT COOPERATIF	07/07/2011	07/07/2011	01/03/2013	5 000 000,00	V	(Euribor 3M-Floor -0.45 sur Euribor 3M) + 0.45	2,018	2,033	EUR	T	P	O	A-1
450	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	20/12/2011	20/12/2011	31/03/2014	3 000 000,00	V	Euribor 3M + 1.9	2,124	2,172	EUR	A	C	O	A-1

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE - PROJET CA 2021 BUDGET PRINCIPAL - CA (projet de budget) - 2021

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
451	CAISSE D'EPARGNE	04/12/2019	25/01/2020	25/01/2021	3 000 000,02	V	(Euribor 12M + 1)-Floor 0 sur Euribor 12M	1,000	1,015	EUR	A	C	O	A-1
452	CAISSE D'EPARGNE	09/05/2019	25/05/2019	25/05/2020	3 000 000,02	V	(Euribor 12M + 1)-Floor 0 sur Euribor 12M	1,000	1,015	EUR	A	C	O	A-1
454	SFIL CAFFIL	01/12/2014	25/12/2014	01/09/2015	5 987 906,39	F	Taux fixe à 0.45 %	0,450	0,457	EUR	A	P	O	A-1
455	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	14/12/2016	15/12/2016	15/03/2017	14 556 638,48	F	Taux fixe à 1.12 %	1,120	1,141	EUR	T	C	O	A-1
457 consolidation T.F	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	14/12/2016	23/11/2020	22/02/2021	10 000 000,00	F	Taux fixe à 1.75 %	1,750	1,787	EUR	T	C	O	A-1
458 consolidation	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	14/12/2016	22/01/2020	24/02/2020	10 000 000,00	F	Taux fixe à 1.815 %	1,815	1,854	EUR	T	C	O	A-1
459	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	14/12/2016	22/11/2018	22/02/2019	10 000 000,00	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	1,121	EUR	T	C	O	A-1
460	SFIL CAFFIL	15/12/2016	03/06/2019	01/10/2019	10 000 000,00	F	Taux fixe à 1.25 %	1,250	1,256	EUR	T	P	O	A-1
461	CAISSE D'EPARGNE	31/01/2017	25/11/2017	25/02/2018	5 000 000,00	F	Taux fixe à 0.67 %	0,670	0,672	EUR	T	C	O	A-1
462	CAISSE D'EPARGNE	31/01/2017	29/01/2021	25/04/2021	10 000 000,00	V	(Livret A + 0.5)-Floor 0 sur Livret A	1,000	1,018	EUR	T	C	O	A-1
463	SFIL CAFFIL	29/06/2020	01/07/2020	01/01/2021	10 505 160,41	F	Taux fixe à 1.8 %	1,800	1,826	EUR	A	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					6 000 000,00									
444 Conso	CAISSE D'EPARGNE	26/10/2010	15/12/2010	25/12/2010	6 000 000,00	F	Taux fixe à 1.97 %	1,080	1,085	EUR	T	P	O	A-1
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					0,00									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					0,00									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE - PROJET CA 2021 BUDGET PRINCIPAL - CA (projet de budget) - 2021

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					0,00									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					163 928 650,17									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
163 Emprunts obligataires (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		0,00		88 434 462,10					13 734 534,29	1 406 396,53	0,00	342 842,78
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		85 441 658,26					13 433 508,42	1 406 709,82	0,00	342 871,71
423	N	0,00	A-1	496 614,49	3,98	V	(Euribor 12M-Floor -0.07 sur Euribor 12M) + 0.07	0,000	115 502,70	0,00	0,00	0,00
426 Ream	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 4.51 %	4,560	1 258 334,34	57 539,09	0,00	0,00
428	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 4 %	4,044	125 197,23	5 007,87	0,00	0,00
430	N	0,00	A-1	447 631,61	0,83	F	Taux fixe à 4.58 %	4,631	428 027,99	40 662,23	0,00	3 416,92
439	N	0,00	A-1	1 160 596,45	2,23	F	Taux fixe à 4.27 %	4,263	481 272,66	62 469,62	0,00	688,30
440 Réam	N	0,00	A-1	2 012 230,41	2,98	F	Taux fixe à 0.69 %	0,689	710 000,00	18 783,39	0,00	192,84
441 Ream	N	0,00	A-1	2 635 760,83	2,87	F	Taux fixe à 4.87 %	4,924	794 816,81	154 784,36	0,00	16 401,76
442 Refin	N	0,00	A-1	3 964 692,98	8,90	V	(Euribor 3M + 0.5)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,506	401 435,54	21 371,53	0,00	1 982,35
447	N	0,00	B-1	2 669 653,66	3,92	C	Taux fixe 4.43% à barrière 6% sur Euribor 12M(Postfixé)	4,479	600 218,60	146 867,22	0,00	9 855,47
449	N	0,00	A-1	2 085 587,96	5,92	V	Euribor 3M + 0.75	0,207	336 223,16	4 840,18	0,00	302,41
450	N	0,00	A-1	1 400 000,00	6,25	F	Taux fixe à 0.54 %	0,546	200 000,00	7 935,00	0,00	0,00
451	N	0,00	A-1	2 666 666,68	7,07	V	(Euribor 12M + 1)-Floor 0 sur Euribor 12M	1,002	333 333,34	30 500,00	0,00	25 185,19

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE - PROJET CA 2021 BUDGET PRINCIPAL - CA (projet de budget) - 2021

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
452	N	0,00	A-1	2 333 333,34	6,40	V	(Euribor 12M + 1)-Floor 0 sur Euribor 12M	1,011	333 333,34	27 037,04	0,00	14 259,26
454	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 0.45 %	0,455	946 173,06	4 316,91	0,00	0,00
455	N	0,00	A-1	8 491 372,45	6,96	F	Taux fixe à 1.12 %	1,132	1 213 053,20	105 019,41	0,00	4 226,82
457 consolidation T.F	N	0,00	A-1	9 090 909,08	9,90	F	Taux fixe à 1.75 %	1,769	909 090,92	170 912,24	0,00	17 234,85
458 consolidation	N	0,00	A-1	8 823 529,44	14,90	F	Taux fixe à 1.815 %	1,835	588 235,28	168 673,40	0,00	17 349,26
459	N	0,00	A-1	6 250 000,00	4,89	F	Taux fixe à 1.1 %	1,112	1 250 000,00	78 203,13	0,00	7 447,91
460	N	0,00	A-1	7 857 545,43	7,50	F	Taux fixe à 1.25 %	1,247	959 633,25	105 728,15	0,00	24 282,00
461	N	0,00	A-1	3 666 666,72	10,90	F	Taux fixe à 0.67 %	0,668	333 333,32	25 962,50	0,00	2 388,43
462	N	0,00	A-1	9 499 999,99	14,07	V	(Livret A + 0.5)-Floor 0 sur Livret A	1,011	500 000,01	73 449,07	0,00	17 680,56
463	N	0,00	A-1	9 888 866,74	13,00	F	Taux fixe à 1.8 %	1,820	616 293,67	96 647,48	0,00	179 977,38
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		2 992 803,84					301 025,87	-313,29	0,00	-28,93
444 Conso	N	0,00	A-1	2 992 803,84	8,98	V	Euribor 3M + 0.53	-0,011	301 025,87	-313,29	0,00	-28,93
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE - PROJET CA 2021 BUDGET PRINCIPAL - CA (projet de budget) - 2021

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		0,00		88 434 462,10					13 734 534,29	1 406 396,53	0,00	342 842,78

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	B1.3

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
447	SFIL CAFFIL	8 068 654,50	2 669 653,66	1	14,25		Taux fixe 4.43% à barrière 6% sur Euribor 12M(Postfixé)	Taux fixe 4.43% à barrière 6% sur Euribor 12M(Postfixé)	190 745,79	Taux fixe 4.43% à barrière 6% sur Euribor 12M(Postfixé)	4,479	146 867,22	0,00	3,02
TOTAL (B)		8 068 654,50	2 669 653,66						190 745,79			146 867,22	0,00	3,02
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplificateur jusqu'à 3 ou multiplificateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplificateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		8 068 654,50	2 669 653,66						190 745,79			146 867,22	0,00	3,02

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	B1.4

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
Structure							
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits	22	0	0	0	0	
	% de l'encours	96,99	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	85 764 808,44	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	1	0	0	0	0	
	% de l'encours	3,02	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	2 669 653,66	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Référence de l'emprunt couvert	Effet de l'instrument de couverture							
		Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D’UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT	B1.6

B1.6 – REMBOURSEMENT ANTICIPE D’UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinancement	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					0,00	0,00						0,00	0,00	0,00	0,00	
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					0,00	0,00						0,00	0,00	0,00	0,00	

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L’ANNEE N	B1.7

B1.7 – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L’ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
				Contrat initial	Contrat renégocié	Contrat initial			Contrat renégocié			Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
						Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.								
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.

- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – METHODES UTILISEES	B2

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article D. 3321-1 du CGCT) : €		
	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Frais d'études non suivies de réalisations	5	30/01/2012
L	Frais de recherches et de développement (réussite du projet)	5	30/01/2012
L	Frais d'insertion (en cas d'échec du projet)	5	30/01/2012
L	Subventions d'équipements versés finançant des biens mobiliers, du matériel ou des études	5	30/01/2012
L	Subventions d'équipements versées finançant des biens immobiliers ou des installations	15	30/01/2012
L	Subventions d'équipements versées finançant des projets d'infrastructures d'intérêt national	30	30/01/2012
L	Logiciels	3	30/01/2012
L	Voitures	10	30/01/2012
L	Camions et véhicules industriels	10	30/01/2012
L	Mobiliers	15	30/01/2012
L	Matériels informatiques	5	30/01/2012
L	Autres matériels et appareillages	15	30/01/2012
L	Bâtiments administratifs publics et privés	30	30/01/2012
L	Equipements et agencements de bâtiments	30	30/01/2012
L	Construction sur sol d'autrui	30	30/01/2012
L	Bâtiments légers et abris	30	30/01/2012
L	Installations de voirie et de télécommunication	20	30/01/2012
L	Plantations	20	30/01/2012
L	Autres agencements et aménagements de terrains	30	30/01/2012
L	Biens de faible valeur dont le seuil unitaire est inférieur à 2 000 €	1	30/01/2012

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES	B3

PROVISIONS CONSTITUEES AU 31/12/N

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées D = A + B - C
Provisions pour risques et charges (2)		1 317 120,00	200 000,00	0,00	1 517 120,00
Provisions pour litiges		1 000 000,00	0,00	0,00	1 000 000,00
Contentieux incendie gare		1 000 000,00	0,00	0,00	1 000 000,00
Provisions pour pertes de change		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		317 120,00	200 000,00	0,00	517 120,00
Conférence des financeurs		317 120,00	0,00	0,00	317 120,00
HLMD		0,00	200 000,00	0,00	200 000,00
Provisions pour dépréciation (2)		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS		1 317 120,00	200 000,00	0,00	1 517 120,00

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ... ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement ...).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 01		Intitulé de l'opération : REMEMBREMENT				Date de la délibération :	
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N	
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler		
DEPENSES (a)	0,00	100 000,00	53 206,84	0,00	46 793,16	0,00	
92401 (2)	0,00	100 000,00	53 206,84	0,00	46 793,16	0,00	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépenses nettes (a – c)	0,00	100 000,00	53 206,84	0,00	46 793,16	0,00	
RECETTES (b)	0,00	80 000,00	31 767,43	0,00	48 232,57	0,00	
92401 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	80 000,00	31 767,43	0,00	48 232,57	0,00	
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Recettes nettes (b - d)	0,00	80 000,00	31 767,43	0,00	48 232,57	0,00	

N° opération : 03		Intitulé de l'opération : REGLEMENTATION DES BOISEMENTS				Date de la délibération :	
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N	
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler		
DEPENSES (a)	0,00	2 000,00	290,00	0,00	1 710,00	0,00	
92403 (2)	0,00	2 000,00	290,00	0,00	1 710,00	0,00	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépenses nettes (a – c)	0,00	2 000,00	290,00	0,00	1 710,00	0,00	
RECETTES (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Recettes nettes (b - d)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

N° opération : 07		Intitulé de l'opération : AMENAGEMENT RUE GRASMANENT				Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
DEPENSES (a)	0,00	100 000,00	98 673,92	0,00	1 326,08	0,00
92407 (2)	0,00	100 000,00	98 673,92	0,00	1 326,08	0,00
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a - c)	0,00	100 000,00	98 673,92	0,00	1 326,08	0,00
RECETTES (b)	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00
92407 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00

N° opération : 11		Intitulé de l'opération : CHEMIN CHANDIEU ST PAL DE CHALENCON				Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
DEPENSES (a)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92411 (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a - c)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92411 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 12		Intitulé de l'opération : CALIBRAGE BOUSSOULET ARAULES				Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
DEPENSES (a)	0,00	12 000,00	11 267,94	0,00	732,06	0,00
92412 (2)	0,00	12 000,00	11 267,94	0,00	732,06	0,00
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a - c)	0,00	12 000,00	11 267,94	0,00	732,06	0,00
RECETTES (b)	0,00	12 000,00	11 267,94	0,00	732,06	0,00
92412 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	12 000,00	11 267,94	0,00	732,06	0,00
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	0,00	12 000,00	11 267,94	0,00	732,06	0,00

N° opération : 13		Intitulé de l'opération : RD 499 LA CHAISE DIEU				Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
DEPENSES (a)	0,00	23 000,00	17 509,76	0,00	5 490,24	0,00
92413 (2)	0,00	23 000,00	17 509,76	0,00	5 490,24	0,00
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a - c)	0,00	23 000,00	17 509,76	0,00	5 490,24	0,00
RECETTES (b)	0,00	23 000,00	17 509,76	0,00	5 490,24	0,00
92413 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	23 000,00	17 509,76	0,00	5 490,24	0,00
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	0,00	23 000,00	17 509,76	0,00	5 490,24	0,00

N° opération : 14		Intitulé de l'opération : ECIR				Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
DEPENSES (a)	0,00	19 000,00	14,80	0,00	18 985,20	0,00
92414 (2)	0,00	19 000,00	14,80	0,00	18 985,20	0,00
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	0,00	19 000,00	14,80	0,00	18 985,20	0,00
RECETTES (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 15		Intitulé de l'opération : CARREFOUR RD23 VC RIOTORD				Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
DEPENSES (a)	0,00	12 000,00	0,00	0,00	12 000,00	0,00
92415 (2)	0,00	12 000,00	0,00	0,00	12 000,00	0,00
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	0,00	12 000,00	0,00	0,00	12 000,00	0,00
RECETTES (b)	0,00	12 000,00	0,00	0,00	12 000,00	0,00
92415 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	12 000,00	0,00	0,00	12 000,00	0,00
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	0,00	12 000,00	0,00	0,00	12 000,00	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES PRETS	B6

Prêts (Compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/N	Montant de l'annuité recouvré		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		56 088,68	10 388,13	926,12	488,14
SM AERODROME LOUDES		11 980,20	5 610,70	677,62	42,17
SM AERODROME LOUDES		44 108,48	4 777,43	248,50	445,97
Non assortis d'intérêts (total)		23 142,20	55 924,10		
SARL MENUIS CHARP D AULAGNY	02/12/2013	6 626,55	3 786,60		
SARL LE PROVENCE	01/06/2015	0,00	1 500,00		
EURL CHARCUTERIE DE LAVOUX	07/12/2015	0,00	5 000,00		
EURL SALAISONS DU VELAY	09/11/2015	0,00	3 750,00		
ENTREPRISE REMY COUTANCE	09/11/2015	0,00	2 277,90		
ENTREPRISE VIRGINIE COMBES	02/03/2015	0,00	766,80		
EURL DESIDERATA	07/12/2015	5 711,30	3 263,60		
SARL GRANDOUILLER	02/12/2014	0,00	439,00		
SARL LE GRAND CAFE	02/03/2015	0,00	750,00		
SARL YSSINGEAUX AMBULANCES	02/03/2015	0,00	1 250,00		
SNC JURPAL		0,00	750,00		
ENTREPRISE SANDRINE VIAL		0,00	325,00		
SARL DOLAIZON AUTOMOBILES	04/05/2015	0,00	2 250,00		
SARL ASTOR DOLMAZON	04/05/2015	0,00	830,00		
SASU PRETTY FOOD	01/06/2015	0,00	1 500,00		
SARL VALS PRESSING		0,00	2 500,00		
SARL VELAY METAL	01/06/2015	0,00	1 250,00		
SARL VULCAR	06/07/2015	7 500,00	5 000,00		
SASU SAINT BONNET EN LAINE	25/06/2015	0,00	440,30		
SNC BOUILHOL PILATO	06/07/2015	0,00	2 250,00		
EURL ABSOLUTE MOTOS 43	06/07/2015	0,00	577,50		
SAS ALPHA PUB		0,00	5 000,00		
EURL GARAGE SAINT ANNE	09/11/2015	0,00	2 250,00		
ENTREPRISE DELPHINE VERDIER	09/11/2015	366,85	1 467,40		
SAS BRASSERIE BRIVADOISE	09/11/2015	2 500,00	5 000,00		
ENTREPRISE DELPHINE TOUBA	09/11/2015	437,50	1 750,00		

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	B7.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalizations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		15 029 577,00	I 14 973 345,56
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		13 736 000,00	13 734 534,29
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	13 736 000,00	13 734 534,29
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681 (2)	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		1 293 577,00	1 238 811,27
10...	<i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i>		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	<i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>	1 293 577,00	1 238 811,27
950	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	14 973 345,56	0,00	24 203 691,42	39 177 036,98

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	B7.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalizations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		58 442 450,49	29 493 253,88
Ressources propres externes de l'année (a)		6 231 640,00	7 557 253,83
10222	FCTVA	6 100 000,00	7 424 706,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	65 000,00	66 235,60
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
27635	Group. coll et coll. statut particulier	10 400,00	10 388,13
2764	Créances/particuliers, pers. droit privé	56 240,00	55 924,10
Ressources propres internes de l'année (b)		52 210 810,49	21 936 000,05
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
28031	Frais d'études	20 000,00	17 106,00
28033	Frais d'insertion	8 000,00	7 948,00
2804111	Subv. Etat : Bien mobilier, matériel	3 000,00	2 403,00
2804113	Subv. Etat : Projet infrastructure	900 000,00	893 692,00
2804122	Subv. Régions : Bâtiments, installations	128 100,00	128 072,00
2804132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	33 300,00	33 279,00
2804141	Subv.Cne : Bien mobilier, matériel	170 000,00	169 531,08
2804142	Subv.Cne : Bâtiments, installations	7 464 300,00	7 464 233,00
2804151	Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel	20 000,00	15 271,43
2804152	Subv. Grpt : Bâtiments, installations	50 000,00	43 444,00
2804162	Subv. SPIC : Bâtiments, installations	1 085 100,00	1 085 002,00
28041781	Autres EPL: Bien mobilier, matériel	150 000,00	144 582,00
28041782	Autres EPL: Bâtiments, installations	440 000,00	439 979,00
2804182	Autres org pub - Bât. et installations	814 000,00	813 921,00
280421	Privé - Biens mob., matériel et études	206 000,00	204 413,00
280422	Privé - Bâtiments et installations	1 677 800,00	1 677 745,00
280432	Subv.Scol : Bâtiments, installations	32 200,00	32 113,00
28051	Concessions et droits similaires	1 260 000,00	1 259 903,07
28128	Autres aménagements de terrains	130 000,00	123 493,00
281311	Bâtiments administratifs	30 000,00	25 621,00
281312	Bâtiments scolaires	472 500,00	471 420,00
281313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux	100 000,00	98 104,00
281314	Bâtiments culturels et sportifs	120 000,00	117 922,00
281318	Autres bâtiments publics	80 000,00	78 611,00
281328	Autres bâtiments privés	59 990,00	55 581,00
281351	Bâtiments publics	743 010,00	743 009,00
281352	Bâtiments privés	30 000,00	29 233,00
2814	Constructions sur sol d'autrui	3 000,00	2 924,00
28152	Installations de voirie	500 000,00	499 597,00
28153	Réseaux divers	270 000,00	269 361,00
28157	Matériel et outillage techniques	550 000,00	549 202,26
2817312	Bâtiments scolaires (m. à dispo)	879 700,00	877 895,00
281735	Installations générales (m. à dispo)	415 000,00	413 799,00
28181	Installations générales, aménagt divers	10 000,00	7 230,00
28182	Matériel de transport	1 729 700,00	1 727 666,47
281831	Matériel informatique scolaire	360 000,00	359 604,72
281838	Autre matériel informatique	665 000,00	664 546,31
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	123 000,00	122 010,03
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	44 200,00	44 171,93
28185	Matériel de téléphonie	41 100,00	41 009,72
28188	Autres immo. corporelles	182 000,00	181 351,03
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices		

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
954	Produits des cessions d'immobilisations	305 000,00	0,00
951	Virement de la section de fonctionnement	29 905 810,49	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	29 493 253,88	0,00	0,00	24 203 691,42	53 696 945,30

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II 39 177 036,98
Ressources propres disponibles	IV 53 696 945,30
Solde	V = IV - II (2) 14 519 908,32

(1) Les comptes 169, 26, 27, 28 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN - SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	B8

001 (1)

INVESTISSEMENT					
MANDATS EMIS		TITRES EMIS			
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors programme)	0,00	20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors programme)	0,00	21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors programme)	0,00	22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours (hors programme)	0,00	23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	27	Autres immobilisations financières	0,00
	Total des programmes d'équipement	0,00			
45	Travaux pour le compte de tiers	0,00	45	Participations des tiers aux travaux faits pour leur compte	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		0,00	Total recettes réelles et mixtes		0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00	040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	041	Opérations patrimoniales	0,00
Total dépenses d'ordre		0,00	Total recettes d'ordre		0,00
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT		0,00	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT		0,00

FONCTIONNEMENT					
MANDATS EMIS		TITRES EMIS			
011	Charges à caractère général	0,00	70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	731	Impositions directes	0,00
			74	Dotations, subventions et participations	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	75	Autres produits de gestion courante	0,00
			013	Atténuations de charges	0,00
66	Charges financières	0,00	76	Produits financiers	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	77	Produits exceptionnels	0,00
68	Dotations amortissements et provisions	0,00	78	Reprises amortissements et provisions	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		9 551,50	Total recettes réelles et mixtes		28 526,00
042	Opérations ordre transf. entre sections	0,00	042	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
Total dépenses d'ordre		0,00	Total recettes d'ordre		0,00
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		9 551,50	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT		28 526,00

TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE	9 551,50	TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE	28 526,00
---	-----------------	---	------------------

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	B8

001 (1)

FONCTIONNEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations amortissements et provisions	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		9 551,50

042	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
<i>Total des dépenses d'ordre</i>		<i>0,00</i>

TOTAL DEPENSES	9 551,50
-----------------------	-----------------

FONCTIONNEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
731	Impositions directes	0,00
74	Dotations, subventions et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises amortissements et provisions	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		28 526,00

042	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
<i>Total des recettes d'ordre</i>		<i>0,00</i>

FONCTIONNEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
TOTAL RECETTES		28 526,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	B8

001 (1)

INVESTISSEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors programme)	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors programme)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors programme)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors programme)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Programmes d'équipement votés (1 ligne par programme)		0,00
45	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	0,00
Total des dépenses réelles		0,00

040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00

TOTAL DEPENSES		0,00
-----------------------	--	-------------

INVESTISSEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00

INVESTISSEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
45	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	0,00
Total des recettes réelles		0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL RECETTES		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 3313-7 du CGCT) – ENTREES	B9.1

ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS (article R. 3313-7 du CGCT)

Modalité et date d'acquisition	Désignation du bien	N°d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (1)
TOTAL GENERAL			57 934 340,66	0,00	
Acquisitions à titre onéreux			57 934 340,66	0,00	
01/01/2021	SUBVENTION ETAT PROJETS INFRA	AUT04942	60 000,00	0,00	30
01/01/2021	SUBVENTION REGION BATIMENTS 2	AUT04943	10 926,53	0,00	15
01/01/2021	SUBVENTION COMMUNES MOBILIER	AUT04945	81 435,68	0,00	5
01/01/2021	SUBVENTION COMMUNES BATIMENTS	AUT04946	8 200 940,38	0,00	15
01/01/2021	SUBVENTION GROUPEMENT COLLECT	AUT04947	22 690,32	0,00	5
01/01/2021	SUBVENTION EQUILIBRE BA HLI 2	AUT04949	40 854,70	0,00	15
01/01/2021	SUBVENTION EQUILIBRE BA DES E	AUT04951	182 705,57	0,00	15
01/01/2021	SUBVENTION EQUIPEMENT SPIC IN	AUT04952	1 579 632,00	0,00	15
01/01/2021	SUBVENTION AUTRES ETABLISSEME	AUT04953	821 706,25	0,00	5
01/01/2021	SUBVENTION AUTRES ETABLISSEME	AUT04954	844 182,90	0,00	15
01/01/2021	SUBVENTION ORGANISMES PUBLICS	AUT04955	556 802,00	0,00	15
01/01/2021	SUBVENTION PRIVE MOBILIER ET	AUT04956	440 323,54	0,00	5
01/01/2021	SUBVENTION PRIVE BATIMENTS 20	AUT04957	4 852 892,48	0,00	15
01/01/2021	LOGICIELS INFORMATIQUES 2021	AUT04958	1 981 185,08	0,00	3
01/01/2021	LOGICIELS INFORMATIQUES FV 20	AUT04959	39 888,80	0,00	1
01/01/2021	ACQUISITION TERRAINS 2021	AUT04960	127 577,07	0,00	0
01/01/2021	INSTALLATIONS DE VOIRIE 2021	AUT04962	266 423,16	0,00	20
01/01/2021	RESEAUX 2021	AUT04963	488 216,56	0,00	20
01/01/2021	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQ	AUT04964	1 045 082,70	0,00	15
01/01/2021	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQ	AUT04965	64 800,49	0,00	1
01/01/2021	ACQUISITIONS COLLECTIONS 2021	AUT04966	64 641,47	0,00	0
01/01/2021	MATERIEL INFORMATIQUE SCOLAIR	AUT04967	363 444,82	0,00	5
01/01/2021	MATERIEL INFORMATIQUE SCOLAIR	AUT04968	1 502,96	0,00	1
01/01/2021	MATERIEL INFORMATIQUE 2021	AUT04969	1 070 606,25	0,00	5
01/01/2021	MATERIEL INFORMATIQUE 2021 FV	AUT04970	38 205,42	0,00	1
01/01/2021	MATERIEL BUREAU MOBILIER SCOL	AUT04971	53 843,05	0,00	15
01/01/2021	MATERIEL BUREAU MOBILIER SCOL	AUT04972	16 942,58	0,00	1
01/01/2021	MATERIEL BUREAU ET MOBILIER 2	AUT04973	31 506,82	0,00	15
01/01/2021	MATERIEL BUREAU ET MOBILIER 2	AUT04974	46 438,04	0,00	1
01/01/2021	MATERIEL DE TELEPHONIE 2021	AUT04975	15 305,98	0,00	15
01/01/2021	MATERIEL DE TELEPHONIE 2021 FV	AUT04976	4 143,73	0,00	1
01/01/2021	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPOR	AUT04977	94 025,71	0,00	15
01/01/2021	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPOR	AUT04978	98 224,14	0,00	1
01/01/2021	BATIMENT LES BARAQUES	AUT05038	354 810,94	0,00	30
01/01/2021	AIRE DE LORLANGES 2021	AUT05039	300,00	0,00	30
01/01/2021	RENAULT CLIO EH-042-XH	AUT05041	8 859,12	0,00	10
01/01/2021	RENAULT CLIO EH-215-XC	AUT05042	8 859,12	0,00	10
01/01/2021	REANULT CLIO EH-946-XF	AUT05043	8 859,12	0,00	10
01/01/2021	TERRAINS ENS 2021	AUT05061	663,20	0,00	0

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE - PROJET CA 2021 BUDGET PRINCIPAL - CA (projet de budget) - 2021

Modalité et date d'acquisition	Désignation du bien	N°d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (1)
05/01/2021	TRAVAUX EN REGIE SPRD 2021	AUT04985	483 055,25	0,00	0
05/01/2021	TRAVAUX EN REGIE 2021 TOUS COLL	AUT05000	269 422,04	0,00	30
05/02/2021	RENAULT GD-339-RX	AUT05044	68 611,73	0,00	10
10/02/2021	TITRES SEM DU VELAY	AUT05045	199 999,80	0,00	0
23/02/2021	RENAULT TALISMAN FH-216-MQ	AUT05046	29 627,24	0,00	10
11/03/2021	ETUDES AMENAGEMENTS ENS 2020	AUT04765	9 240,00	0,00	30
11/03/2021	ETUDES CHATEAU CHAVANIAC LAFAYETTE 2020	AUT04768	137 703,60	0,00	30
11/03/2021	ETUDES PAVILLON NUMERIQUE 2020	AUT04771	11 499,20	0,00	30
11/03/2021	ETUDES VISITATION 2020	AUT04772	2 475,84	0,00	30
12/03/2021	ETUDES SD AEP 2020	AUT04889	82 197,68	0,00	5
01/04/2021	IVECO TRACKER - REVISION DE P	AUT05059	1 300,33	0,00	10
29/04/2021	IVECO TRACKER - REVISION DE P	AUT05056	1 300,32	0,00	10
29/04/2021	IVECO TRACKER - REVISION DE P	AUT05057	1 300,32	0,00	10
06/05/2021	IVECO TRACKER - REVISION DE P	AUT05058	1 300,32	0,00	10
25/05/2021	SUBVENTION ETAT VOIRIES 2021	AUT05063	4 944 000,00	0,00	0
25/05/2021	VTC GIANT EXPLORE PASP-2409-27	AUT05064	2 774,90	0,00	10
25/05/2021	VTC GIANT EXPLORE PACY-2049-26	AUT05065	2 774,90	0,00	10
25/05/2021	VTC GIANT EXPLORE PADB-2409-25	AUT05066	2 774,90	0,00	10
25/05/2021	VTC GIANT EXPLORE PAHN-2409-31	AUT05067	2 774,90	0,00	10
02/06/2021	TITRES SCIC COOP'ART	AUT05079	5 000,00	0,00	0
03/06/2021	CITROEN C3 GC-102-FN	AUT05068	11 459,54	0,00	10
21/06/2021	SUBV ETAT MOBILIERS ET MATERI	AUT05070	3 916,68	0,00	5
13/08/2021	RENAULT MASTER PICKUP GA-631-	AUT05074	35 618,40	0,00	10
01/09/2021	SUBVENTION ETS SCOLAIRES PUBL	AUT05078	32 856,20	0,00	5
01/09/2021	REMORQUE ANSSEMS GB-720-QE	AUT05080	1 280,00	0,00	10
14/09/2021	PEUGEOT 308 GB-769-PR	AUT05082	18 569,75	0,00	10
29/10/2021	QUAD YAMAHA KODIAK GC-092-HE	AUT05089	8 980,20	0,00	10
22/11/2021	MAN TGM 18.290	AUT05091	177 094,52	0,00	10
22/11/2021	MAN TGM 18.290	AUT05092	177 094,50	0,00	10
22/11/2021	RENAULT MEGANE GF-108-NX	AUT05093	20 199,00	0,00	10
22/11/2021	PEUGEOT 2008 GF-014-CT	AUT05094	19 734,06	0,00	10
22/11/2021	PEUGEOT RIFTER BLUE	AUT05095	16 804,24	0,00	10
22/11/2021	RENAULT MASTER RED 4X4	AUT05096	58 450,03	0,00	10
22/11/2021	RENAULT MASTER DC	AUT05097	36 875,08	0,00	10
22/11/2021	PEUGEOT RIFTER ACTIVE	AUT05098	19 300,24	0,00	10
22/11/2021	PEUGEOT RIFTER ACTIVE	AUT05099	19 300,24	0,00	10
22/11/2021	PEUGEOT RIFTER ACTIVE	AUT05100	19 300,23	0,00	10
29/11/2021	PEUGEOT RIFTER	AUT05101	17 244,73	0,00	10
29/11/2021	PEUGEOT RIFTER	AUT05102	19 607,22	0,00	10
29/11/2021	CITROEN C3 GE-884-NZ	AUT05103	11 639,09	0,00	10
29/11/2021	CITROEN C3 GE-902-NZ	AUT05104	11 639,09	0,00	10
29/11/2021	CITROEN C3 GE-921-NZ	AUT05105	11 639,09	0,00	10
29/11/2021	CITROEN C3 GE-931-NZ	AUT05106	11 639,08	0,00	10
29/11/2021	PEUGEOT RIFTER	AUT05110	19 607,22	0,00	10
29/11/2021	REMORQUE LIDER ROBUST GD-396-LW	AUT05111	1 210,00	0,00	10
06/12/2021	RENAULT MASTER PICK-UP	AUT05112	37 332,00	0,00	10
06/12/2021	RENAULT MASTER PICK-UP	AUT05113	37 332,00	0,00	10
06/12/2021	RENAULT PICK-UP	AUT05114	37 332,00	0,00	10

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE - PROJET CA 2021 BUDGET PRINCIPAL - CA (projet de budget) - 2021

Modalité et date d'acquisition	Désignation du bien	N°d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (1)
06/12/2021	FIAT DUCATO GC-389-RH	AUT05115	34 560,00	0,00	10
09/12/2021	IVECO TRACKER 4X4 GD-276-WY	AUT05116	197 147,93	0,00	10
09/12/2021	IVECO TRACKER 4X4 GD-280-WY	AUT05117	197 147,93	0,00	10
09/12/2021	IVECO TRACKER 4X4 GD-284-WY	AUT05118	193 067,64	0,00	10
09/12/2021	IVECO TRACKER 4X4 GD-285-WY	AUT05119	193 067,64	0,00	10
09/12/2021	MASSEY FERGUSON TRACTEUR CHARGEUR GE-952-TN	AUT05120	91 200,00	0,00	10
09/12/2021	MASSEY FERGUSON TRACTEUR CHARGEUR GE-985-TN	AUT05121	91 200,00	0,00	10
09/12/2021	VTT GIANT EXPLORE E2GE21081	AUT05122	2 806,00	0,00	10
16/12/2021	SUBVENTION REGION MOBILIER MA	AUT05124	39 288,17	0,00	5
31/12/2021	TA 2021 MAISON DEPARTEMENTALE	AUT04980	330 343,98	0,00	30
31/12/2021	TA 2021 DATA CENTER MDA	AUT04981	87 586,38	0,00	30
31/12/2021	TA 2021 CHATEAU LAFAYETTE	AUT04982	252 700,69	0,00	30
31/12/2021	TA 2021 VISITATION	AUT04983	8 138,00	0,00	30
31/12/2021	TA 2021 VOIRIE DEPARTEMENTALE	AUT04984	15 979 151,27	0,00	0
31/12/2021	TA 2021 INSTALLATION TELEPHON	AUT04986	160 671,55	0,00	20
31/12/2021	TA 2021 HLMD	AUT04987	300,00	0,00	30
31/12/2021	TA 2021 HOTEL DU DEPARTEMENT	AUT04988	428 886,21	0,00	30
31/12/2021	TA 2021 PAVILLON NUMERIQUE CH	AUT04989	4 697 376,02	0,00	30
31/12/2021	TA 2021 BON PASTEUR	AUT04990	138 931,87	0,00	30
31/12/2021	TA 2021 BATIMENTS PARC EQUIPE	AUT04991	50 577,94	0,00	30
31/12/2021	TA 2021 PAVILLON AERODROME LO	AUT04992	117 535,18	0,00	30
31/12/2021	TA 2021 ARCHIVES DEPARTEMENTA	AUT04993	63 513,70	0,00	30
31/12/2021	TA 2021 BDP	AUT04994	63 691,66	0,00	30
31/12/2021	TA 2021 BATIMENTS CENTRES EXP	AUT04995	142 885,85	0,00	30
31/12/2021	TA 2020 BATIMENTS SERVICE SOC	AUT04996	30 998,17	0,00	30
31/12/2021	TA 2021 DOMAINE DU SAUVAGE HO	AUT04997	24 025,33	0,00	30
31/12/2021	TA 2021 CONSERVATOIRE BOTANIQ	AUT04998	3 127,20	0,00	30
31/12/2021	TA 2021 BATIMENT LES BARAQUES	AUT04999	108 129,33	0,00	30
31/12/2021	TA 2021 COLLEGE AUREC-CHAZOUR	AUT05001	13 106,09	0,00	30
31/12/2021	TA 2021 COLLEGE ALLEGRE	AUT05002	60 194,32	0,00	30
31/12/2021	TA 2021 COLLEGE BLESLE	AUT05003	42 239,14	0,00	30
31/12/2021	TA 2021 COLLEGE BRIOUDE	AUT05004	3 547,33	0,00	30
31/12/2021	TA 2021 COLLEGE BRIVES CHAREN	AUT05005	29 778,64	0,00	30
31/12/2021	TA 2021 COLLEGE LA CHAISE DIEU	AUT05006	138 391,22	0,00	30
31/12/2021	TA 2021 COLLEGE CHAMBON SUR L	AUT05007	110 356,33	0,00	30
31/12/2021	TA 2021 COLLEGE CRAPONNE	AUT05008	406 563,71	0,00	30
31/12/2021	TA 2021 COLLEGE LANDOS	AUT05009	979 908,64	0,00	30
31/12/2021	TA 2021 COLLEGE LANGEAC	AUT05010	86 162,93	0,00	30
31/12/2021	TA 2021 COLLEGE MONASTIER	AUT05011	43 371,38	0,00	30
31/12/2021	TA 2021 COLLEGE MONISTROL	AUT05012	13 939,32	0,00	30
31/12/2021	TA 2021 COLLEGE PAULHAGUET	AUT05013	258 542,63	0,00	30
31/12/2021	TA 2021 COLLEGE LE PUY LAFAYE	AUT05014	29 012,14	0,00	30
31/12/2021	TA 2021 COLLEGE LE PUY JULES	AUT05015	18 622,13	0,00	30
31/12/2021	TA 2021 COLLEGE RETOURNAC	AUT05016	2 610,00	0,00	30
31/12/2021	TA 2021 COLLEGE SAINT DIDIER	AUT05017	68 773,07	0,00	30
31/12/2021	TA 2021 COLLEGE SAINT JULIEN	AUT05018	57 109,04	0,00	30
31/12/2021	TA 2021 COLLEGE SAINTE FLORINE	AUT05019	40 247,86	0,00	30
31/12/2021	TA 2021 COLLEGE SAUGUES	AUT05020	95 299,53	0,00	30

Modalité et date d'acquisition	Désignation du bien	N°d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (1)
31/12/2021	TA 2021 COLLEGE TENCE	AUT05021	14 922,10	0,00	30
31/12/2021	TA 2021 COLLEGE YSSINGEAUX	AUT05022	511 434,29	0,00	30
31/12/2021	TA 2021 VISITATION	AUT05073	40 516,80	0,00	30
Acquisitions à titre gratuit			0,00	0,00	
Mise à disposition			0,00	0,00	
Affectation			0,00	0,00	
Mises en concession ou affermage			0,00	0,00	
Divers			0,00	0,00	

(1) Si le bien acquis est amortissable, indiquer la durée d'amortissement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 3313-7 du CGCT) – SORTIES	B9.2

ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS (article R. 3313-7 du CGCT)

Modalités et date de sortie (1)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortissement en années	Cumul amortissements antérieurs à l'exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (2)	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (3)
TOTAL GENERAL							179 323,05	-1 400 355,41	
Cessions à titre onéreux							179 323,05	-1 400 355,41	
01/01/2021	ACQ MAT TRANSPORT ROUTIER SPRD 2012	01/01/2012	12 163,97	10	10 917,00	1 246,97	864,56	-382,41	0,00
24/06/2021	GENDARMERIE PINOLS	22/12/2016	318 957,93	0	0,00	318 957,93	100 000,00	-218 957,93	0,00
17/08/2021	RENAULT MASTIER 9489KN43	29/07/2005	20 612,43	10	20 612,43	0,00	2 179,38	2 179,38	0,00
10/09/2021	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE 2016	01/01/2016	80 000,00	15	26 495,00	53 505,00	4 999,00	-48 506,00	0,00
10/09/2021	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQ	01/01/2018	2 500,00	15	498,00	2 002,00	1,00	-2 001,00	0,00
22/09/2021	MAT ET OUTILLAGE TECHNIQUE 2004	01/01/2004	19 315,40	15	19 315,40	0,00	169,49	169,49	0,00
22/09/2021	VEHICULES AFFECTES VOIRIE 2009	01/01/2009	10 468,00	10	10 468,00	0,00	350,96	350,96	0,00
22/09/2021	MATERIEL TECHN PARC ROUTIER DP	31/12/2003	2 258,12	0	0,00	2 258,12	2 258,12	0,00	0,00
18/10/2021	TERRAINS ROUTES DEPARTEMENTALE	31/12/2003	5 576,58	0	0,00	5 576,58	5 576,58	0,00	0,00
18/10/2021	VEHICULES AFFECTES DDE 2003	31/12/2003	969 073,00	0	0,00	969 073,00	14 072,64	-955 000,36	0,00
18/10/2021	VEHICULES AFFECTES DDE 2004	01/01/2004	89 447,00	10	89 447,00	0,00	4 429,70	4 429,70	0,00
18/10/2021	VEHICULES AFFECTES DDE 2006	01/01/2006	52 684,00	10	52 684,00	0,00	3 836,59	3 836,59	0,00
18/10/2021	VEHICULES AFFECTES VOIRIE 2009	01/01/2009	69 422,00	10	69 422,00	0,00	6 631,43	6 631,43	0,00
18/10/2021	VEHICULES AFFECTES VOIRIE DPT 2010	01/01/2010	11 396,00	10	11 396,00	0,00	607,76	607,76	0,00
18/10/2021	ACQ MAT TRANSPORT ROUTIER SPRD 2012	01/01/2012	12 141,86	10	10 899,00	1 242,86	3 000,00	1 757,14	0,00
03/11/2021	MAT OUTILLAGE TECHNIQUE 2005	01/01/2005	11 700,00	15	11 700,00	0,00	846,58	846,58	0,00
03/11/2021	MAT ET OUTILLAGE TECH 2006	01/01/2006	18 900,00	15	18 900,00	0,00	2 087,78	2 087,78	0,00
03/11/2021	MAT ET OUTILLAGE TECHNIQUE 2004	01/01/2004	8 800,00	15	8 800,00	0,00	407,46	407,46	0,00
03/11/2021	MAT ET OUTILLAGE TECHN 2007	01/01/2007	19 150,00	15	17 822,00	1 328,00	964,71	-363,29	0,00
03/11/2021	MATERIEL TECHN PARC ROUTIER DP	31/12/2003	158 532,00	0	0,00	158 532,00	5 840,49	-152 691,51	0,00
03/11/2021	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE 2010	01/01/2010	11 780,00	15	8 624,00	3 156,00	700,00	-2 456,00	0,00
03/11/2021	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQ	01/01/2014	199,00	1	199,00	0,00	80,46	80,46	0,00
16/11/2021	VEHICULES AFFECTES DDE 2003	31/12/2003	62 800,00	0	0,00	62 800,00	6 069,04	-56 730,96	0,00
16/11/2021	VEHICULES AFFECTES DDE 2004	01/01/2004	63 180,00	10	63 180,00	0,00	6 449,96	6 449,96	0,00
16/11/2021	VEHICULES AFFECTES DDE 2006	01/01/2006	64 711,00	10	64 711,00	0,00	6 899,36	6 899,36	0,00
Cessions à titre gratuit							0,00	0,00	
Mise à disposition							0,00	0,00	
Affectation							0,00	0,00	
Mises en concession ou affermage							0,00	0,00	
Mise à la réforme							0,00	0,00	
Divers							0,00	0,00	
31/12/2021	FRAIS D'INSERTION 2015	31/12/2015	12 157,36	5	12 157,36	0,00	0,00	0,00	0,00

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE - PROJET CA 2021 BUDGET PRINCIPAL - CA (projet de budget) - 2021

Modalités et date de sortie (1)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortissement en années	Cumul amortissements antérieurs à l'exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (2)	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (3)
31/12/2021	SUBVENTION COMMUNES MOBILIERS	01/01/2015	110 936,60	5	110 936,60	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	SUBVENTION GROUPEMENTS COLLECT	01/01/2015	15 938,84	5	15 938,84	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	SUBVENTION PRIVE MOBILIERS ET	01/01/2015	252 540,00	5	252 540,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	SUBVENTION COMMUNES MOBILIERS ET MATERIELS 2016	01/01/2016	172 525,08	5	172 525,08	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	SUBVENTION GRPT COLL MOB ET MAT 2016	01/01/2016	13 753,43	5	13 753,43	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	SUBVENTION PRIVE MOBILIERS ET MOBILIERS 2016	01/01/2016	183 645,00	5	183 645,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Afficher une ligne par cession, qu'elle soit totale ou partielle.

(2) Plus ou moins value = prix de cession - VNC (valeur nette comptable) le jour de la cession.

(3) La VNC au 31/12 est différente de 0 s'il s'agit de cessions partielles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS	B9.3

Pour mémoire		Crédits ouverts (BP + DM)
Chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	305 000,00

Produit des cessions		Réalizations
Compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	178 458,59
Compte 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	1 578 158,49

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l’urbanisme) – ENTREES	B10.1

ETAT DES ENTREES D’IMMOBILISATIONS (article L. 300-5 du code de l’urbanisme) (1)

Modalité et date d'acquisition	Désignation du bien	N°d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
TOTAL GENERAL			0,00	0,00	
Acquisitions à titre onéreux			0,00	0,00	
Acquisitions à titre gratuit			0,00	0,00	
Mise à disposition			0,00	0,00	
Affectation			0,00	0,00	
Mises en concession ou affermage			0,00	0,00	
Divers			0,00	0,00	

(1) En application du c) de l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme, il convient de retracer dans cet état les acquisitions et les cessions réalisées pendant la durée de l'exercice par le concessionnaire d'aménagement.

(2) Si le bien acquis est amortissable, indiquer la durée d'amortissement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l’urbanisme) – SORTIES	B10.2

ETAT DES SORTIES DES BIENS D’IMMOBILISATIONS (article L. 300-5 du code de l’urbanisme) (1)

Modalités et date de sortie (2)	Désignation du bien	Date d’entrée	Valeur d’acquisition (coût historique)	Durée amortissement en années	Cumul amortissements antérieurs à l’exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (3)	VNC au 31/12 de l’exercice pour les cessions partielles (4)
TOTAL GENERAL							0,00	0,00	
Cessions à titre onéreux							0,00	0,00	
Cessions à titre gratuit							0,00	0,00	
Mise à disposition							0,00	0,00	
Affectation							0,00	0,00	
Mises en concession ou affermage							0,00	0,00	
Mise à la réforme							0,00	0,00	
Divers							0,00	0,00	

(1) En application du c) de l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme, il convient de retracer dans cet état les acquisitions et les cessions réalisées pendant la durée de l'exercice par le concessionnaire d'aménagement.

(2) Afficher une ligne par cession, qu'elle soit totale ou partielle.

(3) Plus ou moins value = prix de cession - VNC (valeur nette comptable) le jour de la cession.

(4) La VNC au 31/12 est différente de 0 s'il s'agit de cessions partielles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES IMMOBILISATIONS – BATIMENTS SCOLAIRES	B11.1

Bâtiments scolaires et administratifs (1)

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
TOTAL			0,00		0,00	0,00	0,00
Immobilisations incorporelles			0,00		0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles			0,00		0,00	0,00	0,00
Autres			0,00		0,00	0,00	0,00

(1) Acquis à compter du 01/01/2004.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES IMMOBILISATIONS – CONSTRUCTIONS	B11.2

Constructions, installations et agencements (hors bâtiments scolaires) (1)

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
TOTAL			0,00		0,00	0,00	0,00
Immobilisations incorporelles			0,00		0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles			0,00		0,00	0,00	0,00
Autres			0,00		0,00	0,00	0,00

(1) Acquis à compter du 01/01/2004.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES IMMOBILISATIONS – MATERIELS ET OUTILLAGES	B11.3

Installations techniques, matériels et outillages en cours d'amortissement (1)

Désignation du bien	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
TOTAL		0,00		0,00	0,00	0,00

(1) Acquis à compter du 01/01/2004.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES IMMOBILISATIONS – IMMOBILISATIONS CORPORELLES	B11.4

Autres immobilisations corporelles (1)

Désignation du bien	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
TOTAL		0,00		0,00	0,00	0,00

(1) Acquis à compter du 01/01/2004.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES IMMOBILISATIONS – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	B11.5

Immobilisations incorporelles (1)

Désignation du bien	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
TOTAL		0,00		0,00	0,00	0,00

(1) Acquis à compter du 01/01/2004.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES IMMOBILISATIONS – PARTICIPATIONS	B11.6

Participations et créances rattachées à des participations

Organisme dans lequel la participation est prise	Date délibération	Valeur acquisition	Observations (1)
TOTAL		0,00	
261 - Titres de participation		0,00	
266 - Autres formes de participation		0,00	

(1) Indiquer par exemple si une provision a été constituée.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES IMMOBILISATIONS –AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	B11.7

Autres immobilisations financières

Nature de l'immobilisation financière	Date délibération	Valeur acquisition	Observations (1)
TOTAL		0,00	
271 - Titres immobilisés (droit de propriété)		0,00	
272 - Titres immobilisés (droit de créances)		0,00	
276 - Autres créances immobilisées		0,00	

(1) Indiquer par exemple si une provision a été constituée.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES TRAVAUX EN REGIE (1)	B12

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Dépenses Mandats émis	Recettes Titres émis
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	
72	<i>Travaux en régie</i>		0,00
722	TRAVAUX EN REGIE SPRD		483 055,25
722	TRAVAUX EN REGIE COLLEGES		269 422,04
TOTAL GENERAL		0,00	0,00

SECTION D'INVESTISSEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	<i>Immobilisations incorporelles</i>	0,00
21	<i>Immobilisations corporelles</i>	0,00
23	<i>Immobilisations en cours</i>	0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Les immobilisations créées par les services techniques de la collectivité sont enregistrées au coût de leur production. Ce dernier correspond au coût d'acquisition des matières consommées augmenté des charges directes de production (matériel et outillage acquis ou loués, frais de personnel, ...) à l'exclusion des frais financiers et des frais d'administration générale.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le département.

(3) Les montants à renseigner correspondent aux mandats émis imputés au chapitre 040.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES TRAVAUX EN REGIE	B12

RATIO

	Montant
Recettes 72 (I)	0,00
Recettes réelles de fonctionnement	264 797 435,75
Recettes 72 / Recettes réelles de fonctionnement	0,00 %

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION DE FONCTIONNEMENT	B13.1

B13.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	Libellé (1)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations amortissements et provisions	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	<i>Opérations ordre transf. entre sections</i>	0,00
043	<i>Opérations ordre intérieur de la section</i>	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION D’INVESTISSEMENT	B13.2

B13.2 – SECTION D’INVESTISSEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	Libellé (1)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
010	Revenu minimum d'insertion	0,00
018	Revenu de solidarité active	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	<i>Opérations ordre transf. entre sections</i>	<i>0,00</i>
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	<i>0,00</i>
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS EMPRUNTS GARANTIS	C1.1

C1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					6 611 632,93	3 658 818,44											144 622,69	217 573,01
COMMUNAUTE COMMUNES DU MEZENC	1999	P	90015/56712524498/SEPAPA BOUSSOULET	CREDIT FONCIER DE FRANCE	112 551,43	25 054,09	3,49	T	F		4,991	F		4,900	-	EUR	1 425,10	6 408,20
COMMUNAUTE COMMUNES DU MEZENC	1999	P	90019/56581476584/SEPAPA SAINT FRONT	CREDIT FONCIER DE FRANCE	146 859,25	31 817,31	3,08	T	F		5,116	F		5,400	-	EUR	2 014,59	8 725,28
COMMUNAUTE COMMUNES DU MEZENC	1999	P	90061/7131132V/SEPAPA LES ESTABLES	CREDIT FONCIER DE FRANCE	83 491,76	20 991,10	3,99	T	F		4,991	F		4,900	-	EUR	1 171,51	4 639,31
COMMUNAUTE COMMUNES DU MEZENC	2000	P	90063/7 131 131 U/MAPA DE FAY-SUR-LIGNON	CREDIT FONCIER DE FRANCE	185 102,61	50 515,50	4,24	T	F		4,825	F		5,250	-	EUR	2 993,72	10 345,02
EHPAD ST PAL CHALENCON	2011	P	90112//EHPAD ST PAL EN CHALENCON	CREDIT AGRICOLE LOIRE HTELOIRE	875 000,00	661 733,05	22,48	T	V	EURIBOR03M	2,884	V	EURIBOR03M	2,800	-	EUR	19 364,33	21 054,15
HOPITAL RURAL CRAPONNE/ARZON	2008	P	90092//MAISON RETRAITE DE CRAPONNE SUR ARZON	CAISSE DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 262 393,75	1 791 140,56	22,82	T	F		3,838	F		3,800	-	EUR	69 207,35	47 942,11
MAIS.RETRAITE MONTFAUCON EN VE	2004	C	90071/3.847.110 N/MAIS.RETRAITE MONTFAUCON EN VELAY	CREDIT FONCIER DE FRANCE	869 677,50	404 849,86	13,32	T	V	LIVRET A	3,835	V	LIVRET A	3,800	-	EUR	16 096,53	29 988,88
MAISON RETRAITE BAS EN BASSET	2006	C	90087/7 182 789 P/MAIS.RETRAITE BAS EN BASSET	CREDIT FONCIER DE FRANCE	1 283 821,63	351 522,64	5,57	T	F		4,764	F		4,600	-	EUR	18 175,67	61 134,36
MAISON RETRAITE PRADELLES	2002	C	90069/7.477 254 U/Maison de retraite Saint-Cristophe PRADELLES	CREDIT FONCIER DE FRANCE	792 735,00	321 194,33	11,74	T	F		4,593	F		4,190	-	EUR	14 173,89	27 335,70

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE - PROJET CA 2021 BUDGET PRINCIPAL - CA (projet de budget) - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					27 348 817,89	20 630 332,70										498 888,98	1 031 289,76	
ASSOC ST DOMINIQUE CRAPONNE	2019	P	90156/0532701 0057988/ASSOC SAINT DOMINIQUE A CRAPONNE	CAISSE D'EPARGNE AUVERGNE	150 000,00	143 897,84	19,15	T	F	2,277	F		2,100	-	EUR	3 102,16	6 102,17	
ASSOCIATION ABBE DE L'EPEE	2007	P	90088//ASSOCIATION ABBE DE L'EPEE	MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE	75 000,00	3 013,73	0,25	T	F	2,613	F		2,550	-	EUR	173,10	5 874,88	
ASSOCIATION ABBE DE L'EPEE	2007	P	90089/1091357/ASSOCIATION ABBE DE L'EPEE	CAISSE DEPOTS ET CONSIGNATIONS	225 000,00	22 182,65	0,75	A	F	4,396	F		4,800	-	EUR	2 068,07	20 902,06	
ASSOCIATION ABBE DE L'EPEE	2019	P	90158//ASSOCIATION ABBE DE L'EPPEE	CREDIT AGRICOLE LOIRE HTELOIRE	2 400 000,00	2 288 698,63	18,82	M	F	1,863	F		1,850	-	EUR	43 399,73	100 257,62	
ASSOCIATION HAUTE-LOIRE AVENIR	2004	P	90072/0443112/ASSOCIATION HAUTE-LOIRE AVENIR	CAISSE D'EPARGNE AUVERGNE	875 000,00	549 783,84	13,49	T	F	3,137	F		3,850	-	EUR	21 641,29	19 507,17	
ASSOCIATION LA RENOUEE	2008	P	90093//ASSOCIATION LA RENOUEE	CREDIT COOPERATIF	1 000 000,00	742 849,84	16,49	T	F	5,275	F		5,100	-	EUR	39 295,44	27 211,44	
ASSOCIATION ST-DOMINIQUE	2006	P	90083/0543621/ASSOCIATION SAINT-DOMINIQUE	CAISSE D'EPARGNE AUVERGNE	1 210 000,00	560 960,75	9,01	T	F	3,142	F		1,500	-	EUR	8 941,53	56 120,79	
ASSOCIATION TUTELAIRE 43	2018	P	90157/E7380521 2 9152217/ATHL	CAISSE D'EPARGNE AUVERGNE	129 678,59	127 441,69	19,50	M	F	1,485	F		1,870	-	EUR	1 031,15	2 236,91	
Ass. Adultes Jeunes Handicapés	2005	P	90079/0501078/APAJH- MAS ALLEGRE	CREDIT COOPERATIF	160 000,00	47 083,75	4,25	T	F	4,874	F		4,550	-	EUR	2 406,10	9 223,83	
EHPAD AGE D OR MONISTROL/LOIRE	2012	C	90117/8220297/AMENAGEMENT EHPAD L AGE D OR MONISTROL	CAISSE D'EPARGNE AUVERGNE	150 000,00	15 000,00	0,86	T	F	4,082	F		3,990	-	EUR	972,57	15 000,00	
EHPAD DE TENCE	2012	P	90115//RECONSTRUCTION EHPAD DE TENCE	CAISSE DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 200 000,00	1 018 452,51	30,73	A	F	1,850	F		1,850	-	EUR	19 288,63	24 175,80	
EHPAD LES GENETS	2015	P	90130/19222/EHPAD LES GENETS	CAISSE DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 150 000,00	1 010 311,83	29,65	T	F	1,267	F		1,350	-	EUR	13 870,51	27 367,21	

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE - PROJET CA 2021 BUDGET PRINCIPAL - CA (projet de budget) - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
EHPAD SAINT JOSEPH	2012	X	90116/00000631982/EHPAD ST JOSEPH	CREDIT AGRICOLE LOIRE HTELOIRE	1 150 000,00	946 354,68	25,24	T	F		3,238	F	3,320	-	EUR	31 708,87	36 558,32	
EHPAD ST JACQUES	2011	C	90107//EHPAD ST JACQUES RECONSTRUCTION	CAISSE DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 610 238,14	2 733 466,03	26,31	T	V	LIVRET A	3,101	V	LIVRET A	3,066	-	EUR	85 784,68	103 149,66
EHPAD ST JACQUES	2011	C	90114//CONSTRUCTION EHPAD SAUGUES	CAISSE DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 679 320,71	1 311 969,28	31,14	T	V	LIVRET A	2,350	V	LIVRET A	2,330	-	EUR	31 180,26	41 983,02
MAIS.RETRAITE STE FLORINE	2006	C	90085/0.535 063 H/MAIS.RETRAITE STE FLORINE	CREDIT FONCIER DE FRANCE	864 063,00	479 981,35	16,48	T	F		4,147	F		3,750	-	EUR	18 939,41	29 089,78
MAIS.RETRAITE STE FLORINE	2006	P	90086/0643061/MAIS.RETRAITE STE FLORINE	CAISSE D'EPARGNE AUVERGNE	439 882,20	272 043,74	14,25	T	F		4,344	F		2,750	-	EUR	7 848,29	15 062,62
MAIS.RETRAITE STE FLORINE	2010	P	90108/7897250/EHPAD SAINTE-FLORINE	CAISSE D'EPARGNE AUVERGNE	150 000,00	67 358,80	4,17	M	F		0,007	F		3,250	-	EUR	2 288,66	3 601,05
MAISON RETRAITE FOYER ST JEAN	2001	P	90066/0937601/FOYER SAINT-JEAN LAUSSONNE	CAISSE DEPOTS ET CONSIGNATIONS	415 042,45	126 132,09	4,33	A	F		4,108	F		4,200	-	EUR	6 232,45	22 259,63
MAISON RETRAITE PRADELLES	2013	C	90123/1257824/ASSOC RESIDENCE SAINT NICOLAS	CAISSE DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 262 429,83	1 028 078,30	24,90	T	F		2,177	F		2,250	-	EUR	23 710,06	41 123,14
MAISON RETRAITE PRADELLES	2019	C	90162/99470/FOYER DE VIE ST NICOLAS MAZARD MONTFAUCON	CAISSE DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 325 000,00	1 219 000,00	22,82	T	V	LIVRET A	1,700	V	LIVRET A	1,760	-	EUR	22 037,40	53 000,00
MAISON RETRAITE PRADELLES	2020	C	90166/LBP-00009040/RESIDENCE ST NICOLAS FAM LE MEYGAL	LA BANQUE POSTALE	2 400 000,00	2 240 000,00	13,95	T	F		1,079	F		1,060	-	EUR	27 913,34	160 000,00
OGEC NOTRE DAME DE FAYE	2016	P	90141/00001275121/OGEC NOTRE DAME DE FAYE	CREDIT AGRICOLE LOIRE HTELOIRE	85 396,47	45 999,81	5,08	M	F		0,647	F		0,690	-	EUR	350,55	8 860,80
OGEC SAINTE SIGOLENE	2014	C	90126//OGEC SACRE COEUR SAINTE SIGOLENE	CAISSE D'EPARGNE AUVERGNE	150 000,00	80 833,20	8,01	M	V	EURIBOR03M	1,880	V	EURIBOR03M	1,829	-	EUR	1 599,31	10 000,02
OGEC SAINTE SIGOLENE	2014	P	90127//OGEC SACRE COEUR SAINTE SIGOLENE	CAISSE D'EPARGNE AUVERGNE	350 000,00	203 815,78	8,01	M	F		2,361	F		2,350	-	EUR	5 078,78	22 630,78
OGEC ST-DIDIER EN VELAY	2005	C	90082/05425282/OGEC ST-DIDIER EN VELAY	CREDIT LYONNAIS	246 000,00	0,00	0,00	M	F		3,954	F		2,150	-	EUR	9,92	3 571,49

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE - PROJET CA 2021 BUDGET PRINCIPAL - CA (projet de budget) - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
RESIDENCE SIGOLENE	2015	C	90128/17565/RESIDENCE SIGOLENE	CAISSE DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 350 000,00	1 046 250,00	23,16	T	V	LIVRET A	2,153	V	LIVRET A	2,110	-	EUR	22 669,32	45 000,00
RESIDENCE SIGOLENE	2015	C	90129/17566/RESIDENCE SIGOLENE	CAISSE DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 119 016,50	741 348,47	13,16	T	F		2,625	F		2,560	-	EUR	19 873,74	55 950,82
RESIDENCE ST DOMINIQUE BRIOUDE	2015	P	90121/7720516Z/RESIDENCES ST DOMINIQUE A BRIOUDE	CREDIT FONCIER DE FRANCE	577 750,00	485 577,97	23,07	T	F		2,125	F		2,100	-	EUR	10 393,27	14 891,55
SCI ENSEMBLE L AVENIR	2015	P	90131/00001062628/SCI ENSEMBLE L AVENIR	CREDIT AGRICOLE LOIRE HTELOIRE	550 000,00	408 986,37	13,46	M	F		1,946	F		2,080	-	EUR	8 920,06	25 778,30
SCI SAINT-VOSY	2009	P	90105//SCI SAINT-VOSY	CREDIT FONCIER DE FRANCE	900 000,00	663 459,77	20,48	T	F		2,265	F		2,380	-	EUR	16 160,33	24 798,90
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					231 811 728,53	186 654 304,63											2 812 443,31	7 891 906,92
ADAPEI HAUTE LOIRE	2019	P	90159/025160E/ADAPEI	CAISSE D'EPARGNE AUVERGNE	1 443 700,00	1 346 707,79	0,11	M	F		1,750	F		1,730	-	EUR	23 876,50	61 566,75
ADAPEI HAUTE LOIRE	2019	P	90160/025161E/ADAPEI	CAISSE D'EPARGNE AUVERGNE	39 357,50	33 425,85	0,11	M	F		1,219	F		1,160	-	EUR	411,41	3 758,96
ALLIADE HABITAT	2000	P	90055//ALLIADE HABITAT	CAISSE DEPOTS ET CONSIGNATIONS	57 282 968,35	36 037 183,03	11,00	A	F		2,142	F		4,050	-	EUR	623 970,93	1 220 080,07
ASSO EMMAÛS 43	2008	P	90104//ASSOCIATION EMMAÛS 43	C.I.P.P.L. HAUTE-LOIRE	125 000,00	16 301,64	1,75	M	F		1,030	F		1,000	-	EUR	210,58	8 766,86
ASSOCIATION OVIVE	2013	C	90124/00000935812/ASSOCIATION OVIVE	CREDIT AGRICOLE LOIRE HTELOIRE	400 000,00	307 407,36	18,90	M	F		2,463	F		2,360	-	EUR	7 378,94	16 000,02
AUVERGNE HABITAT	2019	P	90165//AUVERGNE HABITAT		14 387 921,31	13 163 387,26	56,96	A	F		4,877	F		0,000	-	EUR	186 138,59	605 311,63
Ass. Adultes Jeunes Handicapés	2019	P	90161/LBP-00005751/APAJH43	LA BANQUE POSTALE	300 000,00	280 718,94	20,27	M	F		1,495	F		1,570	-	EUR	4 506,42	11 629,09
BATIR ET LOGER	2008	P	90096//BATIR ET LOGER	CAISSE DEPOTS ET CONSIGNATIONS	205 368,50	156 093,06	26,90	A	F		1,529	F		1,100	-	EUR	1 771,39	4 942,29

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE - PROJET CA 2021 BUDGET PRINCIPAL - CA (projet de budget) - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
BATIR ET LOGER	2008	P	90097//BATIR ET LOGER	CAISSE DEPOTS ET CONSIGNATIONS	27 149,00	22 433,56	36,89	A	F	1,560	F		1,100	-	EUR	252,15	489,18	
BATIR ET LOGER	2008	P	90098//BATIR ET LOGER	CAISSE DEPOTS ET CONSIGNATIONS	67 710,00	48 152,92	26,90	A	F	0,354	F		0,000	-	EUR	0,00	1 783,44	
BATIR ET LOGER	2008	P	90099//BATIR ET LOGER	CAISSE DEPOTS ET CONSIGNATIONS	8 851,00	6 860,07	36,89	A	F	0,352	F		0,000	-	EUR	0,00	185,41	
BATIR ET LOGER	2008	P	90100//BATIR ET LOGER	CAISSE DEPOTS ET CONSIGNATIONS	440 710,50	334 967,91	26,90	A	F	1,456	F		1,100	-	EUR	3 797,16	10 594,33	
BATIR ET LOGER	2008	P	90101//BATIR ET LOGER	CAISSE DEPOTS ET CONSIGNATIONS	97 250,00	80 358,88	36,89	A	F	1,524	F		1,100	-	EUR	902,28	1 750,45	
BATIR ET LOGER	2008	P	90102//BATIR ET LOGER	CAISSE DEPOTS ET CONSIGNATIONS	124 633,50	88 634,87	26,90	A	F	0,314	F		0,000	-	EUR	0,00	3 282,78	
BATIR ET LOGER	2008	P	90103//BATIR ET LOGER	CAISSE DEPOTS ET CONSIGNATIONS	28 334,50	21 966,43	36,89	A	F	0,334	F		0,000	-	EUR	0,00	593,69	
BATIR ET LOGER	2013	P	90118//BATIR ET LOGER	CAISSE DEPOTS ET CONSIGNATIONS	738 779,50	577 437,09	31,48	A	V	LIVRET A	0,636	V	LIVRET A	1,100	-	EUR	6 509,72	14 972,13
BATIR ET LOGER	2013	P	90119//BATIR ET LOGER	CAISSE DEPOTS ET CONSIGNATIONS	169 420,00	153 697,14	41,47	A	V	LIVRET A	1,214	V	LIVRET A	1,100	-	EUR	1 720,46	2 864,26
BATIR ET LOGER	2017	X	90133/41616/BATIR ET LOGER	CAISSE DEPOTS ET CONSIGNATIONS	266 749,50	251 779,02	34,06	A	F		1,168	F		1,100	-	EUR	2 830,19	4 888,25
BATIR ET LOGER	2017	X	90134/41616/BATIR ET LOGER	CAISSE DEPOTS ET CONSIGNATIONS	160 137,50	153 822,28	44,06	A	F		1,154	F		1,100	-	EUR	1 718,51	2 025,32
BATIR ET LOGER	2016	P	90135/46662/BATIR ET LOGER	CAISSE DEPOTS ET CONSIGNATIONS	356 143,50	336 156,05	34,89	A	F		1,262	F		1,100	-	EUR	3 774,81	6 882,09
BATIR ET LOGER	2016	P	90136/46662/BATIR ET LOGER	CAISSE DEPOTS ET CONSIGNATIONS	168 630,50	161 980,35	44,89	A	F		1,305	F		1,100	-	EUR	1 807,47	2 317,37

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE - PROJET CA 2021 BUDGET PRINCIPAL - CA (projet de budget) - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
BATIR ET LOGER	2017	X	90137/49413/BATIR ET LOGER	CAISSE DEPOTS ET CONSIGNATIONS	93 986,50	88 711,81	34,89	A	F		1,217	F		1,100	-	EUR	993,00	2 087,02
BATIR ET LOGER	2017	X	90138/49413/BATIR ET LOGER	CAISSE DEPOTS ET CONSIGNATIONS	27 033,50	25 967,41	44,89	A	F		1,208	F		1,100	-	EUR	288,86	451,86
BATIR ET LOGER	2017	P	90139/49233/BATIR ET LOGER	CAISSE DEPOTS ET CONSIGNATIONS	70 710,50	66 972,05	34,89	A	F		1,190	F		1,100	-	EUR	750,47	1 252,37
BATIR ET LOGER	2017	X	90140/49233/BATIR ET LOGER	CAISSE DEPOTS ET CONSIGNATIONS	30 289,50	29 132,43	44,89	A	F		1,169	F		1,100	-	EUR	324,86	399,74
BATIR ET LOGER	2017	P	90142/59464/BATIR ET LOGER	CAISSE DEPOTS ET CONSIGNATIONS	105 457,50	100 707,71	35,23	A	V	LIVRET A	0,337	V	LIVRET A	0,300	-	EUR	308,79	2 539,45
BATIR ET LOGER	2017	P	90143/59464/BATIR ET LOGER	CAISSE DEPOTS ET CONSIGNATIONS	27 434,00	26 417,23	45,22	A	V	LIVRET A	0,338	V	LIVRET A	0,550	-	EUR	148,10	509,66
BATIR ET LOGER	2017	P	90144/59464/BATIR ET LOGER	CAISSE DEPOTS ET CONSIGNATIONS	95 386,00	91 776,42	35,23	A	V	LIVRET A	1,165	V	LIVRET A	1,100	-	EUR	1 024,11	2 296,92
BATIR ET LOGER	2017	P	90145/59464/BATIR ET LOGER	CAISSE DEPOTS ET CONSIGNATIONS	30 599,50	29 778,82	45,22	A	V	LIVRET A	1,153	V	LIVRET A	1,100	-	EUR	330,38	568,47
BATIR ET LOGER	2017	P	90147/59906/BATIR ET LOGER	CAISSE DEPOTS ET CONSIGNATIONS	104 560,00	100 099,52	35,23	A	F		0,526	F		0,550	-	EUR	562,89	2 243,32
BATIR ET LOGER	2017	P	90148/59906/BATIR ET LOGER	CAISSE DEPOTS ET CONSIGNATIONS	33 767,00	32 618,39	45,22	A	F		0,519	F		0,300	-	EUR	99,59	576,85
BATIR ET LOGER	2017	P	90149/59906/BATIR ET LOGER	CAISSE DEPOTS ET CONSIGNATIONS	238 074,00	229 064,84	35,23	A	F		1,275	F		1,100	-	EUR	2 570,00	4 521,61
BATIR ET LOGER	2017	P	90150/59906/BATIR ET LOGER	CAISSE DEPOTS ET CONSIGNATIONS	83 556,00	81 315,02	45,22	A	F		1,288	F		1,100	-	EUR	907,04	1 120,31
BATIR ET LOGER	2018	P	90152/76481/1/3 RUE DES ALLIERES AUREC SUR LOIRE	CAISSE DEPOTS ET CONSIGNATIONS	99 995,50	97 631,77	36,47	A	F		0,516	F		0,300	-	EUR	299,99	2 243,27

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE - PROJET CA 2021 BUDGET PRINCIPAL - CA (projet de budget) - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
BATIR ET LOGER	2018	P	90153/76481/1/3 RUE DES ALLIERES AUREC SUR LOIRE	CAISSE DEPOTS ET CONSIGNATIONS	55 469,00	54 462,74	46,47	A	F		0,522	F		0,300	-	EUR	166,41	939,24
BATIR ET LOGER	2018	P	90154/76481/1/3 RUE DES ALLIERES AUREC SUR LOIRE	CAISSE DEPOTS ET CONSIGNATIONS	126 201,50	123 682,67	36,47	A	F		1,286	F		1,100	-	EUR	1 388,22	2 352,30
BATIR ET LOGER	2018	P	90155/76481/1/3 RUE DES ALLIERES AUREC SUR LOIRE	CAISSE DEPOTS ET CONSIGNATIONS	106 010,00	104 473,02	46,47	A	F		1,297	F		1,100	-	EUR	1 166,11	1 393,25
COMMUNE DE BOISSET	2010	P	90094//COMMUNE DE BOISSET	CAISSE DEPOTS ET CONSIGNATIONS	62 500,00	41 974,83	17,15	A	F		2,132	F		1,850	-	EUR	823,81	1 945,34
EHPAD VELLAVI	2018	P	90151//EHPAD VELLAVI ST DIDIER EN VELAY	LA BANQUE POSTALE	550 000,00	494 696,21	21,69	T	F		2,269	F		2,250	-	EUR	11 376,72	17 448,05
HABITAT ET HUMANISME	2003	P	90081//HABITAT ET HUMANISME	C.I.P.P.L. HAUTE-LOIRE	65 000,00	19 857,83	6,94	A	F		1,001	F		1,000	-	EUR	225,83	2 725,61
HABITAT ET HUMANISME	2005	P	90084//HABITAT ET HUMANISME	C.I.P.P.L. HAUTE-LOIRE	23 500,00	9 217,02	9,02	M	F		1,003	F		1,000	-	EUR	97,40	964,48
HABITAT ET HUMANISME	2011	C	90109//HABITAT ET HUMANISME	CAISSE DEPOTS ET CONSIGNATIONS	266 050,00	199 049,28	24,65	A	C	LIVRET A calculé	0,622	C	LIVRET A calculé	0,550	-	EUR	1 135,05	7 322,94
HABITAT ET HUMANISME	2011	P	90110//HABITAT ET HUMANISME	CAISSE DEPOTS ET CONSIGNATIONS	30 450,00	22 760,23	24,65	A	C	LIVRET A calculé	0,636	C	LIVRET A calculé	0,550	-	EUR	129,87	852,40
HABITAT ET HUMANISME	2011	P	90111//HABITAT ET HUMANISME	CAISSE DEPOTS ET CONSIGNATIONS	55 250,00	42 893,44	24,65	A	C	LIVRET A calculé	1,410	C	LIVRET A calculé	1,350	-	EUR	597,62	1 374,34
HABITAT ET HUMANISME	2011	P	90113//HABITAT ET HUMANISME	AMALLIA DT MASSIF CENTRAL	75 000,00	48 369,50	15,50	T	F		0,509	F		0,500	-	EUR	254,52	2 938,76
HABITAT ET HUMANISME	2014	X	90125/11625//HABITAT ET HUMANISME	CAISSE DEPOTS ET CONSIGNATIONS	156 500,00	136 896,54	32,65	A	V	LIVRET A	1,715	V	LIVRET A	1,860	-	EUR	2 601,30	2 957,94
HABITAT ET HUMANISME	2019	P	90163/98398//HABITAT ET HUMANISME	CAISSE DEPOTS ET CONSIGNATIONS	18 761,50	17 712,39	27,56	A	F		1,083	F		1,350	-	EUR	200,75	537,69
LE TOIT FOREZIEEN	2004	X	90076//LE TOIT FOREZIEEN	CAISSE DEPOTS ET CONSIGNATIONS	260 198,91	0,00	0,00	A	F		0,018	F		2,200	-	EUR	312,71	3 440,15

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE - PROJET CA 2021 BUDGET PRINCIPAL - CA (projet de budget) - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LE TOIT FOREZIEN	2009	P	90106/1141973/LE TOIT FOREZIEN	CAISSE DEPOTS ET CONSIGNATIONS	672 926,35	569 156,09	14,91	A	V	LIVRET A	3,289	V	LIVRET A	1,100	-	EUR	4 936,54	26 950,74
LOGIVELAY	2015	P	90132/14101670/DOMAINE DES GRABEYRES ESPALY	CREDIT COOPERATIF	1 355 692,00	245 974,15	22,81	T	F		2,767	F		3,160	-	EUR	7 914,89	7 166,75
LOGIVELAY	2017	P	90146//LOGIVELAY	CREDIT MUTEL	940 274,00	589 906,19	27,39	M	F		1,757	F		1,750	-	EUR	10 481,35	16 623,29
LOGIVELAY	2019	P	90164//LOGIVELAY	CREDIT MUTEL	734 468,00	696 555,81	27,81	T	F		1,736	F		1,750	-	EUR	12 399,32	19 121,60
OPAC 43	1999	P	90050//OPAC	CAISSE DEPOTS ET CONSIGNATIONS	148 377 813,11	128 657 001,77	10,00	A	V	LIVRET A	5,901	V	LIVRET A	4,910	-	EUR	1 876 049,30	5 769 356,83
TOTAL GENERAL					265 772 179,35	210 943 455,77											3 455 954,98	9 140 769,69

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	C1.2

C1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 3231-4 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (1)	A	1 669 762,62
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	15 140 930,82
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	I = A+ B + C - D	16 810 693,44
Recettes réelles de fonctionnement	II	264 797 435,75
Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	I / II	6,35

(1) Hors opérations visées par l'article L. 3231-4-1 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL	C2

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exercice d'origine du contrat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant des redevances restant à courir					
					N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant	Total (1)
Crédits-bails mobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE	C3

ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE

- (1) Somme des rémunérations relatives à l'investissement restant à verser au cocontractant pour la durée restante du contrat de PPP au 31/12/N.
 (2) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite de la somme des participations reçues d'autres collectivités publiques au titre de la part investissement.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	C4

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dettes en capital à l'origine	Dettes en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dettes en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dettes en capital au 31/12/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 31/12/N ;
- la colonne « Annuité versée au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS	C5

ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
	8026	Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)			0,00	0,00	0,00
	8027	Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)			0,00	0,00	0,00
	8028	Autres engagements reçus			0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises				0,00	0,00	0,00
	Engagements reçus des entreprises				0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES
ENGAGEMENTS HORS BILAN – AUTORISATIONS DE PROGRAMME
**IV
C6**
SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION DE PROGRAMME*		Stocks AP votées (exercices antérieurs) disponibles à l'affectation y compris ajustements intervenues dans l'année	AP nouvelles votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées dans l'année (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	Restes à financer au titre des AP affectées au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé								
D 4311 2018/1	4311 SOLIDARITE	21 000 000,00	1 000 000,00	4 894 963,20	5 136 557,62	377 538,20	9 653 982,62	2 737 984,92	6 915 997,70
D FDIC 2016/1	AAP 2016 2018	3 350 000,00	0,00	75 674,40	0,00	0,00	75 674,40	40 000,00	35 674,40
D FDIC 2016/2	AAP 2018 2020	3 170 000,00	0,00	507 005,88	0,00	25 305,00	481 700,88	315 622,75	166 078,13
D FDIC 2021/1	AAP 2021 2023	3 500 000,00	3 500 000,00	0,00	3 126 739,64	48 246,00	3 078 493,64	885 310,00	2 193 183,64
D INDUSTRIE 2016/1	ACCUEIL DEVELOP INDUSTRIES	3 400 000,00	0,00	168 398,21	120 000,00	0,00	288 398,21	52 748,21	235 650,00
D ACCTOURISM 2016/1	ACCUEIL TOURISTIQUE	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
D PLAN INFO 2011/2	ACQUISITION LOGICIEL SIAS	1 644 000,00	200 000,00	201 132,05	200 000,00	0,00	401 132,05	314 330,03	86 802,02
D ACQMATVOIR 2008/2	ACQUISITION MATERIEL TRANSPORT	1 950 000,00	0,00	294 643,24	0,00	0,00	294 643,24	0,00	294 643,24
D PARCRODE 2010/1	ACQUISITION MATERIEL TRANSPORT	9 030 000,00	0,00	15 026,14	0,00	0,00	15 026,14	0,00	15 026,14
D MOYTRANSRD 2016/2	ACQUISITIONS FONCIERES RD	1 400 000,00	300 000,00	219 515,23	379 000,00	79 000,00	519 515,23	127 577,07	391 938,16
D ACTCULTURE 2016/1	ACTION CULTURELLE	165 000,00	0,00	63 077,80	0,00	9 792,00	53 285,80	38 208,00	15 077,80
D MOYTRANSRD 2021/2	AFFAIRES FONCIERES	500 000,00	500 000,00	0,00	200 000,00	0,00	200 000,00	0,00	200 000,00
D AIDEPIERRE 2021/1	AIDE A LA PIERRE	36 000 000,00	36 000 000,00	0,00	5 562 760,00	0,00	5 562 760,00	484 047,05	5 078 712,95
D RESEARN 2001/1	AMELIORATION RESEAU RN	26 644 253,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AUTORISATION DE PROGRAMME*		Stocks AP votées (exercices antérieurs) disponibles à l'affectation y compris ajustements intervenues dans l'année	AP nouvelles votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées dans l'année (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	Restes à financer au titre des AP affectées au 31/12/N (6) = (4) - (5)
D DATACENTER 2021/1	AMENAGEMENT DATA CENTER	50 000,00	50 000,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
D AMGLOCALRD 2016/2	AMENAGEMENTS EN AGGLOMERATION RD	11 600 000,00	0,00	2 469 184,46	1 815 800,00	1 724 294,50	2 560 689,96	1 898 436,42	662 253,54
D SAUVAGE 2016/1	AMENAGEMENTS EXTERIEURS	400 000,00	0,00	85 492,36	0,00	0,00	85 492,36	0,00	85 492,36
D FONCIER 2016/1	AMENAGEMENTS FONCIERS	1 380 000,00	0,00	775 109,15	95 515,04	0,00	870 624,19	63 802,54	806 821,65
D MODERRESRD 2016/1	AMENAGEMENTS ITINERAIRES STRUTURANTS RD	27 443 000,00	0,00	4 853 384,87	2 191 000,00	2 340 119,48	4 704 265,39	3 535 031,49	1 169 233,90
D AMGLOCALRD 2021/1	AMENAGEMENTS LOCALISES ET DE SECURITE	2 000 000,00	2 000 000,00	0,00	660 000,00	0,00	660 000,00	283 612,27	376 387,73
D AMGLOCALRD 2016/1	AMENAGEMENTS PONCTUELS ET DE SECURITE RD	6 380 000,00	0,00	1 290 824,89	1 165 000,00	1 141 890,00	1 313 934,89	1 031 498,11	282 436,78
D AMGLOCALRD 2021/2	AMENAGEMENTS TRAVERSES AGGLOMERATIONS	3 800 000,00	3 800 000,00	0,00	865 000,00	0,00	865 000,00	12 924,24	852 075,76
D ANIMTOURIS 2016/1	ANIMATION TOURISTIQUE	2 966 000,00	0,00	654 144,00	675 430,06	33 440,32	1 296 133,74	268 833,84	1 027 299,90
D APPLI INFO 2021/1	APPLICATIONS INFORMATIQUES	2 000 000,00	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
D ASSAINISS 2001/1	ASSAINISSEMENT	38 722 674,45	0,00	2 922 702,04	918 778,00	86 547,00	3 754 933,04	1 200 472,00	2 554 461,04
D EQUIPSPORT 2018/1	BAT INSTALL PUBLIQUES	300 000,00	0,00	0,00	61 500,00	58 000,00	3 500,00	0,00	3 500,00
D MOYTRANSRD 2016/5	BATIMENTS EXLPOITATION ROUTIERE RD	3 300 000,00	0,00	378 546,94	87 000,00	87 000,00	378 546,94	193 463,79	185 083,15
D MOYGENERRD 2021/2	BATIMENTS EXPLOITATION ROUTIERE	1 000 000,00	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
D BATINDUS 2015/1	BATIMENTS INDUSTRIELS	19 322 366,00	1 792 366,00	3 619 426,03	4 564 136,00	24 464,60	8 159 097,43	3 167 078,63	4 992 018,80
D STMICHEL 2016/1	CHAPELLE SAINT MICHEL	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AUTORISATION DE PROGRAMME*		Stocks AP votées (exercices antérieurs) disponibles à l'affectation y compris ajustements intervenues dans l'année	AP nouvelles votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées dans l'année (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	Restes à financer au titre des AP affectées au 31/12/N (6) = (4) - (5)
D CHAVANIAC 2016/1	CHAVANIAC CPER 2014 2020	5 268 000,00	0,00	1 057 113,11	73 860,00	0,00	1 130 973,11	263 443,24	867 529,87
R CHAVANIAC 2016/2	CHAVANIAC CPER 2014 2020	1 837 600,00	0,00	500 000,00	0,00	0,00	500 000,00	0,00	500 000,00
D REHABPATRD 2016/3	CONFORTEMENT APRES DEGATS RD	3 800 000,00	0,00	547 354,56	253 400,00	253 400,00	547 354,56	283 877,20	263 477,36
R ENSEIGSUP 2002/1	CONSTR AMENAG ENSEIGNEMENT SUP	4 035 000,00	0,00	179 084,30	0,00	0,00	179 084,30	0,00	179 084,30
D CG2D 2004/1	CONTRATS GLOBX DEVELOP DURABLE	45 544 940,00	0,00	1 095 890,09	0,00	0,00	1 095 890,09	0,00	1 095 890,09
R NUMTERRITO 2019/2	CPER PORTAIL CARTOGRAPHIQUE	150 000,00	0,00	-11 495,28	0,00	0,00	-11 495,28	43 077,50	-54 572,78
D INFRASINFO 2021/2	CYBERSECURITE	800 000,00	800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
D DOCUMENTAT 2021/1	DOCUMENTATION	5 000,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R PVD 2021/1	DOTATION BDT	935 000,00	935 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
D DOYENE 2017/1	DOYENE	225 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
D GESTEAU 2016/1	EAU ET RIVIERES	575 000,00	0,00	61 681,00	152 784,00	1 874,73	212 590,27	71 278,61	141 311,66
D AEP 2014/1	EAU POTABLE	6 400 000,00	0,00	867 499,10	1 079 948,00	29 650,00	1 917 797,10	474 425,74	1 443 371,36
D EHPADRAILS 2018/1	EHPAD RAILS DE TRANSFERTS	1 125 000,00	0,00	249 853,45	156 032,17	0,00	405 885,62	156 032,17	249 853,45
D ENERENOUV 2016/1	ENERGIES RENOUVELABLES	1 950 000,00	0,00	412 470,00	62 614,00	0,00	475 084,00	42 173,00	432 911,00
D AGROALIMEN 2017/1	ENTREPRISES AGROALIMENTAIRES	300 000,00	0,00	196 092,03	6 000,00	0,00	202 092,03	84 500,00	117 592,03
D SIGNALISAT 2001/1	EQUIP SIGNALISATION SECURITE	9 952 412,84	0,00	73 742,62	0,00	0,00	73 742,62	0,00	73 742,62
D ESPACENAT 2016/2	ESPACENAT MO	560 000,00	0,00	89 666,26	47 778,00	6 210,00	131 234,26	88 733,20	42 501,06
D ESPACENAT 2016/1	ESPACES NATURELS	380 000,00	0,00	66 859,50	12 550,00	0,00	79 409,50	13 778,50	65 631,00

AUTORISATION DE PROGRAMME*		Stocks AP votées (exercices antérieurs) disponibles à l'affectation y compris ajustements intervenues dans l'année	AP nouvelles votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées dans l'année (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	Restes à financer au titre des AP affectées au 31/12/N (6) = (4) - (5)
D MOYTRANSRD 2016/1	ETUDES ET PRESTATIONS INTELLECTUELLES	1 600 000,00	200 000,00	181 814,06	244 150,00	44 150,00	381 814,06	264 831,76	116 982,30
D MOYTRANSRD 2021/1	ETUDES ET PRESTATIONS INTELLECTUELLES	500 000,00	500 000,00	0,00	200 000,00	0,00	200 000,00	47 953,80	152 046,20
R AIDEPIERRE 2021/3	FINANCEMENT AIDE A LA PIERRE	23 760 260,00	23 760 260,00	0,00	2 400 000,00	1 200 000,00	1 200 000,00	676 285,00	523 715,00
D FSE 2015/1	FONDS SOCIAL EUROPEEN	5 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
D HEBERGTOUT 2018/1	HEBERGEMENT TOURISTIQUE	1 100 000,00	0,00	117 000,00	374 511,70	26 227,85	465 283,85	100 020,00	365 263,85
D INVATCG 2016/1	HOTEL DEPARTEMENTAL BON PASTEUR	5 170 000,00	550 000,00	984 462,12	680 000,00	130 000,00	1 534 462,12	1 033 058,35	501 403,77
D INFRASINFO 2021/1	INFRASTRUCTURES INFORMATIQUES	2 500 000,00	2 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
D MODERRESRD 2021/2	INFRASTRUCTURES NOUVELLES ET STRATEGIQUES	300 000,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
D MODERRESRD 2016/2	INFRASTRUCTURES NOUVELLES RD	1 060 000,00	60 000,00	608 197,43	50 000,00	50 000,00	608 197,43	291 647,59	316 549,84
D NUMERIQUE 2021/2	INFRASTRUCTURES NUMERIQUES TERRITORIALES HORS PLAN THD	50 000,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
D INNOVATION 2018/1	INNOVATION 43 11	150 000,00	0,00	0,00	9 570,00	9 570,00	0,00	0,00	0,00
D DEGATSRD 2008/1	INONDATIONS 2008	5 810 000,00	0,00	294 699,34	0,00	0,00	294 699,34	0,00	294 699,34
D INONDATION 2017/1	INONDATIONS 2017 A 2020	3 200 600,00	1 170 000,00	505 826,00	1 113 496,00	55 040,50	1 564 281,50	505 811,50	1 058 470,00
D AGRICULTUR 2016/1	INTERVENTIONS AGRICOLES	3 052 000,00	722 000,00	592 121,18	638 129,24	630 258,89	599 991,53	552 334,32	47 657,21
D INVATVOIR 2007/1	INVEST BATIMENTS VOIRIE	2 005 000,00	0,00	21 255,65	0,00	0,00	21 255,65	0,00	21 255,65
D INVCOLPUB 2001/1	INVESTIS COLLEGES PUBLICS	29 752 558,48	0,00	2 778 618,97	0,00	0,00	2 778 618,97	0,00	2 778 618,97
R INVCOLPUB 2004/1	INVESTIS COLLEGES PUBLICS	714 100,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00

AUTORISATION DE PROGRAMME*		Stocks AP votées (exercices antérieurs) disponibles à l'affectation y compris ajustements intervenues dans l'année	AP nouvelles votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées dans l'année (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	Restes à financer au titre des AP affectées au 31/12/N (6) = (4) - (5)
D INVBATCG 2002/1	INVESTISSEMENT BATIMENTS CG	15 604 252,00	0,00	865 181,26	0,00	0,00	865 181,26	0,00	865 181,26
R INVBATCG 2005/1	INVESTISSEMENT BATIMENTS CG	31 600,00	0,00	19 600,00	0,00	0,00	19 600,00	0,00	19 600,00
D INBATDISPO 2005/2	INVESTISSEMENT BATIMENTS DISPO	2 352 000,00	0,00	493 244,43	0,00	0,00	493 244,43	0,00	493 244,43
D ACTCULTURE 2018/2	INVESTISSEMENTS ARCHIVES	135 000,00	0,00	3 763,68	0,00	0,00	3 763,68	0,00	3 763,68
D ACTCULTURE 2021/1	INVESTISSEMENTS ARCHIVES	300 000,00	300 000,00	0,00	69 000,00	0,00	69 000,00	63 561,47	5 438,53
D ACTCULTURE 2018/1	INVESTISSEMENTS BDP	760 000,00	400 000,00	16 121,29	537 000,00	0,00	553 121,29	178 972,32	374 148,97
D INVINSERTI 2021/1	INVESTISSEMENTS INSERTION	200 000,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
D COLLEGES 2016/5	ISOLATIONS EXTERIEURES	2 000 000,00	0,00	848 862,37	128 000,00	128 000,00	848 862,37	473 370,98	375 491,39
D MOYTRANSRD 2016/4	MATERIEL DE SECURITE ET SERVICE A USAGER RD	2 200 000,00	350 000,00	118 004,92	350 000,00	0,00	468 004,92	354 152,50	113 852,42
D MOYTRANSRD 2016/3	MATERIEL ROULANT ET OUTILLAGES TECHNIQUES RD	13 900 000,00	2 750 000,00	23 286,55	2 990 000,00	240 000,00	2 773 286,55	2 749 048,88	24 237,67
D MOYTRANSRD 2021/3	MATERIELS DE SECURITE ET EQUIPEMENTS DE LA ROUTE	700 000,00	700 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
D MOYGENERRD 2021/1	MATERIELS ROULANTS ET OUTILLAGES	4 600 000,00	4 600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
D SDIS 2020/1	MATERIELS SDIS	4 500 000,00	0,00	707 791,21	1 500 000,00	0,00	2 207 791,21	813 906,25	1 393 884,96
D COLLEGES 2021/3	MOBILIER COLLEGES	300 000,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
D COLLEGES 2016/7	MOBILIERS	950 000,00	200 000,00	34 962,13	150 000,00	0,00	184 962,13	75 948,81	109 013,32
D RESTAURANT 2001/1	MODERNISATION DES RESTAURANTS	1 104 408,23	0,00	11 469,00	0,00	0,00	11 469,00	0,00	11 469,00

AUTORISATION DE PROGRAMME*		Stocks AP votées (exercices antérieurs) disponibles à l'affectation y compris ajustements intervenues dans l'année	AP nouvelles votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées dans l'année (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	Restes à financer au titre des AP affectées au 31/12/N (6) = (4) - (5)
D MODERRESRD 2021/1	MODERNISATION DU RESEAU STRUCTURANT	9 000 000,00	9 000 000,00	0,00	2 768 000,00	10 000,00	2 758 000,00	124 723,58	2 633 276,42
D MUSEES 2016/1	MUSEES	1 240 000,00	0,00	20 682,45	18 000,00	0,00	38 682,45	18 000,00	20 682,45
D NUMERIQUE 2018/1	NUMERIQUE 43 11	76 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
D COLLEGES 2016/6	NUMERIQUE AU COLLEGE	4 295 000,00	380 000,00	448 594,33	691 351,34	309 437,15	830 508,52	725 415,41	105 093,11
D NUMERISATI 2009/1	NUMERISATION	200 000,00	0,00	12 801,37	0,00	0,00	12 801,37	0,00	12 801,37
D TRAVRDCOUR 2001/1	ORDINAIRE	30 883 029,64	0,00	2 816 674,98	0,00	0,00	2 816 674,98	0,00	2 816 674,98
D SDIS 2017/1	PART TX CASERNES	1 200 000,00	0,00	862 688,44	0,00	0,00	862 688,44	312 684,00	550 004,44
R INBATDISPO 2009/1	PARTICIPATION ETAT	232 700,00	0,00	78 800,00	0,00	0,00	78 800,00	0,00	78 800,00
D PATRIMOINE 2016/1	PATRIMOINE	3 300 000,00	500 000,00	1 083 517,60	449 696,80	5 203,00	1 528 011,40	467 343,50	1 060 667,90
D PAVNUMERIQ 2016/1	PAVILLON NUMERIQUE	7 800 000,00	0,00	5 186 606,46	0,00	0,00	5 186 606,46	4 697 376,02	489 230,44
R PAVNUMERIQ 2016/2	PAVILLON NUMERIQUE	2 340 000,00	0,00	-190 541,14	1 130 000,00	20 000,00	919 458,86	923 094,48	-3 635,62
D RESEURN 2012/1	PDMI	8 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R COLLEGES 2018/1	PERFORMANCE ENERGETIQUE	480 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
D MODERRESRD 2021/3	PONT DE BAS EN BASSET	300 000,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
D MODERRESRD 2021/4	PONT DE LANGEAC	300 000,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R PORTAESERV 2016/2	PORTAIL E SERVICE	366 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AUTORISATION DE PROGRAMME*		Stocks AP votées (exercices antérieurs) disponibles à l'affectation y compris ajustements intervenues dans l'année	AP nouvelles votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées dans l'année (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	Restes à financer au titre des AP affectées au 31/12/N (6) = (4) - (5)
D PORTAESERV 2016/1	PORTAIL E SERVICE TERRITORIAL	665 000,00	0,00	283 898,79	0,00	0,00	283 898,79	16 044,00	267 854,79
D GEOMATIQUE 2018/1	PORTAIL SIG	29 970,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
D NUMTERRITO 2019/1	PORTAILCARTOGRAPHIQUE	240 000,00	0,00	11 225,32	0,00	0,00	11 225,32	0,00	11 225,32
D POSTESTRAV 2021/1	POSTE DE TRAVAIL ET TELECOM DEPARTEMENT	2 000 000,00	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
D COLLEGES 2021/4	POSTE DE TRAVAIL ET TELECOMMUNICATIONS COLLEGES	2 000 000,00	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
D DECHETS 2016/1	PROG DECHETS MENAGERS	470 000,00	50 000,00	0,00	150 000,00	0,00	150 000,00	0,00	150 000,00
D FORETS 2016/1	PROGRAMME FORETS	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
D CHAISEDIEU 2016/1	PROJET CHAISE DIEU	3 993 000,00	0,00	0,01	500 000,00	0,00	500 000,01	500 000,00	0,01
D VISITATION 2018/1	PROJET VISITATION	700 000,00	0,00	293 211,92	480 000,00	430 000,00	343 211,92	86 550,80	256 661,12
R VISITATION 2018/2	RECETTES VISITATION	250 000,00	200 000,00	0,00	10 400,00	0,00	10 400,00	10 400,00	0,00
D REHABPATRD 2016/1	REHABILITATION DES CHAUSSEES RD	41 100 000,00	6 600 000,00	1 252 887,27	7 919 500,00	1 769 197,38	7 403 189,89	6 600 835,57	802 354,32
D REHABPATRD 2021/1	REHABILITATION DES CHAUSSEES RD	13 500 000,00	13 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
D REHABPATRD 2021/2	REHABILITATION DES OA ET OPF	3 000 000,00	3 000 000,00	0,00	1 130 000,00	0,00	1 130 000,00	466 868,30	663 131,70
D REHABPATRD 2016/2	REHABILITATION DES OUVRAGES ART RD	9 300 000,00	200 000,00	1 186 151,68	1 162 000,00	790 550,96	1 557 600,72	1 064 079,76	493 520,96
D REHABPATRD 2021/3	REHABILITATION PATRIMOINE SUITE AUX ALEAS CLIMATIQUES	1 300 000,00	1 300 000,00	0,00	300 000,00	0,00	300 000,00	0,00	300 000,00

AUTORISATION DE PROGRAMME*		Stocks AP votées (exercices antérieurs) disponibles à l'affectation y compris ajustements intervenues dans l'année	AP nouvelles votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées dans l'année (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	Restes à financer au titre des AP affectées au 31/12/N (6) = (4) - (5)
D COUCHESURF 2001/1	RENOUV COUCHES SURFACE	106 603 003,08	0,00	4 305 992,96	0,00	0,00	4 305 992,96	0,00	4 305 992,96
D COLLEGES 2021/2	RENOVATION ET OPTIMISATION ENERGETIQUES DES COLLEGES	2 000 000,00	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
D PNRU 2018/1	RENOVATION URBAINE VAL VERT	1 086 000,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00	3 600,00	96 400,00
D DOMEYRAT 2004/1	REPARATIONS CHATEAU DOMEYRAT	723 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
D REVITBOURG 2016/1	REVITALISATION CENTRE BOURG	500 000,00	0,00	172 495,52	108 866,00	63 982,00	217 379,52	76 496,60	140 882,92
D RNCPER 2017/1	RN CPER 2015 2020	16 000 000,00	0,00	13 073 000,00	200 000,00	0,00	13 273 000,00	4 944 000,00	8 329 000,00
D SDIS 2016/1	SDIS ANTARES	1 500 000,00	0,00	2,37	0,00	0,00	2,37	0,00	2,37
D EHPADMAT 2020/1	SUB EHPAD CLIMATISATION	250 000,00	0,00	0,00	48 381,48	0,00	48 381,48	48 381,48	0,00
D EHPADMAT 2019/1	SUB EHPAD MATERIELS	374 000,00	0,00	0,00	146 705,54	0,00	146 705,54	146 705,54	0,00
D NTIC 2013/1	SUB PPP THD	39 303 000,00	0,00	129 932,26	1 500 000,00	0,00	1 629 932,26	1 579 632,00	50 300,26
D NTIC 2010/5	SUB-PPP	850 000,00	0,00	80 349,18	0,00	0,00	80 349,18	0,00	80 349,18
D COLLEGES 2016/2	SUBVENTION COLLEGES PRIVES	3 424 000,00	0,00	1 040 878,95	463 337,00	0,00	1 504 215,95	746 821,43	757 394,52
D COLLEGES 2016/1	SUBVENTION COLLEGES PUBLICS	242 000,00	0,00	16 478,19	33 908,92	0,00	50 387,11	32 856,20	17 530,91
D PVD 2021/2	SUBVENTIONS PVD CREDITS BDT	935 000,00	935 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
D TOURISMSOC 2016/1	TOURISME SOCIAL	940 000,00	0,00	720 000,00	160 000,00	160 000,00	720 000,00	480 000,00	240 000,00
D TRAVRD1A 2001/1	TRAV MODERNISATION R	91 315 450,39	0,00	8 736 063,17	0,00	0,00	8 736 063,17	0,00	8 736 063,17
R TRAVRD1A 2001/2	TRAV MODERNISATION R	26 288 359,15	0,00	561 358,29	0,00	0,00	561 358,29	0,00	561 358,29
D AMGTAERO 2021/1	TRAVAUX AERODROME LOUDES	300 000,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
D BATCULTURE 2021/1	TRAVAUX BATIMENTS CULTURE	300 000,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AUTORISATION DE PROGRAMME*		Stocks AP votées (exercices antérieurs) disponibles à l'affectation y compris ajustements intervenues dans l'année	AP nouvelles votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées dans l'année (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	Restes à financer au titre des AP affectées au 31/12/N (6) = (4) - (5)
D BAT SOCIAL 2021/1	TRAVAUX BATIMENTS SOCIAUX	1 000 000,00	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
D CHAPELLNUM 2021/1	TRAVAUX CHAPELLE NUMERIQUE	100 000,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
D CHAVANIAC 2021/1	TRAVAUX CHATEAU CHAVANIAC	500 000,00	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
D INVBATCG 2021/1	TRAVAUX HDD ET BON PASTEUR	2 000 000,00	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
D AMGLOCALRD 2016/3	TRAVAUX INTERET LOCAL CIL RD	2 700 000,00	0,00	835 868,25	110 000,00	500 991,55	444 876,70	280 891,40	163 985,30
D BAT SOCIAL 2018/1	TRAVAUX MDA	5 500 000,00	0,00	3 959 493,97	0,00	0,00	3 959 493,97	417 930,36	3 541 563,61
D SAUVAGE 2021/1	TRAVAUX PRESERVATION PATRIMOINE BATI DOMAINE DU SAUVAGE	100 000,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
D SAUVAGE 2010/1	TRAVAUX SAUVAGE	956 000,00	0,00	513 084,90	0,00	0,00	513 084,90	24 025,33	489 059,57
D COLLEGES 2016/3	TRAVAUX STRUCTURANTS COLLEGES	14 800 000,00	0,00	3 034 202,97	1 288 600,00	1 288 600,00	3 034 202,97	2 531 972,94	502 230,03
D COLLEGES 2021/1	TRAVAUX STRUCTURANTS COLLEGES	4 000 000,00	4 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
D VISITATION 2021/1	TRAVAUX VISITATION	1 000 000,00	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
D BOTANIQUE 2021/1	TRX CONSERVATOIRE BOTANIQUE	100 000,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
D AMGTAERO 2016/1	TX AERODROME LOUDES	2 800 000,00	200 000,00	505 551,70	0,00	0,00	505 551,70	117 535,18	388 016,52
D BATCULTURE 2016/1	TX BATIMENTS CULTURE	720 000,00	100 000,00	312 709,70	0,00	0,00	312 709,70	127 505,36	185 204,34
D BAT SOCIAL 2016/1	TX BATIMENTS SOCIAL	650 000,00	40 000,00	353 085,20	0,00	0,00	353 085,20	30 998,17	322 087,03
D BOTANIQUE 2016/1	TX CONSERVATOIRE BOTANIQUE	370 000,00	0,00	339 410,49	0,00	0,00	339 410,49	3 127,20	336 283,29
TOTAL		930 648 037,75	145 499 626,00	90 287 500,77	61 921 786,55	14 187 981,11	138 021 306,21	53 959 098,66	84 062 207,55

*Le détail par programme n'est à renseigner qu'à compter des AP votées en 2003.

- (1) Il s'agit des AP affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.
- (2) Il s'agit des AP votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.
- (3) Il s'agit des AP non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT	C7

SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION D'ENGAGEMENT*		Stocks AE votées (exercices antérieurs) disponibles à l'affectation y compris ajustements intervenues dans l'année	AE nouvelles votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées dans l'année (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4)=(1)+(2)-(3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	Restes à financer au titre des AE affectées au 31/12/N (6)=(4)-(5)
Numéro	Libellé								
R FSE 2015/2	RECETTES FSE 2014 2020	5 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
D NTIC 2013/2	SUB PPP THD FONCTIONNEMENT	30 001 000,00	0,00	1 161 622,10	0,00	0,00	1 161 622,10	0,00	1 161 622,10
TOTAL		35 001 000,00	0,00	1 161 622,10	0,00	0,00	1 161 622,10	0,00	1 161 622,10

* Le détail par programme n'est à renseigner qu'à compter des AE votées en 2003.

(1) Il s'agit des AE affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AE votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(3) Il s'agit des AE non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE	C8

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Taxe aménagement	2 822 798,35	1 002 015,75	655 736,18	3 169 077,92
Total	2 822 798,35	1 002 015,75	655 736,18	3 169 077,92

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Taxe aménagement		
		Reste à employer au 01/01/N
		2 822 798,35
Recettes		
Article	Libellé article	Montant
7327	Taxe aménagement	1 002 015,75
Total		1 002 015,75
Dépenses		
Article	Libellé article	Montant
7327	Taxe aménagement	655 736,18
Total		655 736,18
		Reste à employer au 31/12/N (3)
		3 169 077,92

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles le département souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = Reste à employer au 01/01/N + Total recettes de l'exercice – Total dépenses de l'exercice.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	D1.1

D1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		252,00	3,90	255,90	208,90	24,36	233,26
Adjoint administratif	C	38,00	3,00	41,00	26,69	9,62	36,31
Adjoint administratif principal de 1ère classe	C	46,00	0,00	46,00	42,95	1,00	43,95
Adjoint administratif principal de 2ème classe	C	45,00	0,00	45,00	41,99	0,00	41,99
Attaché	A	47,00	0,00	47,00	34,30	6,51	40,81
Attaché hors classe	A	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Attaché principal	A	22,00	0,00	22,00	21,08	0,00	21,08
Rédacteur	B	22,00	0,90	22,90	14,00	6,23	20,23
Rédacteur principal de 1ère classe	B	16,00	0,00	16,00	14,62	1,00	15,62
Rédacteur principal de 2ème classe	B	13,00	0,00	13,00	10,27	0,00	10,27
FILIERE TECHNIQUE (c)		600,00	3,60	603,60	509,59	40,76	550,35
Adjoint technique	C	107,00	3,60	110,60	48,99	29,08	78,07
Adjoint technique des établissements d'enseignement	C	6,00	0,00	6,00	4,68	0,68	5,36
Adjoint technique principal de 1ère classe	C	121,00	0,00	121,00	119,04	0,00	119,04
Adjoint technique principal de 1ère classe des établissements d'enseignement	C	40,00	0,00	40,00	38,36	0,00	38,36
Adjoint technique principal de 2ème classe	C	75,00	0,00	75,00	66,74	0,00	66,74
Adjoint technique principal de 2ème classe des établissements d'enseignement	C	33,00	0,00	33,00	29,39	0,00	29,39
Agent de maîtrise	C	36,00	0,00	36,00	35,71	0,00	35,71
Agent de maîtrise principal	C	64,00	0,00	64,00	63,53	0,00	63,53
Ingénieur	A	23,00	0,00	23,00	18,18	4,00	22,18
Ingénieur en chef	A	1,00	0,00	1,00	0,93	0,00	0,93
Ingénieur en chef hors classe	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Ingénieur hors classe	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Ingénieur principal	A	11,00	0,00	11,00	10,75	0,00	10,75
Technicien principal de 1ère classe	B	30,00	0,00	30,00	28,88	0,00	28,88
Technicien principal de 2ème classe	B	17,00	0,00	17,00	14,25	2,00	16,25
Technicien territorial	B	32,00	0,00	32,00	26,16	5,00	31,16
FILIERE SOCIALE (d)		131,00	3,90	134,90	90,54	21,55	112,09
Assistant socio-éducatif	A	97,00	3,90	100,90	60,60	20,55	81,15
Assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle A	A	29,00	0,00	29,00	26,94	0,00	26,94

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE - PROJET CA 2021 BUDGET PRINCIPAL - CA (projet de budget) - 2021

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
Cadre de santé de 1ère classe	A	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
Cadre de santé de 2ème classe	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Cadre supérieur de santé	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
pédicures-podologues, ergothérapeutes, orthoptistes manipulateurs classe normale	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		42,00	4,30	46,30	36,55	3,62	40,17
Infirmier de classe supérieure	B	2,00	0,00	2,00	1,81	0,00	1,81
Infirmier en soins généraux de classe normale	A	1,00	0,50	1,50	0,00	1,50	1,50
Infirmier en soins généraux de classe supérieure	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Médecin de 1ère classe	A	1,00	0,90	1,90	0,50	0,40	0,90
Médecin de 2ème classe	A	2,00	0,00	2,00	0,80	0,00	0,80
Médecin hors classe	A	2,00	0,00	2,00	1,70	0,00	1,70
Psychologue de classe normale	A	1,00	1,40	2,40	1,50	0,82	2,32
Psychologue hors classe	A	3,00	0,00	3,00	2,93	0,00	2,93
Puéricultrice de classe normale	A	4,00	1,00	5,00	4,30	0,50	4,80
Puéricultrice de classe supérieure	A	5,00	0,00	5,00	4,71	0,00	4,71
Puéricultrice hors classe	A	9,00	0,00	9,00	7,80	0,00	7,80
Technicien paramédical de classe normale	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Technicien paramédical de classe supérieure	B	6,00	0,00	6,00	5,60	0,00	5,60
sage-femme de classe normale	A	2,00	0,50	2,50	1,00	0,40	1,40
sage-femme hors classe	A	2,00	0,00	2,00	1,90	0,00	1,90
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Biologiste vétérinaire pharmacien de classe exceptionnelle	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE SPORTIVE (g)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE CULTURELLE (h)		31,00	0,00	31,00	24,56	2,29	26,85
Adjoint du patrimoine	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Adjoint du patrimoine principal de 1ère classe	C	5,00	0,00	5,00	4,60	0,00	4,60
Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe	C	5,00	0,00	5,00	4,57	0,00	4,57
Assistant de conservation	B	2,00	0,00	2,00	0,92	0,92	1,84
Assistant de conservation principal de 1ère classe	B	6,00	0,00	6,00	5,02	0,00	5,02
Assistant de conservation principal de 2ème classe	B	6,00	0,00	6,00	4,65	0,00	4,65
Attaché de conservation du patrimoine	A	2,00	0,00	2,00	1,00	0,79	1,79
Attaché principal de conservation du patrimoine	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Bibliothécaire	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Bibliothécaire principal	A	1,00	0,00	1,00	0,80	0,00	0,80
Conservateur des bibliothèques	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,58	0,58
FILIERE ANIMATION (i)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE POLICE (j)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		4,00	0,10	4,10	0,00	4,10	4,10
Contractuel DEP		0,00	0,10	0,10	0,00	0,10	0,10
Directeur Général adj. services	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Directeur Ressources Humaines	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE - PROJET CA 2021 BUDGET PRINCIPAL - CA (projet de budget) - 2021

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
Groupe de fonctions A2 métiers exploitation routes	C	1,00 1,00	0,00 0,00	1,00 1,00	0,00 0,00	1,00 1,00	1,00 1,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		1 061,00	15,80	1 076,80	871,14	96,68	967,82

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	D1.1

D1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Adjoint administratif	C	ADM	354	0,00	3-2	CDD
Adjoint administratif	C	ADM	354	0,00	3-1	CDD
Adjoint administratif	C	ADM	354	0,00	3-2	CDD
Adjoint administratif	C	ADM	354	0,00	3-2	CDD
Adjoint administratif	C	ADM	354	0,00	3-1	CDD
Adjoint administratif	C	ADM	354	0,00	3-2	CDD
Adjoint administratif	C	ADM	354	0,00	3-1	CDD
Adjoint administratif	C	ADM	354	0,00	3-1	CDD
Adjoint administratif	C	ADM	354	0,00	3-2	CDD
Adjoint administratif	C	ADM	354	0,00	3-2	CDD
Adjoint administratif	C	ADM	354	0,00	3-1	CDD
Adjoint administratif	C	ADM	354	0,00	3-2	CDD
Adjoint administratif	C	ADM	354	0,00	3-2	CDD
Adjoint administratif	C	ADM	354	0,00	3-a°	CDD
Adjoint administratif	C	ADM	354	0,00	3-1	CDD
Adjoint administratif	C	ADM	354	0,00	3-1	CDD
Adjoint administratif principal de 1ère classe	C	ADM	460	0,00	3-3-2°	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-1	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-1	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-1	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	38	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-2	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-1	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-1	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-1	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-1	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-1	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-1	CDD
Adjoint technique des établissements d'enseignement	C	TECH	354	0,00	3-1	CDD
Assistant de conservation	B	CULT	397	0,00	3-3-2°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	494	0,00	A Avenant contrat CDI	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	444	0,00	3-3-2°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	444	0,00	3-2	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	444	0,00	3-2	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	444	0,00	3-3-2°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	444	0,00	3-3-2°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	444	0,00	3-1	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	444	0,00	3-1	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	444	0,00	3-1	CDD

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE - PROJET CA 2021 BUDGET PRINCIPAL - CA (projet de budget) - 2021

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Assistant socio-éducatif	A	S	444	0,00	3-1	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	444	0,00	3-3-2°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	444	0,00	3-3-2°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	444	0,00	3-1	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	444	0,00	3-1	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	444	0,00	3-2	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	444	0,00	3-1	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	444	0,00	3-2	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	444	0,00	3-2	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	444	0,00	3-1	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	444	0,00	3-2	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	444	0,00	3-1	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	444	0,00	3-1	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	444	0,00	3-3-2°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	444	0,00	3-3-2°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	444	0,00	3-1	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	444	0,00	3-1	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	444	0,00	3-1	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	444	0,00	3-2	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	444	0,00	3-1	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	444	0,00	3-1	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	444	0,00	3-2	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	444	0,00	3-1	CDD
Attaché	A	ADM	567	0,00	A Avenant contrat CDI	CDD
Attaché	A	ADM	499	0,00	3-2	CDD
Attaché	A	ADM	499	0,00	3-3-2°	CDD
Attaché	A	ADM	499	0,00	3-3-2°	CDD
Attaché	A	ADM	444	0,00	3-3-2°	CDD
Attaché	A	ADM	732	0,00	3-2	CDD
Attaché	A	ADM	444	0,00	3-3-2°	CDD
Attaché	A	ADM	567	0,00	3-3-2°	CDD
Attaché	A	ADM	778	0,00	3-3-2°	CDD
Attaché	A	ADM	525	0,00	3-3-2°	CDD
Attaché de conservation du patrimoine	A	CULT	444	0,00	3-1	CDD
Conservateur des bibliothèques	A	CULT	713	0,00	3-3-2°	CDD
Contractuel DEP		OTR	922	0,00	3-3-2°	CDD
Contractuel DEP		OTR	922	0,00	3-3-2°	CDD
Directeur Général adj. services	A	OTR	1027	0,00	47	CDD
Directeur Ressources Humaines	A	OTR	1027	0,00	A Début de Contrat	CDD
Groupe de fonctions A2		OTR	1015	0,00	A Avenant contrat CDI	CDI
Infirmier en soins généraux de classe normale	A	MS	520	0,00	A Avenant contrat CDI	CDD
Infirmier en soins généraux de classe normale	A	MS	444	0,00	3-2	CDD
Ingénieur	A	TECH	484	0,00	3-2	CDD
Ingénieur	A	TECH	565	0,00	3-3-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	518	0,00	3-3-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	444	0,00	3-3-2°	CDD
Médecin de 1ère classe	A	MS	977	0,00	3-2	CDD
Psychologue de classe normale	A	MS	471	0,00	3-3-2°	CDD
Puéricultrice de classe normale	A	MS	489	0,00	3-1	CDD

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE - PROJET CA 2021 BUDGET PRINCIPAL - CA (projet de budget) - 2021

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Rédacteur	B	ADM	500	0,00	A Avenant contrat CDI	CDD
Rédacteur	B	ADM	563	0,00	A Art 3-5 portabilité CDI	CDI
Rédacteur	B	ADM	415	0,00	3-3-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	372	0,00	3-1	CDD
Rédacteur	B	ADM	372	0,00	3-2	CDD
Rédacteur	B	ADM	372	0,00	3-3-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	597	0,00	3-3-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	372	0,00	3-3-2°	CDD
Rédacteur principal de 1ère classe	B	ADM	638	0,00	A Avenant contrat CDI	CDD
Technicien principal de 2ème classe	B	TECH	599	0,00	A 3-4 CDI loi 2012-347 ar	CDI
Technicien principal de 2ème classe	B	TECH	528	0,00	A 3-4 CDI loi 2012-347 ar	CDI
Technicien territorial	B	TECH	388	0,00	3-3-2°	CDD
Technicien territorial	B	TECH	372	0,00	3-3-2°	CDD
Technicien territorial	B	TECH	372	0,00	3-3-2°	CDD
Technicien territorial	B	TECH	415	0,00	3-3-2°	CDD
Technicien territorial	B	TECH	372	0,00	3-1	CDD
métiers exploitation routes	C	OTR	807	0,00	A Avenant contrat CDI	CDD
pédicures-podologues, ergothérapeutes, orthoptistes	A	S	552	0,00	3-3-2°	CDD
manipulateurs classe normale						
sage-femme de classe normale	A	MS	853	0,00	3-3-2°	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				54 205,88		
Adjoint administratif	C	ADM	354	0,00	3-b	CDD
Adjoint administratif	C	ADM	354	0,00	3-a°	CDD
Adjoint administratif	C	ADM	354	0,00	3-2	CDD
Adjoint administratif	C	ADM	354	0,00	3-a°	CDD
Adjoint administratif	C	ADM	354	0,00	3-a°	CDD
Adjoint administratif	C	ADM	354	0,00	3-a°	CDD
Adjoint administratif	C	ADM	354	0,00	3-a°	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-a°	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-a°	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-a°	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-a°	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-a°	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-a°	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-a°	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-a°	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-a°	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-a°	CDD
Adjoint technique	C	TECH	356	0,00	3-a°	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	3-a°	CDD
Adjoint technique des établissements d'enseignement	C	TECH	354	0,00	3-a°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	444	0,00	3-a°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	444	0,00	3-a°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	444	0,00	3-a°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	444	0,00	3-2	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	444	0,00	3-a°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	444	0,00	3-a°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	444	0,00	3-a°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	444	0,00	3-a°	CDD

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE - PROJET CA 2021 BUDGET PRINCIPAL - CA (projet de budget) - 2021

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Assistant socio-éducatif	A	S	444	0,00	3-a°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	444	0,00	3-a°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	444	0,00	3-a°	CDD
Attaché	A	ADM	525	0,00	A Contrat de projet	CDD
Attaché	A	ADM	444	0,00	3-a°	CDD
Attaché	A	ADM	611	0,00	3-a°	CDD
Attaché principal	A	ADM	995	0,00	3-a°	CDD
Collaborateur de cabinet		OTR	779	0,00	110	CDI
Collaborateur de cabinet		OTR	981	0,00	110	CDD
Directeur Adjoint de cabinet	A	OTR		22 354,30	110	CDD
Directeur.ice de Cabinet	A	OTR		31 851,58	110	CDD
Ingénieur	A	TECH	444	0,00	A Contrat de projet	CDD
Puéricultrice de classe normale	A	MS	489	0,00	3-a°	CDD
Rédacteur	B	ADM	431	0,00	3-a°	CDD
Rédacteur	B	ADM	388	0,00	3-a°	CDD
Technicien territorial	B	TECH	372	0,00	3-a°	CDD
TOTAL GENERAL				54 205,88		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
 TECH : Technique.
 URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
 S : Social.
 MS : Médico-social.
 MT : Médico-technique.
 SP : Sportif.
 CULT : Culturel.
 ANIM : Animation.
 PM : Police.
 OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
 3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
 3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
 3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
 3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
 3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
 3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
 3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
 3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
 3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
 3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
 38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
 47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
 110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
 110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
 A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N	D1.2

ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N (1)

(1) Article L. 3123-10 du CGCT.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LE DEPARTEMENT A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (Articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 applicables au département par renvoi de l'article L. 3313-1 du CGCT)	D2.1

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication des budgets et des comptes du département.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
Détention d'une part du capital				
-	SAFER	SAFER	Personne morale de droit privé	48 000,00
-	Société locale d'épargne de la Haute-Loire	Société locale d'épargne de la Haute-Loire	Personne morale de droit privé	7 996,00
-	SEM Volcans (Vulcania)	SEM Volcans (Vulcania)	Personne morale de droit privé	140 113,00
-	LOGIVELAY	LOGIVELAY	Personne morale de droit privé	30 000,00
-	HLM Le foyer vellave	HLM Le foyer vellave	Personne morale de droit privé	84 951,90
-	Conservatoire national du saumon sauvage	Conservatoire national du saumon sauvage	Association	20 000,00
-	Fondation université d'Auvergne	Fondation université d'Auvergne	Personne morale de droit privé	75 000,00
-	SEM CAP TOURISME	SEM CAP TOURISME	Personne morale de droit privé	195 000,00
-	FRANCE ACTIVE	FRANCE ACTIVE	Personne morale de droit privé	15,50
-	SEM DU VELAY	SEM DU VELAY	Personne morale de droit privé	199 999,80
-	SCIC COOP'ART	SCIC COOP'ART	Personne morale de droit privé	5 000,00
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel du département et autres lieux publics désignés par le département.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée...).

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION– LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	D2.2

LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS (article L. 3312-7 du CGCT)

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TOTAL GENERAL	28 682 779,55	
Personnes de droit privé	9 459 926,28	
Associations	5 399 028,90	
2020 150 ANS DE LA LIGNE DU 3 SOLEILS A CHACUN SON RYTHME ADMR LES BERGES FLEURIES ADT LOIRE TOURISME AGGLO LE PUY EN VELAY NATATI ALLEGRE MEDIEVAL ALSH CANTONAL SOLIGNAC SUR L ALSH RIBAMBELLE ASSOCIATION FAMILLES RURALES ALTISPORTS ET BUDO AMICALE DES ANCIENS SAPEURS POMPIERS DE LA HAUTE LOIRE ANAC ET AMIS RESISTANCE CTE DEPT 43 RESISTANCE COMITE DEPT 43 ARCHEO LOGIS CDERAD ARTS MARTIAUX BRIVADOIS ARTS MARTIAUX LE PUY COMMUNA ARTS MARTIAUX SAINTE SIGOLEN ARTS VIVANTS ET DEPARTEMENT AS AMIC DO CORPS S POMPIERS ASM BASKET LE PUY 43 AUVERGN ASS ACCUEIL SAINT FRANCOIS ASS AIDE DOMICILE MILIEU RUR APPARTEMENT PROTEGE ASS AMICALE ST MICHEL GYM TR ASS APAUSECROCHE ASS ART ET CULTURELLE CRAPON ASS CLUB ARCHEOLOGUE DU MONT ASS COMITE DEVELOP AGRICOLE DE L'YSSINGELAIS ASS CULTURELLE DANTE ALIGHIE SECTION DU PUY EN VELAY ASS CULTURELLE LA CHALAYE ASS FAMIL RURALE BAS EN BASS ASS FAMILIALE ST MAURICE LIG ASS FAMILLES RURALES D YSSIN POLE FNAFANCE ASS FAMILLES RURALES ST PAL ASS FESTIVAL D AQUARELLE ASS FONCTION ACTIFS ET RETRA DE LA HAUTE LOIRE ASS FORM CADRES ANIMATION LO AFOCAL RHA ASS FOYER RETRAITE STE SIGOL ASS GESTION ORG RENCONT ARTI ASS HANDISPORT DU PUY EN VEL CHEZ AZAS DIDIER ASS JUDO CLUB PONT SALOMON	5 246,00 1 350,00 250,00 76 173,82 6 000,00 5 838,28 1 000,00 1 275,50 33,00 689,16 386,00 222,00 7 500,00 869,20 53,52 1 219,24 6 787,00 217,00 2 039,44 5 000,00 68 681,79 3 409,40 23 300,00 500,00 1 269,00 3 500,00 1 200,00 1 750,00 3 817,00 1 420,00 2 271,00 1 469,90 5 000,00 10 000,00 168,00 25 000,00 2 050,00 23 000,00 1 408,32	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
ASS MAIRES ET PRESIDENTS INTERCOMMUNALITE DE HTE LOIR	35 127,00	
ASS MAIRES RURAUX HAUTE LOIR	2 000,00	
ASS MUSIQUE SUR UN PLATEAU CHEZ MR SOIGNON RICHARD	3 000,00	
ASS NAT JONATHAN PIERRES VIVANTES	300,00	
ASS POUR LOGEMENT ET INSERTI	1 250,00	
ASS POUR PROMOTION THEATRE H	300,00	
ASS REVE DE FOIN	3 200,00	
ASS SOCIO CULTURELLE ET SPOR MAISON D ARRET	600,00	
ASS SPORTIVE CHEMINOTS LANGE	3 307,96	
ASS SPORTIVE MAZET CHAMBON	2 127,16	
ASS SPORTIVE MONISTROLIENNE	3 802,68	
ASS SUR LE CHEMIN DE RL STEV	2 926,00	
ASS VISITE MALADES ETS HOSP ASS POUR LA VISITE DES MALAD	1 000,00	
ASSO JEUNESSE RECONSTRUCTION	960,00	
ASSOC DEPARTEMENTALE LES FRA	13 943,00	
ASSOC DEPORTES INTERNES ET F DE DISPARUS	171,00	
ASSOC LE PUY EN VELAY TRIATH	900,00	
ASSOC MAISON POUR TOUS CHADR	23 175,00	
ASSOC PROMO PRODUC VEAUX DES	8 671,00	
ASSOC SAUVEGARDE DE L ENFANT	21 000,00	
ASSOCIATION L ECHAP TOI	2 320,00	
ASSOCIATION ATD QUART MONDE	4 000,00	
ASSOCIATION ATHLETIC CLUB	1 000,00	
ASSOCIATION CESAME	470,00	
ASSOCIATION CONCORDIA CONCORDIA DELEGATION AUVERGN	2 200,00	
ASSOCIATION DECLARATION D HU	4 000,00	
ASSOCIATION DES PARALYSES FR DELEGATION DEP DE HAUTE LOIR	2 000,00	
ASSOCIATION FIN GRAS DU MEZE BONNEFOY-POCHELON	5 000,00	
ASSOCIATION GYMNIQUE SIGOLEN	2 508,08	
ASSOCIATION GYMNIQUE YSSINGE	3 830,24	
ASSOCIATION HOSPITALIERE SAI CENTRE HOSPITALIER SAINTE MA	2 500,00	
ASSOCIATION JEUNES POUSSÉS	1 750,00	
ASSOCIATION LE MAYAPO	1 500,00	
ASSOCIATION LE PUY EN VELAY	1 087,16	
ASSOCIATION MUSICAL PROJECT	1 500,00	
ASSOCIATION OXYGENE	1 490,00	
ASSOCIATION PLEIN CHAMP	1 200,00	
ASSOCIATION POUDDRE D ESPERLU	3 000,00	
ASSOCIATION REGIONALE CEMEA	336,00	
ASSOCIATION RESPIR	1 500,00	
ASSOCIATION SAINTE ELISABETH	34 819,41	
ASSOCIATION SAINTE MONIQUE MAISON DE RETRAITE	8 000,00	
ASSOCIATION VERGONGHEON ARVA	3 427,40	
ASSOCIATION VILLE AUVERGNE	16 567,10	
ASSOCIATION VIVRE ET CONDUIR	1 500,00	
ATELIER VETEMENTS INSERTION	1 296,00	
AU FIL DE L EAU JARDIN DE COCAGNE	7 000,00	
AU FIL DES PAGES	430,00	
AURORA	1 570,00	
AUX QUATRE VENTS CHEZ MR BONHOMME DOMINIQUE	350,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
AVANT GARDE SIGOLENOISE FOOT	3 247,60	
BANQUE ALIMENTAIRE AUVERGNE	10 600,00	
BOXING CLUB VELLAVE	1 100,00	
BRIN DE FICELLE	15 938,00	
BUCK	3 000,00	
CABANE DES ROBINSONS	1 322,00	
CALIBERT EN SCENE	750,00	
CAP EVASION	4 695,00	
CASA D ART POLE DE COMPETENCES DES METI	1 000,00	
CEKANKONJOU	500,00	
CENTRE ARTISTIQUE DU MONASTI MONASTIER SUR GAZEILLE	21 220,00	
CENTRE DEPART MUSIQUE DANSE DE MUSIQUE ET DE DANSE	16 200,00	
CENTRE ENSEIG DENTELLE FUSEA	957,00	
CENTRE LOISIRS EDUCATIFS COU	3 305,00	
CERCLE ART ET POETIQUE AUVER	1 000,00	
CGT UNION DEPARTEMENTALE	1 828,00	
CHAPIRAVI	370,00	
CHEMINS DE CLUNY AUVERGNE	1 500,00	
CIE L ENVOLANTE THEATRE ET S	3 000,00	
CINE TENCE	1 500,00	
CIVAM APICOLE DU VELAY RUCHER DU CIVAM APICOLE	500,00	
CLUB ALPIN FRANCAIS SECTION	2 854,92	
CLUB DE TENNIS DE BRIVES CHA	2 929,40	
CLUB OLYMPIQUE LE PUY RUGBY	18 400,00	
CLUB OMNISPORT BRIVADOIS SECTION NATATION	3 257,60	
CLUB ZENITH SENSATION	629,68	
COMITE BOULISTE DEPARTEMENTA	8 794,00	
COMITE DAL TRIATHLON DUATHEL	2 000,00	
COMITE DALDE BOWLING ET DE SPORTS DE QUILLETS 43	1 500,00	
COMITE DE JUMELAGE DE TENCE	150,00	
COMITE DEP COURSE D ORIENTAT DE HAUTE LOIRE	2 770,00	
COMITE DEP DE VOL A VOILE 43	2 000,00	
COMITE DEP ESCRIME HAUTE LOI	507,00	
COMITE DEP FED ETUDES ET SPO	1 950,00	
COMITE DEP JEUNESSE AU PLEIN	1 100,00	
COMITE DEP KARATE ARTS MARTI	1 280,00	
COMITE DEP PETANQUE JEU PROV	2 009,00	
COMITE DEP VOL LIBRE HAUTE L	1 000,00	
COMITE DEPART ATHLETISME 43	781,00	
COMITE DEPART CANOE KAYAK 43	6 500,00	
COMITE DEPART CYCLOTOURISME	1 776,00	
COMITE DEPART DE TIR A L ARC	1 786,00	
COMITE DEPART DE TIR HAUTE L	8 134,00	
COMITE DEPART DU PRIX DE LA ET DEPORTATION DE LA HAUTE L ET DEPORTATION DE LA HAUTE L	477,00	
COMITE DEPART DU SPORT ADAPT	6 360,00	
COMITE DEPART EPGV HAUTE LOI	9 164,00	
COMITE DEPART EQUITATION 43	3 079,00	
COMITE DEPART HAUTE LOIRE FS	905,00	
COMITE DEPART OLYMP SPORTIF	28 500,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
COMITE DEPART TENNIS HTE LO	19 991,00	
COMITE DEPARTEMENTAL BADMINT DE HAUTE LOIRE	766,00	
COMITE DEPARTEMENTAL HANDBAL	11 332,00	
COMITE DEPARTEMENTAL RUGBY 4	9 711,00	
COMITE DEPT CYCLISME HAUTE L	2 456,00	
COMITE DEPTAL GOLF HAUTE LOI	2 009,00	
COMITE DEPTAL HAUTE LOIRE JU	2 924,00	
COMITE HAUTE LOIRE BASKET BA	12 037,00	
COMITE MOTOCYCLISTE DEPART HAUTE LOIRE	2 375,00	
COMITE ORG DES FETES ROI OIS	23 200,00	
COMITE POUR L INSERTION PROF ONNELLE DE LA HAUTE LOIRE	240 000,00	
COMITE TERRIT MONTAGNE ESCAL	18 527,00	
COMMUNAUTAIRE INFORMATION JE ET ACCUEIL ACIJA	8 600,00	
COMPAGNIE PLUMEA	2 000,00	
COMPET TENNIS CLUB	202,50	
CONFEDERATION PAYSANNE HL	965,00	
CONSEIL ARCHI URBAN ENVIRONN CONSEIL EN ARCHITECTURE	300 876,78	
CONSEIL CITOYEN DE GUITARD	500,00	
CONSERVATOIRE ESPACES NATURE	24 067,00	
CONTACT DIALOG PARENTS GAYS	500,00	
COOP ART	44 000,00	
COORDINATION RURALE HAUTE LO	1 930,00	
CROIX ROUGE FRANCAISE DELEG LOCALE DU PUY EN VELAY	3 800,00	
CTE LOIRE H LOIRE TENNIS DE	2 946,00	
CTE PROM PROD AGR AGRO ALIM	36 000,00	
CTRE DE MUSIQUE SACREE PUY E	18 000,00	
CTRE FORMATION ANIMAT GESTIO CENTRE DE FORMATIN D ANIMATE	1 176,00	
CTRE INFORMAT DROITS DES FEM ET DES FAMILLES	17 800,00	
CYCLO CLUB MONISTROL SUR LOI	750,00	
DAHLIR	16 500,00	
DAUPHINS YSSINGELAIS	2 380,84	
DEP ACCUEIL A LA FERME	5 000,00	
DEVELOPPEMENT ANIMATION SUD	1 440,00	
DISTRICT DE FOOTBALL HAUTE L	23 376,00	
DJURINGA VACANCES ET LOISIRS	515,00	
DOMYRAT REINVENTE	802,00	
ECOLE CALANDRETA VELAVA PEIR CARDENA	265,00	
ECOLE DE MUSIQUE DE L ANCE A L ARZON	9 300,00	
ECOLE DE MUSIQUE DU BRIVADOI	67 000,00	
ECOLE MUSIQUES DANSES MARCHE	72 800,00	
EHPAD MARIE PIA ASS HOSPITALIERE SAINTE MARI	300 000,00	
ENDURANCE EQUESTRE RHONE ALP AUVERGNE	3 600,00	
ENFANCE ET FAMILLE D ADOPTIO ASSOCIATION DES FOYERS ADOPT	400,00	
ENSEMBLE SCOLAIRE CATHOLIQUE COLLEGE SAINT PIERRE SAINTE	40 244,00	
ENT SPORT HANDBALL YSSING BE	2 100,96	
ENTENTE JEUNES LOIRE MEZENC	3 334,64	
EPICERIE SOLIDAIRE PUY EN VE	12 000,00	
ESPACE ART CONTEMPORAIN ROCH	7 500,00	
ESPACE CULTUREL EUROPEEN	1 605,00	
FACE 43	5 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
FACE LOIRE	4 000,00	
FAMILLES RURALES FEDER DEP 4	21 898,00	
FC ESPALY	3 158,64	
FED DEP OEUUVRES JEUNESSE CAT OEUUVRES JEUNESSE CATHOLIQUE	2 800,00	
FED DEP SYND EXPL AGRICOLES	9 650,00	
FED DEPART DEFENSE ENNEMIS D	13 500,00	
FED DEPT DES COOP CUMA	6 500,00	
FED OEUUVRES LAIQUES HAUTE LO	45 673,00	
FEDE FRANCAISE RANDO PEDESTR	1 507,00	
FEDERATION DEP CLUBS RURAUX AINES DE LA HAUTE LOIRE	1 900,00	
FEDERATION SYNDICALE UNITAIR	461,00	
FESTI CINE GORGES DE L ALL UN ECRAN DES ETOILES	250,00	
FESTIVAL DE CRAPONNE SUR ARZ	11 000,00	
FESTIVAL DE LA CHAISE DIEU	146 100,00	
FESTIVAL EN GEVAUDAN	4 640,00	
FESTIVAL FOLKLO INTERNAT DU	10 250,00	
FESTYVOCAL	150,00	
FNACA COMITE DU PUY	838,00	
FOOTBALL CLUB DE L ARZON	3 477,64	
FOOTBALL CLUB ST GERMAIN LAP	1 208,88	
FORMATION INSERTION TRAVAIL	53 994,49	
FORTERESSE POLIGNAC PATRIMOI	2 000,00	
FOYER BON SECOURS	18 088,74	
FRANCE ACTIVE AUVERGNE	25 000,00	
FRANCE ALZHEIMER 43	1 500,00	
FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT	10 500,00	
GE TIR A L ARC ALTILIGERIEN	693,54	
GOLF CLUB DU PUY	973,84	
GPT D'EMPLOYEUR TENNIS LOIRE	2 634,12	
GRADIVA	3 000,00	
GROUPE D ANIMATION ET DE LOI	3 360,00	
GROUPE RECHERCHE ARCHEO VELL	13 000,00	
GROUPE SCOLAIRE JEANNE D ARC COLLEGE JEANNE D ARC	25 322,00	
GROUPE SCOLAIRE LA CHARTREUS	25 765,00	
GROUPE SCOLAIRE ND DE LA FAY COLLEGE PRIVE NOTRE DAME DE	35 932,00	
GROUPE SCOLAIRE NOTRE DAME D LYCEE NOTRE DAME DU CHATEAU	115 112,00	
GROUPE SCOLAIRE NOTRE DAME S COLLEGE NOTRE DAME	14 293,00	
GROUPE SCOLAIRE PRIVE COLLEGE DU SACRE COEUR	24 820,00	
GROUPE SCOLAIRE SACRE COEUR COLLEGE SACRE COEUR	52 351,00	
GROUPE SCOLAIRE SAINT JOSEPH COLLEGE SAINT JOSEPH	45 610,00	
GROUPE SCOLAIRE SAINT JULIEN COLLEGE LYCEE	49 029,00	
GROUPE SCOLAIRE ST JOSEPH SA COLLEGE SAINT MARTIN	19 483,00	
GROUPEMENT EMBLAVEZ JEUNES	3 516,12	
GROUPEMENT EMPLOYEUR ESCRIME	3 956,15	
GROUPEMENT EMPLOYEURS TIR 43	1 588,74	
GROUPEMENT HAUT PAYS DU VELA	2 044,24	
GROUPEMENT NORD VELAY	2 969,96	
HABITAT ET HUMANISME HAUTE L	920,00	
HAND BALL CLUB DE LANGEAC	3 320,96	
HAND BALL CLUB DE LOUDES	7 600,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
HANDBALL OLYMPIQUE PUY CHADR	5 788,16	
HARPO S	600,00	
HAUTE LOIRE BIOLOGIQUE	26 000,00	
HIP HOP ACADEMY	2 000,00	
HOSPITALITE EN LANGEADOIS	2 000,00	
HOTEL DE LA DENTELLE	534,00	
IDYLE	7 500,00	
JALMALV	2 500,00	
JAZZ EN VELAY	1 000,00	
JOGGING SKI TRIATHLON 43	4 000,00	
JUBILONS	400,00	
JUDO CLUB BAINS DEVES	199,12	
JUDO CLUB BRIVOIS	1 199,60	
JUDO CLUB D YSSINGEAUX	1 439,60	
JUDO CLUB DE BLAVOZY	684,92	
JUDO CLUB DU HAUT LIGNON	1 127,40	
JUSTICE ET PARTAGE	24 500,00	
KARATE CLUB DE CHAPELLE D AU	340,36	
L ACCUEIL ADAFAM 43	900,00	
L ARDECHOISE CYCLO PROMOTION	6 000,00	
L ESCALE	1 150,00	
LA BELLE JOURNEE	12 000,00	
LA CARAVELLE	2 000,00	
LA COMPAGNIE DU RUISSEAU	5 250,00	
LA MAISON POUR TOUS	6 093,00	
LA NOVIA	2 000,00	
LA PLUME DE MA TANTE	1 500,00	
LA PREVENTION ROUTIERE	3 000,00	
LA RETORNADA	450,00	
LA VIGILANTE GYM SAINT PAL D	795,68	
LABEL DIFF 43	2 340,00	
LE CLUB LAFAYETTE	500,00	
LE DISJONCTEUR	460,00	
LE DOYENNE	30 000,00	
LE FESTIVAL IMPROMPTU	150,00	
LE GRAND TRAIL DU SAINT JACQ	3 800,00	
LE MANGE MINUTES	2 225,00	
LE PETIT ATELIER	7 500,00	
LE PUY FOOTBALL 43 AUVERGNE	111 317,44	
LE ROCHER D ECRITURE	470,00	
LEO LAGRANGE CENTRE EST	4 464,00	
LES AILES D ANGES 43	1 000,00	
LES AMIS DE BASILIQUE ST JUL	600,00	
LES AMIS DU MEZENC	1 500,00	
LES APEROS MUSIQUE DE BLESLE	4 120,00	
LES BRUMES	2 000,00	
LES DUELLISTES D YSSINGEAUX	2 030,36	
LES FOULEES DE SAINT GERMAIN	500,00	
LES PIEDS A TERRE	810,00	
LES RESTAURANTS DU COEUR LES RELAIS DU COEUR	44 659,90	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
LES TROIS CHAISES	420,00	
LIEN CREATION	480,00	
LPO AUVERGNE RHONE ALPES	15 300,00	
M VERTICALE	5 652,20	
MAISON DE RETRAITE	8 000,00	
MAISON DE RETRAITE LES GENET ASSOCIATION LES GENETS	21 000,00	
MAISON DE RETRAITE NOTRE DAM	12 174,26	
MAISON DE RETRAITE ST DOMINI ASSOCIATION SAINT DOMINIQUE	8 863,79	
MAISON DES JEUNES ET DE CULT	4 230,30	
MAISON DES LOISIRS	3 481,00	
MAISON NAZARETH ASS LA PIERRE ANGULAIRE	13 000,00	
MAISON RETRAITE FOYER MARIE	11 559,29	
MAISON RETRAITE HORT MELLEYR ASSOCIATION LA RECOUMENE	13 000,00	
MAISON SAINT JOSEPH	25 000,00	
MAITRISE DE LA CATHEDRALE DU	12 000,00	
MARCHES DU VELAY NATATION	5 373,44	
MELODICA ECOLE DE PAYS	9 300,00	
MEME DINS LAS ORTIAS	350,00	
MISSION DEP DEVELOP TOURISTI	971 025,00	
MISSION LOCALE DU VELAY	70 730,00	
MISSION LOCALE EMPLOI JEUNE	21 520,50	
MISSION LOCALE JEUNE LOIRE ET SES RIVIERES	42 735,50	
MJC AUREC SUR LOIRE	488,00	
MONIS ARC43	3 804,24	
MONISTROL BUDO	2 559,76	
MONISTROL GYM	7 421,20	
MOTO CLUB D YSSINGEAUX	3 100,00	
MOTO CLUB DE BRIOUDE	1 000,00	
MOTO CLUB DE L EMBLAVEZ	3 750,00	
MOTO CLUB DU HAUTE ALLIER	20 000,00	
MOTO CLUB DU PUY EN VELAY	2 000,00	
MOUVEMENT EUROPEEN FRANCE 43	300,00	
MOUVEMENT FRANCAIS PLANNING FAMILIAL	750,00	
MUSICA LS	33 248,00	
NOSFERATU LIBRAIRIE LE CHAT PERCHE	10 000,00	
OFF TOURISME INTERCOM MARCHE DU VELAY ROCHEBARON	1 000,00	
OFFICE TOURISME SYNDICAT INI	5 000,00	
OGEC ECOLE COLL ST REGIS ST COLLEGE PRIVE SAINT REGIS	46 828,00	
OGEC LYCEE POLY ST JACQUES C	121 816,00	
OLYMPIC FOOTBALL ST JULIEN C	3 242,76	
OUTDOOR PASSION	1 500,00	
PAIN D EPICES EPICERIE SOLID	2 000,00	
PANPA HAUT ALLIER MASSIF CEN	1 615,50	
POE	2 000,00	
POLE DEPART JEUNES 43 LE PUY	400,00	
POLE EMPLOI AGRICOLE HAUTE L	10 000,00	
PUPILLES ENSEIGNEMENT PUBLIC	5 300,00	
RANDONNEE PEDESTRE HAUTE LOI	17 661,00	
REGARDS ET MOUVEMENTS	3 500,00	
RESEAU EUROPEEN SITES CASADE	4 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
RESIDENCES SAINT DOMINIQUE ASSOCIATION SAINT DOMINIQUE	20 883,22	
RETR AUZON	500,00	
SAINT GERMAIN BLAVOZY HANDBA HANDBALL	13 608,72	
SAUVETEURS BRIVOIS	1 842,72	
SE NON E VERO	4 935,00	
SECOURS CATHOLIQUE	15 000,00	
SECOURS POPULAIRE FRANCAIS FEDERATION DE LA HAUTE LOIRE	3 500,00	
SERVICE DE REMPLACEMENT 43 BD BERTRAND	75 000,00	
SIX CORDES AU FIL DE L ALLIE	1 000,00	
SOCIETE PROTECTRICE DES ANIM	10 380,00	
SOCIETE SPORTIVE LA TENCOISE	574,04	
SOLIDARAUTO 43 LA MANUFACTURE VILLAGE AFPA	19 398,00	
SOLIIHA HAUTE LOIRE	61 166,00	
SOUFFLEURS DE LUNES	2 000,00	
SPORTIVE DE CHADRAC	759,20	
SPORTIVE GRAZAC LAPTE	442,72	
ST FERREOL PONT SALOMON BASK	1 599,00	
STADE BOULISTE DU PUY	563,00	
SYND INTERPROF ARTISANS BATI	5 400,00	
SYND LOCAL BUREAU MONTAGNE G RANDONNEE	610,00	
TEAM AURA DH CHEZ LANGLADE FRANCK	2 000,00	
TEAM CYCLISTE LANGEADOIS	3 700,00	
TENNIS CLUB	1 655,28	
TENNIS CLUB DE BRIOUDE	2 227,44	
TENNIS CLUB DE LANGEAC	454,52	
TENNIS CLUB DE STE SIGOLENE	1 346,88	
TENNIS CLUB DE TENCE	3 023,32	
TENNIS CLUB DE VALS PRES LE	3 737,48	
TENNIS CLUB DE VERGONGHEON	1 420,80	
TENNIS CLUB DES CINQ CHATEAU	2 491,08	
TENNIS CLUB DES GORGES DE LA TCGL	3 422,32	
TENNIS CLUB DU PUY	3 441,68	
TENNIS CLUB MONISTROL SUR LO	6 079,72	
TENNIS CLUB YSSINGEAUX	2 096,16	
THEATRE DE L ALAUDA	4 000,00	
TIR SPORTIF BEAULIEU EMBLAVE	2 541,02	
TIR SPORTIF BRIVADOIS	2 000,00	
TORTUENAMBULE	2 472,20	
TRAIL TIRANGES TOUR	1 850,00	
TRYSSINGEAUX	1 450,00	
TYPOGRAPHIE ET POESIE	7 400,00	
UD CFTC	835,00	
UNAFAM	500,00	
UNION CATHO PLEIN AIR CTRE V	1 005,20	
UNION COMBATTANTS VOLONTAIRE RESISTANCE	222,00	
UNION CYCLISTE LE PUY EN VEL	581,60	
UNION DEP FO HAUTE LOIRE	16 890,00	
UNION DEP HTE LOIR CONSO LOG CADRE VIE UNION DEP DE LA HTE LOIRE DE	2 500,00	
UNION DEP SAPEURS POMPIERS 4	2 934,00	
UNION DEPART CFDT HAUTE LOIR UNION REG INTERPRO AUVERGNE	1 178,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
UNION DEPART UNSA HAUTE LOIR	835,00	
UNION DEPARTEMENTALE ASS FAM	9 500,00	
UNION DEPT FEDEREE ASS DON D SANG DE HTE LOIRE	1 500,00	
UNION DES ORGAN SYND GESTION MAISON SYNDICATS	49 013,00	
UNION FRANCAISE CENTRE VACAN LOISIRS AUVERGNE	672,00	
UNION NATIONALE SPORT SCOLAI	13 244,00	
UNION PERSONNEL DE CATEGORIE A CU CONSEIL GENERAL 43	500,00	
UNION SPORTIVE BASSOISE	3 494,32	
UNION SPORTIVE DE BLAVOZY	2 420,64	
UNION SPORTIVE DE VALS PRES PUY	2 608,00	
UNION SPORTIVE DU VELAY	5 040,04	
UNION SPORTIVE LANDOS SECTIO FOOTBALL	2 367,44	
UNION SPORTIVE MONISTROL BAS	3 215,36	
UNION SPORTIVE SUC ET LIGNON	3 157,32	
UNION SYNDICALE SOLIDAIRES 4	461,00	
UNIVERSITE POUR TOUS HAUTE L	1 000,00	
VELAY ATHLETISME	1 500,00	
VELAY FOOTBALL CLUB	27 000,00	
VELAY GYM	5 427,44	
VELAY SUD 43	3 731,00	
VELO SPORT BRIVADOIS	1 000,00	
VERT VERT	500,00	
Entreprises	60 634,90	
BARNIER ALAIN	2 976,00	
BOUQUET DENIS	2 700,00	
BRAGER PHILIPPE	5 000,00	
DEMARS FRANCK GARAGE DEMARS	13 447,00	
FRADET ELODIE	5 000,00	
ISSARTEL DOMINIQUE	735,90	
LARDON AURELIE AUBERGE DES MYRTILLES	5 776,00	
MONCHAMP NICOLAS	20 000,00	
PERRET GUILLAUME CAFE EPICERIE DES HUCHES	5 000,00	
Personnes physiques	525 612,25	
AIME JEAN PAUL	1 883,00	
ARNAUD JORDAN	3 875,00	
AUDIARD ROBERT	1 345,00	
AURAND JEAN	6 238,00	
AYEL JEAN	2 331,00	
BESSON MARCEL	5 013,00	
BONCOMPAIN ANDRE	9 200,00	
BONNISSOL MAURICE	4 390,00	
BONY JEAN PIERRE	4 875,00	
BORDES VITAL	3 855,00	
BOUCHET ROBERT	1 011,00	
BOUVIER GWENAELLE VALOUR PHILIPPE	11 496,00	
CHALENDARD ANDRE	1 754,00	
CRESPIY MICHEL	2 039,00	
CROUZET JOSEPH	14 058,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
DE VINCENS DE CAUSANS DOMINI	632,00	
DELABRE HENRI	1 423,00	
DELHERM RENE	1 984,00	
DEMARS REGIS	4 076,00	
DERAIL JEAN JULIEN	2 558,00	
DERAIL PIERRE	1 674,00	
FARGIER JEAN LOUIS JOUVE MJ	2 100,00	
FAURE GEORGES	826,00	
FORTE ROMUALD	3 014,00	
FOULTIER PIERRE MARIE	2 276,00	
GIRE GAETAN	12 632,00	
JOUVE ROGER	2 111,00	
LAPORTE DIDIER	2 207,00	
LAURENT PHILIPPE BONHOMME PATRICIA	1 392,00	
LEBRE ANTOINE	11 085,00	
LEYDIER MAURICE	3 525,00	
LHOSTE ANTONIN	553,00	
MADAME AUZAT DANIELLE	4 467,00	
MADAME BARBALAT DANIELLE	2 250,00	
MADAME BARBE RAYMONDE	1 925,00	
MADAME BAUDOIN FANNY	16 176,00	
MADAME BENSEMHOUN LAURENCE	3 318,00	
MADAME BERAGUAS ELSA	12 849,00	
MADAME BOIS EMMA	42,00	
MADAME BON MICHELE	2 020,00	
MADAME BONY BERNADETTE	7 088,00	
MADAME BOUCHET CATHERINE	10 830,00	
MADAME BOUCHET CHRISTELLE	8 960,00	
MADAME BOULAMOY ANAIS	84,00	
MADAME BRUCHET RENE	4 178,05	
MADAME BRUNIQUEL CORINNE	2 448,00	
MADAME CHAMPAGNAC ELISE	42,00	
MADAME CHARRADE SIMONE	3 063,00	
MADAME CHEVALIER SANDRINE	1 575,00	
MADAME CHOMARAT MARINETTE	20 083,00	
MADAME CHOUVELON SOLANGE	943,00	
MADAME COMPTOUR MARIE AGNES	2 867,00	
MADAME COMTE MONIQUE	1 707,00	
MADAME DANTI JOELLE	1 698,00	
MADAME FALCON MARIE JEANNE	11 208,00	
MADAME FARIGOULE AUGUSTIN	3 934,00	
MADAME FRAISSE ROMANE	42,00	
MADAME FRAPPA ODILE	938,00	
MADAME GAILLARD HUGUETTE	2 250,00	
MADAME GARDES JEANNE	2 002,00	
MADAME GRAIL JEANNINE	1 756,00	
MADAME GUILLAUME PASCALE	1 000,00	
MADAME HUGON ANGELIQUE	4 505,00	
MADAME JACQUES MARIE ELISABETH	1 762,00	
MADAME JOLIVET OCEANE	42,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
MADAME LIOGIER MARTINE	16 563,00	
MADAME MARTIN MAELLE	42,00	
MADAME MERLE MARIE THERESE	1 938,00	
MADAME NEBOUY JULIETTE	954,00	
MADAME PASCAL LEA	42,00	
MADAME PAYS BERTHE	1 202,00	
MADAME PEREIRA LUCIENNE	1 262,00	
MADAME PREBET ELSA	42,00	
MADAME PROST DEFOURS MARIE FRANCE	11 719,00	
MADAME QUATTRONE FELICIA	3 374,00	
MADAME RAYNAUD JOSETTE	4 111,00	
MADAME REY GENEVIEVE	1 888,00	
MADAME REYNAUD MICHELLE	1 358,00	
MADAME RIVET VERONIQUE	4 744,00	
MADAME ROCHE YVONNE	3 166,00	
MADAME ROLLAND DENISE	7 393,00	
MADAME SABATIER JEANINE	2 901,00	
MADAME SANIARD MELINE	42,00	
MADAME SIGAUD PAULETTE	3 519,00	
MADAME TAUREAU MADELEINE	4 744,00	
MADAME TAVERNIER BERNADETTE	9 992,00	
MADAME TILLON ODILE	2 550,00	
MADAME VEYSSEYRE LEONIE	2 250,00	
MADAME VIGNAL PIERRETTE	3 056,00	
MALEYSSON RENE	1 490,00	
MALLET PIERRE	2 601,00	
MARAN PIERRE	2 700,00	
MARGERIT FRANCOIS	19 626,00	
MONSIEUR BARD JEAN LOUIS	3 583,00	
MONSIEUR BAYON DE LA TOUR GILLES	15 000,00	
MONSIEUR BEAUD DE BRIVE JEAN LOUIS	8 400,00	
MONSIEUR BERNARD DAMIEN	42,00	
MONSIEUR BOIRON GUSTAVE	3 623,00	
MONSIEUR BONNEBOUCHE JEAN FRANCOIS LOURSEYRE MAGALI	3 915,00	
MONSIEUR CAMUS FRANCOIS	42,00	
MONSIEUR CHATELIN DUAN	42,00	
MONSIEUR COURT ROGER	1 848,00	
MONSIEUR CROZE MAXIME	492,80	
MONSIEUR DAURELLE PASCAL	4 804,00	
MONSIEUR DEBBACHE ABDELMALEK	42,00	
MONSIEUR DELDON JOEL	2 047,00	
MONSIEUR DUCHET JEAN PIERRE	1 655,00	
MONSIEUR GALLET DE SANTERRE JACQUES	3 394,50	
MONSIEUR GAYDON JEAN CLAUDE	421,00	
MONSIEUR GIRAUDIER PIERRE	84,00	
MONSIEUR GIRE FRANCK	1 115,40	
MONSIEUR LIMA ALEXANDRE	42,00	
MONSIEUR LONJON PHILIPPE	19 961,00	
MONSIEUR MARTIN ANDRE	1 958,00	
MONSIEUR MOUTTE MICHEL	2 102,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
MONSIEUR MUSSARD JULES	2 296,00	
MONSIEUR OLLIVIER JOHAN	4 767,00	
MONSIEUR OYONARTE FREDERIC	42,00	
MONSIEUR PEYRON MARC	42,00	
MONSIEUR PRALONG MARC	1 985,00	
MONSIEUR ROUCHON JEAN BAPTISTE	7 835,00	
MONSIEUR ROUX YVES	346,50	
MONSIEUR SOUVIGNET MICHEL	459,00	
MONSIEUR SURREL MARIA	2 063,00	
MONSIEUR TRACOL BRUNO	326,00	
MOULIN JOSEPH	4 313,00	
PELISSE JEAN MARIE	1 351,00	
PETIT DENIS	2 925,00	
PEYRARD LOUIS	2 283,00	
PICQ PIERRE	2 201,00	
RANCON BERNARD	6 429,00	
REGNIER JOSEPH	2 250,00	
ROUSSET FREDERIC	1 609,00	
VEY JOSEPH	4 313,00	
VEYRADIER GUY	2 750,00	
VEYSSEYRE BERNARD	1 659,00	
VIALLETON GUY	3 600,00	
VIGOUROUX CHRISTIAN	13 008,00	
VIGOUROUX ELIE	1 394,00	
Autres	3 474 650,23	
3P PROFIL	10 861,00	
AEP GROUP	82 500,00	
AMIF	37 746,00	
ART TENCOIS	14 107,00	
ASS INTER PARCS DU MASSIF CE	3 382,00	
AU PETIT BAZAR	5 000,00	
AUVERGNE RHONE ALPES TOURISM	14 000,00	
BEMT	26 474,00	
BIOSYL AUVERGNE	102 400,00	
BNI	42 400,00	
CAD PROMOTONS	62 279,20	
CAMPUS26	12 414,00	
CC	16 701,00	
CHAMBRE AGRICULTURE HAUTE LO	1 725,00	
CLADEM	22 500,00	
CMM IMMOBILIER	8 333,00	
COGRA QUARANTE HUIT	160 000,00	
CONFEDERATION FR L ENCADREMENT CGC CFE CGC UD 43	671,00	
CVA IMMOBILIER	27 722,00	
DAVID ET CO	61 847,20	
DESROIS	18 416,00	
DG	16 295,00	
DIMMO	48 098,00	
EARL DES FLEURS SAUVAGES	3 539,80	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
EARL DES GROSEILLOUS	1 386,00	
EL GUILHOT	4 980,00	
ELAG43 SAS EL AKKIOU	48 444,00	
ETABLISSEMENTS PIERRE CHAUSS CHAUSSSENDE PNEUS	49 225,00	
FAYOLLE DUBOIS	56 075,00	
FCP IMMO	14 070,50	
FDF BEYSSAC IMMO	4 188,00	
FONDATION DU PATRIMOINE	10 000,00	
GAEC A L ETABLE DU MEZENC	2 509,10	
GAEC AGREE DES 2 VALLAIT	450,00	
GAEC DE LA CISTRE	1 755,60	
GAEC DE LA FREYDEYRE	3 520,00	
GAEC DES BOUINES DEMARS JOEL ET FABIENNE	2 200,00	
GAEC DES CALARDS BERAUD	25 284,00	
GAEC DU PIROU	540,00	
GAEC LA LAITIERE DU MEZENC	614,90	
GAEC RECONNU DES BOUTIERES	684,20	
GAILLARD CAMPING	23 170,00	
GESTION MAISON ACCUEIL ST OD MARPA SAINT ODILON	6 565,71	
GIRARD LOGISTIQUE	160 000,00	
GROUPEMENT ELEVEURS PORCS VE AUVERGNE	1 998,00	
HTJB	44 028,00	
IMMO 43	54 642,00	
JET CUT IMMOBILIER	120 000,00	
JEUNES AGRICULTEURS HAUTE LO	14 528,00	
JVMA	37 746,00	
LA BERGERIE	3 918,00	
LA BRIVADOISE	48 600,00	
LA COMEDIE DE SAINT ETIENNE	20 000,00	
LA FOSSETTE	11 990,61	
LABESSE INVEST	12 782,60	
LADouble LAMBARD	13 035,00	
LE VALLON DES PINS	51 220,00	
LVA	14 696,00	
MAUCHAUFFEE VANHEEGHE IMMOBI	39 393,00	
MAYOUX LIOGIER	41 277,00	
MEGA EUROPE IMMOBILIER	24 750,00	
MEMORIAL DE LA SHOAH	10 000,00	
METHA PRATCLAUX	3 370,00	
MEYGALITHE	1 425,00	
MOBILIERS DES BERGES DE LA L	3 249,00	
MONT MOUCHET	2 163,00	
MPA INDUSTRIE	110 000,00	
NSI	8 425,80	
OREO IMMO	48 109,00	
OUILLOON CHAPUIS IMMOBILIERS	19 270,00	
PDC LES CROIZETTES	2 194,40	
PEM	51 935,00	
PHP PHILIPPE	46 477,00	
R C G L	42 350,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
SABAROT WASSNER	137 627,50	
SABY IMMOBILIER	19 080,00	
SARL CLOS DES TILLEULS	14 074,00	
SARL EKTRO	20 412,00	
SARL GARAGE ABRIAL AGENT PEUGEOT	5 349,00	
SARL ROCHER PERE ET FILS	37 894,00	
SAS ROCHE PIERRE	26 398,00	
SCI ANEV	7 969,00	
SCI DU SOLEIL	1 600,00	
SCI EDDIE ET MARTIN	37 200,00	
SCI EMDASA	5 375,00	
SCI EN NA	26 954,00	
SCI EUREKA	25 600,00	
SCI JAS	43 700,00	
SCI JFCP	21 317,00	
SCI L ETOILE	42 400,00	
SCI LAPRADE 19	27 280,00	
SCI LAU GMEA	21 459,00	
SCI LE CROUZET	102 200,00	
SCI LE DOMAINE DU FIEU	27 479,00	
SCI LES PINS	88 000,00	
SCI MALOSSE	5 895,00	
SCI MATTIMMO	9 177,00	
SCI PATURAL LED	35 832,00	
SCI PRESSI IMMO	10 099,00	
SCI R M E	7 550,00	
SCI SPS CELLE	49 973,60	
SIBIMMO	32 400,00	
SIVANO	14 354,02	
SOC COOP ABATTOIRS YSSINGEAU ABATTOIR SOCABY	3 123,59	
SOC EXPL ABATTOIR DE BRIOUDE ABATTOIR MUNICIPAL	10 403,70	
THIMI	65 680,00	
THT	65 300,00	
TJS IMMO	101 337,00	
UNITE SELECT RACES OVINES DE GIE US ROM	57 447,00	
VAREMAR	2 700,00	
VELAY GLASS IMMOBILIER	128 000,00	
VELAY IMMO	6 468,20	
WRBS IMMOBILIER	10 897,00	
Personnes de droit public	19 156 395,39	
Etat	0,00	
Régions	50 214,70	
REGION AUVERGNE RHONE ALPES	50 214,70	
Départements	223 560,27	
HAUTE LOIRE INGENIERIE DEPARTEMENT DE HAUTE LOIRE	40 854,70	
VILLAGE DE VACANCES DES ESTA DEPARTEMENT DE LA HAUTE LOIR	182 705,57	
Communes	5 810 173,18	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
COMM ST CHRISTOPHE SUR DOLAI	18 226,00	
COMM ST GENEYS PRES ST PAULI	21 452,00	
COMM STE EUGENIE DE VILLENEU	290,23	
COMMUNE D ESPLANTAS VAZEILLE	20 000,00	
COMMUNE DE AGNAT	10 000,00	
COMMUNE DE ALLEGRE	38 322,34	
COMMUNE DE ALLEYRAC	50 718,00	
COMMUNE DE ALLY	7 481,50	
COMMUNE DE ARAULES	55 259,00	
COMMUNE DE ARLEMPDES	4 851,00	
COMMUNE DE ARLET	6 713,00	
COMMUNE DE ARSAC EN VELAY	23 424,00	
COMMUNE DE AUREC SUR LOIRE	247 578,00	
COMMUNE DE AUVERS	1 041,28	
COMMUNE DE AUZON	30 374,00	
COMMUNE DE BARGES	21 251,00	
COMMUNE DE BAS EN BASSET	36 546,00	
COMMUNE DE BEAULIEU	9 570,00	
COMMUNE DE BEAUX	18 470,00	
COMMUNE DE BELLEVUE LA MONTA	17 975,00	
COMMUNE DE BERBEZIT	14 664,80	
COMMUNE DE BLANZAC	15 976,00	
COMMUNE DE BLASSAC	30 822,00	
COMMUNE DE BLAVOZY	34 833,00	
COMMUNE DE BLESLE	51 500,00	
COMMUNE DE BONNEVAL	8 587,63	
COMMUNE DE BORNE	15 054,00	
COMMUNE DE BRIOUDE	85 250,00	
COMMUNE DE BRIVES CHARENSAC	185 945,16	
COMMUNE DE CAYRES	2 985,00	
COMMUNE DE CEYSSAC	50 000,00	
COMMUNE DE CHADRAC	20 000,00	
COMMUNE DE CHADRON	9 924,00	
COMMUNE DE CHAMBEZON	20 000,00	
COMMUNE DE CHAMPCLAUDE	3 793,00	
COMMUNE DE CHANALEILLES	40 482,85	
COMMUNE DE CHANIAT	4 500,00	
COMMUNE DE CHANTEUGES	20 000,00	
COMMUNE DE CHARRAIX	69,69	
COMMUNE DE CHASPINHAC	15 632,50	
COMMUNE DE CHASPUZAC	16 000,00	
COMMUNE DE CHAUDEYROLLES	2 125,00	
COMMUNE DE CHAZELLES	4 891,00	
COMMUNE DE CHENEREILLES	11 405,00	
COMMUNE DE CHILHAC	8 840,00	
COMMUNE DE CHOMELIX	36 052,00	
COMMUNE DE CISTRIERES	16 000,00	
COMMUNE DE COHADE	7 600,00	
COMMUNE DE COSTAROS	95 560,00	
COMMUNE DE COUBON	55 310,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
COMMUNE DE CRAPONNE SUR ARZO	75 423,22	
COMMUNE DE CUSSAC SUR LOIRE	50 000,00	
COMMUNE DE DESGES	4 674,56	
COMMUNE DE DOMEYRAT	9 438,00	
COMMUNE DE DUNIERES	39 300,00	
COMMUNE DE ESPALEM	19 090,00	
COMMUNE DE ESPALY SAINT MARC	35 528,00	
COMMUNE DE FONTANNES	15 000,00	
COMMUNE DE FREYCENET LA CUCH	1 000,00	
COMMUNE DE FREYCENET LA TOUR	21 292,00	
COMMUNE DE FRUGERES LES MINE	20 000,00	
COMMUNE DE FRUGIERES LE PIN	5 723,00	
COMMUNE DE GRAZAC	130 547,00	
COMMUNE DE GRENIER MONTGON	4 148,00	
COMMUNE DE JAX	18 610,00	
COMMUNE DE JULLIANGES	19 368,00	
COMMUNE DE LA CHAISE DIEU	161 577,40	
COMMUNE DE LA CHAPELLE BERTI	20 000,00	
COMMUNE DE LA CHAPELLE D AUR	28 632,00	
COMMUNE DE LANDOS	117 755,00	
COMMUNE DE LANGEAC	90 620,60	
COMMUNE DE LAPTE	42 755,00	
COMMUNE DE LAUSSONNE	16 000,00	
COMMUNE DE LAVAL SUR DOULON	10 000,00	
COMMUNE DE LAVOUTE CHILHAC	6 317,09	
COMMUNE DE LAVOUTE SUR LOIRE	8 876,00	
COMMUNE DE LE BOUCHET ST NIC	18 519,00	
COMMUNE DE LE BRIGNON	69 441,00	
COMMUNE DE LE CHAMBON SUR LI	57 416,34	
COMMUNE DE LE MAS DE TENCE	16 412,00	
COMMUNE DE LE MONTEIL	12 799,00	
COMMUNE DE LE PERTUIS	47 954,00	
COMMUNE DE LE PUY EN VELAY	80 696,00	
COMMUNE DE LEMPDES SUR ALLAG	66 038,00	
COMMUNE DE LES ESTABLES	9 285,00	
COMMUNE DE LES VASTRES	1 000,00	
COMMUNE DE LORLANGES	31 530,00	
COMMUNE DE LOUDES	17 725,00	
COMMUNE DE MALVALETTE	93 909,00	
COMMUNE DE MALVIERES	20 000,00	
COMMUNE DE MAZERAT AUROUZE	10 000,00	
COMMUNE DE MAZET SAINT VOY	2 608,00	
COMMUNE DE MAZEYRAT D ALLIER	60 000,00	
COMMUNE DE MEZERES	9 062,00	
COMMUNE DE MONISTROL SUR LOI	69 090,00	
COMMUNE DE MONLET	18 557,00	
COMMUNE DE MONTFAUCON EN VEL	3 912,00	
COMMUNE DE MONTREGARD	11 267,07	
COMMUNE DE MOUDEYRES	1 261,00	
COMMUNE DE OUIDES	14 457,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
COMMUNE DE PAULHAC	54 000,00	
COMMUNE DE PINOLS	25 304,88	
COMMUNE DE POLIGNAC	28 403,00	
COMMUNE DE PONT SALOMON	81 811,00	
COMMUNE DE PRADELLES	21 169,00	
COMMUNE DE PRADES	28 995,64	
COMMUNE DE PRESAILLES	1 322,00	
COMMUNE DE RAUCOULES	23 927,00	
COMMUNE DE RAURET	21 644,00	
COMMUNE DE RETOURNAC	63 060,00	
COMMUNE DE RIOTORD	32 842,00	
COMMUNE DE ROCHE EN REGNIER	20 000,00	
COMMUNE DE ROSIERES	1 038,00	
COMMUNE DE SAINT ARCONS D AL	45 000,00	
COMMUNE DE SAINT AUSTREMOINE	16 704,30	
COMMUNE DE SAINT BEAUZIRE	18 632,00	
COMMUNE DE SAINT BERAIN	13 283,00	
COMMUNE DE SAINT FRONT	3 206,00	
COMMUNE DE SAINT GEORGES D A	630,00	
COMMUNE DE SAINT HAON	59 896,00	
COMMUNE DE SAINT HOSTIEN	24 133,00	
COMMUNE DE SAINT ILPIZE	5 853,00	
COMMUNE DE SAINT JEAN DE NAY	10 000,00	
COMMUNE DE SAINT JEAN LACHAL	3 224,00	
COMMUNE DE SAINT JEURES	14 521,00	
COMMUNE DE SAINT JULIEN DU P	19 970,00	
COMMUNE DE SAINT PAULIEN	33 380,00	
COMMUNE DE SAINT PIERRE DU C	15 247,00	
COMMUNE DE SAINT ROMAIN LACH	30 000,00	
COMMUNE DE SAINT VENERAND	12 173,00	
COMMUNE DE SAINT VERT	15 906,00	
COMMUNE DE SAINT VIDAL	20 000,00	
COMMUNE DE SAINT VINCENT	3 065,00	
COMMUNE DE SAINTE FLORINE	88 782,00	
COMMUNE DE SAINTE SIGOLENE	36 114,00	
COMMUNE DE SALZUIT	2 352,00	
COMMUNE DE SANSSAC L EGLISE	7 500,00	
COMMUNE DE SAUGUES	13 640,00	
COMMUNE DE SEMBADEL	30 700,00	
COMMUNE DE SENEJOLS	3 989,75	
COMMUNE DE SIAUGUES SAINTE M	49 247,62	
COMMUNE DE SOLIGNAC SOUS ROC	14 036,00	
COMMUNE DE SOLIGNAC SUR LOIR	80 000,00	
COMMUNE DE ST ANDRE DE CHALE	10 000,00	
COMMUNE DE ST ARCONS DE BARG	17 467,00	
COMMUNE DE ST DIDIER SUR DOU	24 024,22	
COMMUNE DE ST ETIENNE DU VIG	4 434,05	
COMMUNE DE ST ETIENNE SUR BL	16 547,00	
COMMUNE DE ST GEORGES LAGRIC	10 000,00	
COMMUNE DE ST JULIEN CHAPTEU	21 967,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
COMMUNE DE ST JULIEN MOLHESA	1 063,00	
COMMUNE DE ST MARTIN DE FUGE	17 405,00	
COMMUNE DE ST MAURICE DE LIG	60 261,89	
COMMUNE DE ST PAL DE CHALENC	89 535,00	
COMMUNE DE ST PRIVAT DU DRAG	103 807,92	
COMMUNE DE ST VICTOR MALESCO	9 232,00	
COMMUNE DE TAILHAC	119,41	
COMMUNE DE TENCE	79 000,00	
COMMUNE DE THORAS	48 488,24	
COMMUNE DE TIRANGES	16 444,00	
COMMUNE DE TORSIAC	10 046,00	
COMMUNE DE VALS LE CHASTEL	20 000,00	
COMMUNE DE VARENNES ST HONOR	18 081,00	
COMMUNE DE VAZEILLES LIMANDR	39 650,00	
COMMUNE DE VENTEUGES	20 000,00	
COMMUNE DE VERGEZAC	14 979,00	
COMMUNE DE VERGONGHEON	41 212,00	
COMMUNE DE VEZEZOUX	67 670,00	
COMMUNE DE VIEILLE BRIOUDE	14 875,00	
COMMUNE DE VIELPRAT	21 662,00	
COMMUNE DE VILLENEUVE D ALLI	20 000,00	
COMMUNE DE VOREY	13 537,00	
COMMUNE DE YSSINGEAUX	488 161,00	
COMMUNE DESAINT JEAN D AUBRI	36 000,00	
COMMUNE MONASTIER SUR GAZEIL	121 845,00	
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)	13 072 447,24	
AGENCE DE SERVICES ET PAIEME DR ASP AUVERGNE	467 535,57	
ASSAINISSEMENT COMM AGGLOMERATION PUY EN VE	187 705,00	
AUVERGNE NUMERIQUE REGIE AUVERGNE NUMERIQUE	1 579 632,00	
CENTRE HOSPITALIER D YSSINGE	14 886,59	
CENTRE HOSPITALIER DE LANGEA CTRE HOSPITALIER PIERRE GALL	35 410,34	
CENTRE HOSPITALIER DU PUY CENTRE DE LONG SEJOUR	7 123,75	
COLLEGE BORIS VIAN	550,00	
COLLEGE DE LA LIONCHERE	4 598,40	
COLLEGE DES GORGES DE LA LOI	323,63	
COLLEGE DES HAUTS DE L ARZON	312,09	
COLLEGE DU HAUT ALLIER	750,00	
COLLEGE DU LIGNON	11 394,73	
COLLEGE DU MONT BAR	400,00	
COLLEGE JEAN MONNET	2 569,59	
COLLEGE JOACHIM BARRANDE	2 000,00	
COLLEGE JULES ROMAINS	1 075,00	
COLLEGE JULES VALLES LE PUY EN VELAY	1 200,00	
COLLEGE LAFAYETTE	3 237,00	
COLLEGE LAURENT EYNAC	5 000,00	
COLLEGE LE MONTEIL	1 297,50	
COLLEGE MARGUERITE THOMAS	712,50	
COLLEGE PUBLIC HENRI POURRAT	2 001,50	
COLLEGE ROBERT LOUIS STEVENS	4 776,07	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
COLLEGE ROGER RUEL	2 170,46	
COLLEGE VAL DE SENOUIRE	2 324,73	
COM COMMUNES MARCHES VELAY R	38 122,00	
COM COMMUNES MEZENC LOIRE ME	93 776,00	
COMM COMMUNES RIVES HAUT ALL	274 841,40	
COMMUNAUTE AGGLO DU PUY EN V	473 122,00	
COMMUNAUTE COM AUZON COMMUNA	8 187,50	
COMMUNAUTE COM PAYS MONTFAUC	216 859,21	
COMMUNAUTE COMM BRIOUDE SUD	136 098,00	
COMMUNAUTE COMM CAYRES PRADE	532 525,00	
COMMUNAUTE COMM LOIRE ET SEM	177 621,34	
COMMUNAUTE DE COMMUNES DES S	136 136,68	
COMMUNAUTE DE COMMUNES HT LI	86 474,00	
CTRE HOSPITALIER SECTEUR BRI	33 000,00	
CTRE REG AUVERG INFO GEOGRAP	7 800,00	
DRFIP AUV RHONE ALPES ET RHO	60 000,00	
EAU COMM AGGLOMERATION PUY EN VE	4 013,00	
ECOLE INTERCOM MUSIQUE VAL A	23 563,00	
EHPAD CHANTE ALOUETTE CENTRE HOSPITALIER CRAPONNE	13 154,10	
EHPAD CTRE HOSPITALIER EMILE ROUX	8 000,00	
EHPAD LES TERRASSES LA GAZEI	7 307,78	
EHPAD MARC ROCHER	12 068,82	
EHPAD MONISTROL SUR LOIRE L AGE D OR	11 587,36	
EHPAD RUESSUM	36 753,99	
EHPAD SAINT CHRISTOPHE	8 000,00	
EHPAD SAINT JACQUES	5 000,00	
EPAGE LOIRE LIGNON	25 349,17	
ETS PUB FONCIER SMAF AUVERGN	22 389,00	
MAISON DE RETRAITE	4 593,60	
MAISON DE RETRAITE DE TENCE	17 472,85	
MAISON DE RETRAITE PUB ST JU	24 916,88	
MAISON RETR FOYER VERT BOCAG	5 000,00	
MAISON RETRAITE	11 133,62	
OFFICE TOURISME INTERCOMM GO	410,00	
OPH DE LA HAUTE LOIRE	3 600,00	
PARC NATUREL REGIONAL LIVRAD	68 278,00	
RESEAU CANOPE	20 000,00	
SEC ETAT AUPRES MINISTRE ECO SERVICES DE L ETAT	4 944 000,00	
SERVICE DEP INCENDIE ET SECO	1 126 590,25	
SIVOM DE FLEUVE EN VALLEES	5 445,20	
SIVOM DU PAYS DE LOUDES	40 000,00	
SM CONSERVATOIRE BOTANIQUE NATIONAL DU MASSIF CENTRAL SYNDICAT MIXTE POUR LA CREAT	144 000,00	
SM D AMENAGEMENT DU HAUT ALL	16 215,10	
SM DU PROJET CHAISE DIEU	830 700,00	
SM ETABLISSEMENT PUB LOIRE	52 114,27	
SM GESTION AERODROME PUY EN	205 333,35	
SYDEC ALLIER ALLAGNON	418 763,00	
SYN INTERCOMMUNAL DES EAUX D VENTEUGES	14 818,00	
SYND EAUX DE FAY SUR LIGNON VASTRES	3 170,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
SYND INTER COM DE LA SOURCE BOUCHET	46 065,00	
SYND INTERCOM DES EAUX DU DO	10 256,54	
SYND INTERCOM EAUX DU CEZALL	22 056,37	
SYND INTERCOMM EAUX DE FONTA	11 224,00	
SYND MIXTE PARC NATUREL REG DES MONTS D'ARDECHE	23 043,32	
SYNDICAT DES EAUX DE L ARMAN	44 276,20	
SYNDICAT DES EAUX DE LA SEME SELL	121 731,00	
SYNDICAT DES EAUX DE MONTREG	6 770,00	
SYNDICAT EAU ASSAINISS AUTEY	5 215,00	
SYNDICAT INTERCOM EAUX COUTE SI DES EAUX DE COUTEUGES	28 431,89	
UNIVERS JEAN MONNET ST ETIE MAISON DE L UNIVERSITE	6 088,00	
Autres	0,00	

IV- ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – LISTE DES SUBVENTIONS VERSEES PAR LE DEPARTEMENT AUX COMMUNES	D2.3

SUBVENTIONS VERSEES PAR LE DEPARTEMENT AUX COMMUNES (article L. 3312-5 du CGCT)

(1) Ouvrir un tableau par commune bénéficiant d'une ou de plusieurs subventions versées par le département.

(2) Détailler le numéro d'article.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	D3.1

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LE DEPARTEMENT

DESIGNATION DES ORGANISMES	Date d'adhésion	Mode de participation	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-1 du CGCT)			
Autres organismes de regroupement			
Marque Auvergne			3 000,00
Centre Régional Auvergnat Info Géographique (CRAIG)			11 700,00
Association des bibliothécaires de France (ABF)			260,00
Club des utilisateurs ORPHEE			200,00
ACIM Association Coop Prof Musicale			60,00
AMORCE			751,00
MACEO			4 700,00
VVF Villages			400,00
Auvergne Rhône Alpes Entreprises			1 000,00
Réseau des grands sites de France			1 000,00
Association des Départements de France (ADF)			17 749,06
Association nationale des élus de la montagne (ANEM)			16 728,00
ASERDEL			4 191,00
Routes historiques des châteaux d'Auvergne			650,00
Auvergne Rhône Alpes livre et lecture			60,00
Réseau des acheteurs hospitaliers			3 750,00

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES	D3.2

LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	D3.3

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social...

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D3.4

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	D4

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	116 952 358,29	74 894 175,99	0,00	42 058 182,30
RECETTES	116 952 358,29	70 938 562,09	0,00	46 013 796,20
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	277 273 131,36	241 537 800,38	0,00	35 735 330,98
RECETTES	277 273 131,36	268 236 458,36	0,00	9 036 673,00

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budgets)

BUDGET ACCUEIL PROTECTION ENFANCE – N° SIRET : 22430001200107				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	74 900,00	53 416,59	0,00	21 483,41
RECETTES	74 900,00	75 678,89	0,00	-778,89
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	8 269 288,24	8 164 543,32	0,00	104 744,92
RECETTES	8 269 288,24	8 164 901,56	0,00	104 386,68

BUDGET HAUTE LOIRE INGENIERIE – N° SIRET : 22430001200115				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	97 000,00	96 313,50	0,00	686,50
RECETTES	97 000,00	96 313,50	0,00	686,50
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	1 045 510,00	977 702,05	0,00	67 807,95
RECETTES	1 045 510,00	977 702,05	0,00	67 807,95

BUDGET TVA IMMOBILIERE SAUVAGE – N° SIRET : 22430001200131				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	198 914,24	93 853,79	0,00	105 060,45
RECETTES	198 914,24	81 027,00	0,00	117 887,24
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	159 161,73	140 939,07	0,00	18 222,66
RECETTES	159 161,73	142 300,80	0,00	16 860,93

BUDGET TVA IMMOBILIERE VILLAGE DE VACANCES ESTABLES – N° SIRET : 22430001200149				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	409 275,58	263 636,32	0,00	145 639,26
RECETTES	409 275,58	258 595,15	0,00	150 680,43
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	242 600,00	206 688,25	0,00	35 911,75
RECETTES	242 600,00	273 405,00	0,00	-30 805,00

BUDGET FONDS SOLIDARITE LOGEMENT – N° SIRET : 22430001200156				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	1 192 463,32	743 847,06	0,00	448 616,26
RECETTES	1 192 463,32	771 028,79	0,00	421 434,53

(1) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (Avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	117 732 448,11	75 401 396,19	0,00	42 331 051,92
RECETTES	117 732 448,11	71 450 176,63	0,00	46 282 271,48
FONCTIONNEMENT				

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
DEPENSES	288 182 154,65	251 771 520,13	0,00	36 410 634,52
RECETTES	288 182 154,65	278 565 796,56	0,00	9 616 358,09

(1) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	D4

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES
(Cf. liste des principales opérations en annexe de la M52) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES
(Après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	117 732 448,11	75 401 396,19	0,00	42 331 051,92
RECETTES	117 732 448,11	71 450 176,63	0,00	46 282 271,48
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	288 182 154,65	251 771 520,13	0,00	36 410 634,52
RECETTES	288 182 154,65	278 565 796,56	0,00	9 616 358,09
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	405 914 602,76	327 172 916,32	0,00	78 741 686,44
TOTAL GENERAL DES RECETTES	405 914 602,76	350 015 973,19	0,00	55 898 629,57

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – EMPLOI DES CREDITS COMMUNAUTAIRES DANS LE CADRE DE LA SUBVENTION GLOBALE	D5

FONDS EUROPEENS RECUS ET REVERSES PAR LA COLLECTIVITE GESTIONNAIRE (reproduire l'annexe par fonds européen géré)

Libellé du fonds européen géré : Fonds Social Européen (FSE)

I – AU TITRE DES MESURES GERES SOUS FORME DE SUBVENTIONS GLOBALES

RECETTES (fonds versés par l'Etat à la région)

Objet	Article (1)	Montant
TOTAL		0.00

**DEPENSES (aides communautaires versées directement aux bénéficiaires)
En cas de recouvrement de sommes indues, les faire apparaître en dépenses négatives**

Titre de la mesure	Bénéficiaires (nom de l'entreprise, de l'association, de la collectivité gestionnaire (2))	Libellé de l'opération	Article (1)	Montant (3)
Fonds Social Européen (FSE)	CCAS du Puy en Velay	Convention FSE 2019 solde	65735	3 557,86
Fonds Social Européen (FSE)	Commune de Bonneval	Convention FSE 2019 solde	65734	8 587,63
Fonds Social Européen (FSE)	EPAGE LOIRE LIGNON	Convention FSE 2019 solde	65735	17 372,90
Fonds Social Européen (FSE)	CC Rives du Haut Allier	Convention FSE 2020 solde	65734	80 828,40
Fonds Social Européen (FSE)	FIT	Convention FSE 2021 1er acompte	6574	53 994,49
Total des aides versées par la collectivité gestionnaire				164 341,28

DEPENSES JUSTIFIEES PAR LES BENEFICIAIRES (3)

II – AU TITRE DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE (5)

Montant des recettes		Dépenses d'assistance technique justifiées par l'organisme intermédiaire (6)				
Article (1)	Montant	Mesure	Libellé de l'opération	Emetteurs (4)	Date d'acquittement de la facture	Montant
TOTAL	0,00				TOTAL	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

(2) La collectivité gestionnaire peut être bénéficiaire des fonds lorsqu'elle est maître d'ouvrage.

(3) Hors dépenses d'assistance technique.

(4) Les justificatifs aux dépenses peuvent provenir de plusieurs émetteurs pour la même opération.

(5) Dans ce cas, la collectivité gestionnaire est bénéficiaire des fonds.

Les informations seront extraites de PRESAGE.

IV – ANNEXES	IV
DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS DIRECTES ET INDIRECTES	E1

TAUX DES CONTRIBUTIONS DIRECTES ET INDIRECTES

	Base notifiée (si connue à la date de vote) ou assiettes	Variation des bases ou assiettes / (N-1)	Taux ou coefficient multiplicateur appliqué par décision du conseil général	Variation du taux / N-1	Produit voté par le conseil général	Variation du produit / N-1
Taxe foncières sur les propriétés bâties	0,00	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00	0,00 %
Taxe destinée au financement des dépenses des conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement	0,00	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00	0,00 %
Taxe départementale des espaces naturels sensibles	0,00	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00	0,00 %
Taxe départementale de publicité foncière et droit départemental d'enregistrement	0,00	0,00 %	4,50 %	0,00 %	25 500 000,00	33,54 %
Taxe sur la consommation finale d'électricité	0,00	0,00 %	4,25	0,00 %	2 125 000,00	0,00 %
Taxe sur les remontées mécaniques	0,00	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00	0,00 %
Taxe d'aménagement	0,00	0,00 %	1,00 %	0,00 %	525 000,00	0,00 %
Total des contributions directes et indirectes	0,00	0,00 %			28 150 000,00	0,00 %

(1) Détailler les taxes pour lesquelles le département a un pouvoir de modulation du taux.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	E2

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),

A , le

,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) L'assemblée délibérante étant : (indiquer la nature de l'assemblée délibérante : conseil général, conseil syndical...).

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL GENERAL - DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 22430001200131

POSTE COMPTABLE : CHEF SGC LE PUY EN VELAY

M 52

Compte administratif (projet de budget)

voté par nature

BUDGET : PROJET CA 2021 BUDGET 06 SAUVAGE (3)

ANNEE 2021

(1) Indiquer soit « Département : nom du département », soit le libellé de l'établissement ou du syndicat (exemples : MDPH, libellé du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721- 2 du CGCT...).

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal (du département ou syndicat mixte) ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Pour mémoire : modalités de vote du budget	5
C1 - Exécution du budget de l'exercice - Résultats	6
C2 - Exécution du budget de l'exercice - RAR Dépenses	7
C3 - Exécution du budget de l'exercice - RAR Recettes	8

II - Présentation générale

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget	9
A2 - Equilibre financier du budget - Section d'investissement	10
A3 - Equilibre financier du budget - Section de fonctionnement	11
B1 - Balance générale - Dépenses	12
B2 - Balance générale - Recettes	13

III - Vote

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble - Dépenses / Recettes	14
A1.1 - Equipements départementaux - Dépenses non individualisées en programme	16
A1.2 - Equipements départementaux - Dépenses RMI / RSA	17
A1.3 - Equipements départementaux - Vue d'ensemble des chapitres de programme	18
A1.4 - Equipements départementaux - Chapitres de programme afférent à une autorisation de programme	19
A1.5 - Equipements départementaux - Chapitres de programme non compris dans une autorisation de programme	20
A2 - Equipements non départementaux	21
A3 - Dépenses financières	22
A4.1 - Recettes - Financement des équipements départementaux et non départementaux	23
A4.2 - Recettes - RMI / RSA	24
A4.3 - Recettes financières	25
A5 - Récapitulatif des opérations pour le compte de tiers	26
A6 - Section d'investissement - Opérations d'ordre entre sections	27
A7 - Section d'investissement - Opérations patrimoniales	28
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	29
B1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	31
B2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	33

IV - Annexes

A - Présentation croisée par fonction

A1 - Vue d'ensemble	35
A1/01 - Opérations non ventilées	41
A1/0 - Fonction 0 (sauf 01)	Sans Objet
A1/1 - Fonction 1	Sans Objet
A1/2 - Fonction 2	Sans Objet
A1/3 - Fonction 3	Sans Objet
A1/4 - Fonction 4	Sans Objet
A1/5 - Fonction 5	Sans Objet
A1/6 - Fonction 6	Sans Objet
A1/7 - Fonction 7	Sans Objet
A1/8 - Fonction 8	Sans Objet
A1/9 - Fonction 9	42

B - Eléments du bilan

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées	Sans Objet
B3 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	44
B7.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	45

B8 - Etat présentant le montant des recettes et des dépenses affectées aux services assujettis à la TVA ne faisant pas l'objet d'un budget annexe distinct du budget général	46
B9.1 - Variation du patrimoine (article R. 3313-7 du CGCT) - Entrées	47
B9.2 - Variation du patrimoine (article R. 3313-7 du CGCT) - Sorties	48
B9.3 - Etat des opérations liées aux cessions	49
B10.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées	Sans Objet
B10.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties	Sans Objet
B11.1 - Etat des immobilisations - Bâtiments scolaires et administratifs	Sans Objet
B11.2 - Etat des immobilisations - Constructions, installation et agencements (hors bâtiments scolaires)	Sans Objet
B11.3 - Etat des immobilisations - Installations techniques, matériels et outillage	Sans Objet
B11.4 - Etat des immobilisations - Autres immobilisations corporelles	Sans Objet
B11.5 - Etat des immobilisations - Immobilisations incorporelles	Sans Objet
B11.6 - Etat des immobilisations - Participations et créances rattachées à des participations	Sans Objet
B11.7 - Etat des immobilisations - Autres immobilisations financières	Sans Objet
B12 - Etat des travaux en régie	50
B13.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	Sans Objet
B13.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	Sans Objet
C - Engagements hors bilan	
C1.1 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
C1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	Sans Objet
C2 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
C3 - Etat des contrats de PPP	Sans Objet
C4 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
C5 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
C6 - Situation des autorisations de programme	Sans Objet
C7 - Situation des autorisations d'engagement	Sans Objet
C8 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
D - Autres éléments d'information	
D1.1 - Etat du personnel	Sans Objet
D1.2 - Actions de formation des élus	Sans Objet
D2.1 - Liste des organismes dans lesquels le département a pris un engagement financier	Sans Objet
D2.2 - Liste des concours attribués sous forme de prestations en nature ou de subventions	Sans Objet
D2.3 - Liste des subventions versées par le département aux communes	Sans Objet
D3.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
D3.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
D3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
D3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D4 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	52
D5 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale	Sans Objet
E - Décisions en matière de taux - Arrêté et signatures	
E1 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
E2 - Arrêté et signatures	56

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques			
		Valeurs	Valeurs
Population totale			Nombre de m ² de surface utile de bâtiments (5)
Longueur de la voirie départementale (en km)			Nombre d'organismes de coopération auxquels appartient le département

Informations fiscales (N-2)			
Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par habitant pour le département (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par catégorie (2)
Fiscal	Financier		

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et financier définis à l'article L. 3334-6 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Il s'agit du potentiel financier défini à l'article L. 3334-6-1 pour les départements urbains et R. 3334-3-1 du CGCT pour les départements non urbains. Le potentiel financier moyen par catégorie figure sur la fiche de la répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2.

Informations financières – ratios		Valeurs	Moyennes nationales
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population		
2	Produit des impositions directes/population		
3	Recettes réelles de fonctionnement/population		
4	Dépenses d'équipement brut/population		
5	Encours de dette/population (3) (4)		
6	DGF/population		
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (5)		
8	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital/recettes réelles de fonctionnement (5)		
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (5)		
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (3) (4) (5)		

(3) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31/12/N.

(4) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(5) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
POUR MEMOIRE : MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

POUR MEMOIRE

I – L'Assemblée délibérante a voté le budget :

- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement
 - (2) sans les programmes d'équipement listés en III-A1.3
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement
- (3) sans vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en investissement et en fonctionnement, et, en section d'investissement, sans chapitre de programme.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les programmes d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE – RESULTATS	C1

RESULTATS DE L'EXERCICE

	RESULTAT DE L'EXERCICE N			
	Mandats émis	Titres émis	Reprise résultats exercice antérieur (1)	Résultat ou solde (A) (1)
TOTAL DU BUDGET	234 792,86	223 327,80	97 852,51	A1 86 387,45
Investissement	93 853,79	81 027,00	(2) 99 214,24	A2 86 387,45
Dont 1068		0,00		
Fonctionnement	140 939,07	142 300,80	(3) -1 361,73	A3 0,00

(1) Indiquer le signe – si dépenses>recettes, et + si recettes>dépenses.

(2) Solde d'exécution de N-1 reporté sur la ligne budgétaire 001 du budget. Indiquer le signe – si dépenses>recettes, et + si recettes>dépenses.

(3) Résultat de fonctionnement N-1 reporté sur la ligne budgétaire 002 du budget (diminué de l'affectation au 1068 en N). Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

	RESTES A REALISER N (4)		
	Dépenses	Recettes	Solde (B) (5)
TOTAL des RAR	I+II 0,00	III+IV 0,00	B1 0,00
Investissement	I 0,00	III 0,00	B2 0,00
Fonctionnement	II 0,00	IV 0,00	B3 0,00

(4) A reporter au budget primitif ou au budget supplémentaire N+1.

(5) Indiquer le signe – si dépenses>recettes, et + si recettes>dépenses.

		RESULTAT CUMULE = (A)+(B) (6)
TOTAL	A1+B1	86 387,45
Investissement	A2+B2	86 387,45
Fonctionnement	A3+B3	0,00

(6) Si le montant est positif, il s'agit d'un excédent, si le montant est négatif, il s'agit d'un déficit.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap./art (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 0,00
010	Revenu minimum d'insertion	0,00
018	Revenu de solidarité active	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00
20	Immobilisations incorporelles(3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées(3)	0,00
21	Immobilisations corporelles(3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(3)	0,00
23	Immobilisations en cours(3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières(3)	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général(4)	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés(4)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00
65	Autres charges de gestion courante(4)	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles(4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées aux comptes 010 et 018.

(4) Hors dépenses imputées aux comptes 015, 016 et 017.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap./art (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 0,00
010	Revenu minimum d'insertion	0,00
018	Revenu de solidarité active	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement(3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles(3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées(3)	0,00
21	Immobilisations corporelles(3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5) (3)	0,00
23	Immobilisations en cours(3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières(3)	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
731	Impositions directes	0,00
74	Dotations, subventions et participations(4)	0,00
75	Autres produits de gestion courante(4)	0,00
013	Atténuations de charges(4)	0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels(4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées aux comptes 010 et 018.

(4) Hors recettes imputées aux comptes 015, 016 et 017.

II – PRESENTATION GENERALE	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	140 939,07	G	142 300,80
	Section d'investissement	B	93 853,79	H	81 027,00

		+		+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	1 361,73 (si déficit)	I	0,00 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	0,00 (si déficit)	J	99 214,24 (si excédent)

		=		=	
TOTAL EXERCICE (réalisations + reports N-1)		= A+B+C+D	236 154,59	= G+H+I+J	322 542,04

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	0,00	L	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	0,00	= K+L	0,00

RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	142 300,80	= G+I+K	142 300,80
	Section d'investissement	= B+D+F	93 853,79	= H+J+L	180 241,24
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	236 154,59	= G+H+I+J+K+L	322 542,04

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 3312.9 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 3312-8 du CGCT).

TOTAL DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE

	TOTAL DES MANDATS EMIS			TOTAL DES TITRES EMIS		
	RÉELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL	REELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL
INVESTISSEMENT	62 561,79	31 292,00	93 853,79	0,00	81 027,00	81 027,00
FONCTIONNEMENT	59 912,07	81 027,00	140 939,07	111 008,80	31 292,00	142 300,80
TOTAL REALISATIONS DE L'EXERCICE (1)	122 473,86	112 319,00	234 792,86	111 008,80	112 319,00	223 327,80

(1) Total des réalisations = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement. Les reports N-1 ne sont pas comptabilisés car ils sont réalisés d'office.

II – PRESENTATION GENERALE	II
EQUILIBRE FINANCIER – INVESTISSEMENT	A2

SECTION D'INVESTISSEMENT – REALISATIONS
(y compris les restes à réaliser N-1)

Chap.	Libellé	Mandats	Titres
010	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00
018	Revenu de solidarité active	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris programmes) (9)	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(9)	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris programmes) (9)	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (2) (y compris programmes) (9)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (y compris programmes) (9)	62 561,79	0,00
Total des réalisations d'équipement		62 561,79	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (7)	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (6) (9)	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (3)	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières(9)	0,00	0,00
Total des réalisations financières		0,00	0,00
45...	Total des opé. pour compte de tiers (4)	0,00	0,00
Total des réalisations réelles en investissement		62 561,79	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (1)	31 292,00	81 027,00
041	Opérations patrimoniales (1)	0,00	0,00
Total des réalisations d'ordre en investissement		31 292,00	81 027,00

TOTAL DES OPERATIONS D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE

TOTAL	I+III	93 853,79	II+IV	81 027,00
--------------	--------------	------------------	--------------	------------------

RESULTATS ANTERIEURS

001 Solde d'Exécution de la section d'investissement N-1 reporté	v	0,00	vi	99 214,24
1068 Excédents de fonctionnement capitalisés			vii	0,00

TOTAL CUMULE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

TOTAL DE LA SECTION	I+III+V	93 853,79	II+IV+VI+VII	180 241,24
SOLDE D'EXECUTION (recettes – dépenses) (8)				86 387,45

(1) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(2) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(2) A servir uniquement lorsque le département effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'il crée.

(3) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en III-A5).

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) En recettes, détail du 138.

(6) En recettes, sauf 1068.

(7) Mettre le signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

(8) Hors dépenses et recettes imputées aux chapitres 010 et 018.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – FONCTIONNEMENT	A3

SECTION DE FONCTIONNEMENT – REALISATIONS
(y compris les restes à réaliser et rattachements N-1)

MANDATS EMIS		TITRES EMIS	
OPERATIONS REELLES ET MIXTES			
011 Charges à caractère général(2)	10 414,12	70 Prod. services, domaine, ventes diverses	48 357,25
012 Charges de personnel et frais assimilés(2)	0,00	73 Impôts et taxes (sauf 731)	0,00
		731 Impositions directes	0,00
		74 Dotations, subventions et participations(2)	0,00
65 Autres charges de gestion courante (sauf 6586)(2)	0,00	75 Autres produits de gestion courante(2)	0,00
6586 Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		
014 Atténuations de produits	0,00	013 Atténuations de charges(2)	0,00
015 Revenu minimum d'insertion	0,00	015 Revenu minimum d'insertion	0,00
016 Allocation personnalisée d'autonomie	0,00	016 Allocation personnalisée d'autonomie	0,00
017 Revenu de solidarité active	0,00	017 Revenu de solidarité active	0,00
Total dépenses de gestion des services	10 414,12	Total recettes de gestion des services	48 357,25
66 Charges financières	0,00	76 Produits financiers	0,00
67 Charges exceptionnelles(2)	49 497,95	77 Produits exceptionnels(2)	62 651,55
68 Dotations amortissements et provisions(2)	0,00	78 Reprises amortissements et provisions (2)	0,00
022 Dépenses imprévues	0,00		
TOTAL DEPENSES REELLES ET MIXTES	I 59 912,07	TOTAL RECETTES REELLES ET MIXTES	II 111 008,80

OPERATIONS D'ORDRE (2)			
042 Opérations ordre transf. entre sections	81 027,00	042 Opérations ordre transf. entre sections	31 292,00
043 Opérations ordre intérieur de la section	0,00	043 Opérations ordre intérieur de la section	0,00
TOTAL DEPENSES D'ORDRE	III 81 027,00	TOTAL RECETTES D'ORDRE	IV 31 292,00

TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE	I+III	140 939,07	TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE	II+IV	142 300,80
---	-------	-------------------	---	-------	-------------------

RESULTAT REPORTE DE N-1					
002 Résultat de fonctionnement reporté	V	1 361,73	002 Résultat de fonctionnement reporté	VI	0,00

TOTAL DES DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	I+III+V	142 300,80	TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	II+IV+VI	142 300,80
---	---------	-------------------	---	----------	-------------------

SOLDE D'EXECUTION (recettes – dépenses) (1)	0,00
--	-------------

(1) Mettre le signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

(2) Hors dépenses et recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

II – PRESENTATION GENERALE	II
BALANCE GENERALE – DEPENSES	B1

MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement(7)	0,00	31 292,00	31 292,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(5) 0,00		0,00
	Total des programmes d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (7)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (7)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles(3) (7)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(3) (7)	(6) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(3) (7)	62 561,79	0,00	62 561,79
010	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00
018	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières(7)	0,00	0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations (reprises)</i>		0,00	0,00
3...	<i>Stocks et en-cours</i>		0,00	0,00
19	<i>Neutral. et régul. d'opérations</i>		0,00	0,00
45	Total des opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à rép. sur plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
Dépenses d'investissement –Total		62 561,79	31 292,00	93 853,79

Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté	0.00
---	-------------

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
011	Charges à caractère général(8)	10 414,12		10 414,12
012	Charges de personnel et frais assimilés(8)	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00		0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00		0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks</i>		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante(sauf 6586) (8)	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles(8)	49 497,95	0,00	49 497,95
68	Dot. aux amortissements et provisions(8)	0,00	81 027,00	81 027,00
71	<i>Production stockée (ou déstockage)</i>		0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement –Total		59 912,07	81 027,00	140 939,07

Pour information D 002 Résultat négatif reporté	1 361,73
--	-----------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaire.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 52.

(3) Hors chapitres programmes.

(4) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en III-A5).

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le département effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(6) A utiliser uniquement dans le cas où le département effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(7) Hors dépenses imputées aux chapitres 010 et 018.

(8) Hors dépenses imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

II – PRESENTATION GENERALE	II
BALANCE GENERALE – RECETTES	B2

TITRES EMIS (y compris les restes à réaliser sur N-1)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement(6)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(4) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles(6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(6)	(5) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(6)	0,00	0,00	0,00
010	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00
018	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières(6)	0,00	0,00	0,00
3...	<i>Stocks et en-cours</i>		0,00	0,00
19	<i>Neutral. et régul. d'opérations</i>		0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations</i>		81 027,00	81 027,00
45	Opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à rép. sur plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
Recettes d'investissement –Total		0,00	81 027,00	81 027,00

1068 Excédent de fonctionnement capitalisé N-1	0,00
---	-------------

Pour information R001 Solde d'exécution positif reporté	99 214,24
--	------------------

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
013	Atténuations de charges(7)	0,00		0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00		0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00		0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks</i>		0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	48 357,25		48 357,25
71	<i>Production stockée (ou déstockage)</i>		0,00	0,00
72	<i>Production immobilisée</i>		0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Impositions directes	0,00		0,00
74	Dotations, subventions et participations(7)	0,00		0,00
75	Autres produits d'activités(7)	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels(7)	62 651,55	31 292,00	93 943,55
78	Reprise sur amortissements et provisions(7)	0,00	0,00	0,00
79	<i>Transferts de charges</i>		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement –Total		111 008,80	31 292,00	142 300,80

Pour information R002 Résultat positif reporté	0,00
---	-------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaire.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 52.

(3) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en III-A5).

(4) A utiliser uniquement dans le cas où le département effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le département effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(6) Hors recettes imputées aux chapitres 010 et 018.

(7) Hors recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A

DEPENSES

Nature	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits annulés (2)	Pour information réalisations gérées dans le cadre d'une AP	Pour information réalisations gérées hors AP
DEPENSES D'INVESTISSEMENT - TOTAL	198 914,24	93 853,79	0,00	105 060,45	0,00	93 853,79
Dépenses des équipements départementaux (total) (détail de III-A1.1 à III-A1.5)	164 914,24	62 561,79	0,00	102 352,45	0,00	62 561,79
- Non individualisées en programmes d'équipement (détail en III-A1.1)	164 914,24	62 561,79	0,00	102 352,45	0,00	62 561,79
- Individualisées en programmes d'équipement (liste des programmes en III-A1.3, détail en III-A1.4 et en III A1.5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- 010 Revenu minimum d'insertion (détail en III-A1.2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- 018 Revenu de solidarité active (détail en III-A1.2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses des équipements non départementaux (détail en III-A2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses financières (détail en III-A3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers (détail en III-A5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 Opérations ordre transf. entre sections (détail en III-A6)	34 000,00	31 292,00		2 708,00		31 292,00
041 Opérations patrimoniales (détail en III-A7)	0,00	0,00		0,00		0,00

Pour information : D001 Solde d'exécution négatif reporté	0,00					
---	------	--	--	--	--	--

Total des dépenses d'investissement cumulées	198 914,24	93 853,79	0,00	105 060,45	0,00	93 853,79
---	-------------------	------------------	-------------	-------------------	-------------	------------------

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A

RECETTES

Nature	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits annulés (2)
RECETTES D'INVESTISSEMENT - TOTAL	99 700,00	81 027,00	0,00	18 673,00
Recettes d'équipements départementaux et non départementaux (détail en III-A4.1)	17 700,00	0,00	0,00	17 700,00
010 Revenu minimum d'insertion (détail en III-A4.2)	0,00	0,00	0,00	0,00
018 Revenu de solidarité active (détail en III-A4.2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers (détail en III-A5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes financières (détail en III-A4.3)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 Opérations ordre transf. entre sections (détail en III-A6)	82 000,00	81 027,00		973,00
041 Opérations patrimoniales (détail en III-A7)	0,00	0,00		0,00
021 Virement de la section de fonctionnement (3)	0,00			
Pour information : R001 Solde d'exécution positif reporté	99 214,24			
Total des recettes d'investissement cumulées	198 914,24	180 241,24	0,00	18 673,00

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisations).

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT Equipements départementaux – Dépenses non individualisées	A1.1

DEPENSES NON INDIVIDUALISEES EN PROGRAMMES D'EQUIPEMENT (hors RMI et RSA)

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Pour information	
						Réalizations gérées dans le cadre d'une AP	Réalizations gérées hors AP
TOTAL		164 914,24	62 561,79	0,00	102 352,45	0,00	62 561,79
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204)	65 000,00	0,00	0,00	65 000,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	65 000,00	0,00	0,00	65 000,00		
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	99 914,24	62 561,79	0,00	37 352,45	0,00	62 561,79
231351	Bâtiments publics	99 914,24	62 561,79	0,00	37 352,45		

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT Equipements départementaux – RMI / RSA - Dépenses	A1.2

RMI DEPENSES

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Pour information	
						Réalizations gérées dans le cadre d'une AP	Réalizations gérées hors AP
010	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

RSA DEPENSES

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Pour information	
						Réalizations gérées dans le cadre d'une AP	Réalizations gérées hors AP
018	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III - VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT	
VUE D'ENSEMBLE DES CHAPITRES DE PROGRAMMES D'EQUIPEMENT DEPARTEMENTAUX	A1.3

Vue d'ensemble des chapitres de programmes d'équipement départementaux (1)

N° progr.	Libellé du programme	N° AP (2)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations	Pour information	
								Réalizations gérées dans le cadre d'une AP	Réalizations gérées hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Le détail des programmes d'équipement afférents ou non à une AP sont présentés individuellement en détail en III-A1.4 et en III-A1.5.

(2) Colonne à renseigner uniquement lorsque le programme d'équipement est afférent à une AP.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – DETAIL PAR PROGRAMME	A1.4

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – DETAIL PAR PROGRAMME	A1.5

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX – DEPENSES	A2

**EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX
SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT A VERSER (hors RMI et RSA)**

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits annulés (4)
204	Subventions d'équipement versées (2)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses relatives au compte 204 sauf celles relatives au RMI et au RSA (voir état III-A1.2).

(3) Dépenses engagées non mandatées.

(4) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES FINANCIERES	A3

Dépenses financières

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)
DEPENSES TOTALES		0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES D'EQUIPEMENT	A4.1

RECETTES D'EQUIPEMENT – Détail des chapitres
Financement des équipements départementaux et non départementaux (hors RMI et RSA)

Chap./art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits annulés (4)
TOTAL		17 700,00	0,00	0,00	17 700,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	17 700,00	0,00	0,00	17 700,00
1312	Subv. transf. Régions	17 700,00	0,00	0,00	17 700,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (2)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Recettes justifiées non titrées.

(4) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES RMI/RSA	A4.2

RECETTES RMI

Chap./art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)
010	Revenu minimum d'insertion	0.00	0.00	0.00	0.00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Recettes justifiées non titrées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

RECETTES RSA

Chap./art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)
018	Revenu de solidarité active	0.00	0.00	0.00	0.00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Recettes justifiées non titrées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES FINANCIERES	A4.3

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)
	TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Recettes justifiées non titrées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS	A5

RECAPITULATIF DES OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS (1)

Chap.	Libellé	Eléments afférents à l'exercice				Cumul des réalisations (4)
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations Mandats/Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	
	TOTAL DEPENSES (5) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL RECETTES (5) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Voir le détail des opérations pour compte de tiers en annexe en IV-B5.

(2) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12. A la clôture de l'opération, les crédits ouverts non consommés sont automatiquement annulés. En cas de déficit, le solde s'obtient par l'inscription d'une recette à la rubrique « Financement par le département ».

(4) Ensemble des réalisations au 31/12.

(5) Les recettes sont égales aux dépenses de chaque opération sous mandat. Pour les opérations gérées sur plusieurs années, l'opération peut être déséquilibrée au titre d'un exercice. Toutefois cette opération doit être équilibrée à sa clôture.

(6) Présenter une ligne par opération pour compte de tiers.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	A6

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Mandats/Titres émis	Crédits annulés (3)
040	DEPENSES (2)	34 000,00	31 292,00	2 708,00
13911	Sub. transf cpte rés. Etat, étab. Nat.	15 000,00	14 120,00	880,00
13912	Sub. transf cpte résult. Régions	1 000,00	900,00	100,00
13913	Sub. transf cpte résult. Départements	15 000,00	13 757,00	1 243,00
139172	Sub. transf cpte résult. FEDER	3 000,00	2 515,00	485,00
040	RECETTES (2)	82 000,00	81 027,00	973,00
281351	Bâtiments publics	82 000,00	81 027,00	973,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS PATRIMONIALES	A7

Chap. / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Mandats/Titres émis	Crédits annulés (3)
<i>041</i>	<i>DEPENSES (2)</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
<i>041</i>	<i>RECETTES (2)</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Les dépenses sont égales aux recettes.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations.

III – VOTE	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)	Pour information dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information dépenses gérées hors AE
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (1)			
DEPENSES DE L'EXERCICE(Détail en III-B1)		157 800,00	140 939,07	0,00	0,00	16 860,93	0,00	140 939,07
011	Charges à caractère général (4)	24 800,00	10 414,12	0,00	0,00	14 385,88	0,00	10 414,12
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges exceptionnelles (4)	51 000,00	49 497,95	0,00	0,00	1 502,05		49 497,95
68	Dotations amortissements et provisions (4)	0,00	0,00			0,00		0,00
022	Dépenses imprévues (3)	0,00						
023	Virement à la section d'investissement (3)	0,00						
042	Opérations ordre transf. entre sections	82 000,00	81 027,00			973,00		81 027,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	0,00			0,00		0,00

Pour information :	1 361,73							
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1								

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	159 161,73	142 300,80	0,00	0,00	16 860,93	0,00	140 939,07
--	-------------------	-------------------	-------------	-------------	------------------	-------------	-------------------

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Mandats émis – Charges rattachées – Restes à réaliser au 31/12.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de mandats (opérations sans réalisations).

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

III – VOTE	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	B

RECETTES

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Recettes employées (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12 (1)	
RECETTES DE L'EXERCICE(Détail en III-B2)		159 161,73	142 300,80	0,00	0,00	16 860,93
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	32 000,00	48 357,25	0,00	0,00	-16 357,25
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Impositions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (3)	93 161,73	62 651,55	0,00	0,00	30 510,18
78	Reprises amortissements et provisions (3)	0,00	0,00			0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections	34 000,00	31 292,00			2 708,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	0,00			0,00

Pour information :	0,00				
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1					

Total des recettes de fonctionnement cumulées	159 161,73	142 300,80	0,00	0,00	16 860,93
--	-------------------	-------------------	-------------	-------------	------------------

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Titres émis – Produits rattachés – Restes à réaliser au 31/12.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

III – VOTE	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES - DETAIL PAR ARTICLE	B1

OPERATIONS REELLES - GESTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (3)	Pour information	
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)		Dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Dépenses gérées hors AE
011	Charges à caractère général(4)	24 800,00	10 414,12	0,00	0,00	14 385,88	0,00	10 414,12
60612	Energie - Electricité	11 000,00	8 512,47	0,00	0,00	2 487,53		
60621	Combustibles	11 948,00	506,64	0,00	0,00	11 441,36		
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	852,00	708,40	0,00	0,00	143,60		
6156	Maintenance	1 000,00	686,61	0,00	0,00	313,39		
012	Charges de personnel et frais assimilés (2) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
TOTAL DES DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (A)= (011+012+014+015+016+017+65+6586)		24 800,00	10 414,12	0,00	0,00	14 385,88	0,00	10 414,12

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Mandats émis – Charges rattachées – Restes à réaliser au 31/12.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

III – VOTE	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES - DETAIL PAR ARTICLE	B1

GESTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX – CHARGES FINANCIERES ET EXCEPTIONNELLES – OPERATIONS D'ORDRE

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (3)	Pour information	
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)		Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Crédits gérés hors AE
66	Charges financières (B)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges exceptionnelles (C) (5)	51 000,00	49 497,95	0,00	0,00	1 502,05		49 497,95
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	51 000,00	49 497,95	0,00	0,00	1 502,05		
68	Dotations amortissements et provisions (D) (5)	0,00	0,00			0,00		0,00
022	Dépenses imprévues (E)	0,00						
TOTAL DES DEPENSES REELLES = A+B+C+D+E		75 800,00	59 912,07	0,00	0,00	15 887,93	0,00	59 912,07

023	Virement à la section d'investissement	0,00						
042	Opérations ordre transf. entre sections (4)	82 000,00	81 027,00			973,00		81 027,00
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	82 000,00	81 027,00			973,00		81 027,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE (= prélèvement issu de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement)		82 000,00	81 027,00			973,00		81 027,00

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	157 800,00	140 939,07	0,00	0,00	16 860,93	0,00	140 939,07
---	-------------------	-------------------	-------------	-------------	------------------	-------------	-------------------

Pour information D002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1	1 361,73	1 361,73					
---	-----------------	-----------------	--	--	--	--	--

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	159 161,73	142 300,80	0,00	0,00	16 860,93	0,00	140 939,07
--	-------------------	-------------------	-------------	-------------	------------------	-------------	-------------------

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
 (2) Dépenses engagées non mandatées.
 (3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Mandats émis – Charges rattachées – Restes à réaliser au 31/12.
 (4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DF 042 = RI 040.
 (5) Hors dépenses imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

Pour information : détail du calcul des ICNE au compte 66112 (6)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

- (6) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES - DETAIL PAR ARTICLE	B2

GESTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX

Chap/ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Recettes employées (ou restant à employer)			Crédits annulés (3)
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12 (2)	
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	32 000,00	48 357,25	0,00	0,00	-16 357,25
70323	Red.occupation dom. public départemental	32 000,00	32 452,06	0,00	0,00	-452,06
70388	Autres	0,00	15 905,19	0,00	0,00	-15 905,19
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Impositions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations(4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante(4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges(4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GESTION DES SERVICES		32 000,00	48 357,25	0,00	0,00	-16 357,25
(A) = (70 + 73 + 731 + 74 + 75 + 013 + 015 + 016 + 017)						

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Recettes justifiées non titrées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Titres émis – Produits rattachés – Restes à réaliser au 31/12.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les départements dits « surfiscalisés » (compte 7321) (5)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

(5) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

III – VOTE	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES - DETAIL PAR ARTICLE	B2

GESTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX – PRODUITS FINANCIERS ET EXCEPTIONNELS – OPERATIONS D'ORDRE

Chap/ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Recettes employées (ou restant à employer)			Crédits annulés (3)
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12 (2)	
76	Produits financiers (B)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (C) (5)	93 161,73	62 651,55	0,00	0,00	30 510,18
7748	Autres subventions exceptionnelles	93 161,73	62 651,55	0,00	0,00	30 510,18
78	Reprises amortissements et provisions (D) (5)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES = A+B+C+D		125 161,73	111 008,80	0,00	0,00	14 152,93

042	Opérations ordre transf. entre sections (4)	34 000,00	31 292,00			2 708,00
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	34 000,00	31 292,00			2 708,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		34 000,00	31 292,00			2 708,00

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	159 161,73	142 300,80	0,00	0,00	16 860,93
---	-------------------	-------------------	-------------	-------------	------------------

Pour information R002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1	0,00	0,00			
--	-------------	-------------	--	--	--

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	159 161,73	142 300,80	0,00	0,00	16 860,93
--	-------------------	-------------------	-------------	-------------	------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Recettes justifiées non titrées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Titres émis – Produits rattachés – Restes à réaliser au 31/12.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040*.

(5) Hors recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (6)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(6) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE	A1

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux	1 Sécurité	2 Enseignement	3 Culture, jeunesse, sports	4 Prévention médico-sociale
---------	----------------------------------	------------------------	---------------	-------------------	--------------------------------	--------------------------------

INVESTISSEMENT						
REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)						
Dépenses réelles	0	0	0	0	0	0
- Equipements départementaux		0	0	0	0	0
- Equipements non départementaux (c/204)		0	0	0	0	0
- Opérations financières	0					
Dépenses d'ordre	31 292					
Solde d'exécution reporté de N-1	0					
Total dépenses	31 292	0	0	0	0	0
Total recettes	180 241	0	0	0	0	0
Solde d'investissement	148 949	0	0	0	0	0

RESTES A REALISER au 31/12/N						
Total RAR dépenses	0	0	0	0	0	0
Total RAR recettes	0	0	0	0	0	0
SOLDE RAR investissement	0	0	0	0	0	0

FONCTIONNEMENT						
REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)						
Total dépenses	82 389	0	0	0	0	0
Total recettes	31 292	0	0	0	0	0
Solde de fonctionnement	-51 097	0	0	0	0	0

RESTES A REALISER au 31/12/N						
Total RAR dépenses	0	0	0	0	0	0
Total RAR recettes	0	0	0	0	0	0
SOLDE RAR fonctionnement	0	0	0	0	0	0

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE	A1

Libellé	5 Action sociale (hors RMI, RSA, APA)	5-4 Revenu minimum d'insertion	5-5 Personnes dépendantes (APA)	5-6 Revenu de solidarité active	6 Réseaux et infrastructures	7 Aménagement et environnement	8 Transports	9 Développement économique	TOTAL
---------	--	-----------------------------------	------------------------------------	------------------------------------	---------------------------------	-----------------------------------	-----------------	-------------------------------	-------

INVESTISSEMENT

REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)									
Dépenses réelles	0	0	0	0	0	0	0	62 562	62 562
- Equipements départementaux	0	0	0	0	0	0	0	62 562	62 562
- Equipements non départementaux (c/204)	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Opérations financières									0
Dépenses d'ordre									31 292
Solde d'exécution reporté de N-1									0
Total dépenses	0	0	0	0	0	0	0	62 562	93 854
Total recettes	0	0	0	0	0	0	0	0	180 241
Solde d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	-62 562	86 387

RESTES A REALISER au 31/12/N

Total RAR dépenses	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total RAR recettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOLDE RAR investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0

FONCTIONNEMENT

REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)									
Total dépenses	0	0	0	0	0	0	0	59 912	142 301
Total recettes	0	0	0	0	0	0	0	111 009	142 301
Solde de fonctionnement	0	0	0	0	0	0	0	51 097	0

RESTES A REALISER au 31/12/N

Total RAR dépenses	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total RAR recettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOLDE RAR fonctionnement	0	0	0	0	0	0	0	0	0

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE	A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux	1 Sécurité	2 Enseignement	3 Culture, jeunesse, sports	4 Prévention médico-sociale
----------	---------	----------------------------------	------------------------	---------------	-------------------	--------------------------------	--------------------------------

INVESTISSEMENT							
DEPENSES							
Total dépenses d'investissement		31 292	0	0	0	0	0
Dépenses réelles		0	0	0	0	0	0
231351	Bâtiments publics	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		31 292	0	0	0	0	0
Opérations d'ordre entre section		31 292	0	0	0	0	0
13911	Sub. transf. cpté rés. Etat, étab. Nat.	14 120	0	0	0	0	0
13912	Sub. transf. cpté résult. Régions	900	0	0	0	0	0
13913	Sub. transf. cpté résult. Départements	13 757	0	0	0	0	0
139172	Sub. transf. cpté résult. FEDER	2 515	0	0	0	0	0
Opérations patrimoniales		0	0	0	0	0	0
001 Solde d'exécution reporté de N-1		0	0	0	0	0	0

RECETTES							
Total recettes d'investissement		180 241	0	0	0	0	0
Recettes réelles		0	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		81 027	0	0	0	0	0
Opérations d'ordre entre section		81 027	0	0	0	0	0
281351	Bâtiments publics	81 027	0	0	0	0	0
Opérations patrimoniales		0	0	0	0	0	0
001 Solde d'exécution reporté de N-1		99 214	0	0	0	0	0

FONCTIONNEMENT							
DEPENSES							
Total dépenses de fonctionnement		82 389	0	0	0	0	0
Dépenses réelles		0	0	0	0	0	0
60612	Energie - Electricité	0	0	0	0	0	0
60621	Combustibles	0	0	0	0	0	0
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0	0	0	0	0	0
6156	Maintenance	0	0	0	0	0	0
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		81 027	0	0	0	0	0
Opérations d'ordre entre section		81 027	0	0	0	0	0

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE - PROJET CA 2021 BUDGET 06 SAUVAGE - CA (projet de budget) - 2021

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux	1 Sécurité	2 Enseignement	3 Culture, jeunesse, sports	4 Prévention médico-sociale
6811	<i>Dot. amort. et prov. Immos incorporelles</i>	81 027	0	0	0	0	0
<i>Opérations d'ordre à l'intérieur de la section</i>		0	0	0	0	0	0
002	Déficit de fonctionnement reporté de N-1	1 362	0	0	0	0	0

RECETTES							
Total recettes de fonctionnement		31 292	0	0	0	0	0
Recettes réelles		0	0	0	0	0	0
70323	Red.occupation dom. public départemental	0	0	0	0	0	0
70388	Autres	0	0	0	0	0	0
7748	Autres subventions exceptionnelles	0	0	0	0	0	0
<i>Recettes d'ordre</i>		<i>31 292</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Opérations d'ordre entre section</i>		<i>31 292</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
777	<i>Quote-part subv invest transf cpte résul</i>	<i>31 292</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Opérations d'ordre à l'intérieur de la section</i>		<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
002	Excédent de fonctionnement reporté de N-1	0	0	0	0	0	0

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE	A1

Art. (1)	Libellé	5 Action sociale (hors RMI, RSA, APA)	5-4 Revenu minimum d'insertion	5-5 Personnes dépendantes (APA)	5-6 Revenu de solidarité active	6 Réseaux et infrastructures	7 Aménagement et environnement	8 Transports	9 Développement économique	TOTAL
----------	---------	---	--------------------------------------	---------------------------------------	---------------------------------------	------------------------------------	--------------------------------------	-----------------	----------------------------------	-------

INVESTISSEMENT
DEPENSES

Total dépenses d'investissement		0	0	0	0	0	0	0	62 562	93 854
Dépenses réelles		0	0	0	0	0	0	0	62 562	62 562
231351	Bâtiments publics	0	0	0	0	0	0	0	62 562	62 562
<i>Dépenses d'ordre</i>		0	0	0	0	0	0	0	0	31 292
<i>Opérations d'ordre entre section</i>		0	0	0	0	0	0	0	0	31 292
13911	Sub. transf. cpte rés. Etat, étab. Nat.	0	0	0	0	0	0	0	0	14 120
13912	Sub. transf. cpte résult. Régions	0	0	0	0	0	0	0	0	900
13913	Sub. transf. cpte résult. Départements	0	0	0	0	0	0	0	0	13 757
139172	Sub. transf. cpte résult. FEDER	0	0	0	0	0	0	0	0	2 515
<i>Opérations patrimoniales</i>		0	0	0	0	0	0	0	0	0
001 Solde d'exécution reporté de N-1		0	0	0	0	0	0	0	0	0

RECETTES

Total recettes d'investissement		0	0	0	0	0	0	0	0	180 241
Recettes réelles		0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Recettes d'ordre</i>		0	0	0	0	0	0	0	0	81 027
<i>Opérations d'ordre entre section</i>		0	0	0	0	0	0	0	0	81 027
281351	Bâtiments publics	0	0	0	0	0	0	0	0	81 027
<i>Opérations patrimoniales</i>		0	0	0	0	0	0	0	0	0
001 Solde d'exécution reporté de N-1		0	0	0	0	0	0	0	0	99 214

FONCTIONNEMENT
DEPENSES

Total dépenses de fonctionnement		0	0	0	0	0	0	0	59 912	142 301
Dépenses réelles		0	0	0	0	0	0	0	59 912	59 912
60612	Energie - Electricité	0	0	0	0	0	0	0	8 512	8 512
60621	Combustibles	0	0	0	0	0	0	0	507	507
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0	0	0	0	0	0	0	708	708
6156	Maintenance	0	0	0	0	0	0	0	687	687
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0	0	0	0	0	0	0	49 498	49 498
<i>Dépenses d'ordre</i>		0	0	0	0	0	0	0	0	81 027
<i>Opérations d'ordre entre section</i>		0	0	0	0	0	0	0	0	81 027

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE - PROJET CA 2021 BUDGET 06 SAUVAGE - CA (projet de budget) - 2021

Art. (1)	Libellé	5 Action sociale (hors RMI, RSA, APA)	5-4 Revenu minimum d'insertion	5-5 Personnes dépendantes (APA)	5-6 Revenu de solidarité active	6 Réseaux et infrastructures	7 Aménagement et environnement	8 Transports	9 Développement économique	TOTAL
6811	<i>Dot. amort. et prov. Immos incorporelles</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	81 027
<i>Opérations d'ordre à l'intérieur de la section</i>		0	0	0	0	0	0	0	0	0
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		0	0	0	0	0	0	0	0	1 362

RECETTES										
Total recettes de fonctionnement		0	0	0	0	0	0	0	111 009	142 301
Recettes réelles		0	0	0	0	0	0	0	111 009	111 009
70323	Red.occupation dom. public départemental	0	0	0	0	0	0	0	32 452	32 452
70388	Autres	0	0	0	0	0	0	0	15 905	15 905
7748	Autres subventions exceptionnelles	0	0	0	0	0	0	0	62 652	62 652
<i>Recettes d'ordre</i>		0	0	0	0	0	0	0	0	31 292
<i>Opérations d'ordre entre section</i>		0	0	0	0	0	0	0	0	31 292
777	<i>Quote-part subv invest transf cpte resul</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	31 292
<i>Opérations d'ordre à l'intérieur de la section</i>		0	0	0	0	0	0	0	0	0
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		0	0	0	0	0	0	0	0	0

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – OPERATIONS NON VENTILEES	A1/01

SOUS-FONCTION 01 OPERATIONS NON-VENTILABLES (hors RAR et reports)

INVESTISSEMENT

Art. (1)	Libellé	Opérations non ventilables 01
DEPENSES		31 292,00
Dépenses réelles		0,00
Dépenses d'ordre		31 292,00
040	Opérations ordre transf. entre sections	31 292,00
13911	Sub. transf cpte rés. Etat, étab. Nat.	14 120,00
13912	Sub. transf cpte résult. Régions	900,00
13913	Sub. transf cpte résult. Départements	13 757,00
139172	Sub. transf cpte résult. FEDER	2 515,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
RECETTES		81 027,00
Recettes réelles		0,00
Recettes d'ordre		81 027,00
040	Opérations ordre transf. entre sections	81 027,00
281351	Bâtiments publics	81 027,00
041	Opérations patrimoniales	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

FONCTIONNEMENT

Art. (1)	Libellé	Opérations non ventilables 01
DEPENSES		81 027,00
Dépenses réelles		0,00
Dépenses d'ordre		81 027,00
042	Opérations ordre transf. entre sections	81 027,00
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	81 027,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00
RECETTES		31 292,00
Recettes réelles		0,00
Recettes d'ordre		31 292,00
042	Opérations ordre transf. entre sections	31 292,00
777	Quote-part subv invest transf cpte résult	31 292,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1/9

FONCTION 9 – Développement économique (hors RAR)

INVESTISSEMENT

Art. (1)	Libellé	90 Services communs	91 Structures animation, développement éco.	92 Agriculture et pêche	
				921 Laboratoire départemental	928 Autres
DEPENSES REELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Equipements départementaux		0,00	0,00	0,00	0,00
231351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00
Equipements non départementaux (c/204)		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES REELLES		0,00	0,00	0,00	0,00

FONCTIONNEMENT

Art. (1)	Libellé	90 Services communs	91 Structures animation, développement éco.	92 Agriculture et pêche	
				921 Laboratoire départemental	928 Autres
DEPENSES REELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES REELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
70323	Red.occupation dom. public départemental	0,00	0,00	0,00	0,00
70388	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00
7748	Autres subventions exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A/1/9

FONCTION 9 – Développement économique

INVESTISSEMENT

Art. (1)	Libellé	93 Industrie, commerce et artisanat	94 Développement touristique	95 Maintien services publics non départ.	96 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DE LA FONCTION
DEPENSES REELLES		0,00	62 561,79	0,00	0,00	62 561,79
Equipements départementaux		0,00	62 561,79	0,00	0,00	62 561,79
231351	Bâtiments publics	0,00	62 561,79	0,00	0,00	62 561,79
Equipements non départementaux (c/204)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES REELLES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FONCTIONNEMENT

Art. (1)	Libellé	93 Industrie, commerce et artisanat	94 Développement touristique	95 Maintien services publics non départ.	96 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DE LA FONCTION
DEPENSES REELLES		0,00	59 912,07	0,00	0,00	59 912,07
60612	Energie - Electricité	0,00	8 512,47	0,00	0,00	8 512,47
60621	Combustibles	0,00	506,64	0,00	0,00	506,64
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	708,40	0,00	0,00	708,40
6156	Maintenance	0,00	686,61	0,00	0,00	686,61
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0,00	49 497,95	0,00	0,00	49 497,95
RECETTES REELLES		0,00	111 008,80	0,00	0,00	111 008,80
70323	Red.occupation dom. public départemental	0,00	32 452,06	0,00	0,00	32 452,06
70388	Autres	0,00	15 905,19	0,00	0,00	15 905,19
7748	Autres subventions exceptionnelles	0,00	62 651,55	0,00	0,00	62 651,55

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	B7.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalizations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		34 000,00	I 31 292,00
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		0,00	0,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681 (2)	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		34 000,00	31 292,00
10...	<i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i>		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	<i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>	34 000,00	31 292,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	31 292,00	0,00	0,00	31 292,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	B7.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		82 000,00	81 027,00
Ressources propres externes de l'année (a)		0,00	0,00
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b)		82 000,00	81 027,00
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
281351	Bâtiments publics	82 000,00	81 027,00
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	81 027,00	0,00	99 214,24	0,00	180 241,24

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II 31 292,00
Ressources propres disponibles	IV 180 241,24
Solde	V = IV – II (2) 148 949,24

(1) Les comptes 169, 26, 27, 28 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D’ENSEMBLE	B8

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 3313-7 du CGCT) – ENTREES	B9.1

ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS (article R. 3313-7 du CGCT)

Modalité et date d'acquisition	Désignation du bien	N°d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (1)
TOTAL GENERAL			62 561,79	0,00	
Acquisitions à titre onéreux			62 561,79	0,00	
31/12/2021	TA 2021 BATIMENT SAUVAGE	AUT05030	62 561,79	0,00	30
Acquisitions à titre gratuit			0,00	0,00	
Mise à disposition			0,00	0,00	
Affectation			0,00	0,00	
Mises en concession ou affermage			0,00	0,00	
Divers			0,00	0,00	

(1) Si le bien acquis est amortissable, indiquer la durée d'amortissement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 3313-7 du CGCT) – SORTIES	B9.2

ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS (article R. 3313-7 du CGCT)

Modalités et date de sortie (1)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortissement en années	Cumul amortissements antérieurs à l'exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (2)	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (3)
TOTAL GENERAL							0,00	0,00	
Cessions à titre onéreux							0,00	0,00	
Cessions à titre gratuit							0,00	0,00	
Mise à disposition							0,00	0,00	
Affectation							0,00	0,00	
Mises en concession ou affermage							0,00	0,00	
Mise à la réforme							0,00	0,00	
Divers							0,00	0,00	

(1) Afficher une ligne par cession, qu'elle soit totale ou partielle.

(2) Plus ou moins value = prix de cession - VNC (valeur nette comptable) le jour de la cession.

(3) La VNC au 31/12 est différente de 0 s'il s'agit de cessions partielles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS	B9.3

Pour mémoire

Crédits ouverts (BP + DM)

Chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
--------------	---	------

Produit des cessions

Réalisations

Compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
Compte 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	0,00

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES TRAVAUX EN REGIE (1)	B12

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Dépenses Mandats émis	Recettes Titres émis
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	
72	Travaux en régie		0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00

SECTION D'INVESTISSEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Les immobilisations créées par les services techniques de la collectivité sont enregistrées au coût de leur production. Ce dernier correspond au coût d'acquisition des matières consommées augmenté des charges directes de production (matériel et outillage acquis ou loués, frais de personnel, ...) à l'exclusion des frais financiers et des frais d'administration générale.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le département.

(3) Les montants à renseigner correspondent aux mandats émis imputés au chapitre 040.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES TRAVAUX EN REGIE	B12

RATIO

	Montant
Recettes 72 (I)	0,00
Recettes réelles de fonctionnement	111 008,80
Recettes 72 / Recettes réelles de fonctionnement	0,00 %

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	D4

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	116 952 358,29	74 894 175,99	0,00	42 058 182,30
RECETTES	116 952 358,29	70 938 562,09	0,00	46 013 796,20
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	277 273 131,36	241 537 800,38	0,00	35 735 330,98
RECETTES	277 273 131,36	268 236 458,36	0,00	9 036 673,00

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget)

BUDGET ACCUEIL PROTECTION ENFANCE/ n° SIRET :22430001200107				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	74 900,00	53 416,59	0,00	21 483,41
RECETTES	74 900,00	75 678,89	0,00	-778,89
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	8 269 288,24	8 164 543,32	0,00	104 744,92
RECETTES	8 269 288,24	8 164 901,56	0,00	104 386,68

BUDGET HAUTE LOIRE INGENIERIE/ n° SIRET :22430001200115				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	97 000,00	96 313,50	0,00	686,50
RECETTES	97 000,00	96 313,50	0,00	686,50
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	1 045 510,00	977 702,05	0,00	67 807,95
RECETTES	1 045 510,00	977 702,05	0,00	67 807,95

BUDGET TVA IMMOBILIERE SAUVAGE/ n° SIRET :22430001200131				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	198 914,24	93 853,79	0,00	105 060,45
RECETTES	198 914,24	81 027,00	0,00	117 887,24
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	159 161,73	140 939,07	0,00	18 222,66
RECETTES	159 161,73	142 300,80	0,00	16 860,93

BUDGET TVA IMMOBILIERE VILLAGE DE VACANCES ESTABLES/ n° SIRET :22430001200149				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	409 275,58	263 636,32	0,00	145 639,26
RECETTES	409 275,58	258 595,15	0,00	150 680,43
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	242 600,00	206 688,25	0,00	35 911,75
RECETTES	242 600,00	273 405,00	0,00	-30 805,00

BUDGET FONDS SOLIDARITE LOGEMENT/ n° SIRET :22430001200156				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	1 192 463,32	743 847,06	0,00	448 616,26
RECETTES	1 192 463,32	771 028,79	0,00	421 434,53

(1) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	117 732 448,11	75 401 396,19	0,00	42 331 051,92
RECETTES	117 732 448,11	71 450 176,63	0,00	46 282 271,48
FONCTIONNEMENT				

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
DEPENSES	288 182 154,65	251 771 520,13	0,00	36 410 634,52
RECETTES	288 182 154,65	278 565 796,56	0,00	9 616 358,09

(1) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	D4

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (cf. liste des principales opérations en annexe de la M52) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative ;

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES(après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	117 732 448,11	75 401 396,19	0,00	42 331 051,92
RECETTES	117 732 448,11	71 450 176,63	0,00	46 282 271,48
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	288 182 154,65	251 771 520,13	0,00	36 410 634,52
RECETTES	288 182 154,65	278 565 796,56	0,00	9 616 358,09
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	405 914 602,76	327 172 916,32	0,00	78 741 686,44
TOTAL GENERAL DES RECETTES	405 914 602,76	350 015 973,19	0,00	55 898 629,57

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	E2

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES : Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,

A le

,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) L'assemblée délibérante étant : (indiquer la nature de l'assemblée délibérante : conseil général, conseil syndical, ...).

DÉLIBÉRATION DE L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

Séance ordinaire publique du 20 juin 2022

10 - COMPTE DE GESTION 2021

Direction : Direction Ressources et Ingénierie

Service instructeur : Finances et contrôle de gestion

Délibération n ° : CD200622/10M

Le 20 juin 2022, l'Assemblée départementale, régulièrement convoquée, s'est réunie à l'Hôtel du Département sous la présidence de Marie-Agnès PETIT, Présidente du Département.

- Présents : 34

- Absent(s) excusé(s) : 4

- Absent(s) ayant donné pouvoir : 0

Le quorum ayant été vérifié,

L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

Après avoir entendu le rapport présenté par Madame Sophie COURTINE au nom de la commission Ressources et Stratégie, et après en avoir délibéré :

Approuve les comptes de gestion présentés par notre comptable assignataire pour les opérations de recettes et de dépenses qu'il a effectuées au cours de l'exercice 2021 au titre du Budget Départemental.

L'ensemble des sommes correspondent à celles constatées au compte administratif du Département tant pour le budget général que pour les budgets annexes.

I – BUDGET PRINCIPAL :

Le compte de gestion fait ressortir un résultat de clôture excédentaire de 19 154 639,02 € (+47 313 944,34 € en fonctionnement et -28 159 305,32 € en investissement).

II – BUDGET ANNEXE ACCEUIL PROTECTION ENFANCE

Le résultat de clôture du compte de gestion est égal à 0.00 € en fonctionnement et excédentaire de 22 262.30 € en investissement.

III – BUDGET ANNEXE HAUTE-LOIRE INGENIERIE.

Le résultat de clôture du compte de gestion est égal à zéro.

IV – BUDGET ANNEXE DE LA TVA IMMOBILIERE DU SAUVAGE

Le résultat de clôture du compte de gestion est égal à 0,00 € en fonctionnement et à + 86 387,45 € en investissement.

V – BUDGET ANNEXE DE LA TVA IMMOBILIERE DES ESTABLES

Le résultat de clôture du compte de gestion est excédentaire de 66 716,75 € en fonctionnement et déficitaire de 34 716,75 € en investissement.

VI – BUDGET ANNEXE FONDS DE SOLIDARITE LOGEMENT

Le résultat de clôture du compte de gestion est égal à 447 645,05 € en fonctionnement.

Adopté à l'unanimité des membres présents ou représentés.

Identifiant de télétransmission

043-224300012-20220620-259754-DE-1-1

**Pour la Présidente,
le Directeur Général
des Services du Département par intérim**

Date de réception en préfecture :

22 juin 2022

Date de publication :

Signé Eric CHANAL

DÉLIBÉRATION DE L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

Séance ordinaire publique du 20 juin 2022

11 - AFFECTATIONS DES RESULTATS 2021

Direction : Direction Ressources et Ingénierie

Service instructeur : Finances et contrôle de gestion

Délibération n ° : CD200622/11M

Le 20 juin 2022, l'Assemblée départementale, régulièrement convoquée, s'est réunie à l'Hôtel du Département sous la présidence de Marie-Agnès PETIT, Présidente du Département.

- Présents : 34

- Absent(s) excusé(s) : 4

- Absent(s) ayant donné pouvoir : 0

Le quorum ayant été vérifié,

L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

Après avoir entendu le rapport présenté par Madame Sophie COURTINE au nom de la commission Ressources et Stratégie, et après en avoir délibéré :

Décide d'affecter les résultats 2021 comme suit :

I – BUDGET PRINCIPAL

Le déficit d'exécution de la section d'investissement d'un montant de **28 159 305,32 €** est repris au compte 001, déficit d'investissement reporté.

Le résultat de la section de fonctionnement d'un montant de **47 313 944,34 €** est imputé à hauteur de **28 159 305,32 €** au compte 1068, excédents de fonctionnement capitalisés afin de couvrir le besoin de financement de la section d'investissement tel qu'en dispose l'instruction M52.

Le solde de fonctionnement disponible, soit un montant de **19 154 639,02 €** est imputé au crédit du compte 002, excédent de fonctionnement reporté.

II – BUDGET ANNEXE ACCEUIL PROTECTION ENFANCE

L'excédent de la section d'investissement de **22 262,30 €** fait l'objet d'une reprise au compte 001, excédent d'investissement reporté.

III – BUDGET ANNEXE HAUTE-LOIRE INGENIERIE

Ce budget annexe est équilibré en investissement et en fonctionnement par une subvention d'équilibre du budget principal. Il n'y a donc pas de besoin d'investissement à couvrir et pas de résultat à affecter.

IV – BUDGET ANNEXE TVA IMMOBILIERE AU SAUVAGE

L'excédent de la section d'investissement de **86 387,45 €** fait l'objet d'une reprise au compte 001, excédent d'investissement reporté.

V – BUDGET ANNEXE TVA IMMOBILIERE AUX ESTABLES

Le déficit d'exécution de la section d'investissement d'un montant de **34 716,75 €** est repris au compte 001, déficit d'investissement reporté.

Le résultat de la section de fonctionnement d'un montant de **66 716,75 €** est imputé à hauteur de **34 716,75 €** au compte 1068, excédents de fonctionnement capitalisés afin de couvrir le besoin de financement de la section d'investissement tel qu'en dispose l'instruction M52.

Le solde de fonctionnement disponible, soit un montant de **32 000,00 €** est imputé au crédit du compte 002, excédent de fonctionnement reporté.

V – BUDGET ANNEXE FONDS DE SOLIDARITE LOGEMENT

Le résultat final positif de **447 645,05 €** en fonctionnement est imputé au crédit du compte 002, excédent de fonctionnement reporté.

Adopté à l'unanimité des membres présents ou représentés.

**Identifiant de télétransmission
043-22430012-20220620-259762-DE-1-1**

**Pour la Présidente,
le Directeur Général
des Services du Département par intérim**

**Date de réception en préfecture :
22 juin 2022**

Date de publication :

Signé Eric CHANAL

DÉLIBÉRATION DE L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

Séance ordinaire publique du 20 juin 2022

12 - PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT 2022 - 2027

Direction : Direction Ressources et Ingénierie

Service instructeur : Finances et contrôle de gestion

Délibération n ° : CD200622/12M

Le 20 juin 2022, l'Assemblée départementale, régulièrement convoquée, s'est réunie à l'Hôtel du Département sous la présidence de Marie-Agnès PETIT, Présidente du Département.

- Présents : 35

- Absent(s) excusé(s) : 3

- Absent(s) ayant donné pouvoir : 0

Le quorum ayant été vérifié,

L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

Après avoir entendu le rapport présenté par Monsieur Michel CHAPUIS au nom de la commission Ressources et Stratégie, et après en avoir délibéré :

- Statue favorablement sur les mouvements apportés au plan pluriannuel d'investissement sur les autorisations de programme créées antérieurement et sur celles créées à l'occasion de cette session budgétaire et approuve le PPI ainsi modifié figurant en annexes du présent rapport.

Adopté à l'unanimité des membres présents ou représentés.

Identifiant de télétransmission

043-224300012-20220620-260343-DE-1-1

**Pour la Présidente,
le Directeur Général
des Services du Département par intérim**

Date de réception en préfecture :

22 juin 2022

Date de publication :

Signé Eric CHANAL

ANNEXE 1 : PPI SYNTHESE

DEPENSES

Type de financement AP / HAP	Politique	Total AP	Proposition AP 2022	Mnt Voté 2022	Mnt Prop. 2022	Projection CP 2023	Projection CP 2024	Projection CP 2025
AP	ACTIONS CULTURELLES (ACTCULT)	1 000 000,00	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500 000,00
	ADMINISTRATION GENERALE (ADMGENE)	765 000,00	760 000,00	2 500,00	0,00	152 500,00	152 500,00	152 500,00
	AGRICULTURE (AGRICULT)	9 577 000,00	6 225 000,00	1 016 500,00	0,00	1 105 000,00	1 105 000,00	1 105 000,00
	AIR (AIR)	3 100 000,00	0,00	220 000,00	0,00	20 000,00	15 000,00	15 000,00
	BATIMENTS DEPARTEMENTAUX (BATDEP)	7 270 000,00	100 000,00	1 072 000,00	0,00	188 000,00	188 000,00	188 000,00
	CADRE DE VIE (CADREVIE)	99 887 000,00	33 620 000,00	9 468 500,00	996 000,00	15 226 000,00	12 306 000,00	11 733 000,00
	COLLEGES (COLLEGES)	57 289 000,00	23 278 000,00	5 263 000,00	- 74 900,00	5 338 000,00	5 338 000,00	5 338 000,00
	CULTURE (CULTURE)	17 921 000,00	4 675 000,00	1 736 500,00	- 350 682,00	1 492 953,00	1 323 300,00	1 183 438,53
	ECONOMIE (ECONOMIE)	32 722 366,00	10 000 000,00	3 000 000,00	100 000,00	5 069 700,00	2 787 578,89	2 000 000,00
	ENFANCE ET FAMILLE (ENFAMILL)	2 000 000,00	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00	1 000 000,00
	ENVIRONNEMENT (ENVIRO)	9 960 600,00	2 725 000,00	1 707 475,00	12 145,00	1 246 855,63	612 787,86	537 000,00
	ESPACE RURAL (ESPARUR)	55 752 674,45	9 250 000,00	1 875 465,00	0,00	3 625 000,00	1 900 000,00	1 850 000,00
	INFORMATIQUE (INFORMAT)	17 363 000,00	10 063 000,00	3 919 800,00	64 000,00	2 474 100,00	2 892 100,00	2 862 100,00
	NUMERIQUE (NUMERIQUE)	39 459 000,00	106 000,00	1 668 000,00	0,00	3 455 000,00	1 449 000,00	1 477 000,00
	PATRIMOINE CULTUREL (PATRCULT)	5 300 000,00	2 000 000,00	619 000,00	- 30 900,00	743 850,00	603 200,00	400 000,00
	ROUTES DEPARTEMENTALES (RD)	256 383 000,00	93 600 000,00	20 294 000,00	0,00	20 189 000,00	26 086 000,00	22 086 000,00
	ROUTES NATIONALES (RN)	16 000 000,00	0,00	4 835 000,00	0,00	3 494 000,00	1 320 000,00	0,00
	SECURITE (SECURITE)	12 700 000,00	7 000 000,00	1 950 000,00	0,00	3 014 884,96	1 400 000,00	1 400 000,00
	SOCIAL ET SANTE (SOCIAL)	10 229 000,00	1 130 000,00	3 778 559,00	0,00	290 400,00	265 000,00	270 000,00
	Sport (DFP08BB)	950 000,00	950 000,00	0,00	0,00	190 000,00	190 000,00	190 000,00
TOURISME (TOURISME)	23 922 000,00	8 360 000,00	1 956 000,00	303 000,00	2 505 000,00	2 360 000,00	1 860 000,00	
Total AP		679 550 640,45	216 842 000,00	64 382 299,00	1 018 663,00	69 820 243,59	63 293 466,75	56 147 038,53
HAP	ADMINISTRATION GENERALE (ADMGENE)	0,00	0,00	138 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	BATIMENTS DEPARTEMENTAUX (BATDEP)	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00
	CADRE DE VIE (CADREVIE)	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	COLLEGES (COLLEGES)	0,00	0,00					
	COLLEGES PUBLICS (COLPUB)	0,00	0,00	65 000,00	- 54 557,75	0,00	0,00	0,00
	CULTURE (CULTURE)	0,00	0,00					
	ECONOMIE (ECONOMIE)	0,00	0,00					
	EDUCATION JEUNESSE (EDUCJEUN)	0,00	0,00					
	ENTRETIEN RD (ENTRRD)	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	ESPACE RURAL (ESPARUR)	0,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	HORS POLITIQUE	0,00	0,00	109 824,00	28 159 305,32	0,00	0,00	0,00
	INFORMATIQUE (INFORMAT)	0,00	0,00					
	SOCIAL ET SANTE (SOCIAL)	0,00	0,00	415 000,00	- 22 262,30	5 000,00	0,00	0,00

	SPORTS (SPORTS)	0.00	0.00	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOURISME (TOURISME)	0.00	0.00	465 000,00	- 94 716,75	0,00	0,00	0,00
	Total HAP	0.00	0.00	1 407 824,00	27 989 268,52	5 000,00	0,00	0,00
	TOTAL DEPENSES	679 550 640,45	216 842 000,00	65 790 123,00	29 007 931,52	69 825 243,59	63 293 466,75	56 147 038,53

RECETTES

Type de financement AP / HAP	Politique	Total AP	Proposition AP 2022	Mnt Voté 2022	Mnt Prop. 2022	Projection CP 2023	Projection CP 2024	Projection CP 2025
AP	CADRE DE VIE (CADREVIE)	24 695 260,00	0,00	3 815 250,00	0,00	3 550 250,00	3 542 625,00	3 535 000,00
	INFORMATIQUE (INFORMAT)	0.00	0.00					
	TOURISME (TOURISME)	2 590 000,00	0,00	912 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total AP	27 285 260,00	0,00	4 727 450,00	0,00	3 550 250,00	3 542 625,00	3 535 000,00
HAP	BATIMENTS DEPARTEMENTAUX (BATDEP)	0.00	0.00					
	COLLEGES (COLLEGES)	0.00	0.00	1 384 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	CULTURE (CULTURE)	0.00	0.00	140 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	ECONOMIE (ECONOMIE)	0.00	0.00	316 000,00	122 198,00	0,00	0,00	0,00
	ESPACE RURAL (ESPARUR)	0.00	0.00	427 490,00	0,00	100 000,00	30 000,00	0,00
	HORS POLITIQUE	0.00	0.00	42 277 820,41	9 709 225,50	0,00	0,00	0,00
	INFORMATIQUE (INFORMAT)	0.00	0.00	330 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	ROUTES DEPARTEMENTALES (RD)	0.00	0.00	152 220,00	61 000,00	0,00	0,00	0,00
	SOCIAL ET SANTE (SOCIAL)	0.00	0.00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOURISME (TOURISME)	0.00	0.00	7 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total HAP	0.00	0.00	45 035 430,41	9 892 423,50	100 000,00	30 000,00	0,00	
TOTAL RECETTES		27 285 260,00	0,00	49 762 880,41	9 892 423,50	3 650 250,00	3 572 625,00	3 535 000,00

ANNEXE 2 : PPI DETAIL

Commission 1 : Solidarités Territoriales

CADRE DE VIE (CADREVIE)

Numero de Programme	Type de mvt Dep. / Rec.	Type de financement AP / HAP	AP	Libellé AP	Total AP	Réalisé 2021 à 2021	Proposition AP 2022	Mnt voté 2022	Mnt Prop. 2022	Projection CP 2023	Projection CP 2024	Projection CP 2025		
4311 - 4311 SOLIDARITE	Dépenses	AP	2018 - 1	4311 SOLIDARITE	21 000 000,00	2 737 984,92	0,00	3 465 500,00	526 000,00	3 020 000,00	0,00	0,00		
			Total AP				21 000 000,00	2 737 984,92	0,00	3 465 500,00	526 000,00	3 020 000,00	0,00	0,00
			Total Dépenses				21 000 000,00	2 737 984,92	0,00	3 465 500,00	526 000,00	3 020 000,00	0,00	0,00
AIDEPIERRE - AIDE A LA PIERRE	Dépenses	AP	2021 - 1	AIDE A LA PIERRE	36 000 000,00	484 047,05	0,00	4 398 000,00	0,00	4 506 000,00	4 506 000,00	4 506 000,00		
			Total AP				36 000 000,00	484 047,05	0,00	4 398 000,00	0,00	4 506 000,00	4 506 000,00	4 506 000,00
			Total Dépenses				36 000 000,00	484 047,05	0,00	4 398 000,00	0,00	4 506 000,00	4 506 000,00	4 506 000,00
	Recettes	AP	2021 - 3	FINANCEMENT AIDE A LA PIERRE	23 760 260,00	676 285,00	0,00	3 675 000,00	0,00	3 410 000,00	3 410 000,00	3 410 000,00		
			Total AP				23 760 260,00	676 285,00	0,00	3 675 000,00	0,00	3 410 000,00	3 410 000,00	3 410 000,00
Total Recettes				23 760 260,00	676 285,00	0,00	3 675 000,00	0,00	3 410 000,00	3 410 000,00	3 410 000,00	3 410 000,00		
CAP 43 - CAP 43	Dépenses	AP	2022 - 1	CAP 43 COMMUNES	26 500 000,00	0,00	26 500 000,00	0,00	500 000,00	5 200 000,00	5 200 000,00	5 200 000,00		
			2022 - 2	CAP 43 INTERCO	7 000 000,00	0,00	7 000 000,00	0,00	0,00	1 400 000,00	1 400 000,00	1 400 000,00		
			Total AP				33 500 000,00	0,00	33 500 000,00	0,00	500 000,00	6 600 000,00	6 600 000,00	6 600 000,00
Total Dépenses				33 500 000,00	0,00	33 500 000,00	0,00	500 000,00	6 600 000,00	6 600 000,00	6 600 000,00	6 600 000,00		
FDIC - FONDS 199	Dépenses	AP	2016 - 1	AAP 2016 2018	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
			2016 - 2	AAP 2018 2020	3 170 000,00	315 622,75	0,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
			2021 - 1	AAP 2021 2023	3 500 000,00	885 310,00	0,00	850 000,00	0,00	700 000,00	800 000,00	227 000,00		
			Total AP				6 670 000,00	1 240 932,75	0,00	1 050 000,00	0,00	700 000,00	800 000,00	227 000,00
			Total Dépenses				6 670 000,00	1 240 932,75	0,00	1 050 000,00	0,00	700 000,00	800 000,00	227 000,00
INNOVATION - INNOVATION	Dépenses	AP	2018 - 1	INNOVATION 43 11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
			Total AP				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
			Total Dépenses				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
INTERCOM - DEVELOPPEMENT DE L'INTERCOMMUNALITE	Dépenses	HAP			0,00	22 690,32	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
			Total HAP				0,00	22 690,32	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	
			Total Dépenses				0,00	22 690,32	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	
NUMERIQUE - NUMERIQUE	Dépenses	AP	2018 - 1	NUMERIQUE 43 11	76 000,00	0,00	0,00	30 000,00	- 30 000,00	0,00	0,00	0,00		
			Total AP				76 000,00	0,00	0,00	30 000,00	- 30 000,00	0,00	0,00	
			Total Dépenses				76 000,00	0,00	0,00	30 000,00	- 30 000,00	0,00	0,00	
PNR - SUB INVESTISSEMENT PNR	Dépenses	AP	2022 - 1	SUB INVESTISSEMENT PNR	120 000,00	0,00	120 000,00	0,00	0,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00		
			Total AP				120 000,00	0,00	120 000,00	0,00	0,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00
			Total Dépenses				120 000,00	0,00	120 000,00	0,00	0,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00
PNRU - PLAN NATIONAL RENOVATION URBAINE	Dépenses	AP	2018 - 1	RENOVATION URBAINE VAL VERT	1 086 000,00	3 600,00	0,00	200 000,00	0,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00		
			Total AP				1 086 000,00	3 600,00	0,00	200 000,00	0,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00
			Total Dépenses				1 086 000,00	3 600,00	0,00	200 000,00	0,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00
PVD - DISPOSITIF PETITES VILLES DE DEMAIN	Dépenses	AP	2021 - 2	SUBVENTIONS PVD CREDITS BDT	935 000,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	180 000,00	180 000,00	180 000,00		
			Total AP				935 000,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	180 000,00	180 000,00	180 000,00
			Total Dépenses				935 000,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	180 000,00	180 000,00	180 000,00
	Recettes	AP	2021 - 1	DOTATION BDT	935 000,00	0,00	0,00	140 250,00	0,00	140 250,00	132 625,00	125 000,00		
			Total AP				935 000,00	0,00	0,00	140 250,00	0,00	140 250,00	132 625,00	125 000,00
Total Recettes				935 000,00	0,00	0,00	140 250,00	0,00	140 250,00	132 625,00	125 000,00			
REVITBOURG - REVIT CENTRES BOURG FONCIER ECO	Dépenses	AP	2016 - 1	REVITALISATION CENTRE BOURG	500 000,00	76 496,60	0,00	225 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
			Total AP				500 000,00	76 496,60	0,00	225 000,00	0,00	0,00	0,00	
			Total Dépenses				500 000,00	76 496,60	0,00	225 000,00	0,00	0,00	0,00	

Récapitulatif pour la politique : CADRE DE VIE									
Type de mvt Dep. / Rec.	Type de financement AP / HAP	Total AP	Réalisé 2021 à 2 021	Proposition AP 2022	Mnt voté 2022	Mnt Prop. 2022	Projection CP 2023	Projection CP 2024	Projection CP 2025
Dépenses	AP	99 887 000,00	4 543 061,32	33 620 000,00	9 468 500,00	996 000,00	15 226 000,00	12 306 000,00	11 733 000,00
	HAP	0,00	22 690,32	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total Dépenses	99 887 000,00	4 565 751,64	33 620 000,00	9 488 500,00	996 000,00	15 226 000,00	12 306 000,00	11 733 000,00
Recettes	AP	24 695 260,00	676 285,00	0,00	3 815 250,00	0,00	3 550 250,00	3 542 625,00	3 535 000,00
	Total Recettes	24 695 260,00	676 285,00	0,00	3 815 250,00	0,00	3 550 250,00	3 542 625,00	3 535 000,00

ECONOMIE (ECONOMIE)

Numero de Programme	Type de mvt Dep. / Rec.	Type de financement AP / HAP	AP	Libellé AP	Total AP	Réalisé 2021 à 2 021	Proposition AP 2022	Mnt voté 2022	Mnt Prop. 2022	Projection CP 2023	Projection CP 2024	Projection CP 2025
AIDSECO - AIDES ECONOMIQUES	Dépenses	AP	2022 - 1	AIDES AUX ENTREPRISES	10 000 000,00	0,00	10 000 000,00	0,00	0,00	2 000 000,00	2 000 000,00	2 000 000,00
			Total AP	10 000 000,00	0,00	10 000 000,00	0,00	0,00	2 000 000,00	2 000 000,00	2 000 000,00	
			Total Dépenses	10 000 000,00	0,00	10 000 000,00	0,00	0,00	2 000 000,00	2 000 000,00	2 000 000,00	
BATINDUS - BATIMENTS INDUSTRIELS	Dépenses	AP	2015 - 1	BATIMENTS INDUSTRIELS	19 322 366,00	3 167 078,63	0,00	2 976 500,00	0,00	3 000 000,00	787 578,89	0,00
			Total AP	19 322 366,00	3 167 078,63	0,00	2 976 500,00	0,00	3 000 000,00	787 578,89	0,00	
			Total Dépenses	19 322 366,00	3 167 078,63	0,00	2 976 500,00	0,00	3 000 000,00	787 578,89	0,00	
	Recettes	HAP			0,00	426 633,00	0,00	316 000,00	122 198,00	0,00	0,00	0,00
			Total HAP	0,00	426 633,00	0,00	316 000,00	122 198,00	0,00	0,00	0,00	
Total Recettes	0,00	426 633,00	0,00	316 000,00	122 198,00	0,00	0,00	0,00	0,00			
COMARTISAN - DEVELOPPEMENT COMMERCE ET ARTISANAT	Dépenses	HAP			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		Total HAP			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		Total Dépenses			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
INDUSTRIE - ACCUEIL ET DEVELOPPEMENT DES INDUSTRIES	Dépenses	AP	2016 - 1	ACCUEIL DEVELOP INDUSTRIES	3 400 000,00	52 748,21	0,00	23 500,00	100 000,00	69 700,00	0,00	0,00
			Total AP	3 400 000,00	52 748,21	0,00	23 500,00	100 000,00	69 700,00	0,00	0,00	
		HAP			0,00	478 763,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			Total HAP	0,00	478 763,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Total Dépenses	3 400 000,00	531 511,21	0,00	23 500,00	100 000,00	69 700,00	0,00	0,00				

Récapitulatif pour la politique : ECONOMIE									
Type de mvt Dep. / Rec.	Type de financement AP / HAP	Total AP	Réalisé 2021 à 2 021	Proposition AP 2022	Mnt voté 2022	Mnt Prop. 2022	Projection CP 2023	Projection CP 2024	Projection CP 2025
Dépenses	AP	32 722 366,00	3 219 826,84	10 000 000,00	3 000 000,00	100 000,00	5 069 700,00	2 787 578,89	2 000 000,00
	HAP	0,00	478 763,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total Dépenses	32 722 366,00	3 698 589,84	10 000 000,00	3 000 000,00	100 000,00	5 069 700,00	2 787 578,89	2 000 000,00
Recettes	HAP	0,00	426 633,00	0,00	316 000,00	122 198,00	0,00	0,00	0,00
	Total Recettes	0,00	426 633,00	0,00	316 000,00	122 198,00	0,00	0,00	0,00

SECURITE (SECURITE)

Numero de Programme	Type de mvt Dep. / Rec.	Type de financement AP / HAP	AP	Libellé AP	Total AP	Réalisé 2021 à 2 021	Proposition AP 2022	Mnt voté 2022	Mnt Prop. 2022	Projection CP 2023	Projection CP 2024	Projection CP 2025
SDIS - SDIS	Dépenses	AP	2017 - 1	PART TX CASERNES	1 200 000,00	312 684,00	0,00	450 000,00	0,00	221 000,00	0,00	0,00
			2020 - 1	MATERIELS SDIS	4 500 000,00	813 906,25	0,00	1 500 000,00	0,00	1 393 884,96	0,00	0,00
			2022 - 1	MATERIEL SDIS	7 000 000,00	0,00	7 000 000,00	0,00	0,00	1 400 000,00	1 400 000,00	1 400 000,00
			Total AP		12 700 000,00	1 126 590,25	7 000 000,00	1 950 000,00	0,00	3 014 884,96	1 400 000,00	1 400 000,00
			Total Dépenses		12 700 000,00	1 126 590,25	7 000 000,00	1 950 000,00	0,00	3 014 884,96	1 400 000,00	1 400 000,00

Récapitulatif pour la politique : SECURITE									
Type de mvt Dep. / Rec.	Type de financement AP / HAP	Total AP	Réalisé 2021 à 2 021	Proposition AP 2022	Mnt voté 2022	Mnt Prop. 2022	Projection CP 2023	Projection CP 2024	Projection CP 2025
Dépenses	AP	12 700 000,00	1 126 590,25	7 000 000,00	1 950 000,00	0,00	3 014 884,96	1 400 000,00	1 400 000,00
Total Dépenses		12 700 000,00	1 126 590,25	7 000 000,00	1 950 000,00	0,00	3 014 884,96	1 400 000,00	1 400 000,00

Commission 2 : Solidarités Humaines

SOCIAL ET SANTE (SOCIAL)

Numero de Programme	Type de mvt Dep. / Rec.	Type de financement AP / HAP	AP	Libellé AP	Total AP	Réalisé 2021 à 2 021	Proposition AP 2022	Mnt voté 2022	Mnt Prop. 2022	Projection CP 2023	Projection CP 2024	Projection CP 2025
BAT SOCIAL - BATIMENTS SOCIAL	Dépenses	AP	2016 - 1	TX BATIMENTS SOCIAL	650 000,00	30 998,17	0,00	7 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			2018 - 1	TRAVAUX MDA	5 500 000,00	417 930,36	0,00	2 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			2021 - 1	TRAVAUX BATIMENTS SOCIAUX	1 000 000,00	0,00	0,00	802 400,00	0,00	40 000,00	35 000,00	40 000,00
			Total AP		7 150 000,00	448 928,53	0,00	3 310 000,00	0,00	40 000,00	35 000,00	40 000,00
			Total Dépenses		7 150 000,00	448 928,53	0,00	3 310 000,00	0,00	40 000,00	35 000,00	40 000,00
	Recettes	HAP			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			Total HAP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
			Total Recettes		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
EHPAD - EHPAD	Dépenses	AP	2022 - 1	EHPAD MATERIEL	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00
			Total AP		1 000 000,00	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00
			Total Dépenses		1 000 000,00	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00
EHPADMAT - SUB EQUIPEMENT MATERIELS EHPAD	Dépenses	AP	2019 - 1	SUB EHPAD MATERIELS	374 000,00	146 705,54	0,00	45 245,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			2020 - 1	SUB EHPAD CLIMATISATION	250 000,00	48 381,48	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			Total AP		624 000,00	195 087,02	0,00	95 245,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			Total Dépenses		624 000,00	195 087,02	0,00	95 245,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EHPADRAILS - EHPAD RAILS DE TRANSFERT	Dépenses	AP	2018 - 1	EHPAD RAILS DE TRANSFERTS	1 125 000,00	156 032,17	0,00	225 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			Total AP		1 125 000,00	156 032,17	0,00	225 000,00	0,00	0,00	0,00	
			Total Dépenses		1 125 000,00	156 032,17	0,00	225 000,00	0,00	0,00	0,00	
INVINSERTI - INVESTISSEMENTS INSERTIONS	Dépenses	AP	2021 - 1	INVESTISSEMENTS INSERTION	330 000,00	0,00	130 000,00	148 314,00	0,00	50 400,00	30 000,00	30 000,00
			Total AP		330 000,00	0,00	130 000,00	148 314,00	0,00	50 400,00	30 000,00	30 000,00
			Total Dépenses		330 000,00	0,00	130 000,00	148 314,00	0,00	50 400,00	30 000,00	30 000,00
INVSOCIAL - INVESTISSEMENT SOCIAL	Dépenses	HAP			0,00	380 440,52	0,00	415 000,00	- 22 262,30	5 000,00	0,00	0,00
			Total HAP		0,00	380 440,52	0,00	415 000,00	- 22 262,30	5 000,00	0,00	0,00
			Total Dépenses		0,00	380 440,52	0,00	415 000,00	- 22 262,30	5 000,00	0,00	0,00

Récapitulatif pour la politique : SOCIAL ET SANTE									
Type de mvt Dep. / Rec.	Type de financement AP / HAP	Total AP	Réalisé 2021 à 2 021	Proposition AP 2022	Mnt voté 2022	Mnt Prop. 2022	Projection CP 2023	Projection CP 2024	Projection CP 2025
Dépenses	AP	10 229 000,00	800 047,72	1 130 000,00	3 778 559,00	0,00	290 400,00	265 000,00	270 000,00
	HAP	0,00	380 440,52	0,00	415 000,00	- 22 262,30	5 000,00	0,00	0,00
	Total Dépenses	10 229 000,00	1 180 488,24	1 130 000,00	4 193 559,00	- 22 262,30	295 400,00	265 000,00	270 000,00
Recettes	HAP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Commission 3 : Haute-Loire Ouverte

AIR (AIR)

Numero de Programme	Type de mvt Dep. / Rec.	Type de financement AP / HAP	AP	Libellé AP	Total AP	Réalisé 2021 à 2 021	Proposition AP 2022	Mnt voté 2022	Mnt Prop. 2022	Projection CP 2023	Projection CP 2024	Projection CP 2025
AMGTAERO - AMENAGEMENT AERODROME	Dépenses	AP	2016 - 1	TX AERODROME LOUDES	2 800 000,00	117 535,18	0,00	1 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			2021 - 1	TRAVAUX AERODROME LOUDES	300 000,00	0,00	0,00	218 800,00	0,00	20 000,00	15 000,00	15 000,00
				Total AP	3 100 000,00	117 535,18	0,00	220 000,00	0,00	20 000,00	15 000,00	15 000,00
				Total Dépenses	3 100 000,00	117 535,18	0,00	220 000,00	0,00	20 000,00	15 000,00	15 000,00

Récapitulatif pour la politique : AIR									
Type de mvt Dep. / Rec.	Type de financement AP / HAP	Total AP	Réalisé 2021 à 2 021	Proposition AP 2022	Mnt voté 2022	Mnt Prop. 2022	Projection CP 2023	Projection CP 2024	Projection CP 2025
Dépenses	AP	3 100 000,00	117 535,18	0,00	220 000,00	0,00	20 000,00	15 000,00	15 000,00
	Total Dépenses	3 100 000,00	117 535,18	0,00	220 000,00	0,00	20 000,00	15 000,00	15 000,00

ENTRETIEN RD (ENTRRD)

Numero de Programme	Type de mvt Dep. / Rec.	Type de financement AP / HAP	AP	Libellé AP	Total AP	Réalisé 2021 à 2 021	Proposition AP 2022	Mnt voté 2022	Mnt Prop. 2022	Projection CP 2023	Projection CP 2024	Projection CP 2025
EXPLENTRRD - EXPLOITATION ET ENTRETIEN RD	Dépenses	HAP			0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
				Total HAP	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
				Total Dépenses	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Récapitulatif pour la politique : ENTRETIEN RD									
Type de mvt Dep. / Rec.	Type de financement AP / HAP	Total AP	Réalisé 2021 à 2 021	Proposition AP 2022	Mnt voté 2022	Mnt Prop. 2022	Projection CP 2023	Projection CP 2024	Projection CP 2025
Dépenses	HAP	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total Dépenses	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

NUMERIQUE (NUMERIQUE)

Numero de Programme	Type de mvt Dep. / Rec.	Type de financement AP / HAP	AP	Libellé AP	Total AP	Réalisé 2021 à 2 021	Proposition AP 2022	Mnt voté 2022	Mnt Prop. 2022	Projection CP 2023	Projection CP 2024	Projection CP 2025
NTIC - INFRA TH TELEPHONIE MOBILE	Dépenses	AP	2013 - 1	SUB PPP THD	39 303 000,00	1 579 632,00	0,00	1 642 000,00	0,00	3 429 000,00	1 423 000,00	1 451 000,00
			Total AP		39 303 000,00	1 579 632,00	0,00	1 642 000,00	0,00	3 429 000,00	1 423 000,00	1 451 000,00
			Total Dépenses		39 303 000,00	1 579 632,00	0,00	1 642 000,00	0,00	3 429 000,00	1 423 000,00	1 451 000,00
NUMERIQUE - NUMERIQUE TERRITORIAL	Dépenses	AP	2021 - 2	INFRASTRUCTURES NUMERIQUES TERRITORIALES HORS PLAN THD	156 000,00	0,00	106 000,00	26 000,00	0,00	26 000,00	26 000,00	26 000,00
			Total AP		156 000,00	0,00	106 000,00	26 000,00	0,00	26 000,00	26 000,00	26 000,00
			Total Dépenses		156 000,00	0,00	106 000,00	26 000,00	0,00	26 000,00	26 000,00	26 000,00
PORTAESERV - PORTAIL E SERVICE TERRITORIAL	Dépenses	AP	2016 - 1	PORTAIL E SERVICE TERRITORIAL	0,00	16 044,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			Total AP		0,00	16 044,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			Total Dépenses		0,00	16 044,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Récapitulatif pour la politique : NUMERIQUE									
Type de mvt Dep. / Rec.	Type de financement AP / HAP	Total AP	Réalisé 2021 à 2 021	Proposition AP 2022	Mnt voté 2022	Mnt Prop. 2022	Projection CP 2023	Projection CP 2024	Projection CP 2025
Dépenses	AP	39 459 000,00	1 595 676,00	106 000,00	1 668 000,00	0,00	3 455 000,00	1 449 000,00	1 477 000,00
Total Dépenses		39 459 000,00	1 595 676,00	106 000,00	1 668 000,00	0,00	3 455 000,00	1 449 000,00	1 477 000,00

ROUTES DEPARTEMENTALES (RD)

Numero de Programme	Type de mvt Dep. / Rec.	Type de financement AP / HAP	AP	Libellé AP	Total AP	Réalisé 2021 à 2 021	Proposition AP 2022	Mnt voté 2022	Mnt Prop. 2022	Projection CP 2023	Projection CP 2024	Projection CP 2025
AMGLOCALRD - AMENAGEMENTS LOCALISES RESEAU ROUTIER RD	Dépenses	AP	2016 - 1	AMENAGEMENTS PONCTUELS ET DE SECURITE RD	6 380 000,00	1 031 498,11	0,00	30 316,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			2016 - 2	AMENAGEMENTS EN AGGLOMERATION RD	11 600 000,00	1 898 436,42	0,00	148 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			2016 - 3	TRAVAUX INTERET LOCAL CIL RD	2 700 000,00	280 891,40	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			2021 - 1	AMENAGEMENTS LOCALISES ET DE SECURITE	4 500 000,00	283 612,27	2 500 000,00	1 169 684,00	0,00	660 000,00	660 000,00	660 000,00
			2021 - 2	AMENAGEMENTS TRAVERSES AGGLOMERATIONS	6 600 000,00	12 924,24	2 800 000,00	969 000,00	0,00	1 100 000,00	1 400 000,00	1 400 000,00
			2022 - 1	TRAVAUX INTERETS LOCAL CIL RD	2 500 000,00	0,00	2 500 000,00	0,00	0,00	200 000,00	700 000,00	600 000,00
			Total AP		34 280 000,00	3 507 362,44	7 800 000,00	2 417 000,00	0,00	1 960 000,00	2 760 000,00	2 660 000,00
	Total Dépenses		34 280 000,00	3 507 362,44	7 800 000,00	2 417 000,00	0,00	1 960 000,00	2 760 000,00	2 660 000,00		
	Recettes	HAP			0,00	10 370,00	0,00	148 800,00	61 000,00	0,00	0,00	0,00
			Total HAP		0,00	10 370,00	0,00	148 800,00	61 000,00	0,00	0,00	
Total Recettes			0,00	10 370,00	0,00	148 800,00	61 000,00	0,00	0,00			
MODERRESRD - MODERNISATION DU RESEAU RD	Dépenses	AP	2016 - 1	AMENAGEMENTS ITINERAIRES STRUTURANTS RD	27 443 000,00	3 535 031,49	0,00	832 330,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			2016 - 2	INFRASTRUCTURES NOUVELLES RD	1 060 000,00	291 647,59	0,00	162 291,00	0,00	0,00	0,00	
			2021 - 1	MODERNISATION DU RESEAU STRUCTURANT	11 600 000,00	124 723,58	2 600 000,00	2 907 670,00	0,00	2 500 000,00	2 500 000,00	2 000 000,00
			2021 - 2	INFRASTRUCTURES NOUVELLES ET STRATEGIQUES	500 000,00	0,00	200 000,00	97 709,00	0,00	80 000,00	80 000,00	80 000,00
			2021 - 3	PONT DE BAS EN BASSET	23 900 000,00	0,00	23 600 000,00	300 000,00	0,00	1 500 000,00	1 200 000,00	3 400 000,00
			2021 - 4	PONT DE LANGEAC	12 900 000,00	0,00	12 600 000,00	300 000,00	0,00	2 300 000,00	7 700 000,00	2 300 000,00
			2022 - 1	MOBILITE DOUCE	6 700 000,00	0,00	6 700 000,00	0,00	0,00	1 350 000,00	1 350 000,00	1 350 000,00
			Total AP		84 103 000,00	3 951 402,66	45 700 000,00	4 600 000,00	0,00	7 730 000,00	12 830 000,00	9 130 000,00
Total Dépenses		84 103 000,00	3 951 402,66	45 700 000,00	4 600 000,00	0,00	7 730 000,00	12 830 000,00	9 130 000,00			

	Recettes	HAP			0.00	170 816,34	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
			Total HAP		0.00	170 816,34	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
			Total Recettes		0.00	170 816,34	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
MOYGENERRD - MOYENS GENERAUX RD	Dépenses	AP	2021 - 1	MATERIELS ROULANTS ET OUTILLAGES	17 300 000,00	0,00	12 700 000,00	2 399 999,00	0,00	3 000 000,00	3 000 000,00	3 000 000,00
			2021 - 2	BATIMENTS EXPLOITATION ROUTIERE	1 500 000,00	0,00	500 000,00	431 000,00	0,00	195 000,00	195 000,00	195 000,00
			Total AP		18 800 000,00	0,00	13 200 000,00	2 830 999,00	0,00	3 195 000,00	3 195 000,00	3 195 000,00
			Total Dépenses		18 800 000,00	0,00	13 200 000,00	2 830 999,00	0,00	3 195 000,00	3 195 000,00	3 195 000,00
MOYTRANSRD - MOYENS TRANSVERSAUX RD	Dépenses	AP	2016 - 1	ETUDES ET PRESTATIONS INTELLECTUELLES	1 600 000,00	264 831,76	0,00	36 545,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			2016 - 2	ACQUISITIONS FONCIERES RD	1 400 000,00	127 577,07	0,00	89 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			2016 - 3	MATERIEL ROULANT ET OUTILLAGES TECHNIQUES RD	13 900 000,00	2 749 048,88	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			2016 - 4	MATERIEL DE SECURITE ET SERVICE A USAGER RD	2 200 000,00	354 152,50	0,00	5 850,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			2016 - 5	BATIMENTS EXPLOITATION ROUTIERE RD	3 300 000,00	193 463,79	0,00	94 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			2021 - 1	ETUDES ET PRESTATIONS INTELLECTUELLES	1 400 000,00	47 953,80	900 000,00	413 455,00	0,00	190 000,00	190 000,00	190 000,00
			2021 - 2	AFFAIRES FONCIERES	1 200 000,00	0,00	700 000,00	403 000,00	0,00	144 000,00	141 000,00	141 000,00
			2021 - 3	MATERIELS DE SECURITE ET EQUIPEMENTS DE LA ROUTE	2 400 000,00	0,00	1 700 000,00	304 150,00	0,00	420 000,00	420 000,00	420 000,00
			Total AP		27 400 000,00	3 737 027,80	3 300 000,00	1 346 001,00	0,00	754 000,00	751 000,00	751 000,00
			Total Dépenses		27 400 000,00	3 737 027,80	3 300 000,00	1 346 001,00	0,00	754 000,00	751 000,00	751 000,00
REHABPATRD - REHABILITATION DU PATRIMOINE ROUTIER RD	Dépenses	AP	2016 - 1	REHABILITATION DES CHAUSSEES RD	41 100 000,00	6 600 835,57	0,00	52 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			2016 - 2	REHABILITATION DES OUVRAGES ART RD	9 300 000,00	1 064 079,76	0,00	67 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			2016 - 3	CONFORTEMENT APRES DEGATS RD	0,00	283 877,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			2021 - 1	REHABILITATION DES CHAUSSEES RD	31 500 000,00	0,00	18 000 000,00	6 447 300,00	0,00	5 000 000,00	5 000 000,00	5 000 000,00
			2021 - 2	REHABILITATION DES OA ET OPF	8 400 000,00	466 868,30	5 400 000,00	2 233 000,00	0,00	1 300 000,00	1 300 000,00	1 100 000,00
			2021 - 3	REHABILITATION PATRIMOINE SUITE AUX ALEAS CLIMATIQUES	1 500 000,00	0,00	200 000,00	300 000,00	0,00	250 000,00	250 000,00	250 000,00
			Total AP		91 800 000,00	8 415 660,83	23 600 000,00	9 100 000,00	0,00	6 550 000,00	6 550 000,00	6 350 000,00
	Total Dépenses		91 800 000,00	8 415 660,83	23 600 000,00	9 100 000,00	0,00	6 550 000,00	6 550 000,00	6 350 000,00		
Recettes	HAP			0.00	0,00	0.00	3 420,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
		Total HAP		0.00	0,00	0.00	3 420,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
			Total Recettes		0.00	0,00	0.00	3 420,00	0,00	0,00	0,00	

Récapitulatif pour la politique : ROUTES DEPARTEMENTALES									
Type de mvt Dep. / Rec.	Type de financement AP / HAP	Total AP	Réalisé 2021 à 2 021	Proposition AP 2022	Mnt voté 2022	Mnt Prop. 2022	Projection CP 2023	Projection CP 2024	Projection CP 2025
Dépenses	AP	256 383 000,00	19 611 453,73	93 600 000,00	20 294 000,00	0,00	20 189 000,00	26 086 000,00	22 086 000,00
	Total Dépenses	256 383 000,00	19 611 453,73	93 600 000,00	20 294 000,00	0,00	20 189 000,00	26 086 000,00	22 086 000,00
Recettes	HAP	0.00	181 186,34	0.00	152 220,00	61 000,00	0,00	0,00	0,00
	Total Recettes	0.00	181 186,34	0.00	152 220,00	61 000,00	0,00	0,00	0,00

ROUTES NATIONALES (RN)

Numero de Programme	Type de mvt Dep. / Rec.	Type de financement AP / HAP	AP	Libellé AP	Total AP	Réalisé 2021 à 2 021	Proposition AP 2022	Mnt voté 2022	Mnt Prop. 2022	Projection CP 2023	Projection CP 2024	Projection CP 2025
RNCPER - RN CPER 2015 2020	Dépenses	AP	2017 - 1	RN CPER 2015 2020	16 000 000,00	4 944 000,00	0,00	4 835 000,00	0,00	3 494 000,00	1 320 000,00	0,00
			Total AP		16 000 000,00	4 944 000,00	0,00	4 835 000,00	0,00	3 494 000,00	1 320 000,00	0,00
			Total Dépenses		16 000 000,00	4 944 000,00	0,00	4 835 000,00	0,00	3 494 000,00	1 320 000,00	0,00

Récapitulatif pour la politique : ROUTES NATIONALES									
Type de mvt Dep. / Rec.	Type de financement AP / HAP	Total AP	Réalisé 2021 à 2 021	Proposition AP 2022	Mnt voté 2022	Mnt Prop. 2022	Projection CP 2023	Projection CP 2024	Projection CP 2025
Dépenses	AP	16 000 000,00	4 944 000,00	0,00	4 835 000,00	0,00	3 494 000,00	1 320 000,00	0,00
	Total Dépenses	16 000 000,00	4 944 000,00	0,00	4 835 000,00	0,00	3 494 000,00	1 320 000,00	0,00

Commission 4 : Attractivité Territoriale

ACTIONS CULTURELLES (ACTCULT)

Numero de Programme	Type de mvt Dep. / Rec.	Type de financement AP / HAP	AP	Libellé AP	Total AP	Réalisé 2021 à 2 021	Proposition AP 2022	Mnt voté 2022	Mnt Prop. 2022	Projection CP 2023	Projection CP 2024	Projection CP 2025	
ATTRACTIV - RESERVE ATTRACTIVITE	Dépenses	AP	2022 - 1	RESERVE ATTRACTIVITE	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500 000,00	
				Total AP	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500 000,00
				Total Dépenses	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500 000,00

Récapitulatif pour la politique : ACTIONS CULTURELLES									
Type de mvt Dep. / Rec.	Type de financement AP / HAP	Total AP	Réalisé 2021 à 2 021	Proposition AP 2022	Mnt voté 2022	Mnt Prop. 2022	Projection CP 2023	Projection CP 2024	Projection CP 2025
Dépenses	AP	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500 000,00
	Total Dépenses	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500 000,00

CULTURE (CULTURE)

Numero de Programme	Type de mvt Dep. / Rec.	Type de financement AP / HAP	AP	Libellé AP	Total AP	Réalisé 2021 à 2 021	Proposition AP 2022	Mnt voté 2022	Mnt Prop. 2022	Projection CP 2023	Projection CP 2024	Projection CP 2025
ACTCULTURE - ACTION CULTURELLE	Dépenses	AP	2016 - 1	ACTION CULTURELLE	165 000,00	38 208,00	0,00	38 000,00	- 26 000,00	0,00	0,00	0,00
			2018 - 1	INVESTISSEMENTS BDP	760 000,00	178 972,32	0,00	179 000,00	- 1 200,00	0,00	0,00	0,00
			2021 - 1	INVESTISSEMENTS ARCHIVES	300 000,00	63 561,47	0,00	70 000,00	0,00	69 000,00	69 000,00	28 438,53
			2022 - 1	ACTION CULTURELLE	150 000,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00
			2022 - 2	SCHEMA DEPARTEMENTAL DE LECTURE PUBLIQUE	600 000,00	0,00	600 000,00	0,00	30 000,00	199 000,00	186 000,00	185 000,00
				Total AP	1 975 000,00	280 741,79	750 000,00	287 000,00	2 800,00	298 000,00	285 000,00	243 438,53
		Total Dépenses	1 975 000,00	280 741,79	750 000,00	287 000,00	2 800,00	298 000,00	285 000,00	243 438,53		
BATCULTURE - BATIMENTS CULTURELS	Dépenses	AP	2016 - 1	TX BATIMENTS CULTURE	720 000,00	127 505,36	0,00	26 550,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			2021 - 1	TRAVAUX BATIMENTS CULTURE	1 100 000,00	0,00	800 000,00	118 450,00	0,00	190 000,00	190 000,00	190 000,00
				Total AP	1 820 000,00	127 505,36	800 000,00	145 000,00	0,00	190 000,00	190 000,00	190 000,00
		Total Dépenses	1 820 000,00	127 505,36	800 000,00	145 000,00	0,00	190 000,00	190 000,00	190 000,00		
BNR - BIBLIOTHEQUE NUMERIQUE DE REFERENCE	Dépenses	AP	2022 - 1	INFORMATIQUE BNR	210 000,00	0,00	210 000,00	0,00	24 600,00	102 500,00	78 300,00	0,00
			2022 - 2	SDLP BNR	15 000,00	0,00	15 000,00	0,00	1 200,00	12 453,00	0,00	0,00
				Total AP	225 000,00	0,00	225 000,00	0,00	25 800,00	114 953,00	78 300,00	0,00
		Total Dépenses	225 000,00	0,00	225 000,00	0,00	25 800,00	114 953,00	78 300,00	0,00		

CHAISEDIEU - PROJET CHAISE DIEU	Dépenses	AP	2016 - 1	PROJET CHAISE DIEU	3 993 000,00	500 000,00	0,00	500 000,00	0,00	0,00	0,00	
			2022 - 1	PROJET CHAISE DIEU	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00
			Total AP		4 993 000,00	500 000,00	1 000 000,00	500 000,00	0,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00
		Total Dépenses		4 993 000,00	500 000,00	1 000 000,00	500 000,00	0,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00	
CHAVANIAC - CHAVANIAC LAFAYETTE	Dépenses	AP	2016 - 1	CHAVANIAC CPER 2014 2020	5 268 000,00	263 443,24	0,00	525 700,00	- 372 282,00	200 000,00	80 000,00	60 000,00
			2021 - 1	TRAVAUX CHATEAU CHAVANIAC	600 000,00	0,00	100 000,00	241 800,00	0,00	65 000,00	65 000,00	65 000,00
			2022 - 1	CHAVANIAC	1 300 000,00	0,00	1 300 000,00	0,00	0,00	325 000,00	325 000,00	325 000,00
		Total AP		7 168 000,00	263 443,24	1 400 000,00	767 500,00	- 372 282,00	590 000,00	470 000,00	450 000,00	
		Total Dépenses		7 168 000,00	263 443,24	1 400 000,00	767 500,00	- 372 282,00	590 000,00	470 000,00	450 000,00	
	HAP			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
		Total HAP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Total Dépenses		7 168 000,00	263 443,24	1 400 000,00	767 500,00	- 372 282,00	590 000,00	470 000,00	450 000,00		
	Recettes	HAP		0,00	0,00	0,00	140 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
			Total HAP		0,00	0,00	0,00	140 400,00	0,00	0,00	0,00	
Total Recettes		0,00	0,00	0,00	140 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00			
MUSEES - MUSEES	Dépenses	AP	2016 - 1	MUSEES	1 240 000,00	18 000,00	0,00	37 000,00	- 7 000,00	0,00	0,00	
			2022 - 1	MUSEES	500 000,00	0,00	500 000,00	0,00	0,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00
			Total AP		1 740 000,00	18 000,00	500 000,00	37 000,00	- 7 000,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00
		Total Dépenses		1 740 000,00	18 000,00	500 000,00	37 000,00	- 7 000,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00	

Récapitulatif pour la politique : CULTURE									
Type de mvt Dep. / Rec.	Type de financement AP / HAP	Total AP	Réalisé 2021 à 2 021	Proposition AP 2022	Mnt voté 2022	Mnt Prop. 2022	Projection CP 2023	Projection CP 2024	Projection CP 2025
Dépenses	AP	17 921 000,00	1 189 690,39	4 675 000,00	1 736 500,00	- 350 682,00	1 492 953,00	1 323 300,00	1 183 438,53
	HAP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total Dépenses	17 921 000,00	1 189 690,39	4 675 000,00	1 736 500,00	- 350 682,00	1 492 953,00	1 323 300,00	1 183 438,53
Recettes	HAP	0,00	0,00	0,00	140 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total Recettes	0,00	0,00	0,00	140 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00

PATRIMOINE CULTUREL (PATRCULT)

Numero de Programme	Type de mvt Dep. / Rec.	Type de financement AP / HAP	AP	Libellé AP	Total AP	Réalisé 2021 à 2 021	Proposition AP 2022	Mnt voté 2022	Mnt Prop. 2022	Projection CP 2023	Projection CP 2024	Projection CP 2025
PATRIMOINE - PRESERVATION DU PATRIMOINE	Dépenses	AP	2016 - 1	PATRIMOINE	3 300 000,00	467 343,50	0,00	619 000,00	- 30 900,00	343 850,00	203 200,00	0,00
			2022 - 1	PATRIMOINE	2 000 000,00	0,00	2 000 000,00	0,00	0,00	400 000,00	400 000,00	400 000,00
			Total AP		5 300 000,00	467 343,50	2 000 000,00	619 000,00	- 30 900,00	743 850,00	603 200,00	400 000,00
		Total Dépenses		5 300 000,00	467 343,50	2 000 000,00	619 000,00	- 30 900,00	743 850,00	603 200,00	400 000,00	

Récapitulatif pour la politique : PATRIMOINE CULTUREL									
Type de mvt Dep. / Rec.	Type de financement AP / HAP	Total AP	Réalisé 2021 à 2 021	Proposition AP 2022	Mnt voté 2022	Mnt Prop. 2022	Projection CP 2023	Projection CP 2024	Projection CP 2025
Dépenses	AP	5 300 000,00	467 343,50	2 000 000,00	619 000,00	- 30 900,00	743 850,00	603 200,00	400 000,00
Total Dépenses		5 300 000,00	467 343,50	2 000 000,00	619 000,00	- 30 900,00	743 850,00	603 200,00	400 000,00

SPORTS (SPORTS)

Numero de Programme	Type de mvt Dep. / Rec.	Type de financement AP / HAP	AP	Libellé AP	Total AP	Réalisé 2021 à 2 021	Proposition AP 2022	Mnt voté 2022	Mnt Prop. 2022	Projection CP 2023	Projection CP 2024	Projection CP 2025
SPORTS - SPORTS	Dépenses	AP	2022 - 1	EQUIPEMENTS SPORTIFS	200 000,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00
			2022 - 2	SPORTS NATURE	750 000,00	0,00	750 000,00	0,00	0,00	150 000,00	150 000,00	150 000,00
			Total AP		950 000,00	0,00	950 000,00	0,00	0,00	190 000,00	190 000,00	190 000,00
		Total Dépenses		950 000,00	0,00	950 000,00	0,00	0,00	190 000,00	190 000,00	190 000,00	

Récapitulatif pour la politique : Sport									
Type de mvt Dep. / Rec.	Type de financement AP / HAP	Total AP	Réalisé 2021 à 2 021	Proposition AP 2022	Mnt voté 2022	Mnt Prop. 2022	Projection CP 2023	Projection CP 2024	Projection CP 2025
Dépenses	AP	950 000,00	0,00	950 000,00	0,00	0,00	190 000,00	190 000,00	190 000,00
Total Dépenses		950 000,00	0,00	950 000,00	0,00	0,00	190 000,00	190 000,00	190 000,00

SPORTS (SPORTS)

Numero de Programme	Type de mvt Dep. / Rec.	Type de financement AP / HAP	AP	Libellé AP	Total AP	Réalisé 2021 à 2 021	Proposition AP 2022	Mnt voté 2022	Mnt Prop. 2022	Projection CP 2023	Projection CP 2024	Projection CP 2025
EQUIPSPORT - EQUIPEMENTS ET PRATIQUE SPORTIVE	Dépenses	HAP			0,00	0,00	0,00	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			Total HAP		0,00	0,00	0,00	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		Total Dépenses		0,00	0,00	0,00	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

Récapitulatif pour la politique : SPORTS									
Type de mvt Dep. / Rec.	Type de financement AP / HAP	Total AP	Réalisé 2021 à 2 021	Proposition AP 2022	Mnt voté 2022	Mnt Prop. 2022	Projection CP 2023	Projection CP 2024	Projection CP 2025
Dépenses	HAP	0,00	0,00	0,00	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total Dépenses		0,00	0,00	0,00	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

TOURISME (TOURISME)

Numero de Programme	Type de mvt Dep. / Rec.	Type de financement AP / HAP	AP	Libellé AP	Total AP	Réalisé 2021 à 2 021	Proposition AP 2022	Mnt voté 2022	Mnt Prop. 2022	Projection CP 2023	Projection CP 2024	Projection CP 2025
ACCTOURISM - ACCUEIL TOURISTIQUE	Dépenses	HAP			0,00	182 705,57	0,00	355 000,00	- 34 716,75	0,00	0,00	0,00
			Total HAP		0,00	182 705,57	0,00	355 000,00	- 34 716,75	0,00	0,00	0,00
		Total Dépenses		0,00	182 705,57	0,00	355 000,00	- 34 716,75	0,00	0,00	0,00	
ANIMTOURIS - ANIMATION TOURISTIQUE	Dépenses	AP	2016 - 1	ANIMATION TOURISTIQUE	2 966 000,00	268 833,84	0,00	546 000,00	271 000,00	295 000,00	0,00	0,00
			Total AP		2 966 000,00	268 833,84	0,00	546 000,00	271 000,00	295 000,00	0,00	0,00
		HAP			0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			Total HAP		0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total Dépenses		2 966 000,00	268 833,84	0,00	596 000,00	271 000,00	295 000,00	0,00	0,00			
HEBERGTOUR - HEBERGEMENTS TOURISTIQUES	Dépenses	AP	2018 - 1	HEBERGEMENT TOURISTIQUE	1 100 000,00	100 020,00	0,00	290 000,00	- 10 000,00	0,00	0,00	0,00
			Total AP		1 100 000,00	100 020,00	0,00	290 000,00	- 10 000,00	0,00	0,00	0,00
		HAP			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
			Total HAP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total Dépenses		1 100 000,00	100 020,00	0,00	290 000,00	- 10 000,00	0,00	0,00	0,00			

	Recettes	HAP			0,00	6 233,00	0,00	7 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			Total HAP		0,00	6 233,00	0,00	7 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			Total Recettes		0,00	6 233,00	0,00	7 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
INVTOURISM - INVESTISSEMENTS TOURISME	Dépenses	AP	2022 - 1	AMENAGEMENTS TOURISTIQUES	4 000 000,00	0,00	4 000 000,00	0,00	0,00	1 000 000,00	1 000 000,00	1 000 000,00
			Total AP		4 000 000,00	0,00	4 000 000,00	0,00	0,00	1 000 000,00	1 000 000,00	1 000 000,00
			Total Dépenses		4 000 000,00	0,00	4 000 000,00	0,00	0,00	1 000 000,00	1 000 000,00	1 000 000,00
OGS MEZENC - OP GRAND SITE MEZENC GERBIER	Dépenses	AP	2022 - 1	OP GRAND SITE MEZENC GERBIER	300 000,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00	150 000,00
			Total AP		300 000,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00	150 000,00
			Total Dépenses		300 000,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00	150 000,00
PAVNUMERIQ - PAVILLON NUMERIQUE	Dépenses	AP	2016 - 1	PAVILLON NUMERIQUE	7 800 000,00	4 697 376,02	0,00	370 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			2022 - 1	CHAPELLE NUMERIQUE	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	500 000,00	500 000,00	0,00
			Total AP		8 800 000,00	4 697 376,02	1 000 000,00	370 000,00	0,00	500 000,00	500 000,00	0,00
		HAP			0,00	648,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total HAP		0,00	648,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
	Total Dépenses		8 800 000,00	4 698 024,02	1 000 000,00	370 000,00	0,00	500 000,00	500 000,00	0,00		
	Recettes	AP	2016 - 2	PAVILLON NUMERIQUE	2 340 000,00	921 094,48	0,00	712 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total AP			2 340 000,00	921 094,48	0,00	712 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
Total Recettes			2 340 000,00	921 094,48	0,00	712 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
SAUVAGE - DOMAINE DU SAUVAGE	Dépenses	AP	2010 - 1	TRAVAUX SAUVAGE	956 000,00	24 025,33	0,00	3 150,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			2016 - 1	AMENAGEMENTS EXTERIEURS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			2021 - 1	TRAVAUX PRESERVATION PATRIMOINE BATI DOMAINE DU SAUVAGE	100 000,00	0,00	0,00	26 850,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			2022 - 1	DOMAINE DU SAUVAGE	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00	0,00	12 000,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00
		Total AP		2 056 000,00	24 025,33	1 000 000,00	30 000,00	12 000,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00	
	HAP			0,00	0,00	0,00	60 000,00	- 60 000,00	0,00	0,00	0,00	
Total HAP		0,00	0,00	0,00	60 000,00	- 60 000,00	0,00	0,00	0,00			
Total Dépenses		2 056 000,00	24 025,33	1 000 000,00	90 000,00	- 48 000,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00			
TOURISMSOC - TOURISME SOCIAL	Dépenses	AP	2016 - 1	TOURISME SOCIAL	940 000,00	480 000,00	0,00	200 000,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00
			Total AP		940 000,00	480 000,00	0,00	200 000,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00
			Total Dépenses		940 000,00	480 000,00	0,00	200 000,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00
VISITATION - VISITATION	Dépenses	AP	2018 - 1	PROJET VISITATION	700 000,00	86 550,80	0,00	45 200,00	- 20 000,00	0,00	0,00	0,00
			2021 - 1	TRAVAUX VISITATION	3 000 000,00	0,00	2 000 000,00	474 800,00	0,00	500 000,00	500 000,00	500 000,00
			2022 - 1	VISITATION ETUDES PATRIMONIALES	60 000,00	0,00	60 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00	10 000,00	10 000,00
		Total AP		3 760 000,00	86 550,80	2 060 000,00	520 000,00	- 10 000,00	510 000,00	510 000,00	510 000,00	
	Total Dépenses		3 760 000,00	86 550,80	2 060 000,00	520 000,00	- 10 000,00	510 000,00	510 000,00	510 000,00		
	Recettes	AP	2018 - 2	RECETTES VISITATION	250 000,00	10 400,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total AP			250 000,00	10 400,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
Total Recettes			250 000,00	10 400,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00		

Récapitulatif pour la politique : TOURISME									
Type de mvmt Dep. / Rec.	Type de financement AP / HAP	Total AP	Réalisé 2021 à 2 021	Proposition AP 2022	Mnt voté 2022	Mnt Prop. 2022	Projection CP 2023	Projection CP 2024	Projection CP 2025
Dépenses	AP	23 922 000,00	5 656 805,99	8 360 000,00	1 956 000,00	303 000,00	2 505 000,00	2 360 000,00	1 860 000,00
	HAP	0,00	183 353,57	0,00	465 000,00	- 94 716,75	0,00	0,00	0,00
	Total Dépenses	23 922 000,00	5 840 159,56	8 360 000,00	2 421 000,00	208 283,25	2 505 000,00	2 360 000,00	1 860 000,00
Recettes	AP	2 590 000,00	931 494,48	0,00	912 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	HAP	0,00	6 233,00	0,00	7 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total Recettes	2 590 000,00	937 727,48	0,00	919 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Récapitulatif pour la politique : BATIMENTS DEPARTEMENTAUX									
Type de mvt Dep. / Rec.	Type de financement AP / HAP	Total AP	Réalisé 2021 à 2 021	Proposition AP 2022	Mnt voté 2022	Mnt Prop. 2022	Projection CP 2023	Projection CP 2024	Projection CP 2025
Dépenses	AP	7 270 000,00	1 033 058,35	100 000,00	1 072 000,00	0,00	188 000,00	188 000,00	188 000,00
	HAP	0,00	300,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00
	Total Dépenses	7 270 000,00	1 033 358,35	100 000,00	1 072 000,00	1 500,00	188 000,00	188 000,00	188 000,00
Recettes	HAP	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total Recettes	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

INFORMATIQUE (INFORMAT)

Numero de Programme	Type de mvt Dep. / Rec.	Type de financement AP / HAP	AP	Libellé AP	Total AP	Réalisé 2021 à 2 021	Proposition AP 2022	Mnt voté 2022	Mnt Prop. 2022	Projection CP 2023	Projection CP 2024	Projection CP 2025
APPLI INFO - APPLICATIONS INFORMATIQUES	Dépenses	AP	2021 - 1	APPLICATIONS INFORMATIQUES	5 135 000,00	0,00	3 135 000,00	1 134 800,00	64 000,00	787 800,00	787 800,00	787 800,00
			Total AP	5 135 000,00	0,00	3 135 000,00	1 134 800,00	64 000,00	787 800,00	787 800,00	787 800,00	
			Total Dépenses	5 135 000,00	0,00	3 135 000,00	1 134 800,00	64 000,00	787 800,00	787 800,00	787 800,00	
GEOMATIQUE - GEOMATIQUE SIG	Dépenses	HAP			0,00	7 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			Total HAP	0,00	7 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
			Total Dépenses	0,00	7 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
INFRASINFO - INFRASTRUCTURES INFORMATIQUES	Dépenses	AP	2021 - 1	INFRASTRUCTURES INFORMATIQUES	4 231 000,00	0,00	1 731 000,00	1 245 000,00	0,00	653 300,00	373 300,00	443 300,00
			2021 - 2	CYBERSECURITE	1 700 000,00	0,00	900 000,00	400 000,00	0,00	300 000,00	200 000,00	200 000,00
			2022 - 1	DATACENTER	1 500 000,00	0,00	1 500 000,00	0,00	0,00	0,00	800 000,00	700 000,00
			Total AP	7 431 000,00	0,00	4 131 000,00	1 645 000,00	0,00	953 300,00	1 373 300,00	1 343 300,00	
	Total Dépenses	7 431 000,00	0,00	4 131 000,00	1 645 000,00	0,00	953 300,00	1 373 300,00	1 343 300,00			
	Recettes	HAP			0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total HAP			0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
Total Recettes	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			
NUMTERRITO - SERVICES NUM DU TERRITOIRE	Recettes	AP	2019 - 2	CPER PORTAIL CARTOGRAPHIQUE	0,00	43 077,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			Total AP	0,00	43 077,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
			Total Recettes	0,00	43 077,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
PLAN INFO - PROJET E ADMINISTRATION	Dépenses	AP	2011 - 2	ACQUISITION LOGICIEL SIAS	0,00	314 330,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			Total AP	0,00	314 330,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
			Total Dépenses	0,00	2 869 544,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Recettes	HAP			0,00	80 550,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			Total HAP	0,00	80 550,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
			Total Recettes	0,00	80 550,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
POSTESTRAV - POSTES DE TRAVAIL	Dépenses	AP	2021 - 1	POSTE DE TRAVAIL ET TELECOM DEPARTEMENT	4 797 000,00	0,00	2 797 000,00	1 140 000,00	0,00	733 000,00	731 000,00	731 000,00
			Total AP	4 797 000,00	0,00	2 797 000,00	1 140 000,00	0,00	733 000,00	731 000,00	731 000,00	
			Total Dépenses	4 797 000,00	0,00	2 797 000,00	1 140 000,00	0,00	733 000,00	731 000,00	731 000,00	
	Recettes	HAP			0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			Total HAP	0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Total Recettes	0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00				

Récapitulatif pour la politique : INFORMATIQUE									
Type de mvt Dep. / Rec.	Type de financement AP / HAP	Total AP	Réalisé 2021 à 2 021	Proposition AP 2022	Mnt voté 2022	Mnt Prop. 2022	Projection CP 2023	Projection CP 2024	Projection CP 2025
Dépenses	AP	17 363 000,00	314 330,03	10 063 000,00	3 919 800,00	64 000,00	2 474 100,00	2 892 100,00	2 862 100,00
	HAP	0,00	2 877 344,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total Dépenses	17 363 000,00	3 191 674,78	10 063 000,00	3 919 800,00	64 000,00	2 474 100,00	2 892 100,00	2 862 100,00
Recettes	AP	0,00	43 077,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	HAP	0,00	80 550,34	0,00	330 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total Recettes	0,00	123 627,84	0,00	330 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Commission 6 : Enfance Jeunesse

COLLEGES (COLLEGES)

Numero de Programme	Type de mvt Dep. / Rec.	Type de financement AP / HAP	AP	Libellé AP	Total AP	Réalisé 2021 à 2 021	Proposition AP 2022	Mnt voté 2022	Mnt Prop. 2022	Projection CP 2023	Projection CP 2024	Projection CP 2025		
COLLEGES - COLLEGES	Dépenses	AP	2016 - 1	SUBVENTION COLLEGES PUBLICS	242 000,00	32 856,20	0,00	50 000,00	- 23 300,00	0,00	0,00	0,00		
			2016 - 2	SUBVENTION COLLEGES PRIVES	3 424 000,00	746 821,43	0,00	600 000,00	- 331 600,00	0,00	0,00	0,00		
			2016 - 3	TRAVAUX STRUCTURANTS COLLEGES	14 800 000,00	2 531 972,94	0,00	87 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
			2016 - 5	ISOLATIONS EXTERIEURES	2 000 000,00	473 370,98	0,00	31 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
			2016 - 6	NUMERIQUE AU COLLEGE	4 295 000,00	725 415,41	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
			2016 - 7	MOBILIERS	950 000,00	75 948,81	0,00	27 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
			2021 - 1	TRAVAUX STRUCTURANTS COLLEGES	21 000 000,00	0,00	17 000 000,00	2 458 000,00	0,00	3 700 000,00	3 700 000,00	3 700 000,00		
			2021 - 2	RENOVATION ET OPTIMISATION ENERGETIQUES DES COLLEGES	4 000 000,00	0,00	2 000 000,00	768 700,00	0,00	640 000,00	640 000,00	640 000,00		
			2021 - 3	MOBILIER COLLEGES	720 000,00	0,00	420 000,00	134 500,00	0,00	110 000,00	110 000,00	110 000,00		
			2021 - 4	POSTE DE TRAVAIL ET TELECOMMUNICATIONS COLLEGES	3 258 000,00	0,00	1 258 000,00	1 086 000,00	- 98 000,00	454 000,00	454 000,00	454 000,00		
			2022 - 1	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT COLLEGES PRIVES	2 000 000,00	0,00	2 000 000,00	0,00	300 000,00	330 000,00	330 000,00	330 000,00		
			2022 - 2	SUBV D'INVESTISSEMENT COLLEGES PUBLICS	600 000,00	0,00	600 000,00	0,00	78 000,00	104 000,00	104 000,00	104 000,00		
					Total AP	57 289 000,00	4 586 385,77	23 278 000,00	5 263 000,00	- 74 900,00	5 338 000,00	5 338 000,00	5 338 000,00	
					HAP			0,00	214 576,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Total HAP	0,00	214 576,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
		Total Dépenses	57 289 000,00	4 800 962,58	23 278 000,00	5 263 000,00	- 74 900,00	5 338 000,00	5 338 000,00	5 338 000,00				
Recettes	HAP				0,00	0,00	0,00	1 384 000,00	0,00	0,00	0,00			
		Total HAP	0,00	0,00	0,00	1 384 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00				
		Total Recettes	0,00	0,00	0,00	1 384 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00				

Récapitulatif pour la politique : COLLEGES									
Type de mvt Dep. / Rec.	Type de financement AP / HAP	Total AP	Réalisé 2021 à 2 021	Proposition AP 2022	Mnt voté 2022	Mnt Prop. 2022	Projection CP 2023	Projection CP 2024	Projection CP 2025
Dépenses	AP	57 289 000,00	4 586 385,77	23 278 000,00	5 263 000,00	- 74 900,00	5 338 000,00	5 338 000,00	5 338 000,00
	HAP	0,00	214 576,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total Dépenses	57 289 000,00	4 800 962,58	23 278 000,00	5 263 000,00	- 74 900,00	5 338 000,00	5 338 000,00	5 338 000,00
Recettes	HAP	0,00	0,00	0,00	1 384 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total Recettes	0,00	0,00	0,00	1 384 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

COLLEGES PUBLICS (COLPUB)

Numero de Programme	Type de mvt Dep. / Rec.	Type de financement AP / HAP	AP	Libellé AP	Total AP	Réalisé 2021 à 2 021	Proposition AP 2022	Mnt voté 2022	Mnt Prop. 2022	Projection CP 2023	Projection CP 2024	Projection CP 2025
INVCOLPUB - INVESTISSEMENT COLLEGES PUBLICS	Dépenses	HAP			0.00	50 214,70	0.00	65 000,00	- 54 557,75	0,00	0,00	0,00
			Total HAP		0.00	50 214,70	0.00	65 000,00	- 54 557,75	0,00	0,00	0,00
			Total Dépenses		0.00	50 214,70	0.00	65 000,00	- 54 557,75	0,00	0,00	0,00

Récapitulatif pour la politique : COLLEGES PUBLICS									
Type de mvt Dep. / Rec.	Type de financement AP / HAP	Total AP	Réalisé 2021 à 2 021	Proposition AP 2022	Mnt voté 2022	Mnt Prop. 2022	Projection CP 2023	Projection CP 2024	Projection CP 2025
Dépenses	HAP	0.00	50 214,70	0.00	65 000,00	- 54 557,75	0,00	0,00	0,00
Total Dépenses		0.00	50 214,70	0.00	65 000,00	- 54 557,75	0,00	0,00	0,00

EDUCATION JEUNESSE (EDUCJEUN)

Numero de Programme	Type de mvt Dep. / Rec.	Type de financement AP / HAP	AP	Libellé AP	Total AP	Réalisé 2021 à 2 021	Proposition AP 2022	Mnt voté 2022	Mnt Prop. 2022	Projection CP 2023	Projection CP 2024	Projection CP 2025
DIV-EDUC - PROG DIVERS EDUCATION-JEUNESSE	Dépenses	HAP			0.00	0,00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
			Total HAP		0.00	0,00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
			Total Dépenses		0.00	0,00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00

Récapitulatif pour la politique : EDUCATION JEUNESSE									
Type de mvt Dep. / Rec.	Type de financement AP / HAP	Total AP	Réalisé 2021 à 2 021	Proposition AP 2022	Mnt voté 2022	Mnt Prop. 2022	Projection CP 2023	Projection CP 2024	Projection CP 2025
Dépenses	HAP	0.00	0,00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Total Dépenses		0.00	0,00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00

ENFANCE ET FAMILLE (ENFAMILL)

Numero de Programme	Type de mvt Dep. / Rec.	Type de financement AP / HAP	AP	Libellé AP	Total AP	Réalisé 2021 à 2 021	Proposition AP 2022	Mnt voté 2022	Mnt Prop. 2022	Projection CP 2023	Projection CP 2024	Projection CP 2025	
TRAVAUXFDE - TRAVAUX FDE	Dépenses	AP	2022 - 1	TRVAUX FDE	2 000 000,00	0.00	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00	1 000 000,00	
			Total AP		2 000 000,00	0.00	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00	1 000 000,00
			Total Dépenses		2 000 000,00	0.00	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00	1 000 000,00

Récapitulatif pour la politique : ENFANCE ET FAMILLE									
Type de mvt Dep. / Rec.	Type de financement AP / HAP	Total AP	Réalisé 2021 à 2 021	Proposition AP 2022	Mnt voté 2022	Mnt Prop. 2022	Projection CP 2023	Projection CP 2024	Projection CP 2025
Dépenses	AP	2 000 000,00	0.00	2 000 000,00	0.00	0.00	0.00	1 000 000,00	1 000 000,00
Total Dépenses		2 000 000,00	0.00	2 000 000,00	0.00	0.00	0.00	1 000 000,00	1 000 000,00

Commission 7 : Environnement et Développement Durable

AGRICULTURE (AGRICULT)

Numero de Programme	Type de mvt Dep. / Rec.	Type de financement AP / HAP	AP	Libellé AP	Total AP	Réalisé 2021 à 2 021	Proposition AP 2022	Mnt voté 2022	Mnt Prop. 2022	Projection CP 2023	Projection CP 2024	Projection CP 2025
AGRICULTUR - INTERVENTIONS AGRICOLES	Dépenses	AP	2016 - 1	INTERVENTIONS AGRICOLES	3 052 000,00	552 334,32	0,00	896 500,00	- 687 500,00	0,00	0,00	0,00
			2022 - 1	INTERVENTIONS AGRICOLES	6 000 000,00	0,00	6 000 000,00	0,00	687 500,00	1 060 000,00	1 060 000,00	1 060 000,00
			Total AP		9 052 000,00	552 334,32	6 000 000,00	896 500,00	0,00	1 060 000,00	1 060 000,00	1 060 000,00
			Total Dépenses		9 052 000,00	552 334,32	6 000 000,00	896 500,00	0,00	1 060 000,00	1 060 000,00	1 060 000,00
AGROALIMEN - ENTREPRISES AGROALIMENTAIRES	Dépenses	AP	2017 - 1	ENTREPRISES AGROALIMENTAIRES	300 000,00	84 500,00	0,00	120 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			2022 - 1	ENTREPRISES AGROALIMENTAIRES	225 000,00	0,00	225 000,00	0,00	0,00	45 000,00	45 000,00	45 000,00
			Total AP		525 000,00	84 500,00	225 000,00	120 000,00	0,00	45 000,00	45 000,00	45 000,00
			Total Dépenses		525 000,00	84 500,00	225 000,00	120 000,00	0,00	45 000,00	45 000,00	45 000,00

Récapitulatif pour la politique : AGRICULTURE

Type de mvt Dep. / Rec.	Type de financement AP / HAP	Total AP	Réalisé 2021 à 2 021	Proposition AP 2022	Mnt voté 2022	Mnt Prop. 2022	Projection CP 2023	Projection CP 2024	Projection CP 2025
Dépenses	AP	9 577 000,00	636 834,32	6 225 000,00	1 016 500,00	0,00	1 105 000,00	1 105 000,00	1 105 000,00
Total Dépenses		9 577 000,00	636 834,32	6 225 000,00	1 016 500,00	0,00	1 105 000,00	1 105 000,00	1 105 000,00

ENVIRONNEMENT (ENVIRO)

Numero de Programme	Type de mvt Dep. / Rec.	Type de financement AP / HAP	AP	Libellé AP	Total AP	Réalisé 2021 à 2 021	Proposition AP 2022	Mnt voté 2022	Mnt Prop. 2022	Projection CP 2023	Projection CP 2024	Projection CP 2025
BOTANIQUE - CONSERVATOIRE BOTANIQUE	Dépenses	AP	2016 - 1	TX CONSERVATOIRE BOTANIQUE	0,00	3 127,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			2021 - 1	TRX CONSERVATOIRE BOTANIQUE	120 000,00	0,00	20 000,00	60 000,00	0,00	12 000,00	12 000,00	12 000,00
			Total AP		120 000,00	3 127,20	20 000,00	60 000,00	0,00	12 000,00	12 000,00	12 000,00
			Total Dépenses		120 000,00	3 127,20	20 000,00	60 000,00	0,00	12 000,00	12 000,00	12 000,00
DECHETS - PROG DECHETS MENAGERS	Dépenses	AP	2016 - 1	PROG DECHETS MENAGERS	470 000,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	72 000,00	0,00	0,00
			Total AP		470 000,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	72 000,00	0,00	0,00
			Total Dépenses		470 000,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	72 000,00	0,00	0,00
ENERENOUV - DEVELOPPEMENT DURABLE	Dépenses	AP	2016 - 1	ENERGIES RENOUVELABLES	1 950 000,00	42 173,00	0,00	499 500,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00
			2022 - 1	ENERGIES RENOUVELABLES	500 000,00	0,00	500 000,00	0,00	0,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00
			Total AP		2 450 000,00	42 173,00	500 000,00	499 500,00	0,00	200 000,00	100 000,00	100 000,00
			Total Dépenses		2 450 000,00	42 173,00	500 000,00	499 500,00	0,00	200 000,00	100 000,00	100 000,00
ESPACENAT - PROG ESPACES NATURELS	Dépenses	AP	2016 - 1	ESPACES NATURELS	380 000,00	13 778,50	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			2016 - 2	ESPACENAT MO	560 000,00	88 733,20	0,00	94 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			2022 - 1	ESPACES NATURELS EN MAITRISE D'OUVRAGE	1 230 000,00	0,00	1 230 000,00	0,00	0,00	240 000,00	240 000,00	240 000,00
			2022 - 2	ESPACES NATURELS SUBVENTIONS	300 000,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00	60 000,00	60 000,00	60 000,00
			Total AP		2 470 000,00	102 511,70	1 530 000,00	144 000,00	0,00	300 000,00	300 000,00	300 000,00
Total Dépenses		2 470 000,00	102 511,70	1 530 000,00	144 000,00	0,00	300 000,00	300 000,00	300 000,00			
GESTEAU - GEST GLOBALE EAU ET RIVIERES	Dépenses	AP	2016 - 1	EAU ET RIVIERES	575 000,00	71 278,61	0,00	153 975,00	- 37 855,00	37 855,63	0,00	0,00
			2022 - 1	EAU ET RIVIERES	675 000,00	0,00	675 000,00	0,00	50 000,00	125 000,00	125 000,00	125 000,00
			Total AP		1 250 000,00	71 278,61	675 000,00	153 975,00	12 145,00	162 855,63	125 000,00	125 000,00
			Total Dépenses		1 250 000,00	71 278,61	675 000,00	153 975,00	12 145,00	162 855,63	125 000,00	125 000,00
INONDATION - PROG RISQUE INONDATION	Dépenses	AP	2017 - 1	INONDATIONS 2017 A 2020	3 200 600,00	505 811,50	0,00	700 000,00	0,00	500 000,00	75 787,86	0,00
			Total AP		3 200 600,00	505 811,50	0,00	700 000,00	0,00	500 000,00	75 787,86	0,00
			Total Dépenses		3 200 600,00	505 811,50	0,00	700 000,00	0,00	500 000,00	75 787,86	0,00

Récapitulatif pour la politique : ENVIRONNEMENT									
Type de mvt Dep. / Rec.	Type de financement AP / HAP	Total AP	Réalisé 2021 à 2 021	Proposition AP 2022	Mnt voté 2022	Mnt Prop. 2022	Projection CP 2023	Projection CP 2024	Projection CP 2025
Dépenses	AP	9 960 600,00	724 902,01	2 725 000,00	1 707 475,00	12 145,00	1 246 855,63	612 787,86	537 000,00
	Total Dépenses	9 960 600,00	724 902,01	2 725 000,00	1 707 475,00	12 145,00	1 246 855,63	612 787,86	537 000,00

ESPACE RURAL (ESPARUR)

Numero de Programme	Type de mvt Dep. / Rec.	Type de financement AP / HAP	AP	Libellé AP	Total AP	Réalisé 2021 à 2 021	Proposition AP 2022	Mnt voté 2022	Mnt Prop. 2022	Projection CP 2023	Projection CP 2024	Projection CP 2025
AEP - PROG AEP	Dépenses	AP	2014 - 1	EAU POTABLE	6 400 000,00	474 425,74	0,00	603 465,00	0,00	520 000,00	0,00	0,00
			2022 - 1	EAU POTABLE	3 200 000,00	0,00	3 200 000,00	0,00	0,00	640 000,00	640 000,00	640 000,00
			Total AP	9 600 000,00	474 425,74	3 200 000,00	603 465,00	0,00	1 160 000,00	640 000,00	640 000,00	640 000,00
		HAP			0,00	141 226,43	0,00	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total HAP		0,00	141 226,43	0,00	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
		Total Dépenses	9 600 000,00	615 652,17	3 200 000,00	753 465,00	0,00	1 160 000,00	640 000,00	640 000,00	640 000,00	
	Recettes	HAP			0,00	241 479,42	0,00	327 490,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total HAP			0,00	241 479,42	0,00	327 490,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
Total Recettes		0,00	241 479,42	0,00	327 490,00	0,00	0,00	0,00	0,00			
ASSAINISS - ASSAINISSEMENT	Dépenses	AP	2001 - 1	ASSAINISSEMENT	38 722 674,45	1 200 472,00	0,00	980 000,00	0,00	980 000,00	0,00	0,00
			2022 - 1	ASSAINISSEMENT	3 600 000,00	0,00	3 600 000,00	0,00	0,00	720 000,00	720 000,00	720 000,00
		Total AP	42 322 674,45	1 200 472,00	3 600 000,00	980 000,00	0,00	1 700 000,00	720 000,00	720 000,00		
	Total Dépenses	42 322 674,45	1 200 472,00	3 600 000,00	980 000,00	0,00	1 700 000,00	720 000,00	720 000,00			
FONCIER - PROG AMENAGEMENTS FONCIERS	Dépenses	AP	2016 - 1	AMENAGEMENTS FONCIERS	1 380 000,00	63 802,54	0,00	292 000,00	- 5 000,00	275 000,00	50 000,00	0,00
			2022 - 1	AMENAGEMENT FONCIER	2 000 000,00	0,00	2 000 000,00	0,00	5 000,00	400 000,00	400 000,00	400 000,00
		Total AP	3 380 000,00	63 802,54	2 000 000,00	292 000,00	0,00	675 000,00	450 000,00	400 000,00		
		Total Dépenses	3 380 000,00	63 802,54	2 000 000,00	292 000,00	0,00	675 000,00	450 000,00	400 000,00		
	Recettes	HAP			0,00	31 767,43	0,00	100 000,00	0,00	100 000,00	30 000,00	0,00
			Total HAP	0,00	31 767,43	0,00	100 000,00	0,00	100 000,00	30 000,00	0,00	
Total Recettes		0,00	31 767,43	0,00	100 000,00	0,00	100 000,00	30 000,00	0,00			
FORETS - PROG SUR LES FORETS	Dépenses	AP	2022 - 1	PROGRAMME FORETS	450 000,00	0,00	450 000,00	0,00	0,00	90 000,00	90 000,00	90 000,00
			Total AP	450 000,00	0,00	450 000,00	0,00	0,00	90 000,00	90 000,00	90 000,00	
	Total Dépenses	450 000,00	0,00	450 000,00	0,00	0,00	90 000,00	90 000,00	90 000,00			

Récapitulatif pour la politique : ESPACE RURAL									
Type de mvt Dep. / Rec.	Type de financement AP / HAP	Total AP	Réalisé 2021 à 2 021	Proposition AP 2022	Mnt voté 2022	Mnt Prop. 2022	Projection CP 2023	Projection CP 2024	Projection CP 2025
Dépenses	AP	55 752 674,45	1 738 700,28	9 250 000,00	1 875 465,00	0,00	3 625 000,00	1 900 000,00	1 850 000,00
	HAP	0,00	141 226,43	0,00	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total Dépenses	55 752 674,45	1 879 926,71	9 250 000,00	2 025 465,00	0,00	3 625 000,00	1 900 000,00	1 850 000,00
Recettes	HAP	0,00	273 246,85	0,00	427 490,00	0,00	100 000,00	30 000,00	0,00
	Total Recettes	0,00	273 246,85	0,00	427 490,00	0,00	100 000,00	30 000,00	0,00

HORS POLITIQUE

Numero de Programme	Type de mvt Dep. / Rec.	Type de financement AP / HAP	AP	Libellé AP	Total AP	Réalisé 2021 à 2 021	Proposition AP 2022	Mnt voté 2022	Mnt Prop. 2022	Projection CP 2023	Projection CP 2024	Projection CP 2025
HORS PROGRAMME	Dépenses	HAP			0.00	608 045,00	0.00	109 824,00	28 159 305,32	0,00	0,00	0,00
			Total HAP	0.00	608 045,00	0.00	109 824,00	28 159 305,32	0,00	0,00	0,00	
			Total Dépenses	0.00	608 045,00	0.00	109 824,00	28 159 305,32	0,00	0,00	0,00	
	Recettes	HAP			0.00	44 404 242,75	0.00	42 277 820,41	9 709 225,50	0,00	0,00	0,00
			Total HAP	0.00	44 404 242,75	0.00	42 277 820,41	9 709 225,50	0,00	0,00	0,00	
			Total Recettes	0.00	44 404 242,75	0.00	42 277 820,41	9 709 225,50	0,00	0,00	0,00	

Récapitulatif pour la politique :									
Type de mvt Dep. / Rec.	Type de financement AP / HAP	Total AP	Réalisé 2021 à 2 021	Proposition AP 2022	Mnt voté 2022	Mnt Prop. 2022	Projection CP 2023	Projection CP 2024	Projection CP 2025
Dépenses	HAP	0.00	608 045,00	0.00	109 824,00	28 159 305,32	0,00	0,00	0,00
	Total Dépenses	0.00	608 045,00	0.00	109 824,00	28 159 305,32	0,00	0,00	0,00
Recettes	HAP	0.00	44 404 242,75	0.00	42 277 820,41	9 709 225,50	0,00	0,00	0,00
	Total Recettes	0.00	44 404 242,75	0.00	42 277 820,41	9 709 225,50	0,00	0,00	0,00

DÉLIBÉRATION DE L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

Séance ordinaire publique du 20 juin 2022

13 - DECISION MODIFICATIVE N°1 2022

Direction : Direction Ressources et Ingénierie

Service instructeur : Finances et contrôle de gestion

Délibération n ° : CD200622/13M

Le 20 juin 2022, l'Assemblée départementale, régulièrement convoquée, s'est réunie à l'Hôtel du Département sous la présidence de Marie-Agnès PETIT, Présidente du Département.

- Présents : 35 -Absent(s) excusé(s) : 3 - Absent(s) ayant donné pouvoir : 0

Le quorum ayant été vérifié,

L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

Après avoir entendu le rapport présenté par Monsieur Michel CHAPUIS au nom de la commission Ressources et Stratégie, et après en avoir délibéré :

- Adopte la Décision Modificative n°1 pour le budget principal et les budgets annexes « Accueil protection enfance », « Haute-Loire Ingénierie », « TVA immobilière du Sauvage », « TVA immobilière VAL VVF Les Estables » et « Fonds de solidarité logement ».

BUDGET PRINCIPAL

	Budgétaires		Réels		D'ordre	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Investissement	29 609 931.52	29 609 931.52	29 007 931.52	9 892 423.50	602 000.00	19 717 508.02
Fonctionnement	22 946 989.02	22 946 989.02	3 831 481.00	22 946 989.02	19 115 508.02	0.00
Total	52 556 920.54	52 556 920.54	32 839 412.52	32 839 412.52	19 717 508.02	19 717 508.02

BUDGET ANNEXE ACCUEIL PROTECTION ENFANCE

	Budgétaires		Réels		D'ordre	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Investissement	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Fonctionnement	369 300.00	369 300.00	369 300.00	369 300.00	0.00	0.00
Total	369 300.00	369 300.00	369 300.00	369 300.00	0.00	0.00

BUDGET ANNEXE HAUTE-LOIRE INGENIERIE

	Budgétaires		Réels		D'ordre	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Investissement	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Fonctionnement	19 600.00	19 600.00	19 600.00	19 600.00	0.00	0.00
Total	19 600.00	19 600.00	19 600.00	19 600.00	0.00	0.00

BUDGET ANNEXE TVA IMMOBILIERE AU SAUVAGE

	Budgétaires		Réels		D'ordre	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Investissement	26 387.45	26 387.45	26 387.45	26 387.45	0.00	0.00
Fonctionnement	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Total	26 387.45	26 387.45	26 387.45	26 387.45	0.00	0.00

BUDGET ANNEXE TVA IMMOBILIERE VAL VVF LES ESTABLES

	Budgétaires		Réels		D'ordre	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Investissement	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Fonctionnement	32 000.00	32 000.00	32 000.00	32 000.00	0.00	0.00
Total	32 000.00	32 000.00	32 000.00	32 000.00	0.00	0.00

BUDGET ANNEXE FONDS DE SOLIDARITE LOGEMENT

	Budgétaires		Réels		D'ordre	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Investissement	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Fonctionnement	447 645.05	447 645.05	447 645.05	447 645.05	0.00	0.00
Total	447 645.05	447 645.05	447 645.05	447 645.05	0.00	0.00

Adopté à l'unanimité des membres présents ou représentés.

Identifiant de télétransmission
043-224300012-20220620-260326-DE-1-1

Pour la Présidente,
le Directeur Général
des Services du Département par intérim

Date de réception en préfecture :
22 juin 2022

Date de publication :

Signé Eric CHANAL

DÉLIBÉRATION DE L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

Séance ordinaire publique du 20 juin 2022

14 - MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR DE L ASSEMBLEE DEPARTEMENTALE

Direction : Direction Générale des Services

Service instructeur : Mission Coordination Interne

Délibération n° : CD200622/14M

Le 20 juin 2022, l'Assemblée départementale, régulièrement convoquée, s'est réunie à l'Hôtel du Département sous la présidence de Marie-Agnès PETIT, Présidente du Département.

- Présents : 33 -Absent(s) excusé(s) : 5 - Absent(s) ayant donné pouvoir : 0

Le quorum ayant été vérifié,

L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

VU la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locales,

VU le Code général des collectivités territoriales.

Après avoir entendu le rapport présenté par Madame Chantal FARIGOULE au nom de la commission Ressources et Stratégie, et après en avoir délibéré :

-Adopte le règlement intérieur modifié à la suite des modifications apportées aux articles L.1111-1, L.1111-6, L1524-5, L.3121-9-1 et L.3122-6-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), après la promulgation de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locales (en PJ) ;

-Arrête la liste suivante des pièces justificatives à fournir pour le remboursement des frais aux élus, prévus au 2^{ème} et au 3^{ème} alinéas de l'article L.3123-19 du CGCT:

- une déclaration sur l'honneur visant à s'assurer que les aides financières de l'élu (crédit ou remboursement d'impôt, remboursement de la commune, prestations familiales,...) n'excèdent pas le montant de la prestation,
- un justificatif du prestataire indiquant le nombre d'heures ainsi que le taux horaire,
- la convocation pour la participation aux réunions des organismes extérieures, les feuilles d'émargement justifiant la présence pour les séances de l'Assemblée, de la Commission permanente et des commissions thématiques.

Adopté à l'unanimité des membres présents ou représentés.

Identifiant de télétransmission
043-224300012-20220620-260092-DE-1-1

Pour la Présidente,
le Directeur Général
des Services du Département par intérim

Date de réception en préfecture :

22 juin 2022

Date de publication :

Signé Eric CHANAL

Règlement intérieur

Approuvé par l'Assemblée départementale le

(texte de référence : article L3121-8 du CGCT)

SOMMAIRE

CHAPITRE I -	Du fonctionnement de l'Assemblée départementale.....	2
CHAPITRE II -	De l'exécutif départemental.....	6
CHAPITRE III -	De la Commission permanente	7
CHAPITRE IV -	Des commissions thématiques et intérieures.....	9
CHAPITRE V -	Des séances publiques.....	12
CHAPITRE VI -	De la police de l'assemblée et de la publicité des débats.....	15
CHAPITRE VII-	Des divers modes de votation.....	16
CHAPITRE VIII-	Des informations, vœux, amendements et questions	19
CHAPITRE IX -	Du régime indemnitaire des élus.....	21
CHAPITRE X -	Des dispositions diverses	24

CHAPITRE I

DU FONCTIONNEMENT DE L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

Objet du règlement intérieur

Le présent règlement a pour objet de compléter les dispositions législatives et réglementaires régissant le fonctionnement des organes du Conseil départemental.

Le Conseil départemental sera dénommé « Assemblée départementale », terme qui sera utilisé comme dénomination d'usage de cet organe délibérant de la collectivité territoriale départementale.

De la même manière, la Présidente du Conseil départemental sera nommée Présidente du Département.

Les dispositions du présent règlement demeurent même en cas de modifications des textes législatifs ou réglementaires ou d'interprétation jurisprudentielle, tant qu'elles ne deviennent pas contraires aux dits textes ou aux dites interprétations.

RÉUNIONS

ARTICLE 1 - L'Assemblée départementale a son siège à l'Hôtel du Département.

Elle se réunit à l'initiative de sa Présidente au moins 4 fois par an soit à l'Hôtel du Département, soit dans un lieu du département choisi par la Commission permanente, **soit dans plusieurs lieux différents lorsque la Présidente a décidé d'organiser la séance concernée totalement ou partiellement en visio-conférence en dehors des séances consacrées à l'élection du le Président/ de la Présidente et de la Commission permanente, à l'adoption du budget primitif, à l'installation des commissions internes et à la désignation des représentants de la collectivité dans des organes extérieurs, il en est alors fait mention dans la convocation adressée aux conseillers départementaux.**

Pour les années où a lieu le renouvellement des Conseillers départementaux, la première réunion se tient de plein droit le second jeudi qui suit le premier tour de scrutin (art. L.3121-7 et art. L.3121-9 du CGCT).

ARTICLE 2 - L'Assemblée départementale est également réunie sur convocation de la Présidente, à la demande :

- de la Commission permanente,
- ou du tiers des membres de l'Assemblée départementale, sur un ordre du jour déterminé et pour une durée qui ne peut excéder deux jours. Un même Conseiller départemental ne peut présenter plus d'une demande de réunion par semestre.

En cas de circonstances exceptionnelles, l'Assemblée départementale peut être réunie par décret (art. L.3121-10 du CGCT).

RENOUVELLEMENT DE L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

ÉLECTION DU PRÉSIDENT

ARTICLE 3 - Lors de la réunion de droit qui suit chaque renouvellement, l'Assemblée départementale, réunie sous la présidence du plus âgé de ses membres présents, le plus jeune faisant fonction de secrétaire, élit son Président ou sa Présidente.

L'Assemblée départementale ne peut, dans ce cas, délibérer que si les deux tiers de ses membres sont présents. Si cette condition n'est pas remplie, la réunion se tient de plein droit trois jours plus tard. Elle peut alors avoir lieu sans condition de quorum.

Le Président est élu/la Présidente est élue au scrutin, secret et à la majorité absolue des membres de l'Assemblée départementale.

Aux deux premiers tours, la majorité absolue est requise. Au troisième tour la majorité relative suffit.

A égalité de suffrages le plus âgé est proclamé élu.

Aucun débat ne peut avoir lieu sous la présidence du doyen d'âge. Celui-ci, aussitôt après la proclamation du résultat de l'élection, invite le Président élu/la Présidente élue à prendre la présidence effective de la séance (art. L.3122-1 du CGCT).

DE LA COMMISSION PERMANENTE

ARTICLE 4 - Aussitôt après l'élection du Président/de la Présidente et sous sa présidence, l'Assemblée départementale fixe le nombre de Vice-présidents dans les limites autorisées, soit au maximum 11 Vice-présidents, et librement les autres membres de la Commission permanente.

Les listes de candidatures à la Commission permanente sont déposées auprès du Président/de la Présidente dans l'heure qui suit la décision de l'Assemblée départementale relative à la composition de la Commission permanente. Ces listes doivent respecter une composition paritaire, présentant alternativement un candidat de chaque sexe. Si, à l'expiration de ce délai, une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir, les nominations prennent effet immédiatement et il en est donné lecture par le Président/la Présidente.

Aucune candidature individuelle ne peut être déposée.

Dans le cas contraire, les membres de la Commission permanente autres que le Président/la Présidente sont élus au scrutin de liste, à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne, sans panachage ni vote préférentiel.

Chaque Conseiller départemental ou groupe de Conseillers départementaux peut présenter une liste de candidats dans l'heure qui suit l'expiration du délai susvisé.

Si plusieurs listes ont la même moyenne pour l'attribution du dernier siège, celui-ci revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus. Si le nombre de candidats figurant sur une liste est inférieur au nombre de sièges qui lui reviennent, le ou les sièges non pourvus sont attribués à la ou aux plus fortes moyennes suivantes.

Après la répartition des sièges de la Commission permanente, l'Assemblée départementale procède à l'élection des Vice-Présidents au scrutin de liste à la majorité absolue, sans panachage ni vote préférentiel. Sur chacune des listes, l'écart entre le nombre des candidats de chaque sexe ne peut être supérieur à un. Si, après deux tours de scrutin, aucune liste n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, les candidats de la liste ayant la moyenne d'âge la plus élevée sont élus.

Les membres de la Commission permanente autres que le Président/la Présidente sont nommés pour la même durée que le Président/la Présidente (art. L.3122-4, art. L. 3122-5 du CGCT).

ARTICLE 5 - Les pouvoirs de la Commission permanente expirent à l'ouverture de la première réunion de l'Assemblée départementale prévue par les dispositions du premier alinéa de l'article 3 susvisé (art. L.3122-7 du CGCT).

VACANCE DE LA PRÉSIDENTE ET RENOUVELLEMENT DE LA COMMISSION PERMANENTE

ARTICLE 6 - En cas de vacance de la Présidence pour quelle cause que ce soit, les fonctions de Président/de Présidente sont provisoirement exercées par un Vice-Président, dans l'ordre des nominations, et à défaut, par un Conseiller départemental désigné par l'Assemblée lors d'une séance placée sous la présidence du doyen d'âge.

Les règles applicables à l'élection du Président/de la Présidente de l'Assemblée départementale sont applicables à cette désignation provisoire.

Il est procédé au renouvellement de la Commission permanente dans le délai d'un mois selon les modalités prévues à l'article 4.

Toutefois, avant ce renouvellement il est procédé aux élections qui peuvent être nécessaires pour compléter l'Assemblée départementale.

Si après les élections complémentaires de nouvelles vacances se produisent, l'Assemblée départementale procède néanmoins à l'élection de la Commission permanente.

ARTICLE 7 - En cas de vacance de siège de membre de la Commission permanente autre que le Président/la Présidente, l'Assemblée départementale peut décider de compléter la Commission permanente. La ou les vacances sont alors pourvues selon la procédure d'élection définie au 2^{ème} alinéa de l'article 4 ci-dessus. A défaut d'accord, il est procédé au renouvellement intégral des membres de la Commission permanente autres que le Président/la Présidente dans les conditions prévues aux troisième, quatrième, cinquième et sixième alinéas de l'article 4 ci-dessus.

En cas de démission du Président/de la Présidente et de tous les Vice-Présidents, l'Assemblée départementale est convoquée par le doyen d'âge, soit pour procéder à la désignation du Conseiller départemental prévu au 1^{er} alinéa, soit pour procéder au renouvellement de la Commission permanente.

ARTICLE 8 – Appel au remplaçant : le Conseiller départemental dont le siège devient vacant pour cause de décès ou de démission ou d'acceptation de la fonction de membre du Conseil constitutionnel, est remplacé jusqu'au renouvellement général de l'Assemblée départementale par la personne élue en même temps que lui à cet effet.

En cas de vacance pour tout autre cause ou lorsque le 1^{er} alinéa ne peut plus être appliqué, il est procédé à une élection partielle dans le délai de 3 mois. Si la vacance d'un siège intervient dans les trois mois qui précèdent le renouvellement général de l'Assemblée départementale, le siège reste vacant jusqu'aux élections de l'ensemble des conseillers départementaux.

Le Président/la Présidente de l'Assemblée départementale est chargée de veiller à l'exécution du présent article. Il/elle adresse ses réquisitions au représentant de l'Etat dans le département et, s'il y a lieu, au ministre de l'Intérieur.

CHAPITRE II

DE L'EXÉCUTIF DÉPARTEMENTAL

ATTRIBUTIONS DE LA PRÉSIDENTE DU DÉPARTEMENT

ARTICLE 9 - La Présidente du Département est l'organe exécutif du Département. Elle prépare et exécute les délibérations de l'Assemblée départementale (art. L. 3121-1 du CGCT).

La Présidente convoque l'Assemblée départementale, elle la préside et peut être supplée par un Vice-Président.

Elle fait observer le règlement, organise les travaux de l'Assemblée départementale, les dirige, proclame les résultats des votes et prononce les décisions de l'Assemblée départementale.

En cas d'empêchement majeur de la Présidente, les délégations qui lui ont été consenties pourront être exercées par le premier Vice-Président, lesquelles restent sous la responsabilité de la Présidente de l'Assemblée départementale.

DÉLÉGATIONS AUX VICE-PRÉSIDENTS

ARTICLE 10 - La Présidente est assistée dans ses tâches, de Vice-Présidents ou de conseillers délégués auxquels elle peut déléguer par arrêté sous sa surveillance et sa responsabilité, la préparation et le suivi d'un certain nombre de dossiers (art. L.3221-3 du CGCT).

La Présidente et les Vice-Présidents ayant reçu délégation forment le bureau dénommé Exécutif départemental (art. L.3122-8 du CGCT).

Les Vice-Présidents peuvent être secondés dans leur domaine de compétence et pour partie par des Conseillers départementaux délégués.

Chaque Conseiller départemental délégué peut se voir confier soit un projet déterminé soit un ou des dossiers spécifiques et ceci pour une période déterminée qui ne peut excéder la durée de la délégation de Vice-Président.

En application de l'article 11 de la loi n°2013-97 du 11 octobre 2013 modifiée par la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016, la Présidente du Département notifie sans délais au Président de la Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique (HATVP), l'arrêté portant délégation de fonctions données aux Vice-Présidents et aux Conseillers départementaux délégués.

Les Vice-présidents et Conseillers départementaux délégués qui disposent d'une délégation ont un délai de deux mois pour déposer une déclaration de patrimoine et une déclaration d'intérêts sur le site internet de l'HATVP, via l'application de télé-déclaration ADEL (<https://déclarations.hatvp.fr/#/>). Toute modification intervenant durant le mandat devra faire l'objet d'une déclaration de modification substantielle d'intérêts ou de patrimoine.

CHAPITRE III

DE LA COMMISSION PERMANENTE

ATTRIBUTIONS

ARTICLE 11 - La Commission permanente a délégation de l'Assemblée départementale pour exercer une partie de ses attributions, en application des articles L.3211-2 et L. 3121-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, à l'exception de celles relatives :

- au vote des budgets,
- à l'arrêté des comptes départementaux, à l'inscription des dépenses obligatoires,
- à des affaires considérées comme devant relever de l'Assemblée départementale par la loi, sans délégation possible,
- à toutes les affaires expressément déléguées à la Présidente du Département.

TENUE DES SÉANCES

ARTICLE 12 - Les séances de la Commission permanente ne sont pas publiques. La Commission permanente est présidée par la Présidente de l'Assemblée départementale ou, en cas d'absence ou d'empêchement, par un des Vice-présidents ou le rapporteur de la Commission permanente.

Elle se réunit en général au moins une fois par mois sur convocation de la Présidente.

Elle peut se réunir dans plusieurs lieux différents lorsque la Présidente a décidé d'organiser la séance concernée totalement ou partiellement en visio-conférence.

La commission permanente se réunit en un seul et même lieu au moins une fois par semestre.

La Présidente de l'Assemblée départementale fixe l'ordre du jour des séances de la Commission permanente. Au plus tard 8 jours avant la date fixée pour la réunion, elle convoque sous quelque forme que ce soit (courrier ou courriel) à l'adresse déclarée les Conseillers départementaux membres de la Commission permanente (art. L. 3121-19-1 du CGCT). **Cette convocation mentionne l'éventuelle réunion en plusieurs lieux par visio-conférence.**

En cas d'urgence, le délai de huit jours francs peut être abrégé par la Présidente sans toutefois être inférieur à un jour franc.

Pour ceux des membres de la commission permanente qui ont donné leur accord exprès, la transmission des rapports peut être remplacée par une mise à disposition effectuée par voie électronique de manière sécurisée. Cette mise à disposition fait l'objet d'un avis adressé dans les mêmes formes à chacun de ces membres.

La Commission Permanente ne peut délibérer si la majorité absolue de ses membres en exercice n'est présente ou représentée (art. L. 3121-14-1 du CGCT).

Toutefois, si au jour fixé par la convocation, la Commission permanente ne se réunit pas en nombre suffisant pour délibérer, la réunion se tient de plein droit 3 jours plus tard et les délibérations sont alors valables quel que soit le nombre de présents.

Les délibérations de la Commission permanente sont prises à la majorité des suffrages exprimés. En cas d'égalité des voix, la voix de la Présidente est prépondérante.

Le procès-verbal des délibérations est adressé à tous les membres de l'Assemblée départementale par voie papier ou par voie électronique et publié au Recueil des Actes Administratifs (art. L3121-17 et R. 3131-1 du CGCT).

De manière exceptionnelle, en cas d'urgence, un rapport ne présentant pas d'éléments de difficulté ou de complexité particuliers et n'ayant pas fait l'objet d'une transmission ou d'une mise à disposition selon les formes ci-dessus, peut être examiné directement en séance, sous réserve de l'accord préalable de l'ensemble des conseillers départementaux présents ou représentés.

Les délibérations peuvent être publiées en ligne via le site internet de la collectivité ou sur tout espace collaboratif.

Les dossiers à l'ordre du jour sont présentés par le Rapporteur de la Commission permanente ou par le Président/la Présidente de la commission thématique ou par le Vice-Président en charge du domaine.

Le rapporteur de la Commission permanente anime la réunion, gère l'examen des dossiers, anime les débats et modère les interventions de chaque membre.

CHAPITRE IV

DES COMMISSIONS THÉMATIQUES / INTÉRIEURES

COMPOSITION

ARTICLE 13 - Pour l'étude des affaires qui lui sont soumises et la préparation des décisions qui lui incombent, l'Assemblée départementale constitue des commissions intérieures. Le nombre de ces commissions, le nombre de leurs membres et les compétences de celles-ci sont fixées par l'Assemblée départementale.

Les commissions, réunies sur convocation de la Présidente du Département, rendent compte de leurs travaux à l'Assemblée Départementale et à la Commission Permanente.

ARTICLE 14 - Les Conseillers départementaux sont répartis entre les commissions.

Cette répartition doit respecter autant que possible la représentation des groupes au sein de chaque commission. Elle peut se faire :

- soit, par accord entre les Conseillers départementaux, sanctionné par un vote global à main levée de l'Assemblée départementale ;
- soit, à défaut d'accord, par l'élection des membres de l'Assemblée départementale au scrutin secret à la majorité absolue au premier tour, et à la majorité relative au second.

ARTICLE 15 - L'Assemblée départementale, lorsqu'un cinquième de ses membres le demande, délibère de la création d'une mission d'information et d'évaluation, chargée de recueillir des éléments d'information sur une question d'intérêt départemental ou de procéder à l'évaluation d'un service public départemental.

Un même conseiller départemental ne pourra s'associer à une telle demande plus d'une fois par an.

Aucune mission ne peut être créée à partir du 1er janvier de l'année civile qui précède l'année du renouvellement général des Assemblées départementales.

L'Assemblée départementale fixera les modalités de fonctionnement de la composition de la mission dans le respect du principe de la représentation proportionnelle, sa durée, qui ne peut excéder six mois à compter de la date de la délibération qui l'a créée, ainsi que les conditions dans lesquelles elle remettra son rapport aux membres de l'Assemblée départementale.

FONCTIONNEMENT

ARTICLE 16 - Les commissions se réunissent pour la première fois sous la présidence de leur doyen d'âge après avoir été nommées.

Elles désignent leur Président/Présidente, éventuellement leur Vice-Président et leur secrétaire. Les désignations sont faites au sein de chaque commission soit d'un commun accord, soit si un commissaire le demande, en conformité avec les dispositions de l'article 3 du présent règlement.

ARTICLE 17- Les commissions intérieures sont ainsi constituées jusqu'au prochain renouvellement.

ARTICLE 18 - Dans l'intervalle des réunions de l'Assemblée départementale, les commissions et les commissions ad hoc se réunissent sur convocation de leur Président/Présidente et en accord avec la Présidente du Département.

La Présidente du Département peut réunir l'ensemble des commissions thématiques pour un ordre du jour déterminé.

ARTICLE 19 - Les commissions sont saisies par les soins de la Présidente de l'Assemblée départementale des affaires entrant dans leur compétence qui doivent être instruites avant l'ouverture de la session.

Certains dossiers transversaux peuvent être soumis à l'examen de plusieurs commissions.

Les rapports de la Présidente doivent être adressés aux Conseillers départementaux avant la réunion de l'Assemblée départementale, sauf en cas d'affaires imprévues et urgentes.

ARTICLE 20 - L'Assemblée départementale, à la demande des commissions, peut décider d'interrompre sa réunion, de telle manière que celles-ci aient le temps d'examiner l'ensemble des questions dont elles doivent faire rapport, notamment les incidences financières des projets proposés.

ARTICLE 21 - Le Président/la Présidente de la commission ou en son absence le Vice-Président de la commission distribue les dossiers. Le rapporteur désigné présente à l'Assemblée l'avis circonstancié de la commission.

Tous les membres de la commission participent activement aux travaux de la commission. Le Président de la commission assisté par le Vice-Président de la commission gère les débats et pilote les travaux de la commission.

Les conseillers départementaux délégués ou les Vice-Présidents de l'Assemblée départementale rendent compte auprès de la commission des éléments connus sur les dossiers examinés et relevant de leur compétence déléguée.

Le secrétaire de la commission dresse l'état des présences et s'assure de la diffusion des rapports. Il dresse la liste des rapporteurs et des avis et/ou propositions de la commission par dossier examiné, et la transmet avant la réunion de l'Assemblée départementale à la Présidente du Département.

Tout Conseiller départemental peut, sur sa demande, et après accord du Président de la commission compétente, être entendu par celle-ci sur un sujet qui l'intéresse.

La Président du Département a accès et voix délibérative dans toutes les commissions.

ARTICLE 22 - L'Assemblée départementale fixe les règles concernant les demandes de subventions et les modalités du contrôle de l'utilisation des fonds conformément au règlement financier de la collectivité.

ARTICLE 23 - Tous les Conseillers départementaux ont le droit de prendre connaissance sur place des dossiers remis aux commissions sans qu'il puisse en résulter aucun obstacle ni retard dans leur examen.

Tout Conseiller départemental peut également demander à être entendu par une commission sur un sujet qui l'intéresse. Les commissions peuvent entendre les chefs de services départementaux ou tous experts qu'ils jugent utiles de convoquer pour étudier les affaires qui lui sont soumises.

ARTICLE 24 - Les travaux des commissions sont tenus secrets, à l'exception de leurs conclusions dont il est donné communication par leurs rapporteurs en séance publique.

ARTICLE 25 - Lorsque la nature d'une affaire qui lui est soumise l'exige, l'Assemblée départementale peut décider de la constitution d'une commission ad hoc dont elle détermine l'étendue et la durée des compétences

CHAPITRE V

DES SÉANCES PUBLIQUES

PUBLICITÉ DES SÉANCES

ARTICLE 26 - Les séances de l'Assemblée départementale sont publiques.

Lorsque la réunion du Conseil départemental se tient entièrement ou partiellement par visioconférence, elle est diffusée en direct à l'attention du public sur le site internet du Conseil départemental. Lorsque des lieux sont mis à disposition par le Conseil départemental pour la tenue d'une de ses réunions par visioconférence, chacun d'entre eux est accessible au public.

La publicité des séances de l'Assemblée départementale sera assurée par l'affichage de la convocation qui sera en outre publiée, sept jours avant la séance, sur le site web de la collectivité à la rubrique « actualités », par le biais d'un post sur la page Facebook du Département et par l'envoi d'une invitation et de l'ordre du jour à la presse locale.

Néanmoins sur la demande de 5 membres ou de la Présidente du Département, l'Assemblée départementale peut décider sans débat, à la majorité absolue des membres présents ou représentés, qu'elle se réunit à huis clos.

Les séances peuvent être retransmises partiellement ou en totalité par les moyens de communication audiovisuelle (art. L. 3121-11 du CGCT).

Sauf lorsque la loi en dispose autrement, la Présidente de l'Assemblée départementale fixe l'ordre du jour des séances de l'Assemblée départementale.

Douze jours au moins avant la réunion de l'Assemblée départementale, la Présidente adresse aux Conseillers départementaux un rapport, sous quelque forme que ce soit, sur chacune des affaires qui doivent leur être soumises.

Les rapports peuvent être mis à la disposition des conseillers qui le souhaitent par voie électronique de manière sécurisée, cette mise à disposition fait l'objet d'un avis adressé à chacun de ces Conseillers dans les conditions prévues à l'alinéa précédent.

En cas d'urgence, le délai prévu ci-dessus peut être abrégé par la Présidente sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc.

La Présidente rend compte dès l'ouverture de la séance de l'Assemblée départementale qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion, pour tout ou partie, à l'ordre du jour d'une séance ultérieure.

DÉROULEMENT DES SÉANCES

ARTICLE 27 - La Présidente ouvre, suspend et clôture les séances.

ARTICLE 28 - Le secrétaire de séance a pour fonction de procéder à l'appel nominal, de dépouiller les scrutins, et d'enregistrer les votes.

Il est assisté dans l'exercice de ses fonctions et pour l'accomplissement de sa tâche, par les services de l'administration départementale.

ARTICLE 29 - La Présidente appelle successivement, dans leur ordre d'inscription à l'ordre du jour, toutes les affaires figurant à l'ordre du jour.

Avant d'examiner les affaires inscrites à l'ordre du jour, l'assemblée procède à l'adoption du procès-verbal de la séance précédente.

ARTICLE 30 - La Présidente appelle les rapporteurs des commissions à présenter leurs rapports. La discussion suit immédiatement, à moins que, sur la demande du Président de la commission compétente, l'Assemblée départementale ne décide de la reporter à une autre séance.

DÉBATS

ARTICLE 31 - La Présidente dirige les débats, elle peut désigner un secrétaire pour l'assister : aucun Conseiller ne peut intervenir qu'après s'être fait inscrire ou avoir demandé la parole à la Présidente. La parole est accordée suivant l'ordre des inscriptions et des demandes. Lorsque la Présidente juge l'Assemblée suffisamment informée, il peut clore le débat après que le rapporteur se soit exprimé une dernière fois s'il le désire.

S'elle l'estime nécessaire et après consultation des parties, la Présidente peut organiser le débat sur un sujet déterminé.

ARTICLE 32 - Si un orateur s'écarte de la question, la Présidente seule peut l'y rappeler.

DISCIPLINE DE L'ASSEMBLÉE

ARTICLE 33 - La parole ne peut être refusée quand elle est demandée pour une question relative à l'ordre du jour, pour un rappel au règlement ou pour fait personnel. Dans ce dernier cas, la Présidente donne la parole à celui qui l'a demandée à la fin de la séance.

Il est interdit de prendre ou demander la parole, ou d'intervenir pendant un vote.

ARTICLE 34 - La Présidente met un terme aux interruptions et réprime toute mise en cause personnelle.

Elle rappelle à l'ordre le Conseiller qui s'écarte de cette règle ou tient des propos contraires à la loi, aux règlements et aux convenances.

Lorsqu'un Conseiller a été rappelé deux fois à l'ordre pendant une discussion, l'Assemblée départementale consultée peut lui interdire de prendre la parole pendant le reste de la séance.

La décision est prise à mains levées sans débat.

Si le Conseiller rappelé à l'ordre ne se soumet pas à la décision, la séance peut être suspendue ou même levée, et remise au lendemain. Cette décision appartient à la Présidente du Département.

CLÔTURE DES DISCUSSIONS

ARTICLE 35 - La Présidente prononce la clôture des débats après avoir consulté l'Assemblée départementale.

En cas de partage des voix, la discussion continue.

ARTICLE 36 - La Présidente indique, à la fin de chaque séance, le jour et l'heure prévisionnels de la séance suivante.

CHAPITRE VI

DE LA POLICE DE L'ASSEMBLÉE ET DE LA PUBLICITÉ DES DÉBATS

POLICE DE L'ASSEMBLÉE

ARTICLE 37 - La Présidente a seule la police de l'Assemblée, elle sera assistée par le secrétaire de séance, qu'elle désignera par arrêté.

Elle peut faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui trouble l'ordre ou tient des propos contraires à la loi.

L'Hôtel du Département étant un lieu public, le respect de la loi en matière de langage comme de tenue vestimentaire sera respecté.

En cas de crime ou de délit, elle en dresse procès-verbal et le Procureur de la République en est immédiatement saisi.

INTERVENTION DES REPRÉSENTANTS DE L'ÉTAT

ARTICLE 38 - Par accord de la Présidente du Département et du représentant de l'Etat, dans le Département, le Préfet est entendu par l'Assemblée départementale. En outre sur la demande du 1^{er} Ministre, le représentant de l'Etat est entendu par l'Assemblée départementale (art. L.3121-25 CGCT).

PROCÈS VERBAUX ET COMPTES RENDUS DES SÉANCES

ARTICLE 39 - Les procès-verbaux des séances contiennent les rapports, les noms des Conseillers départementaux qui ont pris part à la discussion et le compte rendu de leurs interventions.

En cas de séance organisée partiellement ou totalement en visio-conférence, le résultat de chaque vote est reproduit au procès-verbal avec le nom des votants.

Les procès-verbaux des séances sont rendus publics par publication sur support papier ou électronique.

ARTICLE 40 - Le procès-verbal des séances ou de partie des séances dans lesquelles l'Assemblée départementale a délibéré en comité secret, est rédigé à part et ne peut être communiqué aux journaux, ni imprimé, ni publié par voie électronique.

Le procès-verbal des séances publiques, imprimé (ou sur support électronique) mentionne seulement l'existence du procès-verbal relatif au comité secret et à sa date.

CHAPITRE VII

DES DIVERS MODES DE VOTATION

SCRUTIN ORDINAIRE

ARTICLE 41 - L'Assemblée départementale vote sur les questions soumises à ses délibérations de trois manières : à mains levées, au scrutin public et au scrutin secret.

ARTICLE 42 - Le vote à mains levées est le mode de votation ordinaire. Le résultat est constaté conjointement par la Présidente et les secrétaires, qui comptent au besoin le nombre des votants pour ou contre.

ARTICLE 43 - Il est toujours voté à mains levées sur l'ordre du jour, les rappels au règlement, les demandes de priorité, d'ajournement, de renvoi, de clôture de la discussion, sauf s'il y est fait opposition dans les conditions prévues aux articles suivants du présent règlement.

Lors des votes à main levée, le Conseiller qui a reçu délégation d'un autre Conseiller lève les deux mains.

SCRUTIN PUBLIC

ARTICLE 44 - Le scrutin public est de droit toutes les fois que le sixième des membres présents à la séance le demande, sauf pour les nominations (scrutin secret) et dans les cas où la loi et le règlement prescrivent un mode de votation spécial. En cas de partage, la voix de la Présidente est prépondérante.

Ce mode de scrutin sera également utilisé lorsque les réunions de l'Assemblée délibérante seront organisées partiellement ou totalement en visio-conférence.

ARTICLE 45 - La demande de scrutin public doit être faite par écrit et déposée entre les mains de la Présidente ; les noms des signataires sont inscrits au procès-verbal de la séance.

Le scrutin public s'applique automatiquement pour les séances organisées partiellement ou totalement en visio-conférence.

ARTICLE 46 - Il est procédé au scrutin public dans les formes suivantes : chaque Conseiller exprime son vote par les mots OUI ou NON et signe son bulletin.

La Présidente prononce l'ouverture et la clôture des scrutins. Les bulletins sont déposés dans une urne ; les secrétaires élus désignés pour les opérations de vote les dépouillent, arrêtent le compte des voix et le remettent à la Présidente qui proclame le résultat du scrutin.

Pour les séances organisées partiellement ou totalement en visio conférence, le scrutin public pourra être organisé par un vote électronique, dans des conditions garantissant sa sincérité, ou par appel nominal. En cas de partage des voix, celle du Président/ de la Présidente est prépondérante.

Le résultat des scrutins publics énonçant les noms des votants, est reproduit au procès-verbal.

SCRUTIN SECRET

ARTICLE 47 - Le scrutin secret est de droit pour les nominations ou si un sixième des membres présents en fait la demande.

Si une demande de scrutin public est présentée en même temps, le vote a lieu au scrutin public.

Sur les questions autres que les nominations, le scrutin a lieu au moyen de bulletins fermés portant les uns le mot "oui", les autres le mot "non", les premiers indiquant l'adoption, les seconds la non adoption. Ces bulletins sont rassemblés dans une urne.

Le Conseiller qui a reçu délégation procède aux opérations de vote à l'appel du nom du Conseiller délégant, en ses lieux et place.

Ce mode de scrutin ne pourra pas être utilisé si la séance est organisée partiellement ou totalement en visio-conférence. Dans ce cas-là, la Présidente reporte le point de l'ordre du jour à une séance ultérieure qui ne peut se tenir par visioconférence

ARTICLE 48 - Lorsque la Présidente s'est assurée que tous les membres présents ont pris part au vote, elle prononce la clôture du scrutin. Les secrétaires élus désignés pour les opérations de vote séparent ostensiblement les bulletins portant "oui" des bulletins portant "non" et les autres ; ils en font le compte, l'arrêtent et le remettent à la Présidente qui proclame le résultat.

ARTICLE 49 - Pour toute délibération de l'Assemblée départementale, les bulletins blancs et les bulletins nuls n'entrent pas en compte dans le dénombrement des suffrages exprimés.

QUORUM

ARTICLE 50 - L'Assemblée départementale ne peut délibérer si la majorité absolue de ses membres en exercice n'est présente.

Lorsque la réunion du Conseil départemental se tient par visioconférence, le quorum est apprécié en fonction de la présence des conseillers départementaux dans les différents lieux par visioconférence.

La vérification du quorum doit être faite en début de séance pour que celle-ci puisse se tenir de façon régulière.

Si des Conseillers quittent la séance en cours de débats, l'affaire en discussion peut être valablement soumise au vote des Conseillers départementaux présents, ceux qui sont sortis étant considérés comme s'abstenant sauf pouvoir.

Toutefois, si au jour fixé par la convocation de la Présidente, l'Assemblée départementale n'est pas en nombre suffisant pour délibérer, la réunion est renvoyée de plein droit trois jours plus tard. Une convocation est faite d'urgence par la Présidente de l'Assemblée départementale. Les délibérations sont alors valables quel que soit le nombre des membres présents.

MAJORITÉ REQUISE

ARTICLE 51 – Sous réserve des dispositions des articles L3122-1 et L3122-5 du Code Général des Collectivités Territoriales les décisions sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés.

La majorité requise est atteinte dès lors que plus de la moitié des Conseillers départementaux en exercice sont présents.

En cas de partage égal, soit à mains levées, soit au scrutin public, si la Présidente prend part au vote, sa voix est prépondérante ; si elle ne vote pas et que les voix sont également partagées, la proposition mise aux voix n'est pas adoptée.

DÉLÉGATIONS DE VOTE

ARTICLE 52 - Un Conseiller départemental empêché d'assister à une réunion peut donner délégation de vote pour cette réunion à un autre membre de l'Assemblée départementale. Un Conseiller départemental ne peut recevoir qu'une seule délégation de vote.

Les délégations de vote sont adressées à la Présidente de l'Assemblée départementale avant la séance, ou remises à la Présidente de séance à l'ouverture de la séance. En cas d'urgence ou d'imprévu, elles peuvent être remises à tout moment.

RÈGLES PARTICULIÈRES

ARTICLE 53 - Les demandes relatives soit à l'ordre du jour, soit à un rappel au règlement, sont mises aux voix avant la question principale.

ARTICLE 54 - Tout Conseiller peut demander qu'il soit procédé au vote par division sur un texte soumis aux délibérations de l'Assemblée. Ce vote par division est alors de plein droit. Avant le vote sur l'ensemble, l'Assemblée départementale peut décider, sur la demande de l'un de ses membres, que le texte soit renvoyé à la commission pour coordination.

Le renvoi pour coordination est de droit si la Présidente de l'Assemblée départementale ou le Président/la Présidente de la commission compétente le demande.

CHAPITRE VIII

INFORMATIONS, VOEUX, AMENDEMENTS ET QUESTIONS

INFORMATIONS

ARTICLE 55 - Pour des sujets d'actualité ou d'orientations générales, la Présidente peut présenter des rapports d'informations auprès de l'Assemblée départementale ; sans que ces derniers n'appellent de délibérations.

VOEUX

ARTICLE 56 - Tout vœu doit être déposé au début de la réunion sur le bureau de la Présidente. Il est signé de son auteur. Le vœu peut être envoyé pour avis devant la commission compétente et discuté ensuite à la fin de la séance publique. L'auteur d'un vœu doit être avisé par les soins du Président/de la Présidente de la Commission compétente des jours et heure de la séance où il sera discuté.

AMENDEMENTS

ARTICLE 57 - Tout Conseiller peut présenter des amendements aux projets de délibération soumis à l'examen de l'Assemblée départementale.

L'amendement est rédigé par écrit et remis à la Présidente de l'Assemblée départementale ou de la commission compétente.

Les amendements sont mis aux voix avant le texte principal. Ceux qui s'en éloignent le plus sont soumis au vote avant les autres. S'il y a doute, l'Assemblée départementale fixe la priorité.

INFORMATION DES CONSEILLERS DÉPARTEMENTAUX

ARTICLE 58 - Tout membre de l'Assemblée départementale a le droit dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires du Département qui font l'objet d'une délibération.

Les demandes d'information sont adressées hors séances de l'Assemblée départementale, à la Présidente de l'Assemblée départementale qui désigne le service en charge de la réponse.

QUESTIONS ÉCRITES

ARTICLE 59 - En dehors des réunions de l'Assemblée départementale, tout Conseiller départemental peut saisir la Présidente par écrit de questions relatives à des sujets relevant aux termes de la loi et des règlements, des compétences départementales. Elles sont transmises à la Présidente de l'Assemblée départementale au moins un mois avant les séances. Il y est répondu par la même voie dans un délai ne pouvant excéder deux mois. Questions et réponses peuvent être rendues publiques.

QUESTIONS ORALES

ARTICLE 60 - Tout membre de l'Assemblée départementale peut exposer au cours des séances des questions orales sur les affaires concernant le Département exclusivement. Il peut le faire soit à titre individuel, si l'affaire concerne le canton dont il est élu, soit en qualité de représentant d'un groupe de l'Assemblée départementale, s'il s'agit d'une affaire de portée départementale.

Le texte de la question orale doit être adressé par son auteur à la Présidente de l'Assemblée départementale soit avant l'ouverture de la réunion, soit dans les trois jours précédant la tenue de la réunion.

Les questions orales sont posées en fin de séance plénière et ne donnent pas lieu à débat. Seul l'auteur de la question peut être appelé à donner ou à solliciter des précisions sur le sujet évoqué. La Présidente de l'Assemblée départementale peut y répondre immédiatement ou ajourner sa réponse, dans ce cas, la réponse à la question est apportée au début de la séance suivante.

CHAPITRE IX

DU RÉGIME INDEMNITAIRE DES ÉLUS

INDEMNITÉS ET FRAIS DES CONSEILLERS DÉPARTEMENTAUX

ARTICLE 63 - En application de l'article L3123-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, les membres de l'Assemblée départementale reçoivent pour l'exercice effectif de leurs fonctions, une indemnité fixée par référence au montant du traitement correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique.

Cette indemnité de fonction concerne la participation des Conseillers départementaux aux :

- séances de l'Assemblée départementale, de la Commission permanente et des commissions intérieures ;
- réunions de toutes les commissions et instances dont le Conseiller départemental est membre désigné en qualité de délégué de l'Assemblée départementale ;
- missions de représentation de la Présidente à des réunions et des déplacements hors délégations présentant un intérêt départemental au titre d'un mandat spécial et approuvé par la Commission permanente.

Ces indemnités de fonction sont soumises à cotisation et à imposition selon la réglementation en vigueur. Le versement de ces indemnités est subordonné à une participation effective aux dites réunions.

En application de l'article L.3123-16 du CGCT, les indemnités des élus de l'Assemblée départementale sont modulées en fonction de la présence et de la participation effective aux séances plénières, aux commissions thématiques et aux commissions permanentes dans la limite de 50% maximum des indemnités à taux plein.

Les absences sont comptabilisées par demi-journées : 1/40^{ème} du montant brut de l'indemnité par demi-journée d'absence non justifiée sera prélevé :

- sur la paie du mois concerné ou du mois suivant pour les sessions de l'Assemblée départementale et les commissions thématiques.
- trimestriellement pour les réunions de la Commission Permanente.

Toute absence est décomptée, sauf celles attestées par un justificatif et liées :

- à des raisons médicales, à des événements extérieurs à caractère exceptionnel, notamment d'ordre météorologique comme les intempéries et d'ordre social comme la présence à des obsèques ou la garde d'enfant malade,
- à une représentation de l'Assemblée départementale (par désignation approuvée par l'Assemblée départementale ou sur demande de l'Exécutif), à l'exercice de fonctions exécutives au sein d'autres collectivités,
- à une absence professionnelle présentant un caractère obligatoire,

- à une absence au titre d'une fonction exécutive liée à un autre mandat, ou à la participation d'une assemblée délibérante d'une autre collectivité, ou de l'une des deux chambres du Parlement.

ARTICLE 64 - Les membres du Conseil départemental peuvent recevoir une indemnité de déplacement et le remboursement des frais de séjour qu'ils ont engagés pour prendre part aux réunions du Conseil départemental, des commissions et des instances dont il font partie à titre de qualité.

Les membres du conseil départemental en situation de handicap peuvent également bénéficier du remboursement des frais spécifiques de déplacement, d'accompagnement et d'aide technique qu'ils ont engagés et qui sont liés à l'exercice de leur mandat.

Les membres du conseil départemental peuvent bénéficier d'un remboursement par le département, sur présentation d'un état de frais et après délibération du conseil départemental, des frais de garde d'enfant ou d'assistance aux personnes âgées, aux personnes handicapées ou à celles qui ont besoin d'une aide personnelle à domicile qu'ils ont engagés en raison de leur participation mentionnées à l'article L3123.1. Ce remboursement ne peut excéder, par heure, le montant horaire du salaire minimum de croissance.

Les frais engendrés par les déplacements des Conseillers départementaux sont remboursés aux élus pour prendre part :

- aux réunions du Conseil départemental, de la Commission permanente, du Bureau et des commissions internes thématiques,
- aux séances des commissions ou organismes pour lesquels ils ont été expressément désignés par l'Assemblée départementale, ou par la Présidente du Département,
- aux réunions validées hebdomadairement par la Présidente du Département, pour les représentations institutionnelles liées au domaine de délégation de l'élu concerné

Les frais font l'objet d'un remboursement selon le barème en vigueur appliqué aux agents départementaux. Les barèmes spécifiques votés par l'Assemblée départementale pour ces agents seront également mis en œuvre pour les élus.

Un seul aller-retour par jour sera remboursé pour les réunions ayant lieu sur un même lieu ou à proximité.

Les réunions de travail, sauf sur invitation expresse de la Présidente, ne donnent pas lieu à remboursement.

Les déplacements pour lesquels l'élu est déjà indemnisé par un autre organisme ou une autre collectivité ne seront pas non plus pris en charge.

Les demandes de remboursements de frais réalisées par les Conseillers départementaux devront être transmises au Cabinet à minima, une fois par mois, et à maxima, obligatoirement une fois par trimestre. Les demandes de remboursement qui ne seraient pas déposées dans ce délai maximal ne seront pas prises en compte.

Une fiche de remboursement sera jointe à la fiche de rémunération des indemnités et devra être retournée au plus tard le 15 du mois suivant,

accompagnée obligatoirement des pièces justificatives (copie des invitations ou des mails reçus du Cabinet, ainsi que des pièces suivantes : attestation sur l'honneur et justificatif du prestataire).

Exceptionnellement, un véhicule de service pourra être mis à disposition des conseillers départementaux pour effectuer un déplacement dans l'exercice de leurs missions. Cette autorisation dérogatoire devra être motivée, limitée dans le temps et fera l'objet d'un ordre de mission délivré par la Présidente du Conseil départemental ou de son représentant, accompagné d'une copie de la convocation et d'une copie du permis de conduire en cours de validité.

Les conseillers départementaux sont également autorisés à conduire un véhicule de la collectivité lorsqu'ils covoiturent avec des agents départementaux pour un déplacement sur une longue distance.

ARTICLE 65 – En application de l'article L.3123-19-2-1 du CGCT, un état annuel présentant l'ensemble des indemnités de toute nature, libellées en euros et en brut, par élu et par mandat ou fonction, dont bénéficient les élus siégeant au Conseil départemental, devra être communiqué chaque année aux conseillers départementaux avant l'examen du budget du Département.

Il s'agit de produire un état annuel des indemnités de toute nature perçues par les conseillers départementaux durant l'année qui précède le vote du budget en tant que conseiller départemental mais aussi au sein de tout syndicat mixte ou au sein de toute société d'économie mixte ou société publique locale.

Le rapport de présentation ne fait pas l'objet d'un débat.

CHAPITRE X

DES DISPOSITIONS DIVERSES

GROUPES POLITIQUES

ARTICLE 66 - En application de l'article L3121-24 du CGCT, l'Assemblée départementale peut conférer des moyens de fonctionnement aux groupes d'élus constitués en son sein.

Les groupes sont constitués par la remise à la Présidente de l'Assemblée départementale d'une déclaration, signée de leurs membres, et accompagnée de la liste de ceux-ci et de leurs représentants.

Chaque groupe exerce ses activités librement dans le cadre de la loi et du règlement intérieur de l'Assemblée départementale. Aucun groupe ne peut s'exprimer au nom de l'Assemblée départementale ou de toute instance émanant de l'Assemblée départementale.

MOYENS DE FONCTIONNEMENT :

Un groupe est reconnu et peut prétendre aux moyens de fonctionnement prévus par la loi, dès lors qu'il est composé d'au moins 3 membres.

Dans les conditions qu'elle définit, l'Assemblée départementale affecte à chaque groupe d'élus, un local administratif, du matériel de bureau et informatique, et prend en charge leurs frais de documentation, de courrier, et de télécommunications dans les conditions définies lors du vote de chaque budget primitif.

De même, la Présidente de l'Assemblée départementale peut, dans les conditions fixées par l'Assemblée départementale et sur proposition des représentants de chaque groupe, affecter aux groupes d'élus, une ou plusieurs personnes à temps complet ou non complet, sans que les crédits affectés à ces dépenses de personnels puissent excéder 30% du montant total brut des indemnités versées chaque année aux conseillers départementaux des groupes politiques concernés. La Présidente de l'Assemblée départementale est la seule ordonnatrice des dépenses sus-mentionnées.

MOYENS DE COMMUNICATIONS ET D'EXPRESSION : (art. L.3121-24-1 du CGCT)

Une page de la revue de l'Assemblée départementale «**Haute-Loire Magazine**» ainsi qu'un espace sur le site internet de la collectivité sont ouverts à l'expression des groupes d'élus, chaque groupe se la partageant et disposant d'un espace équivalent.

Afin de permettre les échanges d'informations sur les affaires relevant de leur compétence, l'Assemblée départementale met à la disposition de chacun de ses membres à titre individuel une adresse mail.

Les secrétariats des groupes politiques ont accès à l'intranet de la collectivité pour tout ce qui concerne des services d'information départementale et l'annuaire.

D'une manière générale, toute communication pourra s'effectuer sur support papier ou électronique (email, mise à disposition sur site ou plateforme de dépôt pour les documents à télécharger).

La charte d'utilisation des ressources informatiques et des communications électroniques (charte RICE) du Département s'applique à chacun des membres de l'Assemblée départementale.

Chaque Conseiller départemental formule par écrit son accord sur l'envoi par voie électronique des rapports, dossiers et convocations aux réunions de la commission permanente, de l'Assemblée départementale et des commissions thématiques.

DÉONTOLOGIE DES ÉLUS

ARTICLE 67 - Constitue un conflit d'intérêts, toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction.

En application de l'article L.1111-6 modifié du CGCT, les représentants du Conseil départemental désignés pour participer aux organes décisionnels d'une autre personne morale de droit public ou d'une personne morale de droit privée en application de la loi ne sont pas considérés, du seul fait de cette désignation, comme ayant un intérêt, au sens de l'article L. 2131-11 du présent code, de l'article L.432-12 du code pénal ou du I de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, lorsque les délibérations de l'Assemblée portent sur une dépense obligatoire au sens de l'article L.1612-15 du CGCT et sur le vote du budget. Toutefois, les conseillers départementaux concernés ne devront pas participer aux décisions du Conseil départemental attribuant à ces personnes morales un contrat de la commande publique, une garantie d'emprunt ou une aide revêtant l'une des formes prévues au 2ème alinéa du I de l'article L.1511-2 et au 2ème alinéa de l'article L.1511-3, ni aux commissions d'appel d'offres ou à la commission prévue à l'article 1411-5, lorsque la personne morale concernée est candidate.

Les conseillers départementaux désignés pour siéger dans des sociétés d'économie mixte locales respecteront les mêmes principes en application de l'article L1524-5 du CGCT

Lorsqu'elles estiment se trouver dans une telle situation, les personnes titulaires de fonctions exécutives locales sont suppléées par leur délégataire, auquel elles s'abstiennent d'adresser des instructions (L. n°2013-907).

Lorsqu'il/elle estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, le Président/la Présidente du Département qu'il/elle agisse en vertu de ses pouvoirs propres ou

par délégation de l'organe délibérant, prend un arrêté mentionnant la teneur des questions pour lesquelles il/elle estime ne pas devoir exercer ses compétences et désignant, dans les conditions prévues par la loi, la personne chargée de la suppléer.

De même, lorsque les conseillers départementaux titulaires, dans les conditions fixées par la loi, d'une délégation de signature estiment se trouver en situation de conflit d'intérêts, ils en informent le Président/la Présidente du Département par écrit, précisant la teneur des questions pour lesquelles elles estiment ne pas devoir exercer leurs compétences.

Un arrêté du Président/de la Présidente du Département détermine en conséquence les questions pour lesquelles la personne intéressée doit s'abstenir d'exercer ses compétences (décret n°2014-90).

La collectivité met à disposition de l' élu, différents documents pour déclarer tout conflit d'intérêt.

Sont illégales les délibérations auxquelles ont pris part un ou plusieurs membres du conseil intéressés à l'affaire qui en fait l'objet, soit en leur nom personnel, soit comme mandataires. (art.L.2131-11 du CGCT).

Dès lors, pour éviter d'une part un risque d'illégalité des délibérations concernant des affaires auxquelles un conseiller départemental est susceptible d'être intéressé et d'autre part le risque de se trouver en situation de prise illégale d'intérêts, il est demandé au conseiller départemental :

- de ne pas prendre part aux réunions préparatoires (travaux des commissions, etc),
- de ne pas prendre part aux débats relatifs à ces délibérations,
- de ne pas prendre part au vote, en sortant de la salle du Conseil départemental ou de la Commission permanente, lors de la mise aux voix des délibérations.

LA CHARTE DE L'ÉLU LOCAL :

ARTICLE 68 – En application de la loi n°2015-366 du 31 mars 2015, immédiatement après l'élection du Président/de la Présidente et de la Commission permanente, le Président/la Présidente du Département donne lecture de la charte de l' élu local, prévue à l'article L. 1111-1-1 du code général des collectivités locales.

Une copie de la charte de l' élu local est remise aux élus, accompagnée d'une copie du chapitre du CGCT relatif aux « Conditions d'exercice des mandats locaux» (articles L. 3123-1 à L.3123-30). Ces documents figurent dans le guide de l' élu remis aux conseillers départementaux lors de la séance d'installation.

La charte de l' élu local est appliquée par les Conseillers départementaux :

« *Charte de l' élu local* (art. L.1111-1-1 du CGCT)

« 1. *L' élu local exerce ses fonctions avec impartialité, diligence, dignité, probité et intégrité.*

« 2. *Dans l'exercice de son mandat, l' élu local poursuit le seul intérêt général, à l'exclusion de tout intérêt qui lui soit personnel, directement ou indirectement, ou de tout autre intérêt particulier.*

« 3. *L' élu local veille à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts. Lorsque ses intérêts personnels sont en cause dans les affaires soumises à l'organe délibérant dont il est membre, l' élu local s'engage à les faire connaître avant le débat et le vote.*

« 4. *L' élu local s'engage à ne pas utiliser les ressources et les moyens mis à sa disposition pour l'exercice de son mandat ou de ses fonctions à d'autres fins.*

« 5. *Dans l'exercice de ses fonctions, l' élu local s'abstient de prendre des mesures lui accordant un avantage personnel ou professionnel futur après la cessation de son mandat et de ses fonctions.*

« 6. *L' élu local participe avec assiduité aux réunions de l'organe délibérant et des instances au sein desquelles il a été désigné.*

« 7. *Issu du suffrage universel, l' élu local est et reste responsable de ses actes pour la durée de son mandat devant l'ensemble des citoyens de la collectivité territoriale, à qui il rend compte des actes et décisions pris dans le cadre de ses fonctions. »*

« 8. *Tout élu local peut consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques consacrés dans la présente charte »*

MODIFICATION DU RÈGLEMENT

ARTICLE 69 - Le présent règlement pourra être modifié par l'Assemblée départementale à la majorité absolue de ses membres sur proposition, soit du Président/de la Présidente, soit de six Conseillers départementaux au moins ou chaque fois qu'une intervention législative vient modifier l'un des articles du Code Général des Collectivités Territoriales régissant le fonctionnement des organes de l'Assemblée départementale.

Le Président/la Présidente de l'Assemblée départementale informera les Conseillers départementaux de la suspension provisoire des dispositions en cause.

L'Assemblée départementale examine, lors de la séance suivante, les modifications qu'il est nécessaire d'apporter au présent règlement au regard du nouveau contexte juridique ainsi créé.

Le présent restera en vigueur jusqu'à l'adoption d'un autre règlement intérieur par l'Assemblée départementale.

DÉLIBÉRATION DE L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

Séance ordinaire publique du 20 juin 2022

15 - DELEGATION DES AIDES A LA PIERRE DU PARC PRIVE ET DU PARC PUBLIC : AVENANTS RELATIFS A LA PROGRAMMATION ET AUX CREDITS 2022

Direction : Direction de la Vie Sociale

Service instructeur : Maison Départementale de l'Habitat

Délibération n° : CD200622/151

Le 20 juin 2022, l'Assemblée départementale, régulièrement convoquée, s'est réunie à l'Hôtel du Département sous la présidence de Marie-Agnès PETIT, Présidente du Département.

- Présents : 33

- Absent(s) excusé(s) : 5

- Absent(s) ayant donné pouvoir : 0

Le quorum ayant été vérifié,

L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 portant règlement général sur la comptabilité publique

VU le code de la construction et de l'habitation (CCH) notamment les articles L 301-5-2 et L 321-1-1 ;

VU la convention de délégation de compétence du 15 décembre 2020 conclue entre le Département et l'Etat en application de l'article L. 301-5-2 du Code de la Construction et de l'Habitation ;

VU la convention de gestion des aides à l'habitat privé du 15 décembre 2020 conclue entre le Département ;

VU les avis du comité régional de l'habitat et de l'hébergement (CRHH) du 8 mars 2022 et du 10 mai 2022 sur la répartition des objectifs et des crédits aides à la pierre ;

ET CONSIDERANT QUE

Le Département assure la gestion des « aides à la pierre » dans le cadre d'une délégation de l'Etat. Deux conventions conclues le 15 décembre 2020 pour une durée de 6 ans entre le Département, l'Etat et l'Anah organisent cette délégation. Elles fixent notamment les objectifs quantitatifs et territorialisés de programmation et les enveloppes financières prévues par les parties prenantes sur la durée de la convention. Toutefois un avenant de gestion doit être conclu chaque année avec des objectifs et des enveloppes actualisés.

Suite au travail de pré-programmation en concertation avec les bailleurs sociaux et la Communauté d'agglomération du Puy en Velay qui dispose d'un plan local de l'habitat dont il doit être tenu compte, un dialogue de gestion a eu lieu avec la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL). La répartition des objectifs et des crédits entre les différents territoires de gestion de la région a été ensuite validée par le Comité régional de l'habitat et de l'hébergement (CRHH).

Pour le parc public l'avenant N°3 fixe un objectif de **186 logements locatifs sociaux** pour la programmation **2022** dont :

- 112 PLUS (prêts locatifs à usage social)

- 74 PLAI (prêts locatifs aidés d'intégration) dont 4 PLAI adaptés

Cette programmation conduit à une enveloppe prévisionnelle de droits à engagement de **447 920€** sur les crédits de l'Etat. En ce qui concerne les interventions financières propres du Département en faveur du parc public, elles seraient prévues au regard de cette programmation à hauteur de **1 122 000€**.

L'avenant N°3 prévoit également l'octroi de crédits de paiement à hauteur de **214 750€**.

Enfin, un avenant N°4 est fixe la programmation des crédits délégués de l'Etat pour la démolition de logements locatifs sociaux. Pour **2022** il est prévu la démolition de **96** logements et les droits à engagement s'élèvent à **240 000€** dont 5 000€ issue du reliquat 2021.

Pour le parc privé la programmation est portée à **417** logements pour **2022** dont :

- **387** logements propriétaires occupants (**20** habitat indigne ; **216** adaptation à la perte d'autonomie ; **151** rénovation énergétique)
- **20** logements propriétaires bailleurs
- **10** logements en copropriété

Cette programmation conduit à une enveloppe prévisionnelle de droits à engagement de **3 956 312€** sur les crédits de l'Etat pour les aides aux travaux mais aussi les aides à l'ingénierie des opérations programmées en cours. En ce qui concerne les interventions financières propres au Département en faveur du parc privé, elles sont prévues au regard de cette programmation à hauteur de **280 000€**.

L'avenant 2022 à la convention de gestion des aides à l'habitat privé de l'Anah inclut également diverses modifications ou compléments liés à certaines modalités administratives de gestion ou à l'actualisation réglementaire de certains dispositifs.

Après avoir entendu le rapport présenté par Monsieur Bernard BRIGNON au nom de la commission Solidarités territoriales, et après en avoir délibéré :

DECIDE

- **D'approuver les termes des avenants N°3 et N°4, et de leurs annexes**, à la convention générale de délégation de compétence des aides à la pierre conclue le 15 décembre 2020 entre le Département de la Haute-Loire et l'Etat ;
- **D'approuver les termes de l'avenant de gestion 2022, et de son annexe**, à la convention pour la gestion des aides à l'habitat privé conclue le 15 décembre 2020 entre le Département de la Haute-Loire, l'Etat et l'Anah ;
- **D'autoriser la Présidente à signer** les dit-avenants au nom du Département.

Les incidences budgétaires sont les suivantes :

A prélever (exercice)	A inscrire (exercice)	A imputer (exercice)	Chapitre	Nature	N° ligne de crédit	Programme	Autorisation de programme	Montant
	2 022		917	204182	37 171	AIDEP IER RE		80 000,00
	2 022		917	20422	37 172	AIDEP IER RE		70 000,00
		2 022	917	1311	37 173	AIDEP IER RE		150 000,00
		2 022	917	1311	35 996	AIDEP IER RE		64 750,00
	2 022		917	204182	35 980	AIDEP IER RE		20 000,00
	2 022		917	20422	35 986	AIDEP IER RE		44 750,00

Adopté à l'unanimité des membres présents ou représentés.

**Identifiant de télétransmission
043-224300012-20220620-260155-DE-1-1**

**Pour la Présidente,
le Directeur Général
des Services du Département par intérim**

**Date de réception en préfecture :
22 juin 2022**

Date de publication :

Signé Eric CHANAL

AVENANT N° 3

**à la convention générale de délégation de compétence des aides à la pierre
en application de l'article L. 301-5-2 du code de la construction et de l'habitation
conclue le 15 décembre 2020
entre l'État et de le Conseil départemental de la Haute-Loire**

Le présent avenant est établi entre

Le Département de la Haute-Loire représenté par Mme Marie-Agnès PETIT, Présidente du Conseil Départemental

et

l'État, représenté par M. Eric ETIENNE, Préfet du département.

Il a été convenu ce qui suit :

Objet de l'avenant

Le présent avenant est établi conformément à l'article III-1 de la convention générale de délégation de compétence et comporte trois objectifs :

- il apporte deux modifications administratives à la convention initiale ;
- il fixe les objectifs quantitatifs en matière de logements locatifs sociaux pour l'année 2022 ;
- il précise les modalités financières pour l'année 2022 :
 - l'enveloppe déléguée par l'État via le Fonds national d'aide à la pierre (FNAP) pour le parc public ;
 - les interventions financières du Département de la Haute-Loire.

Article 1 – Modalités administratives – Notification des droits à engagement

Afin de tenir compte des contraintes de calendrier liées à la planification en fin d'année du Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement (CRHH) et de la commission permanente du Conseil départemental, la date de notification du solde des droits à engagement de l'année portée à l'article « II-5-1-1 – Pour l'enveloppe logement locatif social » est modifiée pour être fixée au 15 janvier de l'année suivante.

Article 2 – Modalités administratives – Mise à disposition des crédits de paiement

La rédaction de l'article « II-5-2 – Calcul et mise à disposition des crédits de paiement - pour l'enveloppe logement locatif social » 4^{ème} alinéa, est modifié comme suit pour prendre en compte une erreur matérielle :

«...le premier versement porte au maximum sur 25 % du montant des autorisations d'engagement délivrées au titre de l'année n-1 (y compris en cas de renouvellement de la convention)... »

Article 3 – Objectifs quantitatifs pour l'année 2022

Pour 2022, compte tenu de la dotation déterminée en CRHH du 8 mars 2022, les objectifs sont de :

- 74 logements PLAI (prêt locatif aidé d'intégration), dont 5 LLS en zone B2, et dont 4 PLAI adaptés bénéficiant de la subvention visée à l'article R. 331-25-1 du CCH ;
- 112 logements PLUS (prêt locatif à usage social) dont 6 au titre de l'acquisition-amélioration.

Les objectifs de démolition 2022 seront déterminés par un avenant ultérieur.

L'annexe 1 de l'avenant retranscrit ces objectifs. L'atteinte de ces objectifs fera l'objet d'un contrôle en fin d'exercice et d'un avenant de clôture qui formalisera le bilan.

Article 4 - Moyens mis à disposition du délégataire par l'État pour le parc locatif social

4-1 / Droits à engagement – Enveloppe annuelle

Conformément aux objectifs fixés en CRHH du 8 mars 2022, la dotation prévisionnelle de l'État destinée au parc public est fixée à 447 920 € au titre des droits à engagements de l'année 2022.

Elle comprend :

- une enveloppe prévisionnelle des droits à engagement de l'État 2022 de 392 000 € mobilisable pour le développement de l'offre nouvelle de logements sociaux ;

- une enveloppe prévisionnelle des droits à engagement de l'État 2022 de 55 920 € (autorisations d'engagement typées selon le 2° II du L. 435-1 du CCH en complément de la programmation LLS classique, et non fongibles avec les AE dédiées à la programmation LLS classique) visant à octroyer la subvention PLAI adapté prévue à l'article R. 331-25-1 du CCH aux logements très sociaux à bas niveau de quittance agréés en PLAI. Seuls les projets sélectionnés dans le cadre de l'instruction des PLAI adaptés, dans le respect du document-cadre validé par le conseil d'administration du FNAP le 21 septembre 2018, et qui tiendront compte des orientations émises par les services de l'Etat, notamment par la DREAL, dans son rôle d'animation, d'accompagnement, d'harmonisation, de suivi et de synthèse du dispositif sur le territoire régional, pourront bénéficier de ce financement complémentaire.

Par ailleurs, un montant de reliquats disponibles auprès du délégataire au titre des droits à engagements de 2021 de 5 000 € reste mobilisable pour le financement d'opérations de démolitions et viendra en déduction des droits à engagement « démolitions » de l'année 2022.

4-2 / Droits à engagement – Procédure de délégation

Tenant compte de l'article 1 du présent avenant, la convention de délégation de compétence prévoit, selon les termes de son article II-5-1-1, que l'État alloue au délégataire son enveloppe de droits à engagement dans les conditions suivantes :

- 60 % du montant des droits à engagement de l'année à la signature de l'avenant annuel ;
- le solde des droits à engagement de l'année est notifié, au plus tard le 15 janvier 2023 en fonction du rapport mentionné au II-5-1-3. L'avenant de fin de gestion mentionné au § III-2 arrête l'enveloppe définitive des droits à engagement allouée pour l'année au délégataire.

Dans la limite des dotations disponibles, le délégant pourra néanmoins procéder au cours de l'année à autant d'allocation d'enveloppes de droit à engagement qu'il estime nécessaire.

A l'issue de l'année de gestion, le délégataire transmettra au préfet de département, au préfet de région (DREAL) et au FNAP un bilan de la mise en œuvre de sa programmation en logements très sociaux à bas niveau de quittance bénéficiant d'une subvention PLAI adapté. Il listera les opérations financées et précisera l'enveloppe d'autorisations d'engagement correspondante. Il indiquera, le cas échéant, les difficultés rencontrées dans l'atteinte des objectifs fixés.

4-3 / Crédits de paiement – Enveloppe annuelle

La dotation prévisionnelle des crédits de paiement de l'État destinée au parc public est fixée à 214 750 € pour 2022.

4-4 / Crédits de paiement – Procédure de versement

Dans la limite des dotations disponibles, le délégant peut procéder au cours d'une même année à autant d'allocations d'enveloppes de crédits de paiement qu'il estime nécessaire.

Tenant compte de l'article 2 du présent avenant, la convention de délégation de compétence prévoit, selon les termes de son article II-5-2, que l'État verse au délégataire les crédits de paiement dans les conditions suivantes :

- le premier versement porte au maximum sur 25 % du montant des autorisations d'engagement délivrées au titre de l'année 2021, soit 53 687,50 € ;
- des acomptes de crédits de paiement pourront être versés au délégataire jusqu'au maximum 75 % du montant de l'enveloppe de crédits de paiement 2022, soit 161 062,50 € ;
- le solde est versé au délégataire en fin d'année ; il sera ajusté en fonction de la différence entre les crédits de paiement versés par l'État au délégataire et ceux versés par le délégataire aux différents opérateurs en 2022, et ce, dans la limite des crédits ouverts et disponibles.

Article 5 – Interventions propres du délégataire

Pour 2022, les crédits d'intervention du Département dédiés au parc public sont fixés à 1 122 000 €, répartis de la manière suivante :

- 700 000 € pour les PLAI et l'acquisition-amélioration ;
- 52 000 € pour les PLAI adaptés ;
- 20 000 € pour les démolitions ;
- 350 000 € pour la réhabilitation.

Article 6 – Publication

Le présent avenant fait l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture et du délégataire.

Le

La présidente du département,

Le préfet de la Haute-Loire,

Marie-Agnès PETIT

Eric ETIENNE

**ANNEXE 1
A L'AVENANT N°3 DE GESTION 2022**

	2021					2022					SUR LA DUREE DE LA CONVENTION			
	Prévus		Réalisés			Prévus		Réalisés			Prévus Conv.	Réalisés		Reste À financer
	Conv. Générale	CRHH	délégués	financés	mis en Chantier	Conv. Générale	CRHH	délégués	financés	mis en Chantier		financés	mis en Chantier	
OFFRE NOUVELLE														
PARC PUBLIC (total hors PSLA)	133	158	149	149		133	186				798	149	0	649
PLAI	48	55	58	58		48	74				288	58	0	230
<i>dont acquisition amélioration</i>	5	24	0	0		5	0				29	0	0	29
<i>dont PLAI-Adaptés</i>	5	25	20	20		5	4				29	20	0	9
PLUS	72	77	61	61		72	112				432	61	0	371
<i>dont acquisition amélioration</i>	8	8	8	8		8	6				44	8	0	36
Total PLUS-PLAI	120	132	119	119		120	186				720	119	0	601
PLS	13	26	30	30		13	0				78	30	0	48
<i>dont acquisition amélioration</i>	2	6	6	6		2	0				8	6	0	2
Logement Intermédiaire	0	0	0	0		0	0				0	0	0	0
Accession à la propriété (PSLA)	8	0	0	0		8	0				45	0	0	45
DEMOLITION														
Démolition	77	149	124	122		77					460	122	0	338
REHABILITATION														
Réhabilitation	509					509					3050	0	0	3050

AVENANT N° 4

**à la convention générale de délégation de compétence des aides à la pierre
en application de l'article L. 301-5-2 du code de la construction et de l'habitation
conclue le 15 décembre 2020
entre l'État et de le Conseil départemental de la Haute-Loire**

Le présent avenant est établi entre

Le Département de la Haute-Loire représenté par Mme Marie-Agnès PETIT, Présidente du Conseil Départemental

et

l'État, représenté par M. Eric ETIENNE, Préfet du département.

Il a été convenu ce qui suit :

Objet de l'avenant

Le présent avenant est établi conformément à l'article III-1 de la convention générale de délégation de compétence.

Il fixe les objectifs quantitatifs pour l'année 2022 en ce qui concerne les opérations de démolitions.

Il rappelle les modalités financières pour l'année 2022 au titre des opérations de démolitions pour l'enveloppe déléguée par l'État via le Fonds national d'aide à la pierre (FNAP) pour le parc public.

Article 1 – Objectifs quantitatifs des démolitions pour l’année 2022

Pour 2022, compte tenu de la dotation déterminée en bureau du CRHH du 10 mai 2022, l’objectif est de 96 logements démolis.

L’annexe 1 de l’avenant retranscrit ces objectifs. L’atteinte de cet objectif fera l’objet d’un contrôle en fin d’année et d’un avenant de clôture qui formalisera le bilan.

A titre informatif, la programmation prévisionnelle FNAP comprend les démolitions suivantes :

- 88 logements au Puy-en-Velay ;
- 8 logements à Saint-Didier-en-Velay.

Article 2 - Moyens mis à disposition du délégataire par l’État pour le parc locatif social au titre des démolitions

2-1 / Droits à engagement – Enveloppe annuelle

Conformément aux objectifs fixés en bureau du CRHH du 10 mai 2022, la dotation prévisionnelle de l’État destinée au parc public au titre des démolitions est fixée à 240 000 €, dont :

- 235 000 € de droits à engagement 2022 ;
- 5 000 € de reliquats au titre des droits à engagement de l’année 2021.

2-2 / Droits à engagement – Procédure de délégation

La convention de délégation de compétence prévoit, selon les termes de son article II-5-1-1, que l’État alloue au délégataire son enveloppe de droits à engagement dans les conditions suivantes :

- 60 % du montant des droits à engagement de l’année à la signature de l’avenant annuel ;
- le solde des droits à engagement de l’année est notifié, au plus tard le 15 janvier 2023 en fonction du rapport mentionné au II-5-1-3. L’avenant de fin de gestion mentionné au § III-2 arrête l’enveloppe définitive des droits à engagement allouée pour l’année au délégataire.

Article 3 – Publication

Le présent avenant fait l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture et du délégataire.

Le

La présidente du département,

Le préfet de la Haute-Loire,

Marie-Agnès PETIT

Eric ETIENNE

Proposé par le
chef du bureau
qualité de la construction,

Vu et transmis par
le chef du SCL,
Le Puy-en-Velay, le

Patrick PALLEN

David FAYARD

**ANNEXE 1
A L'AVENANT N°4 DE DEMOLITIONS 2022**

	2021					2022					SUR LA DUREE DE LA CONVENTION			
	Prévus		Réalisés			Prévus		Réalisés			Prévus Conv.	Réalisés		Reste À financer
	Conv. Générale	CRHH	délégués	financés	mis en Chantier	Conv. Générale	CRHH	délégués	financés	mis en Chantier		financés	mis en Chantier	
OFFRE NOUVELLE														
PARC PUBLIC (total hors PSLA)	133	158	149	149		133	186				798	149	0	649
PLAI	48	55	58	58		48	74				288	58	0	230
<i>dont acquisition amélioration</i>	5	24	0	0		5	0				29	0	0	29
<i>dont PLAI-Adaptés</i>	5	25	20	20		5	4				29	20	0	9
PLUS	72	77	61	61		72	112				432	61	0	371
<i>dont acquisition amélioration</i>	8	8	8	8		8	6				44	8	0	36
Total PLUS-PLAI	120	132	119	119		120	186				720	119	0	601
PLS	13	26	30	30		13	0				78	30	0	48
<i>dont acquisition amélioration</i>	2	6	6	6		2	0				8	6	0	2
Logement Intermédiaire	0	0	0	0		0	0				0	0	0	0
Accession à la propriété (PSLA)	8	0	0	0		8	0				45	0	0	45
DEMOLITION														
Démolition	77	149	124	122		77	96				460	122	0	338
REHABILITATION														
Réhabilitation	509					509					3050	0	0	3050

DÉLIBÉRATION DE L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

Séance ordinaire publique du 20 juin 2022

16 - GARANTIES D'EMPRUNTS DES BAILLEURS SOCIAUX: MODIFICATION DES REGLES D'INTERVENTION

Direction : Direction de la Vie Sociale

Service instructeur : Maison Départementale de l'Habitat

Délibération n ° : CD200622/161

Le 20 juin 2022, l'Assemblée départementale, régulièrement convoquée, s'est réunie à l'Hôtel du Département sous la présidence de Marie-Agnès PETIT, Présidente du Département.

- Présents : 33 -Absent(s) excusé(s) : 5 - Absent(s) ayant donné pouvoir : 0

Le quorum ayant été vérifié,

L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

VU les articles L 3231-4 et L 3231-4-1 du Code général des collectivités locales ;

VU le Plan départemental de l'habitat approuvé le 22 octobre 2018 ;

VU la délibération du 30 novembre 2020 de l'Assemblée départementale relative au déploiement de la politique départementale de l'habitat

ET CONSIDERANT QUE

Par délibération du 30 novembre 2020, l'Assemblée départementale a validé le principe de l'octroi de la garantie d'emprunt du Département aux opérations de logements locatifs sociaux agréées dans le cadre de la délégation des aides à la pierre. La garantie ainsi octroyée a été fixée à 75% du montant des emprunts, le complément devant être recherché auprès d'autres collectivités.

L'application de cette décision pose des difficultés notamment à l'OPAC 43 par rapport à des opérations déjà engagées. Elle constitue aussi un frein administratif au développement de projets à venir.

Compte tenu des liens qui unissent le Département et l'OPAC 43 en tant qu'office départemental, compte tenu de la nouvelle gouvernance et de la feuille de route actuelle de l'OPAC 43, compte tenu enfin des partenariats qui se mettent en œuvre avec l'OPAC 43 dans le cadre du déploiement de notre politique départementale de l'habitat (revitalisation des centres bourgs, production de logements adaptés, requalification du parc), il est proposé de pouvoir porter à 100% le taux de garantie des emprunts contractés par l'OPAC 43 . Pour les autres bailleurs sociaux qui n'ont pas le même ancrage territorial que l'OPAC ni le même partenariat avec le Département, le taux de 75% pourrait être conservé. L'implication des collectivités locales serait ainsi maintenue pour une partie des opérations qui représentent aujourd'hui une grande part de la programmation.

La garantie aux prêts des organismes de logement social intervient dans un environnement sécurisé où le risque est normalement maîtrisé à plusieurs niveaux. C'est un dispositif à priori vertueux et sans impact financier qui permet au Département de soutenir le développement du logement social au sein des territoires. La possibilité de réserver un quota de logements en contrepartie de la garantie sera étudiée avec les bailleurs sociaux afin de valoriser l'intervention du Département en faveur du logement social.

Après avoir entendu le rapport présenté par Monsieur Jean-Francois EXBRAYAT au nom de la commission Solidarités territoriales, et après en avoir délibéré :

DECIDE :

- **De confirmer le principe de l'octroi de la garantie d'emprunt du Département aux opérations de logements locatifs sociaux agréées** dans le cadre de la délégation des aides à la pierre ;
- **De fixer le taux de garantie à 75%** sauf pour les emprunts contractés par l'**OPAC 43** qui pourront être **garantis à 100%**.

Adopté à la majorité des membres présents ou représentés.

- Pour : 24

- Contre : 0

- ABSTENTION : 0

- NE PREND PAS PART AU VOTE : 9

Eric BONCHE, Jean-Marc BOYER, Bernard BRIGNON, Michel BRUN, Nicole CHASSIN, Bruno MARCON, Blandine PRORIOL, Fanny SABATIER, Florence TEYSSIER.

Identifiant de télétransmission

043-22430012-20220620-260152-DE-1-1

**Pour la Présidente,
le Directeur Général
des Services du Département par intérim**

Date de réception en préfecture :

22 juin 2022

Date de publication :

Signé Eric CHANAL

DÉLIBÉRATION DE L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

Séance ordinaire publique du 20 juin 2022

17 - SERVICE PUBLIC DE LA PERFORMANCE ENERGETIQUE DE L'HABITAT (SPPEH) : MISE EN PLACE ET CONVENTIONS DE MISE EN OEUVRE AVEC LA REGION ET LES EPCI DU DEPARTEMENT

Direction : Direction de la Vie Sociale

Service instructeur : Maison Départementale de l'Habitat

Délibération n° : CD200622/171

Le 20 juin 2022, l'Assemblée départementale, régulièrement convoquée, s'est réunie à l'Hôtel du Département sous la présidence de Marie-Agnès PETIT, Présidente du Département.

- Présents : 34 - Absent(s) excusé(s) : 4 - Absent(s) ayant donné pouvoir : 0

Le quorum ayant été vérifié,

L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

Vu les dispositions du code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'énergie, notamment les articles L. 232-1 et suivants,

Vu la loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006 portant « Engagement National pour le Logement »,

Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la Transition Energétique Pour la Croissance Verte,

Vu l'arrêté du 5 septembre 2019 portant validation du programme « Service d'accompagnement pour la rénovation énergétique » dans le cadre du dispositif des Certificats d'Economies d'Energie,

Vu l'appel à manifestation d'intérêt « Plates-formes du Service Public Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) » en Auvergne-Rhône- Alpes, adopté par l'Assemblée plénière du Conseil régional des 8 et 9 juillet 2020,

Vu la délibération du 30 novembre 2020 de l'Assemblée départementale de la Haute-Loire concernant la feuille de route du Département en matière d'habitat,

Vu la délibération du 20 décembre 2021 de l'Assemblée départementale de la Haute-Loire portant création des emplois nécessaires à la mise en œuvre du SPPEH,

ET CONSIDERANT QUE

La rénovation énergétique et la lutte contre la précarité énergétique constituent des priorités de politique publique. Pour faire face à ces enjeux la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte du 18 août 2015 a institué un service public de la performance énergétique de l'habitat (SPPEH). L'objectif est d'organiser et de cofinancer un réseau de techniciens conseil afin de renforcer l'information et l'accompagnement des ménages et du petit tertiaire dans leurs projets de rénovation énergétique.

La mise en place du SPPEH est un enjeu majeur pour le département de la Haute-Loire qui cumule de nombreux indicateurs de vulnérabilité à la précarité énergétique. Cette situation pénalise les ménages altiligériens et en particulier les plus modestes très représentés dans le département.

Par délibération du 30 novembre 2020, l'Assemblée départementale a approuvé le positionnement du Département comme chef de file du SPPEH sur le territoire de la Haute-Loire et a acté le principe d'une candidature à l'AMI de la Région. Le dossier de candidature a permis d'élaborer une

offre de service, de calibrer le volume d'activité prévisionnel et de déterminer les moyens nécessaires à la mise en œuvre opérationnelle du dispositif.

Le SPPEH à l'échelle départementale propose de déployer des techniciens conseil dans les 3 territoires du Velay, du Pays de Lafayette et de la Jeune Loire. Une coordination du SPPEH en central sera également mise en œuvre. Sur la base des projections réalisées, la mise en place de ce service nécessite au total 7 postes de techniciens et 1 poste d'agent administratif.

Le Département porte déjà 2 postes de techniciens. Ils seront intégrés au SPPEH et constitueront la part du Département au dispositif.

La gouvernance du SPPEH reposera sur 2 instances : un comité de pilotage et un comité technique. En fonction de l'évolution du service et des besoins d'autres réunions ou instances pourront être mises en place notamment dans le cadre de l'animation du réseau.

Le SPPEH est financé pour moitié par des fonds nationaux transitant par la Région et pour l'autre partie par des fonds spécifiques de la Région et la participation du bloc local (Département/EPCI) laquelle est au moins égale à 0,50€ par an et par habitant. Pour les fonds nationaux il s'agit d'un financement forfaitaire par acte effectué et la participation financière demandée par le Département aux EPCI a été fixée à 0,15 € par habitant et par an pour 2022 et 2023. Une convention de coopération permettra de régir les relations entre le Département et les 11 EPCI.

Le plan de financement prévisionnel du SPPEH est établi comme suit :

Charges	2022	2023
Salaires chargés	298 500 €	423 000 €
Frais de structure (15% des frais directs de personnel)	44 775 €	63 450 €
Frais de déplacements et missions	38 500 €	48 000 €
Communication / animation / Formations / Prestations techniques	126 541 €	19 208 €
	508 316 €	553 658 €

Produits	2022	2023
Département	79 550 €	79 550 €
EPCI	34 092 €	34 092 €
<i>Sous-total Bloc local (EPCI/CD)</i>	<i>113 642 €</i>	<i>113 642 €</i>
Région	231 372 €	163 187 €
SARE	163 302 €	276 829 €
TOTAL	508 316 €	553 658 €

<i>Minimum bloc local (EPCI / CD) = 0,5 euros / habitant</i>	<i>0,50 €</i>	<i>0,50 €</i>
<i>Maximum SARE = 50% du total</i>		

La candidature du Département à l'AMI de la Région pour le portage du SPPEH en Haute-Loire a été examinée fin mai 2022 par la commission permanente de la Région. Une convention cadre doit être signée pour la période de 2022 à 2023. Elle sera complétée par des conventions financières annuelles.

Après avoir entendu le rapport présenté par Monsieur Bernard BRIGNON au nom de la commission Solidarités territoriales, et après en avoir délibéré :

DECIDE :

- D'approuver la mise en œuvre du SPPEH en Haute-Loire telle que présentée dans le dossier de candidature à l'AMI de la Région joint en annexe 1 ;
- D'approuver la participation financière annuelle du Département valorisée à hauteur de 79 550€ ;
- De valider la participation financière annuelle des EPCI à hauteur de 0,15 € par habitant ;
- D'approuver la convention de mise en œuvre du SPPEH sur le Département de la Haute-Loire avec les onze EPCI jointe en annexe 2 et d'autoriser la Présidente à signer au nom

- du Département ladite convention avec chaque EPCI;
- D'accepter de percevoir l'intégralité des fonds régionaux dédiés à la mise en œuvre du SPPEH et de procéder le cas échéant au versement des financements en faveur des structures partenaires ;
 - D'autoriser la Présidente à signer au nom du Département la Convention cadre (en annexe) pour la mise en œuvre territoriale du SPPEH et du programme CEE SARE de la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

Adopté à l'unanimité des membres présents ou représentés.

Identifiant de télétransmission
043-224300012-20220620-260129-DE-1-1

**Pour la Présidente,
le Directeur Général
des Services du Département par intérim**

Date de réception en préfecture :
22 juin 2022

Date de publication :

Signé Eric CHANAL

SERVICE PUBLIC DE LA PERFORMANCE
ENERGETIQUE DANS L'HABITAT (SPPEH)
EN AUVERGNE RHONE ALPES

DOSSIER DE CANDIDATURE
DU DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE
A L'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET
DE LA REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES



Fiche d'identité

- **Nom : Département de la Haute-Loire**
- **Périmètre (EPCI concernés) :**
 - CA du Puy-en-Velay
 - CA Marches du Velay-Rochebaron
 - CC Loire et Semène
 - CC des Sucs
 - CC des Rives du Haut Allier
 - CC Brioude Sud Auvergne
 - CC Mézenc-Loire-Meygal
 - CC Auzon Communauté
 - CC du Pays de Montfaucon
 - CC du Haut-Lignon
 - CC des Pays de Cayres et de Pradelles



- **Population (populations INSEE 2018) : 227 552**
- **Surface (surfaces INSEE 2018 - Admin express IGN) : 4 977,1 km²**

TABLE DES MATIERES

Préambule	5
I. Bilan et évaluation de la première période (réservé aux territoires ayant déjà une plateforme territoriale de la rénovation énergétique (PTRE))	7
II. Diagnostic stratégique	12
Analyse de la demande potentielle	12
Caractéristique du parc de logement	12
Dynamique de rénovation des logements enregistrée au court des dernières années.....	28
Parc de locaux de petit tertiaire privé	30
Caractéristiques socioéconomiques du territoire, analyse du marché	33
La situation de précarité énergétiques des ménages.....	44
Vers quels publics le service sera-t-il dirigé ? Hiérarchisation des marchés cibles en termes de demande	45
Opportunités et menaces liées à la demande	46
Analyse de l'offre existante	47
Chiffres et données clés concernant l'offre	47
Vers quels acteurs de l'offre (artisans, architectes notaires...) les efforts devront-ils être concentrés ?	
Hiérarchisation des cibles.....	54
Opportunités et menaces liées à l'offre	54
Bassin de vie et zone de chalandise	55
Périmètre géographique	55
Opportunités et menaces liées au périmètre du sppeh	61
Analyse interne : collectivité porteuse, EIE, ANAH, ADIL, autres acteurs significatifs (CMA, CAUE, CCI, ...)	62
Analyse et cartographie des acteurs clés du fait de leur rôle auprès des particuliers ou des professionnels.	
.....	62
Transversalité et coopérations déjà constatées.....	77
Capacité des actions et dispositifs en cours à répondre à l'enjeu de performance énergétique	78
III. Conclusions du diagnostic et choix stratégiques	80
Conclusions du diagnostic stratégique	80
Cibles visées par le SPPEH	81
Objectifs	81
IV. Gouvernance et organigramme	82
Positionnement stratégique du sppeh	82
Place du sppeh sur son territoire (lien aux partenaires clés)	82
Instances de gouvernance du sppeh	83
Organigramme et organisation opérationnelle	84

V. Offre de services	86
Services déployés par le SPPEH vers le public	86
Services déployés par le SPPEH vers les acteurs de l'offre et le partenariat.....	87
VI. Dépenses estimées	88
VII. Annexes.....	90
Tableaux statistiques détaillés sur le parc de logements à l'échelle des EPCI.....	90
Liste des permanences de Soliha sur le département de la Haute-Loire	101
Répartition territoriale de l'offre.....	102

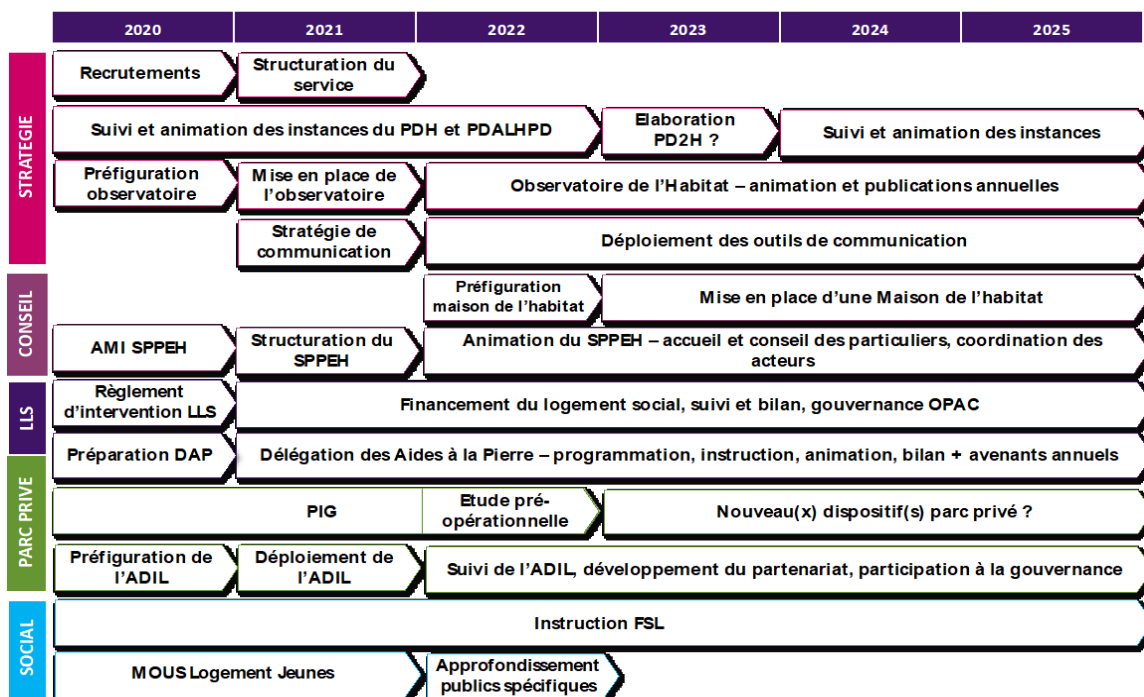
PREAMBULE

Un positionnement qui s'inscrit dans la montée en puissance du Département sur la thématique de l'habitat depuis 2018

Depuis 2018, le Département de la Haute-Loire s'est progressivement saisi de la problématique de l'habitat :

- 2018 -Élaboration du 1^{er} Plan Départemental de l'Habitat
- 2020 – Bilan à mi-parcours et formalisation d'une feuille de route habitat
- 2021 – Prise de délégation des aides à la pierre et mise en place d'un système d'aides propres du Département en faveur du parc public et privé
- 2021 - Création d'une ADIL interdépartementale 42/43
- 2022 - Mise en place d'un observatoire départemental de l'habitat (en cours de préfiguration)

Le déploiement du SPPEH a été inscrit dans la feuille de route habitat :



Suite aux différents temps de concertation organisés entre la Région, le Département et les EPCI, le positionnement du Département pour coordonner et assurer le chef de filât en accord avec les EPCI a fait l'objet d'un consensus.

Ce positionnement prend sens compte tenu :

- des compétences du Département en matière de solidarités sociales et territoriales,
- de l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique départementale de l'habitat avec structuration d'un service habitat.

La structuration du SPPEH et la présente réponse ont fait l'objet d'une concertation impliquant l'ensemble des acteurs locaux avec l'appui d'un AMO.

Une constitution du dossier en étroite concertation avec les acteurs du territoire

La réalisation du diagnostic stratégique doit répondre à plusieurs objectifs : connaître les besoins du territoire en matière de rénovation énergétique, s'appuyer sur l'organisation territoriale existante, et enfin, mobiliser les partenaires.

Ainsi, afin d'alimenter l'analyse, une quinzaine d'acteurs locaux a été interrogée en entretiens bilatéraux : le service habitat de la CA du Puy-en-Velay, Soliha, NDE Renov, l'AREV, l'EIE, l'ADIL, la DDT, le Pays Jeune Loire, Alex 42, le Conseil Départemental de la Haute-Loire, la SPL du Velay, la Fédération française du bâtiment, la CAPEB, et Urbanis.



Les éléments qui apparaissent de cette manière sont des verbatim issus des entretiens. Ils permettent notamment d'enrichir l'analyse quantitative avec la perception des acteurs du territoire.

Dans un second temps, sur la base du diagnostic, des propositions de structuration du SPPEH à l'échelle départementale ont été émises. Ces propositions formalisées sous formes de scénarios ont précisé :

- Les cibles et objectifs du SPPEH;
- Le positionnement stratégique du SPPEH sur le territoire et ses liens avec les partenaires;
- Le service envisagé pour chaque acte : rôle des collectivités, type d'opérateurs, organisation territoriale;
- Les relations conventionnelles entre les collectivités et opérateurs.

Ces propositions ont été co-construites avec les acteurs du territoire au cours de 2 demi-journées d'ateliers :

- étape 1 – cibles, objectifs et positionnement stratégique du SPPEH.
- étape 2 - déclinaison opérationnelle : qui fait quoi ? À quelle échelle ? Avec quels moyens ?

Le comité de pilotage mis en place dans le cadre de la construction de la candidature

Constitué des EPCI, de la DDT, de la Région, du Département, des opérateurs locaux, de l'ADIL, de la FFB et de la CAPEB, le comité de pilotage a pour rôle l'arbitrage des propositions et la validation des travaux. Il s'est réuni à 2 reprises :

- Septembre 2021 : Partage et enrichissement du diagnostic ;
- Octobre 2021 : Présentation des scénarii d'organisation opérationnelle.

Une autre réunion de validation de la réponse finalisée a eu lieu en novembre 2021 entre le Département et les Présidents des 11 EPCI.

Une nouvelle réunion du Copil pour une présentation du dispositif validé devrait avoir lieu en début d'année 2022.

I. BILAN ET EVALUATION DE LA PREMIERE PERIODE (RESERVE AUX TERRITOIRES AYANT DEJA UNE PLATEFORME TERRITORIALE DE LA RENOVATION ENERGETIQUE (PTRE))

Le Département de la Haute-Loire ne dispose pas de PTRE. Néanmoins, un EIE couvrait jusqu'au 31/12/2020 l'ensemble du département et était porté par le CAUE 43.

En termes de moyens humains, il représentait 2 équivalents temps pleins. L'EIE bénéficiait des financements de l'ADEME, de la Région, et du CD43. L'arrêt des financements au 31 décembre 2020 a conduit le Département à intégrer les 2 ETP au sein de son service habitat afin de poursuivre la mission de service public assurée par ces derniers. Ils sont dorénavant présents à la Maison de l'Habitat du Conseil Départemental.

Depuis 2018, on observe une nette progression du nombre de personnes conseillées. Les prises de contacts sont essentiellement réalisées par téléphone par une large majorité de propriétaires occupants.

Données – Source : Bilans d'activité EIE	2018	2019	2020
Personnes conseillées (par téléphone, rdv et par mail)	694	1313	1475
<i>Contacts par téléphone</i>	70%	64%	70%
<i>Contacts rdv</i>	22%	29%	25%
<i>Contacts mails</i>	4%	4%	4%
<i>Évolution des contacts par rapport à l'année précédente</i>	+26%	+200%	+12%
Nombre de rdv	148	388	365
Moyenne durée d'un rdv	1h30	1h30	1h30
% des propriétaires occupants	92%	94%	95%
% des bailleurs, locataires	8%	6%	5%
% des questions portant sur des demandes financières	51%	43%	85%
% des questions portant sur des demandes techniques	30%	32%	15%
% des questions portant sur la construction	2%	2%	0%
Nombre d'animations	15	15	10
Nombre de personnes sensibilisées	1135	708	450

Les animations conduites par l'EIE

Les actions de communication et d'animation menées par l'EIE sont nombreuses : balades thermographiques, réunions d'information, salons de l'habitat, information copropriétaires, foires et expositions, journée du logement, etc.

Actions 2018 :

Date	Intitulé de l'évènement	Descriptif	Lieu	Nbre de contacts
3/02/18	Balade thermographique	Balade thermographique en partenariat avec la collectivité dans le cadre du TePCV.	Craponne	20
13/02/18	Réunion d'information	Détails des dispositifs d'aides à la rénovation thermique pour les professionnels de la FFB section plâtrerie/Isolation/Façade...	Le Puy	12
16/02/18	Salon de l'habitat	Animation d'un stand, présentation d'éco matériaux et mise à disposition de documentations	Monistrol	200
16/03/18	Salon de l'habitat	Animation d'un stand, présentation d'éco matériaux et mise à disposition de documentations.	St Paulien	300
25/04/18	Information Copro	Présentation des aides 2018 pour la copropriété « le chantilly » dans le cadre du changement du système de chauffage. Réunion organisée en amont du vote pour les travaux, suite à l'appel du président du syndic et du gestionnaire de syndic.	Le Puy	50
19/05/18	Foire Exposition	Animation d'un stand, présentation d'éco matériaux et mise à disposition de documentations	Yssingaux	250
4/06/18	Semaine du développement durable	Promotion services EIE - Dans le cadre d'une présentation des projets de la commune suite à l'APP TePCV, réunion d'information pour restituer les résultats de dialogie et pour expliquer les aides financières en faveur de la rénovation énergétique.	Craponne	30
25/06/18	Journée du logement	Animation d'un stand, présentation d'éco matériaux et mise à disposition de documentations dans la journée, suivi d'une conférence sur les aides, les économies d'énergie et pourquoi rénover.	Brioude	16

Actions 2019:

Date	Intitulé de l'évènement	Descriptif	Lieu	Nbre de contacts
24/01/2019	Information Copro	Présentation des aides 2019 pour la copropriété « le Poitou » dans le cadre d'un projet de rénovation globale suite à un audit énergétique. Réunion organisée lors de la présentation de l'audit, suite à l'appel du président du syndic et du gestionnaire de syndic.	Vals près le puy	120
25/01/2019	Balade thermographique	Balade thermographique en partenariat avec la collectivité.	La Chaise Dieu	12
15/02/2019	Balade thermographique	Balade thermographique en partenariat avec la collectivité.	Saint Beauzire	8
22/02/2019	Balade thermographique	Balade thermographique en partenariat avec la collectivité.	Cussac sur loire	10
22/02/2019	Salon de l'habitat	Animation d'un stand, présentation d'éco matériaux et mise a disposition de documentations.	Monistrol sur loire	60
15/03/2019	Salon de l'habitat	Animation d'un stand, présentation d'éco matériaux et mise a disposition de documentations.	St Paulien	60
29/05/2019	Foire Exposition	Animation d'un stand, présentation d'éco matériaux et mise à disposition de documentations	Le Puy en Velay	250
13/06/2019	Réunion d'information	Détails des dispositifs d'aides à la rénovation thermique pour les architectes	Beaulieu	8
26/06/2019	Information Copro	Présentation des aides 2019 pour la copropriété « le Cedre » dans le cadre d'un projet de ravalement de façade avec ITE, Réunion organisée avant acceptation des travaux, suite à l'appel du président du syndic et du gestionnaire de syndic.	Vals près le puy	25
10/07/2019	Information Copro	Présentation des aides 2019 pour la copropriété « le Bel Anis » dans le cadre d'un projet de rénovation globale suite à un audit énergétique. Réunion organisée lors de la présentation de l'audit, suite à l'appel du président du syndic et du gestionnaire de syndic.	Le Puy en velay	70
29/09/2019 03/10/2019	Animation DD d'information	Animation d'un stand sur le DD, présentation PV et mise a disposition de documentations suite à la thermique pour le grand public	Monistrol voréy	17 32
29/11/2019	Balade thermographique	Balade thermographique en partenariat avec la collectivité.	Javaugues	12

En 2020, Compte tenu du contexte sanitaire lié au Covid-19, les animations grand public n'ont pas toujours pu être réalisées. Cependant, les conseillers INFO ENERGIE ont animé 10 interventions publiques qui ont rassemblé près de 495 personnes.

- **2 salons de l'habitat** ont été maintenus : Monistrol-sur-Loire et Saint-Paulien. Les salons permettent de diffuser une information rapide sur un week-end. On comptabilise 30 à 40 contacts de pris en moyenne par salon.
- **1 réunion d'information** avec la commune de Siaugues Saint-Romain,
- **8 balades thermographiques** réalisées sur les communes suivantes :
 - Freycenet Latour
 - Vielprat
 - Chambon-sur-Lignon
 - Malvalette
 - Le Puy-en-Velay
 - Saint-Georges d'Aurac
 - La Chapelle d'Aurec
 - Monistrol-sur-Loire

Les balades thermographiques sont réalisées en hiver en partenariat avec les communes. L'EIE propose aux communes du département d'organiser des rencontres avec leurs habitants. Ces rencontres démarrent par une réunion d'information pour expliquer le fonctionnement d'une caméra thermique puis par une balade qui consiste à identifier les défauts des maisons et une proposition de solutions.

Les prêts gratuits de caméras thermiques sont également mis en place. Les habitants récupèrent les caméras, les testent, puis prennent rendez-vous avec l'EIE afin de définir des solutions ensemble. 150 personnes par an en moyenne sont sensibilisées par ce biais.

Ces interventions sont pertinentes car en plus de transmettre de l'information, elles sont l'occasion d'échanges avec le public et permettent de renforcer la notoriété de l'EIE. La communication du service EIE est perçue comme un axe d'optimisation.

Les difficultés identifiées par l'EIE

- **Les travaux énergétiques répondent souvent à un besoin immédiat de l'ordre de « l'opportuniste »** (par exemple, un particulier réalise des travaux de fenêtres, puis 5 ans plus tard d'isolation des murs). Les travaux effectués par les particuliers n'atteindraient pas toujours l'efficacité attendue d'un point de vue énergétique. **Cette situation est en partie liée à l'absence d'audit énergétique au préalable qui identifie les travaux à faire, réalise un plan de rénovation complet du logement et chiffre les gains.** L'absence de cohérence globale ne permet pas d'obtenir les gains de performance attendus. Face à ces difficultés, plusieurs études préconisent de « rendre obligatoire le recours à l'audit énergétique lors des mutations et à l'accompagnement dans le cadre de la mobilisation des aides pour assurer la qualité de la rénovation et le gain en performance » (source : Accompagnement des ménages dans le cadre de rénovations énergétiques en maisons individuelles – ANAH, Juillet 2021)
- **De plus, l'EIE constate une absence de coordination entre professionnels.** En effet, la faiblesse des rénovations globales est à mettre en lien avec le manque de transversalité entre professionnels du bâtiment. Par exemple, les artisans conseillent les ménages sur la

rénovation énergétique seulement sur leur corps de métiers. Des éléments en matière de coordination sont à améliorer sur la mise en relation entre professionnels. Le besoin d'un assistant à maîtrise d'ouvrage afin d'obtenir une vision d'ensemble sur les besoins de rénovation a été évoqué lors des entretiens menés.

- **Des perspectives de solutions ont été identifiées dans d'autres régions.** Par exemple, il est proposé aux ménages un parcours de rénovation afin d'atteindre l'efficacité attendue en matière de performance énergétique. Ce parcours peut se réaliser en plusieurs étapes : réaliser les changements de fenêtres à condition que les travaux des murs aient été réalisés au préalable. La première étape doit apporter 50% de rénovation énergétique pour pouvoir basculer à la suivante.
- **Ce constat a été confirmé par l'étude menée par l'ADEME en 2020 sur les conditions nécessaires pour atteindre la performance BBC rénovation ou équivalent à terme en logement individuel.** « L'étude montre que les pratiques usuelles, nommées « rénovations partielles », qui consistent à juxtaposer des « gestes de travaux », ne permettent pas d'atteindre cet objectif. De plus, elles peuvent conduire à créer ou renforcer des désordres sur le bâti, avec impact possible sur le confort, voire la santé des habitants. L'étude montre aussi que renforcer la performance de chaque élément ne conduit pas non plus au bon niveau de performance dans cette approche « élément par élément ». Ainsi, l'addition simple de travaux qualifiés de « travaux BBC-compatibles » n'est pas suffisante pour l'atteinte du niveau de performance BBC rénovation ou équivalent à terme, en moyenne sur le parc. » ADEME, Dorémi, Enertech, 2020. La rénovation performante par étapes – Etudes des conditions nécessaires pour atteindre la performance BBC rénovation ou équivalent à terme en logement individuel.

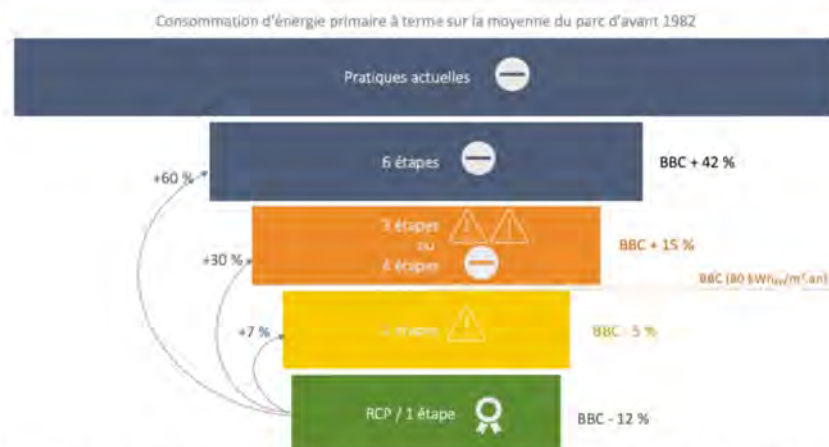


Figure C : Écarts de consommation sur la moyenne du parc construit avant 1982 entre les différents parcours de rénovation selon le nombre d'étapes, et écart à l'objectif BBC rénovation ou équivalent.

Légende : RCP = Rénovation Complète et Performante ;

- : parcours ne permettant pas d'atteindre les objectifs de consommation BBC rénovation ni le confort pour les occupants, leur santé, la préservation du bâti et pouvant générer des impasses de rénovation ;
- △△ : parcours comportant des risques pour le confort, la santé et/ou la préservation du bâti mais pouvant parfois atteindre les objectifs de consommation BBC rénovation sous conditions fortes ;
- △ : parcours pouvant atteindre le niveau BBC rénovation sous conditions et préservant santé et confort pour les occupants et préservation du bâti ;
- ♀ : parcours permettant d'atteindre les objectifs de consommation, de confort et santé pour les occupants et la préservation du bâti.

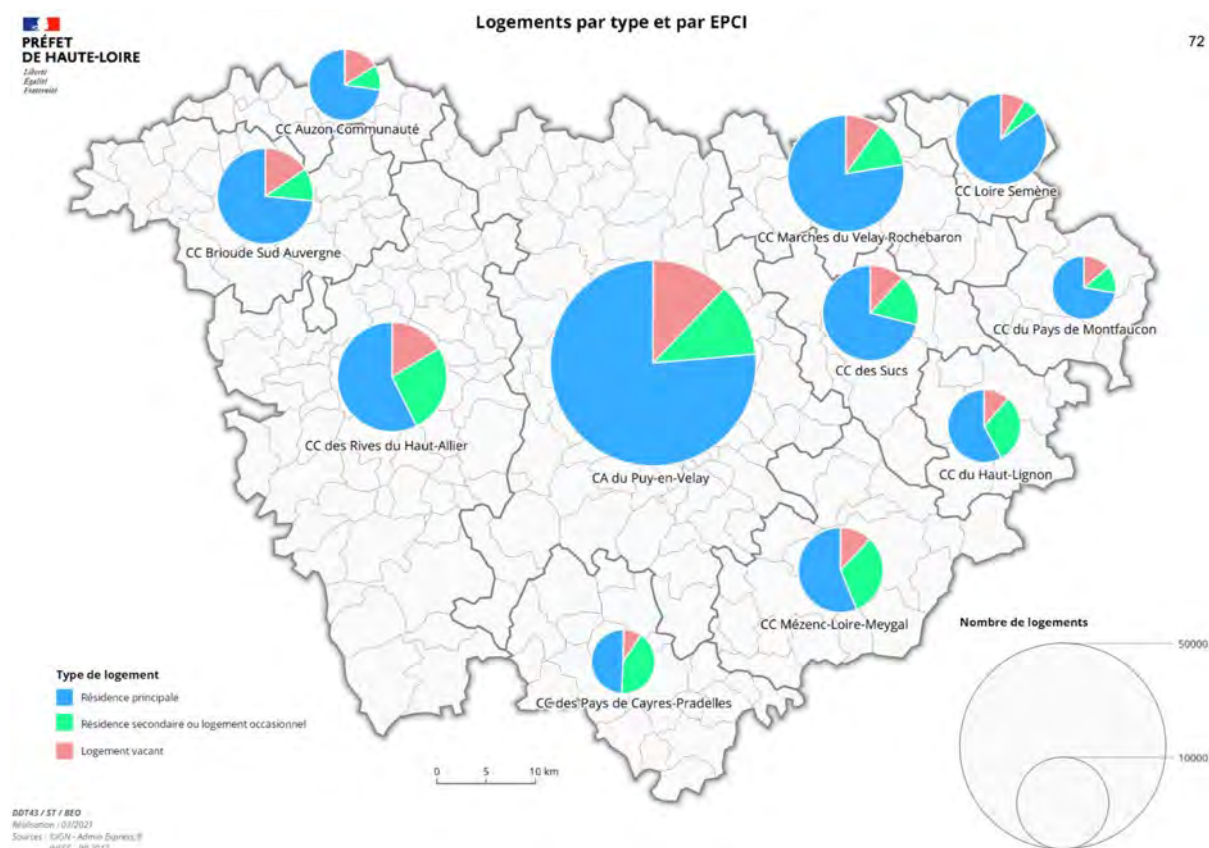
II. DIAGNOSTIC STRATEGIQUE

ANALYSE DE LA DEMANDE POTENTIELLE

CARACTERISTIQUE DU PARC DE LOGEMENT

Un département marqué par la vacance

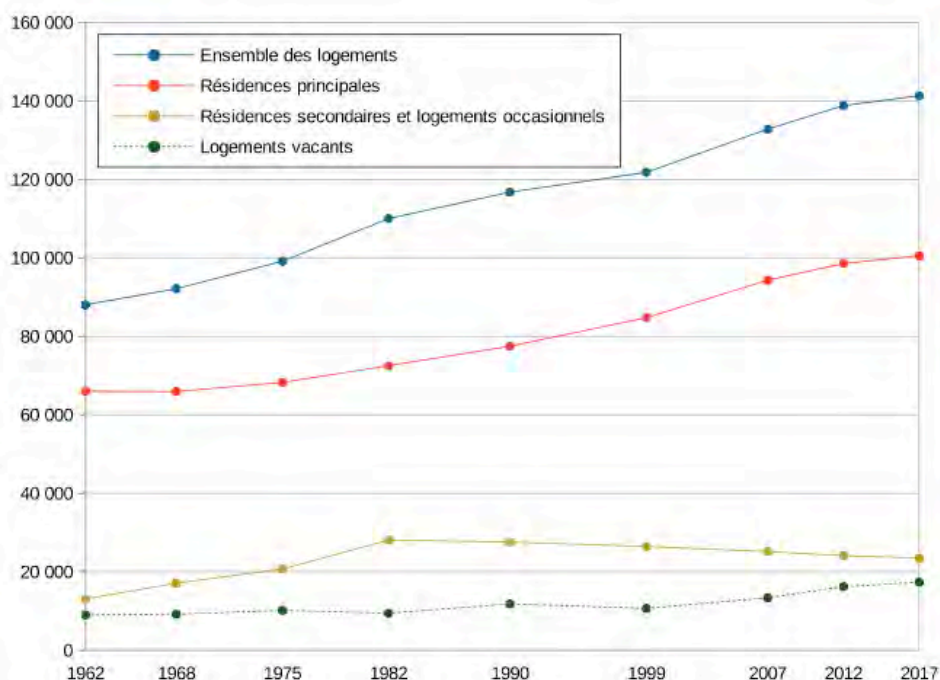
Le département de la Haute-Loire compte 142 989 logements (Insee 2017). Ce parc se caractérise par l'importance des résidences secondaires et de la vacance, en particulier dans les secteurs les plus ruraux. Ainsi, seulement 71% des logements sont des résidences principales. 1 logement sur 3 n'est donc pas occupé à l'année, qu'il soit vacant ou qu'il s'agisse d'une résidence secondaire.



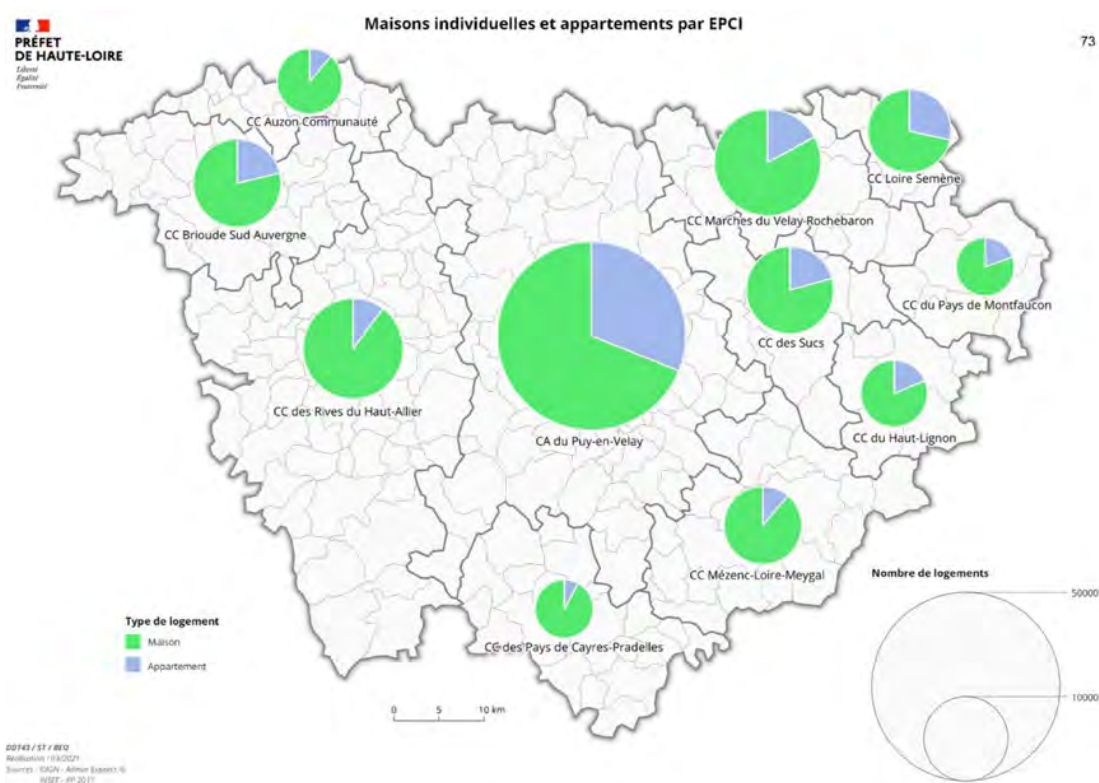
La problématique de la vacance touche l'ensemble du département, y compris certaines communes ou résidences de l'Est qui sont en apparence les territoires les plus tendus. Ces difficultés s'expliquent par l'ancienneté du parc, par la faible tension du marché immobilier (les ménages ont le choix et sont particulièrement exigeants) et par l'obsolescence d'une partie de l'offre qui n'est plus « au goût du jour » voire dégradée.

Cette problématique n'est pas spécifique à la Haute-Loire et s'étend sur l'ensemble de la frange Ouest de la région Auvergne-Rhône Alpes. Et celle-ci n'est pas sans conséquences sur le marché de l'habitat : marché détendu, baisse de la valeur immobilière, dégradation de l'habitat, paupérisation des centres anciens, dépréciation de certains quartiers, etc.

Évolution du nombre de logements par catégorie en historique depuis 1968 (Source Insee 1962 à 2017)

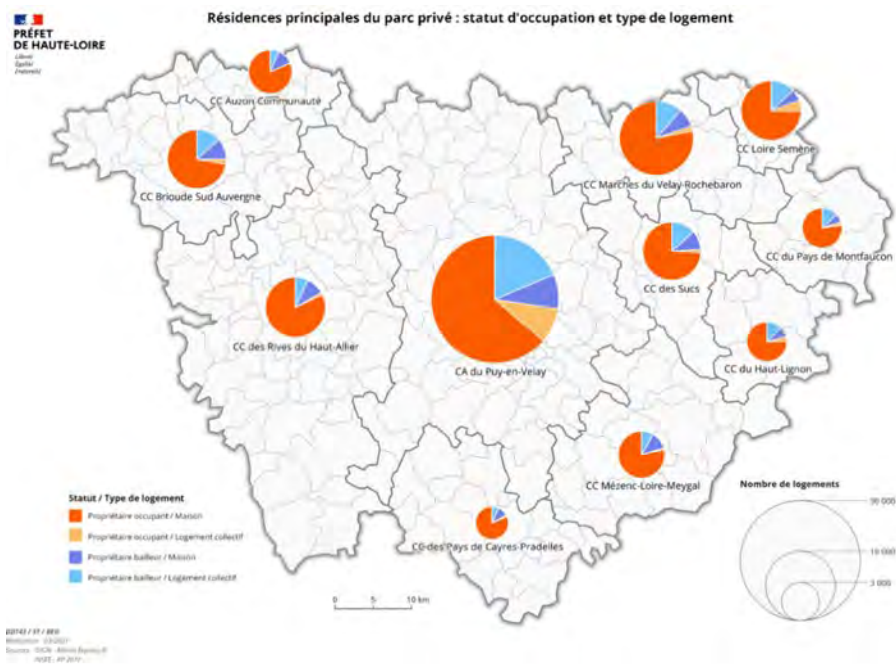


Un parc de résidences principales dominé par le modèle de la maison individuelle occupée par son propriétaire



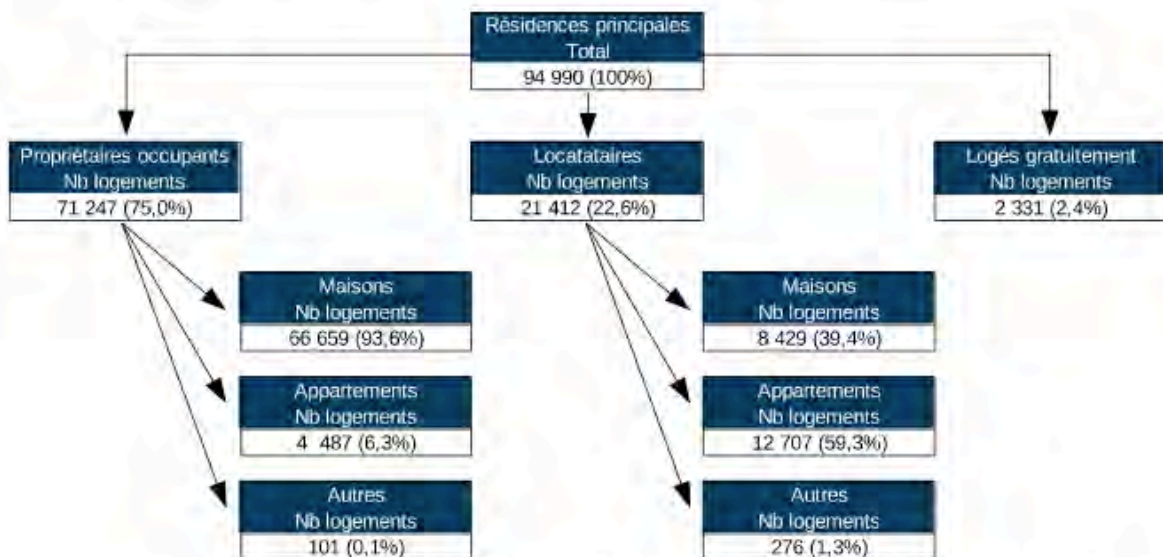
Le parc de logements se compose d'une majorité de maisons individuelles, 78% à l'échelle départementale, contre 50% pour la région Auvergne Rhône Alpes. En règle générale, il s'agit de grands logements composés de quatre pièces ou plus tandis que les petits logements sont peu représentés.

En 2018 par exemple, au sein du département 74% des résidences principales étaient composées de 4 pièces et plus.



La majorité des résidences principales privées sont occupées par leurs propriétaires (75%) dont l'écrasante majorité vit dans une maison individuelle. Seulement 23% sont occupées par des locataires dont une majorité vit en appartement (59%).

Arbre de segmentation entre type et statut d'occupation du logement (résidences principales hors parc social public)



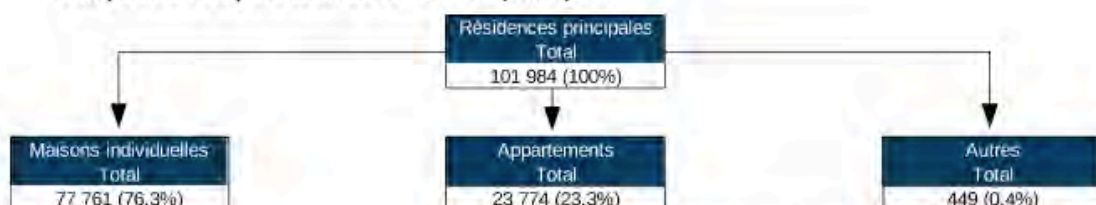
Source : Insee, RP2017 exploitation principale en géographie au 01/01/2020

Composition de l'ensemble du parc de logements ailligérien



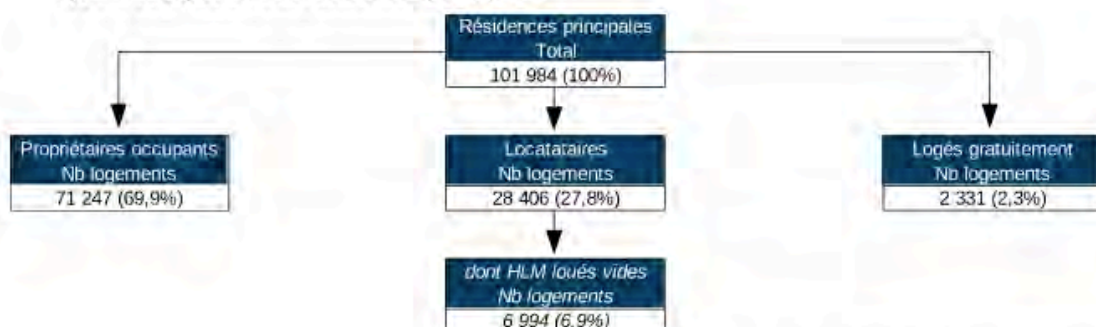
Source : Insee, RP2017 exploitation principale en géographie au 01/01/2020

Composition du parc total de résidences principales



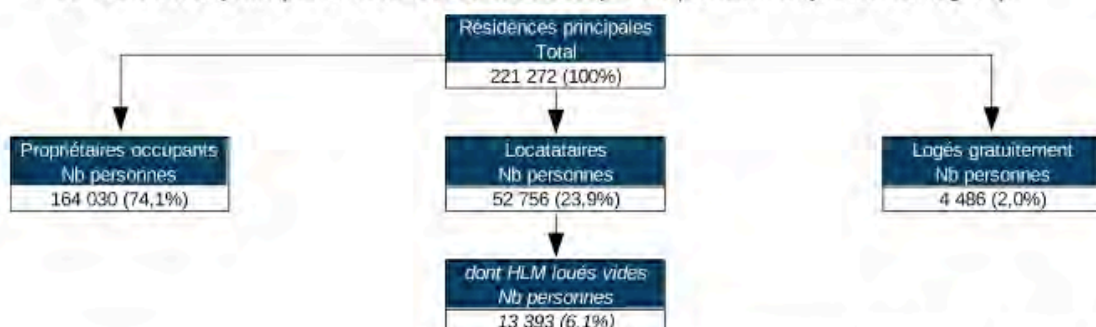
Source : Insee, RP2017 exploitation principale en géographie au 01/01/2020

Type d'occupation des résidences principales



Source : Insee, RP2017 exploitation principale en géographie au 01/01/2020

Les résidences principales selon leur statut d'occupation (nombre de personnes logées)



Source : Insee, RP2017 exploitation principale en géographie au 01/01/2020

Un parc de logements vieillissant et un marché détendu

Trois constats ont ainsi été émis lors de l'élaboration du Plan Départemental de l'Habitat (PDH) concernant le parc existant :

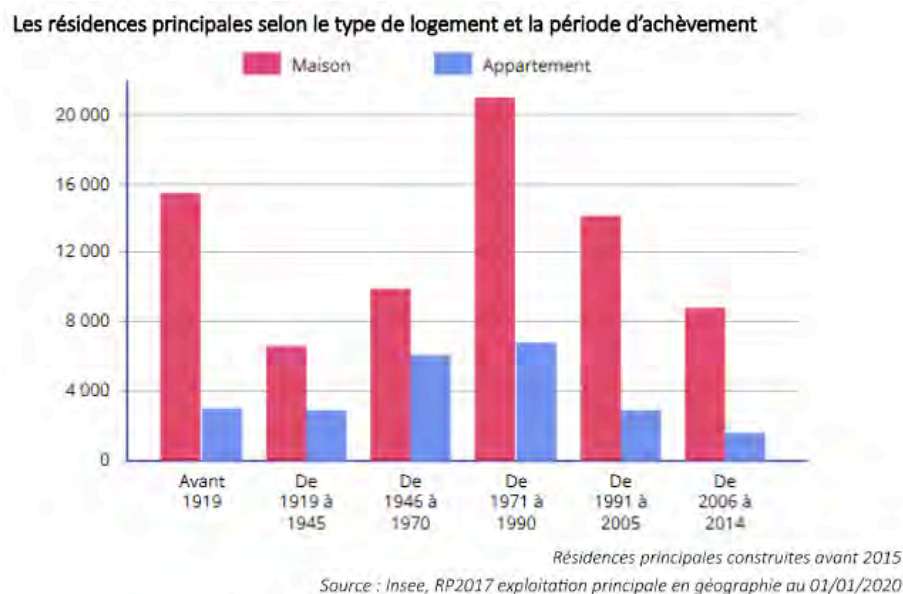
- Le parc de logements n'est plus toujours adapté aux besoins des populations (typologies, localisation...);
- L'offre nouvelle vient concurrencer le parc ancien où la vacance se développe de manière considérable;

- **Le parc en grande partie vieillissant fait face à des problématiques énergétiques, voire parfois de dégradation et d'insalubrité.**

Ces deux premiers constats sont valables pour le parc social comme pour le parc privé tandis que le 3^e concerne plus spécifiquement le parc privé.

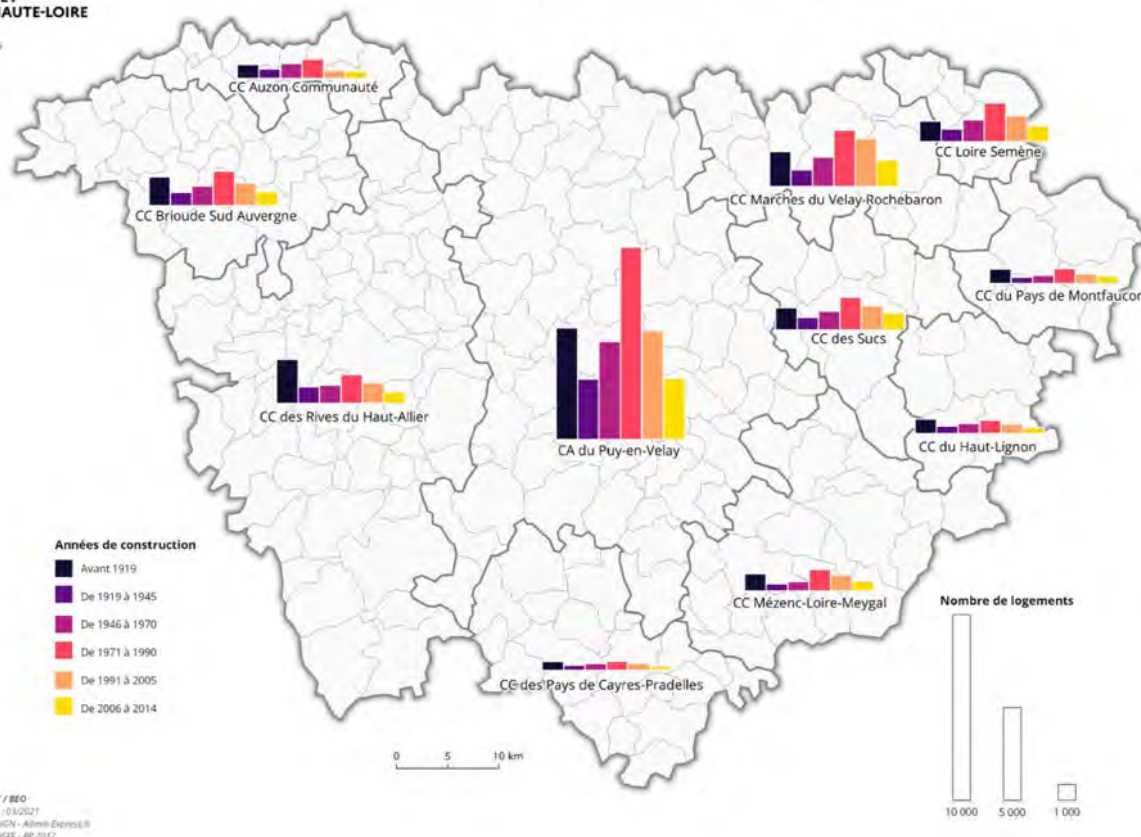
En effet, le parc de logements anciens ne répond plus toujours aux attentes et aspirations actuelles des ménages en termes de typologies, formes urbaines, localisation, qualité du bâti, etc. Cette perte d'attractivité s'observe sur le parc collectif, notamment en milieu rural où le modèle de la maison individuelle reste dominant, mais également sur certains segments du parc individuel (logements trop grands, trop éloignés des centralités, mal isolés, mal configurés, etc.). Les ménages sont de plus en plus exigeants et l'offre récente ou neuve vient concurrencer le parc ancien dans un contexte de marché détendu où les prix même dans le neuf restent accessibles pour une majorité de ménages.

Par conséquence, la vacance continue d'augmenter sur l'ensemble du département, notamment dans les centres bourgs. Le taux de vacance en 2018 s'élève à 12,4%. Il est plus élevé qu'à l'échelle régionale qui présente un taux de 8,5%. Ces difficultés s'expliquent par l'ancienneté du parc et la faible tension du marché immobilier. Cette situation est lourde de conséquence puisqu'elle participe à la désaffection des centres bourgs et des zones rurales mais également parce qu'elle concentre dans ce parc ancien les populations les plus modestes qui n'ont pas toujours les moyens d'entretenir leur logement et peuvent lorsqu'il s'agit de propriétaires occupants âgés se retrouver dans des situations d'isolement.



La Haute-Loire dispose d'un parc de logements particulièrement ancien. L'ancienneté du parc de logements n'est pas sans conséquence sur la qualité du parc de la Haute-Loire. Ainsi, 44% des logements ont été construits avant 1970 et la mise en place des 1^{ères} normes énergétiques, et 18,5% avant 1919.

Résidences principales du parc privé : années de construction



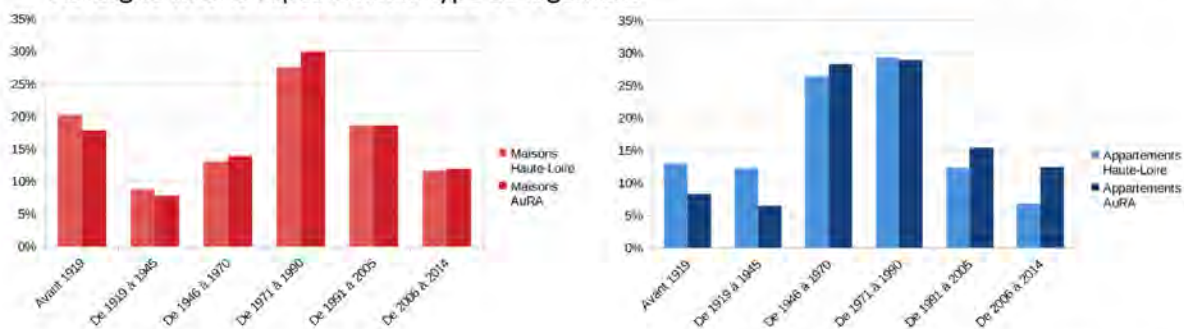
DD143 / ST / BEO
Métropole 13/02/21
Sources : INON - Admib Express
INSEE - RP 2017

	Maison	Maison (%)	Maison (cumulé)	Maison (% cumulé)	Appartement	Appartement (%)	Appartement (cumulé)	Appartement (% cumulé)	Total (cumulé)	Total (% cumulé)
Avant 1919	15421	20,3	15421	20,3	3023	12,9	3023	12,9	18 444	18,5
1919 à 1945	6671	8,8	22 092	29,0	2865	12,3	5 888	25,2	27 980	28,1
1946 à 1970	9967	13,1	32 059	42,1	6164	26,4	12 053	51,6	44 111	44,4
1971 à 1990	20974	27,6	53 033	69,7	6839	29,3	18 892	80,9	71 925	72,3
1991 à 2005	14189	18,6	67 222	88,3	2875	12,3	21 767	93,2	88 989	89,5
2006 à 2014	8878	11,7	76 100	100,0	1589	6,8	23 356	100,0	99 456	100,0
TOTAL	76 100	100			23 356	100				

Résidences principales construites avant 2015

Source : Insee, RP2017 exploitation principale en géographie au 01/01/2020

Période d'achèvement comparée des résidences principales en Haute-Loire et en région Auvergne-Rhône-Alpes selon le type de logement



Résidences principales construites avant 2015

Source : Insee, RP2017 exploitation principale en géographie au 01/01/2020

Un parc locatif privé « social de fait »

En ce qui concerne le parc locatif, le diagnostic a mis en lumière une frontière floue entre les segments privé et social. De manière globale, l'offre locative est faible sur le département. Dans un contexte de marché détendu où une majorité de ménages peut accéder à la propriété, l'offre locative privée comme sociale s'est spécialisée dans l'accueil des plus modestes. Si le parc social joue ici son rôle fondamental d'accueil des ménages exclus du marché libre, cela limite ses capacités à garantir la mixité sociale et à diversifier les publics logés. Par ailleurs, la faible tension et la concurrence au sein du parc social et avec le parc privé pénalisent les segments les plus anciens et les moins attractifs du parc générant une vacance couteuse pour les organismes HLM. L'enjeu de repositionnement du parc locatif social est ainsi très fort sur le Département, il doit permettre à chaque segment de marché (public / privé, neuf / ancien) de trouver sa place dans une logique de complémentarité plutôt que de concurrence.

La stratégie départementale définie par le PDH se structure en deux volets. Elle passe dans un premier temps par le soutien aux actions d'amélioration et de restructuration de l'offre existante afin de l'adapter aux besoins du territoire et à ses évolutions. Ces actions peuvent aller jusqu'à la démolition de certaines résidences aujourd'hui obsolètes et dont les travaux de réhabilitation ne suffiraient pas à leur redonner de l'attractivité.

Le second levier identifié est le ciblage de l'offre neuve, en volume, produit, et localisation. En effet, si la détente du marché n'est pas synonyme d'une absence de besoin d'offre nouvelle, celle-ci doit être calibrée avec précision afin de ne pas participer un peu plus à la désaffectation de l'offre ancienne.

Des copropriétés majoritairement localisées sur la CA du Puy-en-Velay

En 2011, la Haute-Loire totalisait 875 copropriétés dont 238 ont été classées en catégorie D (fragile) soit 27% d'entre elles, une proportion dans la moyenne régionale. La majorité de ces copropriétés sont localisées sur la C.A. du Puy-en-Velay (155/238).

En 2013, leur volume a légèrement baissé puisqu'elles étaient de l'ordre de 447 en classement C et D réparties comme suit : 212 copropriétés de famille C et 235 de famille D.

	FAMILLE	COPROPRIETES		LOGEMENTS		
France	A	192 837		34%	2 189 171	29%
	B	175 943		31%	2 987 278	39%
	C	84 327	560 225	15%	1 227 375	16%
	D	107 118		19%	1 196 847	16%
	C + D	191 445		34%	2 424 222	32%
Auvergne Rhône Alpes	A	29 476		35%	327 878	30%
	B	27 786		33%	467 355	42%
	C	12 990	83 063	16%	179 170	16%
	D	12 811		15%	129 229	12%
	C + D	25 801		31%	308 399	28%
Haute-Loire	A	448		33%	2 640	27%
	B	459		34%	4 788	49%
	C	212	1 354	16%	1 228	13%
	D	235		17%	1 035	11%
	C + D	447		33%	2 263	23%

Source : Filocom 2013, MEEM d'après DGFIP, fichiers infra-communaux d'aide au repérage des copropriétés fragiles

Sources et méthodologie :

Le périmètre d'étude correspond au zonage des aires urbaines 2010 de l'Insee soit 86 communes en Haute-Loire. La méthodologie repose sur l'exploitation du fichier des logements par commune (Filocom) produit par la DGFIP. Elle permet d'évaluer chaque copropriété (comprenant au moins un logement privé collectif) selon 5 critères de difficultés :

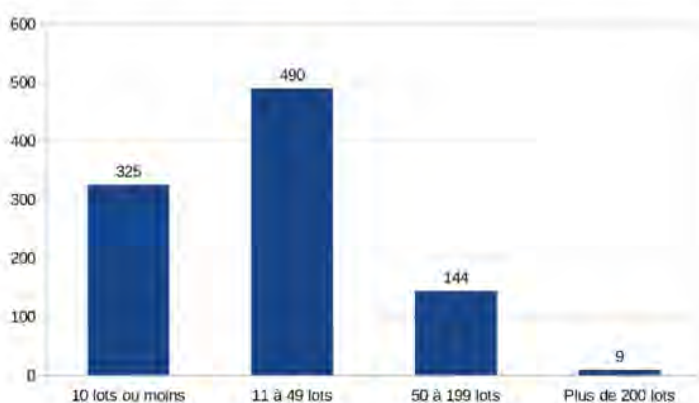
- La situation économique des occupants (revenus des occupants, taux de sur-occupation, taux de familles monoparentales, taux de familles nombreuses),
- L'état du bâti (croisement du classement cadastral des logements et présence ou absence d'élément de confort),
- La vacance de longue durée (supérieure ou égale à 3 ans),
- La capacité des propriétaires occupants à faire face aux dépenses d'entretien,
- La présomption de marchand de sommeil (critère secondaire) fondée sur la présence de personnes morales de droit privé propriétaires de logements locatifs privés ou vacants au sein de la copropriété.

Ceci permet d'aboutir à une classification en 4 familles selon le degré de fragilité : chaque copropriété est notée sur chacun des indicateurs choisis puis obtient une note moyenne globale permettant son classement au sein de 4 familles : A, B, C et D, du plus faible au plus fort potentiel de fragilité.

- Famille A : parc de copropriétés non fragiles
- Famille B : parc de copropriétés peu fragiles
- Famille C : parc de copropriétés potentiellement vulnérables, en cours de basculement vers la difficulté
- Famille D : parc de copropriété potentiellement dégradées, à forte présomption de difficultés.

La répartition des copropriétés immatriculées au 4^{ème} trimestre 2020 selon le nombre de lots sous gestion témoigne de la très large majorité de petites copropriétés sur le territoire.

Répartition des copropriétés immatriculées au 4eme trimestre 2020 selon le nombre de lots sous gestion



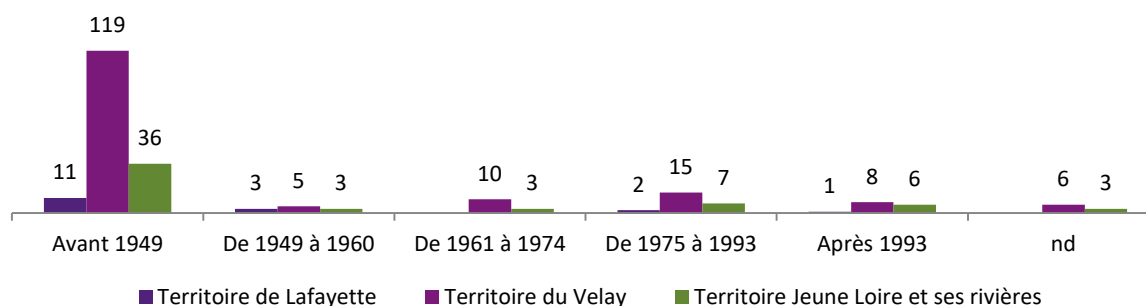
Source : Registre des Copropriétés, 4eme trimestre 2020, Anah

La part des petites copropriétés est particulièrement importante parmi les copropriétés fragiles. En 2011, les copropriétés de catégorie D étaient majoritairement composées de 2 à 11 logements (97%). Une seule copropriété fragile de plus de 50 logements a été identifiée sur le territoire et se situe au Puy-en-Velay.

Répartition par taille des copropriétés fragiles (catégorie D) – FILOCOM 2011	De 2 à 11	De 12 à 25	De 51 à 100	Total
Territoire de Lafayette	17			17
Territoire du Velay	157	5	1	163
Territoire Jeune Loire et ses rivières	57	1		58
Haute-Loire	231	6	1	238

Ces copropriétés ont dans leur majorité été construites avant 1949 (70%) mais on compte également parmi elles des immeubles plus récents. Ces derniers sont identifiés comme fragiles en raison essentiellement de la fragilité financière de leurs occupants qui sont souvent locataires.

Répartition des copropriétés fragiles par période de construction - FILOCOM 2011



La vacance reste mesurée dans les copropriétés identifiées comme fragiles dans le département. En effet, 41% des immeubles n'enregistrent aucune vacance et seulement 11% enregistrent une vacance massive, supérieure à 25%.

Le plan « Initiative copropriétés » a été lancé en octobre 2018 pour prendre la suite du plan triennal 2015-2018 de mobilisation pour les copropriétés fragiles et en difficulté et leur redressement. Après une phase d'identification de copropriétés en difficulté (voire en extrême difficulté) lancée en début d'année 2018, la démarche proposée par le niveau national s'est voulue très opérationnelle et a consisté à mobiliser les acteurs locaux autour d'un plan d'action adapté à chaque situation.

Aucune copropriété en Haute-Loire n'a été identifiée pour intégrer ce dispositif. La démarche est toutefois évolutive et il est possible d'ajouter à tout moment une copropriété qui n'aurait pas été recensée jusqu'ici mais dont la situation justifierait l'intégration dans le plan « Initiative copropriétés ».

La problématique des copropriétés fragiles ou dégradées est probablement de faible ampleur en Haute-Loire, néanmoins des investigations complémentaires pourraient être menées.



Le département de la Haute-Loire compte moins de copropriétés par rapport à ses voisins. On en comptabilise quelques-unes sur les communes du Puy-en-Velay, de Monistrol-sur-Loire et de Brioude mais leur volume reste faible.

Agir sur les copropriétés permettrait une atteinte des objectifs plus efficace. Néanmoins, il est plus difficile de déclencher des travaux en lien avec la diversité des propriétaires.

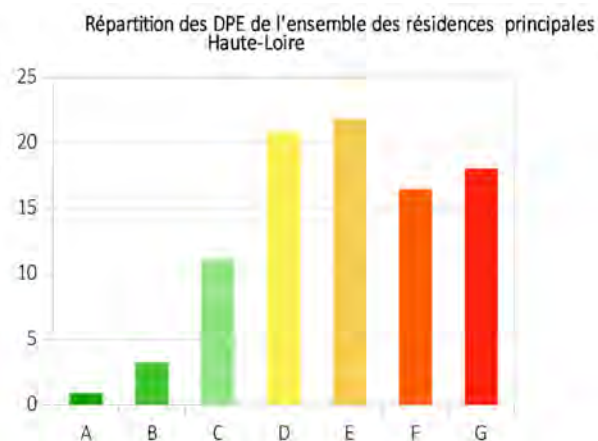
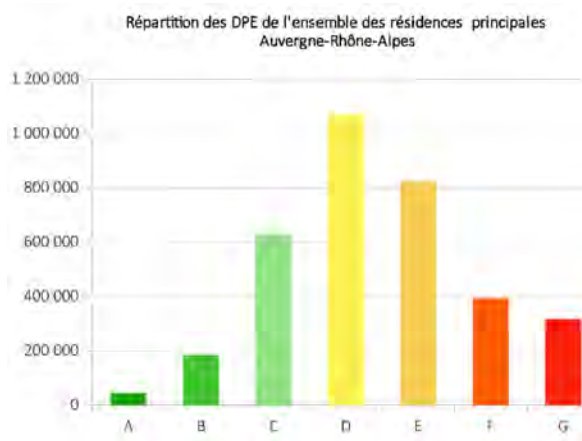
En effet, au sein des copropriétés, les opérateurs doivent faire face à autant de stratégies patrimoniales de que profils :

- les bailleurs pour lesquels la location ne représente pas de difficultés et par conséquent l'investissement en travaux ne représentent pas un bénéfice suffisamment important pour s'y atteler,
- les propriétaires occupants primo accédants qui viennent d'emménager et qui n'ont pas suffisamment de moyens pour réaliser des travaux,
- les propriétaires qui souhaiteraient vendre par la suite et songent à faire une plus-value pour lesquels les travaux sont intéressants,
- les propriétaires âgés qui ne souhaitent pas réaliser de travaux...

L'ADIL peut être un appui sur ce sujet puisque la structure dispose de compétences dans la connaissance des régimes de copropriétés et les différentes réactions des copropriétaires à anticiper. Un livret est accessible en ligne à destination des propriétaires au sein d'une copropriété.

Des passoires thermiques encore très nombreuses en Haute-Loire

En 2018, la Haute-Loire se distingue par rapport à la Région Auvergne Rhône Alpes par son volume plus important d'étiquettes F et G. **Parmi les 92 144 étiquettes DPE des résidences principales répertoriées, les étiquettes F et G représentent la part la plus importante : 37,3%, (contre 20,5% en Auvergne-Rhône-Alpes). Elles sont suivies des étiquettes E (23,6%) et D (22,6%).** Les résidences principales classées A ou B sont nettement minoritaires (respectivement 0,9% et 3,5%).



Répartition des étiquettes DPE de l'ensemble des résidences principales

		A	B	C	D	E	F	G	TOTAL	F+G
France métropolitaine	Nb de logements	519 791	1 370 423	5 161 098	9 791 445	6 992 731	3 076 042	1 708 818	28 620 348	4 784 860
	%	1,8	4,8	18,0	34,2	24,4	10,7	6,0	100	16,7
Auvergne-Rhône-Alpes	Nb de logements	44 681	184 524	629 245	1 069 098	825 633	393 724	317 540	3 464 445	711 264
	%	1,3	5,3	18,2	30,9	23,8	11,4	9,2	100	20,5
Haute-Loire	Nb de logements	872	3 242	11 059	20 821	21 767	16 437	17 945	92 144	34 383
	%	0,9	3,5	12,0	22,6	23,6	17,8	19,5	100	37,3

Estimation de la répartition des étiquettes DPE de l'ensemble des résidences principales

- D'après : service des données et études statistiques, ministère de la transition écologique. Document de travail n°49, le parc de logements par classe de consommation énergétique, septembre 2020.
- Champ : ensemble des résidences principales au 1^{er} janvier 2018, France Métropolitaine.
- Source : base fidéli 2018 de l'Insee/ DGFIP, base des DPE 2017 et 2018 de l'Ademe, modèle Enerter (année 2015)

En termes de statuts d'occupation, les locataires issus du parc locatif privé sont les plus impactés par les résidences consommatrices d'énergie puisque : 44,7% d'entre eux sont logés au sein de logements classés F et G contre 36,3% des propriétaires, 27,6% des occupants à titre gratuit, et enfin 21,2% des locataires issus du parc social. Ces derniers bénéficient des efforts alloués par les bailleurs sociaux en matière de réhabilitation énergétique.

Répartition des étiquettes DPE selon le type d'occupation en Haute-Loire

		A	B	C	D	E	F	G	TOTAL
Locataire Parc HLM	Nombre	28	315	1 238	1 806	1 374	845	434	6 041
	Part (%)	0,5	5,2	20,5	29,9	22,8	14,0	7,2	100
Locataire Parc locatif privé	Nombre	116	710	2 215	3 882	5 602	4 394	5 735	22 655
	Part (%)	0,5	3,1	9,8	17,1	24,7	19,4	25,3	100
Occupant à titre gratuit	Nombre	3	26	176	256	270	210	68	1 008
	Part (%)	0,3	2,5	17,4	25,4	26,8	20,8	6,8	100
Propriétaire	Nombre	725	2 190	7 431	14 877	14 521	10 989	11 708	62 441
	Part (%)	1,2	3,5	11,9	23,8	23,3	17,6	18,7	100

En termes de caractéristiques du logement, les produits les plus impactés par des étiquettes F et G sont les suivants :

- **Les maisons individuelles : 38,6% d'entre elles sont classées en F et G**, contre 34% des appartements.

- **Les petites surfaces** : 63,8% des logements de moins de 30m² sont classées en F et G, puis ceux entre 30 à 60m² (51,6%), et enfin les logements de 60 à 100m² (39%). Les moins impactés sont les logements de plus de 100m² (29%).
- Les **logements construits avant 1948** dont 77% ont une étiquette F ou G.

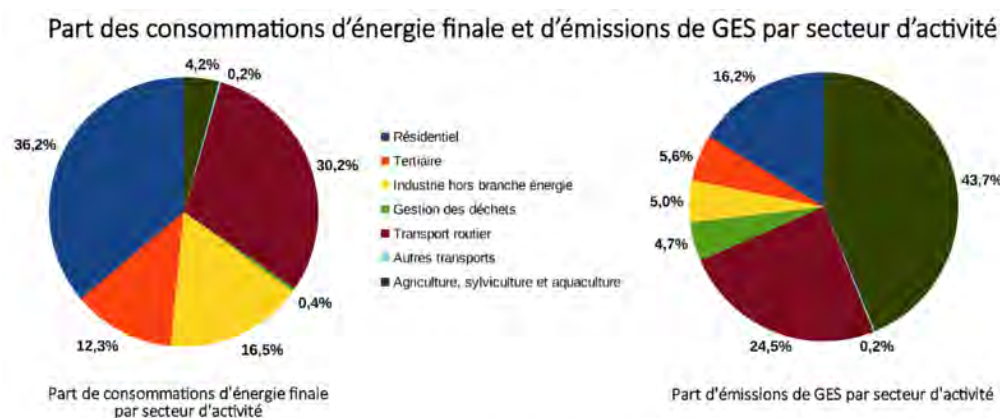
Répartition des étiquettes DPE selon les caractéristiques du logement

		A	B	C	D	E	F	G	TOTAL
Ensemble	Nombre	872	3 242	11 059	20 821	21 767	16 437	17 945	92 144
	Part (%)	0,9	3,5	12,0	22,6	23,6	17,8	19,5	100
Type de logement									
Appartement	Nombre	98	1 114	3 843	5 642	6 866	4 595	4 547	26 705
	Part (%)	0,4	4,2	14,4	21,1	25,7	17,2	17,0	100
Maison individuelle	Nombre	774	2 128	7 216	15 179	14 901	11 842	13 398	65 439
	Part (%)	1,2	3,3	11,0	23,2	22,8	18,1	20,5	100
Tranche de surface									
Moins de 30 m ²	Nombre	0	10	43	112	249	243	486	1 142
	Part (%)	0,0	0,8	3,8	9,8	21,8	21,3	42,5	100
De 30 à 60 m ²	Nombre	35	311	979	2 035	3 281	2 928	4 169	13 738
	Part (%)	0,3	2,3	7,1	14,8	23,9	21,3	30,3	100
De 60 à 100 m ²	Nombre	294	1 597	4 662	8 755	10 004	7 982	8 216	41 510
	Part (%)	0,7	3,8	11,2	21,1	24,1	19,2	19,8	100
Plus de 100 m ²	Nombre	543	1 324	5 375	9 919	8 234	5 284	5 074	35 753
	Part (%)	1,5	3,7	15,0	27,7	23,0	14,8	14,2	100
Date de construction									
Avant 1919	Nombre			86	950	3 077	3 384	9 791	17 288
	Part (%)	0,0	0,0	0,5	5,5	17,8	19,6	56,6	100
Entre 1919 et 1948	Nombre			31	327	1 469	1 911	4 204	7 943
	Part (%)	0,0	0,0	0,4	4,1	18,5	24,1	52,9	695
Entre 1949 et 1974	Nombre	14	137	1 250	4 179	5 137	4 727	2 371	17 815
	Part (%)	0,1	0,8	7,0	23,5	28,8	26,5	13,3	100
Entre 1975 et 1988	Nombre	16	169	1 567	5 088	6 218	4 641	1 266	18 965
	Part (%)	0,1	0,9	8,3	26,8	32,8	24,5	6,7	100
Entre 1989 et 2000	Nombre	20	152	2 283	3 917	2 787	1 011	139	10 310
	Part (%)	0,2	1,5	22,1	38,0	27,0	9,8	1,3	100
Entre 2001 et 2005	Nombre	29	201	2 122	2 321	1 158	276	33	6 140
	Part (%)	0,5	3,3	34,6	37,8	18,9	4,5	0,5	100
Entre 2006 et 2011	Nombre	120	406	2 727	3 313	1 639	399	123	8 726
	Part (%)	1,4	4,6	31,3	38,0	18,8	4,6	1,4	100
Entre 2012 et 2018	Nombre	673	2 177	994	726	282	87	17	4 957
	Part (%)	13,6	43,9	20,0	14,7	5,7	1,8	0,3	100

La consommation d'énergie et Gaz à effet de Serre (GES) des secteurs résidentiels et tertiaires

A l'échelle du département de la Haute-Loire, le secteur résidentiel représente 36,2% des consommations d'énergie du territoire. Il est ainsi le premier secteur consommateur d'énergie, suivi par le secteur des transports (qui représente 30,2%).

En ce qui concerne les émissions de GES, le secteur résidentiel est en seconde position puisqu'il représente 24,5% des émissions contre 43,7% derrière le secteur de l'agriculture (43,7%).



Source : ORCAE, Profil climat air énergie édité le 18/11/2020, données 2017

Données d'émissions de gaz à effet de serre (en kteq CO₂) par secteur et par énergie

	Chauffage et froid urbain	CMS	Déchets	Electricité	ENRt	Gaz	Non-énergétique	Non identifié	PP	Toutes énergies
Résidentiel	1	0	0	25	28	96	0	0	146	297
Tertiaire	2	0	0	17	0	52	0	0	31	102
Industrie hors branche énergie	0	8	0	26	0	33	0	6	19	91
Gestion des déchets	0	0	0	1	0	0	80	6	0	86
Transport routier	0	0	0	0	0	0	0	0	448	448
Autres transports	0	0	0	0	0	0	0	0	3	3
Agriculture, sylviculture et aquaculture	0	0	0	1	0	0	742	0	56	799
Tous secteurs hors branche énergie	2	8	0	70	29	181	823	12	703	1827
Branche énergie	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1

Source : ORCAE, Profil climat air énergie édité le 18/11/2020, données 2017

Consommation d'énergie finale par secteur et par énergie (en Gwh)

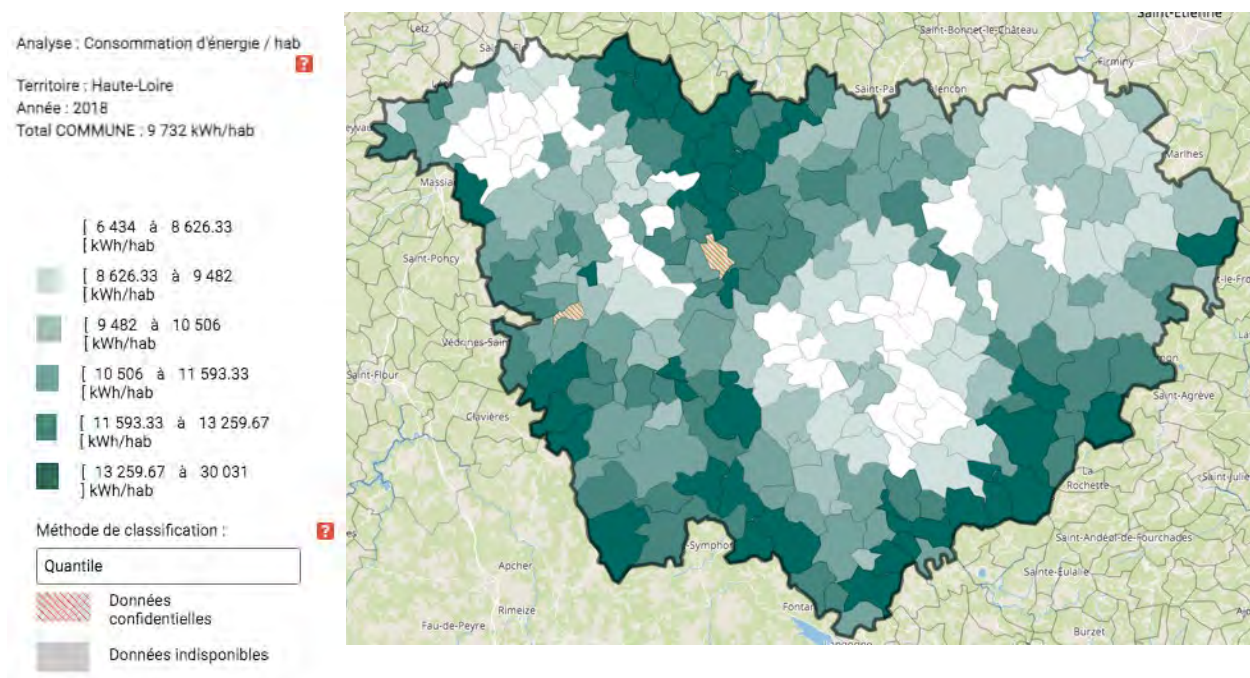
	Chauffage et froid urbain	CMS	Déchets	Electricité	ENRt	Gaz	Organo-carburants	PP	Toutes énergies
Résidentiel	11	0	0	569	565	472	0	553	2170
Tertiaire	28	0	0	324	12	255	0	116	735
Industrie hors branche énergie	0	19	0	662	S	S	0	75	992
Gestion des déchets	0	0	0	20	S	S	0	0	23
Transport routier	0	0	0	1	0	1	134	1677	1813
Autres transports	0	0	0	0	0	0	1	14	14
Agriculture, sylviculture et aquaculture	0	0	0	51	0	2	15	184	252
Tous secteurs hors branche énergie	39	19	0	1627	600	945	149	2619	5999
Branche énergie	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Source : ORCAE, Profil climat air énergie édité le 18/11/2020, données 2017

L'approche communale cartographique de la consommation énergétique par habitant dans le secteur résidentiel permet de mettre en évidence les communes pour lesquelles le résidentiel représente une part significative des consommations énergétiques : la frange nord du département ainsi que le sud-ouest et la frange est du territoire sont particulièrement concernés.

Consommation énergétique par habitant dans le secteur résidentiel

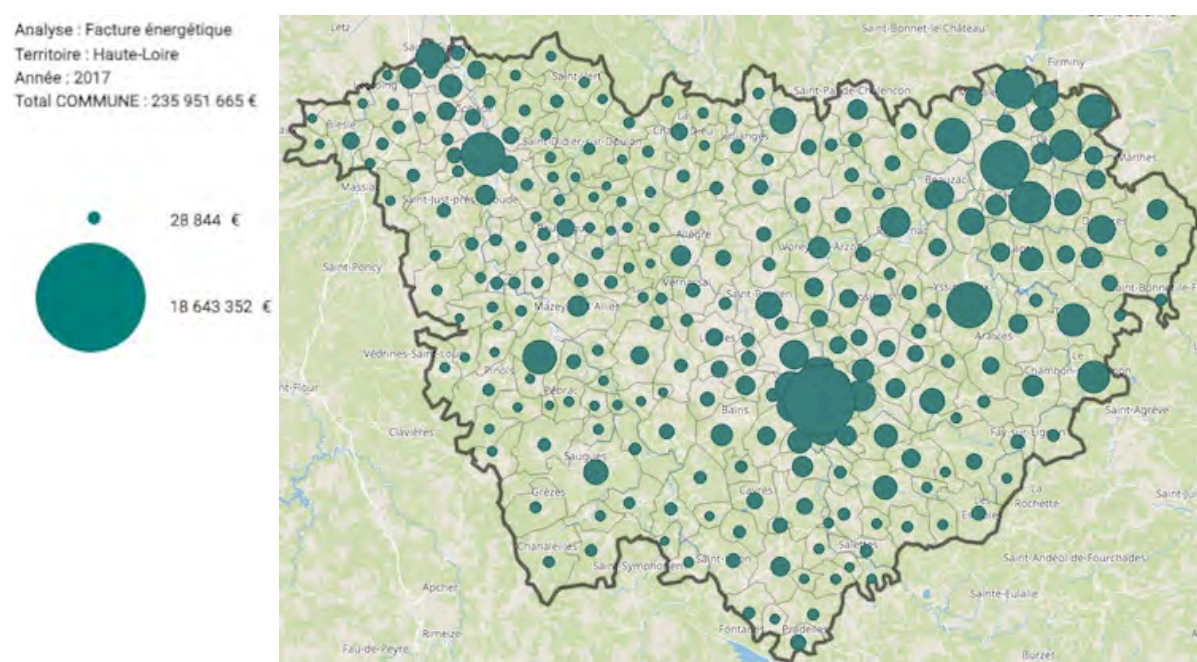
(source <https://auvergnerrhonealpes.terristory.fr>, sept 2021)



La facture énergétique du secteur résidentiel s'élève à 236 M€ par an et représente ainsi 37% de la facture énergétique parmi les autres secteurs. Elle est de l'ordre de 1 037 €/hab en moyenne contre 899€/hab à l'échelle régionale. A titre de comparaison, elle s'élève à 978€/hab, au Puy-en-Velay, à 975 €/hab sur la commune de Monistrol-sur-Loire, 1 040€/hab à Brioude. Au sein des communes situées sur la frange nord du département, elle dépasse les 1 600€/hab en moyenne (1682€ à Connangles, 1 724€/hab à Champagnac-le-vieux) ainsi que sur la frange sud-ouest (1 701€/hab à Saint Front).

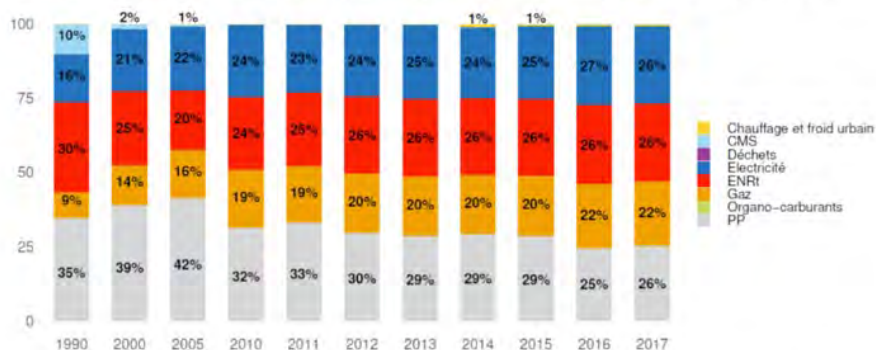
Facture énergétique du secteur résidentiel

(source <https://auvergnerrhonealpes.terristory.fr>, sept 2021)



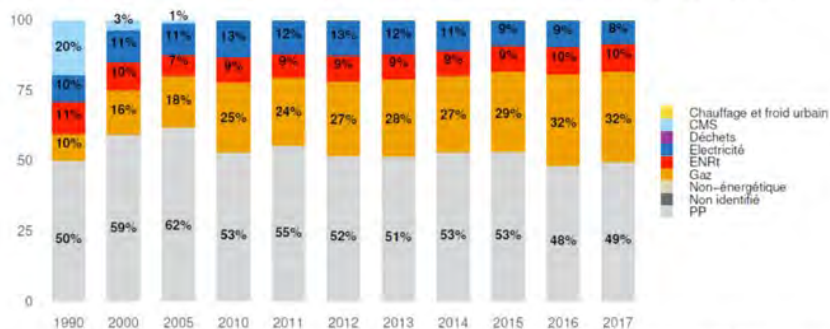
L'analyse de l'évolution du mix énergétique du secteur résidentiel permet de mettre en évidence les différentes sources d'énergie utilisées dans ce secteur. **Plusieurs constats sont ainsi observés depuis 2005 : la disparition du charbon (CMS), une diminution de la consommation de produits pétroliers (PP) depuis 2005 contre une légère augmentation de consommations de gaz et électricité.**

Evolution de la part de chaque énergie dans la consommation du secteur résidentiel

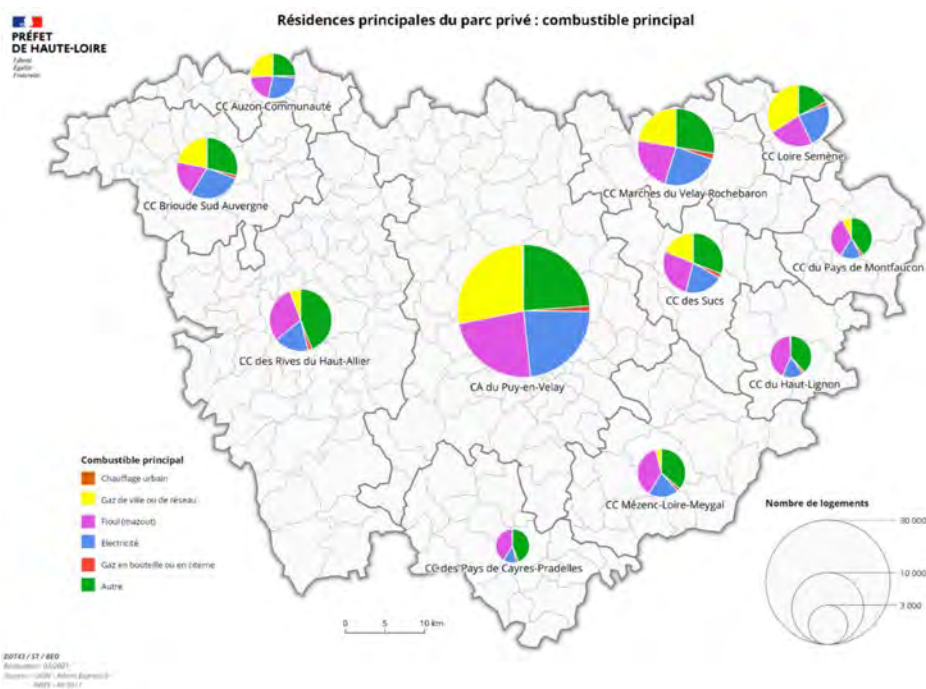


Source : ORCAE, Profil climat air énergie édité le 18/11/2020, données 2017

Evolution de la part de chaque énergie dans les émissions de GES du secteur résidentiel



Source : ORCAE, Profil climat air énergie édité le 18/11/2020, données 2017



DYNAMIQUE DE RENOVATION DES LOGEMENTS ENREGISTREE AU COURS DES DERNIERES ANNEES

Plusieurs dispositifs d'aides permettent de financer des travaux d'amélioration de la performance énergétique pour les particuliers:

- les aides de l'ANAH destinées aux publics modestes et renforcées localement par les dispositifs PIG et OPAH ;
- MaPrimeRenov, anciennement le CITE, dont la cible est beaucoup plus large ;
- les certificats d'économies d'énergie (CEE).

Bilan ANAH

Les aides de l'ANAH ont permis de financer des travaux de rénovation de 586 logements en 2018, 992 en 2019, 522 en 2020. Ces aides ont très largement concerné des propriétaires occupants (99% des aides versées en 2020) et des travaux liés à l'amélioration de la performance énergétique dans le cadre du programme « Habiter Mieux » (77% des aides versées en 2019, 68% en 2020).

Analyse rétrospective des aides ANAH		Objectif 2018	Réalisé 2018	Taux d'atteinte	Objectif 2019	Réalisé 2019	Taux d'atteinte	Objectif 2020	Réalisé 2020	Taux d'atteinte
Propriétaires occupants	Habitat indigne et très dégradé	42	15	36%	35	6	17%	17	9	52%
	Autonomie	149	157	105%	309	198	64%	170	175	102%
	Énergie (sérénité + agilité)	317	394	124%	341	766	225%	263	338	
	Total	508	566	111%	685	970	142%	416	522	
Propriétaires bailleurs	Habitat indigne et très dégradé, moyennement dégradé, énergivore	22	20	91%	20	22	110%	24	31 dont 12 log MOI	129%
Aides aux syndicats de copropriétés		0	0		13	0	0%	0		
Total PO + PB		530	586	111%	705	992	141%	440	554	125%

Les objectifs pour le programme « Habiter mieux » (dossiers sérénité) n'ont pas été atteints en 2020 (61%) et ce malgré la mise en place du dispositif de travaux de sortie de précarité énergétique. Ce dispositif permet d'avoir un plafond de travaux subventionnables de 30 000 € et une prime « Habiter Mieux » bonifiée si les travaux envisagés permettent à la fois d'atteindre un gain énergétique d'au moins 35 % et le saut de 2 étiquettes énergétiques.

Ce programme avait déjà amorcé une décrue importante du fait de la mise en œuvre du programme Habiter Mieux Agilité en 2018 qui avait rendu possible le financement d'un seul type de travaux à un niveau très incitatif, sans accompagnement et sans évaluation énergétique. L'année 2019 a confirmé la montée en puissance de HMA à tel point que 199 dossiers ont été reportés sur le budget 2020.

Cette baisse des dossiers s'explique aussi par l'ouverture de la plateforme « Ma prime rénov' » le 1^{er} janvier 2020. Ce dispositif résulte de la fusion du CITE et de l'aide HMA. Se cumulant à une valorisation des CEE, le produit MPR est quelquefois plus compétitif et paraît plus facile d'accès (pas d'obligation d'accompagnement, pas de gain énergétique requis, aspect financier immédiat...).

Dans la continuité des protocoles Habiter Mieux adossés au contrat local d'engagement contre la précarité énergétique (CLE) signés en 2011, les EPCI (excepté un) ont poursuivi leur effort et allouent un complément d'aide aux propriétaires occupants éligibles au programme Habiter Mieux variant de 160 à 500 € selon les collectivités.

Pour la période 2021/2026, la convention de délégation des aides à la pierre fixe un objectif moyen de 404 logements rénovés chaque année dont la moitié d'aides en faveur des propriétaires occupants pour des travaux de rénovation énergétique. Ces objectifs tiennent compte de la montée en puissance attendue du dispositif MaPrimeRenov.

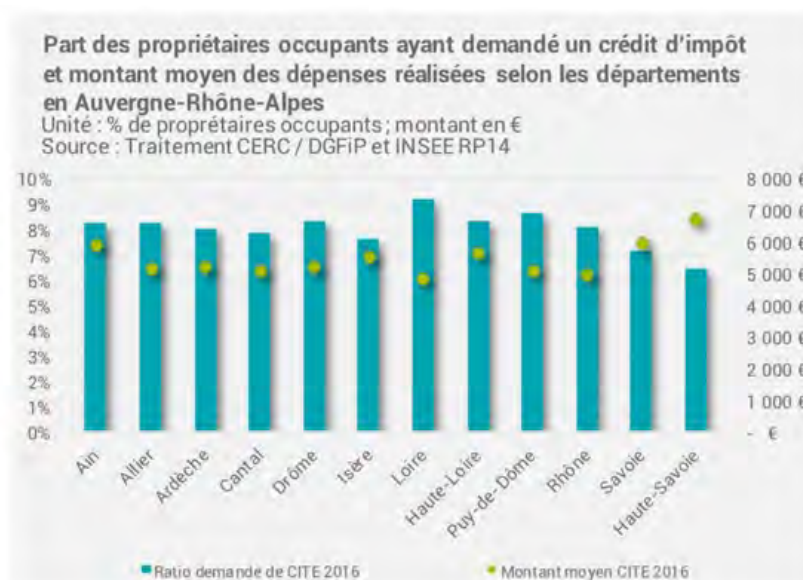
	Objectifs DAP 2021/2026			
	secteur OPAH	diffus	/an	/ 6ans
Logement indigne / très dégradé	20	0	20	120
Propriétaires bailleurs toutes thématiques	20	0	20	120
Propriétaires occupants - autonomie	34	130	164	984
Propriétaires occupants - précarité énergétique	50	150	200	1200
Copropriétés	0	2	2	12
Total logements (hors corpo)	124	280	404	2424

Bilan CITE / MaPrimeRenov

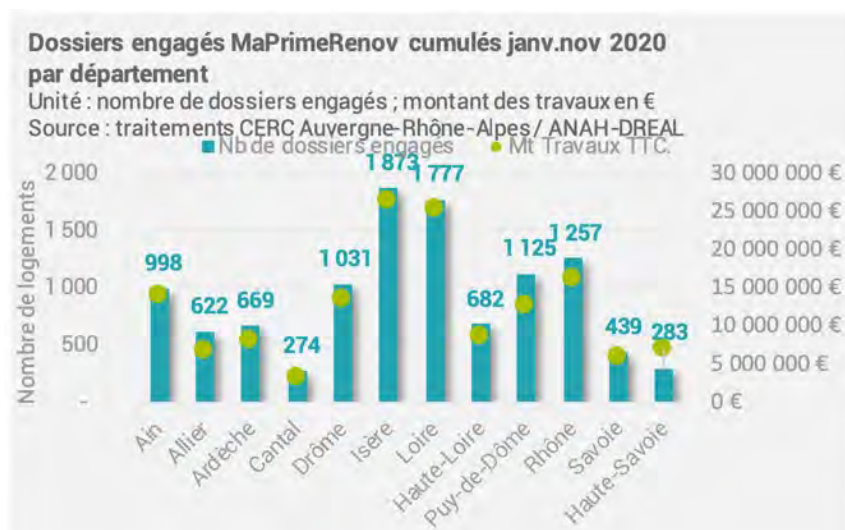
La loi de finances pour 2020, a supprimé progressivement le crédit d'impôt transition énergétique (CITE). En effet, au 1^{er} janvier 2020 le CITE a été remplacé par la prime de transition énergétique MaPrimeRénov'. Il a été néanmoins maintenu durant un an pour les ménages non éligibles à cette prime, sous réserve de respecter les conditions d'éligibilité.

Depuis le 1^{er} janvier 2021, le CITE a été définitivement supprimé. La prime a été étendue à l'ensemble des ménages, à l'exception des plus aisés (décile 9 et 10).

Il est ainsi difficile d'obtenir un état des lieux exhaustif et précis des dynamiques de rénovation sur la période récente. D'après les données fournies par la CERC Auvergne Rhône Alpes, la part des propriétaires occupants ayant demandé un crédit d'impôt en 2016 dépassait les 8%, une proportion qui s'inscrit dans la moyenne régionale.



Le département de la Haute-Loire a engagé 682 dossiers MaPrimeRenov de janvier à novembre 2020.



La mise en place d'un guichet unique dans le cadre du SPPEH pour permettre l'accompagnement au montage d'un dossier est perçue comme positive et nécessaire. Le premier accueil et la transmission d'informations pour aller plus loin avec les habitants est un service qui paraît aujourd'hui indispensable sur le département.

Le manque de lisibilité par la multiplication des dispositifs sur la période récente a entretenu la confusion avec les entreprises proposant un package complet qui démarchent par téléphone et enrayent ainsi de nombreux projets de rénovation. En effet, ces discours paraissent plus simples et limpides pour les ménages dans un premier temps mais ne sont pas à la hauteur du service attendu.

La massification des politiques publiques incitatives à réaliser des travaux a déclenché une multiplication des démarchages abusifs auprès des propriétaires qui se sont rapidement sentis perdus dans ce flot d'informations.

PARC DE LOCAUX DE PETIT TERTIAIRE PRIVE

Le secteur privé tertiaire représente 53,5% des établissements actifs du département, une proportion néanmoins inférieure à l'échelle régionale (64,7%). Cette différence se justifie notamment par le passé agricole et industriel du département, secteurs qui occupent des parts bien plus élevées que la moyenne régionale.

A contrario, le secteur tertiaire principalement non marchand (administration publique, enseignement, santé, action sociale) est plus important qu'à l'échelle régionale (17,2% contre 12,9%).

Nombre d'établissements actifs employeurs fin 2017 par regroupement en 5 grands secteurs

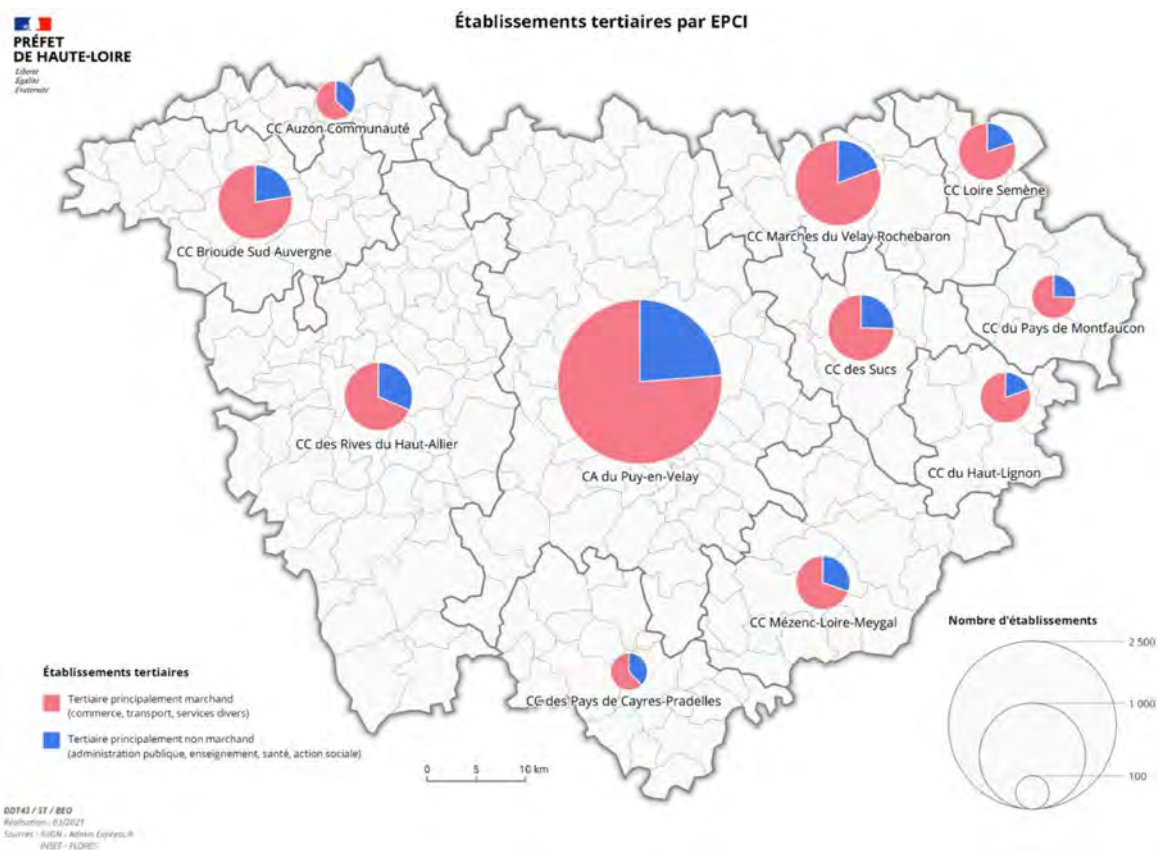
Établissements	Haute-Loire (43)	Auvergne-Rhône-Alpes (84)	France (1)
Nombre d'établissements actifs fin 2017	7 904	272 004	2 172 233
Part de l'agriculture, en %	6,0	2,8	4,5
Part de l'industrie, en %	11,9	8,6	6,9
Part de la construction, en %	11,4	11,0	10,2
Part du commerce, transports et services divers, en %	53,5	64,7	65,0
dont commerce et réparation automobile, en %	19,4	20,0	19,6
Part de l'administration publique, enseignement, santé et action sociale, en %	17,2	12,9	13,4
Part des établissements de 1 à 9 salariés, en %	73,8	72,6	72,9
Part des établissements de 10 salariés ou plus, en %	17,2	18,7	18,0

Champ : hors secteur de la défense et hors particuliers employeurs

Source : Insee, Flores (Fichier Localisés des Rémunérations et de l'Emploi Salarié) en géographie au 01/01/2020

Ainsi, selon le rapport de 2021 des chiffres clés de la Haute-Loire établi par les CCI d'Auvergne Rhône-Alpes, « du fait de la proximité des aires métropolitaines de Saint-Etienne et de Clermont-Ferrand, **les services marchands sont sous-représentés dans l'ensemble des secteurs d'activités en Haute-Loire.** Les services aux entreprises (transport, intérim...) occupent une place prépondérante, devant les services aux particuliers. **Inversement, les services non marchands (éducation, santé...) sont les plus gros employeurs et ont un poids relatif plus important que la moyenne régionale.** »

Les établissements de petite taille sont plus importants qu'à l'échelle régionale. La part des établissements de 1 à 9 salariés est de 73,9% (contre 72,6% en Auvergne-Rhône-Alpes).



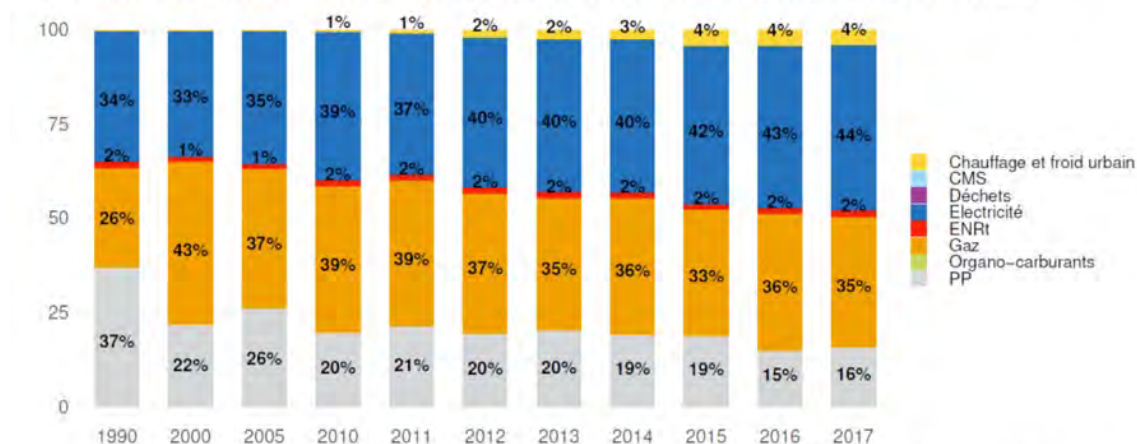


En ce qui concerne le petit tertiaire, les immeubles entièrement consacrés aux bureaux en étages et les commerces en rez-de-chaussée sont rares. L'absence de quartiers de bureaux ou de grosses zones commerciales est une caractéristique du département de la Haute-Loire.

En termes de configuration des bâtiments, il s'agit plutôt d'un agencement avec des commerces en rez-de-chaussée (essentiellement en centre-ville, notamment ceux du Puy-en-Velay, Yssingeaux, Monistrol-sur-Loire ou encore Brioude), de l'habitat au-dessus, et des bureaux en milieu de bâtiment. Les bâtis sont anciens et la performance énergétique est médiocre. Un besoin est identifié notamment pour les établissements tertiaires non marchands tels que les professionnels de santé.

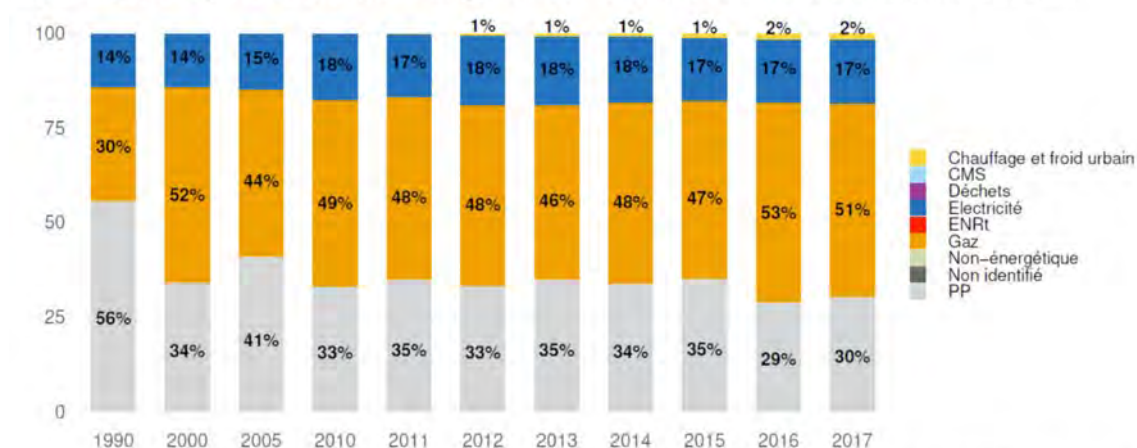
En termes d'évolution de consommations d'énergie, les constats sont sensiblement similaires à ceux du secteur résidentiel : **forte diminution de la consommation des produits pétroliers pour une augmentation de l'électricité et une stabilisation du gaz.**

Evolution de la part de chaque énergie dans la consommation du secteur tertiaire



Source : ORCAE, Profil climat air énergie édité le 18/11/2020, données 2017

Evolution de la part de chaque énergie dans les émissions de GES du secteur tertiaire



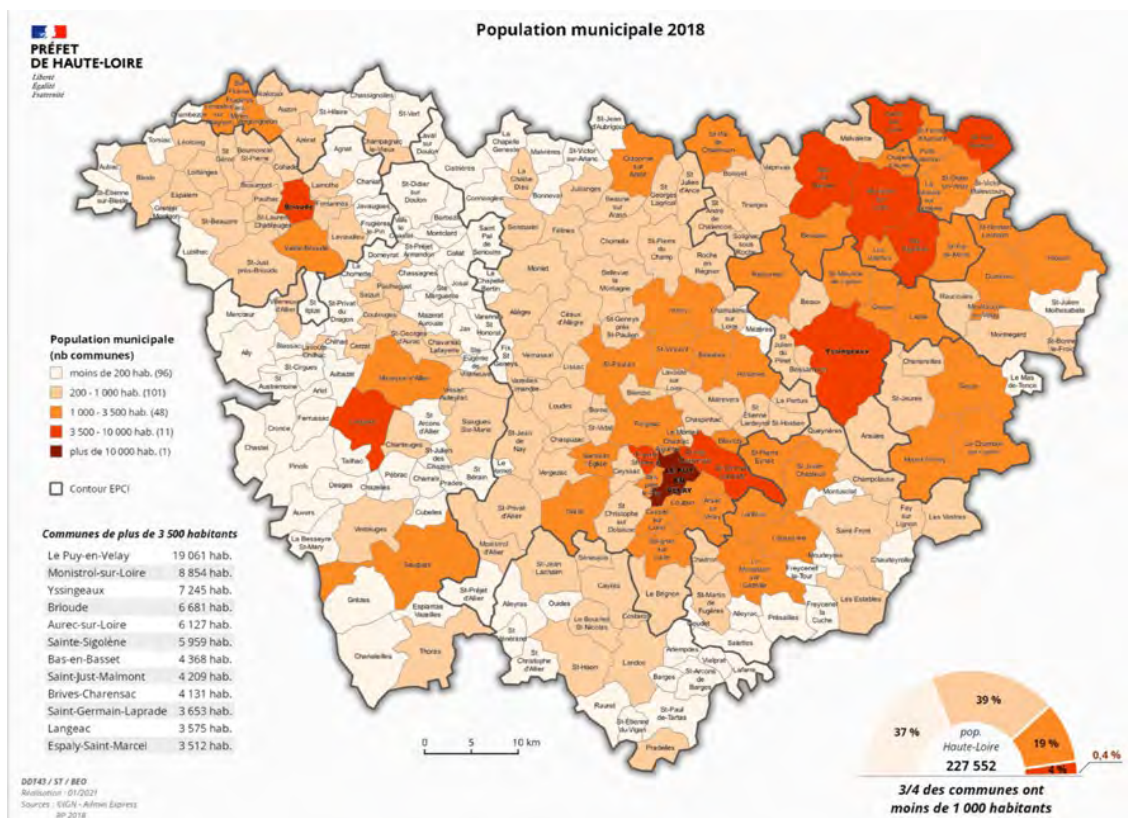
Source : ORCAE, Profil climat air énergie édité le 18/11/2020, données 2017

CARACTERISTIQUES SOCIOECONOMIQUES DU TERRITOIRE, ANALYSE DU MARCHÉ

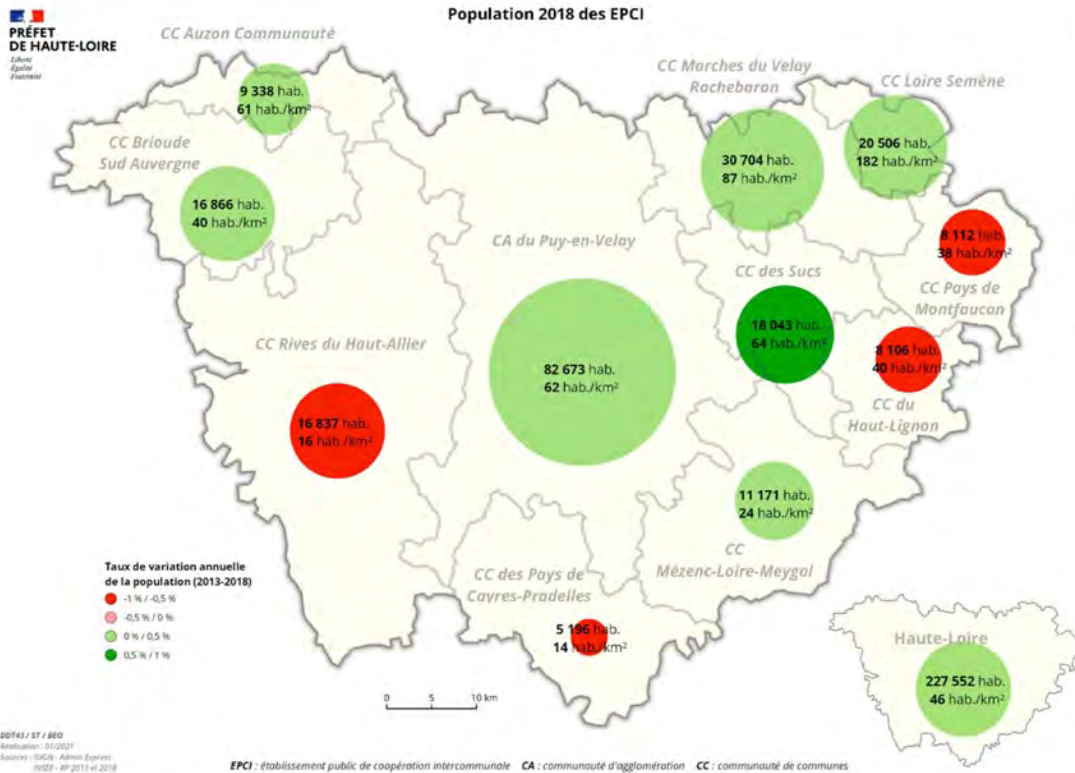
Une attractivité hétérogène marquée par une fracture territoriale entre Est et Ouest

La Haute-Loire se caractérise par des tendances très hétérogènes en matière de croissance démographique. Son taux de croissance entre 2011 et 2016 reste globalement positif, mais bien en deçà de la moyenne régionale (+0,2% contre +0,8%) et son solde naturel est négatif (-0,1%).

La croissance démographique est ainsi tirée vers le haut par l'attractivité des communes de l'axe de la N88 qui relie Saint-Etienne au Puy-en Velay. En revanche, les communes isolées situées en zones rurales subissent un déclin démographique et perdent de la population. Selon l'Insee, les arrivées migratoires ne compensent pas le déficit naturel important, lié à l'âge moyen élevé de la population.



Le dynamisme du pays de la Jeune Loire s'explique par une double conjoncture : une population très familiale qui permet au territoire d'être le seul à bénéficier d'un solde naturel positif, et un solde migratoire élevé, lié à l'attractivité résidentielle du secteur favorisée par la RN88 et la proximité de Saint-Etienne.



À l'échelle communale, l'impact des axes routiers sur le dynamisme démographique du territoire est visible. On retrouve ainsi trois types de secteurs attractifs :

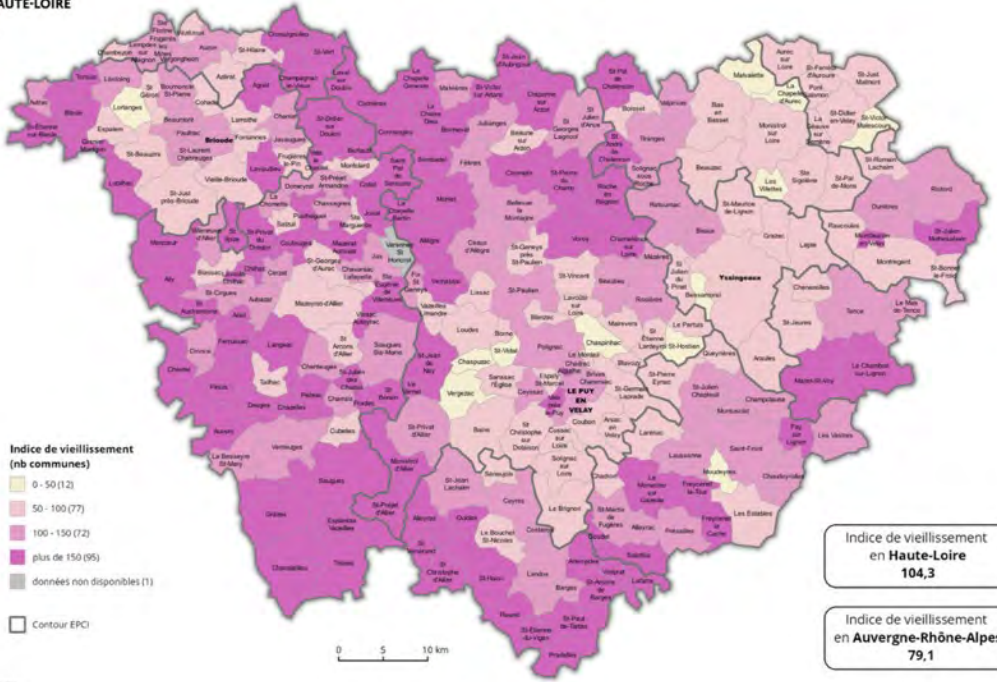
- Les communes desservies par la route nationale 88 qui attirent à la fois des actifs travaillant dans les pôles d'emplois de Saint-Etienne et du Puy-en-Velay ;
- La périphérie du Puy-en-Velay dans une dynamique de périurbanisation alors que la ville centre peine à maintenir son attractivité résidentielle ;
- Dans une moindre mesure, les communes à proximité de l'A75 au Nord-Ouest du département qui permet d'accéder rapidement à la polarité d'Issoire.

Des ménages modestes et vieillissants

Le département est confronté à plusieurs évolutions en termes de profils de population, et par conséquent de leurs besoins : vieillissement, densification des ménages et paupérisation sont autant d'éléments à prendre en considération dans une politique de l'habitat adaptée.

Le vieillissement, qui touche l'ensemble du département, reste plus marqué qu'à l'échelle régionale. Les plus de 60 ans représente 27,7% de la population en 2016 contre 23,4% en Région Auvergne Rhône Alpes. Cette proportion importante augmente les besoins d'adaptation de l'offre de logement, existante comme nouvelle. Elle illustre également la nécessité d'une plus grande coordination entre les politiques médico-sociales et les politiques du logement et de l'hébergement conduites sur le territoire.

Indice de vieillissement* de la population

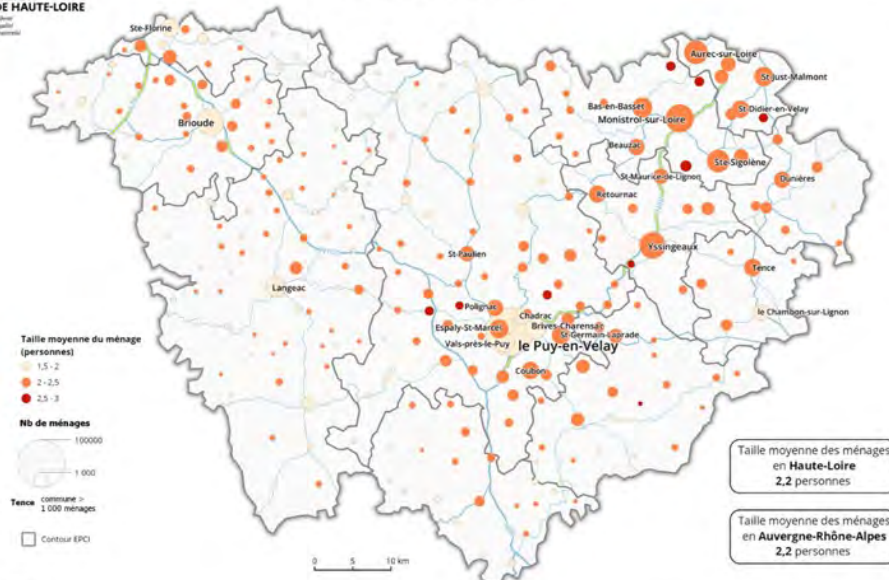


00143 / 51 / 880
Réalisation : 03/02/17
Sources : INSEE - Adress Express
INSEE - RP 2017

* L'indice de vieillissement est le rapport de la population des 65 ans et plus sur celle des moins de 20 ans.

Les évolutions sociétales impactent également la taille moyenne des ménages qui continue de baisser en Haute-Loire, en lien avec les décohabitations, les séparations et le vieillissement de la population. Les ménages d'une personne représentent ainsi 35% des ménages du département en 2016. La hausse des familles monoparentales impacte également la Haute-Loire, leur part atteint 7,5% en 2016 parmi les familles (7% en 2011).

Nombre et taille des ménages*



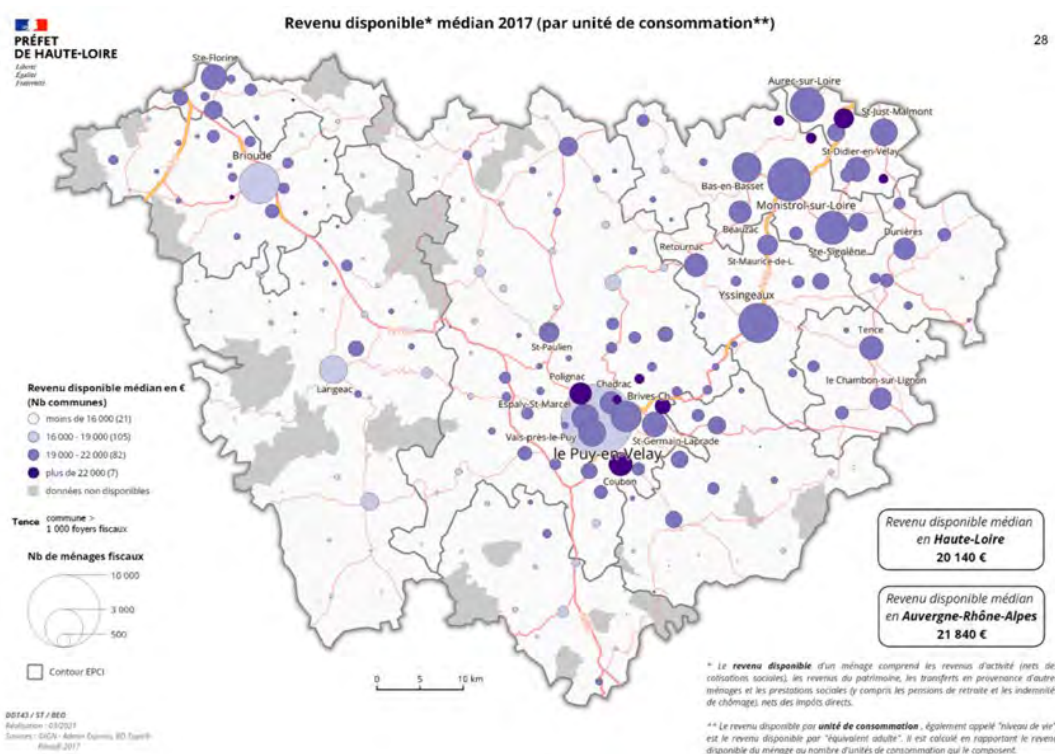
00143 / 51 / 880
Réalisation : 03/02/17
Sources : INSEE - Adress Express
INSEE - RP 2017

* Un ménage, au sens du recensement de la population, désigne l'ensemble des personnes qui partagent la même résidence principale, sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté. Un ménage peut être constitué d'une seule personne. Il y a égalité entre le nombre de ménages et le nombre de résidences principales.

Le département de la Haute-Loire accueille une population relativement modeste. En effet, le territoire se caractérise par la surreprésentation des retraités qui représentent une personne de plus de 15 ans sur trois, par une part importante d'ouvriers et employés et une sous-représentation des cadres qui ne représentent que 8% des actifs de plus de 15 ans. Une répartition à l'image des caractéristiques économiques du secteur, industriel et rural.

Enfin, le département n'est pas épargné par la paupérisation de sa population dans certains secteurs et quartiers, en particulier en zone rurale et dans la centralité du Puy-en-Velay. Le taux de pauvreté s'élève à 12,3% en 2016 et le taux de chômage 10,8%.

On observe par ailleurs de fortes disparités de revenus au sein même du département. En effet, la partie Ouest de la Haute-Loire est davantage affectée par la paupérisation de sa population tandis que la partie Est bénéficie des répercussions du dynamisme économique et de son attractivité résidentielle.



Revenus	Haute-Loire (43)	Auvergne-Rhône-Alpes (84)
Nombre de ménages fiscaux en 2018	100 452	3 373 235
Part des ménages fiscaux imposés en 2018, en %	42,8	52,4
Médiane du revenu disponible par unité de consommation en 2018, en euros	20 800	22 480
Taux de pauvreté en 2018, en %	12,1	12,7

Sources : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-Cmsa, Fichier localisé social et fiscal en géographie au 01/01/2020

Ces évolutions nécessitent donc de repenser les typologies des logements, leurs prix, et leurs localisations. En effet, bien que le marché du logement soit globalement détendu en Haute-Loire, certains ménages en restent exclus, en particulier les plus modestes. De plus, dans un territoire rural peu doté en offre de transport en commun, les coûts de déplacements sont élevés et appellent à proposer une offre de logement tenant compte de la localisation des emplois.



Pour une action de rénovation énergétique efficace, les efforts doivent se concentrer sur les ménages très modestes mais également moins modestes. Lorsque le public prend connaissance des bénéfices fiscaux alors il va plus loin dans ses démarches. La communication et l'accompagnement auprès de l'ensemble des ménages est ainsi nécessaire.

Selon Soliha, les efforts de communication nécessiteraient d'être accentués en direction des professions agricoles. Cette catégorie socioprofessionnelle apparaît comme la plus difficile à capter alors que ses besoins sont importants.

Mieux répondre aux besoins des publics spécifiques

En ce qui concerne les publics fragiles, le tissu d'acteurs institutionnels et associatifs est dense sur le département et permet de répondre aux problématiques d'accompagnement de ces derniers. Pour autant, il a été constaté un manque de lisibilité des moyens et des outils à disposition de chacun. C'est pourquoi l'orientation identifiée par le PDH est la coordination des interventions de chacun pour permettre le développement d'une offre et d'un accompagnement adaptés.

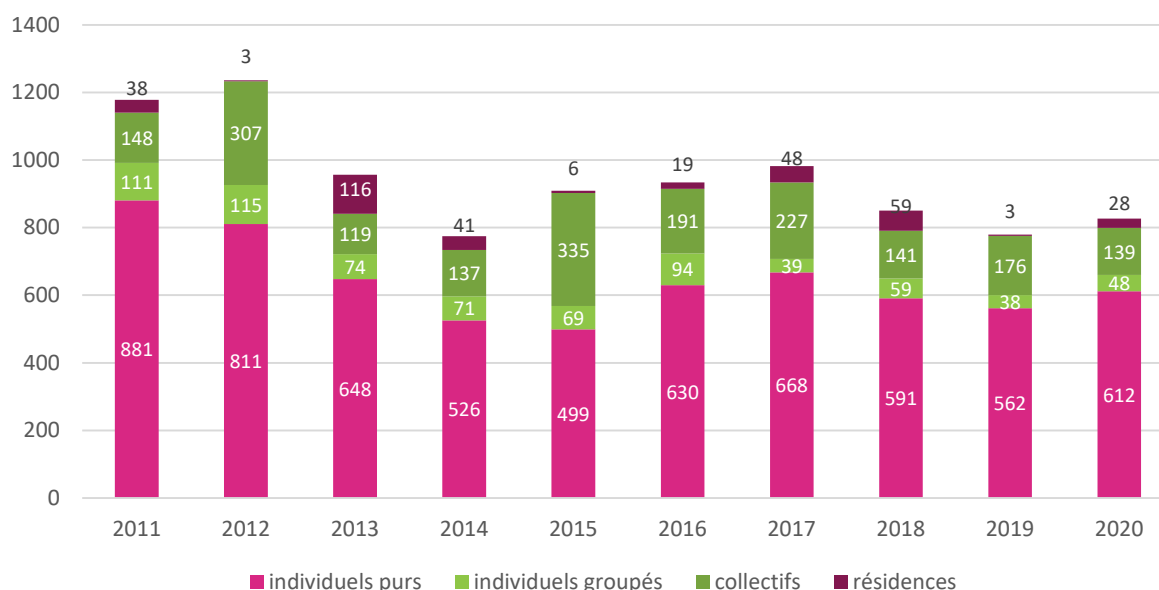
L'éventail des publics concernés est large :

- **Les personnes âgées et les personnes en situation de handicap qui génèrent des besoins particuliers tels que l'adaptation des logements en termes d'accessibilité** ayant pour but le maintien à domicile mais également le développement d'une offre pour les personnes en perte d'autonomie ou nécessitant des soins particuliers ;
- **Les jeunes notamment les étudiants (sur l'agglomération du Puy spécifiquement) mais aussi les jeunes en situation de précarité**, les apprentis et les jeunes actifs en début de parcours professionnels ;
- Les plus démunis ou les victimes de violence qui nécessitent une offre d'hébergement suffisante et diversifiée ainsi que des mesures d'accompagnement personnalisées ;

Une dynamique de production qui se maintient

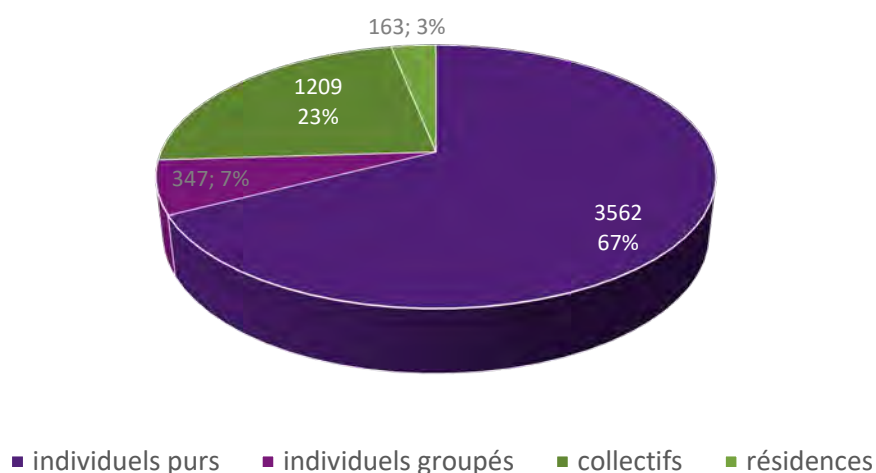
En Haute-Loire, les autorisations et les mises en chantier de logements sont stables, autour de 800 logements produits chaque année, majoritairement individuels.

Evolution du volume de logements autorisés sur la période 2011-2020 (Source : Sitadel)



Ainsi, cette production est très largement portée par la construction de maisons individuelles qui représente 74% des permis accordés au cours des 5 dernières années. Il s'agit essentiellement de logements individuels purs (achat d'un terrain par un particulier pour faire construire), et peu de logements individuels groupés (construction de plusieurs maisons type lotissement par un opérateur).

Répartition du volume de logements autorisés par type entre 2015-2020 (Source : Sitadel)



Si la production neuve apparaît moins dynamique que les moyennes régionale et nationale, elle reste néanmoins importante compte tenu de la faible tension qui s'exerce sur le marché immobilier de la Haute-Loire.

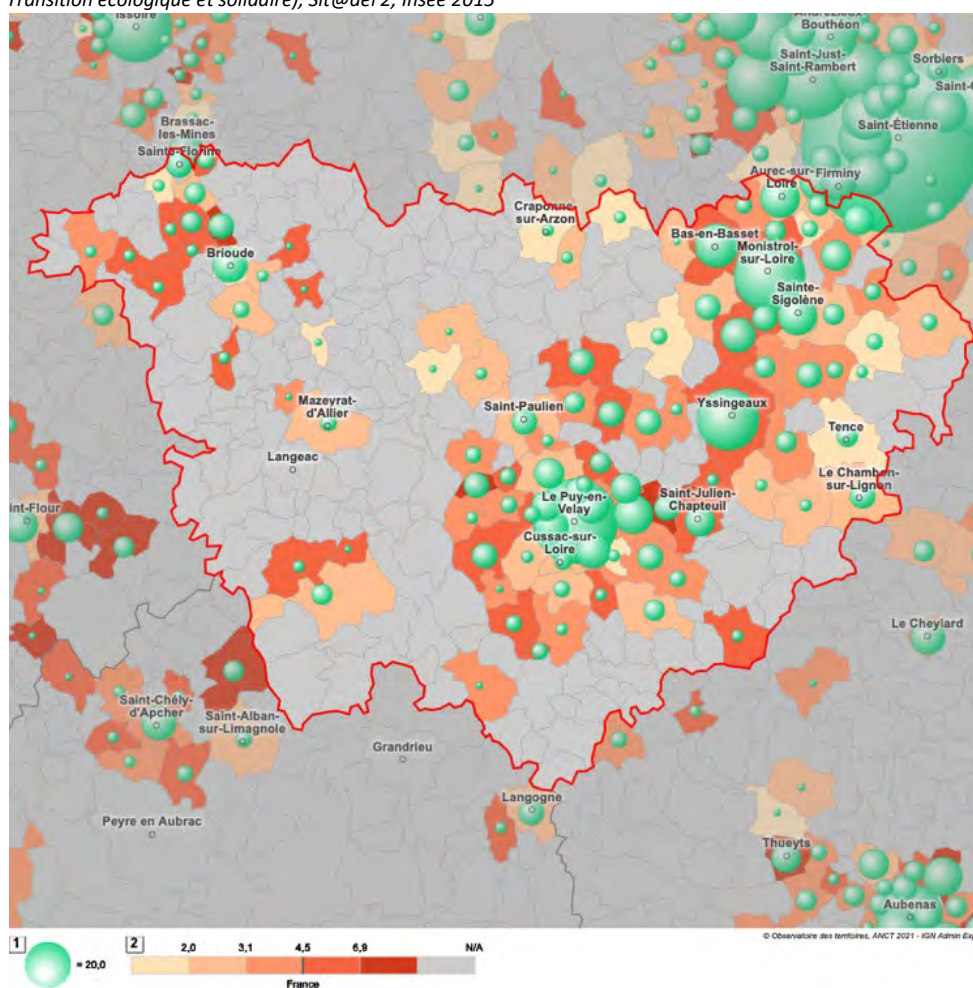
De fait, le maintien d'une production neuve dynamique dans un contexte de marché immobilier détendu génère des effets négatifs sur le parc ancien. En effet, l'achat d'une maison individuelle neuve étant financièrement accessible (qu'il s'agisse d'un programme de lotissement ou de l'achat d'un terrain pour y faire construire un bien), le marché de l'ancien attire moins les ménages accédants,

participant à la hausse de la vacance, aux difficultés de revente des biens existants et à la spirale de dévalorisation du parc ancien.

Face à cela, la question se pose de la poursuite de l'étalement urbain face aux enjeux d'aménagement du territoire, de redynamisation des centres bourgs, de préservation des terres agricoles, etc. Les différents segments de marché, individuel, collectif, neuf, ancien, sont perméables et la demande restreinte, nécessitant nécessairement une approche globale du développement de l'offre future.

Légende 1 : Nombre annuel moyen de logements commencés (constructions neuves) (logements) 2013-2017 – source : Commissariat général au développement durable (Ministère de la Transition écologique et solidaire), Sit@del

Légende 2 : Nombre de logements commencés (constructions neuves) par an pour 1 000 habitants (logements par an pour 1 000 habitants) 2013-2017 – source : Commissariat général au développement durable (Ministère de la Transition écologique et solidaire), Sit@del 2, Insee 2015



La dynamique de production se concentre sur l'agglomération du Puy-en-Velay et le secteur Nord-Est autour de l'axe de la RN8.

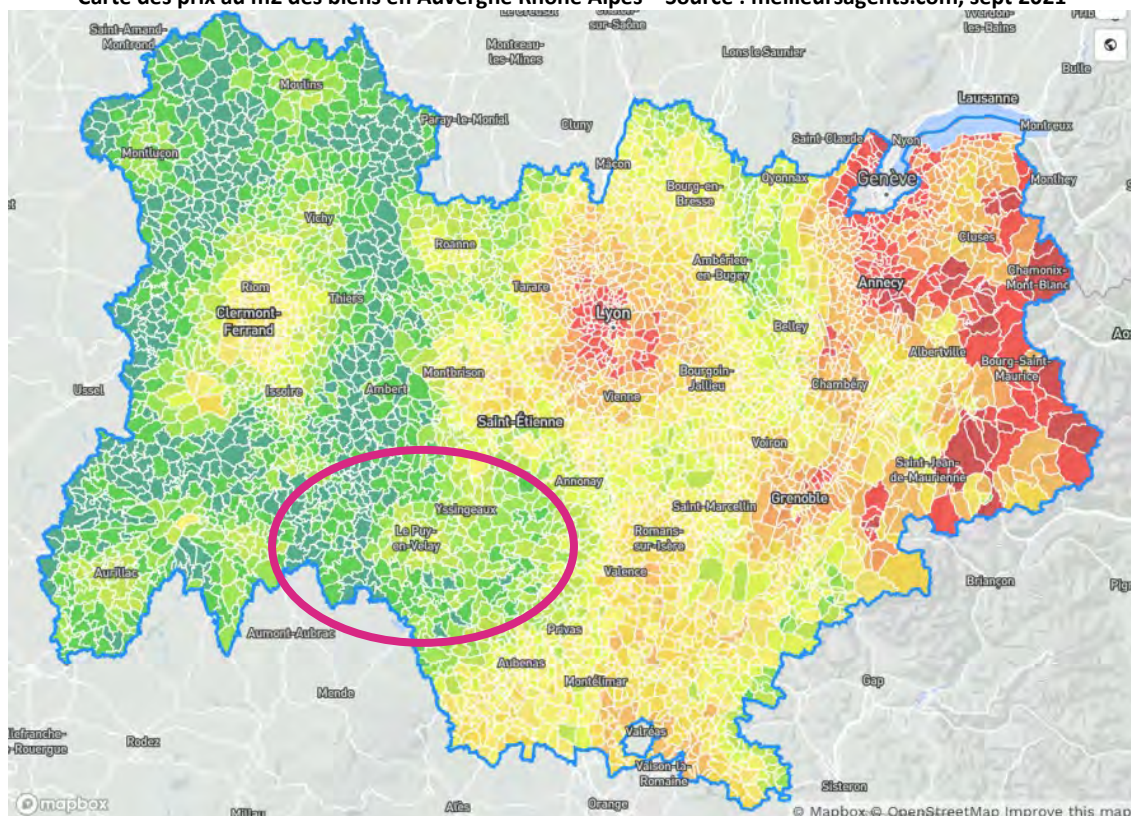
Un marché immobilier porté historiquement par l'accession dans le neuf qui tend néanmoins à se réduire en réponse à la lutte contre l'étalement urbain

L'accession à la propriété dans le neuf se fait très majoritairement via la construction de maisons individuelles. La part de la production neuve portée par des opérateurs, en individuel comme en collectif reste en effet très limitée.

Le marché de l'accession dans l'ancien peine donc à se maintenir face au marché de la construction individuelle. D'autant que le parc est ancien et vieillissant et nécessite souvent la réalisation de travaux pour être remis aux normes et au goût du jour. Le coût de l'achat d'un bien ancien et des travaux nécessaires peut donc rapidement se retrouver supérieur à celui de la construction d'une maison individuelle ce qui n'incite pas les acquéreurs à investir dans l'ancien, notamment en centre bourg.

Ainsi, le système habitat de la Haute-Loire repose sur une dichotomie entre une facilité d'accès au marché de la construction individuelle auquel aspire une majorité de ménages et d'autre part un parc existant vieillissant et parfois dévalorisé qui peine à séduire les acquéreurs, notamment en centre bourg où les travaux à réaliser sont souvent importants.

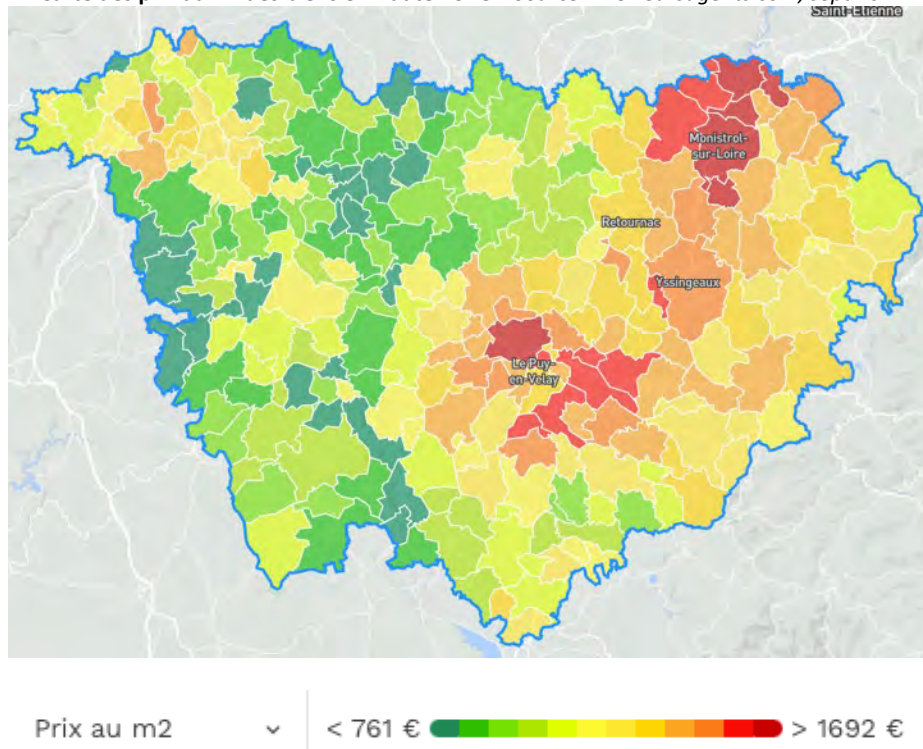
Carte des prix au m² des biens en Auvergne Rhône Alpes – Source : meilleursagents.com, sept 2021



Ainsi, en termes de marchés immobiliers, le département de la Haute-Loire se caractérise par des prix au m² parmi les plus attractifs de la Région. A titre de comparaison, le prix moyen au m² d'une maison est de 1 300€ sur le territoire départemental contre 2 400€ à l'échelle régionale.

Prix immobiliers en € du m ² source : meilleursagents.com, septembre 2021	Département de la Haute-Loire		Région Auvergne Rhône Alpes	
	Maison	Appartement	Maison	Appartement
Fourchette basse	975 €	886 €	1 800€	2 283€
Prix moyen au m²	1300 €	1 181€	2 400€	3 044€
Fourchette Haute	1950 €	1 772€	3 600€	4 566€

Carte des prix au m² des biens en Haute-Loire – Source : meilleursagents.com, sept 2021



Sur la période récente, les ventes de maisons individuelles se sont effectuées sur l'ensemble du territoire. En 2020, les prix moyens oscillent entre :

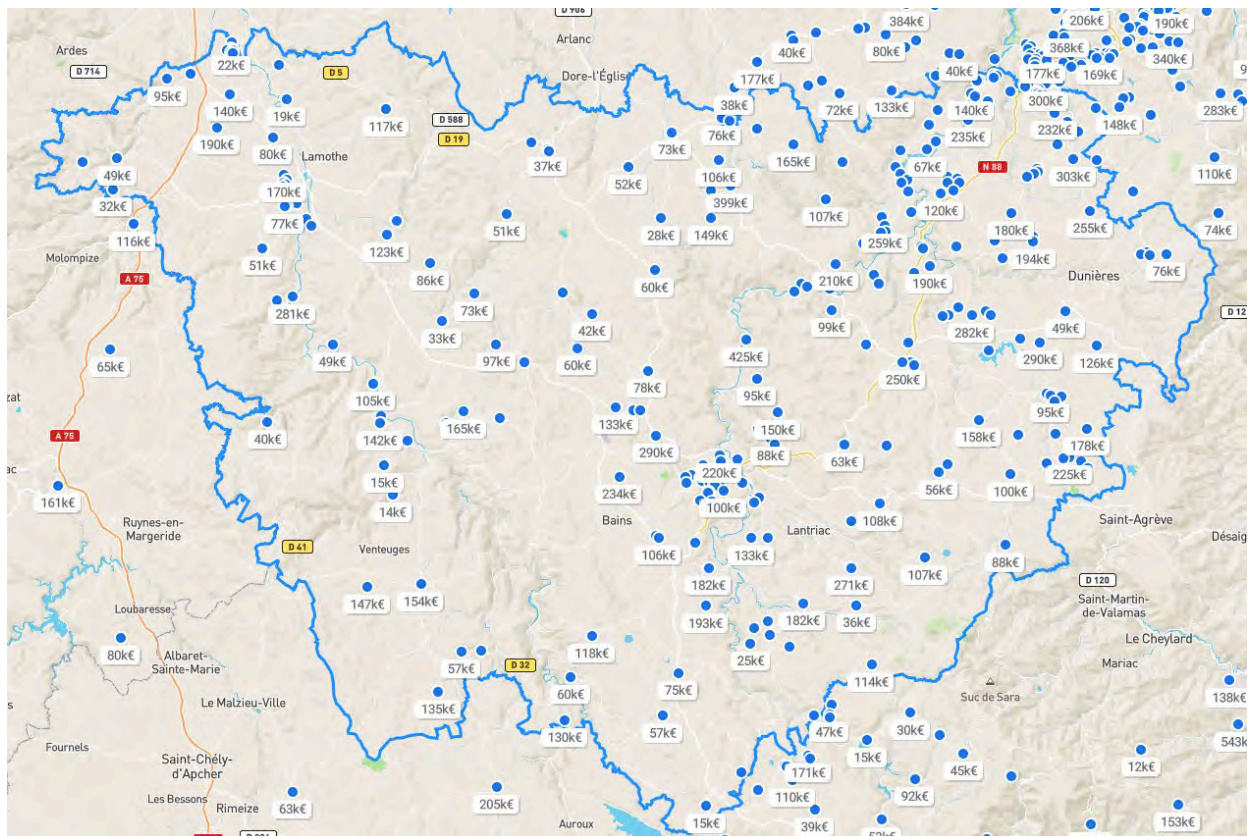
- 220k€ au Puy-en-Velay (maison de 120m², 5 pièces)
- 275k€ à Brioude (maison de 145m², 5 pièces)
- 250k€ à Yssingeaux (maison de 210m², 10 pièces)
- 113k€ à Sainte-Florine (maison de 65m², 4 pièces)

En termes de volume, les cartes ci-dessous illustrent parfaitement l'importance des ventes individuelles contre le très faible volume d'appartements vendus en 2020. En effet, tandis que les ventes de maisons se réalisent sur la quasi-totalité du département, les logements en collectif vendus se concentrent autour des communes du Puy-en-Velay, Brioude et au nord-ouest du département qui bénéficie des départs des ménages de Saint-Etienne.

Les appartements au Puy-en-Velay se vendent autour de 33k€ (pour un studio de 24m² par exemple), 119k€ (appartement, 5 pièces, 120m²) à 171k€ pour les biens les plus élevés. Les prix à Brioude sont moins élevés : 17k€ (T2, 46m²), 62k€ (T4, 103m²).

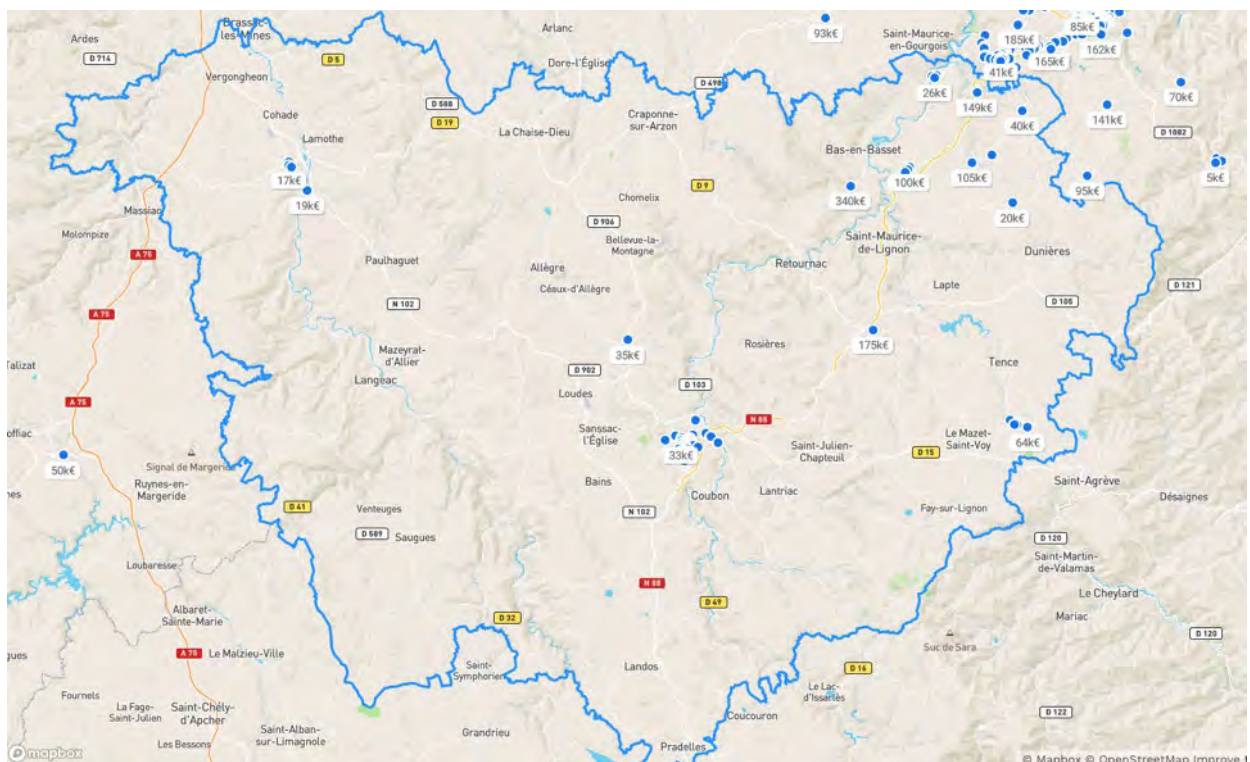
Carte des ventes de maisons réalisées en 2020 sur le département

Source : meilleursagents.com, sept 2021



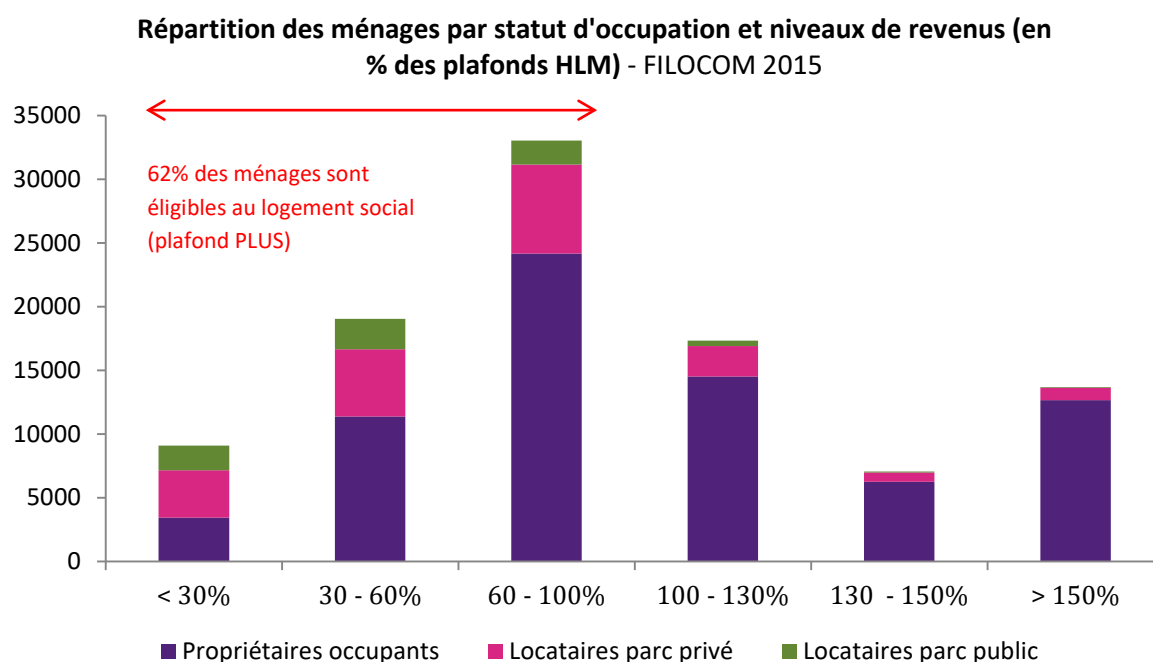
Carte des ventes d'appartements réalisées en 2020 dans le département

Source : meilleursagents.com, sept 2021



Des projets d'accession parfois précaires

Les caractéristiques du marché local de l'habitat ont généré sur le territoire un modèle de parcours résidentiel très éloigné du parcours « classique ». En effet, le marché locatif en retrait et l'abondance d'une offre en accession à bas prix dans un contexte de marché détendu incitent les habitants à passer très rapidement à l'accession à la propriété, avec un passage par le parc locatif restreint, voire inexistant. Ce parcours se concrétise très tôt, notamment par l'achat d'une maison individuelle.



Le profil des habitants et celui de l'habitat sont très étroitement liés. Ainsi, la vulnérabilité des ménages qui caractérise le territoire explique en grande partie les principaux dysfonctionnements et difficultés observées sur les différents segments qui composent le parc de logements. La faiblesse des revenus qui prévaut sur le territoire impacte le parc à plusieurs niveaux, entraînant :

- Un faible et difficile réinvestissement du parc ancien auquel sont associées des problématiques de vacance et d'indignité. Le budget des ménages est le principal obstacle à la rénovation du parc privé, du côté des propriétaires bailleurs modestes qui n'ont pas les moyens de réaliser les travaux souvent onéreux, mais également du côté des locataires potentiels qui se font rares et dont les budgets sont contraints, limitant les possibilités de rentabilisation des efforts d'investissements ;
- Une offre en accession financièrement abordable mais peu qualitative qui dissimule la précarité d'une partie des projets d'accession.

Ces projets d'accessions précaires, au-delà des risques liés à la fragilité financière des accédants, interrogent sur la qualité des biens acquis. En effet, les prix les plus bas sont observés dans le parc ancien, pour des biens nécessitant souvent des travaux dont le coût n'a pas toujours été anticipé par les acquéreurs. Ainsi, 89 % des ménages altiligériens ont potentiellement les moyens d'acquérir un appartement de type T3 dans l'ancien (hors travaux).

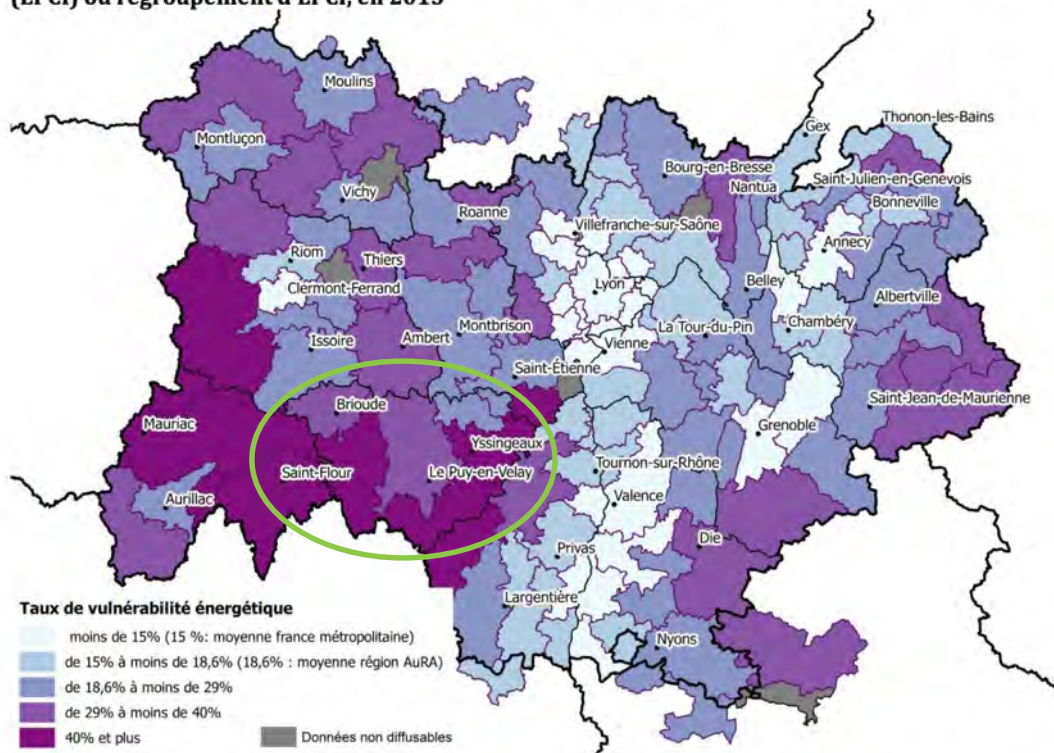
LA SITUATION DE PRECARITE ENERGETIQUES DES MENAGES

Le département de la Haute-Loire fait partie des territoires dont le taux de vulnérabilité énergétique est le plus fort de la Région. Tandis qu'en moyenne, en Auvergne Rhône Alpes, les dépenses énergétiques s'élèvent à 1 616€ / an et par ménage, elles sont de 2 069€ en Haute-Loire.

Le taux de vulnérabilité énergétique dépasse largement la moyenne régionale puisqu'il est de 36,3% contre seulement 18,6% au sein de la Région.

Sur le territoire de la Haute-Loire, ce sont notamment les zones rurales qui sont le plus touchées par la problématique puisque leurs taux de vulnérabilité s'élèvent à 50,9% contre 29,1% au sein des grands pôles.

Taux de vulnérabilité énergétique par établissement public de coopération intercommunale (EPCI) ou regroupement d'EPCI, en 2015



Note (pour les 2 cartes) : le zonage utilisé est celui des EPCI au 1^{er} Janvier 2019

Sources : Insee, Filosofi 2015, Fideli 2015, Recensement de la population 2013 ; SDES, enquête Phébus 2013, Pegase 2015

En termes de profils les ménages, les plus concernés sont : les personnes seules (59,8% de vulnérabilité énergétique logement), les personnes âgées de plus de 75 ans (54,3%) et les familles monoparentales (43%).

Enfin, les types de logements dont la situation de vulnérabilité énergétique est la plus critique sont :

- les grands logements de 120m² ou plus (41,9%),
- les logements chauffés au fioul (51,1%) ou à l'électricité (42,4%)
- les logements avec une étiquette de catégorie G (46,2%)
- les logements construits avant 1970 (40,9% à 52,1% selon la période).

Quelle que soit la catégorie de logement ou d'occupant, le taux de vulnérabilité énergétique est largement supérieur aux moyennes régionales.

	Haute-Loire	Auvergne-Rhône-Alpes
Dépenses énergétiques moyennes	2069 €	1616 €
Taux vulnérabilité énergétique logement (%)	36,3%	18,6%

Les ménages	Haute-Loire		Auvergne-Rhône-Alpes	
	Résidences principales (%)	Taux vulnérabilité énergétique logement (%)	Résidences principales (%)	Taux vulnérabilité énergétique logement (%)
La taille des ménages				
1 personne	34,1%	59,8%	33,4%	33,6%
2 personnes	35,1%	31,4%	31,7%	14,7%
3 personnes	13,6%	20,7%	14,4%	10,0%
4 personnes	13,3%	13,8%	13,4%	6,4%
5 personnes ou plus	6,0%	14,3%	7,1%	6,2%
Le type de ménages				
Homme seul	15,2%	56,9%	14,3%	30,4%
Femme seule	18,9%	62,2%	19,0%	36,1%
Couple sans enfant	27,6%	29,0%	25,5%	12,5%
Couple avec enfant(s)	27,5%	14,3%	28,3%	6,1%
Famille monoparentale	7,6%	43,1%	8,8%	24,4%
Autre	3,2%	20,6%	4,1%	8,2%
L'âge des personnes de référence				
moins de 30 ans	8,0%	36,8%	10,6%	19,3%
30 à 45 ans	22,4%	26,0%	25,6%	12,7%
45 à 60 ans	28,1%	30,3%	27,7%	16,1%
60 à 75 ans	25,0%	40,0%	22,1%	21,4%
plus de 75 ans	16,6%	54,3%	14,0%	29,7%

Les logements	Haute-Loire		Auvergne-Rhône-Alpes	
	Résidences principales (%)	Taux vulnérabilité énergétique logement (%)	Résidences principales (%)	Taux vulnérabilité énergétique logement (%)
Le statut d'occupation des logements				
Gratuitement	2,4%	54,1%	1,5%	34,4%
Locataire	27,3%	42,2%	38,1%	21,0%
Propriétaire	70,3%	33,3%	60,4%	16,7%
La surface des logements				
Moins de 30 m ²	1,0%	6,2%	2,1%	5,5%
De 30 à 40 m ²	2,0%	25,7%	3,7%	13,3%
De 40 à 60 m ²	10,4%	34,1%	14,5%	15,9%
De 60 à 80 m ²	18,4%	37,6%	24,3%	18,6%
De 80 à 100 m ²	25,0%	34,3%	23,9%	18,2%
De 100 à 120 m ²	19,1%	34,2%	14,2%	19,0%
De 120 m ² ou plus	24,1%	41,9%	17,3%	24,0%
La date de construction				
Avant 1918	29,2%	50,9%	21,3%	30,6%
De 1918 à 1945	5,6%	52,1%	4,6%	25,9%
De 1946 à 1969	12,8%	40,9%	17,6%	20,5%
De 1970 à 1989	26,7%	38,6%	27,0%	20,1%
De 1990 à 1999	7,5%	12,9%	8,6%	7,2%
Depuis 2000	18,2%	11,0%	20,8%	6,0%
Le combustible chauffage des logements				
Chauffage urbain	0,3%	47,8%	4,8%	28,3%
Gaz de ville	23,6%	21,6%	35,8%	10,5%
Fioul (mazout)	28,5%	51,1%	16,3%	30,9%
Electricité	19,2%	42,4%	26,5%	21,2%
Gaz en bouteilles	2,5%	66,6%	2,0%	46,3%
Autre	25,8%	25,6%	14,7%	13,2%

Sources : Insee RP2013, Filosofi 2015 et Fidéli 2015, enquête Phébus 2013 (SDES), Pegase 2015(SDES)

Tableaux issus de Cahier statistiques N°50 : tableau de bord territorial de la vulnérabilité énergétique liée au logement en Auvergne-Rhône-Alpes (novembre 2019)

Exploitation de la base de données interne utilisée par l'Insee pour la publication en partenariat avec la DREAL en Auvergne-Rhône-Alpes « Près d'un ménage sur cinq en situation de vulnérabilité énergétique liée au logement (Insee Analyse ARA n°87 octobre 2019)

Le taux de vulnérabilité énergétique est le rapport du nombre de ménages « vulnérables logement » à l'ensemble des ménages d'une zone donnée. Le seuil de vulnérabilité énergétique est déterminé par le taux d'effort énergétique (TEE) qui rapporte les dépenses énergétiques estimées d'un ménage à son revenu disponible. Par convention, le seuil de vulnérabilité est fixé à 8,18% soit le double du taux d'effort énergétique médian national.

VERS QUELS PUBLICS LE SERVICE SERA-T-IL DIRIGÉ ? HIERARCHISATION DES MARCHES CIBLES EN TERMES DE DEMANDE

En termes quantitatifs (gisement potentiel d'économie d'énergie et de gaz à effet de serre)

En considérant le gisement potentiel d'économie d'énergie et de réduction de gaz à effet de serre propre à chaque cible identifiée sur le département de la Haute-Loire, la plateforme SPPEH se donnera les ordres de priorités ci-dessous :

Types de biens

- Le parc d'avant 1970 et en particulier celui d'avant 1919,
- Les maisons individuelles,
- Les petites copropriétés de centre bourg,
- Le petit tertiaire privé de centre bourg.

En termes de profils de ménages accompagnés :

- Propriétaires occupants,
- Ménages modestes et très modestes,
- Personnes âgées,
- Agriculteurs.

En termes opérationnels (propension à passer à l'acte, taux de conversion...)

- Propriétaires occupants aux revenus intermédiaires à élevés
- Primo-accédants

OPPORTUNITES ET MENACES LIEES A LA DEMANDE

MENACES	<p><u>Le contexte national</u></p> <ul style="list-style-type: none">• Les campagnes de démarchage abusif engendrent la frilosité des propriétaires beaucoup trop sollicités sur la période récente. Néanmoins, un projet de loi visant à encadrer le démarchage téléphonique et à lutter contre les appels frauduleux serait en cours et pourrait résoudre en partie cette problématique. <p><u>Le parc de logements</u></p> <ul style="list-style-type: none">• Un parc très ancien et peu attractif, concurrencé par l'offre neuve (construction de maisons individuelles).• Des travaux lourds à réaliser qui sont souvent en inadéquation avec les budgets des ménages locaux.• Des produits anciens qui ne sont pas toujours en adéquation avec la demande actuelle dont les attentes se sont accentuées avec les confinements successifs (obtenir un bien avec un extérieur, jardin ou balcon/terrasse). <p><u>Les ménages</u></p> <ul style="list-style-type: none">• Le public des personnes âgées qui ne sont pas toutes sensibilisées au numérique est une cible importante qui nécessite un accompagnement spécifique et renforcé.• De même que les ménages très modestes. Une précarisation des ménages et une concentration des fragilités au cœur des principales villes et également à l'ouest du territoire accentués par le vieillissement de la population et l'augmentation des familles monoparentales et personnes isolées.• Le monde agricole reste difficile à toucher malgré des besoins importants.
----------------	---

OPPORTUNITES

Le contexte national

- **La campagne de communication nationale** accentue la connaissance des aides financières et ainsi la sollicitation de demandes de travaux de la part des habitants.
- **Un contexte de lutte contre l'artificialisation des sols et l'étalement urbain** qui favorise les actions de rénovation sur le parc existant.

Le parc de logements

- **Un potentiel très important puisque plus de 40% des résidences principales sont des passoires thermiques.**
- **Une politique de lutte contre la vacance et l'habitat dégradé** d'ores et déjà menée par le département.

Les ménages

- **Un retour des habitants vers les campagnes suite à la pandémie COVID 19** qui redonne une attractivité aux secteurs ruraux. Des ménages qui ont vendu un bien sur une région plus tendue sur laquelle les prix immobiliers sont supérieurs à la Haute-Loire et qui disposent d'un revenu important pour investir dans une vieille ferme à l'année.

ANALYSE DE L'OFFRE EXISTANTE

CHIFFRES ET DONNEES CLES CONCERNANT L'OFFRE

Un tissu d'entreprises du BTP diversifié et bien réparti sur l'ensemble du territoire mais qui peut difficilement absorber une hausse de l'activité et rencontre des difficultés d'approvisionnement

Le domaine de la construction représente 7,7% des emplois présents sur le territoire en 2018 soit 6 319 emplois, en légère baisse par rapport à 2013. Parmi les établissements actifs, la part de construction est de 11%, une proportion équivalente au domaine de l'industrie.

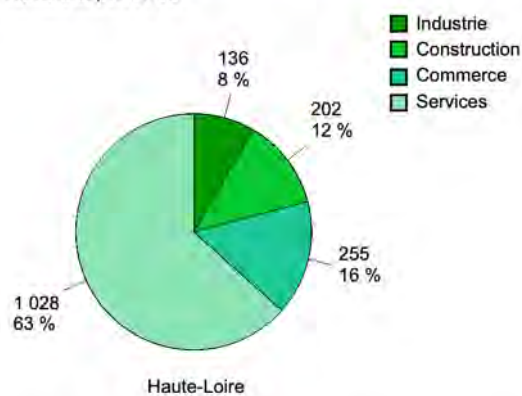
EMP T8 - Emplois selon le secteur d'activité

	2008		2013		2018			
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	dont femmes en %	dont salariés en %
Ensemble	82 261	100,0	82 495	100,0	82 197	100,0	48,4	82,5
Agriculture	6 450	7,8	5 666	6,9	5 267	6,4	26,1	19,9
Industrie	17 939	21,8	16 266	19,7	16 108	19,6	31,3	92,5
Construction	6 474	7,9	6 689	8,1	6 319	7,7	10,1	71,7
Commerce, transports, services divers	26 011	31,6	26 456	32,1	26 221	31,9	47,8	78,9
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	25 387	30,9	27 419	33,2	28 282	34,4	71,3	94,1

Sources : Insee, RP2008, RP2013 et RP2018, exploitations complémentaires lieu de travail, géographie au 01/01/2021.

► Créations d'entreprises par activité

Nombre et part en %



Source : INSEE - 2019

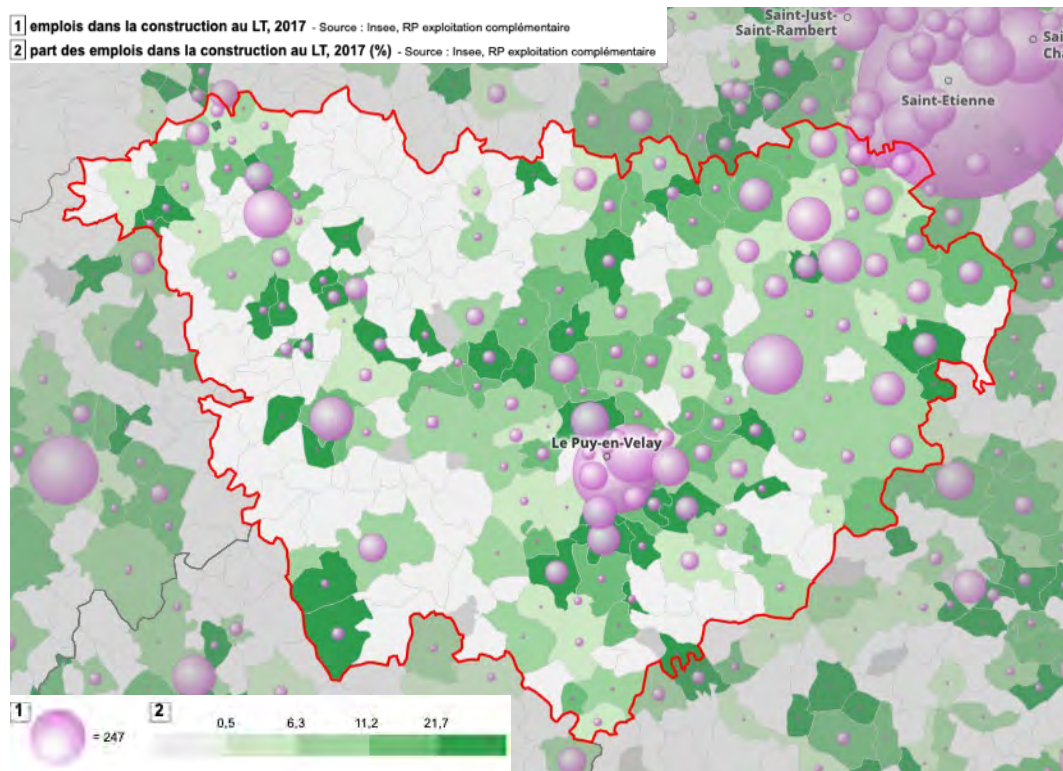
Champ : activités marchandes hors secteur agricole

Les données intègrent les créations d'entreprises réalisées sous le régime de micro-entrepreneur

L'industrie intègre les codes APE 10.13B, 10.71B, 10.71C, 10.71D (charcuterie, boulangerie et pâtisserie) de la NAF 2008

En termes de création d'entreprises par secteur d'activité, la construction représente 12% des créations d'entreprises avec 202 entreprises créées en 2019.

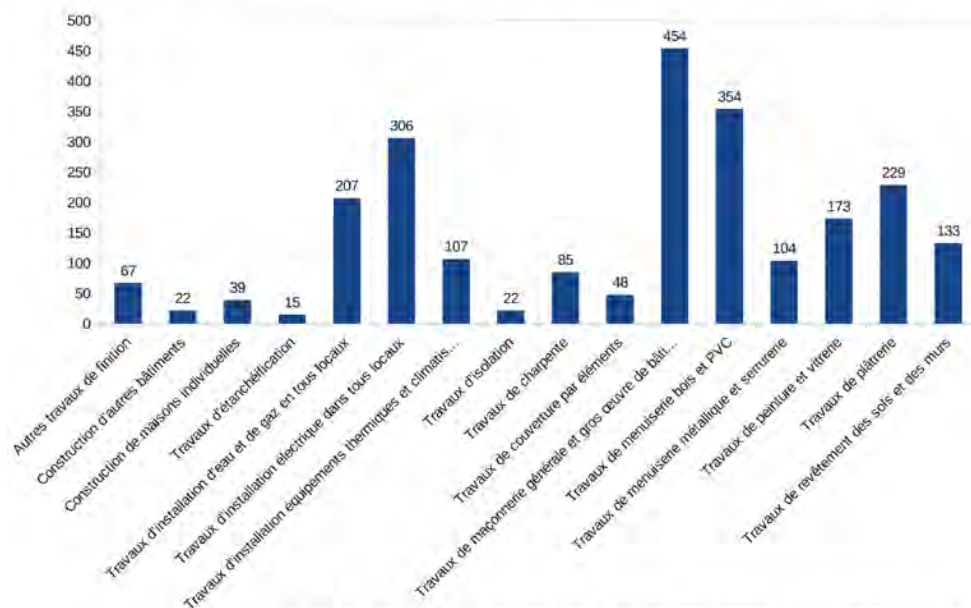
En ce qui concerne la géographie de l'emploi du secteur de la construction, il est nettement plus important au sein de la commune du Puy-en-Velay ainsi que ses communes périphériques. L'est du territoire est également bien équipé. Seules les zones au nord-ouest et sud-ouest apparaissent comme accueillant une part faible d'emplois au lieu de travail dans ce domaine.



Parmi les entreprises du bâtiment, 3 spécialités sont plus largement représentées que la moyenne : les travaux de maçonneries générale et gros œuvre de bâtiments (454 établissements), les travaux de menuiseries bois et PVC (354), et enfin les travaux d'installation électrique dans tous locaux (306).

Entreprises du bâtiment

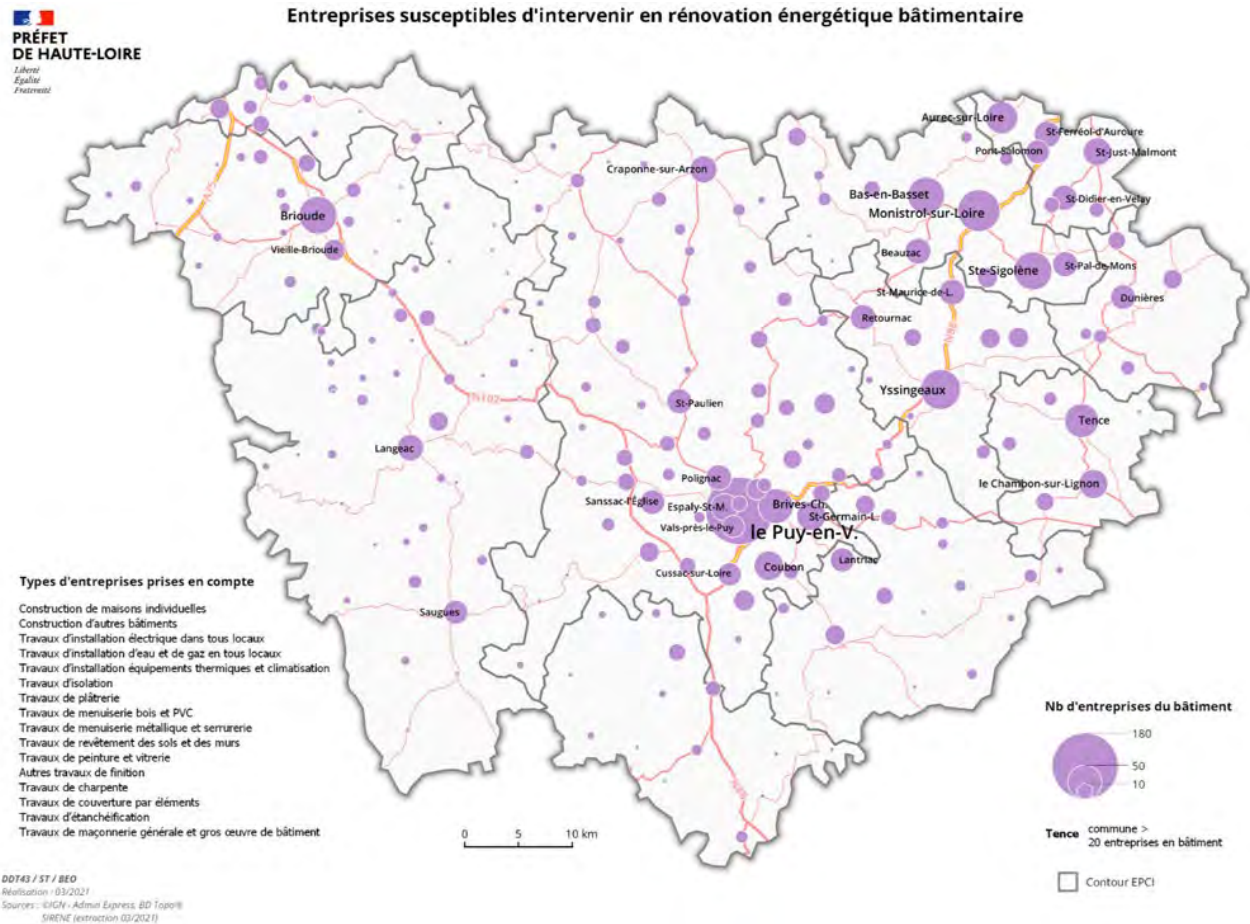
Répartition des établissements altiligériens par spécialité selon la codification NAF



Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene), extraction 03/2021

La majorité des professionnels du département sont labellisés RGE.

L'ensemble des secteurs d'activités sont présents et le territoire apparait bien couvert. Les entreprises sont naturellement plus présentes dans le secteur du Puy-en-Velay et de la Jeune Loire où l'activité est la plus importante. Les acteurs interrogés n'ont pas fait remonter de difficulté territoriale (difficultés sur certains secteurs à trouver un artisan).



Les cartes représentant chacun des secteurs d'activités sont disponibles en annexe.



En Haute-Loire il est possible de trouver des professionnels spécialisés dans les pompes à chaleur, fourrage etc. y compris dans les communes rurales qui sembleraient moins équipées. Il y a une réelle offre en matière de chauffage propre et écologique y compris dans les communes où on ne les attendrait pas. Certes, le volume est plus important sur les pôles mais les entreprises sont aussi présentes sur l'est du département. Les habitants ne sont pas obligés de chercher dans la Loire pour mettre en place une pompe à chaleur etc. **De plus, ces entreprises sont reconnues pour leur travail de qualité et jouissent d'une belle notoriété.**



Parmi les difficultés observées par les professionnels du bâtiment sur la période récente, il a été mentionné les délais rallongés pour obtenir des matériaux ainsi que l'inflation pour certains d'entre eux (tels que la mousse polyuréthane). Des problèmes d'approvisionnement sur la laine de bois notamment ont également été remontés.

Toutes les entreprises tournent aujourd'hui à plein régime et fonctionnent en flux tendus. La crise COVID a eu un effet booster avec les aides de l'État qui ont bénéficié à la profession qui ont beaucoup de projets actuellement (côté collectivités mais aussi côté particuliers).

Les professionnels du bâtiment ressentent néanmoins une incertitude face à l'évolution de ces phénomènes. Le manque de visibilité sur les évolutions des aides à la rénovation ne les incite pas à investir dans les ressources humaines, d'autant qu'ils rencontrent déjà des difficultés de recrutement. Il paraît difficilement envisageable pour les entreprises de faire plus de rénovations qu'elles n'en font déjà aujourd'hui.



Des difficultés persistent en termes de modalités de collaboration entre artisans et opérateurs. Certains opérateurs ont initié des réunions de sensibilisation et d'information auprès des artisans afin de communiquer sur les aides disponibles auprès des propriétaires. Le discours consiste à diriger les propriétaires souhaitant réaliser des travaux vers les opérateurs pour être accompagnés et bénéficier d'aides financières et ainsi entreprendre potentiellement des chantiers de plus grande envergure.

Malgré divers créneaux horaires proposés (réunions publiques tard le soir pour qu'ils puissent s'y rendre après le travail, tôt le matin sous le format d'un petit déjeuner), les artisans invités ne se rendaient pas aux instances. D'autres biais ont été mis en œuvre (envoi de courriers) mais n'ont pas non plus fonctionné.

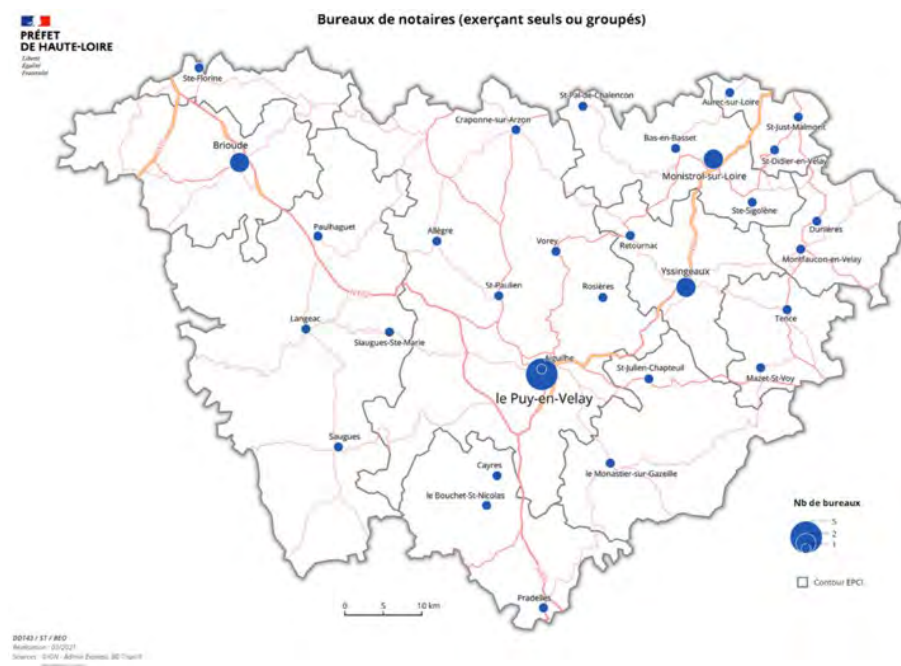
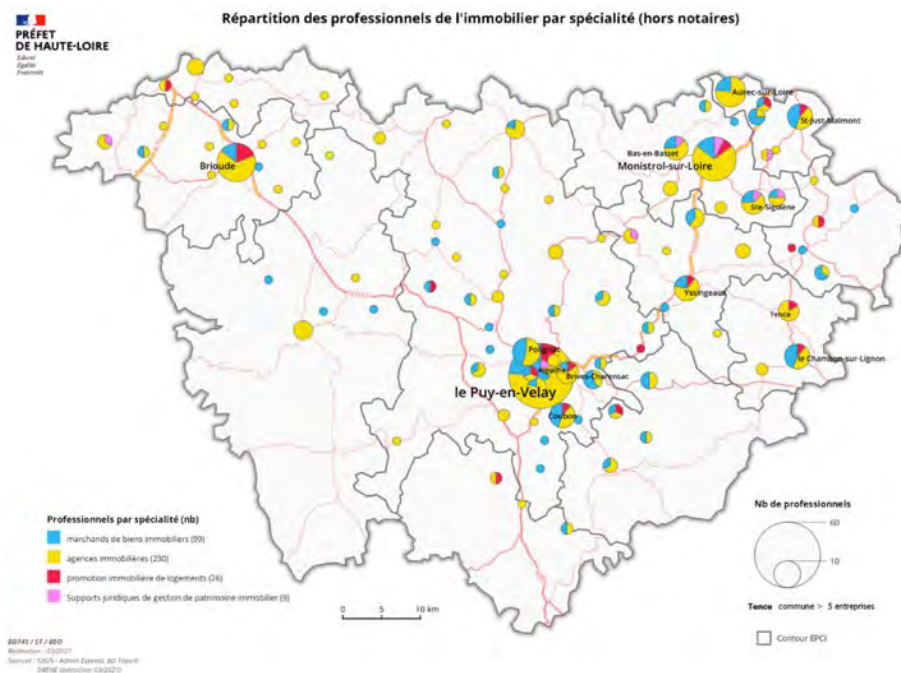


Les architectes semblent être suffisamment nombreux par rapport à la population. Certains architectes postulent au département ou au sein des communautés de communes qui recrutent des agents pour conduire le programme petite ville de demain. Elles reçoivent un bon nombre de candidatures compétentes car ces profils ont des difficultés à travailler en libéral sur le territoire.

En termes de partenariats, les architectes sont peu en lien avec les opérateurs. Ils doivent intervenir lorsqu'une opération dépasse les 100k€. Or il s'agit d'une large majorité d'opérations à moins de 100k€ qui ne nécessite pas l'intervention d'un architecte.

Le secteur de la transaction immobilière

Le département est relativement bien couvert dans son ensemble par les professionnels de la transaction immobilière.



Les professionnels de l'immobilier auront besoin d'un soutien par rapport à leurs équipes qui ne maîtrisent pas tous les aspects de la rénovation énergétique. Elles pourront être un vecteur de communication et un véritable rouage pour réaliser des travaux. De plus, avec le nouveau DPE, ils seront concernés et ne pourront plus vendre certains produits sans la réalisation de travaux.



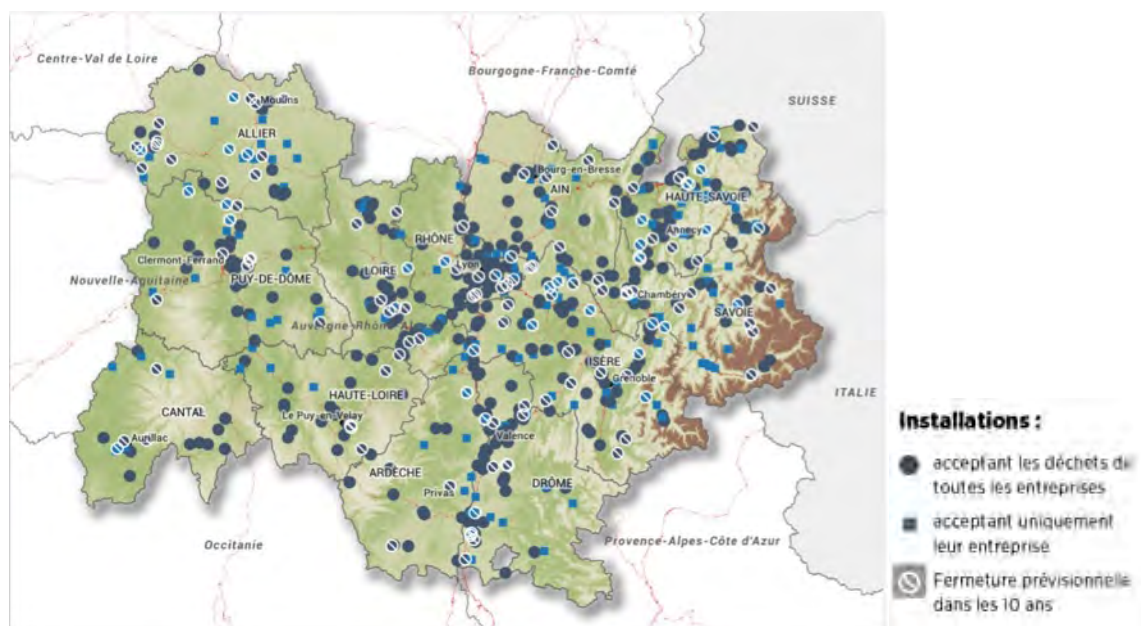
En termes de partenariats, les agences immobilières ont été informées de l'existence de ces aides financières par les opérateurs. Pour autant, malgré le fait qu'elles puissent être un argument de vente supplémentaire, les opérateurs ont ressenti peu d'impact.

La gestion des déchets

A l'inverse de ses voisins tels que les départements du Cantal ou l'Ardèche, les installations de gestion de déchets et matériaux du BTP sont réparties sur l'ensemble du département. On compte plus de 15 installations qui acceptent les déchets de toutes les entreprises.

Répartition des installations de gestion de déchets et matériaux du BTP en Auvergne-Rhône-Alpes

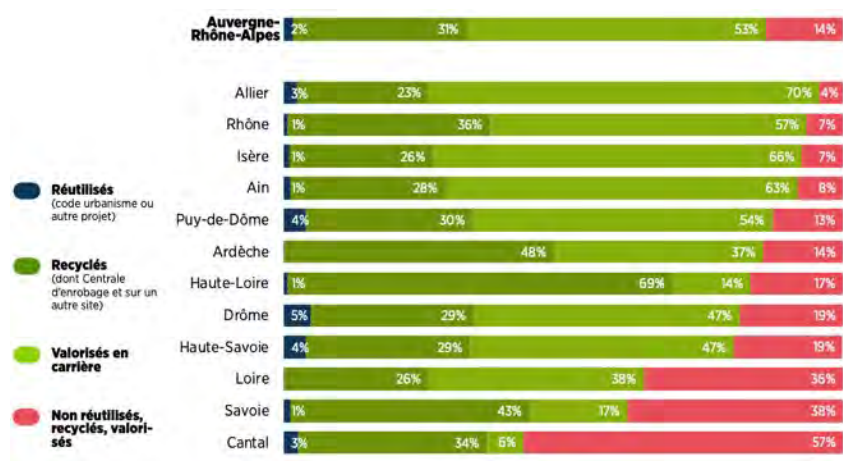
Source : Enquête CERC Auvergne-Rhône-Alpes 2019 sur données 2018



Le département de la Haute-Loire se démarque de ses voisins par une très forte proportion de déchets recyclés (69% contre 31% à l'échelle de la Région). Cet écart se justifie par la très faible valorisation des déchets en carrière (14% contre 53% au sein de la Région).

Taux de réutilisation, recyclage et valorisation des déchets et matériaux issus des chantiers sur la région Auvergne-Rhône-Alpes

Source : Enquête CERC Auvergne-Rhône-Alpes 2019 sur données 2018



VERS QUELS ACTEURS DE L'OFFRE (ARTISANS, ARCHITECTES NOTAIRES...) LES EFFORTS DEVRONT-ILS ETRE CONCENTRES ? HIERARCHISATION DES CIBLES

En termes quantitatifs (gisement potentiel)

- Artisans et leurs réseaux (FFB, CAPEB)
- Professionnels de l'immobilier (agences immobilières, notaires)
- GSB (Grandes surfaces de bricolages)
- Banques

En termes opérationnels (propension à faire passer à l'acte)

- Artisans et leurs réseaux (FFB, CAPEB)
- Professionnels de l'immobilier (agences immobilières, notaires)
- GSB (Grandes surfaces de bricolages)
- Banques

OPPORTUNITES ET MENACES LIEES A L'OFFRE

MENACES	<ul style="list-style-type: none">• L'absence de coordination entre les entreprises qui ne proposent pas de rénovation globale (chacun s'occupe de son corps d'état et poursuit son travail en silo)• La méconnaissance et la réticence à réaliser des audits énergétiques de la part des propriétaires lors d'une demande de financement dans le cadre d'une démarche isolée : le métier d'auditeur est encore peu connu et souvent confondu avec les DPE pour les locations. Les ménages sont moins prêts à payer pour du conseil par rapport à la réalisation de travaux perçus comme plus « concrets ».• Des difficultés de recrutement et d'approvisionnement dans le secteur du BTP qui risquent de freiner le développement potentiel de l'activité.• Un frein renforcé par le manque de visibilité sur les évolutions des aides à moyen terme qui n'incite pas les entreprises à investir.
OPPORTUNITES	<ul style="list-style-type: none">• La mobilisation d'ores et déjà pratiquée des aides CEE par les opérateurs du territoire qui permettent une complémentarité de financements.• Une offre qui est certes concentrée au sein de trois pôles (Puy-en-Velay, Brioude et Monistrol-sur-Loire) mais également bien diffuse et reconnue au sein des territoires plus ruraux.• La labellisation RGE qui a été perçue comme une contrainte au début mais qui aujourd'hui est mise en place par les entreprises et a été intégrée.• Un regain économique du côté des artisans qui ont perçu leurs intérêts dans ces démarches et sont bien mobilisés mais cela peut constituer une menace sur leurs fonctionnements : les artisans avancent parfois les montants des travaux et sont dépendants de l'arrivée des aides financières par la suite.

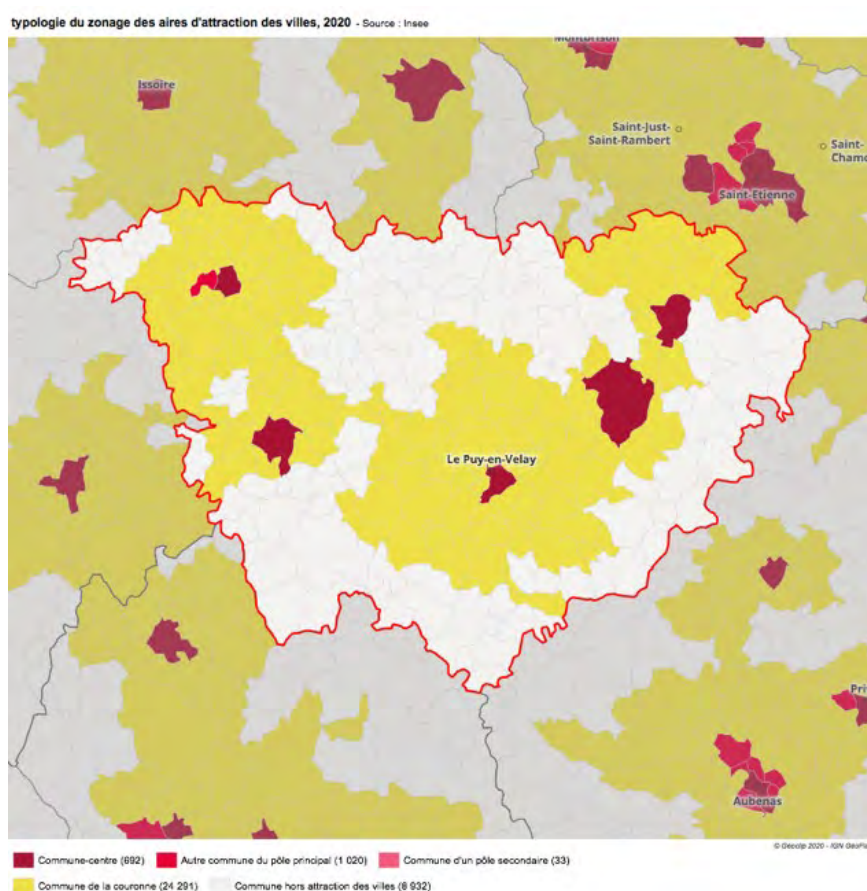
BASSIN DE VIE ET ZONE DE CHALANDISE

PERIMETRE GEOGRAPHIQUE

Un département organisé autour de 3 secteurs correspondant aux périmètres des Pays

Le département de la Haute-Loire peut être segmenté en trois secteurs : Le Pays du Velay, le Pays Loire et ses Rivières, le Pays de La Fayette. En effet, trois polarités distinctes structurent le département :

- Une polarité principale, au centre des dynamiques représentées par le Puy-en-Velay. Il s'ouvre pleinement aux influences des aires urbaines de Lyon et Saint-Etienne, ainsi qu'à celles de Clermont-Ferrand. Elle est la ville centre de l'unique C.A. du département.
- Deux pôles secondaires se démarquent au sein département. Il s'agit dans un premier temps de Brioude, couronne de pôle moyen d'un secteur rural ; et Monistrol-sur-Loire, commune multi polarisée des grandes aires urbaines, sous l'influence de la polarité de Saint-Etienne.

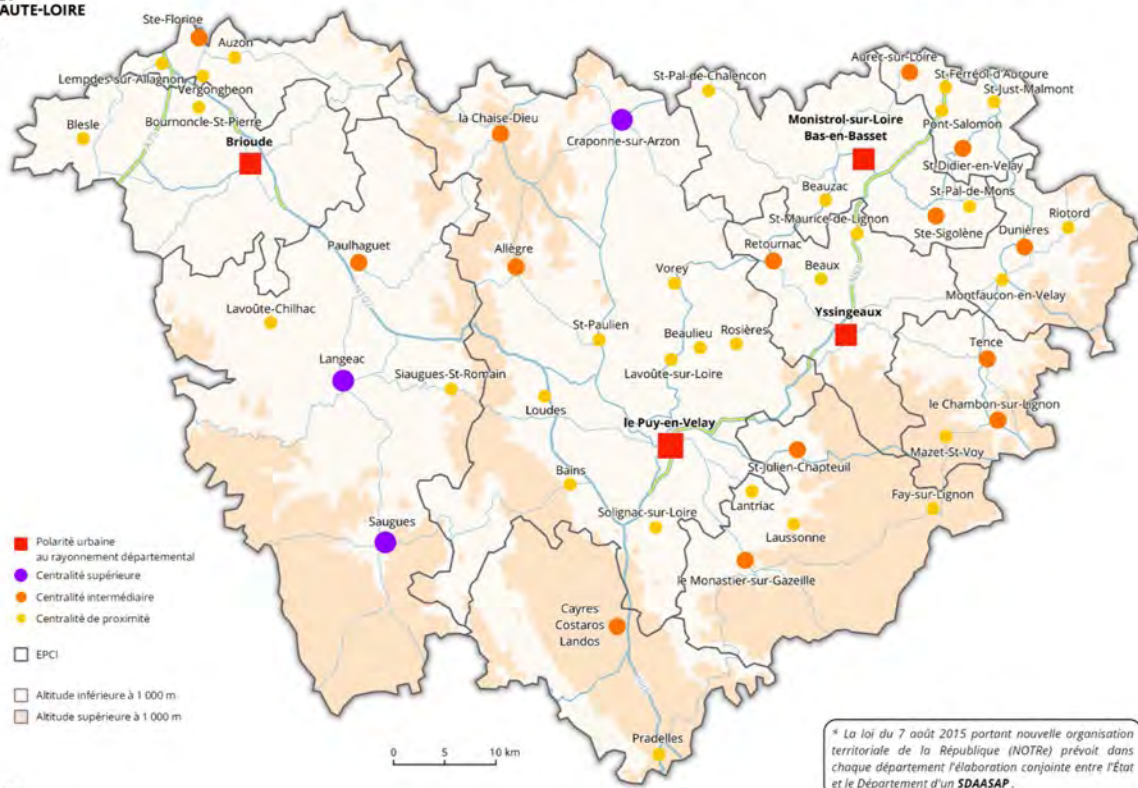


Le département de la Haute-Loire se caractérise par une géographie montagneuse qui isole le secteur ouest du territoire. Chacun de ces secteurs est néanmoins structuré autour de plusieurs centralités (urbaines, supérieures, intermédiaire ou de proximité) permettant une bonne couverture en matière de services. Le déploiement du SPPEH devrait nécessairement s'appuyer sur ce maillage territorial afin d'offrir un service uniforme sur l'ensemble du territoire départemental.



Les centralités selon le schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public* (SDAASAP)

PRÉFET
DE HAUTE-LOIRE
*Liberté
Égalité
Fraternité*

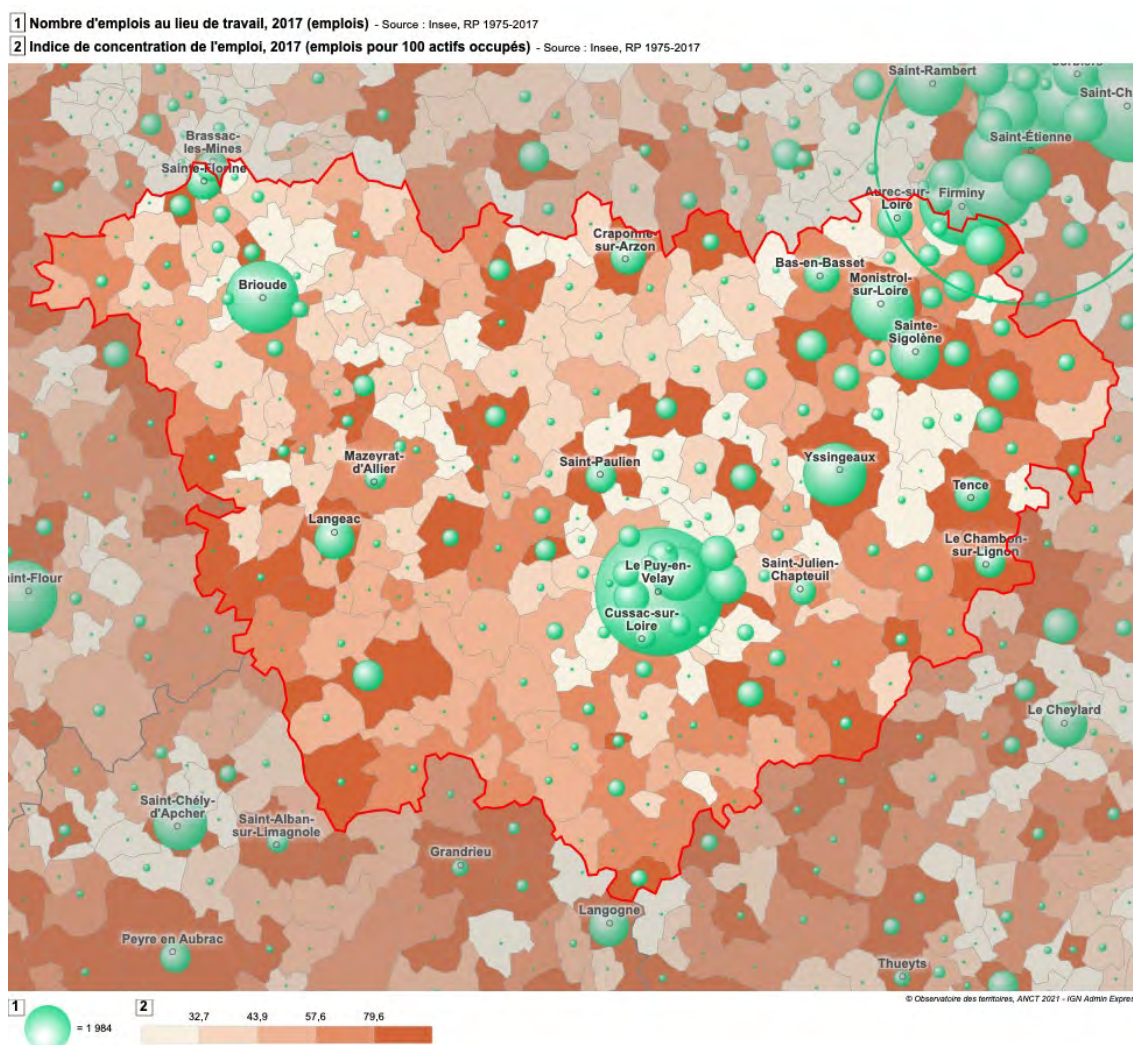


DDT 43 / ST / BEO
Réalisation : 09/2020
Sources : IGN - Adm Express, BD Topo
SDAASAP 2019-2024

Une géographie de l'emploi polarisée

La Haute-Loire est un département rural à vocation industrielle. En effet, l'industrie représente 20 % des emplois, classant ainsi, selon ce critère, le département parmi les plus industriels de France. Compte tenu de la conjoncture nationale et de ses spécificités sectorielles, le département a connu une baisse contenue du nombre d'emplois entre 2008 et 2018 (-0,1% en moyenne par an INSEE) mais continue d'afficher un taux de couverture de l'emploi déficitaire (88 emplois pour 100 actifs occupés, INSEE 2018).

On observe par ailleurs une forte polarisation des emplois à l'échelle du département qui est couvert par trois zones d'emplois distinctes : la zone d'emploi de Brioude à l'ouest, la zone d'emploi du Puy-en-Velay au centre, et la zone d'emploi de Saint-Etienne à l'est.



Cette forte polarisation des emplois doit être mise en parallèle avec la topographie du territoire et sa desserte routière et ferroviaire. En effet, les barrières montagneuses allongent et complexifient les temps de parcours et l'offre de transports en commun reste limitée. La mobilité et la localisation des emplois jouent donc un rôle clef dans le choix résidentiel des ménages. On observe en effet une corrélation forte entre dynamisme démographique, axes routiers et localisation des emplois.

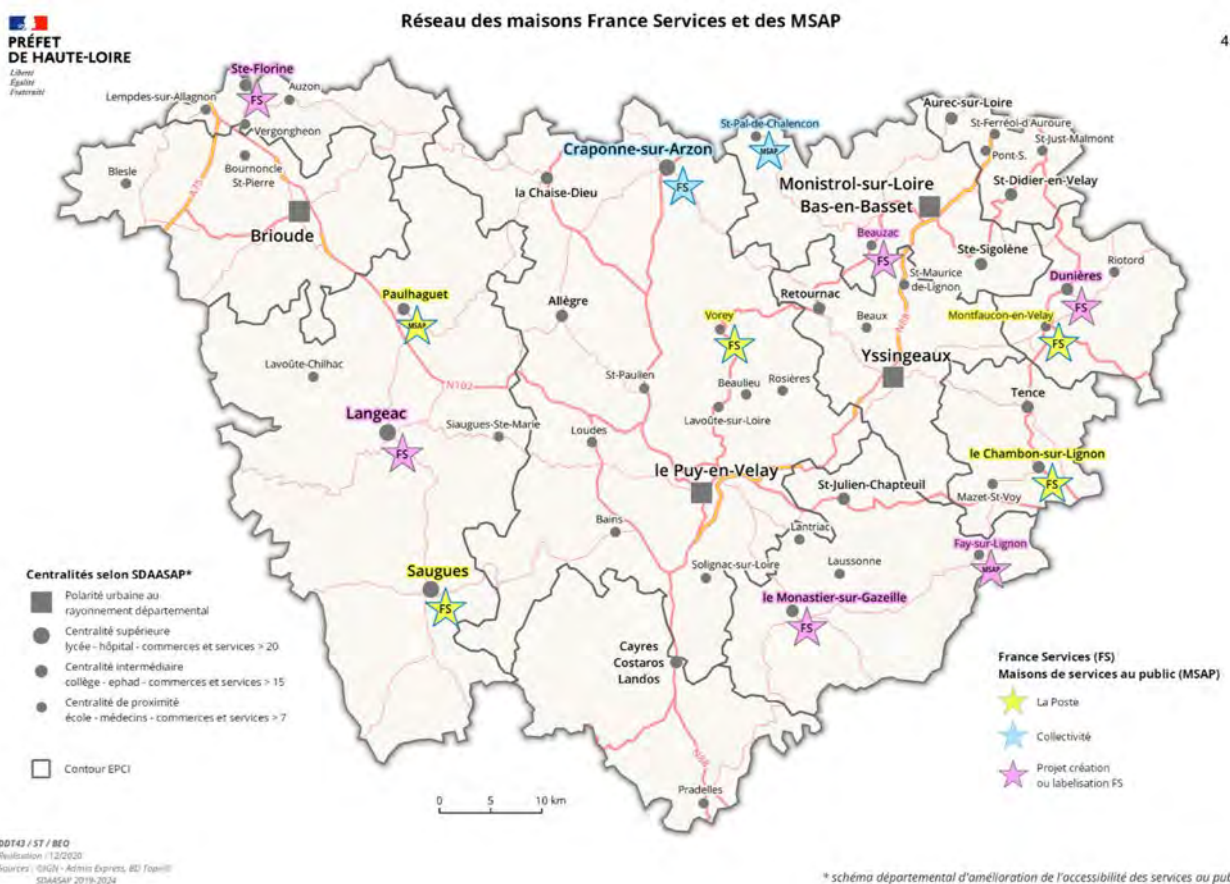
Des points d'entrée sur lesquels s'appuyer pour aller vers les usagers : MSAP, Maisons France Service, EPCI...

Le département compte 3 Maisons de Service Au Public (MSAP) et 10 Maisons France Services

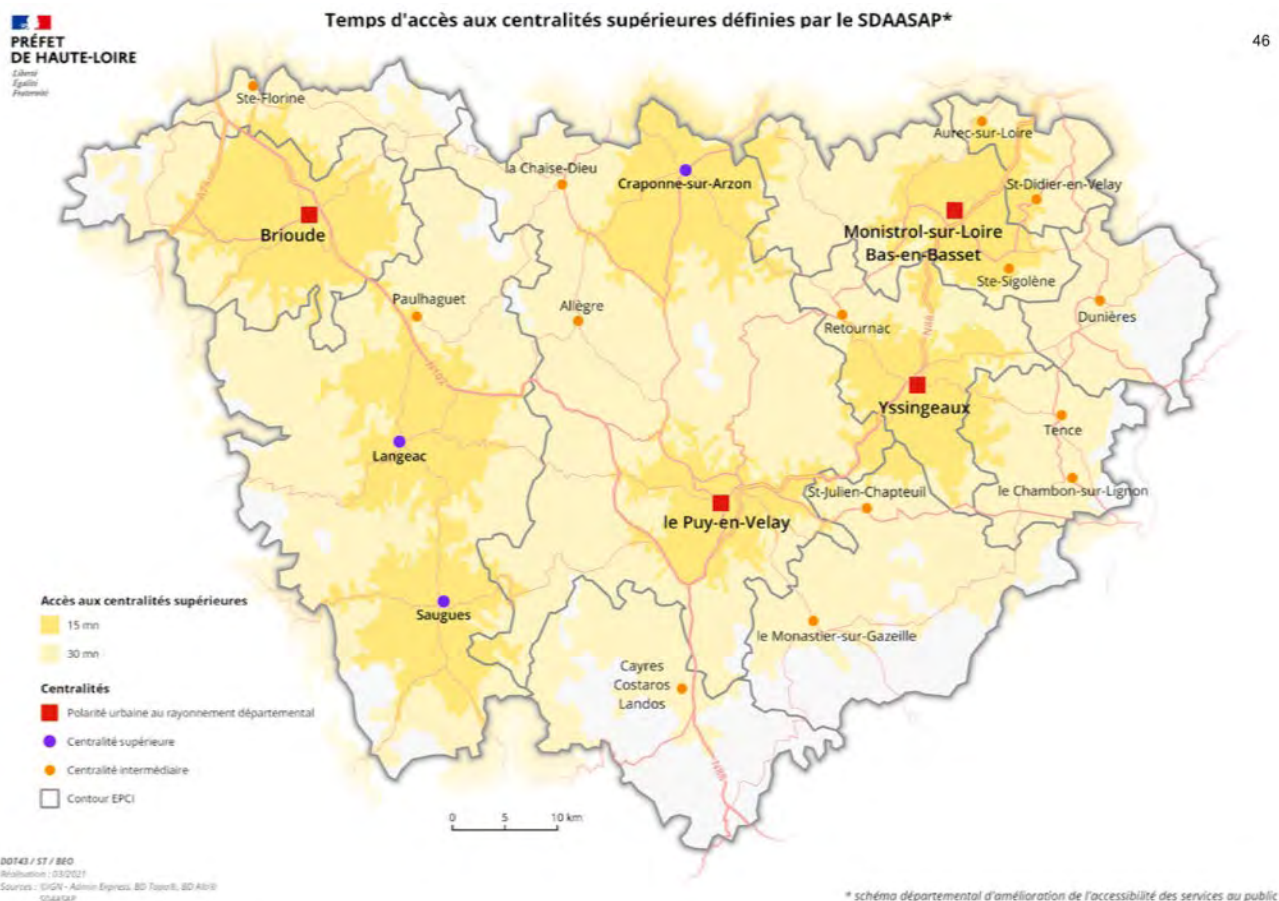
Les maisons France services ont pris le relais des maisons de services au public (MSAP). Le label « France Services » a pour objectif d'harmoniser l'ancien dispositif. Pour être labellisées, les structures doivent respecter une charte qui impose notamment la présence d'au moins deux agents polyvalents en permanence et un socle de services communs relevant de dix organismes : La Poste, Pôle Emploi, la Caisse nationale d'assurance maladie (Cnam), la Caisse nationale d'allocations familiales (Cnaf), la Caisse nationale d'allocations vieillesse (Cnav), la caisse de retraite complémentaire des salariés de l'agriculture, du commerce, de l'industrie et des services (Argic-Arrco), la Mutualité sociale agricole (MSA), les services de la direction générale des finances publiques (DGFiP), des services du ministère de l'intérieur,

Parmi elles, 3 Maisons France Service disposent d'agents d'accueil formés « rénovation énergétique de l'habitat » depuis décembre 2019.

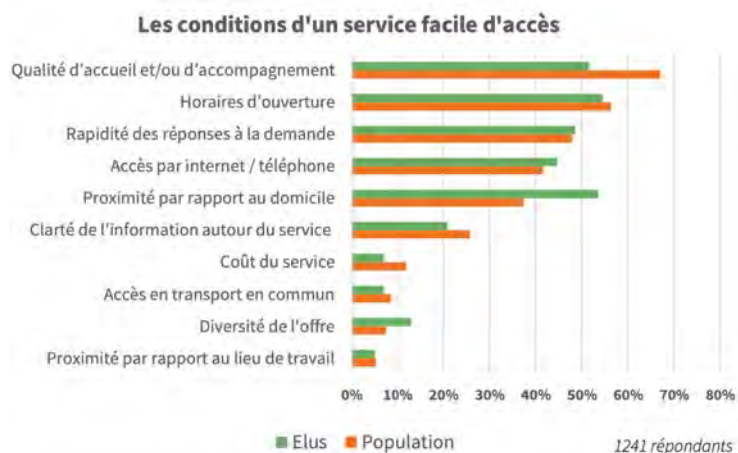
On compte également des projets de création de MFS (19).



En termes de relais de l'information et d'animation, le SPPEH pourra ainsi s'appuyer sur les Maisons France Service tel que le recommande l'ADCF « **Le déploiement des Maisons France Services peut être également l'occasion de proposer de l'information et de l'accompagnement au montage de dossier de demande d'aide à la rénovation énergétique.** »



Les enquêtes menées auprès de la population et des élus du département dans le cadre de la réalisation du schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public 2019-2024 ont mis en évidence la nécessité d'assurer une certaine qualité d'accueil et/ou d'accompagnement ainsi que de garantir des horaires d'ouverture accessibles au public.





Au cours de nos entretiens menés dans le cadre de cette analyse, il a été également **remonté la nécessité de proposer des horaires d'accueil adaptés aux ménages qui travaillent la journée** et ne peuvent être disponibles sur place.



Le maillon départemental dans le cadre du déploiement du SPPEH est légitime notamment avec la prise récente de la délégation des aides à la pierre. Il s'agit de poursuivre l'impulsion de la dynamique en matière d'habitat.

L'enjeu sera de convaincre les plus petites communautés de communes qui n'ont pas forcément l'habitude de travailler sur le volet habitat. La mise en place d'une plateforme à l'échelle départementale est cohérente et permet de limiter les inégalités de traitements sur les différents territoires. L'élaboration du PDH, la DAP, la création de l'ADIL interdépartementale et la mise en place d'un observatoire de l'habitat concourent à une vision globale et au déploiement du SPPEH à l'échelle du département.

Les EPCI sont considérés comme acteurs incontournables et ont un véritable rôle à jouer dans la diffusion de l'information et le développement d'actions complémentaires à celles du Conseil Départemental. La garantie du bon fonctionnement du SPPEH sera la mobilisation et l'implication des EPCI. Le service devra être largement déconcentré et décentralisé pour l'information de base et faciliter l'accès à tous.

Le besoin d'aller vers les territoires a été ainsi identifié. Il est également nécessaire d'aller vers les petites communes situées sur les CC vastes et rurales ayant peu de moyens (par exemple par le biais de permanences sur les territoires). Le SPPEH devra assurer le relais vers les territoires n'ayant pas de réelles centralités ou de bourgs centres.

OPPORTUNITES ET MENACES LIEES AU PERIMETRE DU SPEH

MENACES	<ul style="list-style-type: none">• Une faible densité et des barrières géographiques importantes qui ne favorisent pas les déplacements et isolent l'ouest du territoire• Des EPCI qui sont peu équipés en matière de politiques/dispositifs de l'habitat : une réelle nécessité d'aller vers les intercommunalités et les communes afin de disposer de relais sur l'ensemble du territoire. Un risque de tout concentrer au sein du Puy-en-Velay à éviter.• Une couverture numérique inégale sur le territoire (un constat identifié lors de l'élaboration du SDAASAP) dans un contexte de services de plus en plus dématérialisés. Ce contexte nécessite un accompagnement des usagers les plus en difficulté dans leurs démarches.
OPPORTUNITES	<ul style="list-style-type: none">• La présence de 4 polarités urbaines au rayonnement départemental (Le Puy-en-Velay, Brioude, Yssingeaux, Monistrol-sur-Loire) et de 3 centralités supérieures (Craponne-sur-Arzon, Langeac, Saugues) ainsi que de multiples centralités intermédiaires permettent de couvrir l'ensemble du département en termes d'accessibilité aux services• Un territoire rural où « tout le monde se connaît » qui permet l'échange d'information plus réactive et favorise le lien de confiance entre les habitants et les structures.• Des liens forts avec les territoires voisins notamment par la mise en place d'une ADIL interdépartementale.• Une bonne couverture du territoire en Maisons France Service.• La volonté politique de monter en puissance sur les champs de la performance énergétique.

ANALYSE INTERNE : COLLECTIVITE PORTEUSE, EIE, ANAH, ADIL, AUTRES ACTEURS SIGNIFICATIFS (CMA, CAUE, CCI, ...)

ANALYSE ET CARTOGRAPHIE DES ACTEURS CLES DU FAIT DE LEUR ROLE AUPRES DES PARTICULIERS OU DES PROFESSIONNELS.

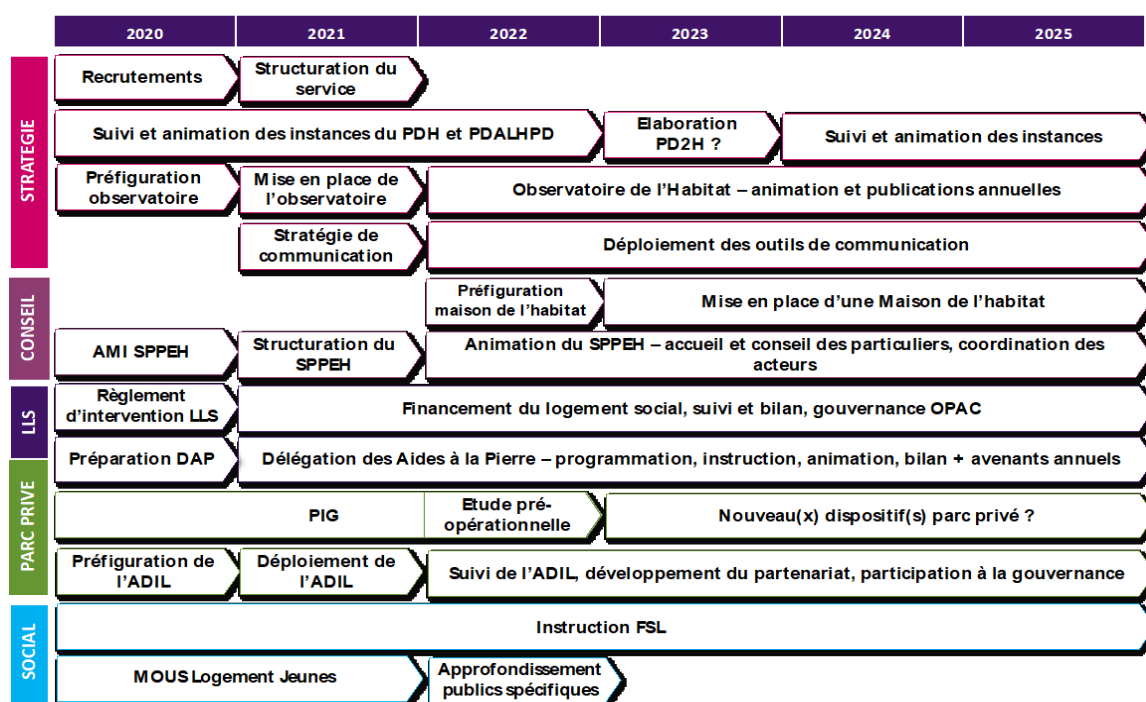


Une montée en puissance du Département sur la politique de l'habitat

Depuis 2018, le Département de la Haute-Loire s'est progressivement saisi de la problématique de l'habitat :

- 2018 - Élaboration du 1^{er} Plan Départemental de l'Habitat
- 2020 - Bilan à mi-parcours et formalisation d'une feuille de route habitat
- 2021 - Prise de délégation des aides à la pierre et mise en place d'un système d'aides propres du Département en faveur du parc public et privé
- 2021 - Création d'une Maison départementale de l'Habitat
- 2021 - Création d'une ADIL interdépartementale 42/43
- 2022 - Mise en place d'un observatoire départemental de l'habitat (en cours de préfiguration)

Le déploiement du SPPEH a été inscrit dans la feuille de route habitat issue du PDH :



Le déploiement de cette feuille de route opérationnelle a nécessité de se doter de moyens humains complémentaires et de structurer, en interne, un réel service Habitat – Logement au sein de la Direction de la Vie sociale.

Ce service se structure aujourd'hui de 4 cellules thématiques :

- Une cellule en charge de l'animation, de la stratégie et de l'observation du territoire ;
- Une cellule en charge du suivi et de l'accompagnement des publics (gestion du FSL, veille sociale, etc.) ;
- Une cellule en charge de la délégation des aides à la pierre sur ses deux volets, public et privé ;
- Une cellule dédiée à l'information du grand public dont la structuration reste aujourd'hui à préciser dans le cadre du déploiement du SPPEH (Service Public de la Performance Energétique de l'Habitat) sur le territoire. L'objectif est de regrouper les différents acteurs en charge de l'information du grand public dans un espace unique (physique ou numérique, par exemple à travers un accueil et/ou numéro unique).

L'ensemble de l'équipe est hébergé au sein de la Maison de l'Habitat située à Chadrac, à proximité immédiate d Puy-en-Velay.

La mise en place d'un observatoire départemental de l'habitat mutualisé avec l'agglomération du Puy-en-Velay actuellement en cours de préfiguration pour une mise en œuvre en 2022 pourra également représenter un outil d'aide à la mise en place et au suivi du SPPEH.

Le PIG lutte contre l'habitat indigne départemental

Le Département de Haute-Loire porte la maîtrise d'ouvrage d'un Programme d'Intérêt Général (PIG) de lutte contre l'habitat indigne, indécent et énergivore. L'association SOLIHA Haute-Loire est l'opérateur technique du Pôle Départemental de Lutte contre l'Habitat Indigne.

PIG LHI	<ul style="list-style-type: none"> • Date de début : 05/10/2020 • Date de fin : 05/10/2023
OBJECTIFS	<ul style="list-style-type: none"> • La DETECTION de situations relevant du mal logement : aussi bien chez des propriétaires occupants que dans le locatif. • La RESORPTION des problèmes d'occupation indigne : par tous les moyens incitatifs ou coercitifs possibles en passant par des démarches de médiation et en s'appuyant sur un travail multi-partenarial. • L'ACCOMPAGNEMENT d'acteurs clés lors de la mise en œuvre de procédures : Maires, locataires, propriétaires bailleurs, propriétaires occupants. • OBJECTIFS en chiffre : réaliser 100 visites, 60 diagnostics et 30 accompagnements sur la durée du PIG.
PUBLICS VISES	<p><u>En termes de détection :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Les propriétaires occupants en situation de fragilité dans leur logement • Les locataires de logements inconfortables et/ou présentant des risques d'occupation <p><u>En termes d'accompagnement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Les propriétaires occupants souhaitant trouver un soutien dans leur projet de réhabilitation • Les maires voulant bénéficier d'un soutien dans la mise en œuvre de leurs pouvoirs de police • Les locataires qui souhaitent activer des procédures dans le cadre de la lutte contre l'habitat indigne • Les propriétaires bailleurs de logements insalubres souhaitant lancer un projet de travaux
RESULTATS	<p>11 réunions/an du Comité Technique du PIG 1 Comité de Pilotage/an Au 1/8/2017 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 36 visites ; • 24 diagnostics réalisés • 9 projets déposés en cours de réalisation

La CA seule intercommunalité qui dispose d'un PLH en vigueur

L'agglomération du Puy-en-Velay a adopté son deuxième PLH par délibération du conseil communautaire le 27 juin 2019 pour une période 6 ans. Il définit 5 orientations stratégiques déclinées en 10 actions :

Orientations	Actions
Valoriser le parc existant	Mettre en place une nouvelle opération d'amélioration Accompagner la reconquête des centres-bourgs Encourager l'adaptation des logements à la perte de mobilité et au handicap
Organiser le développement de la construction neuve de manière qualitative	Soutenir les opérations de construction neuve de qualité Porter une stratégie foncière en faveur de l'habitat à l'échelle de l'agglomération
Compléter l'offre de logements et d'hébergement dans le neuf et dans l'existant	Compléter ponctuellement les capacités d'accueil des publics précarisés et des jeunes en début de parcours professionnel Favoriser l'amélioration et la création de logements sociaux (communaux et HLM) en location et en accession Répondre aux besoins des gens du voyage
Accompagner la politique de l'habitat	Conduire la politique de l'habitat Renforcer l'information et la communication

L'agglomération poursuit ses efforts et contribue à de nombreux enjeux également identifiés par le PDH et le diagnostic ci-présent : la revitalisation des centres-bourgs, l'amélioration du parc existant (notamment par la signature de deux conventions OPAH en 2019), l'accompagnement des jeunes en difficulté, etc.

Opération	Calendrier	Détails
OPAH de la Communauté d'Agglomération du Puy-en-Velay	Date de début : 26/06/2019 Date de fin : 26/06/2024	L'objectif est l'amélioration de 460 logements en 5 ans : <ul style="list-style-type: none"> • Propriétaires occupants : 421 logements • Propriétaires bailleurs : 39 logements Financements par les partenaires de l'opération : <ul style="list-style-type: none"> • Anah : 4 114 880 euros • Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay : 784 500 euros • Ville du Puy-en-Velay : 32 400 euros
OPAH RU Centre-ville du Puy	Date de début : 26/06/2019 Date de fin : 25/06/2024	L'objectif est l'amélioration de 167 logements en 5 ans : <ul style="list-style-type: none"> • Propriétaires occupants : 121 logements • Propriétaires bailleurs : 46 logements Financements par les partenaires de l'opération : <ul style="list-style-type: none"> • Anah : 1 601 347 euros • Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay : 294 500 euros

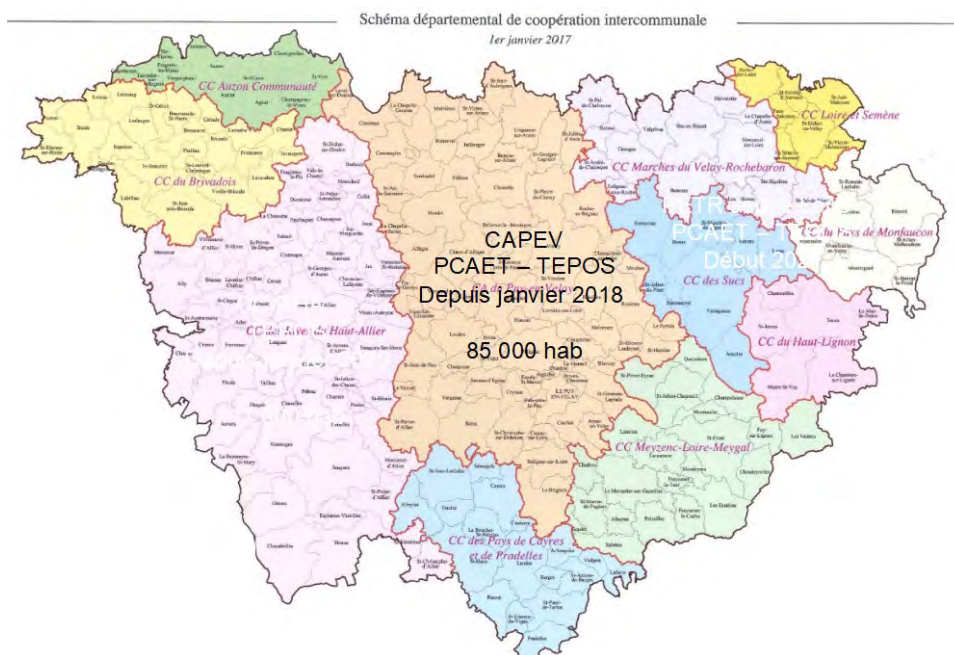
Parmi les recommandations faites par l'ACDF au focus rénovation énergétique des logements du parc privé, les enjeux pour les intercommunalités, il est indiqué de « **Mettre en cohérence les objectifs et les actions du PCAET et du PLH.** Les PLH abordent la question de l'amélioration du parc privé au travers de la lutte contre l'habitat indigne. De son côté, le PCAET privilégie une approche rénovation énergétique des logements : les deux documents doivent se joindre et leurs équipes mieux travailler ensemble. Les diagnostics des PCAET qui identifient les priorités de rénovation sur le territoire doivent être repris dans les PLH, le repérage du mal logement, les actions de caractérisation et de suivi des logements du parc privé, notamment des copropriétés fragilisées doivent se retrouver dans les PCAET. »

Les autres territoires PCAET- TEPOS

Parmi les autres démarches territoriales existantes concourant à la rénovation énergétique de l'habitat privé, 188 800 habitants soit 83% de la population altiligérienne sont couverts par des démarches de type PCAET / TEPOS.

PCAET : 3 collectivités obligées	<ul style="list-style-type: none"> • 1 PCAET en validation sur la CAPEV. • 5 PCAET prévus sur le PETR JL (dont la CCLS – CCMVR qui sont obligés)
TEPOS : 2 démarches en cours	<ul style="list-style-type: none"> • Sur la CAPEV – dernière année en cours • sur la CC RHA – de janvier 2020 à décembre 2022 • 1 démarche mutualisée sur 5 EPCI portée par le PETR JL

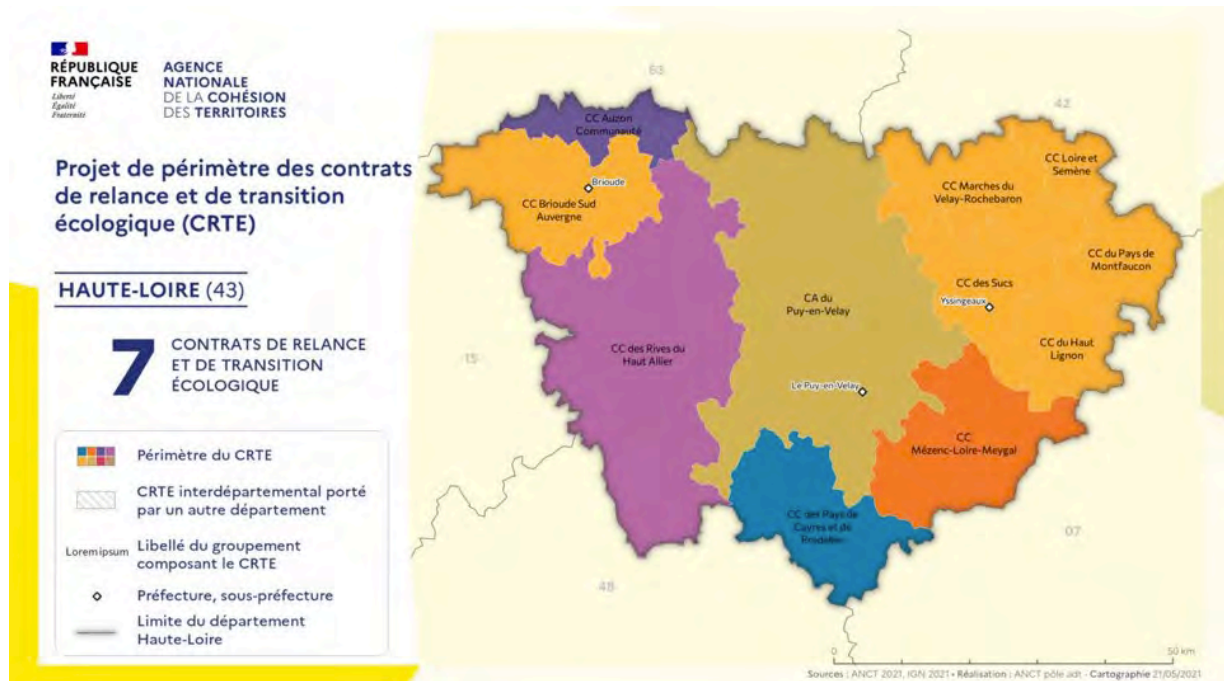
Les diagnostics réalisés dans le cadre de ces démarches montrent de manière conséquente les consommations énergétiques des bâtiments et les besoins de rénovation associés. La mise en place du SPPEH s'avère être une action incontournable dans la mise en œuvre des Plans Climat et des démarches TEPOS.



Une prise de conscience de la part des élus en matière d'énergie



A l'échelle communale, les élus sont d'ores et déjà sensibilisés et engagés pour agir sur le climat. En 2013, le Conseil Départemental a lancé un Plan Climat Energie Territoriale. Lorsque la loi Notre en 2015 est passée, il n'était plus obligatoire de se doter d'un plan énergie. Néanmoins les élus ont souhaité aller jusqu'au bout de la démarche. La volonté était de proposer des cofinancements aux ménages les plus précaires. Cette démarche, logique, a été limitée dans son impact. Distribuer des aides financières aux ménages n'était plus du champ de compétence départemental. De plus, aucune action n'a été conduite par le Département, limitant ainsi la captation des publics.



Les EPCI avec des projets d'OPAH

En ce qui concerne les opérations programmées en cours et à venir à ce jour, le département compte 2 OPAH localisées sur la CA du Puy-en-Velay et un PIG départemental.

A cela s'ajoutent plusieurs réflexions en cours pour la création de nouvelles OPAH en lien avec les démarches petites villes de demain. **Les EPCI qui ont des projets d'OPAH, à ce jour :**

- CC Auzon
- CC Brioude Sud Auvergne
- CC Rives du Haut Allier
- CC Pays Cayres-Pradelles
- CC Mézenc Loire Meygal
- CC Sucs
- CC Pays de Montfaucon
- CC Haut-Lignon

Les opérateurs

Les opérateurs en charge d'opérations programmées

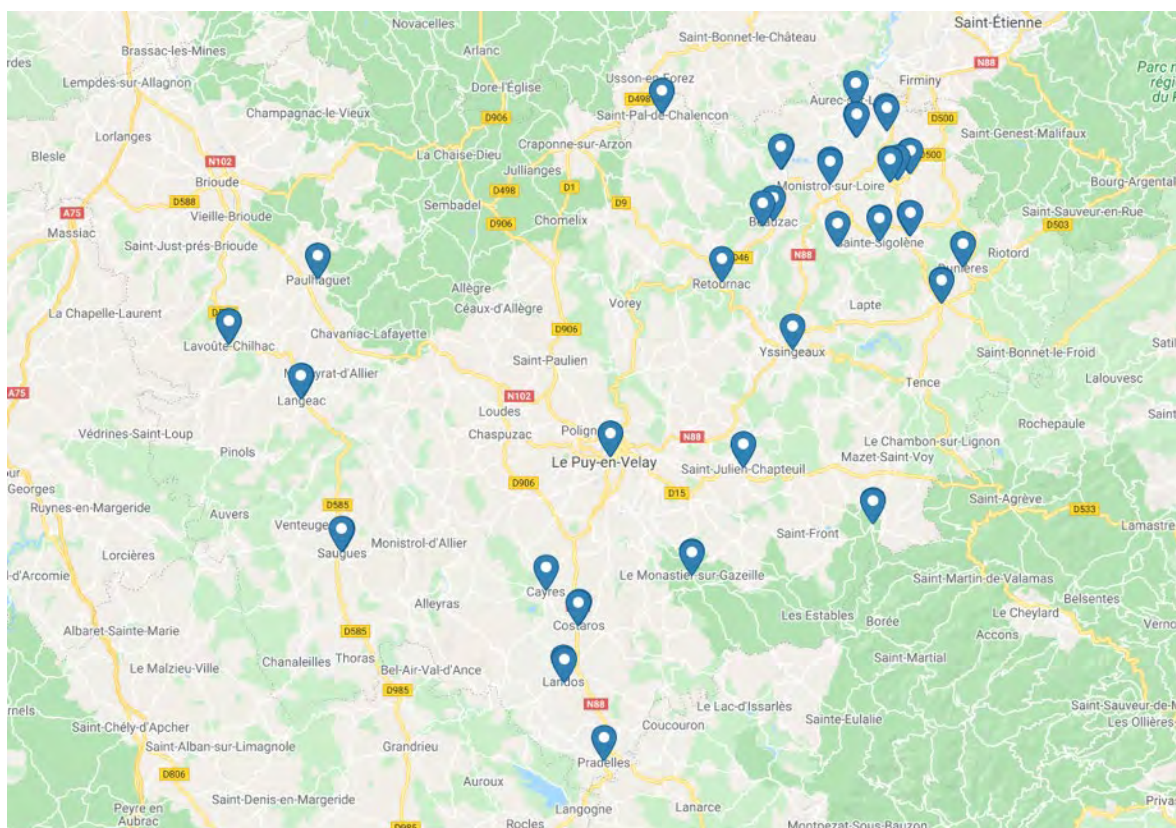
Soliha

SOLIHA Haute-Loire, Solidaires pour l'habitat, est une association loi 1901, mobilisée pour favoriser le maintien et l'accès dans l'habitat des personnes défavorisées, fragiles et vulnérables. Soliha est un partenaire privilégié des collectivités locales dans la mise en œuvre de leurs politiques d'intervention sur l'habitat privé.

Pour favoriser le maintien et l'accès dans l'habitat des personnes défavorisées, fragiles ou vulnérables, et proposer des solutions habitat innovantes aux collectivités, SOLIHA Haute-Loire déploie une approche globale et une expertise dans ses différents métiers :

- ✓ La conduite de projets de territoire
- ✓ La réhabilitation accompagnée au service des particuliers
- ✓ L'accompagnement social des personnes
- ✓ La production d'habitat d'insertion
- ✓ La gestion locative sociale

Soliha assure des permanences sur 24 communes du département afin de couvrir l'ensemble des besoins (cf. annexe liste des permanences de Soliha).



Les chiffres clés (source : <https://hauteloire.auvergnerhonealpes.soliha.fr/chiffres-cles/>)

- En 10 ans, 4500 ménages accompagnés dans leurs projets de réhabilitation
- Sur 9 communautés de communes : OPAH, Conventions habiter mieux, ou des partenaires institutionnels
- 45 millions d'euros de travaux en 10 ans réalisés par 2000 entreprises locales
- 250 logements indignes ou fortement dégradés réhabilités
- Plus d'une centaine de permanences dans les mairies

La structure a souffert d'une problématique de gestion et de personnel sur la dernière période. Après un an et demi de fonctionnement sans direction, il a été difficile de répondre dans des délais honorables. Elle accueille, depuis janvier 2021, un nouveau directeur.

L'équipe a été également agrandie avec le recrutement de trois équivalents temps plein : 1 assistante standard qui permet l'agrandissement des plages d'ouverture, 2 techniciens afin de réaliser les visites et conseils aux particuliers sur les travaux. L'objectif étant d'être plus présent et d'apporter une réponse plus rapide auprès des bénéficiaires.

A ses missions habituelles, Soliha est également sous-traitant pour la SPL du Velay dans le cadre de l'OPAH.

A ce titre, SOLIHA Haute-Loire réalise :

- ✓ Les visites et diagnostics thermiques pour les projets d'amélioration thermiques,
- ✓ Les visites et diagnostics pour les travaux d'adaptation à la perte d'autonomie
- ✓ Le dépôt des dossiers correspondants pour les propriétaires modestes et très modestes,
- ✓ Les diagnostics thermiques des projets locatifs,
- ✓ Le dépôt des dossiers aux caisses de retraite.

L'opération s'adresse aux propriétaires occupant leur logement, aux propriétaires qui louent un ou des biens, aux investisseurs, aux futurs propriétaires, aux copropriétés.

A l'échelle intercommunale, l'objectif est multiple :

- ✓ Améliorer et diversifier l'offre de logements locatifs,
- ✓ Lutter contre l'habitat vacant indigne ou dangereux,
- ✓ Améliorer la performance énergétique des bâtiments,
- ✓ Favoriser le maintien à domicile des personnes âgées.

En termes de partenariats, selon le rapport d'activité de Soliha de 2019, « Soliha poursuit et améliore son partenariat avec les entreprises, échangeant avec elles, mettant en avant leur savoir-faire local et accompagnant le public pour l'aider à financer les projets engagés avec les artisans. Soliha a d'ailleurs sollicité la CAPEB pour disposer d'une liste d'entreprises RGE par territoire. »

SPL du Velay

Dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH) lancées par l'agglomération fin juin 2019, la Société Publique Locale (SPL) du Velay a signé une convention d'animation avec la CAPEV pour animer l'OPAH sur l'agglomération.

Pour cela, la SPL tient des permanences pour répondre aux différentes questions des particuliers qui souhaitent rénover leur logement et qui s'interrogent sur leur projet et les aides financières disponibles. D'autres moyens de communication sont mis en place tels que la diffusion de plaquettes d'informations auprès des professionnels (notaires), articles dans la presse locale, mailing, etc.

Elle oriente les particuliers qui la sollicitent pour monter des opérations de financement auprès de l'ANAH. Les ménages accompagnés sont des propriétaires occupants et bailleurs.

Les autres acteurs agréés ANAH

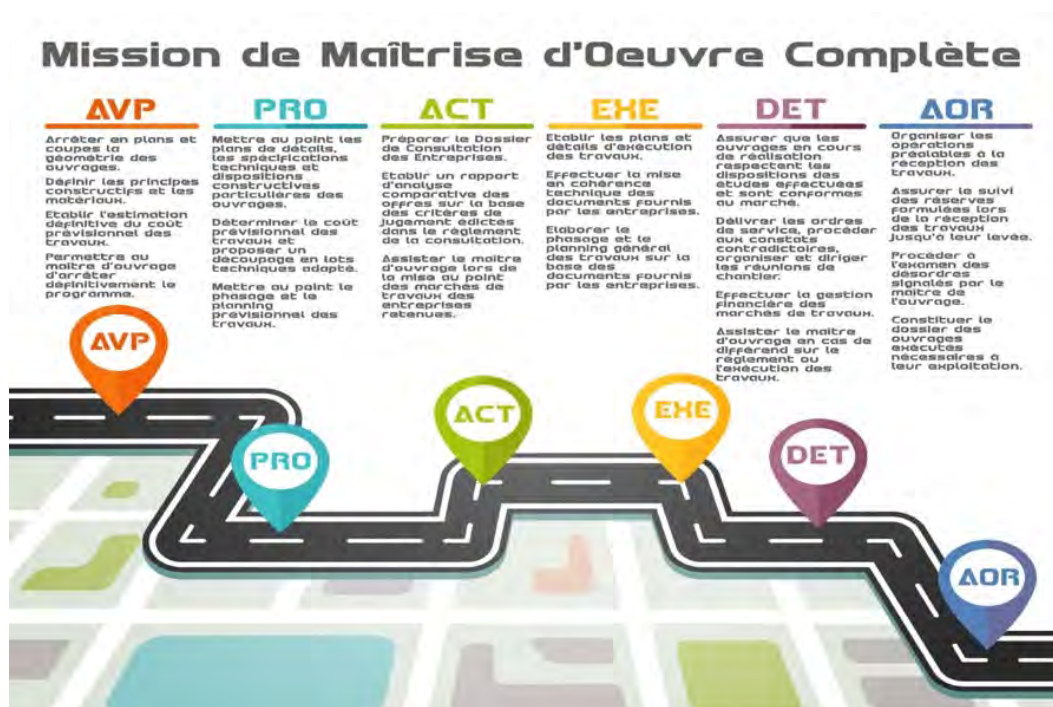
NDE RENOV

NDE Rénov est une entreprise qui a pour rôles :

- Mettre l'habilitation au cœur du projet en proposant des éléments techniques spécifiques pour chaque habitation;
- Apporter une vision globale en termes de rénovation énergétique : définir le besoin de chaque propriétaire afin de définir les bouquets de travaux adéquats pour réduire les factures énergétiques, valoriser le bien et avoir un meilleur confort ;
- Aider les personnes à monter les dossiers des aides financières et les entreprises RGE;
- Assister les particuliers durant la phase de chantier.

Les missions de NDE Rénov sont ainsi :

- **La réalisation d'audits énergétiques** qui se décomposent comme tel : budgétisation des travaux, calcul des aides financières et estimation des économies d'énergie. A l'issue de chaque audit, 4 scénarii de travaux sont proposés : économique, intermédiaire, complet, équivalence rénovation BBC. Chaque scénario fait l'objet d'une proposition de bouquets de travaux en fonction des différents objectifs.
- **La mission de maîtrise d'œuvre** qui permet d'assister le ménage tout au long de son projet de rénovation énergétique : définition du projet (mission AVP-PRO), consultation des entreprises (missions ACT-EXE), démarches administratives, suivi de chantier (mission DET), réception des travaux (mission AOR).



Les clients de NDE RENOV sont principalement des propriétaires occupants.

URBANIS

Urbanis est un opérateur privé au service de l'intérêt public depuis 1979. Urbanis élabore et anime des opérations de requalification de l'habitat privé en France Métropolitaine. La structure regroupe près de 400 intervenants répartis dans 12 agences régionales. Urbanis a pour missions :

- **Réaliser des études habitat et conseiller les acteurs publics** : élaboration des politiques publiques de l'habitat, réalisation d'études pré-opérationnelles, conseil et expertise en habitat privé.
- **Requalifier et adapter l'habitat ancien** : conduite d'opérations à caractère incitatif, conduites d'opérations complexes en quartiers, conduite d'opérations d'aménagement.
- **Redresser les copropriétés fragiles ou dégradées** : mise en place d'outils de veille et d'observation, conduite d'opérations de prévention, conduite d'opérations de redressement, recyclage foncier ou immobilier de grandes copropriétés.
- **Accompagner les projets de rénovation énergétique de l'habitat privé** : missions sous maîtrise d'ouvrage publique, missions sous maîtrise d'ouvrage privée.

L'antenne correspondant au domaine d'intervention de la Haute-Loire est localisée à Clermont-Ferrand.

Urbanis a assuré l'animation d'une OPAH pendant 10 dix ans sur le territoire d'Auzon Communauté. Il s'agissait d'une OPAH d'une durée de trois ans initialement qui a été prorogée et achevée au 31/10/2020. Urbanis n'a pas identifié de freins particuliers dans le cadre de la mise en œuvre de cette OPAH, les objectifs ont toujours été atteints, les propriétaires étaient facilement mobilisés, les élus étaient très moteurs sur ce territoire.

L'opérateur intervient également dans le diffus sur les territoires qui ne disposent pas de PIG ou d'OPAH. Les interventions se déroulent sur la base d'un contrat AMO entre Urbanis et le propriétaire.

AREV

L'AREV est une structure composée d'une personne compétente en audits énergétiques. En termes de clientèle, elle s'occupe essentiellement du client particulier en milieu rural et traite 200 dossiers en moyenne par an.

En termes de collaboration, la structure a signé une convention de partenariat avec la CAPEB ainsi qu'AVIA dans le cadre des certificats d'énergie. La signature d'une convention entre la CAPEB et l'AREV avait deux objectifs : promouvoir les aides en milieu rural et promouvoir le tissu artisanal local dans un contexte où certaines entreprises extérieures au département réalisaient des travaux sur le territoire de la Haute-Loire.

Extrait du bilan 2020 (volet qualitatif) du Conseil Départemental de la Haute-Loire

- **Le partenariat établi avec les 5 opérateurs** (SOLIHA Haute-Loire, SPL du Velay, URBANIS, 360 Habitat, NDE Rénov) **reste constant et positif, avec un bon niveau de dialogue et d'échanges.** En 2020, les 2 réunions annuelles prévues dans la charte d'animation, ont pu se maintenir malgré la crise sanitaire.
- Ces temps d'échanges permettent de réaffirmer les attentes de l'agence et de partager les interrogations des partenaires rencontrées dans ce travail important auprès des propriétaires souvent fragiles (personnes âgées et public précaire).

- Les délais d’instruction des dossiers ont été notablement améliorés par la mise en place du service en ligne à compter du mois de juin 2018. Actuellement, le taux de dématérialisation des demandes s’élève à 92,6 % (moyenne nationale : 87,9%). Les délais moyens d’engagement et de paiement sont respectivement de 38 et 23 jours (moyennes nationales : 45 et 23).
- La délégation a fait preuve de « souplesse » et a accepté des dossiers « papier » pour des demandes bloquées sur le service en ligne. Les « exclus » du numérique ont été pris en charge par les opérateurs.
- Une proportion très importante (+80%) des dossiers est déposée par SOLIHA (soit en AMO, soit en tant qu’opérateur sur les OPAH de la CAPEV ou de la Ville du PUY).
- Les difficultés rencontrées par cette structure (départ en retraite de son directeur et difficultés de recrutement de son successeur, absences prolongées de personnels) ont généré des délais anormalement longs de traitement des demandes et inévitablement eu des répercussions sur le niveau d’activité de l’agence. Néanmoins, malgré ces obstacles conjugués aux effets de la crise sanitaire, force est de constater que les objectifs ont été globalement atteints.

En termes de partenariats également, **un travail d’information entre les agences immobilières et la SPL du Velay a été instauré de manière informelle**. Les agences immobilières sollicitent la SPL du Velay pour savoir s’il est possible d’avoir des financements avec des copropriétés ou des particuliers qui voudraient une aide financière sur la nature des travaux.

Les autres opérateurs



Le département voit apparaître de plus en plus de structures qui se créent sur la période récente pour monter les dossiers d’aides CEE / MPR : Miss Marple, C2V éco énergie, Cohéco... Néanmoins certaines de ces structures ne maîtrisent pas les aides locales, ANAH, OPAH, PIG. La multiplication de ces petits acteurs, très éparpillés, ne favorisent pas la connaissance de l’EIE / Maison de l’habitat.

Certains distributeurs d’énergie et artisans proposent également de monter les dossiers des particuliers et font l’avance des aides, le client ne paye que le reste à charge et le professionnel se rémunère sur les aides récoltées.

Soliha a mis en place un partenariat avec Sonergia (société implantée à Marseille et spécialisée dans la collecte des CEE). Ce partenariat a été mis en place en 2017, Soliha 43 était ainsi précurseur puisque les autres départements n’avaient pas encore réalisé cette démarche en amont de la création de MPR. La structure a un bon recul et souhaite mettre en place un second partenariat avec une entreprise locale.

Parmi les difficultés remontées l’aspect administratif est perçu comme un frein. En effet, certains devis sont refusés pour des raisons de sémantiques (un terme est employé par un artisan sur un devis tandis qu’il est refusé par Sonergia) ralentissant ainsi les procédures, les financements et la réalisation des travaux.

Les professionnels

La Confédération de l’Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment - CAPEB

La CAPEB, Confédération de l’Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment, est le syndicat patronal représentant l’artisanat du bâtiment. **La CAPEB prépare les entreprises du bâtiment aux enjeux de la**

transition énergétique et numérique, en proposant des formations, des réunions techniques et le label ECO Artisan.

Au sein de la CAPEB départementale, les différents métiers du bâtiment sont représentés par des sections professionnelles. Ces sections professionnelles :

- assurent une mission d'information et d'animation auprès des artisans locaux d'un même métier,
- organisent régulièrement des réunions d'information et de sensibilisation sur les grandes questions techniques et professionnelles qui peuvent avoir un impact sur l'exercice de votre métier.

La CAPEB représente 460 entreprises du bâtiment sur le département, soit 1/3 des entreprises présentes sur le territoire.

La CAPEB contribue ainsi à la connaissance des dispositifs de performance énergétique auprès des artisans. Parmi les informations diffusées, on peut y trouver les exemples ci-dessous :

- Article du 26 juillet 2021 diffusé sur leur site interne (réservé exclusivement aux adhérents) : « Travaux de rénovation énergétique : connaissez-vous toutes les aides financières ? Dans le cadre de travaux de rénovation, vos clients peuvent, dans certaines conditions, bénéficier de différentes aides financières (TVA à 5,5%, CEE, Ma Prime Rénov'...). Afin de mieux conseiller les clients des artisans, la CAPEB a mis à disposition des tableaux résumant les principales aides aux travaux et leurs cumuls. »
- La CAPEB a également publié le guide des bonnes pratiques des professionnels (devis et factures MaPrimeRénov') rédigé par l'ANAH. Ce document s'adresse exclusivement aux professionnels intervenant dans des dossiers MaPrimeRénov', en tant que mandataires ou entreprises de travaux. Il a vocation à les aider à fournir les pièces justificatives conformes aux attentes de l'Anah et ainsi fluidifier l'instruction des dossiers. Il est constitué de deux parties : un mémo pour l'établissement de devis suivi d'un deuxième mémo pour l'établissement de factures. Toutes les mentions obligatoires par type de travaux y sont rappelées ainsi que les bonnes pratiques à adopter sur l'affichage des aides MaPrimeRénov' sur le devis, le délai de rétractation et les points de vigilance concernant les travaux d'isolation et la dépose de cuve à fioul, mais aussi les cas où les travaux sont réalisés en sous-traitance. Le guide comporte, une annexe de 10 pages listant les travaux induits les plus courants.

De plus, en pratique, la CAPEB a mis en place un assistant à maitre d'ouvrage pour ce qui relève de la rénovation énergétique soumise à des aides. Il accompagne les artisans dans le montage des dossiers C2E et MaPrimeRénov. Il accompagne en moyenne 200 dossiers par an.

Les personnes âgées sont le public le plus représenté parmi les bénéficiaires d'aides financières. Ces ménages ont rarement internet ou une adresse mail, l'assistant à maitrise d'ouvrage accompagne les dossiers de A à Z.



Les 4 difficultés remontées : l'augmentation des prix, la non-disponibilité des matériaux, la longueur administrative du remboursement de MaPrimeRénov et des C2E, la difficulté de recrutement dans le domaine du bâtiment. **Ces 4 contraintes provoquent l'abandon de la qualification RGE des artisans qui préfèrent perdre le label afin de s'abolir des contraintes jugées trop importantes par rapport aux gains obtenus.**

La Fédération Française du Bâtiment - FFB

La Fédération soutient des artisans et entrepreneurs du bâtiment et des travaux publics. Elle intervient de différentes manières :

- Par des réponses précises aux questions et demandes d'informations : social, emploi, formation, juridique, technique, fiscal;
- Par des interventions auprès des Pouvoirs publics et partenaires : Préfecture, Services de l'Etat, Conseil Départemental, Mairies, Organismes constructeurs, Parlementaires, relations avec les partenaires de la construction : architectes, économistes,
- Par l'animation de la vie professionnelle : réunions d'informations, Groupe de Femmes, réunions professionnelles.

Les missions de la FFB sont les suivantes :

- Rassembler les adhérents pour qu'ils expriment leurs problèmes et que la Fédération puisse mieux les prendre en compte et trouver les solutions.
- Mettre à disposition des adhérents l'information et la documentation nécessaires à la gestion de l'entreprise.
- Représenter les adhérents et la Profession en général auprès des instances officielles de Haute-Loire dans le domaine politique, administratif, économique et social
- Défendre les intérêts généraux de la Profession du BTP

La FFB représente 450 entreprises sur le département, dont 250 labellisées RGE environ.

La FFB souligne les mêmes problématiques remontées par la CAPEB : difficultés de recrutements, obtenir les matériaux dans des délais raisonnables, l'inflation sur certains matériaux.

Les autres acteurs accueillant du public

L'ADIL interdépartementale 42/43

L'élaboration du PDH a également conduit à la création d'une ADIL interdépartementale 42/43 effective depuis le 1^{er} janvier 2021.

Celle-ci intervient sur un domaine de compétence est bien défini : informer gratuitement et en toute neutralité le public sur le logement dans ses aspects juridiques, fiscaux et financiers. L'ADIL est également au service de ses membres en mettant à leur disposition ses capacités d'analyse, de veille et d'expertise.

Le projet de création d'une ADIL interdépartementale permet à la Haute-Loire de bénéficier des services de l'ADIL et notamment :

- **Un accueil physique sur le territoire pour assurer l'information et le conseil auprès des ménages (lieu et modalités à définir) ;**

- **Un service téléphonique mutualisé entre les deux départements**, avec une formation des conseillers à la connaissance des aides locales, des dispositifs et des partenaires des deux départements ;
- **Un apport d'expertise aux membres et partenaires** (en particulier au niveau de la lutte contre l'habitat indigne).



La mise en place d'une ADIL interdépartementale renforce les coopérations avec le département limitrophe. La Loire a d'ores et déjà répondu à l'AMI de la Région pour le déploiement de son SPPEH. Ainsi, le département de la Haute-Loire peut bénéficier de l'expérience de son voisin.

MFS / MSAP

Le département dispose de 5 Espaces France Services, 1 Maison de Service Au Public (MSAP) et 5 points relais CAF.

3 Maisons France Service disposent d'agents d'accueil formés « rénovation énergétique de l'habitat » depuis décembre 2019.

CAF

La CAF dispose de trois lieux d'accueil localisés au Puy-en-Velay, à Brioude et Monistrol-sur-Loire. Elle peut également s'appuyer sur les espaces France services, la maison de service au public et les points relais CAF. Ces lieux d'accueil partenaires assurent une présence de proximité sur l'ensemble du département.

Les agents chargés d'accueil, formés par la CAF, informent sur les prestations, conseillent et accompagnent les publics dans l'utilisation des services en ligne sur le site caf.fr. Des ordinateurs en libre-accès sont mis à disposition des usagers.

En termes d'aides financières individuelles en matière d'accompagnement à la réhabilitation des logements, la CAF délivre le PAH (prêt à l'amélioration de l'habitat). Il est destiné à la prise en charge des travaux de réparation, d'amélioration, d'assainissement ou d'isolation thermique d'une résidence principale.

En 2020, 9 prêts légaux ont été accordés pour un montant de 7 394€. En complément, la CAF de la Haute-Loire peut accorder, sous condition de ressources, un Prêt social à l'amélioration de l'habitat (PAH social) destiné à l'amélioration des conditions de logement. En 2020, 1 allocataire en a bénéficié pour un montant de 2000 €.

Aujourd'hui, en termes de partenariats, la CAF travaille en lien avec Soliha dans le cadre de constats d'indépendance. Il s'agit d'une porte d'entrée pour l'opérateur qui informe et accompagne les propriétaires dans la réalisation des travaux de rénovation.



Action logement

Sous l'impulsion nationale, Action Logement a diversifié et renforcé ses actions sur les territoires. Son nouveau PIV (Plan d'investissement volontaire) s'articule ainsi autour de sept mesures concrètes :

- Subventions aux propriétaires bailleurs et occupants pour la rénovation énergétique des logements,
- Prime à la mobilité au bénéfice des salariés en vue d'accompagner un rapprochement entre leur logement et leur lieu de travail,
- Subventions aux travaux d'adaptation au vieillissement de logements privés et création d'une foncière dédiée à la rénovation des EHPAD publics et non lucratifs et au soutien de leurs gestionnaires,
- Création d'une foncière pour transformer des bâtiments de bureaux et locaux vides en logements sociaux et intermédiaires en zone tendue,
- Investissements massifs au profit du logement dans les territoires ultra-marins prenant en compte leurs contraintes spécifiques,
- Fonds propres pour soutenir la croissance de l'offre de logements sociaux et intermédiaires de qualité adaptée aux besoins de chacun, et accompagner le mouvement HLM dans son effort de restructuration,
- Financement de la lutte contre l'habitat dégradé voire indigne où vivent de nombreux salariés, et démolition des logements sociaux obsolètes dans les zones détendues.

En Haute-Loire, 4 de ces orientations ont été identifiées comme prioritaires :

- Rénovation énergétique,
- Aide à la mobilité des salariés,
- Adaptation du logement au vieillissement,
- Financement des démolitions de logements locatifs sociaux qui ne répondent plus à la demande.

Le CAUE

En Haute-Loire, le CAUE a été créé le 8 février 1980 (statuts déposés en Préfecture). Ils ont pour vocation de promouvoir la qualité des projets de construction, d'aménagement d'espaces publics, la préservation des paysages, la sauvegarde et la valorisation du patrimoine bâti. Ceci au travers de conseils, d'actions de sensibilisation ou de formations spécifiques. Les CAUE ont pour missions principales de :

- Conseiller les particuliers et les collectivités territoriales
- Former les élus et les professionnels
- Informer et sensibiliser le grand public.

TRANSVERSALITE ET COOPERATIONS DEJA CONSTATEES

Des coopérations aujourd'hui ponctuelles et peu formalisées

Hormis les modalités de conventionnement classique entre collectivités et opérateurs agréés dans le cadre des dispositifs d'amélioration de l'habitat type OPAH, PIG, les modalités de coopérations sont peu développées entre les différents acteurs énoncés précédemment.

En effet, les échanges se limiteraient à la transmission d'informations entre opérateurs et autres professionnels tandis que les instances ou les conventions de partenariats sont quasi inexistantes (cf. tableau ci-dessous).

Modalités de coopérations constatées entre opérateurs et autres acteurs (liste non exhaustive)	Collectivités	Professionnels du bâtiment (CAPEB, FFB, artisans)	Professionnels de l'immobilier (agences)	Professionnels de la transaction (banques, notaires)
Opérateurs	Les opérateurs agréés interviennent directement sur l'animation des dispositifs (PIG, OPAH) et participent aux CLAH.	<p>Initiations de réunions et d'informations de la part des opérateurs auprès des artisans de la CAPEB et envoi de courriers : peu de retours</p> <p>Absence de collaboration avec les architectes</p> <p>Sollicitation de la CAPEB de la part des opérateurs agréés pour disposer d'une liste d'entreprises RGE</p> <p>Signature d'une convention entre l'AREV et CAPEB</p>	<p>Peu de maîtrise des dispositifs d'aide à la rénovation énergétiques du côté des agences immobilières, un besoin d'être renseignées et formées</p> <p>Transmission d'information de manière informelle de la part des opérateurs sur l'existence des aides</p>	Distribution de plaquettes d'informations auprès des notaires

Ce fonctionnement génère des inégalités de traitements pour les particuliers qui se trouvent pénalisés dans leurs démarches et rencontrent des difficultés pour obtenir la bonne information au bon endroit. La transversalité est ainsi un enjeu fortement identifié à l'issu des entretiens réalisés au cours de l'élaboration de ce diagnostic.

CAPACITE DES ACTIONS ET DISPOSITIFS EN COURS A REpondre A L'ENJEU DE PERFORMANCE ENERGETIQUE

De acteurs et savoir-faire bien présents mais une absence de structuration et de coordination de ce réseau

Le département de la Haute-Loire dispose de savoirs faire reconnus en matière de performance énergétique. En effet, l'ensemble des domaines qui concourent à la performance énergétique est présent sur le territoire : plusieurs opérateurs agréés ANAH auxquels s'ajoutent des opérateurs non agréés jouant un rôle complémentaire sur le volet MPR/CEE, des structures qui participent activement à la transmission d'information auprès des ménages, ou encore des professionnels et artisans reconnus pour leurs compétences.

Néanmoins, ce réseau manque à ce jour de structuration (les acteurs coopèrent peu entre eux, le niveau de service et d'information varie d'un acteur à l'autre, etc.), ce qui ne **favorise pas la lisibilité des dispositifs pour les usagers ni leur équité de traitement.**

Les conséquences sont importantes puisqu'en termes de travaux réalisés par exemple, on constate une absence d'approche globale qui souligne la nécessité de mettre en place un assistant à maîtrise d'ouvrage, de valoriser les parcours de rénovation, les visites sur site, etc. Mais là n'est pas la seule difficulté : absence d'harmonisation des discours auprès des ménages, hétérogénéité des pratiques en termes d'accompagnement, absence d'homogénéité en matière de diffusion de l'information sur l'ensemble des territoires, etc. **L'animation de ce réseau à l'échelle du département est perçue comme indispensable.**

La structuration du réseau de professionnels est une mission essentielle pour réussir la montée en charge de la rénovation énergétique des logements. Elle peut s'appuyer sur un dispositif tel que Dorémi ou par des partenariats avec les fédérations professionnelles. Structures d'information et d'accompagnement, artisans, banques, magasins de bricolage, centres communaux ou intercommunaux d'action sociale, de nombreux partenariats peuvent être établis au niveau local pour améliorer le parcours de rénovation énergétique des logements.

Par ailleurs, certains partenaires sont encore peu mobilisés tels que les banques (Crédit Agricole très investi dans le département voisin de la Loire), agences immobilières, associations contre le mal-logement, notaires, etc.

Un enjeu d'adaptation aux spécificités géographiques

La maison de l'habitat située au Puy-en-Velay a été identifiée comme un outil incontournable qui pourra contribuer au déploiement du SPPEH et offrir une plus grande lisibilité pour les ménages en proposant une porte d'entrée unique.

Pour autant, compte tenu de la géographie départementale, une présence physique sur d'autres communes apparaît indispensable pour aller vers les usagers. **Le SPPEH aura pour enjeu de garantir une bonne diffusion sur l'ensemble du périmètre. Cette bonne diffusion dépendra de la capacité à mobiliser les territoires notamment ceux peu dotés en politique de l'habitat.** Ainsi parmi les enjeux,

celui de convaincre les petites communautés de communes qui n'ont pas forcément l'habitude de travailler sur le volet habitat a été identifié. Les territoires qui nécessiteront d'être approchés par le département sont également les secteurs ruraux qui disposent de peu de lieu d'accueil ainsi que les zones sur lesquelles la barrière numérique peut constituer un frein dans les démarches des particuliers.

Le département pourra s'appuyer sur les lieux existants tels que les maisons France services ou les autres lieux d'accueils adressés aux publics.

III. CONCLUSIONS DU DIAGNOSTIC ET CHOIX STRATEGIQUES

CONCLUSIONS DU DIAGNOSTIC STRATEGIQUE

FORCES	FAIBLESSES
<ul style="list-style-type: none"> • La couverture départementale du SPPEH • La montée en puissance du département qui se traduit notamment par le renforcement du service habitat au sein du Conseil Départemental • La création d'une maison de l'habitat et l'intégration des techniciens de l'ex EIE au sein du service Habitat • Des outils déjà mis en œuvre dans l'amélioration de l'habitat privé : 2 OPAH, 1 PIG • De nombreux opérateurs et des savoirs faïences locaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Le nombre important d'EPCI (11) et leur faible implication sur la thématique de l'habitat • La ruralité du territoire qui nécessite un bon maillage territorial pour aller vers le public et offrir un service public accessible à tous • Un manque de lisibilité des aides et dispositifs qui évoluent régulièrement • Un service qui doit davantage être identifié par l'ensemble des partenaires et des modalités de coopération à imaginer • Un fonctionnement territorial qui doit encore se consolider suite à l'année 2020 marquée par les changements locaux (DAP, maison de l'habitat, ADIL interdépartementale, etc.) et nationaux (COVID19, MPR, etc.)
OPPORTUNITES	MENACES
<ul style="list-style-type: none"> • La politique nationale qui permet la massification de la dynamique en matière de rénovation (qui néanmoins peut également représenter une menace par une politique « du chiffre ») • La réglementation DPE qui contraindra les propriétaires bailleurs à réaliser des travaux afin de louer leurs biens • La présence de nombreuses entreprises du bâtiment qui couvre l'ensemble du territoire • La demande et les sollicitations en hausse en matière de travaux énergétiques sur la période récente • Une offre en termes d'entreprises reconnues de qualité suffisamment diffuse qui permet de desservir l'ensemble du territoire • Le développement des opérations programmées en lien avec les démarches petites villes de demain • La structuration du réseau des MSAP inscrite au SDAASAP pourra également constituer un levier dans l'égalité de l'offre de services à la population. 	<ul style="list-style-type: none"> • La multiplicité des démarchages abusifs rendant les propriétaires plus scrupuleux dans la réalisation de travaux de performance énergétique • L'absence d'approche globale des professionnels du bâtiment dans la réalisation des travaux énergétiques • Le manque de connaissance et d'engouement de la part des propriétaires lorsqu'il est proposé de réaliser un audit énergétique permettant de concrétiser une approche globale de travaux • L'hétérogénéité en matière de couverture numérique. En effet, la persistance de zones blanches affecte l'attractivité du territoire et ne facilite pas les démarches des ménages les plus modestes ou âgés. Néanmoins la lutte contre la fracture numérique constitue une action au schéma d'accessibilité des services aux publics et tend à favoriser l'implantation de points numériques au sein de lieux clés en maillant le territoire.

CIBLES VISEES PAR LE SPPEH

Rappel du choix stratégique de la cible : La demande

- **Ensemble des demandes de la population** du département de la Haute-Loire
 - **Propriétaires primo-accédants** qui viennent s'installer sur le territoire
 - **Propriétaires depuis plusieurs années** : modestes et très modestes
 - **Propriétaires bailleurs** : qui sont aujourd'hui plus difficile à capter mais qui demain devront respecter les nouvelles obligations lorsqu'ils souhaiteront louer leurs bien (fin d'autorisation de louer lorsque l'étiquette DPE est de F, G, E d'ici 2030).
- **Produits résidentiels**
 - Maisons anciennes
 - Appartements
- **Petit tertiaire privé**
 - Une connaissance à affiner

Rappel du choix stratégique de la cible : l'offre

- Se baser sur le fonctionnement existant
- Renforcer les partenariats avec les professionnels compétents

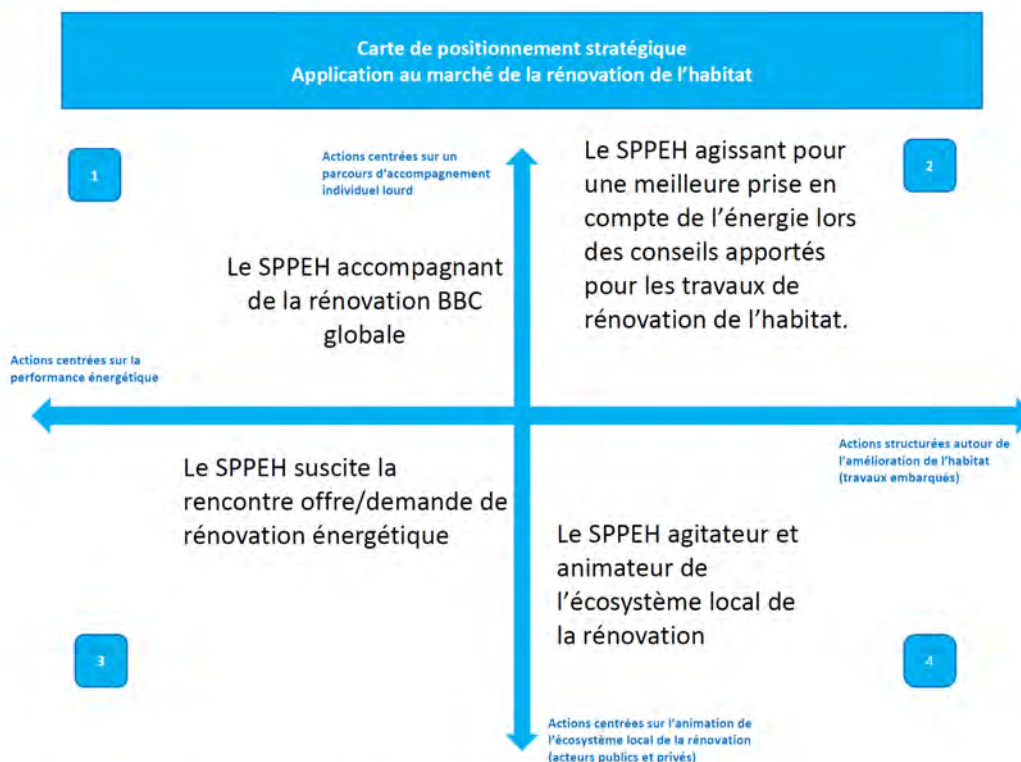
OBJECTIFS

Au regard des enjeux identifiés dans la phase diagnostic, des bilans d'activité de différents opérateurs (ex espace info énergie, Soliha principal opérateur Anah) ou dispositifs (Habiter Mieux, Ma prim'réno) et de benchmark auprès d'autres territoires, un volume d'actes prévisionnel a été défini comme suit :

	2021	2022	2023	Total 2 ans
Contacts		4000	4000	8000
Conseils		3000	3000	6000
Audits MI		30	30	60
Audits copro		1	1	2
Accompagnements MI		500	500	1000
Accompagnements Copro		10	10	20
Accompagnements suivis BBC MI		20	20	40
Accompagnements suivis BBC Copro		3	3	6
MOE MI				
MOE Copro				
Infos petit tertiaire		30	30	60
Conseils petit tertiaire		15	15	30
Total actes		7609	7609	15218

IV. GOUVERNANCE ET ORGANIGRAMME

POSITIONNEMENT STRATEGIQUE DU SPPEH



Réalisé à partir du document - Positionnement des PTRE - Viviane Hamon Conseil©

Au regard des éléments du diagnostic, du contexte territorial et des objectifs partagés avec l'ensemble de parties prenantes, les orientations stratégiques du SPPEH ailligérien peuvent être définies comme suit :

- Mettre en place, dans une démarche de co-construction et de montée en puissance progressive, un service départemental simple et lisible permettant de proposer à tout porteur de projet de rénovation énergétique une information, un conseil, un accompagnement si besoin de manière neutre et indépendante ;
- Enclencher des dynamiques de mobilisation et de partenariat au sein de l'écosystème local de la rénovation (professionnels, partenaires financiers et institutionnels...) pour répondre aux enjeux énergétiques (enjeux quantitatifs et qualitatifs) ;
- Susciter la demande en mettant en place une stratégie de communication et d'attractivité.

PLACE DU SPPEH SUR SON TERRITOIRE (LIEN AUX PARTENAIRES CLES)

Compte tenu des spécificités du territoire, le Département a été rapidement identifié comme l'échelon le plus pertinent pour le portage du SPPEH. L'Assemblée départementale a approuvé ce positionnement en date du 30 novembre 2020, en lien avec sa nouvelle politique de l'habitat, prise de délégation des aides à la pierre et création de la Maison départementale de l'habitat notamment. Dans le cadre de la préparation de la candidature à l'AMI de la Région, l'ensemble des EPCI du territoire ont

renouvelé leur accord pour ce portage, accord matérialisé soit par des courriers de soutien, soit des délibérations joints au présent dossier de candidature.

Le Département est par ailleurs positionné sur la mise en œuvre opérationnelle des 5 axes du SPPEH. Il assurera cette mission en régie interne au sein de son service habitat en s'appuyant le cas échéant sur des opérateurs conventionnés. Il percevra à ce titre l'intégralité des financements SARE et de l'AMI.

Les EPCI du territoire participeront au financement du dispositif à hauteur de 0,15 cts par an et par habitant, le solde du financement du bloc local étant apporté par le Département via les 2 postes de conseillers créés en 2021 en préfiguration du SPPEH. Les collectivités territoriales seront partie prenantes de la gouvernance stratégique et technique du dispositif. Elles contribueront aux actions de promotion et de communication sur le dispositif et faciliteront son déploiement territorial. Ces engagements seront formalisés par convention entre le Département et les EPCI.

Les articulations avec les collectivités porteuses d'OPAH et d'OPAH-RU et leurs opérateurs sont également prévues. Actuellement seule la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay est concernée mais plusieurs EPCI devraient lancer en 2022 des études pré-opérationnelles d'OPAH ou d'OPAH-RU dans le cadre du programme Petites villes de demain. Une complémentarité avec les acteurs tels que l'ADIL interdépartementale sera également recherchée.

La définition et la mise en œuvre de ces articulations et de ces complémentarités seront facilitées dans le cadre de la Maison départementale de l'habitat (MDH) qui regroupe déjà dans les mêmes locaux le service habitat du Département et l'ADIL interdépartementale. La plate-forme d'accueil de la MDH constituera la porte d'entrée du dispositif.

INSTANCES DE GOUVERNANCE DU SPPEH

Assez classiquement, la gouvernance du SPPEH reposera sur 2 instances : un comité de pilotage et un comité technique.

Le comité de pilotage dont le rôle est de suivre la mise en œuvre du SPPEH et de définir ses orientations, se réunirait une fois par an sous la présidence du Département. Il serait composé du Département, des 11 EPCI du territoire, de la Région, de l'Etat et de l'ADEME. Il associerait également l'ensemble des acteurs de la rénovation énergétique : professionnels du bâtiment, professionnels de l'immobilier, chambres consulaires, opérateurs et associations ayant un intérêt sur la thématique.

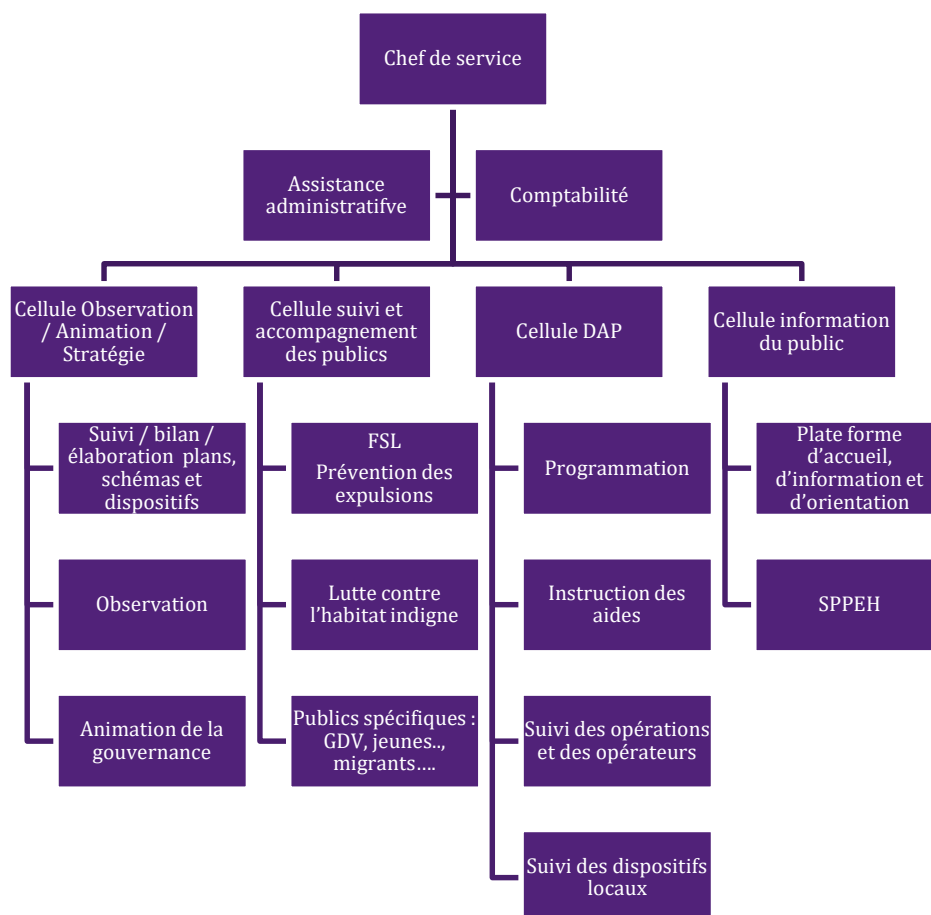
Le comité technique a vocation à se réunir plus régulièrement, au moins 2 à 3 fois par an pour assurer le suivi de la mise en œuvre opérationnelle du SPPEH et préparer la réunion du Copil ou de toute autre instance de travail qui pourrait s'avérer nécessaire (groupes de travail par exemple). Il serait composé des services techniques du Département, des EPCI, de la Région, de l'Etat et de l'ADEME. Ce comité technique pourrait avoir une composition élargie en fonction des sujets à traiter mais aussi un noyau plus resserré notamment dans un 1^{er} temps et en phase de démarrage. Ce noyau dur composé des techniciens des administrations locales du Département, des EPCI et de l'Etat pourrait ainsi suivre l'évolution de la montée en puissance du SPPEH et identifier les difficultés rencontrées, rechercher des solutions, ajuster des fonctionnements mais aussi partager les avancées et les réussites.

En fonction de l'évolution du service et des besoins d'autres réunions ou instances pourront être mises en place notamment dans le cadre de l'animation du réseau.

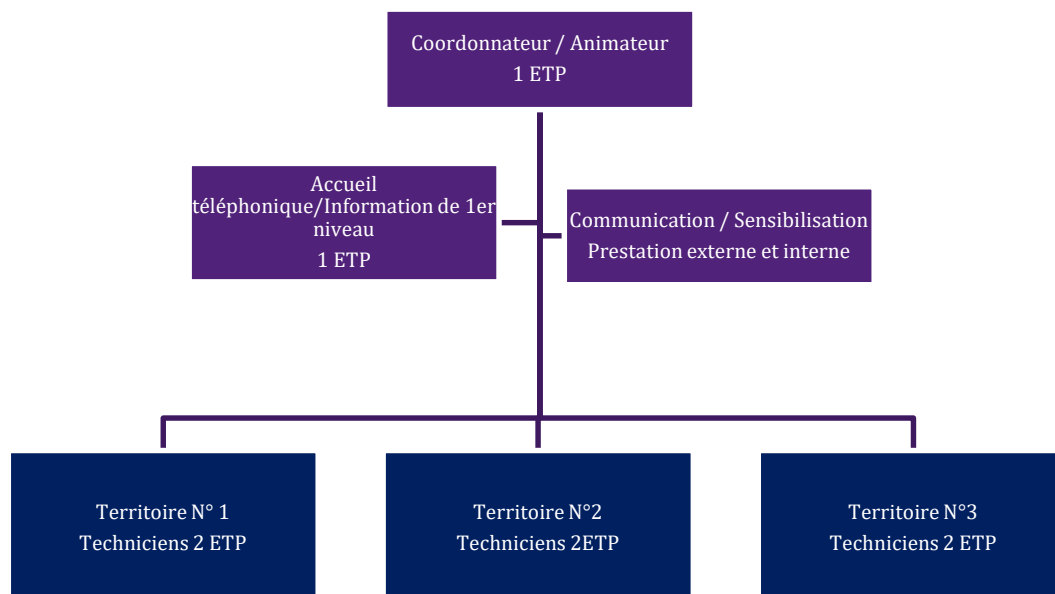
ORGANIGRAMME ET ORGANISATION OPERATIONNELLE

Dans le cadre de l'élaboration de la candidature à l'AMI il avait été envisagé 3 scénarii d'organisation. A été retenu le scénario correspondant à une internalisation de la mission au sein du service habitat du Département.

Le service habitat est structuré autour de 4 cellules. Le SPPEH sera intégré dans la cellule « Information du public » placée sous la responsabilité de l'adjoint au chef de service également en charge de la cellule « Observation-Animation-Stratégie » (cf. organigramme ci-après).



L'organisation opérationnelle du SPPEH :



Au total ce sont 8 ETP qui seront entièrement dédiés au SPPEH dont

- 1 ETP pour la coordination interne et externe et l'animation du réseau ;
- 1 ETP pour l'information de 1^{er} niveau ;
- 6 ETP pour l'information, le conseil personnalisé et l'accompagnement dont 2 créés en 2021 en préfiguration du SPPEH

Les missions relatives au petit tertiaire et aux copropriétés seront réparties entre les conseillers. Par ailleurs la mise en place et l'activité du SPPEH sera pilotée et supervisée par l'adjoint au chef du service Habitat sur une partie de son temps de travail. Le SPPEH pourra également bénéficier de l'appui de la plateforme d'accueil de la MDH. La fonction communication sera également partagée entre prestation externe et interne (au sein du SPPEH et du Département).

V. OFFRE DE SERVICES

La mise en œuvre opérationnelle du SPPEH altiligérien s'appuie sur les actes métier et les indicateurs du programme SARE. Compte tenu de l'absence de plateforme de rénovation énergétique préexistante il s'agit de la mise en place d'un nouveau service nécessitant une montée en puissance et un déploiement progressifs.

SERVICES DEPLOYES PAR LE SPPEH VERS LE PUBLIC

Axe 1 : Stimuler puis conseiller la demande

Lors des concertations menées dans le cadre de l'élaboration du dossier de candidature à l'AMI, la nécessité d'identifier un guichet unique sur le volet information de 1^{er} niveau et conseil personnalisé est apparue comme l'une des principales attentes de l'ensemble des acteurs. Ce concept de guichet unique doit contribuer à répondre à un enjeu de simplification et de lisibilité pour le public bien évidemment mais aussi pour les professionnels.

La MDH mise en place dans le cadre du déploiement de la nouvelle politique habitat du Département a été naturellement repérée comme la porte d'entrée du dispositif avec sa plate-forme d'accueil du public qui pourra orienter les porteurs de projet vers le SPPEH qui assurera un 1^{er} niveau d'information et de conseil personnalisé avec un agent d'accueil spécialisé et des conseillers techniques. La présence de l'ADIL interdépartementale dans les locaux de la MDH favorisera la complémentarité des interventions sans risques de concurrence ou de doublons et de manière fluide pour le public.

Dans ce cadre, la communication constituera un axe majeur de la mise en œuvre du service. Elle sera mutualisée à l'échelle départementale et s'appuiera sur divers canaux de communication : presse, radios, affichage. Des flyers, affiches, articles devront être conçus et réalisés pour être mis largement à disposition des partenaires et des collectivités qui auront un rôle important à jouer dans la promotion du dispositif auprès de leurs administrés.

Différents moyens de communication pourront être proposés :

- Un accueil téléphonique avec un numéro unique et une messagerie identifiée ;
- Un accueil physique d'ores et déjà possible au sein de la MDH à Chadrac, commune à proximité immédiate du chef-lieu de département et desservie par le TUDIP. Sa localisation sur la déviation entre la RN 88 et la RN 102 permet un accès facile pour les habitants de l'est ou de l'ouest du département dès lors qu'ils sont mobiles. A court terme des accueils au sein de chaque arrondissement (Brioude et Yssingaux) devront être organisés en lien également avec le déploiement des permanences de l'ADIL. Dans un second temps des liens devront être organisés avec les Maisons de services notamment afin de compléter le maillage territorial.
- Un site internet à construire à plus long terme

Axe 2 : Accompagner les ménages

Les conseillers du SPPEH accompagneront les ménages tout au long de leur projet sauf ceux accompagnés par le dispositif Habiter mieux. Le parcours d'accompagnement comprendra les missions décrites dans le guide des actes métier du SARE. Toutefois le SPPEH n'effectuera pas de suivi des travaux relevant d'une mission de maîtrise d'œuvre. Sur cet axe en particulier et en fonction de la montée en puissance du service, le recours à un partenaire conventionné pourra être envisagé.

Axe 3 : Accompagner le petit tertiaire

L'accompagnement du petit tertiaire figure également dans les attentes exprimées par les acteurs dans le cadre de l'élaboration de la candidature à l'AMI. Cet accompagnement est fortement relié par les acteurs concernés à la thématique de la revitalisation des centres bourgs et aux démarches engagées dans le cadre du programme Petites villes de demain. Toutefois tout est à construire dans ce domaine et cet axe fera l'objet d'une montée en puissance progressive. Un conseiller du SPPEH devrait être dédié à cet accompagnement qui se déclinera au travers d'informations et de conseils personnalisés auprès du public concerné. Un partenariat avec les services économiques des EPCI et les consulaires devra être engagé.

SERVICES DEPLOYES PAR LE SPPEH VERS LES ACTEURS DE L'OFFRE ET LE PARTENARIAT

Axe 4 : Mobiliser et animer l'ensemble des acteurs publics et privés

Le diagnostic effectué dans le cadre de la candidature à l'AMI faisait ressortir

- L'existence somme toute assez importante de nombreux acteurs concourant à l'amélioration de l'habitat ;
- Un tissu d'entreprises diversifié et plutôt bien réparti sur le territoire et une implication des réseaux CAPEB et FFB sur la thématique.

Mais

- Des acteurs encore trop isolés ;
- Dans un contexte où tout le monde « tourne à plein régime » ;
- Avec un manque de lisibilité et de coordination et une maison départementale de l'habitat qui doit encore gagner en visibilité ;
- Et donc un fort enjeu de structuration ;

Dans les forces et opportunités il était également repéré une volonté politique de monter en puissance sur la question de la rénovation énergétique et de l'habitat plus globalement, une dynamique enclenchée sur la revitalisation des centres bourgs et l'attractivité des territoires de manière générale, un lien de confiance avec les habitants sur un territoire rural (tant du point de vue des collectivités que des professionnels du bâtiment).

La question de la sensibilisation des acteurs, de la communication sur le dispositif est donc majeure et devra être traitée prioritairement. Les EPCI mais aussi les communes y auront une place importante. Il conviendra ensuite de travailler sur la mise en réseau des acteurs : se connaître, partager les informations, se coordonner, travailler ensemble, élaborer des partenariats, des projets communs.

La mise en œuvre de cet axe 4 s'effectuera donc par étapes, en se fixant des objectifs et des priorités. Un des conseillers sera plus spécifiquement en charge tant de la coordination interne et externe que de l'animation. La communication pourra prendre plusieurs canaux : presse, affichage, flyers, réunions d'information, balades thermiques, participation à des salons....

Axe 5 : S'impliquer dans l'animation régionale

Bien évidemment, le SPPEH altiligérien s'intégrera au réseau régional dont il a tout à apprendre mais auquel il peut aussi apporter son regard néophyte mais aussi ses expériences spécifiques. A ce titre, il participera aux réunions régionales.

VI. DEPENSES ESTIMEES

Charges	2022	2023	Total 2022-2023
Salaires	356 691	356 691	713 382
Locaux	18 000	18 000	36 000
Encadrement, comptable admin sys RH	25 000	25 000	50 000
Matériel (informatique téléphonie, maquette...)	50 000	50 000	100 000
Déplacement	20 000	20 000	40 000
Communication	30 000	30 000	60 000
TOTAL	499 691	499 691	999 382

VII. ANNEXES

TABLEAUX STATISTIQUES DETAILES SUR LE PARC DE LOGEMENTS A L'ECHELLE DES EPCI

Communauté de Communes de : **Auzon Communauté**

2017 Nombre de logements LOG T2	Résidences principales		Logements occasionnels Résidences secondaires		Logements vacants		TOTAL
TOTAL	4 406	72,8%	679	11,2%	970	16,0%	6 055

2017 Nombre total de logements LOG T2	Maisons		Appartements	
TOTAL	5 356	88,8%	678	11,2%

2017 RP selon statut d'occupation PRINCZ	Propriétaire		Locataire ou sous-locataire d'un logement loué vide non HLM		Locataire ou sous-locataire d'un logement loué vide HLM		Locataire ou sous-locataire d'un logement loué meublé ou chambre d'hôtel		Logé gratuitement		TOTAL
Ensemble	3 271	74,2%	695	15,8%	314	7,1%	35	0,8%	90	2,1%	4 406
1 : Maisons	3 254	73,9%	448	10,2%	65	1,5%	20	0,5%	77	1,8%	3 864
2 : Appartements	14	0,3%	246	5,6%	245	5,6%	14	0,3%	9	0,2%	528
3 : Autres	3	0,1%	2	0,0%	4	0,1%	1	0,0%	4	0,1%	14

2017 Nombre de RP par année de construction avant 2015 LOG G1	Maisons		Appartements		TOTAL
Avant 1919	739	96,3%	28	3,7%	767
De 1919 à 1945	474	84,9%	84	15,1%	558
De 1946 à 1970	736	79,1%	194	20,9%	930
De 1971 à 1990	987	85,5%	168	14,5%	1 155
De 1991 à 2005	437	94,0%	28	6,0%	465
De 2006 à 2014	403	94,6%	23	5,4%	426

2017 - Nombre de RP par mode de chauffage et combustible principal	TOTAL	%
1 : Chauffage central collectif (y compris chauffage urbain)	97	2,2%
2 : Chauffage central individuel avec une chaudière propre au logement	2 205	50,0%
3 : Chauffage tout électrique	1 143	26,0%
4 : Autre moyen de chauffage (poêle, cheminée, cuisinière, etc.)	960	21,8%
Chauffage urbain	9	0,2%
Gaz de ville ou de réseau	1 193	27,1%
Fioul (mazout)	853	19,4%
Electricité	1 265	28,7%
Gaz en bouteilles ou en citerne	63	1,4%
Autre	1 022	23,2%

Communauté de Communes de : **Brioude Sud Auvergne**

2017 Nombre de logements LOG T2	Résidences principales		Logements occasionnels Résidences secondaires		Logements vacants		TOTAL
TOTAL	8 032	73,4%	1 219	11,1%	1 691	15,5%	10 942

2017 Nombre total de logements LOG T2	Maisons		Appartements	
TOTAL	8 578	78,7%	2 315	21,3%

2017 RP selon statut d'occupation PRINC2	Propriétaire		Locataire ou sous-locataire d'un logement loué vide non HLM		Locataire ou sous-locataire d'un logement loué vide HLM		Locataire ou sous-locataire d'un logement loué meublé ou chambre d'hôtel		Logé gratuitement		TOTAL
Ensemble	5 434	67,7%	1 659	20,7%	594	7,4%	150	1,9%	195	2,4%	8 032
1 : Maisons	5 220	82,5%	782	12,4%	149	2,4%	45	0,7%	128	2,0%	6 325
2 : Appartements	206	12,3%	872	51,9%	440	26,2%	99	5,9%	62	3,7%	1 680
3 : Autres	8	29,7%	5	18,6%	5	18,3%	5	18,7%	4	14,7%	27

2017 Nombre de RP par année de construction avant 2015 LOG G1	Maisons		Appartements		TOTAL
Avant 1919	1 321	79,4%	342	20,6%	1 663
De 1919 à 1945	520	69,8%	225	30,2%	745
De 1946 à 1970	868	67,8%	413	32,2%	1 281
De 1971 à 1990	1 686	81,7%	378	18,3%	2 064
De 1991 à 2005	1 096	84,4%	203	15,6%	1 299
De 2006 à 2014	734	86,6%	114	13,4%	848

2017 – Nombre de RP par mode de chauffage et combustible principal	TOTAL	%
1 : Chauffage central collectif (y compris chauffage urbain)	297	3,7%
2 : Chauffage central individuel avec une chaudière propre au logement	4 007	49,9%
3 : Chauffage tout électrique	1 980	24,6%
4 : Autre moyen de chauffage (poêle, cheminée, cuisinière, etc.)	1 748	21,8%
Chauffage urbain	20	0,2%
Gaz de ville ou de réseau	2 050	25,5%
Fioul (mazout)	1 448	18,0%
Electricité	2 210	27,5%
Gaz en bouteilles ou en citerne	151	1,9%
Autre	2 154	26,8%

Communauté de Communes de : **Rives du Haut-Allier**

2017 Nombre de logements LOG T2	Résidences principales		Logements occasionnels Résidences secondaires		Logements vacants		TOTAL
TOTAL	8 159	57,3%	3 762	26,4%	2 311	16,2%	14 232

2017 Nombre total de logements LOG T2	Maisons		Appartements	
TOTAL	12 714	89,8%	1 447	10,2%

2017 RP selon statut d'occupation PRINC2	Propriétaire		Locataire ou sous-locataire d'un logement loué vide non HLM		Locataire ou sous-locataire d'un logement loué vide HLM		Locataire ou sous-locataire d'un logement loué meublé ou chambre d'hôtel		Logé gratuitement		TOTAL
Ensemble	6 305	77,3%	1 165	14,3%	271	3,3%	121	1,5%	296	3,6%	8 159
1 : Maisons	6 194	85,9%	662	9,2%	71	1,0%	70	1,0%	210	2,9%	7 206
2 : Appartements	104	11,5%	477	52,6%	198	21,9%	48	5,3%	78	8,6%	906
3 : Autres	7	15,3%	27	56,8%	2	4,3%	3	6,4%	8	17,1%	47

2017 Nombre de RP par année de construction avant 2015 LOG G1	Maisons		Appartements		TOTAL
Avant 1919	2 283	93,0%	173	7,0%	2 456
De 1919 à 1945	789	85,9%	129	14,1%	918
De 1946 à 1970	882	81,8%	196	18,2%	1 078
De 1971 à 1990	1 472	86,3%	233	13,7%	1 705
De 1991 à 2005	1 072	91,0%	106	9,0%	1 178
De 2006 à 2014	596	93,1%	44	6,9%	640

2017 – Nombre de RP par mode de chauffage et combustible principal	TOTAL	%
1 : Chauffage central collectif (y compris chauffage urbain)	318	3,9%
2 : Chauffage central individuel avec une chaudière propre au logement	3 661	44,9%
3 : Chauffage tout électrique	1 373	16,8%
4 : Autre moyen de chauffage (poêle, cheminée, cuisinière, etc.)	2 807	34,4%
Chauffage urbain	12	0,2%
Gaz de ville ou de réseau	531	6,5%
Fioul (mazout)	2 372	29,1%
Electricité	1 566	19,2%
Gaz en bouteilles ou en citerne	189	2,3%
Autre	3 489	42,8%

Communauté de Communes de : **Pays de Cayres et de Pradelles**

2017 Nombre de logements	LOG T2	Résidences principales		Logements occasionnels Résidences secondaires		Logements vacants		TOTAL
TOTAL		2 389	49,2%	2 008	41,3%	461	9,5%	4 858

2017 Nombre total de logements	LOG T2	Maisons		Appartements	
TOTAL		4 447	92,0%	385	8,0%

2017 RP selon statut d'occupation PRINC2	Propriétaire		Locataire ou sous-locataire d'un logement loué vide non HLM		Locataire ou sous-locataire d'un logement loué vide HLM		Locataire ou sous-locataire d'un logement loué meublé ou chambre d'hôtel		Logé gratuitement		TOTAL
Ensemble	1 882	78,8%	356	14,9%	32	1,4%	32	1,4%	86	3,6%	2 389
1 : Maisons	1 844	85,3%	216	10,0%	11	0,5%	19	0,9%	73	3,4%	2 163
2 : Appartements	36	16,4%	140	63,4%	21	9,7%	10	4,7%	13	5,9%	221
3 : Autres	2	40,2%	0	0,0%	0	0,0%	3	59,8%	0	0,0%	5

2017 Nombre de RP par année de construction avant 2015 LOG G1	Maisons		Appartements		TOTAL
Avant 1919	468	94,7%	26	5,3%	494
De 1919 à 1945	271	88,6%	35	11,4%	306
De 1946 à 1970	340	86,5%	53	13,5%	393
De 1971 à 1990	478	91,0%	47	9,0%	525
De 1991 à 2005	366	89,7%	42	10,3%	408
De 2006 à 2014	200	92,2%	17	7,8%	217

2017 – Nombre de RP par mode de chauffage et combustible principal	TOTAL	%
1 : Chauffage central collectif (y compris chauffage urbain)	106	4,4%
2 : Chauffage central individuel avec une chaudière propre au logement	1 264	52,9%
3 : Chauffage tout électrique	255	10,7%
4 : Autre moyen de chauffage (poêle, cheminée, cuisinière, etc.)	764	32,0%
Chauffage urbain	8	0,3%
Gaz de ville ou de réseau	10	0,4%
Fioul (mazout)	957	40,1%
Electricité	302	12,6%
Gaz en bouteilles ou en citerne	61	2,5%
Autre	1 051	44,0%

Communauté de Communes de : **Loire-Semène**

2017 Nombre de logements LOG T2	Résidences principales		Logements occasionnels Résidences secondaires		Logements vacants		TOTAL
TOTAL	8 394	85,1%	594	6,0%	876	8,9%	9 864

2017 Nombre total de logements LOG T2	Maisons		Appartements	
TOTAL	6 987	71,4%	2 793	28,6%

2017 RP selon statut d'occupation PRINC2	Propriétaire		Locataire ou sous-locataire d'un logement loué vide non HLM		Locataire ou sous-locataire d'un logement loué vide HLM		Locataire ou sous-locataire d'un logement loué meublé ou chambre d'hôtel		Logé gratuitement		TOTAL
Ensemble	6 018	71,7%	1 424	17,0%	794	9,5%	27	0,3%	132	1,6%	8 394
1 : Maisons	5 582	90,8%	464	7,5%	10	0,2%	5	0,1%	89	1,4%	6 149
2 : Appartements	433	19,4%	956	42,9%	777	34,8%	22	1,0%	42	1,9%	2 229
3 : Autres	3	20,1%	4	27,5%	7	45,8%	0	0,0%	1	6,6%	15

2017 Nombre de RP par année de construction avant 2015 LOG G1	Maisons		Appartements		TOTAL
Avant 1919	861	75,1%	285	24,9%	1 146
De 1919 à 1945	456	60,3%	300	39,7%	756
De 1946 à 1970	871	57,9%	634	42,1%	1 505
De 1971 à 1990	1 900	77,6%	550	22,4%	2 450
De 1991 à 2005	1 239	84,5%	227	15,5%	1 466
De 2006 à 2014	663	75,6%	214	24,4%	877

2017 – Nombre de RP par mode de chauffage et combustible principal	TOTAL	%
1 : Chauffage central collectif (y compris chauffage urbain)	779	9,3%
2 : Chauffage central individuel avec une chaudière propre au logement	4 988	59,4%
3 : Chauffage tout électrique	1 571	18,7%
4 : Autre moyen de chauffage (poêle, cheminée, cuisinière, etc.)	1 056	12,6%
Chauffage urbain	64	0,8%
Gaz de ville ou de réseau	3 125	37,2%
Fioul (mazout)	1 805	21,5%
Electricité	1 912	22,8%
Gaz en bouteilles ou en citerne	153	1,8%
Autre	1 335	15,9%

Communauté de Communes de : **Sucs**

2017 Nombre de logements LOG T2	Résidences principales		Logements occasionnels Résidences secondaires		Logements vacants		TOTAL
TOTAL	7 726	71,0%	1 876	17,2%	1 283	11,8%	10 885

2017 Nombre total de logements LOG T2	Maisons		Appartements	
TOTAL	8 613	79,3%	2 244	20,7%

2017 RP selon statut d'occupation PRINC2	Propriétaire		Locataire ou sous-locataire d'un logement loué vide non HLM		Locataire ou sous-locataire d'un logement loué vide HLM		Locataire ou sous-locataire d'un logement loué meublé ou chambre d'hôtel		Logé gratuitement		TOTAL
Ensemble	5 332	69,0%	1 554	20,1%	487	6,3%	142	1,8%	211	2,7%	7 726
1 : Maisons	5 207	84,2%	720	11,6%	95	1,5%	20	0,3%	145	2,3%	6 187
2 : Appartements	119	7,9%	833	54,8%	390	25,7%	116	7,6%	63	4,1%	1 521
3 : Autres	6	33,3%	1	5,5%	2	11,1%	6	33,5%	3	16,6%	18

2017 Nombre de RP par année de construction avant 2015 LOG G1	Maisons		Appartements		TOTAL
Avant 1919	1 097	88,8%	139	11,2%	1 236
De 1919 à 1945	545	75,7%	175	24,3%	720
De 1946 à 1970	756	64,5%	417	35,5%	1 173
De 1971 à 1990	1 550	80,4%	379	19,6%	1 929
De 1991 à 2005	1 204	87,2%	176	12,8%	1 380
De 2006 à 2014	867	84,4%	160	15,6%	1 027

2017 – Nombre de RP par mode de chauffage et combustible principal	TOTAL	%
1 : Chauffage central collectif (y compris chauffage urbain)	402	5,2%
2 : Chauffage central individuel avec une chaudière propre au logement	4 538	58,7%
3 : Chauffage tout électrique	1 381	17,9%
4 : Autre moyen de chauffage (poêle, cheminée, cuisinière, etc.)	1 405	18,2%
Chauffage urbain	94	1,2%
Gaz de ville ou de réseau	1 584	20,5%
Fioul (mazout)	1 983	25,7%
Electricité	1 622	21,0%
Gaz en bouteilles ou en citerne	198	2,6%
Autre	2 244	29,0%

Communauté de Communes de : **Pays de Montfaucon**

2017 Nombre de logements LOG T2	Résidences principales		Logements occasionnels Résidences secondaires		Logements vacants		TOTAL
TOTAL	3 529	72,4%	680	13,9%	667	13,7%	4 876

2017 Nombre total de logements LOG T2	Maisons		Appartements	
TOTAL	3 927	80,8%	936	19,2%

2017 RP selon statut d'occupation PRINC2	Propriétaire		Locataire ou sous-locataire d'un logement loué vide non HLM		Locataire ou sous-locataire d'un logement loué vide HLM		Locataire ou sous-locataire d'un logement loué meublé ou chambre d'hôtel		Logé gratuitement		TOTAL
Ensemble	2 674	75,8%	658	18,6%	124	3,5%	16	0,5%	57	1,6%	3 529
1 : Maisons	2 578	89,6%	222	7,7%	26	0,9%	9	0,3%	42	1,4%	2 876
2 : Appartements	96	14,7%	435	66,8%	99	15,2%	7	1,1%	15	2,2%	652
3 : Autres	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	1	100,0%	1

2017 Nombre de RP par année de construction avant 2015 LOG G1	Maisons		Appartements		TOTAL
Avant 1919	695	87,1%	103	12,9%	798
De 1919 à 1945	217	62,4%	131	37,6%	348
De 1946 à 1970	345	74,4%	119	25,6%	464
De 1971 à 1990	712	83,9%	137	16,1%	849
De 1991 à 2005	473	81,8%	105	18,2%	578
De 2006 à 2014	368	90,2%	40	9,8%	408

2017 – Nombre de RP par mode de chauffage et combustible principal	TOTAL	%
1 : Chauffage central collectif (y compris chauffage urbain)	242	6,8%
2 : Chauffage central individuel avec une chaudière propre au logement	2 047	58,0%
3 : Chauffage tout électrique	486	13,8%
4 : Autre moyen de chauffage (poêle, cheminée, cuisinière, etc.)	754	21,4%
Chauffage urbain	8	0,2%
Gaz de ville ou de réseau	277	7,9%
Fioul (mazout)	1 172	33,2%
Electricité	568	16,1%
Gaz en bouteilles ou en citerne	102	2,9%
Autre	1 401	39,7%

Communauté de Communes de : **Haut-Lignon**

2017 Nombre de logements LOG T2	Résidences principales		Logements occasionnels Résidences secondaires		Logements vacants		TOTAL
TOTAL	3 664	57,8%	1 956	30,9%	719	11,3%	6 339

2017 Nombre total de logements LOG T2	Maisons		Appartements	
TOTAL	5 132	81,4%	1 173	18,6%

2017 RP selon statut d'occupation PRINC2	Propriétaire		Locataire ou sous-locataire d'un logement loué vide non HLM		Locataire ou sous-locataire d'un logement loué vide HLM		Locataire ou sous-locataire d'un logement loué meublé ou chambre d'hôtel		Logé gratuitement		TOTAL
Ensemble	2 660	72,6%	660	18,0%	204	5,6%	40	1,1%	100	2,7%	3 664
1 : Maisons	2 530	86,9%	266	9,1%	40	1,4%	13	0,5%	63	2,1%	2 912
2 : Appartements	128	17,2%	392	52,4%	163	21,8%	27	3,6%	37	5,0%	747
3 : Autres	2	40,4%	2	39,8%	1	19,8%	0	0,0%	0	0,0%	5

2017 Nombre de RP par année de construction avant 2015 LOG G1	Maisons		Appartements		TOTAL
Avant 1919	682	84,0%	130	16,0%	812
De 1919 à 1945	279	66,7%	139	33,3%	418
De 1946 à 1970	434	69,4%	191	30,6%	625
De 1971 à 1990	698	80,6%	168	19,4%	866
De 1991 à 2005	474	87,1%	70	12,9%	544
De 2006 à 2014	294	86,7%	45	13,3%	339

2017 – Nombre de RP par mode de chauffage et combustible principal	TOTAL	%
1 : Chauffage central collectif (y compris chauffage urbain)	333	9,1%
2 : Chauffage central individuel avec une chaudière propre au logement	1 926	52,6%
3 : Chauffage tout électrique	505	13,8%
4 : Autre moyen de chauffage (poêle, cheminée, cuisinière, etc.)	900	24,5%
Chauffage urbain	60	1,6%
Gaz de ville ou de réseau	38	1,0%
Fioul (mazout)	1 486	40,6%
Electricité	603	16,4%
Gaz en bouteilles ou en citerne	129	3,5%
Autre	1 348	36,8%

Communauté de Communes de : **Marches du Velay-Rochebaron**

2017 Nombre de logements LOG T2	Résidences principales		Logements occasionnels Résidences secondaires		Logements vacants		TOTAL
TOTAL	12 482	77,5%	2 015	12,5%	1 601	9,9%	16 099

2017 Nombre total de logements LOG T2	Maisons		Appartements	
TOTAL	13 205	83,0%	2 711	17,0%

2017 RP selon statut d'occupation PRINC2	Propriétaire		Locataire ou sous-locataire d'un logement loué vide non HLM		Locataire ou sous-locataire d'un logement loué vide HLM		Locataire ou sous-locataire d'un logement loué meublé ou chambre d'hôtel		Logé gratuitement		TOTAL
Ensemble	9 298	74,5%	2 171	17,4%	673	5,4%	92	0,7%	248	2,0%	12 482
1 : Maisons	8 986	87,6%	914	8,9%	133	1,3%	25	0,2%	195	1,9%	10 253
2 : Appartements	271	12,5%	1 246	57,5%	538	24,8%	64	3,0%	47	2,2%	2 166
3 : Autres	41	64,8%	11	17,7%	2	3,2%	3	4,8%	6	9,6%	63

2017 Nombre de RP par année de construction avant 2015 LOG G1	Maisons		Appartements		TOTAL
Avant 1919	1 736	89,7%	200	10,3%	1 936
De 1919 à 1945	691	73,0%	256	27,0%	947
De 1946 à 1970	1 265	70,5%	529	29,5%	1 794
De 1971 à 1990	2 752	82,2%	594	17,8%	3 346
De 1991 à 2005	2 287	84,6%	415	15,4%	2 702
De 2006 à 2014	1 313	91,0%	130	9,0%	1 443

2017 – Nombre de RP par mode de chauffage et combustible principal	TOTAL	%
1 : Chauffage central collectif (y compris chauffage urbain)	358	2,9%
2 : Chauffage central individuel avec une chaudière propre au logement	7 026	56,3%
3 : Chauffage tout électrique	2 650	21,2%
4 : Autre moyen de chauffage (poêle, cheminée, cuisinière, etc.)	2 448	19,6%
Chauffage urbain	10	0,1%
Gaz de ville ou de réseau	2 996	24,0%
Fioul (mazout)	2 753	22,1%
Electricité	3 106	24,9%
Gaz en bouteilles ou en citerne	317	2,5%
Autre	3 300	26,4%

Communauté de Communes de : **Mézenc-Loire-Meygal**

2017 Nombre de logements LOG T2	Résidences principales		Logements occasionnels Résidences secondaires		Logements vacants		TOTAL
TOTAL	4 837	56,2%	2 732	31,7%	1 040	12,1%	8 609

2017 Nombre total de logements LOG T2	Maisons		Appartements	
TOTAL	7 628	88,7%	968	11,3%

2017 RP selon statut d'occupation PRINC2	Propriétaire		Locataire ou sous-locataire d'un logement loué vide non HLM		Locataire ou sous-locataire d'un logement loué vide HLM		Locataire ou sous-locataire d'un logement loué meublé ou chambre d'hôtel		Logé gratuitement		TOTAL
Ensemble	3 631	75,1%	891	18,4%	138	2,9%	38	0,8%	139	2,9%	4 837
1 : Maisons	3 574	83,8%	524	12,3%	46	1,1%	17	0,4%	104	2,4%	4 265
2 : Appartements	54	9,5%	364	64,7%	93	16,4%	20	3,6%	33	5,8%	563
3 : Autres	3	33,4%	3	33,4%	0	0,0%	1	11,2%	2	22,0%	9

2017 Nombre de RP par année de construction avant 2015 LOG G1	Maisons		Appartements		TOTAL
Avant 1919	880	90,9%	88	9,1%	968
De 1919 à 1945	365	86,9%	55	13,1%	420
De 1946 à 1970	460	84,2%	86	15,8%	546
De 1971 à 1990	1 069	85,9%	176	14,1%	1 245
De 1991 à 2005	809	90,3%	87	9,7%	896
De 2006 à 2014	530	94,3%	32	5,7%	562

2017 – Nombre de RP par mode de chauffage et combustible principal	TOTAL	%
1 : Chauffage central collectif (y compris chauffage urbain)	150	3,1%
2 : Chauffage central individuel avec une chaudière propre au logement	2 488	51,4%
3 : Chauffage tout électrique	886	18,3%
4 : Autre moyen de chauffage (poêle, cheminée, cuisinière, etc.)	1 313	27,1%
Chauffage urbain	0	0,0%
Gaz de ville ou de réseau	241	5,0%
Fioul (mazout)	1 737	35,9%
Electricité	1 038	21,5%
Gaz en bouteilles ou en citerne	116	2,4%
Autre	1 704	35,2%

Communauté d'Agglomération de : **CA du Puy-en-Velay**

2017 Nombre de logements LOG T2	Résidences principales		Logements occasionnels Résidences secondaires		Logements vacants		TOTAL
TOTAL	38 366	76,4%	5 776	11,5%	6 088	12,1%	50 230

2017 Nombre total de logements LOG T2	Maisons		Appartements	
TOTAL	34 383	68,9%	15 489	31,1%

2017 RP selon statut d'occupation PRINC2	Propriétaire		Locataire ou sous-locataire d'un logement loué vide non HLM		Locataire ou sous-locataire d'un logement loué vide HLM		Locataire ou sous-locataire d'un logement loué meublé ou chambre d'hôtel		Logé gratuitement		TOTAL
Ensemble	24 740	64,5%	8 507	22,2%	3 362	8,8%	979	2,6%	778	2,0%	38 366
1 : Maisons	21 689	84,9%	2 866	11,2%	411	1,6%	102	0,4%	491	1,9%	25 560
2 : Appartements	3 025	24,1%	5 595	44,5%	2 943	23,4%	723	5,8%	275	2,2%	12 561
3 : Autres	26	10,6%	46	18,7%	8	3,2%	153	62,6%	12	4,9%	245

2017 Nombre de RP par année de construction avant 2015 LOG G1	Maisons		Appartements		TOTAL
Avant 1919	4 659	75,5%	1 510	24,5%	6 169
De 1919 à 1945	2 063	60,7%	1 336	39,3%	3 399
De 1946 à 1970	3 010	47,5%	3 333	52,5%	6 343
De 1971 à 1990	7 669	65,7%	4 010	34,3%	11 679
De 1991 à 2005	4 731	76,9%	1 418	23,1%	6 149
De 2006 à 2014	2 910	79,1%	768	20,9%	3 678

2017 – Nombre de RP par mode de chauffage et combustible principal	TOTAL	%
1 : Chauffage central collectif (y compris chauffage urbain)	3 439	9,0%
2 : Chauffage central individuel avec une chaudière propre au logement	21 857	57,0%
3 : Chauffage tout électrique	7 247	18,9%
4 : Autre moyen de chauffage (poêle, cheminée, cuisinière, etc.)	5 823	15,1%
Chauffage urbain	315	0,8%
Gaz de ville ou de réseau	11 712	30,5%
Fioul (mazout)	8 285	21,6%
Electricité	8 596	22,4%
Gaz en bouteilles ou en citerne	603	1,6%
Autre	8 855	23,1%

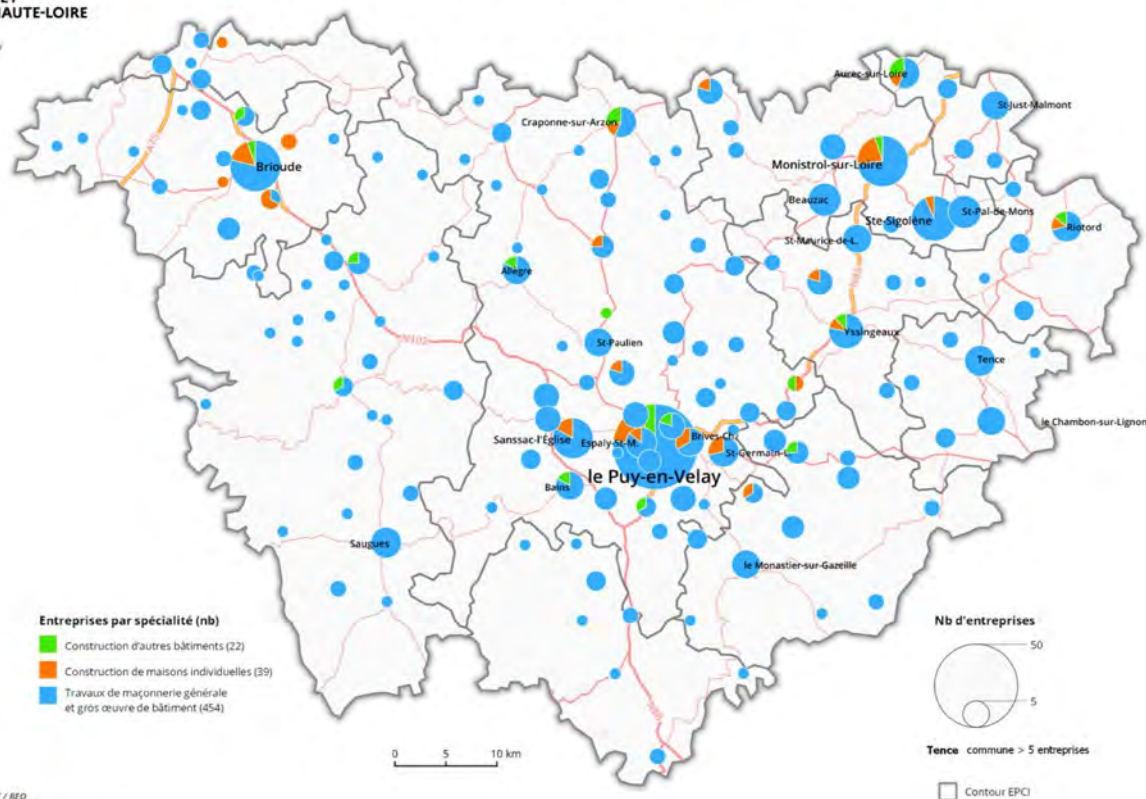
LISTE DES PERMANENCES DE SOLIHA SUR LE DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE

- **SIEGE SOLIHA Haute-Loire – Tous Publics** 77 rue Faubourg St Jean 43000 LE PUY-EN-VELAY
- **St JULIEN CHAPTEUIL – Communauté Mézenc Loire Meygal** Place Saint-Robert Mairie 43260 ST JULIEN CHAPTEUIL
- **RETOURNAC – Communauté de Communes des Sucs** Place Boncompain Mairie 43130 RETOURNAC
- **YSSINGEAUX – Communauté de Communes des Sucs** Place Charles de Gaulle Mairie 43200 Yssingaux
- **LE MONASTIER SUR GAZEILLE – Communauté Mézenc Loire Sauvage** 30 Rue Saint-Pierre Mairie 43150 LE MONASTIER-SUR-GAZEILLE
- **CAYRES - Communauté Communes Pays de Cayres Pradelles** Mairie 43510 CAYRES
- **COSTAROS - Communauté de Communes Pays de Cayres Pradelles** 43490 COSTAROS
- **BEAUZAC – Communauté Marches du Velay Rochebaron** 1 Rue des Remparts Mairie 43590 BEAUZAC
- **FAY SUR LIGNON – Communauté Mézenc Loire Meygal** Le bourg 43430 FAY SUR LIGNON
- **LES VILLETES – Communauté Marches du Velay Rochebaron** Place de la Mairie 43600 LES VILLETES
- **LANDOS – Communauté de Cayres-Pradelles** Le Bourg Mairie 43340 LANDOS
- **BAS EN BASSET – Communauté Marches du Velay Rochebaron** 1 Place de la Mairie 43210 BAS EN BASSET
- **STE SIGOLENE – Communauté Marches du Velay Rochebaron** Place Jean Salque CCAS 43600 SAINTE SIGOLENE
- **MONISTROL SUR LOIRE- Communauté Marches du Velay Rochebaron** Place du Prévescal Maison Carion 43120 MONISTROL SUR LOIRE
- **SAINT PAL DE CHALENCON Communauté Marches du Velay Rochebaron** Place neuve Mairie 43500 SAINT PAL DE CHALENCON

REPARTITION TERRITORIALE DE L'OFFRE

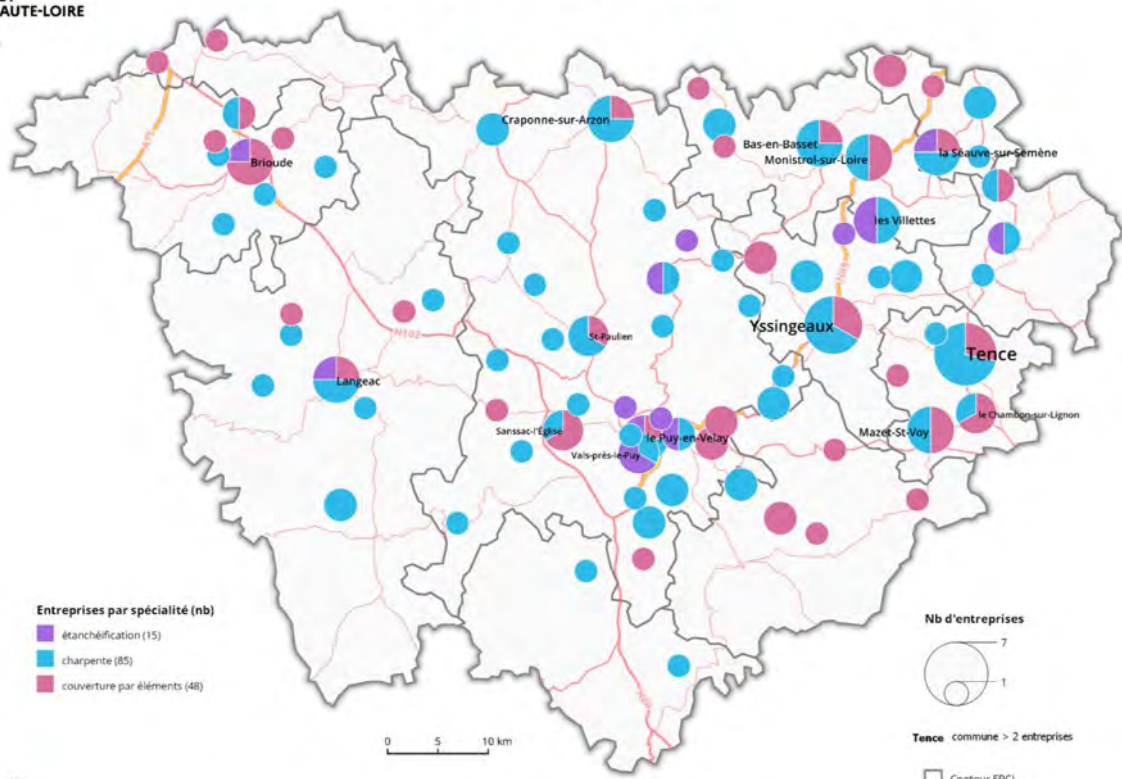
PRÉFET DE HAUTE-LOIRE
Liberté
Égalité
Fraternité

Répartition des entreprises de gros oeuvre, structures, maçonnerie



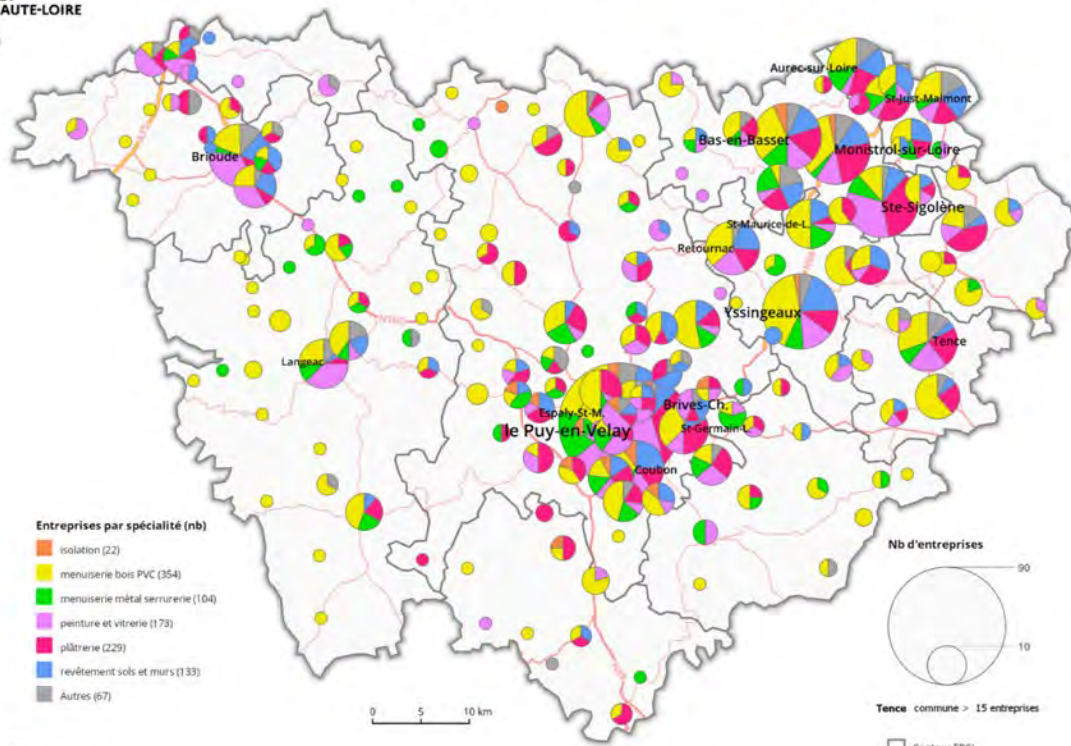
DDT43 / ST / BEO
Réalisation : 03/2021
Sources : CIGN - Admin Express, BD Topo®
SIRENE (extraction 03/2021)

Répartition des entreprises de toiture



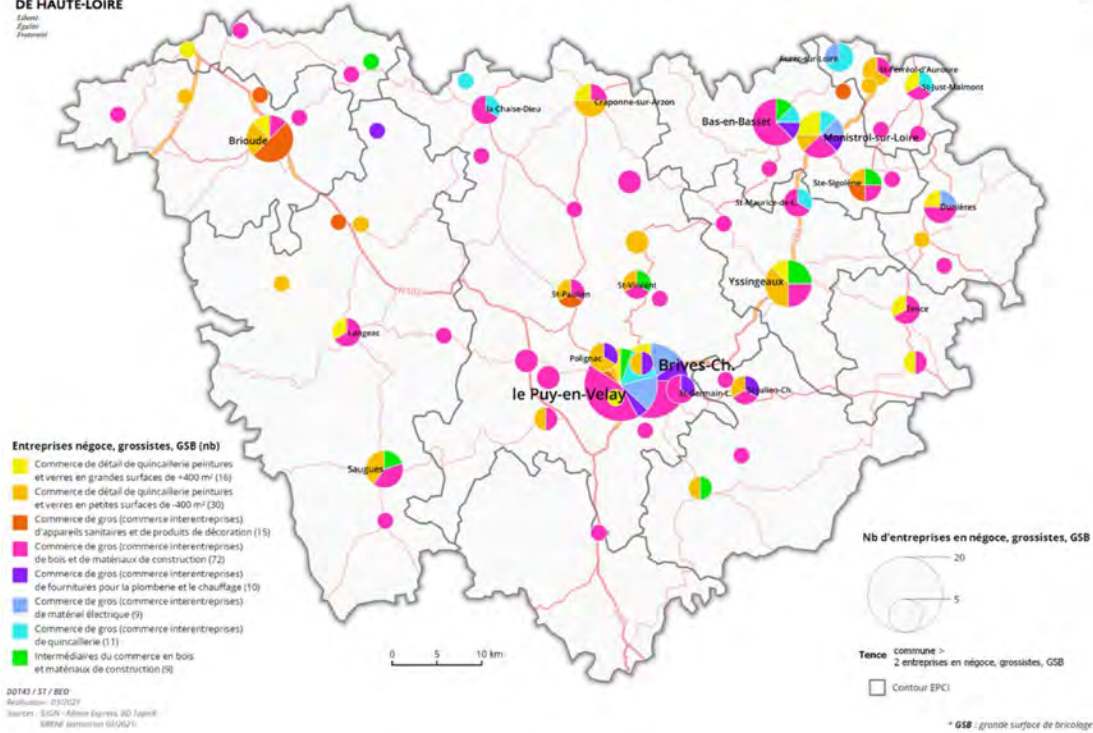
DDI43 / ST / BEO
Réalisation : 03/2021
Sources : SIREN - Admin Express, BD Topo®
SIRENE (extraction 03/2021)

Répartition des entreprises d'isolation, menuiserie, parois opaques et vitrées

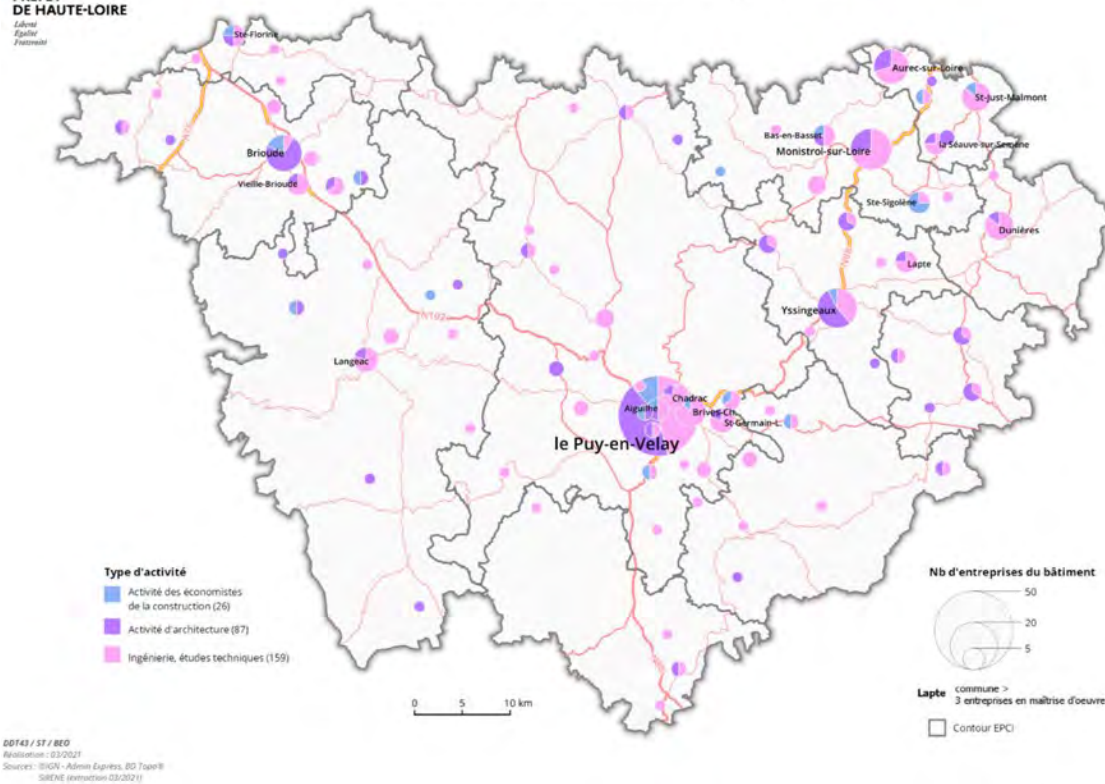


DDI43 / ST / BEO
Réalisation : 03/2021
Sources : SIREN - Admin Express, BD Topo®
SIRENE (extraction 03/2021)

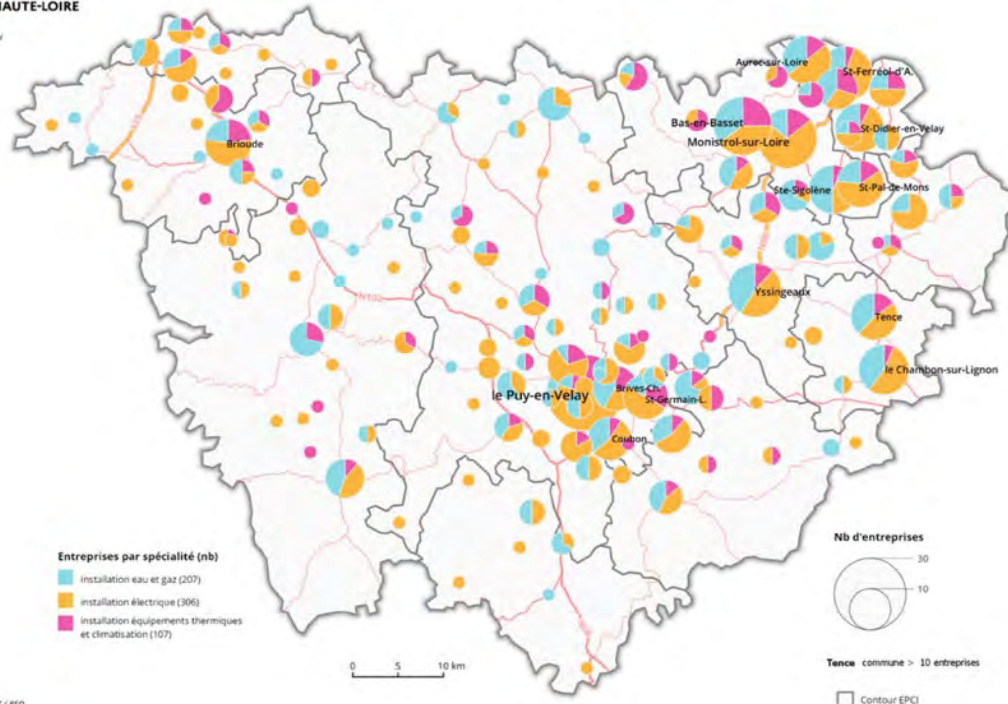
Répartition des entreprises de négoce, de grossistes et de GSB* par spécialité



Répartition des entreprises de maîtrise d'oeuvre par spécialité



Répartition des entreprises systèmes, énergie, fluides



20143 / ST / BE0
 Révisé le : 09/2021
 Sources : SAGEA - Admin. Expans. BD Pajot®
 SIRENE (dernière 03/2021)

**Service Public de la Performance Energétique de
l'Habitat**

CONVENTION DE COOPÉRATION

2022 – 2023

Entre le Département

et

**la Communauté de communes / d'agglomération
de _____**

Logo Département	Logo EPCI
------------------	-----------

La présente convention est établie entre les soussignés :

Le Département de la Haute-Loire, dont le siège est à Le Puy-en-Velay (43000), Hôtel du Département, 1 Place Monseigneur de Galard, représenté par sa Présidente en exercice, Madame Marie-Agnès PETIT, dûment habilitée en vertu d'une délibération en date du **juin 2022**.

Ci-après désigné « *le Département* »

D'une part,

La Communauté de communes / d'agglomération _____,

dont le siège est à _____, représentée par son Président en exercice, _____, dûment habilité en vertu d'une délibération du Conseil communautaire en date du _____ ;

Ci-après désigné « *Communauté de communes / d'agglomération* »

D'autre part,

Conjointement désignées sous le terme « *les parties* ».

Vu le code de la commande publique, et notamment son article L. 2511-6,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 1111-2 et L. 1111-9, et l'article L.2224-34,

Vu le code de l'énergie, notamment les articles L. 232-1 et suivants,

Vu la loi n°2006-872 du 13 juillet 2006, portant « Engagement National pour le Logement »,

Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte,

Vu le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) 2018-2023 adopté le _____ par l'Assemblée départementale,

Vu le Plan Départemental de l'Habitat (PDH) 2018-2024 adopté _____ par l'Assemblée départementale,

Vu l'arrêté du 5 septembre 2019 portant validation du programme « Service d'accompagnement pour la rénovation énergétique » dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie,

Vu l'Appel à Manifestation d'Intérêt « Plateformes du Service Public Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) » en Auvergne Rhône-Alpes, adopté par l'Assemblée plénière du Conseil régional des 8 et 9 juillet 2020,

Vu la délibération du **20 juin 2022** de l'Assemblée départementale de la Haute-Loire approuvant la mise en place du SPPEH en Haute-Loire ;

Vu la délibération du _____ du Conseil communautaire de la Communauté de communes/d'agglomération approuvant le portage du SPPEH par le Département

Vu la convention cadre pour la mise en œuvre territoriale du SPPEH et du programme CCE SARE entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Conseil départemental de la Haute-Loire, signée le _____.

Exposé préalable

La rénovation énergétique et la lutte contre la précarité énergétique constituent des priorités de politique publique. Pour faire face à ces enjeux, la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte du 18 août 2015 a institué un service public de la performance énergétique de l'habitat (SPPEH). Afin d'accompagner le déploiement du SPPEH, l'Etat a mis en place le programme SARE (service d'accompagnement à la rénovation énergétique) porté au niveau national par l'ADEME et financé par les CEE (certificats d'économie d'énergie).

Fin 2019, le programme SARE (service d'accompagnement à la rénovation énergétique) est mis en place avec effet au 1er janvier 2021. L'objectif est d'organiser et cofinancer un réseau de conseillers afin de renforcer l'information et l'accompagnement des ménages dans leur projet de rénovation énergétique. Le petit tertiaire est également visé par le dispositif.

Par ailleurs, la loi a reconnu aux régions le rôle de chef de file de la transition écologique. C'est dans ce cadre que la Région AURA s'est positionnée comme porteur associé unique pour animer le programme et déployer le SPPEH sur l'ensemble de son territoire en s'appuyant sur un réseau de plateformes territoriales de rénovation énergétique portées à l'échelle intercommunale ou départementale. Afin de favoriser la mise en place du SPPEH, la Région Auvergne-Rhône-Alpes a lancé un appel à manifestation d'intérêt (AMI), avec des financements complémentaires au SARE, pour la période 2021-2023.

Le déploiement du SPPEH constitue un enjeu majeur pour le département de la Haute-Loire, marqué par une vulnérabilité importante à la précarité énergétique :

- une altitude moyenne élevée et un parc de logements anciens majoritairement construits avant les 1^{ères} réglementations thermiques ;
- 37% des résidences principales classées en étiquettes F et G contre 21% au niveau régional ;
- un fort potentiel de « passoires thermiques » qui ira croissant avec la réforme du DPE ;
- un coût moyen de facture énergétique de 1 037€ par an et par habitant contre 899€ au niveau régional dans un contexte de fortes augmentations des coûts de l'énergie.

Cette situation pénalise les ménages atiligiériens et en particulier les plus modestes très représentés dans le département : personnes âgées, personnes isolées et familles monoparentales, salariés à bas revenus. A court terme il existe donc un risque réel de précarité sociale et de dépréciation du marché de la vente ou de la location.

Pour la Haute-Loire, le Département, qui porte politique volontariste forte en matière d'habitat, a été repéré comme l'échelon le plus pertinent pour le portage du SPPEH en accord avec les EPCI du territoire.

Le Département de la Haute-Loire se propose donc de porter la déclinaison opérationnelle du SPPEH aux côtés des 11 EPCI.

Ceci étant exposé, les parties conviennent ce qui suit :

Article 1^{er} : Objet de la présente convention

La présente convention a pour objet de définir et déterminer les modalités selon lesquelles les parties vont être amenées à coopérer afin d'organiser et planifier la mise en place du SPPEH.

Article 2 : Objectifs de la convention

Quatre points sont essentiels et guident ainsi la structuration du SPPEH à l'échelle départementale :

- Une couverture totale du département qui permet de fédérer les 11 EPCI et le Département autour d'un même projet ;
- Une animation de proximité, ancrée dans les territoires ;
- Une mutualisation des moyens et une gouvernance forte entre le Département et les EPCI ;
- Une adaptation aux réalités locales pour prendre en compte les politiques et les souhaits des EPCI, tout en garantissant une cohérence départementale.

Pour cela, le SPPEH propose des conseils et un accompagnement complet aux particuliers et aux entreprises du petit tertiaire privé désireux de réaliser des travaux dans leur logement. Des collaborations avec les professionnels (artisans, banques, professions immobilières) sont recherchées pour développer leur capacité à répondre à la demande de travaux et favoriser leur mise en relation avec les particuliers.

Une équipe pluridisciplinaire est constituée pour assurer l'opérationnalité du dispositif sur le territoire, dont les frais de fonctionnement sont partagés entre les parties selon la répartition détaillée ci-après. La répartition ainsi que le calibrage de l'équipe pourra évoluer en fonction de l'évolution de la charge de travail et des besoins du territoire. Le montant de la participation financière sera alors adapté en conséquence. Ces évolutions seront discutées chaque année en Comité de Pilotage.

Article 3 : Les engagements du Département

Le Département portera le SPEEH au nom et pour le compte des 11 EPCI.

À ce titre, il aura en charge :

- d'assurer l'interface avec la Région (reporting d'activité du SPPEH, participation aux comités régionaux...)
- de porter en régie l'équipe des conseillers techniques repartis sur le territoire et d'assurer leur coordination;
- d'animer les instances de pilotage (COTECH, COPIL, groupes de travail thématiques...)
- de co-définir et déployer le plan de communication du SPPEH ;
- d'instruire les demandes d'aides aux travaux des ménages accompagnés par les conseillers ;
- de percevoir les financements de la Région.

De manière générale, le Département de la Haute-Loire mobilise l'ensemble des compétences et ressources (moyens humains, matériels informatiques, marchés, etc.) dont il dispose dans ses services pour mener à bien les missions qu'il entend mener.

Article 4 : Les engagements de la Communauté de communes/agglomération

Dans le cadre de cette coopération, Clermont Auvergne Métropole s'engage à :

- participer de façon active à la gouvernance partagée du SPPEH départemental (participation aux instances, avis et préconisation, prise de décisions...)
- être le relais de communication sur son territoire ;
- participer au financement du SPPEH à hauteur de 0,15 €/habitant et par an la mise en œuvre du dispositif sur son territoire ;
 - être le relais de la communication sur son territoire (articles dans la presse locale, magazine communautaire, site web, salons et événementiels locaux, etc.).

Article 5 : La gouvernance

La gouvernance du SPPEH reposera sur 2 instances : un comité de pilotage et un comité technique.

Le **comité de pilotage** dont le rôle est de suivre la mise en œuvre du SPPEH et de définir ses orientations, se réunirait une fois par an sous la présidence du Département. Il serait composé du Département, des 11 EPCI du territoire, de la Région, de l'Etat et de l'ADEME. Il associerait également l'ensemble des acteurs de la rénovation énergétique : professionnels du bâtiment, professionnels de l'immobilier, chambres consulaires, opérateurs et associations ayant un intérêt sur la thématique.

Le **comité technique** a vocation à se réunir plus régulièrement, au moins 2 à 3 fois par an pour

assurer le suivi de la mise en œuvre opérationnelle du SPPEH et préparer la réunion du Copil ou de toute autre instance de travail qui pourrait s'avérer nécessaire (groupes de travail par exemple). Il serait composé des services techniques du Département, des EPCI, de la Région, de l'Etat et de l'ADEME. Ce comité technique pourrait avoir une composition élargie en fonction des sujets à traiter mais aussi un noyau plus resserré notamment dans un 1er temps et en phase de démarrage. Ce noyau dur composé des techniciens des administrations locales du Département, des EPCI et de l'Etat pourrait ainsi suivre l'évolution de la montée en puissance du SPPEH et identifier les difficultés rencontrées, rechercher des solutions, ajuster des fonctionnements mais aussi partager les avancées et les réussites.

En fonction de l'évolution du service et des besoins d'autres réunions ou instances pourront être mises en place notamment dans le cadre de l'animation du réseau.

Les membres du comité de pilotage et du comité technique peuvent décider d'associer à ces instances une ou des personnes qualifiées.

Article 6 : La communication

A l'échelle départementale, la communication est pilotée par le Département. Ce dernier s'engage à définir et à déployer une stratégie de communication adaptée et une segmentation des messages selon les cibles définies (particuliers, professionnels du bâtiment, secteur bancaire, etc.) en lien étroit avec les EPCI, dans un souci de cohérence et de bonne communication.

Ce plan de communication, partagé avec les parties, organise les grands temps forts de communication et les messages à destination des cibles identifiées. Il permet également l'utilisation d'une marque commune qui est déclinée au travers d'une charte graphique sur différents supports et moyens de diffusion de l'information.

A l'échelle locale, la Communauté de communes/d'agglomération avec les services du département, diffuse les outils de communication sur son territoire afin de faire connaître le dispositif.

Dans le cadre de tout document de communication (courriers, signatures d'e-mail des conseillers, dépliants, affiches, sites internet et diverses publications relatives au SPPEH, événements publics, etc.), les parties s'engagent à valoriser les soutiens financiers du dispositif (CEE, Région, Département et EPCI) dans le respect des termes de la convention cadre pour la mise en œuvre territoriale du SPPEH et du programme CCE SARE dans le département de la Haute-Loire.

Le Département s'engage à transmettre à la Communauté de communes/d'agglomération toute information nécessaire pour lui permettre de mener à bien les actions de communication.

Article 7 : Confidentialité et protection des données échangées

Les outils numériques développés par l'ADEME et utilisés par les conseillers SPPEH, pour le déploiement du programme SARE fonctionnent conformément au cadre juridique défini par la loi n°78-17 du 16 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Les informations à caractère personnel collectées par les conseillers au travers de ces outils sont uniquement destinées à permettre au Département de remplir les engagements définis à l'article 4

(Engagement du bénéficiaire principal – En termes d'outils numériques) de la convention cadre pour la mise en œuvre territoriale du SPPEH et du programme CEE SARE dans le département de la Haute-Loire.

Les conseillers SPPEH et agents dédiés recueillent et saisissent dans l'outil SARénoV' les informations personnelles permettant de traiter les demandes dans le cadre du SPPEH.

Les données transmises aux parties sont anonymisées et communiquées de manière partielle et territorialisées à des fins statistiques, de pilotage et de suivi du programme et de leurs politiques.

Nature des données collectées :

- la nature des opérations réalisées sur les données à caractère personnel est la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication, le rapprochement, l'interconnexion, la limitation, l'effacement et la destruction ;
- les finalités du traitement sont celles nécessaires à la réalisation de la mise en œuvre territoriale du SPPEH et du programme CCE SARE dans le département de la Haute-Loire ;
- les données à caractère personnel traitées sont les données d'identification, les informations d'ordre économique et financière, les données liées à la vie professionnelle, les données liées à la vie personnelle ;
- les catégories de personnes concernées sont les bénéficiaires finaux.

Article 8 : Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter du _____ et jusqu'au 31 décembre 2023.

La présente convention pourra faire l'objet d'un renouvellement. La partie la plus diligente devra en faire la demande expresse 3 mois au moins avant le terme.

Article 9 : Modification

La présente convention peut faire l'objet de modifications par voie d'avenant signé par l'ensemble des parties signataires.

Article 10 : Résiliation

L'inexécution de toute obligation par l'une des parties peut entraîner la résiliation de la présente convention par l'autre partie, après l'envoi d'une mise en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet dans le délai imparti.

La résiliation unilatérale par l'une ou l'autre partie est possible pour motif d'intérêt général. Quel

que soit le motif invoqué, la résiliation de la présente convention n'ouvre droit à aucune indemnité pour l'une ou l'autre des parties.

Article 11 : Règlement des litiges

Les parties s'efforceront de rechercher un règlement amiable à tout litige pouvant survenir dans l'exécution de la présente convention.

A défaut de règlement amiable, seul le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand sera compétent.

Fait en 2 exemplaires au Puy-en-Velay, le

La Présidente
du Conseil départemental

Le Président de
la Communauté de communes

Marie-Agnès PETIT

Prénom NOM



Convention cadre

pour la mise en œuvre territoriale du SPPEH
(Service Public de la Performance énergétique de l'Habitat)
et du programme CEE SARE
(Service d'Accompagnement à la Rénovation Energétique)

Logos des signataires

En bleu : les parties à adapter à chaque convention

Entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes, dénommée dans la convention comme « *La Région* »

et représentée par son Président, Laurent WAUQUIEZ,

Et

(NOM de la Collectivité territoriale), dénommé dans la convention comme « le bénéficiaire principal »

et représentée par **son/sa Président(e)**,

- Vu la délibération n°AP-2018-06 / 07-1-1655 de l'assemblée plénière du Conseil Régional en date du 14 juin 2018, définissant sa stratégie Environnement Energie, et notamment son annexe 1 portant sur l'énergie,
- Vu la délibération n° AP-2020-07 / 07-14-4167 de l'assemblée plénière du Conseil Régional en date du 8 juillet 2020 approuvant la convention territoriale de mise en œuvre du programme SARE « Service d'accompagnement de la rénovation énergétique » entre l'Etat, la Région Auvergne Rhône-Alpes, l'ADEME, et les Obligés (Total Marketing France, ENGIE, ENI Gas Power France, SIPLEC E LECLERC, SCA Pétroles et dérivés).
- Vu la délibération n°CP-2020-07 / 07-37-4204 de la Commission Permanente du Conseil régional en date du 9 juillet 2020, approuvant le règlement de l'Appel à Manifestation d'Intérêt « Service Public de la Performance Energétique de l'Habitat »
- Vu l'arrêté du 5 septembre 2019 (publié au JORF du 8 septembre 2019) portant validation du programme « Service d'accompagnement pour la rénovation énergétique » dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie,
- Vu la convention nationale de mise en œuvre du programme SARE conclue entre l'Etat, l'ADEME, l'ANAH et les Obligés le 7 mai 2020,
- Vu la délibération n° du **conseil communautaire/d'agglomération/métropolitain (NOM de la Collectivité territoriale)** (signataire 1) en date du **XX XXX** 2020 ;

Il est convenu ce qui suit

Préambule

La rénovation énergétique des bâtiments est un des premiers poste d'économie d'énergie et de réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES).

La Région Auvergne-Rhône-Alpes, à travers son Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires - SRADDET Ambition Territoires 2030, fixe un objectif ambitieux de baisse des consommations énergétiques à hauteur de 23 % sur le secteur résidentiel, soit plus de 60 000 rénovations par an en moyenne. Notre territoire pourrait ainsi contribuer à 15% de l'effort national pour la rénovation énergétique des logements. Le Plan National de Rénovation Energétique des Bâtiment prévoit en effet 500 000 rénovations /an sur le sol français.

Afin de répondre à ces objectifs, la loi de Transition Energétique pour la Croissance Verte a posé les bases, en 2015, d'un service public de la performance énergétique de l'habitat (SPPEH) dont l'objectif est de faciliter le parcours de rénovation du particulier.

Le SPPEH voulu par la Région, en concertation avec l'ADEME et l'Etat, s'inscrit dans la suite du déploiement, depuis 2014, de 45 plateformes territoriales de la rénovation énergétique (PTRE) portée par les collectivités locales volontaires, en complément du soutien aux missions d'Espace Information Energie. Après plusieurs mois de concertation avec les territoires, la Région a donc lancé un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI), dont le règlement a été voté en Commission Permanente le 9 juillet 2020, visant à soutenir les territoires déployant le SPPEH régional à leur échelle (départementale ou intercommunale).

Ainsi, dès le 1er janvier 2021, des fonds destinés à la mise en œuvre territoriale du SPPEH seront attribués par la Région via 2 sources de financement :

- **le programme national CEE (certificats d'économie d'énergie) Service Accompagnement à la Rénovation Energétique (SARE)** porté par l'ADEME et doté d'un financement au niveau national d'environ 200 millions d'euros sur la période 2020 – 2024. La particularité de ce programme réside dans ses modalités pratiques de mobilisation des fonds : le niveau national réalise la procédure de sélection des obligés, qui s'engagent ensuite dans une convention territoriale avec chacun des porteurs associés. Un obligé est une entreprise qui produit ou distribue de l'énergie, et qui doit atteindre un objectif d'économies d'énergie pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre. La Région Auvergne-Rhône-Alpes s'est positionnée comme porteur associé unique pour animer et porter ce programme sur l'ensemble du territoire régional.
- **Des fonds Région** qui viennent en complément du SARE et visent à prendre en compte les spécificités locales (ruralité, nouveau service) par une intervention financière sans référence aux actes. Une prime est prévue pour encourager la couverture territoriale intégrale sur un département.

Les territoires candidats retenus bénéficient de l'accompagnement financier jusqu'à fin 2023, via les subventions Régionales et le programme national CEE SARE, en complément des autres sources de financement : Départements, EPCI, fonds européens. La mise en œuvre

des actions peut être assurée en régie ou déléguée à un opérateur. La Région animera la dynamique régionale.

C'est dans ce cadre que **XXX** a candidaté à l'Appel à Manifestation d'Intérêt « SPPEH » le **XX XXX 2020** sur la base du projet **description sommaire de l'organisation envisagée (2-3 lignes) et du territoire couvert**

La présente convention définit les conditions et modalités de la contribution de la Région Auvergne Rhône-Alpes à la mise en œuvre des 5 axes du SPPEH, cités à l'article 2, sur le territoire de bénéficiaire principal, via ses financements et ceux du SARE.

Article 1 : Objet et durée de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de financement, par la Région Auvergne Rhône-Alpes, du programme d'actions défini et présenté par le bénéficiaire principal pour mettre en œuvre les 5 axes du SPPEH, décrits à l'article 2, sur son territoire afin d'atteindre les objectifs de massification de la rénovation énergétique des logements privés.

Le bénéficiaire principal assure la responsabilité de la réalisation du programme d'actions défini à l'article 2. Il sera seul responsable de l'utilisation de la contribution versée par la Région Auvergne Rhône-Alpes.

Cette convention s'appliquera à compter de son approbation en Commission Permanente, soit à compter du **XX XX 2021** et pour une durée allant jusqu'au 31/12/2023.

Les dates d'éligibilité des dépenses sont prises en compte de manière rétroactive au **XX/XX/XXXX** et ce jusqu'au 31 décembre 2023 afin de répondre au déploiement du SPPEH sur le territoire régional.

Article 2 – Programme d'action

Le bénéficiaire principal s'engage à réaliser, sur son territoire et sous sa responsabilité la mise en œuvre des axes du SPPEH précisés dans le règlement de l'AMI en ANNEXE 2 :

- **Axe 1 Stimuler puis conseiller la demande** : mettre en place des actions de communication et de prospection des habitants puis d'accueil téléphonique et physique et de conseil personnalisé jusqu'au passage à l'acte.
- **Axe 2. Accompagner les ménages** : lorsque l'offre privée n'existe pas / n'est pas adaptée, proposer un accompagnement aux ménages dans leurs projets de travaux sur les aspects technique, financier ou administratif.

- **Axe 3 Accompagner le petit tertiaire privé** : en coordination avec les acteurs déjà actifs type CCI ou CMA, informer et animer les propriétaires de locaux tertiaires de moins de 1 000 m² de l'intérêt et des modalités de rénover énergétiquement de leur local, proposer un accompagnement et mettre en relation avec les acteurs professionnel.
- **Axe 4. Mobiliser et Animer l'ensemble des acteurs de l'offre (services des collectivités, artisans, banques, agences immobilières, notaires ...) impliqués dans les projets de rénovation.**
 - 4a. Structurer et animer les acteurs publics (services habitat / énergie / urbanisme / développement économique des EPCI et communes, acteurs associatifs publics ou parapublics). On veillera à renforcer l'information des interlocuteurs « généralistes » des citoyens, dont les mairies, maisons de service public, centres communaux d'action sociale, etc. pour qu'ils puissent diffuser une première information et orienter les citoyens vers les acteurs spécialisés.
 - 4b. Structurer et animer les acteurs privés (entreprises du bâtiment mais également architectes, agences immobilières, banques, notaires, etc.)
- **Axe 5. S'impliquer dans l'animation régionale** (centre de ressources) que la Région mettra en place au service des PTRE du SPPEH. Celles-ci devront s'engager à partager leurs expériences, bonnes pratiques et leurs outils pour une mise en commun à l'échelle régionale.

Le bénéficiaire principal s'engage pour se faire à réaliser les actes métiers en vigueur tels que définis dans le guide des actes métiers du programme SARE décrit sur le site internet du ministère de la transition écologique et solidaire dans la rubrique dédiée au SARE : <https://www.ecologie.gouv.fr/service-daccompagnement-renovation-energetique-sare> .

Les objectifs quantitatifs d'actes métiers à réaliser, sur le territoire du bénéficiaire principal, pour le déploiement du programme SARE, sont définis en **ANNEXE 1**. D'un commun accord entre les Parties, le périmètre et les objectifs du programme d'actions pourront faire l'objet d'ajustements en cours d'exécution de la Convention,

Article 3 – Engagements de la Région

3.1 Contribution financières

En tant que porteur associé du SARE, la Région pilote le déploiement du Programme SARE et sa mise en œuvre à l'échelle des territoires, assure l'exécution financière du Programme, notamment en recevant les fonds des Obligés, et en les redistribuant aux différentes collectivités territoriales engagées (les bénéficiaires) en fonction des objectifs et de la réalisation des actions (financement à l'acte).

La Région soutient les actions portées par le bénéficiaire principal et ses partenaires, listées à l'article 2, **pour un montant total maximum de €** pour la totalité de la durée de cette convention.

La contribution se décompose, de manière indicative, entre :

- Primes Région : €.
- CEE SARE via Région : €

Les modalités de calcul des primes régionales sont précisées dans le règlement de l'AMI « SPPEH » en ANNEXE 2.

Les modalités de calcul et la nature des actions attendues dans le cadre du programme CEE SARE à l'acte sont déclinées précisément sur le site internet du ministère de la transition écologique et solidaire dans la rubrique dédiée au SARE : <https://www.ecologie.gouv.fr/service-daccompagnement-renovation-energetique-sare>

Ces montants sont fixés **de manière prévisionnelle**, sous réserve de l'inscription de crédits suffisants au budget de l'exercice concerné, et en fonction des objectifs conditionnant le financement :

- Population effectivement couverte par le service (primes Région)
- Nombre d'actes métiers prévus multiplié par l'aide unitaire propre à chaque acte métier (financements CEE SARE via Région).
- Population pour les actions d'animation (financements CEE SARE via Région)

Les actes et montants unitaires liés du programme SARE peuvent varier au cours du programme. Ainsi un nouveau guide des actes métiers est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2021.

La part totale des financements issue des collectivités territoriales (EPCI, Région, Département...) doit être supérieure ou égale aux financements SARE attendus, avec un minimum de 0,50 € par habitant et par an de participation EPCI + Département.

Le plan de financement prévisionnel du programme d'actions du bénéficiaire principal et ses partenaires, indiquant l'ensemble des dépenses et des recettes prévisionnelles, figure en ANNEXE 1,

La subvention regroupant ces financements sera annuelle. Chaque année une demande de subvention auprès de la Région fera l'objet d'un dossier de demande d'aide par le bénéficiaire principal selon les règles communes en vigueur et sera soumise au vote de sa Commission Permanente.

A la fin de chaque année, l'atteinte des objectifs sera ré-évaluée et les volumes financiers de l'année à venir, adaptés en conséquence.

Il est entendu que **les seules dépenses éligibles au financement de la Région sont des dépenses de fonctionnement.**

Sont considérés comme éligibles les postes de dépenses suivants :

- les dépenses directes de personnel (salaires chargés non environnés) intervenant directement dans la mise en œuvre du programme au prorata du temps passé ;
- les frais de déplacement et de mission ;
- les équipements et prestations spécifiquement dédiés (exemple : supports de communication) ;
- les charges connexes : ensemble des charges (frais généraux, frais de structure, frais d'environnement, etc.) dans le cadre du règlement financier de la Région.
- les prestations de services, achats, etc. payés pour la mise en œuvre du programme ;

3.2 - Modalités de versement

Une avance et des acomptes seront possibles, ils seront précisés dans les conventions attributives de subvention annuelles.

Le versement des acomptes et du solde seront conditionnés aux résultats effectivement réalisés (actes réalisés et population couverte), et justifiés dans les conditions prévues à l'article 4.

3.3 – Centre de ressource

La Région s'engage à

- coordonner l'action de l'ensemble des territoires engagés dans le SPPEH
- assurer l'animation et la coordination des Espaces Conseils Faire, mettre à disposition des territoires un centre de ressource pour valoriser et mutualiser les méthodes, les bonnes pratiques, les outils, et faciliter les échanges et la diffusion d'informations entre les partenaires institutionnels, les services des collectivités locales, leurs opérateurs et les partenaires techniques.
- proposer aux territoires l'offre de formation développée par l'ADEME, ou toute autre formation mise en place sur le territoire, pour la réalisation et le déploiement du SPPEH ;
- alimenter l'outil SIMUL'AIDES proposé par l'ADEME, pour la remontée des aides financières régionales et locales ;

Article 4 – Engagements du bénéficiaire principal

Le bénéficiaire principal prend les engagements suivants pour toute la durée de la convention :

- **En termes d'engagement opérationnel** : mobiliser les moyens humains et financiers nécessaires à la bonne réalisation des actions listées à l'article 2.
- **En termes de mobilisation de la subvention** : utiliser la contribution versée par la Région en vue de la stricte réalisation du programme d'actions défini à l'article 2.
- **En termes de communication** :

Valoriser le soutien financier de la Région et faire figurer les logos de la Région, de l'ADEME, de la campagne FAIRE et des CEE sur ses documents, courriers, courriels et publications officiels de communication, dans le cadre de la réalisation de toute action se rapportant au programme d'actions. L'usage de ces logos est limité au cadre légal et temporel du programme SARE.

La Région proposera un bloc marque qui devra être apposé sur tout support ou toute correspondance (courrier ou courriel) lié au service de conseil et d'accompagnement SPPEH.

Les locaux hébergeant les conseillers FAIRE devront obligatoirement être signalés par une plaque identifiant la Région, visible du public, fournie par la Région et posée par le(s) bénéficiaire(s) finaux des subventions.

Solliciter la présence de la Région dans les événementiels liés aux actions.

Faire mention de la campagne nationale FAIRE, et du soutien de la Région dans ses rapports avec les médias.

La Région développera une campagne de communication régionale visant à promouvoir le SPPEH régional qui pourra être reprise pour se décliner dans les territoires.

Réaliser la communication portant sur la réalisation du programme d'actions en articulation avec la signature nationale commune de la rénovation FAIRE (dont les modalités d'utilisation et de déploiement sont définies dans la charte graphique FAIRE disponible sur demande auprès de la Région), et la plateforme nationale téléphonique de FAIRE.

Garantir que les Structures de mise en œuvre avec qui il contractera, le cas échéant, pour la réalisation du programme d'actions, souscriront aux mêmes engagements que ceux stipulés au présent article.

La Région aura la possibilité de communiquer sur le projet et de le valoriser auprès du public ainsi qu'après des autres territoires concernés par la problématique de l'efficacité énergétique des logements privés, notamment via son centre de ressource. Le bénéficiaire principal ou ses partenaires pourront être amenés à témoigner du retour

d'expérience sur les actions mises en œuvre, sous la forme de fiches écrites ou de participation à des réunions, à la demande de la Région.

- **En termes d'outils numériques :**

Utiliser et alimenter des outils numériques mis en place par l'ADEME pour permettre le suivi du programme SARE sur son territoire.

Alimenter et promouvoir auprès des usagers du service (ménages, syndicats de copropriétaires, entreprises du petit tertiaire privé), « SIMUL'AIDES », outil numérique permettant, grâce à un simulateur, d'identifier les aides financières mobilisables pour la réalisation de travaux de rénovation énergétique

- **En termes de suivi et d'évaluation :**

Établir un bilan d'activité et de réalisation à la fin de chaque année, qui sera transmis à la Région et présenté au comité de pilotage et de suivi.

Saisir ou à faire saisir, chaque mois, les indicateurs de reporting et de suivi du programme SARE (liste à consulter sur le site internet du ministère de la transition écologique et solidaire dans la rubrique dédiée au SARE : <https://www.ecologie.gouv.fr/service-daccompagnement-renovation-energetique-sare>), dans le « Tableau de Bord SARE » (TBS) mis à en place par l'ADEME.

Il est expressément rappelé que la remontée des indicateurs cité plus haut conditionne les appels de fonds du Porteur associé auprès des Obligés, lors des COPIL REGIONAUX. La remontée des indicateurs, dans l'intervalle défini à l'alinéa précédent, constitue donc une condition essentielle et déterminante du versement de la contribution au bénéficiaire principal.

Article 5 – Contrôle

5.1 Modalités d'exercice du contrôle

En application de l'article 6.4 de la convention nationale conclue entre l'Etat, l'ADEME, l'Anah et les Obligés le 7 mai 2020, l'ADEME Porteur pilote du programme SARE peut faire l'objet d'un contrôle du PNCEE (Pôle National des Certificats d'Energie).

La Direction Générale de l'Energie et du Climat (DGEC) peut demander, à tout moment avant la fin du programme, à l'ADEME et à la Région de réaliser, ou de faire réaliser, un audit sur la situation du Programme, par un auditeur choisi par la DGEC.

A ce titre, le bénéficiaire principal s'engage à faire toutes diligences pour permettre à l'auditeur ou au contrôleur désigné par le PNCEE ou la DGEC, de remplir sa mission. Il s'engage à donner à l'auditeur ou au contrôleur désigné un droit d'accès à ses locaux, ses sites et son siège.

Par ailleurs, indépendamment des audits diligentés par le PNCEE, la DGEC ou l'ADEME, la Région pourra procéder à tout contrôle qu'elle jugera utile, directement ou par des personnes dûment mandatées par elle, pour s'assurer la bonne utilisation de la contribution et du respect des engagements pris.

5.2 Conservation et mise à disposition des justificatifs en cas de contrôle

Le bénéficiaire principal s'engage à conserver l'ensemble des justificatifs de dépenses liés à la mise en œuvre du programme d'actions défini à l'article 2, pendant toute la durée de la Convention et au-delà, pendant la durée de conservation des pièces comptables, documents fiscaux, sociaux, civils et commerciaux définis par la loi.

En cas de contrôle (du PNCEE, de la Direction Générale de l'Energie et du Climat (DGEC), de l'ADEME, de la Région ou de tout autre organisme habilité), le bénéficiaire principal s'engage à mettre à disposition de la Région, les justificatifs de dépenses liés à la mise en œuvre du programme d'actions listés en ANNEXE 3.

Article 6– Pilotage et suivi du programme

Un comité de pilotage et de suivi sera organisé par le bénéficiaire principal, il sera composé à minima d'un représentant de la Région, de l'Etat, de l'ADEME, ainsi que de l'ensemble des EPCI concerné, assistés des personnes de leur choix.

Il se réunira au minimum une fois par an pour échanger sur l'avancement du programme, définir les orientations et prendre les décisions nécessaires à la bonne marche des actions.

Cette instance ne préjuge pas de l'utilité de mettre en place d'autres structures de travail et d'échanges afin d'assurer toute tâche de coordination, de concertation ou de mise au point technique nécessaire à la mise en œuvre du programme.

Article 7– Evaluation du programme

Le programme SARE entrant dans le cadre des politiques publiques de rénovation énergétique, il fera l'objet d'une évaluation comme tel.

A ce titre, le bénéficiaire principal s'engage à participer à l'évaluation du programme SARE et à répondre à toutes demandes, notamment en :

- fournissant tous les éléments quantitatifs nécessaires à l'évaluation des effets en termes d'efficacité énergétique, d'économies d'énergie, de bénéfices techniques, économiques, sociaux et environnementaux du programme SARE ;
- répondant aux enquêtes par questionnaire (en ligne) et en participant à toute session, réunion, entretien, conférence, échange abordant la conduite du programme SARE et ses résultats.

Article 8 – Données à caractère personnel

Concernant les informations à caractère personnel transmises par le bénéficiaire principal, pour l'exécution de la Convention, la Région s'engage à respecter les dispositions de la loi n°78-17 du 16 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le bénéficiaire principal dispose d'un droit d'accès, de modification et de suppression des données qui la concernent, sous réserve que l'exercice de ces droits ne compromette pas l'exécution, le suivi et le contrôle de la Convention.

Les outils numériques développés par l'ADEME pour le déploiement du programme SARE fonctionnent conformément au cadre juridique défini par la loi n°78-17 du 16 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Dans l'hypothèse où le bénéficiaire principal souhaite développer autres outils numériques, il lui appartient de s'assurer de leur conformité à ce cadre juridique.

Article 9 — Avenants

Le contenu de la présente convention peut être modifié par avenant qui sera signé des différentes Parties à la présente convention.

L'instance qualifiée pour échanger et convenir du contenu des avenants entre les Parties est le comité de pilotage et de suivi désigné à l'article 6.

Article 10— Reversements et résiliation

La présente convention peut être dénoncée à tout moment par l'un des signataires, par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant le respect d'un préavis de six mois.

Dans cette hypothèse, les conventions d'attribution de subvention en vigueur concernant ce signataire seront soldées au terme du préavis de six mois et pourront donner lieu à une demande de reversement de la part de la Région si le niveau de réalisation d'une action est moindre que celui des avances et acomptes déjà versés pour réaliser cette action.

Article 11 – Litiges

A défaut d'accord amiable, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Lyon.

Fait à **XXX**, en **XX** exemplaires originaux, le **XX/XX/XXXX**

Pour la Région Auvergne-Rhône-Alpes,

Le Président

Laurent Wauquiez

Pour **XXX,**

Le/a Président(e)

XXX

DOCUMENT DE TRAVAIL

Annexe 1 – Tableur Candidature du territoire à l'AMI SPPEH

Tableur SPPEH-SARE de la candidature

DOCUMENT DE TRAVAIL

Annexe 2 – Règlement de l'Appel à Manifestation d'Intérêt « Plateformes du Service Public de la Performance Energétique de l'Habitat »

Annexe 2

Appel à Manifestation d'Intérêt « Plateformes du Service Public Performance Energétique de l'Habitat (SPPEH) » en Auvergne Rhône-Alpes

1. Contexte et objectifs

Dans le SRADDET Auvergne Rhône-Alpes, adopté en décembre 2019, la Région, chef de file climat-air-énergie, a identifié la rénovation énergétique des bâtiments comme une nécessité pour contribuer à la réduction des consommations énergétiques et des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES). En effet, ce secteur est le deuxième plus gros secteur économique (après les transports) en termes :

- de consommation énergétique : 42 % de consommation d'énergie finale, dont 27 % pour le logement
- d'émissions de GES avec 25 % des émissions, dont 17 % pour le logement.

A l'échelle nationale, l'ampleur du chantier de la rénovation énergétique est considérable – 7 millions de passoires thermiques^[1] sont à rénover d'ici 2028 (selon la loi énergie climat adoptée le 8 novembre 2019) et tous les bâtiments devront être rénovés pour atteindre le niveau BBC^[2] d'ici 2050 – et une mobilisation collective d'ampleur est absolument nécessaire. Celle-ci pourra grandement s'appuyer sur les dynamiques territoriales existantes (40 TEPOS, 45 PTRE).

Le Plan de Rénovation Énergétique des Bâtiments (PREB) en a fait une priorité nationale et conforte l'objectif de 500 000 rénovations de logement /an en France. Dans le SRADDET, la Région Auvergne-Rhône-Alpes a donc porté l'objectif à 76 000 rénovations en 2021 (60 000 en 2016 et +5%/an jusqu'en 2030).

La loi énergie climat du 8 novembre 2019 ainsi que la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) 2019-2028 et la stratégie nationale bas carbone (SNBC) publiés le 23 avril 2020 prévoient d'accroître les efforts.

Dans ces conditions, il est indispensable d'informer, de convaincre et d'accompagner les citoyens sur l'importance de rénover tous les bâtiments et en premier lieu leur logement ou leur petit local tertiaire privé et de les conseiller sur la manière d'obtenir le niveau de performance requis (les économies d'énergie visées).

La Région est reconnue par la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte (TECV) comme l'échelon adapté pour coordonner les études, diffuser l'information et promouvoir les actions en matière d'efficacité énergétique avec le Service public de la performance énergétique de l'habitat (SPPEH). Dès 2014, avec l'ADEME, elle a favorisé le déploiement des plateformes territoriales de la rénovation énergétique (PTRE) dans les

[1] On considère qu'un bâtiment est une passoire thermique s'il est classé en étiquette F et G (selon un diagnostic de performance énergétique -DPE-), ce qui représente une consommation d'énergie supérieure à 330 kWh par m² et par an

[2] BBC : Bâtiment basse consommation, ce qui représente une consommation d'énergie inférieure à 80 kWh par m² et par an (moyenne à moduler selon les territoires)

établissements publics de coopération intercommunale (EPCI). Aujourd'hui 45 PTRE couvrent près de 68% de la population. Parallèlement, avec l'ADEME, elle propose une offre de formation adaptée en matière de transition énergétique pour tous les professionnels hors artisans du bâtiment.

Une source de financement du service basée sur un programme CEE, le SARE

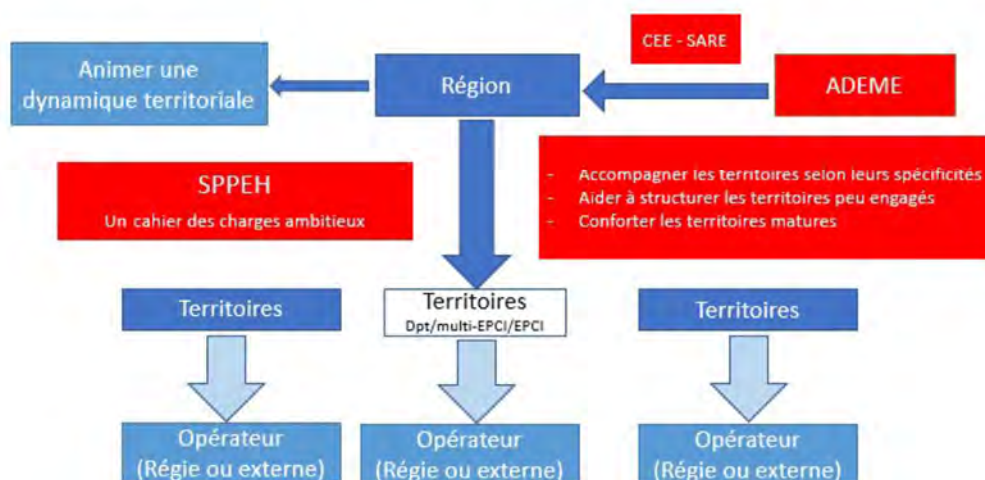
En septembre 2019, le programme CEE Service Accompagnement à la Rénovation Énergétique (SARE) porté par l'ADEME et doté d'un financement au niveau national d'environ 200 millions d'euros sur la période 2020 – 2024, a été adopté. Cette ressource financière vient en remplacement des fonds ADEME pour les territoires qui s'engagent dans la rénovation énergétique.

La particularité de ce programme réside dans ses modalités pratiques de mobilisation des fonds : le niveau national réalise la procédure de sélection des obligés, qui s'engagent ensuite dans une convention territoriale avec chacun des porteurs associés. Un obligé est une entreprise qui produit ou distribue de l'énergie, et qui doit atteindre un objectif d'économies d'énergie pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre.

Comme le prévoit la loi TECV, la Région exerce son rôle de chef de file de la transition énergétique ; c'est pourquoi la Région Auvergne-Rhône-Alpes se positionne comme porteur associé unique pour animer et porter ce programme.

La convention territoriale approuvée par la Région, l'État, l'ADEME et les obligés financeurs permettra la mise à disposition de la Région des fonds, par périodes, pendant une durée de 3 ans. La Région sera chargée de distribuer les fonds aux différentes collectivités territoriales engagées en fonction des objectifs et de la réalisation des actions. Les collectivités qui s'engageront aux côtés de la Région après le 1^{er} janvier 2021, ne bénéficieront du financement que pendant la durée restante jusqu'au 31 décembre 2023.

Comme l'illustre le Schéma ci-dessous, le SPPEH régional s'appuiera sur un réseau de plateformes territoriales de la rénovation énergétique (PTRE) portées par les territoires. La mise en œuvre des actions pourra être assurée en régie ou déléguée à un opérateur. La Région animera la dynamique régionale et le programme CEE-SARE permettra d'assurer un financement de ce service en complément des autres sources de financement : Région, Départements, EPCI, fonds européens. Le niveau d'ambition du SPPEH régional dépendra donc de l'engagement des collectivités (EPCI et Départements).



La communauté régionale (Etat, Région, ADEME) s'est fixée comme grands objectifs stratégiques de répondre aux enjeux du SRADDET en s'appuyant sur les constats partagés lors des réunions de concertations territoriales de début 2019 en vue de construire le SPPEH. Le choix régional est donc de maximiser la couverture territoriale, en intégrant à l'échelle régionale des principes de mutualisation et de solidarité territoriale.

2. Le dispositif d'AMI du SPPEH

2.1. Objectifs

Le présent règlement a pour objectif d'aider les territoires à déployer une Plateforme Territoriale de la Rénovation Energétique, déclinaison du SPPEH régional à leur échelle (départementale ou intercommunale). Les PTRE respectant les critères du présent règlement pourront prétendre à un accompagnement financier via des subventions Régionales et du programme national CEE SARE.

Par ailleurs, les PTRE pourront s'appuyer sur un centre de ressources qui permettra :

- de valoriser et mutualiser les méthodes, les bonnes pratiques, les outils des services,
- de faciliter les échanges et la diffusion d'informations entre les partenaires institutionnels, les services des EPCI, leurs animateurs, leurs opérateurs et les partenaires techniques.

2.2. Territoires de projet et bénéficiaires

Les Départements, les groupements d'EPCI ou les EPCI d'une taille suffisante sont éligibles au dispositif.

Afin de mettre en place un service financièrement supportable (par mutualisation des moyens humains et financiers) et pérenne dans le temps, les PTRE devront concerner une « masse critique » suffisante de population. L'échelle à privilégier est la plus large possible. Idéalement, il s'agit de celle d'un département.

Les PTRE pourront choisir d'externaliser, dans le respect de la réglementation, la mise en œuvre du programme auprès de structures tierces (exemple : Agences Locales de l'Energie et du Climat (ALEC)).

2.3. Projets

Les projets de PTRE devront traiter directement ou indirectement chacun des cinq axes ci-dessous. Pour chacun de ces axes, il conviendra de décrire le service envisagé :

- Rôle des collectivités,
- Opérateurs (interne ou externe) pour la mise en œuvre du service SPPEH acte par acte,
- En cas de regroupement d'EPCI ou de portage départemental, relations conventionnelles entre les collectivités.

Axe 1 Stimuler puis conseiller la demande : mettre en place des actions de communication et de prospection des habitants puis d'accueil téléphonique et physique et de conseil personnalisé jusqu'au passage à l'acte.

Axe 2. Accompagner les ménages : lorsque l'offre privée n'existe pas / n'est pas adaptée, proposer un accompagnement aux ménages dans leurs projets de travaux sur les aspects technique, financier ou administratif.

Axe 3 Accompagner le petit tertiaire privé : en coordination avec les acteurs déjà actifs type CCI ou CMA, informer et animer les propriétaires de locaux tertiaires de moins de 1 000 m² de l'intérêt et des modalités de rénover énergétiquement leur local, proposer un accompagnement et mettre en relation avec les acteurs professionnels.

Axe 4. Mobiliser et Animer l'ensemble des acteurs de l'offre (services des collectivités, artisans, banques, agences immobilières, notaires ...) impliqués dans les projets de rénovation.

4a. Structurer et animer les acteurs publics (services habitat / énergie / urbanisme / développement économique des EPCI et communes, acteurs associatifs publics ou parapublics). On veillera à renforcer l'information des interlocuteurs « généralistes » des citoyens, dont les mairies, maisons de service public, centres communaux d'action sociale, etc. pour qu'ils puissent diffuser une première information et orienter les citoyens vers les acteurs spécialisés

4b. Structurer et animer les acteurs privés (entreprises du bâtiment mais également architectes, agences immobilières, banques, notaires, etc.)

Axe 5. S'impliquer dans l'animation régionale (centre de ressources) que la Région mettra en place au service des PTRE du SPPEH. Celles-ci devront s'engager à partager leurs expériences, bonnes pratiques et leurs outils pour une mise en commun à l'échelle régionale.

3. Dossier de candidature

Pour être recevable, le dossier complet sollicitant l'intervention de la Région doit être déposé avant tout début de réalisation des opérations pour lesquelles un financement est demandé.

Eléments techniques :

- **Eléments de préfiguration** : les projets de PTRE devront inclure, pour les territoires qui démarrent ce service, les résultats d'une étude de préfiguration. Pour les territoires déjà dotés d'une plateforme, il s'agira d'un bilan des années d'activité antérieures. L'ensemble des missions attendues doit être étudié, y compris celles relevant précédemment par les Espaces Info Energies (EIE). L'objectif est de déterminer l'ensemble des forces en présence et de mettre en place une organisation opérationnelle efficace et efficiente.
- **Un état des lieux complet des initiatives et des politiques existantes** sur le territoire devra permettre d'identifier les atouts et faiblesses des dispositifs existants, les articulations ou les manques afin de positionner au mieux l'action du SPPEH (échelle territoriale, cibles, objectifs, ...). Seront particulièrement regardés les enjeux d'articulation avec les politiques d'amélioration de l'habitat et de lutte contre la précarité énergétique de l'Anah.
- **La composition de l'instance de pilotage** : celle-ci doit être mise en place à l'échelle de la PTRE-SPPEH en intégrant l'ensemble des structures concernées par la rénovation énergétique du logement privé en interne à la collectivité (directions et délégations d'élus porteurs des politiques énergie, habitat et sociale, locaux commerciaux et tertiaires), la DDT, la(les) délégation(s) locale(s) de l'ANAH et ses opérateurs, les organisations professionnelles, les financeurs ...) Cette organisation pourrait être efficacement résumée sous forme de schéma des acteurs et de leurs interactions.

- **Une délibération de la structure porteuse** mandatée par tous les collectivités du projet pour représenter la PTRE. Elle doit afficher les ambitions, les moyens et le positionnement stratégique du SPPEH. La structure porteuse assure les remontées d'information à la Région.

La candidature devra démontrer qu'elle porte sur le seul champ de l'énergie ou dans une logique globale d'amélioration de l'habitat, des petits locaux à vocation économique et commerciale (confort, lutte contre les passoires thermiques au nom de la lutte contre la précarité énergétique...). Son action devra s'inscrire dans une logique d'exemplarité ou de massification, la stratégie décrite devra être cohérente avec le contexte territorial. Elle se traduira dans l'ambition politique affichée pour porter un service d'accompagnement et organiser globalement les acteurs du territoire.

- **Des délibérations de l'ensemble des EPCI et Départements, parties prenantes du projet de PTRE.** Ces délibérations précisent le rôle des collectivités dans le projet de PTRE.
- **L'engagement à participer au réseau régional du SPPEH** (cf annexe 3) autour de la communauté de travail Région, DREAL et ADEME et du centre de ressources qui sera déployé par la Région avec un financement du SARE :
- **La participation financière des EPCI** : 0,5 €/hab/an minimum sur les actes A1, A2 et A4 du programme SARE. Ces actes sont décrits dans l'annexe 5 de l'arrêté du 5 septembre 2019 relatif au programme SARE et repris Annexe 2 - correspondance entre les missions attendues pour le SPPEH en Auvergne-Rhône-Alpes et les actes métiers du programme SARE

(<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/sites/default/files/Annexe%205%20-%20vf.docx>)

Éléments administratifs :

- Lettre de demande de subvention signée par la personne habilitée à engager l'organisme et adressée à Monsieur le Président du Conseil régional.
- Document autorisant le représentant de l'organisme à solliciter une subvention (délibération, ...),
- Documents d'identification du demandeur, notamment le numéro de SIRET
- Régime de TVA auquel est soumis l'organisme demandeur
- Comptes de l'exercice précédent
- RIB,

Toute fausse déclaration sera sanctionnée par une demande de remboursement de la subvention accordée.

Les dossiers seront déposés en ligne sur l'espace Usagers du Portail des Aides sur le site de la Région <https://www.auvergnerhonealpes.fr>.

Contact :

REGION AUVERGNE RHONE-ALPES
Direction de l'Environnement et de l'Energie
AMI SPPEH
1, esplanade François Mitterrand – CS 20033
69269 Lyon Cedex 02

4. Modalités de calcul des subventions

Le programme CEE SARE finance le service essentiellement à l'acte sans tenir compte des situations spécifiques locales et de la maturité du service. La Région, après avoir reçu les fonds appelés auprès de l'ADEME, versera aux territoires retenus les fonds attendus correspondants à la part SARE et la contribution Région sur fonds propres.

4.1 Modalités d'intervention de la Région

Prime ruralité	Permet de compenser le surcout du service en milieu rural
Prime au démarrage	Accompagne les phases préalables au déploiement effectif du service
Prime regroupement	Incite au déploiement du service sur un périmètre le plus large possible
Prime dynamique territoriale	Conforte les dynamiques pré-existantes

Les modalités de calcul des primes régionales sont détaillées en annexe 1.

4.2 Modalités d'intervention du programme CEE « SARE »

Programme CEE "SARE" pour la mise en œuvre du SPPEH	Liste des actes métiers et leurs assiettes éligibles en date du 2 avril 2020 :		
	Information de premier niveau (information générique)		8 €
	Conseil personnalisé aux ménages		50 €
	Réalisation d'audits énergétiques en distinguant maison individuelle et copropriété	Maison Indiv.	200 €
		Copro	4 000 €
	Accompagnement des ménages pour la réalisation de leurs travaux de rénovation globale en distinguant maison individuelle et copropriété	Maison Indiv.	800 €
		Copro	4 000 €
	Accompagnement des ménages et suivi des travaux pour la réalisation de leurs travaux de rénovation globale en distinguant maison individuelle et copropriété	Maison Indiv.	1 200 €
		Copro	8 000 €
	Réalisation de prestation de maîtrise d'œuvre pour leurs travaux de rénovations globales en distinguant maison individuelle et copropriété	Maison Indiv.	1 200 €
Copro		8 000 €	

	Petit tertiaire privé Information de premier niveau (information générique)
	La description de ces actes est consultable sur le site du ministère www.ecolo-solidaire.gouv.fr/sites/default/files/Annexe%205%20-%20vf.docx

Pour bénéficier du paiement des actes par les CEE-SARE, il faudra justifier les dépenses sur la base des justificatifs listés en Annexe 3 - Justificatifs des dépenses dans le cadre du programme SARE.

En complément, les collectivités territoriales et les structures bénéficiaires / opérateurs engagés dans le cadre du programme SARE peuvent, par ailleurs, participer à d'autres programmes CEE. Il est toutefois nécessaire que cette participation se fasse sur des champs distincts des actes pour lesquelles elles reçoivent des fonds dans le cadre du programme SARE.

La participation à d'autres programmes devra être déclarée par les structures bénéficiaires / opérateurs lors des bilans semestriels avec une précision sur les actes inclus dans chaque programme et une gestion analytique des dépenses devra permettre une distinction de ces dernières en fonction des programmes. Lors de la certification des dépenses des structures bénéficiaires, le Commissaire aux comptes ou le comptable public se rendra garant de cette distinction des programmes entre eux.

Les EPCI confiant des missions à ces structures bénéficiaires / opérateurs devront s'assurer du respect des règles énoncées ci-dessus par celles-ci.

4.3 Modalités de versement des fonds Région + SARE

La mise en œuvre du SPPEH pouvant être réalisée en interne ou externalisée, deux modalités de versement des subventions sont possibles :

- Versement direct des subventions aux collectivités (EPCI/Département) candidates,
- Etablissement d'une convention de mandat avec les collectivités (EPCI/département) pour permettre, le cas échéant, le versement des subventions directement aux prestataires en charge du déploiement du programme. Dans ce dernier cas, les collectivités devront fournir, conformément aux pièces citées en annexe 3, les contrats ou conventions liant les collectivités aux prestataires retenus.

Une convention liant la Région et les territoires retenues précisera les modalités précises de versement.

5. Procédure de sélection des candidatures

Les candidatures seront déposées "au fil de l'eau". Des compléments pourront être demandés à l'issue de l'examen de la candidature.

En cas d'éligibilité de la candidature, le soutien financier apporté par la Région devra être voté en Commission permanente de la Région. La Région privilégiera le regroupement des votes.

Critères de sélection

L'analyse de la candidature s'attachera plus particulièrement aux critères suivants :

- **Des objectifs, modalités de mise en œuvre, moyens proposés et indicateurs d'évaluation justifiés par la stratégie envisagée**

Devront notamment être clairement exposés :

- Les services portés directement ou indirectement par le SPPEH auprès des particuliers, du petit tertiaire privé, des professionnels du bâtiment, du financement, de l'accompagnement, et de tout autre acteur du territoire. Selon le découpage en actes du SARE prévu à l'annexe 5 de l'arrêté du 5 septembre 2019. Les services chargés du lien avec la Région, en tant que porteur associé du SARE, devront également être précisés. Un schéma d'organisation serait apprécié.
- Les moyens humains d'accueil, d'information, d'animation (et de coordination nombre, compétences « formation FAIRE de l'ADEME », en interne ou en externe...). Afin de permettre à terme d'avoir un service pérenne et d'assurer une certaine continuité, il nous semble indispensable d'avoir un nombre critique d'etp affectés "non dilués" (par exemple au moins 0.5 etp par agent) et une population desservie supportable que le porteur doit justifier pendant au moins la durée des 3 ans du programme SARE.
- Les moyens financiers (plan de financement sur 3 ans) avec les différentes sources de financement (EPCI, Région, ...). Une attention particulière devra être portée sur la mobilisation d'autres programmes CEE que le SARE sur certaines opérations (audits énergétiques et les prestations de maîtrise d'œuvre pour des rénovations globales...), l'utilisation de 2 programmes CEE pour une même opération n'étant pas autorisée. Le candidat devra déposer sa demande annuellement
- Les objectifs quantitatifs et qualitatifs en termes d'accompagnement (conseil, information ...) et d'animation (particuliers et petit tertiaire privé), et les indicateurs de résultats (acte par acte) pour assurer le pilotage du SPPEH et justifier des actes qui permettront à la Région de mobiliser les CEE du SARE .
- Les outils de suivi des actes ou gestion client mis en œuvre et leur interopérabilité avec le Tableau de bord SARE (TBS) de l'ADEME

Une attention particulière sera portée à la cohérence entre le positionnement stratégique du SPPEH, les objectifs visés en termes de nombre de rénovations énergétiques de maisons et de copropriétés, les moyens (humains et financiers) alloués pour les atteindre et la fluidité de l'organisation mise en place

- **Le positionnement dans l'écosystème local**

Chaque candidat doit fédérer sur son territoire l'ensemble des acteurs de la rénovation énergétique du logement (notaires, agents immobiliers, banquiers, artisans, maîtres d'œuvre...) afin d'envisager d'améliorer l'efficacité globale des initiatives. Une charte formalisant les engagements de chacun pourra par exemple être élaborée par la plateforme. L'ensemble de ces acteurs devra pouvoir participer à la gouvernance du SPPEH local. Les actions de mobilisation de ces acteurs seront valorisées pour être co financées par le SARE

- **Un travail sur la pérennité des missions**

Dès la première année, un travail devra être mené à l'échelle territoriale et dans la plus grande concertation, dans le but d'identifier des pistes de pérennisation des moyens (humains et financiers) et des missions du service au-delà des 3 années de financement SARE.

6. Capitalisation Evaluation

Le candidat pourra proposer des indicateurs complémentaires aux indicateurs de suivi du programme SARE et des actes, simples et facilement mesurables permettant de mesurer l'atteinte des objectifs stratégiques et l'efficacité du service.

Il contribuera aux bilans de synthèse et aux REX collectifs qui alimenteront le bilan régional à faire auprès de l'ADEME.

7. Valorisation et visibilité de la Région

Les candidats dont le dossier est retenu auront l'obligation de communiquer sur l'existence du financement régional auprès des destinataires finaux et auprès du grand public. Cette obligation de publicité est indispensable pour faire connaître l'implication en proximité de la Région Auvergne-Rhône-Alpes dans la vie quotidienne des habitants.

La Région sera donc particulièrement attentive aux moyens (stickers, plaques permanentes, logo Région, mention dans les articles et courriers...) que les porteurs de projet auront prévu de consacrer à la valorisation de son soutien.

La Région doit être associée et représentée à toute manifestation ou inauguration relative au projet.

Les éléments de visibilité seront repris et détaillés dans la convention de versement des fonds (cf article 4.3).

DOCUMENT

Annexe 3 – Justificatifs à transmettre en cas de contrôle



Programme SARE



Note sur les justificatifs à apporter en cas de contrôle

Le programme SARE permet, au travers de fonds CEE, de financer la réalisation d'actes métiers par des structures de mise en oeuvre ainsi que l'animation et portage du programme par le porteur associé. Le porteur associé est responsable de la réalisation des actes métiers conformément à leur description définie dans le guide acte métier en annexe de la convention du porteur pilote. Ces actes métiers font l'objet d'un suivi au travers d'indicateurs définis dans les conventions des porteurs associés.

Les fonds CEE du programme SARE peuvent financer au maximum 50% du cout plafond des actes métiers, la contrepartie étant financée par les collectivités territoriales (fonds du porteur associé, des EPCI, FEDER, etc.). Lorsque certains actes présentent un « reste à charge » pour le bénéficiaire final du service, ce reste à charge n'est pas comptabilisé comme une contrepartie aux fonds CEE.

En cas de contrôle, le porteur associé est responsable de la justification des dépenses réalisées et payées dans le cadre du programme. Ainsi, le porteur associé s'assurera que chaque structure agissante dans le cadre du programme (le porteur associé, mais également les EPCI et leurs groupements ainsi que les structures de mise en oeuvre) conserve les justificatifs de dépenses liés à la mise en oeuvre du Programme.

En plus des justificatifs liés aux versements des CEE par les obligés (CR COPIL, notifications d'appels de fonds, titres de recettes, attestations de versement), les justificatifs suivants pourront être demandés en cas de contrôle aux structures agissantes:

- Bulletins de paie, justificatifs de salaires, déclaration du temps passé certifié par le représentant légal de la structure agissante pour le temps hommes dont le temps de travail a été comptabilisé dans les dépenses du programme. Il ne s'agit pas d'un suivi de temps acte par acte mais global.
- Dans le cas d'une subvention à un tiers ou de la réalisation des missions en régie : un état récapitulatif des dépenses effectuées certifié par le représentant légal, le contrat liant les structures ; l'attestation de paiement signée du représentant légal ;
- Bilan, comptes de résultat et le cas échéant rapport du Commissaire aux comptes ou du comptable public ;
- Factures (prestations de services, achats, etc.) payées par les structures agissantes dans le cadre du programme ;
- Notes de frais, titres de transport, ou toute autre pièce de valeur probante ;

Pour réaliser les missions décrites dans la convention du porteur associé, les financements des obligés sont complétés par des co-financement des collectivités territoriales (fonds du porteur associé, des EPCI, FEDER, etc.). Seuls les postes de dépenses ci-dessous sont considérés comme éligibles, dans le cadre du programme SARE, pour la réalisation des actions définies dans la convention du porteur associé :

- Les dépenses directes de personnel (salaires chargés non environnés) intervenant directement dans la mise en oeuvre du programme au prorata du temps passé ;
- Les frais de déplacements et de missions ;
- Les équipements et prestations spécifiquement dédiés aux acte métiers (exemple : supports de communication, ...)
- Les charges connexes : ensemble des charges (frais généraux, frais de structure, frais d'environnement, etc.) qui ne peuvent être directement et exclusivement rattachées à l'opération mais qui concourent à la réalisation des objectifs de celles-ci. Ces charges connexes ne pourront dépasser 20% de la somme des plafonds définis pour chaque acte.

Le porteur pilote, en articulation avec le GT porteurs associés, met à disposition des porteurs associés cette liste des principaux justificatifs du programme. Le porteur associé est responsable de définir, en lien avec les collectivités infra-régionales et les structures de mise en oeuvre, les justificatifs et les modalités de justification les plus adaptés aux spécificités locales du programme.

Ces documents devront être conservés dans les structures ad-hoc pendant 6 ans pour tous les documents antérieurs au 1^{er} juin 2020 et pendant 9 ans pour tous les autres (la règle venant de changer récemment) et devront pouvoir être présentés par ces mêmes structures, sous la responsabilité du porteur associé.

Les justificatifs qui permettent de s'assurer de la réalisation des actes sont cités dans le guide des actes métiers (compte-rendus d'entretiens, rapports d'audits énergétiques, ...) et seront précisés si nécessaire dans le cadre du GT Actes métiers et indicateurs.

DOCUMENT DE TRAVAIL

DÉLIBÉRATION DE L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

Séance ordinaire publique du 20 juin 2022

18 - OBSERVATOIRE DEPARTEMENTAL DE L'HABITAT : UN INSTRUMENT STRATEGIQUE DE CONNAISSANCE ET D'ANALYSE

Direction : Direction de la Vie Sociale

Service instructeur : Maison Départementale de l'Habitat

Délibération n ° : CD200622/181

Le 20 juin 2022, l'Assemblée départementale, régulièrement convoquée, s'est réunie à l'Hôtel du Département sous la présidence de Marie-Agnès PETIT, Présidente du Département.

- Présents : 34 -Absent(s) excusé(s) : 4 - Absent(s) ayant donné pouvoir : 0

Le quorum ayant été vérifié,

L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

VU la loi du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement et instaurant les Plans départementaux de l'habitat (PDH) et les Plans locaux de l'habitat (PLH) ;

VU la délibération de l'Assemblée départementale du 22 octobre 2018 approuvant le Plan départemental de l'Habitat (PDH) de la Haute-Loire comportant la mise en place d'un observatoire de l'habitat ;

VU la délibération de la Commission permanente du 7 octobre 2019 approuvant la réalisation de l'étude de préfiguration de l'observatoire départemental de l'habitat ;

ET CONSIDERANT QUE

Le Département a une obligation réglementaire dans le cadre du Plan départemental de l'habitat (PDH) adopté en octobre 2018 de mettre en place un observatoire de l'habitat. Cet observatoire permettra, au-delà de l'obligation réglementaire de piloter la politique départementale de l'habitat au plus près des besoins et des réalités de terrain, d'en évaluer l'impact et de la réajuster si nécessaire.

L'observatoire est un instrument stratégique de connaissance et d'analyse des évolutions démographiques et socio-économiques du territoire, de l'état du marché du logement, des besoins des populations et des enjeux d'attractivité. L'observatoire remplit plusieurs fonctions parmi lesquelles être :

- un outil d'aide à la décision ;
- un outil de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation ;
- un outil d'animation, d'échange et de partage ;
- un outil d'information, de sensibilisation et de communication.

L'étude de préfiguration menée en groupement de commande avec la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay qui a la même obligation d'observation dans le cadre de son Plan local de l'Habitat, a permis de définir un scénario d'organisation pour la mise en place d'un observatoire.

La feuille de route retenue débute avec un scénario à minima qui constitue le socle de base de l'outil mais l'objectif souhaité est une montée en puissance rapide vers le scénario maximal.

Scénario a minima	Scénario intermédiaire	Scénario maximal
<ul style="list-style-type: none">• Cartographie interactive• Journée de l'habitat• 1 étude thématique par an• Indicateurs de suivi / évaluation des PLH / PDH / DAP• Annuaire des acteurs (qui fait quoi, contact)	<ul style="list-style-type: none">• Scénario a minima +• Publications trimestrielles (format synthétique : 2 pages)	<ul style="list-style-type: none">• Scénario intermédiaire +• Partage d'expérience et de bonnes pratiques (visites de terrain, vidéos, publications)• Guide des dispositifs

Pour la mise en œuvre de l'observatoire de l'habitat, il a été identifié le besoin d'un chargé d'études et d'animation à hauteur d'un équivalent temps plein et d'un géomaticien à hauteur de 0,50 équivalent temps plein.

Le chargé d'études et d'animation sera recruté par le Département à temps complet et il sera mis à disposition de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay à hauteur d'un tiers d'équivalent temps plein pour l'observation du PLH. Le géomaticien sera un agent de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay et il sera mis à disposition du Département à hauteur d'un tiers d'équivalent temps plein pour l'observatoire départemental.

La gouvernance de l'observatoire départemental sera organisée autour d'un Comité de pilotage et un Comité technique.

Le comité de pilotage sera formé en composition restreinte des représentants du Département, de l'Agglomération du Puy en Velay au titre de la coordination avec le PLH et du Préfet. Le comité technique sera composé des services représentant les membres du comité de pilotage auxquels pourront être associés en fonction des besoins et des thématiques traitées les partenaires principaux mais aussi les autres EPCI du Département

Après avoir entendu le rapport présenté par Monsieur Eric BONCHE au nom de la commission Solidarités territoriales, et après en avoir délibéré :

DECIDE :

d'approuver la mise en place d'un observatoire départemental de l'habitat dont le fonctionnement sera assuré par un chargé d'études habitat et par un géomaticien dans le cadre de mises à disposition d'agents entre la Communauté d'agglomération du Puy en Velay et le Département.

Adopté à l'unanimité des membres présents ou représentés.

**Identifiant de télétransmission
043-22430012-20220620-260136-DE-1-1**

**Pour la Présidente,
le Directeur Général
des Services du Département par intérim**

**Date de réception en préfecture :
22 juin 2022**

Date de publication :

Signé Eric CHANAL

DÉLIBÉRATION DE L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

Séance ordinaire publique du 20 juin 2022

19 - SCHEMA DEPARTEMENTAL DES ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES 2022-2027

Direction : Direction de l'Attractivité et du Développement des Territoires

Service instructeur : Direction Déléguée Culture et Patrimoine

Délibération n ° : CD200622/19N

Le 20 juin 2022, l'Assemblée départementale, régulièrement convoquée, s'est réunie à l'Hôtel du Département sous la présidence de Marie-Agnès PETIT, Présidente du Département.

- Présents : 34

- Absent(s) excusé(s) : 4

- Absent(s) ayant donné pouvoir : 0

Le quorum ayant été vérifié,

L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, notamment en matière d'enseignements artistiques,

VU la délibération de l'Assemblée Départementale du 22 juin 2020 validant la prise en charge des coûts pédagogiques et de fonctionnement de l'internat « Résidence à thème » au collège Henri Pourrat de la Chaise-Dieu,

VU la délibération de l'Assemblée Départementale N° CD14022/10M du 14 février 2022, adoptant le budget primitif 2022,

VU la délibération de l'Assemblée Départementale N° CD210322/5H du 21 mars 2022 adoptant les orientations de CAP 2030,

CONSIDERANT les orientations du schéma des enseignements artistiques proposées par le Département et les établissements d'enseignements artistiques lors du travail préalable de co-construction,

CONSIDERANT le projet pédagogique de l'internat « Résidence à thème » du Collège Henri Pourrat.

Après avoir entendu le rapport présenté par Monsieur Jean-Paul VIGOUROUX au nom de la commission Enfance jeunesse, et après en avoir délibéré :

APPROUVE les orientations et dispositions du nouveau Schéma départemental des enseignements artistiques 2022-2027, ci-annexé.

APPROUVE la mise en œuvre du Schéma départemental des enseignements artistiques 2022-2027 à compter de septembre 2022

APPROUVE son financement à hauteur maximale de 730 000 euros par an.

Adopté à l'unanimité des membres présents ou représentés.

Identifiant de télétransmission
043-224300012-20220620-260133-DE-1-1

**Pour la Présidente,
le Directeur Général
des Services du Département par intérim**

Date de réception en préfecture :
27 juin 2022

Date de publication :

Signé Eric CHANAL

Schéma départemental des Enseignements artistiques de la Haute-Loire 2022-2027

Les enseignements artistiques en Haute-Loire

Depuis 2000, le Département de la Haute-Loire a voté quatre schémas dont le dernier approuvé en 2017 a été prorogé jusqu'à juin 2022. Si les précédents schémas avaient permis d'accompagner les établissements d'enseignements artistiques dans leur structuration territoriale et pédagogique, celui qui s'achève a positionné les établissements comme des partenaires de la politique culturelle du Département aux bénéficiaires des publics et des territoires.

La Haute-Loire compte ainsi, en juin 2022, **dix établissements d'enseignements artistiques (EEA)** répondant aux exigences du schéma ; l'association portant l'école de Langeac ayant été dissoute au début de cette année. Par ailleurs, la Maison pour Tous de Chadrac, partenaire du Conservatoire à rayonnement départemental (CRD) de l'agglomération du Puy-en-Velay pour l'enseignement des musiques actuelles est également accompagné par le Schéma ; tout comme l'internat du XXI^e siècle du Collège de La Chaise-Dieu, *Casa-Dièse*, dont le projet pédagogique est porté par le CRD.

Les établissements d'enseignements artistiques sont classés selon une typologie – types allant de un à quatre - qui, en les obligeant au respect d'un certain nombre de critères tels qu'un pourcentage d'enseignants diplômés, des locaux adaptés, des enseignements complémentaires à la musique, la mise en place de projet de territoire...- les a conduit à proposer des enseignements reconnus aujourd'hui comme étant de grande qualité.

Le réseau des EEA en Haute-Loire présente par ailleurs une particularité, digne d'intérêt : à l'exception de celui de Craponne-sur-Arzon, chaque établissement dispose **d'un rayonnement intercommunal**. Ainsi, tous les EPCI, à l'exception des Communautés de communes des Rives-du-Haut-Allier et du Pays de Cayres-Pradelles proposent à leurs habitants une offre en matière d'enseignements artistiques. Ce maillage territorial – certes plus précaire à l'ouest du territoire - ainsi que le réseau d'établissements particulièrement solidaires les uns des autres sont à n'en pas douter l'une des forces et des originalités du schéma départemental de la Haute-Loire.

Ainsi, l'on constate aujourd'hui que **les établissements d'enseignements artistiques sont des acteurs incontournables de leur territoire** et dont l'impact sur les habitants mériterait d'être évalué réellement.

Acteurs essentiels de l'animation culturelle, les établissements d'enseignements artistiques contribuent très largement à l'attractivité de leur territoire, en offrant aux habitants un service culturel de qualité, aux côtés et en partenariat avec d'autres acteurs tels que les établissements scolaires, les médiathèques, les collectivités...

Ces établissements sont enfin des lieux qui participent de façon privilégiée au développement de la citoyenneté puisqu'ils offrent à leurs usagers et bénéficiaires la possibilité de participer, d'apprendre à respecter l'autre et peuvent susciter une aspiration au vivre ensemble.

Une société qui évolue, de nouveaux enjeux

A l'échelle mondiale, les sociétés connaissent depuis la dernière décennie de nombreuses évolutions : L'avènement du « tout numérique » et du « tous connectés » a considérablement changé le rapport aux autres, à l'espace, au temps, aux apprentissages.

La crise sanitaire de la COVID 19 que le monde entier vient de traverser a également profondément et peut-être durablement bouleversé l'humanité. De nouvelles façons de travailler, d'apprendre – la musique notamment - mais aussi d'accéder à la culture ont dû être inventées et cohabitent aujourd'hui avec celles qui avaient cours avant la crise. Et jamais le lien social et le vivre ensemble n'ont semblé aussi indispensables au bien-être de tous.

Enfin, le changement climatique et le spectre de ses conséquences directes et indirectes, en nous obligeant dès aujourd'hui à changer nos paradigmes, nous invite à privilégier la proximité et ainsi repenser les modèles de mobilité, les façons d'habiter les territoires, les services aux populations ; et par conséquent, **à remettre, plus que jamais, l'Humain au centre de nos villages.**

Ces enjeux actuels et à venir interrogent la place et le rôle des arts et de la culture dans la société et plus particulièrement dans nos territoires ruraux.

Une question qui est également au cœur de la notion de « **droits culturels** », imposée par la Déclaration de Fribourg en 2007 et consacrée par la loi NOTRe de 2015 et la loi relative à la liberté de création, l'architecture et le patrimoine de 2016. Ces droits culturels, reconnus comme fondamentaux, visent notamment à garantir à chacun **la liberté de vivre son identité culturelle**, comprise comme « l'ensemble des références culturelles par lesquelles une personne, seule ou en commun, se définit, se constitue, communique et entend être reconnue dans sa dignité ¹», mais également **la liberté de prendre part à la vie culturelle** : par la participation, l'accès et même la contribution.

Cette dernière aspiration renvoie par ailleurs aux **enjeux d'éducation artistique et culturelle tout au long de la vie**, grande cause nationale, qui ambitionne de donner la possibilité à **chaque individu de se constituer une culture artistique personnelle, pouvant contribuer directement à son épanouissement personnel**. Cette démarche repose sur la nécessité pour chaque citoyen de pouvoir aller à la rencontre d'artistes, d'œuvres, mais également d'accéder à une pratique artistique diversifiée et d'acquérir des connaissances, lui permettant ainsi de se forger un esprit critique.

Loin d'être antinomique avec le travail réalisé à destination des usagers dans les établissements d'enseignements artistiques, l'éducation artistique et culturelle peut lui être complémentaire, en touchant notamment - mais pas uniquement – via les interventions en milieu scolaire, un public plus large et plus éloigné des pratiques culturelles ; réduisant ainsi les inégalités d'accès entre territoire, mais également à l'intérieur d'un même territoire. Quand elle est portée par les établissements d'enseignements artistiques, l'EAC peut même contribuer à amplifier leur impact sur les territoires, en passant d'une logique d'utilisateur (élève

¹ Déclaration de Fribourg sur les droits culturels, 2007

inscrit dans l'établissement) à une logique de bénéficiaire (habitants bénéficiant des offres d'EAC de l'établissement).

A l'échelle de la Haute-Loire, le Conseil départemental a défini dans **sa feuille de route « Cap 2030 »** quatorze objectifs stratégiques, parmi lesquels plusieurs objectifs auxquels le soutien et le développement d'une offre d'enseignement et d'éducation artistique de qualité peuvent contribuer :

- Objectif 6 : Valoriser nos richesses patrimoniales
- Objectif 7 : Développer et partager la fierté d'appartenance à la Haute-Loire
- Objectif 12 : Contribuer au bien-être des jeunes

Ces objectifs sont amenés à être déclinés en actions devant répondre aux besoins de bénéficiaires (les habitants actuels et futurs, les jeunes, les publics cibles de la politique culturelle départementale...) et mises en œuvre avec la collaboration de partenaires, au rang desquels, les EPCI, les établissements d'enseignements artistiques mais également d'autres acteurs de la culture, de l'éducation, du social...

Fort de ces constats, le nouveau schéma des enseignements artistiques entend donc penser le développement de l'Enseignement et de l'Education artistiques en lien avec les évolutions sociétales et les attentes des territoires, tout en consolidant les acquis de structuration des précédents schémas.

Aussi, le présent schéma se fixe comme ligne directrice **d'inscrire l'enseignement et l'éducation artistiques des territoires de la Haute-Loire dans les enjeux de demain, relatifs à :**

- **La transition écologique**, en intégrant la notion de service culturel de proximité rendu aux habitants du territoire et, en pensant ensemble les questions d'enseignements artistiques et de mobilité tout en s'autorisant à expérimenter de nouveaux modèles.
- **L'attractivité territoriale** en renforçant la fonction d'animation et de liant social des Etablissements d'Enseignements Artistiques dans les territoires.
- **L'évolution des pratiques**, en tenant notamment compte de l'équilibre nécessaire entre enseignement et éducation artistique et culturelle. Cela nécessite notamment, pour les établissements de :
 - proposer des conditions qui facilitent l'accès à tous publics, dans tous les territoires,
 - répondre aux nouvelles attentes des publics, en matière d'esthétiques mais également de pratiques,
 - s'ouvrir aux coopérations entre établissements et avec d'autres acteurs des territoires, au service de l'éducation artistique et culturelle des habitants.
- **L'évolution des métiers-compétences** induisant une réflexion sur la capacité d'attractivité, de recrutement et sur la notion de parcours professionnel (formation et évolution).
- **L'évolution des cadres juridiques**, notamment sur la question des liens entre établissements d'enseignements artistiques associatifs et collectivités qui les financent pour la réalisation d'un service public.

Une démarche participative

Le nouveau schéma 2022-2027 se doit désormais d'accompagner les établissements à poursuivre leur développement **en les aidant à faire face aux nouveaux enjeux** qui

s'imposent à eux. Il constitue ainsi un outil de partage d'objectifs qui permet d'apporter des réponses à leurs besoins et attentes.

Aussi, pour écrire ce nouveau schéma et pour répondre à une volonté partagée avec le collectif des directrices et directeurs d'établissements et les élus, le Département a proposé à ces derniers de s'engager dans **un travail de co-construction** dont les étapes auront été les suivantes :

- 2021 : Dispositif local d'accompagnement (DLA) destiné à l'ensemble des établissements d'enseignements artistiques porté par le CIPRO,
- Février 2022 : Rédaction d'un questionnaire BILAN SCHÉMA 2017-2021 destiné aux établissements,
- Mars à mai : six réunions de co-construction avec les établissements d'enseignements artistiques et d'autres partenaires conviés pour leur expertise (DRAC, IA, CEFEDM, CFMI, Agents du Département) qui ont conduit à la définition d'objectifs et de fiches actions,
- Mai : présentation des grands axes du nouveau schéma à la Commission départementale Enfance Jeunesse ainsi qu'au Comité de Pilotage du schéma,
- 20 juin : Vote en Assemblée Départementale,
- 30 juin : Présentation du schéma à l'ensemble des EPCI et des établissements.

Ce travail de co-construction se poursuivra tout au long de la vie du schéma, à travers une gouvernance effective, régulièrement mobilisée pour nourrir la réflexion sur les sujets identifiés comme prioritaires pour le développement des enseignements et de l'éducation artistiques.

Ainsi, le nouveau schéma 2022-2027 se veut être une feuille de route partagée - et non un cadre figé - entre le Département, les Etablissements d'Enseignements Artistiques et leurs partenaires, au service des habitants et des territoires.

Enfin, il devra favoriser **la valorisation, auprès de tous, des volontés, des énergies, et des financements mobilisés dans chaque territoire** pour que la population puisse avoir accès à une offre artistique et culturelle de qualité.

Sommaire

Principes fondateurs

- I. Objectifs partagés et mesures générales
- II. Dispositions opérationnelles
- III. Modalités d'intervention du Département
- IV. Gouvernance du schéma
- V. Application des dispositions du schéma

Annexes

Annexe 1 : Exigences pédagogiques et typologie des établissements d'enseignements artistiques

Annexe 2 : Tableau de financement 2022 – base de calcul des subventions 2023

Annexe 3 : Axes pédagogiques départementaux

Annexe 4 : Liste des instruments du parc départemental – mai 2022.

Annexe 5 : Fiche de poste-type de la direction d'un établissement d'enseignements artistiques

Annexe 6 : Bilan du schéma départemental 2017-2022

Principes fondateurs

➤ Schéma des enseignements artistiques : définition et objectifs

La loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales a fixé l'obligation pour les départements d'adopter un schéma départemental des enseignements artistiques et de **participer au financement des établissements, afin d'assurer l'égal accès des élèves à l'enseignement initial.**

Les enjeux des schémas départementaux des enseignements artistiques ainsi que la stratégie de leur mise en œuvre ont été précisés par le vade-mecum édité par le Ministère de la Culture en 2004 ; lui-même complété par le Schéma d'orientation pédagogique (SOP) pour les orientations pédagogiques (cursus et évaluation) en matière de musique, danse et théâtre.

Quatre objectifs principaux sont poursuivis :

- 1. Contribuer au développement de la cohésion territoriale en structurant les enseignements artistiques, via :**
 - La mise en réseau des établissements
 - La complémentarité en termes d'offres d'enseignement
 - La participation des établissements à la vie culturelle locale.

- 2. Diversifier l'offre d'enseignement artistique et élever son niveau qualitatif en encourageant :**
 - L'ouverture à de nouvelles disciplines ou de nouvelles esthétiques, insuffisamment représentées (notamment en danse et en théâtre)
 - L'équilibre de la diversité de l'offre d'enseignement sur le territoire départemental
 - Le recrutement d'enseignants diplômés et leur formation
 - La pérennisation des équipes enseignantes
 - Les échanges entre enseignants, entre directeurs d'établissements (comités techniques et pédagogiques).

- 3. Faciliter et encourager l'accès du public à l'enseignement artistique en favorisant :**
 - Les échanges entre enseignement artistique et milieu scolaire
 - Les pratiques amateurs
 - L'orientation quand cela est possible vers un cycle d'enseignement professionnel.

- 4. Rendre les enseignements artistiques plus attractifs pour le public et les acteurs de la vie locale en permettant :**
 - Une meilleure offre et un accès facilité à l'enseignement artistique
 - Une valorisation du travail et des projets des enseignants et des établissements
 - Une visibilité de la politique des collectivités publiques, en faveur des enseignements artistiques et de son économie, et une optimisation des ressources

➤ En Haute-Loire

Le Département de la Haute-Loire avait déjà adopté en 2000 un premier schéma départemental des enseignements artistiques, consistant en un accompagnement financier des écoles de musique et de danse.

En 2006, Haute-Loire Musiques Danses a réalisé, à la demande du Conseil général, un état des lieux exhaustif de l'enseignement artistique dans le département. Ses préconisations, respectueuses des recommandations du vade-mecum et du SOP, ont permis la mise en place du schéma départemental, adopté en 2007, pour la période 2007-2012 (prorogé pour deux ans en 2012). Le classement par type des établissements a ainsi été instauré induisant le respect de critères tels qu'un pourcentage d'enseignants diplômés, de locaux adaptés, des enseignements complémentaires à la musique, la mise en place de projet de territoire...

Il a été suivi d'un nouveau schéma sur la période 2014-2017 permettant le développement de la danse et proposant une formation pour les enseignants.

Le schéma 2017-2021 (prorogé jusqu'en juin 2022) s'est inscrit dans la nouvelle politique culturelle positionnant les établissements d'enseignements artistiques comme partenaires du Département au service des publics et des territoires traitant également de l'éducation artistique et culturelle.

Ces étapes ont permis de structurer l'offre d'enseignements artistiques sur le territoire, de la diversifier et d'élever son niveau qualitatif.

Ainsi, les principes fondateurs du précédent schéma sont conservés. **Le classement par type (voir annexe 1) reste le cadre de référence permettant de définir un montant de subvention.**

I. OBJECTIFS PARTAGES ET MESURES GENERALES

Si les précédents schémas ont permis de structurer l'offre d'enseignements artistiques sur le territoire, de la diversifier et d'élever son niveau qualitatif et si les objectifs semblent aujourd'hui globalement atteints, la consolidation de ces acquis passe par la définition d'objectifs répondant aux nouveaux enjeux auxquels sont confrontés les établissements d'enseignements artistiques.

Le travail de co-construction a permis de définir les principales orientations suivantes :

- **Axe1 : Conforter l'enseignement artistique sur les territoires**
- **Axe 2 : Décliner l'éducation artistique et culturelle (EAC) au sein de l'établissement.**

Etant entendu par enseignement, la formation d'amateurs éclairés à la pratique d'un instrument, de la danse ou du théâtre et par EAC, l'accès favorisé de l'ensemble des habitants à une œuvre et à la pratique artistique.

Nous considérerons **l'élève amateur comme un usager** d'un établissement d'enseignement artistique et **l'habitant comme un bénéficiaire**. Ainsi, la prise en compte de l'ensemble des actions destinées à ces deux types de publics permet d'étudier **l'impact de l'établissement sur son territoire**.

AXE 1 – Conforter l'enseignement artistique dans les territoires

Le schéma réaffirme l'importance d'une consolidation de l'offre d'enseignements artistiques sur les territoires, socle d'un développement des pratiques collectives, d'une animation culturelle qualitative du territoire et de pratiques artistiques personnelles.

Objectif 1.1 : Anticiper les nouvelles attentes des usagers

L'enjeu des prochaines années réside dans une adaptation des pratiques notamment au regard :

- de la recherche d'un enseignement hors cursus diplômant.
- d'un attrait pour certaines esthétiques modifiant les pratiques d'enseignements.
- des contraintes de mobilité, en cohérence avec les enjeux de la transition écologique, incitant à intégrer à titre expérimental les possibilités du numérique pour des enseignements en distanciel.

Objectif 1.2 : Encourager un développement des esthétiques complémentaires

Les Etablissements d'Enseignements Artistiques proposent d'ores et déjà, en fonction de leur typologie, des offres d'enseignement et de pratique en danse, théâtre ou beaux-arts.

Il s'agit donc d'envisager la création d'offres nouvelles sur les territoires en :

- Danse et théâtre en formation diplômante et cursus libre
- Cirque, marionnette, Arts plastiques en cursus libre

Cet objectif devra permettre de mesurer la pertinence et les modalités possibles et souhaitables d'une intégration au SDEA d'associations du département œuvrant dans ces esthétiques. Des synergies et articulations seront à imaginer avec les Etablissements d'Enseignements Artistiques.

Objectif 1.3 : Sécuriser et stabiliser la présence des enseignants sur le territoire

Le recrutement des enseignants sur le territoire s'avère de plus en plus difficile mettant potentiellement, en péril la poursuite même des activités des établissements à terme.

Pour répondre à cette situation il est nécessaire de jouer sur deux leviers :

- **Permettre aux enseignants de s'inscrire et de s'investir dans la durée au sein des établissements d'enseignements artistiques du département en :**
 - construisant les conditions de parcours professionnels afin d'accompagner l'évolution des métiers et des compétences au sein d'un établissement,
 - s'adaptant aux conditions statutaires (salaires, dispositions conventionnelles ...)
 - visant à augmenter le nombre d'heures affectées à chaque enseignant en diversifiant les champs d'activités (poly-instruments, poly-activités, logique de projets...) et en favorisant l'emploi partagé entre établissement d'enseignements artistiques.
- **Donner envie à des enseignants de s'installer en Haute-Loire. Il s'agit particulièrement ici de valoriser :**
 - les établissements du territoire et la qualité des enseignements sur le territoire départemental,
 - la dynamique entre établissements et les institutions,
 - l'offre de création et diffusion artistique notamment, en rappelant les fonctions de lieu ressource des établissements d'enseignements artistiques, en identifiant les lieux de diffusion, favorisant l'intégration des enseignants en tant qu'artistes,
 - la qualité de vie en Haute-Loire.

Objectif 1.4 : Consolider le maillage territorial permettant un accès pour tous

Une des particularités de la dynamique départementale, est de disposer – sauf exception – d'établissements d'enseignements artistiques dont le territoire d'action est celui de l'intercommunalité favorisant ainsi :

- un équilibre entre :
 - une proximité permettant une adaptabilité de chaque établissement aux spécificités de son propre territoire,
 - un dimensionnement suffisant pour garantir une viabilité de fonctionnement.
- une synergie et une cohérence entre les axes de développement de l'Etablissement d'Enseignements Artistiques et les politiques publiques de l'EPCI,
- un maillage de l'ensemble du département au bénéfice des familles

La consolidation de ce maillage implique néanmoins au sein d'un EPCI une offre d'enseignement adaptée pour les élèves les plus éloignés des lieux d'implantation physique des établissements d'enseignements artistiques existants.

Ainsi les dispositions à prendre sont :

- pour les territoires ne disposant pas d'un établissement d'enseignements artistiques : la construction d'une offre au sein du territoire ou l'extension d'un autre territoire disposant d'un établissement,
- la possibilité d'une porosité entre EPCI de Haute-Loire et/ou entre EPCI de Haute-Loire et EPCI des départements limitrophes, pour s'adapter soit aux dynamiques (notamment en terme de mobilité), soit aux besoins des élèves en matière de continuité de cycle ou pratiques collectives spécifiques,
- la mise en place d'une offre numérique (à titre expérimental).

Les conditions de cette circulation des élèves entre bassin de vie devra se construire entre Etablissements d'Enseignements Artistiques via des conventionnements (associant les EPCI et le Département si besoin). A cette occasion, un observatoire des tarifs pratiqués sur le département pourra être activé.

Objectif 1.5 : Valoriser l'enseignement artistique sur les territoires

Les résultats structurants, sur le niveau qualitatif et quantitatif, de l'enseignement artistique obtenus à l'issue des schémas précédents, ainsi que la dynamique particulière entre acteurs (établissement, Département, EPCI...) constituent une originalité altiligérienne qui mérite d'être valorisée par :

- la création d'un marqueur rendant visible et lisible *l'implication des acteurs* et le rôle structurant du Schéma,
- la mise en avant de la qualité de l'enseignement artistique permettant simultanément une valorisation des élèves, des enseignants et des parcours diplômants,
- la mise en avant du potentiel d'appui à la création et à la diffusion (résidence, lieu de diffusion, accompagnement à la création,...) pour les artistes et en particulier pour les enseignants-artistes des Etablissements d'Enseignements Artistiques.

Axe 2 – Décliner le Parcours d'Education Artistique et Culturel dans les Etablissements d'Enseignements Artistiques (PEAC)

L'éducation artistique et culturelle tout au long de la vie doit permettre à tous les habitants, par la rencontre des œuvres et des artistes, par l'expérience sensible de la pratique et par l'appropriation de connaissances, de fonder une culture artistique personnelle, de s'initier aux différents langages de l'art, de diversifier et développer ses moyens d'expression et de faire reconnaître ses droits culturels. Elle favorise l'esprit critique, l'intelligence collective. Elle est un facteur déterminant de la construction de l'identité culturelle de chacun.

Elle doit par conséquent concerner tous les altiligériens, notamment les personnes les plus éloignées de la culture et surtout les enfants et les jeunes dans tous leurs temps de vie, par la mise en place d'un parcours.

Le parcours d'éducation artistique et culturelle est l'ensemble des connaissances acquises par l'élève, des pratiques expérimentées et des rencontres faites dans les domaines des arts et du patrimoine, que ce soit dans le cadre des enseignements, de projets spécifiques, d'actions éducatives, dans une complémentarité entre les temps scolaire, périscolaire et extrascolaire.

L'EAC implique, dans le cadre du PEAC la mobilisation de l'ensemble des acteurs artistiques, culturels et associatifs.

Les Etablissements d'Enseignements Artistiques sont ainsi des partenaires privilégiés en tant qu'acteurs de l'animation culturelle, de l'attractivité du territoire et de la citoyenneté.

Par le développement de cet axe, le schéma conforte une dynamique déjà partagée entre le Département, l'Education Nationale, la DRAC, la Région, les accueils collectifs de mineurs (ACM), les structures en charge des personnes fragiles ou empêchées (*personnes de plus de 60 ans isolées socialement, personnes en situation de handicap, bénéficiaires du RSA, enfance en danger*) ainsi que les établissements d'enseignements artistiques.

Le travail en réseau des acteurs culturels et de l'enseignement doit ainsi permettre, avec la notion de parcours, de structurer une proposition artistique et la recherche d'une équité d'accès à cette offre sur l'ensemble des territoires du département.

La mise en œuvre de projets **contribue ainsi au positionnement de l'établissement dans son territoire et en direction des publics et constituent donc un élément concret de la politique culturelle départementale.**

Ce positionnement est appelé à se renforcer à travers une ambition partagée autour :

- du développement de projets en coopération avec les autres acteurs et structures du territoire à destination d'un public diversifié.
- d'une consolidation des interventions en milieu scolaire.
- de la diffusion par un accompagnement des pratiques collectives et amateurs.

Objectif 2.1 : Elargir les coopérations entre Etablissements d'Enseignements Artistiques et autres acteurs du territoire et consolider les pratiques actuelles d'EAC en milieu scolaire

Les retours d'expériences du précédent schéma, mais également les évolutions des attentes des territoires et des citoyens incitent à réaffirmer le besoin d'un investissement volontariste sur les PEAC associant les Etablissements d'Enseignements Artistiques et des structures de leur territoire œuvrant sur d'autres champs culturels, éducatifs, sociaux, ludiques...

Cette ambition qui s'inscrit dans une logique tant qualitative que quantitative implique :

- d'entrer dans des démarches de *méthodologie de projets* (telle que définie par l'Education Populaire) visant à instaurer une dynamique de coopération avec des structures de leur territoire ;
- une approche progressive des objectifs quantitatifs de projet qui permette d'asseoir les conditions pérennes des coopérations, des bonnes pratiques, l'acquisition de langages communs... Cette démarche se traduit par un engagement des établissements d'enseignements artistiques à participer ou porter entre un et quatre projets (en complément d'intervention en milieu scolaire) suivant leur typologie (cf. annexe 1)

En cohérence avec le schéma 2017-2021, les Etablissements d'Enseignements Artistiques se sont déjà engagés en structurant une dynamique réelle autour des interventions en milieu scolaire : CHAM, CHAD, intervention par des Dumistes.

Aujourd'hui, le renforcement de cette dynamique passe :

- par une exigence de mise en application des trois piliers de l'EAC :
 1. **Rencontrer** : rencontres, directes et indirectes, avec des œuvres artistiques et des objets patrimoniaux ; avec des artistes, des artisans des métiers d'art, des professionnels des arts, de la culture, des sciences... ; avec des lieux d'enseignement, de création, de conservation, de diffusion... ;
 2. **Pratiquer** : individuellement et collectivement, dans des domaines artistiques diversifiés ;
 3. **S'approprier** : appropriation de repères, d'un lexique spécifique simple permettant d'exprimer ses émotions esthétiques, de porter un jugement construit et étayé en matière d'art et de contextualiser, décrire et analyser une œuvre ; développement de la faculté de juger et de l'esprit critique.
- par la capacité des établissements d'enseignements artistiques à augmenter leurs interventions en milieu scolaire.

Les projets culturels présentés par les écoles doivent autant que possible mobiliser l'équipe enseignante et les élèves et s'inscrire dans une logique répondant **à au moins un des cinq objectifs suivants** :

- développement des pratiques artistiques,
- sensibilisation à une esthétique non présente au sein de l'école,
- croisement avec les pratiques amateurs,
- projets fédérateurs entre plusieurs établissements,
- ouverture ou développement de nouvelles classes.

De plus ils devront obligatoirement remplir **deux des trois critères suivants** :

- travailler avec un partenaire culturel local et /ou départemental,
- concerner un public cible du Département : Collégiens, + de 60 ans, ACM, publics empêchés,

- contribuer à l'attractivité du territoire en valorisant les patrimoines (bâti, naturels, industriels et immatériels).

Afin de garantir le meilleur enrichissement pédagogique, les interventions de professionnels extérieurs à l'établissement devront être privilégiées.

Par ailleurs, les projets dont la réalisation ne pourrait s'effectuer dans des conditions satisfaisantes pour les élèves (insonorisation des salles des musiques actuelles afin de prévenir les risques auditifs...) ne pourront être pris en compte.

Enfin, un projet d'envergure (travail avec des partenaires à l'échelle nationale, européenne) dont la conception s'avère complexe dans la construction des partenariats pourra être mis en place sur plusieurs années.

Objectif 2.2 : Accompagner les pratiques collectives et amateurs

L'articulation et la logique de filière entre les temps d'enseignements et le développement de la pratique collective, qu'elle s'inscrive dans le cadre des activités de l'Etablissement d'Enseignements Artistiques ou en dehors, est un axe de travail essentiel au bénéfice des citoyens et du territoire.

Pour ce faire, il est proposé d'activer entre autres, deux leviers :

- Identifier et outiller les établissements d'enseignements artistiques en tant que lieux-ressources afin :
 - d'accompagner les dynamiques de groupes ou compagnies (dont Musiques actuelles, amplifiées, trad, Compagnies Théâtres / danse, ...)
 - de participer à la consolidation des orchestres et ensembles amateurs des territoires
- Appuyer les coopérations entre Etablissements d'Enseignements Artistiques sur des projets d'animation (orchestres éphémères par exemple)

II- DISPOSITIONS OPERATIONNELLES

La mise en application concrète et efficiente des objectifs posés précédemment implique, au-delà d'une gouvernance adaptée (cf ci-après) l'adoption de tout un ensemble de dispositions, outils ou pratiques favorisant le déploiement des actions tout au long du Schéma.

Ceux-ci sont identifiés à travers huit fiches opérationnelles :

Fiche 1 - Former et impliquer les enseignements dans l'évolution des pratiques

Fiche 2 - Accompagner les évolutions de la fonction de Direction

Fiche 3 - Adapter la typologie des établissements d'enseignements artistiques

Fiche 4 - Renforcer la coopération et la mutualisation entre établissements d'enseignements artistiques

Fiche 5 - Anticiper l'apport du numérique dans les pratiques d'enseignement

Fiche 6 - Organiser et animer un groupe de pilotage des Musiques actuelles

Fiche 7 - Structurer les modalités de développement de l'EAC sur les territoires

Fiche 8 - Poser une stratégie de valorisation du schéma et des enseignements

La déclinaison concrète des fiches opérationnelles sera définie pour la durée du schéma avec les EPCI et les établissements d'enseignements artistiques au cours de l'année scolaire 2022/2023 afin d'établir notamment des critères d'évaluation.

<h2 style="margin: 0;">Fiche opérationnelle 1</h2> <h3 style="margin: 0;">Former et impliquer les enseignants dans l'évolution des pratiques</h3>

L'anticipation des nouvelles pratiques ou nouvelles offres et donc l'adaptation des savoir-faire et compétences existants sont un élément essentiel à la mise en œuvre d'une grande majorité des objectifs du Schéma.

L'ambition est ainsi de mettre en place les outils et dispositions nécessaires à une montée en compétence des enseignants des Etablissements d'Enseignements Artistiques.

Objectifs concernés :

- *Objectif 1.1 : Anticiper les nouvelles attentes des usagers*
- *Objectif 1.3 : Sécuriser et stabiliser la présence des enseignants sur le territoire*
- *Objectif 2.1 : Elargir les coopérations entre Etablissements d'Enseignements Artistiques et autres acteurs du territoire et consolider les pratiques actuelles d'EAC en milieu scolaire*
- *Objectif 2.2 : Accompagner les pratiques collectives et amateurs*

Actions :

- 1) Poser une stratégie annuelle de formation continue des enseignants pour :
 - Elargir les publics/ notamment dans le cadre des PEAC (handicap, jeunes publics en milieu scolaire et extra-scolaire, approches intergénérationnelles,...)
 - Intégrer les enjeux du numérique
 - Intégrer les démarches de projets
- 2) Organiser (1 à 2 fois/an) des temps d'échanges de pratiques entre les enseignants du département sur la base d'un mandat et d'un encadrement clairs de leur direction (objectifs, animations, thématiques,...) pour permettre une appropriation rapide des outils proposés et une adéquation avec les problématiques d'un même territoire (département).
- 3) Organiser avec les enseignants un travail d'homogénéisation des critères d'examens pour :
 - Harmoniser leurs objectifs pédagogiques,
 - Faciliter la préparation des élèves aux examens,
 - Valoriser leur implication et leur pratique.

Bénéficiaires	Enseignants	
Pilotage	Etablissements d'Enseignements Artistiques	
Partenaires	Département, UNIFORMATION, CNFPT...	
Ressources humaines	Directeurs des EEA et Département	
Ressources techniques	DLA	
Ressources financières	Action 1 - Département : 3000 €/an - Centres de formation Uniformation et CNFPT	Actions 2 et 3 - Sans incidence budgétaire supplémentaire pour le Département - Ressources propres des EEA

<p>Fiche opérationnelle 2</p> <p>Accompagner les évolutions de la fonction de Direction</p>

La fonction de Direction n'a cessé d'évoluer tout au long des anciens schémas et au gré des développements de chaque école, substituant à des directions « pédagogiques », des directions en devoir de piloter les structures sur toute leur dimension opérationnelle (administration, conduite de projet, GRH, pilotage budgétaire, relations familles...)

Cette fonction est aujourd'hui interrogée sur le rôle qu'elle doit tenir dans le maintien de l'équilibre entre Enseignement et Education, et dans l'animation de la relation complexe entre instance dirigeante, équipe salariée, familles et financeurs.

Objectifs concernés :

- *Objectif 1.1 : Anticiper les nouvelles attentes des usagers*
- *Objectif 1.2 : Encourager un développement des esthétiques complémentaires*
- *Objectif 1.3 : Sécuriser et stabiliser la présence des enseignants sur le territoire*
- *Objectif 1.4 : Consolider le maillage territorial permettant un accès pour tous*
- *Objectif 1.5 : Valoriser l'enseignement artistique sur les territoires*
- *Objectif 2.1 : Elargir les coopérations entre Etablissements d'Enseignements Artistiques et autres acteurs du territoire et consolider les pratiques actuelles d'EAC en milieu scolaire*
- *Objectif 2.2 : Accompagner les pratiques collectives et amateurs*

Actions :

Les responsabilités et les charges de travail sur ce poste impliquent :

- 1) le renforcement des échanges de pratiques et de coopération entre directions d'établissement, initiés lors des précédents schémas, afin de créer un espace :
 - en capacité d'être force de proposition dans le cadre de la gouvernance du schéma (cf. gouvernance ci-après)
 - de régulation entre écoles pour un maintien équilibré des actions sur le département, pour favoriser les mutualisations (ex Dumiste),...
 - opérateur de certaines actions (ex : pilotage des stratégies de formation)
 - renforcé d'échanges de pratiques, de partage de veille technique, de co-formation, de croisement d'expériences, de soutiens mutuels et solidaires...
- 2) l'affectation nécessaire d'un socle minimum d'heures administratives à cette fonction en fonction de la typologie des Etablissements soit :
 - 1/4 ETP (base 35h) sur Ecole de type 1
 - 1/2 ETP (base 35h) sur Ecole de type 2
 - 3/4 ETP (base 35h) sur Ecole de type 3
 - Temps complet sur Ecole de type 4
- 3) l'appropriation progressive par les employeurs d'une fiche de poste-type, à moduler en fonction du contexte de chaque territoire et d'Etablissements (fiche de poste en annexe 5).

Bénéficiaires	Directeurs des EEA
Pilotage	Etablissements d'Enseignements Artistiques
Partenaires	EPCI, Associations, Département, DLA (Cipro)

<p>Fiche opérationnelle 3</p> <p>Adapter la typologie des Etablissements d'Enseignements Artistiques</p>
--

La typologie des établissements instaurée lors des schémas précédents, par les contraintes acceptées qu'elle induisait, a eu un effet structurant sur le développement des EEA. Son maintien dans ce nouveau schéma reste donc toujours pertinent car elle agit comme une grille de lecture d'objectifs de mise en cohérence entre la capacité d'un territoire (ses ressources, son contexte...) et ce que devrait apporter un EEA sur ce territoire.

Il s'avère néanmoins nécessaire de l'ajuster pour répondre aux objectifs du nouveau schéma.

Objectifs concernés :

- *Objectif 1.2 : Encourager un développement des esthétiques complémentaires*
- *Objectif 1.4 : Consolider le maillage territorial permettant un accès pour tous*
- *Objectif 2.1 : Elargir les coopérations entre Etablissements d'Enseignements Artistiques et autres acteurs du territoire et consolider les pratiques actuelles d'EAC en milieu scolaire*
- *Objectif 2.2 : Accompagner les pratiques collectives et amateurs*

Les actions :

- 1) Modifier certains critères caractérisant les types d'établissement (nouvelle typologie en annexe 1) ou en intégrer de nouveaux tels que :
 - l'affectation nécessaire d'un socle minimum d'heures administratives à cette fonction qui devient un critère de la typologie soit :
 - 1/4 ETP (base 35h) sur Ecole de type 1
 - 1/2 ETP (base 35h) sur Ecole de type 2
 - 3/4 ETP (base 35h) sur Ecole de type 3
 - Temps complet sur Ecole de type 4
 - l'intégration d'un nombre de projets EAC minimaux devant être portés par les Etablissements d'Enseignements Artistiques
 - la construction de projets fondée sur les trois piliers de l'EAC : la Rencontre, la Pratique, la Connaissance
 - la suppression du critère obsolète des cours d'érudition pour les types 3 et 4
- 2) Confier à la gouvernance du Schéma la capacité d'une interprétation ponctuelle de certains critères lorsqu'une application stricte serait susceptible de contraindre la progression d'un établissement.
- 3) Inciter les EPCI et les écoles de type associatives 3 à réfléchir la faisabilité d'un passage en régie (statuts, enjeux de gouvernance, responsabilité, stabilité, sécurisation des profs....)
- 4) Accompagner les établissements de type 1 ou 2 à développer une offre de type 2 ou 3 afin de mieux répondre aux attentes du territoire dans la limite du schéma tel que voté en juin 2022.
- 5) Accompagner les instances dirigeantes d'un établissement à s'approprier les contraintes statutaires (dispositions conventionnelles et réglementaires) par un travail d'explication pour une mise en application sur les territoires

Bénéficiaires	Etablissements d'Enseignements artistiques, territoires, publics (usagers et bénéficiaires)
Pilotage	Département
Partenaires	Etablissements d'Enseignements artistiques

<p>Fiche opérationnelle 4 Renforcer la coopération et la mutualisation entre Etablissements d'Enseignements Artistiques</p>
--

Si l'ancrage de chaque Etablissement d'Enseignements Artistiques sur son territoire reste au cœur de la politique générale du schéma, celui-ci pourra néanmoins être renforcé et sécurisé par des démarches de mutualisation et de coopération renforcées.

Objectifs concernés :

- *Objectif 1.1 : Anticiper les nouvelles attentes des usagers*
- *Objectif 1.3 : Sécuriser et stabiliser la présence des enseignants sur le territoire*
- *Objectif 1.4 : Consolider le maillage territorial en cohérence avec les enjeux de la transition écologique*
- *Objectif 2.1 : Elargir les coopérations entre Etablissements d'Enseignements Artistiques et autres acteurs du territoire et consolider les pratiques actuelles d'EAC en milieu scolaire*
- *Objectif 2.2 : Accompagner les pratiques collectives et amateurs*

Actions :

Ce renforcement implique de :

- 1) Favoriser l'emploi partagé entre Etablissement d'Enseignements Artistiques.

L'enjeu spécifique opérationnel sur ce point est d'identifier, de caractériser (forme juridique, moyens, modèle économique, gouvernance spécifique) et de mettre en place les dispositifs les plus adéquats et pragmatiques (Convention de mise à disposition, groupement d'employeurs, prestations,...) permettant entre autres :

- de pouvoir proposer à certains enseignants un contrat de travail unique mutualisant des heures.
- de disposer d'un cadre permettant l'emploi mutualisé :
 - d'accompagnateur(s) piano
 - de coordinations spécifiques (Musiques actuelles, numérique,...)
 - de DUMiste(s) permettant de couvrir l'ensemble des demandes

- 2) Favoriser les projets inter-établissements visant à proposer des réponses adaptées à la volonté partagée d'organiser, par exemple :

- des orchestres juniors éphémères
- des pratiques collectives mutualisées

- 3) Organiser la centralisation des examens par secteur géographique cohérent.

- 4) Accompagner un établissement dans la structuration d'un projet d'ouverture de classe (ex. en musiques actuelles).

Bénéficiaires	Enseignants, Territoire, Publics
Pilotage	Etablissements d'Enseignements artistiques
Partenaires	Département, DRAC, Cipro (DLA), acteurs culturels locaux.

Fiche opérationnelle 5 Anticiper l'apport du numérique dans les pratiques d'enseignement, à titre expérimental

Les enjeux que portent les techniques du numérique, s'imposent aujourd'hui aux établissements, en réponse aux contraintes de la transition écologique, mais également dans la nécessité d'anticiper de nouvelles attentes des publics. L'intégration – même partielle – du numérique interroge donc la capacité des établissements d'enseignements artistiques à anticiper de nouvelles offres, de nouvelles pratiques, voire de nouvelles approches pédagogiques.

Objectifs concernés :

- *Objectif 1.1 : Anticiper les nouvelles attentes des usagers*
- *Objectif 1.3 : Sécuriser et stabiliser la présence des enseignants sur le territoire*
- *Objectif 1.4 : Consolider le maillage territorial permettant un accès pour tous*

Actions :

Il s'agit donc ici :

- 1) D'instaurer un espace collectif de réflexion visant à poser les réponses possibles aux questions suivantes :
 - Quelles places du numérique dans les offres et pratiques des établissements ?
 - Quelles solutions numériques mettre en place ? Avec qui ? En s'appuyant sur quelles structures existantes (Tiers lieux, médiathèques, Maisons France Services, Microfolies ,...). On s'attachera notamment ici à valoriser et optimiser le potentiel de coopérations techniques et de matérielles avec les réseaux de médiathèques, avec les collèges et lycées,...
 - Quelles interactions avec le réseau des écoles de musique connectées ?
 - Quels besoins d'un accompagnement mutualisé ?
 - Pertinence d'une tarification unique pour les cours numériques ?
 - Opportunité de poser l'utilisation du numérique comme un critère de la typologie ?
- 2) D'appuyer la mise en application concrète de la stratégie numérique retenue potentiellement adossée à une charte informatique partagée autant pour les enseignants que les élèves.

Bénéficiaires	Enseignants, Territoire, Publics
Pilotage	Etablissements d'Enseignements artistiques
Partenaires	Département, DRAC, Médiathèques, établissements scolaires, acteurs locaux...

Fiche opérationnelle 6 Organiser et animer un groupe de pilotage des Musiques Actuelles
--

Objectifs concernés :

- *Objectif 1.1 : Anticiper les nouvelles attentes des usagers*
- *Objectif 1.2 : Encourager un développement des esthétiques complémentaires*
- *Objectif 1.4 : Consolider le maillage territorial permettant un accès pour tous*
- *Objectif 1.5 : Valoriser l'enseignement artistique sur les territoires*
- *Objectif 2.2 : Accompagner les pratiques collectives et amateurs*

Enjeux opérationnels :

L'enseignement et l'accompagnement des musiques actuelles ne s'imposent pas comme un cas particulier dérogeant aux objectifs de développement de l'Enseignement et de l'Education artistiques, ou en matière d'appui aux pratiques collectives et amateurs, mais, son histoire sur le territoire, sa place spécifique dans les enjeux de diversification des publics, de besoin d'accompagnement des pratiques amateurs (ou professionnelles), d'investissements... justifient une attention particulière de la part des parties prenantes du schéma.

Il est donc opportun, en s'appuyant sur les logiques et acquis de l'ancien Schéma d'orientation et de développement des musiques actuelles (SOLIMA 2013-2016) , de constituer un groupe de travail et de pilotage des dispositions à poser visant à consolider, voire développer l'enseignement et la pratique des musique actuelles.

Ce groupe composé des établissements d'enseignements artistiques concernés (actuels et à venir), du Département, des lieux-relais..., aura notamment à s'interroger sur :

- la place et l'impact de ces pratiques
- l'homogénéisation de la pédagogie
- les modalités d'accompagnement des groupes, des pratiques... intégrant les questions de professionnalisation
- l'échelle pertinente d'intervention (logique de territoire plus large / échelle du Pays ?)
- le maillage des infrastructures (Studios)
- l'impact des réponses sur les savoir-faire et les compétences des enseignants et des coordinateurs-techniciens

Bénéficiaires	Usagers, enseignants, territoires.
Pilotage	Etablissements d'Enseignements artistiques.
Partenaires	Département, DRAC, lieux de diffusion, organismes spécialisés.

<p>Fiche opérationnelle 7</p> <p>Structurer les modalités de développement des coopérations en EAC sur les territoires</p>
--

Afin de permettre un développement efficient et partagé des EAC sur les territoires, il apparaît indispensable d'ancrer leur déploiement sur un socle de conditions particulières.

Le cadre des conventions territoriales d'éducation artistique et culturelle signée avec les EPCI pourra être un point d'appui efficace pour la mise en œuvre de cet objectif.

Objectifs concernés :

- *Objectif 1.4 : Consolider le maillage territorial permettant un accès pour tous*
- *Objectif 2.1 : Elargir les coopérations entre Etablissements d'Enseignements Artistiques et autres acteurs du territoire et consolider les pratiques actuelles d'EAC en milieu scolaire*
- *Objectif 2.2 : Accompagner les pratiques collectives et amateurs*

Conditions :

- 1) Le renforcement d'espaces de concertation et de coordination à l'échelle de chaque EPCI en s'appuyant sur les instances de Gouvernance du Schéma.

Il s'agira d'associer selon les besoins l'EPCI, le Département, l'Etablissement d'Enseignements Artistiques, l'Education Nationale, les services de l'État, et de la Région, les fédérations d'Education populaire ainsi que les structures du champ médico-social.

- 2) La recherche d'une présence sur chaque EPCI d'une ressource humaine référente pour le pilotage de l'EAC, prioritairement au sein des structures porteuses (principalement les EPCI).

Il s'agira d'animer les espaces d'échange et de coopération et de centraliser la connaissance et la maîtrise des dispositifs publics existants sur l'ensemble des champs (social, éducation, enfance-jeunesse...).

- 3) L'identification d'un enseignant-référent par EPCI ayant acquis (cf. formation fiche opérationnelle n°1) la capacité d'assurer une fonction de médiation entre le champ culturel et un (ou des) champ social et/ou handicap et/ou enfance-jeunesse...
- 4) Une adaptation des compétences des directions (formation, co-formation, échanges de pratiques...) afin d'acquérir les savoir-faire en matière de développement de projet.

Bénéficiaires	Habitants, usagers, établissements d'enseignements artistiques
Pilotage	Etablissements d'enseignements artistiques
Partenaires	Département, EPCI, DRAC, Education nationale, Education Populaire, saisons culturelles, structures du médico-social...

Fiche opérationnelle 8

Poser une stratégie de valorisation du Schéma et des Enseignements

Objectifs concernés :

Objectif 1.3 : Sécuriser et stabiliser la présence des enseignants sur le territoire

Objectif 1.5 : Valoriser l'enseignement artistique sur les territoires

Actions :

L'objectif de cette action est de poser des plans de communication adaptés visant à :

- 1) Valoriser dans les territoires les investissements (notamment financier) et mobilisations des acteurs de l'enseignement artistique et de l'EAC (établissements, Département, EPCI,..) en rendant visible et lisible l'impact du schéma (notion de « label »...) sur les territoires.
- 2) Valoriser, les pratiques, les projets et les infrastructures de l'enseignement et de l'éducation artistique en Haute-Loire auprès d'enseignants en cours de recrutement.
- 3) Valoriser le potentiel d'appui à la création et à la diffusion (résidence, lieu de diffusion, accompagnement à la création,...) pour les artistes et en particulier pour les enseignants-artistes des établissements d'enseignements artistiques.
- 4) Valoriser le parcours des élèves, et les inciter à venir puis à rester dans un cursus diplômant. Il s'agira par exemple d'organiser la remise de diplôme de fin de cycle (papier) ou un concert, à l'Hôtel du Département et/ou dans les EPCI,...)

Bénéficiaires	Elèves, enseignants, directeurs, EPCI, établissements d'enseignements artistiques dans leur ensemble
Pilotage	Département
Partenaires	EPCI, établissements d'enseignements artistiques, DRAC, CEFEDM, CFMI

III. MODALITES D'INTERVENTION DU DEPARTEMENT

1- Soutien budgétaire à l'enseignement artistique

a. Fonctionnement

Au regard du bilan du précédent Schéma, des priorités pédagogiques et financières, il est proposé de **garder la structuration par type et les exigences pédagogiques** (cf. annexes 1 et 2) qui y sont rattachées. Le respect de ces exigences conditionne le financement du Département.

Afin de maîtriser le coût financier pour la collectivité, l'enveloppe globale ne pourra pas évoluer sur la durée du schéma. Elle est fixée à un maximum de 730 000 euros par an.

Les montants de l'enveloppe forfaitaire et des aides complémentaires demeureront égales à 2022 pour l'année 2023, sauf cas particulier. A partir de 2024, de nouveaux calculs prendront en compte les perspectives exprimées par les établissements et les EPCI lors des réunions de territoires fixées à l'automne 2022, modifiant de fait les enveloppes attribuées à chacun. L'attention sera portée sur le respect de l'équilibre financier de chaque établissement afin de poursuivre la mise en œuvre du schéma.

Dans le cas d'un arrêt d'un dispositif complémentaire en cours de schéma par un établissement ou en cas d'incapacité à répondre à l'un des critères, son soutien financier sera diminué du coût forfaitaire correspondant. Cependant, la gouvernance sera mobilisée en amont afin de concerter ces cas particuliers.

Par ailleurs, dans la cadre des actions d'Education artistique et culturelles des **dispositifs complémentaires et indirects** sont mobilisables :

- Subvention dans le cadre de la convention d'éducation artistique et culturelle porté par l'EPCI
- Subvention dans le cadre de la démarche départementale « Publics en Découverte » via les dispositifs culture-social ou jeunesse

➤ Enveloppe « formation et concertation pédagogique »

L'enveloppe annuelle réservée aux formations s'élève à 3 000 €. Elle permet la prise en charge de formations thématiques pour les enseignants et les directeurs proposées par le Département ou d'autres formations proposées par les écoles et des structures partenaires. Le choix des formations fera l'objet d'une réflexion partagée entre le Département et les écoles.

b. Organiser les réponses aux besoins d'investissements

Deux dispositifs d'appui aux investissements, issus des schémas précédents, existent à ce jour :

➤ Parc instrumental

Le Département de la Haute-Loire procède à l'acquisition, l'entretien et le suivi d'un parc d'instruments (cf. annexe 4).

➤ Aide pour la mise à niveau des studios de répétition

Aide au taux de 30 % d'un coût plafonné à 10 000 €, sur quatre ans, par studio de répétition sur l'investissement en matériel.

Afin de rendre ces dispositifs plus adaptés au besoin des établissements deux modalités d'intervention sont possibles :

- Concernant l'achat direct d'instruments par le Département : la demande coordonnée des établissements devra être envoyée en juin. Le montant total de cette enveloppe pourrait être budgétisée et provisionnée sur la durée du schéma permettant ainsi une gestion optimisée des investissements de manière pluriannuelle avec plus de flexibilité (si achat d'instruments coûteux par exemple) soit 15 000 euros sur la durée du schéma.
- Concernant la participation du Département : en plus de l'aide à l'équipement de studio, une demande de participation à hauteur de **30%** du montant total² de l'investissement éligible pour l'achat d'un instrument pourra être présentée par l'établissement d'enseignements artistiques. La décision sera prise en concertation entre le Département et l'établissement et doit répondre à un besoin réellement identifié.

Annexes de références :

Annexe 1 : Organisation par type et les exigences pédagogiques qui y sont rattachées.

Annexe 2 : Tableau de financement prévisionnel par établissement d'enseignement artistique pour 2023, illustrant les indications susmentionnées.

Annexe 3 : Axes pédagogiques départementaux 2017-2021.

Annexe 4 : Liste des instruments.

2- Animation des relations et des synergies avec les acteurs « partenaires » et « ressources »

La mise en œuvre des objectifs du schéma repose également sur le renforcement de relations avec des acteurs pouvant être force de propositions, ressources et partenaires. Le Département pourra les impliquer en tant que de besoin en fonction des actions à concrétiser et des problématiques rencontrées.

Cités non exhaustivement, les acteurs en question pourront être :

- le CEFEDM de Lyon (centre de ressources professionnelles et d'enseignement supérieur artistique de la musique.)
- le CFMI (Centre de formation des musiciens intervenants)
- l'Education Nationale
- la Direction Régionale des Affaires Culturelles Auvergne-Rhône-Alpes
- la Région Auvergne-Rhône-Alpes
- les Départements limitrophes
- les structures des publics dits empêchés et des publics extra scolaires

Les autres services départementaux tels que la Mission Coopération, la Direction de la Vie Sociale ou encore la Médiathèque Départementale pourront être mobilisés.

3. Valorisation du schéma

² HT pour les établissements en régie directe et TTC pour les établissements associatifs

Comme indiqué dans l'objectif 1.5, la valorisation du schéma répond au besoin de valoriser :

- l'implication des territoires et l'impact du schéma sur celui-ci,
- la dynamique culturelle du département auprès d'enseignants en cours de recrutement,
- les établissements comme lieux ressources et le parcours des élèves.

Le Département pourra ainsi :

- créer un label indiquant l'inscription de l'action de la structure dans le schéma, dont le logo serait apposé sur les bâtiments des établissements,
- porter à connaissance l'existence de l'offre d'éducation et d'enseignements artistiques sur le Département via une communication large,
- porter à connaissance les financements existants,
- accueillir les remises de diplômes des grands élèves et/ou un concert dans le cadre d'une programmation culturelle portée par le Département.

4. Animation de la gouvernance

Le Département aura la charge de la préparation et de l'organisation du comité de pilotage, du comité technique et des espaces d'échanges territoriaux.

Un lien régulier sera fait avec le comité de directeurs en vue de l'établissement de l'ordre du jour et du choix des partenaires ressources à convier en fonction des sujets abordés.

5. Animation de l'évaluation

La mise en œuvre d'une démarche évaluative dans le cadre du schéma poursuit un double objectif. Premièrement, la construction, dès le lancement du schéma, d'un référentiel commun et d'indicateurs portés par les différentes parties prenantes. Deuxièmement, l'apport par l'évaluation des éléments concrets facilitant le suivi, l'orientation et la mesure des actions mises en œuvre durant les cinq années du schéma.

Animée par le Département, la construction du référentiel avec les parties prenantes est prévue dans le courant de l'automne 2022.

IV. GOUVERNANCE DU SCHEMA

Le positionnement du schéma comme outil de développement de l'enseignement et de l'éducation artistiques, induit un enjeu de co-construction d'**une gouvernance partagée** articulant particulièrement les prérogatives du Département, la posture de force de propositions des EEA et la capacité de mise en œuvre des EPCI, notamment dans le cadre des EAC.

Cette gouvernance aura pour ambition d'offrir au schéma un pilotage évolutif et dynamique à travers sa capacité d'adapter, d'ajuster ou de réorienter le cadre d'intention (objectifs et actions) fixé pour la durée du schéma.

Cette gouvernance s'articulera en cohérence avec les échelles territoriales d'intervention tout en ne dérogeant pas à la prérogative décisionnaire du Conseil départemental sur ses champs de compétences.

Au niveau départemental,

→ **Un Comité de pilotage**, composé :

- des Présidentes et Présidents des Communautés de communes
- des Présidentes et Présidents des Etablissements sous statuts associatifs
- du Vice-Président Enfance-Jeunesse du Conseil départemental

Ce comité de pilotage se réunira **a minima une fois par an** (début d'année civile) afin :

- d'évaluer la bonne conduite des objectifs et dispositions du Schéma
- de fixer d'éventuelles nouvelles orientations, priorités, cibles...
- de veiller au maintien sur le territoire départemental d'une offre d'enseignement accessible notamment en termes de tarifs pratiqués

→ **Un Comité technique départemental** composé :

- des services du Département
- du collectif des directions (fiche opérationnelle 2)

Il a vocation à se réunir **a minima deux fois par an** (Novembre / mai) afin :

- de veiller à la bonne conduite des actions projetées
- de réguler les éventuelles priorisations d'actions
- de proposer d'éventuels ajustements ou ré-orientations
- d'engager des réflexions et travaux de fond sur des sujets émergeant ou appelant un complément de positionnement du Schéma. Le Comité technique pourra ici inviter des experts concernés par la thématique (Etat, Education Nationale, associations...)

Le Comité de pilotage et le Comité technique s'appuieront sur un **tableau de bord**, alimenté par les Etablissements et les services du Département, diffusé largement et permettant à l'ensemble des acteurs du Schéma (Département, EEA, élus des territoires,...) d'avoir une vision synthétique (annuelle) en particulier sur :

- l'état d'avancement des dispositions et actions du schéma
- l'évaluation dynamique et continue des objectifs et lignes directrices du schéma
- l'évolution des effectifs aussi bien en termes d'élèves que de bénéficiaires des PEAC, l'accompagnement des pratiques collectives et amateurs,...
- l'évolution des tarifs pratiqués et la situation budgétaire de chaque établissement

Au niveau des territoires, un espace spécifique de travail et de réflexion, formalisé entre Département, EPCI et établissements afin de décliner les objectifs du Schéma sur le territoire. Il s'agira d'échanger sur les perspectives dans un premier temps, puis d'établir un bilan à mi-parcours avec réorientations possibles des objectifs et en fin de période pour préparer la prochaine

Cet espace de travail qui se réunira **trois fois sur la période du schéma, soit en début, milieu et fin** de celle-ci sera composé :

- de la Présidente ou du Président de chaque communauté de communes
- de la Présidente ou du Président des Etablissements sous statuts associatifs
- du Vice-Président Enfance-Jeunesse du Conseil départemental
- des services du Département
- de la direction de l'établissement
- des services de l'EPCI (culture, social...)
- de toute autre personne que l'EPCI jugerait nécessaire d'associer

Les sujets abordés pourront être les suivants :

- l'équilibre territorial entre Enseignement et Education (Tarif, ambition, recrutement d'un Dumiste, création de classe...)
- le passage en régie
- l'opportunité et la pertinence d'un passage de l'Etablissement de type 1 → 2 et de type 2 → 3
- l'organisation de la porosité entre deux EPCI (pertinence mobilité et/ou parcours d'enseignement)
- la stratégie de valorisation de l'Etablissement

Au niveau de chaque Etablissement d'Enseignements Artistiques, le Schéma veillera notamment à :

- **l'existence d'un Projet d'établissement** qui permette d'établir et de rendre visible les perspectives raisonnées et partagées de développement de l'Etablissement d'Enseignements Artistiques,
- favoriser les modalités d'implication des familles. Sous statut associatif comme en régie, le rôle particulier des familles dans l'ancrage territorial de l'EEA, justifie une intention particulière sur l'animation de possibles espaces de régulation et d'évaluation de l'action des EEA, positionnant ainsi les familles comme *experts d'usage*.

VI. APPLICATION DES DISPOSITIONS DU SCHEMA

Le schéma entrera en vigueur en septembre 2022 et s'appliquera pour les années scolaires 2022-2023, 2023-2024, 2024-2025, 2025-2026 et 2026-2027.

Il fera l'objet d'une communication à tous les établissements et EPCI concernés du département.

Les subventions accordées chaque année par le Département seront définies selon les enseignements proposés par les établissements au regard de cette charte : les cycles proposés, les enseignements complémentaires, les projets d'interventions en milieu scolaire et de CHAM, l'enseignement des musiques actuelles, les projets culturels de territoire.

Chaque début d'année scolaire, l'examen des activités et des projets des établissements permettra de déterminer la typologie individuelle de classement et les aides forfaitaires auxquelles ils pourront individuellement prétendre.

Un projet d'établissement couvrant la durée du schéma devra être fourni par chaque établissement. La MPT de Chadrac devra démontrer la logique de travail avec le CRD sur le secteur des musiques actuelles.

Ces éléments permettront de vérifier l'adéquation des projets pédagogiques fournis avec les éléments de la charte pédagogique. Les critères de validation des objectifs et des moyens mis en œuvre feront l'objet d'une concertation entre le Département et chacun des établissements et seront validés par la Commission permanente du Département.

La subvention annuelle du Département pour chaque établissement ne pourra excéder 75% de la subvention (école associative) ou de la participation (école intercommunale) de la Communauté de communes et/ou d'agglomération.

Une convention sera signée entre le Département de la Haute-Loire et chaque établissement pour procéder au versement de la subvention.

Il est à noter enfin qu'une nouvelle version du **schéma national d'orientation pédagogique** dont sont issus les axes pédagogiques départementaux est attendu dans les mois à venir. Aussi, **la charte pédagogique départementale**, cadre de référence régissant l'ensemble des modalités d'enseignements, sera revue pendant l'année scolaire 2022-2023 avec l'ensemble des établissements d'enseignements artistiques.

Ainsi, **les exigences pédagogiques 2022-2027** (annexe 1) **et les axes pédagogiques 2017-2021** (annexe 3) structureront le cadre pédagogique proposé aux établissements dans l'attente de la validation de la nouvelle charte pédagogique départementale.

ANNEXES

1. Exigences pédagogiques et typologie des établissements d'enseignements artistiques
2. Tableau de financement 2022 – base de calcul des subventions 2023
3. Axes pédagogiques départementaux
4. Liste des instruments du parc départemental – mai 2022
5. Fiche de poste-type de la direction d'un établissement d'enseignements artistiques
6. Bilan du schéma départemental 2017-2022

Annexe 1 - Exigences pédagogiques et typologie des établissements d'enseignements artistiques

Le respect de la typologie et des exigences pédagogiques conditionnent le financement du Département

Pour rappel :

- 1- Les projets d'éducation artistique et culturelle doivent s'appuyer sur les trois piliers que sont :
 - La Rencontre : organiser la rencontre avec l'œuvre et l'artiste,
 - La Pratique : pratiquer, conduire une approche pédagogique, faire,
 - La Connaissance : être en capacité de s'appropriier et de restituer les apports.
- 2- La fonction de direction citée ci-dessous concerne les tâches administratives inhérentes à la mise en œuvre du projet pédagogique et du fonctionnement de l'établissement (Cf. annexe 5).

a. Exigences pédagogiques

Pour chaque établissement :

- Fournir un projet d'établissement qui permet notamment d'établir des perspectives raisonnées de développement,
- Harmoniser le temps de cours, ainsi que les intitulés, selon le cadre défini par la charte pédagogique départementale (cf. annexe 3 dans l'attente de la réécriture de la charte 2022-2027),
- Effectuer obligatoirement, lorsqu'il y a de nouveaux recrutements, des recrutements d'enseignants diplômés de préférence et au sein du réseau départemental lorsque cela est possible ; ces recrutements doivent s'opérer dans une logique de sédentarisation (titularisation, CDI),
- Pour les enseignants en poste, s'engager dans un processus de formation continue lorsque cela est nécessaire et dès que des propositions sont faites au niveau départemental ou régional.

Pour la mise en réseau des établissements :

- Participer aux réunions de concertation pédagogique organisées à l'initiative du Département ou des autres écoles, à destination des enseignants et/ou directeurs,
- S'engager à organiser conjointement les examens de fin de cycles, avec les autres écoles d'un même secteur géographique,

b. Typologie

Etablissements de Type 1 :

- Enseignement de l'éveil et du 1^{er} cycle complet
- UV de 2^e cycle possible si le diplôme du professeur concerné est en adéquation avec l'UV instrumentale en question.
- Locaux adaptés et accessibles
- Qualification (DE / ATEA ou DUMI ou CA / PEA ou Master) du directeur et d'au moins 50% des enseignants
- Affectation d'un 1/4 ETP dédié à la fonction de direction pour les tâches administratives
- Mise en place annuellement d'un projet culturel de territoire

Etablissements de Type 2 :

- Eveil, 1^{er} cycle et 2^{ème} cycle,
- Proposition de pratiques d'instruments divers,
- UV de 3^e cycle possible si le diplôme du professeur concerné est en adéquation avec l'UV instrumental en question,
- Directeur diplômé (DE / ASEA ou DUMI ou CA / PEA ou Master),
- Affectation d'un 1/2 ETP dédié à la fonction de directeur pour les tâches administratives,
- 60% d'enseignants diplômés ou en cours (CA, DEM, DE ou équivalent (avec 30% d'enseignants titulaires d'un CA DE ou équivalent),
- Locaux adaptés et accessibles.

EAC :

- Présence d'un dispositif scolaire (DUMI, CHAM/D, orchestre à l'école),
- Mise en place annuellement d'un projet culturel de territoire soit avec un partenaire extérieur soit dans le cadre d'une convention EAC s'appuyant sur les trois piliers.

Etablissements de Type 3 :

- Eveil, 1^{er} cycle, 2^{ème} cycle et 3^{ème} cycle amateur avec une formation musicale et de chant choral,
- Directeur diplômé (DE, CA ou Master ou équivalent),
- Affectation d'un 3/4 ETP dédié à la fonction de directeur pour les tâches administratives,
- 75% au moins d'enseignants diplômés (avec 50% d'enseignants titulaires d'un CA / PEA et/ou d'un DE / ASEA et/ou d'un DUMI),
- Locaux adaptés et accessibles,
- Un enseignement complémentaire : théâtre ou danse,
- Proposer des pratiques collectives telles que les orchestres d'harmonie, de cordes, symphonique, la musique de chambre, etc., sans pour autant sacrifier les spécificités locales ou liées au projet d'établissement (musiques traditionnelles, actuelles, anciennes...),
- Pratique d'ensemble effectuée dans une logique de diffusion,
- Centralisation des examens.

EAC :

- Deux dispositifs : CHAM/D en primaires et/ou collèges en garantissant un créneau d'enseignement pendant les heures scolaires et des enseignants qualifiés dans les domaines concernés et/ou DUMI + orchestre à l'école,
- Mise en place annuellement de deux ou trois projets culturels de territoire soit avec un partenaire extérieur soit dans le cadre d'une convention EAC s'appuyant sur les trois piliers.

Etablissement de Type 4 : CRD

- Eveil, 1^{er}, 2^{ème}, 3^{ème} cycle, classe préparatoire en conformité avec le schéma d'orientation pédagogique national,
- Directeur diplômé (CA / PEA ou Master),
- 90% d'enseignants diplômés (avec 70% d'enseignants titulaires d'un CA / PEA et/ou d'un DE / ASEA),
- Locaux adaptés et accessibles,
- Enseignements complémentaires : théâtre ou danse avec proposition de plusieurs disciplines,

- Proposition d'esthétiques musicales diverses avec des départements et des pratiques d'ensemble permettant une réelle diffusion,
- Une saison professionnelle,
- Centre d'examen,
- Pôle ressource du Schéma Départemental de l'Education et des Enseignements Artistiques.

EAC :

- CHAM en primaires et/ou collèges en garantissant un créneau d'enseignement pendant les heures scolaires et des enseignants qualifiés dans les domaines concernés et DUMI ;
- Mise en place annuellement de trois ou quatre projets culturels de territoire soit avec un partenaire extérieur soit dans le cadre d'une convention EAC, s'appuyant sur les trois piliers ;
- Orchestre à l'école.

Enseignements complémentaires

➤ Enseignement de la danse

Les établissements du schéma qui disposent d'un département danse doivent remplir les conditions suivantes :

- Les enseignements : un premier cycle complet avec un minimum de deux disciplines enseignées avec une pratique croisée des deux disciplines, des activités d'éveil, une passerelle avec les autres enseignements (musique ou théâtre) dispensés au sein de l'école. Un système d'évaluation des élèves doit être mis en place.
- Des enseignants obligatoirement diplômés au minimum d'un DE (ou dispense).
- Des locaux adaptés : les exigences relèvent du Décret no 92-193 du 27 février 1992 portant application de la loi no 89-468 du 10 juillet 1989 relative à l'enseignement de la danse.

➤ Enseignement du théâtre

Les établissements du schéma qui disposent d'un département théâtre doivent remplir les conditions suivantes :

- Création d'une passerelle avec les autres enseignements (musique ou danse) dispensés au sein de l'école.
- Des enseignants obligatoirement diplômés au minimum d'un DE (ou dispense).

➤ Enseignements des musiques actuelles - amplifiées

Le Département s'est doté, **depuis 2000, de trois dispositifs de soutien aux musiques actuelles : aide à la pratique, aide à la diffusion, aide à l'équipement.**

Depuis, le contexte a beaucoup évolué, des lieux se sont équipés, structurés en personnel et matériel. Les enseignements se sont développés notamment grâce au soutien accordé aux écoles dans le cadre du **Schéma Départemental des Enseignements Artistiques**.

Sont reconnus comme **structures d'enseignement des musiques actuelles au sein du Schéma**, les établissements qui présentent un projet pédagogique construit en fonction.

Ainsi, sont identifiés comme tels :

- le CRD et la Maison Pour Tous de Chadrac (financement spécifique pour la Maison pour tous)
- l'école de musique du Brivadois
- l'école de musiques et de danse des Marches du Velay

Maison pour tous de Chadrac

La Maison pour tous de Chadrac, via la Couveuse, est partenaire du Conservatoire à Rayonnement Départemental de l'Agglomération du Puy-en-Velay pour la construction pédagogique des Musiques Actuelles. Cependant, elle n'entre pas dans le système de typologie, au regard de la multitude des missions qu'elle porte par ailleurs. Ainsi dans le cadre du schéma ses actions sont les suivantes :

- **Répétition** : accueil de musiciens amateurs dans deux studios de répétition, un studio de production musicale (MAO) et un « studio scène ».
- **Accompagnement à travers la répétition** : accompagnement technique, artistique, coaching de répétition,
- **Enseignement et transmission** : à travers « Le Triton », dispositif d'enseignement des Musiques Actuelles organisé en partenariat avec les Ateliers des Arts de la Communauté d'Agglomération du Puy-en-Velay.
- **Ressource** : documentation, conseil, réseau de diffusion, mise en place de formations...
- **Accompagnement de projets** : de l'accompagnement des pratiques amateurs jusqu'à la structuration vers la professionnalisation (juridique, social, administratif, méthodologique...).
- **Résidence** : accueil d'artistes locaux et régionaux
- **Diffusion**
- **Actions culturelles** : essentiellement en direction des publics jeunes
- **Travail en réseau** : avec les institutions, les associations, les organisateurs, les artistes, les publics ; la Couveuse étant un lieu relais de musiques actuelles.

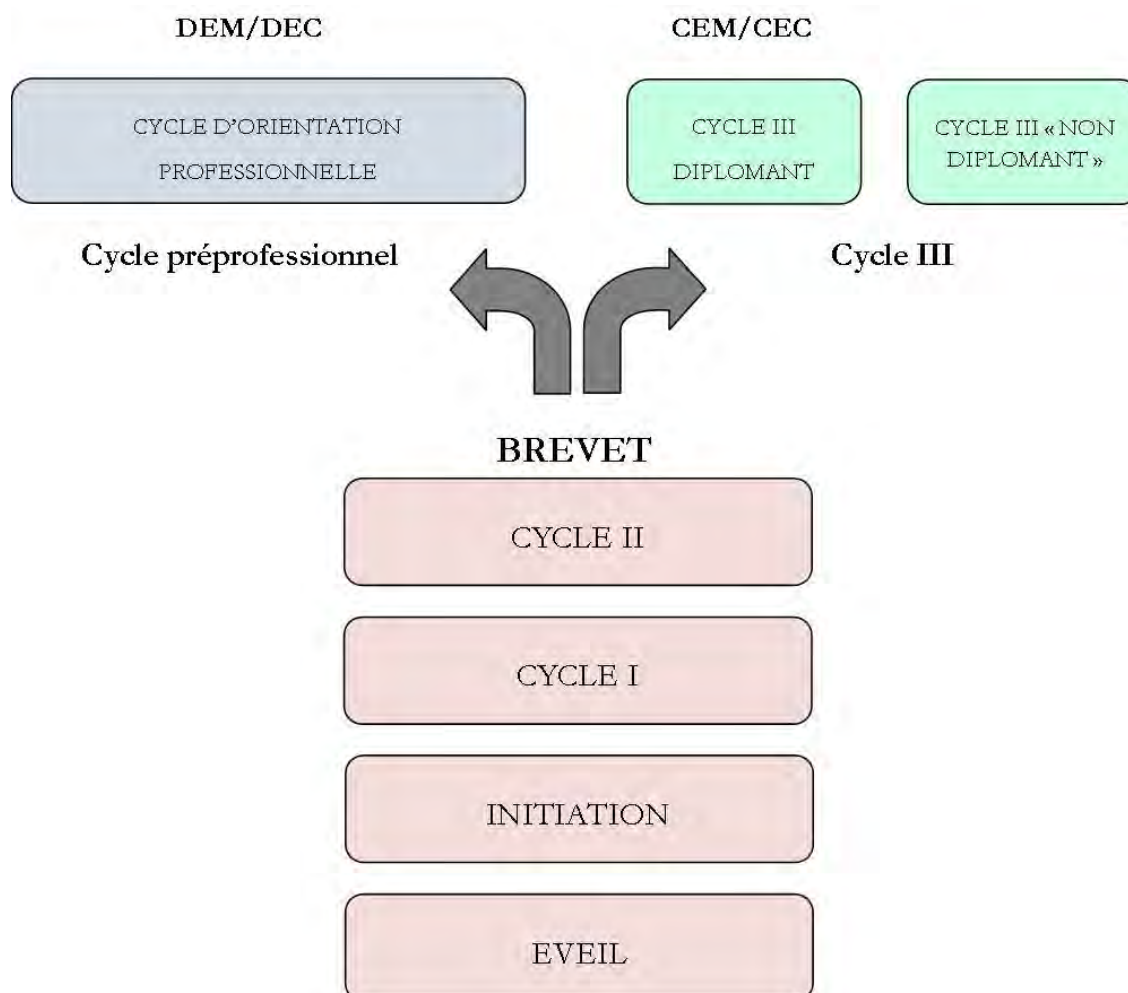
Annexe 2 - Tableau de financement 2022 – Base de calcul des subventions 2023

DOTATION DE FONCTIONNEMENT 2021/2022 AUX ECOLES D'ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES base pour 2023										
ECOLE	TYPE ECOLE	Enseignements				Education artistique				Subvention totale de fonctionnement 2021-2022
		FORFAIT BASE Type 1 : 9300 Type 2 : 23300 Type 3 : 42 000 Type 4 : 256 000	DANSE 10 000	THEATRE 10 000	MUSIQUES ACTUELLES 10 000	DUMISTE 5 000 € par ETP	CHAD (5000 € par CHAD)	CHAM (5 000 € par CHAM)	INTERNAT CHAISE-DIEU	
Etablissements intercommunaux		358 600	20 000	10 000	10 000	38 438	5 000	25 000	15 000	482 038
Haut Lignon (Tence)	TYPE 2	23 300	0	0	0	5 000	0	5 000	0	33 300
Mézenc (Le Monastier)	TYPE 2	23 300	0	0	0	0	0	0	0	23 300
C.R.D. Le Puy-en-Velay	TYPE 4	256 000	10 000	10 000	10 000	14 000	5 000	15 000	15 000	335 000
Les Suc's (Yssingaux)	TYPE 3	42 000	10 000	0	0	4 500	0	5 000	0	61 500
Val Allier (Sainte Florine)	TYPE 2 *	14 000	0	0	0	9 938	0	0	0	23 938
C.C.Montfaucon (Dumiste)						5 000				5 000
Etablissements associatifs		160 400	20 000	0	20 000	10 800	0	15 000	0	226 200
Ance à l'Arzon (Craponne)	TYPE 1	9 300	0	0	0	0	0	0	0	9 300
Apausecroche (Montfaucon)	TYPE 2	23 300	0	0	0	0	0	0	0	23 300
Brioude	TYPE 3	42 000	10 000	0	10 000	0	0	5 000	0	67 000
Marches du Velay-Rochebaron	TYPE 3	42 000	10 000	0	10 000	5 800	0	5 000	0	72 800
Musica'LS (Loire-Semène)	TYPE 2	23 300	0	0	0	5 000	0	5 000	0	33 300
Pôle musique actu. Chadrac		20 500								20 500
TOTAUX		519 000	40 000	10 000	30 000	49 238	5 000	40 000	15 000	708 238
Pour mémoire établissement de Langeac		TYPE 1	9 300							9 300
AIDES INDIRECTES										
Fonctionnement										
Formation et concertation pédagogique										3 000
Investissement										
Parc instrumental										3 500
Aide à l'équipement de studio d'enregistrement										3 000
TOTAL										727 038
Pour mémoire : Location d'instruments internat de la Chaise-Dieu 2021/2022										4 000
Pour mémoire : Maintenance instruments										3 000

Annexe 3 - Axes pédagogiques départementaux

Il s'agit de définir les temps et contenus par cycle. Ces axes sont à mettre en œuvre dans le cadre du schéma. Ils seront complétés par les objectifs pédagogiques définis dans le cadre des concertations départementales et regroupés dans des annales.

Le croquis ci-dessous rappelle l'arborescence générale des études en écoles d'enseignement artistique :



MUSIQUE

Il s'agit de temps minimum préconisés de manière globale mais qui peuvent être plus importants selon la réalité des établissements.

Cycle Eveil / Initiation

° 4-5 ans : **Eveil danse** (facultatif) 60 min.

° 5-7 ans : **Eveil mixte** 45 min.

Itinéraire de découverte contenant pratique vocale, écoute musicale, danse, expérimentation instrumentale et rythmique.

**ET/
OU**

° 6-7 ans : **Initiation danse** 2h

° 6 ans : **Initiation musique et ateliers de découverte** 45 min.

Exploration rythmique et vocale, expérimentation instrumentale, développement de la créativité. En ateliers, à partir du deuxième trimestre : découverte et initiation aux instruments proposés par l'école (cordes, bois, cuivres,...)

Organisation du 1^{er} cycle

Temps minimum requis

° 1C1 :

Formation musicale et vocale

Pratique instrumentale

Temps global accueil : 1h30

° 1C2 :

Formation musicale et vocale

Pratique instrumentale

Pratique collective

Temps global accueil : 2h30

° 1C3 :

Formation musicale et vocale

Pratique instrumentale

Pratique collective : 45 min.

Temps global accueil : 2h30

° 1C4 :

Formation musicale et vocale

Pratique instrumentale

Pratique collective : 45 min.

Temps global accueil : 2h30

Un degré 1C5 peut se révéler nécessaire dans certains cas.

Organisation du 2^{ème} cycle

Temps minimum requis

° 2C1 :

Formation musicale et vocale

Pratique instrumentale

Pratique collective

Temps global accueil : 3h10

° 2C2 :

Formation musicale et vocale

Pratique instrumentale

Pratique collective

Temps global accueil : 3h10

° 2C3 :

Formation musicale et vocale

Pratique instrumentale

Pratique collective

Temps global accueil : 3h10

° 2C4 :

Formation musicale et vocale

Pratique instrumentale

Pratique collective

Temps global accueil : 3h30

Un degré 2C5 peut se révéler nécessaire dans certains cas.

Organisation du 3^{ème} cycle

Temps minimum requis

° 3C1 :

Formation musicale

et vocale

Pratique instrumentale

Pratique collective

Temps global accueil : 4h50

° 3C2 :

Formation musicale

et vocale

Pratique instrumentale

Pratique collective

Temps global accueil : 4h50

° 3C3 :

Formation musicale

et vocale

Pratique instrumentale

Pratique collective

Temps global accueil : 4h50

MUSIQUES ACTUELLES

- **Musiques traditionnelles : un document spécifique fait partie des annales**
- **Jazz : un document spécifique fait partie des annales.**

THEATRE

L'âge minimum requis pour intégrer le 1^{er} cycle de formation est de 15 ans.

CYCLE 1 : cycle de détermination

Durée du cycle : 1 an

3 à 4 h hebdomadaires

- Identification des représentations les plus convenues de cet art, de l'amplitude et de la diversité des champs d'exploration et d'apprentissage.
- Confrontation aux exigences du travail en groupe, à l'enjeu collectif du jeu dramatique.
- Découverte des exigences du corps théâtral (voix, corps dans l'espace), puis une première approche du « jeu avec », du regard, de l'écoute et de l'adresse à l'autre.
- Mise en enjeu de la prise de parole, individuelle (lecture) et collective.

CYCLE 2 : l'enseignement des bases

Durée du cycle : 1 à 2 ans

3 à 6 h hebdomadaires

- Acquérir et entretenir une disponibilité corporelle et vocale.
- Aborder le jeu théâtral par :
 - L'improvisation et la pratique du jeu.
 - L'exploration des répertoires du théâtre.
- Acquérir les bases d'une culture théâtrale.
- Explorer divers modes et techniques d'expression théâtrale et aborder d'autres disciplines.

CYCLE 3 : l'approfondissement des acquis

Durée du cycle : 1 à 3 ans

6 à 12 h hebdomadaires

- Poursuivre l'entraînement corporel et vocal par une pratique régulière de la danse et des techniques vocales.
- Privilégier le travail d'interprétation (concrétiser et partager sa présence sur scène, toucher chaque spectateur dans sa sensibilité, son imagination...)
- Approfondir la culture théâtrale : mise en scène, lecture d'œuvre, approche des réalités du secteur théâtral...
- Renforcer l'acquisition ou la maîtrise d'outils par la pratique d'ateliers d'écriture, de techniques telles que marionnettes, cirque, conte..., de disciplines telles que danse, instrument de musique...

Il s'agit par ailleurs d'établir des passerelles avec les autres disciplines : formation musicale, danse... Les enseignants sont obligatoirement diplômés au minimum d'un DE (ou dispense).

DANSE

Les établissements du Schéma qui souhaitent prétendre au forfait lié à un département danse doivent remplir les **conditions suivantes** :

- Les enseignements : un 1^{er} cycle complet avec un minimum de deux disciplines enseignées avec une pratique croisée des deux disciplines, des activités d'éveil, une passerelle avec les autres enseignements (musique ou théâtre) dispensées au sein de l'établissement. Un système d'évaluation des élèves doit être mis en place.
(Une harmonisation des intitulés des cours serait souhaitable entre les écoles)
- Des enseignants obligatoirement diplômés au minimum d'un DE (ou dispense).
- Des locaux adaptés : les exigences relèvent du Décret no 92-193 du 27 février 1992 portant application de la loi no 89-468 du 10 juillet 1989 relative à l'enseignement de la danse.

Annexe 4 - Liste des instruments du parc départemental – mai 2022

Catégorie	Nom	Numéro d'inventaire	Modèle	Marque
Instrument	Alto	CG43-009-1/8-2009		
Instrument	Alto	CG43-010-1/4-2009		
Instrument	Alto	CG43-011-1/2-2009		
Percussion	Balafon	CG43-BALAF-002	13 lames	Fuzeau
Percussion	Balafon	CG43-Balaf-001	8 lames	Fuzeau
Instrument	Baschet - LA GRILLE	CG43-GRILLE-2012		BASCHE
Instrument	Baschet - L'ARC	CG43-ARC-2012		BASCHE
Instrument	Baschet - LE 3 CROIX	CG43-3CROIX-2012		BASCHE
Instrument	Baschet - LE CHANDELIER	CG43-CHANDELIER-2012		BASCHE
Instrument	Baschet - LE CRISTAL	CG43-CRISTAL-2012		BASCHE
Instrument	Baschet - LE DISQUE	CG43-DISQUE-2012		BASCHE
Instrument	Baschet - LE DOUBLE RESSORT	CG43-DRESSORT-2012		BASCHE
Instrument	Baschet - LE RESSORT	CG43-RESSORT-2012		BASCHE
Instrument	Baschet - L'ESCALIER	CG43-ESCALIER-2012		BASCHE
Instrument	Baschet - LES CORDES	CG43-CORDES-2012		BASCHE
Instrument	Baschet - LE SIFFLANT	CG43-SIFFLANT-2012		BASCHE
Instrument	Baschet - LE TIGE COURBE	CG43-TIGE-C-2012		BASCHE
Instrument	Baschet - LE TIGE DROITE	CG43-TIGE-D-2012		BASCHE
Instrument	Baschet - L'ETOILE	CG43-ETOILE-2012		BASCHE
Instrument	Baschet - Lot complet	CG43-BASCHE-2012	14 instruments	BASCHE
Instrument	Basson	CG43-BASS-003	Takeda amateur 2 FT	
Instrument	Bâton de pluie	CG43-B.pluie-003	75 cm	Fuzeau
Instrument	Bâton de pluie	CG43-B.pluie-006	50 cm	Fuzeau
Instrument	Bâton de pluie	CG43-B.pluie-010	75 cm	Fuzeau
Instrument	Bâton de pluie	CG43-B.pluie-008	50 cm	Fuzeau
Instrument	Bâton de pluie	CG43-B.pluie-001	30 cm	Fuzeau
Instrument	Bâton de pluie	CG43-B.pluie-004	100 cm	Fuzeau
Instrument	Bâton de pluie	CG43-B.pluie-011	75 cm	Fuzeau
Instrument	Bâton de pluie	CG43-B.pluie-005	120 cm	Fuzeau
Instrument	Bâton de pluie	CG43-B.pluie-012	100 cm	Fuzeau
Instrument	Bâton de pluie	CG43-B.pluie-014	100 cm	Fuzeau
Instrument	Bâton de pluie	CG43-B.pluie-002	50 cm	Fuzeau
Instrument	Bâton de pluie	CG43-B.pluie-013	100 cm	Fuzeau
Instrument	Bâton de pluie	CG43-B.pluie-007	50 cm	Fuzeau
Instrument	Bâton de pluie	CG43-B.pluie-009	75cm	Fuzeau
Percussion	Bodhran	CG43-Bodr-006	14 pouces	Fortcop
Percussion	Bodhran	CG43-Bodr-007	18 pouces	Meinl
Percussion	Bodhran	CG43-Bodr-008	26 pouces	Fortcop
Percussion	Bodhran	CG43-Bodr-004	30 pouces	Lugdivine

Percussion	Bodhran	CG43-Bodr-005	18 pouces	Meinl
Percussion	Bodhran	CG43-Bodr-003	18 pouces	Lugdivine
Percussion	Bodhran	CG43-Bodr-001	14 pouces	Lugdivine
Percussion	Bodhran	CG43-Bodr-002	16 pouces	Lugdivine
Percussion	Bongos	CG43-Bongos-001		NINO
Instrument	Boomwhackers	CG43-BWPENT-001	Pentatoniques 6 notes	Fuzeau
Instrument	Boomwhackers	CG43-BWBA-005	Basses chromatiques 5 notes	Fuzeau
Instrument	Boomwhackers	CG43-BWCHRO-006	Chromatiques 5 notes	Fuzeau
Instrument	Boomwhackers	CG43-BWDIAT-002	Diatoniques 8 notes	Fuzeau
Instrument	Boomwhackers	CG43-BWBA-004	Basses diatoniques 7 notes	Fuzeau
Instrument	Boomwhackers	CG43-BWCHRO-003	Chromatiques 5 notes	Fuzeau
Instrument	Chimes	CG43-CHIMES-001	sur pied 70 cm à 1 m	Fuzeau
Instrument	Clarinette	CG43-CLA-003	UT	SML
Instrument	Clarinette	CG43-CLA-006	UT 13 clés	J. Packer
Instrument	Clarinette	CG43-CLA-005	UT 13 clés	J. Packer
Instrument	Clarinette	CG43-CLA-007	UT 13 clés	J. Packer
Instrument	Clarinette	CG43-CLA-004	UT	SML
Instrument	Clarinette basse	CG43-CLAB-002	Buffet Prestige 1193	
Percussion	Coffret 25 lames	CG43-LAMES-002		Fuzeau
Percussion	Coffret 25 lames	CG43-LAMES-001		Fuzeau
Instrument	Contrebasse	CG43-012-1/16-2009		
Instrument	Contrebasse	CG43-013-1/8-2009		
Instrument	Contrebasse	CG43-013-1/8-2012		
Instrument	Contrebasse	CG43-016-1/4-2010		
Instrument	Contrebasse	CG43-015-1/2-2009		
Instrument	Contrebasse	CG43-014-1/4-2009		
Percussion	Djembé	CG43-B42A	33/35s	Tanga Iroko
Percussion	Djembé	CG43-B44A	33/35s	Tanga Iroko
Percussion	Djembé	CG43-B28C	29/30s	Tanga Iroko
Percussion	Djembé	CG43-B50C	29/30s	Tanga Iroko
Percussion	Djembé	CG43-B26C	29/30s	Tanga Iroko
Percussion	Djembé	CG43-B49C	29/30s	Tanga Iroko
Instrument	Flûte basse	CG43-FLUB-001	YFL B441	Yamaha
Instrument	Flûte (Piccolo) traversière	HD43 FLU TRA 001	PEARL	
Percussion	Gong d'opéra	CG43-Gong-001	33 cm	Fuzeau
Percussion	Gong plat chinois	CG43-Gong-002	45 cm	
Instrument	Malle d'éveil	CG43-MALLE-001	43 instruments	Fuzeau
Instrument	Malle d'éveil	CG43-MALLE-002	43 instruments	Fuzeau
Instrument	Sanza	CG43-Sanza-004	6 lames	Fuzeau

Instrument	Sanza	CG43-Sanza-010	6 lames	Fuzeau
Instrument	Sanza	CG43-Sanza-008	6 lames	Fuzeau
Instrument	Sanza	CG43-sanza-001	6 lames	Fuzeau
Instrument	Sanza	CG43-Sanza-007	6 lames	Fuzeau
Instrument	Sanza	CG43-Sanza-006	6 lames	Fuzeau
Instrument	Sanza	CG43-Sanza-002	6 lames	Fuzeau
Instrument	Sanza	CG43-Sanza-009	6 lames	Fuzeau
Instrument	Sanza	CG43-Sanza-003	6 lames	Fuzeau
Instrument	Sanza	CG43-Sanza-005	6 lames	Fuzeau
Percussion	Tamboa	CG43-TAMBOA-008	6 lames en fa mineur	Fuzeau
Percussion	Tamboa	CG43-TAMBOA-002	6 lames en ré mineur	Fuzeau
Percussion	Tamboa	CG43-TAMBOA-004	6 lames en do mineur	Fuzeau
Percussion	Tamboa	CG43-TAMBOA-003	6 lames en do mineur	Fuzeau
Percussion	Tamboa	CG43-TAMBOA-006	6 lames en mi mineur	Fuzeau
Percussion	Tamboa	CG43-TAMBOA-005	6 lames en mi mineur	Fuzeau
Percussion	Tamboa	CG43-TAMBOA-001	6 lames en ré mineur	Fuzeau
Percussion	Tamboa	CG43-TAMBOA-010	6 lames en fa mineur	Fuzeau
Percussion	Tamboa	CG43-TAMBOA-007	6 lames en mi mineur	Fuzeau
Percussion	Tamboa	CG43-TAMBOA-009	6 lames en fa mineur	Fuzeau
Percussion	Tambour d'eau	CG43-T.eau-003	40/28 cm	Fuzeau
Percussion	Tambour d'eau	CG43-T.eau-002	35/25 cm	Fuzeau
Percussion	Tambour d'eau	CG43-T.eau-004	45/35 cm	Fuzeau
Percussion	Tambour d'eau	CG43-T.eau-001	35/25 cm	Fuzeau
Percussion	Tambourin	CG43-TAMB-006	25 cm	Fuzeau
Percussion	Tambourin	CG43-TAMB-007	30 cm	Fuzeau
Percussion	Tambourin	CG43-TAMB-003	20 cm	Fuzeau
Percussion	Tambourin	CG43-TAMB-005	25 cm	Fuzeau
Percussion	Tambourin	CG43-TAMB-002	20 cm	Fuzeau
Percussion	Tambourin	CG43-TAMB-010	30 cm	Fuzeau
Percussion	Tambourin	CG43-TAMB-009	30 cm	Fuzeau
Percussion	Tambourin	CG43-TAMB-004	25 cm	Fuzeau
Percussion	Tambourin	CG43-TAMB-001	20 cm	Fuzeau
Instrument	Tam chinois	CG43-Tamchi-001	50 cm	Fuzeau
Instrument	Violon	HD43 VIOLON 1/2 016		
Instrument	Violon	HD43 VIOLON 3/4 015		
Instrument	VIOLON	HD43 VIOLON 1/2 017		
Instrument	Violoncelle CE 04	CG43-1/8-006		
Instrument	Violoncelle CE 04	CG43-1/2-008		
Instrument	Violoncelle CE 04	CG43-1/4-007		
Instrument	Violon V 104	CG 43-1/4-003		
Instrument	Violon V 104	CG43-1/4-002		
Instrument	Violon V 104	CG 43-1/8-001		
Instrument	Violon V 104	CG43-1/2-005		
Instrument	Violon V 104	CG43-1/2-004		
PERCUSSION	zagdrum 40	HD43 ZAG 001	10 notes	

Annexe 5 : Fiche de poste type de la direction d'un Établissement d'Enseignements Artistiques

Rattachements :

- Hiérarchique :
 - sous statut associatif : Présidence
 - en régie : Présidence de la Collectivité
- Fonctionnel :
 - sous statut associatif : Bureau ou CA
 - en régie : Responsable Culture de la Collectivité

Finalités : Le ou la directeur.trice d'établissement d'enseignements artistiques assure toute l'organisation pédagogique et administrative d'un établissement d'enseignement de musique, d'art dramatique, danse ou d'un établissement d'arts plastiques. Il impulse les actions et garantit leur cohérence, définit des projets innovants en favorisant des partenariats et organise la communication générale de l'établissement.

Activités principales

sur le champ pédagogique

- De manière générale : Élaboration et mise en œuvre du projet d'établissement et du projet pédagogique
- De manière opérationnelle :
 - Coordination et pilotage des projets pédagogiques et des pratiques collectives en lien avec les enseignants
 - Élaboration et mise en œuvre des projets d'éducation artistique et d'actions culturelles
 - Organisation des enseignements
 - Suivi de la scolarité (examen, conseil pédagogique,...)
 - Capitalisation des expériences et pratiques, amélioration des pratiques, innovation
 - Force de proposition sur le développement de l'Établissement

sur le champ administratif

- De manière générale : suivi des questions et enjeux, budgétaires, financiers, administratifs et en Gestion des Ressources Humaines
- De manière opérationnelle :
 - Pilotage budgétaire et financier général de l'Établissement
 - Encadrement des fonctions supports dont responsabilité de la bonne tenue des procédures comptables
 - Recherche de subventions et d'appels à projet en lien avec les projets de l'association
 - Rédaction des dossiers d'aides financières, réalisation des bilans
 - Suivi de la commande publique

- Recrutement et suivi de la gestion du personnel (veille et gestion sociale, plan de formation, planning,...)
- Animation des instances statutaires (pour Etablissement sous statuts associatif)

Sur le champ des relations publiques

- De manière générale : Suivi et animation de l'ensemble des relations avec les familles, les partenaires publics et privés, la collectivité du territoire, les médias...
- De manière opérationnelle :
 - Lien et échanges avec les familles en face à face individuel ou en réunion collective
 - Suivi des relations partenariales avec la collectivité prescriptrice sur le territoire
 - Veille sur les attentes des acteurs du territoire lors de la réalisation des actions et des contacts informels. Entretien et développement des relations, collaborations, partenariats externes.
 - Participation à la vie des réseaux régionaux ou nationaux auxquels l'Etablissement adhère : concertation, partage d'expériences, mutualisation d'outils, échange de pratiques...
 - Pilotage des actions de communication interne et externe
 - Prise de parole (média) en lien avec les projets de son établissement

Activité complémentaire

- Possibilité d'assurer un enseignement portant sur la musique, la danse, les arts plastiques ou l'art dramatique

Activités partagées à l'ensemble des salariés

- Participation à la gestion, au suivi et si nécessaire à l'entretien des biens et matériels de l'établissement (locaux, véhicules...)

Rappel des responsabilités :

- **Encadrement** : encadre la totalité des équipes de l'établissement.
- **Budget** : Définit le cadre budgétaire d'intervention de l'Etablissement
- **Représentation** : Assure la représentation de l'Etablissement auprès des acteurs territoriaux et des bénéficiaires directs de l'Etablissement
- **Autonomie** : Très grande autonomie. Rend compte périodiquement de son activité auprès du CA ou de sa collectivité de tutelle.

Rappel en fonction des typologies : l'affectation nécessaire d'un socle minimum d'heures administratives à cette fonction en fonction de la typologie des Etablissements soit :

- 1/4 ETP (base 35h) sur Ecole de type 1
- 1/2 ETP (base 35h) sur Ecole de type 2
- 3/4 ETP (base 35h) sur Ecole de type 3
- Temps complet sur Ecole de type 4

Annexe 6 - Bilan du schéma départemental 2017-2022

Un questionnaire destiné à dresser le bilan de réalisation des objectifs du schéma de l'enseignement et de l'éducation artistique 2017-2021 a été rédigé, en concertation avec un comité réduit des directeurs établissements d'enseignements artistiques. Onze établissements y ont répondu. Il est à noter que les établissements ont subi l'épidémie de Covid-19 en milieu de période impactant de fait les conclusions du bilan.

I. Bilan quantitatif

Évolution du nombre d'élèves et d'enseignants

Le nombre d'élèves a poursuivi sa hausse entre 2017 et 2019 passant de 3180 à 3230. Cependant, une nette baisse de 10% et 20% des effectifs, due à la crise du Covid-19 a interrompu cette progression ; les établissements peinant, en 2022, à retrouver leur niveau de 2019 avec un nombre de 2807 en 2022. Ce chiffre ne prend pas en compte l'effectif de l'école Mélodica qui a arrêté son activité au cours de l'année scolaire 2021/2022. Il était de 86 en 2021.

Par ailleurs, le nombre d'enseignants n'a pas évolué sur la période, demeurant compris entre 170 et 175.

Classes à horaires aménagés

Le soutien du Département aux classes à horaire aménagés a été gelé sur la période. Il concerne à ce jour 8 CHAM et 1 CHAD dans le département, en lien avec six établissements :

- CRD : 3 CHAM (collège de Corsac de Brives, école du Val Vert, Maîtrise de la cathédrale) et 1 CHAD (collège Jules Vallès),
- Marches-du-Velay-Rochebaron : 1 CHAM (collège Notre-Dame du Château et collège Le Monteil),
- Sucs : 1 CHAM (collège St Pierre Ste Anne),
- Haut-Lignon : 1 CHAM (collège public la Lionchère de Tence),
- Brioude : 1 CHAM (Collège La Fayette de Brioude),
- MUSICA'LS : 1 CHAM (collège public Roger Ruel de St Didier en Velay).

Orchestre à l'école

Nous noterons que sur 11 établissements, 7 n'ont pas développé de projet Orchestre en milieu scolaire. 4 en ont monté un avec des écoles primaires et 1 avec un collège. Parmi eux, un établissement a un lien avec les deux niveaux.

Dumiste

Le soutien du Département aux Dumistes a été gelé sur la période. Les structures concernées par l'intervention d'un Dumiste hors établissement scolaire sont les suivantes :

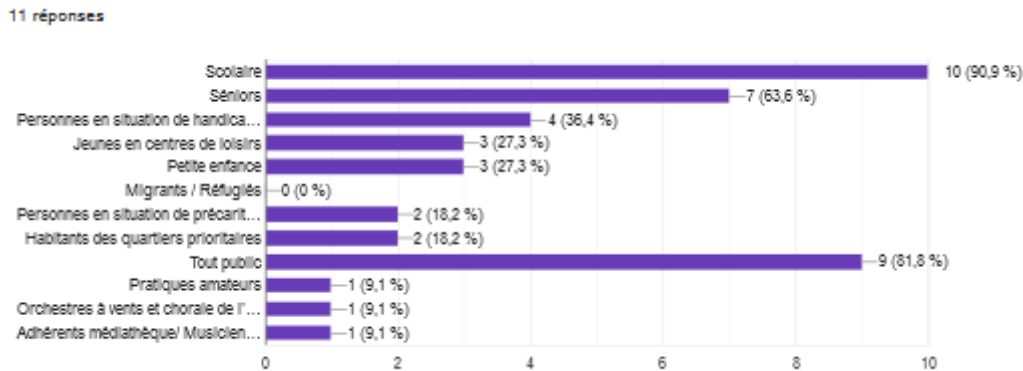
- 1 hôpital,
- 2 centres de loisirs,
- 1 ESAT,
- 2 relais assistantes maternelles,
- 1 bibliothèque.

Aucun Dumiste n'est allé en Ehpad ou en Foyer de l'enfance.

Projet culturel

Au cours du schéma l'ensemble des onze structures ont porté au moins un projet culturel par an faisant intervenir au moins un intervenant extérieur. Néanmoins, l'Ecole de Mézenc Loire Meygal souligne qu'elle n'a pas pu réaliser de projet au cours de l'année 2020/2021 à cause de la crise sanitaire.

La répartition des publics touchés par les projets culturels au cours du schéma 2017/2022 est la suivante :



II. Bilan qualitatif

Recrutement des professeurs diplômés

1. Difficultés rencontrées

Depuis 2017, le recrutement d'enseignants diplômés s'avère être de plus en plus compliqué pour les raisons suivantes :

- un statut associatif peu attractif face au cadre sécurisant et un régime indemnitaire plus élevé en régie directe,
- une méconnaissance notoire de la dynamique de l'enseignement artistique en Haute-Loire,
- un faible nombre d'enseignants souhaitant s'installer en Haute-loire,
- un volume horaire insuffisant en raison du manque de besoins pour certaines classes,
- un nombre important de déplacements induits par le besoin de travailler dans différents établissements.

2. Progrès réalisés

Il convient tout de même de noter :

- La formation d'un esprit d'équipe
- L'installation des enseignants sur le territoire
- Une majorité d'enseignants diplômés au sein de l'équipe
- La mutualisation d'emplois entre établissements pour offrir un nombre d'heures suffisant.
- Un lien entre l'ensemble des établissements
- Un service RH en appui au sein de l'EPCI pour une structure en régie directe
- La stabilité de l'équipe enseignante qui permet aux élèves de construire des projets à plus long terme.

Formation des professeurs

La difficulté principale réside dans le fait que les enseignants ont plusieurs employeurs, donc des temps partiels. Il est ainsi difficile de leur proposer une formation en fonction des besoins de chacun. Par ailleurs, les formations ne se déroulent généralement pas en Haute-Loire et ne sont pas toujours ciblées. Les enseignants privilégient donc leurs cours hebdomadaires.

La principale réponse serait la mise en place d'un plan départemental de formation.

Mise en œuvre de projets culturels

1. Difficultés rencontrées

Le manque de moyens financiers est l'un des principaux freins à la mise en place d'un projet culturel qui s'adresse également à un public non usager de l'école. Certains soulignent également la difficulté de motiver les élèves et leur famille déjà très sollicités. Par ailleurs, il n'est pas aisé d'accéder à des salles pour les restitutions.

2. Progrès réalisés

Il s'avère que la mise en place de projets inter-établissements ou avec d'autres associations locales peut apporter des réponses aux difficultés précitées. Par ailleurs, l'implication des membres de l'établissement et des parents facilite de façon conséquente la mise en œuvre des projets.

3. Lien avec les projets EAC de leur collectivité

Sur 11 établissements, 7 sont associés à un projet EAC de territoire, 2 ne le sont pas, et 2 ne sont pas concernés par la question car leur EPCI n'est pas signataire d'une convention territoriale EAC.

La majorité des établissements relèvent la difficulté d'intégrer les enseignants dans ces projets qui ne sont pas prioritairement destinés aux usagers. Ils indiquent également l'importance de la présence d'une personne au sein de l'EPCI en charge de la coordination et de la mise en œuvre des projets.

Bilans / perspectives des grands objectifs d'EAC

1. Les établissements n'ayant pas de lien avec les écoles maternelles ou primaires ou les collèges ou les lycées souhaiteraient :
 - Pour trois d'entre eux : mettre en place un orchestre à l'école
 - Pour quatre d'entre eux : un dumiste
 - Pour l'un, une CHAD
 - Pour un autre, un atelier de musiques actuelles
 - Pour un dernier, un projet avec le collègue

2. Les difficultés

Il s'avère que le dispositif s'essouffle tant au niveau du nombre d'élèves que de l'organisation avec les enseignants et repose souvent sur la forte implication de l'enseignant du collège.

Concernant les Dumistes, il est difficile de toucher toutes les écoles des territoires agrandis lors de la mise en œuvre de la loi NOTRe. Par ailleurs il n'est pas aisé de trouver les financements pour les recruter.

Projet d'établissement

L'ensemble des structures ont organisé et animé un projet d'établissement. Dix établissements sur onze soulignent que le précédent schéma les a aidés à structurer leur projet d'établissement.

Sur onze projets :

- Huit se terminent en 2022 dont quatre qui ont été prolongés en 2021
- Un est en cours de réécriture
- Un est en vote pour la période 2022/2027
- Un est en cours jusqu'en 2026.

Réunions de concertation avec le Département

Les onze directeurs interrogés ont souligné l'utilité des réunions de concertation avec le Département. Selon eux ces réunions favorisent les échanges tant sur le plan du fonctionnement des établissements, que sur celui des difficultés rencontrées par les directeurs. Ces échanges concertés permettent en outre aux directeurs de se sentir accompagnés et soutenus par le Département qui est perçu comme un partenaire de la démarche et non uniquement comme un financeur.

Ces temps de discussion sont propices à la diffusion d'informations, à la formation et à l'ouverture aux autres. Ces échanges ont un rôle fédérateur entre les directeurs et le Département et permettent de garantir une homogénéité de l'enseignement artistique sur le département et une compréhension du schéma partagée par tous les acteurs. Enfin, plusieurs directeurs évoquent l'importance de la démarche de co-construction du nouveau schéma. En effet, ce travail commun a facilité l'appropriation du schéma et de ses enjeux mais également les échanges de points de vue afin d'en tirer un schéma le plus réaliste possible en accord avec les enjeux propres à chaque structure et territoire.

Concernant les réunions de concertation entre écoles, le sentiment d'utilité de ces réunions est partagé par les onze directeurs. Ils jugent ces temps importants car ils permettent de trouver des solutions communes aux problèmes qu'ils peuvent rencontrer dans leurs établissements. De plus, ces réunions propices au partage et à l'échange d'informations (réseau professionnel de proximité, mutualisation, actualités des écoles) favorisent la cohésion de groupe. Enfin, il apparaît que ces temps d'échange sont un moyen de se sortir de l'isolement lié à la fonction de directeur et de se sentir soutenu face aux problématiques rencontrées.

Examens de fin de cycle

Sur onze écoles neuf organisent conjointement des examens de fin de cycle avec d'autres écoles de leur secteur. Plusieurs difficultés sont rapportées dans l'organisation des examens :

- La difficulté à trouver un accompagnateur piano pour les examens
- La seconde difficulté concerne l'organisation d'un jury commun.

Deux points cristallisent ces difficultés : le fait de trouver des membres disponibles et le financement des jurys. Enfin, la concordance des plannings entre les jurys, les professeurs, les locaux, et les directeurs ainsi que la difficulté à mobiliser les élèves sur une logique d'examens constituent des blocages lors de l'organisation des examens de fin cycle.

Cependant, plusieurs progrès sont à souligner :

- Une collaboration avec JP Schmitt, musicien accompagnateur, pour l'accompagnement au piano facilite l'organisation des examens,
- Une meilleure collaboration entre les écoles est évoquée.

Typologie et statut

- Type 1 :

Ecole de Craponne-sur-Arzon

- Difficultés : La qualification d'au moins 50% des enseignants est pour le moment respectée, néanmoins sur un groupe de cinq salariés les choses peuvent changer très vite. « Nous ne tentons pas d'ouverture de nouvelles classes parce que nous savons pertinemment qu'il serait très difficile d'y associer un professeur diplômé (le nombre d'heure étant souvent faible sur ces classes, les postes ne sont pas attractifs) ».
- Progrès : Les locaux sont plus adaptés depuis le déménagement de l'école, le confort de travail y est plus important. Des difficultés subsistent néanmoins dans les échanges avec le collège. Le seul lien réside dans la facturation des loyers et des charges (6 000 € par an).

- Type 2 :

- Difficultés : un problème de mise à disposition des salles de cours et des difficultés pour recruter des professeurs sont évoqués
- Progrès : L'école de Mézenc Loire Meygal a réussi à titulariser cinq professeurs dont la directrice.

- Type 3 :

Ecole des Sucs :

- Difficultés : En danse, les élèves préfèrent très largement le cursus libre : difficultés à faire émerger un cursus diplômant dans cette discipline. Néanmoins, le niveau est très satisfaisant et l'association partenaire se montre très impliquée. Deux CHAMs (Yssingeaux privé et Retournac public) mais une seule aide forfaitaire dans l'aide départementale. Dans ce contexte, il est difficile pour l'école d'envisager la mise en place d'une éventuelle CHAD.

- Progrès : La catégorie permet un contexte cadrant important pour l'école et les élus. Le cahier des charges est globalement bien intégré et pose peu de difficultés (enseignement, qualification de l'équipe, locaux, animation et projets culturels.) Montée en puissance des musiques actuelles sur le territoire avec des enseignants formés et motivés

Ecole de musique du Brivadois :

- Difficultés : Les disciplines d'érudition intéressent peu d'élèves malgré plusieurs tentatives de l'école qui se sont révélées infructueuses.
- Progrès : Mise en place de la totalité des critères des écoles de Type 3, hors les disciplines d'érudition. Depuis 2021, mise en place d'interventions de DUMISTES. La typologie a permis à l'établissement d'évoluer positivement.

Type 4 :

CRD le Puy en Velay :

- Difficultés : Homogénéisation des enseignements sur les différents lieux d'enseignements (Le Puy/ Rosières/Vorey),
- Progrès réalisés pour la stabilisation de l'équipe enseignante et la réorganisation du pôle administratif et technique du CRD.

Direction

Le rôle de directeur a connu plusieurs évolutions au cours des dernières années. L'augmentation de la part de travail administratif est soulignée par la majorité des directeurs. Un constat partagé par les écoles en régie directe et les écoles associatives. La somme du travail administratif, de formation, de gestion prend de plus en plus de place au détriment de l'enseignement. De plus, les écoles associatives s'accordent sur le fait que la fonction ne cesse de s'élargir faisant porter « plusieurs casquettes » aux directeurs.

Les directeurs rencontrent également des difficultés dans la gestion de leurs établissements. Dans le cas des établissements associatifs un premier problème concerne les bénévoles tant sur le renouvellement des membres du bureau, que sur leurs disponibilités et leurs connaissances sur la gestion d'un établissement d'enseignements artistiques ce qui nécessite de les former. Le statut associatif des écoles peut également constituer un frein à l'implication réduisant de ce fait le nombre de personnes souhaitant s'investir. Enfin, l'évolution du rôle de directeur impacte directement la gestion de la structure. En effet, les enjeux administratifs et RH viennent, selon les directeurs, alourdir la gestion de l'association.

Bilan/perspectives

Dix écoles sur onze déclarent que le schéma les a aidés à se positionner comme acteurs culturels de leur territoire dans une dynamique de réseau local et départemental.

Les écoles ont été amenées à travailler avec des acteurs variés dans le cadre du schéma parmi lesquels :

- Les crèches, centres de loisirs, EHPAD
- Les fanfares et Bandas du territoire
- Le CRR de Saint-Etienne et la Confédération Musicale de France Loire
- Les écoles
- Les associations locales

Le schéma a permis à plusieurs établissements d'asseoir leur position sur leur territoire favorisant une dynamique de travail auprès des communes et des communautés de communes. Au travers d'interventions scolaires organisées dans le cadre du schéma (dumistes, orchestre à l'école, chorale à l'école, CHAM) les écoles ont pu créer et mettre en place des relations privilégiées avec des acteurs du territoire. De plus, le SDEEA a pu servir de guide permettant de structurer des méthodes de travail au sein de l'école et avec les acteurs extérieurs tout en facilitant l'appréhension du territoire.

Le SDEEA a servi de levier sur plusieurs plans notamment sur celui du travail avec des acteurs locaux. Le schéma a permis aux établissements de renforcer leur travail auprès de partenaires locaux, d'être partie prenante d'évènements culturels. Et également sur le plan politique de valoriser auprès des élus le rôle et l'évolution des établissements sur les territoires.

Cependant, certaines écoles soulignent que la notion de schéma peut paraître abstraite pour les acteurs extérieurs à celui-ci. De plus, une partie du réseau des EEA étant préexistant au schéma, ce dernier peut donc avoir une influence plus limitée sur le travail partenarial et à plus long terme sur la reconnaissance de l'établissement comme acteur culturel du territoire. Pour conclure, l'instauration d'un label faciliterait une reconnaissance des écoles auprès d'autres acteurs.

Sur la politique culturelle du département dix directeurs sur onze perçoivent leur établissement comme un acteur-partenaire du Département. Ils se sentent parties prenantes de la politique départementale car ils échangent régulièrement avec les services tout en essayant de mettre en adéquation leurs actions avec la politique culturelle du Département. En outre, ils adhèrent à la volonté du Département de diffuser les enseignements artistiques sur les territoires.

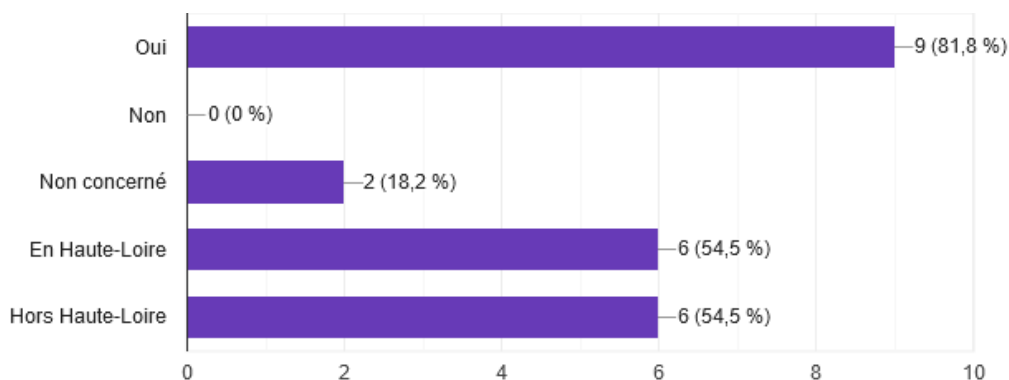
Parc Instrumental

Dans l'ensemble les directeurs sont satisfaits du parc instrumental notamment pour des interventions en milieux scolaire. Néanmoins, plusieurs demandes ont été formulées :

- Elargir le parc vers de « nouvelles » formes de musique,
- Renouveler les instruments à vents,
- Mieux fournir le parc en violon et malle d'éveil qui sont très demandés et par conséquent difficiles à réserver,
- Etendre la plage de rendu des instruments.

Circulation des élèves

A la question : avez-vous déjà proposé à des élèves de changer d'école pour poursuivre leur cursus ? Voici les réponses données par les écoles :



Les principales difficultés rencontrées par les écoles dans le changement d'établissements sont principalement liées à l'entrée aux CRR de Saint Etienne et de Clermont. En effet, l'entrée dans les CRR est soumise à un concours. De plus, les CRR ne prennent pas en compte les niveaux des examens départementaux obligeant les élèves à repasser les épreuves. Enfin, l'éloignement géographique est un facteur limitant. Il est compliqué pour les écoles de pousser les élèves à changer d'établissement pour permettre la poursuite de leur apprentissage.

DÉLIBÉRATION DE L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

Séance ordinaire publique du 20 juin 2022

20 - RÈGLEMENT DÉPARTEMENTAL DU TRANSPORT SCOLAIRE ADAPTE DES ÉLÈVES ET ÉTUDIANTS EN SITUATION DE HANDICAP

Direction : Direction de la Vie Sociale

Service instructeur : Direction de la Vie Sociale

Délibération n ° : CD200622/20N

Le 20 juin 2022, l'Assemblée départementale, régulièrement convoquée, s'est réunie à l'Hôtel du Département sous la présidence de Marie-Agnès PETIT, Présidente du Département.

- Présents : 34

- Absent(s) excusé(s) : 4

- Absent(s) ayant donné pouvoir : 0

Le quorum ayant été vérifié,

L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

Après avoir entendu le rapport présenté par Monsieur Jean-Paul AULAGNIER au nom de la commission Enfance jeunesse, et après en avoir délibéré :

APROUVE le règlement départemental du transport scolaire adapté des élèves et étudiants en situation de handicap ci-annexé.

Adopté à l'unanimité des membres présents ou représentés.

Identifiant de télétransmission

043-224300012-20220620-260319-DE-1-1

Pour la Présidente,

le Directeur Général

des Services du Département par intérim

Date de réception en préfecture :

27 juin 2022

Date de publication :

Signé Eric CHANAL

REGLEMENT DEPARTEMENTAL DU TRANSPORT SCOLAIRE ADAPTE ELEVES ET ETUDIANTS EN SITUATION DE HANDICAP

Table des matières

TEXTES DE REFERENCE	2
CONDITIONS D'ATTRIBUTION	2
Les bénéficiaires	2
TRAJETS	3
Trajets pris en charge	3
Trajets non pris en charge	3
MODALITES DE TRANSPORT	4
Transport en commun.....	4
Transport en véhicule personnel.....	4
Transport adapté mutualisé	5
Transport par véhicules exploités par des tiers rémunérés à ce titre.....	6
RETARDS – ABSENCES.....	6
MODIFICATION DES CONDITIONS DE PRISE EN CHARGE	7
Changement de situation	7
Stages obligatoires/Examens	7
INEXECUTION DU SERVICE	7
OBLIGATIONS DES TRANSPORTEURS ET DES CONDUCTEURS.....	8
RESPECT DU REGLEMENT ET SANCTIONS APPLICABLES EN CAS DE MANQUEMENT	8
CONTRÔLE DE L'EFFECTIVITE DES TRANSPORTS	9
EXECUTION DU PRESENT REGLEMENT.....	9
MODIFICATIONS DU PRESENT REGLEMENT.....	9
RECOURS	10

TEXTES DE REFERENCE

Code des Transports :

- [Article R3111-24](#) Les frais de déplacement exposés par les élèves handicapés qui fréquentent un établissement d'enseignement général, agricole ou professionnel, public ou privé placé sous contrat, en application des articles [L. 442-5](#) et [L. 442-12](#) du code de l'éducation, ou reconnu aux termes du livre VIII du code rural et de la pêche maritime, et qui ne peuvent utiliser les moyens de transport en commun en raison de la gravité de leur handicap, médicalement établie, sont pris en charge par le département du domicile des intéressés.
- [Article R3111-25](#) Les frais de transport mentionnés à l'article [R. 3111-24](#) sont remboursés directement aux familles ou aux intéressés s'ils sont majeurs ou, le cas échéant, à l'organisme qui en a fait l'avance.
- [Article R3111-26](#) Pour les déplacements dans des véhicules appartenant aux élèves ou à leur famille, le remboursement des frais mentionnés à l'article [R. 3111-24](#) s'opère sur la base d'un tarif fixé par le conseil départemental. Pour les déplacements dans des véhicules exploités par des tiers rémunérés à ce titre, le remboursement des frais s'opère sur la base des dépenses réelles dûment justifiées.
- [Article R3111-27](#) Les frais de déplacement exposés par les étudiants handicapés qui fréquentent un des établissements d'enseignement supérieur relevant du ministre de l'éducation nationale ou du ministre de l'agriculture et qui ne peuvent utiliser les moyens de transport en commun, en raison de la gravité de leur handicap, médicalement établie, sont pris en charge par le département du domicile des intéressés. Les frais de déplacement exposés par les étudiants handicapés sont pris en charge dans les conditions prévues aux articles [R. 3111-25](#) et [R. 3111-26](#).

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Les bénéficiaires

Peuvent être bénéficiaires du transport scolaire adapté, les élèves et étudiants remplissant les conditions suivantes :

- Qui ne peuvent utiliser les moyens de transport en commun en raison de la gravité de leur handicap, médicalement établi, au vu de l'avis émis par la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH)
- Qui fréquentent un établissement d'enseignement général, agricole ou professionnel, public ou privé placé sous contrat, en application des articles [L. 442-5](#) et [L. 442-12](#) du code de l'éducation, ou reconnu aux termes du livre VIII du code rural et de la pêche maritime
- Qui fréquentent un établissement d'enseignement supérieur relevant du ministre de l'éducation nationale ou du ministre de l'agriculture et dont le domicile est situé en Haute-Loire pour les étudiants
- Dont le domicile de l'élève majeur, ou celui de son représentant légal exerçant l'autorité parentale pour les élèves mineurs, est situé en Haute-Loire.

En cas de garde alternée et de domiciliation d'un des représentants légaux dans un Département autre que la Haute-Loire, seuls les transports depuis le domicile du représentant légal domicilié en Haute-Loire seront susceptibles d'une prise en charge.

- Qui ont déposé une demande complète auprès de l'équipe TESH du Département (fiche d'inscription et avis de la MDPH).

TRAJETS

Trajets pris en charge

Sont pris en charge les trajets entre le domicile et l'établissement d'enseignement, sur la base d'un aller et d'un retour par jour de classe.

Un aller-retour supplémentaire par jour de classe peut être accordé par le Département, pour motif médical, reconnu par la MDPH (par exemple, en cas de nécessité d'un retour à domicile pendant la pause méridienne).

Pour les élèves et étudiants internes, le Département prend en charge un aller et un retour par semaine. En cas de retour en milieu de semaine ou de jour férié en pleine semaine, un aller et un retour supplémentaires peut être accordé.

Le lieu de prise en charge correspond au domicile de l'élève ou de l'étudiant. Un élève/étudiant ne peut pas avoir plus de deux adresses de prise en charge et de dépose différentes. Dans le cas d'une garde alternée, la famille devra fournir un justificatif (jugement, attestation sur l'honneur).

En cas de garde alternée avec domiciliation d'un des parents dans un autre Département que la Haute-Loire, seuls les transports réalisés à partir du domicile du parent situé dans la Haute-Loire sont susceptibles d'une prise en charge.

La nécessité de transport d'équipements particuliers (fauteuil roulant électrique ou manuel, déambulateur, fixations au sol, etc.) doit être signalée lors de la demande d'inscription. Tout changement devra être signalé au Département au moins 15 jours à l'avance.

Seul le département peut être à l'initiative d'une modification de circuit. Aussi, toute demande de modification exceptionnelle du lieu de dépose (ex : grands-parents, garde maternelle...) ne peut être autorisée que si cette modification n'entraîne pas de détour par rapport au circuit habituel.

Toute demande doit être formulée par écrit auprès de l'équipe TESH du Département, en précisant les coordonnées de la personne qui sera responsable de l'élève.

De la même manière, tout changement de situation (ex : changement d'adresse) doit être signalé à l'équipe TESH du Département au moins 15 jours à l'avance.

Trajets non pris en charge

Les transports concernant des activités extrascolaires telles qu'un conseil de classe, une retenue, une sortie scolaire, une activité scolaire à l'extérieur de l'établissement, une réunion, une activité sportive (notamment UNSS...), le passage d'un concours, un entretien d'embauche, une réunion d'orientation, etc. ne sont pas pris en charge.

Les transports vers des professionnels de santé ou des centres de soins ne sont pas pris en charge.

Les membres de la famille ou autres tiers des élèves bénéficiaires du transport scolaire adapté, qui n'entrent pas dans les critères d'admission au transport scolaire adapté, ne peuvent pas faire l'objet d'une prise en charge.

Ne sont également pas pris en charge, les trajets d'élèves scolarisés dans des établissements d'enseignement hors contrat, les trajets d'étudiants fréquentant des établissements d'enseignement supérieur ne relevant pas du ministère de l'éducation nationale ou du ministère de l'agriculture, les trajets d'élèves fréquentant une UE externalisée, les trajets d'élèves fréquentant une UEMA, les trajets d'élèves et étudiants inscrits en établissements spécialisés (IME, ITEP, IEM), les trajets d'étudiants en apprentissage.

MODALITES DE TRANSPORT

La prise en charge du transport des élèves et étudiants en situation de handicap est organisée par le Département, selon l'une des modalités suivantes :

- Remboursement des frais d'abonnement de Transport en commun
- Indemnisation des frais de déplacement pour les familles effectuant le Transport en Véhicule personnel
- Organisation et financement de Transport Adapté Mutualisé
- Remboursement des frais de Transport en cas de recours à des véhicules exploités par des tiers

Transport en commun

Les élèves et étudiants reconnus aptes à utiliser les transports en commun par la MDPH sont encouragés, afin de favoriser leur autonomie, à emprunter les transports en commun en fonction de l'accessibilité des transports, et de leur handicap.

Le remboursement des frais exposés sera effectué par le Département sur présentation des justificatifs de paiement, dans la limite du coût des abonnements, le cas échéant, de manière trimestrielle ou annuelle.

En cas d'accord du gestionnaire du réseau de transport en commun, le Département peut prendre en charge directement les frais d'abonnement. La famille devra alors en formuler la demande au Département lors de la demande d'inscription.

Transport en véhicule personnel

Dans le cas où l'élève/étudiant ne peut pas utiliser les transports en commun, il est proposé à la famille d'effectuer les trajets en véhicule personnel, qui seront indemnisés sur la base du forfait suivant :

Distance domicile - établissement d'enseignement	Montant forfaitaire annuel
Inférieure ou égale à 3 km	480 €
Supérieure à 3 km et inférieure ou égale à 5 km	960 €
Supérieure à 5 km et inférieure ou égale à 10 km	2 100 €
Supérieure à 10 km et inférieure ou égale à 15 km	3 300 €
Supérieure à 15 km et inférieure ou égale à 20 km	4 200 €
Supérieure à 20 km et inférieure ou égale à 25 km	4 800 €
Supérieure à 25 km et inférieure ou égale à 30 km	6 000 €
Supérieure à 30 km et inférieure ou égale à 35 km	7 200 €
Supérieure à 35 km et inférieure ou égale à 40 km	8 400 €
Supérieure à 40 km	9 600 €

Dans le cas où plusieurs élèves d'une même famille sont transportés dans le même établissement, un seul forfait sera pris en charge.

Pour les élèves internes, la distance prise en compte pour le forfait est divisée sur 5 jours.

Les distances prises en compte pour le calcul de l'indemnité correspondent à l'itinéraire **conseillé** sur le logiciel **Google Maps**.

L'indemnisation est versée après chaque trimestre, sous réserve de la transmission des justificatifs dans les délais impartis (fiche de remboursement à retourner dûment complétée et signée au Département, RIB, et justificatif des jours de présence en établissement d'enseignement).

Transport adapté mutualisé

Dans le cas où l'élève/étudiant ne peut pas utiliser les transports en commun et ne peut pas être transporté en véhicule personnel, celui-ci peut être pris en charge dans un circuit de transport adapté mutualisé mis en place par le Département, aux conditions suivantes :

- Un aller-retour par jour entre le domicile et l'établissement pour les élèves externes et demi-pensionnaires
- Un aller-retour par semaine entre le domicile et l'établissement pour les élèves ou étudiants internes, sauf en cas de retour en milieu de semaine ou de jour férié en pleine semaine
- Aucun circuit n'est susceptible d'une mise en place pour une distance inférieure à 3 kilomètres

Le transport adapté mutualisé est assuré par des transporteurs titulaires d'un ou plusieurs marchés publics passés avec le Département.

Les circuits de transport adapté sont mutualisés et organisés de la manière suivante :

- Une seule dépose en début de journée pour tous les élèves/étudiants utilisant un même circuit
- Une seule reprise en fin de journée (ou le mercredi midi) pour tous les élèves/étudiants utilisant un même circuit

- Les parents de jeunes enfants doivent être présents au moment de la prise en charge et de la dépose de l'enfant
- Les élèves ne peuvent pas prétendre à une prise en charge individuelle
- Aucun trajet individualisé ne pourra être autorisé en raison d'évènements occasionnels (absence de professeur, modification ponctuelle d'emploi du temps...)
- En cas de grève, de classe fermée, d'absence du professeur ou si l'élève est malade, les retours anticipés devront être organisés par les familles

Par dérogation aux règles précédemment évoquées, il pourra être autorisé des rotations supplémentaires à compter de deux heures de décalage entre les horaires des élèves sur un même circuit, sous réserve de l'accord préalable du Département et de la capacité du transporteur à effectuer ces rotations supplémentaires. Ces dérogations ne pourront être mises en place qu'après la rentrée scolaire de septembre, après réception des emplois du temps définitifs de tous les élèves.

De plus, en cas de scolarité adaptée et/ou partielle, justifiée par le handicap de l'élève, des transports adaptés à ses horaires peuvent être organisés, sur demande expresse, et après accord du Conseil départemental.

Transport par véhicules exploités par des tiers rémunérés à ce titre

En cas de situations particulières, et sur proposition du Département, notamment :

- Pour les transports nécessitant des manipulations, sur avis de la MDPH en raison de la gravité du handicap de l'élève ou de l'étudiant
- Pour les transports non combinables avec un service existant ou ne rentrant pas dans le cadre des transports adaptés mutualisés organisés par le Département (ex : stage obligatoire, modification ponctuelle de la scolarité d'un élève, trajet supérieur à 250 km, etc.)

La famille pourra faire appel à un transporteur, tout en continuant à bénéficier du remboursement des frais exposés.

La famille devra soumettre trois devis de transporteurs différents à l'équipe TESH qui remboursera les frais exposés dans la limite du devis approuvé par le Département. La famille devra avancer les frais, qui feront l'objet d'un remboursement par le Département.

Dans le cas où le transport de l'élève ou de l'étudiant nécessite des manipulations, la famille devra faire appel à un transporteur habilité à effectuer des manipulations.

RETARDS – ABSENCES

L'élève/étudiant doit être présent et à l'heure au lieu de prise en charge convenu avec le transporteur. Pour les jeunes enfants, la présence du représentant légal (ou de la personne qui a une décharge de responsabilité) est obligatoire au moment de sa prise en charge. En cas de retard supérieur à 5 minutes, le conducteur est autorisé à continuer son service si ce retard risque de porter préjudice aux autres élèves transportés. Dans tous les cas, le transporteur n'est pas tenu d'attendre plus de 15 minutes.

En cas de retards répétés, l'élève s'expose à des sanctions pouvant aller jusqu'à son exclusion temporaire du transport.

L'élève/étudiant doit prévenir le transporteur dans les meilleurs délais en cas d'absence. Pour cela, le transporteur doit communiquer à la famille un numéro de téléphone permettant de le joindre les jours de transport et la veille si possible. L'élève devra également prévenir l'équipe TESH dans les meilleurs délais. En cas d'absences non signalées, l'élève s'expose à des sanctions pouvant aller jusqu'à son exclusion temporaire du transport.

MODIFICATION DES CONDITIONS DE PRISE EN CHARGE

Changement de situation

L'utilisateur et/ou ses représentants légaux devront informer l'équipe TESH de tout changement de situation ayant une incidence sur le transport : changement d'adresse, changement d'établissement, modification du lieu de prise en charge, etc., au minimum 15 jours à l'avance.

Stages obligatoires/Examens

Afin de permettre la mise en place de ces transports, les demandes de prise en charge accompagnées de la convention de stage signée par toutes les parties ou de la convocation à l'examen doivent être adressées à l'équipe TESH au minimum **15 jours avant le début du stage obligatoire ou de l'examen.**

INEXECUTION DU SERVICE

Dans tous les cas, le transporteur devra avertir les familles et le Département dans les meilleurs délais.

Inexécution du service non imputable au titulaire

Motif	Indemnisation
Interruption due au Département ou à l'établissement scolaire	Si transporteur prévenu avant de prendre la route : 75% du terme fixe Si transporteur non prévenu : 100% du terme fixe
Absence occasionnelle de l'élève	Si un élève unique sur le circuit et transporteur prévenu avant de prendre la route : 75% du terme fixe Si un élève unique sur le circuit et transporteur non prévenu : 100% du terme fixe Pour les circuits comportant plusieurs élèves, les kilomètres non parcourus seront déduits de la facturation du terme kilométrique, au prorata du coût du circuit
Suspension des transports pour intempéries, pandémie, crise sanitaire	75% du terme fixe

Inexécution du service imputable à l'entreprise (ex. grève)

Le titulaire est tenu à une obligation de continuité de service.

En cas d'impossibilité, il doit en informer sans délai le pouvoir adjudicateur et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer à sa charge la poursuite de l'exécution des prestations.

OBLIGATIONS DES TRANSPORTEURS ET DES CONDUCTEURS

Les élèves ne doivent pas être laissés seuls dans le véhicule. Les conducteurs n'ont pas à charge d'accompagner les élèves au sein des locaux de l'école. Les élèves sont pris en charge, au niveau du portail de l'établissement scolaire, par le responsable de l'établissement ou par son représentant. De la même manière, les familles sont responsables de l'enfant lors de chaque transfert entre le domicile et le véhicule, les conducteurs n'ont pas à entrer dans le domicile des parents.

RESPECT DU REGLEMENT ET SANCTIONS APPLICABLES EN CAS DE MANQUEMENT

Les élèves ou étudiants qui utilisent les transports en commun doivent respecter les règlements en vigueur sur ces réseaux, et notamment l'arrêté du 11 août 1976 relatif à la sécurité et à la discipline dans les véhicules affectés aux circuits spéciaux de transports d'élèves.

La montée et la descente des élèves doivent s'effectuer avec ordre. Les élèves doivent attendre pour ce faire l'arrêt complet du véhicule.

Chaque élève doit rester assis à sa place pendant tout le trajet, ne la quitter qu'au moment de la descente et se comporter de manière à ne pas gêner le conducteur, ni distraire de quelque façon que ce soit son attention, ni mettre en cause la sécurité.

Il est interdit, notamment :

De déranger le conducteur sans motif valable ;

De fumer ou d'utiliser allumettes ou briquets ;

De crier, de projeter quoi que ce soit ;

De toucher, avant l'arrêt du véhicule, les poignées, serrures ou dispositifs d'ouverture des portes ainsi que les issues de secours ;

De se pencher au dehors.

Les sacs, serviettes, cartables ou paquets de livres doivent être placés dans le coffre du véhicule.

En cas d'indiscipline d'un enfant, à défaut d'accompagnateur, le conducteur signale les faits au responsable de l'entreprise de transport qui saisit le Département.

Le Département prévient sans délai le chef de l'établissement scolaire intéressé et il engage éventuellement la mise en œuvre de l'une des sanctions suivantes :

Manquements aux règles de sécurité, de discipline et de bonne conduite	Sanctions applicables en fonction de la récidive
Retard	- 3 avertissements maximum - Exclusion de 3 jours - Exclusion d'une semaine
Absence non signalée	- 2 avertissements maximum - Exclusion de 3 jours - Exclusion d'une semaine
Non-respect des règles de sécurité, de discipline et/ou de bonne conduite	- Avertissement (en fonction de la gravité des faits) - Exclusion de trois jours - Exclusion d'une semaine - Exclusion d'un mois
Agression verbale et/ou physique, dégradation de matériel et/ou vol	- Avertissement (en fonction de la gravité des faits) - Exclusion de trois jours - Exclusion d'une semaine - Exclusion d'un mois

Toute détérioration commise par les élèves engage la responsabilité des parents si les élèves sont mineurs, ou leur propre responsabilité s'ils sont majeurs.

En cas de comportement inapproprié du conducteur, toute personne constatant les faits ou en ayant pris connaissance devra les signaler sans délai au Département qui décidera des mesures à prendre.

CONTRÔLE DE L'EFFECTIVITE DES TRANSPORTS

Les élèves et étudiants, ou leurs représentants légaux devront fournir, à chaque fin de trimestre, un justificatif des jours de présence en établissement d'enseignement (attestation de l'établissement, photocopie du carnet de correspondance...).

EXECUTION DU PRESENT REGLEMENT

L'acceptation de la prise en charge du transport scolaire adapté organisé par le Département vaut acceptation du présent règlement. Le présent règlement s'applique à tous les élèves, étudiants, et transporteurs. Madame la Présidente du Département est chargée de son exécution.

MODIFICATIONS DU PRESENT REGLEMENT

Le présent règlement pourra faire l'objet de modifications en Commission permanente.

RECOURS

Les recours sur les décisions prises par le Département doivent être présentés par écrit auprès de Madame la Présidente du Département.

En cas de litige, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand – 6 COURS SABLON - 63033 CLERMONT-FERRAND ou www.telerecours.fr

Nous contacter :

Département de la Haute-Loire
Service Maintien de l'Autonomie
Equipe TESH (Transport des Elèves en Situation de Handicap)
1 Place Monseigneur de Galard – CS 20310
43009 LE PUY EN VELAY
04.71.07.42.65
autonomie-tesh@hauteloire.fr

DÉLIBÉRATION DE L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

Séance ordinaire publique du 20 juin 2022

21 - PATRIMOINE : REVISION DU DISPOSITIF DEPARTEMENTAL D'AIDE A LA RESTAURATION DES TOITURES TYPIQUES

Direction : Direction de l'Attractivité et du Développement des Territoires

Service instructeur : Direction Déléguée Culture et Patrimoine

Délibération n° : CD200622/21L

Le 20 juin 2022, l'Assemblée départementale, régulièrement convoquée, s'est réunie à l'Hôtel du Département sous la présidence de Marie-Agnès PETIT, Présidente du Département.

- Présents : 34

- Absent(s) excusé(s) : 4

- Absent(s) ayant donné pouvoir : 0

Le quorum ayant été vérifié,

L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001,

Vu la délibération en date du 24 octobre 2016 portant règlement budgétaire et financier du Département de la Haute-Loire,

Vu le budget départemental,

Vu la délibération n°CD210322/5H du 21 mars 2022 relative à CAP 2030.

Après avoir entendu le rapport présenté par Madame Corinne BRINGER au nom de la commission Attractivité territoriale, et après en avoir délibéré :

- **APPROUVE** le nouveau dispositif départemental d'aide à la restauration des Toitures Typiques - chaume et lauze – (**annexe 4**), et le modèle de convention (**annexe 5**) qui sera signée avec chaque pétitionnaire.

- **APPROUVE** sa mise en œuvre immédiate.

Adopté à l'unanimité des membres présents ou représentés.

Identifiant de télétransmission
043-224300012-20220620-260139-DE-1-1

**Pour la Présidente,
le Directeur Général
des Services du Département par intérim**

Date de réception en préfecture :
27 juin 2022

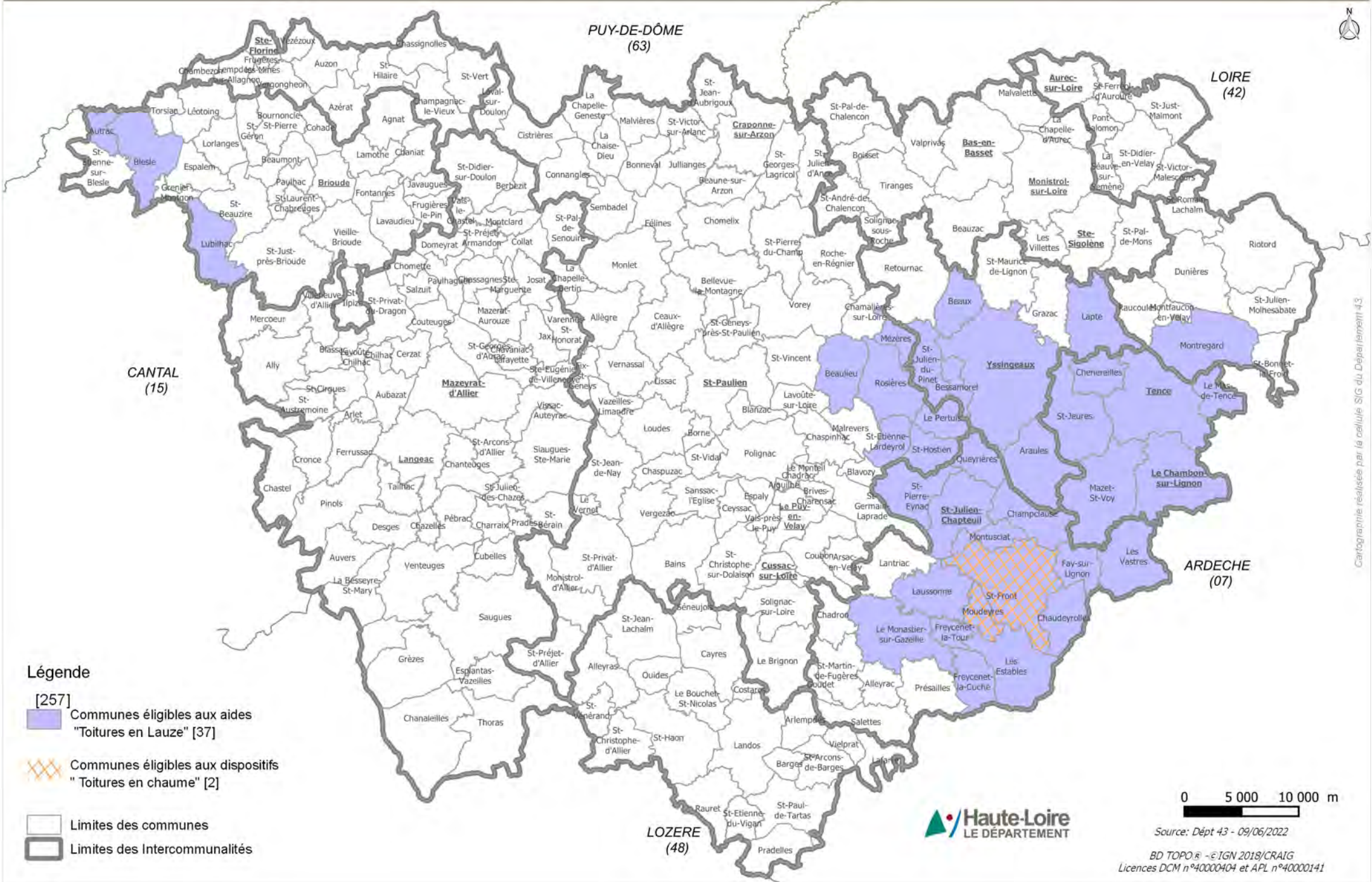
Date de publication :

Signé Eric CHANAL

LISTE DES TRAVAUX ELIGIBLES

TRAVAUX ELIGIBLES (SUR DEVIS)	TRAVAUX NON ELIGIBLES
<u>LAUZE</u>	<u>LAUZE</u>
Dépose de lauzes avec tri	Suivi des toitures
Bois pour ferme en restauration de tenalh	Pose sur laine de roche
Fourniture et pose de voliges supérieures à 27 mm	Mise en place d'un échafaudage
Préparation des lauzes	Installation d'une grue
Corbeaux bois	Location d'un compteur EDF
Pose de lauzes sur argile ou mousse des bois à l'exclusion de la pose sur laine de roche (La pose sur laine de roche utilisée par certaines entreprises a un effet d'éponge et entraîne des désordres dans le bâtiment)	Traitement xylophène Fourniture et pose d'un faîtage en zinc Abergement de cheminée en plomb et zinc Film d'étanchéité Fourniture et pose de l'isolation
Clous zingués et inox	Démolitions boiseries
Chevilles bois	Boulons
Noues arrondies	Gouttières et descentes en zinc ou plastique
Pose arêtier en lauze	Châssis de toits
Souche cheminée et couronnement avec solin en mortier de chaux	
Fourniture et pose du faîtage bastels et rastels	
Rejointement sous lauzes en goutterots et rive	
Pose sur mousse et argile	
Fourniture de lauzes	
Pose de gouttière et descente en cuivre	
Arasements en maçonnerie (à détailler dans le devis)	
Raccord de murs (moraines)	
Nettoyage toiture après travaux	
Reprise de maçonnerie	
Rabotage des voliges	
<u>CHAUME</u>	<u>CHAUME</u>
Pose de lattes en bois ronds	Suivi des toitures
Pose de paille	Mise en place d'un échafaudage
Pose de paille pour faîtage	Installation d'une grue
Pose de paille pour chemise sous faîtage	Location d'un compteur EDF
Clouassous liés à la paille	Bac acier
Clouassous liés avec liens en plastique	
Dépose de paille	
Evacuation de la paille	

2022 - Périmètre d'éligibilité du dispositif départemental sur les toitures typiques



Cartographie réalisée par la cellule SIG du Département 43

Légende

- [257] Communes éligibles aux aides "Toitures en Lauze" [37]
- Communes éligibles aux dispositifs "Toitures en chaume" [2]
- Limites des communes
- Limites des Intercommunalités



0 5 000 10 000 m

Source: Dépt 43 - 09/06/2022

BD TOPO® - ©IGN 2018/CRAIG
Licences DCM n°40000404 et APL n°40000141

Dispositif départemental d'aide à la restauration des toitures typiques (chaume et lauze)

Adopté lors de l'Assemblée Départementale du 20 juin 2022

OBJECTIFS

- La préservation des paysages et patrimoines emblématiques de la Haute-Loire ;
- La valorisation des richesses patrimoniales de la Haute-Loire ;
- La conservation de savoir-faire artisanaux traditionnels.

NATURE DU PROJET

- Pose de toitures typiques (lauze et chaume) ;
- Entretien de toitures chaume ;
- Entretien de charpente ;
- Réfection complète de charpente ;

MAITRE D'OUVRAGE

- Commune ou groupement de collectivités ;
- Association ;
- Particulier ;

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

- **Pour les édifices non protégés au titre des Monuments historiques**
- **Dépenses éligibles** : Voir le tableau « Liste des travaux retenus et non retenus » en annexe.
- **Réfection totale, ou partielle** : la pose de la lauze et du chaume en partie courante et les plus-values, la réfection partielle ou totale de charpente. Seuls les travaux réalisés par une **entreprise qualifiée** pourront faire l'objet d'un accompagnement financier du Département de la Haute-Loire.
- **Entretien des toitures chaume**
- **Sont exclues du dispositif les toitures comportant des fenêtres de toit dont la surface est supérieure à 80x60, ainsi que celles comportant des panneaux solaires.**
- L'aide du Département n'est possible, pour la lauze, qu'une fois tous les 30 ans pour une toiture ou partie de celle-ci.

- Pour le chaume, une nouvelle demande fera l'objet d'un avis préalable du Comité de suivi.
- Toute demande représentant une aide départementale **inférieure à 500 €** sera rejetée (hors entretien de toiture chaume).

MODALITES D'ATTRIBUTION

▪ Toitures en lauzes :

- Le taux de subvention est fixé à **30 %**. La subvention est calculée sur un montant de travaux éligibles plafonné à **214 €/m²** pour la lauze si réfection partielle de charpente, et **419 €/m²** si réfection complète de charpente.
- Le bâtiment doit se trouver dans le périmètre d'éligibilité des 37 communes de la carte « périmètre d'éligibilité du dispositif départemental des toitures typiques ».

▪ Toitures en chaume :

- Rénovation : le taux de subvention est fixé à **40 %**. La subvention est calculée sur un montant de travaux retenus, plafonné à **216 €/m²**.
- Entretien : l'aide adoptée est de 50 % du coût d'entretien T.T.C. pour les particuliers et associations, H.T. pour les collectivités.
- L'entretien peut être renouvelé tous les ans lorsque le propriétaire procède lui-même à l'entretien. L'aide du Département portera alors uniquement sur les matériaux. Une visite avec l'architecte conseil du CAUE sera programmée en fin de chantier.
- L'entretien peut être renouvelé tous les cinq ans lorsque le propriétaire fait appel à un maître d'œuvre pour la réfection des éléments de faîtage et/ou arêtiers.
- La mise en œuvre du dispositif concerne des dossiers appartenant à une zone géographique identifiée et limitée aux communes de Moudeyres et Saint-Front pour les toitures en chaume.

▪ Pour tout travaux :

- Les plafonds feront l'objet d'une réévaluation chaque année au 1^{er} janvier en fonction de l'indice INSEE de la construction (indice « couverture et charpente »). Les subventions votées par la Commission Permanente ne seront pas actualisées en fonction de l'année de réalisation des travaux et de l'évolution des plafonds indexés.
- La dépense subventionnable est calculée sur le montant T.T.C. de l'opération pour les particuliers et associations, et sur le montant H.T. pour les maîtres d'ouvrage publics.
- Chaque projet donnera lieu à un avis du comité de suivi avant le passage en commission permanente, puis un avis de conformité des travaux avant versement de la subvention. Les cas particuliers seront examinés en comité.
- Une convention sera signée entre le Département et les pétitionnaires qui s'engageront à ouvrir au public les bâtiments subventionnés lors de grandes manifestations nationales (Journées Européennes du Patrimoine...) pendant deux ans à partir de la date de l'arrêté de versement. Cette convention autorisera également le Département à communiquer sur cette ouverture.
- Les propriétaires publics et associatifs sont incités de faire appel à la Fondation du Patrimoine ou toute autre plateforme de mécénat participatif pour faire ouvrir une

souscription populaire afin de créer un effet vertueux sur le territoire en proposant aux habitants de participer à la restauration et l'entretien de son patrimoine ; ce qui constitue ainsi un acte d'engagement et d'appropriation du patrimoine local.

- Les bénéficiaires devront mentionner le concours financier du Département dans toute communication. La Présidente, les conseillers départementaux et les services concernés du Département de la Haute-Loire seront conviés aux inaugurations des bâtiments publics ou associatifs subventionnés.
- Le comité patrimoine pourra refuser un dossier dans le cas où le bâtiment concerné par les travaux serait le seul à disposer d'une toiture lauze ou chaume dans son lieu-dit et/ou serait trop isolé géographiquement.

VERSEMENT : en capital.

PIECES A JOINDRE A LA DEMANDE

- L'identification du bâti sur une carte I.G.N. au 25 millième,
- Si celle-ci est connue, une brève présentation de l'histoire de la bâtisse concernée,
- Un plan cadastral de situation, avec n° de la parcelle, celle-ci en couleur,
- Les plans du bâtiment (pour une réfection partielle mentionnant les parties concernées par l'opération et le nombre et m² concerné par le projet),
- Les photos couleurs¹ (numériques, si possible) de celui-ci, avant travaux montrant la couverture et l'environnement du bâti,
- Le **devis descriptif et détaillé** des travaux, signé par l'entreprise et le bénéficiaire,
- Dans le cas de l'entretien d'une chaumière le devis descriptif et détaillé de la fourniture des matériaux,
- Un certificat de non engagement des travaux (attestation sur l'honneur),
- Un titre de propriété,
- La copie du permis de construire ou de la déclaration de travaux,
- Un R.I.B. ou un R.I.B,
- Le cas échéant une copie de la convention de souscription populaire auprès de la Fondation du Patrimoine

SERVICE INSTRUCTEUR

Département de la Haute-Loire

Direction de l'Attractivité et du Développement des Territoires

Direction déléguée Culture et Patrimoine

1, place Monseigneur de Galard - CS 20 310

43009 Le Puy en Velay cedex

04.71.07.40.86 / 04.71.07.43.71

culture.patrimoine@hauteloire.fr

¹ Libre de droits pour un usage public.

DEMANDE DE SUBVENTION DEPARTEMENTALE POUR LA REFECTION D'UNE TOITURE EN LAUZES OU EN CHAUME

Dispositif Toitures Typiques adopté lors de l'assemblée départementale du 20 juin 2022

DEMANDEUR

Nom (Commune ou Particuliers) :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Commune :

Téléphone :

Courriel :

Numéro SIRET (*obligatoire pour les associations*) :

LIEU DU CHANTIER – RENSEIGNEMENTS TECHNIQUES

Situation du bâtiment concerné :

Lieu-dit :

Commune :

N° cadastral parcelle :

Le bâtiment concerné est-il déjà couvert : en lauzes en chaume

S'agit-il d'une réfection : complète partielle (préciser sur un plan la partie concernée par la réfection)

Pour une toiture chaume, cocher si entretien et préciser la surface totale de la toiture : m²

Surface de réfection de la toiture concernée : m²

Date prévue pour le commencement des travaux :

Autre demandes de subvention déposées :

Autres précisions que le demandeur souhaite fournir à l'administration :

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

S'agit-il d'une :

ancienne ferme

habitation

autre bâtiment (préciser) :

Pouvez-vous récupérer la TVA sur les travaux : oui Non

Y-a-t-il un maître d'œuvre : Oui Non ; si Oui, préciser :

Fait à

Le

Signature :

Dispositif départemental Toitures Typiques

MODALITES D'INSTRUCTION D'UN DOSSIER

- Après réception des pièces, un accusé de réception du dossier est envoyé au pétitionnaire, sous réserve que la totalité des pièces justificatives énoncées dans la notice jointe soient réunies ;
- Le dossier est ensuite présenté au comité patrimoine (élus départementaux, partenaires) pour avis ;
- La demande de financement est ensuite présentée en Commission Permanente du Département dans un délai de un à deux mois après le comité patrimoine pour vote du montant de la subvention ;
- Les travaux ne peuvent débuter avant d'avoir reçu les prescriptions des services du Département et/ou de l'architecte conseil du CAUE, qui sont une condition à respecter absolument pour bénéficier de l'aide du Département.
- La fin de chantier fait ensuite l'objet d'une visite avec un agent départemental et/ou l'architecte du CAUE pour avis sur le respect des dispositions architecturales dans le respect du caractère typiques du patrimoine rural ;

NB : TOUTE PIECE MANQUANTE AU DOSSIER RETARDE L'INSTRUCTION DE CELUI-CI

Le temps d'instruction d'un dossier TOITURES TYPIQUES est de 6 mois minimum.

Convention d'accompagnement pour la réfection d'une toiture typique

Nom Prénom bénéficiaire

Entre :

- **Le Département de la Haute-Loire**, représenté par sa Présidente, dûment habilitée par une délibération de la Commission Permanente du 13 juin 2022, d'une part, *d'une part* ;

Et :

- ***Nom, prénom et adresse du Bénéficiaire***, propriétaire, *d'autre part*.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001,

Vu la délibération en date du 24 octobre 2016 portant règlement budgétaire et financier du Département de la Haute-Loire,

Vu le budget départemental,

Vu la délibération du Conseil Général du 16 février 2016 adoptant le nouveau dispositif d'aides départementales pour la sauvegarde des toitures typiques,

Vu la délibération de l'Assemblée Départementale du 20 juin 2022 relative à la révision du dispositif toitures typiques,

Vu la demande de subvention présentée par *nom bénéficiaire* le *date*,

Vu l'avis du comité TOITURES TYPIQUES et PRNP du *date*,

Vu la délibération de la Commission Permanente du *date*,

Préambule :

Le Département de la Haute-Loire s'est engagé de longue date dans une politique patrimoniale significative,

L'habitat traditionnel de Haute-Loire révèle les spécificités de territoires au substrat géologique différent (volcanique, granitique, schisteux...) et c'est notamment au travers de la couverture que se manifeste l'identité de ces « pays ».

C'est ainsi que plusieurs types de couvertures sont identifiés ou attestés : les couvertures en lauze de schiste (région de Blesle), en lauze de phonolithe (Mézenc, Meygal, Haut-Lignon, Emblavez...) ainsi que les couvertures en chaume (Mézenc, Haut-Lignon...).

Le maintien des toitures typiques s'inscrit dans la logique de la politique paysagère touristique, mais aussi économique du Département de la Haute-Loire. Cette activité économique participe en outre, à la conservation d'un savoir-faire artisanal important.

Conscient de la valeur de ce patrimoine, le Département a instauré, dès 1978, un dispositif d'accompagnement pour la rénovation, l'entretien ou la construction de toitures en lauzes ou

en chaume. Ce dispositif, toujours en vigueur, a régulièrement été mis à jour. Il concerne les projets portés par les collectivités locales, les associations ou les propriétaires privés.

Le maintien des toitures typiques s'inscrit dans la feuille de route Cap 2030 du Département de la Haute-Loire, à savoir la préservation des paysages emblématiques de la Haute-Loire, la valorisation de nos richesses patrimoniales et la conservation d'un savoir-faire artisanal.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 : Bénéficiaire de la subvention

Nom prénom.

Article 2 : Objet de la subvention

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'intervention du Département de la Haute-Loire à la réfection de la toiture typique en *matériau* de *Prénom Nom*.

Article 3 : Montant de la subvention

Le Département versera *montant subvention* €, soit *pourcentage*% d'un montant de travaux éligible de *somme* €, pour *nature des travaux* sous réserve d'inscription des crédits au budget départemental, du respect des obligations du propriétaire visées aux articles 4 et 5 et que la subvention ne dépasse pas le coût des travaux engagés. Le montant de la subvention pourra être revu à la baisse en fonction des travaux réellement réalisés.

Article 4 : Obligation du propriétaire

Le propriétaire s'engage à réaliser les travaux selon les prescriptions qui auront été délivrées par le Département de la Haute-Loire et/ou le CAUE. Le non-respect de celles-ci pourra entraîner la caducité de la subvention.

Le propriétaire nous notifiera par écrit le commencement des travaux.

Les propriétaires publics et associatifs sont incités à faire appel à la Fondation du Patrimoine pour faire ouvrir une souscription populaire, afin de créer un effet vertueux sur le territoire en proposant aux habitants de participer à la restauration et l'entretien de leur patrimoine ; ce qui peut constituer un acte d'engagement et d'appropriation du patrimoine local.

Article 5 : Conditions de la participation financière

Le Département se libérera de sa contribution financière de la manière suivante :

Pour les subventions dont le montant est supérieur à 5 000 euros, des acomptes pourront être versés si le maître de l'ouvrage en fait la demande et s'il justifie d'un paiement des travaux correspondants hors taxe, selon le rythme suivant : 50%, 80 % et solde de la subvention. En aucun cas le cumul des acomptes ne pourra dépasser 80% avant le versement du solde de la subvention.

A titre dérogatoire et pour des raisons dûment justifiées dans la présente convention pourra prévoir des modalités de paiement différentes.

- Le bénéficiaire doit rendre compte de l'utilisation de la subvention

- Justificatifs à fournir pour le paiement du premier versement et du solde :

Le paiement unique (pour les subventions d'un montant inférieur à 5 000 euros), le paiement du solde (lorsqu'il y a des acomptes versés) et le paiement de la première annuité, interviennent de la façon suivante :

Paiement, après production d'un justificatif de service fait avec présentation d'une facture acquittées, tel que mentionné dans le dispositif spécifique encadrant la subvention. En complément des justificatifs prévus dans le dispositif spécifique, une visite sur place sera effectuée par le ou les services compétents.

Action 6 : Actions de médiation envers les publics-cibles du Département :

Dans le cadre de la politique culturelle du Département, des actions de médiation envers les publics-cibles seront mises en place par le propriétaire public ou associatif.

Le propriétaire s'engagera à rendre accessible au public l'extérieur du bâtiment subventionné lors de grandes manifestations nationales (Journées Européennes du Patrimoine) durant deux ans à partir de la date de l'arrêté de versement. Cette convention autorisera également le Département à communiquer sur cette ouverture.

La Présidente, les conseillers départementaux et les services concernés du Département de la Haute-Loire seront conviés aux inaugurations des bâtiments publics ou associatifs subventionnés.

Article 7 : Communication

Dans le cas où une communication est effectuée sur les actions aidées, le bénéficiaire de l'aide doit mentionner le concours financier du Département de la Haute-Loire, notamment en cas de publication de documents, d'organisation de manifestations publiques, d'acquisition d'équipements significatifs ou de réalisation de travaux donnant lieu à publicité ou à des opérations de communication.

Le non-respect de cet article peut entraîner l'annulation de la subvention.

Article 8 : Durée et date d'effet

La présente convention, qui prend effet à compter de la date de sa signature, connaîtra son terme au paiement du solde de la subvention.

Les travaux devront être commencés dans les dix-huit mois à compter de la notification de la délibération. Ensuite, l'opération sera réalisée en totalité dans un délai de deux ans à compter de la date de commencement notifiée par le bénéficiaire au Département de la Haute-Loire.

Article 9 : Résiliation de la convention

En cas de difficultés dans l'application de la présente convention, des rencontres seront organisées entre les deux parties pour régler tout différend éventuel et dégager ainsi un accord consensuel.

Néanmoins en cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restées infructueuses.

Article 10 : Recours

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties. Si cette conciliation échoue, le différent pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de Clermont-Ferrand sera le tribunal compétent.

Au Puy-en-Velay
le

A
le

La Présidente
du Département

Le propriétaire

Marie-Agnès PETIT

Prénom NOM

DÉLIBÉRATION DE L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

Séance ordinaire publique du 20 juin 2022

22 - SCHÉMA DÉPARTEMENTAL DE LA LECTURE PUBLIQUE 2023-2027

Direction : Direction de l'Attractivité et du Développement des Territoires

Service instructeur : Médiathèque Départementale

Délibération n ° : CD200622/22L

Le 20 juin 2022, l'Assemblée départementale, régulièrement convoquée, s'est réunie à l'Hôtel du Département sous la présidence de Marie-Agnès PETIT, Présidente du Département.

- Présents : 33

- Absent(s) excusé(s) : 4

- Absent(s) ayant donné pouvoir : 1

Le quorum et les délégations de vote ayant été vérifiés,

L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

VU la loi Bibliothèques et développement de la lecture publique adoptée le 21 décembre 2021 par l'Assemblée nationale ;

VU la délibération de l'Assemblée départementale N°CD181021/8L du 18 Octobre 2021 approuvant la prorogation du Plan Départemental de la Lecture 2017-2021 jusqu'en juin 2022 et l'élaboration d'un Schéma Départemental de la Lecture Publique et la mise en œuvre des outils opérationnels suivants : démarche de labellisation BNR, définition d'un nouveau PDL, et renouvellement du CDLI ;

VU la décision de la Commission permanente CP061221/23 du 6 décembre 2021 approuvant le bilan du Plan départemental de la lecture 2017-2021(PDL 5) ;

VU la décision de l'Assemblée départementale CD140222/21L du 14 février 2022 approuvant le projet numérique 2022-2024 de la Médiathèque départementale et son plan de financement prévisionnel ainsi que la demande de labellisation Bibliothèque Numérique de Référence (BNR) du ministère de la Culture ;

Après avoir entendu le rapport présenté par Madame Brigitte RENAUD au nom de la commission Attractivité territoriale, et après en avoir délibéré :

CONSIDERANT les orientations du Schéma Départemental de la Lecture Publique 2023-2027 qui inscrit l'action de la Médiathèque départementale dans une vision et une ambition du développement de la lecture publique partagées sur l'ensemble du territoire et avec l'ensemble des acteurs du territoire ;

CONSIDERANT que les enjeux du Schéma Départemental de la Lecture Publique s'inscrivent dans la politique du Département CAP 2030 selon 3 axes stratégiques qui se déclinent en 16 objectifs opérationnels qui incarnent la nouvelle politique de lecture publique du Département ;

CONSIDERANT la nécessité de faire évoluer les modalités d'intervention du Département en matière de lecture publique afin d'atteindre les objectifs inscrits dans son schéma, et sur les bases d'une projection budgétaire adaptée et soutenable ;

CONSIDERANT la nécessité de proroger le Plan Départemental de la Lecture 2017-2021 (PDL) jusqu'en Décembre 2022 afin d'assurer une continuité d'accompagnement du développement de la lecture publique ;

- approuve les orientations du Schéma Départemental de la Lecture Publique qui s'inscrit dans la politique du Département CAP 2030 selon 3 axes stratégiques :
 - o favoriser l'attractivité des bibliothèques, de l'offre de lecture publique et du territoire ;
 - o accompagner l'inclusion numérique, développer les ressources et l'offre culturelle numériques, renforcer les infrastructures, les outils et les pratiques professionnelles numériques ;
 - o accompagner l'évolution du métier de bibliothécaire, renforcer nos liens avec le territoire et ses habitants et mobiliser les bibliothèques pour des projets partenariaux.

- approuve les modalités d'intervention afférentes : critères de conventionnement avec les territoires, critères de moyens et de services pour le fonctionnement des bibliothèques du territoire, critères d'accompagnement financier des territoires (PDL 6) et projections budgétaires qui en découlent pour le Département ;

- approuve la mise en œuvre du Schéma Départemental de la Lecture Publique à compter du 1^{er} janvier 2023 ;

- approuver la prorogation du Plan Départemental de la Lecture (PDL 5) jusqu'en décembre 2022.

Adopté à l'unanimité des membres présents ou représentés.

Identifiant de télétransmission
043-224300012-20220620-260093-DE-1-1

**Pour la Présidente,
le Directeur Général
des Services du Département par intérim**

Date de réception en préfecture :
22 juin 2022

Date de publication :

Signé Eric CHANAL



SCHÉMA DÉPARTEMENTAL DE LA LECTURE PUBLIQUE 2023 – 2027

Développer l'attractivité du territoire, promouvoir le lien social par l'égalité d'accès à l'information et à la culture et par l'inclusion numérique, agir en synergie.

SOMMAIRE

1- Introduction.....	p.3
2- Contexte.....	p.4
3- Enjeux et orientations	p.9
4- Modalités d'intervention.....	p.21
5- Annexes.....	p.26
5.1 – Arbre à objectifs du Schéma Départemental de la Lecture Publique	
5.2 – Fiches stratégiques du Schéma Départemental de la Lecture Publique	

1- INTRODUCTION

Compétence obligatoire du Département, la lecture publique contribue à l'attractivité et à l'aménagement du territoire, du point de vue culturel, social et éducatif.

Adoptée le 21 décembre 2021 par l'Assemblée Nationale, la loi n° 2021-1717 relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique précise comme suit les missions des médiathèques départementales :

« Art. L. 330-2.-Les bibliothèques départementales ont pour missions, à l'échelle du département :

« 1° De renforcer la couverture territoriale en bibliothèques, afin d'offrir un égal accès de tous à la culture, à l'information, à l'éducation, à la recherche, aux savoirs et aux loisirs ;

« 2° De favoriser la mise en réseau des bibliothèques des collectivités territoriales ou de leurs groupements ;

« 3° De proposer des collections et des services aux bibliothèques des collectivités territoriales ou de leurs groupements et, le cas échéant, directement au public ;

« 4° De contribuer à la formation des agents et des collaborateurs occasionnels des bibliothèques des collectivités territoriales ou de leurs groupements ;

« 5° D'élaborer un schéma de développement de la lecture publique, approuvé par l'assemblée départementale. »

En adoptant ce Schéma Départemental de la Lecture Publique 2023-2027, le Département de la Haute-Loire affirme :

- Sa volonté d'actualiser sa politique de lecture publique avec un projet collectif, innovant, responsable et orienté usagers ;
- Sa volonté de partager avec l'ensemble des acteurs du territoire une vision pour le développement de la lecture publique ;
- Son soutien au développement de la lecture publique en donnant à sa Médiathèque Départementale les moyens d'accomplir ses missions fondamentales et de porter le projet ;
- Son ambition d'accompagner les usages numériques des Altiligériens à travers l'action de sa Médiathèque ;
- Son engagement pour garantir un service culturel de proximité équitable sur l'ensemble du territoire pour accompagner les habitants dans leur vie quotidienne.

Ce Schéma Départemental de la Lecture Publique s'inscrit dans le cadre des orientations de **Cap 2030** en contribuant aux objectifs :

- Renforcer nos liens avec tous les acteurs du territoire ;
- Lutter contre tous les types d'isolement ;
- Bien vieillir en Haute-Loire ;
- Renforcer et sécuriser toutes les accessibilités ;
- Valoriser nos richesses patrimoniales ;
- Développer et partager la fierté d'appartenance à la Haute-Loire ;
- Favoriser une dynamique démographique équilibrée ;
- Répondre aux besoins en apportant une solution adaptée pour les 0 >21 ans ;
- Contribuer activement au bien-être des jeunes (0-25 ans).

2- CONTEXTE

La Médiathèque Départementale et son territoire

Le territoire

Le département de la Haute-Loire compte 182 lieux de lecture. Ce chiffre renvoie à des réalités différentes avec une forte disparité entre l'Est et les alentours du Puy-en-Velay bien dotés, et l'Ouest et le Sud peu dotés en établissements adaptés en termes d'espaces et de services. Le Nord de la communauté d'agglomération du Puy-en-Velay est également en manque d'équipements adaptés.

Ainsi, l'offre de lecture publique n'est pas à la hauteur des besoins dans plusieurs EPCI du territoire. Par ailleurs, la majorité des bibliothèques ne répondent pas aux critères de qualité préconisés par l'État (surfaces, personnel, collections et services). Seulement 36 sur 182 respectent les critères soit moins de 20%.

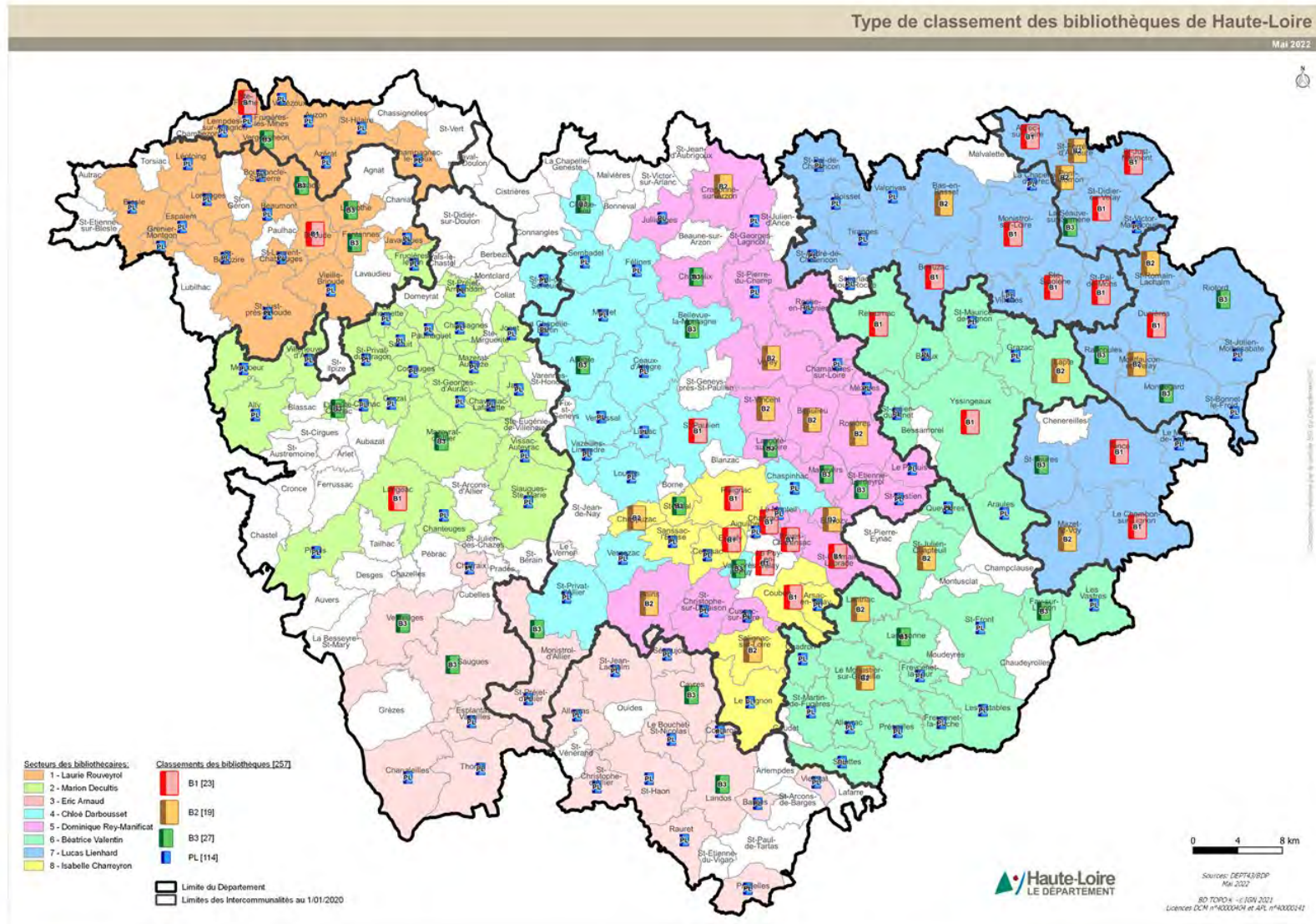
La professionnalisation du réseau est très faible : seulement 6% de salariés professionnels des bibliothèques.

Huit EPCI sur onze ont un animateur ou coordinateur de réseau, le plus souvent pour l'animation, parfois spécifiquement pour la lecture publique.

Seules les Communautés de communes du Haut-Lignon et de Loire-Semène ont opté pour un transfert total de la lecture publique.

Les autres EPCI ont fait le choix de la coordination ou de l'animation du réseau de bibliothèques parfois avec un système informatique commun. Si ces EPCI constituent un territoire potentiel de projets collectifs, ils n'ont pu encore constituer de réseaux autour d'équipements de lecture publique structurants et ne bénéficient donc pas pleinement des atouts de la mutualisation.

La lecture publique en Haute-Loire en 2022



La Médiathèque Départementale

Les missions et les moyens :

La Médiathèque Départementale (MD) est une composante de la Direction de l'Attractivité et du Développement des Territoires (DADT).

Elle travaille en transversalité avec les directions et services qui composent la DADT à savoir la mission Coopération, la Mission Collèges et Collégiens, la Direction déléguée Culture, la Direction déléguée Développement durable et Sports et les Archives Départementales.

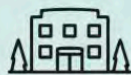
La MD a pour mission générale le développement et l'accompagnement du réseau des bibliothèques sur le territoire de la Haute-Loire.

Elle intervient sur tout le territoire à travers les activités suivantes :

- Ingénierie : accompagnement technique des élus, des professionnels et des bénévoles dans leurs projets de bibliothèques ;
- Formation : initiale ou thématique pour les bibliothécaires ou collaborateurs occasionnels des bibliothèques ;
- Collections : ressources documentaires multi-supports dont numériques ;
- Développement culturel et médiation en lien avec les acteurs culturels, sociaux et éducatifs.

La médiathèque départementale

PRÉSENTATION



BÂTIMENT

1 800 M²
au Puy-en-Velay

Bureaux, magasin de livres,
espace d'accueil...

ÉQUIPE

22
agents
départementaux



RESSOURCES DOCUMENTAIRES

270 900
documents



220 600
livres



50 300
CD

RESSOURCES NUMÉRIQUES MÉDIATHÈQUE

Formation, cinéma, musique, presse



Acheminés par bus
dans les bibliothèques
communales

MISSIONS

MISSION 1 : PRÊT DE DOCUMENTS



3 navettes
2 bibliobus
1 musibus



182
bibliothèques
desservies
soit 94 % de la
population 43

MISSION 2 : ACCOMPAGNEMENT

La médiathèque accompagne
les bibliothèques dans leur quotidien.



Agencement

Aide aux travaux de réhabilitation,
de construction, d'acquisition de
mobilier, d'outils informatiques
des bibliothèques.



Formation

Aide au recrutement et à la
professionnalisation des équipes
de bénévoles avec la mise en place
de stages.



Animation

Accompagnement aux projets
d'animations structurants et prêts
d'outils d'animations (malle de jeux,
marionnettes, tapis de lecture).
Mise à disposition et financement
de spectacles.



La démarche

L'élaboration du Schéma Départemental de la Lecture Publique (SDLP) s'est faite dans le cadre de comités de pilotage réunissant des élus, des directions de services départementaux, des représentants de directions Lecture Publique des territoires et une représentante de l'Inspection Académique, et de comités techniques.

Composition du comité de pilotage

Pour l'État :

Nicolas Douez, Conseiller Livre et Lecture, DRAC Auvergne-Rhône-Alpes ;
Raphaële Gilbert, Chargée de mission BNR, service Livre et Lecture, ministère de la Culture.

Pour l'Exécutif départemental :

Brigitte Renaud, Vice-Présidente Attractivité territoriale ;
Corinne Bringer, Conseillère déléguée Culture et Patrimoine ;
Christelle Michel-Deleage, Conseillère déléguée au Numérique ;
Jean-Paul Vigouroux, Vice-Président Enfance-Jeunesse ;
Gilles Delabre, Président de la Commission Attractivité territoriale.

Pour les services du Département :

Éric Chanal, Directeur général des Services ;
Grégory Lasson, Directeur général adjoint, Attractivité et Développement des Territoires ;
Georges Mauguin, Directeur du Numérique ;
Julia Morineau-Eboli, Directrice de la Médiathèque Départementale.

Pour les partenaires :

Valérie Verdier, Professeur-Documentaliste Collège Jules Vallès, représentante de l'Inspection académique.
Isabelle Philippon, Responsable Communication, Culture, Sport et Tourisme (Communauté de communes Rives du Haut-Allier) ;
Fabienne Dupré, Directrice de la Lecture Publique (Communauté de communes du Haut-Lignon) ;
Sophie Meyer, Chef de service - Développement touristique et grands projets (Communauté d'Agglomération du Puy-en-Velay) ;
Laetitia Chenebert, Directrice de la Bibliothèque municipale du Puy-en-Velay.

Les principaux enjeux du SDLP identifiés lors des échanges :

- ✓ Rendre plus équitable le maillage territorial de la lecture publique ;
- ✓ Revoir les logiques de conventionnement avec les territoires ;
- ✓ Conforter les actions de la Médiathèque en matière d'appui documentaire ;
- ✓ Agir toujours plus sur la professionnalisation du réseau ;
- ✓ Développer les actions de médiation directement auprès des publics ;
- ✓ Prendre en compte les enjeux du numérique ;
- ✓ Enrichir l'offre culturelle de proximité ;
- ✓ Penser les collections en concertation avec les territoires ;
- ✓ Renforcer l'ingénierie dans le cadre d'une politique de lecture publique structurée ;
- ✓ Recentrer le bénévolat sur le service public ;
- ✓ Renforcer les logiques de partenariats.

3- ENJEUX ET ORIENTATIONS

Sur la base du bilan du Plan Départemental de la Lecture précédent (PDL 5)*, des orientations de CAP 2030 et d'éléments d'analyse prospective, le Département de la Haute-Loire propose de mettre en œuvre une politique de développement de la lecture publique fondée sur trois axes stratégiques :

Axe 1 - Favoriser l'attractivité des bibliothèques, de l'offre de lecture publique et du territoire ;

Axe 2 - Accompagner l'inclusion numérique, développer les ressources et l'offre culturelle numériques, renforcer les infrastructures, les outils et les pratiques professionnelles numériques ;

Axe 3 - Accompagner l'évolution du métier de bibliothécaire, renforcer nos liens avec le territoire et ses habitants et mobiliser les bibliothèques pour des projets partenariaux.

Ces trois axes stratégiques se déclinent en seize objectifs opérationnels qui incarnent la nouvelle politique de lecture publique du Département. Ces objectifs opérationnels se traduisent en actions que la Médiathèque Départementale mettra en œuvre sur la durée du schéma.

Des bilans annuels permettront de prendre la mesure de l'efficacité des nouveaux moyens mobilisés pour le développement du réseau de lecture publique tant au niveau du maillage territorial que de la qualité du service rendu.

**Le bilan du PDL a été voté en Commission permanente le 6 décembre 2021. Le rapport est disponible sur l'intranet à la rubrique Délibérations.*

Axe 1 : Favoriser l'attractivité des bibliothèques, de l'offre de lecture publique et du territoire

Objectifs opérationnels :

- 1. Rendre plus équitable le maillage territorial de la Lecture Publique pour offrir un égal accès à tous à la culture, à l'information, à l'éducation, à la recherche, aux savoirs et aux loisirs ;
- 2. Favoriser la mise en réseau des bibliothèques du territoire ;
- 3. Enrichir l'offre culturelle de proximité - levier de l'attractivité des territoires ;
- 4. Penser les collections avec les territoires : politique documentaire concertée ;
- 5. Renforcer la professionnalisation du réseau et mieux centrer le bénévolat sur le service public.

L'attractivité du territoire c'est aussi l'attractivité des bibliothèques. L'enjeu est alors pour le Département de développer et d'animer un réseau de lecture publique également réparti sur toute la Haute-Loire dans un maillage équitable et dynamique ; c'est encore permettre aux bibliothèques de ce réseau de jouer pleinement leur rôle de tiers-lieux ouverts à de multiples usages, d'être acteurs de l'inclusion.

C'est enfin d'adapter encore plus les collections aux attentes et aux besoins de tous les publics en mettant en place une politique d'acquisition mieux concertée avec un réseau mieux professionnalisé et un bénévolat mieux centré sur le service public.

→ Objectif opérationnel 1 : Rendre plus équitable le maillage territorial de la Lecture Publique pour offrir un égal accès à tous à la culture, à l'information, à l'éducation, à la recherche, aux savoirs et aux loisirs

Le Département réaffirme ainsi une mission fondamentale de sa Médiathèque au service des publics du territoire, avec pour ambition : des équipements de proximité de qualité pour tous, aux horaires et services adaptés, avec une attention particulière aux publics spécifiques.

Les actions :

- Définir un niveau de service minimal pour les équipements de lecture publique avec comme points d'attention : l'accessibilité (horaire, accès internet, handicap), la diversité de l'offre (collections et action culturelle), les moyens humains (personnel qualifié : professionnels ou bénévoles formés) et une surface adaptée à la qualité de service public ;
- Renouveler le conventionnement avec les territoires (EPCI ou Communes) avec la signature de conventions d'objectifs et de moyens en préalable à toute intervention de la Médiathèque ou soutien financier du Département pour garantir la qualité du service au public ;
- Accompagner financièrement la construction et l'aménagement des bibliothèques du département ;
- Signer des conventions avec des partenaires autres que les bibliothèques pour mieux structurer le maillage territorial (collèges, Maison France service, Espaces numériques, EPHAD, ALSH, etc.) ;
- Valoriser l'effort des collectivités par la labellisation et la pose d'une signalétique sur les bâtiments avec trois labels du Département : accès +, services +, numérique +.

→ Objectif opérationnel 2 : Favoriser la mise en réseau des bibliothèques du territoire

Le Département pose la mise en réseau comme un facteur clé de réussite dans le développement de la lecture publique. Si la coordination et la dynamique de territoire peuvent être pensées à l'échelle supra-communale – un groupe de communes dont la mutualisation fait sens en fonction d'un bassin de vie – la contractualisation se fera avec une entité administrative constituée, à savoir une commune, un EPCI ou un syndicat intercommunal.

Les actions :

- Favoriser les dynamiques de projets culturels de territoires en lien avec les valeurs de Cap 2030 et faire dialoguer les dispositifs de Contrat Territorial d'Éducation Artistique et Culturelle (CTEAC) et de Contrat Territoire-Lecture (CTL) pour agir en synergie ;
- Accompagner les coordinateurs de réseaux des EPCI par des formations spécifiques avec des temps communs lecture publique et éducation artistique et culturelle (EAC) ;
- Contribuer aux diagnostics de territoires pour accompagner les projets.

→ Objectif opérationnel 3 : Enrichir l'offre culturelle de proximité - levier de l'attractivité des territoires

Le rôle des médiathèques a évolué. Autour de leurs collections, elles offrent un ensemble de services de proximité propices au développement de la culture, du lien social, de la formation, de l'éducation et de la citoyenneté.

Pour le Département, cette offre doit être inclusive, adaptée à chaque territoire et tenir compte de publics prioritaires, à savoir ceux qui relèvent de sa compétence*.

Les actions :

- Définir, en concertation avec la Direction déléguée Culture, une charte de la programmation culturelle de la MD garantissant une continuité d'action et de nouvelles actions en lien avec la dynamique Cap 2030 ;
- Déployer l'offre de façon équitable et itinérante sur le territoire en priorisant les territoires moins bien dotés et les publics cibles ;
- Développer la médiation, y compris numérique, par les agents de la MD.

**Publics de la compétence du Département : enfants de 0 à 3 ans, collégiens et jeunes fréquentant les Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH), les publics fragiles ou empêchés : personnes de plus de 60 ans isolés socialement, les personnes handicapées, les bénéficiaires du RSA, l'enfance en danger.*

*La MD s'associera à la démarche départementale **Publics en découverte** pour toucher au mieux ces publics cibles.*

→ Objectif opérationnel 4 : Penser les collections avec les territoires, vers une politique documentaire concertée

Les articles 4, 5, 6 et 7 de la loi relative aux bibliothèques et à la lecture publique concernent la collection : pour réaffirmer sa constitution multi-supports, son pluralisme, son actualisation régulière et l'intérêt de la formalisation de ses orientations générales au sein d'une politique documentaire.

Médiathèque au service des médiathèques, la MD se doit de définir les orientations générales de sa politique documentaire en lien avec le réseau de médiathèques de Haute-Loire. Cette politique documentaire devra prendre en compte des collections multi-supports au plus proche des besoins des publics, en tenant compte de publics spécifiques ou empêchés.

Les actions :

- Un état des lieux des politiques documentaires du territoire ;
- Une concertation avec les bibliothèques du département ;
- La définition d'une politique documentaire de la MD et la rédaction d'une charte documentaire départementale.

→ Objectif opérationnel 5 : Renforcer la professionnalisation du réseau et mieux centrer le bénévolat sur le service public

Les 182 lieux de lecture publique du département vivent en grande partie grâce à l'implication de bénévoles. Leur personnel est en effet constitué de 87% de bénévoles pour 13% de salariés parmi lesquels seulement 6% de professionnels des bibliothèques. Les bénévoles agissent par délégation de service public. La professionnalisation du réseau et la formation des bénévoles est donc un enjeu majeur pour assurer une bonne qualité de service public.

Le Département envisage la professionnalisation et la qualification comme une assurance de la continuité de service et la garantie de bibliothèques mieux ouvertes. Très reconnaissant envers les bénévoles pour leur engagement et le service rendu, il souligne toutefois que chacun doit garder à l'esprit son rôle vis-à-vis des publics ce qui implique un certain niveau d'exigences.

La formation est par ailleurs une mission fondamentale des médiathèques départementales. Afin de répondre aux évolutions du métier, la MD s'attache à faire évoluer son catalogue de formations pour tenir compte de ces évolutions qu'elles concernent le rôle de la lecture publique dans la cité ou les pratiques culturelles des publics.

Les actions :

- Favoriser le recrutement de salariés professionnels des bibliothèques ;
- Développer la formation de base, sur mesure pour un territoire, assurée notamment par les agents de la MD pour les bénévoles et les salariés du réseau : formation initiale ou mise à niveau sur projet de services ;
- Rédiger et faire signer à chaque collectivité dotée de bénévoles une charte départementale du bibliothécaire volontaire ;
- Adapter aux évolutions du métier le catalogue de formations à destination des professionnels et collaborateurs occasionnels des bibliothèques.

Axe 2 - Accompagner l'inclusion numérique, développer les ressources et l'offre culturelle numériques, renforcer les infrastructures, les outils et les pratiques professionnelles numériques

Objectifs opérationnels :

- 6. Mettre en œuvre un accompagnement global des usages numériques des Atiligériens : social, technique, culturel et éducatif ;
- 7. Développer l'éducation au numérique par la médiation ;
- 8. Consolider l'offre de ressources numériques de la MD (@ltithèque) ;
- 9. Développer le numérique au service de la valorisation du patrimoine ;
- 10. Valoriser les collections auprès du public par l'informatisation et la numérisation ;
- 11. Se doter d'infrastructures aux dispositifs numériques innovants et itinérants ;
- 12. Développer les compétences numériques des professionnels et des bénévoles du réseau, des agents de la MD et du Département.

Sur le numérique, le bilan du Plan Départemental de la Lecture 2017-2021 amène aux principaux constats suivants :

- Le déploiement du numérique sur le réseau est à renforcer en termes d'infrastructures et de médiation ; avec dans certains cas, une absence de relais dans les bibliothèques impliquant la prise en charge de la médiation numérique en direction de la population directement par la MD ;
- L'accompagnement des usages numériques dans le territoire est à penser collectivement et en complémentarité : une réflexion prospective doit être menée pour mettre en œuvre un accompagnement global des usages numériques de la population : social, technique, culturel et éducatif en lien avec les acteurs du Département et du territoire et notamment les conseillers numériques ;
- Le développement du numérique au service du patrimoine doit être poursuivi et développé en transversalité ;
- La plateforme de ressources @ltithèque doit être enrichie d'une offre de livres numériques et son modèle économique doit être stabilisé.

Ainsi, il apparaît essentiel de mettre en œuvre un projet numérique de territoire permettant de développer une offre de services numériques inclusive, solidaire et innovante à dimension culturelle, sociale, éducative et technique.

→ Objectif opérationnel 6 : Mettre en œuvre un accompagnement global des usages numériques des Atiligériens : social, technique, culturel et éducatif

L'accompagnement des usages numériques peut être pris en charge par différents acteurs : bibliothécaires, conseillers numériques, aidants connect des Maisons France Services, médiateurs des espaces numériques, etc.

Or, le territoire comporte des disparités dans son offre de services, les équipements et les compétences numériques n'étant pas également répartis. L'enjeu d'une meilleure répartition implique donc à l'échelle départementale d'identifier les acteurs, de coordonner les actions et de mutualiser les ressources afin d'optimiser la qualité du service rendu et d'être en mesure d'accompagner les Atiligériens dans leurs usages numériques de façon globale et équitable.

Par ailleurs, l'accès à une information de qualité et validée est un des enjeux de cet accompagnement. La collecte, la vérification et le classement de l'information sont en effet au cœur du métier de bibliothécaires. Les bibliothèques doivent donc prendre part à l'Éducation

aux Médias et à l'Information (EMI). La Médiathèque Départementale sera le moteur du développement de l'EMI dans le réseau.

Le Département souhaite prendre part à ce travail collectif d'accompagnement des usages pour une meilleure structuration de l'offre et la garantie d'apporter une réponse adaptée aux besoins numériques des habitants.

Les actions :

- Rédaction collective d'une charte de l'inclusion numérique pour faire dialoguer les acteurs et coordonner les actions de façon solidaire ;
- Favoriser les logiques de guichet unique pour les services numériques de proximité ;
- Développer les actions d'Éducation aux médias et à l'Information (EMI) dans les bibliothèques du département en lien avec les acteurs de l'Éducation nationale.

→ Objectif opérationnel 7 : Développer l'éducation au numérique par la médiation

Le développement des compétences numériques doit passer également par la pratique : le faire. L'objectif est la mise en œuvre d'actions de médiation prises en charge par l'équipe de la MD soit à destination des professionnels et collaborateurs occasionnels des bibliothèques pour les former aux outils numériques soit directement auprès des publics quand les équipements du territoire ne disposent pas de médiateur opérationnel.

Les ateliers pourront concerner le tout public ou des publics ciblés en lien avec la démarche départementale *Publics en découverte*. Ces actions de médiation s'adresseront alors aux jeunes - Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) et collégiens – et aux publics empêchés - personnes de plus de 60 ans isolés socialement, l'enfance en danger, les personnes sous-main de justice.

Les actions :

- Animer des ateliers de création numérique : robotique, musique électronique, jeux vidéo, etc.
- Animer des ateliers de sensibilisation aux risques du numérique notamment chez le jeune enfant ;
- Animer des ateliers FabLab ;
- Animer des ateliers numériques avec des outils adaptés aux seniors ;
- Organiser une résidence d'artiste numérique.

→ Objectif opérationnel 8 : Consolider l'offre de ressources numériques de la MD (@ltithèque)

@ltithèque, plateforme de ressources numériques de la MD, offre aujourd'hui de la vidéo, de la musique, de l'autoformation et de la presse.

Déployée depuis 5 ans, l'offre doit évoluer afin de répondre encore mieux aux attentes de tous les publics et d'accompagner au mieux les habitants dans leur vie quotidienne. Ainsi, le Département soutient trois évolutions :

- Déployer, tout d'abord, une offre de livres numériques, tout public, complémentaire de son offre papier pour satisfaire tous les usages et accélérer la mise à disposition d'ouvrages récents ;

- S'investir, ensuite, dans une offre de livres scolaires et non scolaires au format adapté aux faibles lecteurs et aux personnes en situation de dyslexie. Conscient de l'augmentation à l'échelle nationale du taux de faibles lecteurs et de DYS à l'entrée en 6^{ème}, le Département est en effet soucieux d'apporter une solution adaptée à chaque Altigérien en difficulté avec la lecture ;
- Enrichir, enfin, son offre en tenant compte d'une accessibilité au plus grand nombre. Ainsi, le Département fait de ses élus et de tous ses agents les premiers ambassadeurs de l'offre @ltithèque en leur ouvrant l'adhésion.

NB : @ltithèque est un service soumis à adhésion avec une participation des collectivités souscriptrices de 20 centimes d'euros par habitant. Son modèle économique est complexe avec des coûts fixes et des coûts variables notamment pour la vidéo. Un des enjeux pour le Département sera de faire évoluer l'offre tout en stabilisant son coût. Les 3 ans du BNR permettront de constater les usages numériques réels des Altigériens et de faire des choix, le cas échéant.

Les actions :

- Enrichir l'offre d'@ltithèque avec du livre numérique et le prêt de liseuses ;
- Mettre en place une offre de livres numériques scolaires et non scolaires au format adapté aux faibles lecteurs et aux DYS dans les collèges et les bibliothèques, couplée à des actions de médiations ;
- Ouvrir l'adhésion @ltithèque aux élus et aux agents du Département : premiers ambassadeurs de l'offre.

→ Objectif opérationnel 9 : Développer le numérique au service de la valorisation du patrimoine

La Haute-Loire, de par son histoire et sa géographie, dispose de richesses patrimoniales exceptionnelles. En prendre conscience et les donner à voir impliquent des actions de valorisation. C'est un des défis de Cap 2030.

L'ambition de la MD est de faire travailler en synergie de multiples acteurs, départementaux – Archives départementales et Direction déléguée Culture - ou partenaires sur le territoire, pour rendre visible et valoriser le patrimoine altigérien.

Le patrimoine écrit sera au cœur du projet mais l'effort de valorisation mettra en jeu l'ensemble des patrimoines altigériens : bâti, naturel, immatériel, etc.

Les actions :

- Repérer les fonds existants, identifier tous les partenaires et choisir des axes thématiques prioritaires ;
- S'équiper d'un scanner de numérisation et numériser le patrimoine écrit altigérien en fonction des thématiques retenues ;
- Valoriser et rendre accessibles les patrimoines du territoire par le numérique.

→ Objectif opérationnel 10 : Valoriser les collections auprès du public par l'informatisation et la numérisation

Pour développer l'offre numérique et valoriser les collections, le Département doit aussi renforcer les infrastructures et les outils métiers numériques de sa Médiathèque.

L'enjeu est de se doter d'un système informatisé (SIGB) plus performant pour mieux accompagner les bibliothèques du territoire et rendre plus visibles les collections des bibliothèques pour en faciliter l'accès.

Corollaire de l'objectif 9, les ouvrages patrimoniaux numérisés et les ouvrages concernant la Haute-Loire seront prioritairement mis en valeur.

Les actions :

- Moderniser le système de gestion informatisé de la MD (SIGB) ;
- Favoriser l'informatisation des bibliothèques du réseau ;
- Mettre en place un catalogue collectif départemental des fonds locaux et patrimoniaux en partenariat avec les bibliothèques du réseau et les Archives départementales.

→ Objectif opérationnel 11 : Se doter d'infrastructures aux dispositifs numériques innovants et itinérants

L'itinérance reste consubstantielle des médiathèques départementales. Le développement d'une offre de services numériques culturelle et éducative en itinérance pour garantir un égal accès à tous s'impose naturellement.

Le Département met deux dispositifs à la disposition des acteurs socio-culturels et éducatifs du territoire pour construire avec l'équipe de la MD des projets de médiation adaptés au contexte territorial et aux publics visés : un FabLab itinérant et une Micro-Folie itinérante.

Si les personnels sur le réseau sont en mesure d'en assurer la médiation, les dispositifs leurs seront confiés pour une durée déterminée. Un temps initial de prise en main de l'outil sera assuré en amont par la Médiathèque Départementale.

Dans le cas contraire, la Médiathèque Départementale assurera l'ensemble des actions de médiation.

Pour une itinérance optimale, la flotte de véhicules de la Médiathèque Départementale sera enrichie d'un véhicule autonome numériquement. Il s'agira d'équiper d'une parabole le véhicule master de la MD.

Les actions :

- Se doter d'un FabLab itinérant ;
- Candidater à l'appel à projet Micro-Folie 2022 ;
- Équiper un véhicule pour le rendre autonome numériquement : fourgon connecté.

→ Objectif opérationnel 12 : Développer les compétences numériques des professionnels et des bénévoles du réseau, des agents de la MD et du Département

L'ensemble du projet numérique impacte l'évolution des pratiques professionnelles des agents de la Médiathèque Départementale, des services du Département partenaires et des professionnels et bénévoles du réseau.

Le Département prévoit un volet formation ambitieux permettant de développer les compétences nécessaires aux actions.

La formation de l'équipe de la Médiathèque Départementale sera le préalable. L'équipe pourra ensuite accompagner le réseau et les services du Département concernés par les risques et les enjeux du numérique. Son catalogue de formation annuel viendra compléter la montée en compétences numériques des professionnels et collaborateurs occasionnels des bibliothèques du réseau.

Les actions :

- Former les agents de la MD, les bibliothécaires et les collaborateurs occasionnels des bibliothèques à la médiation numérique, la robotique, l'informatisation des catalogues, la numérisation, l'Éducation aux Médias et à l'Information ;
- Sensibiliser et former les travailleurs sociaux et de la petite enfance aux dangers du numérique.

***Labellisation BNR :**

Les actions de ce projet numérique du Département font l'objet d'une labellisation Bibliothèque Numérique de Référence (BNR) par le Ministère de la Culture **pour une durée de 3 ans**. Leur mise en œuvre est ainsi rendue possible par un engagement financier croisé du Département et de l'État. Les fonds d'État sont principalement issus de la Dotation Générale de Décentralisation (DGD) mais peuvent être complétés par d'autres dispositifs financiers. Les projets labellisés bénéficient d'un **accompagnement pluriannuel de l'État, à un taux bonifié à hauteur de 50% des dépenses d'investissement et de quelques dépenses de fonctionnement**, via le concours particulier des bibliothèques au sein de la DGD.

Coût global du projet numérique sur 3 ans : 178 000€ HT en fonctionnement ; 184 000€ HT en investissement.

Participation de l'État au titre de la DGD estimée à : 164 450€

Autres participations de l'État estimées à : 10 400€ en fonctionnement (DRAC Action culturelle); 20 000€ en investissement (FNADT Relance).

Restant dû pour le Département estimé à : 167 145€

La gouvernance du projet est transversale à différents services du Département – numérique, culturel, social – et en collaboration avec les territoires.

Le projet numérique BNR a été voté en Assemblée Départementale le 14 février 2022. Un dossier complet est disponible en annexe du rapport sur l'intranet, rubrique Délibérations.

Axe 3 - Accompagner l'évolution du métier de bibliothécaire, renforcer nos liens avec le territoire et ses habitants et mobiliser les bibliothèques pour des projets partenariaux

Objectifs opérationnels:

- 13. Faire évoluer la Médiathèque Départementale (organisation et services offerts) dans le but de mieux accompagner des dynamiques de territoires et renforcer l'activité d'ingénierie ;
- 14. Dynamiser et soutenir les bibliothèques des territoires en tenant compte de l'évolution du métier ;
- 15. Renforcer nos logiques de partenariats en fonction de publics prioritaires : connecter les bibliothèques avec les acteurs culturels sociaux, éducatifs, associatifs autour du développement de la lecture publique ;
- 16. Renforcer l'évaluation et mettre en place une démarche prospective.

La MD a une mission d'expertise auprès des collectivités nécessitant l'entretien continu de ses propres compétences.

Elle a également une mission de conseil en tant que coordinatrice du développement de la lecture publique pour le réseau départemental pour accompagner l'évolution des enjeux de la lecture publique.

A ce titre et pour être le partenaire incontournable dans son domaine comme le souhaite le Département, elle s'attache à renforcer ses liens avec tous les acteurs du territoire : le réseau des bibliothèques bien évidemment mais aussi les structures culturelles, sociales, éducatives et de loisir.

→ Objectif opérationnel 13 : Faire évoluer la Médiathèque Départementale (organisation et services offerts) dans le but de mieux accompagner des dynamiques de territoires et renforcer l'activité d'ingénierie

Les dynamiques territoriales évoluent au gré des mandats électifs, des lois sur l'organisation territoriale et des dispositifs de l'État.

Le métier de bibliothécaire et les enjeux de la lecture publique évoluent avec la société et les pratiques culturelles.

Dans ce contexte mouvant, la MD doit s'adapter continuellement pour être en phase avec ses missions. Elle doit repenser son organisation et ses services. Elle doit renforcer ses compétences en ingénierie.

Les actions :

- Professionnaliser l'ingénierie de la MD ;
- Mieux définir le rôle du bibliothécaire référent de secteur : premier interlocuteur des territoires ;
- Revoir l'organigramme : passage d'un organigramme par cadres d'emplois à un organigramme fonctionnel ;
- Mettre en place un plan de formation pour les agents sur la base des objectifs opérationnels collectifs et individuels.

→ Objectif opérationnel 14 : Dynamiser et soutenir les bibliothèques des territoires en tenant compte de l'évolution du métier

Dans la continuité de l'objectif précédent, l'effort d'adaptation implique pour la MD des évolutions bâtementaires et une modernisation de sa flotte de véhicules. De plus, pour être le moteur de l'évolution des bibliothèques du territoire, le Département doit adapter ses modalités d'accompagnement.

Tout d'abord, son bâtiment a trente ans. Les missions des médiathèques départementales ont beaucoup évoluée ces dix dernières années remettant en question l'adéquation des locaux aux usages professionnels. Au-delà de son entretien courant et des travaux de mise en sécurité, des transformations bâtementaires sont nécessaires pour rendre au réseau tous les services attendus dans un contexte qualitatif - conditions d'accès aux collections sur place et conditions d'accueil en formation - mais aussi pour garantir un confort de travail dans des bureaux partagés en open space, avec une mission de conseil de plus en plus prégnante en visio ou par téléphone induisant des nuisances sonores.

Ensuite, le bibliobus a onze ans et le musibus seize ans. Le Département tient à garder son format historique de desserte documentaire itinérante pour aller au-devant de la population et lutter contre tous les types d'isolement. Deux nouveaux véhicules seront achetés au cours du mandat. Leur aménagement prendra en compte l'évolution des usages.

Par ailleurs, le Département a pris conscience que les régimes dérogatoires aux critères de conventionnement pénalisent le développement du réseau et l'impulsion d'une dynamique de lecture publique. Toutefois, son devoir de solidarité ne l'autorise pas à cesser d'accompagner les collectivités qui ne respectent pas les critères minimaux de service public. Aussi, il assumera sa fonction incitative avec la mise en place d'une offre de services complète pour les collectivités qui respectent les recommandations garantissant la qualité de service public attendue et un service limité pour les autres qui se résumera pour les collections à un renouvellement par an effectué sur place à la MD.

Les actions :

- Adapter le bâtiment de la MD à l'évolution des besoins des dépositaires ;
- Moderniser la flotte de véhicules pour l'adapter à l'activité ;
- Proposer aux collectivités une gamme de services différenciés.

→ Objectif opérationnel 15 : Renforcer nos logiques de partenariats en fonction de publics prioritaires : connecter les bibliothèques avec les acteurs culturels sociaux, éducatifs, associatifs autour du développement de la lecture publique

Lieux d'accès à la culture, à l'information, à l'éducation, à la recherche, aux savoirs et aux loisirs, les médiathèques sont des lieux ressource à fort potentiel, ouverts à de multiples partenariats. Par ailleurs, leur action fait sens dans un contexte donné et doit ainsi prendre en compte l'ensemble des acteurs offrant des services à la population dans le bassin de vie concerné.

La MD doit prendre en compte deux logiques de partenariats : ses propres partenaires et les partenaires potentiels des bibliothèques du territoire.

Pour les partenaires propres à la MD, le Département s'engage dans un effort de clarification pour des contractualisations plus efficaces. Priorité sera donnée aux collaborations

permettant de toucher les publics de sa compétence dans le souci de pouvoir apporter une solution adaptée à chaque Altiligérien concerné.

Pour les partenaires des bibliothèques du réseau, le Département les envisage comme des éléments structurants permettant de favoriser le développement de la lecture publique dans un contexte territorial donné. Ils doivent contribuer activement à renforcer la dynamique de service de proximité. La MD assurera la mise en relation entre lieux de lecture et partenaires et pourra s'appuyer sur le partenaire en tant que lieu ressource le cas échéant.

Les actions :

- Préciser les publics prioritaires ;
- Définir les partenaires de la MD et du réseau dans chaque territoire;
- Définir des modalités d'intervention et faire des conventions uniques Département / partenaire.

→ Objectif opérationnel 16 : Renforcer l'évaluation et mettre en place une démarche prospective

La remontée de données quantitatives sur l'activité des bibliothèques est organisée nationalement. L'opérateur est l'Observatoire de la lecture publique. Les médiathèques départementales sont le relais de l'Observatoire, en orchestrant le retour des rapports annuels de chaque lieu de lecture de leur territoire et l'inscription des données dans Neoscrib, plateforme numérique de recueil de données. Chaque médiathèque départementale renseigne également son propre rapport d'activité.

L'évaluation qualitative est plus complexe et pourtant fondamentale pour juger de l'adéquation entre l'offre et la demande.

La MD prête une forte attention à l'évaluation quantitative et travaille à l'amélioration de son évaluation qualitative. Données qu'elle exploite comme des indicateurs de son efficience et qu'elle intègre à sa démarche prospective.

Évaluation et prospective sont aussi pour le Département des outils pour optimiser ses ressources.

Les actions :

- Renforcer l'évaluation qualitative ;
- Sensibiliser les professionnels et les bénévoles du réseau à l'importance du travail statistique ;
- Mettre en place une démarche prospective : veille et construction de scénarios.

4- MODALITÉS D'INTERVENTION

Afin d'atteindre les objectifs de développement de la lecture publique inscrits dans son schéma, le Département a défini des modalités d'intervention auprès des territoires.

Il déploiera, tout d'abord, un nouveau dispositif de conventionnement avec les Communes ou les EPCI. Ces conventions d'objectifs et de moyens seront l'occasion de dialoguer avec les territoires et de s'assurer que la politique de développement de la lecture publique du territoire est en adéquation avec les enjeux de la politique départementale.

La non adéquation pourra être un facteur de non accompagnement financier des projets.

Il définira ensuite pour rationaliser et optimiser son intervention comme pour la rendre plus incitative, des critères minimaux de moyens et de services pour le fonctionnement des bibliothèques sur la base des recommandations de l'État.

En cas de non-respect de ces critères de moyens et de services l'apport de la MD se résumera pour les collections à un renouvellement annuel effectué sur place à la MD.

Définition des critères minimaux de moyens et de services :

		Médiathèque type B1	Médiathèque type B2	Médiathèque type B3	Point Lecture
	Population	Au-delà de 2000 hab.	1000 à 2000 hab.	500 à 1000 hab.	<Moins de 500 hab.
Critères de moyens	Surface	0,07 m2 /hab. desservi	100 à 180 m2	50 à 100 m2	25 à 50 m2
	Budget d'acquisition	2€/an/hab. (livres) 0,5€/an/hab. (CD)	1 €/an/hab.	0,5 à 0,8 €/an/hab.	
	Ouverture	16 h et plus	8 à 16 h	6 à 8 h	4 à 6 h
	Emploi	Catégorie B (5000 hab.) ou C (2000 hab.) de la filière culturelle	Professionnel temps partiel	Bénévoles formés	Bénévoles formés
Critères de services	Accessibilité Au sens de la loi du 11 février 2005	Oui	Oui	Oui	Oui
	Diversité des actions	Oui	Oui	Oui	
	Accès à Internet	Oui	Oui	Oui	Oui (si pas d'autre point d'accès)
	Diversité de l'offre de collection	Oui	Oui	Oui	

Le Département proposera, enfin, des aides aux territoires avec un dispositif pour les Communes et un dispositif pour les EPCI.

Ces aides pourront être à la fois un soutien en investissement et un soutien en fonctionnement :

- **Soutien en investissement :**

- Les aides à la construction et à la réhabilitation des bibliothèques s'inscriront dans le dispositif de solidarité territoriale aux communes et aux intercommunalités de Haute-Loire (Cap 43) ;
- Les aides à l'aménagement des bibliothèques seront liées au dispositif sectoriel défini par le Schéma Départemental de la Lecture Publique. Elles pourront concerner : le petit équipement mobilier, l'équipement informatique dont celui adapté au public en situation de handicap.

L'enveloppe budgétaire définie dans le cadre du PPI 2022-2027 plafonnera la capacité financière du Département dans son soutien en investissement.

- **Soutien en fonctionnement :**

- Les aides au fonctionnement seront liées au dispositif sectoriel défini par le Schéma Départemental de la Lecture Publique. Elles pourront concerner : l'aide à l'emploi et à la formation, le soutien à l'accessibilité et notamment à l'extension des horaires d'ouverture, le soutien à l'action culturelle de proximité, et le soutien aux Contrats Territoire-Lecture croisant médiathèques, acteurs culturels, éducatifs, sociaux, numériques des territoires.

L'enveloppe budgétaire définie annuellement plafonnera la capacité financière du Département dans son soutien en fonctionnement.

LES AIDES AUX TERRITOIRES (PDL 6)

Tableau récapitulatif des critères d'accompagnement (subvention/attribution)

EPCI		Communes	
Aide aux travaux de construction et de réhabilitation	CAP 43 EPCI	Aide aux travaux de construction et de réhabilitation	CAP 43 Communes
Aide à l'aménagement des bibliothèques (mobilier, informatique)	40% du coût HT si aides de la DRAC 20% du coût HT si pas d'aides de la DRAC	Aide à l'aménagement des bibliothèques (mobilier, informatique)	40% du coût HT si aides de la DRAC 20% du coût HT si pas d'aides de la DRAC
Aide starter recrutement professionnel emploi intercommunal filière culturelle ou autre filière avec formation certifiante obligatoire Création d'un premier poste statutaire	Emploi pérenne de la filière culturelle 1 poste par an pour 2 ans : 50% plafonné à 30 000 € par an soit 15 000 € par an	Aide starter recrutement professionnel emploi communal (bibliothèque à rayonnement intercommunal) filière culturelle ou autre filière avec formation certifiante obligatoire Création d'un premier poste statutaire	Emploi pérenne de la filière culturelle 1 poste par an pour 2 ans : 50% plafonné à 30 000 € par an soit 15 000 € par an
Soutien inscription formation ABF	2 par an : 50% du coût plafonné à 1200 € soit 600 €	Soutien inscription formation ABF	2 par an : 50% du coût plafonné à 1200 € soit 600 €
Soutien aux CTL CD co-signataire	Maximum 10 000 € par CTL (1 CTL = 3 ans) Charge maximale 3 par an soit 15 000€/an		
Soutien aux extensions d'horaires d'ouverture	Soutien à hauteur de 25% de la subvention allouée par la DRAC pendant 2 ans Plafond 3000 € par an 1 projet retenu par an	Soutien aux extensions d'horaires d'ouverture bibliothèque communale à rayonnement intercommunal	Soutien à hauteur de 25% de la subvention allouée par la DRAC pendant 2 ans Plafond 3000 € par an 1 projet retenu par an
Accompagnement projet d'animation structurant (si pas de CTL ou de CTEAC sur le territoire)	2 projets par an 25% du projet plafonné à 2000 € des dépenses éligibles soit 500 €	Soutien à l'action culturelle de proximité	Appel à candidature ; non cumulable 2 années consécutives ; attribution selon charte votée en CP. Budget plafond global : 25 000 € par an
Accompagnement de projets de formations sur un territoire (si pas de CTL sur le territoire)	2 projets par an 50% d'un projet plafonné à 2 000 € de dépenses éligibles soit 1000 €	Accompagnement de projets de formations	2 projets par an 50% d'un projet plafonné à 2 000 € de dépenses éligibles soit 1000 €

Ce tableau précise les critères d'accompagnement des territoires pour le développement de la lecture publique.

BUDGET PRÉVISIONNEL D'AIDES AUX TERRITOIRES

INVESTISSEMENT		2023	2024	2025	2026	2027	Total
Aide à l'aménagement des bibliothèques (mobilier, informatique)	Aide à l'aménagement des bibliothèques (mobilier, informatique)	60 000€	60 000€	60 000€	60 000€	60 000€	300 000€
FONCTIONNEMENT							
Aide starter recrutement professionnel emploi intercommunal	Aide starter recrutement professionnel emploi communal	30 000€	30 000€	30 000€	30 000€	30 000€	150 000€
Soutien inscription formation ABF	Soutien inscription formation ABF	2 400€	2 400€	2 400€	2 400€	2 400€	12 000€
Soutien aux CTL CD co-signataire		15 000€	15 000€	15 000€	15 000€	15 000€	75 000€
Soutien aux extensions d'horaires d'ouverture	Soutien aux extensions d'horaires d'ouverture bibliothèque communale à rayonnement intercommunal	6 000€	6 000€	6 000€	6 000€	6 000€	30 000€
Accompagnement projet d'animation structurant	Soutien à l'action culturelle de proximité	26 000€	26 000€	26 000€	26 000€	26 000€	130 000€
Accompagnement de projets de formations sur un territoire	Accompagnement de projets de formations	4 000€	4 000€	4 000€	4 000€	4 000€	20 000€
Total fonctionnement sur 5 ans		83 400€	83 400€	83 400€	83 400€	83 400€	417 000€
Budget actuel MD mobilisable		50 000€	50 000€	50 000€	50 000€	50 000€	250 000€
Delta sur 5 ans entre budget aides PDL 5 et budget aides SDLP		33 400€	33 400€	33 400€	33 400€	33 400€	167 000€

Budget plafonné des dépenses estimé annuellement sur la base des critères d'accompagnement du SDLP et d'une projection budgétairement adaptée et soutenable.

5 - ANNEXES

5.1 – Arbre à objectifs du SDLP

ARBRE À OBJECTIFS SCHEMA DÉPARTEMENTAL DE LA LECTURE PUBLIQUE

3 AXES STRATÉGIQUES

16 OBJECTIFS OPÉRATIONNELS

Cap 2030 :
 - Renforcer nos liens avec tous les acteurs du territoire;
 - Lutter contre tous les types d'isolement;
 - Bien vieillir en Haute-Loire;
 - Renforcer et sécuriser toutes les accessibilités;
 - Valoriser nos richesses patrimoniales;
 - Développer et partager la fierté d'appartenance à la Haute-Loire;
 - Favoriser une dynamique démographique équilibrée;
 - Répondre aux besoins en apportant une solution adaptée pour les 0 >21 ans;
 - Contribuer activement au bien-être des jeunes (0-25 ans).

ADN du Schéma départemental de la Lecture publique 2022-2028
 Développer l'attractivité du territoire, promouvoir le lien social par l'égalité d'accès à l'information et à la culture et par l'inclusion numérique, agir en synergie.

Axe stratégique 1 :
 Favoriser l'attractivité des bibliothèques, de l'offre de lecture publique et du territoire

- Objectif opérationnel 1:
Rendre plus équitable le maillage territorial de la Lecture Publique pour offrir un égal accès à tous à la culture, à l'information, à l'éducation, à la recherche, aux savoirs et aux loisirs
- Objectif opérationnel 2:
Favoriser la mise en réseau des bibliothèques du territoire
- Objectif opérationnel 3:
Enrichir l'offre culturelle de proximité - levier de l'attractivité des territoires;
- Objectif opérationnel 4:
Penser les collections avec les territoires: politique documentaire concertée
- Objectif opérationnel 5:
Renforcer la professionnalisation du réseau et mieux centrer le bénévolat sur le service public

Axe stratégique 2 :
 Accompagner l'inclusion numérique, développer les ressources et l'offre culturelle numériques, renforcer les infrastructures, les outils et les pratiques professionnelles numériques

- Objectif opérationnel 6:
Mettre en oeuvre un accompagnement global des usages numériques des Atiligériens: social, technique, culturel et éducatif
- Objectif opérationnel 7:
Développer l'éducation au numérique par la médiation
- Objectif opérationnel 8:
Consolider l'offre de ressources numériques de la MD (@lithèque)
- Objectif opérationnel 9:
Développer le numérique au service de la valorisation du patrimoine
- Objectif opérationnel 10:
Valoriser les collections auprès du public par l'informatisation et la numérisation
- Objectif opérationnel 11:
Se doter d'infrastructures aux dispositifs numériques innovants et itinérants
- Objectif opérationnel 12:
Développer les compétences numériques des professionnels et des bénévoles du réseau, des agents de la MD et du Département.

Axe stratégique 3 :
 Accompagner l'évolution du métier, renforcer nos liens avec le territoire et ses habitants et mobiliser les bibliothèques pour des projets partenariaux

- Objectif opérationnel 13:
Faire évoluer la Médiathèque Départementale (organisation et services offerts) dans le but de mieux accompagner des dynamiques de territoires; Renforcer l'activité d'ingénierie
- Objectif opérationnel 14:
Dynamiser et soutenir les bibliothèques des territoires en tenant compte de l'évolution du métier
- Objectif opérationnel 15:
Renforcer nos logiques de partenariats en fonction de publics prioritaires : connecter les bibliothèques avec les acteurs culturels sociaux, éducatifs, associatifs autour du développement de la LP
- Objectif opérationnel 16:
Renforcer l'évaluation et mettre en place une démarche prospective

5.2 : Fiches stratégiques SDLP

CAP 2030 : Renforcer et sécuriser toutes les accessibilités, développer et partager la fierté d'appartenance, Favoriser une dynamique démographique équilibrée, lutter contre tous les types d'isolement.

Fiche stratégique
Objectif opérationnel 1 :
 Rendre plus équitable le maillage territorial de la Lecture Publique pour offrir un égal accès à tous à la culture, à l'information, à l'éducation, à la recherche, aux savoirs et aux loisirs

Équipement de proximité de qualité pour tous, horaires et services adaptés, une attention aux publics spécifiques.

Actions	1- Favoriser le développement des équipements de Lecture Publique sur le territoire	2- Financer la construction et l'aménagement des bibliothèques du département	3- Signer de nouvelles conventions, sans dérogation	4 – Valoriser l'effort par la labellisation
Bénéficiaires	Les bibliothèques du Département, les collectivités, la population <u>altiligérienne</u> .	Les bibliothèques du Département, les collectivités, la population <u>altiligérienne</u> .	Les bibliothèques du Département, les collectivités, la population <u>altiligérienne</u> .	Les bibliothèques du Département, les collectivités, la population <u>altiligérienne</u> .
Partenaires	EPCI et communes	EPCI, communes et l'État	EPCI et communes	EPCI et communes
Processus interne	-Définir un niveau de service minimal pour les équipements de Lecture Publique, avec comme points d'attention l'accessibilité ; -En tenir compte dans les nouveaux critères de subventionnement. -Revoir la desserte (les écoles, les Points Lecture pas au niveau)	-Accompagner les projets par de l'ingénierie : conseils aux élus et aux techniciens. -Rédaction d'un guide des aides départementales (Aide à l'aménagement, intervention technique et conseil, Cap 43) -Prévoir le financement de l'aménagement sur le budget MD car hors Cap 43.	-Rédaction de nouvelles conventions avec les collectivités; -Signature de conventions avec des partenaires structurants pour le maillage territorial (collèges, MFS, Espaces numériques, CLSH, etc.)	-Définir des critères de labellisation et des intitulés ; -Poser des plaques signalétiques sur les bibliothèques ;
Ressources humaines	Équipe MD	Ingé 43, mission coopération et Équipe MD	Équipe MD	Équipe MD + service <u>com</u> du Département
Ressources techniques				Fabrication des plaques
Ressources financières	Incidence budgétaire selon refonte des critères de subvention	Budget Cap 43 communes et EPCI pour la construction ; enveloppe adaptée 300 000€ au PPI 2023-2027	Sans incidence budgétaire	Financement des plaques signalétiques (prévu au budget <u>com</u> du Département pour début de déploiement à partir d'automne 2022)

CAP 2030 : Renforcer et sécuriser toutes les accessibilités, développer et partager la fierté d'appartenance, Favoriser une dynamique démographique équilibrée, lutter contre tous les types d'isolement.

Fiche stratégique
Objectif opérationnel 2 :
 Favoriser la mise en réseau des bibliothèques du territoire


La mise en réseau, tout le monde y gagne :

un service plus qualitatif pour la population, divers niveaux de coopérations, un maillage territorial dynamique.



Actions	1 – Favoriser les dynamiques de projets de territoires en synergie avec CAP 2030	2 – Accompagner les coordinateurs de réseau	3 – Réaliser des diagnostics de territoires
Bénéficiaires	Les bibliothèques du Département, les collectivités, la population <u>altiligérienne</u>	Les bibliothèques du Département, les collectivités, la population <u>altiligérienne</u>	Les bibliothèques du Département, les collectivités, la population <u>altiligérienne</u>
Partenaires	EPCI et communes	EPCI et communes	EPCI et communes
Processus interne	<ul style="list-style-type: none"> - Favoriser la logique de réseau par les critères de subventionnement - Signature de CTL <u>tri-partite</u> ; - Signature de CTL/CTDEAC 	Accompagnement/Conseil Formation des coordinateurs par la MD	<ul style="list-style-type: none"> - Mise à disposition des compétences de la MD pour les projets des territoires
Ressources humaines	MD	MD	MD et Mission coopération
Ressources techniques			
Ressources financières	Contractualisation tripartite ; Subventions fonctionnement MD ; Coût formation de l'équipe MD	Budget formation MD pour les bibliothèques du territoire	Coût formation de l'équipe MD

CAP 2030 : Renforcer et sécuriser toutes les accessibilités, contribuer activement au bien-être des jeunes (0-25 ans), lutter contre tous les types d'isolement.

 <p>Fiche stratégique Objectif opérationnel 3 : Enrichir l'offre culturelle de proximité - leviers de l'attractivité des territoires</p>

Une offre culturelle de proximité, inclusive, adaptée au territoire, tenant compte de publics prioritaires.

Actions	1- Définir une politique d'action culturelle de la MD complémentaire de celle de la direction déléguée Culture	2 – Déployer l'offre de façon équitable sur le territoire	3 – Développer la médiation de la MD
Bénéficiaires	EPCI, communes, bibliothèques, population <u>altiligérienne</u>	EPCI, communes, bibliothèques, population <u>altiligérienne</u>	EPCI, communes, bibliothèques, population <u>altiligérienne</u>
Partenaires	Direction déléguée Culture Mission coopération Les collectivités Les acteurs culturels	Direction déléguée Culture Mission coopération Les collectivités Les acteurs culturels Bibliothèques, EPHAD, ADMR, SPIP, CAMSP/MDPH, écoles, CLSH, etc.	Mission coopération Direction du social Bibliothèques, EPHAD, ADMR, SPIP, CAMSP/MDPH, CLSH, etc.
Processus interne	-Réunions de concertation ; -Rédaction d'une charte de la programmation culturelle de la MD ;	-Faire un état des lieux de l'offre culturelle sur le territoire ; - Prioriser les territoires moins dotés ; -Prioriser des publics cibles en lien avec les compétences du Département ; - travailler en partenariats	-Créer les ateliers ; -Acheter le matériel ou les documents ; -Poursuivre la mise à disposition des outils d'animation ; -Prendre en compte l'inclusion numérique ; -Prioriser des publics cibles en lien avec les compétences du Département
Ressources humaines	Agents de la MD Direction déléguée Culture	Agents de la MD Mission coopération	Agents de la MD
Ressources techniques			Matériel numérique
Ressources financières	Sans incidence budgétaire	Budget animation MD	Budget pour achat du matériel et documents (amorti dans budget BNR et budget document MD) + budget animation MD

CAP 2030 : Lutter contre tous les types d'isolement, répondre aux besoins en apportant une solution adaptée pour les 0 >21 ans, contribuer activement au bien-être des jeunes (0-25 ans), bien vieillir en Haute-Loire.

Fiche stratégique Objectif opérationnel 4 : Penser les collections avec les territoires: politique documentaire concertée

Des collections multi-supports au plus proche des besoins des publics, tenant compte des publics spécifiques et des publics empêchés.

Actions	1- Etat des lieux des politiques documentaires du territoire	2- Concertation avec les bibliothèques du département	3 – Rédaction d'une charte documentaire départementale
Bénéficiaires	Collectivités	Collectivités	Bibliothèques et la population <u>altiligérienne</u>
Partenaires	Bibliothèques du département ; Coordinateurs de territoire. Prestataire extérieur spécialiste des politiques documentaires.	Bibliothèques du département ; Coordinateurs de territoire. Prestataire extérieur spécialiste des politiques documentaires	Bibliothèques du département ; Coordinateurs de territoire. Prestataire extérieur spécialiste des politiques documentaires
Processus interne	<ul style="list-style-type: none"> - Faire un diagnostic - Rédiger un bilan 	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser des réunions de concertation par secteurs avec les bibliothécaires, les bénévoles et les coordinateurs de territoire ; - Identifier les besoins spécifiques des publics en matière documentaire ; - Identifier les niveaux de complémentarités fonds des bibliothèques du département/fonds de la Médiathèque départementale. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rédiger une charte de la politique documentaire départementale prenant en compte les publics spécifiques et les publics empêchés; - Accompagner sa déclinaison dans les bibliothèques du département avec l'appui des coordinateurs de territoire.
Ressources humaines	Agents de la MD + bibliothécaires et bénévoles du département	Agents de la MD Bibliothécaires et bénévoles du département Les publics ?	Agents de la MD Bibliothécaires et bénévoles du département
Ressources techniques			
Ressources financières	Financement prestataire budget MD	Financement prestataire budget MD	Financement prestataire budget MD

Fiche stratégique
Objectif opérationnel 5 :
 Renforcer la professionnalisation du réseau et mieux centrer le bénévolat sur le service public

La professionnalisation comme assurance de la continuité de service public et de bibliothèques plus ouvertes.

+	Actions	1 – Augmenter le nombre de salariés professionnels des bibliothèques	2 – Développer la formation de base pour les bénévoles du réseau et les salariés non professionnels des bibliothèques	3- Rédiger une charte départementale du bénévolat ou du volontariat	4 – Proposer toujours plus de formations
	Bénéficiaires	La population <u>altiligérienne</u> .	Bénévoles et salariés non professionnels des bibliothèques du département	Bénévoles du département	Professionnels, salariés non professionnels et bénévoles du département
	Partenaires	Les collectivités	Coordinateurs ou médiateurs de réseau de Lecture Publique	Coordinateurs de réseau ou responsables de la Lecture Publique des collectivités du département	Coordinateurs ou médiateurs de réseau de Lecture Publique
	Processus interne	-Communiquer sur l'importance de la professionnalisation pour la qualité de service et la continuité de service public ; -Mutualiser les postes de professionnels au sein des réseaux de bibliothèques ; -Avoir des aides incitatives au recrutement de professionnels.	-Formaliser les contenus de formation ; -Assurer les formations ; -Délocaliser certaines formations pour couvrir l'ensemble du territoire ; - <u>Éditorialiser</u> les contenus (Boîte à outils professionnelle) ;	-Rédiger en concertation avec les coordinateurs de réseau et les responsables de la Lecture Publique une charte départementale déclinable dans leurs collectivités.	-Sonder annuellement les besoins des professionnels et des bénévoles ; -Continuer d'enrichir l'offre annuelle de formations en lien avec l'évolution du métier et les besoins constatés.
	Ressources humaines	Agents de la MD	Agents de la MD	Agents de la MD	Agents de la MD et intervenants extérieur
	Ressources techniques				
	Ressources financières	Crédits fléchés dans subventions de fonctionnement pour les territoires.	Budget pour les modules de formation à distance (voir BNR).	Sans incidence budgétaire	Budget formation MD

CAP 2030 : Favoriser une dynamique démographique équilibrée, renforcer et sécuriser toutes les accessibilités, renforcer nos liens avec tous les acteurs du territoire, lutter contre tous les types d'isolement



Fiche stratégique
Objectif opérationnel 6 : Mettre en œuvre un accompagnement global des usages numériques des Altigériens: social, technique, culturel et éducatif

Développer une offre de services numériques inclusive, solidaire et innovante à dimension culturelle, sociale, éducative et technique.

Actions	1- Coordonner les actions de la MD avec celles des bibliothécaires/bénévoles et des conseillers numériques du territoire pour favoriser l'inclusion numérique	2- Favoriser les logiques de guichets uniques pour les services numériques de proximité	3- Développer l'Éducation aux médias et à l'information dans les bibliothèques du Département
Bénéficiaires	La population altigérienne.	La population altigérienne.	La population altigérienne, en particulier les collégiens
Partenaires	Les bibliothécaires, les bénévoles, les conseillers numériques. Auvergne-Rhône-Alpes Livre et Lecture (ARALL) ; Zoomacom Direction du Numérique ; DRAC/SLL	Les bibliothécaires, les bénévoles, les conseillers numériques. Les tiers-lieux : 2 tiers-lieux identifiés à ce jour dans le département St Julien Chateuil et Aurec-sur-Loire Mission coopération ; DRAC/SLL	Éducation nationale, le CLEMI, Les bibliothécaires, les bénévoles, les conseillers numériques Territoires avec CTEAC Mission collèges DRAC/SLL
Processus interne	- Préparation et animation de 3 réunions par an (ouest/centre/est) ; - Rédaction collective d'une charte de l'inclusion numérique départementale ; - Édition numérique de la charte.	- Mener une réflexion sur les tiers-lieux composante de l'inclusion numérique ; - Prendre en considération la logique de guichet unique pour l'utilisateur dans les nouveaux projets de services publics de proximité des territoires.	- Organiser une réflexion départementale sur l'EMI avec professeurs-documentalistes /bibliothécaires/bénévoles ; - Faire une cartographie des médiateurs en EMI sur le territoire ; - Produire un jeu EMI/escape game ; - Organiser une résidence de journaliste (rencontres ado/journaliste).
Ressources humaines	MD : Chargée du numérique + direction	Mission coopération /DIVIS/MD	MD : bibliothécaires + direction, EPCI impliquées dans l'EAC
Ressources financières	Sans incidence budgétaire	Pas d'incidence budgétaire sur le projet BNR. Impact à étudier sur le subventionnement des projets d'aménagement ou de construction sur le territoire.	Coût de la résidence de journaliste : 10 000 euros. Coût du jeu avec le Cercle des Mirages : 8 000 euros

CAP 2030 : Renforcer et sécuriser toutes les accessibilités, renforcer nos liens avec tous les acteurs du territoire, lutter contre tous les types d'isolement, contribuer activement au bien-être des jeunes (0-25 ans), bien vieillir en Haute-Loire.

Fiche stratégique
Objectif opérationnel 7 : Développer l'éducation au numérique par la médiation

Accompagner la population, dans l'inclusion numérique, et prioritairement les publics relevant de la compétence du Département.

⊕

Actions	1- Ateliers de création numérique (jeux vidéo, musique électronique, podcast, codage/robotique,; Atelier Papertronics; Atelier création de podcast.	2 - Ateliers de sensibilisation aux risques du numérique : méfaits des écrans pour le tout-petit, frugalité numérique et numérique responsable, dangers du numérique non contrôlé par le parent	3 - Ateliers FabLab	4 - Ateliers numérique et 3 ^{eme} âge	5 - Résidence d'artiste numérique
Bénéficiaires	Bibliothécaires, bénévoles, population <u>altiligérienne</u> ; Publics spécifiques : Jeunes des ALSH, Maison d'arrêt/personnes <u>sous main de justice</u>	Bibliothécaires, bénévoles, population <u>altiligérienne</u> ; Publics spécifiques : PMI, ASE, ASI, Assistantes maternelles, Assistantes familiales, Aides à l'enfance Collèges	Bibliothécaires, bénévoles, population <u>altiligérienne</u> ; Publics spécifiques : Jeunes des ALSH, Maison d'arrêt/personnes <u>sous main de justice</u>	Bibliothécaires, bénévoles, population <u>altiligérienne</u> . Publics spécifiques : les seniors	La population <u>altiligérienne</u> . Publics spécifiques : Collégiens, ALSH
Partenaires	ALSH, SPIP ; Associations exemple l'Oreille du Lynx pour les podcast ; DRAC/SLL	<u>Écoloclic</u> ; Direction du Numérique ; DRAC/SLL	ALSH, SPIP ; Mission coopération ; DRAC/SLL	EHPAD ; ADMR ; Mission coopération ; DRAC/SLL	Éducation nationale, ALSH ; <u>Coop'Art</u> ; Territoires avec CTEAC ; DRAC/SLL
Processus interne	- Concevoir les ateliers ; - S'approprier les outils.	- Concevoir les ateliers - Étudier la possibilité d'inclure cette formation/sensibilisation dans le parcours de formation des assistantes maternelles ; - S'approprier les outils.	- Concevoir les ateliers ; - S'approprier les outils.	- Concevoir les ateliers ; - S'approprier les outils. - Prévoir une prestation d'interviews et de conception de vidéos auprès des seniors.	- Monter une résidence d'artiste ; - Gérer les rencontres ; - Assurer le suivi du projet.

Ressources humaines	Bibliothécaires-médiateurs de la MD, Poste à créer dédié à la médiation numérique à la MD, Associations partenaires.	Bibliothécaires-médiateurs de la MD Poste à créer dédié à la médiation numérique à la MD	Bibliothécaires-médiateurs de la MD Poste à créer dédié à la médiation numérique à la MD	Bibliothécaires-médiateurs de la MD Poste à créer dédié à la médiation numérique à la MD	Mission coopération + MD Mission collègue
Ressources techniques	10 PC portables + accessoires 5 contrôleurs push + 5 licences <u>ableton live</u> standard 2 tablettes, Bibliothèque d'objets (prise de son, prise de vue, petit matériel info), Robots	Malles thématiques : - <i>Pas d'écran avant 3 ans</i> ; - <i>Je suis numéricoresponsable</i> ; - <i>Numérique sans limites, numérique toxique.</i> Achat de caisses et d'ouvrages.	Brodeuse numérique <u>brother</u> VR Imprimante 3 D Découpe vinyle silhouette <u>caméo</u> Badgeuse + cutter	Totem tactile <u>Old'up</u> ; <u>Sweetbox</u> (réalité virtuelle adaptée aux personnes âgées)	
Ressources financières	Investissement : 17 300 € année 1 + 2 000 € année 2 + 2000 € année 3 Fonctionnement : maintenance <u>Ableton</u> (20% prix de la licence) Coût Oreille du Lynx Coût poste dédié C<B Partenaire financier : l'État pour les coûts d'investissement.	Budget acquisition MD Coût poste dédié C<B Partenaire financier : l'État pour les Malles thématiques	Investissement : 5 320 € Fonctionnement : Consommables = 800 € en 2022, 1 300 € en 2023, 1 300 € en 2024 Coût poste dédié C<B Partenaire financier : l'État pour les coûts d'investissement.	Totem : 1800 € <u>Sweetbox</u> : 3 lunettes VR + 55 films + abonnement 3 ans avec création de 12 vidéos locales : 8 436 € TTC Coût poste dédié C<B Partenaire financier : l'État pour les coûts d'investissement. Financement Conférence des financeurs à étudier.	15 000 € pour la Résidence

CAP 2030 : Renforcer et sécuriser toutes les accessibilités, lutter contre tous les types d'isolement, répondre aux besoins en apportant une solution adaptée pour les 0 >21 ans, contribuer activement au bien-être des jeunes (0-25 ans).

Fiche stratégique

Objectif opérationnel 8 : Consolider l'offre de ressources numériques de la MD

Offrir des ressources numériques au plus grand nombre, en tenant compte des publics spécifiques – DYS et personnes en difficulté avec la lecture.

Actions	1 – Enrichir l'offre d' <u>@lithèque</u> avec des livres numériques	2 – Développer une offre de ressources numériques adaptées aux DYS et aux personnes en difficulté avec la lecture	3 – Revoir l'offre globale pour l'enrichir sans la dégrader mais en gardant un équilibre financier	4 – L'ouvrir à de nouveaux publics : les agents et élus du Département
Bénéficiaires	Population <u>altiligérienne</u> quand la bibliothèque est partenaire <u>@lithèque</u> .	Population <u>altiligérienne</u> quand la bibliothèque est partenaire <u>@lithèque</u> . Publics spécifiques : Collégiens, Orthophonistes <u>altiligériens</u> .	Population <u>altiligérienne</u> . Le Département.	Agents et élus du Département : 1 300 agents et 38 conseillers départementaux.
Partenaires	Bibliothèques partenaires DRAC/SLL	Éducation nationale Bibliothèques partenaires DRAC/SLL	Association des Bibliothécaires Départementaux (ABD)	Direction des ressources humaines DRAC/SLL
Processus interne	- Benchmark, - Mise en concurrence, - Souscription, - Mise à disposition.	- Benchmark, - Choix du prestataire : <u>MobiDYS</u> .	- Benchmark, - Évaluation des coûts selon fournisseurs et nombre de comptes.	Gestion des inscriptions des agents directement par la MD.
Ressources humaines	MD : Chargée du numérique + direction	MD : Chargée du numérique + direction Équipe de <u>MobiDYS</u> : installation sur ENT des collèges, formation/médiation, <u>webinaires</u> .	MD : Chargée du numérique + direction	MD : Chargée du numérique + direction
Ressources techniques	Plateforme CVS Valise de 10 liseuses de marques différentes	Plateforme CVS pour <u>BibliOdyssée</u> . GAR donc ENT des collèges pour SONDO	Plateforme CVS	Plateforme CVS
Ressources financières	Pour le livre numérique : 6 000 € (2022), 8 000 € par an (2023/2024). 10 liseuses = 2 500 € Partenaire financier : l'État.	Pour les collèges : 29 333 €/ 3ans public/privé ; 18 000 €/3 ans public. Tout public 4 400€ pour 2 500 adhérents Partenaire financier : l'État.	Plafond pour l'offre globale : 107 000€	7 000€ de plus sur le financement de la plateforme CVS car changement de tranche nombre d'utilisateurs.

Fiche stratégique			
Objectif opérationnel 9 : Développer le numérique au service de la valorisation du patrimoine <u>altiligérien</u>			
Travailler en synergie pour rendre visible et valoriser le patrimoine <u>altiligérien</u>.			
+	+		
Actions	1- Repérer les fonds existants et choisir des axes thématiques prioritaires	2- Numérisation du patrimoine <u>altiligérien</u>	3- Valorisation du patrimoine <u>altiligérien</u>
Bénéficiaires	Bibliothèques, Musées, Services patrimoniaux et culturels du Département, Associations locales.	Bibliothèques, Musées, Services patrimoniaux et culturels du Département, Associations locales.	La population <u>altiligérienne</u> , Bibliothèques, Musées, Services patrimoniaux et culturels du Département.
Partenaires	Musées, Bibliothèques possédant des fonds patrimoniaux (dont Le Puy – Brioude), Archives Départementales, Direction Déléguée Culture. ARALL DRAC/SLL	Musées, Archives Départementales, Bibliothèques possédant des fonds patrimoniaux (dont Le Puy – Brioude), Direction Déléguée Culture, Direction du Numérique, <u>Héritech</u> , <u>Fab Lab du Pensio</u> , <u>Bibliopat</u> Autres Médiathèques Départementales (Hautes-Alpes par ex), BM et BU Clermont ; BNF ; ARALL ; DRAC/SLL	Musées Bibliothèques possédant des fonds patrimoniaux, Archives Départementales, Direction Déléguée Culture Direction du Numérique, Service communication <u>Héritech</u> , <u>Fab Lab du Pensio</u> , BNF ; DRAC/SLL
Processus interne	- Recensement des fonds patrimoine écrit catalogués (bibliothèques, archives, musées, associations); - Recensement des fonds patrimoniaux des bibliothèques ou archives non catalogués ; - Recensement des fonds patrimoniaux de tout type catalogués ou inventoriés ;	- Achat machine de numérisation par la MD ; - Conventionnement avec les collectivités et les autres partenaires pour la numérisation des documents. - Mise en ligne des documents numérisés : intégration catalogue MD et/ou lien externe vers la ressource dans un catalogue fédéré ;	- Changement de SIGB et refonte du site web de la MD pour permettre l'intégration dans le catalogue de documents numérisés et la création d'une page dédiée au Patrimoine <u>altiligérien</u> ; - Mise en place d'un catalogue collectif départemental pour les fonds locaux (cf fiche 10) ; - Étude d'opportunité pour hébergement des entités numérisées sur un serveur du

	- Définition concertée des axes thématiques de valorisation. Propositions : Contes, légendes et musiques traditionnelles <u>altiligériennes</u> ; Savoir-Faire traditionnels de la Haute-Loire ; Patrimoine industriel de la Haute-Loire ; St Jacques de Compostelle en Haute-Loire ; Édifices et ordres religieux de la Haute-Loire ; Fleuves, lacs et rivières en Haute-Loire ; Personnalités de la Haute-Loire ; Haute-Loire terre d'accueil.	- Formation des agents de la MD à la manipulation des ouvrages anciens (repérage moisissures, méthode, etc.) : stage BNF, conseils <u>Bibliopat</u>	Département, sur le serveur des Archives ou sur le serveur d'un prestataire.
Ressources humaines	Chargée du numérique + direction MD, Direction déléguée Culture, Archives Départementales ; Des représentants des autres partenaires.	Agents de la MD, Agents des Archives D, Personnels des partenaires	Chargée du numérique + groupe de travail BNR MD, Direction MD, Direction déléguée culture, Direction du Numérique, <u>FabLab</u> .
Ressources techniques	Catalogues et/ou bases de données existants	Achat d'un scanner de reproduction dont les caractéristiques sont compatibles avec la numérisation de livres anciens.	Nouveau SIGB MD et prestation de refonte du site ; Serveur dédié du Département ou des Archives ; ou hébergement chez un prestataire (C3RB par exemple)
Ressources financières	Sans incidence budgétaire	Achat scanner documents patrimoniaux : 74 500 euros ; Coût de maintenance scanner. Partenaire financier : l'État.	Devis en cours rejoint la dépense fiche 10 : coût site web Partenaire financier : l'État.

CAP 2030 : Valoriser nos richesses patrimoniales, renforcer nos liens avec tous les acteurs du territoire, renforcer et sécuriser toutes les accessibilités.

Fiche stratégique
Objectif opérationnel 10 : Valoriser les collections auprès du public par l'informatisation et la numérisation

Se doter d'un SIGB plus performant pour mieux accompagner les bibliothèques du territoire ; rendre visibles les collections des bibliothèques pour en faciliter l'accès aux publics.

+	Actions	1- Adapter le logiciel de la Médiathèque départementale à l'évolution du métier : transition bibliographique, statistiques, hébergement de documents numérisés, etc.	2- Inciter à l'informatisation des catalogues des bibliothèques du réseau.	3- Accroître la visibilité et l'accessibilité des catalogues des bibliothèques du réseau et des Archives : vers un catalogue collectif départemental pour les fonds locaux et patrimoniaux
	Bénéficiaires	Médiathèque départementale et le réseau	Bibliothèques du réseau non encore informatisées. La population altigérienne .	Tous les altigériens , tous les internautes à la recherche de ressources documentaires sur la Haute-Loire ; Les bibliothèques du réseau.
	Partenaires	Direction du Numérique, DRAC/SLL	Prestataire, Municipalités, EPCI. DRAC/SLL	Bibliothèques du réseau, Archives départementales. DRAC/SLL
	Processus interne	- Benchmark SIGB ; - Élaboration d'un cahier des charges ; - Mise en concurrence ; - Paramétrages et tests ; - Transfert des données ; - Formation des agents.	- Augmentation du plafond d'aide à l'informatisation ; - Sensibiliser les bibliothèques non encore informatisées à l'intérêt de l'informatisation pour le service rendu au public ; Selon les cas : -Accompagnement à la mise en place d'un simple module de prêt –retour compatible avec notre SIGB, quand pas de fonds propre;	- Recenser les catalogues documentaires existants sur le territoire ; - Recenser et cataloguer les fonds locaux et patrimoniaux des bibliothèques non catalogués ; - Concertation avec les bibliothèques ayant un catalogue autonome sur l'opportunité de fusionner les fonds locaux de leurs catalogues dans un catalogue commun ; - Prise de contact avec les bibliothèques non informatisées pour proposition de

		<ul style="list-style-type: none"> - Accompagnement à la mise en place d'un SIGB compatible mais autonome, si fonds propres ; - Étudier la possibilité de prise en charge du coût de la maintenance par chaque collectivité ; - Formation des agents de la MD qui assureront le suivi de ces bibliothèques sur les différents logiciels. 	valorisation de leur fonds via le catalogue de la MD.
Ressources humaines	Direction du Numérique, Agents de la MD	Chargée du numérique et assistante en charge du SIGB de la MD et Assistants de la MD	Chargée du numérique MD, Chargé de projet-suivi logiciel Direction du Numérique, Archives D.
Ressources techniques	SIGB, Connecteurs, Serveurs.	Serveurs, SIGB, Internet dans les communes.	Un SIGB permettant la localisation des ressources bibliothèque par bibliothèque par l'utilisateur, l'interopérabilité, la transmission/mise à jour de données en OAI. Serveurs, Catalogues informatisés dans les communes, Internet dans les communes.
Ressources financières	Devis en cours rejoint la dépense fiche 9 : 50 000€ Partenaire financier : l'État	Solutions gratuites privilégiées type <u>Waterbear</u> avec seulement coût de maintenance pour la collectivité (50 €/an). Incidence budgétaire possible sur le taux de subventionnement des projets des territoires.	Coût inclus dans le changement de logiciel Partenaire financier : l'État.

CAP 2030 : Renforcer et sécuriser toutes les accessibilités, renforcer nos liens avec tous les acteurs du territoire, lutter contre tous les types d'isolement, contribuer activement au bien-être des jeunes (0-25 ans).

Fiche stratégique
Objectif opérationnel 11 : Se doter d'infrastructures aux dispositifs numériques innovants et itinérants

Développer une offre de services numériques culturelle et éducative en itinérance pour garantir un égal accès à tous.



Actions	1- <u>Fablab</u> itinérant	2- Micro-folie itinérante	3- Se doter d'un véhicule autonome numériquement
Bénéficiaires	Bibliothèques du réseau, Population <u>altiligérienne</u> .	Bibliothèques du réseau, Population <u>altiligérienne</u> .	Bibliothèques du réseau, Population <u>altiligérienne</u> .
Partenaires	<u>Fablab</u> du <u>Pensio</u> Lieu Totem, Direction du Numérique <u>Héritech</u> DRAC/SLL	Communes, EPCI, <u>Fablab</u> du <u>Pensio</u> Lieu Totem DRAC/SLL	Direction du Numérique, La Région DRAC/SLL
Processus interne	- Choisir les matériels, - Trouver/réaliser le mobilier de transport et/ou de présentation (travailler en lien avec le <u>Fablab</u>), - S'approprier les outils, - Réaliser des <u>tutos</u> et/ou fiches pratiques.	- Construire des projets avec les territoires ; - Assurer la sélection des œuvres et la médiation en fonction des projets des territoires ; - Mettre à disposition des territoires la Micro-Folie.	- Prise de contact avec la Région pour voir si l'on est éligible à son accompagnement financier pour l'achat d'une antenne satellite ; - Équiper le master d'une antenne satellite (installation).
Ressources humaines	Agents de la MD + <u>Fablab Pensio</u>	Poste dédié médiation culturelle (avec profil histoire de l'art)	Direction du Numérique et services techniques
Ressources techniques	Mobilier (l'acquisition des machines est prévue dans le budget ateliers de médiation).	Tablettes sur pied et vidéoprojecteur pour le musée numérique	Pose de l'antenne satellite
Ressources financières	Coût Mobilier : 3 000 € Partenaire financier : l'État	Coût du poste de médiation (cat B) = Coût poste dédié C<B de la fiche 8 Acquisition musée numérique : 30 000 € Coût abonnement plateforme : 1000 € par an. Partenaire financier l'État : DRAC via appel à projets ANCT.	Partenaire financier la Région (investissement); Fonctionnement 30 euros par mois pour la Direction du Numérique

Fiche stratégique

Objectif opérationnel 12 : Développer les compétences numériques des professionnels et des bénévoles du réseau, des agents de la MD et du Département

Volet formation permettant de développer les compétences nécessaires aux actions



Actions	1- Monter en compétences sur la médiation numérique	2- Monter en compétences sur l'informatisation des catalogues (SIGB) et numérisation	3- Monter en compétences sur la robotique, internet des objets	4- Monter en compétences sur l'EMI	5- Sensibiliser et accompagner les travailleurs sociaux et de la petite enfance sur les questions numériques
Bénéficiaires	Les agents de la MD	Les agents de la MD	Les agents de la MD	Les agents de la MD	Les travailleurs sociaux et de la petite enfance du Département.
Partenaires	ARALL, ENSSIB, <u>Fab Lab</u> , <u>Zoomacom</u> , Médiateurs numériques. DRAC/SLL	CNFPT, ENSSIB, ARALL, Autres Médiathèques Départementales Éditeurs de logiciels PMB, <u>Waterbear</u> et/ou organismes de formation DRAC/SLL	<u>Fab Lab</u> , <u>Zoomacom</u> , Direction du Numérique, Autres Médiathèques Départementales ; Médiateurs numériques ABF DRAC/SLL	Éducation nationale – CDI, CLEMI, ENSSIB, Écoles de journalisme ; Médiateurs numériques DRAC/SLL	DIVIS Médiateurs numériques DRAC/SLL
Processus interne	- Benchmark, - Sélection formation, - Formation, - Formation-Action. - Stage dans d'autres Médiathèques Départementales.	- Benchmark, - Sélection formation, - Formation, - Stage dans d'autres Médiathèques Départementales.	- Benchmark, - Sélection formation, - Formation, - Stage dans d'autres Médiathèques Départementales.	- Benchmark, - Sélection formation, - Formation.	-Enquête flash pour définir le besoin-précis ; -Rencontre avec les responsables de territoires ; -Définition d'un cahier des charges ; - Conception de la formation -Actions de formation.

Ressources humaines	MD : Chargée de la formation, Chargée du numérique + groupe de travail BNR + Direction ; Direction du Numérique	Tous les référents de secteur et les discothécaires ; La Direction	MD : Chargée de la formation, Chargée du numérique + groupe de travail BNR + Direction Direction du Numérique	MD : Chargée de la formation, Chargée du numérique+ groupe de travail BNR + Direction	MD : Chargée du numérique + groupe de travail BNR + Direction Direction DIVIS
Ressources techniques	Acquisition d'outils et de matériels (utilisables en ateliers de médiations, cf. fiche objectif 8)	SIGB des bibliothèques des collectivités du territoire.	Acquisition d'outils et de matériels (utilisables en ateliers cf. fiche objectif 8)	Acquisition d'outils et de matériels (utilisables en ateliers de médiations, cf. fiche objectif 8)	Ordinateurs et Tablettes
Ressources financières	5 000 € Partenaire financier : l'État	7 000 € SIGB 5 000 € Numérisation Partenaire financier : l'État	5 000 € Partenaire financier : l'État.	5 000€ Partenaire financier : l'État.	Sans incidence budgétaire

Fiche stratégique
Objectif opérationnel 13: Faire évoluer la Médiathèque Départementale (organisation et services offerts) dans le but de mieux accompagner des dynamiques de territoires, et renforcer l'activité d'ingénierie

Actions	1 – Professionnaliser l'ingénierie de la MD	2 – Mieux définir le rôle du référent de secteur	3- Revoir l'organigramme	4- Plan de formation
Bénéficiaires	Les bénévoles, les salariés non professionnels et les bibliothécaires du département. Les agents de la MD	Les bénévoles, les salariés non professionnels et les bibliothécaires du département. Les agents de la MD	Les agents de la MD	Les agents de la MD
Partenaires	Les autres médiathèques départementales. L'ARALL	Les autres médiathèques départementales. L'ARALL	Le service RH du Département	Le service RH du Département
Processus interne	-Responsabilisation de la direction adjointe sur l'ingénierie ; -Professionnalisation de la direction et de la direction adjointe ; -Formation des agents en interne.	-État des lieux des pratiques des différents référents de secteur ; -Rédaction d'un référentiel commun ;	-Travail en mode GPEC ; -Transformation de postes en lien avec des départs à la retraite et les projets de la MD ; -Passage d'un organigramme par cadre d'emplois à un organigramme fonctionnel.	-Établir un plan de formation interne à la MD sur la base des Entretiens professionnels annuels et des objectifs opérationnels individuels et collectifs du service ; -Veiller à sa mise en <u>oeuvre</u> .
Ressources humaines	Agents de la MD	Agents de la MD	Agents de la MD Service RH	Agents de la MD Service RH
Ressources techniques				
Ressources financières	Budget formation de la collectivité	Sans incidence budgétaire	Transformation d'un poste de C en B (cf BNR)	

Fiche stratégique
Objectif opérationnel 14 : Dynamiser et soutenir les bibliothèques des territoires en tenant compte de l'évolution du métier

Actions	1 – Adapter le bâtiment de la MD à l'évolution des besoins des dépositaires	2 – Moderniser la flotte de véhicules pour l'adapter à l'activité	3- Proposer aux collectivités une gamme de services différenciés
Bénéficiaires	L'équipe de la MD, les dépositaires, les bénévoles et les professionnels venant en formation à la MD	les dépositaires, les bénévoles et les professionnels venant en formation à la MD	La population <u>altiligérienne</u> .
Partenaires	Services techniques du Département	Services techniques du Département	Les collectivités du département
Processus interne	-Organiser des groupes de travail interne sur le devenir du bâtiment ; -Organiser des réunions avec le service des bâtiments et inscrire les crédits au PPI.	-Organiser des groupes de travail interne sur la modernisation de la flotte de véhicules ; -Renouvellement des véhicules en fonction de l'offre de services numériques itinérants ; -Repenser les plannings de desserte.	-Faire un état des lieux précis des lieux pas au niveau : ne respectant pas les recommandations ; -Travailler des conventions d'objectifs et de moyens avec les communes et avec les EPCI comportant des niveaux de services différenciés : service premium ou service minimum ; -Définir l'offre de service premium et l'offre de service minimum ; -Ne pas accepter de dérogations si le service minimum n'est pas rempli.
Ressources humaines	Agents MD	Agents MD	Agents MD
Ressources techniques			
Ressources financières	Calcul en cours avec le service des bâtiments	Budget véhicules proposé au PPI 2022-2028 : 600 000 euros	Sans incidence budgétaire

CAP 2030 : Répondre aux besoins en apportant une solution adaptée pour les 0 >21 ans, contribuer activement au bien-être des jeunes (0-25 ans), lutter contre tous les types d'isolement.

Fiche stratégique

Objectif opérationnel 15: Renforcer nos logiques de partenariats en fonction de publics prioritaires : connecter les bibliothèques avec les acteurs culturels sociaux, éducatifs, associatifs autour du développement de la LP

Travailler en synergie pour être dans un accompagnement global – culturel, social et éducatif – et apporter une solution adaptée à chaque Altiligérien.



Actions	1 – Préciser les publics prioritaires	2 – Définir les partenaires de la MD et des bibliothèques dans chaque territoire	3 – Définir des modalités d'intervention dans des conventions uniques Département/Partenaire
Bénéficiaires	La population <u>altiligérienne</u>	La population <u>altiligérienne</u>	La population <u>altiligérienne</u>
Partenaires	Mission coopération	Mission coopération	Mission coopération
Processus interne	-S'appuyer sur les compétences du Département pour définir des publics prioritaires : petite enfance/parentalité, collégiens, personnes âgées, publics empêchés ou porteurs de handicap, etc.	-Faire un état des lieux des partenaires actuels ; -Faire perdurer ou contracter de nouveaux partenariats en fonction des orientations CAP 2030 et des publics cibles. -Identifier les partenaires potentiels pour les bibliothèques du réseau.	- <u>Critériser</u> les types et les niveaux d'intervention de la MD ; -Clarifier les modalités d'intervention ; -Faire des conventions uniques : Département/partenaire.
Ressources humaines	Agents de la MD	Agents de la MD	Agents de la MD
Ressources techniques			
Ressources financières	Sans incidence budgétaire	Sans incidence budgétaire	Sans incidence budgétaire

**Fiche stratégique****Objectif opérationnel 16 : Renforcer l'évaluation et mettre en place une démarche prospective**

Actions	1- Renforcer l'évaluation qualitative	2 – sensibiliser les professionnels et les bénévoles du réseau à l'importance du travail statistique	3 – Mettre en place une démarche prospective
Bénéficiaires	Les collectivités et leurs bibliothèques	Les collectivités et leurs bibliothèques	Les collectivités et leurs bibliothèques
Partenaires	Direction du numérique – service cartographie	Observatoire de la Lecture Publique, ministère de la Culture	Direction du numérique – service veille et documentation
Processus interne	<ul style="list-style-type: none">- Sondages ;- Concertations et réunions de secteurs	<ul style="list-style-type: none">- Réunions- Formations aux outils statistiques	<ul style="list-style-type: none">- Veille professionnelle;- Construire un référentiel prospectif ;- Imaginer des scénarios.
Ressources humaines	Direction et chargée de l'administration	Référents de secteur et direction adjointe	Direction et chargée de l'administration
Ressources techniques		SIGB	Outils de veille
Ressources financières	Sans incidence budgétaire	Sans incidence budgétaire	Coût formation des agents

DÉLIBÉRATION DE L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

Séance ordinaire publique du 20 juin 2022

23 - MISE EN PLACE DE LA TAXE ADDITIONNELLE DÉPARTEMENTALE DE SEJOUR

Direction : Direction de l'Attractivité et du Développement des Territoires

Service instructeur : Direction Déléguée Développement Durable et Sports

Délibération n° : CD200622/23L

Le 20 juin 2022, l'Assemblée départementale, régulièrement convoquée, s'est réunie à l'Hôtel du Département sous la présidence de Marie-Agnès PETIT, Présidente du Département.

- Présents : 33 -Absent(s) excusé(s) : 4 - Absent(s) ayant donné pouvoir : 1

Le quorum et les délégations de vote ayant été vérifiés,

L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'article L 1111-10 du CGCT visant à encadrer les interventions financières des collectivités locales dans le but de limiter la pratique des financements croisés, de mieux responsabiliser les collectivités initiatrices de projets d'investissement et de contribuer à la maîtrise de la dépense publique locale,

VU la délibération du Conseil général du 21 octobre 2013 portant règlement de gestion des subventions d'équipement,

VU l'article L 3333-1 du CGCT indiquant que le conseil départemental peut instituer une taxe additionnelle de 10% à la taxe de séjour ou à la taxe de séjour forfaitaire perçue dans le département par les communes, ainsi que les établissements publics de coopération intercommunale

VU les délibérations prises par les établissements publics de coopération intercommunale de Haute-Loire instituant une taxe de séjour

CONSIDERANT que la mise en place de la taxe additionnelle de séjour départementale contribuera au maintien et au développement de l'offre touristique.

Après avoir entendu le rapport présenté par Madame Brigitte RENAUD au nom de la commission Attractivité territoriale, et après en avoir délibéré :

- **DECIDE** d'instaurer la Taxe Additionnelle à la Taxe de Séjour (TAD) à compter du 1^{er} janvier 2023 au taux de 10% ajouté au montant de la Taxe de Séjour des intercommunalités.
- **AUTORISE** Madame la Présidente à signer tous les actes nécessaires à la mise en œuvre de la TAD.

A prélever (exercice)	A inscrire (exercice)	A imputer (exercice)	Chapitre	Nature	N° ligne de crédit	Programme	Autorisation de programme	Montant
			939	7362	37 366			62 000,00

Adopté à l'unanimité des membres présents ou représentés.

**Identifiant de télétransmission
043-224300012-20220620-260150-DE-1-1**

**Pour la Présidente,
le Directeur Général
des Services du Département par intérim**

**Date de réception en préfecture :
22 juin 2022**

Date de publication :

Signé Eric CHANAL

DÉLIBÉRATION DE L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

Séance ordinaire publique du 20 juin 2022

24 - MISE A JOUR DU RÈGLEMENT DÉPARTEMENTAL DE L'ACTION SOCIALE (RDAS)

Direction : Direction de la Vie Sociale

Service instructeur : Direction de la Vie Sociale

Délibération n° : CD200622/24J

Le 20 juin 2022, l'Assemblée départementale, régulièrement convoquée, s'est réunie à l'Hôtel du Département sous la présidence de Marie-Agnès PETIT, Présidente du Département.

- Présents : 33 -Absent(s) excusé(s) : 4 - Absent(s) ayant donné pouvoir : 1

Le quorum et les délégations de vote ayant été vérifiés,

L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

Après avoir entendu le rapport présenté par Madame Karine PAULET au nom de la commission Solidarités humaines, et après en avoir délibéré :

ADOpte la nouvelle version du Règlement Départemental d'Aide Sociale (document en annexe) définissant les règles selon lesquelles sont accordées les prestations d'aide sociale relevant du département.

Adopté à l'unanimité des membres présents ou représentés.

Identifiant de télétransmission

043-22430012-20220620-260051A-DE-1-1

**Pour la Présidente,
le Directeur Général
des Services du Département par intérim**

Date de réception en préfecture :

28 juin 2022

Date de publication :

Signé Eric CHANAL

RÈGLEMENT DÉPARTEMENTAL D'AIDES SOCIALES



SOMMAIRE

INTRODUCTION	4
Aide sociale : définition	4
Bénéficiaires de l'aide sociale	5
Principe de résidence : le domicile de secours	5
Principe de l'obligation alimentaire	6
Recours en récupération	7
Relations entre l'usager et l'administration départementale	8
Voies de recours	11
Sanctions pénales	11
ENFANCE FAMILLE	
Accueil parent- enfant et femme enceinte	12
Consultations pré et post-natales, entretiens et séances de préparation à la naissance	14
Mise à disposition du carnet de maternité, du carnet de santé de l'enfant et des certificats de santé Actions de planification et d'éducation familiale	15
Actions de planification et d'éducation familiale	16
Consultations des médecins	17
Consultations des infirmières puéricultrices	18
Visites à domicile des infirmières - puéricultrices	19
Agrément des assistants maternels	20
Agrément des assistants familiaux	22
Demande d'agrément pour les assistants maternels exerçant dans les Maisons d'Assistants Maternels (MAM)	24
Bilans de santé en école maternelle	25
Epidémiologie	26
Etablissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans	27
Admission au service d'Aide Sociale à l'Enfance	28
Recueil, traitement, évaluation des informations préoccupantes et signalements	31
Accueil administratif du mineur sur demande du représentant légal	32
Accueil de jour dans les maisons d'enfants à caractère social	33
Accueil du mineur confié à l'ASE en délégation de l'autorité parentale	34
Accueil du mineur confié à la tutelle du Département	35
Accueil provisoire des mineurs émancipés et des jeunes majeurs de moins de 21 ans	36
Accueil des pupilles de l'Etat	37
Accueil du mineur confié à l'ASE au titre de l'assistance éducative	39
Recueil du mineur en urgence sans accord du représentant légal	41
Action éducative en milieu ouvert (AEMO)	42
Aide éducative à domicile (AED)	44
Aides financières au profit des mineurs, mineurs émancipés et des majeurs de moins de 21 ans	45

Allocation tiers digne de confiance	48
Agrément en vue d'adoption	49
Accouchement sous secret d'identité	51
Accès au dossier des personnes étant confiées ou ayant été confiées à l'ASE	52
Accueil du mineur confié en délaissement parental	54
Commission des réclamations	55
Accueil du mineur non accompagné	57
INSERTION	
Fonds d'aide aux jeunes(FAJ)	58
Fonds de solidarité logement (FSL)	59
Revenu de solidarité active (RSA)	60
RSA – les aides à l'insertion	64
Fonds départemental de secours	65
AUTONOMIE	
Procédure d'admission à l'aide sociale pour l'autonomie : constitution du dossier	66
Récupération de la créance d'aide sociale	69
Aide sociale à domicile des personnes âgées et des personnes en situation de handicap : aide-ménagère	71
Aide sociale à l'hébergement en faveur des personnes âgées	73
Allocation Personnalisée d'Autonomie à domicile - Attribution de la Carte Mobilité Inclusion (CMI)	76
Allocation Personnalisée d'Autonomie à domicile	78
Allocation Personnalisée en établissement	84
Allocation Personnalisée d'Autonomie à domicile Proche aidant : répit et hospitalisation	87
Accueil familial à titre onéreux des personnes âgées	89
Agrément au titre d'accueil familial à titre onéreux	91
Aide sociale à l'hébergement en faveur des personnes en situation de handicap	93
Prestation de compensation du handicap	98
Prestation de compensation du handicap pour les personnes en établissement	103
Accueil familial à titre onéreux des personnes en situation de handicap	105
Contrôle des établissements et services médico-sociaux	107
Modernisation des établissements sociaux et médico-sociaux	108
Voies de recours	109
ANNEXES	
GLOSSAIRE	
	110
	120

INTRODUCTION

Conformément à [Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000](#), les autorités administratives sont tenues d'organiser un accès simple aux règles de droit qu'elles édictent.

Le Règlement Départemental d'Aide Sociale (RDAS) adopté par le Département de la Haute-Loire, conformément à l'article [L121-3](#) du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) définit les règles et les modalités d'attribution des aides sociales légales et des aides extra légales mises en place par le Département de la Haute-Loire.

À ce titre, il a pour objectif d'informer les citoyens et les usagers des services du Département de la Haute-Loire sur :

- les prestations d'aide sociale attribuées par le Département,
- les procédures mises en place pour y accéder,
- les conditions d'attribution de ces prestations.

Le présent règlement est opposable aux organes décisionnels, aux usagers, aux communes et à tout organisme agréé par voie de convention à participer à l'instruction des demandes d'aide sociale.

Le RDAS a été adopté par le Conseil départemental de la Haute-Loire lors de sa réunion.

Il a été transmis au Préfet de la Haute-Loire au titre du contrôle de légalité.

Le RDAS détaille dans un cadre légal et opposable, toutes les règles selon lesquelles sont accordées les natures de la prestation d'aides sociales du Département de Haute-Loire, dans les domaines relatifs :

- à l'enfance et à la famille,
- à l'action sociale et à l'insertion,
- à l'autonomie des personnes âgées et des personnes en situation de handicap

Le RDAS est mis à disposition par le Département de la Haute-Loire pour prendre en compte toutes les évolutions réglementaires.

I- L'AIDE SOCIALE : DEFINITION

L'aide sociale est l'expression de la solidarité collective à l'égard des personnes quel que soit leur âge qui, en raison de leur état physique et/ou mental, de leur situation économique et sociale, ont besoin d'être aidées.

Elle se caractérise par :

- son caractère **personnel**, incessible et insaisissable.
- son caractère d'**avance**. Les sommes versées au titre de l'aide sociale sont, sauf dispositions contraires, des avances personnelles, dans le cadre et les conditions définies par la loi et précisées par le présent Règlement Départemental d'Aide Sociale ;
- son caractère **subsidaire**. L'aide sociale n'intervient qu'à épuisement des ressources personnelles, de la solidarité familiale, des divers régimes de protection de prévoyance ou de mutuelle, sauf dispositions législatives et réglementaires contraires, et des ressources récupérables, conformément à l'article [L132-8](#) du Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- son caractère **temporaire, renouvelable et révisable**. L'admission à l'aide sociale est prononcée pour une durée déterminée et peut être révisée à tout moment si un événement le justifie (changement de situation du bénéficiaire, décision prise sur la base d'éléments incomplets ou erronés ou d'une fausse déclaration, décision judiciaire, etc.).

II- BENEFICIAIRES DE L'AIDE SOCIALE

Peut bénéficier de l'aide sociale toute personne :

- résidant en France,
- de nationalité française,
- remplissant les conditions spécifiques à chaque aide et définies dans le présent RDAS

[Code de l'action sociale et des familles L111-1](#)

Toute personne de nationalité étrangère justifiant d'une résidence ininterrompue en France métropolitaine depuis au moins 15 ans avant l'âge de 70 ans peut bénéficier :

- de l'aide sociale en cas d'admission dans un centre d'hébergement et de réinsertion sociale,
- des allocations aux personnes âgées

Les conditions de nationalité ne s'appliquent pas aux aides sociales à l'enfance.

[Code de l'action sociale et des familles L111-2 et L111-3](#)

Toute personne de nationalité étrangère bénéficiant d'un titre lui permettant de séjourner régulièrement en France peut bénéficier des autres aides sociales.

Les personnes dont la présence sur le territoire métropolitain résulte de circonstances exceptionnelles et qui n'ont pu choisir librement leur lieu de résidence, ou les personnes pour lesquelles aucun domicile fixe ne peut être déterminé, ont droit aux Natures de la prestations d'aide sociale dans les conditions prévues pour chacune d'elles par le présent code.

III- PRINCIPE DE RESIDENCE : LE DOMICILE DE SECOURS

L'aide sociale incombe au Département où le bénéficiaire a son domicile de secours, ou à défaut de domicile de secours, au Département dans lequel il réside au moment de la demande d'admission à l'aide sociale.

[L122-1 CASF](#)

Le domicile de secours s'acquiert par une résidence habituelle, volontaire et ininterrompue de trois mois dans un département, postérieurement à la majorité ou à l'émancipation du demandeur.

Les personnes admises dans les établissements sanitaires ou sociaux ainsi que celles habituellement accueillies au domicile d'un particulier agréé ou faisant l'objet d'un placement familial conservent le domicile de secours qu'elles avaient acquis avant leur entrée dans l'établissement ou dans la famille d'accueil.

Pour les prestations autres que celles de l'aide sociale à l'enfance, les mineurs non émancipés acquièrent le domicile de secours de la personne qui exerce l'autorité parentale ou la tutelle confiée en application de l'article [390 du Code civil. L122-2 CASF](#)

Le domicile de secours se perd :

- par une absence ininterrompue de trois mois postérieure à la majorité ou à l'émancipation, sauf si cette absence est motivée par un séjour dans un établissement sanitaire ou social, au domicile d'un particulier agréé ou dans un placement familial (cf. [L441-1](#), [L442-1](#), [L442-3](#))
- par l'acquisition d'un autre domicile de secours

INTRODUCTION

Si les circonstances ne laissent pas de liberté de choix au bénéficiaire de son lieu de séjour, ou s'il est traité dans un établissement de santé hors du département, le délai de 3 mois ne commence à courir que le jour où ces circonstances n'existent plus.

[L112-3 CASF](#)

L'absence d'une adresse stable ne peut être opposée à une personne pour lui refuser l'exercice d'un droit, d'une Nature de la prestation sociale ou l'accès à un service essentiel garanti par la loi, notamment dès lors qu'elle dispose d'une attestation en cours de validité. [L264-3 CASF](#)

Les personnes sans domicile stable doivent élire domicile soit auprès d'un centre communal ou intercommunal d'action sociale, soit auprès d'un organisme agréé à cet effet.

[L264-1 CASF](#)

Le lieu d'exercice des droits civils d'une personne sans domicile stable est celui où elle a fait élection de domicile dans les conditions prévues à l'article [L264-1](#) et [L264-3 CASF](#)

IV- PRINCIPE DE L'OBLIGATION ALIMENTAIRE

Sont tenus à l'obligation alimentaire les descendants, ascendants et leurs conjoints envers leurs ascendants dans le besoin et réciproquement.

L'obligation alimentaire s'étend également aux descendants du deuxième degré (petits-enfants).

L'obligation alimentaire des gendres et belles-filles au profit de leur beau-père ou belle-mère cesse lors du décès de leur conjoint, en l'absence d'enfant ou lorsque les enfants issus de cette union sont eux-mêmes décédés.

L'obligation alimentaire s'applique pour l'adopté envers l'adoptant et réciproquement. Cette obligation continue d'exister entre l'adopté et les père/mère d'origine en cas d'adoption simple.

Les époux sont tenus à une obligation alimentaire qui repose sur le devoir de secours et d'assistanat.

Références juridiques

Code l'action sociale et des familles

[Art. L 132-6](#) et [L 132-7](#) et [L232-10](#)

Code civil

[Art. 205 à 212](#)

Principe du devoir de secours

Selon l'article 212 du Code Civil : « les époux se doivent mutuellement respect, fidélité, secours, assistance ».

Le devoir de secours est une aide matérielle due à l'époux qui n'est pas en mesure d'assurer seul sa subsistance, afin que chacun puisse avoir au minimum le montant de l'allocation de solidarité aux personnes âgées soit 916.78 euros par mois au 01/01/2022. Ainsi, « lorsque les conjoints, concubins ou les personnes ayant conclu un pacte civil de solidarité résident, l'un à domicile, l'autre dans un établissement, le montant des prestations mentionné aux 2° et 3° du I de l'article L. 314-2 restant à charge de ce dernier est fixé de manière qu'une partie des ressources du couple correspondant aux dépenses courantes de celui des conjoints, concubins ou personnes ayant conclu un pacte civil de solidarité restant à domicile lui soit réservée par priorité. »

V- RECOURS EN RECUPERATION

Les prestations versées au titre de l'aide sociale sont considérées comme des avances faites par la collectivité au bénéficiaire. Par conséquent, lorsque le bénéficiaire n'est plus considéré dans le besoin, ou à son décès, la collectivité débitrice de la prestation demande la récupération des sommes versées.

Dans ce cas, il s'agit d'un recours en récupération (totale ou partielle) du montant des prestations.

Recours exercés par le Conseil Départemental

Les recours sont exercés, dans tous les cas, dans la limite du montant des prestations allouées au bénéficiaire de l'aide sociale, et dès le premier euro (sauf dispositions particulières).

Pour l'aide sociale à l'hébergement et sur la partie de l'actif net successoral excédant le seuil de récupération (voir tableau en annexe) pour l'aide sociale à domicile, un abattement est déduit de la créance départementale. Si la créance est inférieure à cet abattement, la somme n'est pas récupérée.

En ce qui concerne les personnes handicapées, seuls les frais d'hébergement sont récupérables sur leur succession, sauf si les héritiers sont le conjoint, les enfants, les parents ou la personne qui a assumé de façon effective et constante la charge de la personne handicapée, le donataire, le légataire, et le bénéficiaire de l'assurance vie.

D'une manière générale, sous réserve des limites précisées, ils sont exercés à l'encontre :

- du bénéficiaire revenu à meilleure fortune (à la suite d'un héritage par exemple), sauf pour les personnes handicapées.
- du donataire lorsque la donation est intervenue postérieurement à la demande d'aide sociale ou dans les dix ans qui ont précédé cette demande, y compris les contrats d'assurance-vie dès lors qu'une intention libérale du souscripteur vis-à-vis du bénéficiaire au moment de la souscription du contrat peut être établie : il s'agit d'une donation indirecte. Le recours est exercé jusqu'à concurrence de la valeur des biens donnés, appréciée au jour de l'introduction du recours, déduction faite le cas échéant des plus-values résultant des dépenses ou travaux d'entretien ou d'amélioration réalisés par le donataire.
- de la succession du bénéficiaire sur l'actif net de succession. Le montant des sommes à récupérer est fixé par la présidente du Conseil Départemental en fonction d'une part, du montant des prestations allouées au bénéficiaire, et d'autre part de la valeur des biens à la date du recours en récupération fixée au jour de l'ouverture de la succession.
- du légataire particulier à concurrence de la valeur des biens légués au jour de l'ouverture de la succession, du légataire universel et à titre universel dans les mêmes conditions que pour le recours sur succession.

Modalités de récupération

Le recours est exercé par la présidente du Conseil Départemental. La récupération peut être, en tout ou partie reportée à la survenance d'un nouvel élément (décès, vente, donation...).

Le délai de prescription des actions personnelles ou mobilières est de 5 ans à compter du jour où le titulaire d'un droit a connu ou aurait dû connaître les faits lui permettant de l'exercer.

Références juridiques

Code de l'Action Sociale et des Familles :

[Art. L.132-8](#), [L.132-9](#),

[Art. R.132-11](#) à [R.132-16](#),

[Art. L.232-19](#)

[Art. L.245-7](#)

[Art. L.344-5](#)

Code Civil

[Art. 2224](#)

[Art. 2428](#)

L'inscription d'hypothèque légale

Pour garantir les recours qu'il est en droit d'exercer, la présidente du Conseil Départemental peut requérir l'inscription d'une hypothèque légale sur les biens immobiliers appartenant au demandeur de l'aide sociale et ceci dès décision de prise en charge au bénéfice de l'aide sociale du requérant, ou dans les 3 mois qui suivent le décès du bénéficiaire.

Les bordereaux d'inscription doivent mentionner l'évaluation prévisionnelle du montant des prestations qui seront allouées.

L'hypothèque prend rang, à l'égard de la somme inscrite, à compter de la date d'inscription correspondante. Aucune inscription ne pourra être requise lorsque la valeur globale des biens du bénéficiaire est inférieure à 1 500 euros.

Les formalités relatives à l'inscription de l'hypothèque ainsi que sa radiation ne donnent lieu à aucune perception au profit du Trésor. La main levée des inscriptions est donnée, soit d'office, soit à la requête du débiteur par décision de la présidente du Conseil Départemental. Cette décision intervient au vu de pièces justificatives, soit du remboursement de la créance, soit d'une remise. Les coûts d'hypothèque et de main levée seront comptabilisés au titre de la créance départementale.

Les prestations d'aide sociale à domicile ne sont pas garanties par l'inscription d'une hypothèque légale. La récupération des créances d'aide sociales est expliquée dans la partie " Autonomie ".

VI- RELATIONS ENTRE L'USAGER ET L'ADMINISTRATION DEPARTEMENTALE

COMMUNICATION DES DOCUMENTS

Droits des usagers

Conformément au code des relations entre le public et l'administration ([L.300-1 et suivants](#)), et sous réserve des dispositions de la [loi n°78-17 du 6 janvier 1978](#) relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée par la [loi n° 2018-493 du 20 juin 2018](#) relative à la protection des données personnelles :

- le droit de toute personne à avoir accès aux informations et aux documents administratifs le concernant est garanti ;
- ce droit s'applique aux documents achevés quels que soient leur forme, leur support, leur date et le lieu de leur conservation, aux avis favorables ou défavorables ;
- il ne concerne pas les documents préparatoires à une décision administrative en cours d'élaboration, ni les documents diffusés publiquement ;
- l'administration assure une mise à disposition des dits documents ;
- l'administration n'est pas tenue de donner suite aux demandes abusives, en particulier par leur nombre ou leur caractère répétitif ou systématique ;

Modalités de communication des documents

Les informations sont communiquées à l'intéressé :

INTRODUCTION

- par consultation gratuite sur place, sauf si la préservation du document ne le permet pas ;
- par délivrance d'une copie du document pour peu qu'elle ne nuise pas à sa conservation et aux frais du demandeur ;
- par courrier électronique gratuitement s'il est disponible sous forme électronique ;
- selon son choix directement ou par l'intermédiaire d'un médecin qu'il désigne à cet effet. ([Article L1111-7](#) du code de la santé publique) pour les informations à caractère médical.

Délais de communication

Le délai au terme duquel intervient la décision est d'un mois à compter de la réception de la demande par l'administration compétente.

Le silence gardé par l'administration, saisie d'une demande de communication de documents vaut décision de refus.

Toute décision de refus d'accès aux documents administratifs est notifiée au demandeur sous la forme d'une décision écrite motivée comportant l'indication des voies et délais de recours.

Recours

Toute réclamation contre une décision de refus de communication fait l'objet, préalablement à l'exercice d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif, d'une saisine pour avis de la Commission d'Accès aux Documents Administratifs (CADA) - TSA 50730 - 75334 PARIS CEDEX 07.

Cette saisine intervient dans un délai de 2 mois à compter, soit de la notification de la décision contestée, soit de l'expiration du délai au terme duquel le silence de l'administration a fait naître une décision de refus.

Pour saisir la CADA, le demandeur doit indiquer :

- l'objet précis de la demande
- les dispositions sur lesquelles il se fonde,
- son nom, prénoms et adresse

Une copie de la décision de refus ou de la demande restée sans réponse doit être jointe. ([Art. R343-1 Code des Relations entre le Public et l'Administration](#)).

La CADA rend son avis dans le délai d'un mois à compter de la saisine.

L'avis rendu est ensuite transmis à l'administration qui dispose un mois pour indiquer les suites qu'elle entend donner à la demande de communication.

Si l'administration maintient son refus de communication, le demandeur dispose d'un délai de 2 mois à compter de cette confirmation pour saisir le tribunal administratif de Clermont-Ferrand.

DROITS RELATIFS A L'EXISTENCE D'UN TRAITEMENT AUTOMATISE CONTENANT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Dans le cadre de l'instruction ou du suivi d'un dossier, des informations peuvent être recueillies et intégrées dans une base de données détenue par les services du Département.

Conformément à la [loi n° 78-17 du 6 janvier 1978](#) relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les personnes auprès desquelles sont recueillies des données à caractère personnel les concernant sont notamment informées :

- du caractère obligatoire ou facultatif des réponses,
- des conséquences à leur égard d'un défaut de réponse,
- des bénéficiaires des données
- des droits qui leur sont ouverts comme le droit d'accès et de rectification de ces données
- du droit de s'opposer, sous certaines conditions à l'utilisation des données les concernant.

DROIT D'ETRE ENTENDU ET ACCOMPAGNE

Dans le cadre de l'instruction des demandes d'admission au bénéfice de l'aide sociale, le demandeur, accompagné, le cas échéant, d'une personne de son choix ou son représentant dûment mandaté à cet effet, est entendu, s'il le souhaite, préalablement à la décision de la présidente du Conseil Départemental.

[Art. R131-1 du CASF ; Loi du 4 mars 2002](#)

Plus spécifiquement, toute personne qui demande à bénéficier d'une prestation au titre de l'ASE peut être accompagnée de la personne de son choix, représentant ou non une association, dans ses démarches auprès du service. Néanmoins, celui-ci a la possibilité de proposer également un entretien individuel dans l'intérêt du demandeur.

[\(Ar. L223-1 du CASF\)](#)

SECRET PROFESSIONNEL

Personne soumise au secret professionnel

Toute personne appelée à intervenir dans l'instruction, l'attribution ou la révision des admissions à l'aide sociale, tout professionnel de santé, ou tout professionnel intervenant dans le système de santé, sont tenus au secret professionnel.

[\(Art. L133-5 CASF\)](#)

Informations couvertes par le secret professionnel

Les informations nominatives à caractère sanitaire et social détenues par les services des affaires sanitaires et sociales sont protégées par le secret professionnel.

[\(Art. L133-4 CASF\)](#)

Sont couvertes par le secret professionnel :

- L'information intime : tous les faits de vie privée que les intéressés tiennent à dissimuler,
- L'information identifiante
- L'information obtenue en lien avec la profession

Exception

Cette modalité n'est pas applicable dans les cas où la loi impose ou autorise la révélation du secret.

En outre, il n'est pas applicable :

- à celui qui informe les autorités judiciaires, médicales ou administratives de privations ou de sévices, y compris lorsqu'il s'agit d'atteintes ou mutilations sexuelles, dont il a eu connaissance et qui ont été infligées à un mineur ou à une personne qui n'est pas en mesure de se protéger en raison de son âge ou de son incapacité physique ou psychique ;
- au médecin ou à tout autre professionnel de santé qui, avec l'accord de la victime, porte à la connaissance du procureur de la République ou de la cellule de recueil, de traitement et d'évaluation

des informations préoccupantes relatives aux mineurs en danger ou qui risquent de l'être, les sévices ou privations qu'il a constatés, sur le plan physique ou psychique, dans l'exercice de sa profession et qui lui permettent de présumer que des violences physiques, sexuelles ou psychiques de toute nature ont été commises. Lorsque la victime est un mineur ou une personne qui n'est pas en mesure de se protéger en raison de son âge ou de son incapacité physique ou psychique, son accord n'est pas nécessaire ;

- aux professionnels de la santé ou de l'action sociale qui informent le préfet du caractère dangereux pour elles-mêmes ou pour autrui des personnes qui les consultent et dont ils savent qu'elles détiennent une arme ou qu'elles ont manifesté leur intention d'en acquérir une.

SAISINES DE L'ADMINISTRATION PAR VOIE ELECTRONIQUE

Depuis le 7 novembre 2016, toute personne, après identification, peut adresser à l'administration, par voie électronique, une demande, une déclaration, un document ou une information.

Tout envoi par voie électronique fait l'objet d'un accusé de réception électronique instantané ou d'un accusé d'enregistrement électronique instantané puis d'un accusé de réception électronique envoyé plus tard.

Selon ce contexte réglementaire et afin de faciliter la relation avec les usagers, le Département a mis en place [un télé service de Saisine par voie électronique](#).

Les délais de réponses

(Voir annexes)

Identification de l'agent chargé de la demande

L'usager doit savoir le prénom, le nom, la qualité et l'adresse administrative de l'agent en charge de traiter sa demande.

Les courriers adressés à l'usager doivent les mentionner.

VII- LES VOIES DE RECOURS

Les recours administratifs préalables obligatoires (dit RAPO) sont à adresser à la Présidente du Département de la Haute-Loire, 1 place Monseigneur de Galard, CS 20310, 43009 LE PUY-EN-VELAY Cedex.

Toutes les voies de recours sont précisées au bénéficiaire sur les notifications de décisions.

VIII- SANCTIONS PENALES

Quiconque aura frauduleusement perçu ou tenté de percevoir des prestations d'aide sociale sera déféré à la juridiction pénale compétente à la diligence de la Présidente du Conseil Départemental. Art R 131-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles ; les articles 131-26-2, 313-1, 313-2, 313-7, 313-8 du Code Pénal).

Accueil parent- enfant et femme enceinte

Nature de la prestation

Intervenants

Travailleurs sociaux et médicosociaux de la Direction de la Vie Sociale Pôle Enfance

Références juridiques

Code de l'Action Sociale et des Familles

Art. L21-1

Art. L222-5, 4°

Loi de Protection de l'enfant n°2016-297 du 14 mars 2016

Loi de Protection de l'enfant

Prise en charge par le service de l'Aide Sociale à l'Enfance des femmes enceintes, des mères ou pères isolés avec leur(s) enfant(s) de moins de 3 ans qui ont besoin d'un soutien matériel et psychologique.

Bénéficiaires

- les femmes enceintes,
- les mères et/ou pères isolés avec leur(s) enfant(s) de moins de 3 ans qui ont besoin d'un soutien matériel, éducatif et psychologique, notamment parce qu'ils sont sans domicile

Conditions d'attribution

Le bénéficiaire doit être :

- en situation d'isolement en ce qui concerne les mères ou pères avec enfant(s) de moins de trois ans ;
- en demande de soutien éducatif et/ou psychologique dans la prise en charge de ses enfants et en besoin d'hébergement ;
- pour les femmes enceintes, l'état de grossesse doit être avéré.

Procédure

La demande de prise en charge émane du travailleur social ayant repéré la situation. Elle est transmise sous forme de « projet de prise en charge » au responsable ASE de territoire.

Dans le cadre d'un hébergement d'urgence, y compris hors des heures ouvrables, la demande peut être formulée auprès d'un des cadres en charge de la protection de l'enfance ou de l'ensemble des cadres de permanence (cf. astreintes).

L'hébergement peut, en outre, être demandé par les services sociaux du Conseil départemental dans le cadre d'une mesure d'accompagnement ou de protection dans le cadre de violences conjugales.

Par ailleurs, l'autorité judiciaire peut ordonner une mesure de placement dans le cadre d'un accueil parental.

Hors urgence, la situation du ou des parents qui demandent leur admission fait l'objet d'une évaluation sociale, d'un projet social ou d'insertion et d'une orientation en centre parental. Sur l'avis motivé d'un travailleur social, la décision d'admission est prise par un des cadres en charge de la protection de l'enfance sur délégation du Président du Conseil départemental.

En cas de refus, l'intéressé est informé. Les personnes sont accueillies dans des structures habilitées, conventionnées avec le Département de la Haute-Loire ou par d'autres Départements pour les structures hors département.

La prise en charge initiale est délivrée sur la base d'un projet défini entre l'intéressé et la Direction déléguée enfance. Sa durée est déterminée selon les mêmes modalités sans pouvoir excéder 1 an et renouvelable une fois.

Consultations pré et post-natales, entretiens et séances de préparation à la naissance

Nature de la prestation

Partenaires du réseau périnatal, elles exercent soit en consultation soit au domicile des patientes dans le cadre :

- du diagnostic d'une grossesse et entretien prénatal précoce
- de la surveillance de celle-ci, notamment le suivi des grossesses pathologiques
- de la préparation à l'accouchement,
- des soins postnataux concernant la mère et l'enfant,
- de l'accompagnement et de l'orientation des femmes enceintes et de leur famille vers d'autres acteurs sanitaires et sociaux.

Bénéficiaires

Mères ou futures mères.

Procédures

Suite aux déclarations de grossesse reçues par le service central de PMI, celui-ci adresse un courrier de mise à disposition ou de rendez-vous aux futures mères.

Références juridiques

Code de la Santé Publique

[Art. L2111-1 et suivants](#)
[Art. L2112-2, 1° alinéa](#)
[Art. L2122-1](#)
[Art. L4127-1](#)
[Art. L4151-1 à L4151-4](#)
[Art. R2122-1 et suivants](#)

[Loi n° 2004-806 du 9 août 2004](#)

[Loi n° 2007-293 du 5 mars 2007](#)

[Loi Santé N°2016-41 du 26 janvier 2016](#)

[Loi de Protection de l'enfance N°2016-297 du 14 mars 2016](#)

[Décret n° 2016-743 du 2 juin 2016](#)

A qui s'adresser ?

[Centre Médicaux Sociaux](#)

Mise à disposition du carnet de maternité, du carnet de santé de l'enfant et des certificats de santé

Procédure

Le Département met à disposition les carnets et les certificats de santé d'après les modèles ministériels. Le service Prévention santé PMI diffuse gratuitement ces documents aux différentes maternités du département, aux médecins, gynécologues-obstétriciens et sages-femmes.

Le carnet de santé de l'enfant est remis aux parents à la naissance. Les certificats de santé insérés dans le carnet de santé sont remplis par le médecin au cours des 3 examens obligatoires du 8ème jour, 9ème mois et 24ème mois. Ils sont adressés au Département DIVIS Prévention santé P.M.I :

- qui dans le respect du secret médical transmet les informations aux personnels du service P.M.I qui pourra proposer à la famille l'information, le suivi ou le soutien nécessaires à la santé de l'enfant.
- qui réalise une étude épidémiologique à partir des données contenues dans ces certificats (cf. fiche 45 « Recueil d'informations en épidémiologie »).

En cas de perte du carnet de santé, les parents peuvent en faire la demande auprès du service départemental de Prévention santé PMI :

Conseil Départemental de la Haute Loire
Direction de la Vie sociale
Service Prévention santé - Protection
Maternelle et Infantile
1 place Monseigneur de Galard
CS 20310
43009 le Puy en Velay Cedex

Références juridiques

Code de la santé publique

[Art. L2111-1](#) et suivants

[Art. L2112-7](#)

[Art. L2132-1](#)

[Art. L2132-2](#)

[Art. L2132-3](#)

[Décret n° 2006-463 du 20 avril 2006 relatif aux certificats de santé de l'enfant](#)

Le Département édite et diffuse :

- Le carnet de maternité remis sur demande à chaque femme enceinte et envoyé lors de la déclaration de grossesse.
- Le carnet de santé de l'enfant remis aux parents à la naissance.
- Les certificats de santé obligatoires du 8e jour, 9e mois et 24e mois.

Ces deux carnets comportent chacun un dossier médical de suivi et des informations d'éducation pour la santé.

Intervenants

Service Prévention santé - Protection
 Maternelle et Infantile

Actions de planification et d'éducation familiale

Nature de la prestation

Le Département organise via la Prévention santé-PMI et finance via les Centres de Planification ou d'Education Familiale :

- des consultations médicales relatives à la fécondité
- des actions individuelles ou collectives de prévention portant sur la santé, la sexualité, l'éducation familiale
- des préparations à la vie de couple et à la fonction parentale
- des entretiens de conseil conjugal et familial
- des entretiens préalables à l'IVG
- la pratique d'IVG par voie médicamenteuse
- des entretiens relatifs à la régulation des naissances et faisant suite à l'IVG
- le dépistage des maladies sexuellement transmissibles (MST)

Bénéficiaires

Tout public, quel que soit l'âge ou le sexe, qui souhaite accéder à une information et/ou bénéficier d'une prescription de contraception, d'un suivi gynécologique.

Jeunes en milieu scolaires ou accueillis au titre de la protection de l'enfance.

Délivrance à titre gratuit de médicaments produits ou objets contraceptifs aux mineurs désirant garder le secret ou aux personnes ne bénéficiant pas d'une couverture sociale

Procédure

Les consultations sont accessibles sur rendez-vous.

Elles sont anonymes et gratuites.

Les coordonnées et horaires des consultations sont disponibles sur les centres de planification ou sur les Centres Médico-Sociaux.

Intervenants

Les plannings familiaux –Les sage-femmes du Département

Au Puy en Velay
Centre hospitalier Emile Roux

A Brioude
Espace Entr'aides
4 avenue Victor Hugo

A Monistrol sur Loire
Maison de Brunelles - 12, av du Général de Gaulle

Références juridiques

Code de l'Action Sociale et des Familles

Art. L221-1
Art. L222-5, 4°

Consultations des médecins

Nature de la prestation

La loi prévoit 20 examens médicaux obligatoires entre 0 et 6 ans.

Les parents peuvent faire pratiquer ces examens par un médecin de leur choix, pédiatre, généraliste, ou en consultation de protection maternelle et infantile.

La consultation en PMI peut être l'occasion d'un accompagnement et de conseils particuliers sur la santé ou le développement de l'enfant.

Une prise en charge spécialisée est proposée si nécessaire en cas de dépistage de troubles physiques, sensoriel ou affectif.

Les consultations sont gratuites pour toutes les familles et les frais afférents aux examens obligatoires sont pris en charge par les organismes d'assurance maladie pour les familles assurées.

Bénéficiaires

Les enfants âgés de moins de 6 ans.

Intervenants

Centre Médicaux Sociaux

Références juridiques

Code de la santé publique

Art. L2111-1 et suivants

Art. L2112-2 et suivants

Art. R2112-3 et suivants

Art. L132-2

Art. R2132-2

Procédure

Le Département édite et diffuse, avec le carnet de santé attribué à tout enfant né dans le Département, un document à l'attention des parents, mentionnant les lieux, jours et horaires de consultation en PMI.

Tout parent peut prendre rendez-vous pour les examens obligatoires de son enfant.

L'accueil est assuré par une infirmière puéricultrice et un médecin pratique l'examen médical.

Consultations des infirmières puéricultrices

Nature de la prestation

Dispositif de prise en soin de l'enfant dans sa globalité de vie : santé psychique, physique, sociale, environnementale, sous forme de consultations assurées par des infirmières puéricultrices.

La consultation est un moment d'écoute, de conseils, de soins simples et de surveillance du développement de l'enfant. Elle a pour objet de répondre aux questions que tout parent peut se poser dans la vie quotidienne de son enfant : sommeil, alimentation, pleurs...

Elle permet le cas échéant d'orienter au besoin et de façon précoce vers une consultation médicale.

Bénéficiaires

Toute famille du département en charge d'un enfant de 0 à 6 ans.

A qui s'adresser ?

Maisons des Solidarités

Ligne téléphonique

« ALLO PETITE ENFANCE 43 : 0805020443

Références juridiques

Code de la santé publique

Art. L2112-1

Art. R2112-1

Loi du 18 décembre 1989 relative à la protection et à la promotion de la santé de la famille et de l'enfance

Loi n° 2007-293 du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance

Loi Santé N°2016-41 du 26 janvier 2016

Loi N°2016-297 du 14 mars 2016 de Protection de l'enfance

Procédure

Les consultations sont proposées par secteur avec ou sans RDV.

Une permanence téléphonique est assurée par les infirmières puéricultrices chaque matin du lundi au vendredi.

Elle a pour objet de répondre à toutes les préoccupations des parents de jeunes enfants et à leur apporter conseil, écoute, orientation et soutien et de répondre aux questions des professionnels.

Visites à domicile des infirmières - puéricultrices

Nature de la prestation

Visite à domicile pour les enfants de 0 à 6 ans particulièrement dans un but de prévention médico-sociale précoce. Elle vise à conforter et à valoriser les parents dans leurs compétences, par le dialogue et les échanges, afin de leur permettre de mieux assurer leur rôle et leur responsabilité dans l'éducation de leur(s) enfant(s).

Ces visites sont effectuées à la demande ou avec l'accord des intéressés, notamment dans les jours qui suivent le retour au domicile en période post-natale.

Service gratuit ouvert à tous.

Bénéficiaires

Famille avec enfants de 0 à 6 ans.

Procédure

Les puéricultrices informées des naissances par les maternités par le biais des certificats de santé du 8ème jour proposent aux parents une Visite à Domicile (VAD). Ces visites sont régulières et peuvent intervenir à une fréquence hebdomadaire. La visite permet alors d'accompagner les parents, dans la découverte de leur fonction parentale, dans le repérage des besoins de leur bébé, et propose un étayage face à leurs questionnements.

La visite est proposée systématiquement s'il y a des critères de vulnérabilité médicaux ou psycho-sociaux, s'il y a une fiche de liaison de la maternité ou s'il s'agit d'une mère allaitant pour la première fois son premier enfant.

Références juridiques

Code de la santé publique

[Art. L2111-1](#) et suivants

[Art. L2112-2, 2° alinéa](#)

[Art. L.2112-6](#)

[Art. R2112-1](#)

[Art. R2112-7](#)

[Loi n° 2007-293 du 5 mars 2007](#) réformant la protection de l'enfance

[Loi Santé N°2016-41 du 26 janvier 2016](#)

[Loi de Protection de l'enfance N°2016-297 du 14 mars 2016](#)

Dans le cadre de VAD proposées pour un suivi à plus long terme pour prévenir des risques médicaux ou psycho-sociaux, l'accompagnement à domicile peut se faire en lien avec les consultations médicales des nourrissons et les autres travailleurs médico-sociaux (TISF).

Enfin, lorsque les besoins de l'enfant ne peuvent être satisfaits, dans un contexte défavorable quelle qu'en soit l'origine, la VAD est réalisée en binôme avec un autre professionnel afin d'affiner et de compléter les observations.

Intervenants

[Centre Médicaux Sociaux](#)

Agrément des assistants maternels

Nature de la prestation

Délivrance d'un agrément d'assistant maternel, destiné à autoriser l'accueil rémunéré de mineurs dans son domicile ou dans un lieu tiers de façon non permanente.

Bénéficiaires

Toute personne souhaitant accueillir des mineurs à son domicile ou dans un lieu tiers, de façon non permanente et recevant une rémunération des parents.

Conditions d'attribution

Les personnes souhaitant exercer le métier d'assistant maternel doivent présenter les garanties, les capacités et qualités personnelles nécessaires pour accueillir les mineurs dans des conditions propres à assurer leur développement physique, intellectuel et affectif.

Modalités

La décision accordant l'agrément mentionne le nombre d'enfants que l'assistant maternel est autorisé à accueillir en cette qualité, simultanément. Il est de 4 enfants de moins de 3 ans au maximum, dans la limite de 6 enfants de moins de 11 ans sous sa responsabilité exclusive, selon l'évaluation du service Prévention santé - PMI.

A noter que les enfants de moins de 3 ans de l'assistant maternel sont comptabilisés dans les effectifs.

L'assistant maternel exerce sa profession comme salarié de particuliers employeurs ou de personnes de droit public ou de personnes morales de droit privé, après avoir été agréé à cet effet.

L'agrément a une valeur nationale. Il est délivré pour une durée de 5 ans renouvelable sur 5 ou 10 ans selon les conditions.

Références juridiques

Code de l'action sociale et des familles

[Art. L421-1](#),
[Art. L421-3 à L421-9](#),
[Art. R421-3 et suivants](#)
[Art. L421-14](#)
[Art. D421-47](#)
[Art. L424-1 à L421-7](#)

Code de santé publique

[Art. L2112-2](#) alinéa 7 à [L2112-4](#)

[Loi n° 2005-706 du 27 juin 2005](#)

[Le décret du 14 septembre 2006](#)

[Décret n°2012-364 du 15 mars 2012](#)
[L'ordonnance du 19 mai 2021](#)

Procédures

La demande d'agrément

Les candidats à l'agrément d'assistant maternel s'adressent au service Prévention santé PMI du département qui les invite à une réunion d'information au cours de laquelle est présenté le métier d'assistant maternel.

A l'issue de cette réunion, les candidats reçoivent un dossier de demande d'agrément à compléter et à retourner au service central.

L'instruction de la demande d'agrément d'assistant maternel comporte :

- l'examen du dossier
- un ou des entretiens avec le candidat, associant, le cas échéant, les personnes résidant à son domicile
- une ou des visites au domicile du candidat
- la vérification que le candidat n'a pas fait l'objet de condamnations.

L'évaluation est effectuée par une infirmière de PMI ou une puéricultrice. Les aptitudes éducatives du candidat et les conditions d'accueil sont examinées. Elles doivent garantir la sécurité, la santé et l'épanouissement des enfants accueillis.

La procédure dure 3 mois. Dans le cadre de cette évaluation, l'avis des services sociaux du Département peut être recueilli.

Concernant les premières demandes d'agrément ou dans les cas de dossiers nécessitant un débat, une commission d'agrément est organisée périodiquement.

Un agrément mixte (assistant maternel, assistant familial) est possible sur étude de dossier.

L'agrément d'assistant maternel est délivré par la Présidente du Conseil Départemental.

Il a une validité nationale. Il n'est donc pas remis en cause lorsque l'assistant maternel change de département, sous réserve d'en faire la déclaration préalable et que ses nouvelles conditions de logement satisfont aux conditions matérielles d'exercice.

En cas de refus

Le refus d'agrément est motivé par le Département. Il peut faire l'objet d'un recours administratif auprès de la Présidente du Conseil Départemental ou d'un contentieux dans les deux mois qui suivent la notification auprès du tribunal Administratif compétent.

La formation

Une formation initiale obligatoire de 120 heures est assurée et financée par le Département, dans un délai de 6 mois à compter de la notification d'agrément pour les 80 premières heures, puis dans un délai de 3 ans pour les 40 heures restantes, avec présentation de l'épreuve EP1 et EP3 du CAP Accompagnement Educatif Petite Enfance.

L'autorisation d'exercer est délivrée à l'issue de la validation des 80 premières heures.

Une dispense peut être accordée pour les candidats justifiant des diplômes de petite enfance tels que mentionnés dans l'article D421-47 du CASF.

L'initiation de l'assistant maternel aux premiers secours est obligatoire.

Suivi de l'agrément

Le service Prévention santé-PMI remplit une mission de contrôle et de suivi, notamment les vérifications administratives liées aux mises à jour des fiches d'accueil des enfants.

Il exerce aussi un accompagnement des pratiques professionnelles, notamment en cas d'interrogations sur un plan éducatif ou de soin.

NB : Le Relais Petite Enfance (RPE), propose des rencontres entre assistants maternels et les enfants qu'il accueille.

Toute modification au cours de la vie de l'agrément (extension de capacité, déménagement, naissance d'un enfant...) doit faire l'objet d'un courrier auprès du service de PMI départemental pour réévaluation des conditions d'accueil dans les délais légaux prévus.

Renouvellement

Dans l'année qui précède la date d'échéance de l'agrément, et au plus tard 4 mois avant cette date, le service PMI envoie aux assistants maternels un dossier de renouvellement. Si l'assistant maternel souhaite le renouveler, il doit en faire la demande au moins 3 mois avant sa date d'expiration. Le renouvellement de l'agrément est soumis à l'accueil d'au moins un enfant avant l'échéance, ainsi qu'au suivi de la formation obligatoire.

Suspension retrait et non renouvellement

L'agrément d'un assistant maternel peut être suspendu à tout moment si les conditions garantissant la santé, la sécurité et l'épanouissement de(s) l'enfant(s) accueilli(s) ne sont plus garanties.

Lorsque la Présidente du Conseil Départemental envisage de suspendre, de retirer un agrément, d'y apporter une restriction ou de ne pas le renouveler, il saisit la commission consultative paritaire départementale, en lui indiquant les motifs de la décision envisagée.

Après avis de cette commission, la PCD prend une décision motivée et la notifie à l'assistante maternelle concernée.

Intervenants

Service Prévention santé - Protection Maternelle et Infantile

Agrément des assistants familiaux

Nature de la prestation

L'assistant familial est la personne qui moyennant rémunération, accueille habituellement et de façon permanente des mineurs et des jeunes majeurs de moins de 21 ans à son domicile.

Son activité s'insère dans un dispositif de protection de l'enfance, un dispositif médico-social ou un service d'accueil familial thérapeutique. Il exerce sa profession comme salarié de personnes morales de droit public ou de personnes morales de droit privé, après avoir été agréé à cet effet.

L'assistant familial constitue, avec l'ensemble des personnes résidant à son domicile, une famille d'accueil.

L'agrément nécessaire pour exercer la profession d'Assistant Maternel est délivré par la Présidente du Conseil départemental du département de résidence. Il est nominatif.

Bénéficiaires

Toute personne désirant accueillir à son domicile de façon permanente des mineurs et des jeunes majeurs de moins de 21 ans moyennant rémunération.

Modalités

La décision d'agrément comporte le nombre des enfants autorisés à être accueillis, 3 au maximum, sauf dérogation temporaire, et la durée de validité qui est de 5 ans. Le nombre d'enfants accueillis à titre permanent et de façon continue ne peut être supérieur à 3, y compris les jeunes majeurs de moins de 21 ans.

Si l'agrément mixte, familial et maternel est possible, le nombre d'enfant accueilli ne peut être supérieur à 3.

L'agrément d'assistant familial a une validité nationale. Il n'est donc pas remis en cause lorsque l'assistant familial change de département, sous réserve d'en faire la déclaration préalable et que les nouvelles conditions de logement satisfont aux conditions matérielles d'exercice.

Références juridiques

Code de l'action sociale et des familles

Art. L421-2 à L421-7,
Art. L421-15 et L421-16
Art. R421-3 à R421-26
Art. D421-19 à D421-26

Loi n° 2005-706 du 27 juin 2005

Les décrets du 29 mai et 14 septembre 2006

Décret n°2014 -918 du 18 août 2014

Procédure

Les candidats à l'agrément d'assistant familial s'adressent au service central de Prévention santé-PMI de leur résidence. Ils sont invités à une réunion d'information. Il est obligatoire d'y participer pour engager la démarche de demande d'agrément.

A l'issue de cette réunion, les candidats reçoivent un dossier de demande d'agrément à compléter et retourner au service central de PMI.

A réception du dossier complet par le service de PMI, un récépissé est délivré ; il constitue le point de départ de l'évaluation de la candidature qui dure 4 mois.

L'instruction de la demande d'agrément comporte :

- l'examen du dossier,
- un ou des entretiens avec le candidat, associant, le cas échéant, les personnes résidant à son domicile,
- une ou des visites au domicile du candidat,
- la vérification que le candidat n'a pas fait l'objet de condamnations.

L'évaluation est effectuée par deux infirmières ou deux puéricultrices. Les aptitudes éducatives du candidat et les conditions d'accueil sont examinées. Elles doivent garantir la sécurité, la santé et l'épanouissement des enfants accueillis.

Afin d'étudier les premières demandes et les dossiers nécessitant un débat, une commission d'agrément est organisée périodiquement.

En cas de refus

Le refus d'agrément est motivé par le Département. Il peut faire l'objet d'un recours administratif auprès de la Présidente du Conseil Départemental ou d'un recours contentieux dans les deux mois qui suivent la notification auprès du tribunal Administratif compétent.

La formation

Une formation initiale et obligatoire aux assistants familiaux de 300 heures est financée par le Département :

- 60 heures de stage préparatoire à l'accueil d'enfants sont programmées sans les deux mois qui précèdent l'accueil du premier enfant confié,
- 240 heures de formations spécifiques aux besoins des enfants accueillis doivent être suivies dans les 3 ans du premier contrat de travail.

Le renouvellement, la suspension, le retrait ou le non renouvellement

Dans l'année qui précède la date d'échéance de l'agrément, et au plus tard 4 mois avant cette date, le service central de PMI envoie aux assistants familiaux un dossier de renouvellement. Si l'assistant familial souhaite le renouveler, il doit en faire la demande au moins 3 mois avant sa date d'expiration. Le renouvellement de l'agrément est soumis aux mêmes conditions que la première demande et est soumis à l'attestation des formations obligatoires suivies.

Il est renouvelé pour une durée de 5 ans.

Dans le cas où l'assistant familial a obtenu le diplôme d'Etat d'assistant maternel, l'agrément est renouvelé sans limitation de durée.

Le service de PMI peut effectuer des visites dans le cadre de modification du contenu de l'agrément, de contrôle ou à la demande des assistants familiaux.

L'agrément d'un assistant familial peut être suspendu à tout moment si les conditions garantissant la santé, la sécurité et l'épanouissement de(s) l'enfant(s) accueilli(s) ne sont plus garanties.

La Présidente du Conseil Départemental peut, après avis de la commission consultative paritaire départementale, apporter une restriction, ne pas renouveler ou retirer l'agrément.

Intervenant

**Service Prévention santé
Maternelle et Infantile** **Protection**

Demande d'agrément pour les assistants maternels exerçant dans les Maisons d'Assistants Maternels (MAM)

Nature de la prestation

Les assistants maternels peuvent exercer leur profession au sein de maisons d'assistants maternels (MAM). L'accueil des enfants s'effectue alors au sein de ces maisons et non plus à leur domicile respectif.

Les assistants maternels sont titulaires d'un agrément délivré par la Présidente du Conseil départemental les autorisant à exercer.

Bénéficiaires

Toute personne désireuse d'accueillir des enfants hors de son domicile et au sein d'une maison d'assistant maternel.

Conditions d'attribution

Les personnes souhaitant exercer le métier d'assistant maternel en MAM doivent présenter les garanties, les capacités et qualités personnelles nécessaires pour accueillir les mineurs dans des conditions propres à assurer leur développement physique, intellectuel et affectif.

Elles doivent résider sur le Département.

Elles bénéficient des mêmes formations et services que les assistants maternels exerçant à domicile.

Modalités

L'agrément fixe le nombre d'assistants maternels pouvant exercer dans une même Maison. Celui-ci peut aller de un à six dont au maximum quatre simultanément.

Les assistants maternels de la MAM sont salariés de particuliers employeurs. Chaque assistant maternel établit un contrat de travail pour chaque enfant qu'il accueille.

Les parents peuvent signer une délégation d'accueil permettant à un autre assistant maternel présent dans la MAM, d'assurer la continuité de l'accueil dans des conditions spécifiques et identifiées.

Références juridiques

Code l'Action sociale et des familles

Art. L424-1 à L424-7

Loi n°2010 du 9 juin 2010 relative à la création des maisons d'assistants maternels et portant diverses dispositions relatives aux assistants maternels.

Décret n°2012-364 du 15 mars 2012

Ordonnance No 2021-611 du 19 mai 2021

Procédure

Les assistants maternels accueillant des enfants dans une MAM bénéficient des mêmes droits et avantages et ont les mêmes obligations que ceux applicables aux assistants maternels accueillant des enfants à leur domicile.

La constitution du dossier comprend en outre des pièces spécifiques (étude de besoins, projet d'accueil, règlement de fonctionnement, accessibilité).

La demande d'agrément est faite individuellement par chaque candidat, par lettre adressée à la Présidente du Conseil Départemental précisant le souhait d'exercer en maison d'assistant maternel et l'identité des autres personnes concernées par le projet.

Evaluation

Les modalités d'évaluation sont identiques à celles d'assistant maternel, néanmoins, s'agissant d'un agrément MAM, le service de la PMI s'attache à évaluer la capacité à travailler en équipe en lien avec le projet ainsi que la capacité à exercer l'activité d'assistant maternel dans le cadre de la délégation d'accueil.

En cas de cumul d'activité en MAM et à domicile, la compatibilité des deux modes d'exercice et la capacité de l'assistant maternel à s'organiser est

Intervenants

Service Prévention santé - Protection Maternelle et Infantile

Bilans de santé en école maternelle

Nature de la prestation

Le Département organise des consultations et examens préventifs des enfants de 3-4 ans en école maternelle, ayant pour objet :

- la surveillance de la croissance et du développement physique, psychomoteur et affectif
- les dépistages sensoriels : vue, ouïe
- les dépistages précoces des handicaps ou déficiences
- la vérification des vaccinations obligatoires

Bénéficiaires

Les enfants âgés de 3 à 4 ans scolarisés.

Procédure

Le bilan de santé est effectué sur les enfants âgés de 3 à 4 ans par une infirmière puéricultrice du service Prévention santé- PMI. Les parents ont néanmoins la possibilité de pouvoir faire réaliser ce bilan par le médecin de leur choix.

Intervenants

CMS : Infirmières puéricultrices du Département

Références juridiques

Code de la santé publique

[Art. L2111-1](#) et suivants

[Art. L2112-2, 2° alinéa](#)

[Art. R2112-3,](#)

[Art. L2112-5](#)

[Art. L2112-6](#)

[Art. L2132-4](#)

[Loi Santé N°2016-41 du 26 janvier 2016](#)

[Loi de Protection de l'enfance N°2016-297 du 14 mars 2016](#)

Un recensement des enfants concernés est effectué en début d'année sur un registre d'inscription transmis après la rentrée scolaire par le service de PMI aux différents établissements scolaires.

Un courrier explicatif est adressé aux parents pour leur signifier qu'un bilan a lieu au sein de l'école. Les parents doivent en retour fournir sous pli cacheté le carnet de santé de l'enfant, ainsi qu'une fiche de renseignements médicaux pour le jour du bilan. Des orientations éventuelles peuvent être signifiées.

Epidémiologie

Dans le cadre de ses missions légales, le service Prévention santé- PMI organise le recueil d'information en épidémiologie et en santé publique ainsi que le traitement de ces informations, en particulier celles figurant sur les certificats de santé du jeune enfant, après avis favorable du conseil national de l'information statistique et de la commission nationale de l'informatique et des libertés.

La transmission de cette information se fait dans le respect du secret professionnel.

A l'échelon départemental, l'exploitation de ces données permet d'établir des indicateurs de santé de la mère et de l'enfant, de suivre l'évolution dans le temps et d'étudier les besoins de la population.

Le service PMI transmet au Ministère de la santé des données rendues anonymes, issues des certificats de santé. Ces statistiques sont utilisées à l'échelon national à des fins épidémiologiques, dans le but de comparer les indicateurs des différents départements et de suivre leur évolution.

Références juridiques

Code de santé publique

Art. L2112-2 alinéa 5
Art. L2132-1 à L2132-3

Loi n° 78-17 du 06 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés

Le service PMI organise l'édition et la diffusion selon le modèle ministériel du carnet maternité, du carnet de santé et des certificats de santé du jeune enfant.

Chaque enfant bénéficie à la naissance d'un carnet de santé permettant d'assurer la continuité dans la surveillance de sa santé et dans les soins. Les certificats de santé sont établis au cours des 3 examens médicaux du 8^{ème} jour, 9^{ème} mois et 24^{ème} mois et envoyés obligatoirement au médecin responsable du service PMI.

Intervenants

Service central Prévention santé - Protection Maternelle et Infantile

Etablissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans

Nature de la prestation

Si elles ne sont pas soumises à un régime d'autorisation en vertu d'une autre disposition législative, la création, l'extension et la transformation des établissements et services gérés par une personne physique ou morale de droit privé accueillant des enfants de moins de six ans sont subordonnées à une autorisation délivrée par la Présidente du Conseil Départemental, après avis du Maire de la commune d'implantation.

Sous la même réserve, la création, l'extension et la transformation des établissements et services publics accueillant des enfants de moins de six ans sont décidées par la collectivité publique intéressée, après avis du Président du Conseil Départemental.

Le Département de Haute-Loire soutient le développement de ce mode de garde de la petite enfance après analyse concertée des besoins de territoires.

L'organisation d'un accueil collectif à caractère éducatif hors du domicile parental, à l'occasion des vacances scolaires, des congés professionnels ou des loisirs, public ou privé, ouvert à des enfants scolarisés de moins de six ans est subordonnée à une autorisation délivrée par le représentant de l'Etat dans le département, après avis du service départemental de protection maternelle et infantile.

Le service prévention santé - protection maternelle et infantile vérifie que les établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans respectent les conditions relatives au personnel et les conditions d'installation et de fonctionnement fixées par décret.

Références juridiques

Code de la santé publique

Art. [L2111-1](#) et [L2111-2](#)

Art. [L2112-1](#) et [L2112-2](#)

Art. [R 2324-30](#)

Art. [L2324-1](#) et [L 2324-2](#)

Code de l'action sociale et des familles

Art. [L214-5](#)

Art. [L421-1](#) et [L421-2](#)

Art. [D214-1](#)

Code du travail

Art. [L7232-1](#)

Bénéficiaires

Enfants de 0 à 6 ans

Les lieux d'accueil enfants parents

Ces lieux reposent sur le partenariat des divers professionnels de la petite enfance dans le cadre des actions d'accompagnement à la fonction parentale. A ce titre, le Conseil Départemental peut soutenir les communes et les associations porteuses de telles actions par l'intermédiaire du réseau d'écoute et d'appui à la parentalité.

Admission au service d'Aide Sociale à l'Enfance

Nature de la prestation

Admission au service d'Aide Sociale à l'Enfance

Bénéficiaires

- Les mineurs qui ne peuvent demeurer provisoirement dans leur milieu de vie habituel et dont la situation requiert un accueil à temps complet ou partiel, modulable selon leurs besoins, en particulier de stabilité affective, ainsi que les mineurs rencontrant des difficultés particulières nécessitant un accueil spécialisé, familial ou dans un établissement ou dans un service tel que prévu au 12° du I de l'article L312-1
- les pupilles de l'État remis aux services dans les conditions prévues aux articles L224-4, L. 224-5, L. 224-6 et L. 224-8 ;
- Les mineurs confiés au service
- Les femmes enceintes et les mères isolées avec leurs enfants de moins de trois ans qui ont besoin d'un soutien matériel et psychologique, notamment parce qu'elles sont sans domicile.
- Les mineurs émancipés et les majeurs âgés de moins de vingt et un ans qui éprouvent des difficultés d'insertion sociale faute de ressources ou d'un soutien familial suffisants.

Références juridiques

Code de l'action sociale et des familles

Art. [L223-1](#) à [L223-8](#)
 Art. [L224-4](#) à [L224-8](#)
 Art. [L312-1](#)
 Art. [R223-1](#) à [R223-11](#)
[L224-4](#), [L. 224-5](#), [L. 224-6](#) et [L. 224-8](#)

Code civil

Art. [373-4](#)
 Art. [377](#) à [380](#)

[Loi n° 2007-293 du 5 mars 2007](#) réformant la protection de l'enfance

[Loi de Protection de l'enfant n°2016-297 du 14 mars 2016](#)

[Loi de Protection de l'enfant n°2022-140 du 7 Février 2022](#)

[Loi visant à réformer l'adoption n°2022-219 du 21/02/2022](#)

Droits des familles et des usagers dans leurs rapports avec le service de l'aide sociale à l'enfance

Droit à l'information

Toute personne qui demande une prestation prévue au présent titre ou qui en bénéficie est informée par les services chargés de la protection de la famille et de l'enfance des conditions d'attribution et des conséquences de cette prestation sur les droits et obligations de l'enfant et de son représentant légal.

L'information prévue porte sur :

- Les aides de toute nature prévues pour assurer la protection de la famille et de l'enfance avec l'indication des organismes qui les dispensent, ainsi que les conséquences, au regard des règles d'octroi de ces aides, de l'attribution des prestations du service de l'aide sociale à l'enfance ;
- Les droits et devoirs afférents à l'autorité parentale, ainsi que les conséquences, au regard des modalités d'exercice de cette autorité, de l'attribution des prestations du service de l'aide sociale à l'enfance ;
- Le droit d'accès aux dossiers et documents administratifs ;
- Les noms et qualité de la personne habilitée à prendre la décision.

Possibilité d'être assisté

Dans ses démarches auprès du service, elle peut être accompagnée de la personne de son choix, représentant ou non une association. Le service peut néanmoins proposer un entretien individuel dans l'intérêt du demandeur.

Formalisme de la demande

En dehors de la mise en œuvre des décisions de justice, l'admission à l'Aide Sociale à l'Enfance résulte d'une demande de l'intéressé.

L'attribution d'une ou plusieurs prestations est précédée d'une évaluation de la situation prenant en compte l'état du mineur, la situation de la famille et les aides auxquelles elle peut faire appel dans son environnement.

Dans le cas où un enfant est confié au service par décision judiciaire ou s'il s'agit de prestations en espèces, aucune décision sur le principe ou les modalités de l'admission dans le service de l'aide sociale à l'enfance ne peut être prise sans l'accord écrit des représentants légaux ou du représentant légal du mineur ou du bénéficiaire lui-même s'il est mineur émancipé.

L'exception : En cas d'urgence et ou d'impossibilité pour le représentant légal de donner son accord, l'enfant est recueilli provisoirement par le service qui en avise immédiatement le Procureur de la République.

Si le mineur lui-même a abandonné le domicile familial dans le cadre d'un danger immédiat, il peut être accueilli pour une durée maximale de 72 heures.

L'autorité parentale ainsi que le Procureur de la République en sont informés sans délai. A l'issue de cet accueil et après entretien d'évaluation, l'accueil peut être prolongé dans le cadre administratif ou judiciaire.

Formalisme de la décision

Sans préjudice des pouvoirs reconnus à l'autorité judiciaire, les prestations d'aide sociale à l'enfance mentionnées dans le présent chapitre du règlement départemental d'aide sociale sont accordées par décision de la Présidente du Conseil Départemental.

Les décisions d'accord d'attribution, de refus d'attribution, de modification de la nature ou des modalités d'attribution d'une prestation doivent être motivées.

Leur notification doit mentionner les délais et modalités de mise en œuvre des voies de recours.

« Projet pour l'enfant »

Lors de toute attribution de prestations de l'Aide Sociale à l'Enfance, les services départementaux et les titulaires de l'autorité parentale établissent un document intitulé "projet pour l'enfant" qui précise les besoins repérés, les actions qui seront menées auprès de l'enfant, des parents et de son environnement, le rôle des parents, les objectifs visés et les délais de leur mise en œuvre. Il mentionne l'institution et la personne chargée d'assurer la cohérence et la continuité des interventions. Ce document est cosigné par la Présidente du Conseil départemental et les représentants légaux du mineur ainsi que par un responsable de chacun des organismes chargés de mettre en œuvre les interventions.

Il est porté à la connaissance du mineur et, pour l'application de l'article L.223-3-1, est transmis au juge.

Ce projet concerne l'accueil administratif et l'accueil judiciaire, les Actions Educatives en Milieu Ouvert (A.E.M.O) administratives et judiciaires, l'accueil parents-enfants, l'intervention d'un Technicien de l'Intervention Sociale et Familiale (T.I.S.F) ou Auxiliaire de Vie Sociale (A.V.S) et l'accueil des jeunes majeurs.

Droit lié à l'exercice de l'autorité parentale au cours de l'accueil d'un mineur

Au moment où l'accueil administratif est réalisé

Sauf si un enfant est confié au service de l'Aide Sociale à l'Enfance par décision judiciaire ou s'il s'agit de prestations en espèces, aucune décision sur le principe ou les modalités de l'admission dans le service ne peut être prise sans l'accord écrit du ou des représentants légaux du mineur ou du bénéficiaire lui-même, s'il est mineur émancipé.

En cours d'accueil

Accord ou avis des parents :

Pour toutes les décisions relatives au lieu et mode d'accueil des enfants déjà admis dans le service, l'accord du ou des représentants légaux est réputé acquis si celui-ci ou ceux-ci n'ont pas fait connaître leur opposition dans un délai de quatre semaines à compter du jour où ils ont été informés de la demande du service ou de six semaines, à compter de la date d'envoi s'ils n'ont pas accusé réception de la notification.

Conformément à l'article 373-4 du Code Civil, lorsque l'enfant est confié à un tiers, l'autorité parentale appartient toujours aux deux parents, mais la personne physique ou morale à qui est confié l'enfant peut accomplir tous les actes usuels relatifs à sa surveillance et son éducation. Les parents sont cependant informés de façon systématique.

Un acte est usuel s'il ne rompt pas avec les habitudes, le passé et s'il n'engage pas l'avenir de l'enfant.

Les actes non usuels concernant les mineurs font l'objet d'une autorisation signée par les détenteurs de l'autorité parentale.

Avis du mineur :

Le service examine avec le mineur toute décision le concernant et recueille son avis.

L'avis du mineur et les conditions dans lesquelles il a été recueilli font l'objet d'un rapport établi par la personne mandatée auprès de lui par le service de l'Aide Sociale à l'Enfance.

Intervenants

Travailleurs sociaux, médicosociaux et assistants familiaux de la Direction de la Vie Sociale.

Pôle Enfance

Autorités judiciaires : Police, Juge des Enfants, gendarmerie

MECS, FDE, lieux de vie.

Recueil, traitement, évaluation des informations préoccupantes et signalements

Nature de la prestation

Le Département recueille en un lieu unique les informations préoccupantes et met en œuvre des réponses appropriées : CASED (Cellule de Soutien pour l'Enfance et l'Adolescence).

Bénéficiaires

Enfants ou jeunes majeurs en danger ou susceptibles de l'être.

Procédure

Modalités de recueil de l'information :

Les informations sont transmises à la CASED par les usagers et les professionnels et par le Service National d'Accueil Téléphonique de l'Enfance en danger ou 119.

Modalités de qualification en information préoccupante évaluation de la situation

Suite à la transmission d'information, la CASED analyse la situation et détermine

- La qualification de l'information
- s'il est nécessaire de requérir une évaluation sociale ou médico-sociale.
- S'il est nécessaire d'effectuer un signalement, sans délai, au Procureur de la République

L'évaluation pluridisciplinaire et pluri-institutionnelle de la situation donne lieu à un rapport d'évaluation.

Le rapport d'évaluation

Il est achevé dans un délai de 3 mois sous le modèle de trame définie par la formation CREA. Il conclut sur les points suivants :

- la réalité, la nature et le degré du risque ou du danger encouru par l'enfant ;
- son état au regard des besoins essentiels à son développement (physique, affectif, intellectuel, social) à la préservation de sa santé, sa sécurité, sa moralité ;
- le niveau de prise de conscience des parents concernant les difficultés rencontrées par leurs enfants et leur capacité à se mobiliser ;
- les ressources propres de la famille au regard des difficultés ;

Références juridiques

Code de l'action sociale et des familles

[Art. L221-1](#) alinéa 5
[Art. L226-1](#) à [L226-10](#)

Code civil

[Art. 375](#)

[Loi n° 2007-293 du 5 mars 2007](#) réformant la protection de l'enfance

[Loi de Protection de l'enfant n°2016-297 du 14 mars 2016](#)

[Loi de Protection de l'enfant n°2022-140 du 7 Février 2022](#)

- la capacité d'adhésion de la famille à un projet d'aide.

Les suites données

L'évaluation de la situation permet aux cadres par délégation de la Présidente du Conseil Départemental de prendre une décision de suite à donner :

- classement sans suite,
- mesure de protection administrative,
- préconisation de saisine de l'autorité judiciaire.

Information des parents

Les titulaires de l'autorité parentale sont informés par écrit des décisions qui doivent être motivées. Une exception est faite à ce principe dans les cas où l'information peut mettre l'enfant en danger et/ou entraver le cours de la justice.

Intervenants

La CASED : 0 810 043 119

Accueil administratif du mineur sur demande du représentant légal

Nature de la prestation

Prise en charge physique des mineurs au titre de l'Aide Sociale à l'Enfance

Bénéficiaires

Prise en charge physique des mineurs au titre de l'Aide Sociale à l'Enfance

Conditions d'attribution

L'accueil s'effectue à la demande et/ou avec l'accord écrit des représentants légaux du mineur. L'accueil intervient lorsque le ou les mineurs ne peuvent être maintenus dans leur milieu de vie habituel, suite à des problèmes relationnels, éducatifs ou suite à une indisponibilité temporaire des parents (hospitalisation) liée à l'absence de solidarité familiale ou de voisinage.

Cet accueil doit être demandé par écrit et signé par les deux détenteurs de l'autorité parentale.

Procédure

La demande est accompagnée d'une évaluation écrite du travailleur social qui motive la nécessité de la séparation de l'enfant avec sa famille compte tenu du risque qu'il encourt.

Une fois l'accord de l'aide Sociale à l'Enfance obtenu, le contrat d'accueil provisoire est signé par le ou les parents et un des cadres en charge de la protection de l'enfance au cours de l'entretien d'admission qui réunit également le représentant de la structure d'accueil (MECS ou Lieu de vie) et le référent éducatif désigné.

Si l'orientation en famille d'accueil est retenue, la présence de l'Assistant familial à l'entretien pourra être envisagée.

Intervenants

Travailleurs sociaux, médicosociaux et assistants familiaux de la Direction de la Vie Sociale.

Pôle Enfance

Autorités judiciaires : Police, Juge des Enfants, gendarmerie
MECS, FDE, lieux de vie.

Références juridiques

Code de l'Action Sociale et des Familles

[Art. L221-1](#)

[Art. L222-5](#)

[Art. R221-1](#) à [R221-4](#)

[Art. L228-1](#) et suivants

Code Civil

[Art. 203](#) à [211](#)

[Art. 371-2](#)

[Loi de Protection de l'enfant n°2016-297 du 14 mars 2016](#)

[Loi de Protection de l'enfant n°2022-140 du 7 Février 2022](#)

[Loi visant à réformer l'adoption n°2022-219 du 21/02/2022](#)

Un projet pour l'enfant et sa famille est élaboré à travers la définition du mode d'accueil, de sa durée prévisible, des modalités de révision. Il définit les objectifs et la nature de la prise en charge.

Durée et prise en charge

La durée maximale de l'accueil provisoire est d'une année, avec possibilité de renouvellement.

Le Département prend en charge les frais de placement, toutefois une participation est demandée aux parents en fonction de l'évaluation sociale.

Fin de la mesure

Au terme de la période, le mineur peut :

- retourner dans sa famille ;
- bénéficier d'un prolongement de la mesure dans les mêmes conditions
- bénéficier de toute orientation susceptible de répondre à ses besoins ;
- faire l'objet d'un signalement à l'autorité judiciaire.

Droits des représentants légaux pendant l'accueil

Les représentants légaux conservent l'attribut de l'autorité parentale. Ils doivent donner leur autorisation écrite pour tous les « actes non usuels ».

Les actes « usuels » relatifs à sa surveillance et à son éducation peuvent être autorisés par l'Aide Sociale à l'Enfance ou l'établissement d'accueil. Cependant, les détenteurs de l'autorité parentale en sont systématiquement informés.

Accueil de jour dans les maisons d'enfants à caractère social

Nature de la prestation

« Sur décision de la Présidente du Conseil départemental, le service de l'aide sociale à l'enfance et les services habilités accueillent tout mineur, pendant tout ou partie de la journée, dans un lieu situé, si possible, à proximité de son domicile, afin de lui apporter un soutien éducatif, ainsi qu'un accompagnement à sa famille dans l'exercice de sa fonction parentale ».

« Si la protection de l'enfant l'exige, le juge des enfants peut décider de le confier ... à un service ou à un établissement habilité pour l'accueil de mineurs à la journée... ».

Cette mesure est exercée par la Maisons d'Enfants à Caractère Social (M.E.C.S) autorisée dans le cadre du service d'activité de jour Les GOUSPINS.

Bénéficiaires

Les mineurs dès 15 ans qui se retrouvent en grande difficulté sur le plan scolaire, décrocheur ou en risque de décrochage.

Des adolescents qui souhaitent trouver une orientation scolaire ou professionnelle, en difficulté par rapport à l'autonomie et aux démarches qui en découlent.

Conditions d'admissions

L'admission dans ce type d'accueil se fait :

- soit par une décision de l'Aide Sociale à l'Enfance en accord avec les parents : accueil de jour administratif ;
- soit sur décision du juge des enfants

Intervenants

Travailleurs sociaux, médicosociaux et assistants familiaux de la Direction de la Vie Sociale. Pôle Enfance
Autorités judiciaires : Juge des Enfants

Les GOUSPINS (Maisons d'Enfants à Caractère Social (M.E.C.S)

Références juridiques

Code l'Action Sociale et des Familles
[Art. L222-4-2](#)

Code Civil
[Art. 375-3](#)

[Loi de Protection de l'enfant n°2016-297 du 14 mars 2016](#)

[Loi de Protection de l'enfant n°2022-140 du 7 Février 2022](#)

Procédure

Accueil de jour administratif

La décision d'admission est prise par le responsable ASE de territoire suite à une évaluation de la situation.

Un « projet pour l'enfant » est élaboré.

Ce projet précise les modalités de prise en charge et d'accompagnement scolaire ou professionnel, ainsi que la durée de l'accueil.

Il est signé par la famille et après avis de l'enfant accueilli, lors d'une rencontre avec le responsable ASE de Territoire.

Accueil de jour sur décision du juge des enfants

Dans le cas d'un placement direct par le juge dans un établissement spécialisé ou dans le cadre d'un placement judiciaire à l'ASE, l'ordonnance ou le jugement est transmis à la Présidente du Conseil Départemental.

Le « projet pour l'enfant » est élaboré au plus tard dans les 3 mois qui suivent le début de l'accueil.

Seul le juge peut mettre fin à cette mesure.

Le parcours

Plusieurs parcours sont possibles et mis en place en fonction des besoins et du projet du jeune: le parcours découverte (2 semaines), le parcours observation/évaluation (8 semaines) et le parcours orientation/insertion (24 semaines)

Accueil du mineur confié à l'ASE en délégation de l'autorité parentale

Nature de la prestation

Prise en charge des mineurs au titre de l'Aide Sociale à l'Enfance, en délégation de l'autorité parentale, suite à une décision du juge aux affaires familiales, en cas de désintérêt manifeste ou si les parents sont dans l'impossibilité d'exercer tout ou partie de l'autorité parentale.

Bénéficiaires

Mineurs pour lesquels l'autorité parentale a été déléguée par le juge au service départemental de l'Aide Sociale à l'Enfance, conformément aux dispositions de l'article 377 du Code Civil, en cas de :

- désintérêt manifeste des parents ;
- impossibilité pour les parents d'exercer tout ou partie de leur autorité parentale.

Conditions d'attribution

Les mineurs sont admis par le service ASE dès réception du jugement de délégation de l'autorité judiciaire (juge aux affaires familiales du domicile de l'enfant).

Modalités

Le juge des affaires familiales est le référent.
Le jugement, qu'il soit ou non limité dans le temps, cesse de produire ses effets à la majorité du bénéficiaire.
Tous les attributs de l'autorité parentale sont exercés par le Département, sauf le consentement à l'adoption.
La délégation d'autorité parentale clôture l'assistance éducative.

Procédure

La Présidente du conseil Départemental est responsable de tous les enfants dont l'autorité parentale est déléguée au Département. La prise en charge du mineur est assurée par le service de l'Aide Sociale à l'Enfance. L'accueil du mineur est

Références juridiques

Code de l'action sociale et des familles

[Art. L221-1](#)
[Art. L222-5](#)
[Art. L228-1](#) à [L228-3](#)

Code Civil

[Art. 203](#) à [211](#)
[Art. 375](#), [375-3](#), [377](#), [377-1](#) et [377-2](#)

[Loi de Protection de l'enfant n°2016-297 du 14 mars 2016](#)

[Loi de Protection de l'enfant n°2022-140 du 7 Février 2022](#)

[Loi visant à réformer l'adoption n°2022-219 du 21/02/2022](#)

organisé en fonction de ses besoins dans le mode d'accueil le plus approprié.

La prise en charge de ces enfants s'exerce selon les modalités suivantes :

- Désignation d'un travailleur social référent chargé du suivi de l'enfant et éventuellement des relations avec sa famille ;
- Élaboration d'un projet pour l'enfant ;
- Élaboration d'un bilan annuel par le lieu d'accueil et le référent éducatif transmis au responsable ASE de territoire ;

Si l'âge du mineur et son discernement le permettent, son avis est sollicité pour toute décision le concernant.

Intervenants

Travailleurs sociaux, médicosociaux et assistants familiaux de la Direction de la Vie Sociale.
Pôle Enfance
Autorités judiciaires : Police, Juge des Enfants, gendarmerie
MECS, FDE, lieux de vie.

Accueil du mineur confié à la tutelle du Département

Nature de la prestation

Prise en charge des mineurs au titre de l'Aide Sociale à l'Enfance suite à une décision du juge aux affaires familiales. Cette tutelle vise à assurer la protection tant de l'enfant que de ses biens.

Bénéficiaires

Mineurs pour lesquels l'autorité parentale est exercée par le Conseil Départemental suite à une décision du juge aux affaires familiales, conformément aux dispositions réglementaires, à savoir lorsque :

- les pères et mères sont décédés ;
- les pères et mères se trouvent privés de l'exercice de l'autorité parentale ;
- les pères et mères sont absents (mineurs non accompagnés...).

Conditions d'admission

Les mineurs sont admis par le service ASE dès réception de l'ordonnance ou du jugement de l'autorité judiciaire (juge aux affaires familiales du domicile de l'enfant).

Modalités

Le Département exerce tous les attributs de l'autorité parentale sauf le consentement à l'adoption.

Le jugement, qu'il soit ou non limité dans le temps, cesse de produire ses effets à la majorité du bénéficiaire.

Le Département, désigné pour exercer la tutelle, a les pouvoirs d'un administrateur légal sous contrôle judiciaire.

Si le bénéficiaire a des biens propres dont la gestion est complexe, une tutelle aux biens peut être sollicitée auprès du juge aux affaires familiales afin qu'une personne physique ou morale soit désignée.

Intervenants

Travailleurs sociaux, médicosociaux et assistants familiaux de la Direction de la Vie Sociale. FDE
Pôle Enfance
MECS, lieux de vie.

Références juridiques

Code de l'Action Sociale et des Familles

[Art. L221-1](#)

[Art. L222-5](#)

Code Civil

[Art. 390 et suivants](#)

[Art.433](#)

[Loi n° 2009-526 du 12 mai 2009](#) de simplification et de clarification du droit et d'allègement des Procédures

[Loi de Protection de l'enfant n°2016-297 du 14 mars 2016](#)

[Loi de Protection de l'enfant n°2022-140 du 7 Février 2022](#)

[Loi visant à réformer l'adoption n°2022-219 du 21/02/2022](#)

Le mineur bénéficie de différentes allocations financières liées au placement dont les montants sont arrêtés chaque année par délibération de l'Assemblée Départementale.

Procédure

La Présidente du Département est responsable de tous les enfants dont la tutelle est confiée au Département. Un responsable ASE est garant de sa prise en charge.

L'accueil du mineur est organisé en fonction de sa problématique dans le mode d'accueil le plus approprié. La prise en charge des enfants, placés sous la tutelle du département, s'exerce selon les modalités suivantes :

- désignation d'un travailleur social référent chargé du suivi de l'enfant et éventuellement des relations avec sa famille
- élaboration d'un projet pour l'enfant ;
- élaboration d'un bilan annuel par le lieu d'accueil et le référent éducatif transmis à le responsable ASE de territoire;

Si l'âge du mineur et son discernement le permettent, son avis est sollicité pour toute décision le concernant.

Accueil provisoire des mineurs émancipés et des jeunes majeurs de moins de 21 ans

Nature de la prestation

Prise en charge physique des mineurs émancipés et des majeurs de moins de 21 ans en vue de l'accès à leur autonomie, pour une durée maximale de 12 mois renouvelable deux fois.

Bénéficiaires

Les majeurs de moins de 21 ans et les mineurs émancipés qui éprouvent des difficultés d'insertion sociale faute de ressources et/ou de soutien familial suffisants.

Conditions d'admission

Conditions relatives aux jeunes :

- anciens mineurs admis à l'Aide Sociale à l'Enfance qui sollicitent la poursuite de l'aide après leur majorité ;
- autres jeunes nécessitant un accueil pour accéder à leur autonomie au vu de leur situation particulière.

Le demandeur doit se trouver en rupture familiale et avoir besoin d'un soutien éducatif et/ou matériel. L'aide est de nature éducative et éventuellement financière. Elle a pour contrepartie l'engagement du jeune à mener son projet pour son insertion professionnelle et sociale. Elle est formalisée par un contrat individualisé entre le jeune et l'institution. Il n'y a pas de condition de nationalité. Le département de résidence des parents reste territorialement compétent.

Conditions relatives aux parents :

Les parents sont soumis à l'obligation de contribuer à l'entretien de leurs enfants proportionnellement à leurs ressources et aux besoins de ceux-ci. Cette obligation ne cesse pas de plein droit lorsque l'enfant est majeur. A ce titre, ils peuvent être sollicités par le service ASE afin d'apporter leur contribution.

Intervenants

Travailleurs sociaux, médicosociaux et assistants familiaux de la Direction de la Vie Sociale.

Pôle Enfance

Autorités judiciaires : Police, Juge des Enfants, gendarmerie

MECS. FDE. lieux de vie.

Références juridiques :

Code de l'Action Sociale et des Familles

[Art. L221-1](#)

[Art. L.22-5](#)

[Art. L228-1](#) et suivants

[Art. R221-2](#)

[Loi de Protection de l'enfant n°2016-297 du 14 mars 2016](#)

[Loi de Protection de l'enfant n°2022-140 du 7 Février 2022](#)

Procédure

La demande est formulée par courrier adressé au responsable ASE de territoire par le jeune majeur ou deux mois avant sa majorité, s'il est déjà accueilli à l'Aide Sociale à l'Enfance.

Une évaluation sociale est réalisée à la demande du responsable ASE de territoire par :

- le service ASE lorsque le jeune est déjà suivi par ce service ;
- tout autre service socio-éducatif connaissant la situation.

Au vu de l'évaluation et du projet, le responsable ASE de territoire décide ou non de l'attribution de cette mesure.

En fonction des besoins déterminés par l'évaluation et le projet, le bénéficiaire est accueilli en structure collective, en logement autonome, au Foyer Départemental de l'Enfance ou chez un assistant familial.

Il peut être mis fin à la mesure avant le délai prévu dans le contrat :

- sur demande du bénéficiaire ;
- sur décision du responsable ASE de territoire si les termes du contrat ne sont pas respectés par le bénéficiaire.

À l'issue de cet accueil, une aide financière pour assurer la continuité de son projet, peut être accordée au jeune majeur qui le sollicite, jusqu'à ses 25 ans. Cette aide est facultative.

Accueil des pupilles de l'Etat

Bénéficiaires

Ce sont les enfants qui sont admis comme pupille de l'État. Cette admission a pour effet de les rendre juridiquement adoptables.

Ce sont :

- les enfants dont la filiation n'est pas établie ou est inconnue, qui ont été recueillis par les services de l'aide sociale à l'enfance depuis plus de deux mois ;
- les enfants dont la filiation est établie et connue, qui ont expressément été remis au service de l'aide sociale à l'enfance en vue de leur admission comme pupilles de l'État par les personnes qui ont qualité pour consentir à leur adoption, depuis plus de deux mois ;
- les enfants dont la filiation est établie et connue, qui ont expressément été remis au service de l'aide sociale à l'enfance depuis plus de six mois par leur père ou leur mère en vue de leur admission comme pupilles de l'État et dont l'autre parent n'a pas fait connaître au service, pendant ce délai, son intention d'en assumer la charge ; avant l'expiration de ce délai de six mois, le service s'emploie à connaître les intentions de l'autre parent ;
- les enfants orphelins de père et de mère pour lesquels la tutelle n'est pas organisée et qui ont été recueillis par le service enfants
- les enfants dont les parents ont fait l'objet d'un retrait total de l'autorité parentale en vertu des articles 378 et 378-1 du code civil et qui ont été recueillis par le service de l'aide sociale à l'enfance en application de l'article 380 dudit code ;
- les enfants recueillis par le service de l'aide sociale à l'enfance ayant fait l'objet d'une déclaration judiciaire de délaissement parental en application de la réglementation.

Références juridiques

Code de l'Action Sociale et des Familles

[Art. L221-1 et suivants](#)

[Art. L222-5, 2° alinéa](#)

[Art. L224-1 à L224-12](#)

[Art. L225-1 et L225-2](#)

[Art. L228-1 et L228-3](#)

Code civil

[Art. 377-3](#)

[Art. 381-1 et 381-2](#)

[Loi de Protection de l'enfant n°2016-297 du 14 mars 2016](#)

[Loi de Protection de l'enfant n°2022-140 du 7 Février 2022](#)

[Loi visant à réformer l'adoption n°2022-219 du 21/02/2022](#)

Nature de la prestation

Accueil des mineurs placés sous l'autorité parentale du Préfet et la garde du Président du Conseil Départemental. Ils sont accueillis dans les lieux d'accueils autorisés par le service de l'Aide Sociale à l'Enfance (F.D.E, maisons d'enfants à caractère social, assistants familiaux...). Ils sont juridiquement adoptables.

Procédure

Les organes chargés de la tutelle des pupilles de l'État sont le représentant de l'État dans le département, qui exerce la fonction de tuteur et peut se faire représenter, et le conseil de famille des pupilles de l'État. Ceux-ci sont chargés de définir le projet de vie de chaque enfant pupille.

Le conseil de famille examine au moins une fois par an la situation de chaque pupille. Son accord ainsi que celui du tuteur et l'avis du mineur concerné, sont recueillis avant toute décision de la Présidente du Conseil Départemental relative au lieu et au mode de placement des pupilles de l'État.

Pour toutes les catégories de pupilles de l'État, l'enfant accueilli est déclaré pupille de l'État à titre provisoire. Les délais d'admission à la qualité définitive de pupille de l'Etat varient de 2 à 6 mois en fonction de la situation de l'enfant (cf. chapitre bénéficiaires).

Un arrêté d'admission en qualité de pupille de l'État, est pris par la Présidente du Conseil Départemental à la date de l'accueil de l'enfant à l'ASE. Cet arrêté précise l'admission provisoire et la date d'admission définitive.

Les pupilles de l'État sont pris en charge par l'Aide Sociale à l'Enfance dans les mêmes conditions que les autres catégories d'enfants.

Le service ASE procède à :

- la désignation d'un référent éducatif chargé du suivi de l'enfant.
- l'élaboration du projet pour l'enfant

Voies de recours

Les voies de recours sont spécifiques
Elles sont détaillées dans les articles du Code de l'Action et des Familles suivants :

[Art. L224-8](#)

[Art.L.225-1](#)

Intervenants

Travailleurs sociaux, médicosociaux et assistants familiaux de la Direction de la Vie Sociale.

Pôle Enfance

MECS, FDE, lieux de vie.

Accueil du mineur confié à l'ASE au titre de l'assistance éducative

Nature de la prestation

Lorsque la protection de l'enfant l'exige, le juge des enfants peut décider de confier le mineur au service départemental de l'Aide Sociale à l'Enfance.

L'accueil et l'hébergement peuvent se réaliser au foyer départemental de l'enfance, en maison d'enfants à caractère social, dans une famille d'accueil ou dans un lieu de vie.

Dans le cadre de cet accueil, le mineur bénéficie de différentes prestations financières : argent de poche, habillement, loisirs...

Bénéficiaires

Mineurs dont les conditions d'éducation ou de développement physique, affectif, intellectuel et social sont gravement compromises

Conditions d'attribution

Lorsque la santé, la sécurité, la moralité d'un mineur sont en danger ou si les conditions de son éducation sont gravement compromises, l'autorité judiciaire peut le confier à la Direction déléguée Enfance.

L'admission est prononcée par arrêté de la Présidente du Conseil Départemental en référence aux ordonnances et jugements de l'autorité judiciaire (Procureur de la République, juge des enfants et juge des tutelles)

Procédure

Dans le cadre des articles 375 et 375-3 du Code civil : le Procureur de la République ou le juge des enfants se prononce sur la notion de danger et confie l'enfant au Département dans le cadre de l'aide sociale à l'enfance.

Références juridiques

Code de l'Action Sociale et des Familles

[Art. L221-1](#)

[Art. L222-5](#)

[Art. L228-1](#)

[Art. L228-3](#)

Code Civil

[Art. 203 à 211](#)

[Art. 375 à 375-3,4° et 5° alinéa](#)

[Art.376 à377-3](#)

[Art.378à 381](#)

[Art.433](#)

[Loi n° 2007-293 du 5 mars 2007](#) réformant la protection de l'enfance

[Loi de Protection de l'enfant n°2016-297 du 14 mars 2016](#)

[Loi de Protection de l'enfant n°2022-140 du 7 Février 2022](#)

Les parents conservent les attributs de l'autorité parentale et sont informés, par écrit, de l'admission du mineur. Une information est par ailleurs réalisée auprès de la famille sur le dispositif de protection de l'enfance.

En cours de la mesure, ils doivent également être informés des modifications des modalités de placement. Le service ASE doit tout mettre en œuvre pour obtenir leur adhésion.

Dans le cadre d'une tutelle déferée à la Présidente du Conseil départemental d'une délégation ou d'un retrait partiel de l'autorité parentale, les attributs de l'autorité parentale sont déferés à la Présidente du Conseil départemental.

Quels que soient l'origine de la demande et le statut du mineur, l'hébergement des enfants placés sous la responsabilité de la Présidente du Conseil Départemental s'exerce selon les modalités suivantes :

- désignation d'un travailleur social référent chargé du suivi de l'enfant et de sa famille.
- Élaboration d'un projet pour l'enfant.
- révision au moins une fois par an de la situation du mineur, tous les 6 mois pour les moins de 3 ans
- si l'âge du mineur le permet, son avis sera sollicité pour toute décision le concernant.

Les frais d'hébergement sont à la charge du Département, siège de la juridiction saisie, toutefois une contribution financière peut être demandée aux parents à la discrétion du magistrat.

Le mineur bénéficie des différentes allocations financières liées au placement dont les montants sont arrêtés par délibération de l'Assemblée départementale.

En cas d'urgence, hors des heures ouvrables, les demandes d'hébergement sont formulées par le Parquet, le Juge des Enfants par l'intermédiaire du numéro d'astreinte auprès du cadre de permanence de la Direction déléguée Enfance.

Dans l'urgence et lorsque le représentant légal est dans l'incapacité de donner son accord, l'enfant est recueilli provisoirement par le service ASE qui en avise immédiatement le Procureur de la République. Si à l'issue d'un délai de 5 jours l'enfant n'a pu être remis à sa famille ou si le représentant légal n'a pas donné son accord à l'admission, ce dernier saisit l'autorité judiciaire.

Intervenants

Travailleurs sociaux, médicosociaux et assistants familiaux de la Direction de la Vie Sociale.

Pôle Enfance

Autorités judiciaires : Police, Juge des Enfants, gendarmerie

MECS, FDE, lieux de vie.

Recueil du mineur en urgence sans accord du représentant légal

Nature de la prestation

Accueil des mineurs au titre de l'Aide Sociale à l'Enfance pendant 72 heures ou 5 jours selon le cas.

Bénéficiaires

Les mineurs ayant abandonné le domicile familial (fugue) et se trouvant en situation de danger immédiat ou de suspicion de danger immédiat (accueil maximum de 72 heures).

Les mineurs, en cas d'urgence et lorsque le représentant légal est dans l'impossibilité de donner son accord pour leur accueil par l'Aide Sociale à l'Enfance (accueil maximum de 5 jours).

Conditions d'admission

Le recueil s'effectue en urgence à la demande d'un tiers lorsque les représentants légaux sont dans l'incapacité de donner leur accord ou lorsque le mineur est en fugue, à la demande de ce dernier.

Procédure

Après avoir été informé qu'un mineur nécessite un accueil en urgence, le responsable ASE de territoire ou le directeur du Foyer Départemental de l'Enfance (F.D.E) en soirée ou le week-end, prend la décision de le recueillir si les informations dont il dispose ne nécessitent pas un signalement immédiat à l'autorité judiciaire.

Références juridiques

Code de l'Action Sociale et des Familles

[Art. L221-1](#)

[Art. L223-2](#) alinéa 4 et 5

[Loi de Protection de l'enfant n°2016-297 du 14 mars 2016](#)

[Loi de Protection de l'enfant n°2022-140 du 7 Février 2022](#)

Le responsable ASE de territoire ou le directeur du F.D.E informe sans délai l'autorité judiciaire et par tous les moyens les détenteurs de l'autorité parentale.

Il sollicite une évaluation en urgence de la situation et prend sa décision :

- remise du mineur à sa famille
- accueil administratif du mineur à la demande de l'autorité parentale
- signalement à l'autorité judiciaire qui décidera de la mesure éventuelle de protection.

Le Département prend en charge l'intégralité des frais de ce placement en urgence.

Intervenants

Travailleurs sociaux, médicosociaux et assistants familiaux de la Direction de la Vie Sociale, FDE.

Pôle Enfance

Autorités judiciaires : Police, Juge des Enfants, gendarmerie

MECS, lieux de vie.

L'action éducative en milieu ouvert (AEMO)

Nature de la prestation

La mesure d'action éducative en milieu ouvert (AEMO) est une mesure d'assistance éducative prononcée par le juge des enfants lorsque les détenteurs de l'autorité parentale ne sont plus en mesure de protéger et d'éduquer leur enfant dont la santé, la moralité, la sécurité, les conditions de son éducation ou son développement sont gravement compromis.

Elle vise à ce que l'enfant n'encoure plus de danger dans son milieu familial en donnant aux parents des conseils destinés à les aider à surmonter les difficultés matérielles ou morales qu'ils rencontrent, et à leur donner la possibilité de développer leurs propres capacités d'éducation et de protection envers leur enfant.

Cette action éducative se fait de manière coordonnée avec les autres services sociaux du département.

Bénéficiaires

Mineurs non émancipés dont la santé, la sécurité, la moralité sont en danger ou dont les conditions d'éducation ou de développement physique, affectif, intellectuel et social sont gravement compromises et pour lesquels le juge des enfants a ouvert un dossier d'assistance éducative (et leur famille).

Procédure

Modalités de mise en œuvre

Avant d'ordonner cette mesure, le juge des enfants, convoque et reçoit les parties en audience y compris le mineur.

Conformément à la réglementation « Il doit toujours s'efforcer de recueillir l'adhésion de la famille à la mesure envisagée et se prononcer en stricte considération de l'intérêt de l'enfant ».

Références juridiques

Code de l'action sociale et des familles

[Art. L221-1](#)

[Art. L228-3](#)

Code civil

[Art. 375 à 375-8](#)

[Loi n° 2007-293 du 5 mars 2007](#)

[Loi de Protection de l'enfant n°2016-297 du 14 mars 2016](#)

[Loi de Protection de l'enfant n°2022-140 du 7 Février 2022](#)

Selon la situation, le Juge des enfants peut subordonner le maintien du mineur dans son milieu actuel à des obligations particulières (fréquenter régulièrement un établissement sanitaire ou d'éducation etc.).

Durée

La décision du Juge des enfants fixe la durée de la mesure sans que celle-ci puisse excéder deux ans. La mesure peut être renouvelée par décision motivée.

Un rapport concernant la situation de l'enfant est transmis annuellement au service d'aide sociale à l'enfance qui le transmet au Juge des enfants. Seul le Juge peut mettre fin à cette mesure.

Modalités d'intervention

Les mesures AEMO sont exercées prioritairement par une association habilitée par le Département. Toute intervention donne lieu à l'élaboration d'un Projet pour l'Enfant en concertation avec les intervenants, l'enfant, ses parents qui est validé par l'Aide Sociale à l'Enfance.

Les entretiens ont lieu au domicile de la famille ou au service. Le référent éducatif peut accompagner les bénéficiaires dans des activités éducatives, dans leurs démarches administratives ou lors de rencontres avec les institutions et peut être amené à rencontrer toutes les personnes en contact direct avec l'enfant (instituteurs, médecins, animateurs) pour accéder à une vision globale du contexte de vie de l'enfant.

Le service d'action éducative de la sauvegarde de l'enfance à l'adulte est chargé de la mise en œuvre de cette mesure. (ASEA)

Fin de la mesure

Au terme de la mesure, le service d'AEMO rédige un rapport d'évaluation de l'action éducative réalisée.

Ce rapport mentionne des propositions.

Il est adressé au service d'aide sociale à l'enfance qui le transmet au Magistrat qui a ordonné la mesure.

Intervenants

Travailleurs sociaux et médicosociaux, psychologues, conseillers enfances, responsables ASE de la Direction de la Vie Sociale, (Pôle enfance)

Association habilitée par le Département : Association pour la Sauvegarde de l'Enfant à l'Adulte (ASEA)

L'aide éducative à domicile (AED)

Nature de la prestation

Prestation de protection de l'enfance, à titre préventif, visant à apporter un soutien éducatif aux parents, aux enfants et aux jeunes dans leur milieu de vie familial habituel, au sein duquel il existe des difficultés matérielles, éducatives, relationnelles ou psychologiques.

Bénéficiaires

Père, mère ou à défaut la personne assumant la charge effective de l'enfant rencontrant des difficultés sociales, éducatives, psychologiques et /ou relationnelles.

Mineurs émancipés ou majeurs de moins de 21 ans et leur famille.

Procédure

L'AED est mise en œuvre :

- à la demande des personnes ayant la charge effective de l'enfant, des mineurs émancipés ou des majeurs de moins de 21 ans
- avec l'accord des personnes ayant la charge effective de l'enfant, des mineurs émancipés ou des majeurs de moins de 21 ans, suite à une évaluation d'information préoccupante.

Avant la prise de décision, l'autorisation écrite des deux parents est requise.

Intervenants

ASE
Service social
Prévention santé- PMI
Travailleurs sociaux et médicosociaux, psychologues, conseillers et responsables thématiques de la Direction de la Vie Sociale

Références juridiques

Code de l'action sociale et des familles

[Art. L221-1](#)

[Art. R221-1 à R221-4](#)

[Art. L222-2 et suivants](#)

[Art. L223-1](#)

[Art. R223-2](#)

[Loi n° 2007-293 du 5 mars 2007](#) réformant la protection de l'enfance

[Loi de Protection de l'enfant n°2016-297 du 14 mars 2016](#)

[Loi de Protection de l'enfant n°2022-140 du 7 Février 2022](#)

La famille est conviée à un entretien afin d'identifier les difficultés sociales, éducatives, psychologiques et/ou relationnelles dans la famille par le service de l'aide sociale à l'enfance.

Les parents et l'enfant sont associés à l'élaboration du projet pour l'enfant et au processus d'évaluation. Le projet d'intervention est validé en équipe pluridisciplinaire.

En cas de refus de la mesure d'AED par le représentant légal, ou en cas de non présentation à l'entretien, et si une mesure de protection apparaît nécessaire, le service de l'aide sociale à l'enfance peut, via la CASED, saisir le Procureur de la République qui appréciera des suites à donner. La famille est informée de cette démarche.

L'AED est prononcée pour une durée de 1 an renouvelable 1 an après bilan de la situation. Elle est mise en œuvre par l'ASE.

Aides financières au profit des mineurs, mineurs émancipés et des majeurs de moins de 21 ans

Nature de la prestation

Ces aides financières visent à apporter un soutien matériel tant aux mineurs et à leur famille qu'à tout détenteur de l'autorité parentale confrontés à des difficultés risquant de mettre en danger la santé, la sécurité, la moralité de ces mineurs ou de compromettre gravement leur éducation ou leur développement physique, affectif, intellectuel ou social.

Elles peuvent prendre la forme

- d'un secours d'urgence (régie de territoire)
- d'une aide ponctuelle
- d'une allocation mensuelle

Bénéficiaires

- Mère, père, représentant légal de l'enfant ou personne qui en assume la charge effective
- Femmes enceintes
- Mineurs émancipés et majeurs âgés de moins de vingt et un ans, confrontés à des difficultés sociales
- Personnes sans titre de séjour ou en attente, n'ouvrant pas droit à des prestations sociales et familiales et ce uniquement dans le cadre d'une aide ponctuelle versée à un tiers de type cantine, CLSH, crèche...

Conditions d'attribution

Le destinataire doit résider dans le département pour prétendre à l'aide.

Toutefois, à titre dérogatoire et selon évaluation établie par le travailleur social en fonction du projet de vie ou professionnel du jeune mineur émancipé et du majeur âgé de moins de 21 ans, à la condition qu'il ait vécu dans les années précédentes en Haute-Loire, si la résidence actuelle se situe dans un autre département

A la demande du bénéficiaire, elles peuvent être versées à toute personne temporairement chargée de l'enfant ou à tous organismes, collectivités ayant fourni une prestation en faveur de l'enfant éligible à l'ase.

Lorsqu'un délégué aux prestations familiales a été nommé, il reçoit de plein droit les allocations mensuelles d'aide à domicile

Références juridiques

Code de l'action sociale et des familles

Art. L221-1 alinéa 1 et 4

Art. L222-1 à L222-4 et R222-2

Art. L223-1

Art. L228-1 à L228-4

Art. R223-2

Code civil

Art. 203 à 211

Ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005
portant réforme de la filiation

L'aide est attribuée à la condition que le montant maximum du reste à vivre journalier (ensemble des ressources moins les charges fixes divisé par le nombre de personnes vivant au foyer) ne soit pas supérieur à 7€ par jour. Toutefois et à titre dérogatoire et sur argumentaire du travailleur social, ce plafond peut être exceptionnellement dépassé.

Procédure

Modalités de demande

La demande d'aide financière est formulée par la famille le mineur émancipé ou le jeune majeur auprès :

- d'un travailleur social du service social, de l'ASE ou du CCAS
- d'un travailleur social du service action éducative ASEA gérant les mesures AEMO
- D'un travailleur social d'un service d'accueil externalisé
- d'associations tutélaires (UDAF)
- de tout travailleur social dans le cadre de conventions avec le Département

Intervenants

Travailleurs sociaux et médicosociaux de la Direction de la Vie Sociale
CCAS, ASEA, UDAF, Service d'accueil externalisé, SAVS, P VALDO, Tremplin

La procédure d'instruction

Le travailleur social recueille du demandeur tous documents nécessaires attestant son identité et celle de l'enfant, ainsi que la réalité du motif de la demande et de la situation globale de la famille ;

Il n'est pas donné suite à la demande tant que les documents réclamés n'ont pas été produits. Le secrétariat enregistre l'ensemble des documents relatifs à la demande au sein d'un dossier familial dont l'intéressé peut avoir communication à sa demande.

Sont nécessaires à l'instruction de la demande d'aide, pour la première demande et pour chaque modification de la composition familiale :

- Copie du livret de famille ou pièces d'identité des personnes citées sur la demande,
- Devis et factures correspondant à la demande,
- Toute pièce permettant de justifier d'une situation particulière de difficulté sociale du demandeur,
- RIB du demandeur ou du prestataire en cas de versement à un tiers.

Le travailleur social engage sa responsabilité, certifie l'exactitude des ressources et des charges du jeune et/ou de la famille indiquées dans le document de demande d'aide et **s'assure que toutes les aides légales ont été sollicitées.**

L'attribution d'une aide financière est soumise à une évaluation. Le rapport est rédigé par le référent social. Il évalue la situation sociale et financière et fait apparaître les difficultés et les potentialités de la famille.

Il indique le plan d'aide proposé et accepté par la famille. **Il indique quelles aides de droit commun ont été sollicitées, les réponses obtenues et/ou indique en toute lettre qu'il n'existe aucune aide légale permettant de répondre à la demande.**

La demande est transmise au siège du territoire pour validation ou non du responsable ASE du territoire. En l'absence de ce dernier, la décision est prise par le cadre de suppléance du territoire.

La décision est notifiée et transmise au service ASE pour liquidation de la dépense, à l'intéressé et au travailleur social instructeur de la demande.

La notification de la décision d'attribution ou de refus intervient dans un délai maximum d'un mois à partir du moment où toutes les pièces justificatives ont été fournies.

La décision d'attribution précise :

- Le montant de la prestation
- La durée de versement
- La destination de la prestation

Le Département peut contrôler que la mise en œuvre de l'aide est conforme à l'objet pour lequel elle a été attribuée.

Ce contrôle peut être réalisé sur demande de transmission de pièces justificatives de l'utilisation des sommes versées.

L'aide peut être réduite, suspendue ou supprimée si son bénéficiaire retrouve des ressources suffisantes ou s'il ne l'utilise pas pour les besoins de l'enfant.

Montant

Il est noté que l'allocation est versée à titre subsidiaire, c'est à dire après que les aides de droit commun aient été sollicitées.

Le montant de l'aide est laissé à l'appréciation du travailleur social.

Les montants ci-après sont donnés à titre indicatif :

Séjours d'enfant avec ou sans hébergement : 500 € /an/enfant.

Allocation mensuelle d'aide à la subsistance : 200,00 € le 1^{er} enfant, 150,00 € le second enfant, 100,00 € les enfants suivants, dans la limite de 500,00 € maximum sur une durée de trois mois, renouvelable éventuellement.

Modalités de versement

La prestation est versée, en priorité et avec l'accord écrit du demandeur, à l'organisme prestataire extérieur, sauf pour l'aide à la subsistance qui est versée à la famille. Par exception, à la demande de celle-ci, elle peut être versée à toute personne physique ou morale temporairement chargée de l'enfant.

Lorsque la famille bénéficiaire fait l'objet d'une mesure de protection judiciaire ou juridique, la prestation doit être versée directement sur un compte bancaire ouvert au nom de la personne sous tutelle ou curatelle et mentionnant la mesure de tutelle ou de curatelle (art. 468 et 498 du code civil). En cas de curatelle renforcée, l'aide financière doit être versée au curateur sur un compte ouvert au nom de la personne sous curatelle (art. 472 du code civil)

Nature de l'Aide

L'aide financière peut couvrir des besoins de subsistance, des achats et prestations liés à la scolarité, au transport, aux moyens de garde, loisirs, soins, autres, dans l'intérêt de l'enfant.

Renouvellement

Les renouvellements sont subordonnés aux mêmes conditions d'instruction, de décision et de versement que l'attribution initiale.

Recours

La personne qui a demandé l'aide a 2 mois à compter de la notification de la décision de rejet ou d'accord partiel pour exercer un recours administratif préalable obligatoire (RAPO) auprès du Département.

Si le RAPO est rejeté, le demandeur peut saisir le tribunal administratif de Clermont-Ferrand d'un recours contentieux dans les deux mois de la notification de la décision de rejet du RAPO.

- RAPO : auprès de Monsieur le Directeur de la Vie Sociale, 1 Place Monseigneur de Galard – CS 20310 – 43009 Le Puy en Velay cedex
- Recours contentieux : auprès du Tribunal administratif – 6 cours Sablon – BP 129 – 63033 Clermont-Ferrand cedex 1

Mention de ces voies et délais de recours est portée sur la notification de la décision

Allocation tiers digne de confiance

Nature de la prestation

Financement de l'accueil d'un mineur confié par le juge des enfants ou le juge aux affaires familiales à un particulier, un membre de sa famille ou un tiers digne de confiance.

Bénéficiaires

Les personnes s'étant vues confier la garde d'un enfant au titre de Tiers Dignes de confiance.

Conditions d'admission

La demande est effectuée par le tiers ou suite à la décision du magistrat de confier l'enfant au bénéficiaire.

L'intervention financière du Conseil Départemental est consécutive à la demande du tiers. Dans tous les cas, le demandeur doit présenter une décision judiciaire lui confiant l'enfant. Le montant est fixé, dans la limite de 13€ par jour, en tenant compte des besoins de l'enfant et des ressources du bénéficiaire.

Procédure

La demande est adressée au service de l'Aide Sociale à l'Enfance. Cette allocation est attribuée, suite pour la durée de la décision judiciaire. Le renouvellement donne lieu à une nouvelle demande.

Références juridiques

Code de l'Action Sociale et des Familles

[Art. L221-1](#)

[Art. L222-5](#)

[Art. L228-3](#)

Code Civil

[Art. 375-3](#)

[Art. 377](#)

[Loi de Protection de l'enfant n°2016-297 du 14 mars 2016](#)

[Loi de Protection de l'enfant n°2022-140 du 7 Février 2022](#)

Intervenants

Service de l'Aide Sociale à l'Enfance

Agrément en vue d'adoption

Nature de la prestation

Les personnes souhaitant adopter un enfant pupille de l'État ou un enfant étranger doivent impérativement obtenir l'agrément de la Présidente du Conseil Départemental du lieu de leur résidence.

Bénéficiaires

- Un couple, justifiant de plus d'un an de vie commune, et âgés l'un et l'autre de plus de 26 ans.
- toute personne âgée de plus de 26 ans.

Procédure

Les candidats adressent une demande d'agrément écrite à la Présidente du Conseil Départemental qui en confie la gestion au service d'Aide Sociale à l'Enfance. Ils reçoivent en retour une documentation, une demande de pièces à fournir, une invitation à participer à la prochaine réunion d'information collective mensuelle.

Une fois la confirmation de la demande d'agrément et l'intégralité des pièces reçues, la procédure est enclenchée et se déroule, si possible, dans un délai 9 mois.

La délivrance de l'agrément est soumise à une évaluation des conditions d'accueil offertes par le demandeur sur les plans familial, éducatif et psychologique.

Dès réception de cette évaluation, et au moins 15 jours avant le passage en commission d'agrément, les candidats sont invités à prendre connaissance de ces documents. Les erreurs matérielles figurant dans ces documents sont rectifiées de droit à leur demande écrite.

Les candidats peuvent consulter leur dossier 15 jours au moins avant la commission d'agrément et faire connaître à cette occasion par écrit leurs observations et préciser leur projet d'adoption.

Références juridiques

Code de l'Action Sociale et des Familles

Art. L.221-1

Art. L225-2 à L225-9

Art. R225-1 à R225-11

Code civil

Art. 343 à 349

Loi de Protection de l'enfant n°2016-297 du 14 mars 2016

Loi de Protection de l'enfant n°2022-140 du 7 Février 2022

Loi visant à réformer l'adoption n°2022-219 du 21/02/2022

La commission d'agrément

Elle donne son avis motivé sur le dossier qui lui est présenté, avant qu'il ne soit soumis à la Présidente du Conseil départemental, qui décide de l'octroi ou du refus d'agrément.

La composition de la commission est la suivante :

- trois personnes appartenant au service qui remplissent les missions de protection de l'enfance et ayant une compétence dans le domaine de l'adoption
- deux membres du conseil de famille des pupilles de l'État du département : l'un nommé sur proposition de l'UDAF, l'autre assurant la représentation de l'association d'entraide entre les pupilles et anciens pupilles.
- une personnalité qualifiée dans le domaine de la protection sociale et sanitaire de l'enfance.

Les personnes peuvent être entendues par cette même commission à leur demande ou à celle d'au moins deux de ses membres.

La décision d'agrément

La décision d'agrément a une validité de cinq ans. Elle précise le projet d'adoption : nombre d'enfants pouvant être adoptés simultanément, âge et particularité.

Tout refus ou retrait d'agrément doit être motivé. Les candidats peuvent solliciter que tout ou partie des investigations soient accomplies une seconde fois et par d'autres personnes que celles qui les ont effectuées. Ils peuvent demander à être entendus par les membres de la commission.

En cas de refus ou de retrait d'agrément, un délai minimum de 30 mois est requis avant de précéder à toute nouvelle demande d'adoption, si aucun recours n'a été formé.

Le bénéficiaire doit confirmer chaque année à la Présidente du Conseil Départemental le maintien de son projet d'adoption, lui transmettre une déclaration sur l'honneur indiquant si sa situation matrimoniale ou familiale s'est modifiée et le cas échéant quelles ont été les modifications.

Si le bénéficiaire change de département, il doit signaler son adresse à la Présidente du Conseil Départemental de sa nouvelle résidence au plus tard dans le mois suivant son installation en joignant copie de l'agrément.

Voies de recours

Deux voies de recours sont ouvertes dans les deux mois suivants la notification du refus :

- gracieux devant la Présidente du Conseil Départemental.
- contentieux devant le Tribunal administratif.

Intervenants

Travailleurs sociaux et médicosociaux,
psychologues, de la Direction de la Vie
Sociale, (Pôle enfance)
Service de l'Aide Sociale à L'Enfance

Accouchement sous secret d'identité

Nature de la prestation

Droit d'une femme, lors de son accouchement, de demander le secret de son admission et de son identité.

Dans ce cadre, elle est invitée, si elle l'accepte, à laisser des renseignements sur sa santé et celle du père, les origines de l'enfant et les circonstances de la naissance, ainsi que sous pli fermé, son identité.

Le Conseil Départemental organise :

- l'accompagnement social et psychologique de ces mères
- le recueil de l'enfant en qualité de pupille de l'Etat à titre provisoire pendant 2 mois. A l'issue de ce délai il deviendra pupille de l'Etat définitif et pourra faire l'objet d'un placement en vue d'adoption.

Il finance les frais d'accouchement.

Il organise également la restitution de l'enfant en cas de rétractation de la mère ou d'établissement de la filiation paternelle, dans les 2 mois suivant l'accouchement. Toute personne justifiant d'un lien avec lui pourra former un recours contre l'arrêt d'admission.

Bénéficiaires

- Femmes souhaitant accoucher sans révéler leur identité et remettre leur enfant à l'aide sociale à l'enfance.
- Femmes souhaitant accoucher sans demander le secret de leur identité et désirant confier leur enfant en vue d'adoption.

Procédure

La Présidente du Conseil Départemental désigne au sein de ses services d'Aide Sociale à l'Enfance au moins 2 correspondants du Conseil National pour l'Accès aux Origines Personnelles (C.N.A.O.P.).

Intervenants

Direction Déléguée Enfance
Service Aide Sociale à l'Enfance
Centre hospitalier du Puy en Velay
CNAOP

Références juridiques

Code de l'Action Sociale et de la Famille

[Art. L147-1 à L147-11](#)
[Art. R147-1](#) et suivants
[Art. L222-6](#)
[Art. L223-7](#)

Code Civil

[Art. 347](#)
[Art. 348-3](#)

[Ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation](#)

[Loi de Protection de l'enfant n°2016-297 du 14 mars 2016](#)

[Loi de Protection de l'enfant n°2022-140 du 7 Février 2022](#)

[Loi visant à réformer l'adoption n°2022-219 du 21/02/2022](#)

Les femmes demandent, lors de leur admission en vue d'un accouchement, que le secret de leur identité soit préservé. Un document d'information issu du ministère sur l'accouchement anonyme leur est remis, ainsi que tous les éléments nécessaires à leur décision.

Aucune pièce d'identité n'est alors exigée et il n'est procédé à aucune enquête. Après s'être assurée des informations données à l'intéressée, la Direction Déléguée Enfance dresse le procès-verbal de remise de l'enfant en vue de son admission en qualité de Pupille de l'État et de consentement à l'adoption s'il y a lieu. La Direction organise l'accompagnement psychologique et social dont bénéficie la femme qui accouche dans le secret de l'identité avec son accord.

Le correspondant départemental du CNAOP recueille les renseignements relatifs à la santé des père et mère de naissance, aux origines de l'enfant et aux raisons et circonstances de sa remise au service ou à l'organisme autorisé et habilité pour l'adoption.

Le service conserve les renseignements, le pli fermé s'il a été remis par la mère, les déclarations formulées par le ou les membres de la famille de naissance, qui seront adressés au Conseil National pour l'Accès aux Origines Personnelles à sa demande.

Accès au dossier des personnes étant confiées ou ayant été confiées à l'ASE

Nature de la prestation

Droit et accompagnement des personnes étant confiées ou ayant été confiées à l'Aide Sociale à l'Enfance en placement, ou ayant été pupilles de l'État de consulter leur dossier et/ou d'accéder à leurs origines personnelles.
Cette consultation s'effectue sur rendez-vous.

Rappel : En complément du dossier d'Aide Sociale à l'Enfance, le dossier d'assistance éducative en cours est uniquement consultable auprès du Greffe du Tribunal de Grande Instance.

Bénéficiaires

- les personnes majeures ayant fait l'objet d'un placement à l'Aide Sociale à l'Enfance
- les mineurs encore confiés à l'A.S.E avec l'autorisation des représentants légaux
- les personnes majeures ayant été pupilles de l'État, adoptées ou non
- les mineurs non adoptés avec accord préalable du conseil de famille des pupilles de l'État
- les mineurs adoptés avec accord des parents
- les majeurs bénéficiant d'une prise en charge de l'Aide Sociale à l'Enfance
- les majeurs faisant l'objet d'une mesure de protection accompagnés, le cas échéant, de leur représentant légal
- les descendants ou ascendants en ligne directe 90 après la naissance.

Références juridiques

Code de l'action sociale et des familles

[Art. L147-1 à L147-11](#)
[Art. R147-1](#) et suivants
[Art. L222-6](#)
[Art. L223-7](#)
[Art. L224-7](#)
[Art. L225-5](#)

Code de Procédure Civile

[Art. 1187](#)

Code de la Santé Publique :

[Art. L1111-7](#)

Code Pénal

[Art. 226-13](#)

[Loi n° 2002-93 du 22 janvier 2002](#)

[Ordonnance n° 2005-650 du 6 juin 2005](#) relative à la liberté d'accès aux documents administratifs et à la réutilisation des informations publiques

[Loi n° 2008-696 du 15 juillet 2008](#) relative aux archives

[Note AD/DEP 372 du 8 mars 1996](#) (circulaires et arrêtés des archives de France)

[Convention Internationale des Droits de l'Enfant du 20 novembre 1989](#)

[Convention de La Haye du 29 mai 1993](#)

[Convention de La Haye du 29 mai 1993](#)

Procédure

Pour entreprendre une démarche d'accès au dossier, l'intéressé doit effectuer une demande écrite au service départemental de l'Aide Sociale à l'Enfance, en précisant les dates durant lesquelles il a été accueilli.

Le demandeur est ensuite reçu sur RDV. Il peut être accompagné par la personne de son choix.

Le cadre en charge de la protection de l'enfance le reçoit et lui apporte conseil, écoute et accompagnement tout au long de cette recherche.

L'intéressé peut aussi saisir directement le Conseil National pour l'Accès aux Origines Personnelles (C.N.A.O.P).

Intervenants

Pour la demande :

Conseil Départemental de Haute Loire - Direction de la Vie sociale
Le service Aide Sociale à l'Enfance

Conseil National pour l'Accès aux Origines Personnelles (C.N.A.O.P) :
Secrétariat général
8, avenue de Ségur
75330 PARIS 7ème SP

En cas de litige ou de contestation :

Commission d'Accès aux Documents Administratifs ([C.A.D.A.](#))
TSA 50730 - 75334 Paris Cedex 07
01.42.75.79.99

Accueil du mineur confié en délaissement parental

Nature de la prestation

Prise en charge des mineurs au titre de l'Aide Sociale à l'Enfance suite à une décision du juge aux affaires familiales.

Bénéficiaires

Mineurs pour lesquels une demande de délaissement parental est portée devant le tribunal judiciaire car les parents n'assument pas les obligations et la charge effective qu'imposent l'autorité parentale et son exercice depuis au moins un an.

Le délaissement peut être prononcé à l'égard d'un ou des deux parents.

Conditions d'admission

Quand la décision concerne les deux parents, les mineurs sont admis par le service ASE dès réception de l'ordonnance en qualité de pupille de l'Etat.

Modalités

Le Département exerce tous les attributs de l'autorité parentale s'il est requérant et que le délaissement concerne les deux parents. Dans cette situation l'enfant est admis en qualité de pupille de l'Etat. Le lien de filiation est maintenu et ne sera rompu qu'en cas d'adoption plénière.

Le Département exerce conjointement les attributs de l'autorité parentale s'il est requérant et que le délaissement concerne un seul parent.

Le mineur bénéficie de différentes allocations financières liées au placement dont les montants sont arrêtés chaque année par délibération de l'Assemblée Départementale.

Intervenants

Travailleurs sociaux, médicosociaux et assistants familiaux de la Direction de la Vie Sociale. FDE
Pôle Enfance
MECS, lieux de vie.

Références juridiques

Code de l'Action Sociale et des Familles

[Art. L224-1](#)
[Art. L224-3-1](#)

Code Civil

[Art. 381-1 et 381-2](#)

[Loi n° 2009-526 du 12 mai 2009 de simplification et de clarification du droit et d'allègement des Procédures](#)

[Loi de Protection de l'enfant n°2016-297 du 14 mars 2016](#)

[Loi de Protection de l'enfant n°2022-140 du 7 Février 2022](#)

[Loi visant à réformer l'adoption n°2022-219 du 21/02/2022](#)

[Décret N°2017-148 du 7/02/20217](#)

Procédure

La Présidente du Département est responsable de tous les enfants dont la tutelle est confiée au Département. Un responsable ASE est garant de sa prise en charge.

L'accueil du mineur est organisé en fonction de sa problématique dans le mode d'accueil le plus approprié. La prise en charge des enfants, placés sous la tutelle du département, s'exerce selon les modalités suivantes :

- désignation d'un travailleur social référent chargé du suivi de l'enfant et éventuellement des relations avec sa famille
- élaboration d'un projet pour l'enfant ;
- élaboration d'un bilan annuel par le lieu d'accueil et le référent éducatif transmis à le responsable ASE de territoire;

Si l'âge du mineur et son discernement le permettent, son avis est sollicité pour toute décision le concernant.

Commission des Réclamations

Nature de la prestation

Les structures sociales et médico-sociales et les lieux de vie et d'accueil de la protection de l'enfance soumis à autorisation doivent déclarer aux autorités administratives compétentes tout dysfonctionnement grave dans leur gestion ou organisation susceptible d'affecter la prise en charge des usagers, leur accompagnement ou le respect de leurs droits.

Bénéficiaires

- Les familles d'enfants placés à l'aide sociale à l'enfance
- les gestionnaires
- les responsables
- les professionnels

Procédure

Modalités de traitement de l'incident et / ou la réclamation :

L'information doit être transmise dans les plus brefs délais. Elle peut être transmise par les familles, les enfants ou les professionnels par courrier ou email. Ces informations sont recueillies par la **CASED et/ou le SEMS (boite mail suivante : reclamation@hauteloire.fr).**

Gestion du signalement :

a) La CASED ou le SEMS évaluent si l'information concerne le suivi propre de l'enfant ; dans ce cas il sera traité par la CASED, ou s'il est relatif au fonctionnement de la structure et l'accueil de l'enfant et il sera traité par la commission des incidents et/ou des réclamations positionnée au SEMS.

b) Si l'information relève du fonctionnement de la structure et l'accueil de l'enfant alors la commission des incidents et/ou des réclamations se réunit 1 fois par mois maximum en fonction des dossiers à traiter soit au cas par cas en fonction de l'urgence de la situation.

c) Les suites à donner : un courrier réalisé par la commission des incidents et/ou des réclamations est envoyé à la structure pour un rapport circonstancié et un accusé réception au plaignant si besoin. En cas de manquement grave de la part de la structure, un contrôle inopiné peut être diligenté et selon la nature du

Références juridiques

Décret n°2016-1813 du 21 décembre 2016 relatif à l'obligation de signalement des structures sociales et médico-sociales.

Code de l'Action Sociale et de la Famille

Article L331-8-1 du CASF

dysfonctionnement repéré, une transmission de l'information peut être faite à l'autorité judiciaire sans délai. Une copie du courrier est transmise au responsable territorial ASE pour information.

Nature des dysfonctionnements à déclarer à la commission des incidents et/ou des réclamations

- Les sinistres et événements météorologiques exceptionnels (SEMS)
- Les accidents ou incidents liés à des défaillances d'équipements techniques de la structure (SEMS)
- Les perturbations dans l'organisation du travail et la gestion des ressources humaines (SEMS)
- Les accidents ou incidents liés à une erreur ou à un défaut de soin ou de surveillance (SEMS)
- les décès accidentels ou consécutifs à un défaut de surveillance ou de prise en charge d'une personne (SEMS)
- les suicides ou tentatives de suicides, au sein des structures, de personnes prises en charge (ASE) ou de personnels (SEMS)
- les situations de maltraitance à l'égard de personnes accueillies ou prise en charge (ASE)
- les actes de malveillance au sein de la structure (SEMS)

Contenu de l'information

- Coordonnées de la structure et celle du déclarant
- Les dates de survenue et constatation du signalement
- La nature des faits, les circonstances dans lesquelles ils se sont produits
- Le nombre de personnes victimes ou exposées au moment des faits
- Les conséquences du signalement
- Les demandes d'intervention des secours et les mesures immédiates prises par la structure

- L'information apportée à la famille et le cas échéant au représentant légal
- Les dispositions prises par la structure pour remédier aux dysfonctionnements

Intervenants

Service des Etablissements
médico sociaux

Directeur délégué de la protection
de l'enfance

Service Aide Sociale à l'Enfance :
CASED

Responsable territorial ASE

Accueil du mineur non accompagné

Nature de la prestation

Prise en charge des mineurs étrangers sur le territoire français au titre de l'Aide Sociale à l'Enfance compte tenu de leur minorité et de leur isolement.

Bénéficiaires

Mineurs étrangers présents sur le territoire français.

Conditions d'admission

- Arrivée directe du jeune sur le Département : mise à l'abri le temps de son évaluation
- Décision judiciaire de placement confiant le jeune au service ASE

L'admission est prononcée par arrêté de la Présidente du Conseil Départemental en référence aux ordonnances et jugements de l'autorité judiciaire (Procureur de la République, juge des enfants et juge des tutelles)

Modalités

Le département est compétent non seulement pour « mettre à l'abri » le temps d'évaluer l'isolement et la minorité, mais également pour prendre en charge les mineurs confiés au Département.

Intervenants

Travailleurs sociaux, médicosociaux et assistants familiaux de la Direction de la Vie Sociale.
Pôle Enfance
Autorités judiciaires : Police, Juge des Enfants
MECS, FDE

Références juridiques

Code de l'Action Sociale et des Familles

Art. R221-1

Loi de Protection de l'enfant n°2016-297 du 14 mars 2016

Loi de Protection de l'enfant n°2022-140 du 7 Février 2022

Entrée dans le dispositif

Trois situations sont envisagées :

- Le jeune se présente lui-même aux autorités du Département, la minorité et l'isolement du jeune sont alors évalués par les services du Département. Si l'évaluation reconnaît l'isolement et la minorité une demande de protection judiciaire au sens de l'assistance éducative est sollicitée.
- Le jeune arrive dans le cadre de la péréquation, système permettant de réorienter des jeunes évalués mineurs dans un autre département qui assurera la prise en charge. Ce transfert se fait selon une clé de répartition fixant le nombre d'enfants que chaque département doit accueillir.
- Le jeune est confié à l'ASE suite à une requête du jeune auprès du Juge des Enfants.

L'admission est prononcée par arrêté de la Présidente du Conseil Départemental en référence aux ordonnances et jugements de l'autorité judiciaire (Procureur de la République, juge des enfants et juge des tutelles)

Dès lors, le jeune est considéré comme relevant du système de protection de l'enfance au même titre de « enfant confié à l'ASE au titre de l'assistance éducative » (fiche 22 du RDAS)

Le Fonds d'aide aux jeunes (FAJ)

Intervenants

Service social départemental ;
Aide sociale à l'Enfance ;
Service social en faveur des élèves ;
Centre Communal d'Action Sociale du Puy en Velay, de Brioude, de Monistrol-sur-Loire ;
Mission Locale du Velay, de Brioude, de la Jeune-Loire et Loire et ses rivières ;
Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) Le Tremplin (Le Puy en Velay) et Trait d'Union (Brioude)

Références juridiques

Code de l'Action Sociale et des Familles

Art.L121-3 et L121-4
Art. L262-1 à L263-2

Loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active (RSA) et réformant les politiques d'insertion

Délibération du Conseil Départemental du 26 juin 2017 relative à l'adoption du Programme Départemental d'Insertion 2017.2021

Nature de la prestation

Aides financières destinées à :

- un secours temporaire pour faire face à des besoins urgents
- un projet d'insertion ou de formation professionnelle
- des actions d'accompagnement du jeune

Bénéficiaires

Personnes âgées de 18 à 24 ans révolus, français ou étrangers en situation régulière, connaissant des difficultés d'insertion sociale et professionnelle, sans revenus ou ayant de faibles ressources.

Conditions d'accès

Résider

- en Haute-Loire, sauf cas particulier des étudiants
- auprès d'un organisme agréé pour les jeunes sans résidence stable

Plafond des ressources

Les ressources examinées sont celles du foyer : jeune, conjoint et parents. Elles sont soumises à un plafond défini dans le règlement du FAJ.

Procédure d'attribution

Le nombre total d'aides ne peut dépasser 3 par an, quel que soit le montant.

La décision est prise par la Présidente du Conseil départemental.

Recours :

- gracieux auprès de la Présidente du conseil départemental
- Tribunal administratif

Le Fonds de Solidarité Logement (FSL)

Intervenants

Référent social du ménage et en cas d'absence de référent connu, l'assistant(e) social(e) de secteur pour le montage de la demande

- Service Logement-Habitat du Département pour l'étude de la demande

Nature de la prestation

- Subventions ou prêts sans intérêt destinés à faciliter l'accès et le maintien dans le logement (entrée dans les lieux, impayés de loyer et de charges locatives, impayés d'énergie et d'eau)
- Mesures d'accompagnement social lorsqu'elles sont nécessaires à l'installation ou au maintien dans un logement

Bénéficiaires

Toute personne ou famille éprouvant des difficultés particulières, en raison notamment de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'existence, pour accéder à un logement décent et indépendant ou s'y maintenir et pour y disposer de la fourniture d'eau et d'énergie. Sont prioritaires les publics cibles du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisée (PDALHPD) et de la loi du Droit Au Logement Opposable (DALO) et notamment les familles ou personnes sans logement, menacées d'expulsion ou logées dans des conditions de précarité ou d'insalubrité, et/ou disposant de faibles ressources.

Conditions d'attribution

Sous conditions de ressources.
Pour toutes les formes d'habitat locatif ouvrant un droit potentiel à une aide au logement (sauf

Références juridiques

Loi N°2004-809 du 13 août 2004, Art. 65
Décret N°2005-212 du 2 mars 2005

Délibérations du Conseil Départemental :
du 1^{er} février 2005 (création du FSL),
du 10 juillet 2017 (approbation du règlement intérieur),

Allocation Logement Temporaire) et pour les logements de propriétaires occupants pour les aides aux impayés d'énergie et d'eau uniquement Sous réserve que le logement soit occupé à titre principal et qu'il soit décent, adapté à la composition et à la situation du ménage.

Procédure

Saisine

Le FSL peut être saisi par :

- toute personne ou famille en difficulté, et avec son accord par toute personne ou organisme y ayant intérêt ou vocation dont le travailleur social référent du demandeur
- l'organisme payeur de l'aide au logement,
- le représentant de l'Etat dans le département

Instruction

Toute demande fait l'objet d'une enquête sociale qui analyse les causes des difficultés, propose un plan d'action et motive le montant et la nature de l'aide proposée.

Les demandes dérogatoires ou concernant des impayés de loyer supérieurs à 1 200€ (ou à 800€ en cas de surendettement) sont étudiées en commission d'attribution des aides.

Versement des aides

Le paiement est effectué directement aux tiers (fournisseurs ou bailleurs) par le Trésor Public sur production de justificatifs au nom du demandeur.

Le Revenu de Solidarité Active (RSA)

Nature de la prestation

Le rSa a pour objet d'assurer à ses bénéficiaires des moyens convenables d'existence de lutter contre la pauvreté et de favoriser l'insertion sociale et professionnelle. C'est un droit à caractère subsidiaire. Il ne peut se substituer aux droits légaux, réglementaires ou conventionnels auxquels les intéressés peuvent prétendre.

Il se compose :

- d'une prestation financière procurant à toute personne un revenu garanti variant en fonction des revenus d'activité et de la composition du foyer
- d'un dispositif d'accompagnement social et professionnel visant à favoriser l'accès à un emploi durable

Le rSa n'est pas récupérable.

Bénéficiaires

Toute personne âgée de plus de 25 ans résidant en France sous conditions de ressources et d'activité.

Conditions d'accès

Les conditions de nationalité :

Aucune condition n'est exigée pour les personnes de nationalité française.

Pour les étrangers européens et suisses :

- avoir un droit de séjour valide et y vivre depuis au moins 3 mois au moment de la demande

Pour les étrangers hors EEE et Suisse :

- avoir depuis au moins 5 ans un titre de séjour valide

Références juridiques

Code de l'Action Sociale et des Familles

[Art. L115-2](#)

[Art. L 133-2](#)

[Art. L262-1](#) et suivants,

[Art. R262-1](#) à [R 262-25](#)

[Art. R262-82](#) à [R262-84](#)

[Art L262-7-1](#)

[Art. D262-25-1](#) instituant un RSA jeunes

Code de la sécurité sociale

[Art. L133-6-8](#)

[Art L161-1-4](#)

[LOI n° 2008-1249 du 1er décembre 2008](#)

généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

[Décret n° 2009-404 du 15 avril 2009](#) relatif au revenu de solidarité active

Convention du 31 mai 2021, entre le Département de Haute-Loire et la Caisse d'Allocations Familiales de Haute-Loire

Convention du 122 mars 2021 entre le Département de Haute-Loire et la Caisse de la Mutualité Sociale Agricole d'Auvergne d'autre part.

Les conditions particulières

Sont exclus du dispositif RSA : les élèves, les étudiants ou stagiaires, les personnes en congé parental, sabbatique ou sans solde, les personnes en disponibilité.

Cette restriction n'est pas applicable aux personnes isolées assumant la charge d'un ou de plusieurs enfants, aux femmes isolées ayant effectué une déclaration de grossesse.

Le « rSa Jeunes »

Par dérogation, une personne âgée de 18 à 25 ans peut bénéficier du rSa sous réserve d'avoir exercé une activité professionnelle pendant un nombre déterminé d'heures de travail au cours d'une période de référence précédant la date de la demande.

Les conditions de ressources et de calcul des droits

Le revenu garanti est calculé

- à partir de l'ensemble des ressources du foyer, hormis certaines prestations et aides en raison de leur finalité sociale particulière
- en faisant la somme d'une fraction des revenus professionnels des membres du foyer et d'un montant forfaitaire, dont le niveau varie en fonction de la composition du foyer et du nombre d'enfants à charge
- sur la base de déclarations trimestrielles de ressources.

Le rSa est une allocation qui porte les ressources du foyer au niveau du revenu garanti.

Le rSa est une allocation subsidiaire : son versement est subordonné à la condition que l'intéressé fasse valoir ses droits aux prestations sociales, légales, réglementaires et conventionnelles, et ce, dans les 2 mois suivant la demande.

Le rSa n'est pas récupérable, sur succession ou retour à meilleure fortune. Cependant toute somme indument versée est récupérable à 100%.

Procédure d'attribution

La demande du rSa

L'autorité juridique responsable du rSa est le Département.

La demande doit être formulée, en priorité, auprès de la C.A.F ou de la M.S.A pour les personnes relevant du régime agricole. Elle peut également être formulée auprès du service social du Département, ainsi qu'auprès des partenaires

conventionnels, que sont les Centres Communaux d'Action Sociale (C.C.A.S) de Brioude et du Puy en Velay, les CHRS Tremplin et Trait d'Union, pour leurs usagers.

L'instruction de la demande

Le rSa est accordé par décision de la Présidente du Conseil Départemental, déléguée à la Caisse d'Allocations Familiales et à la Caisse de la Mutualité Sociale Agricole.

Des cas particuliers peuvent faire l'objet de décisions d'opportunité de la Présidente du Conseil Départemental.

Les décisions d'opportunité

A la demande de la CAF ou de la MSA, le Conseil Départemental peut être amené à examiner de façon particulière, la situation de demandeurs, présentant une complexité ou une situation sociale délicate :

- pour des travailleurs indépendants ;
- pour des demandeurs élèves, étudiants ou stagiaires de la formation professionnelle ;
- lorsque toutes les démarches nécessaires n'ont pas été accomplies par le demandeur
- Lorsque le demandeur a sollicité une avance sur droits supposés.

Ces décisions dérogatoires sont prises pour une durée déterminée et à défaut pour une année.

Changement de situation

Le bénéficiaire du rSa doit faire connaître à l'organisme chargé du service de l'allocation tout changement dans sa situation (lieu de résidence, situation familiale, activités, ressources et biens des membres du foyer)

Le principe des droits et des devoirs du bénéficiaire du rSa (brSa)

Les membres du foyer brSa en âge de travailler, soumis aux droits et devoirs, ont droit à un accompagnement adapté à leurs besoins par un référent unique désigné par l'organisme vers lequel la Présidente du Conseil Départemental choisit de les orienter, dans le champ soit professionnel, soit social.

Les droits et devoirs des bénéficiaires en matière d'accompagnement à l'insertion sont individualisés.

Sont tenus à obligation : les brSa au sein d'un foyer dont les ressources sont inférieures au montant forfaitaire du rSa et qui perçoivent des revenus d'activité inférieurs à 500 €.

Ne sont pas tenus aux obligations : les brSa au sein d'un foyer dont les ressources sont supérieures au montant forfaitaire ou inférieur au montant forfaitaire, mais qui perçoivent individuellement des revenus d'activité égaux ou supérieurs à 500 €.

L'orientation des brSa

Elle peut être :

- professionnelle pour les personnes capables d'occuper immédiatement un emploi. Cet accompagnement professionnel est assuré par Pôle Emploi et donne lieu à la signature d'un Projet Personnalisé d'Accès à l'Emploi (PPAE)
- Socioprofessionnelle pour les personnes proches de l'emploi, mais nécessitant un accompagnement spécifique. Cet accompagnement est assuré par les services compétents du Département ou de ses partenaires (Missions Locales). Elle donne lieu à la co-rédaction d'un contrat d'engagement réciproque (CER)
- sociale pour les personnes rencontrant des difficultés de nature sociale constituant des freins à l'emploi. Cet accompagnement est assuré par les services compétents, du Département ou de ses partenaires conventionnels (MSA, CCAS, CHRS...). Elle donne lieu à la co-rédaction d'un contrat d'engagement réciproque (CER).

Les équipes pluridisciplinaires

Elles sont territorialisées sur les territoires de Brioude, le Puy en Velay, Monistrol/Yssingeaux. Elles sont constituées d'un élu, d'un professionnel du service compétent du Département, d'un représentant de Pôle Emploi et d'un représentant des bénéficiaires du RSA.

Ces instances sont consultées pour avis, préalablement aux décisions de la Présidente du Conseil Départemental :

- sur la réorientation vers les organismes d'insertion professionnelle ou sociale, au terme d'un Contrat d'Engagement Réciproque ou bien sur demande du référent ;
- sur les demandes de sanction, notamment prévue en cas de fraude.

Les sanctions

Les sanctions sont décidées sur appréciation et décision de la Présidente du Conseil Départemental après avis des instances de concertation. Leur application est progressive : de la réduction de l'allocation (au maximum à hauteur de 80% de l'allocation sur une durée qui ne peut excéder 3 mois) lorsque le bénéficiaire n'a jamais fait l'objet d'une décision de sanction ; à la suspension pour une durée maximale de 4 mois, lorsqu'il a déjà fait l'objet d'une première sanction. Ces sanctions sont limitées à 50% du montant de l'allocation, lorsque le foyer est composé de plus d'une personne.

Une sanction peut être prononcée si sans motif légitime le bénéficiaire :

- ne répond pas aux convocations, ne signe ou ne renouvelle pas son contrat d'insertion (PPAE ou CER) dans les délais impartis ;
- ne respecte pas les termes du contrat d'insertion (PPAE, CER) ;
- cesse son inscription sur la liste des demandeurs d'emploi ;
- refuse de se soumettre aux contrôles prévus par le dispositif rSa ;
- fraude.

Les contrôles

Pour l'exercice de ses compétences, la Présidente du Conseil Départemental et les organismes chargés de l'instruction et du service du rSa, peuvent demander toutes les informations nécessaires à l'instruction du droit au rSa, à sa liquidation et à son contrôle notamment au bénéficiaire ainsi qu'aux membres de son foyer, qui

sont tenus de les produire. En cas de non présentation des pièces justificatives demandées,

le droit au rSa peut être suspendu jusqu'à production des dites pièces.

La Présidente du Conseil Départemental désigne à cet effet des agents pour contrôler le respect des règles applicables au rSa.

La radiation

La radiation de la liste des brSa est prononcée :

- au terme d'une période de 4 mois civils consécutifs d'interruption de versement de l'allocation en raison des ressources,
- ou lorsque le demandeur n'a pas fait valoir ses droits à prestations ou à créance d'aliments,
- ou à la suite d'une décision de suspension liée aux obligations d'insertion.

Intervenants

CAF
MSA

La signature du contrat d'insertion (CER ou P.P.A.E) par l'un des membres du foyer, reporte la fin de droit au rSa à l'échéance dudit contrat.

La réouverture du droit au rSa dans l'année qui suit une décision de suspension liée au non-respect des obligations d'insertion, est conditionnée par la signature d'un contrat d'insertion (CER ou P.P.A.E.)

Les recours

Toute réclamation contre une décision relative au rSa fait l'objet, préalablement à l'exercice d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif, d'un recours amiable auprès de la Présidente du Conseil Départemental. Ce dernier est adressé dans un délai maximum de 2 mois, à compter de la notification de la décision contestée. Le recours contentieux peut s'exercer dans un délai de deux mois faisant suite à la notification de la décision de la Présidente du Conseil Départemental ou à sa non réponse, sur le recours amiable.

RSA - les aides à l'insertion

Nature de la prestation

Accompagnement financier ayant pour objet de concourir à la concrétisation d'un projet d'insertion sociale et/ou professionnelle en favorisant la dynamique et la progression des parcours d'insertion et en soutenant le processus de résolutions des freins périphériques.

L'aide peut intervenir dans les domaines du logement, de la mobilité, de la santé, de la socialisation, de la formation, ou tout autre domaine entrant dans le cadre de l'objet défini précédemment.

Bénéficiaires

- allocataires du RSA et leurs conjoints,
- résidant en Haute Loire, soumis aux droits et devoirs
- bénéficiaires d'autres minima sociaux ne pouvant prétendre à toute autre aide de droit, et inscrits dans une démarche active d'insertion

Conditions d'accès

La demande d'aide est instruite par le référent de parcours RSA, le correspondant ou l'organisme intervenant dans l'accompagnement du bénéficiaire.

Le droit à l'aide est subordonné à la condition que le bénéficiaire potentiel fasse préalablement valoir ses droits aux autres prestations légales, réglementaires ou conventionnelles.

Les situations de fraude avérée ou de suspension de versement du RSA pour non-respect des droits et devoirs induisent une non-éligibilité.

La demande doit être instruite préalablement à l'engagement de la dépense. A titre dérogatoire, les demandes d'aide pour des montants déjà engagés peuvent être étudiées mais celles-ci doivent démontrer l'impossibilité d'anticipation de la demande.

L'aide ne peut être sollicitée sous forme de prêt. Elle ne peut excéder 500 €.

Références juridiques

Code de l'Action Sociale et des Familles

[Art.L121-3](#) et [L121-4](#)

[Art. L262-1](#) à [L263-2](#)

[Loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active \(RSA\) et réformant les politiques d'insertion](#)

[Délibération du Conseil Départemental du 26 juin 2017](#) relative à l'adoption du Programme Départemental d'Insertion 2017.2021

La demande doit prévoir une partie auto-financement.

Au-delà d'un montant d'une dépense de 500 €, le bénéficiaire doit démontrer la possibilité de la somme restant à charge.

Procédure d'attribution

Examen de la demande

Jusqu'à un montant de dépenses de 300€, la décision d'attribution est prise par les délégataires du service de l'Action Sociale Insertion de la Présidente du Conseil Départemental.

Au-delà, la demande est examinée en commission ad-hoc qui se réunit mensuellement.

Des préconisations peuvent accompagner et conditionner la décision.

La décision est notifiée au bénéficiaire demandeur, au professionnel qui a instruit la demande ainsi qu'au tiers créancier.

Versement des aides :

Les aides sont versées aux créanciers.

A titre dérogatoire, elles peuvent être versées au bénéficiaire.

A qui s'adresser ?

CAF
MSA

Le Fonds Départemental de Secours

Nature de la prestation

Aides financières non remboursables destinées à prévenir des situations d'exclusion sociale ou professionnelle.

Cette aide a un caractère subsidiaire. Elle est facultative.

Bénéficiaires

Personnes, ayant des revenus modestes, confrontées à une difficulté financière importante, ponctuelle ou régulière, à laquelle elles ne peuvent faire face et qui peut les précariser.

Conditions d'attribution

Cette aide ne s'applique que si toutes les autres aides auxquelles le demandeur a droit ont été demandées. Les aides demandées sont mentionnées dans l'évaluation faite par le travailleur social qui adresse le dossier.

Procédure

Le demandeur s'adresse à un travailleur social. Ce dernier fait remonter la demande accompagnée d'une évaluation à la commission chargée d'étudier les dossiers. Le dossier comporte :

Intervenants

Travailleurs sociaux du Département, des CCAS ou d'autres établissements (centres hospitaliers...)

Références juridiques

Code de l'Action Sociale et des Familles
Loi n° 98-657 du 29 juillet 1998,
d'orientation relative à la lutte contre les
exclusions

- la nature de la demande
- la somme demandée
- le bilan des revenus du foyer et ses dépenses
- le projet pour le demandeur et son accompagnement

La commission se réunit tous les 15 jours pour l'examen des dossiers. Elle est composée du conseiller départemental en charge des solidarités sociales, d'un directeur adjoint du cabinet du Département, et de la personne en charge du suivi des budgets attribués au fonds départemental de secours.

Le taux de l'aide varie en fonction de la situation du bénéficiaire, de sa demande et du projet. Le plafond annuel est de 300 € maximum sur une année civile.

Le versement est effectué directement aux fournisseurs ou le cas échéant au bénéficiaire.

Procédure d'admission à l'aide sociale pour l'autonomie : constitution du dossier

Retrait du dossier

Les dossiers d'aide sociale légale sont à retirer auprès du CCAS ou CIAS du domicile ou de résidence du demandeur. Le dossier est également téléchargeable sur le site internet du Département de la Haute-Loire http://www.hauteloire.fr/sites/cg43/IMG/pdf/demande-aide-sociale-hebergement-pa3_2.pdf

Dépôt de la demande

La demande d'aide sociale légale est déposée à la mairie du domicile du demandeur, lieu de son domicile principal, ou à défaut, à sa mairie de résidence.

Dans le cas où la personne ne réside pas de manière habituelle sur la commune, le Maire devra apporter toutes précisions afin de permettre aux services du Conseil départemental de déterminer son domicile de secours.

Forme de la demande

La demande d'aide sociale doit être constituée par le formulaire édité par le Conseil Départemental de la Haute Loire, signé de la main du demandeur, ou de son représentant légal.

Si le demandeur est dans l'incapacité de signer et, en l'absence d'un représentant légal, le médecin attestera de cette incapacité.

Cette signature engage le demandeur à fournir tous les renseignements nécessaires à la constitution du dossier. Sans préjudice des poursuites en restitution ou d'une décision tendant à rejeter la demande d'aide sociale, quiconque aura frauduleusement perçu ou tenté de percevoir, notamment en fournissant des renseignements erronés, des prestations au titre de l'aide sociale, sera poursuivi par la Présidente du Conseil Départemental afin que soient appliquées les peines prévues par le Code pénal.

Références juridiques

Code de l'Action Sociale et des Familles

[Art. L.111-4](#)

[Art. L.113-1](#) et suivants

[Art. L.121-1](#) à [L121-4](#)

[Art. L.131-1](#)

Le dossier d'aide sociale

Toute demande d'aide sociale donne lieu à la constitution d'un dossier familial dont la validité est celle de l'attribution de l'aide par la Présidente du Conseil Départemental.

Ce dossier est constitué par le Centre Communal d'Action Sociale qui recueille la demande.

Le dossier familial doit comporter les pièces nécessaires à la justification des demandes présentées, suivant les modèles fournis par les services du Département.

http://www.hauteloire.fr/sites/cg43/IMG/pdf/demande-aide-sociale-hebergement-pa3_2.pdf

Il est complété par le CCAS ou CIAS dont le Conseil d'administration donnera son avis qui sera joint au dossier.

Le dossier complet est transmis au Conseil départemental, pour instruction au plus tard dans le mois qui suit le dépôt de la demande et ce, indépendamment de l'appréciation du bien-fondé de la demande.

Lorsque pour des causes majeures et justifiées, certains renseignements ne peuvent être obtenus rapidement, le CCAS ou CIAS adresse le dossier en l'état au service instructeur dans le délai indiqué ci-dessus, en précisant les raisons qui ne permettent pas l'envoi d'un dossier complet. Le Conseil Départemental de la Haute-Loire se réserve la possibilité de rejeter toute demande d'aide sociale à l'hébergement si les dossiers du bénéficiaire et ceux des obligés alimentaires restent incomplets au bout de 4 mois.

Date d'effet de la décision d'une première admission à l'aide sociale

Caractéristiques

Pour la prise en charge des frais d'hébergement, la décision d'attribution à l'aide sociale prend effet à compter du jour d'entrée dans l'établissement :

- si la demande a été déposée dans les deux mois qui suivent ce jour, ce délai pouvant être prolongé une fois par la Présidente du Conseil Départemental,
- si le dossier a été transmis à la Présidente du Conseil Départemental dans le mois qui suit la date de dépôt.

Si l'un de ces délais n'est pas respecté, l'admission prend effet au premier jour de la quinzaine suivant la date à laquelle la demande a été présentée.

Dépôt de la Caution

Au titre de l'aide sociale, le Département de la Haute-Loire ne prend pas en charge la caution versée à l'établissement ou à la famille d'accueil.

Cas d'ouverture de révision d'une décision d'aide sociale

Révision en raison d'éléments nouveaux

Elle peut résulter de changements dans les circonstances de fait liées au demandeur ou à ses obligés alimentaires, mais également dans les circonstances de droit liées à la législation en vigueur.

Circonstances de fait

Lorsque la décision de la Présidente du Conseil Départemental n'est plus adaptée à la situation du demandeur, elle peut être soumise à révision.

Dans ce cas, les éléments justifiant la révision devront être portés à la connaissance de la Présidente du Conseil Départemental selon la procédure habituelle d'instruction. Les éléments peuvent porter sur :

- un changement de situation
- un changement dans la situation économique, familiale ou financière en amélioration ou en aggravation du bénéficiaire ou d'un obligé alimentaire,
- un changement de domicile, de résidence ou d'établissement.

Effet d'une décision de justice

Lorsque le demandeur peut produire une décision judiciaire rejetant sa demande d'aliment ou limitant l'obligation alimentaire à une somme inférieure à celle qui avait été prévue par la Présidente du Conseil Départemental, celui-ci révisé sa décision, en fonction du jugement rendu.

Circonstances de droit

Lorsqu'un changement de la législation, de la réglementation ou du règlement départemental d'aide sociale, une modification des taux, des plafonds ou des tarifs ont des conséquences sur les décisions prises à l'encontre des demandeurs d'aide sociale, les services procèdent soit à la révision du dossier, soit au réajustement automatique des droits ou obligations.

La vérification de l'ouverture des droits

La Présidente du Conseil Départemental peut prendre l'initiative de réviser un dossier pour vérifier si les conditions d'ouverture des droits à l'aide sociale sont toujours respectées par le bénéficiaire. La révision des décisions peut intervenir dans le cas des prestations indûment perçues :

- lorsque la décision a été prise sur la foi d'une déclaration erronée ou frauduleuse, celle-ci est révisée,
- lorsqu'elle a été prise sur la base de déclaration incomplète ou par défaut de déclaration,
- lorsque la situation du demandeur ou d'un obligé alimentaire s'est améliorée ou a été modifiée sans que le CCAS ou CIAS ou la Présidente du Conseil Départemental en aient été avertis, la décision initiale est révisée et peut prendre effet à la date de ce changement de situation.

La procédure de renouvellement

Avant l'expiration de la prise en charge accordée, dans l'éventualité où le bénéficiaire estimerait nécessaire de prolonger l'aide qui lui a été accordée, et afin d'éviter toute interruption de prise en charge, il lui appartient d'en solliciter lui-même le renouvellement, dans le respect des mêmes délais que pour une première demande, soit 3 mois.

En matière d'aide sociale à l'hébergement, la décision de renouvellement pourra prendre effet au jour suivant le terme de la décision précédente. Dans l'attente d'une décision d'orientation de la Commission des droits et de l'autonomie, le renouvellement des droits ne pourra intervenir que dans la mesure où la personne handicapée réside effectivement dans l'établissement désigné par la décision précédente.

Fin d'effet de l'admission à l'aide sociale

L'admission à l'aide sociale à l'hébergement cesse au décès du bénéficiaire, ou à sa sortie définitive de l'établissement ou de la famille d'accueil.

Intervenants

Service maintien de l'Autonomie

Récupération de la créance d'aide sociale

Principes de la récupération

La récupération des sommes versées par la collectivité au titre de l'aide sociale repose sur le fait qu'elles sont une avance.

Les recours en récupération sont exercés par le Département :

- lorsque le bénéficiaire est revenu à meilleure fortune,
- contre le donataire, le légataire,
- la succession du bénéficiaire,
- contre la succession du bénéficiaire et à titre subsidiaire contre le ou les bénéficiaires d'un contrat d'assurance-vie souscrit par le bénéficiaire de l'aide sociale sur la fraction des primes versées après l'âge de 70 ans,
- contre les tiers débiteurs.

Les frais d'aide sociale aux personnes handicapées ne sont pas récupérables lorsque les héritiers sont les enfants, les parents, le conjoint, la personne ayant assumé la charge effective et constante de la personne handicapée, le légataire, le donataire ou le bénéficiaire d'un contrat d'assurance vie

Le retour à meilleure fortune

Principe

Le remboursement des prestations versées peut être décidé par la Présidente du Conseil Départemental par un recours contre le bénéficiaire de l'aide sociale dont la situation pécuniaire vient à s'améliorer.

Limites

Sont exclues de ce type de recours les sommes versées ou avancées au titre de l'APA à domicile, de l'APA en établissement, de l'ACTP, de la PCH.

Le recours contre le donataire

Principe

Un recours peut être exercé contre le donataire lorsque la donation est intervenue postérieurement à la demande d'aide sociale ou dans les 10 ans précédant la première demande d'aide sociale. Il

Références juridiques

Code de l'Action Sociale et des Familles

[Art. L.132-8 à L.132-10](#)

[Art L 132-13 à L 132-16](#)

[Art. L.344-5](#)

[Art. R.132-11 à R.132-16](#)

Code civil

[Art. 811](#)

[Art. 2224](#)

[Art 1017-2148-2428-2488](#)

[Art2232](#)

[Loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015](#)

concerne les biens mobiliers et immobiliers du bénéficiaire.

Limites

Le recours s'exerce dans la limite des sommes avancées au titre de l'aide sociale et de la valeur des biens estimée au jour de la donation.

Le recours contre le légataire

Principe

Un recours peut être exercé contre le légataire.

Limites

Le recours s'exerce dans la limite des sommes avancées au titre de l'aide sociale et de la valeur des biens légués estimée au jour du legs.

Le recours contre la succession

Principe

La récupération des créances d'aides sociales s'effectue au 1^{er} euro sur le montant de l'actif net successoral :

- pour l'aide sociale en établissement
- pour l'aide sociale à domicile, sur la partie de l'actif net successoral supérieure à 46 000 € et ce pour toute dépense supérieure à 760 €

Ainsi qu'à titre subsidiaire, contre le bénéficiaire d'un contrat d'assurance-vie souscrit par le bénéficiaire de l'aide sociale, à concurrence de la

fraction des primes versées après l'âge de soixante-dix ans. Quand la récupération concerne plusieurs bénéficiaires, celle-ci s'effectue à hauteur des sommes perçues par chacun d'eux.

Ces recours sont exercés exclusivement contre la succession des bénéficiaires sans jamais porter atteinte au patrimoine personnel des héritiers.

La Présidente du Conseil Départemental peut lorsqu'il n'y a pas d'héritiers connus ou si ceux-ci renoncent à la succession ou restent dans l'inaction, demander au Tribunal Judiciaire de déclarer la succession vacante et d'en confier la gestion au Service des Domaines.

Garantie hypothécaire

Afin de garantir les recours, le Conseil départemental peut procéder à des inscriptions hypothécaires sur les biens immobiliers des bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement.

La mainlevée de l'hypothèque légale ne pourra être effectuée par le Département qu'après désintéressement partiel ou totale de la créance départementale due.

Décision de récupération

Le montant de la créance récupérable est fixé par la Présidente du Conseil Départemental. Il peut décider de reporter tout ou partie de la récupération à la survenue d'évènements tels qu'une vente, l'entrée en établissement, le déménagement ou le décès du conjoint survivant.

Le Département dispose d'un délai de 5 ans à compter du jour où il a eu connaissance de la date du décès du bénéficiaire.

Pour les actions ouvertes avant l'entrée en vigueur de la loi du 17 juin 2008, le délai de prescription est de 30 ans. A compter du 19 Juin 2008, la durée totale de la prescription ne peut excéder la durée prévue par la loi antérieure.

Répétition de l'indu

Lorsque des allocations d'aide sociale, telles que celles de l'APA à domicile, l'APA en établissement, la PCH ou encore de l'ACTP ont été attribués à tort, du fait d'une erreur, omission du demandeur ou de l'administration, les sommes indûment perçues sont récupérables auprès du bénéficiaire ou le cas échéant sur sa succession.

* art 1302-1 et suivants du Code Civil

Récupération des indus

L'action intentée par la Présidente du Conseil Départemental pour la mise en recouvrement des sommes indûment versées se prescrit par deux ans sauf en cas de fraude ou de fausse déclaration. Dans cette dernière hypothèse, la prescription quinquennale s'applique

A qui s'adresser

Service maintien de l'Autonomie

Aide sociale à domicile des personnes âgées et des personnes en situation de handicap : aide-ménagère

Nature de la prestation

L'aide-ménagère est destinée à toute personne privée de ressources suffisantes et qui a besoin d'une aide matérielle de nature à permettre son maintien à domicile. Elle est accordée sous forme de services ménagers.

L'aide à apporter est appréciée en fonction des besoins de la personne et après une visite sur place effectuée par un travailleur social.

Il est tenu compte de l'aide de fait apportée par l'entourage immédiat et de ses possibilités ou non à maintenir cette aide auprès de la personne.

Bénéficiaires

Toute personne résidant en France et ayant son domicile de secours en Haute-Loire, de nationalité française ou ressortissante de la Communauté Européenne (C.E.) ou étrangère hors C.E, titulaire d'un titre de séjour en cours de validité

Conditions d'âge

- Toute personne en situation de handicap âgée de 20 à 60 ans dont l'incapacité permanente est au moins égale ou supérieure à 80 % ou qui, compte tenu de son handicap, est dans l'impossibilité de se procurer un emploi.
- Toute personne d'au moins 60 ans bénéficiant d'une retraite pour inaptitude
- Toute personne âgée d'au moins 65 ans

Conditions d'attribution

Elle est attribuée aux personnes âgées disposant de ressources inférieures au plafond annuel légal d'octroi qui correspond au plafond de ressources de l'Allocation de Solidarité aux Personnes Âgées.

L'ensemble des ressources de l'intéressé(e), de quelque nature qu'elles soient, est pris en compte et a pour portée le foyer de l'intéressé(e) (toute personne vivant sous le même toit que l'intéressé(e)). Les ressources du conjoint, du concubin ou de la personne avec laquelle

Références juridiques

Code de l'Action Sociale et des Familles

[Art. L131-1](#)
[Art. L231-1 à L231-3](#)
[Art. L232-23](#)
[Art. R231-2](#)
[Art. R231-1](#)

l'intéressé(e) a conclu un PACS sont prises en compte.

Ne sont pas prises en compte les retraites du combattant, les créances alimentaires, les pensions attachées aux distinctions honorifiques, les prestations familiales, l'allocation compensatrice pour aide d'une tierce personne, l'allocation logement.

Lorsque les intéressés perçoivent des revenus à échéance annuelle ou trimestrielle (fermages, locations...), ces derniers sont rapportés sur une base mensuelle afin de pouvoir effectuer leur prise en compte.

Lorsque les revenus de la personne âgée dépassent le plafond réglementaire d'attribution au titre de l'aide sociale, elle peut demander la prise en charge de l'aide-ménagère auprès de sa caisse de retraite.

Modalités de l'aide

L'aide-ménagère n'est pas cumulable avec l'allocation personnalisée à l'autonomie, l'ACTP ou tout avantage de même nature servi par un organisme de protection sociale.

Si un tiers s'est engagé envers le demandeur à lui apporter une aide assimilable à l'aide-ménagère, il peut être opposé le principe de subsidiarité de l'aide sociale.

L'obligation alimentaire n'est pas mise en œuvre pour cette prestation.

Il n'y a pas lieu à inscription hypothécaire légale sur les biens immobiliers du bénéficiaire.

- Les services ménagers :

Le nombre d'heures financées est limité à 30 par mois pour une personne seule. Lorsque deux ou plusieurs bénéficiaires vivent sous le même toit, le nombre maximum d'heures est réduit d'un cinquième pour chacun des bénéficiaires.

La prise en charge est partielle : la Présidente du Conseil Départemental fixe la participation financière demandée aux bénéficiaires.

La participation qui peut être demandée au bénéficiaire des services ménagers est fixée par arrêté de la Présidente du Conseil Départemental. La notification de décision mentionne qu'une participation horaire reste à la charge du bénéficiaire.

Procédure

Demande

La demande est à déposer au Centre communal d'Action Sociale (CCAS) ou, à défaut, à la mairie de résidence de l'intéressé(e). Le dossier revêt l'avis du CCAS ou celui du maire et s'il le souhaite, le Conseil Municipal peut être consulté.

La demande est adressée, dans le mois de son dépôt, au Département de la Haute-Loire.

Le Conseil Départemental de la Haute-Loire se réserve la possibilité de rejeter toute demande d'aide sociale à l'hébergement si les dossiers du bénéficiaire et ceux des obligés alimentaires restent incomplets 4 mois après réception de ladite demande.

Décision

La décision est prononcée par la Présidente du Conseil Départemental, elle se fonde sur l'avis du CCAS ou celui du Maire, mentionné dans la constitution du dossier.

La décision est valable 2 ans à compter de la date de la demande. Elle prend effet le premier jour de la quinzaine qui suit la commission d'attribution.

Elle est notifiée :

- à l'intéressé (e) ou son représentant légal,
- au maire de la commune où a été déposée la demande.
- au service prestataire concerné

Toute décision de rejet doit être motivée. Les voies de recours sont indiquées sur la notification de la décision.

Révision / Renouvellement

- Révision

Toute décision en cours de validité peut être révisée lorsque de nouveaux éléments entraînent une modification de la situation du demandeur.

Si la révision est consécutive à la production de renseignements erronés ou incomplets, la Présidente du Conseil Départemental pourra poursuivre le contrevenant.

- Renouvellement

Il appartient au bénéficiaire de solliciter le renouvellement de sa prise en charge par courrier ou par courriel deux mois avant la fin de la décision en cours accompagné du dossier de renouvellement de la demande et des justificatifs actualisés de sa situation.

Dispositions financières

La tarification de l'heure d'aide-ménagère prise en charge par l'aide sociale ainsi que la participation horaire des bénéficiaires sont fixées par arrêté de la Présidente du Conseil Départemental.

Le Conseil Départemental règle directement aux services habilités les prestations effectuées sur présentation d'états nominatifs mensuels, étant précisé que l'emploi direct est exclu de cette aide.

Le bénéficiaire règle directement sa participation à l'organisme prestataire.

En matière d'aide à domicile, les prestations servies par des prestataires en dehors des droits accordés par la Présidente du Conseil Départemental, devront faire l'objet d'engagements éclairés de la part du bénéficiaire ; à défaut, les dépenses engagées resteront à la charge de ce prestataire.

Recours en récupération

En matière d'aide-ménagère à domicile, le Conseil Départemental peut exercer un recours en récupération suivant les conditions énoncées dans la fiche relative aux recours en récupération.

L'aide-ménagère est récupérable si l'actif net successoral est supérieur à 46 000 euros, et que la créance départementale est supérieure à 760 euros.

A qui s'adresser

Service maintien de l'Autonomie

Aide sociale à l'hébergement en faveur des personnes âgées

La subsidiarité de l'Aide Sociale

Les droits de la personne accueillie sont examinés par les services du Département de la Haute-Loire au regard de l'APA, de l'allocation logement ou d'autres aides avant de l'être au titre de l'aide sociale à l'hébergement qui revêt un caractère subsidiaire.

Nature de la prestation

Prise en charge des frais d'hébergement en établissement des personnes âgées ne disposant pas de ressources suffisantes pour s'en acquitter.

Bénéficiaires

Personnes âgées de plus de 65 ans ou de plus de 60 ans en cas d'inaptitude au travail, ayant son domicile de secours en Haute-Loire et remplissant les conditions de ressources et de nationalité.

Conditions d'attribution

Le demandeur doit déjà être entré dans l'établissement au moment de la constitution du dossier.

Cette aide est attribuée sous condition de ressources du demandeur et de la capacité contributive de son (sa) conjoint(e) et de ses obligés alimentaires.

L'examen des ressources

La participation du demandeur à ses frais d'hébergement est égale à 90 % de ses ressources, déduction faite des charges indiquées dans les précisions qui suivent.

Sous réserve d'acceptation du Département de la Haute-Loire, à la demande de l'intéressé et sur présentation de justificatifs, les charges suivantes peuvent être déduites de ses revenus :

- cotisations de mutuelle (à hauteur de maximum 100 euros par mois)
- impôts sur le revenu
- les frais indispensables engendrés par le coût du domicile du propriétaire entre l'entrée en établissement et les 12 mois qui suivent son admission en établissement sur demande exhaustive formulée auprès de la Présidente du

Références juridiques

Code de l'Action Sociale et des familles

[Art. L113-1](#) [Art. L123-5](#)
[Art. R131-1](#) [Art. R123-5](#)
[Art. L132-1 à L132-6](#)
[Art. R132-2](#)
[Art. L231-4 à L231-6](#)
[Art. L314-10](#)
[Art. L342.1](#)
[Art. L344-5-1](#)
[Art. D311](#)
[Art. D344-40](#)
[Art. R314-204](#)

Code général des Collectivités Territoriales

[Art. L2223-3](#)

Département. Cette prise en charge est ramenée à 1 mois pour les locataires.

- frais de tutelle à hauteur de ceux déterminés par le tuteur

Modalités de mise en œuvre d'intervention

Une somme correspondant au minimum réglementaire est laissée à disposition de la personne; elle s'élève à 10 % de ses ressources (soit les sommes perçues desquelles les charges sont déduites). Elle ne peut être inférieure à 1 centième du montant annuel des prestations minimales de vieillesse, arrondi à l'euro supérieur. Ce montant de minimum légal est porté à 30% de l'AAH à taux plein pour les personnes bénéficiant du statut de personne handicapée.

Sur accord explicite de la Présidente du Conseil Départemental, un certain nombre de dépenses exceptionnelles et nécessaires au maintien dans l'établissement sont laissées à disposition des intéressés.

Les décisions attribuant une aide sous la forme d'une prise en charge de frais d'hébergement peuvent prendre effet à compter du jour d'entrée dans l'établissement si la demande a été déposée dans les deux mois qui suivent ce jour auprès des services du département. Ce délai peut être prolongé une fois, dans la limite de deux mois, par

la Présidente du Conseil Départemental. À défaut, la prise en charge au titre de l'aide sociale à l'hébergement aura lieu à partir du premier jour de la quinzaine qui suit la date de dépôt en CCAS, CIAS ou en Mairie.

Les frais de séjour qui peuvent être pris en charge correspondent aux frais d'hébergement et au ticket modérateur de la dépendance.

Procédure

La demande de prise en charge des frais d'hébergement est déposée auprès du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) ou du Centre Intercommunal d'Action Sociale (CIAS) de la commune de résidence. Ce dernier constitue un dossier et transmet la demande à la Présidente du Conseil Départemental qui instruit et rend une décision d'admission ou de rejet. Il informe le demandeur ou le représentant légal de ce dernier, le Maire de la commune de résidence et l'établissement, le trésorier référent ainsi que tous les obligés alimentaires de la décision.

Le directeur de l'établissement peut également, sur demande de la personne âgée, déclencher la demande d'aide sociale à l'hébergement.

Le dossier complet doit être transmis dans le délai d'un mois au service en charge de l'instruction des dossiers d'aide sociale du Conseil Départemental.

Quatre mois avant l'échéance de l'aide, les services départementaux déclenchent la procédure de constitution d'un dossier de renouvellement.

Il est procédé à une révision dans les mêmes formes que l'admission à l'aide sociale.

Dépôt de la Caution

Au titre de l'aide sociale, le Département de la Haute-Loire ne prend pas en charge la caution versée à l'établissement ou à la famille d'accueil.

Dispositions financières

En cas d'admission à l'aide sociale, les frais de séjour sont réglés directement par le Département auprès de l'établissement.

Dans les établissements habilités à l'aide sociale

La Présidente du Conseil Départemental arrête pour chaque établissement le tarif journalier

afférent à l'hébergement (c'est-à-dire l'ensemble des prestations d'administration générale, d'accueil hôtelier, de restauration, d'entretien et d'animation).

D'autre part, la Présidente du Conseil Départemental arrête également le tarif journalier afférent à la dépendance (c'est-à-dire l'ensemble des prestations d'aide et de surveillance nécessaires à l'accomplissement des actes essentiels de la vie, non liées aux soins).

Dans les établissements non habilités à l'aide sociale

Lorsque les résidents y ont séjourné à titre payant pendant une durée de 5 ans, et lorsque leurs ressources ne leur permettent plus d'assurer leur entretien, le Département peut éventuellement effectuer une prise en charge sur la base du tarif moyen départemental.

Dans les logements foyers

Pour les bénéficiaires admis en logement foyer, le Conseil Départemental leur verse, mensuellement, une somme correspondant aux frais d'hébergement, dont le montant calculé doit leur permettre d'avoir à leur disposition, une fois ces frais d'hébergement et charges locatives prévues au contrat de séjour l'équivalent de l'ASPA leur permettant de régler les frais de repas. Tous les logements foyers ne sont pas habilités à l'aide sociale, vous pouvez vous renseigner auprès de l'établissement référent pour en connaître les caractéristiques.

Le reversement des ressources

Le bénéficiaire de l'aide sociale à l'hébergement doit reverser 90 % de ses ressources et 100% de l'APL au Conseil Départemental dans la limite de la conservation du minimum réglementaire évoqué ci-dessus conformément à la législation en vigueur.

Ce reversement peut intervenir par deux vecteurs :

- **Directement par l'établissement d'accueil de la personne âgée**

Les responsables des établissements privés ou les comptables des établissements publics sont chargés de recouvrer les participations des bénéficiaires de l'aide sociale.

L'établissement est tenu de facturer à minima la valeur de 90% des ressources dans l'attente de la décision de prise en charge, le requérant de l'aide sociale ou sa tutelle doit s'en acquitter.

En cas de non reversement des contributions pendant trois mois, le directeur de l'établissement peut demander l'autorisation à la Présidente du Conseil Départemental de percevoir directement les ressources des bénéficiaires de l'aide sociale.

La demande de perception directe des ressources par l'établissement peut également émaner de l'intéressé ou de son représentant légal, transmise à la Présidente du Conseil Départemental par le responsable de l'établissement privé ou par le comptable de l'établissement public, accompagnée de l'avis du responsable de cet établissement.

Le reversement des ressources s'effectuera mensuellement ou trimestriellement par le gestionnaire des fonds du bénéficiaire. En cas de manquements à cette obligation, un titre prévisionnel de recette sera émis pour recouvrement par le Trésor Public.

À défaut, le versement interviendra directement par le bénéficiaire, et/ou son tuteur. (cf. partie suivante)

- Directement par le bénéficiaire et/ou son tuteur

Ce dernier conserve la gestion de ses finances. A sa charge de procéder mensuellement ou trimestriellement à un reversement de ressources conforme à un état de gestion validé par le service instructeur de son dossier.

En cas de manquements à cette obligation, un titre prévisionnel de recette sera émis pour recouvrement par le Trésor Public. De plus en cas de manquements répétés, le Conseil Départemental se réserve le droit de saisir le juge des tutelles pour demander une mesure de protection à l'encontre du bénéficiaire de l'aide sociale.

Modalités de facturation des frais de séjour pendant les absences du bénéficiaire

Le ticket modérateur dépendance n'est pas facturé au résident dès le premier jour d'absence complet quel que soit le mode de paiement de la dépendance à l'établissement (dotation globale ou prix de journée).

Absence inférieure à 72 heures (3 jours d'absence complets) quel que soit le motif :

- L'établissement facture le seul prix de journée hébergement.
- Le département maintient la prise en charge des frais de séjour des résidents à l'aide sociale.
- Le recouvrement de la participation du résident s'effectue intégralement.

Absence supérieure à 72 heures (3 jours d'absence complets) quel que soit le motif :

- L'établissement facture le seul prix de journée hébergement déduction faite du forfait hospitalier.
- Le département maintient la prise en charge des frais de séjour des résidents à l'aide sociale.
- Le recouvrement de la participation du résident s'effectue intégralement.

Les frais d'inhumation

Aucune provision pour obsèques n'est autorisée pendant la durée où la personne âgée est bénéficiaire de l'aide sociale.

Le principe de subsidiarité de l'aide sociale s'applique aux frais d'inhumation. Si le défunt ne laisse ni actif suffisant ni obligé alimentaire et n'a pas, de son vivant, financé un contrat obsèques ou un contrat d'assurance, les frais d'inhumation sont à la charge de la commune ; en effet le Code général des collectivités territoriales précise :

- dans l'article L2213-7 que le maire ou, à défaut, le représentant de l'État dans le département pourvoit d'urgence à ce que toute personne décédée soit ensevelie et inhumée décemment sans distinction de culte ni de croyance.
- à l'article L2223-27 et suivants que le service de l'inhumation est gratuit pour les personnes dépourvues de ressources suffisantes. Lorsque la mission de service public définie à l'article L.2223-19 n'est pas assurée par la commune, celle-ci prend en charge les frais d'obsèques de ces personnes. Elle choisit l'organisme qui assurera ces obsèques. Le maire fait procéder à la crémation du corps lorsque le défunt en a exprimé la volonté.

Intervenants

SMA

Allocation Personnalisée d'Autonomie à domicile Attribution de la Carte Mobilité Inclusion

Nature de la prestation

La CMI est la carte mobilité inclusion. Il existe trois CMI différentes : la CMI stationnement, la CMI priorité et la CMI invalidité. Il est possible d'avoir jusqu'à 2 CMI. Ainsi, il est possible de bénéficier à la fois d'une CMI stationnement et d'une CMI invalidité ou à la fois d'une CMI stationnement et d'une CMI priorité.

A noter : Il est inutile de demander une CMI priorité en étant bénéficiaire d'une CMI invalidité. En effet, la CMI invalidité donne tous les avantages donnés par la CMI priorité ainsi que des avantages supplémentaires.

Bénéficiaires

Toute personne âgée bénéficiant de l'APAD ou faisant une première demande d'APAD peut effectuer une demande de CMI au Département.

Conditions d'attribution

Etre âgé de plus de 60 ans et être bénéficiaire ou demandeur de l'APAD.

Dans le formulaire de demande d'APA, il est possible de demander une CMI:

- la CMI stationnement
- la CMI priorité
- la CMI invalidité
- la CMI stationnement et la CMI invalidité
- la CMI stationnement et la CMI priorité

L'APAD attribuée en GIR 1 ou en GIR 2 permet de bénéficier automatiquement de la CMI invalidité et de la CMI stationnement à titre définitif. Cependant, il est encore nécessaire d'en faire la demande.

Références juridiques

Code de l'Action Sociale et des Familles

[Art. L232-1](#)
[Art L232-2](#)
[Art.L232-8 à L232-28,](#)
[Art L 241.3.1 à L241.3.3](#)
[Art. R232-1 à R232-16](#)
[Art. R232-18 à R232-35](#)
[Art. D232-32 alinéa 1](#)

Pour toute personne relevant d'un GIR 3, 4, 5 ou 6, le Département de la Haute-Loire instruit la demande et transmet le dossier à la MDPH dont relève la décision d'attribution. Si la demande concerne une CMI stationnement seul, le Département reste compétent quel que soit le GIR de la personne.

La notification de décision est transmise par la Présidente du Département par courrier postal.

L'imprimerie nationale est chargée de la fabrication des cartes qui sera adressée à la résidence du demandeur.

Pour la réalisation, une photo d'identité sera demandée par l'imprimerie nationale.

Avantages liés à l'attribution de la CMI

CARTE MOBILITE INCLUSION AVEC MENTION INVALIDITE

Cette carte permet d'obtenir une priorité d'accès aux places assises dans les transports en commun, dans les espaces et salles d'attente tant pour son titulaire que pour la personne qui l'accompagne dans ses déplacements ainsi que dans les établissements et les manifestations accueillant du public. Elle permet également d'obtenir une priorité dans les files d'attente.

Elle permet de bénéficier de réductions fiscales, d'un droit de priorité dans l'attribution des logements sociaux et d'avantages commerciaux.

CARTE MOBILITE INCLUSION AVEC MENTION PRIORITE :

Elle permet d'obtenir une priorité d'accès aux places assises dans les transports en commun, dans les espaces et salles d'attente tant pour son titulaire que pour la personne qui l'accompagne dans ses déplacements ainsi que dans les établissements et les manifestations accueillant du public. Elle permet également d'obtenir une priorité dans les files d'attente.

CARTE MOBILITE INCLUSION AVEC MENTION STATIONNEMENT

Cette carte permet d'utiliser, dans les parcs de stationnement automobiles, les places réservées ou spécialement aménagées à cet effet, et de bénéficier des dispositions qui peuvent être prises en faveur des personnes handicapées par les autorités compétentes en matière de circulation et de stationnement.

Conformément à l'article R.241-20 du CASF, cette carte doit être apposée du côté du flash code, derrière le pare-brise, à l'avant du véhicule utilisé pour le transport du bénéficiaire. Elle est retirée dès lors que le bénéficiaire n'utilise plus le véhicule.

Tout usage indu de cette carte sera sanctionné par une peine d'amende prévue pour les contraventions de 4^{ème} classe.

En cas de perte, de vol ou de détérioration, il est possible de faire une demande de duplicata de carte via l'espace personnel du portail bénéficiaire. Ce duplicata est PAYANT (9 euros en 2017) et est à la charge du demandeur.

Il est également possible de demander un second exemplaire de carte via ce même portail.

Le duplicata et le second exemplaire de carte sont payants (9 euros chacun) et sont à la charge du demandeur.

Recours contre la décision

Les recours contre la présente décision doivent être formés, par requête motivée adressée par lettre recommandée avec accusé de réception devant le Tribunal Administratif de Clermont Ferrand-6 Cours Sablon- CS 90129 - 63033 Clermont Ferrand Cedex 1. La juridiction administrative peut être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Intervenants

Service maintien de l'Autonomie

Un recours administratif préalable obligatoire

devra être exercé devant la Présidente du Département de la Haute-Loire, par courrier motivé adressé à: Hôtel du Département- 1, Place Monseigneur de Galard – CS 20310 - 43009 Le Puy en Velay Cedex- dans les 2 mois suivant la réception de la présente notification.

Allocation Personnalisée d'Autonomie à domicile

Télécharger le dossier : <http://www.hauteloire.fr/L-A-P-A-a-domicile.html>

Nature de la prestation

L'APA est destinée aux personnes âgées qui, outre les soins qu'elles sont susceptibles de recevoir, ont besoin d'une aide pour l'accomplissement des actes essentiels de la vie ou dont l'état nécessite une surveillance régulière.

Cette allocation est destinée au maintien à domicile des personnes âgées.

Bénéficiaires et Conditions d'attribution

Le bénéfice de l'APA est ouvert à toute personne remplissant les conditions d'âge, de résidence, de nationalité et de degré de dépendance.

Les deux membres d'un couple peuvent chacun prétendre au bénéfice de cette prestation.

Conditions relatives à l'âge, la résidence et la nationalité

Peut prétendre au bénéfice de l'APA, toute personne :

- Agée d'au moins 60 ans,
- Résidant en France et ayant son domicile de secours ou ayant fait élection de domicile dans la Haute-Loire (résidence ininterrompue depuis plus de 3 mois),
- de nationalité française ou ressortissante de la C.E. ou étrangère hors C.E. titulaire d'un titre de séjour en cours de validité.

Les personnes sans domicile stable doivent élire domicile soit auprès d'un centre communal ou intercommunal d'action sociale, soit auprès d'un organisme agréé à cet effet.

Références juridiques

Code de l'Action Sociale et des Familles

[Art. L.232-1 à L. 232-7,](#)
[Art.L.232-12 à L.232-28,](#)
[Art. R.232-1 à R.232-17](#)

[Art. D.232-20 à D.232-33.](#)

[Loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015](#)

Conditions relatives au degré d'autonomie

L'instruction médico-sociale est confiée à une équipe médico-sociale (EMS).

Une visite au domicile du demandeur est effectuée, suite à la production d'un certificat médical déterminant un classement en GIR 1 à 4, par l'un au moins des membres de l'EMS, en présence, le cas échéant, de son tuteur, d'un de ses proches ou du médecin choisi par l'intéressé(e).

Lors de cette visite, l'équipe médico-sociale :

- détermine le degré de perte d'autonomie de la personne âgée à l'aide de la grille AGGIR (Autonomie Gérontologique Groupe Iso Ressources)

Les demandeurs sont classés du GIR 1 au GIR 6 (du plus dépendant au plus autonome).

Seules les personnes âgées classées dans l'un des groupes de 1 à 4 peuvent bénéficier de l'APA, sous réserve de remplir les conditions administratives. Les demandeurs relevant d'un GIR 5 ou 6 seront réorientés vers leur caisse de retraite qui peut disposer d'aides au maintien à domicile.

- Présente les modalités d'intervention existantes compte tenu du besoin d'aide et de l'état de perte d'autonomie de la personne.

Pour les personnes classées dans l'un des groupes de 1 à 4, un plan d'aide tenant compte de l'environnement de la personne et des aides existantes (publiques ou à titre gracieux) est élaboré pour couvrir les dépenses liées à la perte d'autonomie.

Sa valorisation s'effectue sur la base des tarifs des différentes aides susceptibles d'être prises en charge au titre de l'APA.

Conditions relatives aux ressources

Les revenus du demandeur sont pris en compte pour déterminer sa participation financière.

Pour les personnes vivant en couple, les revenus de l'époux, du concubin ou du partenaire de Pacs sont également pris en compte. Les ressources de chacun sont calculées en divisant le total des revenus du couple par 1,7.

Lorsqu'un des membres du couple réside en établissement d'hébergement, les ressources totales du couple sont égales au total des ressources du couple divisé par 2.

Le calcul de la participation financière du bénéficiaire (ticket modérateur) résulte de l'application de l'article R 232-11

Sont pris en compte :

- Les traitements, salaires, pensions tel que mentionné sur le dernier avis d'imposition sur le revenu, avant abattements fiscaux,
- Les rémunérations des dirigeants de société
- Les bénéfices industriels et commerciaux (BIC)
- Les bénéfices non commerciaux (BNC)
- Les bénéfices agricoles (BA)
- Les revenus fonciers et mobiliers
- Les revenus soumis au prélèvement libératoire,
- Les plus-values immobilières, sur valeurs mobilières, sur biens meublés et professionnels
- Les intérêts des assurances vie,
- La valeur en capital des biens non productifs de revenus, mais censés procurer aux intéressés un revenu annuel évalué à :
 - Immeubles bâtis : 50 % de la valeur locative (cette disposition ne s'applique pas s'il s'agit de la résidence principale occupée par le demandeur, son conjoint, son concubin ou la personne avec laquelle a été conclu un PACS)
 - Terrains non bâtis : 80 % de la valeur locative
 - Capitaux : le montant des intérêts, ou à défaut 3 % des capitaux.

Ne sont pas pris en compte :

- La retraite du combattant,
- Les pensions attachées aux distinctions honorifiques,
- Les pensions alimentaires versées par les descendants,
- Les concours financiers apportés par les enfants pour les prises en charges nécessitées par la perte d'autonomie de leurs parents,
- Les rentes viagères constituées en faveur du demandeur par un ou plusieurs de ses enfants ou constituées par lui-même ou son conjoint pour le prémunir contre le risque de perte d'autonomie,
- Les prestations en nature dues au titre de l'assurance maladie, maternité, invalidité ou de l'assurance accident du travail ou au titre de la couverture maladie universelle,
- Les primes de déménagement
- L'indemnité en capital, la prime de rééducation et le prêt d'honneur versés à la victime d'un accident du travail
- Le capital décès

Procédures

Circuit de la demande et décision

Le dossier de demande d'APA à domicile est à retirer à la mairie de la commune de son domicile ou à télécharger sur le site officiel du Département (www.hauteloire.fr) et il doit être adressé au Département de la Haute-Loire.

A réception de la demande, le service référent :

- a) Examine la recevabilité du dossier au regard de l'acquisition du domicile de secours,
 - Si le domicile de secours du demandeur se situe hors de la Haute-Loire, la demande est transmise à la Présidente du Conseil Départemental du département du domicile de secours qui statue à titre conservatoire. Il lui revient d'étudier les droits administratifs, de demander l'établissement du plan d'aide à l'équipe médico-sociale relevant du Conseil Départemental de la Haute-Loire.
 - Si le demandeur est sans domicile fixe ou sans résidence stable, le dossier est instruit par le département du lieu d'élection de domicile.

- En cas d'absence de domicile de secours, le département de résidence du demandeur est compétent.
- b) Vérifie que toutes les pièces nécessaires figurent au dossier,
- c) Etudie l'ouverture des droits administratifs,
- d) Adresse au demandeur un accusé de réception de la demande, ou le cas échéant informe que l'envoi des pièces manquantes est nécessaire,
- e) Transmet la demande à l'équipe médico-sociale, aux fins d'évaluation des besoins de la personne âgée pour son maintien à domicile si le GIR a été évalué entre 1 et 4.

Tout dossier incomplet ne pourra pas faire l'objet d'une instruction que ce soit en première demande, en révision ou en renouvellement du plan d'aide tant que les pièces manquantes n'auront pas été ajoutées au dossier. Au-delà de 4 mois, tout dossier incomplet pourra être rejeté.

La Présidente du Conseil départemental notifie sa décision dans le délai de deux mois à compter du dépôt du dossier réputé complet.

L'APA est attribuée à compter de la date de la décision de la Présidente du Conseil départemental pour une durée de cinq ans. Toutefois, dans le cas de situations non stabilisées ou évolutives, cette durée d'attribution peut être réduite.

Toute personne qui ne remplit pas les conditions relatives à l'âge, à la résidence, à la nationalité et au degré de perte d'autonomie, est informée par la Présidente du Conseil départemental du rejet de sa demande par notification de décision.

Procédure d'urgence :

Une procédure de traitement rapide de l'instruction peut être engagée si la situation du demandeur l'exige (urgence attestée d'ordre médical ou social) afin d'attribuer une allocation la plus adaptée à la personne en fonction de ses besoins. Le médecin traitant du demandeur informe le médecin du Département de la Haute-Loire.

Révision

La Présidente du Conseil départemental peut réviser sa décision en cas d'éléments nouveaux :

– Lorsque l'intéressé, sa famille, son représentant légal l'équipe médico-sociale signale un changement de situation

– Lorsque la décision d'attribution de la prestation a été prise sur la base de déclarations erronées ou incomplètes, cette décision peut être révisée avec effet rétroactif. Le contrevenant pourra être poursuivi dans les conditions prévues par la Loi.

Sauf cas exceptionnel, toute décision ne peut pas être revue durant les 6 premiers mois qui suivent la décision d'attribution de l'APAD.

Renouvellement

La procédure de renouvellement de la prestation intervient à l'initiative du service référent, 3 mois avant l'expiration de l'aide. Le service précise au bénéficiaire les pièces nécessaires au renouvellement.

Modalités de l'aide

Composition et valorisation du plan d'aide

L'APA est affectée à la couverture des dépenses formulées dans le plan d'aide (propositions de services, d'équipements et de prestations.

Les dépenses auxquelles est affectée l'APA sont notamment :

- la rémunération de la personne intervenante à domicile (en emploi direct ou par le biais d'un service mandataire valorisé sur la base d'un arrêté annuel de la Présidente du Conseil Départemental, ou d'un service prestataire autorisé ou habilité valorisé sur la base de tarifs arrêtés par la Présidente du Conseil départemental),
- le règlement des frais d'accueil de jour et d'hébergement temporaire dans des établissements autorisés à cet effet sur la base des tarifs dépendance arrêtés pour chacun de ces établissements,
- le paiement des services rendus par les accueillants familiaux,
- le règlement d'aides techniques et d'adaptation du logement tel que défini dans l'annexe du présent règlement départemental d'aide sociale,
- la prise en charge d'autres dépenses concourant à l'autonomie du bénéficiaire (produits à usage unique pour l'incontinence, téléalarme...)

NB : La prise en charge en hébergement temporaire est limitée à 90 jours sur une période de 12 mois consécutifs à compter de la décision APA.

Montant mensuel de l'APA

Les plafonds nationaux des plans d'aides déclinés par GIR sont revalorisés chaque année au 1^{er} janvier sur la base de la majoration pour aide constante d'une tierce personne

GIR	Formule de calcul
1	$S \times 1,553$
2	$S \times 1,247$
3	$S \times 0,901$
4	$S \times 0,601$

S= majoration pour aide constante d'une tierce personne

Le montant de l'APA à domicile est égal au montant de la fraction du plan d'aide utilisé, diminué de la participation financière du bénéficiaire.

Cette participation financière est traduite sur la notification de décision en pourcentage et en montant, en fonction du plan d'aide.

Versement de l'APA

L'APA est versée mensuellement à son bénéficiaire.

L'APA est mandatée à son bénéficiaire à compter du mois qui suit la décision d'attribution.

L'APA n'est due qu'au prorata de son utilisation.

L'APA n'est pas versée lorsque son montant mensuel est inférieur ou égal à trois fois la valeur brute du salaire horaire minimum de croissance (SMIC) fixée par l'arrêté prévu à l'article D.141-1 du code du travail

Des indus seront recouverts lorsque la somme attribuée n'aura pas été utilisée ou utilisée à des fins non prévues dans le plan d'aide. De même, des sommes versées indûment après entrée en

EHPAD, déménagement, décès...seront récupérées.

L'APA peut être versée directement par le Département au service prestataire auquel le bénéficiaire a recours. Le Département de la Haute-Loire invite les bénéficiaires de l'APA à domicile à utiliser « ce tiers payant » afin de faciliter le paiement des services intervenant auprès des personnes âgées dépendantes.

Contrôle de l'utilisation de l'APA

Le bénéficiaire dispose d'un délai d'un mois à compter de la notification de l'attribution de l'APA pour justifier de son utilisation.

A ce titre, il est tenu de retourner au département dans un délai d'un mois à compter de la notification d'attribution une attestation sur l'honneur précisant le(s) salarié(s) ou le(s) service(s) d'aide à domicile auxquels il fait appel.

Tous les justificatifs de l'utilisation de l'APA (factures, produits d'hygiène, aménagement de locaux, aides techniques, recours à une personne employée en emploi direct, portage de repas) doivent être transmis mensuellement ou trimestriellement par le bénéficiaire au service instructeur.

Afin de vérifier les déclarations des intéressés et de s'assurer de l'effectivité de l'aide qu'ils reçoivent, les services du Département peuvent demander toutes les informations nécessaires aux administrations publiques (fiscales, organismes de sécurité sociale et de retraite complémentaires) qui sont tenus de les leur communiquer.

Les informations doivent être limitées aux données nécessaires à l'identification de la situation du demandeur en vue de l'attribution de l'APA, à son contrôle d'effectivité en adéquation avec le montant versé.

Elles sont transmises et utilisées dans les conditions garantissant leur confidentialité.

Cette prestation est destinée exclusivement à régler en partie les dépenses de personnel, d'aides techniques et autres détaillées dans le plan d'aide. Elle ne peut en aucun cas être allouée pour rémunérer le conjoint, le concubin ou la personne avec laquelle le bénéficiaire a conclu un PACS.

Suspension de l'APA

L'APAD peut être suspendue dans les cas suivants :

- Si le bénéficiaire n'a pas produit, dans un délai d'un mois à compter de la notification, la déclaration des services

d'aide à domicile ou des salariés intervenant à son domicile,

- Si le bénéficiaire n'a pas produit, à la demande du service instructeur, les justificatifs de ses dépenses de maintien à domicile,
- Si le bénéficiaire n'acquiesce pas sa participation à l'APA
- S'il apparaît à l'équipe médico-sociale, lors du suivi du plan d'aide ou à l'occasion du contrôle de l'utilisation de l'APA, que le bénéficiaire ne reçoit pas l'aide effective ou que le service rendu présente un risque pour sa santé, sa sécurité ou son bien-être physique ou moral.

Lorsqu'il apparaît que le bénéficiaire n'a utilisé la prestation que partiellement ou qu'elle n'a pas servi au maintien à domicile, le trop perçu devra être reversé au Département.

En effet, dans les situations énumérées ci-dessus, la Présidente du Conseil Départemental met en demeure le bénéficiaire ou, le cas échéant, son représentant légal par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, de remédier aux carences constatées.

Si le bénéficiaire ou son représentant légal n'a pas donné suite dans le délai d'un mois à la demande de la Présidente du Conseil Départemental, celui-ci peut suspendre l'APAD par décision motivée.

Cette décision prend effet au premier jour du mois suivant sa notification à l'intéressé par lettre recommandée avec avis de réception.

- Si le bénéficiaire est hospitalisé dans un établissement de santé pour recevoir des soins de courte durée, de suite ou de réadaptation, le service de l'APA est suspendu à compter du 31^{ème} jour d'hospitalisation. Dans le cadre de l'APA servie par un service prestataire et dans l'attente du retour à domicile, seul un forfait de 5 heures d'aide humaine est autorisé pendant la période d'hospitalisation, et ce dans la limite du plan d'aide. Celui-ci peut être porté à 10 heures sur demande argumentée du travailleur social chargé de l'accompagnement.

Toutefois, la Présidente du Conseil Départemental pourra suspendre par décision motivée tout ou partie de la prestation avant l'expiration de ce délai.

Rétablissement de l'APA

L'APA est rétablie :

- à la fin de l'hospitalisation sur présentation d'un bulletin de sortie fourni par l'établissement,
- dès que le bénéficiaire justifie qu'il a à nouveau recours à une personne pour lui apporter l'aide effective que nécessite son état.

Interruption de l'APA

Le versement de l'APA cesse quand le bénéficiaire rentre en établissement à titre permanent, décède ou s'il en formule expressément la demande écrite.

Droits acquis

Modalités de choix entre l'allocation compensatrice tierce personne (ACTP), la Prestation de Compensation du Handicap (PCH) et l'APA

La personne ayant obtenu le bénéfice de l'ACTP ou de la PCH avant l'âge de 60 ans, peut choisir à chaque renouvellement de la prestation ainsi qu'au moment de ses 60 ans le maintien de l'ACTP ou de la PCH ou le bénéfice de l'APA.

Dans ce dernier cas, le bénéficiaire doit déposer sa demande d'APA deux mois avant l'âge de 60 ans ou deux mois avant chaque renouvellement de l'ACTP ou de la PCH.

30 jours au plus tard après le dépôt du dossier réputé complet, la Présidente du Conseil Départemental informe l'intéressé(e) du montant de l'APA et du montant de sa participation financière.

Le demandeur doit ensuite faire connaître son choix, par écrit, dans un délai de 15 jours. Passé ce délai, il est réputé avoir choisi le maintien de l'ACTP ou de la PCH

Caractéristiques

- Cette aide n'est pas cumulable avec :
 - L'allocation représentative des services ménagers au titre de l'aide sociale,
 - L'aide en nature accordée, au titre de l'aide sociale sous forme de services ménagers.
 - L'aide-ménagère au titre des caisses de retraite.
 - L'allocation compensatrice tierce personne.

- La majoration pour aide constante d'une tierce personne, servie par la sécurité sociale (MTP). PCRTP : prestation complémentaire pour recours à tierce personne.
- La prestation de compensation du handicap (P.C.H.).

- L'obligation alimentaire n'est pas mise en œuvre.
- L'APA n'est récupérable ni sur la succession ni sur la donation ou les biens légués.
- Il n'y a pas lieu à inscription d'hypothèque légale sur les biens immobiliers du bénéficiaire.
- L'APA est incessible. Elle est insaisissable et n'est pas imposable.
- Les réclamations relatives au paiement de l'APA ne sont pas recevables au-delà de 2 ans.

Le bénéficiaire doit apporter la preuve de l'effectivité de l'aide qu'il a reçue ou des frais qu'il a dû acquitter pour que son action soit recevable.

Cette prescription est également applicable, sauf en cas de fraude ou fausse déclaration, à l'action intentée par la Présidente du Conseil Départemental pour la mise en recouvrement des sommes indûment versées.

En cas de fraude ou de tentative de fraude, sont applicables les peines prévues par les articles 313-1 à 313-3 du code pénal :

- un emprisonnement de 5 ans et une amende de 375 000 € ;
- dans certaines circonstances aggravantes, un emprisonnement de 7 ans et une amende de 750 000 €.

Recours contre la décision

Le recours administratif préalable est obligatoire avant le recours contentieux. Il doit être adressé à Madame la Présidente du Conseil départemental dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision.

Le recours contentieux doit être transmis au Pôle social du Tribunal Judiciaire, par lettre recommandée dans un délai de 2 mois.

Les recours ne sont pas suspensifs.

Intervenants

Service de Maintien de l'Autonomie

Allocation Personnalisée d'Autonomie en établissement

Nature de la prestation

L'allocation personnalisée d'autonomie est une prestation en nature destinée à répondre aux besoins des personnes âgées dépendantes résidant en structure d'hébergement.

Elle est destinée à aider son bénéficiaire à s'acquitter du tarif dépendance de l'établissement appliqué à son degré de perte d'autonomie. Une participation est laissée à la charge du bénéficiaire (tarif GIR 5/6).

Pour un bénéficiaire de l'APA à domicile qui envisage d'aller vivre en EHPAD, le montant d'APA qui sera attribué ne sera pas le même à domicile et en établissement

Bénéficiaires

Le droit à l'APA est ouvert à partir de 60 ans.

La prise en charge de l'APA en établissement relève du Département où la personne a acquis son domicile de secours (résidence ininterrompue depuis plus de 3 mois dans un département), attestant d'une résidence stable et régulière en France.

Peuvent également y prétendre les personnes étrangères titulaires :

- de la carte de résident en cours de validité
- ou d'un titre de séjour exigé pour résider régulièrement en France

Les personnes sans domicile stable doivent élire domicile soit auprès d'un centre communal ou intercommunal d'action sociale, soit auprès d'un organisme agréé à cet effet.

Conditions d'attribution

Le bénéficiaire de l'APA en établissement doit séjourner dans un établissement médico-social, habilité ou non à l'aide sociale, qui a signé une convention tripartite avec l'État et le Conseil Départemental, pour l'hébergement des personnes âgées dépendantes (EHPAD).

Références juridiques

Code de l'Action Sociale et des Familles

[Art. L232-1](#) et [L232-2](#)

[Art.R232-1](#) à [R232-6](#)

[Art. L232-8](#) à [L232-28](#)

[Art.R232-18](#) à [R232-35](#)

[Loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015](#)

Procédure

Constitution et traitement de la demande

Les EHPAD adressent chaque mois la liste nominative des résidents pris en charge, leur domicile de secours et leur niveau de dépendance au Département.

Les personnes qui séjournent dans un établissement hébergeant des personnes âgées dépendantes (EHPAD) de Haute-Loire qui ont leur domicile de secours en Haute-Loire, tout comme pour les ressortissants de Haute-Loire résidant dans un établissement extérieur au département de la Haute-Loire, la constitution d'un dossier individuel d'APA en établissement est nécessaire.

Pour l'Allocation Personnalisée d'Autonomie en établissement, la perte d'autonomie est évaluée par le personnel soignant de l'établissement, sous la responsabilité du médecin coordonnateur, en référence à la grille nationale AGGIR, en fonction des difficultés éprouvées par la personne dans l'accomplissement des actes essentiels de la vie courante.

Les données recueillies sont traitées selon un mode de calcul unique, qui permet de classer les demandeurs en six groupes iso-ressources. Le classement va de la perte d'autonomie la plus faible (groupe 6) à la perte d'autonomie la plus sévère (groupe 1).

Lorsque le bénéficiaire retourne à domicile, le versement de l'APA est interrompu et dans ce cas, le degré de dépendance doit être évalué à nouveau à l'aide de la grille AGGIR par l'équipe médico-social au domicile de la personne. Dans le cas de la volonté à être accueilli de nouveau dans un établissement, la constitution d'un nouveau dossier est obligatoire.

Dispositions financières

Les EHPAD de la Haute-Loire sont sous dotation budgétaire globale. Pour les résidents des EHPAD de Haute-Loire et ayant leur domicile de secours en Haute-Loire, l'APA n'est donc pas versée directement aux résidents pouvant en bénéficier; elle n'est pas non plus facturée en contrepartie à ces résidents, mais versée directement à l'établissement sous forme d'une dotation mensuelle.

Pour les personnes ayant leur domicile de secours en Haute-Loire, l'Allocation Personnalisée d'Autonomie en établissement est octroyée sans condition de ressources et sans participation du bénéficiaire (celui-ci s'acquitte seulement du ticket modérateur correspondant au montant du tarif Gir 5-6 de l'établissement, comme précisé auparavant) dans le cadre de la dotation globale versée aux EHPAD du département.

Considérant cette possibilité offerte par le Conseil départemental de verser l'APA sous forme de dotation budgétaire globale, la personne âgée est donc automatiquement bénéficiaire de l'APA si l'évaluation de sa perte d'autonomie la classe dans les GIR 1 à 4. Les résidents classés dans les GIR 5 et 6 ne sont pas bénéficiaires de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie.

Les résidents ressortissants d'autres départements ne sont pas concernés par la dotation globale d'Allocation Personnalisée d'Autonomie et doivent faire une demande d'Allocation Personnalisée d'Autonomie auprès du département dans lequel ils ont acquis leur domicile de secours.

Pour les bénéficiaires accueillis dans les établissements se situant hors de la Haute-Loire

Les ressources prises en compte pour calculer la participation financière du bénéficiaire sont celles prises en compte au titre de l'APA à domicile. L'APA en établissement sera versée directement au bénéficiaire ou à l'établissement d'accueil.

Tous les résidents, même s'ils ne bénéficient pas de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie, quel que soit leur niveau de dépendance, doivent

s'acquitter d'un ticket modérateur correspondant au tarif du GIR 5-6.

Le montant de l'APA en établissement est égal au tarif dépendance correspondant au degré d'autonomie du bénéficiaire, diminué du ticket modérateur (tarif GIR5-6) et le cas échéant de sa participation financière.

Modalités de calcul de l'APA en établissement

Le montant de l'APA en établissement va être calculé en fonction :

- des ressources du demandeur,
- du montant du tarif dépendance correspondant au GIR du demandeur en vigueur dans l'établissement.

Il existe trois tarifs dépendance possibles :

- le tarif GIR 1-2 : pour une personne en perte d'autonomie importante, c'est le tarif le plus élevé ;
- le tarif GIR 3-4 : pour une personne en perte d'autonomie moyenne, c'est le tarif moyen ;
- le tarif GIR 5-6 : pour une personne en légère perte d'autonomie, c'est le tarif le plus faible.

Revenus non cumulables avec l'APAE

L'allocation personnalisée d'autonomie (APAE) n'est pas cumulable avec les revenus suivants :

- l'Allocation Compensatrice pour Tierce Personne (ACTP)
- la prestation de compensation du handicap (PCH),
- la majoration pour aide constante d'une tierce personne,
- la prestation complémentaire pour recours à tierce personne (PCRTP). Toutefois, la personne percevant déjà la PCRTP peut déposer un dossier de demande d'APAE afin de pouvoir ensuite choisir entre ces 2 allocations celle qui lui convient le mieux.

Dates de prise en charge

Pour les bénéficiaires de l'APAD dans le département de la Haute-Loire, la date de prise en charge au titre de l'APAE est la date d'entrée en EHPAD.

Pour les bénéficiaires accueillis dans des établissements, hors43, la date de prise en charge est soit celle d'entrée en établissement si le dossier a été transmis dans les 15 jours soit à la date de réception du dossier complet dans les services du département.

Recours contre la décision

Le recours administratif préalable est obligatoire avant le recours contentieux. Il doit être adressé à Madame la Présidente du Conseil départemental dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision.

Le recours contentieux doit être transmis au Pôle social du Tribunal Judiciaire, par lettre recommandée dans un délai de 2 mois.

Les recours ne sont pas suspensifs.

Intervenants

Service de maintien de l'autonomie

Allocation Personnalisée d'Autonomie à domicile Proche aidant : répit et hospitalisation

Nature de la prestation

Dans le cadre de l'allocation personnalisée d'autonomie à domicile, des aides supplémentaires ponctuelles peuvent être attribuées au titre du répit ou de l'hospitalisation de l'aidant.

Les montants sont fixés chaque année réglementairement.

Bénéficiaires

L'allocation personnalisée d'autonomie (APA) est réservée aux personnes âgées qui ne sont pas autonomes, ayant besoin d'un soutien dans leur vie quotidienne ou d'une surveillance régulière.

Définitions

Le proche aidant

Est considéré comme proche aidant d'une personne âgée son conjoint, le partenaire avec qui elle a conclu un pacte civil de solidarité ou son concubin, un parent ou un allié, définis comme aidants familiaux, ou une personne résidant avec elle ou entretenant avec elle des liens étroits et stables, qui lui vient en aide, de manière régulière et fréquente, à titre non professionnel, pour accomplir tout ou partie des actes ou des activités de la vie quotidienne.

Le répit :

La loi d'adaptation de la société au vieillissement votée en décembre 2015 crée un droit au répit. Ce droit au répit permet aux proches aidants des personnes âgées en perte d'autonomie de se reposer ou de dégager du temps.

L'aide au répit peut s'appliquer avec ou sans condition de saturation du plan d'aide.

Le montant de l'aide au répit est fixé chaque année réglementairement. Une demande préalable écrite doit être présentée auprès du service du Département.

Références juridiques

Code de l'Action Sociale et des Familles

[Art L113-1-3](#)

[Art. L232-1 à L232-7](#)

[Art. L232-12 à L232-28](#)

[Art. R232-1 à R232-17](#)

[Art. R232-20 à R232-33](#)

[La loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015, relative à l'adaptation de la société au vieillissement](#)

[Décret n° 2016-210 du 26 février 2016](#)

Le paiement de l'aide au répit s'effectue sur présentation de la facture acquittée, assortie des pièces justificatives.

L'hospitalisation du proche aidant:

Est considérée comme hospitalisation du proche aidant hospitalisation dans un établissement sanitaire de type centre hospitalier ou SSR. (21 jours consécutifs maximum pour les Services Suite et Réadaptation (SSR)). Les cures thermales sont exclues de toute prise en charge.

Le montant de l'aide à l'hospitalisation du proche aidant est fixé chaque année réglementairement.

Le paiement de l'aide à l'hospitalisation du proche s'effectue sur présentation de la facture acquittée.

Pour l'instruction, toute demande doit être accompagnée d'un courrier du proche aidant et du justificatif d'hospitalisation du proche aidant.

Modalités de prise en charge

Les sommes versées par le Département au titre du répit et de l'hospitalisation proche aidant sont fonction du coefficient de participation du bénéficiaire.

1/ Aide humaine prestataire ou CESU :

Heures d'aide humaine effectuées suivant le tarif en vigueur des différents SAAD et au titre des CESU.

-2/ Hébergement temporaire en structure d'hébergement EHPAD

GIR 1-2 = participation du Département à hauteur de 60 € /jour

GIR 3-4 = participation du Département à hauteur de 50 € /jour

3/ Accueil de jour en EHPAD:

GIR 1-2 = participation du Département à hauteur de 30 € /jour

GIR 3-4 = participation du Département à hauteur de 25 € / jour

4/ Hébergement temporaire en famille d'accueil

GIR 1-2 : participation du Département à hauteur de 50 € /jour

GIR 3-4 : participation du Département à hauteur de 40 € / jour

5/ Portage de repas et téléalarme

Participation du Département suivant le tarif établi annuellement par arrêté Départemental.

Intervenants

Service maintien de l'Autonomie

Accueil familial à titre onéreux des personnes âgées

Nature de la prestation

L'accueil familial consiste, pour une personne âgée, à être accueilli au domicile d'un particulier n'appartenant pas à sa famille.

Bénéficiaires

Le service s'adresse à toute personne âgée de plus de 60 ans. Cette personne ne doit pas relever des dispositions de l'article L344-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, c'est-à-dire qu'elle ait pu acquérir un minimum d'autonomie et dont l'état ne nécessite pas une surveillance médicale et des soins constants.

Aides susceptibles d'être versées par le Département

Les personnes accueillies peuvent solliciter la prise en charge des frais d'hébergement par l'aide sociale en cas de ressources insuffisantes. Elle est accordée selon les mêmes conditions que pour les personnes accueillies en établissement. Les éléments pouvant être pris en charge au titre de l'aide sociale font partie de la rémunération journalière des services rendus, qui comprend :

- Le salaire : pour les bénéficiaires de l'aide sociale, dans le cadre du contrat établi avec l'accueillant, le Département de la Haute-Loire prendra en compte 3 SMIC horaires par jour.
- L'indemnité de congés
- L'indemnité des frais d'entretien : le Département de la Haute-Loire a décidé d'attribuer le maximum légal de minima garantis, à hauteur de 5 par jour.
- L'indemnité loyer
- L'indemnité en cas de sujétion particulière, proposée par le médecin Départemental après l'élaboration d'une demande d'évaluation ou sur observation de l'accompagnement. Cette indemnité relève de la législation APA pour les personnes âgées.

Références juridiques

Code de l'Action Sociale et des familles

[Art. L441-1 à L444-9](#)

[Art. R441-1 à R441-16](#)

[Art D442-2 à D444-6](#)

[Art R832-2 du Code de la Sécurité Sociale](#)

[Art R131-2](#)

[Art R 131-4](#)

[Loi n°89-475 du 10 juillet 1989 relative à l'accueil par des particuliers, à leur domicile, à titre onéreux, de personnes âgées ou handicapées adultes](#)

Les droits de la personne accueillie sont examinés par les services du Département au regard de l'APA, de l'allocation logement ou d'autres aides avant de l'être au titre de l'aide sociale à l'hébergement qui revêt un caractère subsidiaire.

Le mode de calcul des différents éléments de rémunération est fixé par délibération du Conseil départemental pour les bénéficiaires de l'aide sociale.

Sauf dérogation de la Présidente du Département, la prise en charge au titre de l'aide sociale en accueil familial n'est pas cumulable avec l'aide sociale en établissement. La prise en charge au titre de l'aide sociale prend fin le jour de départ de la personne accueillie.

Le Département de la Haute-Loire ne prend pas en compte les préavis suite à un départ subit du bénéficiaire de sa famille d'accueil.

L'aide sociale départementale ne permet pas de cumuler la prise en charge au titre du placement permanent en famille d'accueil avec de l'hébergement temporaire ou de l'accueil de jour dans une autre famille d'accueil ou au sein d'une structure.

L'aide sociale ne prend en charge ces frais qu'à titre dérogatoire suite à une demande écrite préalable à tout type d'accueil formulée auprès de la Présidente du Département. Il est indispensable d'avoir obtenu une réponse écrite des services du

département avant la mise en place du cumul des différents types d'accueil.

L'accueil de jour ou l'hébergement temporaire ne peuvent pas être pris en charge au titre de l'aide sociale départementale pour une personne relevant de la législation des personnes âgées.

Procédure

Pour être accueillie, la personne âgée doit s'assurer que la personne susceptible de l'accueillir dispose d'un agrément délivré par la Présidente du Département et doit signer le contrat d'accueil. Elle peut s'adresser au Conseil départemental pour connaître la liste des familles d'accueil agréées.

Contrat d'accueil

Toute personne accueillie au domicile d'un accueillant familial ou, s'il y a lieu, son représentant légal passe obligatoirement avec ledit accueillant un contrat écrit signé au plus tard le jour de l'arrivée de la personne accueillie chez l'accueillant familial. Il garantit à la personne accueillie la possibilité d'exercer ses droits et libertés individuels (notamment le respect de la dignité, l'intégrité, la vie privée, l'intimité, la sécurité). A cet effet, la charte des droits et des libertés de la personne accueillie est annexée au contrat d'accueil.

Il précise :

- la durée de la période d'essai
- les conditions selon lesquelles le contrat peut être modifié ou dénoncé,
- le délai de provenance
- les conditions matérielles et financières de l'accueil
- les droits et obligations de chacun.

Il prévoit :

- un projet d'accueil personnalisé au regard des besoins de la personne accueillie
- la possibilité pour la personne accueillie de désigner une personne de confiance et le recours à une personne qualifiée pour l'aider à faire valoir ses droits

Il est établi en 3 exemplaires. Un exemplaire doit être adressé à la Présidente du Conseil Départemental dans les 48 heures qui suivent le début de l'accueil

Le suivi médico-social

Le suivi des personnes accueillies est réalisé par l'équipe médico-sociale du Service Maintien de l'Autonomie (pôle accueil familial social adulte) dans le cadre d'entretiens pouvant se dérouler au domicile de l'accueillant familial ou dans d'autres lieux selon les besoins définis par l'équipe médico-sociale et autant que nécessaire avec un minimum d'un entretien annuel.

Liens utiles :

- Modification du règlement Départemental concernant l'accueil familial adultes pour personnes âgées et en situation de handicap (2013) : [webdelib.intranet.cg43.fr:9090/webdelibagents/files/unzip/seance_55921/10_d13_85970318183.pdf#search="accueil familial adulte"](http://webdelib.intranet.cg43.fr:9090/webdelibagents/files/unzip/seance_55921/10_d13_85970318183.pdf#search=)
- Valorisation de ce dernier règlement (2020) : [webdelib.intranet.cg43.fr:9090/webdelibagents/files/unzip/seance_244945/71_d1_584545175250.pdf#search="accueil familial adulte"](http://webdelib.intranet.cg43.fr:9090/webdelibagents/files/unzip/seance_244945/71_d1_584545175250.pdf#search=)

Intervenants

Service de Maintien de l'Autonomie

Agrément au titre d'accueil familial à titre onéreux

Nature de la prestation

L'accueil familial consiste, pour un particulier, à héberger à son domicile, moyennant rémunération 1 à 3 personnes âgées ou handicapées adultes n'appartenant pas à sa famille jusqu'au 4e degré inclus.

Toute personne désirant accueillir à son domicile et à titre onéreux des personnes âgées ou handicapées doit être préalablement agréée par la Présidente du Conseil départemental du département de son lieu de résidence.

Ne peuvent être accueillies à domicile et à titre onéreux des personnes adultes handicapées relevant des dispositions de l'article L344-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, c'est-à-dire les personnes n'ayant pu acquérir un minimum d'autonomie et dont l'état nécessite une surveillance médicale et des soins constants.

A titre dérogatoire et si les conditions le permettent, le Conseil départemental peut porter le nombre de personnes accueillies à 4 dans le cas où parmi ces personnes un couple est accueilli.

L'accueil familial est un mode d'accueil s'adressant aux personnes âgées ou handicapées et offrant une alternative entre domicile et institution pour des séjours de durée variable.

Bénéficiaires

La loi ne fixe aucune condition d'âge pour obtenir un agrément. Toutefois, la Présidente du Conseil Départemental s'assure que l'accueillant familial dispose de la maturité suffisante pour assumer la responsabilité d'un accueil et, à contrario, que son âge lui permet d'assurer des conditions d'accueil garantissant la protection de la santé, la sécurité et le bien-être physique et moral des personnes accueillies.

Conditions d'agrément

Les conditions d'accueil doivent garantir la protection de la santé, la sécurité et le bien-être physique et moral de la personne accueillie.

Références juridiques

Code de l'Action Sociale et des Familles

[Art. L441-1 et L441-2](#),

[Art. L441-4](#)

[Art. L442-1](#)

[Art. L443-4 et L443-5](#),

[Art. L443-7](#)

[Art.L443-9](#)

[Art. R441-1 à R441-11](#)

[Art. D443-2 à D443-7](#)

[Art R 83262 DU Code de la Sécurité Sociale](#)

[Art L 141-2 à L141-7 du Code du Travail](#)

[Loi n°89-475 du 10 juillet 1989 relative à l'accueil par des particuliers, à leur domicile, à titre onéreux, de personnes âgées ou handicapées adultes](#)

[Loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au](#)

Les accueillants doivent s'engager à suivre une formation initiale et continue et une initiation aux gestes de secourisme.

La continuité de l'accueil doit être assurée, notamment au travers d'une solution de remplacement satisfaisante pour les périodes où il pourrait être interrompu.

L'accueil doit se faire au domicile de l'accueillant familial qui doit être propriétaire ou locataire de son logement, celui-ci doit être conforme aux normes définies pour ouvrir droit à l'allocation logement et compatibles avec les contraintes liées à l'âge ou au handicap des personnes accueillies.

Procédure d'agrément

La demande d'agrément est effectuée auprès du Département. Une réunion d'information collective est proposée à l'issue de laquelle un dossier est transmis au demandeur.

Ce dossier permet au demandeur de préciser :

- le nombre maximum de personnes âgées ou handicapées qu'il souhaite accueillir, ainsi que, le cas échéant, la répartition entre ces deux catégories de personnes
- si l'accueil projeté est à temps partiel ou à temps complet.

La demande complète est adressée à la Présidente du Conseil Départemental par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Le Conseil Départemental dispose d'un délai de dix jours pour en accuser réception ou le cas échéant solliciter les pièces manquantes.

La décision de la Présidente du Conseil Départemental est notifiée dans un délai de 4 mois à compter de la date d'accusé de réception du dossier complet. A défaut de notification d'une décision dans ce délai, l'agrément est réputé acquis.

L'obtention de l'agrément est soumise :

- à la justification des conditions d'accueil permettant d'assurer la santé, la sécurité, le bien-être physique et moral des personnes accueillies
- à l'engagement à ce que l'accueil soit assuré de façon continue, en proposant notamment, des solutions de remplacement satisfaisantes pour les périodes durant lesquelles l'accueil viendrait à être interrompu
- au suivi d'une formation initiale et continue
- à l'acceptation qu'un suivi social et médico-social des personnes accueillies puisse être assuré, notamment au moyen de visites sur place.

Les demandes d'agrément font l'objet d'une évaluation médicale, sociale et psychologique dans le cadre d'entretiens dont au moins un au domicile du demandeur par le médecin, le travailleur social et le psychologue du Département.

La demande est présentée pour avis auprès d'une commission dont la composition est fixée par arrêté de la Présidente du Conseil Départemental.

L'agrément est accordé par la Présidente du Conseil Départemental pour une période de 5 ans. La décision d'agrément mentionne le nombre, dans la limite de 3, de personnes pouvant être accueillies au domicile de l'accueillant ou du couple d'accueillant, les modalités d'accueil prévues, ainsi que, le cas échéant, la répartition entre personnes âgées et handicapées.

Le renouvellement, la suspension, le retrait ou le non renouvellement

L'agrément est accordé pour une période de 5 ans renouvelable.

Un délai minimum d'un an doit précéder toute nouvelle demande consécutive à une décision de retrait ou du refus d'agrément.

L'accueillant familial doit présenter une demande de renouvellement d'agrément dans les 4 mois avant l'échéance de son agrément.

L'agrément peut être restreint ou retiré par décision de la Présidente du Conseil départemental après avis d'une commission dont la composition est fixée par arrêté de la Présidente du Conseil Départemental. En cas d'urgence, l'agrément peut être retiré sans consultation de la commission précédemment mentionnée.

Intervenants

Service maintien de l'Autonomie

Aide sociale à l'hébergement en faveur des personnes en situation de handicap

Nature de la prestation

Dispositif destiné à la prise en charge des frais de séjour des personnes handicapées ne disposant pas de ressources suffisantes pour couvrir les frais de leur hébergement, dans des établissements autorisés et habilités à accueillir des bénéficiaires de l'aide sociale.

Conditions d'attribution

- être âgé d'au moins 20 ans, ou 16 ans sous réserve de bénéficier des prestations sociales prévues pour les adultes en situation de handicap (AAH et APL en particulier). L'admission des jeunes de moins de 20 ans est soumise à l'accord préalable de la Présidente du Conseil départemental,
- bénéficier d'une orientation en établissement en cours de validité délivrée par la Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH) prononcée par la MDPH du lieu de domicile de secours,
- avoir son domicile de secours en Haute-Loire,

Pour apprécier la situation du demandeur, il est tenu compte de l'ensemble de ses ressources, ainsi que celles de son conjoint au titre du devoir secours (revenus professionnels et autres et valeurs en capital des revenus non productifs de revenus), à l'exception :

- de la retraite du combattant ;
- des pensions attachées aux distinctions honorifiques ;
- des arrérages des rentes viagères constituées en faveur du demandeur visées à l'article 199 septies du Code général des impôts ;
- de la prime d'activité.

Toute dérogation sur les conditions d'admission de la personne (orientation MDPH, critère d'âge ou profil de la personne, par exemple), est soumise à l'accord préalable de la Présidente du Conseil départemental.

Références juridiques

Code de l'Action Sociale et des Familles

[Art. L131-1 à L131-7](#)

[Art. L241-147](#)

[Art. L132-3 et L132-4](#)

[Art. L344-5](#)

[Art. R344-29](#)

[Art. R314-204](#)

Procédure

Suite à la décision d'orientation de la CDAPH, un dossier d'aide sociale doit être constitué par l'intéressé ou son représentant légal.

Dépôt de la demande et constitution du dossier

Les demandes d'admission au bénéfice de l'aide sociale sont déposées au centre communal ou intercommunal d'action sociale ou, à défaut, à la mairie de résidence de l'intéressé, au moment de son entrée en établissement. Le dossier est signé par le demandeur ou son représentant légal.

Les demandes, accompagnées du dossier complet, sont ensuite transmises, dans le mois de leur dépôt, au Conseil départemental, après avis du CCAS, du CIAS ou de la mairie.

Instruction de la demande

Seuls les dossiers complets peuvent être instruits. Le Conseil départemental peut demander à la personne en situation de handicap, à son représentant légal ou à l'établissement, les informations ou documents complémentaires indispensables à l'examen de la demande. Si malgré une relance du Conseil départemental, le dossier demeure incomplet (a minima les pièces probantes), la Présidente du Conseil départemental se réserve le droit de proposer le rejet de la demande.

Décision

La Présidente du Conseil départemental notifie sa décision au demandeur et, le cas échéant, à son représentant légal. Il informe l'établissement d'accueil, le Centre communal d'action sociale, le Centre intercommunal d'action sociale ou le maire de la commune où la demande a été déposée, de toute décision d'admission ou de refus de l'aide sociale.

L'admission à l'aide sociale à l'hébergement en établissement est prononcée si les ressources du demandeur ne suffisent pas à assumer les frais de séjour, sur la base du tarif d'hébergement fixé par arrêté de la Présidente du département d'implantation de l'établissement.

La décision prend effet à compter du jour d'entrée dans l'établissement si la demande a été déposée dans les deux mois qui suivent ce jour. Ce délai peut être prolongé une fois, dans la limite de deux mois, par la Présidente du Conseil départemental. Si la demande a été faite hors délai, la décision d'aide sociale prend effet au premier jour de la quinzaine suivant la date à laquelle elle a été présentée.

La décision d'admission est prise par la Présidente du Conseil départemental pour une durée maximale qui ne peut excéder la durée de validité de la décision prise par la CDAPH.

Le Conseil départemental doit être informé de tout changement dans la situation du bénéficiaire.

Cette décision peut faire l'objet d'une révision anticipée lorsque des éléments nouveaux modifient la situation au vu de laquelle la décision a été prise (exemple : changement d'établissement). Cette nouvelle décision prend la même que forme que la décision d'admission initiale et nécessite le dépôt d'un nouveau dossier d'aide sociale.

Le renouvellement de l'admission à l'aide sociale est à l'initiative du bénéficiaire, elle donne lieu au même formalisme que la demande initiale.

Dispositions financières

Les frais d'hébergement et d'entretien des personnes handicapées accueillies en établissement, quel que soit leur âge, sont à la charge :

- à titre principal de l'intéressé lui-même, sans toutefois que la contribution qui lui est réclamée puisse faire descendre ses ressources en-dessous d'un minimum fixé par

décret et par référence au montant de l'allocation pour adultes handicapés, différent selon qu'il travaille ou non ;

- à titre subsidiaire, de l'aide sociale, sans mise en cause des obligés alimentaires.

Modalités de contribution du bénéficiaire de l'aide sociale

Toute personne en situation de handicap accueillie de façon permanente ou temporaire, bénéficiaire de l'aide sociale, dans un établissement d'hébergement pour personnes handicapées doit s'acquitter d'une contribution qu'elle verse à l'établissement ou qu'elle donne pouvoir à celui-ci d'encaisser. Cette contribution, qui a pour seul objectif de couvrir tout ou partie des frais d'hébergement et d'entretien de la personne en situation de handicap, est fixée par la Présidente du Conseil départemental, au moment de la décision de prise en charge, compte tenu des ressources du résident, de telle sorte que celui-ci puisse en conserver un minimum.

Cette contribution est susceptible de varier ultérieurement selon l'évolution des ressources mensuelles de l'intéressé (article R.344-29 du CASF).

Modalités de facturation des frais d'hébergement en établissement

Le Conseil départemental passe progressivement d'une avance totale des frais d'hébergement au versement du différentiel net d'aide sociale pour l'ensemble des établissements entre le 1^{er} janvier 2019 et le 1^{er} janvier 2020.

Dans le cadre du versement du différentiel net d'aide sociale, le Conseil départemental règle les frais d'hébergement au titre de l'aide sociale aux structures habilitées à accueillir des personnes handicapées déduction faite de la contribution des bénéficiaires de l'aide sociale. Ce paiement s'effectue sur facture ou par acompte, pour les établissements en dotation globale, comme suit :

Type d'absence		Règles de facturation
Hospitalisation	Inférieure ou égale à 72 heures	Paiement de l'intégralité du prix de journée
	Supérieure à 72 heures	Paiement du prix de journée – montant du forfait journalier hospitalier

Convenance personnelle	Inférieure ou égale à 72 heures	Paiement de l'intégralité du prix de journée
	Supérieure à 72 heures	Paiement du prix de journée – montant du forfait journalier hospitalier

Le directeur de l'établissement est tenu de tout mettre en œuvre pour récupérer la participation des résidents.

En cas de non reversement total ou partiel, durant deux mois consécutifs, par la personne handicapée de sa contribution, l'établissement est fondé à réclamer le paiement direct à son profit de l'Allocation Adulte Handicapée, à charge pour lui de reverser à l'intéressé le minimum de ressources laissé à sa disposition (article R.344-31 du CASF).

Afin de régulariser les droits ouverts, le responsable de l'établissement transmet toutes les informations nécessaires (entrée/sortie définitive, hospitalisation, décès, etc.) au Conseil départemental.

Dispositions particulières

Les personnes accueillies en établissement doivent pouvoir subvenir aux dépenses qui sont mises à leur charge par la loi et qui sont exclusives de tout choix de gestion. Ainsi, doivent notamment rester à leur disposition et être déduites des ressources à prendre en compte : les sommes dont les personnes sont redevables au titre de l'impôt sur le revenu, les frais de gestion tutélaire qui s'imposent à la personne en vertu d'une obligation législative et les frais de cotisation à une protection sociale complémentaire (mutuelle à hauteur de maximum 100 euros par mois). La déduction de ces charges est possible sous réserve d'une demande préalable adressée à la Présidente du Conseil départemental accompagnée des éléments justificatifs.

Les éventuels montants supplémentaires laissés à disposition des intéressés, en plus du montant de l'argent de poche réglementaire pour faire face à des dépenses exceptionnelles et de nécessité absolue indispensables au maintien dans l'établissement le sont sur accord explicite de la Présidente du Conseil départemental.

Les bénéficiaires doivent assumer toutes les autres dépenses à l'aide des sommes laissées à disposition (exemples : achat de vêtements,

produits de toilette, frais de coiffeur, les frais de redevance audiovisuelle, les frais de téléphone, les cotisations d'assurance décès, responsabilité civile, etc.).

Spécificités par type d'hébergement

Accueil en hébergement permanent en Foyer de vie, Foyer d'accueil médicalisé (FAM) et Foyer d'hébergement pour travailleurs handicapés

Participation financière et minimum de ressources laissées à la disposition de la personne en situation de handicap

Dans les établissements assurant l'hébergement et l'entretien, le résident contribue :

- S'il ne travaille pas :
 - à hauteur de 90% de l'ensemble de ses ressources (notamment AAH, intérêts des capitaux placés, etc.) ;
 - le minimum de ressources conservé est de 30% du montant de l'Allocation aux Adultes Handicapés (AAH) à taux plein.
- S'il travaille, qu'il perçoit une aide aux travailleurs privés d'emploi, ou qu'il effectue un stage de formation professionnelle ou de rééducation professionnelle :
 - à hauteur de 2/3 des ressources garanties résultats de sa situation (revenus d'activité) et à 90% de ses autres ressources (notamment AAH, intérêts sur capitaux placés, etc.) ;
 - le minimum de ressources conservé est de 50% du montant de l'Allocation aux Adultes Handicapés (AAH) à taux plein ;
 - si l'intéressé prend habituellement 5 repas par semaine à l'extérieur de l'établissement, il conserve, en plus, 1% de l'AAH par repas pris à l'extérieur, plafonné à 20% de l'AAH au taux plein. Cette disposition ne s'applique que pendant les périodes de présence en établissement.

Absences

Le résident est considéré comme présent dès lors qu'il a pris l'un des deux repas principaux dans l'établissement (repas du midi ou repas du soir).

Absences pour convenance personnelle :

Dans les établissements d'hébergement pour personnes adultes handicapées, les personnes accueillies sont autorisées à s'absenter de l'établissement pour convenance personnelle dans la limite de cinq semaines par année civile (35 jours par an pour les FAM et les foyers de vie, 37 jours pour les foyers d'hébergement annexés à un ESAT) – ces jours sont fractionnables.

Durant cette période, le Conseil départemental **est plus favorable que la réglementation en vigueur**, il ne procède pas à la récupération des ressources de la personne accueillie, exception faite des aides au logement.

Au-delà de 35 jours d'absence (37 jours pour les foyers d'hébergement annexés à un ESAT), il sera procédé à la récupération des ressources de la personne accueillie dans sa totalité, dans la limite du minimum garanti.

Absences pour stage :

Toute période de stage doit être précédée d'une information à la Présidente du Conseil départemental, accompagnée d'une copie de la convention de stage.

Durant les périodes de stage, l'établissement d'origine prend en charge l'ensemble des frais liés au stage :

- Il assume le paiement des frais d'hébergement à l'établissement d'accueil, au tarif fixé par arrêté pour cet établissement ;
- En contrepartie, il facture au Conseil départemental comme si le stagiaire était présent dans son établissement.

Autres absences :

Pour toute autre absence, y compris pour hospitalisation, il est procédé à la récupération des ressources du résident dans sa totalité, dans la limite du minimum garanti.

Aides au logement

Les aides au logement versées aux personnes en situation de handicap bénéficiaires de l'aide sociale sont affectées dans leur intégralité au remboursement des frais d'hébergement. Elles

restent entièrement recouvrables, même pendant les périodes d'absence dans l'établissement.

Accueil temporaire et accueil de jour

L'accueil temporaire est un accueil organisé pour une durée limitée, le cas échéant sur un mode séquentiel, à temps complet ou partiel, avec ou sans hébergement, y compris en accueil de jour.

L'accueil temporaire vise, selon les cas, à organiser pour les intéressés des périodes de répit ou des périodes de transition entre deux prises en charge, des réponses à une interruption momentanée de prise en charge ou une réponse adaptée à une modification ponctuelle ou momentanée des besoins, ou à une situation d'urgence. Il vise aussi à organiser, pour l'entourage, des périodes de répit ou à relayer, en cas de besoin, les interventions des professionnels des établissements et services ou des aidants familiaux, bénévoles ou professionnels, assurant habituellement l'accompagnement ou la prise en charge.

La durée de l'accueil temporaire est limitée à un maximum de 90 jours par période de 12 mois.

L'accueil temporaire et l'accueil de jour ne sont pas cumulables avec l'accueil permanent.

De façon très exceptionnelle, la Présidente du Conseil départemental peut autoriser par dérogation et sur demande préalable, le dépassement de la durée maximale de prise en charge de 90 jours par an.

Une fois la prise en charge de l'accueil temporaire décidée par la Présidente du Conseil départemental, le prix de journée de l'établissement est facturée au Conseil départemental de la Haute-Loire déduction faite d'une contribution forfaitaire journalière à la charge du bénéficiaire de l'aide sociale, qu'il verse directement à l'établissement. Seules les journées de présence effective sont facturées au Conseil départemental.

Le montant de cette contribution forfaitaire est fixé :

- au montant du forfait journalier hospitalier pour les accueils avec hébergement,
- au 2/3 du montant du forfait journalier hospitalier pour les accueils de jour.

Accueil en Foyers logements

Pour les personnes handicapées travailleurs, un minimum de ressources est garanti à hauteur de 125% de l'AAH.

Pour les personnes handicapées non travailleurs, un minimum de ressources est garanti à hauteur de 100% de l'AAH.

Toute autre ressource de la personne sera affectée aux frais d'hébergement.

Accueil en établissement relevant de l'éducation spéciale (Amendement CRETON)

La prise en charge concerne les personnes handicapées de plus de 20 ans qui, faute d'une admission dans un établissement pour adultes handicapés de compétence du Conseil départemental, demeurent dans un établissement d'éducation spéciale.

Le jeune adulte maintenu en établissement d'orientation spéciale s'acquitte d'une contribution d'un montant identique à celui qui lui aurait été demandé dans la catégorie d'établissement pour adultes désignée par la CDAPH :

- **Orientation en maison d'accueil spécialisée** : les frais restent à la charge de l'assurance maladie.
- **Orientation dans un foyer d'accueil médicalisé** : il s'agit d'une catégorie d'établissements dont les frais autres que médicaux relèvent de l'aide sociale. Le Conseil départemental aura à sa charge le prix de journée de l'établissement pour mineurs diminué du forfait journalier plafond afférent aux soins mentionné à l'article R. 314-141 du CASF fixé par arrêté des ministres chargés de l'action sociale et de la sécurité sociale. La personne handicapée devra acquitter quant à elle une contribution aux frais d'hébergement et d'entretien, dans les conditions prévues à l'article R. 344-29 du CASF. Le calcul de la participation des bénéficiaires et son recouvrement s'opèrent de la même façon que s'il était en FAM.
- **Orientation dans un foyer de vie** : l'intégralité du tarif journalier de l'établissement pour mineurs sera pris en charge par le Conseil départemental, mais avec, également, une contribution aux frais d'hébergement et d'entretien pour la personne handicapée au titre de l'article R. 344-29 du CASF. Le calcul de la participation des bénéficiaires et son recouvrement s'opèrent de la même façon que s'il était en foyer de vie.
- **Orientation en ESAT** : les frais sont à la charge de l'État.

N.B. : Les périodes de fermeture de l'établissement ne sont pas décomptées comme étant des absences pour convenance personnelle. Durant ces périodes, le résident conserve l'intégralité de ses ressources, excepté les aides au logement.

Accueil en EHPAD ou en USLD des personnes en situation de handicap

Un adulte handicapé peut être accueilli en EHPAD ou en USLD avant l'âge de 60 ans, en vertu d'une dérogation donnée par la Présidente du Conseil départemental.

La Présidente du Département demande pour avis la position de la CDAPH sur cette orientation.

Quel que soit l'âge d'entrée en EHPAD ou USLD, les conditions d'admission d'aide sociale (ressources laissées à disposition, obligation alimentaire et recours sur succession) sont celles du statut de personne handicapée dès lors que l'une ou l'autre des conditions suivantes est remplie :

- avoir précédemment séjourné dans une structure pour personnes handicapées ;
- ou pouvoir justifier d'une incapacité de 80% reconnue avant l'âge de 65 ans, par la CDAPH à titre permanent ou en cours de validité.

Accueil familial (cf. fiche relative à l'accueil familial)

L'aide sociale est sollicitée de façon subsidiaire, si le montant des ressources et prestations de l'accueilli (AAH, invalidité, PCH, APA, Allocation logement, etc.) n'est pas suffisant pour couvrir les frais de placement.

Sauf dérogation de la Présidente du Conseil départemental, l'aide sociale pour un hébergement en famille d'accueil n'est pas cumulable avec l'aide sociale en établissement.

Accueil en unités d'accueil pour personnes handicapées vieillissantes

Les règles d'admission et de facturation au titre de l'aide sociale au sein des unités pour personnes handicapées vieillissantes sont les mêmes que pour un accueil en foyer de vie ou un foyer d'accueil médicalisé.

Intervenants

Service maintien de l'Autonomie

Prestation de Compensation du Handicap

Nature de la prestation

Cette prestation vise à compenser les conséquences du handicap du demandeur quels que soient l'origine et la nature de sa déficience, ou son mode de vie. Son attribution est personnalisée. C'est une prestation en nature. Elle n'est pas libre d'emploi mais affectée à certaines charges et son utilisation est contrôlée.

La prestation de compensation peut être affectée à la prise en charge de tout ou partie des charges suivantes :

- Elément 1 : charges liées à des besoins en aides humaines, y compris celles apportées par des aidants familiaux,
- Elément 2 : charges liés à des besoins en aides techniques,
- Elément 3 : charges liées à l'aménagement du logement et du véhicule ainsi qu'à d'éventuels surcoûts résultant de son transport,
- Elément 4 : charges liées à des besoins spécifiques ou exceptionnels comme ceux relatifs à l'acquisition ou l'entretien de produits liés à son handicap
- Elément 5 : charges liées à l'attribution et à l'entretien des aides animalières. Ces charges ne seront prises en compte dans le calcul de la prestation que si l'animal a été éduqué dans une structure labellisée et par des éducateurs qualifiés.

Bénéficiaires

Les personnes résidant en France de façon stable et régulière depuis plus de trois mois, âgées de moins de 60 ans, et répondant aux critères de handicap nécessaire peuvent prétendre à cette prestation.

Cas particuliers :

- personnes répondant avant l'âge de 60 ans aux critères de handicap pour accéder à cette prestation,
- personnes exerçant une activité professionnelle après 60 ans.

Les enfants et les jeunes âgés de moins de 20 ans peuvent être bénéficiaires de la Prestation de Compensation du handicap.

Références juridiques

Code de l'Action Sociale et des Familles

[Art. L241-1](#) et suivants,
[Art. L245-1](#) et suivants
[Art. R245-1](#) et suivants
[Art. R146-25](#) et suivants

[Décret n°2008-451 du 7 mai 2008 relatif à l'accès des enfants à la prestation de compensation](#)

Conditions d'attribution

Les demandeurs doivent présenter une difficulté absolue pour la réalisation d'une activité essentielle de la vie quotidienne ou une difficulté grave pour la réalisation d'au moins deux activités déterminées par l'équipe pluridisciplinaire à l'aide du guide d'évaluation multidimensionnelle. Les difficultés doivent être définitives, ou d'une durée prévisible d'au moins un an.

Lorsque le bénéficiaire de la prestation de compensation dispose d'un droit ouvert de même nature au titre d'un régime de sécurité sociale, en l'occurrence la majoration pour tierce personne versée aux assurés relevant du régime de l'invalidité ou du régime des accidentés du travail, les sommes versées à ce titre viennent en déduction du montant de la prestation de compensation.

Règles de non cumul

La Prestation de Compensation du Handicap n'est cumulable ni avec l'Allocation Compensatrice pour Tierce Personne, ni avec l'Allocation Personnalisée d'Autonomie, ni avec l'aide-ménagère ni avec toute autre prestation de même nature.

Toute personne qui a obtenu le bénéfice de la prestation de compensation avant l'âge de 60 ans et qui remplit les conditions d'ouverture du droit à l'APA, peut choisir lorsqu'elle atteint cet âge et à chaque renouvellement de la prestation de compensation, entre le maintien de celle-ci et le bénéfice de l'APA (droit ouvert à la PCH donnant lieu ou non à des paiements). Lorsque la personne qui atteint cet âge n'exprime aucun choix, elle est

présumée souhaiter continuer à bénéficier de la prestation de compensation.

Un droit d'option est toutefois institué en faveur des bénéficiaires de la prestation de compensation, pour le cas où l'APA leur ouvrirait des droits plus favorables sur demande écrite du bénéficiaire.

Procédure

Constitution et traitement de la demande

L'instruction de la demande est réalisée par les services de la Maison Départementale des Personnes Handicapées et la décision est prise par la Commission d'Autonomie des Personnes Handicapées. Le paiement est assuré par le Conseil départemental.

Constitution du dossier

Le dossier de demande doit être déposé à la Maison Départementale des Personnes Handicapées du lieu du domicile de secours de la personne handicapée demanderesse.

La personne handicapée précise également à cette occasion si elle est titulaire d'une prestation en espèces de sécurité sociale au titre de l'aide humaine nécessitée par son handicap.

Attribution de la prestation

La Commission des Droits et de l'Autonomie de la Maison Départementale des Personnes Handicapées accorde la Prestation de compensation.

Elle prend sa décision à partir du Plan Personnalisé de Compensation (PPC).

La Présidente de la CDAPH notifie la décision à l'intéressé, ainsi qu'aux organismes concernés.

La décision indique pour chacun des éléments de la prestation de compensation :

- La nature des dépenses affectées à chaque élément
- Le montant total attribué, sauf pour l'élément lié au besoin d'aides humaines
- Le montant mensuel attribué
- Les modalités de versement choisies par le bénéficiaire
- La durée d'attribution

Versement de la prestation

Les sommes relatives à la prestation de compensation sont versées par le Conseil

départemental. Au vu de la décision de la Commission des Droits et de l'Autonomie des personnes handicapées, la Présidente du Conseil départemental applique les taux de prise en charge puis notifie les montants versés à la personne en situation de handicap. La prestation de compensation est accordée sur la base de tarifs et de montants fixés par nature de dépense, dans la limite de taux de prise en charge. En cas de modification des taux de prise en charge, du montant des prestations en espèces de sécurité sociale à déduire ou du montant des aides accordées au titre de la prestation de compensation, en cours de droits, la Présidente du Conseil départemental ajuste à due concurrence le montant de la prestation servie.

La prestation de compensation est en principe versée mensuellement.

Toutefois, la prestation de compensation peut être réglée en un ou plusieurs versements ponctuels, lorsqu'elle concerne les aides techniques, les aides à l'aménagement du logement ou du véhicule, ainsi qu'à des aides liées à l'acquisition d'aides animalières ou d'aides spécifiques ou exceptionnelles. Ces versements ponctuels interviennent à la demande de la personne handicapée ou de son représentant légal sur production de justificatifs.

Dans le cas d'un versement à titre rétroactif, les sommes sont versées sur production de justificatifs.

Révision, suspension, récupération des indus :

En cas d'évolution du handicap du bénéficiaire ou des facteurs ayant déterminé les charges prises en compte, celui-ci peut déposer une nouvelle demande avant la fin de la période d'attribution en cours. La CDAPH réexamine les droits à la prestation de compensation si elle estime, au vu des éléments nouveaux, que le plan de compensation est substantiellement modifié.

En dehors de toute procédure de révision, concernant l'élément aide humaine de la prestation, il est possible pour le bénéficiaire de saisir la Présidente du Conseil départemental par simple courrier d'une demande de changement de modalités d'intervention (aidant familial, emploi direct ou service prestataire) tant que le nombre d'heures d'intervention quotidienne ne dépasse pas celle attribuée par la CDAPH.

La Présidente du Conseil départemental peut décider de suspendre le versement de la prestation

de compensation ou d'un ou plusieurs de ces éléments en cas de manquement du bénéficiaire à ses obligations déclaratives, après que l'intéressé a été mis en mesure de faire connaître ses observations.

La suspension prend fin dès que le bénéficiaire justifie des éléments exigés ou s'acquitte de ses obligations déclaratives. Les sommes correspondant aux droits acquis pendant la période de suspension lui sont alors versées.

Lorsqu'il estime que la personne en situation de handicap cesse de remplir les conditions au vu desquelles le bénéfice de la prestation de compensation lui a été attribué, la Présidente du Conseil départemental saisit la Commission des Droits et de l'Autonomie des personnes handicapées aux fins de réexamen du droit à la prestation et lui transmet toutes informations portées à sa connaissance relatives à l'établissement des droits de l'intéressé à cette prestation.

La Présidente du Conseil départemental organise le contrôle de l'utilisation de la prestation à la compensation des charges pour lesquelles elle a été attribuée au bénéficiaire. Les bénéficiaires de la PCH doivent conserver les justificatifs des dépenses auxquelles la prestation de compensation est affectée, durant deux ans.

Tout paiement indu est récupéré. L'action du bénéficiaire pour le paiement de la prestation se prescrit par 2 ans. L'action intentée par la Présidente du Conseil départemental en recouvrement des prestations indûment payées se prescrit également par 2 ans. Ce délai ne lui est toutefois pas opposable en cas de fraude ou de fausse déclaration.

Admission d'urgence

La demande de Prestation de Compensation du Handicap en urgence doit être formulée par écrit (courrier, télécopie, courriel...), par la personne handicapée ou son représentant légal auprès de la Maison Départementale des Personnes Handicapées, qui la transmet sans délai à la Présidente du Conseil départemental. La demande particulière de l'intéressé doit « préciser la nature des aides pour lesquelles la prestation de compensation est demandée en urgence et le montant prévisible des frais; apporter tous les éléments permettant de justifier l'urgence; et être accompagnée d'un document attestant de l'urgence de la situation délivré par un professionnel de santé ou par un service ou organisme à caractère social ou médico-social. »

Après vérification des critères d'éligibilité à la Prestation de Compensation du Handicap, puis confirmation de l'urgence, la décision est prise :

- pour une durée de deux mois maximum qui pourra être poussée à 4 mois pour permettre une évaluation précise des besoins par l'équipe pluridisciplinaire de la MDPH,
- pour répondre aux besoins liés à l'urgence.

Recours

Les décisions de la Présidente du Conseil départemental relatives au versement de la prestation peuvent faire l'objet :

- d'un recours administratif préalable obligatoire avant le recours contentieux dans un délai de 2 mois à compter de leur notification.
- d'un recours contentieux devant le Pôle social du Tribunal Judiciaire, par lettre recommandée dans un délai de 2 mois.

Les recours ne sont pas suspensifs.

Règles spécifiques pour les personnes en établissement (fusion avec PCH ETAB)

Bénéficiaires

Les dispositions suivantes s'appliquent aux personnes hébergées ou accompagnées dans un établissement social ou médico-social ou hospitalisées dans un établissement de santé.

Ces personnes doivent répondre aux critères d'éligibilité applicables pour l'ensemble des bénéficiaires de la Prestation de Compensation du Handicap.

Charges prises en compte

La prestation de compensation peut être affectée à la couverture des charges suivantes :

- les besoins en aides humaines : elle est versée à 100% lors des retours à domicile, au prorata des jours de présence justifiés (le bénéficiaire est considéré comme présent dès lors qu'il a pris l'un des deux repas principaux à domicile – repas du midi ou repas du soir); elle est versée à concurrence de 10% de l'allocation lors

des séjours en établissement, du fait des prestations déjà servies par celui-ci. Ces 10% sont encadrés par : des montants mensuels maximum et minimum (fixés respectivement à 9,5 et 4,75 fois le montant du SMIC horaire brut applicable pendant le mois de droit) ; et des montants journaliers maximum et minimum (fixés respectivement à 0,32 et 0,16 fois le montant du SMIC horaire applicable pendant le mois de droit) ;

- les besoins en aides techniques que l'établissement ne couvre pas habituellement dans le cadre de ses missions ;
- les surcoûts éventuels résultant du transport pour les trajets couvrant la distance entre le domicile et la structure d'accueil ;
- dans le cas du recours à une voiture particulière, sur la base d'un montant au kilomètre fixé par arrêté, en prenant en compte le trajet aller et retour effectué par le tiers (parent, conjoint ou autre) s'il est supérieur à 50 km ;
- dans le cas du recours à un professionnel (taxi, société de transport, etc.), les frais sont pris en compte à hauteur maximum de 75% du coût réel (sur facture) ;
- les aides spécifiques ou exceptionnelles qui ne correspondent pas aux missions de l'établissement ou du service ou celles intervenant pendant les périodes d'interruption de l'hospitalisation ou de l'hébergement.

Conditions d'attribution

L'instruction de la demande est réalisée par les services du Conseil départemental, et la décision est prise par la Commission d'Autonomie des Personnes Handicapées. Le paiement est assuré par le Conseil départemental.

Lorsque la personne bénéficie de la Prestation de Compensation du Handicap à domicile avant son entrée en établissement social ou médico-social ou hospitalier, le montant de la Prestation de

Compensation du Handicap « aides humaine » est réduit à hauteur de 10% du montant antérieurement versé, dans les limites d'un montant minimum et d'un montant maximum. Cette réduction intervient au-delà de 45 jours consécutifs de séjour ou 60 jours si la personne handicapée est dans l'obligation de licencier son aide à domicile.

Lorsque la personne sollicite la Prestation de Compensation du Handicap alors qu'elle est déjà accueillie en établissement : l'élément de la prestation de compensation correspondant à l'aide humaine est attribué pour les périodes d'interruption de l'hospitalisation ou de l'hébergement, et un montant journalier correspondant est fixé par la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées. Le montant journalier réduit servi pendant les périodes d'hospitalisation ou d'hébergement est fixé à 10% du montant initial dans les limites d'un montant journalier minimum et d'un montant journalier maximum. La prestation « aides humaine » est réduite à 10% selon les règles précédemment énoncées.

La prise en compte de la durée d'hébergement en établissement (45 ou 60 jours consécutifs) n'est pas interrompue par les retours à domicile lors de week-end.

La prestation perçue est soumise au contrôle de l'effectivité, lequel est effectué par la Présidente du Conseil départemental.

Constitution et traitement de la demande

Lorsque l'hospitalisation ou l'hébergement intervient au cours du droit à la PCH à domicile, le bénéficiaire ou son représentant en informe les services du Conseil départemental.

Le Conseil départemental procédera automatiquement à la transformation partielle de la PCH à domicile en PCH en établissement et ce uniquement sur l'élément aide humaine afin de ne pas interrompre les droits de la personne handicapée lors de ses retours à domicile (notamment pendant les week-ends). Le Conseil départemental saisira la Présidente de la CDAPH en lui demandant de bien vouloir régulariser cette situation en prononçant une décision de PCH en établissement tenant compte du projet de vie de la personne handicapée.

La prestation sera accordée par la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées après l'évaluation des besoins de compensation du demandeur et l'établissement

d'un plan personnalisé de compensation réalisés par l'équipe pluridisciplinaire.

La décision de la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées de la Maison Départementale des Personnes Handicapées est notifiée à la personne.

Règles spécifiques pour les enfants, et les jeunes de moins de 20 ans

Conditions d'attribution

La difficulté absolue pour la réalisation d'une activité ou une difficulté grave pour la réalisation d'au moins deux activités déterminées est appréciée en faisant référence aux étapes du développement habituel d'un enfant, définies par arrêté. Lorsqu'une activité ne peut être réalisée compte tenu des étapes du développement habituel d'un enfant du même âge, celle-ci est sans objet.

Les besoins de compensation sont appréciés en tenant compte des activités habituellement réalisées par une personne du même âge.

Droit d'option avec le complément de l'Allocation d'Éducation de l'Enfant Handicapé

Le versement du complément de l'Allocation d'Éducation de l'Enfant Handicapé est cumulable avec le versement de la Prestation de Compensation du Handicap uniquement lorsque la PCH est attribuée pour compensation des surcoûts liés au transport ou à l'aménagement du véhicule ou du logement.

Lorsque la PCH est destinée à couvrir d'autres charges (aide humaine, aides techniques, aides spécifiques ou exceptionnelles), le jeune handicapé ou son tuteur doivent choisir entre le versement du complément de l'Allocation D'Éducation de l'Enfant Handicapé et de la Prestation de compensation du Handicap.

Le choix est exercé sur la base des propositions figurant dans le Plan Personnalisé de Compensation, lesquelles précisent les montants respectifs des deux aides.

Ce choix n'est pas définitif. Toute demande de renouvellement de la Prestation de Compensation du Handicap pour un enfant ou un jeune de moins de 20 ans entraîne un réexamen des conditions pour bénéficier du complément de l'AEEH.

Intervenants

Service maintien de l'Autonomie

restation de Compensation du Handicap pour les personnes en établissement

Nature de la prestation

Cette prestation vise à compenser les conséquences du handicap du demandeur quels que soient l'origine et la nature de sa déficience, ou son mode de vie. Son attribution est personnalisée. C'est une prestation en nature. Elle n'est pas libre d'emploi mais affectée à certaines charges et son utilisation est contrôlée.

Bénéficiaires

Les dispositions suivantes s'appliquent aux personnes hébergées ou accompagnées dans un établissement social ou médico-social ou hospitalisées dans un établissement de santé.

Ces personnes doivent répondre aux critères d'éligibilité applicables pour l'ensemble des bénéficiaires de la Prestation de Compensation du Handicap.

Charges prises en compte

La prestation de compensation peut être affectée à la couverture des charges suivantes :

- les besoins en aides humaines : elle est versée à 100% lors des retours à domicile, au prorata des jours de présence justifiés ; elle est versée à concurrence de 10% de l'allocation lors des séjours en établissement, du fait des prestations déjà services par celui-ci. Ces 10% sont encadrés par : des montants mensuels maximum et minimum (fixés respectivement à 9,5 et 4,75 fois le montant du SMIC horaire brut applicable pendant le mois de droit) ; et des montants journaliers maximum et minimum (fixés respectivement à 0,32 et 0,16 fois le montant du SMIC horaire applicable pendant le mois de droit) ;
- les besoins en aides techniques que l'établissement ne couvre pas habituellement dans le cadre de ses missions ;
- les surcoûts éventuels résultant du transport pour les trajets couvrant la distance entre le domicile et la structure d'accueil ;

Références juridiques

Code de l'Action Sociale et des Familles

[Art. L241-1](#) et suivants,
[Art. L245-1](#) et suivants
[Art. R245-1](#) et suivants
[Art. R146-25](#) et suivants

[Décret n°2008-451 du 7 mai 2008 relatif à l'accès des enfants à la prestation de compensation](#)

- dans le cas du recours à une voiture particulière, sur la base d'un montant au kilomètre fixé par arrêté, en prenant en compte le trajet aller et retour effectué par le tiers (parent, conjoint ou autre) s'il est supérieur à 50 km ;
- dans le cas du recours à un professionnel (taxi, société de transport, etc.), les frais sont pris en compte à hauteur maximum de 75% du coût réel (sur facture) ;
- les aides spécifiques ou exceptionnelles qui ne correspondent pas aux missions de l'établissement ou du service ou celles intervenant pendant les périodes d'interruption de l'hospitalisation ou de l'hébergement.

Conditions d'attribution

Les dispositions concernant la Prestation de Compensation du handicap en établissement s'appliquent aux personnes handicapées hébergées ou accompagnées dans un établissement social ou médico-social ou hospitalisées dans un établissement de santé.

Lorsque la personne bénéficie de la Prestation de Compensation du Handicap à domicile avant son entrée en établissement social ou médico-social ou hospitalier, le montant de la Prestation de Compensation du Handicap « aides humaine » est réduit à hauteur de 10% du montant antérieurement versé, dans les limites d'un montant minimum et d'un montant maximum. Cette réduction intervient au-delà de 45 jours

consécutifs de séjour ou 60 jours si la personne handicapée est dans l'obligation de licencier son aide à domicile.

Lorsque la personne sollicite la Prestation de Compensation du Handicap alors qu'elle est déjà accueillie en établissement : l'élément de la prestation de compensation correspondant à l'aide humaine est attribué pour les périodes d'interruption de l'hospitalisation ou de l'hébergement, et un montant journalier correspondant est fixé par la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées. Le montant journalier réduit servi pendant les périodes d'hospitalisation ou d'hébergement est fixé à 10% du montant initial dans les limites d'un montant journalier minimum et d'un montant journalier maximum. La prestation « aides humaine » est réduite à 10% selon les règles précédemment énoncées.

La prise en compte de la durée d'hébergement en établissement (45 ou 60 jours consécutifs) n'est pas interrompue par les retours à domicile lors de week-end.

La prestation perçue est soumise au contrôle de l'effectivité, lequel est effectué par le Président du Conseil départemental.

Constitution et traitement de la demande

Lorsque l'hospitalisation ou l'hébergement intervient au cours du droit à la PCH à domicile, le bénéficiaire ou son représentant en informe le Service Maintien de l'Autonomie du Conseil départemental.

Le Conseil départemental procédera automatiquement à la transformation partielle de la PCH à domicile en PCH en établissement et ce uniquement sur l'élément aide humaine afin de ne pas interrompre les droits de la personne handicapée lors de ses retours à domicile (notamment pendant les week-ends). Le Conseil départemental saisira le Président de la CDAPH en

lui demandant de bien vouloir régulariser cette situation en prononçant une décision de PCH en établissement tenant compte du projet de vie de la personne handicapée.

La prestation sera accordée par la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées après l'évaluation des besoins de compensation du demandeur et l'établissement d'un plan personnalisé de compensation réalisés par l'équipe pluridisciplinaire.

La décision de la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées de la Maison Départementale des Personnes Handicapées est notifiée à la personne.

Recours

Les décisions de la Présidente du Conseil départemental relatives au versement de la prestation peuvent faire l'objet :

- d'un recours administratif préalable obligatoire avant le recours contentieux dans un délai de 2 mois à compter de leur notification.
- d'un recours contentieux devant le Pôle social du Tribunal de Grande Instance, par lettre recommandée dans un délai de 2 mois.

Les recours ne sont pas suspensifs.

Règles spécifiques pour les enfants et les jeunes de moins de 20 ans hébergés en établissement sanitaire ou médico-social

Les enfants et les jeunes âgés de moins de 20 ans peuvent être bénéficiaires de la Prestation de Compensation du Handicap. Les règles générales présentées ci-dessus s'appliquent aux enfants et jeunes handicapés âgés de moins de 20 ans.

Cependant, les enfants et les jeunes de moins de 20 ans, dans leur majorité, alternent les périodes en internat avec les retours à domicile, les week-ends et les vacances. Aussi, le paiement du volet aide humaine de la Prestation de Compensation du Handicap est effectué sur la base d'une moyenne mensuelle, calculée en fonction du nombre de jours prévisionnel de présence en établissement. Cette moyenne peut faire l'objet d'une révision annuelle, sur demande et sur présentation de justificatifs.

Intervenants

Service maintien de l'Autonomie

Accueil familial à titre onéreux des personnes en situation de handicap

Nature de la prestation

L'accueil familial est un mode d'accueil s'adressant aux personnes en situation de handicap et offrant une alternative entre domicile et institution pour des séjours de durée variable.

Bénéficiaires

Le service s'adresse à toute personne en situation de handicap ne relevant pas d'un établissement ou service destiné à recevoir les personnes adultes en situation de handicap. Cette personne ne doit pas relever des dispositions de l'article L344-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, c'est-à-dire qu'elle ait pu acquérir un minimum d'autonomie et dont l'état ne nécessite pas une surveillance médicale et des soins constants.

Ce mode d'hébergement ne relève pas d'une orientation prononcée par la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH), mais du libre choix de la personne.

Conditions d'attribution

Pour bénéficier d'un accueil familial, le bénéficiaire doit avoir été reconnu en situation de handicap par la MDPH et ne doit pas nécessiter une orientation de type Maison d'Accueil Spécialisée (MAS).

Procédure

Pour être accueillie, la personne en situation de handicap doit s'assurer que la personne susceptible de l'accueillir dispose d'un agrément délivré par la Présidente du Département et doit signer le contrat d'accueil.

Elle peut s'adresser au Conseil départemental pour connaître la liste des familles d'accueil agréées.

Aides susceptibles d'être versées par le Département

L'agrément d'accueillant familial vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale conformément à un plafond déterminé par délibération du Conseil Départemental. (cf. « Liens

Références juridiques

Code de l'Action Sociale et des familles

[Art. L441-1 à L444-9](#)

[Art. R441-1 à R444-8](#)

[Art L344-1](#)

[Art R231-4](#)

[Art R131-2](#)

[Art R932-2 du Code de la Sécurité Sociale](#)
[Loi n°89-475 du 10 juillet 1989 relative à l'accueil par des particuliers, à leur domicile, à titre onéreux, de personnes âgées ou handicapées adultes](#)

[Loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015](#)

utiles » dans la partie « accueil familial à titre onéreux des personnes âgées »). **La prise en charge de la personne handicapée en famille d'accueil au titre de l'aide sociale départementale relève de la législation personnes âgées.**

Les personnes accueillies peuvent solliciter la prise en charge des frais d'hébergement par l'aide sociale en cas de ressources insuffisantes. Les éléments pouvant être pris en charge au titre de l'aide sociale font partie de la rémunération journalière des services rendus, qui comprend :

- Le salaire : pour les bénéficiaires de l'aide sociale, dans le cadre du contrat établi avec l'accueillant, le Département de la Haute-Loire prendra en compte 3 SMIC horaires par jour.
- L'indemnité de congés
- L'indemnité des frais d'entretien : le Département de la Haute-Loire a décidé d'attribuer le maximum légal de minima garantis, à hauteur de 5 par jour.
- L'indemnité loyer
- L'indemnité en cas de sujétion particulière, proposée par le médecin Départemental après l'élaboration d'une demande d'évaluation ou sur observation de l'accompagnement. Cette indemnité relève de la législation PCH pour les personnes en situation de handicap.

Les droits de la personne accueillie sont examinés par les services du Département au regard de toute autre aide du type PCH, allocation logement ou

autres aides avant de l'être au titre de l'aide sociale à l'hébergement qui revêt un caractère subsidiaire. Le mode de calcul des différents éléments de rémunération est fixé par délibération du Conseil départemental pour les bénéficiaires de l'aide sociale.

La prise en charge au titre de l'aide sociale en accueil familial n'est pas cumulable avec l'aide sociale en établissement, sauf après avoir sollicité une dérogation auprès de la Présidente du Département.

La prise en charge au titre de l'aide sociale prend fin le jour de départ de la personne accueillie.

Le Département de la Haute-Loire ne prend pas en compte les préavis suite à un départ subit du bénéficiaire de sa famille d'accueil.

L'aide sociale départementale ne permet pas de cumuler la prise en charge au titre du placement permanent en famille d'accueil avec de l'hébergement temporaire ou de l'accueil de jour dans une autre famille d'accueil ou au sein d'une structure.

L'aide sociale ne prend en charge ces frais qu'à titre dérogatoire suite à une demande écrite préalable à tout type d'accueil formulée auprès de la Présidente du Département. Il est indispensable d'avoir obtenu une réponse écrite des services du département avant la mise en place du cumul des différents types d'accueil.

L'accueil de jour ou l'hébergement temporaire ne peuvent pas être pris en charge au titre de l'aide sociale départementale pour une personne relevant de la législation des personnes âgées.

Le suivi médico-social

Le suivi des personnes accueillies est réalisé par l'équipe médico-sociale du Service Maintien de l'Autonomie (pôle accueil familial social adulte) dans le cadre d'entretiens pouvant se dérouler au domicile de l'accueillant familial ou dans d'autres lieux selon les besoins définis par l'équipe médico-sociale et autant que nécessaire avec un minimum d'un entretien annuel.

Le contrat d'accueil

Toute personne accueillie au domicile d'un accueillant familial ou, s'il y a lieu, son représentant légal passe obligatoirement avec ledit accueillant un contrat écrit signé au plus tard le jour de l'arrivée de la personne accueillie chez l'accueillant familial. Il garantit à la personne accueillie la possibilité d'exercer ses droits et libertés individuels (notamment le respect de la dignité, l'intégrité, la vie privée, l'intimité, la sécurité). A cet effet, la charte des droits et des libertés de la personne accueillie est annexée au contrat d'accueil.

Il précise :

- la durée de la période d'essai
- les conditions selon lesquelles le contrat peut être modifié ou dénoncé,
- le délai de provenance
- les conditions matérielles et financières de l'accueil
- les droits et obligations de chacun.

Il prévoit :

- un projet d'accueil personnalisé au regard des besoins de la personne accueillie
- la possibilité pour la personne accueillie de désigner une personne de confiance et le recours à une personne qualifiée pour l'aider à faire valoir ses droits

Il est établi en 3 exemplaires. Un exemplaire doit être adressé à la Présidente du Conseil Départemental dans les 48 heures qui suivent le début de l'accueil.

Intervenants

SMA

Contrôle des établissements et services médico-sociaux

Nature de la prestation

Dans le domaine de l'action sociale et médico-sociale, la Présidente du Conseil Départemental conformément aux missions qui lui sont octroyées, exerce une mission de contrôle à l'égard des établissements et services sociaux et médico-sociaux qui relèvent de sa compétence ou de sa compétence conjointe.

Ce contrôle des établissements s'exerce notamment sur leur création, transformation et extension, habilitation à l'aide sociale, tarification, conformité et évaluation.

La raison d'être de ce contrôle est l'intérêt des usagers et la protection de leurs droits dont l'importance est affirmée par la loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 ainsi que la loi n°2007-308 du 5 mars 2007, codifiées dans le Code de l'action sociale et des familles.

La Présidente du Conseil Départemental exerce, notamment dans l'intérêt des usagers, le pouvoir de contrôler l'activité des établissements et services dont il autorise la création.

Ce contrôle porte sur la qualité des prestations, le coût de celles-ci et l'organisation globale de l'établissement.

Ces contrôles s'effectuent conformément aux dispositions du Code de l'action sociale et des familles et du présent règlement.

Bénéficiaires

Sont assujettis aux contrôles

- les établissements et services, institutions et organismes, quelle que soit leur nature juridique, qui sont habilités par la Présidente du Conseil Départemental à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale
- les établissements et services, institutions et organismes, quelle que soit leur nature juridique, qui engagent des actions sociales, délivrent des prestations de l'aide sociale, dès lors que ces actions ou

Intervenants

Services des établissements sociaux et médico sociaux

Références juridiques

Code de l'action sociale et des familles

[Art. L312-1](#)
[Art. D312-162](#)
[Art. L318-8](#)
[Art. L313-13](#)
[Art. L314-3 et L.314-4](#)
[Art. L314-8](#)
[Art. L321-1](#)
[Art. L133-2](#)

[Loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale](#)

[Décret n°2003-1135 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités d'autorisation de création, de transformation ou d'extension d'établissements et services sociaux et médico-sociaux](#)

[Décret 2004-231 du 17 mars 2004](#)

[Décret 2005-223 du 11 mars 2005](#)

prestations sont financées pour tout ou partie, directement ou indirectement, par le Département

- les personnes physiques habilitées par la Présidente du Conseil départemental à recevoir à leur domicile et à titre onéreux, les personnes âgées ou handicapées.

Modalités de mise en œuvre

Les contrôles sont opérés par les agents du Département.

Modernisation des établissements sociaux et médico-sociaux

Nature de la prestation

Financement de projets innovants, de travaux de modernisation ou de restructuration ou de mises aux normes de sécurité et techniques effectués dans les EHPAD.

Les subventions départementales ont un caractère transférable. La subvention fait l'objet d'une reprise sur l'amortissement par le crédit du compte 777 conformément aux dispositions des instructions comptables M21, M 21 bis et M 22.

Si le bénéficiaire n'est pas le gestionnaire, il aura obligation d'effectuer les travaux d'entretien et de réparation pendant la durée du bien.

Bénéficiaires

Porteurs de projets d'établissements publics ou privés à but non lucratif, habilités à l'aide sociale accueillant des personnes âgées et handicapées.

Modalités de l'aide

L'attribution d'une subvention d'investissement différenciée selon la nature des travaux et qui prend en compte l'obligation de sollicitation de co-financements est accordée par le Département que ce soit dans le cadre d'une opération de redéploiement, d'extension ou de réhabilitation

Conditions d'attribution

Constitution d'un dossier de demande soumis à l'avis du service instructeur avant décision prise sous la forme d'un arrêté commission d'action attributif de subvention du Département. Seules les demandes justifiées par la production de factures acquittées sont prises en compte dans l'assiette des dépenses éligibles aux subventions départementales.

Intervenants

Services des établissements sociaux et médico sociaux

Références juridiques

Code de l'action sociale et des familles

[Art. L312-1](#)
[Art. D312-162](#)
[Art. L318-8](#)
[Art. L313-13](#)
[Art. L314-3 et L.314-4](#)
[Art. L314-8](#)
[Art. L321-1](#)
[Art. L133-2](#)

[Loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale](#)

[Décret n°2003-1135 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités d'autorisation de création, de transformation ou d'extension d'établissements et services sociaux et médico-sociaux](#)

[Décret 2004-231 du 17 mars 2004](#)

[Décret 2005-223 du 11 mars 2005](#)

Voies de recours

Les recours peuvent s'exercer à partir de la date de réception de la notification d'une décision ou au terme du délai de deux mois imparti à l'administration pour formuler une décision. Les délais et voies de recours sont précisés sur les notifications de décision.

Personnes habilitées à exercer un recours

Le demandeur, ses débiteurs d'aliments, l'établissement ou le service qui fournit les prestations, le maire, la Présidente du Conseil Départemental, le représentant de l'État dans le département, les organismes de sécurité sociale et de mutualité sociale agricole intéressés ou par tout habitant ou contribuable de la commune ou du département ayant un intérêt direct à la réformation de la décision.

Recours administratif préalable obligatoire

Le demandeur peut demander un nouvel examen de son dossier auprès de l'autorité qui a pris la décision initiale, en l'occurrence la Présidente du Conseil Départemental dans les 2 mois qui suivent la notification de la décision.

Recours contentieux

Il concerne l'ensemble des décisions de la Présidente du Conseil Départemental relatives aux personnes âgées et/ou aux personnes en situation de handicap.

Il peut être exercé après le recours administratif préalable. Les délais et voies de recours sont précisés sur les notifications de décision.

Références juridiques

Code de l'Action Sociale et des Familles

[Art. L134-1](#) et suivants

[Art. R134-1](#) et suivants

[Art. L132-7](#)

[Art. R132-9](#)

[Code des Relations entre le Public et l'Administration](#)

[Code de l'organisation judiciaire](#)

[Code de la justice administrative](#)

[Décret n°2013-22 du 8 janvier 2013](#)

[Loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015](#)

[Loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^{ème} siècle](#)

Intervenants

Service maintien de l'Autonomie

Annexes

I- RECUPERATION DES CREANCES D'AIDE SOCIALE PERSONNES AGEES

Récupération des créances d'aide sociale PERSONNES ÂGÉES			
	Sur bénéficiaire revenu à meilleure fortune	Sur donation	Sur succession et legs
PRESTATIONS DE MAINTIEN A DOMICILE			
Aide-ménagère ou allocation représentative des services ménagers Ou Aide médicale Ou Prestations spécifiques dépendances	OUI	OUI	OUI sur la partie de l'actif net supérieur à 46 000 € avec un abattement sur la créance, pour toute dépense supérieure à 760 euros.
Assurance personnelle	OUI	OUI	OUI sur l'actif net au 1 ^{er} Euro
Allocation personnalisée d'autonomie	Aucun recours		

Annexes

Récupération des créances d'aide sociale PERSONNES ÂGÉES			
	Sur bénéficiaire revenu à meilleure fortune	Sur donation	Sur succession et legs

AIDES A L'HEBERGEMENT			
Hébergement en établissement	OUI	OUI	OUI sur l'actif net au 1 ^{er} Euro
Accueil familial	OUI	OUI	OUI

Récupération des créances d'aide sociale PERSONNES HANDICAPEES			
	Sur bénéficiaire revenu à meilleure fortune	Sur donation	Sur succession et legs

PRESTATIONS DE MAINTIEN A DOMICILE			
Aide-ménagère ou allocation représentative des services ménagers			
Ou	NON	NON	
Aide médicale			
Assurance personnelle	OUI	OUI	OUI sur l'actif net au 1 ^{er} euro
Allocation compensatrice pour tierce personne et Prestation de compensation du handicap	NON	NON	NON
Service d'accompagnement à la vie sociale	NON	NON	NON

AIDES A L'HEBERGEMENT			
Hébergement en établissement (foyers de vie ou occupationnels, foyers d'accueil médicalisés, foyer d'accueil et d'hébergement pour adultes handicapés accueillant des personnes travaillant en milieu de travail ordinaire ou protégé)	NON	NON	OUI sur les héritiers autres que le conjoint ; les enfants, la tierce personne qui a assumé, de façon effective et permanente la charge de la personne handicapée, le légataire, le donateur, et le bénéficiaire du contrat d'assurance vie.

Annexes

Accueil Familial	OUI	OUI	OUI sur les héritiers autres que le conjoint ; les enfants, la tierce personne qui a assumé, de façon effective et permanente la charge de la personne handicapée, le légataire, le donateur, et le bénéficiaire du contrat d'assurance vie.
------------------	-----	-----	--

II- DELAI DE REPONSE DE L'ADMINISTRATION

L'administration à laquelle est adressée une demande est soumise par le Code de l'Action Sociale et des Familles à des délais de réponse.

Une non réponse au-delà des délais requis détaillés dans le tableau ci-dessous équivaut à un accord.

Code de l'action sociale et des familles

Objet de la demande	Délais	Article
Attribution de l'allocation personnalisée d'autonomie	2 mois	L232-12 et L232-14
Révision de la décision déterminant le montant de l'allocation personnalisée d'autonomie	2 mois	L232-14 ; R232-28
Autorisation d'un groupement de coopération sociale et médico-sociale à se voir confier l'exploitation d'une autorisation détenue par un des membres	2 mois	L312-7 ; R312-194-5
Renouvellement de l'autorisation des établissements et services sociaux et médico-sociaux	6 mois	L313-5
Accord de l'autorité de tarification sur les emprunts d'une durée supérieure à un an des établissements et services sociaux et médico-sociaux ainsi que de leurs programmes d'investissement et leurs plans de financement	2 mois	L314-7
Approbation des délibérations relatives aux budgets et aux décisions modificatives des établissements publics sociaux et médico-sociaux	2 mois	L315-15
Modification de l'agrément d'assistant maternel pour augmenter la capacité d'accueil (dans la limite de 4 enfants accueillis simultanément)	3 mois	L421-4 et L421-6

Annexes

Dérogation pour l'accueil par un assistant maternel d'un nombre de mineurs supérieur à la capacité maximale (soit plus de 4 enfants accueillis simultanément dans la limite de 6)	3 mois	L421-4 et L421-6 ; D421-16
Dérogation exceptionnelle pour un assistant maternel de dépassement de la capacité maximale d'accueil pour le remplacement d'un autre assistant maternel sur une courte durée	3 mois	L421-4 et L421-6 ; D421-17
Dérogation pour l'accueil par un assistant familial d'un nombre de mineurs et de jeunes majeurs de moins de 21 ans supérieur à la capacité maximale (soit plus de 3 enfants)	2 mois	L421-5 ; D421-16
Dérogation exceptionnelle pour un assistant familial de dépassement de la capacité d'accueil pour le remplacement d'un autre assistant familial sur une courte durée	3 mois	L421-5 et D421-18
Agrément d'assistant maternel Président du conseil départemental	3 mois	L421-6
Agrément d'assistant familial Président du conseil départemental	4 mois, prolongé de 2 mois par décision motivée	L421-6
Agrément d'exercice d'assistant maternel dans une maison d'assistants maternels et modification d'agrément d'un assistant maternel en vue d'exercer dans une maison d'assistants	3 mois	L424-5
Agrément d'accueillant familial et renouvellement de l'agrément	4 mois	L441-1 ; R441-4 et R441-7
Accord pour qu'une personne morale devienne employeur d'accueillants familiaux	4 mois	L441-1 ; R441-16
Autorisation d'hébergement collectif par une personne physique ou morale privée de mineurs dans un établissement à titre gratuit ou onéreux, et autorisation des modifications projetées dans l'activité, l'installation, l'organisation ou le fonctionnement de l'établissement préalablement autorisé pour l'hébergement collectif de mineurs	2 mois	L321-1 ; R321-3 à R321-5
Autorisation d'hébergement par une personne physique ou morale privée d'adultes en établissement à titre gratuit ou onéreux, et autorisation des modifications projetées dans l'activité, l'installation, l'organisation ou le fonctionnement de l'établissement préalablement autorisé pour l'hébergement d'adultes	2 mois	L322-2 et L322-4 ; R322-2 à R322-5

Annexes

Prolongation du délai d'exécution des travaux d'aménagement du logement d'une personne handicapée attributaire de la prestation de compensation	2 mois	D245-55
Agrément de famille d'accueil d'enfants adolescents à déficience intellectuelle à laquelle a recours le centre d'accueil familial spécialisé	4 mois	D312-45
Agrément de la personne assurant la direction d'une pouponnière à caractère social	3 mois	D341-5
Agrément d'un médecin pour effectuer les visites de pouponnières à caractère social	3 mois	D341-6
Renouvellement de l'agrément d'assistant maternel	3 mois	D421-21
Renouvellement de l'agrément d'assistant familial	4 mois	D421-22

Code de la santé publique

Agrément des centres de planification ou d'éducation familiale	2 mois	L2311-2
Autorisation (création, transformation, extension) des établissements d'accueil du jeune enfant gérés par une personne de droit privé	3 mois	L2324-1 ; R2324-19
Modification de l'autorisation des établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans	1 mois	R2324-24
Autorisation de porter la capacité maximale des établissements d'accueil collectif des enfants de moins de 6 ans à gestion parentale à 25 places	3 mois	R2324-25
Autorisation de prise en compte de la personne assurant la direction de l'établissement ou du service d'accueil dans le calcul de l'effectif du personnel placé auprès des enfants	3 mois	R2324-43
Dérogation aux conditions de formation du personnel de direction des établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans	3 mois	R2324-46-2
Autorisation des consultations de nourrissons et d'enfants de moins de 6 ans afin de procéder aux vaccinations obligatoires	2 mois	R3111-4

Code du travail

Attestation justifiant l'arrivée d'un enfant placé en vue de son adoption, permettant l'annulation du licenciement d'un salarié	2 mois	L1225-39 ; R1225-10
---	--------	--

Arrêté du 26 décembre 2000 relatif aux personnels des établissements et services d'accueil d'enfants de moins de 6 ans

Annexes

Dérogation aux conditions de diplôme et d'expérience pour les personnels des établissements et services d'accueil d'enfants de moins de six ans	3 mois	Article 5
---	--------	---------------------------

Une non réponse au-delà des délais requis détaillés dans le tableau ci-dessous équivaut à une demande rejetée.

Code de la Sécurité Sociale / Code des Relations entre le Public et l'Administration

Recours administratif préalable obligatoire après décision de l'administration	2 mois	R142-1 et R142-1-A CSS et L112-3, L112-6 et L411-3 CRPA
--	--------	---

III- BAREME DE PARTICIPATION DES OBLIGES ALIMENTAIRES

1 – Eléments pris en compte dans le calcul du revenu des Obligés Alimentaires

- Au niveau des ressources :

-Sont prises en compte la moyenne de l'ensemble des revenus déclarés au cours de l'année civile précédente (salaires, loyers, intérêts des capitaux placés, pension alimentaire...) ou en cas de changement de situation des revenus des 3 derniers mois.

- Au niveau des charges :

-Sont prises en compte les charges de logement nettes de l'habitation principale (loyers ou remboursement d'emprunt diminué de l'APL) ainsi que les éventuelles pensions alimentaires autres que celles versées au demandeur de l'aide sociale.

-Sont également prises en compte les charges d'un bien secondaire (emprunt pour une habitation ou un terrain...) si celui-ci est productif de revenus.

- Charges retenues de façon forfaitaire

- 25% du SMIC net pour un enfant étudiant à charge résidant hors du foyer, ou pour un parent élevant seul un ou plusieurs enfants (307,75 euros au 01/01/2021).

Annexes

Le montant retenu comme servant de base au calcul de la participation est donc celui-ci :

Ressources – (charges + charges retenues de façon forfaitaire)

2 – Seuil de revenus en dessous duquel aucune participation n'est demandée

Ils s'appliquent ensuite différents seuils en fonction de la composition de la famille et des revenus.

Composition de la famille	Base de calcul (chiffres arrondis au numéro supérieur)	Montant au 01/01/2022
1 personne	SMIC net mensuel	1269.03
2 personnes	SMIC net mensuel x 1,5	1903.55
3 personnes	SMIC net mensuel x 2	2538.06
4 personnes	SMIC net mensuel x 2,5	3172.58
5 personnes	SMIC net mensuel x 3	3807.09
6 personnes	SMIC net mensuel x 3,5	4441.61
7 personnes	SMIC net mensuel x 4	5076.12
Par personne en plus	½ SMIC net	634.52

3 – Calcul de la participation

Nous appliquons ensuite un taux aux revenus :

- 0% sur la part de revenu inférieure aux seuils définis dans le tableau ci-dessus en fonction de la composition du foyer.
- 30 % sur la part comprise entre les revenus retenus et le seuil défini.
- 60 % sur la part qui excède 2 fois ce seuil
- Arrondi à l'euro inférieur si inférieur à 0.50 et arrondi à l'euro supérieur si supérieur ou égal à 0.50

4 – Cas particuliers

- Conjoint de la personne hébergée : il est tenu prioritairement à l'obligation alimentaire (article 212 du Code Civil : devoir de secours entre époux) le barème ci-dessus ne lui est pas appliqué. Le montant de l'ASPA (Ressources – Charges Déductibles) est laissé au conjoint ayant les ressources les plus importantes. La différence équivaut au montant du devoir de secours.

Annexes

- Les personnes en situation de surendettement sont exonérées de participation (sur présentation du plan conventionnel de redressement).
- Les participations globales mensuelles qui ressortent à un montant inférieur ou égal à un SMIC horaire ne sont pas demandées.

IV- APA À DOMICILE

ANNEXE RELATIVE AUX AIDES TECHNIQUES ET A L'ADAPTATION AU LOGEMENT

1/ Liste des aides techniques prises en charge dans le cadre de l'APA

Les aides techniques sont utilisées pour aider la personne âgée à recouvrer ou préserver son autonomie en matière d'hygiène corporelle, d'habillement, d'alimentation, de transfert, et de communication. Seules sont prises en compte les aides techniques non prises en charge par les caisses de protection sociale et selon un barème forfaitaire maximum fixé ci-dessous.

Prise en charge financière des aides techniques en vigueur au 1^{er} janvier 2021.

AIDES TECHNIQUES	TARIF MAXIMUM
Produit d'assistance permettant d'enfiler les chaussettes et les collants	50.00
Tige ou crochet pour l'habillement et le déshabillage (y compris fermeture éclair) Tire boutons	10.00
Sur élévateur de WC (rehausseur, abattants, cadre)	50.00
Barre d'appui classique WC, douche	50.00
Barre d'appui relevable WC, douche	100.00
Tabouret de douche, dossiers et sièges de bains ou de douches	100.00
Siège de bain élévateur, fauteuil de douche à roulettes	500.00
Brosse, éponge à long manche	10.00
Aide au transfert : planche de glissement, disque, échelles de corde, barre latérale de redressement ...	70.00
Main courante, rampe mobile ou permanente pour passage de seuil	300.00
Chaises et sièges avec un mécanisme pour aider à se lever et à s'asseoir	500.00
Aides au repas : couverts adaptés, rebord d'assiette, set antidérapant, verre adapté, ouvreur adapté (bouteille, boîte, bocal..).....	15.00

Annexes

Pince de préhension manuelle, produit d'assistance à la préhension (tourne clefs, support pour stylo, tourne robinet)	10.00
Téléphone à grosses touches, téléphone amplificateur	100.00
Autre aide technique ne figurant pas dans la liste ci-dessus : 75% du prix d'achat dans la limite d'un plafond de 500 euros	

Le montant des travaux éventuels nécessaires à l'installation des aides techniques ne peuvent pas être valorisés dans le plan d'aide.

2/ Adaptation logement prise en charge dans le cadre de l'APA :

- Les travaux d'adaptation du logement doivent permettre d'adapter le logement et ses accès aux besoins spécifiques d'une personne en situation de perte d'autonomie liée au vieillissement.
- **Dossiers étudiés en équipe médico-sociale, uniquement sur devis.** Cette règle peut être levée dans le cas où est présenté à l'équipe médicosociale un bilan ergothérapeute ou d'une équipe spécialisée demandant que les adaptations du logement soient réalisées avant le retour à domicile.
- **Prise en charge à hauteur de 75 % du montant des travaux dans la limite d'un plafond de 1200 euros.**

V- REVENUS ET CHARGES

A. Ressources

Les ressources à prendre en compte sont les suivantes :

- Tous les revenus (retraites, pensions, allocations, salaires, indemnités journalières, BIC, BNC, fonds d'invalidité, aides au logement)
- Rentes (sauf la rente survie)
- Revenus tirés du patrimoine (loyers, fermage, revenus fonciers, agricoles...)
- intérêts ou à défaut 3% des capitaux placés (assurances vie, livrets, plans épargne, comptes titre...)
- Revenus fictifs issus d'une gestion de patrimoine :
 - 50% de la valeur locative des bâtis non constitutifs du logement principal
 - 80% de la valeur locative des non bâtis

- **Les ressources à exclure sont les suivantes :**

- retraite du combattant et distinction honorifique

B. Charges

- **Les charges à déduire sont les suivantes :**

Annexes

- Le montant du minimum vieillesse d'une personne seule à domicile (903,20 euros pour 2020) pour le conjoint à domicile
- Les charges obligatoires au fonctionnement du foyer (impôts sur le revenu, taxes d'habitation et foncière)
- Les frais de mandat judiciaire (tutelle ou curatelle)
- La participation APAD (pour le conjoint à domicile)
- La mutuelle
- Le Loyer ou l'emprunt (pour le conjoint à domicile)(il faut soustraire les aides au logement)
- Contribution foncière des entreprises
- Obligation alimentaires des parents
- Les charges de l'habitation principale durant les 12 mois qui suivent l'entrée en établissement pour une personne sans conjoint à domicile.

Glossaire

A.A.H. Allocation d'Adulte Handicapé
A.C.T.P. Allocation Compensatrice "Tierce personne"
A.C.F.P. Allocation compensatrice pour frais personnels
A.E.D. Action éducative à domicile
A.E.E.H. Allocation d'éducation de l'enfant handicapé
A.E.M.O. Action Educative en milieu ouvert.
A.E.S. Allocation d'Education Spéciale.
A.P.A. Allocation Personnalisée d'Autonomie.
ASEA : Association pour la Sauvegarde de l'enfant à l'adulte
A.S.E. Aide Sociale à l'Enfance.

C.A.F. Caisse d'Allocations familiales.
C.A.S.F. Code de l'Action Sociale des Familles.
CASED : Cellule de soutien pour l'enfant et l'adolescent
C.C.A.S. Centre communal d'action sociale.
CD : Conseil départemental
CDA commission des droits et de l'autonomie
CDAPH Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées.
CESU Chèque emploi service universel
C.I.A.S. Centre intercommunal d'action sociale
CMI carte mobilité inclusion
C.M.P. Centre médico-psychologique.
C.M.P.P. Centre Médico-Psycho-Pédagogique.
CMS Centre médico-social
CNAOP Centre national d'accès aux origines personnelles
CNSA Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie.

E.H.P.A.D. Etablissement d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes
E.N. Education nationale
ESAT Etablissement et service d'aide par le travail

FAJ Fonds d'aide aux jeunes
F.A.M. Foyer d'Accueil Médicalisé
F.D.E. Foyer Départemental de l'Enfance
F.S.L. Fonds de solidarité au logement

IP information préoccupante

M.A.M Maison assistants maternels
M.A.P.A.D. Maison d'Accueil pour Personnes Âgées Dépendantes
M.A.S Maison d'Accueil Spécialisée
M.E.C.S Maison d'Enfants à Caractère Social
MDPH Maisons départementales des personnes handicapées.
MSA Mutualité sociale agricole

P.A.I. Projet d'Accueil Individualisé.
P.A.I.O Permanence d'Accueil, d'Information et d'Orientation
PCD Président du conseil départemental
PCH Prestation de compensation du handicap
PDALHPD plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées

Glossaire

PJJ protection judiciaire des jeunes
PMI protection maternelle et infantile

R.A.S.E.D. Réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté.
R.E.A.P.P. Réseau d'Ecoute, d'appui et d'accompagnement des parents
RSA Revenu de solidarité active

S.A.M.S.A.H Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adulte Handicapé.
S.A.S.E. Service d'aide sociale à l'enfance.
S.A.V.S Service d'Accompagnement à la Vie Sociale.
S.E.S.S.A.D. Service d'Education et de Soins Spécialisés A Domicile.
S.E.S.S.D. Service d'éducation et de soins spécialisés à domicile
S.S.A.D. Service de soins spécialisés à domicile.

TISF technicien d'intervention sociale et familiale

UDAF union départementale des associations familiales
USLD unité de soins de longue durée

VAD visite à domicile

DÉLIBÉRATION DE L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

Séance ordinaire publique du 20 juin 2022

25 - MISE EN PLACE DE LA DOTATION QUALITÉ AUPRÈS DES SERVICE D'AIDE ET D'ACCOMPAGNEMENT A DOMICILE (SAAD)

Direction : Direction de la Vie Sociale

Service instructeur : Administration-finances

Délibération n° : CD200622/25J

Le 20 juin 2022, l'Assemblée départementale, régulièrement convoquée, s'est réunie à l'Hôtel du Département sous la présidence de Marie-Agnès PETIT, Présidente du Département.

- Présents : 33 -Absent(s) excusé(s) : 4 - Absent(s) ayant donné pouvoir : 1

Le quorum et les délégations de vote ayant été vérifiés,

L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'article L 1111-10 du CGCT visant à encadrer les interventions financières des collectivités locales dans le but de limiter la pratique des financements croisés, de mieux responsabiliser les collectivités initiatrices de projets d'investissement et de contribuer à la maîtrise de la dépense publique locale,

VU la loi n° 2021 – 1754 du 23 décembre 2021 de financement de la sécurité sociale pour 2022, notamment son article 44,

VU le décret n° 2019 - 457 du 15 mai 2019 relatif à la répartition et l'utilisation des crédits mentionnés au IX de l'article 26 de la loi de financement de la sécurité sociale visant à la préfiguration d'un nouveau modèle de financement des SAAD,

VU le décret n° 2022 - 735 du 28 avril 2022 relatif au financement des services proposant des prestations d'aide et d'accompagnement à domicile,

CONSIDÉRANT l'avis de l'Exécutif départemental en date du 30 mai 2022,

Après avoir entendu le rapport présenté par Madame Nicole CHASSIN au nom de la commission Solidarités humaines, et après en avoir délibéré :

- **De valider** la mise en place de la dotation qualité dans les services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD) dès le 1^{er} septembre 2022 permettant un financement de 3€ de l'heure d'intervention entièrement financée par des crédits CNSA.
- **De valider** le calendrier de mise en œuvre sur la période de 2022 - 2024
- **De m'autoriser à signer** les avenants n° 3 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) avec chaque SAAD retenu dans le dispositif

Les incidences financières sont les suivantes :

A prélever (exercice)	A inscrire (exercice)	A imputer (exercice)	Chapitre	Nature	N° ligne de crédit	Programme	Autorisation de programme	Montant
	2 022	2 022	935	6568	31 475			850 000,00
	2 022	2 022	935	747818	33 725			850 000,00

								0
--	--	--	--	--	--	--	--	---

Adopté à l'unanimité des membres présents ou représentés.

Identifiant de télétransmission
043-224300012-20220620-260185-DE-1-1

**Pour la Présidente,
le Directeur Général
des Services du Département par intérim**

Date de réception en préfecture :
22 juin 2022

Date de publication :

Signé Eric CHANAL

Contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM)

Service d'aide et d'accompagnement à domicile

habilité à l'aide sociale

AVENANT N° 3

Entre, d'une part :

Le Département de la Haute-Loire, représenté par Madame Marie-Agnès PETIT, Présidente du Département de la Haute-Loire, dûment habilitée à signer le présent contrat, ci-après dénommé « le Département »

Et, d'autre part :

Le service d'aide et d'accompagnement à domicile géré par, dont le siège social est situé, représenté par, ci-après dénommé « le service prestataire ».

Textes de référence :

Européens

- Vu le traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne: l'article 14, qui reconnaît notamment la place qu'occupent les services d'intérêt économique général parmi les valeurs communes de l'Union européenne ainsi que le rôle qu'ils jouent dans la promotion de la cohésion sociale et territoriale de l'Union ;
- Vu le traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne: l'article 106, qui précise que les entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général sont soumises notamment aux règles de concurrence dans la limite où l'application de ces règles ne fait pas échec à l'accomplissement en droit ou en fait de la mission particulière qui leur a été impartie ;
- Vu la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, notamment l'article 36 qui reconnaît et respecte l'accès aux services d'intérêt économique général tel qu'il est prévu par les législations et les pratiques nationales ;
- Vu la décision de la Commission européenne 2012/21/UE du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ;
- Vu la directive n°2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006, relative aux services dans le marché intérieur ;
- Vu l'arrêt « Altmark » de la Cour de Justice des Communautés européennes 280/00 du 24 juillet 2003 ;
- Vu l'arrêt « BUPA » du Tribunal de Première Instance de la Cour de justice des Communautés européennes 289/03 du 12 février 2008 ;
- Vu l'article 28 du règlement n° 2016/679 dit Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) ;

Nationaux

- Vu l'article 72 de la Constitution, relatif au statut et aux compétences des collectivités territoriales ;
- Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 3214-1 ;
- Vu les articles 226-5, 226-13 et 226-17 du code pénal ;
- Vu la loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
- Vu la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- Vu la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement, notamment ses articles 46 et 47 ;
- Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 312-1, L. 313-11, L. 313-11-1, L.313-1-3, L. 313-8 à L. 313-9, L. 314-6, D. 312-6 à D. 312-6-2, R.314-39 à R.314-43-1, R. 314-105, R.314-130 à R. 314-136 ;
- Vu le décret n° 2016-502 du 22 avril 2016 relatif au cahier des charges national des services d'aide et d'accompagnement à domicile et modifiant le code de l'action sociale et des familles ;
- Vu le décret n° 2018-705 du 2 mai 2018 relatif aux évaluations des activités et de la qualité des services d'aide et d'accompagnement à domicile relevant du 6°, 7° ou 16° du I de l'article, L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles ;
- Vu le décret n° 2019-457 du 15 mai 2019 relatif à la répartition et l'utilisation des crédits mentionnés au IX de l'article 26 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 visant à la préfiguration d'un nouveau modèle de financement des services d'aide et d'accompagnement à domicile

- Vu l'instruction NDGCS/SD5C/2017/96 du 21 mars 2017 relative à la mise en œuvre de l'arrêté du 3 mars 2017 fixant le contenu du cahier des charges du contrat d'objectifs et de moyens (CPOM) prévu au IV ter de l'article L.313-12 du code de l'action sociale et des familles et à l'articulation avec le CPOM prévu à l'article L.313-12-2 du même code, notamment son annexe 4 ;
- Vu les recommandations de bonnes pratiques professionnelles de la HAS relatives aux services d'aide et d'accompagnement à domicile ;
- VU le décret n° 2022 - 735 du 28 avril 2022 relatif au financement des services proposant des prestations d'aide et d'accompagnement à domicile,

Départementaux

- Vu le schéma départemental d'organisation sociale et médico-social définissant les orientations politiques et stratégiques en matière d'offre médico-sociale ;
- Vu le schéma régional de santé prévu à l'article L. 1434-2 du code de la santé publique ;
- Vu la délibération du Conseil départemental approuvant le programme coordonné de prévention de la perte d'autonomie du Département ;
- Vu la délibération n° de l'assemblée départementale en date du 20 juin 2022 approuvant la mise en place du financement des services proposant des prestations d'aide et d'accompagnement à domicile appelé « dotation qualité »,
- Vu l'arrêté autorisant le SAAD à fonctionner ;
- Vu l'arrêté annuel de tarification portant sur le tarif horaire du service prestataire pour l'année 2022 ;
- Vu le règlement départemental d'action sociale ;
- Vu la délibération du conseil d'administration de la structure autorisant la signature du présent CPOM ;
- Vu le CPOM signé le entre le SAAD et le Conseil Départemental
- VU l'avenant n°1 au CPOM signé le entre Et le Conseil Départemental
- VU l'avenant n°2 au CPOM signé le entre Et le Conseil Départemental

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Le Département apporte son soutien aux différents services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD) afin de les accompagner dans l'accomplissement de leurs missions et renforcer ainsi l'aide directe apportée aux personnes en perte d'autonomie.

Afin de renforcer la qualité de service aux usagers et la capacité des services à réaliser leurs missions, le Département de La Haute-Loire et le service prestataire s'engagent sur des objectifs réciproques dans le cadre du présent avenant au CPOM (au sens de l'article L. 313-11-1 du code de l'action sociale et des familles). Ils inscrivent ainsi leur relation dans une démarche volontaire et conjointe de transparence et d'engagements réciproques, tant dans les actions entreprises, l'attribution et la gestion de moyens financiers, que dans l'évaluation des résultats atteints en fonction des objectifs définis en commun.

Cette démarche de contractualisation par CPOM doit permettre :

Pour le Département, de :

- disposer d'un outil de déclinaison des objectifs identifiés et priorisés dans le cadre du schéma départemental pour renforcer son pilotage territorial en matière de soutien à domicile des personnes en perte d'autonomie et mieux répondre à leurs besoins ;
- organiser et offrir aux usagers des réponses adaptées à leurs besoins et ce, sur tout le territoire départemental ;
- maîtriser et renforcer le pilotage des dépenses du Département et disposer d'un outil de régulation missions/moyens pour maîtriser les engagements financiers du Département ;
- disposer d'un levier privilégié pour insérer le service au sein du territoire dans une logique de construction de parcours d'accompagnement des publics avec des partenariats formalisés ;
- s'engager à porter une attention particulière à l'insertion professionnelle en lien avec la politique du Département ;

Pour le service prestataire, de :

- adapter son offre de service et en assurer le caractère pérenne dès lors qu'elle répond aux besoins de la population et de conforter son positionnement sur le territoire ;
- encourager et développer la formation des professionnels ;
- avoir une gestion responsabilisante et disposer d'une souplesse de gestion avec davantage de visibilité dans le cadre de son activité ;
- exercer des missions d'intérêt général et d'utilité sociale et les valoriser ;
- développer ou renforcer ses coopérations de manière formalisée avec d'autres SAAD et avec les autres acteurs sanitaires, sociaux et médico-sociaux du territoire ;

Pour l'utilisateur, de bénéficier de :

- l'amélioration de la qualité de service rendu ;
- services accessibles financièrement sur tout le territoire départemental ;
- la continuité du service ;
- la compréhension facilitée du mode de financement de ses aides.

Article 1 : Les engagements du service prestataire

I - Objectifs généraux relatifs à l'intervention

Afin de favoriser l'accès des usagers à une réponse de qualité et de proximité à leur domicile, le service prestataire s'engage à :

- répondre aux objectifs et priorités définis avec le conseil départemental en termes de réponses aux besoins des personnes et d'amélioration de la qualité de l'accompagnement ;
- intervenir auprès de toute personne bénéficiaire de l'APA et de la PCH qui lui en fait la demande sur son territoire d'intervention autorisé ou l'orienter, en cas d'impossibilité, vers une solution adaptée ;
- éviter les ruptures d'accompagnement et informer le Département dans le cas d'une impossibilité à intervenir ;
- ne déclarer au Département que les heures effectives d'intervention auprès de l'utilisateur à son domicile. Les heures non réalisées imputables à l'utilisateur (délai de prévenance non respecté...) restent intégralement à sa charge comme doit le prévoir le contrat de prestation entre le service prestataire et la personne accompagnée ;
- fournir une facture qui soit précise et compréhensible pour l'utilisateur et qui fasse apparaître la participation du Département ;
- ne pas imposer de durée minimum d'intervention qui serait contraire à une réponse de qualité aux besoins de l'utilisateur ; en contrepartie le département s'engage à limiter les interventions de courtes durées ;
- participer aux actions de prévention de la perte d'autonomie prévues par les schémas départementaux et régionaux, dans le cadre de ses missions générales ainsi qu'en se positionnant le cas échéant en réponse aux appels à projets pouvant être passés dans le cadre des travaux de la CFPPA qui font l'objet de financements ad hoc, en contrepartie le Département s'engage à associer le service prestataire ;
- s'engager sur les objectifs de professionnalisation, de qualification et de promotion professionnelle en fonction des financements dédiés ;
- mettre en œuvre des actions de prévention de la maltraitance et de promotion de la bientraitance ;
- concourir, par la mise en place d'un cahier de liaison ou tout autre outil adapté, à la bonne coordination de ses interventions avec celles réalisées le cas échéant par les autres organismes à caractère social, médico-social ou sanitaire ;
- poursuivre la procédure de signalement interne, accueil et analyse des dysfonctionnements et des événements indésirables déjà mise en place.

II - Objectifs d'intervention financés dans le cadre de la dotation CNSA allouée pour l'année 2021

Dans le cadre du financement par la CNSA de la dotation qualité allouée pour la période du 1er septembre 2022 au 31 décembre 2022 et conformément au décret n° 2022 - 735 du 28 avril 2022, le service prestataire s'engage à poursuivre les objectifs et engagements pris dans le cadre de la préfiguration d'un nouveau mode de financement pour 2021 signé avec à savoir :

- sur le profil des personnes accompagnées :
 - auprès de toute personne âgée ou handicapée quel que soit son niveau de dépendance
 - en signant avec l'utilisateur un contrat d'intervention ainsi qu'un projet individualisé d'aide et d'accompagnement et en lui remettant, au début de son intervention, un livret d'accueil
 - en formant son personnel à la bientraitance et en mettant en place de l'analyse de la pratique
- sur les horaires d'intervention :
 - de manière continue en fonction des besoins de l'utilisateur
 - en mettant en place une astreinte téléphonique 24h/24h

- sur la couverture territoriale
 - auprès des usagers sur l'ensemble du territoire de la Haute-Loire
 - en signant des conventions de partenariat avec l'ensemble des acteurs du territoire

III - Objectifs relatifs au pilotage de l'activité

Le service prestataire s'engage à :

- respecter les engagements de gestion définis précédemment ;
- transmettre les indicateurs d'évaluation et de suivi définis en annexe 1 ;
- réaliser un suivi analytique et comptable des interventions effectuées et fournir au Département les justificatifs nécessaires ;
- transmettre au Département les données relatives à l'activité ;
- poursuivre le travail engagé, avec le Département, sur la mise en service d'un système de transfert de données nécessaires à la facturation et au paiement.

Article 2 : Les engagements du Département

Le Département s'engage à donner une visibilité au service prestataire sur les modalités de son appui, notamment en matière d'engagements financiers pluriannuels, sous réserve du vote du budget de la collectivité et conformément à l'objectif annuel des dépenses du Département.

I - Engagements financiers

Une dotation complémentaire CNSA allouée pour la période du 1^{er} septembre 2022 au 31 décembre 2022 valorisant la poursuite des objectifs spécifiques d'intervention

Conformément au décret n°2022 – 735 du 28 avril 2022 et à la répartition des crédits alloués par la CNSA au titre de l'année 2022 pour le Département de la Haute-Loire, le Département s'engage à verser, en une fois, au service prestataire la somme de €.

Article 3 : Litiges

Si un litige ou un différend survient, les parties s'engagent à mettre en œuvre les moyens permettant une résolution de la situation à l'amiable. Les recours amiables sont adressés par lettre recommandée avec accusé de réception. Les litiges liés à la conclusion, l'exécution ou la résiliation du présent CPOM seront portés devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand.

Fait au Puy-en-Velay, le

Pour le Département
La Présidente du Département de la Haute-Loire
Marie-Agnès PETIT

Pour le service prestataire
Le Président de

DÉLIBÉRATION DE L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

Séance ordinaire publique du 20 juin 2022

26 - FINANCEMENT DE LA PRIME SEGUR DANS LES ÉTABLISSEMENTS SOUS COMPÉTENCE EXCLUSIVE DÉPARTEMENTALE.

Direction : Direction de la Vie Sociale

Service instructeur : Administration-finances

Délibération n ° : CD200622/26J

Le 20 juin 2022, l'Assemblée départementale, régulièrement convoquée, s'est réunie à l'Hôtel du Département sous la présidence de Marie-Agnès PETIT, Présidente du Département.

- Présents : 32 -Absent(s) excusé(s) : 5 - Absent(s) ayant donné pouvoir : 1

Le quorum et les délégations de vote ayant été vérifiés,

L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'article L 1111-10 du CGCT visant à encadrer les interventions financières des collectivités locales dans le but de limiter la pratique des financements croisés, de mieux responsabiliser les collectivités initiatrices de projets d'investissement et de contribuer à la maîtrise de la dépense publique locale,

VU la loi n°2021 – 1754 du 23 décembre 2021 de financement de la sécurité sociale pour 2022, notamment les articles 42 et 43

Après avoir entendu le rapport présenté par Madame Blandine DELEAU FERRET au nom de la commission Solidarités humaines, et après en avoir délibéré :

- **De valider** le financement de la prime Ségur dans les Etablissements sociaux et médico-sociaux afin d'anticiper la parution des décrets.

Les incidences financières sont les suivantes :

A prélever (exercice)	A inscrire (exercice)	A imputer (exercice)	Chapitre	Nature	N° ligne de crédit	Programme	Autorisation de programme	Montant
	2 022	2 022	9 354	65242	33 372			220 000,0 0
	2 022	2 022	9 354	652412	33 373			380 000,0 0

Adopté à l'unanimité des membres présents ou représentés.

**Identifiant de télétransmission
043-22430012-20220620-260235-DE-1-1**

**Pour la Présidente,
le Directeur Général
des Services du Département par intérim**

**Date de réception en préfecture :
22 juin 2022**

Date de publication :

Signé Eric CHANAL

DÉLIBÉRATION DE L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

Séance ordinaire publique du 20 juin 2022

27 - FINANCEMENTS COMPLÉMENTAIRES POUR LA PRÉFIGURATION DU NOUVEAU MODÈLE DE FINANCEMENT DES SAAD

Direction : Direction de la Vie Sociale

Service instructeur : Administration-finances

Délibération n° : CD200622/27J

Le 20 juin 2022, l'Assemblée départementale, régulièrement convoquée, s'est réunie à l'Hôtel du Département sous la présidence de Marie-Agnès PETIT, Présidente du Département.

- Présents : 33 -Absent(s) excusé(s) : 4 - Absent(s) ayant donné pouvoir : 1

Le quorum et les délégations de vote ayant été vérifiés,

L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'article L 1111-10 du CGCT visant à encadrer les interventions financières des collectivités locales dans le but de limiter la pratique des financements croisés, de mieux responsabiliser les collectivités initiatrices de projets d'investissement et de contribuer à la maîtrise de la dépense publique locale,

VU la loi n° 2021 – 1754 du 23 décembre 2021 de financement de la sécurité sociale pour 2022, notamment son article 44,

VU le décret n° 2019 - 457 du 15 mai 2019 relatif à la répartition et l'utilisation des crédits mentionnés au IX de l'article 26 de la loi de financement de la sécurité sociale visant à la préfiguration d'un nouveau modèle de financement des SAAD,

VU la répartition des crédits au budget initial 2022 de la CNSA,

VU le courrier de la CNSA en date du 20 mai 2022 qui poursuit le soutien à la préfiguration du nouveau modèle de financement des SAAD,

Après avoir entendu le rapport présenté par Madame Nicole CHASSIN au nom de la commission Solidarités humaines, et après en avoir délibéré :

- **De valider** la dernière tranche du dispositif préfiguration du nouveau mode de financement des SAAD pour la période du 1^{er} janvier 2022 au 31 août 2022
- **De m'autoriser à signer** les avenants n°2 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) avec chaque SAAD retenu initialement dans le dispositif

Les incidences financières sont les suivantes :

A prélever (exercice)	A inscrire (exercice)	A imputer (exercice)	Chapitre	Nature	N° ligne de crédit	Programme	Autorisation de programme	Montant
	2 002	2 022	935	6568	31 475			285 000,00
	2 022	2 022	935	747818	33 725			285 000,00

Adopté à l'unanimité des membres présents ou représentés.

**Identifiant de télétransmission
043-224300012-20220620-260228A-DE-1-1**

**Pour la Présidente,
le Directeur Général
des Services du Département par intérim**

**Date de réception en préfecture :
22 juin 2022**

Date de publication :

Signé Eric CHANAL

Contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM)

Service d'aide et d'accompagnement à domicile

habilité à l'aide sociale

AVENANT N° 2

Entre, d'une part :

Le Département de la Haute-Loire, représenté par Madame Marie-Agnès PETIT, Présidente du Département de la Haute-Loire, dûment habilité à signer le présent contrat, ci-après dénommé « le Département »

Et, d'autre part :

Le service d'aide et d'accompagnement à domicile géré pardont le siège social est situé , représenté par , ci-après dénommé « le service prestataire ».

Textes de référence :

Européens

- Vu le traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne: l'article 14, qui reconnaît notamment la place qu'occupent les services d'intérêt économique général parmi les valeurs communes de l'Union européenne ainsi que le rôle qu'ils jouent dans la promotion de la cohésion sociale et territoriale de l'Union ;
- Vu le traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne: l'article 106, qui précise que les entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général sont soumises notamment aux règles de concurrence dans la limite où l'application de ces règles ne fait pas échec à l'accomplissement en droit ou en fait de la mission particulière qui leur a été impartie ;
- Vu la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, notamment l'article 36 qui reconnaît et respecte l'accès aux services d'intérêt économique général tel qu'il est prévu par les législations et les pratiques nationales ;
- Vu la décision de la Commission européenne 2012/21/UE du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ;
- Vu la directive n°2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006, relative aux services dans le marché intérieur ;
- Vu l'arrêt « Altmark » de la Cour de Justice des Communautés européennes 280/00 du 24 juillet 2003 ;
- Vu l'arrêt « BUPA » du Tribunal de Première Instance de la Cour de justice des Communautés européennes 289/03 du 12 février 2008 ;
- Vu l'article 28 du règlement n° 2016/679 dit Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) ;

Nationaux

- Vu l'article 72 de la Constitution, relatif au statut et aux compétences des collectivités territoriales ;
- Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 3214-1 ;
- Vu les articles 226-5, 226-13 et 226-17 du code pénal ;
- Vu la loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
- Vu la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- Vu la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement, notamment ses articles 46 et 47 ;
- Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 312-1, L. 313-11, L. 313-11-1, L.313-1-3, L. 313-8 à L. 313-9, L. 314-6, D. 312-6 à D. 312-6-2, R.314-39 à R.314-43-1, R. 314-105, R.314-130 à R. 314-136 ;
- Vu le décret n° 2016-502 du 22 avril 2016 relatif au cahier des charges national des services d'aide et d'accompagnement à domicile et modifiant le code de l'action sociale et des familles ;
- Vu le décret n° 2018-705 du 2 mai 2018 relatif aux évaluations des activités et de la qualité des services d'aide et d'accompagnement à domicile relevant du 6°, 7° ou 16° du I de l'article, L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles ;
- Vu le décret n° 2019-457 du 15 mai 2019 relatif à la répartition et l'utilisation des crédits mentionnés au IX de l'article 26 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 visant à la préfiguration d'un nouveau modèle de financement des services d'aide et d'accompagnement à domicile
- Vu l'instruction NDGCS/SD5C/2017/96 du 21 mars 2017 relative à la mise en œuvre de l'arrêté du 3 mars 2017 fixant le contenu du cahier des charges du contrat d'objectifs et de moyens (CPOM) prévu au IV ter de l'article L.313-12 du code de l'action sociale et des familles et à l'articulation avec le CPOM prévu à l'article L.313-12-2 du même code, notamment son annexe 4 ;

- Vu les recommandations de bonnes pratiques professionnelles de la HAS relatives aux services d'aide et d'accompagnement à domicile ;
- Vu la répartition des crédits au budget initial 2021 de la CNSA
- Vu le courrier de la CNSA en date du 1 er avril 2021 qui poursuit le soutien à la préfiguration du nouveau modèle de financement des SAAD

Départementaux

- Vu le schéma départemental d'organisation sociale et médico-social définissant les orientations politiques et stratégiques en matière d'offre médico-sociale ;
- Vu le schéma régional de santé prévu à l'article L. 1434-2 du code de la santé publique ;
- Vu la délibération du Conseil départemental approuvant le programme coordonné de prévention de la perte d'autonomie du Département ;
- Vu l'arrêté portant autorisation de création de SAAD situés en Haute-Loire gérés par
- Vu l'arrêté annuel de tarification portant sur le tarif horaire du service prestataire pour l'année 2022 ;
- Vu le règlement départemental d'action sociale ;
- Vu la délibération du conseil d'administration de en date du autorisant la signature du présent CPOM ;
- Vu le CPOM signé le entre et le Conseil Départemental
- Vu l'avenant n° 1 au CPOM signé le Entre et le Conseil départemental,

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Le Département apporte son soutien aux différents services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD) afin de les accompagner dans l'accomplissement de leurs missions et renforcer ainsi l'aide directe apportée aux personnes en perte d'autonomie.

Afin de renforcer la qualité de service aux usagers et la capacité des services à réaliser leurs missions, le Département de La Haute-Loire et le service prestataire s'engagent sur des objectifs réciproques dans le cadre du présent CPOM (au sens de l'article L. 313-11-1 du code de l'action sociale et des familles). Ils inscrivent ainsi leur relation dans une démarche volontaire et conjointe de transparence et d'engagements réciproques, tant dans les actions entreprises, l'attribution et la gestion de moyens financiers, que dans l'évaluation des résultats atteints en fonction des objectifs définis en commun.

Cette démarche de contractualisation par CPOM doit permettre :

Pour le Département, de :

- disposer d'un outil de déclinaison des objectifs identifiés et priorisés dans le cadre du schéma départemental pour renforcer son pilotage territorial en matière de soutien à domicile des personnes en perte d'autonomie et mieux répondre à leurs besoins ;
- organiser et offrir aux usagers des réponses adaptées à leurs besoins et ce, sur tout le territoire départemental ;
- maîtriser et renforcer le pilotage des dépenses du Département et disposer d'un outil de régulation missions/moyens pour maîtriser les engagements financiers du Département ;
- disposer d'un levier privilégié pour insérer le service au sein du territoire dans une logique de construction de parcours d'accompagnement des publics avec des partenariats formalisés ;
- s'engager à porter une attention particulière à l'insertion professionnelle en lien avec la politique du Département ;

Pour le service prestataire, de :

- adapter son offre de service et en assurer le caractère pérenne dès lors qu'elle répond aux besoins de la population et de conforter son positionnement sur le territoire ;
- encourager et développer la formation des professionnels ;
- avoir une gestion responsabilisante et disposer d'une souplesse de gestion avec davantage de visibilité dans le cadre de son activité ;
- exercer des missions d'intérêt général et d'utilité sociale et les valoriser ;
- développer ou renforcer ses coopérations de manière formalisée avec d'autres SAAD et avec les autres acteurs sanitaires, sociaux et médico-sociaux du territoire ;

Pour l'utilisateur, de bénéficier de :

- l'amélioration de la qualité de service rendu ;
- services accessibles financièrement sur tout le territoire départemental ;
- la continuité du service ;
- la compréhension facilitée du mode de financement de ses aides.

Article 1 : Les engagements du service prestataire

I - Objectifs généraux relatifs à l'intervention

Afin de favoriser l'accès des usagers à une réponse de qualité et de proximité à leur domicile, le service prestataire s'engage à :

- répondre aux objectifs et priorités définis avec le conseil départemental en termes de réponses aux besoins des personnes et d'amélioration de la qualité de l'accompagnement ;
- intervenir auprès de toute personne bénéficiaire de l'APA et de la PCH qui lui en fait la demande sur son territoire d'intervention autorisé ou l'orienter, en cas d'impossibilité, vers une solution adaptée ;
- éviter les ruptures d'accompagnement et informer le Département dans le cas d'une impossibilité à intervenir ;
- ne déclarer au Département que les heures effectives d'intervention auprès de l'utilisateur à son domicile. Les heures non réalisées imputables à l'utilisateur (délai de prévenance non respecté...) restent intégralement à sa charge comme doit le prévoir le contrat de prestation entre le service prestataire et la personne accompagnée ;
- fournir une facture qui soit précise et compréhensible pour l'utilisateur et qui fasse apparaître la participation du Département ;
- ne pas imposer de durée minimum d'intervention qui serait contraire à une réponse de qualité aux besoins de l'utilisateur ; en contrepartie le département s'engage à limiter les interventions de courtes durées ;
- participer aux actions de prévention de la perte d'autonomie prévues par les schémas départementaux et régionaux, dans le cadre de ses missions générales ainsi qu'en se positionnant le cas échéant en réponse aux appels à projets pouvant être passés dans le cadre des travaux de la CFPPA qui font l'objet de financements ad hoc, en contrepartie le Département s'engage à associer le service prestataire ;
- s'engager sur les objectifs de professionnalisation, de qualification et de promotion professionnelle en fonction des financements dédiés ;
- mettre en œuvre des actions de prévention de la maltraitance et de promotion de la bientraitance ;
- concourir, par la mise en place d'un cahier de liaison ou tout autre outil adapté, à la bonne coordination de ses interventions avec celles réalisées le cas échéant par les autres organismes à caractère social, médico-social ou sanitaire ;
- poursuivre la procédure de signalement interne, accueil et analyse des dysfonctionnements et des événements indésirables déjà mise en place.

II - Objectifs d'intervention financés dans le cadre de la dotation CNSA allouée pour l'année 2021

Dans le cadre de la dotation CNSA allouée pour l'année 2021 et conformément au décret n°2019-457 du 15 mai 2019, le service prestataire s'engage à poursuivre les objectifs et engagements pris pour 2021 dans le CPOM signé avec à savoir :

- sur le profil des personnes accompagnées :
 - auprès de toute personne âgée ou handicapée quel que soit son niveau de dépendance
 - en signant avec l'utilisateur un contrat d'intervention ainsi qu'un projet individualisé d'aide et d'accompagnement et en lui remettant, au début de son intervention, un livret d'accueil
 - en formant son personnel à la bientraitance et en mettant en place de l'analyse de la pratique
- sur les horaires d'intervention :
 - de manière continue en fonction des besoins de l'utilisateur
 - en mettant en place une astreinte téléphonique 24h/24h

- sur la couverture territoriale
 - auprès des usagers sur l'ensemble du territoire de la Haute-Loire
 - en signant des conventions de partenariat avec l'ensemble des acteurs du territoire

III - Objectifs relatifs au pilotage de l'activité

Le service prestataire s'engage à :

- respecter les engagements de gestion définis précédemment ;
- transmettre les indicateurs d'évaluation et de suivi définis en annexe 1 ;
- réaliser un suivi analytique et comptable des interventions effectuées et fournir au Département les justificatifs nécessaires ;
- transmettre au Département les données relatives à l'activité ;
- poursuivre le travail engagé, avec le Département, sur la mise en service d'un système de transfert de données nécessaires à la facturation et au paiement.

Article 2 : Les engagements du Département

Le Département s'engage à donner une visibilité au service prestataire sur les modalités de son appui, notamment en matière d'engagements financiers pluriannuels, sous réserve du vote du budget de la collectivité et conformément à l'objectif annuel des dépenses du Département.

I - Engagements financiers

1. Une dotation complémentaire CNSA allouée pour l'année 2021 valorisant la poursuite des objectifs spécifiques d'intervention

Conformément au décret n°2019-457 du 15 mai 2019 et à la répartition des crédits alloués par la CNSA au titre de l'année 2021 pour le Département de la Haute-Loire, le Département s'engage à verser, en une fois, au service prestataire la somme de€

Cette dotation complémentaire est utilisée pour compenser des surcoûts liés à la réalisation de missions spécifiques et ce, sans accroître le reste à charge des bénéficiaires et conformément aux engagements pris par le service prestataire dans le cadre d'interventions précisées au II de l'article 4.

Article 3 : Litiges

Si un litige ou un différend survient, les parties s'engagent à mettre en œuvre les moyens permettant une résolution de la situation à l'amiable. Les recours amiables sont adressés par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les litiges liés à la conclusion, l'exécution ou la résiliation du présent CPOM seront portés devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand.

Fait au Puy-en-Velay, le

Pour le Département
La Présidente du Département de la Haute-Loire
Marie-Agnès PETIT

Pour le service prestataire
Le Président

DÉLIBÉRATION DE L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

Séance ordinaire publique du 20 juin 2022

28 - CONVENTION EXPÉRIMENTALE DE PARTENARIAT SUR LA DELEGATION DE L'ACCOMPAGNEMENT DES BENEFICIAIRES DU RSA ENTRE A.L.I.S TRAIT D'UNION ET LE CONSEIL DEPARTEMENTAL

Direction : Direction de la Vie Sociale

Service instructeur : Insertion Action Sociale

Délibération n ° : CD200622/28J

Le 20 juin 2022, l'Assemblée départementale, régulièrement convoquée, s'est réunie à l'Hôtel du Département sous la présidence de Marie-Agnès PETIT, Présidente du Département.

- Présents : 32 -Absent(s) excusé(s) : 5 - Absent(s) ayant donné pouvoir : 1

Le quorum et les délégations de vote ayant été vérifiés,

L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

Après avoir entendu le rapport présenté par Madame Chantal FARIGOULE au nom de la commission Solidarités humaines, et après en avoir délibéré :

- Approuve les termes de la convention de partenariat avec l'Association ALIS TRAIT D'UNION

- Autorise Madame la Présidente à signer la convention de partenariat avec l'Association ALIS TRAIT D'UNION dans le cadre de la délégation de l'accompagnement des bénéficiaires du RSA, pour une durée de 3 ans

Les incidences financières sont les suivantes :

A prélever (exercice)	A inscrire (exercice)	A imputer (exercice)	Chapitre	Nature	N° ligne de crédit	Programme	Autorisation de programme	Montant
2 022			9 356	6514	22 695			6 900,00

Adopté à la majorité des membres présents ou représentés.

- Pour : 32

- Contre : 0

- ABSTENTION : 0

- NE PREND PAS PART AU VOTE : 1

Nicole CHASSIN.

**Identifiant de télétransmission
043-224300012-20220620-259683-DE-1-1**

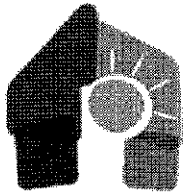
**Pour la Présidente,
le Directeur Général
des Services du Département par intérim**

Date de réception en préfecture :

22 juin 2022

Date de publication :

Signé Eric CHANAL



A.L.I.S.
Trait d'Union

Accueil de Jour

Appartements d'Urgence et
de Réinsertion Sociale

Centre d'Hébergement
d'Urgence et de
Stabilisation

Logements pour victimes
de violences.

Site internet :
alistratdunion.org

Me la Présidente
Département de la Haute-Loire
1, place Monseigneur de Galard -
CS 20310
43009 LE PUY EN VELAY Cedex

Brioude ; le mercredi 6 avril 2022

Objet : Accompagnement social bénéficiaires du RSA ;

Madame la Présidente ;

L'Association pour le Logement et l'Insertion Sociale « Trait d'Union » va conclure le protocole expérimental de partenariat. Cette démarche est proposée par le Conseil Départemental de la HAUTE LOIRE. L'usage précise les modalités d'accompagnement des bénéficiaires du RSA.

Conformément au projet associatif et missions de l'A.L.I.S. Trait d'Union, et dans la suite logique d'une collaboration de bientôt trois décennies avec les services du département, il nous apparait tout à fait cohérent de participer à la politique d'insertion. Nous aurons donc à notre charge le suivi des bénéficiaires du RSA domiciliés et/ou hébergés à l'A.L.I.S. Trait d'Union. Ces derniers nous étant orientés pour un accompagnement social.

Aussi et au même titre que les autres services et structures ayant contractualisé un partenariat selon les mêmes modalités avec le Conseil Départemental, nous nous permettons de vous solliciter une aide financière, compensant le volume de travail issu de l'accompagnement social des personnes qui nous sont orientées. Ceci nous semble être une manière équitable et juste vis-à-vis des efforts fournis par les accompagnants sociaux de l'A.L.I.S. Trait d'Union.

En espérant une réponse positive de votre part et me tenant à votre entière disposition ;

Je vous prie de recevoir ; Madame la Présidente ; nos hommages les plus respectueux.

Jean-François DOMAS
Directeur



CONVENTION EXPERIMENTALE DE PARTENARIAT SUR LA DELEGATION DE L'ACCOMPAGNEMENT DES BENEFICIAIRES DU RSA ENTRE A.L.I.S. TRAIT D'UNION ET LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA HAUTE LOIRE

Vu la loi N° 2008-1249 du 01/12/2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

Vu la commission permanente Départementale du **XX XX**,

Entre :

Le Conseil Départemental de la Haute Loire, dont le siège est situé au 1 place Monseigneur de Galard- CS 20310- 43009 LE PUY EN VELAY, représenté par sa Présidente, **Madame Marie Agnès PETIT**, ci-après désigné par le terme « **Département** »,

Et :

L'Association pour le Logement et l'Insertion Sociale TRAIT D'UNION, dont le siège social est située, rue Émile BARBET 43100 BRIOUDE, représentée par son Président, **Monsieur Daniel VALETTE**, ci -après désignée par le terme **A.L.I.S.TRAIT D'UNION**

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Préambule

Dans le cadre de la loi dite RSA du 1er décembre 2008, le Département est chargé de l'orientation des Bénéficiaires du RSA (BRSA). Ces derniers doivent être orientés prioritairement vers l'emploi s'ils sont en capacité de réaliser des démarches d'insertion professionnelle. Les bénéficiaires rencontrant des difficultés sociales, les empêchant d'accéder plus ou moins rapidement à un emploi sont orientés vers les services sociaux du Département ou d'autres organismes dont l'accompagnement est délégué.

ARTICLE 2 : Objet

La présente convention précise les modalités d'accompagnement des bénéficiaires du RSA domiciliés sur le département de la HAUTE LOIRE, orientés par la Présidente du Conseil Départemental et dont l'accompagnement social est délégué à l'**A.L.I.S.TRAIT D'UNION**

ARTICLE 3 : Public visé

L'Association aura à sa charge d'accompagner les BRSA domiciliés et/ ou hébergés à l'**A.L.I.S.TRAIT D'UNION** qui sont orientés vers un accompagnement social.

ARTICLE 4 : Modalités d'application de la procédure RSA

Les services du Département assurent : le suivi administratif, les convocations des bénéficiaires à l'entretien d'orientation et à l'équipe pluridisciplinaire, ainsi que l'organisation des réunions de synthèse.

Suite à la décision de la Présidente du Département confirmant l'orientation vers un suivi exercé par l'**A.L.I.S.TRAIT D'UNION**. La Présidente du Conseil Départemental désigne un accompagnant en qualité de référent unique, conformément à l'article L 262-27 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

La durée de l'accompagnement débute dès la notification de l'orientation émise par la Présidente du Conseil Départemental et se termine soit lors d'une réorientation, soit lorsque le bénéficiaire n'est plus domicilié par l'**A.L.I.S.TRAIT D'UNION** ou lorsque le bénéficiaire n'est plus soumis aux droits et devoirs.

L'**A.L.I.S.TRAIT D'UNION** accompagne le bénéficiaire dans l'élaboration et la mise en œuvre de son projet d'insertion, formalisé par un Contrat d'Engagement Réciproque (C.E.R.). La durée du contrat initial est de 6 mois à 1 an renouvelable.

En cas de non signature du contrat, de non-respect de celui-ci ou d'absences aux rendez-vous de manière récurrentes, l'**A.L.I.S.TRAIT D'UNION** sera en charge d'effectuer les relances auprès des bénéficiaires du RSA via un courrier (cf annexes).

En l'absence de régularisation, l'**A.L.I.S.TRAIT D'UNION** informe le Département par le biais d'une fiche navette, afin que les dispositifs de sanctions soient mis en œuvre.

Dans un délai de 2 mois après la décision d'orientation, les CER, les fiches navettes, les bilans seront transmis au service Action Sociale Insertion du Conseil Départemental.

Ce dernier adressera la liste des CER et des bilans, un mois avant l'échéance de l'élaboration du CER.

Dans le cadre de l'accompagnement des BRSA, l'**A.L.I.S.TRAIT D'UNION** peut mobiliser tous les dispositifs d'insertion existants en direction des bénéficiaires du RSA.

ARTICLE 5 : Bilan annuel

Une rencontre annuelle pourra être mise à place à l'initiative de l'un ou l'autre partenaire afin d'effectuer un bilan du dispositif en place.

ARTICLE 6 : RGPD : Clauses contractuelles de sous-traitance

A- Objet

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018.

B- Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance

Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le service suivant :

- accompagner les BRSA domiciliés et/ou hébergés à l'A.L.I.S.TRAIT D'UNION et qui sont orientés vers un accompagnement social visé par l'article 3 de la présente convention.

La nature des opérations réalisées sur les données est décrite dans l'article 4 de ladite convention.

La finalité du traitement est d'accompagner les BRSA domiciliés et/ou hébergés à l'A.L.I.S.TRAIT D'UNION

Les catégories de personnes concernées sont les bénéficiaires du RSA, domiciliés et/ou hébergés auprès de l'A.L.I.S.TRAIT D'UNION, référencées à l'article 3.

C- Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable de traitement

Le sous-traitant s'engage à :

- 1- traiter les données **uniquement pour les seules finalités** qui font l'objet de la sous-traitance
- 2- garantir la **confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent protocole de partenariat.
- 3- veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du protocole de partenariat :

✓ s'engagent à respecter la **confidentialité** ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité

✓ reçoivent la **formation** nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel

4- Droit d'information des personnes concernées

Il appartient au responsable de traitement de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

5- Exercice des droits des personnes

Le sous-traitant doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits, le sous-traitant doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à donnee.personnelle@hauteloire.fr

6- Notification des violations de données à caractère personnel

⇒ 6.1 Notification au responsable de traitement

Le sous-traitant notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de **48 heures** après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : contact le **DPO** : dpo@hauteloire.fr. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

⇒ 6.2 Notification à la personne concernée

Le sous-traitant communique à la personne concernée la violation des données à caractère personnel dans les meilleurs délais lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

7- Mesures de sécurité

Les modalités pratiques des mesures de sécurité sont fixées à l'annexe 10 du présent protocole.

8-Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le sous-traitant s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

9- Délégué à la protection des données

Le sous-traitant communique au responsable de traitement **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

D- Obligations du responsable de traitement vis-à-vis du sous-traitant

Le responsable de traitement s'engage à :

- fournir au sous-traitant les données visées dans la liste des CER (contrat d'engagement Réciproque) et des bilans transmis par le service Action Sociale Insertion du Conseil Départemental,
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du sous-traitant

ARTICLE 7 : Financement

Le Conseil Départemental participe au financement des accompagnements mis en place par l'A.L.I.S. TRAIT D'UNION à hauteur de 230 € par an et par dossier.

La participation annuelle du Conseil Départemental de la Haute Loire ne pourra excéder la somme de 6 900€.

ARTICLE 8 : Modalités de versement de la participation financière

L'Association A.L.I.S. TRAIT D'UNION transmettra à la fin de chaque année un tableau (cf annexe 11 de la convention) faisant apparaître le nom et prénom des personnes suivies, le type d'accompagnement, la date de début et le de fin d'accompagnement en précisant le motif de sortie...

Au regard du bilan transmis par l'A.L.I.S. TRAIT D'UNION, le Département procédera au paiement.

Tout accompagnement débutant sur une partie de l'année donnera lieu au paiement de l'intégralité de la somme

ARTICLE 9 : Durée

La présente convention expérimentale prend effet à partir de la date de signature pour une durée de 3 ans.

ARTICLE 10 : Annexes

Les annexes 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 font parties intégrantes de la convention

ARTICLE 11 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi

d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 12 : Litige

En cas de litige résultant de l'interprétation ou de l'inexécution du présent protocole, les parties s'engagent, préalablement à tout recours contentieux, à tenter de régler leur différend par voie de conciliation. Si dans un délai d'un mois à compter de l'envoi, par lettre recommandée avec avis de réception, à l'une des deux parties, aucun accord n'est trouvé, les parties ont la faculté de saisir le Tribunal Administratif de Clermont Ferrand.

AU PUY EN VELAY,

Le

Le Président de l'A.L.I.S

TRAIT D'UNION

Daniel VALETTE

La Présidente du Département de

HAUTE LOIRE,

Marie Agnès PETIT



Union Européenne
Fonds Social Européen
Investit dans votre avenir

REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE (rSa) BILAN - CONTRAT D'ENGAGEMENTS RECIPROQUES

Le Président du Département vous a orienté vers un accompagnement adapté à votre situation et a désigné un référent pour vous aider à réaliser des actions d'insertion et mettre en place des projets adaptés à votre situation. L'objectif de ce contrat est la levée des freins à l'emploi.

La loi du 1er décembre 2008 prévoit que l'allocataire orienté vers un accompagnement social ou socio-professionnel doit conclure un contrat d'engagements réciproques avec le Président du Département.

Le contenu du contrat est débattu entre vous et votre référent. Il repose sur des engagements réciproques et sera validé par la signature du Président du Département ou de son délégué.

<u>BENEFICIAIRE</u>		
Nom :		
Prénom :		
Date de naissance : __/__/____ Age :		
Adresse :		
CP- Ville :		
Téléphone : __/__/__/__/__ Mail :		
Numéro d'allocataire CAF : _____		
Numéro MSA : _____		
Inscription Pôle Emploi : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non N° identifiant PE : _____		
<u>Territoire</u>	<u>CER Social</u> <input type="checkbox"/>	<u>CER socio-pro</u>
Structure accompagnatrice :		
Nom du référent :		
Adresse :		
Mail :		Tél. :
<u>Situation professionnelle :</u>		
Travailleur indépendant exploitant agricole, autre <input type="checkbox"/>		
Activité salariée : <input type="checkbox"/>		
sans activité : <input type="checkbox"/> stage, formation <input type="checkbox"/>		
<u>Situation familiale :</u>		
Célibataire : <input type="checkbox"/> marié(e) : <input type="checkbox"/> concubin(e) : <input type="checkbox"/> pacsé(e) : <input type="checkbox"/> divorcé(e) : <input type="checkbox"/> veuf (ve) : <input type="checkbox"/>		
Suivi spécifique (curatelle, AEMO, MASP....)		
Quel organisme ?.....		

Conjoint, enfants et autres personnes vivants au sein du foyer

Nom – Prénom	Date de naissance	Lien de parenté	Situation prof.

1 – BILAN DU PRECEDENT CONTRAT D'ENGAGEMENTS RECIPROQUES validé le :

(à ne pas renseigner pour un premier CER, sauf si moins de 6 mois ; pour une durée de ____ mois)

Rappel des engagements du précédent contrat d'engagements réciproques

1 –	Bilan :
-----	---------

Atteint : En cours d'acquisition : Pas atteint :

2 –	Bilan :
-----	---------

Atteint : En cours d'acquisition : Pas atteint :

3 –	Bilan :
-----	---------

Atteint : En cours d'acquisition : Pas atteint :

Analyse du référent :

Avis du bénéficiaire :

Proposition du référent :

Maintien : Réorientation : Clôture :
Saisine EP : date fiche navette __/__/__

2 – C.E.R. (Contrat d'Engagements Réciproques)

A – Analyse la situation actuelle du bénéficiaire (codification)

Rubrique 1 - Insertion sociale	Rubrique 3 - Logement	Rubrique 5 - Insertion professionnelle
Isolement social <input type="checkbox"/>	Accès à un logement <input type="checkbox"/>	Garde d'enfants <input type="checkbox"/>
Difficultés expression/lecture <input type="checkbox"/>	Maintien dans le logement <input type="checkbox"/>	Recherche de formation <input type="checkbox"/>
Gestion du budget <input type="checkbox"/>	Impayés <input type="checkbox"/>	Absence de qualification <input type="checkbox"/>
Démarches administratives <input type="checkbox"/>	Logement vétuste <input type="checkbox"/>	Longue durée d'inactivité professionnelle <input type="checkbox"/>
Rupture du lien familial <input type="checkbox"/>	Logement inadapté <input type="checkbox"/>	Projet de création activité non finalisé <input type="checkbox"/>
Problèmes de scolarité des enfants <input type="checkbox"/>	Sans domicile stable <input type="checkbox"/>	Activité indépendante non rémunératrice <input type="checkbox"/>
Education des enfants <input type="checkbox"/>	Autres <input type="checkbox"/>	Recherche d'emploi <input type="checkbox"/>
Autres <input type="checkbox"/>	Rubrique 4 - Mobilité	Autres <input type="checkbox"/>
Rubrique 2 - Santé	Moyen de locomotion inexistant <input type="checkbox"/>	
Nécessité d'entreprendre des soins <input type="checkbox"/>	Absence de permis de conduire <input type="checkbox"/>	
Etat de santé faisant obstacle à d'autres démarches <input type="checkbox"/>	Isolement géographique <input type="checkbox"/>	
Nécessité de sensibilisation <input type="checkbox"/>		
Autres <input type="checkbox"/>		

B – Projet de la personne _____

C – Les engagements réciproques

Objectifs	Moyens mis en œuvre

Observations du travailleur social	Observations du bénéficiaire
Signature	Je m'engage à : Signature

**Ce document constitue votre contrat d'engagements réciproques.
Il sera soumis au Président du Conseil Départemental pour validation.
Le non-respect des engagements inscrits dans le présent contrat peut entraîner la suspension de votre allocation.
Toute fausse déclaration ayant entraîné le versement indu de RSA sera sanctionné.**

Proposition de durée : 6 mois 1 an autre (préciser) _____

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable au 25 mai 2018), vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de vos données ou encore de limitation du traitement. Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant. Vous pouvez, sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, exercer vos droits en contactant le délégué à la protection des données du Conseil Départemental de la Haute Loire à : dpo@hauteloire.fr pour tout ce qui concerne la protection des données personnelles.
Pour les demandes relatives à votre dossier administratif, il convient de contacter le service action sociale du Département à : insertion@hauteloire.fr

Date :

Signature du référent,

Signature du titulaire,

DECISION DU PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
Validation et préconisations :
Motif de non-validation :
Nom : Martine ALLIBERT Par délégation du Président du Conseil Départemental Signature, Duau

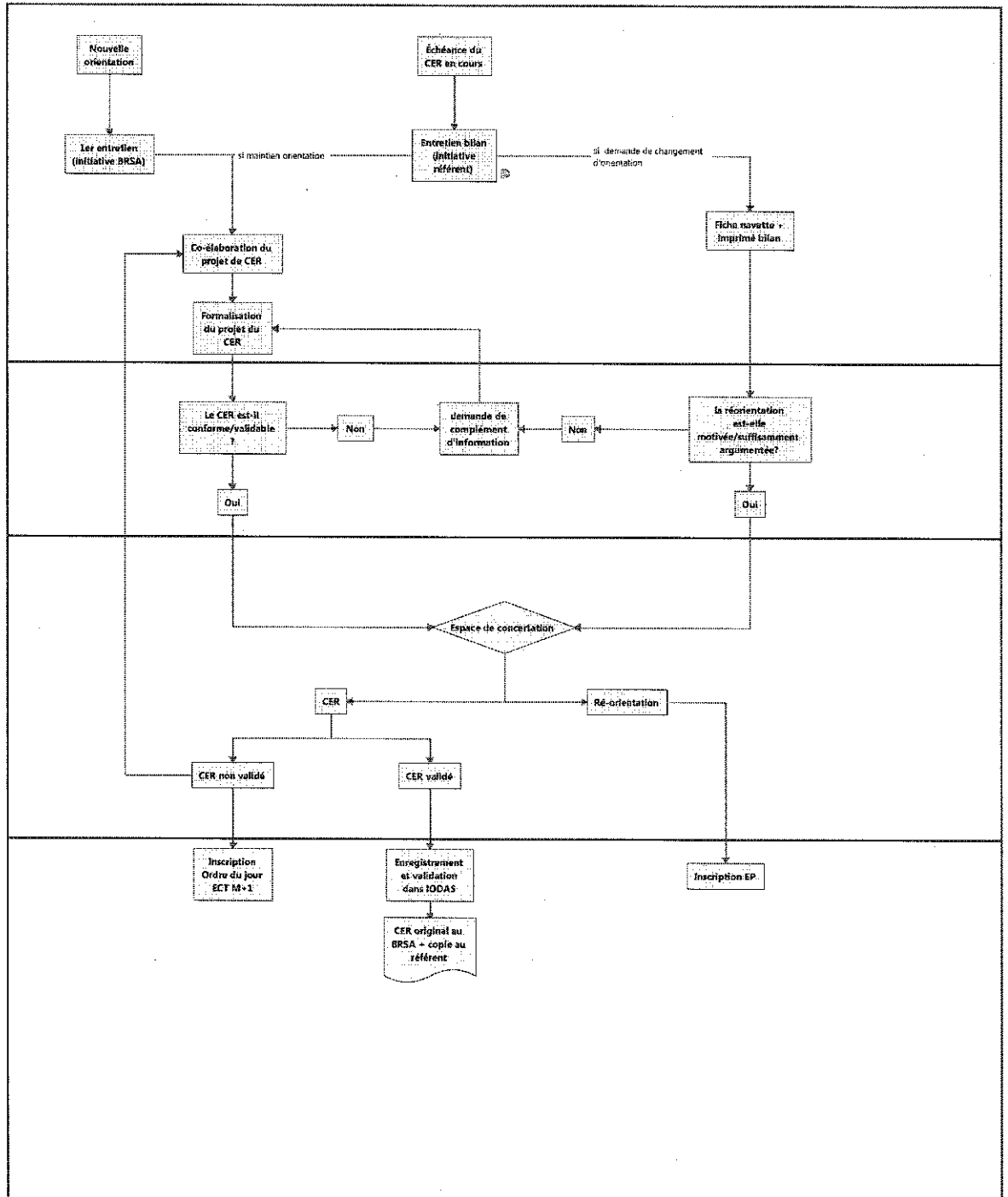
Procédure CER

Référent désigné

Responsable hiérarchique

Espace de concertation territorial

Service Action Sociale Insertion central



ANNEXE N°3

M.
Adresse
43

A , le XX /XX / XXXX

OBJET : Echéance de CER

Madame, Monsieur,

Votre contrat d'engagements réciproques arrive à échéance le .././....

Je vous propose un rendez-vous afin que nous puissions faire le bilan et envisager les perspectives le :

XXXX à XX hXX
XXX
Adresse

Cet entretien de fin de contrat présente un caractère obligatoire. La non-réalisation serait considérée comme un manquement à vos devoirs entraînant la suspension de vos droits. (1)

Dans l'attente de vous rencontrer, je vous prie d'agréer, Madame ; Monsieur, mes salutations distinguées

Le référent



XX

(1) Suspension ou réduction de votre allocation rSa, prévue à l'article L262-37 du Code de l'Action Sociale et de la Famille, visé à la fiche 24 du Règlement Départemental d'Aide Sociale

ANNEXE N° 4

M xxxxx

A , le XX /XX/XXXX

(Courrier n°2 obligatoire, suite à absence RDV pour CER, pour bilan, etc...).Il fait office de relance prévue par la Loi, avant passage en Equipe Pluridisciplinaire.

OBJET : Relance suite à absence / nouveau rendez-vous

Madame, Monsieur,

Suite à notre dernier courrier, vous n'avez pas pris contact avec nos services, c'est pourquoi vous êtes convoqué à un entretien fixé le :

XXXX à h
XXX

Je vous rappelle qu'en cas d'absence à cette dernière convocation, la procédure de suspension de votre allocation RSA sera mise en œuvre(1).

Je vous prie d'agréer, Madame ; Monsieur, mes salutations distinguées.

Le référent



(1) *Suspension ou réduction de votre allocation rSa prévue à l'article L 262-37 du code de l'Action Sociale et de la Famille, visé à la fiche n° 24 du Règlement Départemental d'Aide Sociale.)*

ANNEXE N°5

M.
Adresse
43

A , le XX /XX / XXXX

OBJET : Rendez-vous pour élaboration du Contrat d'Engagements Réciproques

Madame, Monsieur,

Par courrier émanant du service central le .../.../...., vous avez été informé(e) de votre orientation sur un accompagnement exercé par mes soins. Vous deviez prendre contact avec moi pour que nous puissions fixer un rendez-vous.

A ce jour, et en l'absence de contact, je vous propose un rendez-vous le :

XXX

Adresse

Je vous rappelle le caractère obligatoire de cette démarche. Toute absence injustifiée pourra entraîner des sanctions à votre encontre (1).

Dans l'attente de vous rencontrer, je vous prie d'agréer, Madame ; Monsieur, mes salutations distinguées

Le référent



XX

(1) Suspension ou réduction de votre allocation rSa, prévue à l'article L262-37 du Code de l'Action Sociale et de la Famille, visé à la fiche 24 du Règlement Départemental d'Aide Sociale

:

RSA INSERTION

FICHE SAISINE – Equipe Pluridisciplinaire

Lafayette Velay Jeune Loire

REORIENTATION

Bénéficiaire

Nom : Prénom :
Adresse :
Tél.
N° CAF : Date de naissance : Age :

Référent de parcours

Nom : Prénom :
Structure :
Adresse
Tél.
Dernier contrat validé :

Motif détaillé de la demande :

Bilan obligatoire :

Propositions argumentées du travailleur social :

Observations du bénéficiaire :

Fait le :

à :

Signature du référent de parcours,

Signature du bénéficiaire,



RSA INSERTION

FICHE SAISINE – Equipe Pluridisciplinaire

Lafayette Velay Jeune Loire

INCIDENT DE PARCOURS – SANCTION

Bénéficiaire

Nom : Prénom :
Adresse :
Tél.
N° CAF : Date de naissance : Age :

Référent de parcours

Nom : Prénom :
Structure :
Adresse
Tél.
Dernier contrat validé :

Motif détaillé de la demande :

Bilan obligatoire :

Propositions argumentées du travailleur social :

Observations du bénéficiaire :

Fait le : _____ à : _____
Signature du référent de parcours,

Signature du bénéficiaire,



M.....
.....
.....

43.....

Le Puy-en-Velay, le

OBJET : confirmation de rendez-vous

Madame, Monsieur,

Suite à notre entretien téléphonique de ce jour, je vous confirme notre rendez-vous le :

XXXX à XX hXX
de XXX
Adresse

Dans l'attente de notre rencontre, je reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire et je vous prie d'agréer, Madame ; Monsieur, mes sincères salutations.

Le référent

Annexe technique

L'objet de cette annexe est de préciser les modalités techniques mises en œuvre pour sécuriser les échanges de données nominatives entre le Département de la Haute-Loire et son partenaire A.L.I.S TRAIT D'UNION.

Pour faciliter et sécuriser les échanges, le Département de la Haute-Loire va utiliser le Drive Haute-Loire dont l'url de connexion est <https://drive.hauteloire.fr>

Le Drive Haute-Loire s'appuie sur le logiciel Next Cloud.

L'url d'accès spécifique au partage et le mot de passe, seront transmis uniquement aux personnes de A.L.I.S TRAIT D'UNION devant échanger les données.

Deux mails distincts seront envoyés : l'un contenant les informations de connexion et l'autre contenant le mot de passe.

Le mot de passe expirera tous les ans. Un mail d'information sera envoyé aux seules personnes référencées.

Cadre de réponse technique du partenaire

Comme l'exige la convention de partenariat, certaines informations sont obligatoires pour ouvrir le service de transfert de fichier.

Veillez compléter le tableau ci-dessous :

Nom du référent	Mail du référent	Fonction du référent

TRANSMISSION DE DOCUMENTS A CARACTERE PERSONNELS SUR LA PLATEFORME DRIVE

TYPES DOCUMENTS	EMETTEUR	RECEPTEUR
Notification d'orientation ou de réorientation	Céline BERENGUIER	A.L.I.S Trait d'Union
CER (Contrat d'Engagement Réciproque)/Bilan (hors voie postale)	A.L.I.S Trait d'Union	Céline BERENGUIER
CER/Bilans validés (si observation du référent RSA sur le contrat)	Céline BERENGUIER	A.L.I.S Trait d'Union
Fiche de saisine EP ou réorientation (Equipe Pluridisciplinaire)	A.L.I.S Trait d'Union	Céline BERENGUIER
Ordre du jour des EP mensuelles	Céline BERENGUIER	A.L.I.S Trait d'Union
Compte rendu d'entretien EP et retour des ordres du jour avec décision	Céline BERENGUIER	A.L.I.S Trait d'Union
Demande Fonds Insertion	A.L.I.S Trait d'Union	A.PONTVIANNE-GROSSON
Décisions Aides Financières Fonds Insertion	PASCALE MIRMAND	A.L.I.S Trait d'Union

Tout autre document sera adressé au gestionnaire RSA nommé ci-dessus.

Adresses mails : celine.berenguiер@hauteloire.fr ; aurelie.pontvianne-grousson@hauteloire.fr ;

pascale.mirmand@hauteloire.fr

frachisseajappart@orange.fr

DÉLIBÉRATION DE L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

Séance ordinaire publique du 20 juin 2022

29 - PLAN PAUVRETE 2021-2022 : APPROBATION DU RAPPORT D'EXÉCUTION

Direction : Direction de la Vie Sociale

Service instructeur : Pôle Administratif et Financier

Délibération n ° : CD200622/29J

Le 20 juin 2022, l'Assemblée départementale, régulièrement convoquée, s'est réunie à l'Hôtel du Département sous la présidence de Marie-Agnès PETIT, Présidente du Département.

- Présents : 31 -Absent(s) excusé(s) : 5 - Absent(s) ayant donné pouvoir : 2

Le quorum et les délégations de vote ayant été vérifiés,

L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la Convention d'Appui à la Lutte contre la Pauvreté et l'Accès à l'Emploi (CALPAE) dite « Plan Pauvreté » signée avec l'Etat le 18 juin 2019 et ses avenants successifs;

CONSIDERANT le rapport d'exécution dudit Plan Pauvreté, au titre de son avenant 2021-2022 (en annexe) ;

Après avoir entendu le rapport présenté par Madame Florence TEYSSIER au nom de la commission Solidarités humaines, et après en avoir délibéré :

Décide :

De valider le rapport de suivi d'exécution 2021-2022 du Plan Pauvreté annexé aux présentes.

Adopté à l'unanimité des membres présents ou représentés.

Identifiant de télétransmission
043-224300012-20220620-260114-DE-1-1

**Pour la Présidente,
le Directeur Général
des Services du Département par intérim**

Date de réception en préfecture :
22 juin 2022

Date de publication :

Signé Eric CHANAL

Rapport d'exécution de La Convention d'Appui à la Lutte contre la Pauvreté et d'Accès à l'Emploi

Pour son avenant courant du 1/07/2021 au 30/6/2022

Rapport réalisé courant mai pour être présenté en assemblée départementale en juin 2022

Région : -Rhone-Alpes

Département de : Haute Loire

La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté repose sur une mise en œuvre à partir des territoires, en appui de la gouvernance nationale dont elle fait l'objet. La contractualisation exigeante entre l'Etat et les départements lancée le 21 février 2019 en constitue un levier essentiel.

Cette contractualisation a été conclue initialement pour une période de trois ans, de 2019 à 2021 et a été prolongée d'un an, sur 2022. Une évaluation est réalisée chaque année sur la mise en œuvre des actions de la contractualisation et conditionne le versement des crédits de la contractualisation pour l'année suivante. Le présent rapport d'exécution doit permettre, pour l'année 2022, une nouvelle période d'évaluation des actions contractualisées dans l'avenant 2021.

Le rapport a pour but de rendre compte de l'exécution des crédits versés au titre de la convention signée par le préfet de département et le président du conseil départemental. A l'aune des fiches-actions annexées à la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi, **le rapport rappelle, action par action, les engagements et le cadre financier initial, rend compte de son exécution et des résultats atteints.**

Les départements qui ont contractualisé sur l'année civile 2021 doivent délibérer au plus tard le 31 mars 2022 sur ce rapport d'exécution qu'ils transmettront aux préfets de région et préfets de département pour analyse en vue de la délégation des crédits pour l'année 2022. Les départements ayant contractualisé en année glissante, du 1^{er} juillet 2021 au 30 juin 2022, doivent délibérer au plus tard le 30 juin 2022.

1. Les Mesures "socle"

1.1. Prévenir toute "sortie sèche" pour les jeunes sortants de l'aide sociale à l'enfance (ASE)

1.1.1.1. Point sur l'existant 2020-21

Mise en œuvre du PPE pour l'ensemble des mesures ASE dont les 16/18 ans (qui représentaient 27 % de l'ensemble des jeunes confiés) dans leur préparation à la sortie du dispositif, avec notamment la mise en place d'un référent ASE pour tous les enfants en Placement Familial, Lieu de Vie, Maison Enfants à Caractère social et Actions Educatives à Domicile. Ce qui correspond à la prise en charge dans le cadre du référentiel.

Renforcement significatif du service ASE (+ 9 agents) et de l'équipe dédiée aux Mineurs Non Accompagnés (MNA) qui compte maintenant 3 personnes (+ 1 apprenti).

La crise sanitaire a lourdement impacté le fonctionnement de ce service, en particulier à cause de l'obligation de poursuite d'accompagnement des jeunes proches de la majorité mise en place au plan national à compter du 1^{er} confinement. Ceci « affectait » naturellement les données, statistiques ainsi que indicateurs de sorties, mais répondait à l'objectif de lutte contre les « sorties sèches ».

1.1.1.2. Rappel des objectifs 2021-2022

- a. . Prévention des sorties sèche par élaboration du projet d'autonomie (PPE) dès 16 ans, intégrant insertion sociale, professionnelle, logement et accès aux soins avec réorganisation du service de l'ASE et 70% des jeunes était accompagnés ;
- b. Augmentation des orientations des jeunes majeurs auprès des acteurs du réseau, majoritairement vers les 3 Missions Locales du département ;
- c. Maintien des propositions de contrat jeune majeur en renforçant les financements de permis B, avec traitement individuel, et selon possibilités, participation symbolique du jeune majeur lorsque celui-ci dispose de revenus (ex : apprentis)
- d. Consolidation du PPE avec bilan de parcours à 17 ans.

1.1.1.3. Avancées réalisées en 2021-2022

- Intégration et formation des nouveaux professionnels (renforcement de l'équipe ASE et remplacements car turn-over)
- Quasi systématisation des contrats jeunes majeurs pour les sortants et renouvellement pour la majorité des sortis.
- Mise en œuvre de IODAS (logiciel informatisation ASE) avec dernière étape de l'informatisation = « bloc placement » 2^{ème} semestre 2022;
- Convention de parrainage avec l'UDAF pour les MNA (mineurs non accompagnés) , contribuant à l'intégration de ces jeunes dans la société, facilitant leur sortie.
- Au final l'objectif général est globalement atteint

1.1.1.4. Budget

	Part Etat	Charge brute CD /conventionné	Part CD nette
Budget prévisionnel	70 000 €	140 000 €	70 000 €
Réalisé du 1/7/2021 au 30/4/2022		94 322 €	
Estimé du 1/5 au 30/6/2022		47 488 € (2)	
Total	70 000 €	141 810 € (1)	71 810 €

(1) Temps de travail sur les Contrats Jeunes Majeurs : 15h/an/Ct = 380€ x 60 = **22 800 €** + Temps de travail des renforts d'effectif du service ASE en 2021-22 pour meilleure prise en charge des jeunes proche de la majorité = 9 ETP x 20% tranche d'âge des 16/18 sur total ASE (**57 971€**) et prorata du temps de travail de l'équipe MNA renforcée (2 ETP + 1 apprenti -35%) qui a dû consacrer plus de temps aux préparations et accompagnements de sorties, suite au confinement qui les avait différées sur les 17-20ans (**31 039 €**) + Convention de parrainage UDAF (**30 000€**)

(2) Estimation des dépenses des mois de mai en juin (salaires chargés) des personnels ci-dessus.

1.1.1.5. Indicateurs

Indicateurs	Situation mi 2021 du Département	Résultat du Département sur 10 mois au 30/04/2022	Justification des écarts le cas échéant	Projection au 30/6/2021
Nb de jeunes devenus majeurs dans l'année	124	32		40
Nb de jeunes pris en charge dans le cadre du référentiel	48	19 (60%)		23
Nb de jeunes ayant pu choisir leur personne lien à la contractualisation (parmi 18 ans)	51	21 (65%)	(1)	25
Nb de jeunes avec logement stable (parmi 18 ans)	50	24 (75%)	(1)	29
Nb de jeunes avec accès à ressources financières (parmi 18 ans)	33	16 (50%)	(1)	19
Nb de jeunes en parcours pro et/ou scolaire (parmi 18 ans)	53	22 (69%)	(1)	26
Nb de contrats jeunes majeurs signés	51	60		70

EXPLICATION DE LA NON ATTEINTE DES INDICATEURS

(1) Les modestes écarts (repris ci-après) sur l'atteinte des cibles indicateurs, s'expliquent notamment par les suites du confinement qui ont perturbés le déroulement « normal » de ces situations ainsi que par un turn-over dans le personnel arrivé en renfort, qui a amoindri l'efficacité globale.

- choix personnes liens : 65% c/ 50% attendus
- Logement stable : 75% c/ 88% attendus
- Ressources financières : 50% c / 72% attendus
- Parcours scolaire/Professionnel : 69% c/ 88% attendus

1.2. Insertion des allocataires du revenu de solidarité active - Orientation et parcours des allocataires du revenu de solidarité active

1.2.1 / Point sur l'existant mi - 2021

Cet item reste particulier puisque la condition première de la réussite d'une accélération significative des orientations, prises en charge des brSa et conséquemment du démarrage de leurs accompagnements, reste contingente des solutions nationales.

Cependant le Département de la Haute-Loire, a mis à profit les contraintes issues de la pandémie pour maintenir les accompagnements mais pour remplacer les informations collectives initiales devenue impossibles ou très complexes, et mis en place un diagnostic individuel d'entrée, avec la création de trois postes de diagnostiqueurs recevant individuellement tous les nouveaux entrants au rSa, dans les meilleurs délais possibles (entre 20 et 40 jours après le flux). Ils assurent une prise en charge accélérée ainsi qu'une confirmation pour affiner l'orientation vers l'accompagnement le plus adapté aux besoins/situation de chaque nouvel entrant.

1.2.2 / Rappel de l'objectif et perspectives 2021-22

Poursuite du raccourcissement des délais d'orientation et de prise en charge des nouveaux bénéficiaires du rSa, avec l'expérimentation de l'équipe « chargés de diagnostics-orientations » (3 ETP).

Débuter les accompagnements dans le mois suivant l'entretien diagnostic avec mise en place de la contractualisation (CER).

1.2.3 / Avancées réalisées en 2021-2022

La quasi-totalité (99%) des nouveaux entrants au rSa sont orientés en moins d'un mois, et leur 1^{er} RDV d'accompagnement pris dans ce même délai. **L'objectif général de raccourcissement des délais est donc atteint.**

Cependant la signature du 1^{er} CER pour les nouveaux entrants non orientés vers Pôle emploi (environ 50%), intervient majoritairement au-delà 2 mois de l'orientation, cela nécessite plusieurs RDV ainsi qu'un chainage administratif, difficile à réduire au plan temporel. L'accompagnement a néanmoins débuté rapidement.

1.2.4 / Budget

	Part Etat	Charge CD brute /conventionné	Part CD nette
Budget prévisionnel	55 000 €	110 000 €	55 000 €
Réalisé du 1/7/2021 au 30/4/2022		106 098€ (1)	
Estimé du 1/5 au 30/6/2022		21 393 € (2)	
Total sur 12 mois	55 000 €	127 491€00	72 491€

(1) Temps de travail des 3 « diagnostiqueurs

(2) Estimation des dépenses des mois de mai en juin, au prorata du constaté sur les 10 mois précédents

1.2.5 /Indicateurs

Indicateurs	Situation mi-2021 du Département	Résultat du Département en sur 10 mois au 30/04/2022	Justification des écarts le cas échéant	Projection au 30/06/2022
Nb de nouveaux entrants au rSa (sur 1 an)	3082 (16 mois)	1 612		1 934
Nb de nouveaux entrants orientés en 1 mois ou moins	50%	1 598 (99%)	(2)	1920 (99%)
Nb total de 1 ^{er} RDV d'accompagnement fixés en moins d'1 mois	50%	1 552 (96%)	(2)	1 862 (96%)
Nb total de 1 ^{er} RDV dans les 15 jours suivants arrivée du flux	40 à 50%	40 à 50%	(1)	40 à 50%
Nb de 1 ^{er} CER sur la période	900 (estimat°)	225		273 (3)
Nb total de 1 ^{er} CER dans les 2 mois de orientation	8			8 (3)

ELEMENTS EXPLICATIFS SUR LES INDICATEURS

Le nombre de nouveaux entrants est inférieur aux prévisions de 8,5%. Les taux d'orientés et de 1^{er} RDV en moins d'un mois sont eux supérieurs aux objectifs, frisant le 100%.

- (1) . Les 1ers RDV sont fixés dans le mois qui suit l'arrivée du flux et ceux-ci se déroulent dans le mois qui suit l'orientation. Ce sont donc entre 40 et 50% des BrSA qui sont effectivement reçus dans les 15 jours qui suivent leur orientation et quasiment 100% dans les 30 jours.
- (2) Le comptage des nombre de 1^{er} CER et de CER signés dans les 2 mois est pour l'avenant 2021-2022 un résultat précis, les données antérieures restaient des estimations. Ces deux indicateurs affichent la difficulté matérielle à pouvoir signer les CER très rapidement pour la majorité des personnes non orientées vers Pôle emploi (soit environ 50%) . En effet le 1^{er} CER nécessite un travail de mise au point et souvent plusieurs RDV avec le bénéficiaire.

1.3. Insertion des allocataires du revenu de solidarité active - Orientation et parcours – Garantie d'activité / Accompagnement global

1.3.1 / Point sur l'existant à la mi 2021

La garantie d'activité, prise en charge par Pôle emploi, se traduit en Haute-Loire, par le développement de l'accompagnement global auquel le Département contribue pleinement, dans le cadre d'une convention avec l'ensemble de ses travailleurs sociaux de secteurs qui participent à ce dispositif de « double » accompagnement. Au-delà le Département a mis en place des accompagnements spécifiques pour les travailleurs indépendants au rSa (ETI) avec des partenaires (CIPRO 43 et chambre des métiers et d'artisanat).

1.3.2 / Rappel de l'objectif 2021-2022

- Augmentation du nombre de bénéficiaires de la prestation de l'accompagnement global jusqu'à 300 avec 50 à 55% de BRSA, avec un taux de retour à l'emploi de 40% (IAE compris) ;
- Poursuite et optimisation du soutien spécifique aux BRSA travailleurs indépendants/ ETI ; et ressortissants agricoles (AGRIDIFF), pour une meilleure prise en charge ;
- Réflexion et prospective sur la mise en place du « SERVICE PUBLIC DE L'INSERTION » en copilotage avec la DIRECCTE et la DDCSP.

1.3.3 / Avancées réalisées en 2021-2022

- Poursuite et développement de la collaboration Département/ Pôle emploi sur l'accompagnement global avec une hausse importante du taux des brSa (+ 30%) parmi les bénéficiaires de cette action ; et fluidification des liens grâce à l'outil collaboratif « Fil'R » étendue à l'entier Département.
- Hausse des orientations de travailleurs indépendants (ETI) au rSa vers des organismes spécialisés (CIPRO 43 & Chambre des Métiers de l'Artisanat) pour diagnostics de viabilité économique, puis appui-coaching pour les situations viables,
- Poursuite de la collaboration avec la chambre d'agriculture (AGRIDIFF) en direction des exploitants agricoles au rSa (dépense non comptabilisé ci-dessous) e;
- Les objectifs d'accélération de l'entrée sur l'Accompagnement global et de hausse du taux de brSa dans ce dispositif sont atteints.

1.3.4 / Budget

	Part Etat	Charge CD brute /conventionné	Part CD nette
Budget prévisionnel	55 000 €	110 000 000 €	55 000 €
Réalisé du 1/7/2021 au 30/4/2022		110 709 € (1)	
Estimé du 1/5 au 30./6/ 2022		22 141€ (2)	
Total	55 000 €	132 850 €	77 850 €

(1) Tps de W des assistants sociaux sur dossier Accompagnement global (138 dossiers x 12h W x 25€ = 41 400 € (non comptabilisés les personnes en accompagnement global par le CD & Pole emploi mais non brSa) + Accompagnement spécialisé ETI (diagnostics et coachings par partenaires = 91 450 €

(2) Estimation des dépenses des mois de mai en juin, au prorata du constaté sur les 10 mois précédents

1.3.5 / Indicateurs

	Situation mi 2021 du Département (sur 16 mois)	Résultat du Département en 10 mois (2021-2022)0	Justification des écarts le cas échéant	Projection au 30/06/2022
Nb de demandeurs d'emploi orientés en Accomp. Global	315	(1)	(1)	(1)
Nb Demandeurs d'emplois ayant démarré un Accompagnement global	269	197		250 (2)
Part de brSa orientés en Accomp.Global	169 (soit 54%)	138 (70%)	Hausse de 30%	180 (72%)
Nb de personnes en Accomp. Global	173	183 au 30/4		190 (4)
Nb brSa en Accomp. Global	93	128		133 (4)
Nb pers accomp par conseiller dédié Pole Emploi (taille moy des portefeuilles)	58	61		61
Délai moyen démarrage en jour	29	21		19
Complément				
Nb d'ETI orientés vers un accompagnement spécialisé	80	132	Effort important sur ce public (3)	150

- (1) Cette donnée n'est pas accessible sur la période puisque les statistiques Pole emploi restent en année civile.
- (2) L'objectif des 300 personnes suivis en accompagnement global / an est atteint, puisque 250 nouvelles entrées sur la période correspond à un total estimé de personnes ayant bénéficiées de cette prestation supérieur à 300 .
- (3) Le nombre des ETI au rSa, orientés vers un accompagnement spécialisé (CIPRO & Chambres des Métiers et de l'Artisanat) pour diagnostic de viabilité économique, puis selon pour coaching au développement économique, a connu une nouvelle et forte hausse dépassant largement les objectifs.
- (4) La projection au 30 juin est constituée de la donnée au 30/04, arrondi – estimée au vu de la tendance à la hausse sur les dernières semaines des entrées en accompagnement global .

1.4. Refonder et revaloriser le travail social au service de toutes les familles – Premier accueil social inconditionnel de proximité

1.4.1 / Rappel de l'objectif sur l'action

Mise en place du premier accueil de proximité (moins de 30 mn de chez soi en voiture). Le premier accueil social inconditionnel de proximité a pour objectif de garantir à toute personne rencontrant des difficultés ou souhaitant exprimer une demande d'ordre social, une écoute attentionnée de la globalité de ses besoins et préoccupations afin de lui proposer le plus tôt possible des conseils et une orientation adaptée, dans le respect du principe de participation des personnes aux décisions qui les concernent. Cet accueil adapté peut se traduire soit par une information immédiate, soit par une ouverture immédiate de droits, et/ou encore par une orientation vers un accompagnement social. Il constitue une première ligne d'intervenants sociaux coordonnés.

1.4.2 / Rappel des objectifs 2021-22

- Coordonner les différents points de premier accueil inconditionnel entre eux et avec l'ensemble des acteurs sociaux ;

Former ensemble des personnels sociaux au premier accueil inconditionnel notamment avec l'usage de dispositif numérique d'appui rendant cet accueil efficient

1.4.3 / Avancées réalisées en 2021-2022

Les services du Département au travers de 13 centres médico-sociaux et des permanences de travailleurs sociaux sur l'ensemble du territoire altiligérien travaillent en lien avec les Maisons France services du territoire. Des échanges réguliers entre travailleurs sociaux et opérateurs MFS permettent d'améliorer le service aux usagers.

Le comité de sélection MFS s'est réuni en juin et septembre 2021 pour la présentation avant labellisation de 5 nouveaux projets : Siaugues-Sainte Marie, Beauzac, Saint-Just-Malmont, Paulhaguet et Allègre.

16 Maisons France services ouvertes à ce jour (mai 2022) : Allègre ; Beauzac ; Brioude ; (itinérant) Cayres / Costaros / Pradelles ; Craponne-sur-Arzon ; Dunières ; Fay-sur-Lignon ; Langeac ; Le Chambon-sur-Lignon ; Le Monastier-sur-Gazeille / Saint-Julien Chapeuil ; Montfaucon-en-Velay ; Sainte-Florine (itinérant) ; Saint-Just-Malmont ; Saugues ; Siaugues-Sainte-Marie et Vorey-sur-Arzon

2 MSAP ouvertes à ce jour (mai 2022) : Paulhaguet ; Saint-Pal-de-Chalencon

- Les projets sociaux de territoire n'ont pas été finalisés et ce travail se poursuit.

- L'éditeur de l'outil numérique IODAS n'étant pas en mesure de mettre en œuvre les paramétrages, l'expérimentation menée sur le Territoire de la Jeune Loire ne peut être à ce jour élargie à l'ensemble du territoire.
- Les formations des agents sont programmées à l'automne 2022. Elles seront assurées par le CNFPT (sans couts directs).
- Les partenariats mis en place dans le cadre du "plan pauvreté" devront maintenant être réétudiés au regard des analyses des besoins sociaux réalisées dans les 11 EPCI altiligériens et des PST qui en découleront.

1.4.5 / Budget

	Part Etat	Part CD brute / conventionné	Part CD nette
Budget prévisionnel	25 000 €	50 000 €	25 000 €
Réalisé du 1/7/2021 au 30/4 2022		15 686 €	
Estimé du 1/5 au 30/6/2022		0 €	
Total	25 000 €	15 686 € (1)	-9 314 €

(1) Coûts de la formation « référents de parcours – à visée insertion professionnelle » 15 686 €

1.4.6 / Indicateurs

Indicateurs	Situation mi-2021 du Département	Résultat du Département en 10 mois Au 30/4/2022	Justification des écarts le cas échéant	Projection au 30/6/2022
Taux de couverture de 1 ^{er} accueil inconditionnel	100 %	100 %		100%
Nb de structures ou lieux effectivement engagés dans l'accueil inconditionnel	13 (les CMS du CD)	15 (les CMS du CD) + CCAS B & LPEV	+ 2 structures- sites	15
Nb d'agents formés à l'accueil inconditionnel	22	22 (1)		22
Nb d'agents formés au nouveau logiciel / accueil	0	63 (1)	1 ^{er} niveau format° environnement général IODAS(1)	63
Nb de personnes reçues dans le cadre de l'accueil inconditionnel (CD et hors CD)	ND	ND	Indicateur liée au nouveau logiciel en cours de déploiement	ND
Nb de structures hors CD qui déclarent s'engager dans la démarche	ND	22		22

(1) Décompte des seuls personnels du Département

Formations des travailleurs sociaux

Pour répondre aux attentes de l'Etat est repris ci-dessous, le tableau des formations dont ont bénéficié les travailleurs sociaux du Département au cours de l'année 2021-2022.

	Thème	Nb personnes formées via CNFPT	Nb personnes formées, via financement spécifique	Obs.
Formation des Travailleur sociaux	Numérique	63		(1)
	Participation de personnes			
	Développement social			
	« Aller vers »	8		
	Territoires	2		(1)
	Insertion Professionnelles			48 (2)

(1) Formations valorisées sous le 1.4/ « Accueil inconditionnel de proximité » ci-dessus. Les possibilités de formations ont été très largement perturbées par la pandémie.

(2) Formations décrites sous l'action « référent de parcours » mais dont les contenus vise majoritairement les actions à visée insertion professionnelle

EXPLICATION DE LA NON ATTEINTE DES INDICATEURS

- Les effets de la pandémie ont notablement perturbé le programme de travail sur cet axe, Puis les problématique de paramétrages rencontrées par l'éditeur de l'outil numérique IODAS, n'ont pas permis, à ce jour, la mise en service du progiciel élargie à l'ensemble du territoire suite à l'expérimentation menée sur le territoire de la Jeune Loire. L'action reste donc en en cours
- Les formations des agents notamment d'accueil, sont programmées à l'automne 2022. Elles seront assurées par le CNFPT (sans couts directs).

1.5. Refonder et revaloriser le travail social au service de toutes les familles – Référent de parcours

1.5.1 / Point sur l'existant mi 2021

- Formation à la démarche « Référent de parcours » des travailleurs sociaux.
- Appui financier pour le renforcement des fonctions de référents de parcours des personnels d'encadrement (CIP notamment) dans les ACI.
- Présentation du guide d'appui à la mise en œuvre de la démarche de référent de parcours
- Participation des partenaires aux Espaces de Concertation Territoriaux qui contribuent et facilitent la démarche de référent de parcours

1.5.2 / Rappel de l'objectif 2021-2022

- Articulation entre l'accueil social inconditionnel de proximité et la démarche de référent de parcours
- Conférence partenariale départementale ,
- Densification des liens avec les ACI et leurs référents de parcours
- Formation « Référent de parcours » intégrant le personnel des partenaires
- Renforcer l'action des référents de parcours au sein des Ateliers et Chantiers d'Insertion (ACI).

1.5.3 / Avancées réalisées en 2021-2022

- L'accompagnement renforcé par les référents socio-professionnel du Département (7 ETP de CIP) sur l'action « ADIP » se poursuit fois poursuivi, avec les adaptations rendues nécessaires par la COVID (renforcement des échanges numériques et téléphoniques, disparition des informations collectives ...) pour plus de 400 personnes sur la période.
- Poursuite des Espaces de Concertation Territoriaux avec les partenaires ;
- Formations « Référent de parcours » intégrant des personnels des partenaires
- Les ACI bénéficiant de l'appui financier du Département ont, vu leurs effectifs de salariés en insertion progresser, ainsi l'accompagnement-type référent de parcours, bénéficiant à l'ensemble de leurs salariés en insertion, a concerné plus de personnes que sur l'année précédente, et les résultats en « sorties positives » sont maintenus à 60% et plus.

1.5.4 / Budget

	Part Etat	Charge CD brute / conventionnée	Part CD Nette
Budget prévisionnel	74 104 €	148 208 €	74 104 €
Réalisé du 1/1 au 30/4/2021		459 029,32 €	
Estimé du 1/5 au 30/6/2021		164 779,48 €	
Total	74 104 €	623 808,80 €	549 704, 80 €

(1) Montant total de l'appui financier versé aux ACI en 2021-22 = 620 838.80 € + Tps de travail sur les ECT (11 X 3 h X 3 personnes x 30€)= 2 970 €. A noter la dépense correspondante à l'action « ADIP » des 7 CIP du Département n'est pas comptabilisée car financée sur des fonds européens (FSE).

1.5.5 / Indicateurs

	Situation mi 2021 de Département	Résultat du Département sur 10 mois au 30/4/2022	Justification des écarts le cas échéant	Projection au 30/05/2022
Outils visant à mobiliser les partenaires vers référent de parcours		Espaces de Concertation Territoriaux mensuels -formation « référent de parcours »)		
Nb d'intervenants sociaux formés référent de parcours	7 +13 = 20	7 + 14 CIP des ACI + 27 = 48		48
Nb de personnes réellement accompagnées par un référent de parcours	550	450 +534 = 984		1 000

Commentaires : Les personnes accompagnées par les CIP-Travailleurs sociaux de l'équipe insertion du Département (450 sur la période c/ 348 en 2020, soit une forte hausse), bénéficient donc, dans le cadre de cette action d'un référent de parcours, qui est au centre de l'ensemble des actions, échanges avec les partenaires, prestataires afin d'assurer la coordination de l'accompagnement. Les salariés en insertion (534 personnes dont 223 ex bénéficiaires du rSa) dans 14 ACI, ont quant à eux bénéficié d'un suivi par leur référent-CIP au cours de 2021-2022. Enfin les personnes suivies par les 27 nouveaux référents formés à cette démarche, n'ont pas pu être comptabilisés.

Les objectifs visés sont atteints.

1.6 / Développer la mobilité des demandeurs d'emploi

1.6.1 FINALITE

Nouvel axe d'initiative Etat sur l'avenant 2021-2022, dont la finalité est le renforcement des diagnostics et accompagnements individuels à la mobilité pour les publics précaires, afin de contribuer à lever ce frein à leur insertion, professionnelle ou sociale.

1.6.2 Rappel des objectifs 2021-2022

Accroître le nombre de diagnostics (100) et accompagnements individuels à la mobilité (250).

1.6.3/ Réalisé 2021-2022

Conclusion début 2022 d'une convention complémentaire avec le partenaire majeur de la mobilité, FIT, permettant notamment d'augmenter le nombre de prescriptions pour des diagnostics mobilité, mais encore de conforter la capacité à réaliser les autres accompagnements individuels (permis / hors permis ...).

1.6.4 / Budget

	Part Etat	Charge CD brute / conventionnée	Part CD Nette
Budget prévisionnel	12 500 €	25 000 €	12 500 €
Réalisé du 1/7/2021 au 30/4/2022		25 000 €	
Estimé du 1/5 au 30/6/2022			
Total	12 500 €	25 000 €	12 500 €

Commentaires : dépense constituée du prorata (70%) du 1^{er} semestre du financement conventionnel complémentaire 2022, dont le total annuel est de 70 000 €.

1.6.5 Indicateurs

	Situation mi 2021 du Département	Résultat du Département sur 10 mois au 30/04/2022	Justification des écarts le cas échéant	Projection au 30/06/2022
Nb de diagnostics mobilité sur Dde Département	ND	62	(1)	74
Nb total d'accompagnement à la mobilité	ND	249 (2)	(2)	290

Commentaires – Explications :

- (1) Soit 101 diagnostics réalisés du 1/7 au 30/4 dont 61% prescrits par les travailleurs sociaux (pour des brSa / non compris certaines prescriptions de Pôle emploi pouvant concerner des brSa). La convention complémentaire avec le prestataire FIT n'a pu être conclue qu'à compter de 2022. Son effet d'accroissement des accompagnements individuels est donc limité à 6 mois sur la durée de cet avenant, expliquant le léger différentiel avec 74 diagnostics sur un objectif de 100.
- (2) Donnée regroupant l'ensemble des diagnostics, des positionnements permis, des accompagnements mobilité hors permis et des orientations individuelles vers le garage solidaire. L'objectif global de 250 pour 2021-2022 est donc dépassé.

2. Mesures à l'initiative du département

2.1. Action 1– Coordination Mobilité

2.1.1 / Point sur l'existant mi-2021

- Renforcement de l'appui au garage solidaire suite au sinistre
- Constat d'un manque de lisibilité sur l'existant en matière d'actions mobilité sur le département ; la mobilité est un frein important dans le département rural qu'est la Haute-Loire.
- Nécessité de coordonner les partenaires pour une meilleure connaissance de l'existant afin d'apporter une solution financière avec réel impact

2.1.2 / Rappel de l'objectif 2021-2022

- Créer un comité de coordination (table-ronde) pour accroître l'efficacité du traitement des demandes d'aides financières par les partenaires et financeurs ;
- Poursuite et développement du soutien financier aux partenaires (Garage solidaire) pour accroître l'offre de services sur ce champ (achats, locations, réparations) ainsi qu'aux personnes en précarité grâce aux aides financières directes (assurances, réparations, permis...)
- Former, sensibiliser et développer les modes de déplacement alternatifs, notamment avec FIT formation.
 - Réalisation d'une étude diagnostic à l'échelle du territoire préfigurant des solutions adaptée favorisant la mobilité des personnes en insertion (projet plateforme / table ronde des financeurs

2.1.3 / Avancées réalisées en 2021-2022 :

*/Fonctionnement effectif de la commission partenariale (*partenaires et financeurs*) avec le Secours catholique, le Secours populaire, la Croix rouge, Emmaus, FIT), qui étudie en commun les demandes d'aides financières (dont celles mobilité) avec plus d'efficacité mais aussi de rigueur, ce qui rationalise et optimise les décisions conjointes pour répondre complètement aux demandes, ou dans certains cas les rejeter.

*/Poursuite et renforcement des soutiens financiers aux partenaires (FIT et Garage solidaire)

*/Hausse modérée du nombre des demandes d'aides financières mobilité, après la forte baisse de 2020 (COVID).

*/ L'étude diagnostic territorial sur la mobilité, est en cours de lancement, les travaux préparatoires envisagés avec d'autres collectivités partenaires ont ralenti l'établissement du cahier des charges.

2.1.4 / Budget

	Part Etat	Charge CD brute / conventionnée	Part CD Nette
Budget prévisionnel	42 500 €	85 000 €	42 500 €
Réalisé 2020			
Réalisé du 1/1 au 30/4/2021		58 071 € (1)	
Estimé du 1/5 au 30/6 2021		13 614 € (2)	
Total	42 500 €	71 685 € €	29 185 €

(1) Subventions FIT et Garage Solidaire = 40 000 € + Aide fi = 11 971 € + Commission partenariale 3h X 10 réunions * 30€/h = 900 € + 4 Permis ASE valorisé à 5 200 €

- (2) Estimation des dépenses des mois de mai en juin, au prorata du constaté sur les 10 mois précédents (aides directes + permis) & prorata du soutien complémentaire FIT 2022 (total 70 000 €/ pour la partie hors diagnostic et parcours individuels soit 10 000 € pour janvier à juin 2022)

2.1.5 / Indicateurs

	Situation mi 2021 du Département (sur 16 mois)	Résultat du Département sur 10 mois au 30/04/2022	Justification des écarts le cas échéant	Projection au 30/06/2022
Nb d'aides au permis B (dont celle ASE)	1	13 (4)		15 (5)
Nb d'aide au permis (hors ASE)	5	9		1
Montant total des aides mobilité (indiv/subv...)	114 002 €	<u>58 071 €</u>	(1)	71 685 €
Nb total d'aides mobilité / prescriptions garage solidaire	196 / 249 prescriptions	197/ 295 prescriptions	(2)	267 / 400 prescriptions
Etude diagnostic des problématiques de mobilité sur le territoire		0	(1)	0

(1) Baisse du nombre et du montant des aides financières individuelles (effet COVID et rationalisation de la gestion grâce à la commission partenariales), et différé du lancement de l'étude territoriale mobilité (25 000 €).

(2) Hausse notable de l'activité du garage solidaire sur la période, due au nouveau mode opérationnel, suite à l'année 2020 fortement impactée par le sinistre qui n'avait pas permis de réaliser les prestations de d'entretien réparation au cours du second semestre.

EXPLICATION DE LA NON ATTEINTE DES INDICATEURS : Porte sur 2 points

- Le nombre des demandes individuelles d'aide repart à la hausse après la forte baisse de l'an passé, sans retrouver encore le niveau 2019. De plus la mise en place de la « table ronde de partenaires » financeurs qui contribue à une meilleure réponse aux demandes, conduit aussi à une meilleure répartition de l'effort financier, atténuant celui du Département.

- Le différé du lancement de l'étude mobilité qui devrait être effectif à l'été 2022, pour un coût estimé 25 000 € explique le différentiel financier.

2.2. Action 2 - « Médiateur entreprise »

2.2.1 / Point sur l'existant mi-2021

- Extension de l'expérience « GUR » devenu « GEM » sur tout le département
- Relance de l'activité du GEM en dépit du contexte défavorable au travers du développement de nouveaux partenariats avec : l'AFPA (contrats de professionnalisation permettant notamment aux brSa de monter en compétence pour faciliter leur insertion professionnelle (pose de menuiserie / plomberie) ; la CAPEB sur le domaine du bâtiment ; l'UMIH sur le secteur de l'hôtellerie restauration.

-

2.2.2 / Rappel de l'objectif 2021 - 2022

- Confortement et développement du dispositif sur l'ensemble du département après son extension.

2.2.3 / Avancées réalisées en 2021-2022

- Relance du dispositif et des partenariats (54 entreprises concernées) avec plus de 200 offres d'emploi traitées qui ont permis le positionnement de 178 personnes pour 17 embauches (20 projetées au 30/06/2022) dont seulement 3 brSa.
- Le projet d'une plateforme-emploi avec outil numérique support à l'action du GEM reste pour l'heure différé.

2.2.4 / Budget

	Part Etat	Charge CD brute / conventionnée	Part CD nette
Budget prévisionnel	14 000 €	28 000 e	14 800 € (2)
Réalisé du 1/7/2021 au 30/4/2022		51 400	
Projection au 30/06/2022			
Total	14 000 €	51 400 €	37 400 €

(1) Temps de travail CIPRO + frais de fonctionnement = 61 900 € € (intégré dans les subventions CIPRO 2021 et 2022 à 50% de chaque année)

(2) report de 800 € de 2020-2021 soit 14 800 € d'engagement à financer pour le Département.

2.2.5 / Indicateurs

	Situation mi 2021 du Département	Résultat du Département sur 10 mois au 30/04/2022	Justification des écarts le cas échéant	Projection au 30/06/2022
Nb de postes pourvus via le GUR-GEM	14	17		20
Nb de BRSA ayant retrouvé un emploi de + de 6 mois par l'intermédiaire du GUR-GEM	ND	3		4
Nb de demandes spécifiques en provenance des entreprises adressées au GUR-GEM	27	214		250

Commentaires : Après l'année 2020 fortement impactée par la pandémie, le GEM a repris son action et enregistre une forte hausse de ses résultats avec plus de 200 offres d'emploi traitées (contre 27 en 2020-21), s'expliquant par un contexte économique porteur notamment sur le début 2022. Cependant le nombre de poste pourvus reste encore modeste (*moins de 10%*) notamment par le fait qu'un nombre important de candidats positionnés ne se présentent pas aux entretiens, en dépit des relances faites par le GEM. Les contraintes spécifiques des métiers en tension, notamment l'hôtellerie restauration pouvant être une des explications.

2.3. Action 3 - Promotion médiation sante

2.3.1 / Point sur l'existant mi-2021

Poursuite de la montée en charge de la seconde action « Velay », recherche concertée avec le Département et d'autres partenaires (Ville du Puy, CPAM) pour disposer d'une permanence physique pour l'infirmier d'ISBA..

2.3.2 /Rappel de l'objectif 2021-2022

Poursuite du dispositif d'accompagnement à la santé sur les territoires « Lafayette » et « Velay » action avec le partenaire ISBA santé devant conduire en année pleine, à 130 personnes en précarité accompagnées.

Evaluer les dispositifs en cours et envisager leur développement ainsi que celui d'actions satellites, dans le cadre du principe d'accès aux droits – Santé., afin de faciliter l'accès aux soins des personnes en précarité, éloignées des parcours de santé ce qui constitue un frein à leur insertion sociale et/ou professionnelle.

2.3.3 /Avancées réalisées en 2022

Fonctionnement à plein des deux actions, dotées chacune d'un infirmier à temps plein assurant les accompagnements à la santé. Avec un dépassement des objectifs prévus, puisque plus de 200 personnes auront été accompagnées sur les 12 mois considérés. Les objectifs sont atteints

2.3.4 /Budget

	Part Etat	Charge CD brute / conventionnée	Part CD nette
Budget prévisionnel	15 000 €	30 000 €	15 000 €
Réalisé au 30/04/2022		30 000 €	
Estimé du 1/5 au 30/6/2022			
Total	15 000 €	30 000 € (1)	15 000 €

(1) Subventions à ISBA Santé au titre de l'année 2021 = 15 000 € « Lafayette » + 15 000 € « Velay »

2.3.4 Indicateurs

	Situation mi 2021 du Département (sur 16 mois)	Résultat du Département sur 10 mois au 30/04/2022	Justification des écarts le cas échéant	Projection au 30/06/2022
Nb de bénéficiaires de l'action ISBA (ensemble Lafayette & Velay)	61	98		120
Nb de visites à domicile (ensemble Lafayette & Velay)	168	387		460
Nb d'accompagnements physiques (ensemble Lafayette et Velay)	208	317		370

Commentaires : les deux actions ont concernées plus bénéficiaires qu'envisagé, témoignant du bon fonctionnement du dispositif, qui se situant en aval des bilans de santé organisés par la même structure permet, aux personnes en précarité qui ont besoin, de bénéficier de cet accompagnement à la santé

3. Conclusion Générale

La montée en charge et le développement des actions sur les différentes mesures restent, au terme du CALPAE, différenciés. Toutes les actions ont été impactées par la crise sanitaire Covid-19 (confinements et effets généraux sur l'environnement socioprofessionnel) qui a engendré des retards dans l'avancée comme dans l'atteinte des résultats, en termes de dépenses comme d'indicateurs.

Au final, l'avenant négocié et signé pour la période 2021-2022 nécessite que ce bilan présente, en complément des 10 mois écoulés à la date des mesures effectives des dépenses comme des indicateurs de réalisation, que soient ajoutées les estimations pour mai et juin 2022.

Globalement la déclinaison du « Plan Pauvreté » sur l'année 2021-2022 est très satisfaisante.

2.3.4.1 Récapitulatif Financier : 2021-2022

Finances	Part Etat	Charge CD brute/ conventionnée	Part nette CD
Budget prévisionnel	363 104 €	693 751 €	363 904 €
Total (estimation mai & juin include)	363 104 €	1 219 730,80 €	856 626,80 €

Commentaires : La dépense totale du Département sur la période 2021-2022 dépasse largement le montant conventionné excédant ainsi la règle de parité conventionnelle.

Cependant des écarts à la baisse apparaissent sur deux mesures : « Le 1^{er} accueil inconditionnel de proximité » et de façon plus modeste sur la « Mobilité initiative département », par rapport au projet.

Les écarts « 2021-2022 » résultent de deux facteurs principaux que sont :

- La réalité de l'engagement du Département et des coûts assumés sur l'ensemble des items (bien au-delà du conventionné sur certains items tels : l'Orientation des brSa ; La garantie d'activité et l'accompagnement global ; Les référents de parcours..., et inférieur sur d'autres (Le 1^{er} accueil inconditionnel et la mobilité/ Département)).
- Pour ces dernières, des différés dans la réalisation d'actions, étude mobilité territoriale (prévue pour l'été 2022) et difficultés de paramétrage du logiciel support de l'accueil inconditionnel de proximité expliquent ces écarts.

Fait au Puy en Velay, le 19 mai 2022

Le chef du service Administratif et Financier
de la Cohésion sociale .

Thierry DEYRIES

DÉLIBÉRATION DE L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

Séance ordinaire publique du 20 juin 2022

30 - HABITAT INCLUSIF : LANCEMENT D'UN APPEL A MANIFESTATION D'INTERET POUR LA MISE EN OEUVRE DE L'AIDE A LA VIE PARTAGEE

Direction : Direction de la Vie Sociale

Service instructeur : Direction de la Vie Sociale

Délibération n ° : CD200622/30J

Le 20 juin 2022, l'Assemblée départementale, régulièrement convoquée, s'est réunie à l'Hôtel du Département sous la présidence de Marie-Agnès PETIT, Présidente du Département.

- Présents : 31 -Absent(s) excusé(s) : 5 - Absent(s) ayant donné pouvoir : 2

Le quorum et les délégations de vote ayant été vérifiés,

L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

VU l'article L 3211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les articles L281-1 à L281-2-4 et L 312-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

CONSIDERANT le rapport PIVETEAU-WOLFROM remis en juin 2020 au Premier Ministre : "Demain je pourrai choisir d'habiter avec vous" exposant l'essor des formules innovantes d'habitat regroupé ou d'habitat partagé,

CONSIDERANT la circulaire interministérielle N° DGCS/SD3A/DHUP/DGCL/2021/191 du 6 septembre 2021 relative au plan interministériel de développement de l'habitat inclusif,

Après avoir entendu le rapport présenté par Madame Florence TEYSSIER et après en avoir délibéré :

- **APPROUVE le lancement d'un Appel à Manifestation d'Intérêts (en PJ)** à destination des porteurs de projets d'habitat inclusif conventionnés visant à la mise en œuvre de l'Aide à la Vie partagée (AVP) ;

- **VALIDE le calendrier de mise en œuvre de l'AVP** suivant :
 - o Retour des candidatures avant le 19/08/2022
 - o Modification du Règlement départemental d'Aides Sociales (RDAS), validation des sommes allouées, signature d'une convention spécifique entre la CNSA et le Département, validation de l'ensemble des conventions liant la collectivité aux porteurs de projets avant le 31/12/2022.

Adopté à l'unanimité des membres présents ou représentés.

Identifiant de télétransmission
043-224300012-20220620-260584-DE-1-1

**Pour la Présidente,
le Directeur Général
des Services du Département par intérim**

Date de réception en préfecture :
22 juin 2022

Date de publication :

Signé Eric CHANAL

Appel à manifestation d'intérêt

Pour la mobilisation de l'aide à la vie partagée (AVP) au bénéfice des personnes âgées et des personnes en situation de handicap dans le cadre du déploiement d'habitats inclusifs

Autorité responsable de l'appel à manifestation d'intérêt :

Département de la Haute-Loire
1, place Monseigneur de Galard - CS 20310
43009 LE PUY EN VELAY Cedex

Date de publication de l'avis d'appel à manifestation d'intérêt : 21 juin 2022

Date limite de dépôt des projets : 19 août 2022

A l'adresse suivante : Hôtel du Département – Direction de la vie sociale – Pôle Autonomie – 1 place Monseigneur de Galard – CS 20310 – 43009 LE PUY EN VEALY Cedex

Avec le soutien financier de la



Table des matières

1. Contexte de l'AMI.....	3
2. Textes et documents de référence.....	3
Textes de référence.....	3
Documents nationaux	4
Documents locaux	4
3. Objet de l'appel à manifestation d'intérêt.....	4
Objectif de l'AMI.....	4
Définition de l'habitat inclusif	4
Définition de l'aide à la vie partagée (AVP).....	5
Personnes pouvant bénéficier de l'aide	6
Types d'habitats concernés	6
Le projet de vie sociale et partagée	7
Porteurs de projet éligibles	8
Territoire d'intervention	8
Durée du conventionnement	9
4. Modalités d'instruction et de sélection des projets.....	9
5. Modalités de dépôt et composition des dossiers de candidature	9
Composition du dossier.....	9
Dépôt du dossier et calendrier	9
RGPD – Données personnelles	10
6. Calendrier de l'appel à manifestation d'intérêt	10
7. Annexes	10
Annexe 1 : les critères de sélection des dossiers	11
Annexe 2 : les critères de modulation de l'aide	12
Annexe 3 : dossier de candidature	13
Annexe 4 : liste des pièces à joindre	16

1. Contexte de l'AMI

La loi de 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées a eu pour objectif une meilleure insertion dans la société française des personnes handicapées, quel que soit le type de leur handicap, en leur permettant l'accès aux mêmes droits que chaque citoyen, en rendant accessibles tous les lieux de la vie publique.

Depuis plusieurs années, les personnes en situation de handicap et les personnes âgées expriment leur volonté de vivre « chez elles » malgré leur handicap ou leur perte d'autonomie. De nouveaux modes d'habitats regroupés se sont développés sans cadre juridique spécifique, à l'initiative de différents acteurs publics ou privés pour répondre aux attentes de ce public.

Plus récemment, la crise sanitaire a mis en lumière de façon accrue la nécessité de renforcer les solutions d'habitat entre le domicile et l'établissement.

Dans le cadre de la Conférence des financeurs de l'habitat inclusif, le Département de la Haute-Loire en lien avec la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) lance un appel à manifestation d'intérêt pour l'attribution d'une aide à la Vie Partagée (AVP) au bénéfice des personnes âgées et des personnes en situation de handicap habitant au sein d'un logement qualifié d'habitat inclusif.

L'objectif est de soutenir, via la création d'une aide individuelle versée au porteur du projet partagé, l'innovation et le développement de nouvelles formules intermédiaires à la vie à domicile et à la vie en établissement.

Cette offre d'habitat « accompagné, partagé et inséré dans la vie locale », doit garantir inclusion sociale et vie autonome, dans un environnement adapté et sécurisant.

2. Textes et documents de référence

Textes de référence

- L'article 20 de la loi du 28 décembre 2015 d'adaptation de la société au vieillissement (ASV) donnant « l'autorisation pour les bailleurs sociaux d'attribuer en priorité à des personnes en perte d'autonomie liée à l'âge ou au handicap des logements construits ou aménagés spécifiquement » ;
- L'article 129 de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (loi ELAN), donnant une définition de l'habitat inclusif au sein de l'article L. 281-1 du CASF et créant un forfait habitat inclusif pour le financement du projet de vie sociale partagée par l'article L. 281-2 du CASF ;
- L'article L.281-2-1 du code de l'action sociale et des familles précisant les conditions d'attribution de l'aide à la vie partagée ;
- Le décret n° 2019-629 du 24 juin 2019 relatif aux diverses dispositions en matière d'habitat inclusif pour les personnes handicapées et les personnes âgées mentionné au titre VIII du livre II du code de l'action sociale et des familles ;
- L'arrêté du 24 juin 2019 relatif au modèle de cahier des charges national du projet de vie sociale et partagée de l'habitat inclusif ;
- L'instruction interministérielle du 4 juillet 2019 relative aux modalités de mise en œuvre du « forfait pour l'habitat inclusif » prévu par le décret n° 2019-629 du 24 juin 2019 ;

- L'Article 34 de la loi de financement de la sécurité sociale de 2021 publiée le 14 décembre 2020.
- L'instruction interministérielle du 6 septembre 2021 relative au plan interministériel de développement de l'habitat inclusif .

Documents nationaux

- Le rapport Piveteau-Wolfrom remis en juin 2020, « Demain je pourrai choisir d'habiter avec vous » ;
- Le guide de l'habitat inclusif pour les personnes handicapées et les personnes âgées, DGCS/CNSA - novembre 2017 ;
- Le cahier pédagogique de l'Habitat inclusif - août 2021 – CNSA (mise à jour mars 2022).

Documents locaux

- Plan Départemental de l'Habitat
- Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées
- Schéma départemental en faveur des personnes âgées
- Schéma départemental en faveur des personnes en situation de handicap
- Programme Local de l'Habitat de la CA du Puy-en-Velay

3. Objet de l'appel à manifestation d'intérêt

Objectif de l'AMI

L'objectif de l'AMI 2022 vise à sélectionner l'ensemble des porteurs de projets qui signeront une convention d'Aide à la Vie Partagée avec le Département de la Haute-Loire, pour une durée de 7 ans maximum. Pour cela, publié en juillet, l'AMI 2022 a un double objectif :

- Sélectionner les porteurs de projets candidats à une convention d'Aide à la Vie Partagée entre 2023 et 2029 en fonction des besoins et des priorités du territoire.
- Etablir le montant de l'AVP à attribuer par personne en fonction du niveau d'intensité du Projet de Vie Sociale et Partagée

Définition de l'habitat inclusif

L'habitat dit « inclusif » vise à créer une nouvelle offre à destination des personnes en situation de handicap ou des personnes âgées, alternative à l'offre institutionnelle en établissement autorisé. Tel que mentionné à l'article L.281-1 du code de l'action sociale et des familles, l'habitat inclusif est un habitat accompagné, partagé et inséré dans la vie locale. Il constitue la résidence principale de la personne, c'est-à-dire son lieu de vie ordinaire. Relevant du droit commun et fondé sur le libre choix de la personne, l'habitat inclusif s'inscrit en dehors de tout dispositif d'orientation sociale ou médico-sociale.

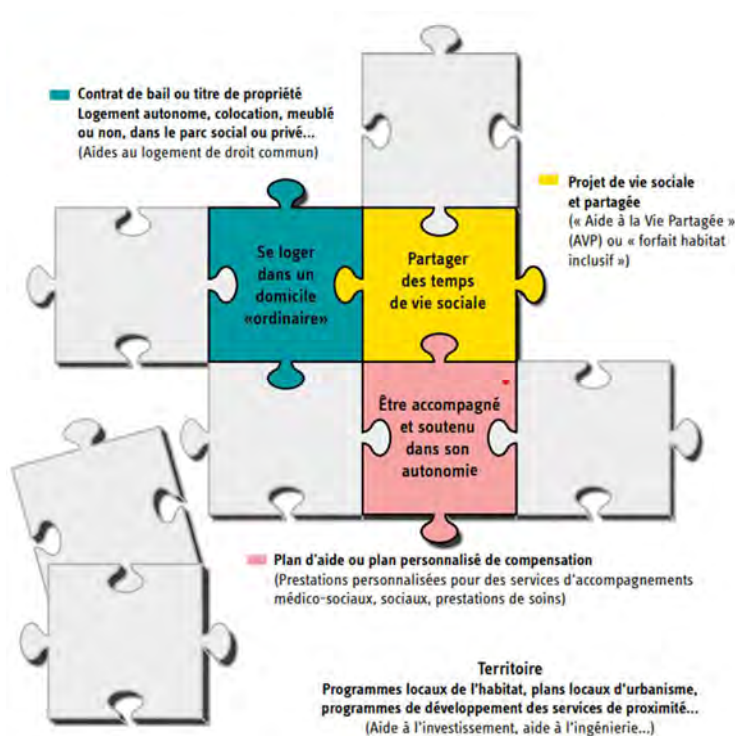
Il s'agit d'ensembles à taille humaine de logements indépendants, caractérisés par des espaces de vie individuels associés à des espaces de vie partagés, dans un environnement adapté, sécurisé et à proximité de services (services publics, transports, commerces, établissements sanitaires,

établissements sociaux et médico-sociaux). Ce mode d'habitat regroupé est assorti d'un projet de « vie sociale et partagée » (loi ELAN, 2018). L'intervention régulière de professionnels salariés chargés de l'animation, de la coordination et de la régulation du vivre ensemble est prévue dans le logement. Ces professionnels ne résident pas forcément sur place et interviennent en fonction des besoins.

L'article L.281-2-1 du code de l'action sociale et des familles permet aux départements volontaires de verser une nouvelle prestation individuelle aux personnes âgées ou aux personnes en situation de handicap vivant dans un habitat inclusif dont le porteur du projet partagé a signé une convention avec le Département. L'aide à la vie partagée (AVP) est destinée à remplacer par une aide individuelle l'actuel financement aux opérateurs ayant obtenu le forfait habitat inclusif de l'agence régionale de santé.

L'offre d'habitats inclusifs se développe dans le cadre de partenariats multiples et variés impliquant des bailleurs sociaux, des collectivités, des associations, des mutuelles, des opérateurs privés ou encore des gestionnaires d'établissements et services sociaux et médico-sociaux.

L'habitat inclusif repose sur 3 grands principes :



Définition de l'aide à la vie partagée (AVP)

L'AVP est une aide individuelle concourant à solvabiliser les personnes faisant le choix d'habiter dans un habitat inclusif. L'aide est destinée à financer l'animation de l'Habitat Inclusif, la coordination du projet de vie sociale et partagée et la régulation du « vivre ensemble », à l'intérieur comme à l'extérieur de l'habitat (entourage, voisinage, services de proximité).

Elle n'a pas vocation à financer l'accompagnement individuel de la personne pour la réalisation des actes de la vie quotidienne (aide à l'autonomie et surveillance), ni le suivi des parcours individuels ou la coordination des interventions médico-sociales. Elle n'a pas non plus vocation à financer des activités de prévention de la perte d'autonomie.

L'AVP est destinée à remplacer l'actuel financement alloué aux habitats inclusifs, appelé forfait habitat inclusif. Les occupants d'un habitat, reconnu habitat inclusif par le Département pourront bénéficier d'une aide à la vie partagée leur permettant de financer le projet de vie sociale et partagée.

L'AVP est versée directement à la personne morale chargée d'assurer le projet de vie sociale et partagée dont les actions collectives seront dédiées exclusivement aux co-habitants ayant choisi de vivre dans cet habitat inclusif.

Le bénéfice de cette aide est subordonné à la signature, au titre des logements concernés, d'une convention entre le Département et la personne morale porteuse du projet de vie sociale et partagée (d'une durée de 7 ans maximum).

Le montant de l'AVP est fixé au regard de l'intensité du projet de vie sociale et partagée défini avec les habitants. Le montant de l'aide à la vie partagée versé est compris entre 4 000 et 10 000 € par an et par place et pourra être modulée en fonction du contenu du projet (détail en annexe 2) :

Personnes pouvant bénéficier de l'aide

Les personnes éligibles à l'AVP sont :

- Les personnes handicapées, sans limite d'âge, qui bénéficient d'un droit ouvert à la MDPH (AAH, PCH, RQTH, CMI, orientation ESMS, etc.) ou d'une pension d'invalidité délivrée par la CPAM, et sans condition de ressources.
- Les personnes âgées de plus de 65 ans relevant d'un Groupe Iso Ressources (GIR) de 1 à 6 et sans condition de ressources.

Pour bénéficier de l'aide, les personnes doivent habiter dans un habitat inclusif, dont le porteur de projet a signé une convention avec le Département de la Haute-Loire.

L'entrée dans un habitat inclusif est fondée sur le libre choix. Elle s'inscrit en dehors de tout dispositif d'orientation sociale ou médico-sociale (orientation MDPH ou GIR) et est indépendante de toute attribution d'aides à l'autonomie, que ce soit la prestation de compensation du handicap (PCH) ou l'allocation personnalisée d'autonomie (APA).

Types d'habitats concernés

La dimension de vie partagée, qui définit fondamentalement l'habitat inclusif, peut prendre plusieurs formes dans l'habitat :

- Un logement, meublé ou non, loué dans le cadre d'une colocation ; dans ce cas les différentes chambres sont les espaces privés, tandis que la ou les pièces destinées à la vie commune à l'intérieur du logement (ex : salon et/ou cuisine) représentent les espaces de vie partagée.
- Un ensemble de logements autonomes destinés à l'habitation, meublés ou non, en cohérence avec le projet de vie sociale et partagée et situés dans un immeuble ou dans un groupe d'immeubles comprenant des locaux communs affectés aux temps de vie partagés. Dans ce cas, les logements sont entièrement privés, tandis que le ou les espaces de vie partagée sont extérieurs aux logements.

Les habitants peuvent être propriétaires, locataires ou sous-locataires.

L'habitat peut être constitué :

- Dans le parc privé dès lors que la conception du logement ou de l'immeuble ou du groupe d'immeubles permet de répondre aux exigences de l'habitat inclusif ;
- Dans le parc social ; l'habitat inclusif doit alors se constituer dans le respect des règles de droit commun, mais des autorisations spécifiques peuvent être accordées pour faciliter les attributions. À noter également que la colocation dans le parc social a été rendue possible par l'article 128 de la loi ELAN.

L'implication des habitants dès la phase de conception des espaces devra être privilégiée lorsqu'elle est possible. Au sein des espaces communs ou des logements, en sus des aménagements ergonomiques nécessaires, l'habitat pourra comporter des équipements, par exemple en matière de domotique, adaptés aux besoins des personnes.

L'article L. 281-1 du CASF, créé par la loi ELAN, et selon la règle de non-cumul avec d'autres financements de l'Etat, l'habitat inclusif **ne peut pas être constitué dans** :

- Un logement individuel ou dans la famille ;
- Un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes, dont les petites unités de vie ;
- Un établissement ou service social ou médico-social (ESMS), y compris les unités des établissements dits hors les murs, ou à domicile, ni un dispositif d'accueil temporaire ;
- Une résidence autonomie ou une résidence service ;
- Une maison d'accueil spécialisé ;
- Un foyer d'accueil médicalisé ;
- Un foyer de vie ou un foyer d'hébergement ;
- Une résidence sociale ou une maison-relais/pension de famille ;
- Une résidence accueil ;
- Une résidence hôtelière à vocation sociale ;
- Une résidence universitaire.

Le projet de vie sociale et partagée

Le porteur de l'habitat inclusif est chargé d'élaborer le projet de vie sociale et partagée, en organisant sa rédaction et sa mise en œuvre avec les habitants. Le porteur doit veiller à ce que le contenu de ce projet soit conforme aux souhaits exprimés par les habitants, adapté aux caractéristiques des situations de handicap ou de perte d'autonomie liée à l'âge et tienne compte de l'environnement dans lequel il s'inscrit.

Les fonctions susceptibles d'être financées par l'AVP relèvent de cinq domaines :

- La participation sociale des habitants, le développement de la citoyenneté ;
- La facilitation des liens d'une part entre les habitants (réguler les conflits, gérer les événements particuliers comme les décès, les arrivées, les départs, etc.) et d'autre part entre les habitants et l'environnement proche dans lequel se situe l'habitat (réguler le « vivre ensemble », faciliter les liens avec le voisinage, les services de proximité, faciliter l'utilisation du numérique, etc.) ;
- L'animation des activités et des temps partagés, la gestion et la régulation de l'utilisation partagée des espaces communs, voire des circulations, ainsi que la programmation de sorties, achats, visites, interventions culturelles, sportives, fêtes, événements de type familial, ou au sein du collectif ;

- La coordination au sein de l'habitat des intervenants permanents et ponctuels, en jouant un rôle d'alerte/vigilance, de veille ou de surveillance bienveillante pour la sécurité des habitants dans tous les domaines (logement, approvisionnement, etc.) ;
- L'interface technique et logistique des logements avec le propriétaire (selon convention) et selon le contenu de la prestation de service.

Le porteur peut employer un animateur pour aider à la mise en œuvre du projet partagé. Ce salarié, dont l'intervention pourra faire l'objet d'un financement par l'AVP, sera en charge de l'animation, la coordination et la régulation du « vivre ensemble », à l'intérieur comme à l'extérieur de l'habitat.

S'il peut, par sa proximité avec les habitants, remplir une fonction d'appui aux parcours de vie, il n'a pas la charge de l'accompagnement individuel des habitants au titre du soutien à l'autonomie. Les personnes handicapées et les personnes âgées peuvent en effet avoir besoin d'un accompagnement pour réaliser certains actes essentiels de la vie courante : se lever, s'habiller, se coucher, se laver, se nourrir, aller aux toilettes, se déplacer. Ces aides individuelles se distinguent donc de celles relatives à « l'animation du vivre ensemble ». Le porteur peut alors prévoir un partenariat avec un ou des acteurs médico-sociaux (SAAD, SSIAD, SAVS...) - auxquels les personnes pourront librement décider de faire appel ou non.

Pour mettre en œuvre des actions, activités ou événements conviviaux prévus avec les habitants, le coordonnateur peut se reposer sur d'autres acteurs, notamment associatifs, proposant des activités culturelles, sportives, citoyennes ou de loisirs. Autant que faire se peut, le porteur de projet s'appuiera sur les ressources locales, en lien avec la commune ou les partenaires du Département.

Porteurs de projet éligibles

Les porteurs de projet éligibles peuvent être :

- une association,
- un organisme HLM,
- une personne morale de droit privé à but lucratif,
- une collectivité territoriale,
- la CARSAT ou la MSA.

Un projet d'habitat inclusif peut être porté par une association qui, en parallèle, gère des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS). L'association devra alors assurer une gestion distincte de l'habitat inclusif et de l'ESSMS (personnel propre de l'habitat inclusif, comptabilité distincte...).

Pour les porteurs de projets bénéficiant d'une convention pour le Forfait Habitat Inclusif avec l'Agence Régionale de Santé (ARS) un bilan de la convention sera effectué en lien avec l'ARS.. Si le projet s'avère conforme au cahier des charges, le projet sera retenu à compter de la date d'échéance du Forfait Habitat Inclusif de l'ARS.

Territoire d'intervention

Cet AMI concerne les projets situés sur le territoire du Département de la Haute-Loire et plus particulièrement les projets de territoires associés au programme « Petites Villes de Demain » ou tout autre programme de développement public (les porteurs peuvent avoir candidaté à l'AMI « Petites Villes de Demain » Habitat Inclusif).

Durée du conventionnement

La convention entre le Département de la Haute-Loire et le porteur de projet est d'une durée de 7 ans. Elle sera signée avant le 31 décembre 2022 mais ne pourra entrer en vigueur qu'au 1^{er} janvier 2023 et à condition de la présence effective des habitants dans le logement.

4. Modalités d'instruction et de sélection des projets

L'instruction des dossiers sera réalisée par les services du Département de la Haute-Loire en lien avec les membres de la Conférence des Financeurs de l'Habitat Inclusif.

L'examen attentif des projets portera sur le respect des présentes recommandations et des critères présentés en annexe 1. Tout projet répondant au cadre réglementaire de l'habitat inclusif présenté ci-avant est éligible. Les critères présentés en annexe sont des critères de sélection qui guideront le choix des projets retenus en cohérence avec la politique départementale de l'habitat et de l'autonomie

Le porteur présentera un calendrier prévisionnel détaillé avec les différentes étapes du projet, notamment les modalités d'arrivée des locataires (date, arrivées successives, début mutualisation...).

5. Modalités de dépôt et composition des dossiers de candidature

Composition du dossier

Le dossier de candidature sera composé de tout document permettant de décrire de manière complète le projet en réponse aux besoins décrits par le cahier des charges.

Chaque candidat devra renseigner le dossier de candidature en joignant les pièces demandées. Il s'agit du même dossier pour tous les porteurs de projet, quel que soit la date d'arrivée des habitants. Il convient d'apporter le maximum de détails dans la mesure du possible compte-tenu de la maturité du projet.

Les porteurs de projets qui auraient plusieurs projets d'habitat inclusif doivent déposer une demande par projet.

Dépôt du dossier et calendrier

L'appel à candidatures fait l'objet d'une publication sur le site internet du Département de la Haute-Loire.

Le dossier de candidature doit être complété et transmis avant le 19 août 2022 à 16h (Horaire d'arrivée de l'email dans la boîte dédiée faisant foi) à l'adresse suivante : divis@hauteloire.fr

Les dossiers ne respectant pas les conditions de présentation, de forme et de délai de transmission décrites ci-dessus ne seront pas recevables et ne seront pas instruits.

RGPD – Données personnelles

Les informations et les données personnelles recueillies dans le cadre de cet AMI sont enregistrées dans un fichier informatisé par le département de la Haute-Loire en vue d'instruire les dossiers de candidatures. Elles sont conservées pendant toute la durée de l'instruction et sont exclusivement destinées aux services du Département et aux membres de la Conférence des Financeurs de l'habitat inclusif.

La nature des données collectées est la suivante : nom, prénom, adresse mail et adresse postale, téléphone de la structure, du représentant légal et des personnes chargées du dossier au sein de la structure. Conformément à la loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'information, aux fichiers et aux libertés, vous avez la possibilité d'exercer vos droits d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement et de révocation de votre consentement.

Afin d'exercer vos droits, vous pouvez vous adresser par courrier postal à l'adresse suivante :
Hôtel du Département – Direction de la vie sociale – 1 place Monseigneur de Galard – CS 20310 – 43009 LE PUY EN VEALY Cedex

Vous pouvez également adresser un courriel à l'attention de la personne Déléguée Protection des Données du Département de la Haute-Loire : dpo@hauteloire.fr

6. Calendrier de l'appel à manifestation d'intérêt

Le calendrier de sélection des candidats est le suivant :

Date de lancement de l'appel à manifestation d'intérêt : 21 juin 2022

Date limite de dépôt de candidature : 19 août 2022 à 16h (Horaire d'arrivée de l'email dans la boîte dédiée faisant foi).

Date de communication des résultats : courant octobre 2022

Sous condition que la candidature du Département de la Haute-Loire soit retenue par la CNSA, les projets sélectionnés donneront lieu à la signature d'une convention conclue entre le Département de la Haute-Loire et les porteurs de projets concernés.

La convention devra être validée par l'Assemblée Départementale. Cette convention aura notamment pour objet de préciser les modalités de versement de l'AVP, les engagements de chacune des parties et notamment les modalités de restitution des actions menées (bilan annuel).

7. Annexes

Annexe 1 : les critères prioritaires de sélection des dossiers

Axes d'analyse	Critères
La concertation et la mobilisation partenariale	<ul style="list-style-type: none"> • La dimension partenariale du projet (s'appuyer sur les ressources existantes et les associer) • Mise en place d'instances de pilotage partenariales au niveau institutionnel / opérationnel (COTECH, COFIL...)
Les modalités d'association des usagers	<ul style="list-style-type: none"> • Association en amont (si possible) • Association régulière au fil de l'eau pour faire évoluer le projet en fonction des besoins des habitants
Le type de public accueilli	<ul style="list-style-type: none"> • Priorité donnée aux projets accueillant une mixité de publics (personnes âgées de plus de 65 ans, personnes en situation de handicap, autres) • Caractère abordable de l'offre (niveau de loyer et charges)
Le nombre d'habitants	<ul style="list-style-type: none"> • Priorité donnée aux projets de moins de 12 logements
Le type de projet immobilier	<ul style="list-style-type: none"> • Priorité donnée à la labellisation de projets existants (notamment aux projets ayant bénéficié du forfait inclusif) • Priorité aux projets de transformation d'une offre existante, de recyclage foncier ou d'acquisition-amélioration
La prise en compte des enjeux liés à la perte d'autonomie	<ul style="list-style-type: none"> • Adéquation du projet architectural (cohérence des locaux et des aménagements avec les spécificités de fonctionnement des personnes) • Présence d'un ascenseur (si immeuble collectif)
L'implantation du lieu	<ul style="list-style-type: none"> • Centre bourg, priorité donnée aux communes PVDD/ACV/ORT • Couverture en termes d'équipements (notamment de santé) et de services • Prise en compte de la mobilité dans le projet • Insertion urbaine du projet • Equilibre territorial et complémentarité des projets avec l'offre déjà existante
L'ancrage local du projet	<ul style="list-style-type: none"> • Soutien de la commune d'accueil (ex - lettre de soutien) • Contribution au développement social local • Cohérence avec les stratégies locales (PDH, PLH, CLS, ...)
Le contenu du projet de vie sociale et partagée	<ul style="list-style-type: none"> • Type et diversité des activités proposées : culture, accès au droit, au numérique, ... • Nombre d'activités proposées • Caractère innovant
La sécurisation du lien	<ul style="list-style-type: none"> • Service minimum de nuit afin d'assurer un service sécuritaire d'alerte en cas d'urgence • Opération située dans le périmètre d'action d'un organisme en capacité d'intervenir dans un délai raisonnable
L'état d'avancement du projet	<ul style="list-style-type: none"> • Entrée du 1^{er} habitant au plus tard le 31/12/2025 • Calendrier prévisionnel du projet
Le modèle organisationnel	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre, profils et missions des intervenants, • Volume total de temps mensuel du ou des intervenants
La viabilité du modèle économique	<ul style="list-style-type: none"> • Equilibre du modèle économique envisagé (capacité financière du candidat, équilibre du budget de fonctionnement et de l'éventuel projet d'investissement, co-financement mobilisés) • Réserve budgétaire en cas de sous-occupation, liste d'attente

Annexe 2 : les critères de modulation de l'aide

Le montant de l'AVP pourra être modulé en fonction des critères suivants :

Le public concerné et la nature des activités mises en place dans le cadre du projet de vie sociale et partagée	Selon le niveau d'autonomie des habitants et de leurs besoins de présence, d'animation et de régulation du vivre ensemble, à l'intérieur et à l'extérieur des logements.
Le nombre de logements constituant l'habitat	Possible majoration de l'aide pour favoriser les projets de petite taille (moins de 5 logements).
Le temps de présence du ou des professionnels chargé(s) d'animer la vie sociale et partagée et leur qualification	Tendre vers la qualité suggère des temps de présence suffisants, des temps de formation régulier, une reconnaissance financière des qualifications.
Les partenariats organisés avec les acteurs locaux pour assurer la mise en œuvre du projet de vie sociale et partagée.	La mobilisation des ressources locales conditionne l'ancrage de l'habitat, de ses occupants et de leur lien au territoire. Elle peut s'avérer complexe et chronophage au quotidien pour les professionnels et bénévoles impliqués et doit être prise en compte.
La recherche de financements complémentaires	Exercice complexe pour les porteurs de projets en amont, mais dont l'effort de diversification constitue une garantie et une exigence de qualité pour le projet de vie sociale lui-même et de sécurisation sur le long terme.

Annexe 3 : dossier de candidature

Dénomination du projet :
Adresse du projet :

Le porteur de projet	
Nom	
Statut	
Date de création	
Gestionnaire d'un établissement social et médico-social (ESMS)	Oui / Non Si oui le ou lesquels
Projet(s) d'habitat(s) inclusif(s) déjà en fonctionnement	Oui / Non Si oui le ou lesquels

Habitants de l'habitat inclusif	
Habitants éligibles à l'aide à la vie partagée (pour les habitats en fonctionnement joindre la liste nominative des personnes)	
Nombre de personnes âgées de plus de 65 ans	
Nombre de personnes en situation de handicap	
Caractéristiques	<i>Spécificité en termes de pathologie ou de type de handicap, moyenne d'âge, perte d'autonomie, travailleur ESAT, mixité éventuelle</i>
Lieu de vie de provenance	<i>Domicile individuel, domicile familial, établissement, logement accompagné, hôpital, autre habitat inclusif, ville d'origine...</i>
Statut des habitants	<i>Propriétaire, locataire, sous-locataire, agrément d'intermédiation locative...</i>
Habitants non éligibles à l'aide à la vie partagée (pour les habitats en fonctionnement joindre la liste nominative des personnes)	
Nombre d'habitants	
Profil des habitants	<i>Jeunes, bénévoles, intervenants, étudiants, services civiques, publics en difficulté, familles...</i>
Procédure de recrutement	<i>Réunions d'information, commission de sélection (composition), critères de choix...</i>
Statut des habitants	<i>Propriétaire, locataire, sous-locataire, agrément d'intermédiation locative...</i>

Caractéristiques de l'habitat inclusif	
Forme de l'habitat inclusif	<i>Habitat groupé, colocation, diffus, intégré dans un immeuble, d'habitation, résidence intergénérationnelle...</i>
Nombre de logements et typologies	<i>T1, T2, nombre de m2, répartition des espaces...</i>
Présence d'un espace partagé	<i>Oui/non ; description ; plans si disponibles</i>
Adaptations du logement aux besoins du public	<i>Équipements, le cas échéant en matière de domotique, et aménagements ergonomiques</i>
Accessibilité du lieu d'habitat	<i>Proximité des transports, commerces, équipements et services</i>
Propriétaire (statut et nom)	<i>Bailleur public, privé, association, collectivité</i>
Type de projet immobilier	<i>Construction neuve, acquisition amélioration, recyclage foncier, offre déjà existante</i>
Localisation du projet	<i>Commune, nombre d'habitants, type de localisation (centre bourg, périurbain, rural...)</i>
Inscription dans un projet de revitalisation	<i>Oui / Non, si oui type de dispositif (PVD, ORT, OPAH...)</i>

Projet de vie sociale et partagée	
Philosophie du projet	<i>Détailler le projet commun : participation des habitants à la vie sociale, à la citoyenneté, facilitation des liens entre les habitants et avec leur environnement, l'animation, la régulation, la coordination l'interface technique et logistique avec le propriétaire...</i>
Participation des habitants (et de leurs aidants) à son élaboration	<i>Modalités d'élaboration et d'évaluation du projet, développement de la capacité d'agir, type de formalisation du projet collectif, modalités d'évolution et d'adaptation au fil de l'eau ...</i>
Recours à un professionnel	<i>Oui / Non Si salarié ou prestataire</i> <ul style="list-style-type: none"> - <i>profil</i> - <i>temps de présence (nombre ETP)</i> - <i>détailler les missions</i>
Partenaires mobilisés et objet du partenariat	<i>Liens créés avec la commune, les structures sanitaires, médicosociales et sociales, associations de familles et d'usagers équipements et services de proximité...</i>

Budget	
Investissement	<i>Coût total de l'investissement (foncier, construction / rénovation, adaptation des logements...) Aides mobilisées et montants</i>
Fonctionnement	<i>Coût annuel de fonctionnement de l'habitat inclusif Reste à charge mensuel pour les habitants Aides mobilisées (APL...) Autres financements de fonctionnement demandés</i>
Affectation de l'aide à la vie partagée	<i>Montant de l'aide à la vie partagée pour les habitants de l'habitat inclusif</i>

Calendrier	
Niveau de maturité du projet	
Date prévisionnelle d'arrivée des habitants	
Calendrier prévisionnel des prochaines étapes du projet	

Annexe 4 : liste des pièces à joindre

- Dossier de candidature complété (annexe 1) ;
- Une note de présentation du projet rédigée en 30 pages maximum, l'objectif est de présenter le projet de manière détaillée et de mettre en valeur sa pertinence au regard des critères de sélection ;
- Calendrier prévisionnel de mise en œuvre et de réalisation ;
- Programme prévisionnel complet de l'aide à la vie partagée ;
- Un relevé d'identité bancaire du porteur de projet ;
- Le budget d'exploitation, le bilan comptable et le bilan financier de la structure porteuse ainsi que les comptes annuels consolidés : bilan consolidé comptable et financier, copie du dernier rapport du commissaire aux comptes, copie de la dernière certification aux comptes, si le porteur de projet y est tenu en vertu du code de commerce ;
- Un document permettant l'identification juridique du candidat, notamment un exemplaire des statuts en vigueur concernant les personnes morales de droit privé ;
- Une déclaration sur l'honneur du candidat certifiant qu'il n'a pas fait l'objet d'une condamnation pénale devenue définitive afin de s'assurer des conditions de « moralité » du porteur de projet.

Pièces complémentaires à joindre si l'état d'avancement du projet le permet :

- Une fiche de poste du professionnel rémunéré au titre de l'aide à la vie partagée ;
- Le diagnostic réalisé et justifiant le choix du public et du territoire d'implantation de la structure ;
- Les conventions signées ou lettres d'intention pour les partenariats avec les acteurs locaux ;
- Une fiche permettant au représentant légal de la structure ou à son mandataire de signer la demande de mobilisation de l'AVP auprès du Département de la Haute-Loire et de préciser le montant estimé de l'aide à la vie partagée nécessaire pour l'animation et la coordination du projet de vie sociale et partagée.

DÉLIBÉRATION DE L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

Séance ordinaire publique du 20 juin 2022

31 - AUTORISATION EXCEPTIONNELLE DE PRÉLÈVEMENT D'EAU DANS LE LAC DU BOUCHET POUR L'ABREUVEMENT DU BÉTAIL

Direction : Direction de l'Attractivité et du Développement des Territoires

Service instructeur : Direction Déléguée Développement Durable et Sports

Délibération n° : CD200622/31O

Le 20 juin 2022, l'Assemblée départementale, régulièrement convoquée, s'est réunie à l'Hôtel du Département sous la présidence de Marie-Agnès PETIT, Présidente du Département.

- Présents : 31 -Absent(s) excusé(s) : 5 - Absent(s) ayant donné pouvoir : 2

Le quorum et les délégations de vote ayant été vérifiés,

L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la demande présentée par le commune du Bouchet-Saint-Nicolas

CONSIDÉRANT la situation de sécheresse très marquée et la pénurie d'eau dont est victime la commune du Bouchet-Saint-Nicolas depuis le début du mois de juin 2022 ;

CONSIDÉRANT la nécessité de diminuer les prélèvements à des fins d'abreuvement du bétail sur le réseau d'alimentation en eau potable ;

CONSIDÉRANT la nécessité absolue de subvenir aux besoins d'abreuvement du bétail.

Après avoir entendu le rapport présenté par Monsieur Rémi BARBE et après en avoir délibéré :

- **valide les termes** de la convention d'autorisation d'occupation temporaire avec la commune du Bouchet-Saint-Nicolas relative aux prélèvements d'eau dans le Lac du Bouchet pour l'abreuvement du bétail ;

- **autorise la Présidente à signer**, pour le compte du Département, ladite convention correspondante

Adopté à l'unanimité des membres présents ou représentés.

Identifiant de télétransmission

043-224300012-20220620-260647-DE-1-1

Pour la Présidente,

le Directeur Général

des Services du Département par intérim

Date de réception en préfecture :

22 juin 2022

Date de publication :

Signé Eric CHANAL

CONVENTION POUR UNE AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DE LA PROPRIETE DEPARTEMENTALE DU LAC DU BOUCHET ET POUR LE PRELEVEMENT D'EAU DESTINE A L'ABREUUREMENT DU BETAIL

VISAS ET CONSIDERANTS

- Considérant la situation de sécheresse très marquée et la pénurie d'eau dont est victime la commune du Bouchet-Saint-Nicolas depuis le début du mois de juin 2022 ;
- Considérant la nécessité de diminuer les prélèvements à des fins d'abreuvement du bétail sur le réseau d'alimentation en eau potable ;
- Considérant la nécessité absolue de subvenir aux besoins d'abreuvement du bétail
- Vu le Code général des collectivités territoriales ;
- Vu la décision de la l'Assemblée Départementale du 20 juin 2022.

ENTRE

LE DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE, propriétaire du Lac volcanique du Bouchet, représenté par la Présidente Marie-Agnès PETIT, autorisée à signer la présente convention par délibération de la Commission permanente du 20 juin 2022.

ET

LA COMMUNE DU BOUCHET-SAINT-NICOLAS, représentée par son Maire Madame Josette ARNAUD

Ci-après dénommé l'occupant.

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

PREAMBULE

Le site du Lac du Bouchet est classé au titre de la loi du 2 mai 1930 relative à la protection des monuments naturels et des sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque. Il comprend un édifice volcanique, un lac de cratère entouré de forêts.

Ce site abrite des espèces protégées : la Chouette de Tengmalm dans les peuplements de hêtres, et l'Isoètes des lacs présente sous forme d'herbiers tapissant le fond du lac jusqu'à une profondeur de 4 à 5 m. C'est un espace naturel sensible du Département de la Haute-Loire.

Le lac du Bouchet est un site classé depuis le 21 septembre 1950. Cette protection comprend la surface complète du lac (45 ha) ainsi que deux parcelles supportant l'hôtel restaurant. Les abords du lac (prairies et bois adjacents) sont quant à eux inscrits.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Cette convention définit les conditions dans lesquelles le Département de la Haute-Loire autorise la Commune du Bouchet-Saint-Nicolas à prélever de l'eau par pompage dans le Lac pour les agriculteurs dont le siège d'exploitation est situé sur le territoire de la commune afin de subvenir de façon exceptionnelle et temporaire à l'abreuvement du bétail.

La liste des agriculteurs concernés figure à l'annexe 1 de la présente convention.

ARTICLE 2 – DUREE

La présente convention prend effet à compter de sa notification et prendra **fin le 15 septembre 2022**, date à laquelle il appartiendra de réévaluer la situation avec l'ensemble des parties prenantes.

ARTICLE 3 – NATURE DE L'AUTORISATION

Le Département autorise la commune du Bouchet Saint Nicolas à procéder à des prélèvements d'eau dans le lac du Bouchet destinés exclusivement à l'abreuvement du bétail dans **la limite de 60 m³/jour jusqu'au 15 septembre 2022** (soit un total d'environ 6 000 m³).

Les pompages sont exclusivement autorisés au niveau de **la clairière privée située au sud-ouest du lac** et en dehors des heures les plus fréquentées, c'est-à-dire **le matin entre 8h30 et 11h ou le soir entre 19h et 21h**. La localisation du lieu de prélèvement figure en annexe de la convention.

Les agriculteurs pourront accéder à cette clairière en empruntant une voirie forestière de l'ONF.

ARTICLE 4– ENGAGEMENTS DE L'OCCUPANT

La Commune du Bouchet-Saint-Nicolas est propriétaire unique gestionnaire de la pompe à moteur thermique dont la capacité est de 60 m³/h.

L'occupant s'engage à prendre les mesures nécessaires pour limiter l'impact sur l'environnement et sur les usagers. Toutes les précautions devront être prises lors du prélèvement pour éviter toute pollution de l'eau et respecter les zones de présence de l'isoète lacustre, plante aquatique faisant l'objet d'une protection nationale.

L'occupant prendra l'attache des services du Département qui pourront indiquer les secteurs à privilégier pour l'installation du dispositif de pompage temporaire de façon à éviter d'éventuels piétinements de la plante.

L'occupant s'engage à tenir un **registre précis** des volumes prélevés et à le communiquer au Département à la fin de chaque mois concernés par la présente convention.

ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT

Le suivi de cette AOT sera réalisé par la Direction de l'Attractivité et du Développement des Territoires qui veillera au respect des volumes prélevés ainsi qu'au bon déroulement des opérations de pompage.

ARTICLE 6 – CONDITIONS FINANCIERES

Les prélèvements d'eau sont autorisés à titre gracieux.

ARTICLE 7 – RESILIATION

La présente autorisation pourra prendre fin de plein droit à l'initiative de l'occupant en cas de cessation par l'occupant pour quelque motif que ce soit de l'exercice de l'activité prévue dans les lieux mis à disposition.

Le Département pourra également mettre fin à l'autorisation d'occupation pour les raisons suivantes :

- non-exploitation,
- dépassement des volumes prélevés sans accord préalable du Département,
- manquement de l'occupant à l'une de ses obligations prévues par la présente autorisation, après réception par l'occupant d'une lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet pendant un délai d'une semaine.
- en cas de nécessité pour motif d'intérêt général.

La volonté par l'une ou l'autre des parties de mettre fin à l'autorisation sera notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation prendra effet après réception de cette lettre. L'occupant ne pourra prétendre à aucune indemnité ni dédommagement de quelque nature du fait de la résiliation de l'autorisation quel qu'en soit le motif.

ARTICLE 8 – LITIGES

En cas de difficultés ou de litiges dans l'exécution de la présente autorisation, les parties s'engagent à chercher une solution amiable avant toute action contentieuse. Elles peuvent désigner d'un commun accord un tiers ayant pour mission de les aider à trouver un règlement amiable. En cas de persistance du litige, les parties pourront saisir le tribunal administratif de Clermont-Ferrand, 6 cours Sablon, 63033 Clermont-Ferrand Cedex 1.

Il convient de préciser que la survenance d'un litige ne saurait en rien soustraire les parties à leurs obligations au titre de ladite occupation.

Fait à Le Puy en Velay, le..... en 2 exemplaires.

Madame la Maire du Bouchet St Nicolas

Madame la Présidente du Département
de la Haute-Loire

Josette ARNAUD

Marie-Agnès PETIT

**LISTE DES EXPLOITANTS AGRICOLES AUTORISES A PRELEVER DE L'EAU
DU LAC DU BOUCHET POUR L'ABREUVEMENT DU BETAIL**

GAEC DES MOUETTES		ARNAUD Jacques
GAEC JULIEN		JULIEN Guillaume
GAEC DES BELLES NOIRES		RAYMOND
GAEC DE MARENCOU		ROUSSET Jacky
GAEC LE BLEU DU LAC		FEUILLET CHAUSSINAD
GAEC DE ROCHE BOUCHY		VIDAL Alain
LE PORC DU STEVENSON (porcs)		AGRAIN
ARNAUD	Damien	
ARNAUD	Thierry	
CLAVEL	Philippe	
EYRAUD	Eric	
EYRAUD	Michel	
FORESTIER	Jacky	
GAZANION	Jérôme	
LARGIER	Dominique	
MONDILLON	Jean Paul	
RECH (veaux)	Dominique	
VIGOUROUX	Martial	
VILLESECHE	Pierre	



Imprimé par l'Imprimerie du Département de la Haute-Loire

1, Place Monseigneur de Galard

CS 20310 – 43009 Le Puy-en-Velay cedex

-

Publié le 29 juin 2022

ISSN : 1258-5920